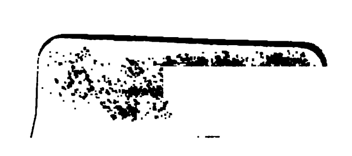








OUVRAGES

POLITIQUES-ÉCONOMIQUES

PAR LE COMTE

CAMILLE BENSO DE CAVOUR

Président

DU CONSEIL DES MINISTRES

ET MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES

DE S. M. LE ROI DE SARDAIGNE.



CONI

PAR B. GALIMBERTI ÉDITEUR-LIBRAIRE

1855.

GIORGIO FRANZ IN MONACO.


BIBLIOTHECA · BODLEIANA

AVIS.

Le nom du comte CAMILLE DE CAVOUR *premier ministre de S. M. le Roi de Sardaigne étant connu non seulement en Italie, mais en Europe, et ses travaux soit comme publiciste, soit comme homme politique, ayant été hautement appréciés par les hommes les plus illustres de l'époque, tels que* COBDEN, GIOBERTI *et* GRÜGER, *le soussigné ne doute pas que la collection de ses œuvres littéraires, et de ses discours parlementaires, publiée avec l'approbation de l'Auteur, ne soit favorablement accueillie par le public.*

Cette collection est divisée en deux parties: la première contenant les écrits publiés en français dans des Revues étrangères par l'Auteur avant le 48, lorsque le Piémont ne jouissait pas encore des bienfaits de la liberté de la presse; la seconde qui renferme les discours et les articles prononcés ou écrits en italien, sera précédée d'une biographie de M. de Cavour rédigée avec soin par l'avocat Vineis directeur de la Gazzetta delle Alpi, *et ornée du portrait de l'Auteur.*

L'ÉDITEUR.

DES
IDÉES COMMUNISTES
ET DES
MOYENS D'EN COMBATTRE LE DÉVELOPPEMENT.

. Le communisme, dans ses nombreuses manifestations, est, depuis quelques années, en possession d'attirer sur lui l'attention publique. Bien des indices menaçants de sa puissance et de l'étendue de ses ramifications sont venus frapper toutes les personnes qui se préoccupent de l'étude des questions politiques et sociales. Aussi les publicistes sérieux ont-ils compris que là se trouvait pour eux un sujet fécond de méditations, et un champ fort vaste ouvert à d'intéressantes recherches.

Déjà, dans ce recueil, un économiste distingué a consacré à la question communiste plusieurs articles d'un haut intérêt. Avec la largeur de vues et la netteté d'expressions qui caractérisent son talent, Mr. le professeur Cherbuliez a présenté à ses lecteurs des considérations aussi justes que sages, sur les impossibilités nombreuses qui se rencontreraient nécessairement dans la réalisation des utopies dont les chefs du communisme bercent leurs adeptes confiants et enthousiastes.

Il ne saurait entrer dans ma pensée de reprendre à un point de vue analogue un sujet traité dans ces pages mêmes avec tant de supériorité. Mais il me semble qu'il est un autre aspect de cette même question, non moins digne de l'attention des penseurs, sur lequel on peut entrer dans quelques développements restés en dehors du cadre que s'est tracé l'habile professeur que je viens de citer.

Les succès partiels du communisme, quelle que soit d'ailleurs

leur importance, sont loin d'être un fait isolé. Pour bien en saisir les causes et la nature, il faut les rapprocher des faits analogues qui se rattachent au même principe. Ainsi, d'un côté, nous avons les redoutables émeutes des canuts de Lyon en 1831 et 1834, les mouvements des briseurs de machines et le chartisme en Angleterre, les manifestations des Rebeccaites dans le Pays de Galles, celles des *anti-renters* aux États-Unis, enfin les fréquentes *grèves* des ouvriers français, tous ces phénomènes pouvant plus ou moins être rapportés à la même source. D'autre part, dans les régions de l'intelligence, nous voyons que notre siècle a produit un nombre considérable de plans de réformes sociales qui, plus ou moins chimériques, plus ou moins absurdes, ont toutefois séduit des esprits auxquels on ne peut refuser une certaine distinction. Saint-Simon a trouvé de zélés adeptes, aussi bien qu'Owen, et aujourd'hui encore il existe toujours une école phalanstérienne qui, bien que sensiblement modifiée, professe un grand respect pour les conceptions bizarres et fantastiques de Fourrier. Enfin des hommes d'une tout autre portée que les rêveurs que je viens de nommer, et qui n'ont point donné dans d'aussi étranges chimères, ont, sans s'en rendre bien compte, adopté une partie des principes qui font la force du communisme, et ils ont prêté l'autorité de leur talent à des essais de théories que l'on n'aurait pu compléter et développer sans arriver à bouleverser de fond en comble l'ordre social actuel.

Ici je placerai en première ligne un nom illustre, auquel se rattache une considération aussi élevée que méritée. Mr. de Sismondi, ému d'une vive sympatie pour les souffrances que la grande crise industrielle de 1816 avait attirées sur les classes ouvrières en Angleterre, abandonna les doctrines économiques vraiment rationnelles qu'il avait lui même développées et défendues avec succès. En conséquence, entraîné par une ardeur généreuse dans son principe, mais peu réfléchie, il prêta le charme de son style et la puissance de son talent à la cause des utopistes qui, pour mettre les classes indigentes à l'abri d'une

cruelle misère, ne proclament rien moins que la nécessité d'une réforme radicale dans les principes sur lesquels reposent les rapports sociaux.

Si un homme aussi distingué s'est laissé entraîner par des illusions pareilles, on ne saurait s'étonner qu'une foule d'écrivains d'un ordre inférieur aient suivi une ligne analogue en marchant sur ses traces. Une circonstance remarquable les favorisait en France. En déclamant contre ce qu'on appellait l'école économique anglaise, ces écrivains s'appuyaient sur une des mauvaises passions les plus dangereuses qui soient restées dans les esprits à la suite des grandes commotions politiques qui ont agité l'Europe pendant un demi-siècle. Par là ils acquéraient à bon marché une sorte de popularité de bas aloi, et ils faisaient montre d'un patriotisme peu éclairé en injuriant une nation généreuse qu'ils croyaient devoir considérer suivant une expression funeste mais consacrée en certains lieux, comme une ennemie naturelle. Ainsi une certaine faveur a continué à s'attacher à de fâcheuses erreurs économiques, qui ont avec les principes du communisme une intime analogie, et qui favorisent la propagation de doctrines redoutées à bon droit par les amis de l'ordre.

Malheureusement le mal que je viens de signaler ne s'est pas restreint dans cette sphère subalterne, occupée par les écrivains qui vivent en exploitant chaque jour les caprices ou les mauvais penchants d'une certaine catégorie de lecteurs. L'Institut de France a admis récemment dans son sein un publiciste qui, dans un ouvrage de longue haleine, a payé un large tribut à ces antipathies fastueusement décorées du nom de nationales. Mr. de Villeneuve-Bargemont a publié, sous le nom d'*Économie politique chrétienne*, un ouvrage qui a obtenu un certain succès, et qui a fourni à son auteur un de ses principaux titres pour entrer à l'Académie des sciences morales. Cependant ce livre abonde en insinuations malveillantes contre ce qu'il appelle l'industrialisme anglais, et contre toutes les institutions britanniques. De pareilles attaques sont certainement aussi

contraires à l'impartialité scientifique qu'à l'esprit chrétien, que le titre de l'ouvrage faisait espérer de voir réunis dans ces graves questions; mais, quand un auteur sérieux peut se les permettre sans soulever à un haut degré l'animadversion publique, il y a là un indice grave de la puissance des préjugés qui l'ont entrainé dans des écarts qu'expliquent des sentiments malheureusement fort répandus.

Au reste, des faits récents et significatifs montrent assez qu'indépendamment du communisme absolu et en quelque sorte officiel, les meilleurs esprits se préoccupent vivement des questions relatives à l'organisation du travail et aux rapports des ouvriers avec les capitalistes qui les emploient. Les débats judiciaires amenés cet été par l'affaire de la grande coalition des ouvriers charpentiers de Paris et par la stagnation momentanée de leur industrie, viennent à l'appui de cette assertion. Pareillement l'attention publique s'est portée sur les discours dans lesquels Mr. de Lamartine proclamait d'une voix éloquente la nécessité de réformes profondes sur ces portions de l'ordre social qui subsiste actuellement. Le grand poète, le littérateur illustre a jusqu'ici montré trop peu d'aptitude à saisir le côté pratique et positif des affaires, pour que son opinion soit d'un grand poids en ces matières. La richesse et la puissance de son imagination, qui lui ont valu ses grands succès littéraires, semblent devoir être un obstacle insurmontable a ce que, disciplinant son esprit et le soumetant aux exigences sévères de la science et de la logique, il puisse se former des notions précises et applicables à l'égard des questions qui se rapportent soit à la politique journalière, soit aux grands problèmes sociaux dont la solution exige une étude approfondie des ressorts les plus cachés qui font mouvoir la volonté humaine. Mais ce qu'il y a de bien plus grave que l'opinion d'un brillant orateur, c'est qu'une foule d'hommes partagent jusqu'à un certain point sa manière de voir, et proclament hautement qu'il y a, dans l'état actuel des choses relativement à l'organisation du travail, des vices graves, et que, si l'on n'aperçoit pas encore bien le remède

qu'on doit y apporter, on peut néanmoins se tenir pour assuré que ce remède doit exister et finira immanquablement par se manifester.

Je n'essaierai certainement pas de soutenir qu'on ne peut espérer aucune amélioration dans les rapports des entrepreneurs d'industrie avec les ouvriers qu'ils emploient, et que tout soit pour le mieux dans l'état actuel de ces rapports; mais, d'un autre côté, l'on ne saurait douter qu'une attente trop vive et trop excitée d'un changement radical dans ces relations importantes n'entretienne une inquiétude fâcheuse dans les esprits, et ne puisse avoir des conséquences funestes, ne fût-ce qu'en soulevant des espérances condamnées à être cruellement déçues.

Les différentes considérations que je viens d'indiquer sommairement, me paraissent établir qu'au communisme se rattachent une foule de faits sociaux qui présentent avec lui beaucoup d'analogie, que ces phénomènes se manifestent de nos jours avec une intensité spéciale, et semblent avoir une relation particulière avec l'état actuel du développement intellectuel de la société européenne.

Quand on cherche à se rendre compte des idées sur lesquelles s'appuient les divers systèmes communistes et socialistes, on arrive bientôt a rencontrer devant soi un problème moral d'une immense difficulté. Ce problème, le voici dans sa plus simple expression: Quel est le principe rationnel à suivre dans les cas de conflit entre le droit de propriété sur lequel repose l'ordre social tout entier, et le droit aux moyens d'existence qu'on ne saurait refuser à tout homme vivant? Que doit-on-faire quand il se manifeste une collision positive entre le droit social et le droit naturel, c'est-à-dire entre le principe de la propriété, nécessaire au maintien ainsi qu'au développement de la société, et le principe qui impose à l'homme un respect absolu pour la vie de ses semblables?

Un homme qui s'est proposé sérieusement de chercher la solution de cette difficulté, s'il est d'ailleurs doué de l'esprit rigoureux d'analyse sur lequel repose la véritable méthode

scientifique, se trouve bientôt aux prises avec des questions si délicates, si irritantes, qu'il est naturel de voir se manifester en lui une puissante répugnance à poursuivre son examen dans une direction semblable. Ainsi, dans les siècles passés, la plupart des jurisconsultes, des législateurs et des publicistes, redoutant d'aborder de front ces questions formidables, se sont-ils efforcés de se persuader qu'elles ne se réalisent point, et qu'elles ne se rapportent qu'à des circonstances imaginaires qui ne se rencontrent jamais dans la réalité. Il est inutile, disent-ils, de s'occuper de cas extrêmes, pour lesquels on ne saurait tracer aucune règle avec l'espoir de la faire observer. La collision entre le droit de conservation individuelle et le droit de propriété est un cas si extraordinaire, à leurs yeux, qu'on doit le laisser en dehors des prévisions et des calculs théoriques sur le droit social.

Les moralistes proprement dits ont eu un peu plus de hardiesse, et ils ont abordé de plus près la difficulté. Ils sont en général tombés d'accord que, dans les cas où se réalise cette collision si fâcheuse, c'est le droit de conservation individuelle qui doit l'emporter, et que le principe de la propriété doit céder absolument devant une nécessité extrême, quand la vie même de l'individu qui viole ce principe serait immédiatement compromise par le respect de la propriété d'autrui.

Au point de vue subjectif, qui forme ordinairement la préoccupation spéciale du moraliste, cette doctrine est incontestable. Le droit naturel et la morale éternelle ne sauraient imposer à l'homme mourant de faim un respect absolu pour la propriété de son voisin nageant dans l'opulence. Toutefois un examen sérieux démontre, en même temps, qu'au point de vue social et législatif ce principe ne peut être appliqué d'une manière absolue, parce que, si l'on tente cette application, l'on vient se heurter contre des impossibilités évidentes et insurmontables.

Pour sortir des abstractions, prenons un exemple fort triste, mais malheureusement fort réel. La population du Bengale est si dense et si serrée, elle s'est réduite à un régime habituel si frugal, qu'une diminution fort peu considérable dans sa ration

ordinaire entraîne à sa suite, pour beaucoup d'habitants, une mort inevitable. Or les vicissitudes naturelles des saisons amenant nécessairement de temps en temps des récoltes médiocres ou mauvaises, il en résulte périodiquement des famines cruelles. Une détresse meurtrière se manifeste dans l'Hindoustan aussi souvent qu'il se rencontre des circonstances analogues à celles qui, en Europe, produisent un léger renchérissement dans le prix des céréales. Or, tandis que ces famines moissonnent par milliers des individus misérables, les stations et les postes militaires anglais, abondamment approvisionnés, continuent à vivre dans une aisance habituelle. Lorsque des malheureux Hindous expirent dans les tourments de la faim à la porte d'une maison où les officiers anglais trouvent à la table de la *mess* un repas exquis et surabondant, il y a là un contraste fort pénible. Si une de ces victimes de la faim avait un moyen quelconque d'enlever un des plats superflus de cette table opulente, nul moraliste ne pourrait lui faire un crime de mettre en usage ce moyen. Mais s'il y a là, au point de vue subjectif et individuel, une sorte de droit positif et absolu pour le pauvre mourant de faim, la tentative de proclamer ce droit comme un principe social, de le reconnaitre en face de la loi, et de lui assurer une sanction positive de l'autorité publique, serait évidemment insensée. Comment tracer la limite des sacrifices que l'on imposerait aux officiers européens entourés de cette foule misérable? Où s'arrêter dans cette voie scabreuse? Faudra-t-il les réduire au plus strict nécessaire et les mettre à la petite ration comme on doit quelquefois le faire pour de malheureux navigateurs égarés dans les vastes solitudes de l'Océan? Evidemment, à cette condition l'on ne trouverait plus d'officiers capables qui voulussent servir au Bengale. Et si l'on ne va pas jusque-là, où s'arrêter? Lorsque des victimes succombent par milliers, aura-t-on assez fait en sauvant une vingtaine autour de tel poste? faut-il aller à cinquante, à cent, à deux cents, et arriver à la limite des privations que peut sopporter un estomac européen? ou bien faut-il mettre des officiers à un régime de naufragés pour éviter les calamités

auxquelles s'expose nécessairement, par sa propre conduite, un peuple imprévoyant et fataliste?

Évidemment, ici le pouvoir social doit se resigner à fermer les yeux; et tandis qu'au point de vue individuel et subjectif, tout esprit éclairé et honnête déclarerait innocent l'Hindou affamé qui dérobe un plat au dessert européen pour conserver sa misérable existence, le même homme, constitué juge et appréciant les choses au point de vue social, ne pourrait qu'absoudre l'officier anglais qui défend son garde-manger somptueux, même en brisant le crâne des déprédateurs affamés, si cela devient nécessaire.

Voilà sans doute un cas extrême, un cas odieux à contempler, et peut-être plus d'un lecteur me saura-t-il mauvais gré de chercher à attirer forcément son attention sur des circonstances que les législateurs et les publicistes se refusent d'ordinaire à examiner. Cependant, comme l'art de guérir a besoin que le médecin surmonte certaines répugnances naturelles et légitimes pour découvrir, à l'aide du scalpel anatomique, la constitution intimes de certains organes, la science sociale à besoin que le scalpel de l'analyse arrive jusqu'au fond de certaines questions à l'égard desquelles une solution est devenue nécessaire, et que dans l'intérêt social il est indispensable d'éclairer.

D'ailleurs, du cas extrême que j'ai allégué on arrive, par des transitions graduelles et tout à fait insensibles, à des cas qui se présentent journellement dans la société au milieu de laquelle nous vivons, et les cas extrêmes sont pour ainsi dire, la pierre de touche des principes dont on cherche a évaluer la portée scientifique. Prenons aussi, si l'on veut, un exemple plus rapproché de nous.

Dans l'Europe presque entière l'aristocratie territoriale, qui concentrait jadis en elle presque tout le pouvoir politique, avait introduit une législation fort sévère pour assurer la conservation du gibier. Que n'a-t-on pas dit sur ces seigneurs féodaux qui faisaient aller aux galères un malheureux paysan pour avoir abattu un lièvre dans leurs forêts giboyeuses, où les gentilshommes

s'amusaient à faire d'immenses battues et des massacres immenses de cette venaison qu'ils forçaient leurs vassaux à ménager? Certainement l'adoucissement des lois sur la chasse a été un progrès remarquable dans la civilisation; cependant le principe même sur lequel reposait l'appropriation du gibier n'est pas essentiellement différent de celui sur lequel repose la propriété territoriale. Si l'on dit que le lièvre n'était d'aucune utilité à un riche propriétaire, et que cependant il pouvait servir au malheureux braconnier pour nourrir sa famille affamée, pourquoi n'ira-t-on pas plus loin, et ne dira-t-on pas que si je garde dans mon armoire un vieux manteau usé que je ne porte plus, le pauvre qui grelotte au coin de la rue, par un froid rigoureux, a le droit de me l'enlever et d'en couvrir ses membres engourdis?

A moins que la société humaine ne subisse une transformation complète, et tant qu'il y aura des riches et des pauvres, il y aura toujours des cas où le droit de propriété se trouvera en collision avec le droit de conservation individuelle, et où le peu d'avantage que le riche tire de sa possession étant comparé à l'extrême nécessité où se trouve le pauvre, il semblera en résulter pour celui-ci un titre plausible qui l'autorise à sacrifier à un besoin impérieux le respect dû à la propriété d'autrui.

Comme les publicistes et les jurisconsultes ont l'habitude de la conséquence, ils répugnent d'ordinaire profondément à reconnaître la réalité de pareils cas, parce qu'aucun principe rigoureux ne semble pouvoir s'y appliquer. Si on reconnaît d'une manière absolue le droit de propriété, on arrive à des conséquences cruelles et barbares. On se sent une invincible répugnance à porter froidement une sentence de mort qui doit frapper des hommes malheureux mais innocents, et cela pour protéger certaines jouissances bien frivoles, bien futiles, que les riches tirent de leur superflu. Mais si, d'un autre côté, on reconnaît d'une manière absolue le droit de l'extrême indigence à un secours positif, on se heurte rudement contre des impossibilités nombreuses et évidentes: pour être conséquent, on arriverait bientôt à mettre

le genre humain tout entier à la petite ration. A la vérité, on rencontre des nations qui ont inscrit dans leur code la reconnaissance du droit de conservation individuelle, et qui en ont déduit un système complet de charité légale. Il semblerait même qu'au point de vue du droit naturel, la charité légale serait obligatoire pour le pouvoir social, quand les suites funestes qu'elle entraîne naturellement à sa suite ne sont pas imminentes, et quand une nation est assez civilisée pour pouvoir supporter ce régime si difficile à organiser, et toujours fécond en inconvénients fort graves. Ces inconvénients, qui ont été mis dans leur plein jour dans l'ouvrage remarquable de Mr. F.-M.-L. Naville, ne peuvent être contestés, et ils sont tels, qu'un législateur appelé à donner un code à une colonie nouvelle aurait lieu d'hésiter beaucoup à la doter de lois positives organisant un système de charité légale. D'ailleurs, l'on ne saurait contester que bien des peuples se trouvent dans des circonstances telles qu'il serait impossible d'établir subitement chez eux un pareil système; et là même où on le peut, cette entreprise ne se soutient qu'à l'aide de mesures empreintes d'un esprit de dureté et de défiance, qui répugnent vivement aux hommes bienveillants. Ce cortége funeste fera douter encore longtemps si les institutions qui se rapportent à la charité légale ont, dans leur ensemble, fait plus de bien que de mal à l'humanité.

Voilà pourquoi on a si longtemps cherché à éluder la nécessité de se poser nettement un problème qui, envisagé dans sa rigueur scientifique, semble ne devoir aboutir qu'à des vaines utopies, à des remèdes légaux féconds en conséquences dangereuses et funestes, ou enfin à une doctrine impitoyable et barbare.

Pour tout homme qui a suivi la marche de la philosophie moderne, il y a ici quelque chose qui rappelle ces fameuses *antinomies* de Kant, à propos desquelles ce profond penseur a cru trouver, dans le fond même de la raison humaine, des démonstrations opposées, produisant de chaque côté une évidence apparente, et se contredisant néanmoins d'une manière absolue.

L'époque où nous vivons est caractérisée d'une manière re-

marquable par un esprit d'examen et d'analyse qui recherche en toute chose la dernière raison accessible à l'intelligence, et ne se laisse arrêter par aucun obstacle, si ce n'est par l'impossibilité absolue d'avancer. On ne peut espérer des penseurs qui partagent cette disposition, qu'ils consentent à éluder une question que les faits sociaux soulèvent naturellement. Ce que pendant longtemps les anciens publicistes ont pratiqué en désespoir de cause et par crainte de devoir renoncer a leurs principes ou avouer leur impuissance, ne peut convenir à l'esprit de notre époque, accoutumée à tout soumettre à la pierre de touche d'un examen approfondi. Cet esprit investigateur portera le scalpel de l'analyse jusque dans les plaies les plus profondes et les plus douloureuses du corps social; le spectacle le plus cruel ne saurait le forcer à détourner les yeux, tant qu'il aura l'espoir de découvrir la solution qu'avant tout il lui faut obtenir.

Voilà, ce me semble, une des causes du développement qu'ont obtenu de nos jours le communisme, le socialisme et les autres systèmes analogues. Les penseurs de notre siècle, façonnés aux allures hardies et décidées de l'esprit moderne, lorsqu'ils ont entrevu le redoutable problème que nous avons tout à l'heure rencontré, ne se sont pas crus obligés à reculer, comme en général l'avaient fait les anciens publicistes; loin de recourir au moyen évasif qui consiste à chercher à se dissimuler l'existence de ce redoutable problème, ils l'ont abordé en face. Alors, ayant à choisir entre les deux seules solutions dont il paraît d'abord susceptible; ils ont naturellement penché vers celle qui inspire le moins de répugnance, parce qu'elle n'aboutit qu'à l'utopie et non à la cruauté. Ils ont pensé qu'en cas de collision, c'est le principe de propriété qui doit céder devant celui du respect dû à la vie humaine, et que le droit naturel doit toujours, en cas de conflit, prévaloir sur le principe social.

Cette solution est celle vers laquelle tout esprit droit et honnête doit se sentir d'abord attiré. Il faut qu'elle soit invinciblement démontrée impossible, pour que la pensée se résolve à en chercher une autre, et cette autre ne saurait jamais être la

solution barbare et cruelle qui, au premier abord, paraît être la seule alternative possible après celle que je viens d'indiquer.

Les esprits méthodiques qui ont suivi avec le plus de rigueur le principe du droit absolu de conservation individuelle, sont arrivés à formuler ce que l'on a nommé le droit au travail. A leur point de vue, l'homme, voué au travail par les conditions mêmes de sa nature, doit se plier et se soumettre à cette obligation inévitable; mais, quand il est prêt à subir cette nécessité fatale, il a un droit sacré et absolu à recevoir en retour ce qui est strictement nécessaire à sa subsistance. En d'autres termes, il a droit à trouver à la fois de l'emploi pour sa faculté de travailler, et un salaire suffisant pour ne pas succomber sous le poids de la misère. Ce droit au travail, ajoute-t-on, est le premier, le plus important de tous les droits placés sous la garantie de la société. Dans tous les cas de collision entre ce droit inviolable et le principe de la propriété, c'est ce principe qui doit être sacrifié, car la propriété elle-même est établie pour le bien et la conservation de l'humanité: elle cesse d'être sacrée lorsque le respect qu'elle inspire compromettrait l'existence même de l'homme.

Telle est, ce me semble, la formule rigoureuse qui représente ce prétendu droit au travail, et qui fournit un fondement fort spécieux et un point de départ plausible au communisme et aux autres utopies susceptibles d'être rapportées au même ordre d'idées, comme par exemple le système du phalanstère et celui d'Owen.

Peut-on toutefois nier d'une manière absolue le droit au travail? Non, sans doute; pour le faire, il faudrait imposer silence aux sentiments les plus naturels de l'humanité. Mais on ne peut l'admettre sans restriction qu'au point de vue subjectif et individuel, exactement de la même façon que nous avons reconnu à l'Hindou mourant de faim le droit de détourner une faible partie du repas surabondant des officiers anglais dans le cas où il aurait la possibilité physique de s'en emparer. Le droit au travail, ou pour mieux dire, le corollaire

du droit de conservation individuelle qu'on est convenu de désigner ainsi, ne peut point, le plus souvent, être pris sous la sauvegarde du pouvoir social, car, sauf certaines circonstances spéciales, il ne peut être ni régularisé et organisé, ni soigneusement défini, sans que l'on rencontre aussitôt des impossibilités matérielles et insurmontables dans une pareille tentative.

J'ai dit qu'il se rencontrait ici une sorte d'*antinomie*. Pour en trouver la clef et dénouer la contradiction en apparence inévitable, il faut s'élever à des considérations de haute philosophie, qui ne peuvent être saisies que par les esprits façonnés à un genre de spéculations dont certaines âmes spécialement prédisposées sont seules capables de goûter le charme. Ainsi, il s'est trouvé des publicistes dont l'attention s'est portée sur l'alternative directement opposée au principe qui reconnait ce que l'on a appelé le droit au travail, et ceux-ci sont arrivés généralement à trancher brusquement cette question délicate en niant résolument et sans aucune réserve l'existence de ce droit. De ce qu'ils apercevaient clairement et avec raison l'impossibilité d'organiser, de régulariser, et de placer sous la sanction sociale, dans les conditions actuelles de l'humanité, ce droit si important, ils ont conclu la négation totale du droit lui-même, et ils sont arrivés à des conséquences qui ont soulevé contre eux le sens moral de leurs lecteurs.

Ici, en première ligne, je citerai un illustre écrivain, digne d'une haute estime. Malthus, économiste éminent, a, sans aucun doute, rendu un grand service à l'humanité en mettant en évidence une vérité d'une suprême importance. Sa doctrine me parait destinée à exercer sur l'avenir des sociétés civilisées une influence immense et particulièrement bienfaisante. C'était un philanthrope éclairé et d'une haute moralité; cependant, son célèbre ouvrage sur la population a soulevé de puissantes répugnances, qui n'ont pas toujours été entièrement déraisonnables. Cela vient de ce qu'ayant vu, mieux qu'aucun de ses

devanciers, l'impossibilité dont je viens de parler, il a été porté à en déduire, comme conséquence rigoureuse, que ce droit de conservation individuelle, qui ne peut être universellement assuré et sanctionné, n'a point le caractère sacré d'inviolabilité qu'on lui attribue communément.

Ce corollaire choque cruellement, et on doit espérer qu'il choquera toujours également, le fond de la conscience humaine. Là se trouvait donc le principe légitime des réclamations élevées contre la doctrine de Malthus, réclamations qu'une foule de préjugés et d'anciennes erreurs ont contribué à exagérer singulièrement.

Le milieu social dans lequel vivait Malthus, on doit en convenir, avait dû le rendre entièrement étranger aux spéculations de haute philosophie, nécessaires à la solution du problème moral impliqué dans cette question. Depuis Locke et Clarke, la haute métaphysique a été, jusqu'à nos jours, fort négligée en Angleterre, et le génie britannique semble n'avoir accordé son attention et son estime qu'aux principes philosophiques susceptibles d'une application immédiate et pratique. Si, tout dernièrement, quelques indices semblent trahir, à cet égard, une légère amélioration, on ne peut contester que les hautes vérités spéculatives ne fussent, du temps de Malthus, fort négligées dans sa patrie. Le grand économiste n'a donc point aperçu l'antinomie vers laquelle son sujet le conduisait; loin d'en chercher la solution, il ne s'est pas le moins du monde douté de son existence. On sait qu'un logicien rigoureux est impitoyable, quand il examine les conséquences de ses principes. Malthus s'est parfois montré tel, en exposant les suites de l'importante vérité qu'il s'était imposé la tâche de mettre en pleine évidence, et qui est réellement le point d'appui le plus solide d'une confutation rationnelle des utopies communistes et socialistes.

Cela n'empêche pas que l'*Essai sur le principe de la population* ne soit un ouvrage qui marque une époque fort importante dans le développement des sciences sociales. Cet

ouvrage a fourni une démonstration victorieuse et complète de certaines vérités qu'aucun publiciste ne peut plus méconnaître aujourd'hui, et auxquelles il serait peut-être à désirer que la postérité reconnaissante affectât le nom de *théorème de Malthus*. Je n'hésite pas, en effet, à donner le nom de théorème à des vérités si complétement démontrées qu'aucune proposition mathématique ne les surpasse désormais en évidence.

S'il fallait formuler ce théorème d'une manière rigoureuse et précise, en élaguant les considérations hasardées qui ont nui à son adoption, je m'exprimerais ainsi : — La race humaine partage, avec toutes les espèces animales, un pouvoir remarquable de se multiplier constamment et indéfiniment, d'après une progression fort rapide. Un instinct puissant pousse irrésistiblement les brutes à faire usage de ce pouvoir ; en conséquence, un nombre prodigieux d'individus de ces espèces inférieures est fatalement voué a une destruction violente et précoce. Aussi la nature y a-t-elle pourvu, en ce que le plus grand nombre des animaux sert de pâture, soit aux carnassiers, soit à l'homme lui-même, et que les bêtes feroces sont continuellement en guerre acharnée entre elles, ou périssent sous les traits des chasseurs. L'homme lui-même, dans cet état que Hobbes a nommé mal à propos l'état de nature, et qui n'est, au fond, qu'un état de dégénération et de barbarie, est en hostilité constante et habituelle avec ses semblables. Un examen attentif des mœurs des peuplades qui vivent dans cet état, démontre que ces guerres permanentes tiennent en grande partie au trop-plein de la population sauvage, relativement aux faibles ressources dont elle dispose. Toutefois l'homme, doué d'intelligence, de raison et de prévoyance, peut, à un certain degré, prévenir les maux qui résultent d'une multiplication de son espèce excessive par rapport aux moyens d'existence mis à sa portée. En étudiant l'histoire du monde on peut reconnaître que cette prévoyance a, jusqu'à un certain point, existé en fait chez les nations civilisées, et leur a

épargné bien des détresses; mais on reconnaît aussi qu'elle n'a encore été nulle part suffisante pour empêcher que partout il ne se manifestât, dans certaines classes, une masse considérable de malaise et de misère, qu'on doit nécessairement attribuer à ce que les naissances sont dans une proportion trop forte relativement aux moyens d'existence offerts à la population. Si l'on rencontre quelque part une exception à cette règle générale, cela tient à des circonstances tout à fait rares et nécessairement transitoires, qui ont pour effet naturel de provoquer un accroissement extrêmement rapide dans la population. Mais, pour employer une expression empruntée aux sciences exactes, jamais encore un état d'*équilibre stable* entre la population et les moyens d'existence n'a pu être réalisé, sans qu'un degré considérable de malheur et de détresse affligeât certaines classes de la société, par suite de l'imprévoyance avec laquelle se multiplient certaines familles; et si les progrès de la civilisation pouvaient amener en ceci une prévoyance plus étendue et plus efficace, la détresse qui dérive de cette source serait prévenue ou au moins diminuée.

Jusqu'ici j'ai résumé Malthus: j'ajouterai maintenant qu'en ceci, comme en bien d'autres choses, je rougirais de désespérer des progrès futurs de l'humanité, et que l'on doit espérer que la prudence humaine, éclairée, pourra restreindre encore beaucoup le cercle des misères dues a cette tendance constante de la population indigente à se multiplier indéfiniment, sans égard à l'étendue réelle de ses ressources.

Maintenant, il est inutile de s'arrêter longuement à établir que le droit de contracter un mariage est réel et sacré, tout aussi bien que celui de la conservation individuelle. Sous l'influence victorieuse des principes mis en lumière par Malthus quelques publicistes allemands ont cru pouvoir proposer, à cet égard, certaines mesures où l'odieux se trouvait réuni au ridicule. De pareilles idées ne méritent pas l'honneur d'une réfutation sérieuse. Ce n'est pas, néanmoins, que des mesures

indirectes ne puissent parfois être utiles pour prévenir des mariages imprudents; mais il faut ici procéder avec une extrême réserve, et bien se garder de blesser les inviolables maximes de la morale et du droit naturel. Observons, en effet, que quand la société n'organise pas dans son sein la charité légale, il ne résulte pas, de ce seul fait, une négation du droit de conservation individuelle. Cette omission peut parfaitement s'expliquer et se traduire comme un aveu d'impuissance. Le pouvoir social, sans nier un droit, peut ne pas se sentir la puissance et les moyens d'en organiser la garantie. C'est même souvent le parti le plus sage; et s'abstenir de tenter une entreprise que l'on ne pourrait point mener à bon terme, est parfaitement légitime. Au contraire, si la société imposait au mariage des indigents une seule contrainte réprouvée par la morale, il y aurait là une lésion de la justice que rien ne saurait excuser, et ce serait le cas d'appliquer le fameux axiome: Il n'y a pas de droit contre le droit.

Les vérités développées par Malthus, combinées avec le devoir inviolable, imposé au pouvoir social, de respecter le droit des indigents relativement au mariage, en se résignant, s'il le faut, à laisser peser sur leur postérité les conséquences inévitables d'une multiplication imprudente, montrent clairement que le pouvoir social doit subir le spectacle de certains maux qu'il est impuissant à empêcher. Toutefois il est peu logique d'aller plus loin, et de prétendre, comme on l'a fait, que ces maux mêmes étaient fatalement inévitables, et qu'il fallait s'y résigner, comme à des conditions invariables de la nature humaine. Encore une fois, s'il fallait absolument choisir entre les deux aspects opposés de la question redoutable que l'on rencontrera toujours au fond de ces recherches, mieux vaudrait s'attacher à suivre, dans toutes ses conséquences, le droit de conservation individuelle, que de le nier résolument à la vue des impossibilités nombreuses auxquelles on se heurte en cherchant les moyens d'organiser une sanction sociale de ce droit important.

Mais j'ai avancé que des considérations de haute philosophie nous élèvent au-dessus du point de vue où l'on est obsédé par cette alternative redoutable, contre laquelle la pensée humaine se sent serrée comme dans une impasse, sans apercevoir d'issue, si ce n'est soit en se livrant à des utopies et en caressant des chimères, soit en cuirassant son cœur contre les sentiments les plus naturels. Les bornes de cet article m'interdisent de donner ici un développement complet aux preuves de cette assertion. Je me limiterai donc à exposer très-brièvement les résultats aux-quels conduirait une voie que je ne puis suivre aujourd'hui.

En considérant la marche de l'univers avec un œil philosophique, la pensée reconnait deux ordres profondément distincts: l'ordre des faits et l'ordre du droit. Toutefois un lien intime et essentiel unit ces deux ordres sans les confondre: nul droit réel n'existe qu'en vertu d'un fait auquel il se rattache; nul fait ne s'accomplit sans avoir, dans l'ordre du droit, des conséquences nécessaires. Néanmoins l'intelligence reconnait souvent que, dans la marche des évènements, le fait contredit le droit; mais elle voit là un désordre qui la blesse et la révolte; bien plus, elle affirme avec autorité que ce désordre ne peut être nécessaire ni permanent, qu'il doit provenir d'un abus de la liberté, et que, en dernier résultat, il doit être régularisé et préparé, car le droit, en dépit de toute violation, reste sacré, il s'impose toujours avec une autorité absolue, et il doit toujours finir par prévaloir et par triompher. Or, quand l'homme, sous l'empire d'une nécessité pressante, cherche à pourvoir à son existence, l'intelligence lui reconnait un droit positif, et, si elle n'est pas assez éclairée pour saisir la distinction de l'aspect subjectif et de l'absolu, il lui semble que ce droit doit nécessairement être consacré.

Cependant il y a ici une distinction importante à faire. L'homme a une double nature: d'un côté, c'est un être possédant une organisation et des instincts semblables à ceux des nombreuses espèces animales qui couvrent la surface de la

terre; de l'autre côté, c'est une nature intellectuelle douée de moralité, ou du moins capable d'en acquérir. Or le droit ne se rapporte qu'aux êtres qui rentrent dans cette seconde catégorie. L'animal, à rigoureusement parler, n'a aucun droit, et se trouve incapable d'en avoir. L'instinct, qui appartient à la nature animale, ne peut donc nullement être à lui seul une source de droit. En conséquence, c'est une erreur grave d'affirmer que l'homme ait un droit réel à la satisfaction de tous ses instincts, même lorsqu'aucun d'eux n'est dépravé par des fautes individuelles. Le droit de l'homme se rapporte seulement à la satisfaction de ceux de ses instincts que la raison approuve et sanctionne d'une manière absolue. L'instinct qui pousse la race humaine à la multiplication de son espèce est, sans doute, légitime en certaines limites; mais il n'est et ne peut être un droit véritable que par son rapport à la raison qui le dirige et l'approuve, autrement ce n'est qu'un fait auquel manque absolument le caractère du droit. Or c'est précisément l'instinct aveugle qui, dans l'homme dénué de prevoyance, amène, par un excès de multiplication, ces désastres dont Malthus a tracé le triste inventaire; et cet instinct, échappant au contrôle de la raison et de la prudence, ne donne aucun droit aux hommes qu'il domine. Par une conséquence naturelle de sa tendance à amener une multiplication indéfinie de l'espèce dans un monde borné et limité, il ne peut pas continuer longtemps à agir impunément sans amener des conséquences funestes. Il y a là un fait affligeant et un spectacle pénible; mais il n'y a point violation de droit absolu, car, encore une fois, la conséquence des actions dues purement à l'instinct peut être triste ou heureuse, mais elle n'a rien à démêler avec le droit, dont l'homme est susceptible, non pas en vertu de son organisation animale, mais uniquement en vertu de sa nature intellectuelle et morale.

Un pareil raisonnement est concluant et inattaquable au point de vue absolu; mais, au point de vue subjectif, il n'est pas applicable: voici pourquoi. Quand on pose une question

de droit au point de vue subjectif, on admet par là même une supposition qu'il ne faut pas perdre de vue. En parlant du droit qui doit diriger la conduite d'un individu, on a déjà implicitement admis qu'il est question d'un être intelligent et doué de moralité, au moins en germe. L'homme abruti et dirigé exclusivement par l'instinct est évidemment hors de cause; sans cela, la notion de droit n'aurait aucune application à lui. Or, pour un être ayant la notion de droit et le sentiment du devoir, l'intérêt de sa propre conservation prend un caractère moral et obligatoire. Il a donc le droit absolu de placer cet intérêt en première ligne parmi les motifs secondaires qui dirigeront sa conduite, et il ne devra le sacrifier qu'à un devoir absolu, et jamais à un autre intérêt quelconque. Ainsi l'homme, dès qu'il agit par un principe moral, peut légitimement, dans tous ses rapports avec ses semblables, placer au premier rang l'intérêt de sa conservation, et cela lors même que, par sa propre faute ou par celle de ses parents, il se trouve placé dans ces positions scabreuses où cet intérêt de conservation est en collision avec la sûreté personnelle des autres hommes.

Un pareil droit est sans limites à l'égard de nos semblables, et c'est ce qui souvent l'a fait considérer comme absolu; mais, en parlant rigoureusement, il ne l'est point, car il disparaît tout à fait à l'égard de la Providence divine, et l'homme dont la faible individualité est au moment de succomber sous le poids du besoin, n'a pas le droit d'accuser d'injustice son Créateur, comme l'ayant soumis à l'empire de nécessités inexorables sans lui fournir les moyens de les satisfaire.

Sans doute il y a désordre à ce que l'homme, être doué de raison et au moins des germes de moralité, soit entraîné par un instinct aveugle, et ce désordre frappe vivement une intelligence élevée qui étudie la marche de l'univers. Mais ceci n'est qu'une des faces de l'immense problème de l'existence du mal en ce monde, et ce désordre partiel doit aussi être soumis au principe dominateur qui s'impose à la raison,

quand elle prononce que le fait ne contredit si souvent le droit, dans l'univers, qu'afin que le droit, triomphant d'une manière plus grande et plus éclatante, obtienne en dernière analyse, en surmontant tous les obstacles, en détruisant toutes les résistances, une victoire absolue, et d'autant plus glorieuse qu'elle a été violemment disputée.

Sans doute, les individus paraissent sacrifiés en masses formidables dans ces immenses combinaisons du destin. C'est là, on doit l'avouer, une difficulté bien grave, car, pour l'être qui succombe, le triomphe définitif d'un principe ne paraît point offrir de compensation suffisante au désastre personnel qui l'accable. Ici il faut nécessairement recourir à la considération d'une Providence aussi bienveillante que sage, qui domine tous les événements sans perdre de vue le moindre individu, et qui assure à chacun la part de bonheur et de bien-être à laquelle il a vraiment droit, et cela au milieu de la complication immense qui résulte dans l'univers de la lutte formidable du fait et du droit. La raison ne peut pénétrer tous les secrets de cette Providence, mais un esprit à la fois philosophique et moral se repose sur elle avec confiance pour la solution des problèmes qu'il ne peut pleinement dénouer.

En étudiant, à la lueur de ces considérations philosophiques, les questions qui naissent de la collision du principe de la propriété et du droit de conservation individuelle, on reconnait qu'il s'agit ici de deux droits qui ne sont ni l'un ni l'autre absolus en eux-mêmes. C'est en faveur de l'homme que le droit de propriété est établi et reconnu: son existence est une condition nécessaire de la paix entre les hommes et du développement de l'humanité, mais elle n'est point un principe absolument inflexible. Ce droit lui-même peut donc devoir céder devant des considérations encore plus graves et plus importantes. Pareillement le droit de conservation personnelle est, en un certain sens et dans certaines limites, la loi suprême de l'individu, et souvent le respect dû à la propriété d'autrui s'efface devant cette loi d'un ordre supérieur.

Toutefois ce droit lui-même, envisagé au point de vue universel, n'est point encore absolu et sans restriction aucune. Quand l'espèce humaine méconnait à un certain degré les lois de la prudence dans ce qui concerne sa multiplication, il en résulte fatalement et forcément un mal grave, qui doit bien retomber sur quelqu'un et écraser parfois de malheureux individus; ceux-là, il est fort naturel de les plaindre, mais souvent il est au-dessus des forces humaines de les arracher tous à leur sort funeste.

Ce ne sont donc pas deux principes absolus qui se contredisent dans ces cas douloureux, mais on doit y voir une suite naturelle de la condition actuelle de l'humanité, condition bien défectueuse sous beaucoup de rapports, et qui doit rester fort imparfaite tant que la raison et le droit n'exerceront point sur la conduite des hommes un empire plus général et plus absolu.

Si ces notions philosophiques étaient plus répandues, elles seraient le meilleur antidote contre les idées communistes, qui tirent leur principale force d'aperçus partiellement vrais, mais incomplets. On peut toutefois se demander si les masses pourront jamais s'élever jusqu'à la compréhension des spéculations abstraites de la haute philosophie, et si elles pourront y trouver un rempart suffisant contre des systèmes spécieux, qui, bien que mêlés d'utopies irréalisables, exercent naturellement une certaine fascination sur les imaginations.

Je répondrai que de grands historiens philosophes ont mis de nos jours en pleine évidence, par les leçons significatives tirées de l'expérience du passé, cette sorte d'infiltration qu'accomplissent les idées quand, après avoir été admises par les sommités intellectuelles de la société, elles descendent graduellement de classe en classe, et finissent à la longue par être acceptées de confiance par les ignorants. Alors ces principes, élaborés dans l'origine dans le silence du cabinet, et objet des méditations profondes d'un petit nombre de philosophes, en viennent à exercer sur les masses une influence irrésistible.

Dans le sujet même qui nous occupe maintenant, il est facile de reconnaître que les utopies communistes et socialistes ont dû une grande partie de leurs succès à des idées erronées, développées d'abord avec une certaine faveur dans une sphère scientifiquement plus élevée que celle où peuvent ordinairement atteindre les sectateurs actuels les plus fervents de ces utopies mêmes. En étudiant la marche générale de la pensée en Europe, on est frappé de voir combien d'efforts ont été tentés à une epoque rapprochée de nous pour identifier l'ordre des faits et l'ordre du droit. C'est là une erreur d'autant plus dangereuse qu'elle est subtile et spécieuse. Si l'on accepte une fois cette doctrine, qui confond le fait et le droit dans une notion commune, on doit s'attendre à en voir découler, tôt ou tard, les plus funestes conséquences.

Or cette erreur dangereuse, plus ou moins habilement dissimulée, se trouve nécessairement impliquée dans beaucoup de systèmes, soit philosophiques, soit historiques, aujourd'hui encore en grande vogue. Prenons, dans la docte Allemagne, le système métaphysique de l'identité absolue et la philosophie de la nature : il est aisé d'en faire sortir un véritable fatalisme par les déductions les plus rigoureuses. Mais le fatalisme est la justification et la réhabilitation la plus absolue du fait. Le droit, dans ce système, ne se distingue plus du fait : tout ce qui arrive est ce qui devait arriver ; et si la véritable sagesse explique tout et domine tout, c'est pour tout absoudre et pour tout justifier.

Une pareille doctrine tend à favoriser le système communiste par cette confusion même établie entre le fait et le droit. En effet, quand on a admis que les instincts de l'homme sont tous légitimes par cela seul qu'ils sont naturels, la notion de droit dont l'esprit humain ne peut jamais se débarasser entièrement, quelque effort qu'il fasse, revient le saisir, et le porte à affirmer qu'il doit y avoir un moyen d'organiser la société de manière que tous ces instincts obtiennent satisfaction. Ainsi par une inconséquence frappante, mais dont l'histoire de la

pensée humaine offre de nombreux exemples, le philosophe qui, en vertu du système de l'identité absolue, confond le fait et le droit pour légitimer les instincts aveugles de l'homme, invoque immédiatement après cette idée de droit qu'il vient de méconnaitre, et en l'invoquant il cherche à flétrir l'organisation sociale actuelle, qu'il accuse de froisser tyranniquement le développement des instincts de l'homme.

Cette considération explique pourquoi l'on voit aujourd'hui beaucoup de communistes sortir des universités allemandes, où l'on professe cette philosophie dangereuse qui conduit à justifier tout ce qui arrive.

Maintenant, si des abstractions métaphysiques nous passons à l'examen des historiens modernes, nous verrons bientôt combien il en est parmi eux qui professent plus ou moins ouvertement le fatalisme historique. Prenons, par exemple, un ouvrage qui a eu un retentissement immense et un succès éclatant. L'Histoire de Napoléon, par Mr. Thiers, qu'est-elle, sinon une habile et brillante apologie du succès? L'admirable talent de l'écrivain rend d'autant plus dangereuse cette manière de considérer la marche des événements, d'après laquelle la grandeur et l'importance des résultats d'une action impliquent suffisamment sa justification. Mais toutes les ressources de l'art, que le grand historien manie si bien, seraient inutiles pour arriver à ce résultat, s'il ne trouvait pas déjà dans les esprits une disposition prononcée à voir les choses sous cet aspect. Si grande que soit la puissance de son talent, il n'aurait pas excité à un si haut degré la sympathie des masses si ses opinions n'eussent point présenté une anologie marquée avec les leurs.

Cette disposition à prendre le fait pour le droit est donc, à notre époque, une maladie assez générale des esprits. Une de ses conséquences immédiates est un certain prestige que l'on attache à la notion de force matérielle et de puissance physique. Il en résulte un point d'appui formidable pour le communisme, qui, invoquant l'intérêt apparent des masses,

croit pouvoir s'appuyer sur une force matérielle irrésistible, parce qu'elle est celle du grand nombre, et qui voit à la fois dans la puissance dont il croit disposer le gage de son succès et la justification de son œuvre.

Maintenant il me semble naturel de conclure que le meilleur moyen de combattre le communisme, c'est la diffusion de saines doctrines morales, philosophiques et économiques. Pour tout homme qui a médité, avec quelque profondeur, sur les enseignements de l'histoire, il doit être indubitable que l'on ne saurait combattre victorieusement les idées par la force matérielle. Ce moyen brutal de repousser des assertions gênantes peut parfois arrêter momentanément la propagation d'une doctrine, mais ce n'est jamais qu'un palliatif passager et précaire, qui retarde la manifestation publique des opinions, sans pouvoir empêcher que les doctrines ainsi réprimées ne fassent leur chemin sourdement, de manière à produire le plus souvent dans la suite une explosion violente, propre à amener de désastreuses catastrophes.

Or le communisme, comme nous venons de le voir, repose sur des idées aussi bien que sur des intérêts. Sans doute, ces idées sont erronées et défectueuses; mais c'est précisément pour cela qu'on doit les combattre avec confiance sur leur propre terrain, en s'efforçant de répandre la connaissance des vérités salutaires, qui détruisent ce qu'il y a de faux et complètent ce qu'il y a d'étroit dans les principes qu'invoquent les faiseurs d'utopies sociales.

On dira, sans doute, que les communistes se rencontrent spécialement parmi les classes qui vivent du travail de leurs mains, et que l'on ne peut espérer que des spéculations de haute philosophie soient jamais accessibles aux hommes placés dans une pareille position, si contraire aux méditations abstraites et aux études qui n'aboutissent pas à un profit matériel et palpable. Ceci est parfaitement vrai ; toutefois on doit observer que ces classes sont très-susceptibles de se passionner pour des principes clairs et nettement formulés, qu'elles adoptent

de confiance et sans être capables d'en saisir la démonstration. Il suffit, pour cela, que ces principes s'accordent avec leurs sentiments intimes, et qu'elles les sachent d'ailleurs soutenus par des personnes capables de faire autorité en ces matières. Une de ces formules ainsi acceptée est, suivant l'observation de Mr. le pofesseur Cherbuliez, un drapeau et un signe de ralliement extrêmement précieux pour un parti; il y a là un principe de cohésion et un moyen de puissance, dont l'importance n'est généralement point assez appréciée.

Les millions d'Anglais qui, dans ce moment même, soutiennent avec constance et vigueur la ligue formée contre la loi des céréales, n'ont certainement pas tous étudié l'économie politique. Parmi eux l'immense majorité n'a lu ni Smith, ni Malthus, ni Ricardo; mais les principes de ces grands économistes n'en sont pas moins le vrai fondement de cette ligue.

Les vérités que ces écrivains ont mises en pleine lumière, ont fait peu à peu la conquête des intelligences d'élite. Les penseurs les ont d'abord acceptées, ensuite elles ont graduellement pénétré dans les esprits moins éclairés, et les voilà maintenant fournissant une base solide à une réunion de volontés et d'efforts qui tient en échec la puissante aristocratie territoriale des *land-lords*, et qui paraît devoir triompher, dans un terme assez peu éloigné, de leur opposition aussi obstinée que formidable (1).

Observons encore, à ce sujet, que s'il convient de combattre le communisme sur le terrain des abstractions les plus subtiles, s'il est bon pour le réfuter d'attaquer la philosophie de la nature ou le système de l'identité absolue, on peut aussi

(1) Il convient de constater que ceci est écrit le 26 décembre 1845. Peut-être avant que ces lignes puissent être imprimées la question des lois sur les céréales sera bien avancée. Au reste, il y a près d'un an qu'un article sur le commerce des grains inséré dans la *Bibl. Univ.* (cahiers de janvier et février 1845) indiquait déjà la probabilité de cette victoire des principes économiques, alors qu'elle n'avait point encore les chances aussi favorables qu'aujourd'hui.

lui porter des coups efficaces sur un autre terrain plus accessible aux esprits ordinaires. Si la haute métaphysique doit rester le partage exclusif du petit nombre, les principes de l'économie politique sont des vérités simples, positives, en parfaite harmonie avec le sens commun, et enfin assez faciles à saisir par tout esprit libre de préjugés. Si les hommes instruits s'efforçaient d'en répandre la connaissance, si on les inculquait dans toutes les coéles, si on parvenait à les faire accepter comme des axiomes incontestables, on aurait beaucoup fait pour empêcher les esprits de s'attacher à des utopies, dont l'impraticabilité ressort clairement et facilement de considérations économiques assez simples.

Comment désespérerait-on d'atteindre cet heureux résultat, si l'on considère les progrès analogues qui se sont réalisés en Europe depuis un ou deux siècles? Il n'y a pas bien longtemps encore que l'opinion publique poursuivait de ses injustes préventions les commerçants en blé, qu'à chaque mauvaise récolte on entendait crier aux accapareurs, et que les administrations publiques épuisaient leurs finances pour entretenir des greniers d'abondance parfaitement inutiles, pour ne rien dire de plus. A cette même époque, on croyait favoriser l'industrie en la surchargeant de mille entraves vexatoires, et les gouvernements croyaient devoir enseigner aux fabricants leur propre métier, en leur prescrivant minutieusement les procédés qu'ils devaient suivre. Les préjugés économiques sur lesquels reposaient de pareilles opinions et de pareilles mesures, sont aujourd'hui abandonnés définitivement, et des idées plus saines ont généralement cours sur ces sujets. Espérons donc des progrès ultérieurs dans la diffusion d'une science qui, comme l'économie politique, touche de si près aux intérêts de chacun, qui s'appuie sur des principes faciles à saisir, fort simples et parfaitement à la portée des intelligences moyennes. Si ce progrès s'accomplit, il en résultera immanquablement de grands avantages pratiques, parmi lesquels, pour ne pas sortir du sujet qui nos occupe, il faut compter celui de voir l'impra-

ticabilité des utopies communistes et socialistes plus généralement aperçue et reconnue.

Il est toutefois un autre côté de la question qu'on néglige trop souvent malgré sa capitale importance, et sur lequel les publicistes doivent aussi insister. Si les sciences sociales ont des enseignements positifs et incontestables à opposer aux partisans directs de ces chimères, elles ont aussi des vérités fort graves à l'adresse des classes supérieures, dont les intérêts se trouvent compromis ou menacés par le communisme. Il est peut-être nécessaire, à l'époque où nous vivons, de proclamer plus hautement qu'on ne l'a fait dans le passé que le droit de propriété, inviolable et sacré dans certaines limites, n'est point toutefois un principe absolu et entièrement immuable. Le respect de la propriété paraît jusqu'ici une condition nécessaire du développement des sociétés, de la prospérité de l'industrie, et de l'exercice de la liberté humaine, combiné avec la possibilité d'une vie sociale et pacifique. Ces heureuses conséquences, qui découlent du principe de la propriété, en justifient pleinement le principe, et lui impriment le caractère d'un droit véritable. Cependant on ne saurait point contester que dans les cas, malheureusement trop réels et trop fréquents, de collision entre ce principe et le droit de conservation personnelle, celui-ci ne présente théoriquement les caractères positifs d'un principe supérieur. Si le pouvoir social ne peut pas toujours accorder la sanction des lois positives à ce droit respectable, c'est que souvent il y a pour lui impuissance absolue à le faire: mais cette impuissance, quand elle existe, doit être considérée comme pénible et humiliante. Dans une société où elle se manifeste, c'est pour tout le monde un devoir positif de chercher à diminuer la fréquence et la dureté de ces cas de collision déplorable entre le principe social et le principe naturel.

Aux classes que les avantages de la richesse et de l'éducation placent au faîte de l'ordre social, les publicistes ont donc la mission d'enseigner que cette position élevée, en leur as-

surant certains droits précieux, leur impose aussi des devoirs rigoureux. C'est à elles surtout qu'il appartient de prévenir autant que possible, par l'exercice de la bienfaisance individuelle, ces terribles collisions du principe social et du principe naturel, dans lesquelles la propriété perd le caractère sacré d'une légitimité incontestable, et ne se présente plus que sous l'aspect d'un fait garanti par la force matérielle sous l'empire d'une nécessité fâcheuse. Dans une société qui prospère, une bienfaisance éclairée et active, exercée par une classe nombreuse en possession de moyens puissants de subvenir aux infortunes individuelles, peut réduire indéfiniment ces cas extrêmes où les principes du droit, tels que nous les concevons habituellement, cessent d'être applicables, et où il semble que c'est aux dépens mêmes du sang et de la vie des indigents que la propriété menacée et l'ordre social compromis peuvent maintenir leur ascendent.

C'est ainsi que le langage austère de la science, loin de flatter les passions qui fermentent au sein des sociétés modernes, adresse, soit aux classes favorisées de la fortune, soit aux classes inférieures, des enseignements sévères, mais salutaires, qui, en dissipant des illusions fâcheuses, sont propres à prévenir des entreprises dangereuses et insensées. La mission des publicistes consiste donc à populariser et à répandre la connaissance de ces vérités importantes, sur lesquelles il est d'autant plus nécessaire d'insister que, n'étant pas naturellement agréables à ceux qui doivent s'en pénétrer, elles rencontrent bien des obstacles et font lentement leur chemin.

On doit même reconnaître que la tâche des publicistes appelés à éclairer ces questions sociales ne peut être couronnée de succès, si des sentiments bons et moraux ne viennent en aide à leurs efforts pour répandre des vérités salutaires. En effet, il y a bien souvent des erreurs de l'intelligence qui restent incurables, parce qu'elles s'appuient sur des affections vicieuses et de mauvaises passions. Dans toutes les questions où de grands intérêts sont en jeu, ce n'est pas

assez d'avoir pleinement raison, il faut encore pouvoir se faire écouter, ce qui est fort difficile quand on s'adresse à des gens passionnés, qui ne veulent entendre que ce qui s'accorde avec leurs sentiments intimes.

Or, sous ce rapport, il y a dans les développements de la société moderne quelque chose qui, il faut en convenir, favorise les prôneurs d'utopies socialistes. Cette circonstance fâcheuse est une tendance que nos mœurs actuelles semblent avoir à séparer de plus en plus, l'une de l'autre, la classe des gens vivant dans l'aisance, et celle des prolétaires qui gagnent leur pain journalier à la sueur de leur front.

Un membre du Parlement britannique, doué d'un esprit original et observateur, a publié récemment un ouvrage qu'il a intitulé *Les deux nations*. Il y représente la société anglaise comme divisée en deux camps absolument séparés par leurs sentiments, leurs opinions, leurs antécédents et leurs doctrines. Il y aurait, selon lui, la nation des riches et la nation des pauvres, divisés par des contrastes moraux prononcés et profonds. La frontière morale ainsi établie entre les deux peuples serait aussi nette, aussi tranchée, que celle que, dans l'ordre physique, la Manche a marquée entre l'Angleterre même et la France.

On doit croire que l'honorable écrivain, développant ses observations politiques dans le cadre d'un ouvrage d'imagination, aura chargé son tableau. En indiquant deux nations comme habitant simultanément la même contrée, sans mêler leurs intérêts, leurs sentiments, ni leurs opinions, le titre seul du livre contient une amère satire de l'état social de l'Angleterre: et si la réalité répondait à cette manière de voir, il y aurait lieu de concevoir de vives alarmes pour l'avenir. Je pense qu'une imagination ardente et impressionnable a généralisé avec trop de précipitation des faits partiels, et que les facultés brillantes du romancier ont nui à l'observation impartiale du publiciste. Toutefois on ne peut se dissimuler qu'il n'y ait dans les mœurs actuelles quelque chose qui favorise cette ten-

dance de la société à se diviser en deux camps opposés si ce n'est hostiles, l'un à l'autre.

A l'époque féodale, le grand propriétaire identifiait ses intérêts avec ceux de son fief. Si la seigneurie avait une population nombreuse et vigoureuse, le chef féodal était plus craint et plus considéré. Au milieu d'actes fréquents de tyrannie, un avantage évident et permanent le portait, en conséquence, à ne point perdre de vue les intérêts de cette population sur laquelle, en dernière analyse, reposait toute son importance. Plus tard, les grands propriétaires ont conservé longtemps l'habitude de vivre au moins une partie de l'année dans leurs terres, et de regarder comme honorable d'exercer sur leurs paysans un patronage efficace qui faisait rejaillir sur eux-mêmes un certain lustre et contribuait à leur propre considération. Dans l'industrie, l'organisation des anciennes corporations, tout en entravant le développement des arts utiles, avait quelques compensations, et parmi ses bons côtés on doit compter la fréquence et l'intimité des rapports qu'elle nécessitait entre le maître, le compagnon et l'apprenti. Tout maître devait avoir passé par ces grades inférieurs, et il en connaissait l'esprit et les besoins. Lui aussi, il tyrannisait souvent ses subordonnés; mais il ne les regardait pas comme des étrangers, comme faisant partie d'une caste opposée à la sienne, ou comme des membres d'une nation distincte de celle à laquelle il appartenait lui-même.

Aujourd'hui tout cela s'est beaucoup modifié. Le système des locations tend de plus en plus à se généraliser. Un propriétaire et un fermier se trouvent en contact une fois en neuf, en douze ou en quinze ans; on débat le prix du bail, comme les conditions de tout autre contract; il n'en résulte aucun rapprochement, aucun échange d'idées, aucun motif de sympathie. Quant aux cultivateurs immédiats du sol, le propriétaire n'a dans ce cas plus rien à démêler avec eux; nuls liens de protection ou de patronage ne peuvent se former entre eux. Dans l'industrie nous rencontrons quelque chose d'ana-

logue. Le capitaliste qui dirige une entreprise industrielle n'est forcé à s'occuper de ses ouvriers que pour débattre avec eux les conditions de leur salaire. Sur ce terrain ils apportent chacun des intérêts opposés, et par conséquent une hostilité sourde s'établit naturellement entre eux; c'est là néanmoins qu'ils sont sans cesse en présence, et il est fort possible qu'ils n'aient aucun autre point de contact.

Un pareil état de choses doit avoir des conséquences graves. Déjà l'on a vu en France un homme de beaucoup d'esprit, et d'opinions ordinairement modérés, sonner vivement l'alarme à propos des émeutes des ouvriers lyonnais et proclamer que la société était ménaceé d'une nouvelle invasion de barbares. Serait-il donc vrai que les classes instruites et supérieures auraient une certaine tendance à regarder les malheureux prolétaires comme une race barbare et étrangère, propre à inspirer des sentiments mélangés de terreur et de mépris? Si les hommes favorisés de la fortune laissent percer des indices de pareilles pensées, s'étonnera-t-on, après cela, que les classes ainsi dédaignées et mises en suspicion répondent à ces dédains orgueilleux par des sentiments mal dissimulés de jalousie haineuse et d'hostilité? Non, sans doute; dans l'ordre moral, comme dans l'ordre physique, toute action déréglée provoque naturellement une réaction correspondante et proportionnelle à sa propre violence.

Or ces sentiments fâcheux et immoraux, qui résultent d'un antagonisme trop prononcé de la classe riche et de la classe pauvre, sont extrêmement favorables au maintien des erreurs économiques, juridiques et politiques sur lesquelles reposent principalement les utopies socialistes et communistes. Ces utopies seraient même des spéculations fort innocentes, si, dans l'existence des mauvais sentiments que je viens de signaler, elles ne trouvaient un levain tout prêt à fermenter et à entretenir au sein de la société une ébullition formidable.

Si l'on veut combattre avec succès les idées communistes, il faut donc que d'un côté les publicistes et les économistes, sur

e que de se refuser à reconnaître avec quelle largeur cette
est pratiquée et exercée de nos jours, comme au reste
été depuis bien des siècles au sein des sociétés chrétien-
, d'un côté, l'on est forcé de reconnaître que le cours na-
le la civilisation a diminué les points de contact nécessai-
t subsistant entre le riche et le pauvre, de l'autre côté, il
ident que les ressources mêmes d'une civilisation plus
nte permettent d'exercer la bienfaisance sur une plus
e échelle et d'une manière plus efficace. Or cet avantage
à une société plus avancée dans la carrière de la civili-
la possibilité de contre-balancer amplement l'inconvé-
que je viens de signaler.

riche habitué à tendre aux pauvres qui l'entourent une
secourable, à se regarder comme leur protecteur et leur
garde, ne verra pas en eux des barbares à dédaigner
redouter; il ne verra pas dans la nation des prolétaires
ace étrangère qui constitue une nation opposée à celle
il fait partie. D'un autre côté, le pauvre qui aura res-
les effets de la bienveillance des riches, qui dans ses
s extrêmes aura trouvé en eux comme une seconde
lence, ne repoussera pas leur patronage et ne s'indignera

munistes, dont on s'effraie à bon droit, se réduisent donc à deux : d'un côté, diffusion des vérités salutaires propres à éclairer les intelligences ; de l'autre, propagation des sentiments de bienveillance mutuelle entre toutes les classes de la société qui doivent se considérer comme ne formant qu'un corps unique, où chaque membre, tout en exerçant des fonctions fort différentes et plus ou moins honorables, a toujours pour mission véritable de concourir au bien général.

En effet, on ne doit point oublier que l'homme est un être sur lequel on agit par deux ressorts. Le langage vulgaire, qui cache de profondes vérités sous une écorce fort simple, reconnait que l'on peut avoir une bonne tête et un mauvais cœur, ou réciproquement. C'est, d'après ce même langage, de l'accord de la tête et du cœur dans le bien que dépend la bonne conduite de l'homme. Ces maximes expriment une vérité importante, qui est applicable à la conduite des masses comme à celle des individus. Elles nous montrent que les bonnes doctrines sont stériles si elles se trouvent alliées aux mauvais sentiments, et que la vérité a besoin d'avoir toujours la moralité pour associée. Or les idées sur lesquelles repose le communisme sont fausses ; mais, dans l'état actuel de l'instruction des masses, la démonstration de leur fausseté n'est pas à la portée générale des hommes dont l'assentiment constitue l'opinion publique. Il importe certainement de mettre en pleine évidence cette démonstration : mais ce n'est encore là que la moitié de l'ouvrage à accomplir. On ne persuade guère ceux qui n'écoutent point les vérités que la passion leur rend désagréables. Une confutation sérieuse et scientifique d'utopies flatteuses pour certaines passions est nécessaire pour les penseurs : les masses mal disposées n'y feront aucune attention et la dédaigneront. Toutefois c'est beaucoup que d'avoir établi un principe hors de toute contestation possible sur le terrain scientifique ; on doit dès lors s'attendre que le temps lui sera favorable et qu'il ne reculera plus. Le rôle du philosophe et du publiciste est, d'ailleurs, forcément borné à mettre en

lumière des vérités qui souvent ne deviennent populaires qu'après des siècles. Il importe beaucoup qu'eux-mêmes reconnaissent et proclament combien en ceci leur puissance est limitée ; il faut que l'on sache que les efforts individuels pour répandre la moralité au sein des sociétés seront toujours nécessaires, et ne peuvent nullement être supplées par l'enseignement des vérités théoriques, si grandes qu'elles soient.

A chacun donc son œuvre. Le philosophe et l'économiste dans le cabinet réfuteront facilement les erreurs du communisme ; mais leur œuvre ne sera féconde qu'autant que les honnêtes gens, mettant en pratique le grand principe de la bienveillance universelle, agiront sur les cœurs comme la science aura agi sur les intelligences.

SCIENCES SOCIALES.

CONSIDÉRATIONS SUR L'ÉTAT ACTUEL DE L'IRLANDE ET SUR SON AVENIR.

L'état singulier dans lequel se trouve l'Irlande a provoqué l'attention de tous les hommes qui, en Europe, s'occupent de politique. Il n'en est peut-être aucun qui ne se soit demandé avec embarras où pourra conduire le mouvement qu'un homme extraordinaire a su lui imprimer, et qu'il dirige avec une habileté si étonnante. Les journaux, fidèles interprètes de cette préoccupation du public, font de l'Irlande un des thèmes habituels de leur polémique. Eux, si laconiques d'ordinaire sur les affaires d'Angleterre, ouvrent leurs colonnes aux comptes rendus des moindres *meetings* où l'on demande le rappel de l'Union, et ils nous tiennent régulièrement au courant des détails les plus minutieux du grand procès qu'O'Connell et ses associés subissent en ce moment. Cette préoccupation générale qu'indique-t-elle ? Annoncerait-elle l'approche d'une de ces grandes crises politiques qui modifient profondément l'existence sociale des peuples? Cette crise menace-t-elle d'une catastrophe violente l'antique édifice de la constitution britannique, que les âges ont respecté, et que les révolutions européennes, loin d'ébranler, ont plutôt consolidé ? A voir les espérances, la joie mal contenue de certains journaux, de certains partis politiques lorsqu'ils parlent de l'Irlande, on serait tenté de le croire. Les ennemis de l'Angleterre sur le continent, et leur nombre est malheureusement très-considérable, s'imaginent que le jour de la vengeance approche; ses amis hésitent, et sentent chanceler leur foi dans cette constitution qu'ils croyaient plus qu'aucune autre au monde à l'abri des secousses politiques.

L'opinion publique, il faut le dire, n'est pas en général, sur le continent, favorable à l'Angleterre. Les partis extrêmes, opposés en toutes choses, s'accordent dans leur haine violente contre ce pays. Les partis modérés l'aiment en théorie; mais au fond, ils sentent pour lui peu de sympathie instinctive. Quelques hommes isolés, supérieurs aux passions de la foule et aux instincts populaires, ressentent seuls pour la nation anglaise l'estime et l'intérêt que doit inspirer un des plus grands peuples qui aient honoré l'humanité, une nation qui a contribué puissamment au développement matériel et moral du monde, et dont la mission civilisatrice est loin d'être achevée. Les masses presque partout lui sont hostiles.

Ce sentiment, qu'on ne pense pas que la France seule l'éprouve. Dans ce pays, il se manifeste d'une manière plus bruyante et plus vive; mais au fond, il est commun à tous les peuples de l'Europe. De Saint-Pétersbourg à Madrid, en Allemagne comme en Italie, les ennemis du progrès et les partisans des bouleversements politiques, considèrent également l'Angleterre comme leur adversaire le plus redoutable. Les premiers l'accusent d'être le foyer où toutes les révolutions s'élaborent, le refuge assuré, la citadelle, pour ainsi dire, des propagandistes et des niveleurs. Les autres, au contraire, avec plus de raison peut-être, regardent l'aristocratie anglaise comme la pierre angulaire de l'édifice social européen, et comme le plus grand obstacle à leurs vues démocratiques. Cette haine que l'Angleterre inspire aux partis extrêmes, devrait la rendre chère aux partis moyens; aux hommes amis du progrès modéré, du développement graduel et régulier de l'humanité; à ceux, en un mot, qui sont par principe également opposés aux bouleversements violents et à l'immobilisation de la société. Il n'en est rien. Les motifs qui les porteraient à sympathiser avec l'Angleterre sont combattus par une foule de préjugés, de souvenirs, de passions dont la force est presque toujours irrésistible. Je ne prétends point condamner toutes les causes de ce mauvais vouloir; je me borne à le constater, parce qu'il explique la

préoccupation générale qui s'est manifestée au sujet de l'Irlande, lorsqu'on a cru que l'agitation qui s'était développée dans son sein, mettait en danger l'existence de l'empire britannique.

Ce sentiment n'est certainement pas la seule cause des sympathies que le peuple irlandais a rencontrées sur le continent; ce serait calomnier l'humanité que de le prétendre. Ces sympathies ont principalement leur source dans l'instinct généreux qui porte les individus, comme les masses, à s'intéresser aux souffrances réelles et aux maux non mérités. Cependant on peut croire, sans crainte de commettre une injustice, que la haine des oppresseurs n'est pas étrangère à la sympathie que les opprimés ont inspirée au public européen.

En effet, on entend tous les jours les hommes qui se soucient le moins de liberté et de tolérance, jeter les hauts cris au sujet de la tyrannie anglicane, et du triste état des catholiques irlandais, tandis qu'ils ne trouvent pas un mot de pitié pour leurs coreligionnaires polonais, victimes des persécutions religieuses de l'empereur de Russie. D'un autre côté, l'on rencontre sans cesse des radicaux qui déclament avec leur énergie accoutumée contre les abus dont se rend coupable l'aristocratie politique et religieuse en Irlande, et qui se taisent sur les iniquités bien autrement révoltantes de l'aristocratie de la peau dans le pays démocratique par excellence.

Il est essentiel de pénétrer les causes véritables du mouvement qui agite les esprits en faveur de l'Irlande, afin de se tenir en garde contre l'influence qu'elles pourraient exercer sur la manière dont on devra apprécier les évènements qui se passent dans ce pays, ainsi que sur leurs conséquences et leurs résultats probables. L'erreur, à cet égard, serait funeste si les esprits exagérés, travaillant dans le même but sans distinction de parti parvenaient à faire partager aux peuples du continent leurs opinions sur les dangers dont l'Angleterre est menacée. Si les prophéties de la *Gazette de France* et du *National* finissaient par faire illusion à la majorité des hommes politiques de la

France, le maintien de la paix, si désirable pour tout le monde, mais surtout pour ceux qui, ainsi que moi, ont plus de foi dans les idées que dans le canon pour améliorer le sort de l'humanité, deviendrait de jour en jour plus problématique et finirait par être impossible. Du moment où les masses seront persuadées que la puissance britannique est affaiblie; que, miné par sa base, le colosse n'est plus en état de soutenir, comme par le passé, une lutte de géants contre le continent coalisé, tous les efforts des hommes d'état, toutes les résistances des intérêts pacifiques seront impuissants à arrêter le flot des passions populaires, qui, croyant l'occasion propice pour satisfaire l'antipathie que leur inspire l'Angleterre et venger d'anciennes injures, précipitera d'une manière irrésistible les nations européennes dans une lutte terrible, aussi funeste aux intérêts matériels des peuples qu'à leurs progrès intellectuels.

Malgré ce que je viens de dire à l'égard des préjugés excessifs qui existent contre l'Angleterre, je ne saurais aborder le sujet que je me suis proposé de traiter, sans manifester hautement ma sympathie pour ces Irlandais à qui les siècles ont légué un pésant héritage de misères et de souffrances. Le désir de ne pas être injuste envers la nation puissante avec laquelle ils sont unis par un lien qu'ils cherchent à briser, ne me rendra pas, j'espère, insensible à leurs maux et indifférent à la cause de leurs griefs, dont il est impossible de méconnaître les fondements et la gravité. Si des considérations politiques d'un ordre supérieur me faisaient regarder comme imprudent de manifester l'intérêt puissant que l'Irlande m'inspire, je renoncerais à la tâche que je me suis imposée, car quelque graves que ces considérations pussent être, il est des sentiments qu'on ne saurait jamais leur sacrifier.

Tout le monde connaît la longue et triste histoire des malheurs de l'Irlande. Pendant huit siècles ce pays a souffert tous les genres d'oppression et de persécution. D'abord ce furent les maux de la conquête barbare, l'oppression de la race celte par

la race anglo-normande. Après la conquête vinrent les guerres et les révoltes continuelles, qui renouvelaient à de courts intervalles les désastres de la première invasion. L'Irlande du moyen âge, toujours vaincue, ne fut jamais complétement domtée. Ces puissants barons normands, qui avaient étendu sur toute l'Angleterre leur domination et fait disparaître jusqu'à l'ombre de la nationalité saxonne, ne purent venir à bout d'établir leur empire sur les mêmes bases de l'autre côté du canal de Saint-George. Les vastes marais dont l'Irlande est couverte, ses brüyères immenses qui s'étendent vers ouest, dans le Connaught surtout, offrirent pendant des siècles un refuge assuré aux Celtes insoumis, et leur permirent de conserver, au prix de la pauvreté et de toute espèce de souffrances, une indépendance sauvage.

Depuis la conquête d'Henri II jusqu'au règne d'Elisabeth, l'histoire de l'Irlande n'est qu'une longue suite de rébellions toujours vaincues et toujours renouvelées. Les Anglais, pendant ce temps, furent plutôt campés qu'établis en Irlande. Leur domination réelle ne s'étendit jamais au delà de la province du Leinster, la plus rapprochée de l'Angleterre. En dehors de ses limites, ils exerçaient une espèce de souveraineté qui se bornait ordinairement à quelques excursions dévastatrices causées autant par esprit de vengeance que par amour du pillage. Ces quatre siècles ne furent, pour les trois quarts de l'Irlande, qu'une longue guerre qui, malgré des revers sans nombre, ne put pas amener la soumission complète des habitants. C'est peut-être dans ces luttes acharnées que le caractère énergique et tenace des Irlandais s'est formé. Ils doivent aux habitudes contractées dans cette période de combats incessants, cette étonnante persistance qui les a rendus capables, lorsque la possibilité d'une résistance matérielle leur fut ôtée, de conserver intactes, jusqu'à nos jours, grâce à une résistance morale invincible, leurs mœurs, leur foi, et leur physionomie nationales.

Malgré l'admiration qu'excite l'histoire des efforts généreux que les Irlandais ont faits pour maintenir leur indépendance,

on est forcé de reconnaître qu'il eût été heureux pour eux d'avoir été complétement soumis à dater du règne d'Henri II. Une fois que les barons normands auraient assis leur domination sur la population celte de l'Irlande en lui donnant une base solide, ils ne seraient plus considérés comme les chefs d'une armée campée dans un pays conquis, ils se seraient, avec le temps, attachés à leur nouvelle patrie, et ils l'auraient dotée des institutions bienfaisantes qui assurèrent, dès le moyen âge, la prospérité et la gloire de l'Angleterre. Quatre siècles eussent été plus que suffisants pour opérer la fusion de la race conquérante et de la race conquise, de sorte que, lorsque les luttes religieuses éclatèrent, elles n'auraient pas été horriblement envenimées par les antipathies de races et de peuples.

A partir du règne d'Elisabeth, la persécution religieuse vint se substituer à la persécution politique du peuple irlandais, ou pour mieux dire, elle vint l'aggraver. Inébranlablement attaché à la foi de ses pères, ce peuple repoussa avec énergie les tentatives répétées de changement que faisait le gouvernement anglais, employant tour à tour la violence et la séduction. Il lutta à force ouverte sous Elisabeth; vaincu, il lutta sourdement sous Jacques Ier et sous Charles Ier, et il eut autant à souffrir de l'altière domination de la dernière des Tudor, que des finesses légales et des cruautés hypocrites des deux premiers Stuart.

Lorsque la révolution parlementaire éclata, les Irlandais crurent le moment propice pour se venger des maux séculaires que les Anglais leur avaient fait supporter. Ils se levèrent en masse pour exterminer leur oppresseurs, et commirent d'épouvantables massacres. L'horrible insurrection de 1641 fut suivie de guerres plus horribles, de réactions plus affreuses encore. La sauvage cruauté des généraux républicains, les boucheries légales de Cromwell firent oublier, sinon pardonner, les crimes des insurgés.

Sous la restauration, l'Irlande, déçue dans ses espérances légitimes, s'agita douloureusement sans cependant avoir recours

la violence. Un secret instinct l'attirait vers les Stuart, bien que Charles II, plus par faiblesse que par méchanceté, abandonnait à la tyrannie soupçonneuse des protestants d'Angleterre, ses plus fidèles sujets catholiques.

Après la révolution de 1688, l'Irlande essaya une dernière fois de reconquérir son indépendance. Elle combattit pour son roi, pour sa foi, pour son existence politique. Mais la fortune, comme par le passé, lui fut contraire. Complétement battue dans les champs de la Boyne, elle retomba, sans forces et privée de tous moyens de résistance, sous le joug de ses oppresseurs.

La bataille de la Boyne et la prise de Limerick furent les derniers actes des guerres civiles et religieuses qui avaient déchiré l'Irlande pendant six siècles. La domination anglaise s'établit sur toute l'île d'une manière inébranlable. Le Connaught lui-même, ce dernier refuge des Irlandais insoumis, fut complétement dompté. A partir de 1690, la guerre et les violences matérielles cessèrent tout à fait; mais on leur substitua la tyrannie légale, et les persécutions judiciaires, pires que les premiers fléaux, car elles oppriment autant et dégradent davantage.

Le règne de Guillaume III et de la reine Anne furent employés à composer pièce à pièce cette législation monstrueuse qu'on à nommée la *loi pénale*, et dont le but avoué était de maintenir les catholiques dans la pauvreté et l'avilissement, en les frappant tout à la fois dans leur culte, dans leurs droits publics et privés, enfin dans leurs plus chères affections. Je ne retracerai point ici ce code barbare. Depuis que le public s'occupe de l'Irlande, les journaux ent ont rapporté à plusieurs reprises les plus violentes prescriptions; elles doivent être connues de nos lecteurs.

Les conséquences de ce code barbare furent déplorables. On fit de la cruauté en pure perte, car, loin de s'affaiblir, le catholicisme se fortifia de toute la haine que les pauvres Irlandais conçurent pour la religion de leurs oppresseurs. Toutes les

tentatives de conversion échouèrent. Le parlement anglais, croyant travailler en faveur de la religion établie, ne parvint, par ses lois iniques, qu'à placer à la merci des riches protestants, propriétaires du sol, la population catholique, qui, dans les trois quarts du pays, l'exploitait à peu près seule. Les lois pénales, que le fanatisme religieux avait d'abord inspirées, perdirent peu à peu leur caractère primitif, et devinrent, entre les mains de ceux qui les appliquaient, un moyen de domination sociale. Pendant la plus grande partie du dix-huitième siècle, le paysan irlandais fut réduit à vivre dans un état de servage pire que celui du nègre des Antilles. Grâce à la législation sur les catholiques, et à la manière dont elle était appliquée, il lui était plus difficile d'obtenir justice d'un grand jury protestant, qu'il ne l'est maintenant à l'esclave des colonies françaises de l'obtenir des magistrats que la métropole y envoie pour faire exécuter les lois. Pendant cette période, l'Irlande présente le plus triste spectacle que puisse offrir une société civilisée : l'oppression complète et absolue du pauvre par le riche, de celui qui travaille par celui qui possède, organisée par la loi et maintenue par les dépositaires de la justice.

En réfléchissant à l'influence qu'un tel état a dû exercer sur les relations des différentes classes de la société, on comprend mieux les difficultés de la situation actuelle de l'Irlande, et l'on découvre aisément la véritable origine de cette antipathie profonde et de cette hostilité permanente qui existent encore aujourd'hui après que toutes les lois pénales ont été révoquées, qui rendent étrangers l'un à l'autre le paysan irlandais et le propriétaire du sol, et qui forment le plus puissant obstacle que rencontrent ceux qui voudraient sincèrement travailler à l'amélioration matérielle et morale du pays.

En relisant les récits de tant de misères et d'une si longue oppression, on se sente involontairement entraîné à porter un jugement sévère sur le peuple qui en a été l'auteur, ou du moins le complice, et à lui demander compte aujourd'hui de la bar-

barie dont ses pères se sont rendu coupables. On a peine à se défendre, quelque modéré qu'on soit, du désir de voir luire pour l'Irlande, non-seulement le jour de la justice, mais celui aussi de la vengeance. Cependant, si l'on soumet ces mouvements d'une généreuse indignation au froid jugement de la raison, l'on est forcé de reconnaître que les Anglais du temps de Guillaume III et de la reine Anne ne sont pas aussi coupables qu'ils nous l'apparaissent quand nous les jugeons avec le secours des lumières du dix-neuvième siècle. En persécutant les catholiques, en accumulant vexations sur vexations pour rendre l'exercice de leur culte humiliant et pénible, les hommes d'état de cette époque n'avaient pas la conscience du crime qu'ils commettaient contre l'humanité; ils ne faisaient que suivre les opinions de leur temps; ils appliquaient avec une rigoureuse fidélité les doctrines d'intolérance que personne alors n'osait contredire ouvertement en Europe. Avant de les condamner avec trop de sévérité, qu'on se rappelle qu'ils étaient contemporains des pieux prélats qui ont provoqué et obtenu la révocation de l'édit de Nantes, et qu'ils vivaient dans un temps où la promulgation du Code noir, que maintenant nous ne pouvons pas lire sans frémir d'horreur, fut réputée un acte éminemment philanthropique. Flétrissons, avec toute l'energie des convictions que la science moderne peut inspirer, les cruelles maximes, les fausses idées qui dominaient le monde moral il y a un siècle; mais soyons indulgents pour les hommes dont le tort principal a été de n'avoir pas su s'élever au-dessus des lumières de leur temps, lorsque les opinions généralement reçues, loin de combattre leurs passions politiques, les excitaient et les favorisaient.

Quand on compare l'effet que les cruautés et les persécutions souffertes par l'Irlande produisent sur nous, enfants du dix-neuvième siècle, et l'effet qu'elles produisaient sur les hommes les plus éclairés, les plus civilisés du siècle précédent, on ne peut s'empêcher d'applaudir à l'immense progrès qui s'est opéré dans le sens moral des nations.

Que l'on y réfléchisse bien, et l'on sera forcé de convenir que ce progrès seul doit suffire pour nous rendre indulgents envers notre temps, et nous faire supporter avec patience, sans regrets pour un passé trop peu étudié, les inconvénients souvent très-graves et toujours pénibles du régime nouveau qui tend à transformer les sociétés modernes.

Pendant la première moitié du dix-huitième siècle, l'esprit de tolérance fit des progrès considérables dans la Grande-Bretagne. Les contemporains de Locke et de Hume ne pouvaient être animés, à l'égard des religions dissidentes, du zèle persécuteur qui enflammait les disciples de Milton. Aussi les lois pénales auxquelles les Irlandais catholiques étaient assujettis, furent peu à peu envisagées sous leur véritable jour par la majorité des hommes éclairés du pays, et leur abolition fut réclamée avec une énergie croissante par l'opinion publique, cette force impondérable qui agit avec une si merveilleuse vigueur sur les ressorts compliqués de la constitution anglaise.

Bien qu'il y eût un parlement irlandais à Dublin, les réformes politiques dépendaient en réalité du vouloir de l'Angleterre. En effet, la législature irlandaise, en vertu d'anciens statuts, dont le plus important est connu sous le nom de Poyning, lieutenant d'Henri VII, était tellement dépendante du gouvernement de Londres, qu'elle n'était, à vrai dire, qu'un instrument docile entre ses mains. Tant que le parti des Stuart conserva un reste de vie, on se refusa à rien faire pour les catholiques irlandais, qui étaient considérés comme leurs plus dévoués partisans. Lorsque ce parti fut tout à fait éteint, le gouvernement manifesta des dispositions plus favorables à leur égard. Mais ce ne fut que lorsque la guerre de l'indépendance d'Amérique eut ébranlé à l'intérieur le pouvoir du ministère de lord North, en 1778, qu'il fut possible, aux partisans de la tolérance religieuse, d'abattre en partie l'édifice monstrueux de pénalité qui avait été élevé en Irlande en haine du catholicisme.

L'influence de la révolution américaine ne se borna pas à la réforme des lois pénales; elle se fit sentir surtout sur la popu-

lation protestante de l'Irlande. Jusqu'alors cette population avait supporté patiemment le joug politique de l'Angleterre, sans l'aide de laquelle il lui eût été impossible de maintenir par la force sa suprématie religieuse et sa domination civile sur la population catholique. Elle avait consenti à sacrifier ses droits politiques en échange des moyens nécessaires pour retenir sous le joug de la servitude la majorité de ses compatriotes professant un autre culte que le sien. Le mouvement que les événements de cette lutte mémorable provoquèrent dans les esprits, aidé par les progrès que les idées de tolérance et de liberté avaient faits, changea la disposition des protestants irlandais, et les porta à revendiquer l'indépendance nationale.

Les circonstances leur furent éminemment favorables. Le gouvernement anglais, ayant employé toutes ses forces régulières dans les colonies, fut obligé, pour soustraire l'Irlande à l'invasion dont elle était menacée, de faire appel aux classes aisées du pays, et d'organiser parmi elles des corps de milices qui prirent le nom de volontaires-unis. Ces corps formèrent un ensemble de forces imposant, qui préserva le pays de la guerre étrangère, et qui permit en même temps aux Irlandais de réclamer du parlement d'Angleterre l'émancipation politique de leur pays, de manière qu'on ne pût pas la leur refuser.

Le triomphe des volontaires s'accomplit en 1782. Le ministère de Mr. Fox fit déclarer que jamais le parlement anglais n'avait eu le droit de faire des lois pour l'Irlande, ni de porter atteinte à l'indépendance du parlement irlandais. C'était abdiquer, officiellement du moins, toute idée de suprématie et de domination. C'était l'émancipation complète de l'Irlande, l'annulation de la tutelle de l'Angleterre.

Le mouvement de 1782 fut essentiellement protestant: les catholiques n'y prirent qu'une part passive, ils y applaudirent sans y contribuer efficacement. Malgré cela, l'esprit qui avait animé les volontaires était trop généreux pour qu'il n'influât pas, du moins au moment du triomphe, sur le sort des catholi-

ques. Aussi un des premiers actes du parlement irlandais devenu indépendant fut de rapporter une partie des lois pénales que la réforme de 1778 avait laissé subsister.

Quelque glorieuse qu'ait été, pour l'Irlande, la révolution pacifique opérée en 1782, il ne faut pas en exagérer la portée; elle fut loin d'assurer l'indépendance de la nation irlandaise. Le parlement de Dublin fut, il est vrai, déclaré souverain et omnipotent, aussi bien que le parlement d'Angleterre; mais sa composition intérieure n'ayant pas été modifiée, il n'eut en réalité qu'une ombre d'indépendance. En effet, la chambre des communes irlandaise était composée en grande majorité des représentants des bourgs pourris et de corporations municipales qui n'admettaient dans leur sein qu'un très-petit nombre d'individus, tous dévoués à la cause protestante. Sur trois cents membres, les comtés n'en élisaient que vingt-quatre: les villes au-dessus de six mille âmes, cinquante au plus; le reste était nommé par les grands propriétaires de bourgs, dont la plupart habitaient en Angleterre, où ils étaient dans la dépendance absolue du gouvernement.

On peut affirmer, sans exagération, que le parlement irlandais, même après 1782, a été le corps législatif le plus corruptible et le plus corrompu. Certainement, il y a eu dans son sein de glorieuses exceptions, des noms purs de toute atteinte (1), de longues carrières à l'abri de tous soupçons: mais ces rares exceptions rendent plus frappant encore l'asservissement et la corruption de la majorite du corps politique dont ils étaient de vains ornements.

Les volontaires-unis, après avoir obtenu l'indépendance nationale, réclamèrent une réforme parlementaire: mais il faut le dire, ils montrèrent sur ce point bien moins d'ardeur et d'unanimite. Un grand nombre d'entre eux redoutaient d'aborder, au nom des grands principes d'équite et de justice, la carrière des réformes intérieures, car il sentaient qu'elle devait néces-

(1) Tels sont ceux de Grattan et de lord Charlemont.

sairement conduire à l'émancipation des catholiques, dont ils ne se souciaient nullement. Cependant, comme les idées de tolérance faisaient chaque jour de nouveaux progrès, il est probable que les réformateurs irlandais sincères auraient fini par triompher des préjugés et des antipathies religieuses, si la guerre de la révolution française ne fût venue troubler le développement régulier des principes libéraux en Angleterre. En effet, les hommes d'état de ce pays sentaient vivement le besoin de faire subir à la constitution anglaise les changements que le progrès des temps réclamait. Mr. Pitt, on le sait, quoique ministre d'un roi peu ami des nouveautés, se déclara, dès 1785, pour une réforme parlementaire large et efficace. Il l'aurait probablement effectuée avant que les événements de la France eussent détourné ses idées des projets de réforme, sans la funeste maladie de George III et l'hostilité déclarée du prince de Galles.

Si Pitt avait réalisé en Angleterre son plan de réforme parlementaire, il l'aurait sans aucun doute étendu à l'Irlande, mesure qui aurait été pour ce pays le plus grand des bienfaits, car il eût été impossible de toucher à l'édifice politique que les protestants avaient élevé sur une base étroite, fausse et factice, sans reconnaître les droits des catholiques et les émanciper.

La réforme parlementaire et l'émancipation catholique effectuées en Irlande avant 1792, avant que les passions révolutionnaires eussent agité ce pays et ramené les haines séculaires des sectes et des races qu'il renferme, lui auraient évité une longue série de souffrances et de malheurs, dont le terme, hélas! n'est pas encore arrivé. La Providence ne permit pas que ces mesures réparatrices eussent lieu alors; elle destinait l'Irlande à devenir, après une longue carrière de misère, une source intarissable d'inquiétudes et d'ennuis pour ses oppresseurs, afin, peut-être, de donner au monde un grand enseignement, et d'apprendre aux nations les plus puissantes que leurs crimes et leurs erreurs retombent tôt ou tard sur ceux qui les commettent.

La révolution française surprit les réformateurs irlandais au

début de leurs efforts, et vint en arrêter le cours. En 1792 ils obtinrent encore le rappel de ce qui restait des dispositions pénales qui frappaient les catholiques, et ils leur firent accorder le droit de voter aux élections : immense concession, qui aurait amené nécessairement leur émancipation absolue, si le pays avait continué à marcher dans la voie de régénération régulière et pacifique que les événements produits par la révolution américaine paraissaient avoir ouverte.

Les débordements de l'esprit démocratique en France, les excès horribles de 1793 produisirent une réaction complète dans les classes riches et éclairées de l'Angleterre et de l'Irlande. Les volontaires furent dissous sans opposition, sans même que leurs chefs protestassent contre cette mesure. La plupart des réformateurs de 1782 devinrent des conservateurs déterminés, dès que l'ordre social parut menacé par la terrible propagande anarchique que la Convention prétendait organiser. Cependant les événements de France, qui avaient eu pour effet de séparer les classes élevées du parti réformateur, précipitèrent les restes de ce parti dans les voies révolutionnaires. Les débris des volontaires formèrent une association secrète sous le nom d'Irlandais-Unis, qui s'efforça de réunir toutes les classes inférieures, sans acception de race et de culte, dans un but subversif. Les tendances ultra-démocratiques et républicaines de cette association, son intention avouée de suivre l'exemple de la France en tinrent éloignés tous les hommes qui, par leurs lumières, leur rang ou leurs richesses, occupaient une place un peu distinguée dans la société.

Les Irlandais-Unis, aveuglés par leurs passions, s'exagérant leur force et leur nombre, et surtout comptant sur un appui efficace de la part de la France, que la faute des gouvernants de ce pays et l'opposition des éléments ne leur permirent pas d'obtenir, tentèrent un mouvement insurrectionnel en 1798. L'issue n'en fut pas douteuse un instant. Sans chefs, sans directions, sans plans arrêtés, les insurgés ne surent que commettre des désordres affreux et exercer de terribles ven-

geances contre ceux qu'ils considéraient comme leurs plus grands ennemis, les protestants et les Anglais. Nulle part ils ne réussirent à organiser une résistance sérieuse ; dès que l'armée anglaise entra en campagne, ils se dispersèrent presque sans combattre.

La répression qu'exerça le gouvernement fut cruelle ; elle ressembla bien plus à des représailles féroces qu'à une justice sévère appliquée à regret envers des sujets égarés. Néanmoins elle atteignit son but : l'esprit révolutionnaire fut dompté, et le parti réformiste fut eteint, il n'en resta plus que de faibles mais brillants débris.

L'insurrection de 1798 fournit au grand ministre qui dirigeait alors les destinées de la Grande-Bretagne à Mr. Pitt, le prétexte et les moyens d'opérer une mesure qui devait l'occuper depuis longtemps. Dans cette guerre à mort qu'il soutenait avec la puissance colossale de la France, il est impossible qu'il n'ait été frappé plus d'un fois des dangers que l'indépendance législative de l'Irlande faisait courir à l'Angleterre, et qu'il n'ait pas vivement désiré de pouvoir effectuer l'union des deux parlements de Londres et de Dublin. L'opinion publique en Angleterre se prononça fortement en faveur de cette union, et le parlement fournit au ministre tous les moyens nécessaires pour l'accomplir.

Il y avait un grand obstacle à vaincre : il fallait obtenir le consentement du parlement irlandais, et l'amener à prononcer lui-même son arrêt de mort. Mr. Pitt crut pouvoir emporter la question de haute lutte ; mais il échoua d'abord. Le premier projet d'union législative, présenté en 1799, fut repoussé par la chambre des communes irlandaise. Le ministère eut recours alors à un moyen qui lui avait toujours réussi dans le parlement de Dublin : il pratiqua la corruption sur une échelle immense. Il acheta un grand nombre de bourgs pourris ; il prodigua les places, les honneurs, les pensions, et au bout d'un an il se procura une majorité de 168 voix contre 73 pour sanctionner la fusion du parlement irlandais dans celui de la Grande-Bretagne.

Arrêtons-nous quelques instants pour examiner cet acte célèbre, qui a provoqué de tout temps en Irlande des plaintes si amères et de si violentes récriminations, et qui est aujourd'hui le prétexte, sinon la cause, de l'agitation qui remue ce pays jusqu'à ses racines les plus profondes.

Il faut d'abord distinguer les mérites de cette mesure en elle-même des moyens employés pour l'accomplir. Il ne peut y avoir qu'une voix pour flétrir l'infamie de ceux qui ont trafiqué de l'indépendance de leur pays, qui ont troqué leurs droits et leur influence politique contre de l'or et des places, qui ont vendu leur vote et sanctionné un acte que leur conscience réprouvait. Mais faut-il condamner également le gouvernement qui a acheté ces hommes corrompus ? Je n'hésiterais pas à le faire, si, par une fatale erreur, l'opinion publique dans les siècles passés, et même encore dans le nôtre, n'eût pas en quelque sorte sanctionné pour les gouvernements l'usage d'une morale autre que celle que reconnaissent les particuliers ; si elle n'avait pas, de tout temps, traité avec une excessive indulgence les actes immoraux qui ont amené de grands résultats politiques. Si l'on veut flétrir le caractère de Pitt pour avoir pratiqué aussi en grand la corruption parlementaire, il faudrait traiter aussi sévèrement les plus grands monarques des temps passés, Louis XIV, Joseph II, le grand Frédéric, qui, pour arriver à leurs fins, ont bien autrement outragé les principes inflexibles de la morale et de l'humanité, que ne l'a fait l'illustre homme d'état qui a opéré la consolidation du royaume-uni de la Grande-Bretagne et de l'Irlande.

Mais, laissant de côté l'appréciation de la conduite et du mérite des hommes qui ont pris part à l'acte d'union, examinons cette mesure en elle-même, et voyons si, en effet, elle a été injuste et inique envers l'Irlande, et si elle mérite toutes les haines qu'elle soulève encore aujourd'hui, toutes les injures qu'O'Connel et les orateurs du parti populaire lui prodiguent sans cesse.

Pour moi, je déclare franchement que je ne le pense pas. Pitt

en accomplissant l'union législative des îles britanniques n'était point mû par un étroit désir de domination, il n'agissait point dans l'intérêt exclusif d'un parti politique ou d'une secte religieuse. Ce n'était pas pour asservir l'Irlande, pour lui imposer sa volonté dispotique, qu'il travailla à réunir sous les voûtes de Westminster tous les pouvoirs parlementaires. Si tel eût été son but, il n'eût pas eu besoin de se donner tant de mal pour effectuer l'union des deux pays ; il savait très-bien que le parlement irlandais, tel qu'il était composé, était entre ses mains habiles et fermes un instrument docile. L'insurrection de 1798 avait appris aux protestants, qui constituaient seuls le pays légal, que leur existence dépendait entièrement de l'appui de l'Angleterre, et que, sans l'aide continuel des baïonnettes de l'armée anglaise, ils eussent été les victimes de l'esprit de haine et de vengeance qui animait l'immense majorité de la population catholique. Le sentiment de sa faiblesse mettait donc le parti dont se composait exclusivement le parlement d'Irlande, dans la dépendance absolue du cabinet de Londres. Pour exercer sur lui une domination complète, Pitt n'aurait plus eu besoin de recourir aux anciens moyens de corruption : l'intimidation lui aurait suffi. En le forçant à se suicider, il a exigé du parlement le seul acte qui pût rencontrer une résistance sérieuse ; et quant à lui, il y a plus perdu que gagné en influence parlementaire.

Le but de Pitt était noble et grand. En réunissant sous le même gouvernement les deux îles que sépare le canal de Saint-George, il espérait fortifier, consolider l'édifice de la puissance britannique, en butte alors à de terribles attaques. Il réalisait la pensée d'un des hommes qui ont possédé au plus haut degré l'instinct gouvernemental, de Cromwell, qui, près de deux siècles auparavant, avait voulu, lui aussi, fondre le parlement d'Irlande dans celui d'Angleterre. Mais, si sa pensée dominante fut d'augmenter la force du gouvernement en simplifiant les rouages législatifs, il songeait aussi, j'ose l'affirmer, à faire un acte utile à l'Irlande, en la soustrayant à la domination absolue

d'une église aveugle et persécutrice. Il voulait procurer aux catholiques, au moyen du parlement du royaume-uni, une émancipation politique complète, que jamais ils n'auraient obtenue du parlement irlandais. S'il n'a pas réalisé ces plans généreux, c'est qu'il a rencontré dans la volonté de George III un obstacle qu'il n'a pas eu le courage de surmonter, dans un moment où l'appui de la couronne lui était nécessaire pour sauver la nationalité de son pays, menacée par la puissance de la France.

On se fait, en général, une idée bien fausse de cet illustre homme d'état. On commet une grave erreur en se le représentant comme le partisan de tous les abus, de toutes les oppressions, comme un lord Eldon, ou un prince de Polignac. Loin de là, Pitt avait les lumières de son temps ; le fils de lord Chatham n'était pas l'ami du despotisme, ni le champion de l'intolérance religieuse. Esprit puissant et vaste, il aimait le pouvoir comme un moyen, non comme un but. Il débuta dans la vie politique par faire la guerre à l'administration rétrograde de lord North ; et dès qu'il fut au ministère, un de ses premiers actes fut de proclamer la nécessité d'une réforme parlementaire. Certes, Pitt n'avait pas une de ces âmes ardentes qui se passionnent pour les grands intérêts de l'humanité, qui ne regardent, lorsqu'elles les votent en question, ni aux obstacles qu'elles rencontrent, ni aux inconvénients que leur zèle peut susciter. Ce n'était point un de ces hommes qui veulent reconstruire la société de fond en comble, à l'aide d'idées générales et de théories humanitaires. Génie profond et froid, dépouillé de préjugés, il était uniquement animé par l'amour de son pays et l'amour de la gloire. Au début de sa carrière, il vit les parties défectueuses du corps social, et il se proposa de les corriger. S'il eût continué à exercer le pouvoir dans une période de paix et de tranquillité, il eût été un réformateur à la manière de Mr. Peel et de Mr. Canning, unissant la hardiesse et l'étendue de vues de l'un à la sagesse et à l'habileté de l'autre.

Mais dès qu'il vit poindre à l'horizon l'orage de la révolution française, avec la perspicacité des esprits supérieurs il prévit les ravages des principes démagogiques et les dangers qu'ils susciteraient à l'Angleterre. Il s'arrêta aussitôt dans ses projets de réforme, pour pourvoir aux besoins de la crise qui se préparait. Il comprit qu'en présence du mouvement des idées révolutionnaires qui menaçaient d'envahir l'Angleterre, il eût été imprudent de toucher à l'arche sainte de la constitution, et d'affaiblir le respect qu'elle inspirait à la nation, en travaillant à réédifier les parties vermoules de l'édifice social consacré par le temps. Du jour où la révolution, débordant le pays qui l'avait enfantée, menaça l'Europe, Mr. Pitt n'eut qu'un objet en vue: combattre la France, et empêcher les idées ultra-démocratiques de se faire jour en Angleterre. Il consacra tous ses moyens à cet intérêt suprême, il lui sacrifia toute autre considération politique.

La conduite de Mr. Pitt, au point de vue anglais, ne saurait être trop louée. En combattant la France, en réprimant la démagogie à l'intérieur, il sauva l'ordre social de l'Angleterre, et y maintint la civilisation dans les voies de progrès régulier et de développement successif qu'elle a suivies jusqu'ici, car il n'y a plus aujourd'hui, parmi les personnes douées du moindre bon sens, un seul individu, fût-il radical ou partisan déclaré du rappel, qui osât contester les effroyables conséquences qu'une révolution démocratique, accomplie à la fin du siècle dernier, eût amenées dans la Grande-Bretagne.

En abandonnant ses pensées de réformes, en devenant conservateur dans le sens le plus large du mot, Mr. Pitt ne se constitua pas le défenseur de l'injustice et de l'oppression. Je crois trouver une preuve de ce que j'avance dans l'acte même de l'union, qui a été l'objet de tant de reproches et de tant de récriminations. Examinons, en effet, ses principales dispositions et voyons si le ministère anglais a abusé de la puissance illimitée que la terreur causée par l'insurrection de 1798 et les moyens de corruption qu'il avait employés plaçaient entre ses

mains, pour faire à l'Angleterre la part du lion dans le partage législatif qu'il opérait, et pour traiter l'Irlande plutôt en pays conquis que comme une fraction du même empire.

Ces dispositions principales peuvent se résumer dans les huit articles suivants :

1° Les deux royaumes d'Angleterre et d'Irlande sont déclarés n'en plus former qu'un seul, sous le nom de Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et de l'Irlande.

2° La succession au trône du Royaume-Uni continuera à être réglée par les lois en vigueur.

3° Le Royaume-Uni sera représenté par un seul parlement qui prendra le nom de Parlement de la Grande-Bretagne et de l'Irlande.

4° Vingt-huit pairs temporels irlandais, élus à vie par tous les pairs réunis, ainsi que quatre évêques se succédant tour à tour, seront admis dans la chambre des lords du Royaume-Uni, et l'Irlande enverra cent membres à la chambre des communes, soit: soixante-quatre membres élus par les trente deux comptés, un par l'université de Dublin, quatre par les villes de Dublin et de Cork, et trente-et-un par trente-et-une villes ou bourgs des plus importants.

5° Les Eglises d'Angleterre et d'Irlande seront unies et n'en formeront plus qu'une seule soumise aux mêmes lois, aux mêmes doctrines, à la même discipline que celles de l'Eglise nationale d'Angleterre.

6° Les sujets des deux nations seront placés sur le même pied pour tout ce qui a rapport à l'industrie, au commerce et à la navigation.

7° L'Angleterre et l'Irlande contribueront aux dépenses générales de l'état dans la proportion de quinze à deux ; cette répartition durera vingt ans; passé cette époque, les dépenses seront réparties par le parlement.

8° Les lois en vigueur et les cours de justice continueront à exister comme par le passé, excepté que les appels de la cour de chancellerie d'Irlande seront portés devant la chambre des lords du Royaume-Uni.

On voit d'abord que, pour ce qui regarde les conditions civiles et les rapports économiques des deux royaumes, l'acte d'union est irréprochable. L'Angleterre et l'Irlande y sont placées sur le pied de l'égalité la plus absolue. S'il y a eu sacrifices ou concessions pour l'une des deux, c'est l'Angleterre qui les a faites, puisqu'elle a consenti à ouvrir ses colonies à l'Irlande et à partager avec elles les bénéfices d'un monopole dont elle avait seule le privilége.

Sous le rapport religieux, l'union est moins favorable à la majorité de la nation irlandaise; je n'hésite pas à dire qu'elle a empiré sa condition. Mais qu'on n'oublie pas que l'Angleterre traitait en Irlande avec le pays légal, composé exclusivement de protestants, qui n'auraient jamais consenti à se dessaisir du pouvoir qu'ils exerçaient, si on ne leur avait pas garanti l'intégrité de leurs priviléges religieux.

Les points que je viens d'examiner ne sont qu'accessoires; les dispositions essentielles de l'acte d'union sont celles qui règlent la part de pouvoir politique réservée à chacun des deux pays, et la manière dont les chargés publiques se répartissent entre eux.

Sur six cent cinquante-huit membres dont se composait la chambre des communes après l'union, l'Irlande devait en avoir cent, et la Grande-Bretagne cinq cent cinquante-huit. Dans la chambre des lords, l'Irlande obtint trente-deux représentants. Enfin sa part dans les charges publiques est fixée aux deux dixseptièmes de la dépense totale. Est-ce là une répartition inique, un abus de la force, les conditions humiliantes qu'un vainqueur insolent impose à un peuple vaincu? Quelques instants de réflexion suffisent pour se convaincre du contraire.

J'avoue que le nombre de représentants accordé à la pairie d'Irlande paraît de prime abord peu nombreux, surtout si l'on fait attention au nombre des personnes qui composent maintenant la chambre des lords. Mais il faut se rappeler qu'en 1800 ce nombre était bien moins considérable, ce qui atténue l'inégalité qui frappe lorsqu'on pense que trente-deux pairs irlan-

dais siégent maintenant au milieu de quatre cents pairs d'Angleterre. Malgré cette injustice apparente, je ne saurais blâmer cette disposition de l'acte d'union. En effet, la pairie irlandaise était bien moins illustre, bien moins distinguée que la paire anglaise. A quelques exceptions près, elle avait été presque exclusivement recrutée parmi les instruments les plus serviles et les plus dévoués de la domination de l'Angleterre. Jamais elle n'avait fait un acte populaire. Sa suppression était un véritable service qu'on rendait au pays. L'introduction dans la chambre haute d'un certain nombre de pairs irlandais fut loin d'être un bienfait pour l'Irlande. Depuis 1800 et jusqu'à nos jours, ils ont toujours formé la partie la plus violente, la plus exagérée du parti tory, la plus opposée à toute espèce de concession ou de réforme.

Les ministres qui se sont succédé depuis Mr. Pitt jusqu'à présent ont appelé à la chambre des lords un grand nombre de pairs irlandais; on en compte maintenant plus de cinquante, outre les trente-deux représentants de la pairie irlandaise. Je doute fort qne les véritables amis de l'Irlande aient eu à s'applaudir de la faveur apparente qui a été accordée à ce pays.

Quant à la composition de la chambre des communes, telle que l'union l'a réglée, l'Irlande ayant eu cent députés, tandis que l'Angleterre et l'Ecosse en conservaient cinq cent cinquante-huit, son influence politique était par rapport à celle de la Grande-Bretagne, comme 1 : 5, 58. C'est peu si l'on compare les populations des deux pays à cette époque. En 1800, l'Angleterre et l'Ecosse comptaient onze millions d'habitants. On ne connait pas au juste le nombre auquel s'élevait alors la population de l'Irlande; mais d'après des calculs dont on ne saurait contester la justesse, on ne peut guère l'évaluer au-dessous de quatre millions. Les populations des deux pays étaient donc entre elles comme 4 est à 11, ou bien comme 1 : 2,75, tandis que leur part d'influence politique était comme 1 : 5,58. Il y avait donc là, en raisonnant d'après les idées mathématiques

mises en cours par la révolution française, injustice flagrante envers l'Irlande.

Il y a pourtant deux choses à considérer, qui justifient, en grande partie du moins, les torts qu'on peut à ce sujet reprocher, envers l'Irlande, aux rédacteurs de l'acte d'union.

D'abord, comme on n'avait pas encore fait de recensement en Irlande en 1800, on supposait la population de ce pays moins nombreuse qu'elle ne l'était en effet. Un document officiel publié en 1785 portait à 2,845,000 le nombre des habitants; il était donc naturel que les hommes d'état, chargés de répartir entre les deux pays l'influence politique, prissent ce chiffre pour base de leurs calculs, ce qui établissait les populations des deux royaumes dans le rapport de 1 : 3,86, et réduisait d'un tiers l'injustice apparente que l'Irlande avait à supporter.

Mais, en second lieu, il faut bien faire attention qu'en Angleterre on n'a jamais, en aucun temps, considéré le nombre de la population comme le seul élément d'après lequel on dût répartir les droits politiques. Au moyen âge, la mission principale de la chambre des communes étant de voter les subsides, elle se composait exclusivement des représentants des communes en état de supporter des impôts. Pendant plusieurs siècles, elle fut plutôt la gardienne des écus du pays, qu'une partie intégrante du pouvoir suprême. Certes, le temps et les révolutions ont singulièrement modifié cette idée; néanmoins il en est resté des traces dans la constitution anglaise, et encore aujourd'hui elle exerce une certaine influence dans ce pays.

Si, d'après cela, on avait adopté la richesse publique, ou ce qui revient au même, la répartition des charges comme base de la distribution du pouvoir législatif, l'Irlande n'aurait pas eu à se plaindre, puisqu'elle ne contribuait aux finances du royaume que pour moins du huitième de l'impôt, tandis qu'elle obtenait la sixième partie de la représentation du royaume-uni.

En comparant tous les chiffres que j'ai cités, on trouve que le nombre de députés accordé à l'Irlande par l'acte d'union est

en quelque sorte une moyenne proportionnelle entre ce qui lui serait revenu en prenant successivement le chiffre de la population et le taux de l'impôt, pour base de la répartition du pouvoir législatif.

Malgré tout ce que je viens de dire, je ne soutiens pas la justice absolue, ni l'équité parfaite de cette partie importante de l'acte d'union; mais je n'hésite pas à affirmer qu'elle est en tout conforme aux notions pratiques de justice et d'équité politiques généralement admises en Angleterre à l'époque de l'union. Je n'ai pas le moindre doute que si des arbitres parfaitement impartiaux, mais choisis parmi des hommes politiques imbus des doctrines anglaises, avaient été chargés de déterminer la part proportionnelle qui devait revenir à l'Irlande et à l'Angleterre dans le parlement uni, ils n'auraient pas mieux traité l'Irlande que ne le fit Mr. Pitt.

Depuis 1800 l'Irlande fut gouvernée, comme le reste de l'empire britannique, par les trois pouvoirs siégeant à Westminster. La grande majorité du pays, les catholiques surtout, perdirent-ils beaucoup à ce changement politique, et ont-ils eu des raisons sérieuses de regretter leur parlement national? Cela n'est pas soutenable. Le parlement de Dublin, ainsi que je l'ai déjà dit, était composé dans un intérêt exclusivement protestant. Malgré le droit accordé aux catholiques en 1792 de voter aux élections, ils n'auraient jamais pu exercer d'influence sur la chambre des communes, car à l'exception des comtés qui ne nommaient qu'une faible partie des membres dont se composait la chambre (soixante-quatre sur trois cents), leur droit était complétement illusoire. Dans les vingt-six villes de quelque importance qui nommaient des députés, le droit de nomination était réservé aux corporations municipales, c'est-à-dire à tout ce que l'esprit de fanatisme et de prévention a jamais produit de plus violent et de plus exagéré. Quant aux petits bourgs, à qui l'on avait réservé cent quatre-vingt-quatre députés, ils étaient dans la dépendance absolue de quelques oligarques qui disposant de la majorité de la chambre, s'entendaient ordinai-

our en trafiquer, à leur plus grande avantage, avec le
ment anglais.

st pas une telle assemblée que le grand parti national
veut ressusciter. Je doute fort qu'il consentît à son
ment, quand même le rappel de l'acte d'union en
prix. S'il le faisait, ce serait avec le segret espoir de
ntôt, sous le poids de l'indignation populaire, une as-
aussi anti-nationale. Mais si, en accordant à l'Irlande
issement de son ancien parlement, le gouvernement
ettait à la disposition de ce corps une armée nom-
ur réprimer les tentatives de réforme extra-légale du
holique, on peut être persuadé qu'il n'y aurait en Ir-
l'une voix pour demander le maintien de l'ordre de
ctuel, peu satisfaisant il est vrai, mais infiniment pré-
celui auquel il a succédé. L'ancien édifice de la con-
irlandaise, qu'on se le rappelle bien, était un as-
monstrueux d'injustices et d'iniquités ; puisqu'il
s possible de le réformer, on a bien fait de le détruire.
urquoi, à tout prendre, je considère encore l'acte d'u-
lgré tous ses défauts, comme un fait dont l'humanité
plaudir.

combattre cette assertion, qui paraîtra étrange à tous
se contentent d'étudier l'histoire dans les journaux
s, on me citera l'exemple de 1782, et l'on prétendra
nion n'avait pas eu lieu, les catholiques auraient ob-
ancipation religieuse et la réforme parlementaire par
s moyens que les volontaires avaient employés avec
ur arracher à l'Angleterre la reconnaissance de l'indé-
nationale. Mais ce serait là une erreure complète. En
rlande était unanime; elle avait pour elle la justice, la
usqu'à un certain point la légalité. L'Angleterre, affai-
ne guerre malheureuse, lui avait mis elle-même les
la main, et l'avait aidée à organiser une force militaire
e. Comment, dans ces circonstances, le gouvernement
urait-il pu lui refuser des demandes, qui, d'ailleurs,

étaient approuvées par l'opinion publique du pays tout entier? Mais, après que la révolution française eut éclaté, après l'insurrection républicaine de 1798, le parti protestant en masse se déclara contre toute espèce de réforme. Maître absolu du parlement, il se serait pendant longtemps refusé aux moindres concessions en faveur des catholiques.

Mr. Pitt, il faut lui rendre cette justice, considérait l'acte d'union comme le seul moyen de consolider en Irlande la paix religieuse et d'y établir un régime politique équitable. Il avait promis aux catholiques de présenter au parlement des Royaumes-Unis, dès qu'il aurait été constitué, un acte pour leur rendre l'exercice de tous leurs droits. Leur émancipation était à ses yeux une conséquence nécessaire de la fusion des deux pays. Malheureusement ses projets de conciliation et de tolérance rencontrèrent un obstacle presque invincible dans l'obstination et dans les préjugés étroits du vieux roi George III. Il se montra d'abord fidèle aux véritables principes du gouvernement parlementaire, et il quitta le pouvoir plutôt que de renoncer à l'exécution de ses promesses envers les catholiques. Mais il ne leur fut fidèle qu'à demi. Remplacé au ministère par ses anciens lieutenants, il n'employa pas l'immense influence parlementaire dont il disposait à assurer le triomphe des principes de tolérance religieuse qu'il avait proclamés. Exclusivement préoccupé des dangers extérieurs qui menaçaient l'Angleterre, il travailla à reconquérir le pouvoir, moins dans l'intérêt de sa politique intérieure que pour soutenir avec plus d'énergie et de vigueur la lutte terrible qu'il avait engagée avec la France. Dans ces moments décisifs, il ne voulut point affaiblir ses moyens d'action en s'aliénant l'esprit de son vieux roi. Il sacrifia les catholiques au succès de sa politique guerrière.

L'Angleterre commit une faute énorme en n'accordant pas aux catholiques l'émancipation comme une conséquence de l'acte d'union. Elle aurait par là réussi à se les attacher, ou du moins à rendre moins impopulaire, auprès de la grande masse de la nation, une mesure qui était faite pour choquer

l'amour-propre irlandais. L'émancipation n'aurait pas guéri toutes les plaies de l'Irlande, mais elle aurait empêché qu'elles ne se fussent de plus en plus envenimées. Les classes pauvres et souffrantes, au lieu d'attribuer tous leurs maux au parlement d'Angleterre, se seraient accoutumées à le regarder comme un pouvoir juste et protecteur, et elles auraient attendu de lui patiemment ce qui leur est bien plus nécessaire que des droits politiques: de grandes réformes ecclésiastiques et sociales.

Tant que la guerre avec Napoléon dura, le parlement n'eut ni le temps, ni la volonté de s'occuper de réformes, pas plus en Angleterre qu'en Irlande. Les whigs, pendant leur courte apparition au pouvoir, ne firent rien pour ce dernier pays. Après la paix, les succès prodigieux obtenus par le gouvernement avaient donné au parti tory, qui s'attribuait non sans quelque raison le monopole de la gloire nationale, une telle force que toute réforme paraissait indéfiniment ajournée. L'émancipation des catholiques, qui en 1800 avait été sur le point de s'accomplir, était jugée en 1817 comme une chose impossible à effectuer.

Cependant les germes féconds de progrès et de liberté que contient la constitution anglaise, comprimés quelque temps par l'enivrement de la victoire, ne tardèrent pas à se développer de nouveau. L'esprit de réforme, étouffé sous les préoccupations de la guerre et les joies du triomphe, se réveilla avec une force nouvelle, et de tous côtés éclatèrent des plaintes de plus en plus énergiques contre les inégalités politiques choquantes que sanctionnait la constitution. Les hommes les plus éclairés et les plus habiles du parti tory sentirent la gravité de ce mouvement, et jugèrent que le temps était venu de faire droit à quelques-unes des réclamations du parti populaire. Canning et ses amis, pénétrés de cette idée, introduisirent dans leur parti et dans le ministère le principe de la réforme, et ils épousèrent avec ardeur la cause de la tolérance religieuse.

Pendant tout ce temps les catholiques irlandais, respirant à l'aise et grâce à la liberté civile, avaient prodigieusement augmenté en nombre, en richesses et en lumières. Les chefs qui les dirigeaient avaient compris que le temps des révoltes et des révolutions violentes était passé; qu'il n'y avait pour eux d'espoir fondé que dans l'usage habile et persévérant des moyens légaux que la constitution anglaise, disons-le à sa gloire, met à la disposition de toutes les classes souffrantes, pour obtenir le redressement de leurs griefs. Dans ce but, un comité s'organisa à Dublin, dès 1810, pour soutenir soit par la voie de la presse, soit de toute autre manière légale, les droits des catholiques. Ce comité, dirigé d'abord pendant plusieurs années par John Leogh, étendit ses ramifications dans toute l'Irlande. Il grandit dans l'ombre et le silence, et avant, pour ainsi dire, que le gouvernement anglais se fût aperçu de son existence, il avait organisé dans tout le pays une association immense qui embrassait la population catholique presque entière.

Cette association célèbre, connue sous le nom d'Association catholique parfaitement disciplinée par son chef habile, l'illustre O'Connel, se manifesta tout à coup en 1825 d'une manière éclatante. Son attitude imposante, l'étonnant pouvoir qu'elle exerçait sur les masses irlandaises, produisirent sur l'Angleterre un effet immense. Elle parvint à organiser et à entretenir une agitation si menaçante, sans toutefois sortir des bornes de la légalité, qu'au bout de quelques années elle plaça le gouvernement dans l'alternative de l'abattre par la force, ou de la désarmer par des concessions. Les chefs du parti tory, alors au pouvoir, après avoir longtemps hésité, adoptèrent ce dernier moyen. Le duc de Wellington et Mr. Peel, qui peu d'années auparavant s'étaient séparés de Canning plutôt que de le suivre dans la voie nouvelle qu'il voulait ouvrir à la politique intérieure, se décidèrent à accorder aux catholiques irlandais toutes leurs demandes. Leur conduite fut sage et prudente, plutôt que généreuse. En effet, s'ils cédèrent, c'est qu'ils sentirent que la nation anglaise ne les aurait pas soutenus, si, pour maintenir la

suprématie protestante en Irlande, ils avaient dû recourir aux moyens violents, en usage parmi les réformateurs du seizième et du dix-huitième siècle.

L'acte du 1829, rédigé par Mr. Peel, l'homme d'état qui plus que tout autre a l'instinct des nécessités du moment, fut complet. Les incapacités politiques qui frappaient les catholiques depuis des siècles, furent entièrement abolies. On se contenta de leur interdire les fonctions de tuteur du royaume, de lord-lieutenant d'Irlande, de chanceliers d'Angleterre et d'Irlande, et celle de président de l'assemblée générale de l'église d'Ecosse, exclusions fondées sur des raisons solides, et qui n'ont rien d'injuste ni de blessant pour les catholiques de la Grande-Bretagne.

Cependant l'acte d'émancipation, arraché plutôt à la peur que dû au bon vouloir du parlement, ne satisfit point l'Irlande. Ses plaies invétérées exigeaient de plus profonds remèdes qu'une simple réforme politique, qui était regardée avec raison, par les patriotes irlandais, comme un moyen pour obtenir le redressement des griefs du pays, bien plus que comme le but de leurs efforts. Aussi l'agitation, excitée par le retentissement des événements de juillet 1830, recommença avec plus d'intensité et de violence.

O'Connell, dès lors tout-puissant sur son parti, engagea avec le gouvernement de lord Grey une lutte mémorable, qui paraissait devoir amener de graves conséquences. Mais à peine le ministère eut-il présenté le fameux bill sur la réforme parlementaire, qu'O'Connell cessa toute attaque, tout mouvement hostile. Comprenant, grâce à son admirable instinct, l'intérêt que les catholiques avaient au succès de cette mesure, il passa, avec une dextérité étonnante, d'une opposition presque factieuse, à un dévouement sans bornes au parti whig.

Tant que le sort du bill fut douteux, tant que la réforme fut indécise, lord Grey n'eut pas d'alliés plus fidèles, d'appuis aussi sûrs que les membres catholiques irlandais. On doit leur attribuer une bonne part de la victoire que ce ministre, sou-

tenu par l'opinion populaire, remporta sur la chambre des lords.

Le bill de réforme fit quelque chose pour l'Irlande, et surtout pour les catholiques. On accorda à l'Irlande cinq nouveaux députés: un pour l'université de Dublin, et quatre pour des villes dont l'importance avait augmenté. Mais ce qui est plus essentiel, on étendit les droits électoraux. Ils avaient été jusqu'alors concentrés dans les bourgs et remis entre les mains des corporations municipales, composées exclusivement de protestants et de protestants fanatiques; ils furent étendus à tous les habitants payant dix livres sterling de loyer. Ce changement assura aux catholiques la majorité dans la plupart des colléges électoraux.

La réforme parlementaire ne pouvait à elle seule, pas plus que l'émancipation, tarir les sources de l'agitation populaire en Irlande. Lord Grey eut le tort de l'envisager comme le terme où devaient s'arrêter les efforts légitimes du parti réformiste. Cette opinion, vraie jusqu'à un certain point relativement à l'Angleterre, était pour l'Irlande complétement fausse; pour les catholiques irlandais surtout, ce ne pouvait être qu'un moyen de plus d'obtenir les changements dans l'ordre religieux et social que l'état de leur pays réclamait impérieusement. Aussi, dès l'année 1832, l'agitation se réveilla sous un aspect plus menaçant que par le passé. Elle fut dirigée en particulier contre les dimes, cet odieux impôt aussi antipatique aux populations catholiques par l'humiliation qu'il leur faisait subir, que par les sacrifices pécuniaires qu'il faisait peser sur eux. Cette fois O'Connell ne fut pas assez puissant pour maintenir le mouvement populaire dans les limites de la légalité. Les paysans, exaspérés par la misère et irrités de se voir déçus dans les espérances qu'on leur avait fait concevoir au sujet des dimes, déclarèrent au clergé une guerre terrible. La résistance à la perception de cet impôt fut si bien organisée, si vigoureusement soutenue, qu'il devint impossible aux décimateurs de le faire payer, même avec l'aide de la police et des soldats de l'armée

régulière. En vain le gouvernement de lord Grey essaya-t-il de dompter cette résistance générale par des moyens de rigueur. Les pouvoirs dont il fut armé par l'acte de coercition passé en 1833, ne lui donnèrent pas les moyens de faire obtenir au clergé le payement de ce qui lui était dû; et lorsque, pour soulager l'extrême détresse où ce corps était tombé, le gouvernement se rendit cessionnaire des dîmes, ses efforts n'eurent pas plus de succès.

Le ministère n'était pas unanime sur la conduite à tenir envers les catholiques. Un certain nombre de membres du cabinet étaient favorables au système des concessions; ces hommes d'état obtinrent qu'on présentât au parlement, en même temps que le bill de coercition, une loi pour commencer la réforme de l'église anglicane établie en Irlande. En vertu de cette loi qui, après de longues luttes, finit par passer dans les deux chambres, les catholiques furent affranchis de l'impôt nommé contribution ecclésiastique (*vestry cess*), que les protestants avaient le droit de répartir sur tous les habitants de leur paroisse pour l'entretien de leurs temples. On suppléa aux fonds qui provenaient de cet impôt, par une retenue sur le revenu de tous les bénéfices ecclésiastiques, et par le produit de dix évêchés et de quelques autres charges ecclésiastiques, qu'on décréta de supprimer après le décès des titulaires vivants.

Ce bill était un grand bienfait pour l'Irlande catholique, moins à cause des réformes qu'il sanctionnait, que par le précédent qu'il établissait. Le gouvernement, ayant touché à l'arche sainte de l'église, devait être amené, par la force des choses, à réduire ses revenus dans la proportion des besoins réels de la petite minorité qui professe en Irlande la religion de l'état.

En effet, la majorité du ministère ne tarda pas à vouloir tirer du principe qui avait été établi dans le bill de 1833 les conséquences logiques qui en découlaient naturellement. Il se prononça en faveur de la motion de Mr. Ward, qui consistait à faire

déclarer par le parlement que l'état avait le droit d'approprier le surplus des revenus de l'église à des emplois séculiers. Quatre ministres, plus protestants que réformateurs, lord Stanley, sir James Graham, le duc de Richmond et lord Goderich, ne voulant pas souscrire à cette déclaration, se retirèrent du cabinet. Peu de temps après, lord Grey, qui suivait à regret la politique de ses collègues à l'égard de l'Irlande, imita leur exemple et abandonna le pouvoir.

La retraite des whigs partisans intraitables de l'église établie amena la formation du ministère de lord Melbourne, qui, à l'exception du temps très-court que dura la vaine tentative du ministère Peel, gouverna la Grande-Bretagne pendant six ans. L'avénement du ministère Melbourne fut un grand événement pour l'Irlande. En effet, il fut formé dans le but avoué de faire droit à ses justes motifs de plainte. Pour la première fois on vit un ministère tomber pour avoir refusé de céder aux vœux populaires des Irlandais, et un nouveau cabinet proclamer hautement l'intention de traiter avec une égale faveur les catholiques et les protestants. Pour la première fois, après des siècles, des catholiques furent appelés à remplir les premières dignités de la magistrature. La nomination de Mr. O'Loughlen à la place de maître des rôles, qui est la seconde place dans les cours d'équité, et celle de Mr. Sheil comme membre du conseil privé, signalèrent l'avénement d'une nouvelle ère pour l'Irlande, à dater de laquelle les distinctions religieuses s'effacent tout à fait aux yeux du parti libéral.

Lord Melbourne confia l'administration de l'Irlande à des hommes d'un caractère ferme et conciliant, qui surent gagner l'estime et la confiance des catholiques. Les deux lords-lieutenants qui se succédèrent pendant son ministère, lord Mulgrave et lord Fortescue, exercèrent le pouvoir dans les véritables intérêts du pays; grâce à leur équité et à leur impartialité, ils firent jouir l'Irlande d'un calme et d'une tranquillité dont on n'avait eu jusqu'alors aucune idée.

Si l'Irlande doit beaucoup à ces lords-lieutenants, elle doit

encore plus au véritable représentant du ministère, au secrétaire d'état lord Morpeth, qui, pendant six ans, employa tout le pouvoir dont il était investi pour effacer les traces des discordes religieuses et pour cicatriser les plaies qui affligent ce malheureux pays. Il est permis d'espérer que la carrière de cet homme d'état, espoir du parti whig, ne se terminera pas sans qu'il lui soit donné d'achever, soit comme ministre, soit comme lord-lieutenant, l'œuvre de pacification et de régénération qu'il a si dignement commencée sous le ministère de lord Melbourne.

Les tentatives législatives que le ministère fit pour améliorer le sort des catholiques n'eurent pas le même succès que ses efforts administratifs. Ce ne fut qu'en renonçant à l'application du fameux principe de l'appropriation du surplus des revenus de l'église, qu'il parvint à faire passer dans les chambres une loi pour transformer les dîmes en une rente perpétuelle, et il dut revenir cinq fois à la charge pour obtenir la réforme des corporations municipales de l'Irlande, encore fut-il forcé de subir plusieurs amendements qui en diminuèrent l'efficacité.

Malgré les concessions que le ministère dut faire, les deux lois que je viens de citer ne furent pas moins la source de grands avantages pour l'Irlande.

La loi sur la conversion des dîmes, en les transformant en une rente fixe, les réduisit aux trois quarts de ce qu'elles étaient lorsqu'on les payait en nature. De plus, elle mit cette rente directement à la charge des propriétaires, ce qui fit cesser les rapports odieux qui existaient entre les décimateurs ecclésiastiques et les misérables tenanciers catholiques. Il est probable qu'à présent la dîme, en définitive, retombe comme par le passé sur le fermier; mais comme il ne la paie pas directement, et qu'elle est confondue avec la rente de son propriétaire cet impôt lui paraît moins humiliant et moins pénible à supporter. Aussi, depuis la promulgation de la nouvelle loi sur la transformation de la dîme, la paix n'a plus

été troublée dans les cantons agricoles, et le clergé de l'église établie a perçu ses revenus sans obstacles ni difficultés.

La réforme des corporations municipales, bien que moins complète que celle qui a eu lieu en Angleterre et en Ecosse, a été pourtant un immense triomphe pour les catholiques. Ces corporations constituaient de véritables citadelles où s'était réfugié ce que l'esprit persécuteur et intolérant des siècles derniers avait de plus passionné et de plus fanatique. En détruisant leurs priviléges, en accordant le droit de voter à tous les électeurs qui présentent une certaine garantie de fortune, la loi a assuré aux catholiques une influence prépondérante dans l'administration de presque toutes les villes du pays. C'est à cette loi que les catholiques durent la satisfaction de voir leur illustre chef, celui qu'ils surnomment à juste titre leur libérateur, O'Connell, occuper la première dignité municipale du royaume, et, comme maire de Dublin, prendre le pas à la suite du lord-lieutenant sur tous les fonctionnaires publics et le lord-chancelier lui-même.

Pendant tout le temps que le ministère Melbourne conserva le pouvoir, la paix de l'Irlande ne fut pas troublée. La conduite d'O'Connell et des autres chefs du parti catholique dans cette occasion est au-dessus de tout éloge. Renonçant aux séduisants triomphes que l'agitation populaire leur procurait, ils se donnèrent autant de peine pour maintenir la tranquillité qu'ils s'étaient donné pour créer le mouvement devant lequel lord Grey s'était rétiré.

Peu après l'avénement au trône de la reine Victoria, au mois d'octobre 1837, O'Connell fit adopter à l'association nationale la résolution suivante, qui peint trop bien les dispositions du parti catholique à cette époque pour que je ne croie pas devoir la rapporter tout entière.

« L'association nationale, pénétrée de la plus vive reconnaissance pour l'administration ferme, énergique, humaine et parfaitement impartiale de lord Mulgrave (depuis lord Normanby), pleine de confiance dans les intentions sincères de S. M. de

rendre justice à l'Irlande, en la mettant sur le même pied que l'Angleterre et l'Ecosse, et par-dessus tout et avant tout remplie d'une reconnaissance aussi respectueuse que vive pour Sa très-gracieuse Majesté, à raison de la politique nationale et éclairée qui a signalé les débuts de son heureux règne, déclare vouloir donner un témoignage éclatant de sa confiance dans l'administration, en se dissolvant et en laissant le soin de réaliser ses projets aux membres irlandais et populaires du parlement qui prêtent leur appui au gouvernement de la reine ».

Cette résolution si sage, si loyale, provoquée par O'Connell, contraste étrangement avec les sentiments hostiles, passionnés, qu'il faisait éclater quelques années auparavant contre l'Angleterre et contre les whigs eux-mêmes. On ne reconnaît pas dans ce langage l'homme qui, lorsqu'il luttait avec l'administration de lord Grey, allait dans sa colère jusqu'à conseiller à ses concitoyens de s'abstenir de consommer aucune denrée soumise aux droits d'*excise* ou de douane, afin de diminuer les ressources du gouvernement. Et cependant, sous ses inconséquences apparentes, on retrouve une suite parfaite dans les vues d'O'Connell. A l'aide de mille moyens, qu'il sait multiplier sans cesse et varier à l'infini selon les exigences du moment, il poursuit toujours le même but, la réhabilitation politique de ses coreligionnaires et de son pays. En faveur de la constance du principe qui le fait agir, l'histoire lui pardonnera ses variations continuelles, ses jugements si divers sur les mêmes mesures et les mêmes hommes.

J'ai tenu à constater ces changements dans la conduite d'O'Connell et du parti qui le suit avec une confiance aveugle, non-seulement pour éclairer les événements passés, mais plus encore pour mieux faire comprendre l'état actuel de l'Irlande, et pour désabuser les personnes qui, prenant au pied de la lettre les protestations énergiques, les engagements téméraires qu'O'Connell prodigue depuis un an, considèrent ce pays comme irrévocablement engagé dans une lutte à mort avec l'Angleterre..

La conduite calme et ordonnée des Irlandais, depuis la formation du ministère de lord Melbourne, témoigne hautement des progrès que ce peuple a faits dans la voie de la véritable civilisation. Il a suffi qu'un gouvernement se montrât bienveillant envers eux, qu'il manifestât l'intention de respecter leurs croyances, de ne pas choquer leurs sentiments nationaux, pour qu'aussitôt ce peuple si turbulent, si insoumis, respectât l'empire des lois et supportât avec patience les maux de son état social, auxquels il n'est donné à personne d'apporter un prompt remède.

Si le ministère whig avait été aussi puissant en Angleterre qu'il l'était en Irlande, s'il avait pu commander dans la chambre des communes une majorité assez forte pour contraindre la chambre des lords à adopter les mesures réparatrices qu'il avait préparées dans le but de remédier aux griefs de l'Irlande, toutes les plaies du pays seraient entrées en voie de guérison, et l'on aurait vu les réformes politiques amener peu à peu les réformes sociales, qui seules peuvent replacer la société irlandaise dans des conditions de repos et de prospérité.

Le sort en décida autrement. Le ministère Melbourne, au lieu de gagner du terrain, en perdit chaque jour; sa politique envers l'Irlande, modérée et impartiale, n'était pas du goût de la majorité en Angleterre. En se séparant de ses anciens collègues, lord Stanley leur avait dit avec raison : « Je soutiens hardiment que le pays n'est pas mûr pour le bill d'appropriation et pour la réforme de l'église établie en Irlande ».

Les habitudes d'oppression, enracinées depuis des siècles, se perdent lentement. Les peuples, aussi bien que les individus, renoncent avec peine aux idées de supériorité et de domination que le temps a sanctionnées. Il faudra longtemps avant que tout le monde en Angleterre considère les Irlandais comme jouissant des mêmes droits, et méritant les mêmes égards que les fiers descendants des Saxons et des Normands.

Malgré les sympathies de l'Irlande, le ministère Melbourne, faiblement soutenu par les radicaux, miné par les chartistes,

violemment attaqué par le parti tory, qui, retrempé dans l'opposition, s'était reconstitué sur des bases plus larges, sous le nom de parti conservateur, ce ministère n'aurait pas eu une longue existence, si l'avénement au trône de la reine Victoria ne lui eût procuré dans le pouvoir royal un puissant auxiliaire. La reine exerça en sa faveur ses prérogatives dans leurs dernières limites, et déploya, pour le soutenir, une énergie et une fermeté bien remarquables aux débuts d'un règne qu'elle commençait si jeune. Grâce à cet appui, lord Melbourne put surmonter plus d'un orage parlementaire qui mit son existence ministérielle en danger; mais, à la fin, il dut succomber devant une majorité prononcée de la chambre des communes.

Le retour des torys au pouvoir fut un coup cruel pour l'Irlande. En vain, pour en atténuer l'effet, sir Robert Peel chercha-t-il, parmi tous ses partisans, les hommes les plus sages, les plus conciliants, pour leur confier le soin de gouverner ce pays. Les mérites personnels du nouveau lord-lieutenant et du nouveau secrétaire d'état, lord de Gray et lord Elliot, ne purent prévenir le mécontentement et l'irritation que la chute du seul gouvernement qui se fût manifestement montré favorable à leur cause devait inspirer aux Irlandais. Fort heureusement, néanmoins, le changement de ministère ayant eu lieu contre le gré de la reine, et les torys lui ayant été, pour ainsi dire, imposés par la majorité des chambres, les Irlandais, en rentrant dans l'opposition, surent faire une juste distinction entre sa personne et son gouvernement. Tout en recommençant contre ses ministres une lutte acharnée, ils conservèrent pour la reine un sentiment très-vif d'attachement et de reconnaissance dont l'agitation du rappel de l'union n'a pas encore affaibli la force.

En présence d'un ministère tory qui disposait d'une majorité nombreuse dans les deux chambres, O'Connell comprit que la cause de l'Irlande n'avait rien à attendre du parlement. Mr. Peel, ramené au pouvoir par suite d'une réaction conservatrice et protestante, ne pouvait rien accorder aux catholiques; il était

même à craindre que son parti ne lui imposât quelques mesures violentes, telles, par exemple, que le bill sur la formation des listes électorales, que lord Stanley avait plus d'une fois soumis à la chambre, alors qu'il était dans l'opposition, bill dont l'effet eût été de diminuer considérablement le nombre des électeurs. Pour empêcher l'adoption de mesures rétrogrades et forcer le ministère à poursuivre l'œuvre de justice commencée par lord Melbourne, O'Connell, devenu impuissant dans le parlement, n'avait qu'un parti à prendre, celui de réveiller l'agitation populaire, de recommencer la lutte sur la place publique, et de réorganiser une association puissante pour soutenir les droits de son pays. Il l'adopta sans hésiter. Quittant sa place dans la chambre des communes, il repassa en Irlande, suivi de presque tous ses collègues catholiques, et décidé à combattre, avec toutes les armes que la constitution anglaise fournit aux partis battus, les projets de ses adversaires. Cette détermination était raisonnable, en jugeant la question du point de vue irlandais; personne ne saurait blâmer O'Connell d'avoir refusé le combat parlementaire, trop désavantageux pour son parti, et d'avoir transporté la lutte sur un terrain, où il savait bien que le chef prudent du gouvernement ne s'engagerait qu'à regret. Il me paraît certain que, s'il avait continué cette agitation dans les bornes de la constitution anglaise, s'il lui avait assigné un but précis et modéré, si, par exemple, il s'était contenté de demander la réforme de l'Eglise ou la modification des lois qui régissent les relations des propriétaires et des fermiers, il aurait prodigieusement embarrassé la marche du ministère Peel, il aurait opéré une prompte réaction en faveur de son pays dans l'opinion publique de l'Angleterre, et obtenu, au bout de quelque temps, de nouvelles concessions, une nouvelle victoire. Mais cette marche prudente e, sage ne lui convint pas. Soit que, enivré par ses succès passés il crût à la force irrésistible des moyens qu'il allait mettre en jeu, soit plutôt qu'il jugeât que, pour remuer fortement les masses, pour exciter leurs passions et pour obtenir d'elles

rouement absolu, il fallait leur présenter de grandes à accomplir, il adopta un parti extrême. A peine ar- Dublin, il déploya la bannière du rappel de l'union, clarant qu'il ne cesserait de lutter et de combattre qu'a- voir obtenu le rétablissement de l'indépendance législa- e son pays.

voix puissante fut entendue d'un bout de l'Irlande à . Son éclat réveilla toutes les passions politiques et uses, toutes les sentiments de nationalité qu'il avait itenir pendant tant d'années. Au bout de quelque mois, pulation catholique tout entière et quelques protestants y rattachèrent constituèrent une association plus nom- e, mieux organisée que celle qui arracha en 1829 le 'émancipation au duc de Wellington et à sir Robert Peel. association obéit à son chef habile avec un dévouement le. Grâce à elle, O'Connell exerce, à l'heure qu'il est, mpire sans bornes sur les sept huitièmes de ses com- ites, et l'appui du clergé catholique tend à maintenir étendre cette prépondérence. Jusqu'à présent O'Connell avec une grande prudence. Après avoir organisé son e, il a voulu passer en revue ses différents corps, en sant dans les différentes parties du pays tous ceux qui ent enrôlés sous le drapeau du rappel. Ce déploiement rces avait-il pour but d'intimider l'Angleterre? Était-ce élude de mesures plus décisives. On l'ignore. Le procès e gouvernement a jugé à propos de lui intenter, ainsi ses principaux partisans, est venu interrompre le cours assemblements populaires, et ne lui a pas permis de don- uite à l'organisation judiciaire qu'il avait imaginée pour aliser l'influence de la magistrature légale; la même cause le lui avoir fait ajourner le projet d'effectuer la réunion élégués des differentes parties du pays, qui devaient former spèce d'assemblée nationale. Fidèle à son système de lutte ique, il a baissé la tête devant la voix de la justice, et il a ndu le combat jusqu'après la décision du juri devant le- il doit être traduit.

Tant d'audace et de prudence réunies chez les catholiques irlandais, tant de modération et d'énergie chez les hommes qui gouvernent l'Angleterre, étonnent profondément les politiques du continent, qui n'ont pas une grande connaissance des principes sur lesquels repose le magnifique édifice de la constitution britannique. Tant que le gouvernement restait dans l'inaction, ils prédisaient une révolution prochaine en Irlande, et l'inévitable séparation de ce royaume. Maintenant peut-être, frappés de la faible résistance qu'ont rencontrée les premiers efforts du ministère pour réprimer l'agitation et pour arrêter O'Connell dans sa marche, ils désespèrent complétement de la cause des catholiques irlandais, et les condamnent à des luttes stériles, qui ne pourraient nullement améliorer leur triste condition.

Je n'hésite pas à dire que ces deux manières de juger la question irlandaise sont également erronées. On a beaucoup exagéré il y a quelques mois, la portée du mouvement que O'Connel dirigeait alors avec tant d'audace; on se tromperait également en méconnaissant ce qu'il peut avoir de grave et de menaçant pour l'avenir. L'Irlande, couverte de plaies que les siècles ont envenimées, sera encore pendant longtemps une source d'embarras et de troubles pour l'Angleterre. Quand même on appliquerait à ses souffrances les remèdes les plus prompts et les plus efficaces; quand tous les partis seraient d'accord pour travailler à sa guérison, elle serait bien des années à se remettre, plus d'une génération devrait s'écouler avant que toutes les traces des discordes et des haines civiles et religieuses fussent effacées.

Mais un tel accord n'est pas espérable. Les passions et les préjugés sont encore trop vifs pour que l'Angleterre soit unanime à l'égard de l'Irlande; et ce n'est là que la moindre des difficultés qui s'opposent au développement régulier de ce pays. Ce qui est plus grave à mes yeux, c'est la scission qu'O'Connell a cru devoir opérer entre son parti et la nation anglaise tout entière. Jusqu'à présent les catholiques irlandais avaient com-

pte en Angleterre des partisans ardents et dévoués, dont le nombre augmentait d'une manière assurée. En se plaçant au dessus des oscillations de la politique journalière, il était facile de prévoir le temps où les amis de l'Irlande auraient une irrésistible majorité dans le parlement. En arborant le drapeau du rappel de l'union, O'Connell a rompu avec ses anciens alliés. Il est placé en face de l'Angleterre, et il a défié toutes ses forces réunies. Il a confondu dans une égale inimitié, les torys et les whigs; les ennemis de toutes les réformes, de toutes les concessions, et les champions les plus déterminés de l'égalité civile et religieuse.

L'Europe, en général, a applaudi à la conduite d'O'Connell, et a paru reconnaître avec lui que l'indépendance législative de l'Irlande était le seul remède efficace aux maux de ce pays. Cette opinion est-elle fondée? Je suis loin de le croire. Je la considère, au contraire, comme erronée et comme funeste à l'amélioration du sort de la majorité irlandaise. A mon sens, O'Connell ne pouvait adopter une marche plus déplorable. Au lieu de l'encourager à y persister, le devoir de tous ceux qui ont à cœur l'intérêt de l'Irlande est de l'exhorter à revenir sur ses pas et à reprendre, d'accord avec le parti libéral anglais, l'œuvre de réforme progressive qu'il a déjà tellement avancée.

Pour prouver ce que je viens d'avancer, il est nécessaire d'examiner d'abord l'état social de l'Irlande, en recherchant la véritable cause des maux qu'elle endure, d'analyser ensuite les remèdes qu'on peut attendre d'une législature nationale, enfin de constater les difficultés, les obstacles invincibles qu'il faudrait surmonter pour obtenir le rappel de l'union, et les inconvénients sans nombre qui accompagneraient la réalisation de ce projet.

Le travail auquel je vais me livrer ne peut aboutir à la solution complète du problème que présente l'état actuel de l'Irlande, ni percer les ténèbres sous lesquelles se cache l'avenir qui lui est réservé. Il servira du moins, j'espère, à jeter quel-

que clarté sur cette intéressante question, et à restreindre dans des bornes plus raisonnables les conjectures et les hypothèses auxquelles elle donne naissance.

Si les maux de l'Irlande pouvaient être imputés à son état politique, elle serait peu à plaindre et leur guérison serait facile. En effet, elle jouit à l'heure qu'il est de bien plus de droits que la plupart des nations civilisées dont le sort est le plus prospère. La presse y est libre jusqu'à la licence; la liberté individuelle y est religieusement respectée; le droit d'association s'y exerce avec une étendue qui n'a de pareille nulle part: en un mot, les Irlandais possèdent tous les droits politiques dont les Anglais sont fiers à si juste titre. Se plaignent-ils donc à tort? Leurs souffrances sont-elles imaginaires? Hélas! non. Elles ne sont que trop réelles; mais, au lieu de les attribuer aux lois politiques, il faut en rechercher la cause dans l'organisation religieuse et sociale du pays. Tâchons de pénétrer les véritables principes sur lesquels repose cette organisation.

L'Irlande, et surtout l'Irlande catholique, est un pays exclusivement agricole. La culture de la terre est la principale, pour ne pas dire l'unique ressource de la grande majorité de la population. Ce sont là, d'ordinaire, des conditions éminemment favorables au maintien de l'ordre et de la paix; mais ici il en est autrement. Cette terre, à laquelle les Irlandais sont attachés par une insurmontable nécessité, appartient presque en entier à une race étrangère qui n'a pour eux ni sympathie, ni affection, avec laquelle ils ne sont point unis par cette multitude de liens moraux qui existent partout ailleurs entre le propriétaire et le cultivateur. Les guerres de l'invasion d'abord, et les luttes religieuses ensuite, ont enlevé à plusieurs reprises la propriété des mains des anciens possesseurs du sol, pour la faire passer dans celles des conquérants ou des persécuteurs du pays. Par suite des confiscations successives qui ont eu lieu pendant tout le cours du dix-septième siècle, l'Irlande, depuis cent ans, est divisée en deux classes ennemies: l'une qui possède, et l'au-

tre qui exploite le sol. Sa population se compose de propriétaires protestants, intolérants, hautains, traitant avec mépris ceux qu'ils ont vaincus; et de tenanciers catholiques pauvres, ignorants, superstitieux, animés d'une haine invétérée pour les spoliateurs de leur pays.

Un tel état social n'a pas d'analogue en Europe. La Russie elle-même est, à cet égard, dans une condition plus satisfaisante. Le serf, il est vrai, y est légalement dans une dépendance plus absolue de son maître; il exerce moins de droits, il est soumis à plus de violences et d'arbitraire. Mais du moins il existe, entre lui et les classes supérieures de la société, une foule de rapports moraux dont il n'y a pas de traces en Irlande. Le même sang slave coule dans ses veines et dans celles de son maître; ils adorent tous les deux le ciel aux pieds des mêmes autels; ils parlent une même langue; leurs sympathies nationales, leur histoire sont les mêmes; ils n'ont souvenir d'aucun changement survenu dans leurs positions réciproques. Rien de pareil n'existe en Irlande. Le cultivateur catholique considère les propriétaires protestants comme des étrangers cruels qui l'ont dépouillé de ses biens, comme des sacriléges qui ont profané ses temples sacrés, comme des ennemis, enfin, teints encore du sang de leurs pères. Pour se faire une idée de l'état de misère et de dégradation dans lequel la tyrannie de Guillaume III avait plongé l'Irlande, il faut aller chercher des termes de comparaison en Amérique, dans les contrées où l'esclavage existe encore dans toute sa laideur.

Ces rapports si hostiles devaient nécessairement dégoûter les propriétaires du séjour de leurs domaines. La plupart, en effet, se souciant fort peu de les embellir et de les améliorer, et d'ailleurs poursuivis par un sentiment d'insécurité dont ils ne peuvent se défaire, songent uniquement à en tirer le plus d'argent possible, sans être obligés de faire des avances hasardeuses. Le malheur de l'Irlande fit surgir une classe d'hommes avides qui secondèrent merveilleusement ces dispositions. Ces hommes, appelés *middlemen*, *entremetteurs*, prenaient à loyer,

des grands seigneurs qui ne résidaient pas sur leurs terres, de vastes étendues de terrain mal cultivées, dépourvues de toute espèce de bâtiments ruraux et de fonds d'exploitation. Ensuite, il les divisaient en parcelles fort petites, et, sans même y dépenser un sou pour les mettre en état, il les sous-louaient aux malheureux habitants du pays, parmi lesquels souvent se trouvaient les descendants des anciens propriétaires dépossédés par la guerre et les confiscations. Cette opération était souvent répétée; et la même domaine passait entre plusieurs mains, en se fractionnant, avant d'arriver à celui qui devait en définitive le cultiver; de telle manière qu'il n'est pas rare, encore aujourd'hui, de trouver entre le propriétaire du sol et le véritable tenancier une hiérarchie de cinq à six fermiers dépendants les uns des autres.

Cette organisation du travail agricole est, sans contredit, la plus mauvaise qui puisse exister. Elle réunit à tous les inconvénients que l'on reproche au morcellement extrême du sol, les vices des grandes propriétés; elle rend impossible la division du travail, ainsi que les avances et les perfectionnements agricoles, sans racheter ses défauts par le zèle, l'activité et l'ardeur au travail que le sentiment de la propriété inspire.

La supériorité relative des deux systèmes agricoles, de grande et de petite culture, sera longtemps encore un problème irrésolu; mais dès à présent on peut déclarer, sans crainte de se tromper, que l'exploitation du sol confiée à de petits fermiers dépourvus de capitaux, d'intelligence et d'affection pour le sol qu'on leur livre, est ce qu'il est possible d'imaginer de plus déplorable en agriculture.

Cependant, comme ce système agricole, quelque détestable qu'il fût, convenait éminemment aux propriétaires, le parlement irlandais et les cours de justice ne cessèrent de le favoriser. Pour mieux assurer le paiement de leurs rentes, les grands seigneurs, qui disposaient de la majorité dans les chambres, firent passer une loi qui rendait les fermiers cultivateurs, responsables de ce que les fermiers intermédiaires entre eux-mê-

es et le propriétaire pouvaient devoir à ce dernier. Ainsi un alheureux paysan, après avoir payé une rente exorbitante à lui qui lui avait loué le champ sur lequel il avait tant de ine à vivre, était souvent appelé à payer les dettes que de os fermiers, qui lui étaient inconnus, contractaient envers le opriétaire du sol. Cette monstrueuse iniquité, ce scandaleux us de la force, qui suffirait à lui seul pour expliquer les dérdres agraires qui se sont répétés si souvent en Irlande, a bisté jusqu'en 1830. Dans cette année, un acte connu sous nom de *sub-letting act, loi sur le sous-fermage*, déclara que ut paiement de bonne foi, fait par un tenancier au fermier quel il tenait sa terre du consentement exprès ou tacite du opriétaire, serait considéré comme valable et ne pourrait plus re attaqué.

L'intérêt égoiste des propriétaires irlandais, qui avant tout ulaient être débarrassés du soin de leurs terres, aurait suffi ur répandre dans tout le pays le système d'exploitation dont viens de parler; mais son extension fut singulièrement favosée par des causes étrangères à l'organisation de la propriété. a première fut l'introduction des pommes de terre, plante qui nvient éminemment à la petite culture. La seconde fut cette ndance invincible qui, il faut bien le reconnaître, pousse une opulation pauvre, ignorante, abrutie, à se multiplier tant u'elle trouve des moyens de subsistance, quelque chétifs qu'ils ient.

Ce n'est pas ici l'endroit de discuter la théorie de la populaion de Malthus, et d'établir dans quelles limites il est vrai de ire que la population tend à s'accroître dans une proportion lus rapide que les moyens de subsistance. Je crois, comme eaucoup d'économistes modernes, et en particulier comme Mr. enior qui a traité cette question avec sa supériorité accoutumée, que le célèbre Malthus a exagéré la puissance de la *tendance*, de la *force* qui pousse les nations à s'accroître. Ayant eu l'immense mérite de constater le premier l'universalité de cette tendance, il n'est pas étonnant, qu'ébloui par sa décou-

verte, il lui ait assigné une action plus considérable que celle qu'elle a en effet. Mais quelle que soit la loi générale d'après laquelle se règle l'équilibre des forces qui accélèrent ou retardent le progrès normal de la population, il n'est pas douteux que, dans les circonstances particulières de l'Irlande, les premières devaient exercer une influence prépondérante.

Quand un peuple est tombé dans un état de misère effrayant, quand tout espoir d'améliorer son sort lui est ôté, quand les classes supérieures et le gouvernement ne font rien pour relever sa condition morale, il est évident que l'instinct puissant qui excite les hommes à se reproduire ne rencontrera aucun autre obstacle que le défaut de subsistance. Si alors on introduit dans le pays un système d'agriculture qui, ainsi que celui dont la culture de la pomme de terre forme la base, soit de nature à faire produire au sol une masse de denrées alimentaires de détestable qualité, à la vérité, mais jusqu'à un certain point proportionnel à la quantité de bras qui s'y consacre, la population augmentera bien plus rapidement que la richesse, tant qu'il y aura des champs à diviser et des terres susceptibles d'être consacrées à la nouvelle culture.

Mr. Senior conteste en fait ces conclusions théoriques: il soutient que, malgré les plaintes qui s'élèvent de tous côtés, le sort matériel de l'Irlande s'est amélioré depuis cinquante ans. Je ne saurais partager son opinion; les témoignages les plus irrécusables s'accordent pour le démentir. Je me bornerai, pour prouver ce que j'avance, à citer quelques lignes du rapport remarquable présenté au parlement, en 1839, par la commission qui avait été chargée d'examiner la possibilité et la convenance d'établir des chemins de fer en Irlande:

« Nous n'avons aperçu, disent les commissaires, aucun symptôme d'amélioration dans l'état du peuple, qui se compose presque exclusivement de malheureux en guenilles logés dans de sales cabines. Dans le comté du roi, aussi bien que dans tous ceux que nous avons parcourus, il y a un effrayant excès de population. Dans une seule baronie, nous avons constaté que

sur 1599 laboureurs, 668, soit les deux cinquièmes, sont habituellement sans ouvrage ».

Plus loin, ces mêmes commissaires ajoutent :

« Parmi les effets de cette augmentation rapide de la population, à laquelle ne correspond point une augmentation proportionnelle de moyens pour l'employer utilement, le plus alarmant, quoique le plus naturel, est la détérioration de la nourriture des paysans. Depuis longtemps il n'était plus possible de faire subir de diminution à la quantité des aliments qui servent à les nourrir : c'est sur la qualité que la réduction a eu lieu. Le pain a été de tout temps un objet de luxe pour les laboreurs; maintenant il est devenu pour eux un objet presque inconnu. Mais, ce qui est plus grave et plus triste, c'est la détérioration de la denrée qui est la base unique de leur nourriture, la pomme de terre. Une nouvelle espèce, appelée *lumper*, a été introduite dans le pays; et maintenant elle est généralement préférée par les cultivateurs, à cause de l'abondance de ses produits et de la facilité avec laquelle elle s'adapte aux sols les moins fertiles quoiqu'elle soit infiniment moins bonne que les autres variétés anciennement cultivées. Le *lumper* qui, il y a quelques années, était réputé ne pas même convenir aux cochons, tant il contient peu de matière farineuse, est maintenant la nourriture habituelle des habitants de plusieurs comtés du Leinster, du Munster et surtout du Connaught ».

En présence de faits aussi décisifs, il est impossible d'admettre l'opinion de Mr. Senior ; et l'on est forcé de reconnaître que le funeste système de fermage parcellaire, joint aux autres causes qui tiennent aux circonstances sociales du pays, a eu pour conséquence d'accroître, avec la population, la misère et les souffrances de la grande masse du peuple.

Tous les maux que je viens de signaler sont aggravés par la présence d'un clergé protestant qui partage, avec les riches propriétaires, le fruit des labeurs des ferventes populations catholiques au milieu desquelles il vit. Ce clergé a été pendant longtemps non-seulemeut une cause continuelle d'irritation,

mais encore un objet de scandale. L'avidité, la dureté et le déréglement des ecclésiastiques de l'église établie irlandaise ont été, dans le siècle dernier, des choses proverbiales. Il est maintenant fort amélioré, et l'on peut discerner en lui des dispositions plus humaines, plus charitables, jointes à une conduite plus régulière. Mais il n'en est pas moins resté, pour les catholiques irlandais, le représentant des causes de leurs malheurs, un signe d'abaissement et d'oppression qui aigrit leurs souffrances et leur fait sentir leur humiliation.

Pour compléter le tableau des plaies principales qui ont désolé la société irlandaise, il suffit d'ajouter quelques mots sur les funestes effets de l'esprit de désordre et de vengeance que tant de souffrances ont provoqué chez les classes inférieures. Pendant près d'un siècle, l'Irlande a retenti du bruit des sauvages exploits, des abominables cruautés commises par des associations de prolétaires qui tantôt sous le nom de *white boys*, tantôt sous le nom de *white feet*, ou sous d'autres dénominations encore, vengeaient, sur des individus souvent innocents, les outrages faits à l'humanité par la classe des propriétaires et de leurs impitoyables agents, les *middlemen*.

Ces désordres agraires, ces guerres serviles augmentaient tous les maux du pays sans en soulager aucun. S'ils eussent continué avec leur violence primitive, l'avenir du pays serait sans espoir, il faudrait renoncer à l'idée d'améliorer son sort. Grâce au ciel, depuis quelques années l'Irlande est délivrée du fléau de cette justice populaire. Les associations illégales, combattues énergiquement par les chefs du parti catholique, ont presque complétement disparu. C'est là un symptôme de progrès moral qu'on peut signaler avec joie, comme l'aurore de jours meilleurs pour le pays.

Après avoir constaté les maux de l'Irlande, il faut examiner ce qui a été fait jusqu'ici pour y porter remède. Pendant tout le siècle dernier, le parlement irlandais ne s'est occupé que du soin de contenir les masses catholiques, sans jamais s'inquiéter de leur sort. Il en a été de même du parlement du royaume-uni,

pendant les premières années qui ont suivi le rappel de l'union. Les préjugés protestants et les antipathies nationales s'opposaient à ce qu'on regardât les paysans irlandais autrement que comme des brutes, condamnées à exploiter le sol auquel elles étaient attachées pour le bénéfice exclusif des classes privilégiées. Cependant, lorsque les idées de réforme politique et de tolérance religieuse eurent pénétré dans toute l'Angleterre, lorsque l'association catholique vint révéler l'étendue des moyens et des lumières que possédaient les Irlandais restés fidèles à leur ancien culte, tous les hommes éclairés de la Grande-Bretagne commencèrent à se préoccuper de l'état de l'Irlande, et à songer aux moyens de l'améliorer. Le parlement ordonna plusieurs enquêtes pour constater l'état du pays et pour rechercher la source de ses maux. A la suite de ces enquêtes consciencieusement exécutées, il adopta successivement plusieurs mesures réparatrices dont je rapporterai brièvement les plus importantes.

D'abord, il chercha à arrêter ce funeste système de fermage parcellaire dont j'ai signalé les dangereuses conséquences ; et il fit passer dans ce but le *sub-letting act*, loi sur les sous-fermages que j'ai citée plus haut. Cette mesure était excellente en elle-même, et l'on peut déjà constater ses heureux résultats. C'est à elle qu'on doit attribuer, en grande partie, le ralentissement qui a eu lieu depuis dix ans dans l'accroissement de la population, et que le dernier recensement a signalé à l'attention du public. Néanmoins, comme par un oubli fâcheux on ne pensa pas, en réglant l'avenir, à assurer le sort présent des malheureux petits tenanciers qu'une législation vicieuse avait créés, de grandes misères et de grands désordres furent causés par ce bill. Un certain nombre de propriétaires, ne trouvant plus dans le système de sous-location la sécurité qu'ils cherchaient, expulsèrent en masse les pauvres familles qui exploitaient leurs terres par petites parcelles sans autre titre qu'un bail annuel. Ces misérables sans ressource, sans asile, périrent souvent de besoin, ou furent contraints d'aller chercher au delà des mers

une nouvelle patrie moins cruelle pour eux que celle qui les avait vus naître.

L'abolition de la taxe pour la réparation des églises, la suppression de plusieurs évèchés et autres bénéfices ecclésiastiques, la commutation des dîmes en un impôt foncier directement à la charge des propriétaires furent des actes bienfaisants qui améliorèrent sensiblement la condition religieuse en Irlande.

Mais, de tout ce qui a été fait depuis quatorze ans pour ce pays, la mesure qui doit opérer le plus de bien, celle qui à la longue est destinée à opérer la régénération morale du peuple, c'est, sans contredit, l'établissement d'un vaste système d'éducation populaire sur des bases larges et solides. Le ministère whig, convaincu que la seule manière de sortir les classes inférieures du triste état où elles végétaient, était de développer leur intelligence et de répandre parmi elles quelques lumières, se décida à fonder un grand nombre d'écoles primaires dans le seul but d'instruire les enfants qui les fréquentaient, en s'interdisant toute vue de prosélytisme religieux. Quelques tentatives avaient déjà été faites pour répandre l'instruction populaire. Une société, aidée par le gouvernement, s'était formée depuis longtemps à Dublin, et du nom de la rue où elle tenait ses réunions elle avait reçu celui de *Kildare street Society*, société de la rue de Kildare. Les intentions de ses fondateurs étaient louables; mais comme, avec beaucoup de zèle pour l'éducation, ils avaient aussi un ardent esprit de prosélytisme protestant, leurs efforts eurent peu de succès. Les catholiques regardèrent leurs écoles avec défiance, et en général s'en tinrent éloignés.

Le système d'éducation nationale fondé par le ministère whig est différent. Tout esprit de secte et de prosélytisme en a été soigneusement banni. Il est dirigé vers le but de répandre l'instruction et la morale, sans rien faire, ni directement, ni indirectement, pour influencer la foi religieuse des enfants. L'enseignement religieux est totalement étranger à la mission des maîtres d'école; il est néanmoins obligatoire pour les élè-

ves, mais ce sont les ministres de la religion de leurs parents qui sont exclusivement chargés de le leur donner. Pour assurer le maintien de ce principe d'impartialité religieuse, l'administration de toutes ces écoles a été placée sous la direction d'une commission composée de prélats catholiques, de prélats protestants et de laïques des deux confessions, aussi réputés par leurs lumières que par leur esprit de tolérance.

Le succès de ce nouveau plan d'éducation a été complet. Les catholiques l'ont accueilli avec empressement, et ils en profitent avec ardeur. Les écoles nationales méritent sous tous les rapports de grands éloges. L'esprit qui les dirige, les méthodes qu'on y emploie, les résultats qu'on y obtient en font de véritables modèles. Elles sont infiniment supérieures aux écoles primaires anglaises, et je doute qu'en Europe il y en ait un grand nombre qui les égalent. Grâce à elles, il n'est pas douteux que la génération qui s'élève maintenant en Irlande jouira des bienfaits d'une éducation intellectuelle et morale, solide et étendue. C'est là un germe immense de progrès que le temps développera, et qui produira des fruits bien autrement abondants que ceux qu'on peut attendre de l'agitation politique qui a le rappel de l'union pour but ou pour prétexte.

Enfin, parmi les efforts tentés pour améliorer le sort de l'Irlande, je citerai encore la loi qui introduit dans ce pays la taxe des pauvres et le système anglais de charité légale. — Je ne prétends point que ce système soit bon en lui même, ni qu'il convienne en particulier à l'Irlande. Les questions que soulève la charité légale, sont à mes yeux les plus difficiles de toutes celles que fait naître la transformation progressive de l'ancien ordre social; elles sont loin d'être résolues. Ceux qui, s'appuyant sur l'exemple de l'Angleterre, croient pouvoir la condamner d'une manière absolue, commettent une grave erreur; car, si la charité légale a produit quelques funestes conséquences, elle a eu le mérite de rendre un éclatant témoignage des obligations que la société s'est reconnues envers les moindres individus qui la composent, de poser un problème

de bienfaisance que les progrès de la civilisation, il faut l'espérer, résoudront tôt ou tard d'une manière satisfaisante.

Quels que soient les résultats pratiques en Irlande de la nouvelle loi sur les pauvres, elle n'en restera pas moins comme une preuve éclatante des dispositions bienveillantes du parlement à l'égard des classes pauvres de cette île, de l'esprit d'équité et de justice qui commence à pénétrer parmi les représentants de la nation anglaise. Quand même elle manquerait complétement le but que ses auteurs se sont proposé, cette loi ne mériterait pas moins d'être citée avec éloge comme le premier exemple d'une loi faite dans l'intérêt exclusif des masses catholiques, et d'un sacrifice imposé en leur faveur aux propriétaires protestants.

Les mesures réparatrices que je viens d'énumérer brièvement, sont peu de chose en comparaison des maux profonds qui travaillent l'Irlande. D'ailleurs, leur effet ne peut être prompt, le temps seul peut les rendre efficaces et fécondes. Aujourd'hui, quoiqu'il y ait eu, depuis quelques années surtout, amélioration et progrès partiels, l'état de la grande masse de la population n'en est pas moins profondément affligeant. Il est donc naturel que tous les amis de l'humanité s'intéressent avec ardeur aux remèdes qui seraient de nature à y porter un prompt soulagement.

Le premier, le plus important de ces remèdes, serait-il le rappel de l'union législative qui, depuis quarante-quatre ans, réunit l'Angleterre et l'Irlande ? Doit-on espérer de ce rappel la guérison des infirmités de la nation irlandaise, qu'O'Connell annonce tous les jours aux applaudissements de la multitude enthousiasmée ? Serait-il vrai, ainsi que paraissent le croire la plupart des publicistes du continent, qu'un parlement siégeant dans les salles de College green à Dublin eût le pouvoir de guérir instantanément les plaies sociales de l'Irlande, et de rétablir l'édifice social sur des bases équitables et salutaires, propres à développer dans toutes les classes une prospérité inconnue jusqu'ici ? C'est la grande question du moment ; et il

importe de la résoudre, afin de savoir si les prétentions d'O'Connell et de son parti sont fondées et raisonnables, ainsi que pour juger si leur projet, dont ils ne peuvent obtenir la réalisation par la force, a du moins pour lui l'autorité de la vérité et de la justice.

Tâchons d'abord de nous faire une idée précise de ce qu'O'Connell et l'association irlandaise entendent par le rappel de l'union. En premier lieu, il n'a été jusqu'ici question que d'indépendance législative, et nullement d'indépendance politique. La reine Victoria n'a pas de sujets plus dévoués que les catholiques irlandais qui, tout en réclamant un parlement national, veulent maintenir intacte sur sa tête la brillante couronne des Iles Britanniques. Cependant, ce parlement qu'ils réclament avec tant d'ardeur, ne saurait être le même que celui qui existait avant l'union. Certes, le libérateur rendrait un triste service à son pays et à son parti surtout, s'il travaillait à replacer l'Irlande dans l'état où elle était en 1799. Malgré les illusions que les souvenirs brillants du mouvement de 1782 peuvent produire, il est facile de se convaincre que la majorité de la nation irlandaise était alors bien plus opprimée, qu'elle avait de bien plus justes motifs de se plaindre qu'elle n'en a maintenant. L'ancien parlement irlandais, je l'ai déjà dit, était un instrument docile entre les mains du cabinet de St-James; il ne profitait qu'aux propriétaires de bourgs pourris, qu'aux courtiers d'influence parlementaire qui trafiquaient ouvertement des droits et des libertés de leurs concitoyens.

Mais personne ne songe, malgré les regrets politiques qu'exprime parfois O'Connell, à rétablir l'ancienne constitution irlandaise. Ce que veut l'association, c'est la création d'un parlement national sur les bases que l'émancipation catholique et la réforme de 1832 ont consacrées, dans lequel l'élément catholique et populaire aurait une incontestable prépondérance. Après tant de siècles de dépendance et de soumission, la majorité catholique aspire à exercer à son tour la domination et le pouvoir.

Néanmoins, il ne suffit pas, pour rompre l'union des royau-

mes qui composent l'empire britannique, de déclarer que les députés et les pairs irlandais, au lieu de se réunir comme à présent à Westminster, se rassembleront à College green à Dublin. Il faudrait encore régler les rapports du pouvoir exécutif et des chambres de deux pays; il serait nécessaire de diviser entre eux les attributions qu'ils exerçaient en commun. C'est ici qu'on voit surgir des difficultés sans nombre, que ni O'Connell ni aucun autre orateur irlandais n'ont encore cherché à résoudre.

Si le parlement jouait dans la constitution anglaise un rôle purement administratif, si même ses attributions ne s'étendaient pas au delà de la sphère législative, on comprendrait à la rigueur la coexistence de deux législatures indépendantes, siégeant l'une à Londres, et l'autre à Dublin. Mais tout le monde sait qu'en Angleterre le parlement exerce sur le pouvoir exécutif une influence prépondérante, que la politique étrangère et la politique coloniale sont soumises à son contrôle, que rien de grave, rien d'important ne se fait sans son approbation et sa sanction. Cela étant, comment diviser ces hautes attributions entre les législateurs des deux pays? Comment harmoniser leur action indépendante? Je ne crois pas qu'il soit possible d'imaginer, pour le faire, un moyen qui résiste à quelques instants d'examen. Le pouvoir exécutif, dans aucun pays, encore moins dans la Grande-Bretagne où tant d'intérêts divers réclament ses soins incessants, ne peut être soumis à deux influences distinctes. Un ministère obligé de plaire à la fois à une majorité anglaise et à une majorité irlandaise, est un être impossible. Pour prouver le contraire, on citera peut-être l'état de la Grande-Bretagne depuis 1782 jusqu'à l'établissement de l'union, période pendant laquelle deux parlements indépendants de nom existaient en effet à Londres et à Dublin. Mais c'est là un argument illusoire. Tout le monde sait fort bien que l'ancien parlement irlandais était dans la dépendance du ministère anglais, et que dès qu'un parti avait la majorité à Westminster, il était sûr, moyennant quelques sacrifices pécuniaires, de dominer d'une manière absolue le parlement irlandais.

Quelques argumentateurs obstinés mettront encore en avant, pour prouver l'indépendance de fait du parlement irlandais, la scission qui a éclaté entre lui et le parlement anglais à l'occasion de la régence temporaire du prince de Galles, lors de la première maladie de Georges III. On sait, en effet, que dans cette circonstance les chambres anglaises, dominées par Pitt, ne voulurent accorder qu'un pouvoir très-limité au prince héréditaire, tandis que les chambres irlandaises, malgré tous les efforts des agents ministériels, persistèrent à l'investir de toutes les prérogatives de la royauté. Le fait est positif, mais à mes yeux il est loin de prouver la puissance du parlement irlandais: c'est un indice de plus de son istinct servile, qui le portait à se rendre favorable, par des concessions dangereuses, le régent dans les mains de qui le pouvoir suprême devait tomber tôt ou tard. Il est impossible de soutenir de bonne foi qu'avec une législature indépendante, l'Irlande puisse continuer à exercer la moindre influence sur la politique étrangère et coloniale. C'est là un premier sacrifice que le rappel de l'union imposerait au pays. Le libérateur en a-t-il pesé la portée? A-t-il pensé combien il serait humiliant pour son pays de suivre dans la sphère politique l'astre tout-puissant de la Grande-Bretagne, sans pouvoir influer sur sa marche d'une manière quelconque? combien il lui serait nuisible de renoncer à tout lien politique avec les immenses colonies que possède l'Angleterre, vastes régions qui lui sont aussi nécessaires pour absorber le surplus de sa population, qu'elles sont utiles à la Grande-Bretagne pour recevoir le trop-plein de ses manufactures?

Quant à moi, je suis persuadé que la nation irlandaise a trop de fierté, trop de dignité pour se soumettre jamais à jouer en politique un rôle aussi dépendant et secondaire que celui auquel la division des deux royaumes la réduirait, quand même elle obtiendrait à ce prix un parlement indépendant.

Quelques personnes ont cru pouvoir tout concilier en créant au-dessus des deux parlements une troisième assemblée suprême,

uniquement chargée de décider les questions de politique extérieure et coloniale. Sous l'empire de cette idée, Mr. Sharman Crawford, qui représente l'opinion des radicaux protestants, offrait il y a quelque temps au libérateur de joindre ses efforts aux siens, s'il voulait consentir à modifier ses projets d'indépendance absolue, et à leur substituer une espèce de confédération anglo-hibernienne. Il est aisé de voir que ce plan est plus inexécutable encore que ceux que nous avons déjà examinés. En effet, comment concilier l'action de trois assemblées législatives et de trois pouvoirs exécutifs, qui devraient être dans certaines limites indépendants les uns des autres? Dans un pays qui entretient hors de chez lui des rapports si multipliés, il n'y a presque pas de mesures de politique étrangère ou coloniale qui n'influe directement sur la politique intérieure. Lorsqu'on déclare la guerre, il faut nécessairement établir des impôts; lorsqu'on fait des traités de commerce, des modifications au tarif des douanes sont indispensables; plusieurs traités exigent des modifications dans les lois civiles. D'après cela, comment un congrès anglo-irlandais ferait-il exécuter ses prescriptions par des parlements presque aussi puissants que lui? Ce serait impossible. La machine représentative, déjà si compliquée et si lente, ne pourrait plus fonctionner après que l'on en aurait triplé les ressorts et qu'on aurait établi trois parlements au lieu d'un. Toute l'énergie de Pitt, tout le génie de Canning seraient impuissants à la manier: ils seraient forcés de renoncer à diriger et à soutenir les intérêts si graves et si variés qui rattachent la Grande-Bretagne à presque tous les points du globe.

Les exemples de la confédération suisse ou américaine ne sauraient être invoqués comme une preuve de la possibilité d'établir une fédération anglo-hibernienne: d'abord, parce que les affaires extérieures de ces pays sont aussi simples, aussi peu nombreuses que celles de l'Angleterre sont graves, multipliées et compliquées; ensuite, parce qu'ils n'ont pas de nombreuses colonies à maintenir dans une position de demi-dépen-

dance aussi délicate que difficile; parce qu'ils n'ont pas un empire de cent millions d'habitants, comme celui des Indes, à gouverner; enfin, parce que les Etats-Unis n'ont pas de voisins continentaux à redouter, et que la Suisse est relativement trop faible pour exercer une action positive sur les grandes puissances qui l'entourent. Il est, de plus, impossible d'assimiler une confédération formée par un grand nombre d'états, parmi lesquels il n'y en a aucun qui soit plus fort que plusieurs autres réunis, et la confédération qu'on voudrait établir entre le colosse britannique et l'Irlande qui lui est si inférieure en forces et en puissance. On conçoit que, dans une confédération nombreuse, les intérêts des différents états se balancent et se groupent d'une manière favorable aux états réunis. Mais, lorsque deux peuples seraient seuls en présence, le faible subirait toujours la loi du plus fort. Le congrès qu'on voudrait établir, ne servirait qu'à faire connaître à l'Irlande les volontés de l'Angleterre.

Qu'on retourne la question sous toutes ses faces, et l'on se convaincra qu'en rompant l'union, il faudrait que l'Angleterre se résolût à tenir l'Irlande dans un état de soumission ou de dépendance qui serait pire pour elle que ce qui existe, ou bien qu'elle la laissât suivre librement le cours de ses destinées; et dans ces cas, il faudrait dire avec sir Robert Peel que: « pour retenir l'Irlande après le rappel de l'union dans une orbite convenable à la marche de l'empire britannique, il ne faudrait pas moins que l'omniscience et la toute-puissance de l'Être-Suprême qui maintient l'armonie du système planétaire ».

Mais passons sur toutes les difficultés que le rappel de l'union ferait naitre par rapport à la politique étrangère et coloniale; supposons-les résolues par un miracle de la Divine Providence, et examinons si les bienfaits que l'Irlande peut espérer d'un gouvernement national sont aussi considérables que le libérateur et ses partisans le prétendent. — On est d'abord porté à croire que les finances de l'Irlande gagneraient infiniment au rappel de l'union. Ceux qui prennent au pied de la

lettre les déclamations d'O'Connell, doivent penser que le pays porte une part des charges publiques hors de proportion avec sa population et ses richesses; qu'il éprouverait par conséquent un grand soulagement, s'il n'avait plus à pourvoir qu'à ses propres besoins, à l'aide de ses propres ressources. C'est là cependant une illusion complète. L'Irlande n'a point été injustement traitée sous le rapport financier; livrée à elle-même, il est probable qu'elle serait forcée d'augmenter les impôts actuels, ou d'en établir de nouveaux. En effet, voyons ce qu'elle paie.

L'union avait mis à sa charge les deux dix-septièmes des dépenses du royaume-uni. C'était là une répartition sinon favorable, du moins équitable. Depuis lors, sa part a diminué. Dans un document officiel, publié en 1834, on trouve la répartition suivante du produit des impôts dans les deux royaumes:

	Grande-Bretagne.		Irlande.	
Douanes	19,353,324	livres sterl.	1,757,143 (1)	livres sterl.
Excise .	13,061,852	»	1,966,183	»
Postes .	1,970,361	»	240,471	»
Timbre.	6,825,679	»	466,170	»
Taxes .	4,662,256	»		
Total .	45,873,472	livres sterl.	4,429,967	livres sterl.

D'où il résulte que l'Irlande supporte la onzième partie des charges publiques, ce qui est bien moins que la part que l'acte d'union lui attribuait.

(1) Il est nécessaire d'observer qu'une partie des marchandises étrangères frappées par un droit de douane, que consomme l'Irlande, lui viennent de l'Angleterre après y avoir acquitté les droits. Il faudrait, en conséquence, pour établir une comparaison rigoureuse entre les charges des deux pays, tenir compte du produit de ces droits. Cela exigerait des recherches très-compliquées; cependant, d'après des calculs qu'on doit regarder comme suffisamment exacts, on peut les évaluer approximativement à 500,000 livres sterl. Cette augmentation modifierait le rapport ci-dessus établi, et porterait au dixième la part des charges publiques qui retombe sur l'Irlande.

rquera que l'impôt connu sous le nom de *taxes* n'est somme mémoire dans la colonne de l'Irlande. En ef- aboli dans ce royaume depuis 1825, tandis qu'on bsister en Angleterre.

l'année à laquelle les chiffres que j'ai cités se rap- Grande-Bretagne ayant été entraînée, par suite des Canada et à cause de l'expédition de la Chine, dans es extraordinaires, dut demander à l'impôt de nou- ources. Sir Robert Peel eut le courage de proposer passer au parlement une taxe sur les revenus: mais, rd à la position de l'Irlande, il l'en exempta. Ainsi, t, la proportion que j'ai établie est encore modifiée ns favorable à ce pays.

incontestables suffisent pour absoudre l'Angleterre ation d'avoir abusé de sa force pour écraser l'Irlande ils prouvent, au contraire, que dans les questions fi- ce dernier pays a été traité avec générosité.

ons maintenant quelle serait la position de l'Irlande lle-même. En supposant qu'on ne touchât pas aux istants, elle pourrait, d'après le tableau ci-dessus, l'un revenu de 4,429,967 l. st., que pour plus d'e- je porterai à 5,000,000 l., afin de tenir compte des ises qu'elle consomme et qui acquittent maintenant de douane en Angleterre. Sur ces 5,000,000 liv. st., l'abord songer à payer les intérêts de la portion de la oyaume-uni qui restera à la charge de l'Irlande, car lle veut se séparer, elle doit emporter une partie du u'elle porte en commun avec l'Angleterre. O'Connell le comparer le montant de la dette irlandaise et celui e anglaise au moment de l'union, pour prouver le tort été fait à son pays. Je suppose qu'on veuille pleine- parer, et qu'en conséquence on l'absolve de l'obliga- ntribuer au paiement des anciennes dettes. Par dettes j'entends celles qui ont été contractées avant le com- t de la guerre de la révolution de France: ce serait

là une base non pas seulement équitable, mais encore favorable à l'Irlande, car enfin elle avait une ancienne dette, et il eût été assez raisonnable d'exiger, en la faisant participer aux avantages que les immenses colonies de la Grande-Bretagne assuraient à la métropole, qu'elle contribuât aux charges que leur conquête avait léguées au pays. Demander d'avantage, ce serait aussi absurde que ridicule. Le libérateur lui-même ne peut y songer, à moins qu'il ne pense être un jour en état de dicter, à la tête d'une armée victorieuse, des lois à l'Angléterre subjuguée.

D'après ce principe, l'Angleterre serait seule chargée des 239,350,148 liv. st. qu'elle devait en 1783. Le reste de la dette publique, y compris les billets de l'échiquier, s'élevait en 1836 à 787,638,816 liv. st.; resteraient donc 548,288,668 à diviser entre les deux pays. En mettant 60 millions à la charge de l'Irlande, on ne serait pas injuste envers elle; des arbitres impartiaux la traiteraient plus sévèrement. Ces 60 millions de dettes lui coûteraient à peu près 2,000,000 de liv. st. d'intérêt, ce qui réduirait la part de son revenu disponible pour les services publics à 3,000,000 de liv. st., soit à 75,000,000 de francs. C'est un bien faible revenu net pour un pays de huit millions d'habitants. Tous les états de l'Europe dépensent en proportion de leur population le double, le triple, le sextuple même de cette somme. Elle serait tout à fait insuffisante, pour peu que l'Irlande voulût avoir à sa disposition une force militaire quelconque, et entretenir la police et la magistrature sur le pied où elles sont actuellement constituées. Une des premières conséquences du rappel serait donc de forcer le parlement de Dublin à augmenter les impôts.

Mais, dira-t-on, ce n'est pas le montant des impôts qui fait souffrir l'Irlande: c'est la manière dont ils sont répartis. — Il suffit d'examiner quelles sont les principales sources des revenus publics, pour se convaincre que les charges de l'état retombent presque exclusivement sur les classes riches, ou sur la partie vicieuse de la population.

Les douanes forment près de la moitié des ressources de l'état. Or, ce sont les droits sur les denrées coloniales, le sucre et le thé en particulier, qui constituent la presque totalité de leurs produits. En réduisant ces droits, on soulagerait peut-être la classe moyenne; mais quant aux six septièmes de la population, ils n'en éprouveraient pas le moindre avantage, car l'usage de ces denrées leur est complétement étranger.

Avec la douane, le produit de l'*excise* forme la presque totalité du revenu public en Irlande; or, on sait que ce sont les droits sur la fabrication des spiritueux, qui constituent les quatre cinquièmes de cette branche de revenu, et personne, à ma connaissance, ne songe à en réclamer la réduction.

Il est donc constant que le rappel de l'union ne pourrait apporter aucun changement avantageux ni dans le montant des impôts, ni dans la manière dont ils sont établis. Mais les maux de l'Irlande ne sont pas causés par les abus du régime financier; peu importe donc qu'un gouvernement national ne soit pas en état de l'améliorer, s'il peut porter la main sur leur source véritable, en changeant profondément la déplorable organisation sociale et religieuse du pays.

J'ai déjà parlé des vices organiques de la société irlandaise, qu'on peut résumer sous deux chefs distincts : d'abord, la suprématie d'un culte odieux à la majorité de la population; ensuite la condition déplorable où se trouve réduite la population agricole, par suite de la mauvaise distribution de la propriété, des sentiments hostiles qui séparent les différentes classes de la société, et enfin par l'effet du trop prompt accroissement de la population pauvre. Voyons ce qu'un parlement national ferait pour y porter remède.

D'abord il faut se faire une idée de ce que serait le parlement irlandais, de l'esprit qui y régnerait et des partis qui s'y formeraient. Il est évident que, si le rappel avait lieu, il serait dû aux efforts victorieux du parti populaire et catholique, et par

conséquent, que la première législature indépendante serait composée presque exclusivement de membres de ce parti. Que pourraient espérer d'ailleurs les protestants? La destruction des corporations municipales a assuré la majorité aux catholiques dans presque toutes les villes; et le droit de voter qu'ont tous les fermiers payant 10 liv. st. leur garantit un triomphe assuré dans les quatre cinquièmes des comptés, toutes les fois qu'un grand intérêt national est en jeu. Ce n'est donc pas commettre une exagération que de prétendre que les trois quarts des membres de la chambre des communes, fille du rappel, seraient des démocrates catholiques.

Leur conduite à l'égard de l'église anglicane ne serait pas douteuse. Ils la réformeraient, ou pour mieux dire, ils la détruiraient de fond en comble. O'Connell prétend qu'on respecterait les droits acquis des titulaires actuels des bénéfices ecclésiastiques. J'en doute fort. Les catholiques, enivrés par le succès de leurs longs efforts, n'agiraient pas avec tant de scrupule et de délicatesse envers un clergé qu'ils considèrent comme la cause première des humiliations et des souffrances que leurs coreligionnaires ont endurées pendant des siècles. Les protestations d'O'Connell m'inspirent peu de confiance; constant dans le but qu'il poursuit, il ne se fait nullement scrupule, de varier ses moyens et de renier les engagements qui le gênent, oubliant un jour les promesses de la veille. Pour mon compte, j'estimerai les ecclésiastiques protestants fort heureux si, après le rappel, la révolution s'opère simplement au moyen de mesures légales, et sans que les masses s'y comportent de la manière dont on a agi en Espagne, il y a quelques années, à l'égard des couvents.

Cependant, la réforme de l'église établie est tellement essentielle au bien de l'Irlande, qu'on ne doit pas être trop sévère sur les moyens employés pour l'opérer. Aussi je déclare sans hésiter que, si le rappel de l'union était indispensable pour l'obtenir, je ne pourrais m'empêcher de le désirer, malgré tous les inconvénients que cette mesure doit entraîner. Mais heureu-

sement il n'en est point ainsi. La réforme radicale de l'église établie non-seulement est possible avec le maintien de l'union, mais elle est probable, si les violences du parti catholique n'arrêtent pas le mouvement qui s'opère en sa faveur dans l'opinion publique en Angleterre. Les wighs ont tenté cette réforme; ils s'étaient trop hâtés, et ils n'ont point réussi. Mais ils n'ont point abandonné leur tâche; au contraire, les hommes d'avenir du parti osent maintenant bien plus qu'ils n'osaient en 1835; et c'est pour moi un symptôme certain de la chute plus ou moins prochaine de l'*établissement* en Irlande, que d'avoir vu un membre aussi considérable que Mr. Ward, avec l'assentiment d'un parti nombreux, présenter cette année au parlement une motion qui ne tendait à rien moins qu'à supprimer d'un trait de plume tout l'édifice factice de la religion de l'état en Irlande. La réforme de l'église établie aura lieu, d'une manière ou d'une autre. Avec un parlement national elle serait plus prompte et plus complète; mais elle serait aussi probablement violente, injuste et peut-être cruelle. L'union subsistant, elle s'opérera lentement par des voies régulières et légales. Je conçois qu'on préfère le premier moyen; mais quelque goût qu'on ait pour les révolutions, on ne saurait se dissimuler combien coûtent à l'humanité les désastres que les bouleversements brusques et violents entraînent toujours à leur suite.

La question religieuse fournit aux partisans du rappel des arguments plausibles; il n'en est pas de même de la question sociale: c'est du moins le résultat auquel conduisent infailliblement l'analyse approfondie et la comparaison consciencieuse des mesures réparatrices qu'un parlement national pourrait adopter, avec celles qui ont déjà été prises et que prendra probablement, s'il n'arrive pas de chocs violents, le parlement des royaumes-unis.

Pour sortir la classe ouvrière agricole du triste état où elle se trouve, il y a deux sortes de remèdes: on peut travailler à améliorer son sort par des moyens réguliers, légaux et pacifiques: ou bien, adoptant un système plus hardi, on peut cher

cher à couper le mal dans sa racine, en changeant violemment les lois qui régissent la distribution de la propriété, en affranchissant sans hésitation le fermier de la dépendance de son propriétaire, en opérant, pour parler clairement, une véritable révolution sociale, qui rendrait à la population catholique actuelle les terres dont ses ancêtres ont été dépouillés par les guerres civiles et des confiscations répétées.

Le premier système peut être appliqué avec plus ou moins de succès, soit par un parlement irlandais, soit par le parlement tel qu'il est aujourd'hui composé. Le second n'est possible qu'autant que le rappel de l'union, je dirai mieux, la séparation absolue de l'Irlande, laisserait au parti populaire un libre champ d'action. Je ne discuterai pas leur mérite relatif; non que je pense qu'il n'y ait personne qui ne préfère ce dernier; au contraire, je le crois du goût de tous les partis extrêmes, de tous les ennemis de la Grande-Bretagne, soit en bonnet rouge, soit en ailles de pigeon. Par des motifs bien différents, sans doute, les uns et les autres verraient avec joie ce pays en proie aux orages révolutionnaires: les radicaux, par suite du principe même de leur nature; les ennemis du progrès, pour satisfaire la haine violente qu'ils portent à l'Angleterre, qui est à leurs yeux comme le foyer fatal où les idées subversives de l'ancien ordre de choses s'élaborent en sûreté pour s'élancer ensuite à la conquête de l'univers. Mais n'ayant nulle intention de m'adresser aux hommes de ces partis extrêmes, je regarde comme inutile de m'arrêter à examiner un système, qui, quels que puissent en être les derniers résultats, se fonde sur l'injustice et les proscriptions, sur les violations des lois de la morale et de l'humanité.

En ne tenant compte que des moyens légaux et pacifiques, j'examinerai successivement les principales mesures qui peuvent améliorer le sort des masses irlandaises. On peut les ranger dans cinq catégories, selon qu'elles auraient pour objet: l'éducation populaire, le commerce et l'industrie, de grands travaux d'utilité publique, l'organisation des secours publics et l'émigra-

tion, enfin l'amélioration des lois civiles qui règlent la distribution de la propriété et les rapports des propriétaires et des fermiers. Nous allons étudier successivement chacune de ces catégories.

I. — *Instruction populaire*. L'éducation est le premier besoin de l'Irlande. Elle seule peut relever le moral et éclairer l'esprit des masses abruties par des siècles d'oppression et de misère. Elle seule, en développant chez le peuple un sentiment de prudence, pourra arrêter l'accroissement fâcheux de la population, et établir un rapport moins lamentable entre le nombre des habitants et leurs moyens de subsistance. Les Irlandais ont l'intelligence vive ; ils recherchent l'instruction avec avidité et ils apprennent facilement. Il est presque vrai de dire que le meilleur gouvernement pour l'Irlande sera celui qui répandra le plus de lumières parmi les classes pauvres, et contribuera le plus à dissiper les ténèbres de l'ignorance crasse dans laquelle elles ont végété jusqu'ici.

J'ai déjà indiqué les louables efforts des ministères wighs pour fonder un vaste système d'éducation nationale, sur un plan éminemment tolérant et raisonnable. Ce plan, qui a été accueilli avec faveur et sympathie par les catholiques, a réussi au delà des espérances de ses fondateurs. Les écoles nationales se sont multipliées rapidement, et leur nombre, déjà très-considérable, augmente encore tous les jours. Le bien qu'elles font est immense, car elles sont dirigées d'après des méthodes et sur un système qui ne laissent rien à désirer aux partisans les plus exigeants de l'instruction populaire. Grâce à l'établissement de quelques écoles normales, qui sont de véritables modèles, le jour n'est pas éloigné où l'on pourra établir, dans toutes les parties de l'Irlande, des écoles primaires qui satisferont aux besoins intellectuels des populations. L'avenir de cette grande œuvre n'a pas été menacé par l'avénement du parti conservateur au pouvoir. Dans les commencements, les partisans fanatiques de l'église établie l'ont attaqué avec violence ; et il a fallu toute l'énergie du ministère Melbourne pour ne pas reculer dans

la voie nouvelle qu'il avait tentée. Mais maintenant les bienfaits des écoles nationales sont si grands et si universellement reconnus, que sir Robert Peel fera en leur faveur tout ce que lord John Russel aurait pu faire.

Un parlement national hâterait-il ce mouvement intellectuel? Il est permis d'en douter. Le système actuel est fondé sur l'absence complète de prosélytisme, sur un esprit d'impartialité absolue entre les différentes croyances religieuses. Les hommes qui le dirigent sont, à juste titre, réputés comme les membres les plus éclairés, les plus sages, les plus modérés du clergé catholique et protestant, ainsi que les laïques les plus éminents du pays. Resterait-il le même si le pouvoir passait entre les mains de la démocratie catholique ? Non, sans doute. Il est certain qu'elle serait portée à placer sous la direction unique du clergé les écoles nationales, du moins toutes celles qui existent dans les provinces où les protestants forment une imperceptible minorité. Un tel résultat sera regardé comme certain par tous ceux qui, se fondant sur les leçons de l'histoire, réfléchissent aux tendances des partis religieux devenus tout-puissants en politique. Or ce serait là un grand malheur pour le pays, une cause de retard pour le progrès de l'instruction.

Personne plus que moi n'est disposé à rendre au clergé catholique irlandais la justice qui lui est due : j'honore sa foi sincère, son zèle charitable, son dévouement sans bornes ; mais je ne puis reconnaître en lui les qualités nécessaires pour diriger avec succès l'enseignement populaire. Son ignorance profonde, ses nombreux préjugés, ses idées politiques exagérées le rendent peu propre à remplir la mission que l'instituteur primaire doit se proposer : développer l'intelligence de l'enfance et relever sa dignité morale. Si les écoles nationales étaient confiées au clergé, elles tomberaient bientôt, du haut degré de perfection qu'elles ont atteint, au niveau des écoles belges. L'instruction deviendrait intelligente, et les classes inférieures en retireraient de bien moindres bienfaits.

Ne pouvant attaquer les mérites du système actuel, on se

bornera à dire qu'un parlement irlandais consacrerait à l'enseignement populaire une somme plus forte que celle qu'on y destine chaque année. C'est possible. Mais il est également vrai que, si le parti populaire mettait, à demander l'augmentation de cette somme, la centième partie du zèle qu'il emploie à poursuivre un but impossible, il obtiendrait du parlement d'Angleterre, quel que fût le parti qui siégeât sur les bancs de la trésorerie, plus d'argent qu'il n'en faut pour fonder des écoles dans toutes les paroisses.

II. — *Le commerce et l'industrie* qu'ont-ils à espérer de l'indépendance législative de l'Irlande? Quels moyens le gouvernement irlandais aurait-il de développer rapidement ces deux sources principales de la prospérité des nations? J'avoue, à cet égard, ma complète ignorance. Quelques personnes pensent peut-être qu'en adoptant un système protecteur, qu'en fermant ses ports à l'Angleterre, l'Irlande pourrait faire fleurir chez elle plusieurs branches de manufacture. Rien de plus absurde à imaginer. Une guerre de douanes entre les deux îles que sépare le Canal de St.-George serait fatale à toutes les deux; cependant l'Angleterre aurait à en souffrir bien moins que l'Irlande. Ce pays, par sa nature essentiellement agricole, trouve dans la Grande-Bretagne le marché le plus avantageux du monde pour le placement de ses produits. En supposant que la condition des classes inférieures s'améliore comme il est à désirer, quand même ces classes seraient en position de consommer une plus grande quantité de denrées alimentaires, l'Irlande produira toujours, pour peu que l'agriculture participe au mouvement général d'amélioration que nous supposons, un surplus de denrées agricoles qu'elle devra exporter quelque part. Si l'Angleterre lui ferme ses ports, que fera-t-elle de son beurre, de ses avoines, de ses blés? Forcée de les vendre à perte sur le continent, elle verra son agriculture réduite à une affreuse détresse.

L'Angleterre, parcontre, ne perdrait pas grand chose à troquer ses produits manufacturés contre les blés du Canada et

ceux de la Baltique, ainsi que contre les beurres de la Hollande, au lieu de les échanger, comme à présent, avec les produits de l'Irlande; et si elle avait à supporter quelques pertes, ces pertes seraient en tous cas bien moindres que celles de sa rivale. Il est donc bien prouvé que l'établissement de barrières fiscales entre l'Irlande et l'Angleterre serait un acte de démence.

D'ailleurs il est certain que l'Irlande ne peut aspirer, pour le moment, à devenir une puissance industrielle. Il lui manque pour cela les éléments nécessaires au développement de l'industrie: les capitaux et les principales matières premières. Le rappel de l'union ne lui donnerait ni le fer, ni le charbon qui lui seraient nécessaires; et encore moins augmenterait-il la masse des capitaux que l'industrie réclamerait pour prendre un grand développement. A l'aide de primes, de priviléges et d'autres encouragements onéreux, on parviendrait peut-être à introduire en Irlande une industrie factice; mais, loin qu'un tel résultat soit à désirer, il serait à redouter comme une nouvelle cause qui tôt ou tard aggraverait les souffrances des classes ouvrières.

III. — *Travaux publics.* De toutes les mesures que l'on a proposées jusqu'ici, celle qui procurerait à l'Irlande le soulagement, sinon le plus complet, du moins le plus prompt, ce serait l'exécution de vastes travaux publics de nature à employer une partie des bras que l'agriculture a de trop. Les Irlandais, bien payés et bien nourris, sont éminemment propres aux travaux qui exigent beaucoup de force musculaire; ils sont d'excellents manœuvres. Le public français a pu en juger par la manière dont travaillaient les ouvriers que les entrepreneurs du chemin de fer de Paris à Rouen avaient fait venir de l'autre côté de la Manche, et qui presque tous étaient irlandais. En conséquence l'éxécution d'entreprises telles que des canaux, des ports et des chemins de fer, se présenterait en Irlande sous un aspect favorable, puisque la main-d'œuvre, qui forme la part la plus considérable de ces travaux, y est abondante et à bon marché. Mais une population ouvrière disponible n'est pas

la seule condition qu'exige l'accomplissement des entreprises dont je viens de parler; il faut encore, pour mettre cette population en mouvement, le nerf de toutes choses, de l'argent, des capitaux. La grande difficulté, c'est de se les procurer. Serait-elle moins grande lorsque l'Irlande aurait obtenu une législature indépendante? Je ne le pense pas. Car, soit qu'on eût recours pour l'exécution aux associations privées, soit que le gouvernement l'entreprît lui même, les capitaux seraient moins disposés qu'ils ne le sont actuellement à aller chercher un emploi en Irlande. Le pays par lui-même en possède peu; s'il veut entreprendre de grands travaux, il sera forcé d'avoir recours à ceux des capitalistes anglais. Ceux-ci, qui déjà se soucient fort peu de placer leur argent de l'autre côté du Canal de Saint-George, se refuseraient probablement d'une manière absolue à s'aventurer dans un pays qui leur serait devenu tout à fait étranger. De longtemps, si le rappel avait lieu, les écus protestants de Londres se méfieraient de la bonne foi du parlement démocratique de Dublin. Il est donc probable que cette mesure retarderait, plutôt qu'elle n'avancerait, l'exécution des travaux publics que l'intérêt de l'Irlande réclame impérieusement.

Si au contraire l'union subsiste, si l'agitation fébrile du rappel se calme, il est certain que le gouvernement reprendra les projets déjà mis en avant sous le ministère de lord Melbourne et qu'il dotera l'Irlande d'un réseau de chemins de fer analogue à celui qui couvre la Grande-Bretagne. Sir Robert Peel a déjà déclaré que s'il était opposé aux propositions de ses prédécesseurs, qui voulaient que l'état se chargeât de l'exécution de ce plan, c'était uniquement parce qu'il préférait laisser un libre champ à l'industrie privée; mais que celle-ci n'ayant pas répondu à son attente, il était disposé à revenir de ses premières idées. D'après cette déclaration, je serais assez porté à croire que, dès la session prochaine, le ministère fera quelque chose pour les chemins de fer d'Irlande. Dieu veuille lui inspirer une détermination grande, vaste, énergique, digne de la

avec sa violence accoutumée. Depuis, il en a combattu l'application par tous les moyens en son pouvoir. Il est donc raisonnable de penser que, si le gouvernement de l'Irlande tombait entre ses mains, un de ses premiers soins serait de supprimer la taxe des pauvres, et de détruire tout ce qui a été fait pour appliquer au pays le système anglais de la charité légale.

L'expédient des émigrations serait plus dans les goûts du parti populaire. Un parlement irlandais n'y serait pas contraire; mais s'il y avait recours, il rencontrerait dans la pratique des difficultés presque insurmontables. Malgré tous les efforts des hommes d'état et les plans plus ou moins ingénieux des publicistes, on n'a pas pu réussir à résoudre le problème de transporter sans une énorme dépense des masses nombreuses d'hommes et de femmes à travers l'Océan. Les colonies où il est encore possible d'assurer une existence heureuse à une grande quantité d'émigrants, sont les plus éloignées. Le Canada tend à se saturer d'une population purement prolétaire; déjà les derniers arrivés y ont trouvé une concurrence aussi fâcheuse que celle qu'ils fuyaient en quittant l'Europe. Il n'y a que les vastes continents de l'Océanie qui soient en état de recevoir et d'employer utilement les flots de l'émigration. C'est malheureux, car les dépenses pour transporter une famille de l'Irlande à la Nouvelle-Hollande sont doubles de celles que la traversée du Canada exigeait.

Cela étant, comment l'Irlande abandonnée à ses propres ressources pourrait-elle entreprendre un vaste plan d'émigration? Ici encore, bien plus que dans la question des chemins de fer, l'absence des capitaux nécessaires la réduirait à l'impuissance. D'ailleurs, quand même elle trouverait les moyens de se les procurer, il lui faudrait recourir à l'Angleterre pour la supplier de recevoir le rebut de sa population; elle devrait s'humilier devant la superbe rivale contre laquelle elle viendrait de soutenir une lutte si acharnée. Si elle consentait à le faire, je ne vois pas à quoi aurait servi le rappel de l'union; certes, cette

mesure n'aurait pas eu pour effet de relever la dignité morale du pays.

V. — *Réforme des lois sur la propriété territoriale.* L'examen auquel nous nous sommes livrés à l'égard des quatre premières mesures que nous avons considérées comme les seuls remèdes possibles aux maux de l'Irlande, tend ainsi à prouver que le rappel de l'union, loin d'en faciliter l'application, la rendrait difficile et dangereuse. Il me reste donc à examiner la dernière question, la plus importante de toutes, c'est-à-dire ce qu'il serait possible de faire pour amener une meilleure distribution de la propriété et pour améliorer les rapports des propriétaires avec les fermiers.

Je rappellerai d'abord que nous avons écarté de la discussion toute hypothèse qui se fonderait sur l'emploi de moyens spoliateurs et révolutionnaires. Il faut partir de la base que le parlement irlandais respecterait les droits acquis, et qu'il renoncerait à la séduisante mais criminelle pensée de venger, sur la génération protestante actuelle, les crimes des générations passées, se bornant à régler et à modifier les droits de propriété actuellement existans, sans y porter de violentes atteintes. Dans ce cercle restreint il y a encore beaucoup à faire.

Mr. de Beaumont, dans son ouvrage remarquable sur l'Irlande, a fort bien établi qu'on pouvait rapporter la source de presque tous les maux qui affligent le pays à l'existence d'une mauvaise aristocratie. Il est évident, en effet, que dans un pays où la propriété est le principe de presque tous les pouvoirs, ce qui peut arriver de plus funeste, c'est que la classe propriétaire et les autres classes qui forment la grande masse de la société appartiennent à des races, et à des religions opposées, rivales, ennemies. C'est là, il ne faut pas se lasser de le répéter, le germe fatal d'une infinité de maux qui corrompt et vicie toutes les institutions politiques et sociales du pays. On ne saurait, en conséquence, rien faire de plus utile à l'Irlande que de travailler à changer cet état vicieux, en s'efforçant de substituer à la classe actuelle des propriétaires protestants, des propriétaires catho-

liques qui inspireraient de la sympathie, sous tous les rapports, aux masses populaires.

La confiscation pure et simple des biens des protestants, leur vente forcée, et d'autres mesures de ce genre seraient des moyens par lesquels une assemblée telle que la Convention Nationale française arriverait bientôt à ce but ; mais ces abominables expédients révoltent tous les esprits honnêtes. Il nous reste donc à voir ce qu'on peut espérer en modifiant les lois civiles qui ont rapport au droit de propriété.

Les lois qui régissent la transmission et la distribution de la propriété foncière en Irlande, sont analogues à celles de la Grande-Bretagne; elles ont pour objet principal de l'immobiliser et de la maintenir dans les mêmes familles, en empêchant qu'elle ne se fractionne par des partages successifs. Je ne veux pas discuter leur mérite absolu ; on peut alléguer en leur faveur des arguments nombreux, et l'exemple de l'Angleterre est là pour leur donner une grande valeur. Mais quelque avantageuses qu'elles soient pour une société organisée entièrement d'après leur principe, il est impossible de nier qu'en Irlande elles ont le funeste effet de maintenir un état de choses déplorable. Leur réforme serait donc désirable ; car quelque partisan qu'on soit du système aristocratique, il faut reconnaître que le plus grand service qu'on pût rendre à ce pays serait de le délivrer de son aristocratie protestante, quitte ensuite à lui en créer une autre catholique.

Si la loi civile n'entravait pas la mutation des propriétés, cette transformation aurait lieu plus rapidement peut-être qu'on n'est porté à le croire. En effet, les protestants irlandais ne doivent pas tenir à leurs propriétés avec la vivacité qui, à cet égard distingue la race anglaise. L'homme qui ne vit jamais sur ses terres, ou celui qui y vit entouré d'une population qui, en échange du mépris dont il l'accable, lui voue une haine impérissable, ne peut être attaché à sa propriété par des liens moraux très-puissants. S'il trouvait un avantage pécuniaire à s'en défaire, il ne la garderait pas longtemps. Il est donc probable que si

la propriété était aussi mobile en Irlande qu'elle l'est en France il s'opérerait un mouvement continuel qui la ferait passer peu à peu des mains des propriétaires protestants dans celles des capitalistes catholiques.

Les richesses des catholiques se sont fort accrues depuis un siècle; il est prouvé, par l'état des dépôts et des fonds placés dans les différentes banques, que la plus grande portion des capitaux circulants leur appartient. Ils sont donc en mesure d'acheter des terres, et de réacquérir par des moyens pacifiques les biens qui ont été ravis à leurs ancètres. S'ils ne le font pas, c'est qu'ils rencontrent dans la loi civile des obstacles presque insurmontables.

Pour les faire disparaître, il suffirait d'abolir les substitutions et le droit d'aînesse; d'admettre le partage des héritages et de faciliter les actes et les formalités que la vente et le partage des biens exigent en ce moment. Ce sont là, il est vrai, des mesures fort graves pour les Anglais, qui les considéreraient presque comme des expédients révolutionnaires. Le parlement actuel ne les accorderait pas aisément; mais un parlement irlandais serait-il beaucoup plus disposé à les adopter? Ce n'est pas certain; car bien que ce soient des mesures d'une importance vitale, pas une voix en Irlande ne s'est élevée pour les réclamer; on ne saurait trouver, dans les innombrables discours prononcés par O'Connell, un seul mot qui s'y rapporte. Les idées de réformes civiles sont plus avancées en Angleterre qu'en Irlande. Il y a déjà dans ce pays un parti nombreux qui les poursuit avec persévérance. Un membre de la chambre des communes, qui en est un des chefs, Mr. Ewart, a proposé il y a deux ans l'abolition du droit d'aînesse; dans la discussion à laquelle cette motion a donné lieu, je ne pense pas qu'un seul orateur irlandais ait parlé en sa faveur. Je serais assez porté à croire que bien qu'O'Connell ait quelquefois des boutades d'un démocrate absolu, il est au fond, quant aux lois qui régissent le mouvement de la propriété, partisan des idées aristocratiques; de sorte que je serais moins étonné de voir

adopter par un parlement irlandais des mesures violentes et révolutionnaires contre les propriétaires protestants que de le voir opérer une réforme complète des lois civiles, dirigée dans le sens des principes d'égalité que le code français à consacrés.

D'après ces considérations, je crois pouvoir affirmer que, même sous le rapport de l'amélioration des lois civiles, l'Irlande a plus à espérer du parlement de la Grande-Bretagne que d'un parlement exclusivement national. L'opinion que je viens d'émettre sur les substitutions et le droit d'aînesse, étonnera, choquera peut-être ceux qui s'imaginent que le vieil édifice de la constitution britannique, miné de tous les côtés, n'a d'autres appuis que les institutions aristocratiques, auxquelles on ne saurait toucher sans s'exposer à le voir s'écrouler en ruine. L'exemple des grandes réformes qui ont eu lieu depuis vingt ans, devrait suffire pour les convaincre de leur erreur ; mais comme ces réformes ont modifié plutôt les lois politiques et religieuses que les lois civiles qui maintiennent l'organisation aristocratique de la société, ils ont une espèce de droit pour en récuser l'autorité. Je veux bien l'admettre et renoncer à me prévaloir des arguments que ces réformes mêmes me fourniraient. Mais, tout en reconnaissant le rôle immense que l'aristocratie a joué et joue encore dans la constitution anglaise, je repousse de toutes mes forces la solidarité qu'on veut établir entre elle et l'aristocratie irlandaise. Comment comparer deux choses aussi dissemblables ? Quels rapports y a-t-il entre une noblesse qui de tout temps par ses lumières, par ses talents, par son dévouement aux véritables intérêts de son pays, a mérité à juste titre la place qu'elle occupe au faîte de la nation anglaise ; et une classe de propriétaires égoïstes, étrangers au pays qu'ils occupent, et hostiles aux populations qu'ils gouvernent ? Non certes, l'aristocratie anglaise n'est pas plus solidaire des destinées de l'aristocratie irlandaise que le bras demeuré vigoureux et sain n'est solidaire de celui que la gangrène a rongé.

L'amélioration des rapports que la loi établit entre les propriétaires et les fermiers, entre la minorité qui possède le sol

et la majorité qui l'exploite, est un des problèmes les plus difficiles que puisse se proposer le législateur. Ces rapports sont, en Irlande, aussi mauvais que possible ; ils sont, je l'ai déjà dit, la cause première des maux du pays. Ils réclament, personne ne le conteste, de graves réformes.

Mais si le mal est grand, les remèdes sont difficiles et surtout dangereux. Il est à craindre qu'en voulant régler la condition relative des propriétaires et des fermiers, on n'attaque le droit de propriété lui même ; c'est là un danger contre lequel une législature, dominée par la démocratie catholique, aurait de la peine à se prémunir. J'aurais peu de foi, je l'avoue, dans l'impartialité d'une telle assemblée lorsqu'il s'agirait de prononcer entre les riches protestants et les masses catholiques. Qu'on ne se laisse pas prendre aux protestations d'O'Connell ; lui-même il serait impuissant pour arrêter le torrent des passions populaires, excitées par des souffrances réelles et des haines séculaires. Si le rappel de l'union avait lieu, si l'Irlande était tout à fait maîtresse de traiter comme elle l'entendrait les propriétaires protestants, il est presque certain que des atteintes graves seraient portées à leurs droits, qu'on battrait en brèche le principe de la propriété, quel que fût le danger qui en résulterait pour l'édifice social tout entier.

Ce sont là des considérations graves, suffisantes à mes yeux, pour faire hésiter toute personne sincère qui, mue par un sentiment de générosité irréfléchie, appelle de ses vœux le rappel de l'union, sans vouloir toutefois que cette mesure soit le prélude d'actes violents et révolutionnaires.

Ces réflexions sur les dangers des réformes que les rapports des propriétaires et des fermiers exigent, ne prouvent nullement qu'on ne puisse rien faire à cet égard. Il est, au contraire, certain qu'un pouvoir éclairé, fort et impartial peut opérer peu à peu de grandes améliorations. Pendant plusieurs siècles, toutes les lois ont été faites dans l'intérêt exclusif des propriétaires. Ces temps d'injustice sont heureusement loin de nous ; il faut maintenant travailler à effacer les traces qu'ils ont laissées après

eux: c'est une tâche pénible, mais qui a déjà été entreprise par plusieurs hommes d'état et qui, je l'espère, sera poursuivie avec ardeur dans l'avenir. Déjà une grande révolution s'est accomplie dans le système social de l'Irlande. Elle date du jour où le lord-lieutenant, lord Normanby, répondant aux plaintes que les propriétaires d'un comté lui adressaient sur les désordres des classes pauvres, a proclamé hautement la sainte maxime: « Que la propriété avait ses devoirs aussi bien que ses droits, et que les premiers ne pouvaient être violés sans que les seconds en souffrissent ». Admirables paroles qui signalent l'avénement d'une ère nouvelle pour l'Irlande, et annoncent que la domination de la force doit faire place au règne de la justice et de l'humanité.

Le ministère de lord Melbourne, en introduisant en Irlande la taxe des pauvres, en posant en principe que les propriétaires sont tenus de subvenir aux besoins des classes inférieures, a poussé aussi loin qu'il lui était permis de le faire l'application de la doctrine de lord Normanby. Ce principe, il est vrai, a été mal appliqué. La nouvelle loi des pauvres a eu peu de succès, tant à cause de l'imperfection des mesures accessoires qui devaient en être la conséquence obligée, que par suite de l'opposition violente et presque factieuse qu'elle a rencontrée dans le parti populaire. Néanmoins, quels que soient ses résultats immédiats, elle n'en aura pas moins eu l'immense mérite d'avoir établi pour la première fois, en Irlande, que la société a le droit et qu'il est de son devoir d'imposer des sacrifices aux classes riches, en échange des bienfaits que le maintien de l'ordre social leur assure.

Tout en respectant le droit de propriété, il doit être possible de faire quelque chose pour améliorer les relations des propriétaires fonciers et des fermiers; telle est du moins l'opinion des hommes éclairés de tous les partis. Mr. Crawford, membre populaire irlandais, avait, à la session dernière, annoncé l'intention de présenter un bill dans ce but. Sir Robert Peel, loin de le combattre, a déclaré que le gouvernement était

disposé à seconder toute mesure qui, sans porter atteinte au principe de la propriété, assurerait aux fermiers une plus grande sécurité pour la durée de leurs baux, et leur garantirait une part de la plus value des terres due à leurs améliorations. La fin de la session n'ayant pas permis à Mr. Crawford de donner suite à son projet, le ministère a nommé une commission chargée d'examiner l'état des relations des propriétaires fonciers et des fermiers en Irlande, et de préparer une loi pour opérer toutes les réformes qui rentrent dans le domaine légitime de l'action législative. Le caractère juste et honorable de l'homme qui a été placé à la tête de cette commission, le comte de Devon, est un sûr garant de la sincérité des intentions du cabinet anglais. Je ne prétends pas qu'il soit disposé, ainsi que certains membres extrêmes le voudraient, à aller jusqu'à demander la prolongation indéfinie des baux, ce qui équivaudrait à dépouiller les propriétaires de tous leurs droits, pour en investir les fermiers moyennant une indemnité invariable; mais je crois qu'il se prêtera à toutes les réformes qui ne sont pas absolument incompatibles avec l'esprit de la législation anglaise.

Un parlement irlandais serait-il plus propre à opérer ces réformes? Non, certes. Pour qu'elles n'excèdent pas les limites de la raison et de la justice, pour qu'elles soient bienfaisantes sans devenir révolutionnaires, elles exigent dans le législateur une modération, une prudence, une impartialité qu'on ne saurait espérer, pendant longtemps du moins, de la chambre des communes, telle que le rappel de l'union la ferait. Cette assemblée, soumise à l'empire des exigences populaires, animée de passions violentes, serait un mauvais juge, un arbitre partial dans la cause que les fermiers plaident contre leurs propriétaires. Il serait à craindre que la sentence qu'elle rendrait ne fût empreinte d'un esprit de réaction et de vengeance, qui peut dans l'avenir devenir aussi funeste à l'Irlande, que l'esprit d'oppression et d'intolérance le lui a été dans le passé.

L'examen consciencieux auquel nous venons de nous livrer, me paraît démontrer suffisamment que les avantages qui pourraient résulter d'une législature nationale sont loin de contre-balancer les inconvénients et les dangers que le rappel de l'union présente à l'Irlande. D'après cela, on ne devrait plus hésiter à se prononcer contre cette mesure et à condamner l'agitation stérile à laquelle elle sert de prétexte, s'il n'existait en sa faveur un dernier argument qu'on fait valoir sans cesse, et qui, par ses formes spécieuses, en impose à beaucoup de gens impartiaux. Cet argument, c'est l'absence habituelle d'un grand nombre de riches propriétaires qui le fournit : c'est en déclamant contre les maux de l'*absentéisme*, qu'O'Connell et son parti cherchent à prouver qu'un parlement irlandais, qui ramènerait de gré ou de force dans leur pays ces riches absents, serait un immense bienfait pour l'Irlande.

L'argument est grave, et mérite une étude d'autant plus approfondie de notre part, qu'il a été ordinairement très-légèrement traité par les publicistes du continent.

Je suis loin de nier les conséquences fâcheuses de l'absentéisme en général ; je crois, au contraire, qu'elles sont de deux sortes : les unes morales, les autres économiques.

C'est un mal grave pour un pays que l'absence continuelle d'une portion considérable de la classe riche. On ne saurait assez apprécier les avantages de toutes sortes qui résultent de la résidence habituelle des propriétaires au milieu de leurs terres. De toutes les aristocraties, la plus populaire, c'est l'aristocratie territoriale, celle qui campe au milieu des populations rurales. Une pareille aristocratie a bien plus de dignité et de morale que l'aristocratie de cour ; elle est bien plus forte, plus énergique, plus généreuse que l'aristocratie purement financière, qui a sa source dans le commerce et vit dans les villes. Mais ce qui constitue la véritable aristocratie territoriale, ce n'est pas seulement la possession d'une grande partie du sol, c'est plus encore l'influence que des rapports personnels, continués de génération en génération pendant des siècles, ont fait acquérir

aux grands propriétaires sur les populations de la campagne. Ces rapports sont fertiles en heureux résultats pour toutes les classes de la société, pour la plus haute comme pour la dernière. Ils fournissent aux riches un noble emploi de leurs fortunes et de leurs moyens; ils assurent aux pauvres plus de bienveillance et d'humanité chez ceux dont leur sort dépend. Lorsque la société est ordonnée sur des bases solides, lorsqu'il n'existe dans la composition de ses éléments aucune cause anormale de trouble ou de discorde, la présence des propriétaires au milieu de leurs terres ne peut avoir que d'heureuses conséquences.

Mais si, au contraire, par une cause quelconque, il existe entre l'aristocratie foncière et la masse du pays des sentiments hostiles, une antipathie invétérée, la présence de la première ne peut plus amener aucun bien. Pour remédier aux conséquences morales de l'absentéisme, il ne suffirait pas de forcer l'aristocratie protestante à résider sur ses terres; il faudrait d'abord lui inspirer pour ses fermiers catholiques des sentiments plus humains, plus bienveillants; il serait nécessaire de faire naître en elle le désir de travailler à l'amélioration de leur sort avec la même ardeur qu'elle a mise jusqu'ici à les maintenir dans un état de dépendance et d'oppression. Tant que ce changement salutaire n'aura pas eu lieu, tant que les propriétaires seront en général regardés plutôt comme les oppresseurs que comme les protecteurs naturels du pays, je n'hésite pas à le dire, l'absentéisme, quelles que puissent être ses conséquences économiques, sera, sous le rapport moral, un bien plus qu'un mal; car il n'y a pas de sacrifices pécuniaires comparables aux funestes conséquences produites par la présence d'une classe riche, corrompue et oppressive, au milieu de masses ignorantes, passionnées et haineuses.

Mais, quand même la présence des propriétaires au milieu de leurs terres serait aussi avantageuse qu'O'Connell peut le prétendre, comment un parlement irlandais parviendrait-il à l'obtenir? Je conçois à la rigueur, qu'au moyen de mesures coercitives, que je suis loin d'approuver, il force les propriétaires ir-

landais à ne pas sortir de leur île; mais il me paraît de toute impossibilité qu'il songe à les obliger à résider dans leurs domaines. Il faudrait pour cela imaginer des lettres de cachet d'une nouvelle espèce, qui condamneraient les grands propriétaires à aller faire, une partie de l'année, de la philanthropie au profit de leurs fermiers. Une telle idée est trop absurde pour qu'il vaille la peine de s'arrêter à la combattre.

Passons à l'examen des conséquences économiques de l'absentéisme.

J'observerai d'abord que ce n'est pas l'Irlande seule qui se plaint du tort que fait à la richesse publique l'absence d'une partie des familles les plus riches du pays. L'Angleterre a fait entendre les mêmes plaintes. Pendant les années qui ont suivi le rétablissement de la paix générale, l'opinion publique a été vivement préoccupée du danger que faisait courir aux finances nationales l'émigration croissante qui avait lieu vers le continent, et il a été plus d'une fois question d'arrêter ce torrent par des mesures fiscales et coercitives. Cependant, l'expérience et les discussions qui ont eu lieu à ce sujet ayant démontré combien les terreurs qu'on avait conçues étaient exagérées, l'opinion publique s'est rassurée, et les déclamations contre l'absentéisme sont tombées dans le domaine de l'éloquence démagogique la plus vulgaire.

Les travaux remarquables de plusieurs économistes ont beaucoup contribué à ce résultat. Par une analyse complète des effets de l'absentéisme sur la production et la consommation des richesses, il a été clairement prouvé que le plus souvent il n'exerce aucune influence économique fâcheuse. Le premier écrivain qui ait traité ce sujet à fond, c'est Mr. Mac Culloch, le savant éditeur et commentateur de Smith; c'est lui qui, le premier, dans un interrogatoire devenu célèbre, a soutenu, devant un comité de la chambre des lords, que l'absentéisme était innocents de toutes les imputations qu'on lui adressait. Les opinions de Mac Culloch ont été généralement admises par l'école économiste. Quelque étranges qu'elle paraissent d'abord, elles

sont néanmoins, dans de certaines limites, parfaitement exactes. Comme presque tous ceux qui font des découvertes dans les sciences morales, il a voulu donner au principe qu'il avait trouvé une trop grande extension. Plus tard un économiste non moins célèbre, Mr. Senior, l'a réduit dans des limites plus justes. Cependant, comme je crois qu'elles ne sont pas encore tout à fait exactes, je demande la permission d'entrer à cet égard dans quelque discussion. On me pardonnera, j'espère, une petite excursion sur le terrain de la science économique, en faveur de l'importance du sujet, et de sa nouveauté pour un certain nombre de lecteurs.

Voici la théorie de Mr. Senior. — Distinguons d'abord, dit-il, les contrées qui exportent des matières premières, et celles qui exportent des objets manufacturés. Dans celles-là, le riche qui vit à l'étranger soldera ses dépenses au moyen des matières premières de son pays, soit d'une manière directe ou indirectement. Ainsi il n'y a pas de doute qu'un prodigue lord irlandais ne paie les dépenses extravagantes qu'il fait à Londres ou sur le continent, avec les céréales, les cochons, le beurre que ses terres produisent et que l'Angleterre consomme. Si ce lord habitait l'Irlande, une partie du moins de ces denrées serait échangée contre le produit du travail irlandais, et serait, par conséquent consommée par des ouvriers du pays, qui auraient plus de lard à mettre dans leur soupe, et de beurre pour assaisonner leurs pommes de terre. Si cependant ce même lord revenait chez lui avec des goûts exclusivement anglais, s'il ne voulait être servi que par des domestiques anglais, et s'il faisait venir de l'Angleterre tout ce dont il a besoin, l'Irlande y gagnerait fort peu. Son blé, ses cochons et son beurre seraient mangés par des Anglais, où exportés pour payer des marchandises anglaises. D'après ce raisonnement d'une vérité évidente, Mr. Senior conclut que l'absentéisme, dans les pays qui exportent des matières premières, doit avoir un effet nuisible sur la richesse nationale et influer défavorablement sur le taux des salaires; et que par conséquent, il serait à désirer, pour de pareilles contrées, que

les riches oisifs y consommassent leurs revenus, pourvu qu'ils n'eussent pas contracté l'habitude de n'employer que du travail étranger.

Pour le pays qui exportent des objets manufacturés, ajoute Mr. Senior, c'est différent. Le riche, ne pouvant solder ses dépenses à l'étranger au moyen du produit de ses terres, les échangera avec des objets manufacturés, qui, exportés dans le pays où il vit, acquitteront ses dettes. Cette opération ne se fait pas directement. Ce sont des banquiers qui la terminent en apparence par de simples revirements de papier. Il arrive même souvent que les produits de la patrie de l'absent, au lieu d'être exportés dans le pays où il vit, vont solder les dettes que celui-ci aura contractées avec une troisième contrée. Cependant, à travers les mille complications des échanges commerciaux, il est aisé de réduire l'effet de la dépense du riche à l'étranger à l'opération ci-dessus. Cela étant, la patrie de celui-ci n'y aura rien perdu. Le revenu du riche se sera échangé contre du travail national; seulement ce travail, au lieu d'être consommé improductivement par lui dans son pays, aura été employé à solder d'autres services également improductifs qu'il a demandés aux étrangers chez lesquels il vit.

Ce second raisonnement de Mr. Senior est vrai au fond; seulement il a tiré des conséquences trop étendues. Si le pays dont il s'agit n'exportait que des objets de luxe tout à fait étrangers à la consommation des classes ouvrières, l'habile économiste serait complétement dans le vrai. Tant que les dépenses des Anglais sur le continent se soldent avec des vases de porcelaine et des chevaux pur sang, l'Angleterre, loin d'y perdre, y gagne plutôt; car les dépenses des absents, augmentant la demande des produits de luxe, encouragent le développement des branches de l'industrie qui assurent les meilleurs salaires et les profits les plus élevés. Mais si le pays exporte des objets manufacturés qui servent à l'usage des classes ouvrières, des étoffes à bas prix par exemple, je ne conçois pas pourquoi on assignerait à l'absentéisme un effet différent de celui qu'il produit dans les pays où l'on exporte des matières premières.

Le riche, il est vrai, soit qu'il reste chez lui, soit qu'il aille à l'étranger, échangera également ses revenus contre des objets manufacturés, ainsi que nous avons dit que cela a lieu dans l'hypothèse précédente. Mais dans le cas où les objets manufacturés seraient de ceux qu'emploient les classes ouvrières, il est probable qu'il ne les consommerait pas lui même; il les échangerait une seconde fois contre des services destinés à satisfaire ses besoins raffinés. On m'objectera que le même revenu ne peut pas être consommé deux fois. C'est vrai; mais on ne fait pas attention que si le revenu du riche sert à payer les services de tous ceux qu'il emploie, tels que ses garde-chasse, ses piqueurs, son tailleur, etc., ce genre de consommation, quoique improductif au point de vue économique, fait néanmoins que les compatriotes du riche, ainsi salariés, peuvent se procurer, pour leur propre usage, les objets de première nécessité qui, dans le cas de l'absence du riche, auraient été exportés à l'étranger.

L'absentéisme, dans ces circonstances, ne crée pas une nouvelle demande à l'étranger d'objets manufacturés: il ne fait que la déplacer. C'étaient les domestiques, les ouvriers, les fournisseurs de la patrie de l'absent qui les demandaient; ce sont maintenant les domestiques, les ouvriers, les fournisseurs qu'il emploie hors de chez lui qui en profiteront.

Pour concevoir des doutes graves sur la théorie de Mr. Senior, il suffit de se demander s'il est possible que l'absentéisme ait un effet différent dans un pays qui exporte des bœufs et dans celui qui n'exporterait que des chandelles faites avec la graisse de ces mêmes animaux. Dans l'un comme dans l'autre cas, les exportations diminuent la quantité des objets divers destinés à solder les salaires des classes ouvrières, et, par conséquent, elles doivent tendre à les faire baisser.

En appliquant ces principes à l'Irlande, on sera forcé de reconnaître que l'absentéisme est pour elle une source d'appauvrissement; car ce pays est de ceux qui exportent presque exclusivement des matières premières ou des objets manufacturés destinés à la consommation des classes inférieures.

Il est donc hors de doute qu'un parlement irlandais ferait une chose qui lui serait fort utile s'il parvenait à retenir en Irlande tous les riches propriétaires qui vivent à l'étranger. Mais comment atteindrait-il ce but? Serait-ce uniquement par des moyens indirects, en rendant le séjour de Dublin aussi intéressant et aussi agréable que l'est maintenant celui de Londres? Je doute fort de leur efficacité. Il est difficile de changer les habitudes et de modifier les goûts des classes riches. L'attrait qui les attirera en Angleterre, même après le rappel de l'union, continuera à être plus puissant que toutes les séductions que la vie de Dublin pourra leur offrir. Quant à l'intérêt politique, je compte peu dessus pour retenir en Irlande les propriétaires *absentéistes*. Ceux-ci appartiennent presque tous au parti tory extrême; ils perdraient toute influence dans une parlement irlandais. Ils ne seraient jamais qu'en petite minorité dans la chambre des communes; et comme la chambre des lords deviendrait insignifiante, je ne pense pas qu'ils recherchassent avec ardeur, ni qu'ils exerçassent avec assiduité les fonctions législatives.

Mais, dira-t-on, si les grands propriétaires, peu jaloux de profiter des bienfaits de l'indépendance nationale, persistent à vivre loin de leur pays, on aura recours à des moyens coercitifs. — Ceci est plus facile à dire qu'à faire. Je ne suppose pas qu'on songe à leur appliquer la recette que l'empereur de Russie emploie pour forcer la noblesse à revenir dans son empire: la séquestration des revenus, et même la confiscation des biens. Ce serait trop violent, trop contraire aux mœurs, aux idées de notre siècle; personne, si ce n'est quelques démagogues de cabaret, n'oserait conseiller une pareille mesure. Il faudrait donc se borner à frapper une taxe sur le revenu des absents. Cette mesure, qui paraît simple au premier abord, serait d'une application très-difficile, et même presque impossible.

Comment, en effet, établir l'absence de quelqu'un? Suffira-t-il d'une absence de quelques mois pour être atteint par l'impôt? Exigera-t-on la présence en Irlande de toute la famille ou

celle du chef seulement ? Enfin quels genres d'établissement exigera-t-on que les personnes riches forment dans leur pays? Il suffit d'énoncer ces questions pour démontrer la presque impossibilité de les résoudre. A moins d'établir une série de mesures inquisitoriales et vexatoires, il sera impossible de frapper un impôt qui ne soit pas éludé par tout le monde. Il est impossible de ne pas admettre la faculté de se permettre des absences temporaires ; et alors comment les limiter? Grâce aux chemins de fer et aux bateaux à vapeur, qui ont mis Dublin à vingtquatre heures de Londres, le riche Irlandais pourra faire, tout en habitant avec sa famille dans cette dernière ville, autant d'actes de présence qu'il sera nécessaire pour échapper à la taxe. Je le répète, à moins d'adopter un système odieux, contraire à toutes nos idées, à tous les principes de justice, les moyens coercitifs pour forcer les grands seigneurs irlandais à demeurer chez eux seront complétement illusoires.

Il y a d'ailleurs une considération grave, à laquelle on ne fait pas généralement attention, et qui néanmoins suffirait pour faire évanouir l'espoir qu'on fonde sur le retour des *absentéistes*. On oublie d'ordinaire que la plus grande partie des terres possédées par des propriétaires non résidents appartiennent à des Anglais, à des pairs de la Grande-Bretagne, à des corporations puissantes. On ne peut songer à leur faire renoncer à leur qualité d'Anglais pour venir habiter l'Irlande ; il faudrait donc leur appliquer une mesure exceptionnelle, pour les soumettre à la taxe des absents. Ce serait là un véritable commencement de spoliation, auquel les corporations et les propriétaires se soumettraient difficilement. Ils invoqueraient dans leur cause l'appui de leur gouvernement, de l'Angleterre, qui, certes, ne leur serait pas refusé. Qu'arriverait-il alors? Une guerre civile. Ce serait pour l'Irlande le comble de la folie, car non-seulement elle aurait à lutter contre des forces matérielles infiniment supérieures aux siennes, mais elle aurait contre elle aussi les forces morales : la justice et le droit.

Il faut donc reconnaître que l'absentéisme est un mal, mais

que les remèdes qu'O'Connell et son parti voudraient y appliquer au moyen du rappel de l'union, loin de le guérir, l'aggraveraient encore.

Je crois maintenant avoir rempli la partie la plus importante de la tâche que je m'étais imposée, en démontrant combien les conséquences inévitables du rappel de l'union sont loin de répondre à l'attente des personnes qui, de bonne foi, pensent qu'au succès de cette mesure se rattache le salut de l'Irlande. Si l'analyse à laquelle je me suis livré n'est pas tout à fait inexacte, on peut prédire avec certitude que les avantages qui en résulteraient seraient loin de contre-balancer les inconvénients et les dangers dont elle serait la source; l'on doit, en conséquence, déplorer qu'elle soit devenue l'unique but, la seule préoccupation du parti populaire irlandais. Mais quand même je me serais trompé et que j'aurais méconnu une partie des bienfaits qu'une législature nationale peut produire, faudrait-il applaudir au parti qu'O'Connell a pris, et que presque toute l'Irlande catholique a embrassé avec tant d'énergie et une résolution inébranlable, du moins en apparence? Non certainement, car avant d'encourager les patriotes irlandais dans la voie périlleuse où il se sont engagés, il est nécessaire de savoir, non-seulement si le but qu'ils poursuivent est légitime, mais encore s'il n'est pas entouré d'obstacles insurmontables, et s'il est raisonnable d'espérer qu'ils parviendront soit par conviction, soit par force, à rompre le lien qui les unit à l'Angleterre. Or, c'est ce qu'un homme de bon sens ne saurait admettre, après quelques instants de réflexion.

En effet, comment le rappel de l'union s'effectuerait-il? Par des moyens légaux. Mais pour cela, il faudrait obtenir l'adhésion du parlement, dont l'immense majorité sera toujours unanime pour la refuser. — Par la force? par la peur que l'Irlande se flatterait d'inspirer? Mais qui peut supposer que l'Angleterre reculerait devant l'attitude menaçante des forces qu'O'Connell est parvenu à organiser? Ceux qui le prétendent méconnaissent complétement la nature du peuple anglais, et les principes qui

guident son gouvernement. Le peuple anglais n'est point, il est vrai, un peuple pointilleux. Il agit avec autant de prudence que de fermeté; lorsqu'une nécessité absolue se fait sentir, il sait céder en sacrifiant même son amour-propre et sa vanité; mais lorsque l'intérêt réel de sa puissance, les principes de son existence sont en jeu, c'est le peuple le plus déterminé qui ait jamais existé, c'est celui qui est capable des efforts les plus gigantesques et les plus persévérants.

Le rappel de l'union est regardé avec raison en Angleterre, par tous les partis, comme une question de vie ou de mort; tous se sont déclarés contre la séparation des deux royaumes, avec une égale énergie. Divisés sur la manière de gouverner ce pays et d'y ramener la tranquillité, les Anglais sont unanimes sur la nécessité de maintenir l'Irlande, par tous les moyens possibles, incorporée à la Grande-Bretagne. Qu'on songe que l'homme le plus doux, le plus humain, le plus libéral, le plus sincère du parti whig, lord Spencer, étant ministre, proclama sans hésiter qu'avant de consentir au rappel de l'union, il conseillerait au parlement de soutenir une guerre d'extermination; et après cela, qu'on juge s'il est probable qu'un cabinet anglais quelconque, soutenu par la nation tout entière, cédât jamais aux menaces d'O'Connell.

Quelques personnes, abusées par une fausse analogie historique, invoquent l'exemple de ce qui s'est passé en 1829, à l'occasion de l'émancipation des catholiques, pour prouver qu'il n'est pas impossible d'arracher à la crainte des concessions importantes, longtemps refusées aux prières. La comparaison n'est pas admissible. En 1829, les Irlandais combattaient pour une cause dont la justice et l'équité étaient évidentes; et ils avaient pour eux, sinon la majorité du peuple anglais, du moins une minorité fort imposante, dans les rangs de laquelle on comptait non-seulement le parti whig tout entier, mais encore les torys les plus distingués et les plus éclairés. Le duc de Wellington n'a pas reculé uniquement à cause de l'attitude menaçante de l'association catholique: il a cédé parce que, en chef habile, il

a vu que son armée n'était pas décidée à le suivre dans une lutte à mort avec elle. Il disposait, il est vrai, de la majorité dans les deux chambres, et il aurait pu à la rigueur faire repousser toute motion directe en faveur des catholiques; mais il lui aurait été difficile et presque impossible d'obtenir, de la chambre des communes, des pouvoirs extraordinaires pour comprimer par la force la terrible agitation qu'O'Connell avait organisée.

Les circonstances actuelles sont bien différentes. Il y a en Angleterre, soit dans le parlement, soit dans le pays, unanimité contre le rappel de l'union. Cette mesure est également repoussée par les partisans fanatiques de tout ce qui existe et par les amis les plus ardents du progrès. Cet accord universel, ce n'est pas le sentiment seul de l'intérêt national qui le produit; il faut l'attribuer en grande partie à l'opinion loyale et consciencieuse qui regarde la rupture du lien qui unit entre elles les îles Britanniques comme une entreprise odieuse et criminelle. Le ministère, quel qu'il soit, trouvera toujours le parlement disposé à l'armer de tous les pouvoirs légaux nécessaires, et à mettre à sa disposition des forces matérielles suffisantes pour maintenir en Irlande, soit au moyen des lois, soit par la force, l'ordre légal actuel.

L'agitation régulière, légale, telle qu'O'Connell l'a organisée, est donc destinée à être et à demeurer stérile. Les promesses, la jactance du libérateur peuvent à cet égard continuer à entretenir chez les catholiques irlandais de trompeuses illusions; mais ces illusions se dissiperont tôt ou tard, et le parti populaire finira par demander compte à son chef des résultats de tant d'efforts et de tant de sacrifices. Que fera alors le grand homme qui influe si puissamment sur les destinées de l'Irlande? Abandonnant la route sans issue où il s'est engagé, aura-t-il recours à la dernière raison des peuples opprimés, à l'insurrection, à la guerre civile? Je ne le pense pas. O'Connell est trop habile, il a trop de lumières, trop de bon sens pour engager sérieusement une lutte à mort avec l'Angleterre. Les chances seraient

trop inégales. Quelques personnes, je le sais, sont d'un avis contraire ; elles croient que le jour où O'Connell déploiera la bannière de l'indépendance de l'Irlande, en faisant appel aux forces nationales, un mouvement populaire irrésistible aura lieu. Elles disent : Dans ce siècle, on ne soumet plus par la force huit millions d'hommes décidés à vaincre ou à mourir. C'est là encore une illusion qu'une étude approfondie des éléments dont se composent les populations de l'empire britannique ne tarde pas à dissiper.

En effet, qu'on réfléchisse d'abord que l'Irlande n'est pas unanime ; qu'il y a dans ce pays une classe nombreuse et puissante, tenant par tous ses intérêts à l'union, et pour laquelle la question du rappel de l'union est une question de vie ou de mort. Les protestants ne forment dans cette île qu'une faible minorité numérique ; mais ils sont forts par leurs richesses, par leur énergie et leur organisation. Au premier cri insurrectionnel ils se lèveraient en masse, et, avec l'aide des troupes régulières, ils attaqueraient sans hésiter les rassemblements des catholiques révoltés.

Sous le rapport des luttes populaires, le peuple des Iles Britanniques diffère essentiellement du peuple français. En France, l'usage des armes est général ; l'esprit militaire a pénétré dans toutes les classes de la société, il est même plus développé dans les classes inférieures que dans celles qui sont plus élevées. La conscription a appris à l'immense majorité du pays comment l'on combat ; il n'y a pas de village où il ne soit possible d'organiser en un jour une compagnie ou un peloton. Les luttes des rues, en conséquence, sont dangereuses en France ; le peuple, plus d'une fois, en est sorti victorieux. En Irlande comme en Angleterre, au contraire, le peuple n'a ni instinct ni habitudes militaires. L'armée lui est étrangère. Il lui fournit des soldats ; mais ceux-ci, une fois enrôlés sous les drapeaux, ne rentrent plus dans les rangs du peuple. La force armée y produit sur les masses un effet magique ; de faibles détachements ont suffi jusqu'ici pour dissiper les rassemblements qui paraissaient les plus me-

naçants. Quelque illusion qu'on puisse se faire sur le courage des soldats irlandais, et malgré les jactances d'O'Connell, il n'est personne connaissant l'Irlande, qui puisse croire un instant que les masses populaires seraient en état d'opposer une résistance sérieuse à des troupes régulières.

La classe moyenne et la classe supérieure constituent les forces vives de la nation britannique. Elles sont bien autrement énergiques que les mêmes classes sur le continent. Aucune révolution, aucune tentative d'insurrection n'est possible, si la majorité des personnes qui les composent ne se déclare contre le gouvernement. Or rien n'est moins probable en Irlande. Si la guerre civile y éclatait, on verrait d'un côté des masses nombreuses et confuses de paysans indisciplinables, et commandés par un faible nombre de catholiques sortis des rangs supérieurs de la société, et de l'autre les classes supérieures, les classes moyennes appuyées par toutes les forces dont dispose le gouvernement. En vérité, la partie serait trop inégale. Le parti populaire, en recourant à la violence, courrait à une ruine certaine.

Il n'existe qu'une chance, une seule chance, qui pût faire pencher la balance en faveur de l'insurrection irlandaise et rétablir l'équilibre: ce serait une guerre étrangère malheureuse, qui épuiserait les forces de l'Angleterre. Dans ce cas, je l'avoue, les Irlandais pourraient essayer avec succès des moyens insurrectionnels. Mais ce cas extrême doit-il entrer dans les prévisions des hommes raisonnables? Peut-on approuver un parti qui fonde ses chances de réussite sur l'humiliation de sa patrie? Non, mille fois non. Le rappel obtenu au prix de l'humiliation de l'Angleterre coûterait trop cher à l'humanité. Personne, de bonne foi, ne peut le vouloir à ce prix.

Mais enfin, me demandera-t-on, que faut-il conclure de tous les faits et de tous les raisonnements que vous venez de faire pour préciser l'état actuel des questions qui se rattachent au sort de l'Irlande? Nous avons d'abord la ferme conviction que le rappel n'aura pas lieu. Mais on nous demandera peut-être ensuite:

Qu'arrivera-t-il? quelle sera l'issue de la crise actuelle, et quel sera le dénouement du drame dans lequel O'Connell joue un rôle si extraordinaire? Je ne puis, ni ne veux me lancer dans le champ des conjectures et des prédictions. Je l'ai déjà dit, il n'est donné à personne de prévoir les mystères de l'avenir. L'horizon social est excessivement borné; les plus grands génies ont en vain essayé d'en dépasser les limites. Cependant, sans hasarder aucune hypothèse téméraire, je crois pouvoir terminer cet article, déjà trop long, en affirmant qu'il est probable que le ministère actuel et ceux qui lui succéderont, continueront à appliquer en Irlande le système d'améliorations et de réformes que lord Melbourne a le premier adopté sur une large base. Les injures, les violences d'O'Connell et de son parti, tant qu'il ne sortira pas de la légalité, n'arrêteront point la marche du gouvernement anglais. Habitué depuis long-temps aux conséquences extrêmes de la liberté politique, le gouvernement est peu susceptible. Il ne se laisse pas plus influencer par de vaines menaces que par la peur de paraître céder par faiblesse lorsque le temps des concessions est venu. Il poursuivra donc l'œuvre de la régénération de l'Irlande. Sa marche sera mesurée et prudente, peut-être même sera-t-elle d'une excessive lenteur; mais elle sera constante, et rien ne le fera reculer. A l'appui de ce que j'avance, je me bornerai à citer la conduite si modérée, si libérale, si généreuse du cabinet de sir Robert Peel envers le Canada. Ce qu'il a fait pour cette colonie lointaine, il le fera pour l'Irlande. Après avoir vaincu le Canada par la force des armes, il a voulu le concilier par de larges concessions. De même, s'il remporte sur O'Connell une victoire légale, comme aussi s'il était obligé d'en venir à réprimer par une force matérielle des tentatives plus hardies, il ne travaillera pas moins à satisfaire à ce que, dans les demandes des Irlandais, il croira compatible avec les intérêts de la Grande-Bretagne et les exigences de son parti.

Quel sera le résultat final de ces réformes progressives et mesureés? Parviendront-elles à guérir radicalement les plaies de l'Irlande, et à fondre complètement les sentiments et les

intérêts de ce pays dans ceux de la Grande-Bretagne ? Ce sont là de graves questions que l'avenir seul peut résoudre. J'espère et je désire ardemment qu'il le fasse d'une manière favorable à cette Irlande si digne d'intérêt et qui inspire tant d'attachement. Puissent les progrès réels que les efforts des hommes honnêtes de tous les partis, aidés par le temps, doivent accomplir, la dédommager des rêves brillants d'indépendance nationale qu'elle ne pourra jamais réaliser !

Camille de CAVOUR.

DES CHEMINS DE FER EN ITALIE (1)

PAR LE COMTE PETITTI

CONSEILLER D'ÉTAT DU ROYAUME DE SARDAIGNE.

(Revue nouvelle, tom. VIII, *1 mai 1846).*

Il n'y a plus personne possédant une dose ordinaire de bon sens qui conteste aujourd'hui l'utilité, nous dirons même la nécessité, des chemins de fer. Peu d'années ont suffi pour opérer dans l'opinion publique une révolution complète en leur faveur. Les doutes qu'ils inspiraient aux hommes d'État, les incertitudes que leur réussite financière faisait éprouver aux spéculateurs les plus hardis, ont fait place à une confiance sans bornes. Le public est passé presque sans transition de la méfiance à un enthousiasme tel, qu'il n'est peut-être plus en Europe de localité si pauvre, d'intérêts agglomérés si minimes, qui ne s'attendent à participer directement, dans un temps donné, aux bienfaits de cette merveilleuse conquête du dix-neuvième siècle.

(1) Nous appelons particulièrement l'attention de nos lecteurs sur ce travail, que nous devons à M. C. de Cavour. Le nom de M. C. de Cavour, un de ces étrangers qui ont su se faire une place distinguée dans les lettres françaises, est bien connu en Europe de ceux qui suivent avec intérêt la marche des questions économiques. Récemment, un écrit de M. de Cavour, sur les lois céréales du Royaume-Uni, obtenait en Angleterre un retentissement mérité. Nous ne croyons pas devoir prédire un moindre succès à cette étude *sur les chemins de fer d'Italie,* où il a su agrandir l'exposé d'une question économique par des considérations politiques dont tous les esprits sages et généreux apprécient l'élévation et la portée.

Certes, l'impatience du public n'est pas exempte d'exagération. Sous l'influence de la réaction violente qui s'est opérée, on est porté à se faire illusion sur les résultats immédiats des chemins de fer. Cependant, si l'on embrasse dans leur ensemble les questions d'avenir qui se rattachent à ce sujet, si l'on cherche à développer toute la série des conséquences que leur adoption générale doit nécessairement amener, on est forcé de convenir que les espérances qu'ils ont fait concevoir peuvent être prématurées par rapport à l'époque où l'on s'attend à les voir réalisées, mais que, considérées d'un manière absolue, elles demeurent encore bien au-dessous de la vérité.

La machine à vapeur est une découverte qu'on ne saurait comparer, pour la grandeur de ses conséquences, qu'à celle de l'imprimerie, ou bien encore à celle du continent américain. Ces découvertes immenses, bien que remontant déjà à près de quatre siècles, sont loin d'avoir déroulé à nos yeux toute la série d'effets qu'elles sont destinées à produire. Il en sera de même de la conquête que le monde a faite en transformant la vapeur en une force motrice illimitée dans son action et applicable à tant d'usages. Bien des générations se succéderont avant qu'on puisse en calculer toute la portée. Aussi personne n'a encore essayé de déterminer dès à présent, dans toute leur étendue, les modifications que cette puissance nouvelle doit opérer dans l'économie des peuples civilisés.

L'influence des chemins de fer s'étendra sur tout l'univers. Dans les pays arrivés à un haut degré de civilisation, ils imprimeront à l'industrie un immense essor; leurs résultats économiques seront dès le début magnifiques, et ils accéléreront le mouvement progressif de la société. Mais les effets moraux qui doivent en résulter, plus grands encore à nos yeux que leurs effets matériels, seront surtout remarquables chez les nations qui, dans la marche ascensionnelle des peuples modernes, sont demeurées attardées. Pour elles les chemins de fer seront plus qu'un moyen de s'enrichir, ils seront une arme puissante, à l'aide de laquelle elles parviendront à triompher des forces

retardatrices qui les retiennent dans un état funeste d'enfance industrielle et politique. La locomotive, nous en avons la ferme conviction, a pour mission de diminuer, sinon de faire disparaître tout à fait, l'humiliante infériorité à laquelle sont réduites plusieurs branches de la grande famille chrétienne. Envisagée sous cet aspect, elle remplit un rôle en quelque sorte providentiel; c'est peut-être pourquoi on la voit triompher si facilement et si promptement des difficultés et des obstacles qui paraissaient devoir l'empêcher pendant long-temps de pénétrer dans certaines contrées.

Si ce que nous venons de dire est vrai, si nous ne sommes pas sous l'empire d'une illusion complète, nul pays plus que l'Italie n'est en droit de fonder sur l'action des chemins de fer de plus grandes espérances. L'étendue des conséquences politiques et sociales qui doivent en découler dans cette belle contrée témoignera, mieux que ce qui se passera partout ailleurs, de la grandeur du rôle que ces nouvelles voies de communication sont appelées à jouer dans l'avenir du monde. Dans cette persuasion, nous croyons qu'il ne sera pas sans intérêt pour les lecteurs de cette revue de voir traiter avec quelques développements, ainsi que nous nous proposons de le faire, les questions qui se rattachent à l'établissement des chemins de fer en Italie.

Notre tâche sera singulièrement facilitée par l'ouvrage dont le titre se trouve placé en tête de cet article. Son savant auteur, le comte Petitti, après avoir puissamment contribué, comme homme d'État, au succès de la cause des chemins de fer dans son pays, a voulu, en sa qualité de publiciste distingué, faire participer ses concitoyens aux lumières qu'il a acquises, grâce à de longs travaux et de fructueuses recherches. Dans ce but il a composé un livre dans lequel il a réuni d'abord les notions les plus exactes et les plus circonstanciées sur tous les chemins de fer qui ont été éxécutés en Italie, sur ceux dont l'exécution est commencée, et sur ceux-là même qui sont encore à l'état de projet; et où il a traité ensuite d'une manière lumineuse et profonde les principaux problêmes auxquels donne lieu l'application

des chemins de fer. Son ouvrage est en quelque sorte un manuel complet à l'usage des lecteurs italiens. Aussi est-il destiné à rendre les plus grands services dans un pays où les hautes questions industrielles ne sont familières qu'à un très-petit nombre de lecteurs.

Toutes les personnes, à quelque nation qu'elles appartiennent, qui attachent à ces questions un haut intérêt, feront bien de lire en entier cet ouvrage remarquable. Nous nous bornerons, dans cet article, à en extraire les faits les plus saillants, afin de faire concevoir quel sera dans l'avenir l'ensemble du système des chemins de fer italiens, et à y puiser les documents nécessaires pour justifier l'opinion que nous avons émise sur la grandeur de leur action morale.

Le développement des chemins de fer en pleine activité est encore fort restreint en Italie. C'est à peine si les locomotives circulent sur quelques courts tronçons isolés. Cependant il y a long-temps qu'on s'y occupe de chemins de fer. En 1835, des compagnies sollicitaient déjà des gouvernements de la péninsule la concession de plusieurs lignes importantes.

Mais ces entreprises colossales inspirèrent dès le début aux capitalistes une méfiance que la crise financière, suite des évènements de 1840, vint aggraver. Le mauvais effet produit par le peu de succès de plusieurs chemins de fer français s'ajoutant à cette cause, il en résulta que ces premières tentatives n'aboutirent qu'à de faibles résultats. Le chemin de Naples à Castellamare et celui de Milan à Monza sont les seuls qu'on puisse attribuer à cette période d'essais presque stériles.

Depuis lors, les résultats chaque jour plus remarquables et mieux connus des chemins de fer en Angleterre, en Allemagne, en Belgique et en France, ont prodigieusement modifié la disposition des esprits en Italie. Là, comme partout ailleurs, on a réclamé l'exécution de ces voies merveilleuses qui se jouent également du temps et de l'espace. Cédant aux vœux des peuples, la plupart des souverains italiens se sont déclaré en faveur des chemins de fer. Plusieurs gouvernements se sont chargés de

l'exécution directe des grandes lignes, sans repousser toutefois l'aide de l'industrie privée pour les lignes secondaires; d'autres se sont bornés à favoriser la formation de compagnies puissantes auxquelles ils ont abandonné l'exécution de toutes les lignes de l'État.

A l'heure qu'il est, si l'on excepte les États-Romains et quelques principautés secondaires, tous les pays de l'Italie ont mis activement la main à l'œuvre. Les travaux sont commencés sur plusieurs lignes considérables, et un beaucoup plus grand nombre de projets sont assez avancés pour qu'on ne puisse douter d'en voir commencer incessamment l'exécution. Au point où les choses sont arrivées, il est possible de déterminer, sinon avec une parfaite exactitude, du moins par approximation, quel doit être le tracé du grand réseau de chemins de fer destiné dans quelques années à relier tous les points de l'Italie, depuis le pied des Alpes jusqu'au fond du golfe de Tarente.

Afin d'en faire saisir l'ensemble, nous allons tracer une esquisse rapide des principales lignes qui devront en faire partie. Ce tableau suffira pour donner une idée de son immense importance.

L'Italie, sous le rapport géographique, peut être divisée en deux grandes sections. Au nord, la vallée du Pô, à laquelle se rattachent les plaines de la Romagne et des Marches jusqu'à Ancône et Lorette. Au midi, toutes les contrées que les Apennins séparent, et que les mers Adriatique et Méditerranée entourent de trois côtés. La première section, la vallée du Pô, à laquelle est réunie par les liens de la politique et des intérêts commerciaux l'industrieuse Ligurie, offre un champ admirable aux chemins de fer. Aussi est-ce, selon nous, la contrée où ils sont appelés à recevoir les plus vastes développements. Pénétrés de cette vérité, le gouvernement autrichien et le gouvernement piémontais, qui en possèdent la plus grande partie, ont hautement manifesté l'intention de coopérer par tous les moyens en leur pouvoir à l'exécution du réseau que le pays réclame.

Dans ce but, le cabinet de Turin, mettant à profit les ressources

considérables dont il peut disposer, sans grever l'avenir, ni imposer de nouvelles charges à ses sujets, grâce à la sage économie de son administration, a décidé que les lignes réunissant un intérêt économique considérable à un caractère politique seraient exécutés aux frais de l'État. Pour les lignes secondaires, il a fait appel à l'industrie privée, qui, nous sommes heureux de le dire, n'a pas été sourde à sa voix.

Les lignes gouvernementales décrétées, et qu'on peut considérer comme étant en cours d'exécution, sont au nombre de trois. Ayant pour point commun de départ la ville d'Alexandrie, dont l'importance stratégique est si grande, ces lignes se dirigent sur Gênes, sur Turin et sur le Lac Majeur. Un simple coup-d'œil sur la carte du Piémont suffit pour prouver qu'elles peuvent être considérées comme formant les grandes artères de ce pays. En effet, elles réunissent sa capitale avec la mer, la Suisse et le reste de l'Italie septentrionale.

Pour atteindre ce dernier résultat, une faible lacune existe toutefois dans les projets approuvés. Par suite de quelques difficultés soulevées par le gouvernement autrichien, on n'a pas encore pu décider comment on réunirait les lignes piémontaises aux lignes lombardes. Une telle lacune ne peut subsister longtemps. La Lombardie a un intérêt trop réel et trop pressant à établir avec la Méditerranée et la France des communications promptes et faciles, pour que le cabinet de Vienne refuse sérieusement d'exécuter lui-même, ou de laisser exécuter par l'industrie, la ligne si courte et si facile qui, allant de Milan au Tessin, permettra à la vapeur de circuler sans interruption dans toute la longueur de la vallée du Pô. Les projets du gouvernement sarde ne se bornent pas à ceux que nous venons d'indiquer. Il a manifesté l'intention d'exécuter une entreprise bien plus importante et bien plus grandiose. Il veut rattacher la Savoie au Piémont par un chemin de fer qui, perçant les Alpes près de leur base, passerait à peu de distance du col du Mont-Cenis, célèbre déjà par la route qu'on signale encore comme une des merveilles du règne de Napoléon.

Cet admirable projet a été mis à l'étude, et, s'il ne s'élève pas d'insurmontables difficultés, que jusques à présent les hommes de l'art les plus compétents ne paraissent pas prévoir, nous ne tarderons pas à en voir entreprendre l'exécution.

Le chemin de fer de Turin à Chambéry, à travers les plus hautes montagnes de l'Europe, sera le chef-d'œuvre de l'industrie moderne; ce sera le plus beau triomphe de la vapeur, le complément de sa gloire; après avoir dompté les fleuves les plus rapides et les flots orageux de l'Océan, il ne lui reste plus qu'à venir à bout des neiges éternelles et des glaciers qui s'élèvent entre les peuples divers comme d'infranchissables barrières. Ce chemin sera une des merveilles du monde; il rendra immortel le nom du roi Charles-Albert, qui aura eu le courage de l'entreprendre et l'énergie de l'exécuter. Les bienfaits incalculables qui doivent en résulter rendront à jamais la mémoire de son règne, signalé déjà par tant d'œuvres glorieuses, chère, non-seulement à ses propres sujets, mais à tous les Italiens.

On nous reprochera peut-être d'exagérer l'importance de cette route; mais si l'on réfléchit qu'elle est destinée à faire, pour ainsi dire, disparaître les distances qui séparent Venise, Milan, Gènes, Turin et toutes les principales villes italiennes des pays qui marchent à la tête de la civilisation, de Londres et de Paris, ces foyers ardents de lumières, on sera forcé de convenir que, loin d'évaluer trop haut les effets du chemin de fer des Alpes, nous avons été inhabiles à calculer son influence sur l'avenir industriel et politique de l'Italie.

Cette ligne fera de Turin une ville Européenne, placée au pied des Alpes, à la limite extrême des plaines de l'Italie; elle sera le point d'union du nord et du midi, le lieu où les peuples de race germanique et ceux de race latine viendront faire un échange de produits et de lumières, échange dont profitera surtout la nation piémontaise, qui participe déjà aux qualités des deux races. Admirable perspective! magnifique destinée que Turin devra à la politique éclairée des rois auxquels elle sert depuis des siècles de fidèle capitale!

L'industrie privée se prépare à répondre à l'appel du gouvernement et à l'attente du pays. Plusieurs compagnies sont organisées ou sont en train de se constituer pour demander la concession des lignes secondaires qui doivent relier tous les points de l'État aux lignes principales. Des demandes ont été déjà adressées au gouvernement pour les lignes de Turin à Pignerol, de Turin à Saviglian et de Casal à Valence. Il est probable que l'année 1846 ne s'achèvera pas sans que ces compagnies industrielles aient commencé sérieusement à travailler sur plusieurs lignes.

Parmi les chemins de fer que l'industrie privée est appelée à entreprendre, il en est un qui se distingue par l'importance qu'il doit avoir sous le rapport politique aussi bien que sous le rapport économique. C'est celui qui, partant de Turin, suivra la rive gauche du Pô pour se diriger sur Milan, en passant à Verceil et Novare. Si la vallée du Pô formait un seul État, si tous les pays compris entre Venise et Turin reconnaissaient le même souverain, cette ligne serait la principale de l'Italie septentrionale; elle ferait partie de la grande artère à laquelle toutes les lignes secondaires viendraient se rattacher. Tant que les rives du Tessin seront séparées par une ligne de douanes, elles ne sauraient aspirer à jouer ce premier rôle parmi les chemins sardes; elle doit céder la prééminence politique à celui de Turin à Gênes. Néanmoins, dans l'état actuel des choses, ce chemin est le plus important de ceux qui peuvent être abandonnés à l'industrie privée. Sans tenir compte des espérances de l'avenir, on peut prédire qu'il exercera une grande influence et donnera de beaux résultats économiques. Destiné, en effet, à relier Turin aux provinces les mieux cultivées du pays, aux vallées industrieuses d'Aoste, de Bielle et à celles qui bordent le Lac Majeur, il provoquera un immense mouvement intérieur. D'autre part, aboutissant d'un côté à la Suisse et de l'autre au Milanais, il sera un auxiliaire puissant du commerce extérieur et du transit des États-Sardes.

Les États Lombardo-Vénitiens ont été les premiers pays de

l'Italie où il ait été sérieusement question de chemins de fer. Dès 1838, une compagnie a entrepris, à ses risques et périls, la petite ligne de Milan à Monza, ouverte au public depuis six années. Une autre société sollicita et obtint du gouvernement autrichien la concession de la ligne de Milan à Venise. L'exécution de ce beau projet rencontra, dès ses débuts, des difficultés qui en arrêtèrent long-temps la marche. Les rivalités municipales, les jalousies de province à province, cette plaie invétérée, cause première des misères de l'Italie, empêchèrent pendant plusieurs années qu'on ne tombât d'accord sur le tracé à suivre, et furent sur le point d'amener la dissolution de la compagnie. Ces premiers obstacles surmontés, on aurait pu s'attendre à ce que les travaux fussent poussés avec vigueur. Loin de là, l'apathie déplorable, que l'on peut même qualifier de coupable, des capitalistes milanais et la méfiance des actionnaires étrangers furent cause que l'entreprise languit, et que déjà on commençait à désespérer de sa réussite, lorsque l'intervention puissante et généreuse du gouvernement autrichien vint la sauver d'une catastrophe inévitable. Dans cette occasion, on doit reconnaître que le cabinet de Vienne s'est montré animé envers ses sujets italiens de sentiments aussi éclairés que bienveillants. C'est à lui qu'on doit d'avoir vu succéder, dans l'exécution de cette route, l'activité et l'énergie aux hésitations et aux retards. Déjà, grâce à l'esprit plus entreprenant des actionnaires vénitiens, le pont gigantesque sur la lagune est achevé, et la voie de fer est posée de Venise à Vienne. Les travaux, poussés depuis un an avec une certaine vigueur aux portes de Milan, s'étendront dans quelques mois à tous les points de la route. Ainsi donc, si aucun obstacle imprévu ne surgit, le vœu ardent des populations sera bientôt satisfait, et, avant peu d'années, la riche capitale de la fertile Lombardie et l'ancienne reine de l'Adriatique ne seront plus qu'à quelques heures de distance.

La ligne lombardo-vénitienne ne sera point complète, tant qu'elle ne se rattachera pas aux lignes sardes pour former avec

elles la grande artère de la vallée du Pô. La lacune que nous avons déjà signalée en parlant des chemins piémontais sera bientôt comblée. La force des choses triomphera aisément de quelques mesquines jalousies politiques et commerciales, Milan a plus d'intérêts à cette ligne que Gênes et Turin; car c'est par ces villes que doivent passer les principaux produits de la Lombardie, c'est-à-dire les fromages et les soies, pour arriver aux marchés de consommation placés sur les bords de la Méditerranée ou au-delà des Alpes, en France et en Angleterre.

L'union dont nous parlons peut s'opérer de deux manières: soit au moyen d'une ligne qui, se dirigeant directement sur Turin, irait couper à Vigevano la ligne de Gênes au Lac Majeur; ou bien encore, par un chemin qui, de Milan passant par Pavie, tendrait à Gênes en ligne droite. Chacun de ces systèmes présente des avantages particuliers. Le premier, plus conforme à la configuration géographique du pays, conviendrait mieux aux intérêts géneraux de la vallée du Pô; le second, rapprochant davantage Milan de la mer, serait peut-être, pour le moment, préférable sous les rapports commerciaux. Quel que soit leur mérite relatif, l'essentiel c'est que l'un ou l'autre s'exécute promptement. Nous ne doutons pas que, plus tard, lorsque les avantages des chemins de fer seront pleinement appréciés, et lorsque les conditions économiques et politiques de l'Italie se seront améliorées, ces deux lignes ne soient également exécutées, et ne forment ainsi avec les lignes piémontaises un admirable triangle de voies de fer, dont Turin, Gênes et Milan seront les sommets.

Le royaume Lombard-Vénitien réclame, tout comme le Piémont, un grand nombre de lignes secondaires. Déjà le chemin de Milan à Côme est concédé. Les chemins destinés à relier à la ligne principale des villes riches et importantes, comme Bergame, Mantoue et Crémone, ne tarderont pas à l'être. Lorsque les lignes intérieures seront achevées, il faudra encore rattacher le système lombardo-vénitien, d'une part, aux lignes qui se construiront dans les provinces situées sur la rive droite du

Pô, et de l'autre aux réseaux allemands dont Trieste est un des aboutissants.

La réunion des deux rives du Pô, au moyen des chemins de fer, offre d'immenses difficultés techniques, économiques et politiques. Aussi ne pourra-t-elle avoir lieu que dans quelques années, lorsque les autres parties de réseau italien seront achevées. La cause des chemins de fer aura fait alors de tels progrès, ils seront devenus tellement populaires, qu'aucune considération pécuniaire ni aucun obstacle matériel ne sauraient plus arrêter l'exécution des lignes que l'intérêt général réclamera des gouvernements d'une manière impérieuse.

Il n'en est pas de même de la ligne de Trieste à Vienne, destinée à relier l'Allemagne à l'Italie. Cette route qui ne présente presque pas de difficultés, est d'un intérêt trop grand, relativement à l'Autriche, pour que nous croyions que l'exécution en soit long-temps retardée.

De tous les chemins de fer dont nous avons parlé jusqu'ici, celui-ci est peut-être le seul dont l'utilité pour l'Italie puisse être contestée. En effet, s'il présente des avantages évidents sous le point de vue économique en favorisant l'exportation en Allemagne des produits abondants du sol italien, il augmente en même temps les moyens d'influence de la maison d'Autriche sur l'Italie entière, et facilite l'action de ses forces pour la maintenir sous la dépendance. Cette objection est spécieuse, mais elle n'est pas fondée.

Si l'avenir réserve à l'Italie des destinées plus heureuses, si cette belle contrée, ainsi qu'il est permis de l'espérer, est destinée à reconquérir un jour sa nationalité, ce ne peut être que par suite d'un remaniement européen, ou par l'effet d'une de ces grandes commotions, de ces évènements en quelque sorte providentiels sur lesquels la facilité de faire mouvoir plus ou moins vite quelque régiments que procurent les chemins de fer, ne saurait exercer aucune influence. Le temps des conspirations est passé; l'émancipation des peuples ne peut être l'effet ni d'un complot ni d'une surprise, elle est devenue la conséquence

nécessaire des progrès de la civilisation chrétienne, du développement des lumières. Les forces matérielles dont disposent les gouvernements seront impuissantes à maintenir sous le joug les nations conquises, lorsque l'heure de leur délivrance aura sonné; elles céderont devant l'action des forces morales qui grandissent chaque jour, et qui doivent tôt ou tard opérer en Europe, avec l'aide de la Providence, une commotion politique, dont la Pologne et l'Italie sont appelées à profiter plus que tout autre pays.

Le chemin qui rapprochera de quelques heures Vienne de Milan ne saurait empêcher de si grands évènements.

Cela étant, le chemin de Vienne à Trieste est un de ceux dont l'exécution est le plus à désirer; car si, dès à présent, il est avantageux à l'agriculture italienne en lui assurant de nombreux débouchés, dans l'avenir, lorsque les relations que la conquête a établie auront fait place à des rapports d'égalité et d'amitié, il rendra d'immenses services au pays, en facilitant les rapports intellectuels et moraux que, plus que personne, nous souhaitons de voir établis entre la grave et profonde Allemagne et l'intelligente Italie.

La question des chemins de fer est bien moins avancée sur la rive droite que sur la rive gauche du Pô. Le peu d'étendue des principautés qui se partagent le pays, la faiblesse de leurs ressources pécuniaires, l'imperfection de leur système administratif, enfin des préjugés non encore déracinés, rendent problématique l'exécution des chemins de fer dans la partie méridionale de la vallée du Pô, qui n'est pas comprise dans les États-sardes. Toutefois, l'incertitude que nous sommes forcés de constater ne porte que sur une question de temps. Il n'est pas douteux que, dans un avenir peu éloigné, les riches plaines du Parmesan et du Milanais, seront dotées d'un réseau de chemins de fer, ainsi que les autres contrées du nord de l'Italie. Déjà, une compagnie qui compte dans son sein tout ce que Bologne et les villes de la Romagne renferment de plus distingué, sollicite depuis un an l'autorisation d'exécuter à ses frais le chemin d'Ancône

à Bologne, en manifestant l'intention de le prolonger sur Modène et Parme. Le gouvernement pontifical, par un excès de prudence qu'il est plus facile d'expliquer que de justifier, a jusqu'ici refusé son consentement à ce projet. Cependant il paraît que les instances de la compagnie, les demandes réitérées des populations, appuyées par les remontrances du prélat distingué qui administre les Légations, sont sur le point de triompher des répugnances de la Cour de Rome. On espère voir paraître incessamment un décret du souverain pontife pour concéder la ligne d'Ancône à Bologne à la compagnie dont nous venons de parler.

Nous appelons de tous nos vœux ce changement heureux dans la politique romaine; et cela, non seulement à cause de l'importance de la ligne en question, mais surtout parce que l'exécution en Romagne de grands travaux d'utilité publique doit procurer un soulagement immédiat aux classes inférieures de ce pays si cruellement agité depuis quelque temps, et fournir au patriotisme et à l'activité des classes supérieures et moyennes un aliment qui leur rendra plus facile la politique de patience et d'attente, seule convenable dans la situation actuelle de l'Italie.

La ligne d'Ancône à Bologne entraînera, comme conséquence indispensable, celle de Bologne aux États-sardes, par Modène et Parme. La compagnie qui sera en possession de la première aura un tel intérêt à voir exécuter la seconde, qu'elle se soumettra dans ce but à tous les sacrifices que les gouvernements dont elle dépend voudraient lui imposer, et ceux-ci, aidés par le concours d'une compagnie puissante, ne sauraient résister plus long-temps aux désirs ardents et légitimes de leurs sujets.

Ainsi donc, il est permis d'espérer que, dans un avenir rapproché, on travaillera aux chemins de fer avec une égale ardeur sur les deux rives du Pô. Sans être considéré comme un utopiste, on peut prédire qu'avant dix ans le magnifique bassin que forme ce fleuve sera traversé dans toute sa longueur par deux grandes lignes qui, ayant Turin pour point de départ commun, se dirigeront également vers l'Adriatique, pour aboutir, l'une à Venise, après avoir traversé les plaines fécondes du Piémont et de la

Lombardie, l'autre à Ancône, après avoir mis en communication les États-Sardes, les duchés de Parme et de Modène, les Légations et les Marches.

A ces deux lignes principales se rattacheront une foule de lignes secondaires qui feront circuler en tout sens les populations et les richesses. Enfin, lorsqu'à ce réseau viendront se joindre les chemins allemands par Trieste, et les chemins français et suisses par la ligne des alpes, cette admirable pensée du roi Charles-Albert, le nord de l'Italie sera en mesure de reconquérir le haut degré de prospérité et de puissance auquel lui donnent droit sa position géographique, la richesse de son sol et les ressources naturelles de tout genre qu'il possède. Ce sera, nous aimons à le penser, le plus beau triomphe des chemins de fer.

La Toscane, qui forme en quelque sorte l'Italie centrale, ne s'est laissé devancer par aucun autre État dans la question des chemins de fer. La principale ligne du pays, celle de Livourne à Florence, a été concédée et entreprise depuis long-temps. La crise financière de 1840 et la défaveur qui a pesé sur les chemins de fer pendant quelque temps en ont retardé l'exécution; mais depuis deux ans on y travaille avec ardeur; de telle sorte que, selon toute probabilité, cette ligne, d'une importance vitale pour la Toscane, déjà ouverte de Livourne à Pontadera, c'est-à-dire sur le tiers de sa longueur, sera livrée au public dans l'espace de deux ou trois ans.

L'engouement général pour les chemins de fer qui s'est emparé de tous les esprits en Europe, joint aux succès inespérés du chemin de Livourne à Pise, a fait surgir en Toscane une foule de compagnies pour l'exécution d'un grand nombre de lignes. Deux de ces compagnies ont obtenu des concessions formelles, et déjà elles ont mis la main à l'œuvre. La première construit le chemin de Lucques à Pise, qui doit être achevé; la seconde a entrepris une ligne étendue, appelée chemin toscan central, et qui est destinée à rattacher Sienne à Florence et Livourne, en venant joindre à Empoli la route qui unira ces deux villes.

Les principales routes qui ne sont pas concédées, ou du moins sur lesquelles il n'a pas encore été entrepris de travaux sérieux, sont :

1° La route de Florence à Bologne;

2° Celle de Florence à Forli;

3° Celle de Florence à Lucques, qui aurait, avec celle de Bologne, un tronc commun jusqu'à Pistoie;

4° Celle de Florence à Rome;

5° Une ligne qui, de Livourne, se dirigerait sur les États-Romains, en longeant la mer et traversant les Maremmes dans toute leur longueur.

Certes, parmi les chemins de fer que nous venons d'énumérer, et peut-être même parmi ceux que nous avons omis de mentionner, il en est plusieurs d'une grande utilité pour le pays, et qui en même temps offrent, pécuniairement parlant, des chances raisonnables de succès. Il en est un surtout que nous n'hésitons pas à signaler comme ayant une importance commerciale et politique du premier ordre, c'est le chemin de Florence à Bologne. Nous ignorons quels sont les obstacles que le passage des Apennins oppose à son exécution, mais nous croyons pouvoir affirmer que, si ces difficultés peuvent se surmonter avec de l'argent, il est du devoir et de l'intérêt du gouvernement toscan de venir en aide à la compagnie qui entreprendra de faire communiquer la Méditerranée avec l'Adriatique, en mettant Livourne en rapport direct avec la Romagne, les provinces vénitiennes et le port de Trieste.

Mais, s'il est des lignes en Toscane dont l'exécution est réclamée par l'intérêt général, et qui soient susceptibles d'indemniser les capitalistes de leurs avances, il en est d'autres dont la construction imposerait au pays ou aux compagnies qui les entreprendraient des sacrifices hors de proportion avec les avantages qu'on est en droit d'en attendre. Ainsi, nous ne concevons pas ce qu'on peut espérer d'un chemin qui traverserait les marais désolés qui séparent Livourne de Grossetto. Cette ligne, fût-elle prolongée jusqu'à Rome, ce qui est excessivement

peu probable, il faudrait bien des années, des siècles peut-être, avant que les relations de Livourne avec Rome offrissent un aliment suffisant à l'entretien d'une ligne très-étendue, qui ne pourrait compter pour rien les produits des points intermédiaires placés le long de la route.

La plupart des projets mis en avant en Toscane depuis dix-huit mois, nés au moment où la fièvre industrielle était la plus violente, sont destinés à périr dans les cartons ministériels. Ils auront eu pour seul résultat d'avoir alimenté un jeu de bourse désastreux à Livourne et sur quelques autres places de commerce, et d'avoir enrichi des aventuriers industriels aux dépens d'une foule de gens aussi avides que crédules.

Les inconvénients graves qui ont résulté en Toscane des spéculations effrénées sur les chemins de fer, ainsi que les scènes scandaleuses qui se sont passées à Londres, à Paris, et dans les principales autres villes de l'Europe, ont inspiré au comte Petitti une véritable horreur pour l'agiotage, qu'il manifeste à peu près dans tous les chapitres de son ouvrage.

Nous applaudissons aux généreux sentiments qui animent l'illustre écrivain, et nous espérons que nos compatriotes mettant à profit les sages conseils, qu'il leur adresse, sauront se préserver des embûches que d'adroits et cupides spéculateurs pourraient tendre à leur bonne foi. Mais nous ne pouvons également approuver les remèdes qu'il suggère aux gouvernements pour guérir radicalement la plaie de l'agiotage. Nous croyons qu'en voulant prévenir l'abus qu'on peut faire de l'esprit d'association, il va jusqu'à conseiller l'emploi de moyens qui l'empêcheraient de naître et de se développer, ce qui serait pour tout le pays, mais pour l'Italie surtout, un mal infiniment plus grand que celui dont il paraît si frappé.

Nous n'avons pas la prétention de combattre ici, d'une manière incidente, les opinions que le comte Petitti a développées avec tant d'étendue et de chaleur; nous nous bornerons à lui soumettre, ainsi qu'aux lecteurs de la péninsule italienne, quelques observations qui nous paraissent dignes d'être prises en sérieuse considération.

Tous les arguments dont le comte Petitti fait usage pour combattre les abus de l'esprit d'association et de la liberté des contrats industriels sont identiques à ceux dont se servent dans toutes les questions sociales; les personnes qui défendent le système préventif et s'opposent à ce qu'on lui substitue le système répressif, plus conforme à l'esprit du temps et aux progrès du siècle.

Certainement, en thèse générale, il vaut mieux prévenir que punir; empêcher le mal que le réprimer. Si des anges, ou seulement des hommes supérieurs par leurs lumières et leurs sentiments, étaient toujours chargés de l'application des lois, nous ne voudrions que des lois préventives, non seulement pour ce qui a rapport aux sociétés industrielles, mais encore dans toutes les branches des institutions sociales. Nous proclamerions alors les censures, les arrestations arbitraires, les lois de suspects comme les meilleurs moyens possibles de gouvernement. Mais, comme toutes les lois doivent être laissées à l'exécution d'hommes imparfaits, animés souvent de passions mesquines ou dominés par d'absurdes préjugés, nous ne saurions donner au système préventif une approbation absolue, et nous persistons à croire, avec la grande majorité des publicistes modernes, que dans une société suffisamment développée, il empêche plus de bien qu'il ne prévient de maux.

Sans sortir du sujet qui nous occupe, il est possible de prouver ce que nous venons de dire d'une manière évidente. Le comte Petitti, frappé des désastres que les jeux de bourse produisent, voudrait proscrire d'une manière absolue, au moyen des mesures les plus rigoureuses, les marchés à terme. Un tel projet, dans les pays où les valeurs négociables abondent, rencontrerait, nous le croyons, des obstacles presque insurmontables. Les efforts qu'on tenterait pour le réaliser n'auraient probablement d'autres effets que de substituer à l'action des agents de change reconnus par l'État et présentant une certaine responsabilité celle de courtiers-marrons, moins honnêtes et moins scrupuleux. Mais supposons que, par des moyens que nous ignorons encore, le

comte Petitti obtienne ce qu'on n'a pu obtenir nulle part, et qu'il parvienne à empêcher toute espèce de marchés à terme, voyons ce qui en résulterait.

La vente de toutes les valeurs ne pouvant plus avoir lieu qu'au comptant, une masse énorme de capitaux qui circulent sans cesse sur les grandes places de commerce cherchant un emploi temporaire, se trouveraient immédiatement arrêtés et rendus improductifs. Il n'est pas nécessaire d'être initié aux secrets de la Bourse pour savoir qu'au moyen des *rapports*, qui sont une conséquence des ventes à terme, chaque jour il s'effectue une quantité incalculable de prêts pour le court espace d'un ou de deux mois. Le capitaliste qui se trouve en possession de fonds dont il n'aura d'emploi qu'au bout de trente ou de soixante jours trouve à les utiliser sans courir la moindre chance défavorable en achetant, comptant et vendant à terme des rentes ou d'autres valeurs négociables. En revanche, le spéculateur qui a besoin d'argent pour un court délai peut s'en procurer sans aliéner ses titres, par l'opération inverse. Il vend comptant et achète à terme. Ces contrats n'ont rien que de parfaitement légitime; ils ne blessent aucunement les lois de la morale, et cependant ils rendent à l'industrie et au commerce de grands services. En les proscrivant, le comte Petitti pense-t-il qu'il n'en résulterait aucune conséquence fâcheuse? que dans les pays arrivés à un grand développement industriel on pourrait impunément immobiliser de grandes masses de capitaux, qui servent au mouvement des affaires? Ce serait là une erreur grave. La suppression absolue des marchés à terme amènerait sur les places de Londres, de Paris, d'Amsterdam, et d'autres encore, une perturbation dont il est impossible de prévoir tous les résultats.

Mais ce n'est pas seulement l'industrie et le commerce qui auraient à souffrir de l'abolition des marchés à terme. Le trésor public en ressentirait les effets toutes les fois qu'il serait forcé de recourir au crédit. La manière la plus avantageuse de contracter un emprunt, c'est d'en distribuer le paiement en plu-

sieurs termes éloignés; aussi est-ce la méthode que presque tous les gouvernements ont adoptée, le gouvernement sarde comme les autres. Mais ces contrats sont de véritables marchés à terme, car les gouvernements vendent à un prix déterminé des ventes livrables au bout de plusieurs mois. Il est vrai qu'ils remettent aux soumissionnaires de l'emprunt des titres provisoires, qui sont négociables au comptant; mais ceux-ci, personnellement responsables envers les gouvernements, ne peuvent se dessaisir de ces titres qu'en faveur d'individus sur l'exactitude desquels ils puissent compter. Il leur est beaucoup plus sûr et plus avantageux de vendre à terme. Si ce genre d'opérations leur était interdit, ils ne se chargeraient pas de l'emprunt; ou du moins ils exigeraient en le souscrivant des conditions plus onéreuses.

Malgré les considérations que nous venons de développer pour justifier jusqu'à un certain point les marchés à terme, nous déplorons autant que le comte Petitti les funestes effets de l'amour du jeu, qui trouve dans les spéculations industrielles un funeste aliment. Nous faisons des vœux sincères pour que les publicistes et les hommes d'État qui, ainsi que lui, sont animés d'un amour ardent du progrès et du bien découvrent les moyens d'en réprimer les excès et les abus. Mais, tant qu'on se bornera à proposer des mesures qui auraient pour résultat de rendre impossible toute entreprise qui ne peut être tentée qu'au moyen de l'esprit d'association, et dans laquelle il faut tenir compte des chances de l'avenir sujettes à des variations journalières, nous n'hésiterons pas à dire que le remède est pire que le mal.

Si l'abus des spéculations est à craindre, certes ce n'est pas en Italie où une excessive timidité dans tout ce qui a rapport aux grandes entreprises est bien plus à redouter que la fièvre industrielle qui effraie tant le comte Petitti.

Au reste, en supprimant la vente à terme des valeurs négociables, on sera loin d'avoir enlevé tout aliment à l'amour du jeu, dans les pays où l'habitude des spéculations hasardeuses

développe le goût des opérations fondées sur des chances aléatoires. Si l'on ne pouvait plus jouer sur les actions de chemins de fer, comme à Londres et à Paris, on jouerait sur les esprits-de-vins, comme à Marseille, sur les blés, comme à Gênes et à Livourne, sur les cotons, comme à Liverpool. Jusqu'à ces derniers temps on n'a pas pu spéculer en Belgique sur les chemins de fer; cela n'a pas empêché que ce pays ne fût le théâtre où les spéculations industrielles ont donné lieu aux excès les plus scandaleux: pour preuve il nous suffira de citer les *charbonnages belges*, qui resteront dans l'histoire comme un des exemples les plus frappants de l'abus qu'on peut faire de l'esprit d'association.

Il est temps que nous revenions à notre sujet. La Toscane, ainsi qu'on vient de le voir, est la contrée de l'Italie où l'exécution des chemins de fer est le plus avancée. La région voisine ou l'État-Pontifical est dans une position diamétralement opposée. Là rien n'a été fait; et, à l'exception de la ligne de Bologne à Ancône, si énergiquement sollicitée par la Romagne, on ne songe guère à rien faire.

Un tel fait est triste, cependant il ne faut pas s'exagérer la portée de la malheureuse antipathie que les chemins de fer inspirent au gouvernement romain. Les faits triomphent toujours des opinions erronées. Les résultats d'une seule grande ligne suffiront, nous en sommes convaincu, pour modifier les opinions de bon nombre de prélats romains. Six mois après que le chemin de Livourne à Florence sera livré au public, la majorité du sacré collège changera d'avis; il est même permis d'espérer que la cause des chemins de fer à Rome sera gagnée plus tôt. Nous avons assisté à des transformations si rapides en ce genre, nous avons vu disparaître avec facilité tant de préjugés et d'antipathies qui paraissaient invincibles, qu'il nous paraît probable que le gouvernement pontifical ne sera plus long-temps le seul en Europe à empêcher ses peuples de participer à la jouissance d'un des plus grands bienfaits de la Providence.

Lorsque les sentiments actuels de la cour romaine se seront

odifiés, Rome ne tardera pas à devenir le centre d'un vaste seau de chemins de fer qui relieront cette auguste cité avec s deux mers Méditerranée et Adriatique, ainsi qu'avec la oscane et le royaume de Naples. Ce système, dont l'exécution ffre, il est vrai, quelques difficultés matérielles qui ne sont pas utefois au-dessus des efforts de l'industrie moderne, assure à ome une position magnifique. Centre de l'Italie, et en quelque rte des contrées qui entourent la Méditerranée, sa puissance 'attraction, déjà si considérable, recevra une prodigieuse extension. Située sur la route de l'Orient à l'Occident, les peuples e tous les pays accourront en foule dans ses murs pour y luer l'ancienne maîtresse du monde, la métropole moderne e la chrétienté, qui, malgré les vicissitudes sans nombre auxuelles elle a été sujette, est encore la ville la plus riche en récieux souvenirs et en magnifiques espérances.

Grâce au ciel, après avoir franchi la frontière romaine on 'est plus réduit aux hypothèses et aux conjectures. On trouve lans le royaume de Naples des chemins achevés, des chemins n voie d'exécution et un grand nombre de projets sagement laborés qui ne tarderont pas à être réalisés.

Naples a été un des premiers États de l'Italie qui aient assisté l'inauguration d'un chemin de fer. Il y a déjà deux ans que s locomotives circulent de Naples à Castellamare et, depuis eu, elles parcourent la ligne de Naples à Capoue. Ces chemins 'ont encore qu'une faible importance économique, leur princial mérite consiste dans l'agrément qu'ils procurent à la population napolitaine et à ses nombreux visiteurs. Ce sont, surtout, 'admirables moyens de promenade dans des sites enchanteurs; ais ils ne tarderont pas à jouer un rôle plus important, car s sont destinés à devenir la tête des principaux chemins du oyaume. Leur prolongation est décidée. Le chemin de Capoue 'étendra jusqu'à la frontière romaine, et deviendra ainsi une ortion importante de la ligne destinée à relier les deux plus randes villes de l'Italie, Rome et Naples. Le chemin du midi loit, à Nocera, se diriger vers l'Orient, et aller rejoindre la

mer Adriatique à un point qui n'est pas encore déterminé. Ce second projet, moins avancé que le premier, est toutefois à l'étude, et son exécution ne saurait se faire long-temps attendre.

Les chemins de fer napolitains ne s'arrêteront pas lorsqu'ils auront rejoint l'Adriatique; il est possible que, se tournant alors vers le midi, ils traverseront les riches provinces que baigne cette mer, et que, s'étendant jusqu'au bout de la péninsule, ils formeront le lien extrême des communications du continent européen avec le monde oriental.

Il n'est guère possible de prévoir l'époque précise à laquelle le réseau napolitain sera terminé; il est à croire qu'il sera devancé par celui qui se construit dans la vallée du Pô. Néanmoins les avantages que les chemins de fer doivent présenter aux entreprises privées dans un pays aussi peuplé que le royaume de Naples, et les dispositions bien connues du roi, nous permettent d'espérer que le midi, aussi bien que le nord de l'Italie, sera bientôt doté de ces voies nouvelles, dont l'effet merveilleux est destiné à influer si puissamment sur le sort de la belle péninsule italienne.

D'après l'exposé que nous venons de faire de ce qui se passe en Italie, on est fondé à prévoir le grand développement qu'atteindront les chemins de fer dans ce pays. Dans un petit nombre d'années, le bassin du Pô sera traversé en tous sens par un vaste système de routes en fer, qui reliera tous les points principaux du pays, et qui, s'étendant vers la France par la Savoie et vers l'Allemagne par Trieste, mettra l'Italie en communication constante avec le continent européen. Ce système se rattachera par une ou deux routes au réseau toscan, destiné, ainsi que nous l'avons vu, à recevoir une grande extension. Enfin, dans le royaume de Naples, un système complet rayonnant depuis la capitale fera circuler la vapeur d'une mer à l'autre, et, s'étendant jusqu'à Tarente ou à Otrante, tendra la main à l'Orient.

A ne juger l'avenir que par ce qui s'est fait jusqu'à présent, on est forcé de convenir que le tableau que nous traçons est obscurci par la lacune que présentent les États-Romains. Mais

cette tache fâcheuse disparaîtra aussi. Le gouvernement pontifical cédera, comme tant d'autres, à l'évidence des faits et aux demandes incessantes de ses sujets. Alors les chemins de fer s'étendront sans interruption depuis les Alpes jusqu'à la Sicile, et ils feront disparaître les obstacles et les distances qui séparent les habitants de l'Italie et qui les empêchent de former une seule et grande nation.

Après avoir exposé l'ensemble du système de chemins de fer que l'Italie attend, il nous reste à chercher quels sont les effets probables qu'ils doivent y produire, et à justifier les espérances de plus d'un genre qu'ils nous ont fait concevoir, et que nous voudrions pouvoir faire partager à tous nos compatriotes.

Sous le rapport matériel, les chemins de fer sont destinés à rendre de grands services en Italie. En effet, s'ils sont avantageux aux pays manufacturiers, ils ne sont pas moins utiles à ceux où fleurit une riche agriculture. Cette opinion qui, au premier abord, peut paraître paradoxale, est cependant fondée sur des faits incontestables. Les denrées que l'agriculture produit et les matières qu'elle emploie pour maintenir ses forces productrices, comme les engrais et les amendements inorganiques, sont bien autrement encombrantes que les matières premières et les produits de l'industrie manufacturière. Pour les transports agricoles, des canaux seraient préférables aux chemins de fer; mais là où il n'existe pas de canaux, là surtout où leur exécution présente d'énormes difficultés, soit à cause de circonstances naturelles, soit encore parce qu'il convient mieux d'employer l'eau dont on peut disposer à l'irrigation des terres qu'à la formation des canaux, on peut affirmer que les chemins de fer rendront à l'agriculture des services dont il est difficile d'exagérer l'importance.

Ce qui est vrai pour le transport des marchandises, l'est plus encore pour ce qui regarde les personnes. Dans un rayon d'une certaine étendue, les populations agricoles riches se déplacent plus fréquemment que les populations industrielles. Là où la propriété est très-divisée, où l'exploitation du sol a lieu

par fermes peu étendues, on ne saurait imaginer combien sont nombreuses les courses que les agriculteurs sont obligés de faire. La moindre affaire, le contrat le plus dénué d'importance forcent les cultivateurs à se rendre à plusieurs marchés. La vente ou l'achat d'une paire de bœufs est souvent la cause de plus de déplacements que l'approvisionnement nécessaire pour faire marcher une grande filature de Manchester pendant un mois.

Ce n'est pas tout, dans les pays où l'agriculture présente des cultures très-variées, comme dans le nord de l'Italie, les besoins des opérations agricoles diverses appellent, dans le courant de l'année, des flots mouvants de population, tantôt sur un point, tantôt sur un autre. Le printemps, ce sont les montagnards des Apennins qui descendent dans les plaines pour effeuiller les mûriers; plus tard, ce sont les mêmes ouvriers auxquels s'en joignent d'autres venus de plus loin, qui, dans d'autres localités, coupent les blés et fauchent les près. L'automne, les habitants des collines viennent en aide à ceux des pays de plaine, et sont aidés à leur tour par ces derniers, lors des vendanges.

Ce mouvement incessant, indispensable à la bonne culture d'un pays aussi varié que l'Italie, est bien plus considérable que celui qui a lieu parmi les ouvriers attachés aux grands centres industriels.

Les faits constatés en Angleterre viennent à l'appui de notre opinion. Le chemin de fer qui, relativement à son développement, présente le plus grand mouvement de voyageurs, est celui de Londres à Bristol, connu sous le nom de *Great-Western*, qui parcourt des comtés presque exclusivement agricoles. Sa supériorité sur le chemin de fer de Londres à Birmingham est d'autant plus remarquable que celui-ci met Londres en communication, non seulement avec une partie beaucoup plus peuplée de l'Angleterre, mais encore avec l'Écosse et l'Irlande.

La position de l'Irlande, du nord, rend d'ailleurs les chemins de fer particulièrement avantageux à son agriculture. Ce pays, on le sait, produit une masse énorme de matières premières

qui, non seulement ont une grande valeur, relativement à leur poids, mais qui sont d'une nature essentiellement périssable, c'est-à-dire les cocons et les laitages.

Les locomotives, pouvant leur faire franchir en peu de temps les plus grandes distances, leur permettent d'arriver, sans crainte d'avaries, aux centres de fabrication et aux lieux de consommation. Lorsque les agriculteurs de la vallée du Pô pourront expédier leurs beurres frais sur les plages arides de la Méditerranée, en Ligurie et en Provence, ils verront s'ouvrir un débouché presque illimité pour les riches produits de leurs prairies arrosées.

Mais ce n'est pas sous le rapport agricole seul que l'Italie compte sur les chemins de fer comme sur un instrument puissant de progrès matériels. Si ce pays a surtout soigné la culture de son sol fécond, il n'est pas resté complètement étranger au mouvement industriel qui s'est propagé, depuis la paix, sur le continent européen. Il possède déjà de nombreuses usines, de vastes manufactures, de grands ateliers; dans le Piémont, en Lombardie et en Toscane, le coton, la laine et la soie, surtout, sont travaillés avec succès. L'établissement d'un système complet de chemins de fer, en facilitant les communications, en diminuant les frais de transport et principalement en excitant l'activité et l'énergie des esprits entreprenants dont le pays abonde, contribuera puissamment au développement rapide de l'industrie en Italie. Nous serions fâchés que, pour provoquer un pareil développement, on eût recours à des encouragements onéreux pour les intérêts généraux, tels que les privilèges et les droits protecteurs excessifs. Mais, en considérant les ressources de tout genre que renferme le pays, la qualité presque incalculable de forces motrices que les glaciers des Alpes lui fournissent, l'abondance et la variété des produits de son sol, les richesses minérales que renferment certaines parties de la Péninsule et la Toscane en particulier, enfin le chiffre de sa population sobre, intelligente et susceptible de déployer une grande faculté de travail, nous croyons que l'industrie,

encouragée par des lois équitables, honorée dans ses chefs, aidée par un système bien entendu d'éducation professionnelle, est susceptible de s'élever par ses propres efforts à un haut degré de prospérité lorsque l'Italie sera dotée de l'admirable système de communication dont nous avons tracé le plan.

Sous le rapport commercial, l'Italie peut fonder de grandes espérances sur les chemins de fer. En rendant promptes, économiques et sûres les communications intérieures, en faisant, en quelque sorte, disparaître la barrière des Alpes qui la séparent du reste de l'Europe et qui sont si difficiles à franchir une partie de l'année, nul doute que l'affluence des étrangers qui viennent chaque année visiter l'Italie s'accroîtra d'une manière prodigieuse. Lorsque le voyage de Turin, Milan, Florence, Rome et Naples exigera moins de temps et moins de peines que le tour d'un lac de la Suisse, il est difficile de calculer le nombre des personnes qui viendront chercher dans ces contrées, qui possèdent tant d'attraits, un air plus sain et plus pur pour leur santé délabrée, des souvenirs pour leur intelligence ou même de simples distractions aux ennuis que développent les brumes du nord. Les profits que l'Italie retire de son soleil, de son ciel sans nuages, de ses richesses artistiques, des souvenirs que le passé lui a légués, grandiront certainement dans une proportion considérable. C'est là un bienfait des chemins de fer que nous sommes loin de contester. Cependant, nous pensons que c'est le moins important de tous ceux qu'on est en droit d'attendre, bien que ce soient ceux qui frappent davantage l'imagination du vulgaire. La présence d'une grande masse d'étrangers au milieu de nous est, à coup sûr, une source de profits, mais elle n'est pas exempte d'inconvénients. Les rapports des populations avec les personnes riches et oisives qu'elles exploitent en quelque sorte pour vivre sont peu favorables au développement d'habitudes industrieuses et morales; ils engendrent un esprit d'astuce et de servilisme funeste au caractère national. Mettant au premier rang pour un peuple le sentiment de sa propre dignité, nous sommes peu sensibles aux gains qu'on nous fait

escompter en insolence et en morgue. Sans vouloir arrêter le mouvement progressif qui pousse les étrangers vers l'Italie, nous ne le considérerons comme vraiement avantageux pour elle que lorsque, pouvant s'en passer, grâce aux progrès de son industrie, elle les traitera sur le pied d'une parfaite égalité.

Lorsque le réseau de chemins de fer sera complet, l'Italie entrera en jouissance d'un commerce de transit considérable. Les lignes qui uniront les ports de Gênes, Livourne, Naples avec ceux de Trieste, Venise, Ancône et de la côte orientale du royaume de Naples, amèneront à travers l'Italie un grand mouvement de marchandises et de voyageurs, allant et venant de la Méditerranée à l'Adriatique. De plus, si les Alpes sont percées, comme on a tout lieu de le croire, entre Turin et Chambéry, le lac Majeur et le lac de Constance, Trieste et Vienne, les ports de l'Italie seront en mesure de partager avec ceux de l'Océan et de la mer du Nord l'approvisionnement de l'Europe centrale en denrées exotiques.

Enfin si les lignes napolitaines s'étendent jusqu'au fond du royaume, l'Italie sera appelée à de nouvelles et hautes destinées commerciales. Sa position au centre de la Méditerranée, où, comme un immense promontoire, elle paraît destinée à rattacher l'Europe à l'Afrique, la rendront incontestablement, lorsque la vapeur la traversera dans toute sa longueur, le chemin le plus court et le plus commode de l'Orient à l'Occident. Dès qu'on pourra s'embarquer à Tarente ou à Brindisi, la distance maritime qu'il faut franchir maintenant pour se rendre d'Angleterre, de France et d'Allemagne en Afrique ou en Asie, sera abrégée de moitié. Il est donc hors de doute que les grandes lignes italiennes serviront alors à transporter la plupart des voyageurs et quelques-unes des marchandises les plus précieuses qui circuleront entre ces vastes contrées. L'Italie fournira également le moyen le plus prompt pour se rendre d'Angleterre aux Indes et à la Chine, ce qui sera encore une source abondante de nouveaux profits. D'après tout ce qui précède, il nous paraît clairement démontré que les chemins de fer ouvrent à

l'Italie une magnifique perspective économique, et doivent lui fournir les moyens de reconquérir la brillante position commerciale qu'elle a occupée pendant tout le moyen-âge.

Mais, quelque grands que soient les bienfaits matériels que les chemins de fer sont destinés à répandre sur l'Italie, nous n'hésitons pas à dire qu'ils resteront bien au-dessous des effets moraux qu'ils doivent produire.

Quelques courtes considérations suffiront pour justifier cette assertion aux yeux de tous ceux dont les opinions sur notre patrie ne reposent pas sur des bases erronées.

Les malheurs de l'Italie sont de vielle date. Nous ne chercherons pas à relever dans l'histoire leurs sources nombreuses. Un tel travail, déplacé ici, serait d'ailleurs au-dessus de nos forces. Mais nous croyons pouvoir établir comme chose certaine que la cause première doit en être attribuée à l'influence politique que les étrangers exercent depuis des siècles parmi nous, et que les principaux obstacles qui s'opposent à ce que nous nous affranchissions de cette funeste influence, ce sont, d'abord, les divisions intestines, les rivalités, je dirai presque les antipathies qui animent les unes contre les autres les différentes fractions de la grande famille italienne: et ensuite, la méfiance qui existe entre les princes nationaux et la partie la plus énergique de la population. Cette portion est évidemment celle qu'un désir souvent immodéré du progrès, un sentiment plus vif de nationalité, un amour plus ardent de la patrie, rendent l'auxiliaire indispensable, sinon le principal instrument, de toute tentative d'émancipation.

Si l'action des chemins de fer doit diminuer ces obstacles, et peut-être même les faire disparaître, il en découle naturellement cette conséquence que ce sera une des circonstances qui doit le plus favoriser l'esprit de nationalité italienne. Un système de communications qui provoquera un mouvement incessant de personnes en tout sens, et qui mettra forcément en contact des populations demeurées jusqu'ici étrangères les unes aux autres, devra puissamment contribuer à détruire les

mesquines passions municipales, filles de l'ignorance et des préjugés, qui déjà sont minées par les efforts de tous les hommes éclairés de l'Italie. Cette induction est tellement évidente que personne ne songera à la contester.

Cette première conséquence morale de l'établissement des chemins de fer dans la péninsule italienne est si grande à nos yeux, qu'elle suffirait à justifier l'enthousiasme qu'ils excitent chez tous les véritables amis de l'Italie.

Le second effet moral que nous en attendons, quoiqu'il soit moins facile d'en saisir au premier abord toute la portée, a plus d'importance encore.

L'organisation que l'Italie a reçue à l'époque du congrès de Vienne fut aussi arbitraire que défectueuse. Ne s'appuyant sur aucun principe, pas plus sur celui de la légitimité violée à l'égard de Gènes et de Venise que sur celui des intérêts nationaux ou de la volonté populaire; ne tenant compte ni des circonstances géographiques, ni des intérêts généraux, ni des intérêts particuliers que vingt années de révolutions avaient créés, cette auguste assemblée, agissant uniquement en vertu du droit du plus fort, éleva un édifice politique dépourvu de toute base morale.

Un tel acte devait produire des fruits amers. Aussi, malgré la conduite paternelle de plusieurs de nos princes nationaux, le mécontentement provoqué par le nouvel état de choses grossit rapidement pendant les années qui suivirent la Restauration, et un orage se forma pour éclater bientôt. Les esprits ardents, les fauteurs de nouveautés exploitant les passions belliqueuses dont l'Empire avait favorisé le développement, et trouvant un appui dans les sentiments généreux froissés par les décrets du congrès de Vienne, parvinrent à opérer les tristes mouvements de 1820 et 1821.

Ces tentatives révolutionnaires, quoique facilement réprimées, parce que les classes supérieures se trouvèrent divisées et que les masses n'y prirent qu'une faible part, n'en eurent pas moins pour l'Italie des conséquences déplorables. Sans rendre

tyranniques les gouvernements du pays, ces essais desastreux excitèrent en eux une forte défiance contre toutes les idées de nationalité, et arrêtèrent le développement des tendances progressives qui leur sont naturelles et dont on avait déjà pu apercevoir des signes manifestes. L'Italie affaiblie, découragée, profondément divisée, ne put désormais songer de long-temps à tenter aucun effort pour améliorer son sort.

Le temps commençait à effacer les traces funestes des évènements de 1821, lorsque la révolution de Juillet vint remuer jusque dans ses fondements l'édifice social européen. Le contre-coup de ce grand mouvement populaire fut considérable en Italie. Le retentissement de la victoire remportée par le peuple sur un gouvernement coupable, mais régulier, excita au plus haut degré les passions démocratiques, sinon dans les masses, du moins dans les esprits entreprenants qui aspirent à les dominer. Les chances d'une guerre de principes enveloppant l'Europe entière vinrent réveiller toutes les espérances de ceux qui rèvaient l'émancipation complète de la péninsule à l'aide d'une révolution sociale. Les mouvements qui s'organisèrent après 1830, à l'exception de ce qui a eu lieu dans une province qui, sous le rapport administratif, se trouve dans des conditions particulières, furent comprimés aisément avant même qu'ils eussent éclaté. Il devait en être ainsi; car ces mouvements, s'appuyant uniquement sur des idées républicaines et des passions démagogiques, ne pouvaient avoir de portée sérieuse. En Italie, une révolution démocratique n'a pas de chances de succès. Pour s'en convaincre, il suffit d'analyser les éléments dont se compose le parti favorable aux mouvements politiques. Ce parti ne rencontrera pas de grandes sympathies dans les masses qui, à l'exception de quelques rares populations urbaines, sont en général fort attachées aux vieilles institutions du pays. La force réside presque exclusivement dans la classe moyenne et dans une partie de la classe supérieure. Or, l'une et l'autre ont des intérêts très-conservateurs à défendre. La propriété, grâce au ciel, n'est en Italie le privilège exclusif

ɪphère excitante des écoles, on peut affirmer qu'il n'existe lie qu'un très-petit nombre de personnes sérieusement ɜes à mettre en pratique les principes exaltés d'une secte par le malheur. Si l'ordre social était véritablement me-ɪi les grands principes sur lesquels il repose courraient ɪger réel, on verrait, nous en sommes persuadés, bon e de frondeurs les plus déterminés, de républicains les ntrés, se présenter des premiers dans les rangs du parti vateur.

agitations révolutionnaires, suite des évènements de 1830, des conséquences aussi funestes que les insurrections res de 1820 et 1821. Les gouvernements, attaqués avec ı, ne songèrent plus qu'à se défendre; mettant de côté dée de progrès et d'émancipation italienne, ils se mon- exclusivement préoccupés à détourner les dangers dont ient menacés, et qui étaient grossis à leurs yeux d'une e perfide par les efforts du parti rétrograde. Sans vou-tifier toutes les mesures répressives dont ils firent usage es tristes circonstances, nous croyons qu'on ne saurait procher avec justice les sentiments qu'ils manifestèrent. our les gouvernements aussi bien que pour les individus, e un droit suprême de propre conservation, dont le mo-le plus rigoureux ne saurait préciser les limites sans

naturel, la confiance ébranlée chez les princes nationaux s'est peu à peu rétablie; déjà les peuples ressentent les effets salutaires de cet heureux changement, et tout prouve que nous marchons vers un meilleur avenir.

Cet avenir, que nous appelons de tous nos vœux, c'est la conquête de l'indépendance nationale, bien suprême que l'Italie ne saurait atteindre que par la réunion des efforts de tous ses enfants, bien sans lequel elle ne peut espérer aucune amélioration réelle et durable dans sa condition politique, ni marcher d'un pas assuré dans la carrière du progrès. Ce que nous venons d'avancer en unissant notre faible voix à la voix éloquente de notre ami M. de Balbo, n'est point un rêve, résultat d'un sentiment irréfléchi ou d'une imagination exaltée; c'est une vérité qui nous paraît susceptible d'une démonstration rigoureuse.

L'histoire de tous les temps prouve qu'aucun peuple ne peut atteindre un haut degré d'intelligence et de moralité sans que le sentiment de sa nationalité ne se soit fortement développé. Ce fait remarquable est une conséquence nécessaire des lois qui régissent la nature humaine. En effet, la vie intellectuelle des masses roule dans un cercle d'idées fort restreint. Parmi celles qu'elles peuvent acquérir, les plus nobles et les plus élevées sont certainement, après les idées religieuses, les idées de patrie et de nationalité. Si maintenant les circonstances politiques du pays empêchent ces idées de se manifester ou leur donnent une direction funeste, les masses demeureront plongées dans un état d'infériorité déplorable. Mais ce n'est pas tout: chez un peuple qui ne peut être fier de sa nationalité, le sentiment de la dignité personnelle n'existera que par exception chez quelques individus privilégiés. Les classes nombreuses qui occupent les positions les plus humbles de la sphère sociale ont besoin de se sentir grandes au point de vue national pour acquérir la conscience de leur propre dignité. Or, cette conscience, nous n'hésitons pas à le dire, dussions-nous choquer quelque publiciste trop rigide, constitue pour les peuples, aussi bien que pour les individus, un élément essentiel de la moralité.

Ainsi donc, si nous désirons avec tant d'ardeur l'émancipation de l'Italie, si nous déclarons que, devant cette grande question, toutes les questions qui pourraient nous diviser doivent s'effacer et tous les intérêts particuliers se taire, c'est non seulement afin de voir notre patrie glorieuse et puissante, mais surtout pour qu'elle puisse s'élever dans l'échelle de l'intelligence et du développement moral jusqu'au niveau des nations les plus civilisées.

A moins d'un bouleversement européen dont les conséquences désastreuses sont de nature à faire reculer les plus hardis, mais qui, grâce au ciel, devient chaque jour moins probable, il nous paraît évident que la précieuse conquête de notre nationalité ne peut être opérée que moyennant l'action combinée de toutes les forces vives du pays, c'est-à-dire par les princes nationaux franchement appuyés par tous les partis. L'histoire des trente dernières années, aussi bien que l'analyse des éléments dont se compose la société italienne démontrent à l'évidence combien peu de portée les révolutions militaires ou démocratiques peuvent avoir chez nous. Laissant donc de côté ces moyens impuissants et usés, les amis sincères du pays doivent reconnaître qu'ils ne peuvent coopérer au bien véritable de leur patrie qu'en se groupant autour des trônes qui ont des racines profondes dans le sol national et en secondant sans impatience les dispositions progressives que manifestent les gouvernements italiens. Cette conduite, conforme aux sages conseils que leur adresse un homme dont le patriotisme et les lumières ne sauraient être révoqués en doute, M. de Balbo, dans son livre si remarquable *Des espérances de l'Italie*, ramènera l'union qu'il est si nécessaire de voir établie entre les différents membres de la famille italienne, afin de mettre le pays à même de profiter, pour s'affranchir de toute domination étrangère, des circonstances politiques favorables que l'avenir doit amener.

Cette union que nous prêchons avec tant d'ardeur n'est pas si difficile à obtenir qu'on pourrait le supposer, en jugeant la société d'après les apparences extérieures, ou en se laissant

préoccuper par le souvenir de nos tristes divisions. Le sentiment de la nationalité est devenu général, chaque jour il augmente, et déjà il est assez fort pour maintenir réunis, malgré les différences qui les distinguent, tous les partis en Italie. Il n'est plus le partage exclusif ni d'une secte, ni des hommes professant des doctrines exaltées. Aussi sommes-nous persuadés que l'appel éloquent que M. de Balbo a adressé naguère à tous les italiens aura fait vibrer plus d'une poitrine recouverte des insignes des premières dignités de l'État, et qu'il aura éveillé plus d'un écho parmi ceux qui, fidèles aux traditions de leurs ancêtres, font du principe de la légitimité la base de leurs croyances politiques.

Toutes les classes de la société peuvent, dans une certaine mesure, coopérer à cette œuvre importante. Tout ce qui a quelque instruction et quelque influence en Italie a, dans ce but, une mission partielle à remplir, depuis les écrivains distingués qui, ainsi que M. de Balbo et le comte Petitti, consacrent leurs efforts à instruire et à éclairer leurs concitoyens, jusqu'aux humbles individus qui, dans le cercle étroit où ils se meuvent, peuvent élever l'intelligence et le caractère moral de ceux qui les entourent.

Tous ces efforts individuels, il est vrai, resteraient stériles sans le concours des gouvernements nationaux. Mais ce concours ne nous fera pas défaut. Les méfiances que 1830 avait suscitées, long-temps entretenues par un parti faible de nombre, mais puissant par l'intrigue, sont presque entièrement dissipées. Nos souverains, rassurés, suivent leurs tendances naturelles, et chaque jour nous les voyons donner de nouvelles preuves de leurs dispositions paternelles et progressives.

Il nous suffira de citer à cet égard ce qui se passe en Piémont. Le développement donné à l'instruction primaire, l'établissement de plusieurs chaires consacrées à l'enseignement des sciences morales et politiques, les encouragements accordés à l'esprit d'association appliqué aux arts aussi bien qu'à l'industrie, et plusieurs autres mesures, sans parler des chemins de fer, attestent suffisamment que l'illustre monarque qui règne

avec tant d'éclat sur ce royaume est décidé à maintenir cette politique glorieuse qui, dans le passé, à fait de sa famille la première dynastie italienne, et qui doit dans l'avenir l'élever encore à de plus hautes destinées.

Mais, plus que toute autre réforme administrative, autant peut-être que de larges concessions politiques, l'exécution des chemins de fer contribuera à consolider cet état de confiance mutuelle entre les gouvernements et les peuples, base de nos espérances à venir. Les gouvernements, en dotant les nations dont les destinées leur sont confiées de ces puissants instruments de progrès, témoignent hautement des dispositions bienveillantes qui les animent et de la sécurité qu'ils ressentent. De leur côté, les peuples, reconnaissants pour un si grand bienfait, seront portés à concevoir, à l'égard de leurs souverains, une foi entière, et, dociles, mais pleins d'ardeur, ils se laissent guider par eux à la conquête de l'indépendance nationale.

Si les raisonnements qui précèdent ont quelque fondement, on ne saurait nous contester que nous avions raison de placer l'action morale des chemins de fer en Italie au-dessus de leur action matérielle, et de célébrer leur introduction parmi nous comme le présage d'un meilleur avenir. C'est pourquoi, empruntant le langage énergique de M. de Balbo, nous aimons à les signaler comme une des principales espérances de notre patrie.

DELL'INFLUENZA

CHE LA NUOVA POLITICA COMMERCIALE INGLESE DEVE ESERCITARE SUL MONDO ECONOMICO E SULL'ITALIA IN PARTICOLARE.

§ I.

Mercè le riforme commerciali operate nell'ultima sessione del Parlamento dell'impero Britannico da Sir Robert Peel, e dal suo successore Lord John Russell, le dottrine economiche promulgate per la prima volta in Italia nello scorso secolo, quindi meravigliosamente esposte da Adamo Smith e dall'illustre sua scuola, hanno ricevuto la sanzione della pratica, e la loro autorità, non contrastata oramai nel mondo delle idee, si è estesa a quello dei fatti. Questo trionfo della verità scientifica è tanto più osservabile, in quanto esso accade in un paese celebrato non solo per la straordinaria sua perizia nell'ordinamento degl'interessi materiali, ma ancora più per la sua costanza ad anteporre i dettami dell'esperienza ai precetti della teoria.

Un tale evento, previsto ed annunciato già da coloro i quali hanno fede nell'ineluttabile potenza della verità, venne singolarmente accelerato da una circostanza straordinaria la quale arrecando gravi perturbazioni nella condizione economica della Gran Bretagna, diede agli argomenti dei promotori del libero commercio una potenza irresistibile. Un nuovo fenomeno fisiologico, la malattia delle patate, bastò a compiere l'intera rovina

di quell'edifizio protettore così solidamente costrutto in Inghilterra, e che pareva, or son ancora pochi anni, poggiare sulle basi indistruttibili dell'aristocrazia fondiaria e dei pregiudizi popolari. Luminosa prova che allorquando una verità economica è stata dimostrata e posta in luce a segno tale da non poter essere negata dalle persone di buona fede e comune criterio, ogni inaspettato evento che favorisca la sua applicazione pratica, basta a farle superare gli ostacoli, in apparenza invincibili, che le erano opposti dagli errori e dai privati interessi La malattia delle patate dell'anno scorso (1) fu un fatto grave bensì, ma non maggiore per le sue conseguenze materiali delle pioggie del 1828 o degli scarsi raccolti delle biade del 1839 e 1840. Onde non dubitiamo di asserire che il fato del sistema protettore in Inghilterra era inevitabile, e che a segnare l'ultima sua ora avrebbe bastato, ove la Providenza le avesse fatto grazia dell'ultimo flagello agricolo, il ritorno periodico di un anno di scarsità come quelli che ora abbiamo indicati.

La libertà commerciale proclamata dalla Gran Bretagna deve di necessità estendere i suoi effetti su tutti i paesi civili. L'influenza ch'essa eserciterà, come già accennammo in altra nostra scrittura (2), data alle stampe assai prima che il gran ministro, Sir Roberto Peel, avesse pronunciata l'estrema condanna del sistema protettore, sarà doppia; essa si farà sentire nel mondo intellettuale, come nella sfera dei fatti. Poche parole bastano a dimostrarlo.

Che le riforme commerciali operate dall'Inghilterra accrescano valore agli argomenti degli scrittori di cose economiche in tutti i paesi; ch'esse tolgano ai loro detrattori il facile ma efficace mezzo di opporre l'autorità della pratica alle leggi della teoria,

(1) La malattia delle patate si è riprodotta quest'anno con molto maggiore intensità, ed i danni da essa cagionati sono stati tali, massime per la misera Irlanda, che a giusta ragione si può dire essere questo un flagello straordinario che non ha avuto il suo pari, forse da un secolo. Le riforme annonarie essendo state compite prima ch'esso fosse ricomparso, ciò nulla toglie al valore del nostro argomento.

(2) Nella *Bibliothèque universelle* e negli *Annali di statistica*.

è cosa evidente. Sinora i così detti *uomini d'affare* accoglievano le dimostrazioni dei discepoli di Smith, di Say, di Romagnosi, con singolare diffidenza e con una quasi sprezzatrice incredulità. Ai più stringenti ed evidenti argomenti essi credevano bastevole risposta il dire: « Vedete ciò che succede nel paese stesso ove la scienza economica è più coltivata e più diffusa; vedete colà i precetti di lei regnare bensì nelle università, nei consessi dei dotti e nelle riviste scientifiche, ma essere gelosamente esclusi dalle assemblee nazionali e dai consigli politici, ove la voce degli uomini pratici chiamati dagl'Inglesi con modo espressivo *uomini di fatti (matter of fact men)*, domina esclusivamente ».

Ora questo specioso argomento, così influente sui molti che non s'addentrano negli studii economici, è tolto all'errore. Non è più possibile il negare che, in Inghilterra almeno, le verità economiche sieno tenute in egual conto dagli scrittori e dagli uomini di Stato, dagli uomini di teoria e dagli uomini pratici. Giacchè, io credo, che fra i molti illustri ministri di cui s'onora il popolo britannico, non ve ne fu mai nessuno, ad un tempo men tenero per le speculazioni astratte, e più abile nel maneggio delle cose pratiche, che il duca di Wellington e Sir Roberto Peel, immortali autori delle riforme economiche testè compite.

Noi dunque non dubitiamo di asserire, che l'esempio dell'Inghilterra gioverà non poco a rendere popolari ed accette le dottrine economiche in tutti i paesi civili e specialmente in questa nostra Italia, fonte primiera delle sane dottrine, in cui per buona sorte si contano, tuttora non pochi illustri scrittori e valenti professori di publica economia.

Tuttavia conviene avvertire che a scemare l'autorità dell'esempio dell'Inghilterra i propugnatori dell'ivi defunto sistema protettore si valgono di alcuni argomenti, i quali benchè erronei, possono a prima giunta parere non privi di un certo valore. Noi crediamo perciò doverli sottoporre ad un breve esame, per togliere loro ogni mezzo d'oscurare la verità.

I protezionisti sostengono dapprima che le riforme inglesi

non sono perfette, il principio della libertà di commercio non avendo ricevuto una compiuta applicazione, per essersi conservati molti dazii che valgono a proteggere alcune industrie più deboli, ed assicurano ingenti introiti al publico erario.

Lungi dal voler negare che, malgrado l'abolizione di ogni dazio d'entrata sopra un numero infinito d'articoli, e la diminuzione operata su quasi tutti gli altri, il reddito delle dogane non è stato molto scemato, e continua a formare uno dei rami principali delle finanze dello Stato, noi crediamo, che fra pochi anni quel reddito sarà pari se non superiore a quel che era per lo passato. Ma questo fatto, preveduto da tutti gli economisti, prova solo, che una tariffa doganale ordinata unicamente in vista dell'utile della finanza, sgombra dai dazii intesi a sostenere le industrie mal adatte al paese, quantunque ristretta ad un molto minor numero d'articoli e moderata in ogni sua parte, può rendersi proficua al publico erario non meno che lo sieno le tariffe così dette protettrici, mentre quella assai men di queste riesce grave al publico.

Gli economisti più zelanti non sono mai stati stolti abbastanza per consigliare al governo di rinunziare alle dogane come un mezzo di finanza; e certamente un tal pensiero non è mai stato accolto dalla gran mente di Sir Roberto Peel. Lungi dal volere sacrificare il reddito delle dogane, egli cercò di conciliare i bisogni del fisco co' principii della libertà commerciale (1).

Volendo anzi tutto favorire lo sviluppo delle manifatture,

(1) Il prodotto spiccio delle dogane nell'anno terminatosi coll'undici ottobre 1840, anteriore ad ogni riforma operata da Roberto Peel, fu di lire sterl. 20,152,732

Il prodotto dell'anno ora terminato all'11 ottobre scorso fu di lire sterl. 18,150,933

Diminuzione, lire sterl. 2,001,406

ossia quasi 50,000,000 di lire, od il decimo del prodotto totale.

Una tale diminuzione sarà giudicata ben lieve, se si riflette che durante il suo ministero Sir Roberto Peel liberò d'ogni dazio oltre seicento articoli; fra i quali i cotoni grezzi, le lane sucide e le sete producevano oltre 1.000.000 sterline, e che egli scemò il dazio su varii oggetti molto produttivi ed in particolare sullo zucchero, una delle sorgenti principali del reddito delle dogane in una proporzione vicina al 40 per 100.

tolse affatto i dazii che colpivano le materie prime, come i cotoni e le lane grezze, le sete, le droghe per le tintorie e simili.

Quindi cercò a fare sparire i dazii i quali, col pretesto di favorire il lavoro nazionale, erano sorgente di gravi sacrifizi per l'universale, i quali lungi dal tornare a pro del publico erario, tendevano ad arricchire le industrie privilegiate. Epperciò fece dichiarare libera l'introduzione di quasi tutti i prodotti agricoli: dei cereali d'ogni specie, degli animali in vita e delle loro carni preparate. Dei tanti dazii stabiliti in favore dell'agricoltura esso conservò soli, riducendoli però di molto, quelli sul butiro (1), sul cacio, sui luppoli, e sul seme di trifoglio.

Le riduzioni daziarie colpirono pure gli articoli manufatti. L'introduzione delle stoffe di lana, di cotone, di lino fu fatta libera. I dazii sulle stoffe di seta furono scemati d'oltre il cinquanta per cento. Così pure un'infinità d'altri dazii che sarebbe troppo lungo l'enumerare.

Il successore di Sir Roberto Peel, Lord John Russell, estese ai generi coloniali la riforma daziaria. Esso incominciò le sue riforme dal più importante di questi, dallo zuccaro. A dispetto dell'influenza dei coloni, a dispetto dei potenti e rispettabili pregiudizi filantropici e religiosi che animano tanti spiriti in Inghilterra contro i popoli che hanno conservata l'odiosa istituzione della schiavitù, esso giunse a far sancire dal Parlamento la riduzione progressiva ma compita, delle ingenti sovratasse che colpivano gli zuccari esteri, e più non lasciò sussistere la menoma differenza fra quelli raccolti da uomini liberi, e quelli prodotti dal lavoro degli schiavi.

L'epoca inoltrata alla quale Lord John Russell assunse il potere, non gli diè campo di compiere quest'anno la riforma della tariffa dei generi coloniali. Vi darà opera di sicuro nella

(1) Ecco le riduzioni operate :

		dazio antico	*dazio nuovo*
Butiro	ogni quintale di 112 libb. inglesi pari a 51 chilogrammi	scell. 20	scell. 16
Cacio	. . . .	10	5
Luppolo	. . . .	90	45
Seme di trifoglio	. . . . . .	10	5

prossima tornata del Parlamento, ed il suo trionfo non può essere dubbio, giacchè avendo vinte le difficoltà straordinarie che militavano a favore dei produttori di zuccaro, gli sarà facile di venire a capo dei produttori di caffè, di pepe e di altri generi tuttora protetti da dazii differenziali.

Dietro a questi brevi cenni sulle riforme operate o già assicurate, si potrebbe argomentare che i principii del libero commercio hanno ricevuto una piena ed assoluta applicazione in Inghilterra, se il Parlamento non avesse fin ora conservato alcune sovratasse sui legni di costruzione, dazii elevati sulle seterie e le acquavite, e finalmente molti privilegi in favore della bandiera nazionale.

Ma quest'ultimi avanzi del sistema protettore furono lasciati sussistere per motivi politici e non già economici.

L'Inghilterra col mantenere un dazio sui legnami di costruzione ha evidentemente mirato, con un sacrifizio pecuniario, a viepiù stringere i legami che tengono unito alla madre patria il Canadà, colonia per lei tanto importante ed insieme così minacciata.

Il dazio sulle seterie fu conservato in parte a ragione dell'utile che ne deve ricavare la finanza, ed in parte per non esporre repentinamente i fabbricanti di seta inglesi senza dar loro campo di prepararsi alla lotta, alla formidabile concorrenza delle fabbriche francesi. Debbesi però osservare che i principii di un savio progresso sono stati applicati a questo ramo d'industria. Per opera del primo riformatore economico dell'Inghilterra, del celebre Huskisson, la proibizione assoluta delle stoffe estere fu mutata in un dazio elevato; ed ora questo dazio viene scemato d'oltre la metà, a dispetto dei richiami, delle proteste, delle lagnanze dei fabbricanti nazionali, che si dichiarano inetti a sostenere la concorrenza straniera.

Il dazio sul vino e quello sulle acquavite, benchè ridotto nell'ultima tornata del Parlamento, sono ancora tali da potersi considerare più come protettori delle industrie nazionali d'acquavite e di spiriti, che come dazii fiscali. La loro conservazione,

in diretta opposizione ai principii economici che dominano in Inghilterra, è da ascriversi al desiderio di avere un mezzo d'indurre la Francia ad adottare massime commerciali più illuminate, e più conformi alle istituzioni che la reggono; dipartendosi da quel funesto sistema proibitivo a lei gravoso, e nocivo a tutti i popoli che la circondano.

Se il ministero di Lord John Russell ha rispettato i privilegi della bandiera nazionale, s'egli ha tralasciato di riformare il famoso atto di navigazione, già gravemente modificato dal così detto atto di *reciprocanza*, fatto sanzionare da Huskisson nei primordii dell'èra di riforma commerciale, noi non esitiamo a dire, che sola cagione ne fu, non già niun difetto di convinzione, ma un timore di ferire gli antichi pregiudizi del popolo inglese uso a considerare i privilegi della marineria nazionale come il palladio della sua potenza. Tuttavia le opinioni del ministero presente, come quelle di tutti i primi uomini politici dello Stato non son dubbie; onde si può con fiducia asserire che non è lontana l'epoca in cui le leggi sulla navigazione saranno ridotte in armonia coi principii che regolano oramai senza contrasto la politica commerciale della Gran Bretagna.

Queste spiegazioni, tuttochè incompiute, bastano a parer nostro, a dimostrare all'evidenza che, d'indi in poi, i promotori della libertà di commercio possono, con piena ragione, prevalersi dell'esempio dell'Inghilterra per avvalorare i loro argomenti in favore dell'applicazione pratica dei dettami della scienza.

Tuttavia non dobbiamo tacere che i protezionisti, anche dopo di essere stati costretti a confessare che la riforma daziaria inglese è quale la scienza economica la prescriveva, non ce la danno per vinta; essi hanno in serbo un ultimo argomento, che pare loro incontrovertibile ed è: « Vi concediamo, dicono, « che il principio della libertà del commercio sia in pieno vi- « gore nell'impero Britannico; non contestiamo che gli uomini « di Stato che regolano colà la somma delle cose, sieno sinceri « nel desiderio di svolgerne tutte le conseguenze pratiche: ma « ciò nullameno siam fermi nel sostenere che sarebbe una vera

« pazzia il lasciarsi strascinare nella via in cui l'Inghilterra « cerca di spingere le nazioni che trovansi in ben altre circo« stanze economiche.

« Ponete mente che quell'accorta nazione ha serbato gelosa« mente il sistema di protezione, contro al quale essa mena ora « cotanto rumore, fintantochè le sue industrie agricole e fabbrili « fossero giunte a segno da poter affrontare senza pericolo la « concorrenza estera; adesso che all'ombra delle proibizioni e « dei dazii eccessivi, essa è da tanto da poter produrre ogni « specie di mercanzie a minor costo degli altri paesi, eccola « dimostrarsi riverente ai precetti della scienza già tenuti in « non cale, e bandire la croce contro quelle massime stesse di « cui essa fu la più calda propugnatrice. Ma non vi accorgete « adunque che tutto ciò è un gioco; che quantò si opera in « Inghilterra è una vera comedia, composta a bella posta per « sedurre i poveri semplicioni che si pascolano di teorie, si « lusingano di poter governare il mondo con precetti astratti? « Aprite gli occhi e non lasciatevi più a lungo ingannare dal « modo mirabile col quale tutti in quel paese, ministri ed op« ponenti, uomini di pratica e scrittori, uomini d'industria e « commercianti disimpegnano la parte che loro è stata affidata, « nel solo scopo d'indurre i popoli di cui temono la rivalità ad « avventurarsi in una via disastrosa, onde assicurare per sem« pre la supremazia delle industrie britanniche ».

Un tale ragionamento, spogliato dalle metafore e dai giri in cui viene d'ordinario avvolto dagli eloquenti difensori del così detto *lavoro nazionale*, non regge ad un serio esame. Infatti basta il menomo studio della storia dell'Inghilterra per dimostrare ai più tenaci, nulla esservi di più serio che la lotta delle parti e l'ostilità degli uomini politici che si combattono nel Parlamento. Il supporre un secreto accordo fra i proprietari e gli affittavoli delle contee agricole, ed i fabbricanti di Manchester, fra Sir Roberto Peel ed i suoi appassionati detrattori, Lord Giorgio Bentinck, il signor d'Israeli ed altri tali, è credenza così assurda agli occhi di chiunque ha la più lieve conoscenza

della società inglese, da non potersi reputare sincera, se non in coloro che sono abbagliati dall'incentivo dei loro privati interessi, od accecati dall'ignoranza e da inveterati pregiudizi.

Se la sincerità di un uomo politico può argomentarsi dai sacrifizi ch'egli fa per assicurare il trionfo di certe opinioni, chi merita maggior fede di Sir Roberto Peel? Per operare la riforma commerciale, esso ha sacrificato il potere come ministro, l'autorità di capo di parte, la riputazione di *consistenza* così cara agl'Inglesi; esso ha rinunciato alle più antiche amicizie, alle più care affezioni; esso ha scatenato contro di sè le passioni le più violente; e tutto ciò non sarebbe che un gioco, una comedia per illudere i popoli stranieri? In verità non si può sostenere tale proposizione senza dare la mentita alla storia dell'Inghilterra, ai principii che dominano la sua costituzione, e, ciò che è più, alle leggi del cuore umano, pur sempre le stesse in tutti i climi ed in tutti i tempi.

A parer nostro non pensiamo che la storia porga molte lezioni più salutari e più grandi di quella che diede quel gran ministro, quando nel mirabile discorso col quale introdusse nel Parlamento le nuove leggi annonarie, proclamò al cospetto del mondo intero i lunghi suoi errori economici, confessando che, educato nella scuola di protezione, egli si era gravemente ingannato quando resisteva agli insegnamenti della scienza economica, quando seguiva a mala pena Huskisson nei primi suoi tentativi di riforme daziarie, quando combatteva gli sforzi dell'emulo Canning per estenderle ai prodotti agricoli, e quando poco tempo prima tratteneva ancora il ministero Melbourne nella via della libertà commerciale.

Quanto una tale confessione abbia dovuto essere penosa per colui che nel suo paese era riputato il più esperto uomo politico dell'età sua, è facile l'imaginarlo. Il sostenere quindi essere essa stata ipocrita e fallace, è una sentenza così lontana dal vero e dal credibile, da non meritare nemmeno d'essere seriamente confutata.

Ma quand'anche c'illudessimo sull'indole vera delle parti e

degli uomini politici dell'Inghilterra, ci basterebbe esaminare le condizioni economiche di quel paese per rimanere convinti, che varie fra le classi produttrici trovansi colà, relativamente alla concorrenza estera, in condizioni identiche a quelle in cui si troverebbero molte industrie dei paesi continentali, se vi si adottassero pienamente i principii della libertà commerciale.

Infatti se vi sono nella Gran Bretagna varii rami d'industria giunti a tal segno di perfezione da non aver a temere la concorrenza estera, non che sui mercati nazionali, ma ben anche sui mercati esteri; ve ne sono pure non pochi che incontrano negli altri paesi emuli formidabili.

Se i fabbricanti di cotone, di ferro, di macchine, di stoviglie inglesi sono in salvo dalla concorrenza, non lo sono certamente i fabbricanti di stoffe di seta, di panni-lana, di maglie, di guanti, di scarpe e molti altri, che durano continua fatica per sostenere la lotta mossa loro sugli stessi mercati del paese dai fabbricanti esteri.

Le riforme daziarie incontrarono sempre acerbi oppositori in questi ultimi, e non furono compite se non a dispetto delle loro lagnanze, delle loro proteste.

Tutti coloro che non sono rimasti affatto estranei alle discussioni del Parlamento inglese, ben sanno che in ogni sua tornata esso è tormentato dalle petizioni, dalle querele dei setaioli di Spital-fields, dei guantai di Coventry, dei fabbricanti di maglie di Nottingham, i quali ad ogni diminuzione di dazio si dichiarano ridotti all'estrema miseria, e proclamano l'intera rovina delle loro industrie.

Gli argomenti di cui si valgono sono affatto identici con quelli che s'odono ripetere ogni dì dai fautori delle industrie privilegiate sul continente; così che si può asserire con fondata ragione, essere la loro condizione economica simile a queste, se non che l'Inghilterra ha operate quelle riforme, le quali tosto o tardi saranno adottate da tutte le nazioni civili.

Ove poi i nostri oppositori, abbagliati dall'opinione erronea che ascrive a tutti i fabbricanti inglesi un'inarrivabile superiorità

persistessero, a dispetto del sin qui detto, a contrastare gl'indicati effetti delle riforme daziarie sulle manifatture, sarebbe loro impossibile il negare che, per quanto tocca ai prodotti agricoli, i principii fatti trionfare da Sir Roberto Peel hanno operato un cambiamento totale nella condizione economica del paese, mutando repentinamente i privilegi ed i monopolii di cui godevano da più secoli gli agricoltori della Gran Bretagna, in un sistema di libertà quasi assoluta, che gli espone alla concorrenza dei produttori delle quattro parti del mondo.

Or sono ancora pochi anni, che nessun ceto della società era così favorito dalle leggi daziarie quanto gli agricoltori. I prodotti animali esteri, sì vivi che morti, erano colpiti da una proibizione assoluta; i cereali erano sottoposti a dazii mobili, i quali crescevano con tanta rapidità col diminuire dei prezzi, da non permetterne l'introduzione se non nei casi di estrema necessità. Il butiro, il cacio, il seme di trifoglio, i luppoli, erano sottoposti a dazii enormi. In una parola, non vi era prodotto della terra il quale non fosse protetto a segno tale da assicurare agli agricoltori nazionali il monopolio quasi assoluto dei mercati interni.

Ebbene, questo edifizio protettore da tanti secoli così gelosamente custodito dall'aristocrazia fondiaria, venne in pochi anni interamente distrutto da capo a fondo. Ora l'entrata del bestiame è libera; i cereali pagano un lieve dazio, che fra due anni sarà soppresso; il butiro, il cacio, i luppoli s'introducono mediante dazii ridotti in limiti moderatissimi.

Una riforma così repentina ed arrischiata da parere quasi temeraria a coloro che non conoscono appieno il fare della politica inglese, dovea riempiere di timore e di sdegno il ceto agricolo, in particolare i proprietari di latifondi, ed incontrare fra questi oppositori appassionati ed ardenti.

E ciò era naturale: giacchè il passare da un sistema di protezione ad un sistema di libertà, è per gli agricoltori cosa assai più pericolosa che non sia per coloro che esercitano industrie fabbrili.

In una contrada da gran tempo coltivata, ove ogni terra ha il suo padrone, il valore dei prodotti della terra non viene determinato dalla quantità di lavoro e dalla somma dei capitali impiegati nella loro produzione. Ma questo valore viene in ultimo quasi interamente regolato dal costo delle derrate raccolte sui suoli di natura men fertile, o su quelli ancora che trovansi nei distretti più lontani dei mercati regolatori. Da questo teorema economico, base della teoria della rendita stata esposta luminosamente e dimostrata all'evidenza dai moderni scrittori, sorge la conseguenza, che la concorrenza interna è poco temuta dai proprietari dei latifondi. In una società in via di progresso, se i bisogni dell'ognor crescente popolazione necessitano, la coltivazione di terre men fertili, la rendita di tutte le terre già in coltura aumenta immediatamente coll'aumentare del prezzo delle derrate agricole. Un tale moto progressivo è moderato bensì dai miglioramenti che vanno via via introducendosi nelle industrie agricole; ma se questi col minorare il costo delle derrate raccolte sui terreni d'infima qualità rallentano l'aumento dei prezzi, essi fruttano pure nuovi vantaggi alle terre coltivate, epperciò contribuiscono in altro senso al sostegno delle rendite dei fondi di terra.

Si può adunque asseverare che nelle vecchie società civili l'ammontare delle rendite fondiarie, e quindi il valore delle terre, sono spinti da un moto ascendente, contro il quale gli effetti della concorrenza interna sono vani.

Questo canone fondamentale della scienza economica è corroborato dall'esperienza di tutte le contrade europee, e segnatamente di quanto in esse accade da oltre trent'anni, dopo il ristabilimento della pace.

Solo mezzo efficace per trattenere l'aumento del prezzo delle derrate agricole è il commercio estero. Questo, se non è inceppato da vincoli daziarii, può non solo impedir quell'aumento, ma anche talvolta determinare un moto contrario. Ed è perciò che i proprietari inglesi si sono opposti con tanta rabbia alle proposte riforme annonarie. Il loro furore, le loro lagnanze non

erano una finta; essi si sentivano colpiti nella sorgente stessa delle loro crescenti ricchezze, epperò maledivano il gran ministro che sacrificava il loro privato interesse al bene supremo della società britannica.

È dunque incontrastabile che la libertà commerciale è più formidabile per gli agricoltori che non pei fabbricanti: poichè relativamente ai primi essa tende non solo a restringere la quantità di lavoro ch'essi impiegano, ma a ridurre pure l'ammontare della rendita delle terre.

Nè vale il dire che l'agricoltura sia giunta nelle isole Britanniche a tal segno di perfezione da non aver a temere la concorrenza estera. Quand'anche siffatta asserzione fosse rigorosamente esatta, ciò che è ben lungi dal vero, tuttavia il valore delle terre variando all'infinito, ed essendovene molte dalle quali si dura fatica a ricavare di che pagare un lieve canone ai loro proprietari, è evidente che la diminuzione dei prezzi, conseguenza della libera importazione delle derrate agricole, tende a moderare l'ammontare della rendita ed a restringere l'estensione delle terre coltivate.

Ci sia concesso di aggiungere qui alcuni riflessi, estranei bensì all'argomento economico da noi discusso, ma necessari al retto intendimento del nostro pensiero sull'influenza che esercitar debbono le riforme daziarie inglesi sulla sorte degli agricoltori.

La libera introduzione dei prodotti esteri tende, come lo abbiamo detto, a scemare i prezzi dei prodotti nazionali, e quindi a diminuire l'ammontare della rendita e la quantità delle terre coltivate. Ma non è da conchiudersi per ciò che tale diminuzione sia ineluttabile; giacchè essa viene combattuta da due potenti cause che operano in un senso contrario.

La prima si è l'incremento continuo ed in certo modo regolare della popolazione. Ogni anno si può calcolare che il numero dei consumatori aumenti di oltre 300,000. Supponendo solo una consumazione media di tre ettolitri di grano per individuo, la domanda dei cereali crescerà ogni anno di un milione di

ettolitri, i quali rappresentano un valore di quasi un milione sterlino, ossia venticinque milioni di franchi; somma tale da promuovere il commercio estero, senza che questo turbi il commercio interno.

Ma ove questa prima causa non fosse bastevole ad impedire una diminuzione nel valore medio delle derrate agricole, non ne verrebbe di necessità l'avvilimento proporzionale delle rendite fondiarie. Ciò sarebbe vero, solo nel caso in cui l'industria agricola si rimanesse stazionaria. Ma quest'ipotesi essendo del tutto improbabile, ne avviene che i proprietari ed i fittavoli troveranno nei maggiori prodotti del suolo un compenso alla diminuzione del loro valore. L'agricoltura della Gran Bretagna ha progredito rapidamente nella carriera dei miglioramenti. Essa è però ben lungi d'essere giunta alla meta della perfezione. Senza calcolare sulle nuove scoperte della scienza, le applicazioni che se ne possono fare al giorno d'oggi, porgono ancora vasto campo all'industria dei coltivatori inglesi.

Conoscendo la tenacità, l'attività, l'energia della razza anglo-normanna, crediamo poter asserire, senza timore d'andare errati, che la concorrenza suscitatagli dalle riforme daziarie, lungi dall'abbatterli o scoraggiarli, li ecciterà a raddoppiare d'industria per aumentare i loro prodotti, scemando ad un tempo le spese di produzione. Se così accadrà, il valore delle terre, non che la quantità di esse poste in coltura, non diminuirà col diminuire dei prezzi medii delle derrate agricole.

In quanto è lecito l'avventurarsi nel campo delle profezie, in materie così ardue come le economiche, noi non dubitiamo di dire, che l'effetto reale che i proprietari dei latifondi risentiranno dalla proclamata libertà del commercio, non sarà di diminuire il valore delle terre e l'ammontare della rendita, ma bensì di rallentare la rapida tendenza all'aumento che si manifestava da più anni. Così verranno loro assicurati redditi uguali, se non maggiori, e ciò non più in virtù di un monopolio cotanto dannoso agl'interessi nazionali, ma mercè la crescente industria e la più efficace operosità degli abili e diligenti coltivatori del suolo delle isole Britanniche.

Pensiamo avere abbastanza dimostrato l'erroneità delle obbiezioni dei fautori del sistema proibitivo per poter conchiudere questa nostra lunga e forse soverchia discussione, collo stabilire, essere la storia economica dell'Inghilterra, negli ultimi trenta anni, la più luminosa dimostrazione pratica possibile delle teorie scientifiche dello Smith e sua scuola. Se avessimo il tempo ed i mezzi di porre sotto gli occhi dei nostri lettori tutti i fatti accaduti in quel periodo di tempo, essi ivi scorgerebbero le medesime peripezie, le medesime fasi della lotta che si riproducono ogni giorno fra i retti principii ed i pregiudizi popolari, fra l'interesse publico e quello delle industrie privilegiate: fatti che si riprodurranno ancora per molti altri anni in tutti i paesi che seguono ancora la bandiera del così detto *industrialismo*, cioè del sistema di protezione.

Col volger degli anni i benefici effetti delle riforme daziarie si faranno sempre più evidenti; e così crescerà l'autorità dell'esempio inglese, ed il valore che da esso ritraggono gli argomenti dei fautori della libertà del commercio. Lo stimolo della concorrenza straniera opererà sulle industrie a cui si è tolta la protezione ultimamente, come già operò su quelle che furono le prime colpite dalle riforme imprese da Huskisson. Accadrà relativamente ai produttori di grano e di bestiame in Inghilterra ai coloni delle Antille, ciò che accadde ai fabbricanti di ferro dopo la libera introduzione dei ferri svedesi, ai produttori di lane quando fu dichiarata lecita l'introduzione delle lane esotiche, ai setaiuoli di Spital-fields quando fu distrutto il monopolio di cui godevano da secoli (1).

(1) I progressi dell'industria del ferro in Inghilterra sono noti abbastanza onde occorra l'entrare in particolari per provare ch'essa prosperò col regime di libertà adottato nel 1824.

Basti il notare che la produzione nell'anno 1825 era stimata a tonnellate 452,866
e nell'anno 1840 a tonnellate 1,396,000

I fatti relativi all'industria delle stoffe di seta sono assai più concludenti. Prima del 1825 le stoffe estere erano proibite; i fabbricanti inglesi impiegavano nel loro opificio lib. 2,468,121 di sete grezze o lavorate, e non esportavano merci di sorta all'estero. Tolto il monopolio e sostituitovi

Ci siamo forse soverchiamente dilungati nell'esame delle riforme daziarie inglesi: ma queste digressioni ci parvero indispensabili a stabilire in modo incontrastabile, presentare esse un argomento irresistibile ai fautori della libertà del commercio, e giustificare così la nostra sentenza: dover esse esercitare un effetto morale favorevole alla causa delle verità scientifiche economiche in tutti i paesi e specialmente in Italia ove più che altrove, regnanti e popoli sono disposti ad accingersi con prudenza e fermezza all'opera ardua, ma gloriosa delle riforme commerciali.

§ II.

Compita essendo la dimostrazione della prima nostra proposizione sull'effetto morale delle riforme daziarie inglesi, ci faremo ora a ricercare quali influenze dirette e materiali esse debbano

un dazio elevato bensì, ma non tale da escludere affatto le seterie estere, ecco che vediamo comparire fra gli articoli d'esportazione seterie inglesi: queste crebbero in importanza nel seguente modo:

Valore dichiarato delle stoffe di seta esportate dalla Gran Brctagna.

1826	. lire sterline	.	168,801
1827	. .	.	256,344
1828	. .	.	255,871
1829	. .	.	267,950
1830	. .	.	521.010
1840	. .	.	792,648
1841	. .	.	788,894
1842	. .	.	590,185
1843	. .	.	667,754
1844	. .	.	736,452
1845	, .	.	764,429

È molto osservabile che parte delle esportazioni sono dirette in Francia, la cui concorrenza era considerata come micidiale dai fabbricanti inglesi. Le seterie esportate in quel regno nel 1840 sommavano a lire sterl. 48,807

nel 1841	.	117,553
nel 1844	.	159,680

Questo prova che se i francesi superano gl'inglesi nelle stoffe di lusso per l'eleganza dei disegni e la finitezza del lavoro, questi hanno il sopravento per le stoffe in cui si richiede specialmente solidità e durevolezza. Onde i cambi che, mercè la soppressione del monopolio, si fanno fra i due paesi, sono giovevoli a tutti e due.

Le lane estere pagavano nel 1819 un dazio di 6 danari, quasi 12 soldi per libbra; questo venne ridotto a 2 soldi per libbra nel 1824 e tolto

esercitare sull'industria ed il commercio dell'Italia. Ricerche queste che ci paiono degne della più seria attenzione, giacchè esse debbono somministrarci nuovi e potenti argomenti per combattere in favore dell'immediata applicazione fra noi del principio della libertà di commercio. Infatti se giungiamo a dimostrare, come, mercè la nuova sua tariffa daziaria, l'Inghilterra apra all'Italia uno sfogo crescente e quasi illimitato pei prodotti delle naturali nostre industrie, rimarrà provato essere urgente il cessar d'incoraggiare, con gravi sacrifizi publici, le industrie poco conformi alle nostre condizioni economiche.

La riforma doganale compita in Inghilterra ha soppresso quasi tutti i dazii che colpivano le materie prime necessarie all'industria, e le derrate alimentari. Sin d'ora le lane grezze, le sete lavorate, gli olii d'olive, le bestie da macello, entrano liberamente nei porti della Gran Bretagna, ed in men di due anni i cereali godranno di un'eguale immunità.

affatto nel 1844. Ora il prezzo medio delle lane indigene si è mantenuto nei medesimi limiti sia quando il dazio era elevatissimo, sia quando fu ridotto, sia finalmente quando rimasero prive affatto di protezione, come appare dal quadro susseguente.

		Prezzo delle lane dette *south down*	Prezzo medio delle lane dette *lunghe di Kent*
Anni di massima protezione Dazio 12 soldi per libbra	1819	scell. 1 den. 7	scell. 1 den. 5
	1820	» 1 » 5	» 1 » 4
	1821	» 1 » 3	» 1 » 1
Media		scell. 1 den. 5	scell. 1 den. 3
Anni di protezione mite Dazio 2 soldi per libbra	1824	scell. 1 den. 2	scell. 1 den. 1
	1825	» 1 » 4	» 1 » 4
	1826	» 0 » 10	» 0 » 11
Media		scell. 1 den. 1	scell. 1 den. 1
Anni di libertà Entrata libera	1844	scell. 1 den. 2	scell. 1 den. 2
	1845	» 1 » 4	» 1 » 3
Media		scell. 1 den. 3	scell. 1 den. 2 1/2

Questi dati servono ad avvalorare le nostre congetture sull'effetto probabile del libero commercio relativamente ai grani ed agli animali domestici, e provano che in uno stato d'industria crescente le importazioni estere impediscono l'aumento dei prezzi delle derrate indigene, senza soverchiamente avvilirli.

I dazii che esistono tuttora sono stati singolarmente ridotti, cosicchè i risi, il cacio, il butiro non pagano più che un dazio che può valutarsi dal due al dieci per cento del loro valore.

Questa abolizione di tasse e riduzione di dazii tornano tutte al vantaggio dell'Italia, il cui suolo ferace è così adattato alla produzione degli oggetti la cui importazione in Inghilterra viene ora cotanto favorita. Per poter valutare l'utilità vera ch'essa deve ricavarne, crediamo necessario l'esaminare partitamente lo stato attuale e gli sviluppi possibili delle industrie che concorrono a formare il nostro commercio colla Gran Bretagna, passando di volo su quelle di un'importanza minima, ma entrando nei particolari per ciò che riflette quelle che formano i nostri principali mezzi d'esportazione, le sete e gli olii d'oliva.

La produzione serica, gloria primiera della nostra agricoltura, costituisce il mezzo principale di cambio dell'Italia cogli stranieri. Non potendo, per difetto di dati statistici bastantemente esatti, cercare a determinare con esattezza qual ne sia l'ammontare annuo, ci restringeremo per provare quanto debba starci a cuore tutto ciò che può favorire sì preziosa industria, ad accennare che essa crea un valore che supera i 200,000,000 di franchi e s'avvicina ai 300,000,000.

Le nostre sete vengono spedite all'estero sia nello stato grezzo, sia dopo di essere state lavorate e ridotte in trame od organzini. Le sete lavorate sono ricercate dalla Francia, dalla Germania, dalla Svizzera e dalla Russia. L'Inghilterra fa incetta specialmente di sete grezze.

Questa preferenza trae origine dai dazii eccessivi che colpivano le trame e gli organzini, quando fioriva colà il sistema protettore. Questi vennero gradatamente scemati dai primi riformatori delle tariffe daziarie, ma non furono aboliti se non da quel gran ministro cui è stato dato di compiere l'opera de' suoi predecessori, da Sir Roberto Peel.

Il quadro seguente indica la progressione discendente di questi dazii:

Negli anni	Provenienze	Seta grezza per lib. ingl. scell. den.	Lavorate per libbre inglesi	Lavorate e tinte per libbre inglesi
			scell. den.	lir. ster. scell. den.
Prima del 1819	Bengala	4 2	14 7	2 5 6
	Altri paesi dell'India	6 3		
	Italia, Spagna, ecc.	5 6		
1819	Indie inglesi	4 0	14 8	2 5 6
	Altri paesi	5 6		
1824	D'ogni paese	0 3	7 6	2 5 6
1825	id.	0 3	7 6	0 7 6
			Trame — *Organzini*	*Trame* — *Organzini*
1826	id.	0 1	2 » 3 — 5 »	4 6 — 8
1829	id.	0 1	1 6 2 — 3 6	3 5 — 2
			Di qualunque specie scell. den.	Di qualunque specie scell. den.
1842	id.	0 1/20	Dalle colonie 0 6; Dall'estero 1 3/5	Dalle colonie 1 » 2/5; Dall'estero 2 1 1/5
1845		libero	libero	
1846				libero

I dazii sulle moresche e straccie ebbero un fato analogo a quelli delle sete torte; se non che le riduzioni furono più rapide. Dopo di aver pagato 4 scellini per libbra nel 1819, non pagarono più che 3 danari nel 1824, 1 nel 1826, ed un solo diritto di bilancia nel 1829 che venne pur esso abolito nel 1845.

I dazii sulle sete lavorate, conservati così a lungo dall'Inghilterra, recarono gravi danni all'Italia. Essi furono cagione del

poco sviluppo dell'industria della torcitura, che si rimase quasi stazionaria, mentre quella dei produttori della materia prima cresceva rapidamente. Ad essi dobbiamo, in gran parte almeno, attribuire il trovarsi la nostra penisola priva di un numero di torcitoi bastevole per lavorare le sue sete. Infatti, se si eccettua il Piemonte posto fuori di linea in virtù della proibizione dell'uscita delle sete grezze, e più ancora per la ricerca delle sue sete lavorate sui mercati di Francia; nelle altre provincie italiane la seta prodotta è fuori di proporzione coi mezzi di lavorarla.

E così doveva succedere sintantochè l'Inghilterra, principale mercato per molte di esse, colpiva gli organzini e le trame di dazii poco meno che proibitivi.

L'abolizione di questi dazii è dunque un benefizio reale per l'Italia, che può tornarle utilissimo s'ella sa approfittare delle più favorevoli condizioni commerciali che ne conseguono.

Le maggiori facilità nell'acquisto delle materie prime, l'economia di molte spese che gravitano sul commercio lontano, il buon mercato della mano d'opera, e finalmente le copiose forze motrici idrauliche che trovansi in tutt'Italia, debbono somministrare ai nostri torcitori abbondanti mezzi per combattere vittoriosamente la concorrenza inglese.

Ma per ciò si richiede imperiosamente ch'essi sacrificando le vecchie ed imperfettissime loro macchine, introducano senza più nei loro opifizii quelle migliorie che già sono state adottate con tanto vantaggio in altri paesi e segnatamente in Francia. Questa indispensabile riforma non può essere operata se non coll'aiuto di vistosi capitali e mediante l'opera di persone di molta perizia industriale. Ma queste difficoltà non debbono distogliere i nostri torcitori dall'intraprenderle, giacchè, non dubitiamo di asserirlo in modo assoluto, questa è per loro questione vitale. L'industria serica è giunta a tal punto, che è meglio abbandonarla anzi che continuare ad esercitarla nel modo e coi mezzi impiegati da ben due secoli.

Tutte le industrie meccaniche sono mirabilmente progredite

anche tra noi. I filatori di cotone, i fabbricanti di panni ed altri hanno fatto un olocausto delle grossolane macchine adoperate dai loro padri, per introdurne nei loro opifizii delle eguali alle più perfette della Francia e dell'Inghilterra. Soli i torcitori italiani, acciecati da non so quale malinteso amor proprio nazionale, si ostinano a mantenere un meccanismo, che in verità sa del gotico e del barbaro. Il forestiere, il quale dopo di aver visitate alcune delle stupende fabbriche di cotone o di lana che già conta il nostro paese (la filatura di Pont, od il lanifizio dei fratelli Sella, a cagion d'esempio), entrasse in uno dei torcitoi i più rinomati, crederebbe per certo di essere stato trasportato in altro paese, fra altri popoli ancora nell'infanzia industriale; tanta è la differenza tra le perfettissime macchine impiegate nei primi stabilimenti, e quelle torri informi di legno che s'adoperano da quasi tutti i nostri torcitori per porre in moto i loro fusi.

Se da un lato le difficoltà che incontra la riforma dell'industria della torcitura sono gravi, da un altro lato i motivi che spingere debbono i nostri fabbricanti ad operarla sono così patenti da non lasciare in dubbio le persone dotate di mezzi di fortuna e di sufficiente capacità.

A dispetto delle asserzioni fallaci degli ostinati fautori dei vecchi metodi, egli è oramai incontrastabile che le sete lavorate in Francia con le macchine moderne, si vendono correntemente a prezzi assai più elevati delle nostre. I listini della borsa che si trovano in tutti i fogli commerciali fanno pur troppo fede di questo fatto tanto per l'Italia doloroso. È cosa certa che a Lione gli organzini francesi salgono dalle 8 alle 12 lire di più per chilogramma dei nostri. E questo favore non è ristretto ai mercati nazionali; da alcuni anni queste sete perfezionate vanno a farci concorrenza sul mercato di Londra ove erano altre volte sconosciute.

Per far apprezzare questa differenza, ci basterà il trascrivere dal giornale l'*Economista*, del 24 marzo 1846, i prezzi correnti delle varie qualità di seta:

Organzini di Piemonte,	tit. 24 a 26 den.	valore da scell.			28 a 29
Id. di Francia	id. 24 a 26	»	id.	»	30 a 34
Differenza in più per libbra inglese . .				»	2 a 5

pari per chilogramma a lire di Piemonte 5 a 15.

E qui non è a dire che questi prezzi si applichino solo a pochi chilogrammi, ricercati più come oggetti di lusso che per l'utilità dei fabbricanti: giacchè pur troppo le esportazioni di sete lavorate dalla Francia hanno già raggiunto una cifra di riguardo. Nell'anno 1844 (1) essa ne esportava 58,248 chilogrammi, cioè per più di 5,000,000 di franchi. Somma questa che, avuto riguardo al prezzo elevato a cui si pagano le sete francesi, basta a provare quanto esse sieno ricercate per la fabbricazione di non poche seterie di lusso.

Nostro malgrado dobbiamo confessare che fra i paesi che hanno fatto incetta di sete francesi, troviamo pure il nostro Piemonte per 984 chilogrammi. Piccola quantità in verità, ma più che sufficiente a dimostrare la nostra inferiorità industriale.

Questi fatti, cui sarebbe stoltezza il voler negare, sono tali, che non esitiamo a proclamare: — La maggior necessità dell'italiana industria, essere la riforma della torcitura. Essa vuole essere favorita, animata dai governi e dal pubblico, non già coi fallaci e dannosi mezzi dei regolamenti inutili o vessatorii, e degl'ingiusti monopolii; ma coll'impartire una larga istruzione agli artefici, coll'agevolare l'acquisto dei capitali ai fabbricanti mercè istituzioni di credito, e finalmente col premiare, coll'onorare quegli ardimentosi che primi si accingeranno all'opera della rigenerazione dell'industria serica, e più ad essa gioveranno.

Noi portiamo ferma opinione che la tanto desiderata riforma sta per compiersi. Estranei al commercio delle sete, non possiamo qui additare i molti indizii d'essa che certamente si manifestano nelle altre provincie italiane; ma giudicando solo dai fatti che possono accertarsi nel Piemonte, scorgiamo motivi di certe speranze. La ricostruzione delle maggiori filande e

(1) *Compte rendu du commerce de la France, année* 1844.

l'introduzione in esse dell'uso del vapore ne è il proemio. Ma ciò che ci dà maggiore fiducia nell'avvenire, si è il veder sorgere due opifizii per la trattura alla Perosa, in val Chiusone ed a Savigliano, degni di competere (se già non li superano) coi migliori di Francia.

L'esempio dato al Piemonte dai due ingegnosi ed arditi proprietarii di questi, i signori fratelli Bolmida e fratelli Rignone, non rimarrà sterile. I larghi compensi, gli ottimi risultati che essi otterranno di certo, convinceranno i più restii, e determineranno i ricchi e potenti capitalisti che tengono fra le mani il commercio serico, a scuotere l'imperio delle vecchie abitudini e degl'inveterati pregiudizi per muoversi con fermezza nelle vie del progresso.

Qui però dobbiamo notare una grave obbiezione, di cui sogliono valersi coloro ai quali manca l'anima per cooperare alla riforma dell'industria serica. Agl'eccitamenti che loro sono diretti, agli argomenti tratti dalle nuove facilità fatte al nostro commercio dall'Inghilterra, essi rispondono: « Che vale animarci « con fallaci speranze? il mercato di Londra è oramai senza « valore per noi italiani. Le sete della Cina e delle Indie lo « hanno invaso e tuttodì lo invadono maggiormente, cosicchè « non vi sarà fra breve più posto per noi. Non v'illudete sulla « pretesa generosità inglese, il perfido britanno non si decise a « favorire le nostre sete, se non quando questi favori non potevano più fruttarci nessun utile. A che ammettere liberamente « i nostri prodotti, se questi incontrano nell'interno le sete indo- « cinesi che costano assai meno delle nostre oramai interamente « neglette dai torcitori della Gran Bretagna? »

A sì gravi lagnanze è facile il rispondere vittoriosamente. Tuttavia è forza l'ammettere che la concorrenza delle sete asiatiche ha recato danno alle sete italiane; e che sarebbe da desiderarsi pel nostro interesse, che la quantità che se ne importa in Europa, non continuasse a crescere come negli anni addietro. Ma ciò conceduto, osserveremo che dal farci una concorrenza pericolosa, all'escluderci affatto dal mercato inglese

passa una gran differenza. L'asserzione degli oppositori non può essere avvalorata da nessun dato autentico. Nel 1845 l'importazione delle sete asiatiche giunse all'enorme cifra di quasi 3,000,000 di libbre, e tuttavia l'Inghilterra comprò ancora 1,372,000 libbre d'altre sete. Delle quali le sete italiane costituiscono i 2/3.

Certamente la cessazione della guerra colla Cina, lo stabilimento di nuove e larghe relazioni commerciali con quel paese, altre volte così guardingo nel trattare coi forestieri, produsse un aumento repentino nell'importazione delle sete asiatiche, dal quale nacquero gravi perturbazioni, che tornarono a danno dell'industria serica italiana; ma questi sconcerti commerciali durano poco. L'ammontare delle importazioni cinesi essendo calcolabile con bastevole esattezza, il commercio si regolerà dietro un tal dato, e l'equilibrio verrà tosto, se già non lo è, ristabilito.

Ma si potrebbe per avventura da taluno sostenere che l'equilibrio di cui parliamo non sarà stabile se non quando le sete italiane saranno del tutto allontanate dai mercati inglesi. A tale obbiezione risponderemo col far osservare, che dal 1814 al giorno d'oggi, la consumazione delle sete è sempre andata crescendo in Inghilterra in modo continuo e regolare, onde potendo argomentare un nuovo incremento negli anni avvenire, non corriamo rischio d'illuderci, asseverando che le fabbriche dell'Inghilterra continueranno a ricercare le nostre sete, a confronto anche di maggiori importazioni dall'Asia.

Ad appoggio della nostra asserzione crediamo far cosa grata trascrivendo lo specchio della consumazione della seta in Inghilterra, dopo l'anno 1814:

SPECCHIO DELLA CONSUMAZIONE DELLE SETE IN INGHILTERRA.

	Seta grezza	Strazze e Moresche	Lavorate	Totale
		Libbre inglesi		
1814	1,504,235	29,234	586,505	2,119,974
1815	1,069,596	27,971	377,822	1,475,389
1816	873,414	4,162	210,758	1,088,334
1817	1,343,051	49,055	294,553	1,686,659
1818	1,444,881	86,940	391,166	1,922,987
1819	1,446,097	71,331	331,125	1,848,553
1820	1,622,799	94,883	309,953	2,027,635
1821	1,864,513	105 047	360,248	2,329,808
1822	1,993,764	64,921	382,878	2,441,563
1823	2,051.895	52,362	363,864	2,468,121
1824	3,414,520	133,257	463,271	4,011,048
1825	2,848,506	195,910	559,642	3,604,058
1826	1,964,188	comprese nelle sete grezze	289,325	2,253,513
1827	3,759,138		454.015	4,213.153
1828	4,162,550		385,262	4,547,812
1829	2,719,962		172,239	2,892,201
1830	3,771,969	485,013	436,535	4,693,517
1831	3,035,832	762,258	514,240	4,312,330
1832	3,401,445	660,696	329,932	4,392,073
1833	3,838.795	654.381	268,367	4,761,543
1834	3,346,750	1,009,932	165,669	4,522.351
1835	4,151,008	1,382,872	254,578	5,788,458
1836	4,372,501	1,598,721	294,938	6,266,160
1837	3,730,427	875,781	213.368	4,819,576
1838	3,683,739	960,147*	243,570	4,887,456
1839	3,483,363	1,042,655	229,940	4,755,958
1840	3,860,980	745,243	288,981	4.895,204
1841	3,209,885	1,379.314	267,333	4,856,532
1842	3,936,714	1,434,693	363.977	5,735,384
1843	3,649 747	1,495,457	334,835	5,480,039
1844	4,021,808	1,775,855	410,358	6,208,021
1845	4,351,626	1,469,664	506,884	6,327,174
Sei primi mesi del 1846	2,449.349	560,000	179,445	3,188,794
		Medie annue dei periodi decennali		
Dal 1814 al 1823 . .	1,521,424	58,591	360,887	1,940,902
Dal 1824 al 1833 . .	3,291,690	289,151	387,283	3,968,124
Dal 1834 al 1843 . .	4,021,808	1,192,481	265,719	5,200,711
		Consumazione media negli anni 1844 e 1845		
	4,186,717	1,622,759	458,621	6,267,597

Aumento della consumazione media annua d'ogni specie di seta nel decennio 1824-1833 paragonato al decennio antecedente 1814-1823 lire st. 2,028,222

Id. id. nel decennio 1834-1843 » 1,232,587

Id. id. negli anni 1844-1845 paragonati al decennio 1834-1843 » 1,067,886

Questo continuo aumentare della consumazione delle sete, ha per causa l'incremento costante della popolazione e delle ricchezze nelle isole Britanniche. Se, come è quasi certo, questo moto ascendente non si rallenta, il commercio serico continuerà a progredire in Inghilterra, se non in ragione geometrica, certamente in ragione aritmetica. Dietro quest'ipotesi assai moderata, possiamo stabilire che le importazioni del decennio che siamo per cominciare, giungeranno in media a quasi 8,000,000 di libbre.

Qualunque sia il progresso probabile dell'industria serica nelle Indie; qualunque sia lo sviluppo che possa ricevere il commercio della Cina dalle nuove massime economiche in quell'impero adottate, non è presumibile che tali cause sieno da tanto, da supplire non solo ai nuovi e crescenti bisogni delle fabbriche inglesi, ma pure da renderle indipendenti dalle sete d'Italia. Ritenuto l'aumento progressivo della consumazione in Inghilterra, l'ipotesi la più fondata si è che la quantità annua di sete europee importate in Inghilterra, paragonata alle sete asiatiche scemerà d'importanza relativa, ma continuerà a crescere in modo assoluto. Così che se, a cagion d'esempio, le sete europee entrano per metà nella fabbricazione inglese, fra dieci anni non vi entreranno più che per un terzo, ma questo terzo sarà tuttavia maggiore della metà d'oggidì.

Per avvalorare questa nostra ipotesi faremo osservare che le sete asiatiche sono di qualità assai scadente, epperciò non atte alla fabbricazione di molte stoffe di lusso. Per queste sarà ancora, per lungo spazio di tempo, necessario l'impiego delle sete del continente europeo, epperò se la loro consumazione cresce, cosa quasi certa, crescerà pure la domanda delle nostre sete.

Il confronto dei prezzi correnti sul mercato delle varie qualità di seta, basterà a far apprezzare la differenza che corre tra le sete dell'Asia e quelle dell'Europa.

Ecco un listino del mese di settembre scorso:

PREZZI DELLE SETE A LONDRA

nella settimana dai 20 ai 26 settembre 1846.

Sete del Bengala - Bauleah .	lib. ingl.	da	8	scell. a	13
Gonatea .	»		9	»	14
Assimbazar	»		9 6	»	14
Comercaly	»		13	»	17
Sete cinesi	»		14	»	19
Sete d'Italia - Lombarde 1ª qualità	»		23	»	25
2ª id.	»		20	»	22
Fossombrone .	»		22	»	25
Bianche di Novi	»		24	»	26
Napoli . . .	»		21	»	23
Bologna . . .	»		19	»	21

Il Piemonte non trovasi notato, giacchè esso non spedisce in Inghilterra altra seta se non quella bianca di Novi ricercatissima per certi usi speciali; ma dal confronto del prezzo dei suoi organzini con quello degli organzini lombardi, si può argomentare avere le sue sete un valore maggiore di quelli segnati nel sovra riferto listino.

Risulta da questo essere le sete europee di qualità notevolmente migliore delle sete asiatiche; pagarsi esse quasi il doppio delle sete bengalesi ed un terzo più delle sete cinesi.

Quanto abbiamo detto sin ora basta a stabilire essere stati gli effetti presenti e futuri della concorrenza delle sete asiatiche singolarmente esagerati, ed a rassicurare pienamente coloro che temono di vedere le sete italiane scacciate dai mercati inglesi.

Prima di abbandonare l'articolo della seta sul quale forse abbiamo già troppo a lungo discorso, crediamo dover aggiungere due osservazioni. La prima è, che i trattori inglesi potendo incettare le sete grezze asiatiche a tenue prezzo, hanno rivolte le loro cure al lavoro di esse, trascurando sino ad un certo punto le sete italiane. Onde consegue essere un'assoluta necessità per l'Italia il provvedersi, quanto più presto possibile, dei mezzi per lavorare le sue sete e ridurle in trame od organzini, e rendersi del tutto indipendente dalla trattura inglese.

In secondo luogo, dai dati da noi riferiti, si ricava che se le sete di qualità inferiore sono colpite dalla concorrenza delle sete asiatiche, quelle di qualità primaria non trovano tuttavia rivali sui mercati inglesi. Potente motivo per eccitare i nostri produttori a migliorare le loro sete, onde mantenere ed aumentare una superiorità che è per loro oramai una condizione assoluta per conservare il tanto lucroso commercio della Gran Bretagna.

Conchiudiamo adunque, essere la soppressione d'ogni dazio d'entrata sulle sete in Inghilterra, un benefizio reale per l'Italia, e potere questa diventare sorgente di utili immensi se sappiamo estendere l'industria della torcitura e recarla a quel grado di perfezione che han già raggiunto i nostri emuli, i Francesi.

Siccome la seta è il principale prodotto esportabile della regione settentrionale d'Italia, così l'olio d'oliva è il primo ramo del commercio estero delle altre parti della Penisola, ed in ispecie della Liguria e del regno di Napoli. Esso nella scala delle esportazioni italiane tien dietro immediatamente alla seta.

I mercati principali sui quali si vendono i nostri olii sono Londra, Marsiglia e Trieste, ove vengono ricercati sia come commestibili, sia come materia illuminante, e più ancora come materia prima di molte fabbriche, quelle del sapone in ispecie.

Per ora non prenderemo ad esaminare il commercio dell'olio col regno di Francia, il miglior nostro avventore per ciò che riflette questa derrata, nè anche quello colla Germania quantunque acquisti ogni anno maggior valore; ci ristringeremo a ricercare quali effetti debbono esercitare sopra di lui le nuove massime economiche adottate dall'Inghilterra.

Quando fioriva in tutto il suo splendore il sistema proibitivo, il governo inglese, forse per favorire la pesca della balena, fors'anche per mera ostilità contro i prodotti esotici, colpiva l'olio d'oliva di un dazio enorme: cioè, di lire sterline 18 e scellini 15 per tonnellata, ciò che equivale a 30 lire per barile. Questo tuttavia venne singolarmente ridotto tostochè il gran riformatore Huskisson giunse a far prevalere nel parlamento

massime più liberali. Dal 1825 l'olio non pagò che 8 lire e 8 scellini per tonnellata; ad eccezione tuttavia di quello del regno di Napoli che rimase sottoposto ad una sovratassa di 21 scellini stata raddoppiata nell'anno 1834 per le importazioni fatte con bandiera napolitana.

Queste sovratasse furono cagionate da una guerra daziaria, che per molti anni si mossero l'Inghilterra e il regno di Napoli. Guerra stata assai dannosa a questo, e di cui crediamo dovere far breve parola, quantunque ora sia felicemente terminata, perchè essa ci porgerà un nuovo argomento contro le fallacie del sistema di protezione.

Il governo napolitano, onde favorire la navigazione nazionale, colpì di una sovr'imposta l'esportazione degli olii con bandiera estera. Mentre prima del 1824 l'olio pagava all'uscita:

Con bastimento nazionale .	lo staja (1)	gr. (2)	24
Id. estero . .	»	»	42

Dopo il 24 questi dazii furono ridotti a

Con bastimento nazionale	grana	20
Id. estero	»	30

L'Inghilterra protestò fortemente contro questo dazio differenziale. Non avendo potuto ottenerne la revoca, colpì di una sovr'imposta gli olii del regno, e di doppia imposta quelli immessi con bandiera napolitana. Mentre riduceva il dazio sugli altri olii prima nel 1834, quindi nel 1842, conservava per questi i decreti di rigore, così che malgrado il favore di cui godeva la bandiera nazionale, non fu mai possibile ai Napoletani di partecipare attivamente al commercio dell'olio coll'Inghilterra.

Pochi fatti economici dimostrano meglio l'assurdità e l'inefficacia del sistema ultra-protettore quanto quelli relativi alla esportazione degli olii dal regno di Napoli. Per favorire la navigazione nazionale vi si mantenne per oltre vent'anni una sovratassa gravissima sopra la principale derrata d'esportazione;

(1) Lo staja — 10 litri.
(2) Il grano — 0,04 cent.

imponendo pertanto un pesante sacrifizio all'agricoltura. Ma questi favori lungi dall'approfittare alla marineria nazionale, le tornarono dannosi, provocando a suo danno misure fiscali severe nei paesi coi quali erano soliti commerciare. Così che i pesi imposti all'agricoltura furono inutili allo Stato ed all'industria stessa che si voleva favorire. Assai men gravoso sarebbe tornato ai produttori d'olio, ed assai più giovevole alla marineria, se invece della sovratassa imposta all'esportazione per mezzo di bandiera estera, si fossero condannati i proprietarii d'oliveti di pagare direttamente una tassa ai proprietarii di bastimenti nazionali.

La Dio mercè, questa malintesa gara commerciale è cessata affatto. Il governo napolitano, meglio consigliato, ha consentito a firmare colla Gran Bretagna un trattato di commercio e di navigazione, mercè il quale viene stabilita una perfetta eguaglianza per ciò che riflette il commercio diretto fra le due nazioni. Dal 1845 è stata abolita ogni sovratassa sia all'importazione, sia all'esportazione dal regno, relativa ai legni inglesi; e parimente i bastimenti napoletani sono stati ammessi nei porti del Regno Unito ai medesimi patti dei bastimenti nazionali.

Quest'anno, che segna una nuova era pel commercio napolitano, vide pure proclamata l'intera abolizione del dazio di entrata sugli olii in Inghilterra.

Le riduzioni progressive del dazio sugli olii e la sua abolizione, sono state certamente giovevoli al commercio italiano. Tuttavia è forza il confessare che la consumazione dell'olio di oliva non è aumentata in ragione delle crescenti facilità accordate alla sua importazione.

Infatti le importazioni della Gran Bretagna le quali giungevano con fatica a 2000 tonnellate (1) nell'anno 1820 ed in quelli successivi, dopo di avere aumentato sino al 1831, anno di eccezione, in cui giunsero ad oltre 14,000 tonnellate rimasero quasi stazionarie, se si considera li tre periodi quinquennali successivi.

(1) La tonnellata inglese — 1012 kilogrammi.

Nel	1842 esse furono di		9,522
	1843	»	9,500
	1844	»	10,619
	1845	»	12,315

Quest'ultima cifra potè essere raggiunta e forse superata, ma di poco, nell'anno ora spirato.

Questo stato stazionario delle importazioni di una merce cotanto importante qual è l'olio d'oliva, in un periodo di tempo durante il quale la popolazione e l'industria delle isole britanniche progredirono singolarmente, e ciò malgrado la diminuzione e quindi l'abolizione assoluta del dazio, recherebbe non poca maraviglia, anzi parrebbe dare una mentita diretta al canone della scienza che proclama dovere la consumazione aumentare in ragione delle maggiori facilitazioni accordate all'estero commercio, se non esistessero in Inghilterra regolamenti fiscali tendenti a restringere l'uso dell'olio d'oliva.

L'olio che s'introduce in Inghilterra è destinato per poca parte ad uso di bocca, quasi niente all'illuminazione dell'interno delle case, per una piccola frazione ad usi diversi nell'industria, ma la quasi totalità viene impiegata alla fabbricazione del sapone.

Ora questo ramo d'industria è sottoposto ad una gabella, la quale quantunque sia stata scemata, riesce ancora assai gravosa; giacchè essa ha prodotto al fisco

Nel 1844	lire sterline	1,118,871
1845	»	1,137,167

Questa gravezza opera sfavorevolmente sulla consumazione degli olii d'oliva. E ciò in due sensi.

Primo: coll'aumentare il prezzo del sapone, se ne ristringe la consumazione, epperò si rendono men numerose le ricerche di olio d'oliva. In secondo luogo, il fisco per evitare il contrabbando, dovette sottoporre la fabbricazione del sapone a certe regole, che non possono venire alterate senza la sua annuenza. Da ciò consegue, che difficili riescono le innovazioni ed i miglioramenti in questo ramo d'industria; epperò i fabbricanti che lo esercitano sono assai tenaci degli antichi loro metodi. Ora,

quando l'olio d'oliva era colpito alla sua introduzione da grave dazio, essi impiegavano di preferenza le grasce del paese, e quelle che a buon prezzo incettavano dalla Russia. Adesso che il dazio è tolto essi persistono tuttora nelle vecchie loro abitudini.

Crediamo perciò che la consumazione dell'olio d'oliva non riceverà mai un potente sviluppo fintantochè il governo inglese manterrà la gabella del sapone. Ma questa non può sussistere più a lungo. Essa è condannata dagli economisti e dagli uomini di Stato; è affatto in opposizione ai principii sui quali sono fondate oramai le finanze inglesi. Tostochè la crise attuale sarà sparita, e quando lo stato delle entrate lo consentirà, la fabbricazione del sapone sarà dichiarata libera; come lo furono le altre industrie di un'importanza minore.

Quest'abolizione produrrà un cambiamento assoluto nei metodi di fabbricazione. L'olio verrà sostituito alle grasce, e l'Italia vedrà aprirsi alla crescente produzione di uno dei suoi principali oggetti di traffico, uno sfogo quasi illimitato.

Molti articoli di produzione italiana di minor momento della seta e degli olii vengono favoriti dalle riforme daziarie operate nella Gran Bretagna: e sono le lane della Toscana e dello Stato Pontificio, le mandorle della Sicilia, del Regno e della Sardegna, la canapa di Bologna, le pelli d'agnello e di capretto, le frutta, in particolare gli aranci e limoni, le treccie di paglia ed i cappelli di Firenze, i marmi ed altri varii articoli che tralasciamo per brevità.

Non è possibile il calcolare con esattezza di quale incremento sieno suscettibili i varii rami d'industria testè enumerati. Non è dubbioso però che i produttori, eccitati dal nuovo campo aperto alla loro operosità, debbono contribuire non poco al progresso economico della nostra patria.

Desterà forse maraviglia a taluno che avendo impreso a trattare dell'influenza delle riforme economiche dell'Inghilterra, non abbiamo ancora parlato di quella che fu maggiormente contrastata e destò maggior maraviglia, l'abolizione cioè delle

leggi annonarie. Certamente se le nostre mire fossero state dirette all'Inghilterra più che all'Italia, avremmo considerato la riforma delle leggi cereali come il principale argomento delle nostre ricerche. Ma portando opinione che questa non deve esercitare se non un'influenza indiretta sul commercio italiano, l'abbiamo riservata come ultimo oggetto d'esame.

L'Italia, considerata come un sol paese, non produce derrate alimentari in sovrabbondanza. Se in talune delle sue provincie si conta ordinariamente un sovrapiù per l'esportazione, ve ne sono altre in cui si manifesta una costante deficienza che vuol essere riempita dall'importazione. Così se il regno di Napoli, la Romagna e la Sardegna hanno, negli anni di discreto raccolto, grani oltre i loro bisogni; gli Stati di Terraferma del re di Sardegna (1) e la Toscana sono sempre costretti a farne incetta all'estero.

Il difetto di dati statistici abbastanza esatti non ci lasciano il mezzo di stabilire il bilancio fra le importazioni e le esportazioni dei cereali nella nostra penisola. Crediamo tuttavia che dai fatti che ci venne dato di accertare, si può desumere essere quelle a queste superiori, epperciò doversi considerare l'Italia come in una condizione passiva per ciò che riflette il commercio dei cereali.

Non è a dire perciò che i principii di libertà commerciale, adottati dall'Inghilterra per le derrate alimentarie, non abbiano da esercitare un'influenza sull'economia publica della penisola ed in particolare sulla sua agricoltura.

Prima d'ogni cosa, dichiariamo, nutrire la ferma speranza che l'esempio dell'Inghilterra verrà imitato da tutti i governi civili ed in particolare dai goverui italiani. Cessando i cereali dall'essere colpiti alla loro importazione fra noi da grave dazio,

(1) Il valore delle esportazioni dei cereali giunse nel regno di Napoli nell'anno 1842, considerato come favorevolissimo ai raccolti, a quasi 2,000.000 di ducati pari a 9,000,000 di franchi.

Le importazioni negli Stati di Terraferma del regno di Sardegna sommano in media a circa 600,000 quintali metrici, che rappresentano un valore di altri 1[illegible],000,000 di franchi.

i consumatori proveranno un utile grandissimo senza che i sacrifizi che ne conseguiranno pei produttori sieno tali da porre in pericolo la sorte dell'agricoltura. Non entreremo nel minuto esame delle conseguenze che dovrà trarre seco nell'economia agricola l'adozion della libertà commerciale, dovendo essere questo lo speciale argomento di altra nostra scrittura. Faremo tuttavia osservare che questa libertà tenderà a mantenere i prezzi dei cereali in limiti meno distanti fra loro, ciò che tornerà in vantaggio non solo dei consumatori, ma ben anche della classe ogni giorno più numerosa degli affittavoli, pei quali la certezza dei prezzi è un elemento primiero di prosperità.

Egli è evidente che allorquando il prezzo corrente dei cereali si regolerà, in certo modo, sulla media dei raccolti di un gran numero di paesi, sarà assai più stabile, che non lo fosse quando dipendeva quasi esclusivamente dalla produzione interna di ciascheduna contrada, o dai bisogni straordinarii dei grandi centri di popolazione.

D'altronde la facoltà di vendere in ogni tempo i grani esotici, facendo questo commercio più sicuro e meno aleatorio, vi si impiegheranno più vistosi capitali. I depositi di cereali cresceranno in tutti i porti di mare ed in ispecie nell'Inghilterra. Questi diverranno in certo modo *magazzeni di riserva*, che si riempiranno negli anni d'abbondanza e si vuoteranno in quelli di carestia; in modo tale da rendere men gravi le conseguenze dei disastri agricoli e degli scarsi raccolti.

Questa maggiore stabilità nel prezzo dei cereali, di cui l'Italia parteciperà più che altro paese, sarà, lo ripetiamo, un gran bene e per chi produce e per chi consuma i prodotti agricoli. Crediamo pure ch'essa non tornerà dannosa in ultim'analisi ai possidenti stessi, i quali troveranno ben presto un compenso alla diminuzione dei prezzi, nel maggiore sviluppo dato alla potenza produttrice della terra.

L'ammessione costante delle granaglie nei porti della Gran Bretagna tornerà utile a quelle parti d'Italia le di cui terre producono oltre i bisogni interni. Esse sono d'ora in avanti fatte

certe di poter smerciare i loro prodotti di sopravanzo, senza aver a temere quegli avvilimenti eccessivi nei prezzi che più volte si riprodussero con danno evidente di tutte le classi della società.

Dobbiamo soggiungere che l'uso della meliga testè introdotto in Inghilterra e segnatamente nell'Irlanda, essendosi esteso oltre ogni previsione, con probabilità di costituire d'ora in avanti una delle basi dell'alimentazione di una parte delle classi povere, potrà darsi che questo cereale costituisca un elemento costante di commercio per l'Italia. Onde ciò accada tuttavia è mestieri che la produzione della meliga aumenti in quelle parti della penisola le di cui circostanze agricole mirabilmente si confanno a questa coltivazione ed in cui il prezzo dei cereali è meno elevato. Crediamo per esempio che nel regno di Napoli il commercio dei granoni possa giungere ad un alto segno di prosperità.

Fra i cereali ve ne ha uno che costituisce un ramo importante d'esportazione, senza che questi vengano controbilanciati da alcuna importazione. Vogliamo parlare dei risi, prodotti in così gran copia nella ricca vallata del Po.

Sin ora i nostri risi non vennero ricercati dall'Inghilterra, sia perchè andavano colpiti da un dazio enorme, dal quale i risi indiani erano sino ad un certo punto esenti; sia pure perchè incontravano su quei mercati i risi d'America che li superano per la candidezza e la forma della grana.

I dazii sono stati singolarmente menomati. Mercè successive riduzioni il quintale inglese di riso (51 chilogrammi) che prima del 1841 pagava 15 scellini, e 6 dopo quest'epoca, va solo soggetto ad un dazio di un scellino, ossia 25 soldi. Tolto l'ostacolo delle gravezze doganali, ci rimane ancora, per poter sfogare con vantaggio i nostri risi nell'Inghilterra, a migliorare l'antico ed imperfettissimo nostro metodo di *brillatura*, meccanismo che, per merito intrinseco, può andare dle pari coi vecchi nostri torcitoi.

Se, come speriamo, le nuove officine che stanno attivan-

dosi (1), giungono a rendere i nostri risi lucidi e candidi al pari degli americani, potremo d'indi in poi farne oggetto di vantaggioso commercio coll'Inghilterra.

La libera importazione dei cereali nelle isole Britanniche non può a meno d'influire sul commercio dei principali porti d'Italia, su quelli specialmente di Genova e Livorno. È cosa nota che in queste due città il commercio dei grani è attivissimo, sia a ragione del consumo delle provincie italiane che ne dipendono; sia pure per effetto delle riesportazioni dirette a più paesi ed in ispecie all'Inghilterra. Taluno crede che queste dovranno cessare in conseguenza delle nuove leggi economiche ivi proclamate. Quest'opinione fu espressa e svolta da un distinto economista, il nostro amico il conte Petitti, nelle lettere sul commercio di Genova, dirette al signor Michele Erede. Lungi dal dividerla, crediamo anzi che le transazioni sui cereali fra l'Inghilterra e gli scali franchi di Livorno e di Genova sono più per aumentare che per diminuire, e ciò pei seguenti motivi:

Il commercio dei grani, per le abitudini contratte, per li molti capitali in esso impiegati, per le facilità d'ogni maniera ch'egli incontra, si effettua a Genova ed a Livorno con singolare economia. I noli dal Mar Nero sono poco costosi; onde soventi volte non torna più caro di spedire grani russi da Genova in Inghilterra, che non il comprarli direttamente nei paesi di produzione. I bisogni della consumazione non si manifestano se non dopo compito il raccolto, cioè in settembre ed ottobre, epoca alla quale non v'è più campo di spedire bastimenti da Londra ad Odessa; onde in quel caso tornerà più conveniente lo spedirli nei porti italiani ove esistono vistosi depositi, ed ove si può approdare in tutti i mesi dell'anno.

Ma onde questo commercio possa ricevere un nuovo impulso e fors'anche solo mantenersi nel suo stato attuale, è necessario

(1) Una società alla quale lo scrivente non è estraneo fa costrurre in questo punto un brillatoio a riso nelle vicinanze di Torino, con macchine che si reputano più perfette di quante se ne adoprino in America od in Inghilterra Questo stabilimento sarà in piena attività prima del prossimo raccolto del riso.

che l'Inghilterra applichi ai diritti di navigazione i principii che ora reggono la sua tariffa daziaria. È necessario ch'essa riformi quei privilegi esclusivi di cui gode tuttora la marineria nazionale, mentre tutte le altre classi industriali hanno a lottare colla libera concorrenza straniera.

Per far apprezzare l'importanza di queste riforme è indispensabile l'entrare in alcune spiegazioni, le quali, benchè apparentemente estranee al nostro assunto, toccano un argomento che interessa in sommo grado il commercio italiano.

Sin dal secolo decimosettimo nessuna classe fu oggetto di maggiori favori di quella dei naviganti. Il protettore, Oliviero Cromwell, accordò loro parecchi privilegi. Alla ristaurazione gli Stuardi li aumentarono e nel duodecimo anno del regno del re Carlo II furono portati al più alto grado dal famoso atto di navigazione rimasto in vigore inalterato per una così lunga serie d'anni.

Quest'atto prescriveva che nessuna derrata prodotta dall'Asia, dall'Africa o dall'America non potesse essere importata in Inghilterra se non in navi del paese; e di più imponeva dazii differenziali su tutte le derrate dell'Europa importate con navi straniere.

Queste restrizioni così eccessive furono gelosamente conservate in vigore durante l'intero secolo decimottavo ed il principio di questo; chiunque allora fosse stato abbastanza temerario per combatterle sarebbe stato reputato o pazzo, o traditore alla patria. Tant'era la potenza dei pregiudizii popolari su questo punto, che il gran riformatore della scienza, lo stesso Smith, credette doverli rispettare, facendo un'eccezione in favore della bandiera nazionale nella guerra acerrima che egli mosse contra ogni specie di monopolio commerciale.

Non abbiamo campo di esaminare i risultati di queste prescrizioni, e di discutere a pieno la saviezza delle leggi inglesi relative alla navigazione. Ristringendoci a narrare i fatti diremo solo che esse rimasero intatte sino al ristabilimento della pace europea dopo la caduta dell'imperio francese. A quell'epoca le

esigenze degli Stati Uniti d'America, fatti già potenza marittima di primo ordine, costrinsero il Parlamento a modificare quell'atto di navigazione così rispettato, e così caro alla nazione inglese.

Per ottenere quest'intento, gli Americani adottarono relativamente all'Inghilterra regole analoghe a quelle che erano in vigore nella gran Bretagna pei loro navigli: epperciò proibirono l'importazione delle merci europee con bandiera inglese. Ne venne di conseguenza che per alcun tempo, i bastimenti partivano vuoti sia dall'America, sia dall'Inghilterra; onde le spese di trasporto fra i due paesi erano affatto raddoppiate. Uno stato di cose così contrario al buon senso e cotanto dannoso al commercio dei due paesi non poteva durare più a lungo. Il Parlamento non potendo costringere colla forza gli Stati Uniti d'America a soggiacere al monopolio della marineria inglese, gli fu forza adottare a loro riguardo un sistema di reciprocità.

Nel 1815 un trattato fu firmato fra i due popoli, in virtù del quale la navigazione diretta fra le loro contrade fu sottoposta a pesi eguali per le due bandiere.

Questo primo passo nella via della libertà commerciale, non produsse nessun effetto funesto per la marineria inglese. Tuttavia fu solo nell'anno 1824 che il Parlamento eccitato da Huskisson si decise a progredire più oltre, sanzionando un trattato di reciprocanza colla Prussia, e facendo facoltà al governo di conchiuderne sulle medesime basi con tutti i paesi che sarebbero disposti ad affrancare il commercio diretto da ogni dazio protettore della bandiera nazionale.

Valendosi di questa facoltà il governo inglese ha conchiuso trattati di navigazione con quasi tutte le nazioni europee, onde del famoso atto di navigazione non vi rimane in vigore se non ciò che riflette il commercio delle colonie, tuttora privilegio esclusivo della marineria nazionale, come pure le prescrizioni relative al commercio indiretto, cioè fatto con un'altra bandiera di quella del paese in cui furono prodotte le merci importate in Inghilterra.

Noi portiamo ferma opinione che il genio delle riforme

progredirà più oltre, e che fra non molto le leggi di navigazione non faranno più macchia alla legislazione commerciale inglese fondata oramai sui veri principii della scienza e dell'equità. Qualunque sieno la forza od i pregiudizi che militano in favore dei privilegi delle classi naviganti, crediamo poter annunziare poco lontana l'epoca nella quale le navi del mondo intero saranno accolte nei porti della Gran Bretagna a condizioni eguali qualunque sia la bandiera che sventoli sulle loro antenne.

Queste riforme sono un'ineluttabile conseguenza dei principii proclamati da tutti gli uomini di stato dell'Inghilterra, e sanzionati solennemente più volte dal Parlamento; esse sono debito sacro verso tutte le industrie a cui si è tolta la protezione secolare di cui godevano. Come mai, a cagion d'esempio, potrebbe l'Inghilterra ricusare ai coloni delle Antille la facoltà di valersi dei navigli di tutti i paesi per l'esportazione dei loro prodotti, quando si è tolto ad essi ogni favore, e si lasciano esposti sui mercati inglesi alla concorrenza del mondo intero?

Il voler mantenere i privilegi altre volte accordati alle navi nazionali a danno delle colonie, dopo avere sottoposto queste alle conseguenze del libero commercio, sarebbe non solo un errore economico, ma sarebbe pur anche un'ingiustizia politica così grave, che si debbono riputare gl'inglesi troppo illuminati per rendersene colpevoli, ed i coloni troppo energici per sopportarla pazientemente.

Ma ciò che importa più a noi italiani è il vedere aboliti gli ostacoli che si oppongono al commercio indiretto, onde possiamo in tutti i tempi esportare in Inghilterra le merci che teniamo in deposito nei nostri porti franchi. Quando ciò sia, non vi è da temere che il commercio d'esportazione dei grani esotici venga a cessare per l'effetto dell'abolizione dei dazii d'introduzione nella Gran Bretagna. Al contrario crediamo che saranno oggetto di un commercio attivissimo in Genova ed in Livorno, destinate a diventare in certo modo succursali dei depositi liberi *(docks)* di Londra e di Liverpool.

Nell'ultima sessione del Parlamento il ministero inglese ha

dato a divedere il pensiero remoto di riformare le leggi di navigazione. In questa sessione stretto dagli urgenti bisogni a cui era necessario provvedere senza indugio, lasciando da parte il principio generale, provocò la loro abrogazione momentanea per ciò che riflette i cereali. Questo primo passo deve trarne seco altri maggiori; ed infatti appena sanzionata la proposizione ministeriale, Lord John Russell appoggiò la domanda di un membro del partito riformatore, intesa a promuovere un'inchiesta minuta sugli effetti delle leggi di navigazione. Proposta fatta nell'aperto scopo di preparare la publica opinione alla loro completa abolizione. Malgrado l'opposizione vivissima della parte protettrice, l'inchiesta fu decretata, ed ora si prosegue attivamente. I suoi risultati saranno certamente tali da non più lasciar verun dubbio sulla prossima riforma delle leggi antieconomiche che hanno retto per tanti secoli la navigazione mercantile dell'Inghilterra.

Dobbiamo tuttavia far osservare che i beneficii sperati dalla riforma delle leggi sulla navigazione in Inghilterra saranno di poco momento, se contemporaneamente i nostri governi italiani non danno mano alla diminuzione progressiva dei dazii che gravitano sulle merci inglesi, ed in particolare sopra quelle che essendo di molto peso porgono prezioso alimento al commercio marittimo. Fra queste per tutti i lati la più importante è il ferro, divenuto oramai una materia prima indispensabile a quasi tutte le industrie e ad un'infinità d'usi domestici.

La diminuzione dei dazii eccessivi che gravitano sul ferro, oltre i molti vantaggi che recherebbe al publico, avrebbe per effetto di aumentare in modo ragguardevole il peso delle mercanzie da trasportarsi dall'Inghilterra in Italia e ciò contribuirebbe non poco a diminuire se non a far cessare interamente l'anomalia che esiste nel prezzo dei noli fra i due paesi. Cosa strana, ora si paga il doppio per ispedire una tonnellata di merci in Inghilterra, che per farla da colà venire. Il nolo da Genova a Londra o Liverpool è in media di due lire sterline (52 franchi) ogni tonnellata; da Liverpool o Londra si paga solo 1 lira

erlina (26 franchi) di nolo per Genova (1). Quest'anomalia ha r unico motivo il presentare le merci che s'esportano dal editerraneo nella Gran Bretagna un peso molto maggiore di elle che da essa s'importano. Venendo a cessare questa diffeaza per l'effetto di un più attivo commercio nei ferri, nei rboni ed in altre merci pesanti, è probabile per non dire rto che il prezzo dei noli verrà a pareggiarsi all'andata come ritorno; e così si pagherebbero solo 25 o 30 scellini al più dll'Italia all'Inghilterra.

Un'economia di 15 scellini per tonnellata è cosa di molto lievo pel commercio delle derrate che relativamente al loro eso sono di poco valore, come sarebbero i marmi, i vini comni, i granoni ed anche il grano. Onde far apprezzare l'imporza di un tale risparmio, faremo notare che 15 scellini per onnellata equivale a quasi otto soldi per emina di Piemonte, ioè dal 14 al 20 per cento del valore comune della meliga; e lall'8 al 10 del valore del grano.

Abbiamo cercato di apprezzare gli effetti delle riforme operate; diremo ancora alcune parole su quelli delle riforme da operarsi. Certi avanzi del sistema protettore sono stati conservati; tuttavia se si eccettuano i dazii sulla navigazione straniera, questi esercitano poca influenza sul commercio italiano. Quando l'Inghilterra facesse sparire dalle sue tariffe il dazio di 10 scellini per quintale (51 chilogr.) sul butirro; quello sui legnami di costruzione; quello di 5 scellini sul seme di trifoglio, la nostra agricoltura non ne proverebbe nessun utile. Anche la soppressione del lieve dazio sul cacio, ridotto ora a 5 scellini il quintale, poco ci gioverebbe; giacchè introduciamo più cacio straniero, di quanto vendiamo cacio nazionale all'estero; e questo essendo di qualità superiore smerciasi ad alti prezzi, onde è poco l'effetto che egli risente da un dazio che non giunge al 5 per cento del suo valore.

(1) Lo scrivente avendo comprato circa 400 tonnellate di guano a Liverpool l'anno scorso, pagò pel loro trasporto a Genova 17 scellini 6 danari per tonnellata.

I dazii sulle stoffe di seta, benchè colpiscano le fabbriche francesi assai più delle nostre, sono tuttavia per certi articoli in ispecie, come i velluti, un ostacolo alle nostre relazioni commerciali coll'Inghilterra. Non debbesi però sperarne l'intera abolizione, giacchè essendo già stati ridotti in modo da rendere difficile il contrabbando, possono, cadendo essi su oggetti di mero lusso, essere considerati come sorgente legittima di publico reddito.

Indipendentemente da ogn'idea di protezione, l'Inghilterra ha conservato alcuni dazii assai più elevati di quanto consiglierebbero i retti principii dell'economia politica, come pure il ben inteso tornaconto delle finanze. I principali fra questi sono i dazii sul tè, sul tabacco, sui vini e le bevande spiritose.

In quanto ai due primi, sono del tutto estranei al nostro commercio; il terzo all'opposto c'importa assai.

Il vino paga entrando in Inghilterra 5 scellini, 6 danari il gallone, ciò che equivale a circa 1 lira, 50 cent. il litro. Il dazio sulle bevande spiritose, malgrado una riduzione d'oltre il 30 per cento, è ancora di 15 scell. il gallone ossia 4 lire il litro. Questi dazii eccessivi sarebbero stati certamente minorati da Sir Roberto Peel, se non fosse stato per la speranza di farne oggetto di negoziazioni colla Francia onde ottenerne concessioni daziarie.

Temiamo che queste vadano fallite. I pregiudizi economici sono così radicati fra i nostri vicini d'oltre Alpi; le classi produttrici sono così potentemente ordinate; esse trovano nelle antipatie politiche ausiliari così valevoli, che ci pare difficile che la Francia si disponga a firmare coll'Inghilterra un trattato sulle basi della libertà commerciale. Epperciò è da credere che i dazii sui vini e sulle bevande spiritose abbiano a rimanere in vigore per qualche tempo ancora; ultimi avanzi nella Gran Bretagna di quei principii economici degli scorsi secoli così funesti all'umanità, che facevano considerare da un popolo il suo vicino come un nemico, cui era dover sacro combattere coll'armi nelle guerre, e coi dazii e le proibizioni in tempi di pace.

Quali che sieno gli ostacoli che si oppongono all'ampliazione delle relazioni commerciali fra la Francia e l'Inghilterra, tuttavia la diminuzione del dazio sui vini è mera quistione di tempo. Esso è troppo contrario ai sani principii economici adottati da tutti gli uomini di vaglia del Parlamento per poter sussistere a lungo. Se non viene ridotto in virtù di una transazione colla Francia, esso lo sarà tosto o tardi fra limiti più ragionevoli nell'interesse solo dei consumatori e delle finanze britanniche, come lo richieggono sin d'ora i più sinceri adetti della scienza, i Bowring, i Villers ed i Cobden.

Qual sarà l'influenza della contemplata riduzione sul commercio e l'agricoltura dell'Italia? Per rispondere ad una tale questione di un interesse grave quantunque non immediato, è forza l'avventurarsi nel campo delle congetture. Non ci ristaremo dal tentarne alcuna, benchè con riserva, perchè ci pare di somma importanza il chiarire un argomento sul quale crediamo esistere molte idee poco esatte.

I vini considerati dal lato commerciale possono distinguersi in tre categorie:

I vini comuni;

I vini di liquore, cioè quelli che contengono alcool in abbondanza;

I vini di lusso, ricercati per un certo particolare e grato sapore.

I primi sono poco accetti alla razza anglo-sassone, usa alle bevande forti e spiritose. In Inghilterra il dazio che li colpisce equivale bensì ad una proibizione, ma in America ove è assai tenue, non se ne fa un gran consumo. Per ora quei popoli a prezzi eguali danno alla birra la preferenza sui vini comuni.

Pare dunque poco probabile che la diminuzione del dazio influisca notevolmente su questa specie di vini. Tuttavia siccome è impossibile il prevedere i cambiamenti che possono effettuarsi nelle abitudini popolari, non è da asserire che quand'anche i vini comuni potessero aversi con poca spesa, l'uso non se ne estenderà giammai in Inghilterra. In allora alcune provincie

dell'Italia troverebbero colà uno sfogo ai loro prodotti soverchi. La Toscana ed il regno di Napoli producono vini a prezzi tenuissimi, e potrebbero produrne in quantità maggiore. Se ivi se ne migliorasse alquanto la qualità senza aumentarsene il costo, forse quei paesi potrebbero far concorrenza alla Francia ed alla Spagna nel commercio dei vini comuni. Ma a questo rimarranno sempre estranee le provincie settentrionali, il Piemonte in ispecie.

Infatti il prezzo usuale del vino è in Genova assai più elevato che a Livorno e nei porti del mezzogiorno della Francia. Questo è un fatto ben noto a tutti coloro che hanno una parte qualunque ne' traffici marittimi; giacchè non solo i capitani genovesi che portano vino in America vanno a caricarlo a Marsiglia o Cette; ma ogni anno essi ne importano nei nostri Stati quantità di riguardo.

Le dogane sarde hanno accertato nel 1845 l'importazione per la frontiera di mare di ettolitri 34,620 di vini comuni. Se questo vino, malgrado il dazio enorme a cui andò soggetto, ha potuto essere smerciato sui nostri mercati, convien dire che nei porti d'imbarco costi, a qualità eguali, assai meno dei nostri. Come mai allora competere colla Francia e colla Spagna sui mercati esteri dell'Inghilterra o dell'America? Ciò è impossibile a meno che i proprietari di vigneti consentano a ridurre i loro prezzi d'oltre il cinquanta per cento, sacrifizio poco probabile, giacchè essi si lamentano di continuo dei prezzi attuali.

A tale difficoltà si risponde importar poco che s'introducano in Genova vini francesi o spagnuoli, giacchè non sono nel caso di sopportare lunghi viaggi marittimi. Onde lasciandoli adoperare fra noi, potremo provvedere i mercati dell'Atlantico e del Pacifico. A quest'argomento, per ciò che riflette ai vini di lusso, risponderemo più tardi. Ma quanto ai vini comuni atti a viaggiare, ne dimostreremo facilmente l'erroneità.

I vini comuni del mezzodì della Francia sono in gran parte suscettibili di sopportare i pericoli della navigazione.

Se ne imbarcano ogni giorno pei paesi i più lontani, situati

avvenire lor si aprirà uno sfogo capace di assorbire ogni quantità che rimarrà disponibile pel commercio d'esportazione.

Invece dunque di cercare a creare una sterile concorrenza ai vini francesi, imitiamo ove ciò è possibile, in Sardegna per esempio, ciò che si fa a Marsalla, aumentiamo migliorandoli i vini di liquore; allora, senza bandire dalle mense le più laute i vini di Bordeaux, di Sciampagna o del Reno, ciò che non desideriamo certamente, manderemo sui mercati d'oltre mare i nostri prodotti per soddisfare i bisogni della razza inglese che tanto appetisce le bevande alcooliche.

Abbiamo cercato di determinare quale influenza le riforme economiche operate in Inghilterra debbano esercitare sull'Italia. Crediamo aver dimostrato dover tali riforme avere un'azione morale ed una materiale. Sì l'una che l'altra accelereranno l'epoca alla quale i veri principii economici saranno adottati da tutti i governi della Penisola nella loro pienezza. La libertà commerciale è un punto verso il quale gravitano tutti i popoli civili. Il moto che vi spinge la società italiana può essere più o meno lento; ma essa lo raggiungerà senza fallo tosto o tardi. Convien dunque esaminare sin d'ora quali modificazioni nelle condizioni economiche della nostra patria il trionfo delle rette dottrine deve arrecare. Un tale studio non è prematuro. Giacchè conoscendo la meta alla quale dobbiamo arrivare, potremo sin d'ora determinare i mezzi più opportuni per operare la transizione fatta inevitabile, ed additare la direzione più proficua da imprimere all'operosità nazionale.

N. B. *Quest'articolo è stato inserito nell'*Antologia italiana, *dispensa nona*, 31 *marzo* 1847.



INFLUENZA DELLE RIFORME
SULLE CONDIZIONI ECONOMICHE
DELL'ITALIA.

(Risorgimento 15 dicembre 1847).

La nuova vita pubblica che si va rapidamente dilatando in tutte le parti d'Italia, non può non esercitare un'influenza grandissima sulle sue condizioni materiali. Il risorgimento politico di una nazione non va mai disgiunto dal suo risorgimento economico. Un popolo governato da un benefico Principe che progredisce nelle vie della civiltà, deve di necessità progredire in ricchezza, in potenza materiale. Le condizioni dei due progressi sono identiche. Le virtù cittadine, le provvide leggi che tutelano del pari ogni diritto, i buoni ordinamenti politici, indispensabili al miglioramento delle condizioni morali di una nazione, sono pure le cause precipue de' suoi progressi economici.

Là dove non è vita pubblica, dove il sentimento nazionale è fiacco, non sarà mai industria potente. Una nazione tenuta bambina d'intelletto, cui ogni azione politica è vietata, ogni novità fatta sospetta e ciecamente contrastata non può giungere ad alto segno di ricchezza e di potenza, quand'anche le sue leggi fossero buone, paternamente regolata la sua amministrazione.

La storia degli ultimi tre secoli, come anche lo stato presente delle nazioni europee, porgono molte ed incontrastabili prove di questa grande verità.

In tutti i paesi dove dal cadere degli ordini feudali non vi furono progressi politici, o l'industria non sorse, o languì appena sorta; e non di rado indietreggiò. In quelli le cui sorti politiche andarono migliorando, in cui la nazione fu chiamata a partecipare dell'opera governativa, l'industria crebbe di continuo; in alcuni ingigantì a segno da riempiere il mondo delle sue meraviglie. Infatti si paragoni la Spagna coll'Inghilterra. Sul principio del secolo scorso, la prima, già declinante da oltre cent'anni, pareggiava tuttavia la seconda in ricchezze ed in potere. Se più energicamente operoso era il popolo britannico, più esteso, più ricco era l'ispano, più numerose e fiorenti erano le colonie che esso aveva fondate nelle quattro parti del mondo. Entrambi, dopo il trattato d'Utrecht, godettero di pace interna non interrotta, e se furono turbati da guerre estere, soggiacquero egualmente a varia fortuna. Se gloriosa e proficua per l'Inghilterra fu la guerra dei sette anni, retta dall'ingegno potente di Lord Chatham, disastrosa tornò per essa quella dell'indipendenza americana. Eppure sul finire del secolo decimottavo la condizione economica relativa delle due contrade era intieramente mutata. Mentre l'impero britannico, dove largo era stato il viver pubblico, dove gli ordinamenti politici erano andati di continuo progredendo, trovavasi cresciuto d'industria, di ricchezze, di forze a tal segno, da poter resistere quasi solo alla furia della rivoluzione francese ed alla soverchiante potenza di Napoleone. La Spagna di rincontro, ad onta dei non ancora diminuiti suoi Stati, ad onta dell'indole energica de' suoi abitanti, ad onta delle ricchezze naturali del proprio suolo e di quelle che le sue colonie le fornivano in copia, era, per colpa di un governo nemico acerrimo delle novità, caduta sì basso da non poter più esercitare sulle cose d'Europa la menoma influenza.

Dalla storia delle altre nazioni civili si potrebbero desumere nuovi argomenti al nostro assunto; restringendoci tuttavia all'Italia, faremo notare, che se fra i varii Stati che la compongono, il Piemonte andò quasi sempre distinto per i suoi progressi

economici, questo si debbe massimamente al savio e mite governo de' suoi principi, i quali, secondando lo spirito dei tempi, seppero introdurre nello Stato opportuni cambiamenti; si debbe all'aver avuto nel decimottavo secolo, come nel decimonono, due principi entrambi riformatori; si fu perchè il gran re Carlo III apparecchiò le vie nell'opera riformatrice al magnanimo Carlo Alberto.

Le condizioni economiche di un popolo sono favorevoli quant'è possibile, semprechè il moto progressivo si operi in modo ordinato. Tuttavia l'industria per isvolgersi e prosperare abbisogna a segno tale di libertà, che non dubitiamo affermare, essere i suoi progressi più universali e più rapidi in uno Stato inquieto sì, ma dotato di soda libertà, che in uno tranquillo, ma vivente sotto il peso di un sistema di compressione e di regresso. Così la Spagna ad onta delle guerre civili, degli sconvolgimenti politici, dei disordini amministrativi, che la travagliano da quasi vent'anni, ha progredito assai più dal lato economico in questo periodo di tempo, che non avesse fatto durante i regni pacifici e quieti dei successori di Filippo II e dei Re della stirpe borbonica. Ond'è che i moti violenti sono stati meno funesti all'industria ispana, che la calma dell'oscurantismo. Essa crebbe in mezzo alle tempeste civili, giacque prostrata sotto il tranquillo dominio di un despotismo avverso ad ogni cambiamento.

Pienamente convinti di queste verità, proclamiamo con franchezza, essere il risorgimento politico italiano, che si celebra con fratellevole entusiasmo in Romagna, in Toscana ed in Piemonte, segno indubitabile di un'èra novella per l'industria ed il commercio della nostra patria.

Noi abbiamo fede intera nelle sorti future dell'industria italiana; non tanto per le benefiche riforme operate dai principi nostri, non tanto per quella massima della lega doganale, per le condizioni interne ed esterne dell'Italia avviantesi a rapidi miglioramenti; ma principalmente perchè confidiamo veder ridestarsi nei nostri concittadini, animati da generoso e concorde

spirito, chiamati a nuova vita politica, quell'ingegno, quell'ope rosità, quell'energia che fecero i loro maggiori illustri, poten e ricchi nei tempi di mezzo, quando le fabbriche fiorentine lombarde, quando i navigli di Genova e Venezia non avevan rivali in Europa. Sì, abbiamo fede nell'ingegno, nell'energi nell'operosità italiana; più atti a far progredire il commercio l'industria che non le protezioni eccessive e gl'ingiusti privileg

Questo giornale s'adoprerà con ogni suo potere a spingere propagare questo moto di risorgimento economico. Ricercher i fatti che possono essere utili al commercio ed all'industri agricola e fabbrile. S'applicherà a diffondere le buone dottrin economiche, combattendo le false, figlie d'antichi pregiudizi, pretesto a particolari interessi. Avrà cura di svolgere ogni que stione che direttamente od indirettamente si riferisca alla pro duzione ed alla distribuzione delle ricchezze.

Il giornale non dubiterà di dichiararsi apertamente per l libertà dei cambi; ma cercherà di muovere prudente nella vi di libertà; adoprandosi acciò la transizione si effettui gradat mente e senza gravi perturbazioni. Epperò le darà quanto pu efficace cooperazione, affinchè tolta ogni dogana interna italian costituiscasi l'unità economica della penisola; consiglierà dal l'altro lato un procedere continuo, ma energicamente moderat nelle riforme dei dazii che gravano i prodotti esteri.

Prevedendo che a poco a poco l'adito dei nostri mercat dovrà farsi libero alla concorrenza forestiera, sarà debito de giornale il ricercare i mezzi più acconci per combatterla vincerla. Ond'è che si farà a promuovere le istituzioni di credito le scuole professionali, le onorificenze industriali; mezzi, ch adoperati accortamente, daranno un rapido sviluppo ai vari rami d'industria che mirabilmente si confanno alle condizion dell'Italia, che fra breve forse l'innalzeranno a prender post fra le prime potenze economiche del mondo.

Ma l'aumento dei prodotti nazionali non sarà il solo scop economico che il giornale prenderà di mira: esso metterà egual o maggior cura nella ricerca delle cause che influiscono sul

benessere di quella parte della società, che più direttamente contribuisce a creare la pubblica ricchezza, la classe degli operai. Gli è perciò che tutti coloro che intrapresero volonterosi la pubblicazione di questo foglio, unanimamente dichiarano che non avrebbero per buono, per veramente utile al paese alcun aumento di ricchezze, se ai beneficii di esso non partecipassero coloro che vi ebbero parte, la massima parte, gli operai. L'edificio industriale che per ogni dove s'innalza, è giunto e giungerà ancora a tale altezza da minacciare rovine e spaventose catastrofi, se non se ne afforzano le fondamenta, se non si collega più strettamente colle altre parti di esso, la base principale su cui poggia la classe operante, col renderla più morale, più religiosa; col procacciarle istruzione più larga, vivere più agiato.

Pronti a combattere tutto ciò che potrebbe sconvolgere l'ordine sociale, dichiariamo però considerare come stretto dovere della società, il consacrare parte delle ricchezze che si vanno accumulando col progredire del tempo al miglioramento delle condizioni materiali e morali delle classi inferiori.

L'Inghilterra, quel paese dei grand'insegnamenti, troppo a lungo trascurò questo sacro dovere. Mentre i suoi grandi emporii commerciali, i suoi immensi centri industriali crescevano giganti; metre Liverpool e Manchester in poco più di settanta anni, da umili borgate trasformavansi in città colossali; mentre nelle sue contee di Lancaster, di York ed altre vicine, i capitali si accumulavano a milioni, nulla si faceva dal Governo, e poco dai privati, per sovvenire ai bisogni intellettuali e morali delle nuove popolazioni, che il commercio e l'industria concentravano in quelle parti del regno. Gli effetti di questa colpevole trascuranza, quantunque funestissimi, rimasero lungo tempo inosservati. Ma quando furono fatti palesi dai crescenti disordini popolari, e dai moti minacciosi delle associazioni carliste, il Parlamento ed il pubblico furono costretti d'indagarne le cause e di appurare lo stato degli operai nei gran centri industriali e commerciali.

Uno spaventevole spettacolo risultò da queste investigazioni.

L'Inghilterra s'accorse con terrore, che se in cima dell'edifizio sociale splendeva una classe illuminata, energica, doviziosa; nelle basse regioni, i più giacevano privi di lumi, di cognizioni morali, orbi d'ogni sentimento religioso, ed alcuni in sì abbietto stato, da ignorare persino il nome di Dio, quello del divin Redentore!

Il governo ed il pubblico, commossi a tanto disordine sociale, s'accinsero a portarvi rimedio con quella mirabile energia, che distingue la forte schiatta Anglo-Sassone. Questi sforzi basteranno essi a sanare del tutto l'orribile piaga? Noi vogliamo sperarlo.

Ma l'esempio dell'Inghilterra ci stia di continuo avanti gli occhi. Impari da esso l'Italia, ora che sta accingendosi a percorrere le vie industriali, ad avere in gran pregio le sorti delle classi popolari, ad adoprarsi con sollecite cure ed incessanti al loro miglioramento.

Per andare esenti dai mali che travagliano la Gran Bretagna, procuriamo di svolgere quegl'istinti benefici, i quali onorano la storia nostra passata e presente, sottoponendoli tuttavia a quelle regole scientifiche, l'osservanza delle quali è indispensabile a rendere efficaci, e veramente fruttiferi i provvedimenti diretti al sollievo delle umane miserie. Facciamo sì che tutti i nostri concittadini ricchi e poveri, i poveri più dei ricchi, partecipino ai beneficii della progredita civiltà, delle crescenti ricchezze, ed avremo risoluto pacificamente, cristianamente il gran problema sociale ch'altri pretenderebbe sciogliere con sovversioni tremende e rovine spaventose.

SUL DISCORSO

della

CORONA DI FRANCIA.

(Risorgimento 4 gennaio 1848).

Il discorso della corona di Francia non fa parola delle cose d'Italia. Questa omessione è chiaro sintomo dello spirito che informa il gabinetto di Luigi Filippo, è esatta dimostrazione della politica ch'egli ha seguito e intende seguire a nostro riguardo. Politica indecisa e timida, politica d'eccessive circospezioni, che vorrebbe rimanersene neutrale fra le idee di progresso e lo spirito di resistenza. Politica al tutto indegna della gran nazione che prima nel 1789 proclamò in Europa i principii rigeneratori delle società moderne, e che presunse più volte e presume tuttora aver ricevuta l'alta provvidenziale missione di propagarli e svolgerli nel mondo intiero.

Come mai questa politica fatale, contraria agli interessi della Francia, non meno che a quelli dell'umanità, potè mai essere adottata da quel celebre uomo di stato che regge il ministero? Come mai, il signor Guizot che studiò sì addentro le leggi che governano i progressi sociali, può egli rimanersi indifferente, quasi ostile allo stupendo movimento di rigenerazione che si va operando in Italia?

Per comprendere questa deplorabile anomalia giova passare a breve rassegna la politica francese degli anni addietro.

Il signor Guizot venne al potere nel 1840, coll'intento di ristabilire tra Francia ed Inghilterra la concordia, rotta per opera di lord Palmerston e del signor Thiers: o per dir meglio per causa delle eccessive dubbiezze della politica di Luigi Filippo in Ispagna ed in Oriente negli anni antecedenti. In ciò fece le parti di grande statista, e ben meritò le lodi di tutti i buoni ed assennati amici del progresso delle moderne società. Giacchè, non vale illudersi, la causa del progresso andrebbe esposta a grave cimento, se l'Inghilterra stringesse sincera alleanza colle potenze dell'Europa orientale, irreconciliabili nemiche del progresso politico, Russia ed Austria. Tale alleanza è possibile. Il 1840 lo ha pienamente dimostrato. Ed è prudente il non dimenticare che a quell'epoca i giornali inglesi, riputati più liberali, quelli stessi che ora promuovono le idee progressive sul continente, si scatenavano acerbamente contro le tendenze rivoluzionarie della Francia, in guisa da ricordare i tempi delle coalizioni da Pitt dirette.

Dopo aver superate le più dure prove che incontrar si possano nella carriera ministeriale in paese costituzionale, il signor Guizot venne a capo del suo intento. Aiutato, è vero, dal politica mutazione che fe' succedere nel governo degli affari esteri d'Inghilterra il cauto e pacifico lord Aberdeen, all'in tuoso ed ostile lord Palmerston, egli riuscì a pienamente re rare l'armonia fra le due grandi nazioni costituzionali d'Eu a ristabilire tra Francia e Gran Bretagna quell'alleanza che la pace dopo la rivoluzione di luglio, e ch'egli si compi annunziare al mondo colla celebre frase di *entente cordia.*

Poteva allora il signor Guizot imprimere alla sua politic nobile e salutare indirizzo, spingendola nelle vie progres che sole convengono alle condizioni della Francia. Pot valendosi della riacquistata potenza in Europa e del conc dell'Inghilterra, efficacemente promuovere quello svolgim delle progredienti e risorgenti nazionalità, di cui fa cen discorso di quest'anno; promoverlo non solo con isterili p gittate alle Camere a pascolo de' sentimenti generosi, ma

sussidio della sua influenza, ovunque ferve la lotta fra i due principii che dividono il mondo, ovunque germogliano numerosi e fecondi i semi di futuro progresso.

Ma invece di codesta politica generosa, non meno che utile alla Francia, il ministero, e forse più ancora il re Luigi Filippo, indispettiti dal ritorno di lord Palmerston al potere, ad altro mai non pensarono che a combattere in ogni dove l'influenza dell'Inghilterra, onde contraccambiarle, se possibil fosse le umiliazioni del 1840.

Meschina politica che ad altro riuscire non poteva che a tristi risultamenti. L'alleanza inglese infievolita dalle gare della diplomazia in Grecia, Egitto e Portogallo, andò pienamente rotta da que' malaugurati matrimonii spagnuoli, che la diplomazia francese ebbe la puerilità di predicare come un portento di abilità e di astuzia: mentre invece, senza conferire alla Francia più autorità in Ispagna, la lasciarono priva di mezzi d'influenza nel rimanente d'Europa.

Spaventato dalle ire minacciose dell'Inghilterra e dall'idea di veder rinnovata la coalizione del 1840, il signor Guizot si fece ad accarezzare le potenze orientali, l'Austria e la Russia. Egli sacrificò i principii liberali della Francia alle esigenze dell'autocrate e di Metternich. Politica fatale, funesta alla Francia, vergognosa per quel ministro, che meglio d'ogni altro, come scrittore e come oratore seppe porre in luce i veri destini delle nazioni europee, della francese in particolare.

Questa infausta politica produsse sugli affari della Svizzera pessime conseguenze. La Dieta, fidando sulle simpatie della nazione francese, poco curò le minaccie e le preghiere del signor Guizot. Sciolse il Sonderbund e scacciò i Gesuiti, plaudente quasi unanime la Francia. Ed ora il ministro, dopo aver sciorinato note minaccevoli, parla di mediazione benevola! Se il signor Guizot fosse rimasto fedele a' principii liberali, avrebbe forse ottenuto, unitamente all'Inghilterra, una soluzione pacifica, che nel liberare la Svizzera dalle calamità gesuitiche, e dai pericoli d'una unione illegale di pochi cantoni, non avrebbe

cacciato dal potere la parte moderata, lasciando libero il campo alla parte radicale più decisa.

La tendenza della Francia verso l'Austria produsse negli affari svizzeri una politica imprudente, illiberale, quasi ridicola: determinò in Italia una politica debole, incerta, affatto negativa.

Non poteva il ministero dichiararsi avverso all'opera rigeneratrice del sommo Pio, e osteggiare le savie riforme di Leopoldo e di Carlo Alberto. Qualunque pur si fosse il suo desiderio di compiacere all'Austria, non gli era possibile manifestare pei seguaci del Lambruschini, per gli avanzi della politica Gregoriana le stesse simpatie che egli aveva palesato pel Sonderbund. L'ostilità aperta essendogli interdetta, dovendo anzi, per non urtare soverchiamente i sentimenti nazionali, dare al Papa qualche segno d'approvazione, s'appigliò al partito di rimanersene quasi intieramente estraneo alle vertenze d'Italia. Epperciò la diplomazia francese ebbe l'istruzione di starsene spettatrice indifferente di quanto succedeva. La parte che i giornali le hanno affibbiato fu oltremodo esagerata. Il più delle note che le si sono fatte dare a Roma e a Torino, non ebbero esistenza fuori dei cervelli di alcuni corrispondenti non troppo esatti dei fogli pubblici.

Ma ciò che vi ha di vero, d'innegabile, si è che il ministero Guizot non provò simpatia di sorta pel risorgimento italiano: che anzi lo guardò con dispetto e maltalento. Questo sentimento velato nel parlare ufficiale della diplomazia, chiaro appare negli inconcepibili odiosi articoli della stampa ministeriale. Articoli impolitici, mal accorti, i quali, dando solenne mentita alle parole che il signor Guizot pronunziava l'anno scorso alla Camera dei pari in lode del Papa e della sua politica, destarono una meritata indegnazione in tutta l'Italia, attirarono al ministero il giusto biasimo di quanti sono, il cui animo ancor sia capace di un qualche generoso sentire, senza acquistargli perciò il favore dell'Austria.

Invece di assecondare con ogni maggior suo mezzo il movimento italiano che ravvicinava le potenze della penisola al

istema politico francese, il signor Guizot fece nulla o poco, imitandosi ad alcune ambigue dimostrazioni che s'ingegnò di velare, ritener volle intatta la nuova amicizia dell'Austria, senza chiarirsi avverso ai principi riformatori, tentò blandire le due politiche che si dividono Italia e il mondo, andando il mattino a porgere felicitazioni al marchese Brignole nostro ambasciatore sulle operate riforme Albertine, e favellando la sera col ministro d'Austria, il conte Appony, dei pericoli dello spirito rivoluzionario.

Vergognosa doppiezza, sconsigliata moderazione dello statista: debolezza impolitica, errore immenso che tanto più grande appare pel contrasto della politica inglese nelle cose d'Italia.

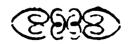
Questa potenza, quantunque in realtà assai più amica dell'Austria che nol sia la Francia, assai più gelosa di conservarle intatti i dominii assegnatile dal trattato di Vienna, pure non temè di manifestare altamente le sue simpatie per le riforme italiane. Senza prendersi un pensiero al mondo del dispetto del consiglio aulico, non dubitò deputare in Italia, e più specialmente presso la sede pontificia, uno de' membri più cospicui del gabinetto, il suocero del primo ministro, lord Minto, onde far chiara la sua determinazione di opporsi a qualunque tentativo tendente a turbare colla forza o colla frode l'opera rigeneratrice di Pio, Leopoldo e Carlo Alberto. L'energica condotta del ministero inglese è specialmente notevole in quanto che, affidando una missione cosiffatta a lord Minto, affrontò direttamente i pregiudizii tuttora cotanto vivaci del protestantismo inglese, che da secoli si oppone con severi statuti allo stabilimento di relazioni diplomatiche colla corte romana.

E veramente sarebbe difficile a concepire come uno statista cotanto distinto qual è il signor Guizot, cotanto avvezzo a rintracciare ne' fatti storici le leggi che governano il mondo politico, possa spingere così risolutamente la Francia nelle vie fallaci dell'alleanza austriaca, la quale mai non produsse alla Francia che disastri vergognosi, o tremendi. Vergognosi quando Luigi XV perdeva per essa le sue colonie affinchè Maria Teresa ricuperasse

parte della Silesia. Tremendi nel 1813 e 14, quando la tradita alleanza austriaca fu causa precipua della rovina dell'impero francese. Napoleone credette anch'egli dover ripudiare la causa dei popoli, ed i principii della rivoluzione per cimentare nuove alleanze colle antiche corti d'Europa. Infedele alle idee che lo avevano innalzato al trono, pensò renderlo più forte col farvi sedere un'Arciduchessa d'Austria. Matrimonio per lui funestissimo, che innestò al suo impero il germe della sua rovina.

Vorrebbe forse il signor Guizot ripetere gli errori della politica imperiale, rinnovando le miserie e gli scandali delle alleanze austriache? Figlio della rivoluzione francese, ha egli intieramente obbliata la gran verità da lui professata altre volte, non esservi per la Francia alleati veri, efficaci, se non i popoli esordienti nella carriera della libertà politica?

Noi vogliamo ancora sperare che il gran statista s'abbia a ricredere; e siccome il discorso del trono si dimostra meno ostile alla Svizzera, non tarderà a mostrarsi per l'Italia, qual esser dovrebbe, un ministro interprete fedele de' veri sentimenti e interessi della generosa e potente nazione francese. Se ciò non fosse, se il signor Guizot, o per propria elezione, o per influenza regale, perfidiasse nell'ambigua e fluttuante sua politica, piena fidanza ci resta nell'opinione nazionale. Se questa lo sostenne quando dopo il 40 ristabilì l'influenza francese in Europa, lo abbandonerà senza fallo, se continua ad adoperarla come in Isvizzera contro i principii liberali, o astenersi dall'impiegarla come ora fa in Italia per compiacere all'Austria.



SULLA DISCUSSIONE

DEGLI AFFARI D'ITALIA

ALLA CAMERA DEI PARI DI FRANCIA.

(Risorgimento 20 gennaio 1848).

.a discussione sugli affari d'Italia nella Camera dei pari, dopo giorni di dibattimenti, terminò coll'inserzione nell'indirizzo ına frase, dettata da sentimenti degni del pontefice e dei cipi italiani a cui è diretto, degni della nazione da cui espressi.

uesto lungo dibattimento, che abbiamo cercato riferire con ıpolosa esattezza, ha destato in noi potenti e contrarii af-. Se le generose e leali parole dei Montalembert, dei Pelet ı Lozère, dei Dupin, dei Cousin e dei Victor-Hugo riscossero stri applausi e destarono le nostre simpatie, fummo doloroente commossi dallo spettacolo di un vecchio diplomatico, non si vergognò di salire alla tribuna, per farsi l'apologista politica di Papa Gregorio e della condotta del principe di ernich, e l'acerbo accusatore degl'Italiani che in tempi di osa memoria combatterono, talvolta con mezzi eccessivi e :i, la gran battaglia dell'indipendenza e della libertà. Forse emmo farci interpreti dello sdegno che le parole del conte int-Aulaire hanno destato in tutti i cuori dei nostri lettori, n ci ritenesse il riguardo dovuto alla sua canizie ottuage-, e la rimembranza dei servigi resi alla causa liberale nei

tempi più difficili della ristaurazione. Il discorso del sig. Guizot, quantunque lontano dal corrispondere alle speranze ed al concetto che il grand'uomo d'altri tempi ci aveva altra volta ispirato, ci parve, lo diremo schiettamente, migliore della sua politica, come avevamo già giudicata la sua politica migliore de' suoi dispacci, men tristi di gran lunga della sconcia polemica della stampa ministeriale. Questa progressione, se non verso il bene, certo verso il meno male, è un risultamento dei beneficii delle pubbliche discussioni, delle lotte parlamentari, le quali costringono gli errori ad indietreggiare avanti alla verità; sforzano le timidezze ministeriali ad ammantarsi di degne parole, e giungono persino a far accettare dal signor Guizot una frase sulle cose d'Italia, ben diversa da quelle ch'ei dirigeva alla corte di Vienna.

Noi speriamo che quella progressione da noi segnata non sia giunta ancora al suo termine. Speriamo che avanti alla Camera dei Deputati il ministero dovrà, suo malgrado, pronunziare nuove parole più favorevoli alla causa italiana; accettare una manifestazione più energica di simpatia per quel moto di risorgimento ch'egli tentò invano di rallentare ed impedire.

Non conviene però illuderci. Se il linguaggio del ministero sarà cambiato, la sua politica rimarrà la stessa. Dopo essere stato timido coll'Austria, lo è stato col Parlamento; egli tentò conciliare i riguardi dovuti al sommo Pontefice e l'amicizia del principe di Metternich. Saprà accettare le dichiarazioni della Camera, senza affievolire le buone relazioni nelle quali ei vive col conte Appony. I risultati ch'ebbero per tanti anni le sterili e ripetute frasi degl'indirizzi in favore della nazionalità polacca, ci fan certi che un tale intento si raggiunge facilmente con qualche diplomatico raggiro.

Poniamo ora in confronto la politica del ministero francese, quale si palesò dai dibattimenti della Camera dei pari, colla politica del governo inglese, quale si può desumere dalla discussione dell'ultima sessione del Parlamento.

Prima di prendere a disamina la questione in sè, faremo

osservare che nel Parlamento le cose d'Italia furono trattate rapidamente. I dibattimenti ad esse relativi, si ristrinsero ad alcune esplicazioni date da lord Palmerston, a certe interpellanze direttegli da un membro dell'opposizione. E nella Camera dei pari ad un assalto violento di lord Stanley, capo dei tory, a cui rispose con gravi parole il marchese di Lansdlowne per parte del ministero.

Non si deve da ciò conchiudere che il popolo inglese si curi punto del sommo Pontefice e del risorgimento italiano, e molto meno che il Parlamento riguardi gli affari d'Italia e le relazioni del ministero con Roma come cose di lieve momento; che anzi si può asseverare, che niun principe e niuna nazione eccitarono da molti anni in Inghilterra maggiori simpatie del Papa e dell'Italia; e che fra le gravi accuse che fuori e dentro del Parlamento si muovono contro il ministero attuale dai suoi più accaniti avversarii, i zelanti anglicani, forse la maggiore si è l'intenzione manifestata di ristabilire colla corte di Roma relazioni diplomatiche.

Il solo motivo reale di queste poche discussioni si è, che nella Gran Bretagna, all'opposto di quanto succede in Francia si dà alle questioni di politica estera un'importanza affatto secondaria infinitamente minore di quella che hanno le questioni interne. Solitamente il pubblico ed il Parlamento ne abbandonano l'esame ad alcuni oratori, che per istudii, cariche od elezione si consacrano più specialmente alla politica estera.

E, cosa ben degna d'osservazione, in Francia l'esistenza di un ministero è sempre posta a repentaglio dalla politica estera. Il duca di Broglie, il signor Thiers, il conte Molè caddero perchè la loro condotta coll'estero fu disapprovata dalle Camere. In Inghilterra invece tutti i ministri, dopo la caduta di lord Nord, a cagione della guerra d'indipendenza d'America, non perdettero il potere, se non vinti dalle opposizioni su questioni d'interna politica.

A piena conferma di questo contrasto fra i due gran popoli costituzionali, citeremo ancora l'esempio di Giorgio Canning.

Questi potè sostituire senza grande difficoltà nel gabinetto di lord Liverpool, alla politica della santa alleanza e del congresso di Vienna, una politica liberale che assicurò l'indipendenza delle colonie spagnuole, ed introdusse nella penisola iberica quel germe costituzionale che fruttificò sì riccamente in appresso. Ma dopo aver fatto accettare ai colleghi di lord Castelreagh una politica di cui si onorerebbero i più liberali ministri d'oggidì, gli fu impossibile indurli a modificare la loro politica interna; cadde, o, per dir meglio, morì di dispetto di non aver potuto far sancire dalla Camera dei pari una non grave riforma della legge annonaria.

Gli inglesi, giova ripeterlo, per motivi che non abbiamo campo di svolgere, ma che si possono desumere dalla storia parlamentaria di poco meno che un secolo, riposano quasi interamente sui loro ministri riguardo alla direzione della politica estera. Dal che ne proviene per conseguenza logica che un popolo andrebbe gravemente errato confidando nelle simpatie e nell'appoggio dell'Inghilterra in ogni questione contraria agli interessi di questa nazione.

Il discorso del marchese di Landslowne ci ha raffermati nel pensiero che l'Inghilterra vuole quanto la Francia, più che la Francia il mantenimento della pace in Italia. Se Inghilterra vuole la pace, non è già per timore della guerra, chè non v'ha nazione meglio di lei preparata a sostenerla, ma perchè ha poco a sperare da una guerra generale, perchè possiede già troppe colonie, perchè i patti del trattato di Vienna furono ad essa bastantemente favorevoli, infine perchè la guerra è contraria agli interessi ed alle opinioni delle classi industriali che esercitano oggigiorno, mercè la riforma parlamentaria, una crescente influenza nel seno delle Camere dei comuni.

Da dieci anni in qua l'Inghilterra fece al mantenimento della pace sacrifizii non minori di quelli che si rimproverano al gabinetto francese, colla differenza che questi li fece in Europa, ed in America l'altra. Il trattato dell'Oregone, l'unione del Texas cogli Stati Uniti, e la guerra messicana, sono non dubbie prove della nostra asserzione.

L'Inghilterra vuol dunque la pace in Italia, ma nel tempo stesso manifesta una vera simpatia pel moto rigeneratore di questa nazione. Condizione, relativamente a noi, poco diversa in sostanza da quella della Francia.

Eppure, a dispetto di quest'identità di mire, quale divergenza nella politica delle due nazioni? Entrambe si proponevano di conciliare lo svolgimento più o meno rapido del principio riformatore col mantenimento della pace. Ma per raggiungere questo scopo, qual contrasto fra la condotta del gabinetto inglese e quella, già giudicata, del ministero francese?

L'Inghilterra prima, e più ancora dopo il fatto di Ferrara, si dichiara altamente, energicamente in favore della politica e dei diritti dei principi riformatori italiani, ed in ispecie del più minacciato dall'Austria, del sommo Pontefice; e per dargli più saldo appoggio, gli invia un ambasciatore straordinario, destinando a questa importante missione uno dei principali membri del gabinetto, un antico uomo di stato strettamente congiunto col primo ministro.

Mentre il ministero inglese prende in Italia un contegno così energico, non cerca già, come Guizot, di cattivarsi Metternich con lusinghiere ed ipocrite parole. Ma professa a Vienna i medesimi principii che proclama a Roma, dove apertamente combatte le mene segrete e palesi dell'Austria.

Il ministero francese, per aver il pretesto di negare ai principi riformatori d'Italia un efficace appoggio, fa le viste di credere alle trame pericolose di un partito esaltato, estremo, sovvertitore; ingigantisce ogni più lieve moto di popolo, e se ne mostra atterrito come di cosa che comprometta l'ordine pubblico, e con meditata perfidia interpreta ogni vociferazione in piazza qual tentativo rivoluzionario.

Il ministero inglese, all'opposto, loda senza restrizione le concessioni dei principi ed il contegno dei popoli. Giudicando rettamente le pochissime dimostrazioni tumultuose che conta sin qui la storia del nostro risorgimento, non insulta con quelli esagerati terrori, con quelli ipocriti consigli della stampa

ministeriale francese che mossero giustamente a sdegno gli italiani.

Ecco il contrasto che presentano quelle due politiche; ecco il perchè la politica inglese si conciliò la simpatia e la riconoscenza universale, e fe' nascere desiderii forse eccessivi e speranze certamente esagerate, mentre la politica francese veniva universalmente riprovata e derisa in Italia, vi promoveva universale reprobazione, ed era causa che si manifestasse contro la Francia una non naturale antipatia, egualmente contraria ai veri e stabili interessi delle due nazioni.

Non meno superiore in quanto allo scopo finale si riconosce la politica inglese. Dacchè è indubitato che il suo parlare risoluto, le sue energiche proteste, coll'appendice della flotta dell'ammiraglio Parker nelle acque del Mediterraneo imposero maggior ritegno all'Austria che non le frasi ambigue del signor Guizot.

Ma quantunque l'Inghilterra si sia dimostrata favorevole a nostro riguardo, non bisogna illudersi, nè dimenticare che la vera sua politica è una politica di pace. Essa desidera e vuole il progresso civile e politico di tutti gli stati italiani; ma nel tempo stesso si dichiara pel mantenimento dell'ordinamento territoriale sancito dal congresso di Vienna. Avremo le sue simpatie, ed all'uopo il suo aiuto finchè procederemo nella via delle riforme interne; nè abbiamo a temere ch'essi ci vengan meno per qualche lieve disordine in piazza, per qualche moto impaziente di popolo, per qualche tumultuosa dimostrazione delle masse. Ma se la nostra politica diventasse aggressiva, essa, lo temiamo, ci abbandonerebbe, forse si dichiarerebbe contro noi.

Questa è una verità che non piacerà forse a tutti, ma è dovere di chi si è assunto l'ardua missione di bandire la verità, di porla in luce perchè si eviti che i nostri concittadini si lascino andare a pericolose illusioni, a cui potrebbero conseguitare amari disinganni.

Non vogliamo dire perciò che l'Inghilterra abbia ad essere

l'eterna custode del trattato di Vienna; nè che i legami della alleanza più che secolare che l'uniscono all'Austria sieno indissolubili; come li spezzò già una volta il più illustre statista che vanti l'Inghilterra, lord Chatham, quando diresse la gloriosa guerra dei sette anni, nuove collisioni possono nascere coi tempi nuovi.

L'Inghilterra mosse allora la guerra all'Austria in odio della non naturale alleanza stretta colla Francia. L'alleanza che ogni dì maggiormente si va stringendo colla Russia non meno contraria ai veri interessi della corte di Vienna, non può essa forse accelerare il giorno in cui dovrà operarsi un cambiamento completo nella politica inglese, favorevole all'Italia? Ci è lecito sperarlo, desiderarlo ardentemente, senza però tentare di sciogliere con premature ipotesi i problemi dell'avvenire il cui segreto sta nella mente della Provvidenza.

Ci basti per ora di avere esattamente determinato quale sia stata la politica inglese e la politica francese in Italia.



SULLA CONDIZIONE FINANZIERA

DELLA FRANCIA.

(Risorgimento 1 febbraio 1848).

Nella tornata del 25 gennaio, il sig. Thiers prese ad esaminare la condizione finanziera della Francia, e ne tolse argomento per muovere gravi accuse contro la condotta del ministero, che tacciò d'improvida e temeraria.

Le parole del signor Thiers hanno negli argomenti di finanza una grande e meritata autorità. Egli ottenne i suoi primi gran trionfi parlamentari nelle discussioni che versavano intorno a queste difficili materie, e quando sosteneva i progetti del signor Lafitte, sotto-segretario di stato, e quando, relatore del bilancio, per la prima volta spandeva una luce inusitata in quei labirinti di cifre che ogni anno il ministero sottopone all'approvazione delle camere. E di ciò non potrà maravigliare chiunque abbia letto quella stupenda storia della rivoluzione francese, ch'egli dettava nella sua giovanile età. In essa ei cominciava a dar prove della mirabile sua attitudine agli studii finanzieri, esponendo in modo chiaro ed esatto quel colossale sistema amministrativo della convenzione che prima di lui si tenne sempre quale oscuro e disordinato sviluppo di provvedimenti rivoluzionari ed iniqui.

L'autorità adunque del signor Thiers, sia come capo dell'opposizione, e più ancora come uno dei primi uomini di finanza del secolo, dà somma importanza alle discussioni ch'egli promosse col ministero, rappresentato dal suo primo economista, il signor Duchatel.

Lasciando da un lato ogni critica sui punti secondarii, siccome si addice ad un grande statista, si restrinse a porre in luce i fatti essenziali che riassumono la vera condizione della finanza francese, e che, a suo giudizio, sono argomenti di gravi accuse pel ministero.

A dispetto delle difficoltà che s'incontrano in materie così ardue, del gran numero di questioni speciali cui è forza accennare con qualche indispensabile schiarimento, malgrado il poco spazio che si può consacrar loro in un foglio periodico, e la pochezza dei nostri mezzi, cercheremo di dare ai nostri lettori un'idea, benchè imperfetta, di questa rilevantissima discussione.

Gli evenimenti del 1840 ebbero per le finanze della Francia due conseguenze gravissime. Primo, necessitarono un aumento permanente nell'esercito, nella marineria e negli armamenti militari d'ogni maniera; quindi un notevole aumento nei bilanci ordinarii. In secondo luogo essi dimostrarono chiaramente non essere la Francia bastantemente apparecchiata al grave pericolo di una guerra europea ond'era stata minacciata. Il ministero che succedette a quello del signor Thiers, il ministero attuale, per ovviare ad un tale pericolo, non solo compiè i suddetti aumenti, ma volle provvedere alla difesa delle frontiere, delle spiagge marittime della Francia ed ai bisogni di un poderoso esercito; fece quindi dalle camere stanziare un bilancio straordinario pei ministeri della guerra e della marina.

Queste determinazioni costituivano già un forte aggravio per il pubblico erario. Ma gli anni 1841 e 1842 essendo stati anni di prosperità, il Governo e le Camere deliberarono di dare alle opere pubbliche un impulso immenso, primo coll'ultimare prontamente quelle in corso d'esecuzione, secondo coll'intraprenderne molte altre di grande importanza.

Nel 1841, 1842 principalmente, e negli anni successivi si decretarono un intero sistema di strade ferrate, nuovi canali, nuove strade ordinarie, nuovi porti marittimi, ed oltre a ciò l'ultimazione od il perfezionamento delle strade, dei canali e dei porti già esistenti.

Le spese necessarie a tante e diverse imprese militari e civili salgono ad una cifra spaventosa, difficile a stabilire sin d'ora esattamente; stante che molte opere sono ancora incompiute, ma che senza esagerare si può col signor Thiers portare ad 1,500,000,000.

Mercè adunque di queste determinazioni, la Francia dopo il 40 si trovò avere un bilancio ordinario, nel quale le spese superavano di molto le entrate; ed un bilancio straordinario che si può valutare dai 130 ai 180 milioni annui.

Per sopperire a questi due bilanci si deliberò d'impiegare i tre mezzi seguenti:

1° *Il prestito.*

2° *Le riserve della cassa d'ammortimento.*

3° *Il debito fluttuante.*

Al prestito si ebbe ricorso nel 1844 ed or son pochi mesi. Il debito contratto in questi casi fece o farà entrare nel tesoro 800,000,000.

Le riserve della cassa d'ammortimento debbono produrre eguali risorse al governo. Ma prima di proseguire è indispensabile dare alcune spiegazioni intorno a quest'elemento essenzialissimo dell'edifizio finanziere della Francia. Ogniqualvolta si contrae in Francia un nuovo imprestito, un annuo fondo, proporzionato alla somma mutuata, vien destinato ad estinguere il debito coll'accrescersi ogni anno del prodotto delle rendite che si vanno via via acquistando, sotto l'espressa condizione però, che, ove il valor corrente delle rendite superi il pari, l'azione della cassa d'ammortimento abbia a cessare, e si faccia riserva dei fondi che le sono attribuiti per essere impiegati quando la rendita ricada al disotto del pari.

Ora, siccome il prestito al 5 per cento e quello al 4 1/2

sono da molti anni al disopra del pari; ne consegue che il fondo d'ammortimento destinato a questi imprestiti è rimasto senza impiego. Onde nacquero le cosidette *riserve* dell'ammortimento, le quali costituiscono una somma disponibile crescente, che giunge ora a quasi 80 milioni annui.

Oltre a questa riserva disponibile, abbiamo accennato un altro mezzo di supplire alle spese straordinarie, il *debito fluttuante.*

Debito fluttuante si dice quello il cui rimborso può essere legalmente richiesto con breve mora.

Esso si compone:

1° *Delle anticipazioni degli agenti contabili, dei ricevitori generali in ispecie.*

2° *Dei fondi lasciati nelle mani del Governo dai dipartimenti e dai comuni.*

3° *Dei fondi delle casse di risparmio, versati nel tesoro pubblico dalla cassa dei deputati e consegne.*

4° *Dei fondi dei reggimenti, della marineria e di altre pubbliche istituzioni.*

5° *Delle somme prodotte dalle negoziazioni di carte di credito, pagabili dal tesoro entro sei mesi, carte dette* bon du trésor, *pagherò dell'erario.*

Determinati così i tre fondi che dovevano sopperire ai bisogni dello Stato, diremo che il Parlamento aveva stabilito che alle annue deficienze si provvedesse colle riserve dell'ammortimento e che alle spese straordinarie si sovvenisse coi prestiti decretati, secondariamente col *debito fluttuante,* e finalmente colla riserva dell'ammortimento, quando l'equilibrio nei bilanci ordinarii ne avesse lasciata la libera disponibilità per le spese straordinarie.

Credevasi nel 1841 e 1842, tempo in cui questo gran sistema di finanza fu adottato, che le riserve dell'ammortimento avrebbero bastato a coprire ogni deficienza nei bilanci sino all'anno 1845, e che quindi l'equilibrio si sarebbe mantenuto fra le spese e le entrate ordinarie. E tale speranza parve confermarsi, dacchè i bilanci del 1844 e 1845 saldaronsi senza deficienze di

rilievo. Ma le inondazioni del 1845, le crescenti spese dell'Algeria, e, più d'ogni altra causa, la carestia del 1846 e 1847 costrinsero il Governo a straordinarii sacrifizii che recarono nuove e gravissime perturbazioni nelle finanze dello Stato. Nel 1846 il disavanzo delle spese fu di 48 milioni; nel 1847 di 128 milioni, e si calcola pel 1848 a 48 milioni.

Ecco dunque le riserve dell'ammortimento nuovamente impegnate per sopperire alle spese ordinarie di tutto l'anno presente e forse, come è opinione del signor Thiers, dell'anno venturo.

I calcoli sui quali poggiava l'edificio della finanza francese fondato nel 1841 e 1842, essendo stati sovvertiti dai disastri sovra accennati, il Governo dovette provvedere alle spese straordinarie già ordinate, mercè d'un nuovo imprestito, il quale, consentito dalle Camere nell'ultima loro sessione, venne negoziato nel mese di dicembre, e dee ricondurre nelle casse pubbliche 350 milioni. Ma questa somma dovendo essere pagata ripartitamente entro due anni, il ministro delle finanze fu costretto ad aumentare il *debito fluttuante*, che giungeva nel primo scorso gennaio, alla somma di 628 milioni e dovrà, al dire del signor Thiers, accrescersi entro l'anno di oltre 100 milioni.

Se a questi dati si aggiunge il prospetto del bilancio delle spese per l'anno 1849, le quali sommano all'ingente somma di 1,382 milioni, si avrà un quadro esatto delle condizioni della finanza francese, quale venne maestrevolmente tracciato dal signor Thiers nell'applaudito suo discorso.

Dopo questa luminosa esposizione, il sig. Thiers mosse contro il ministero le seguenti accuse:

1° Di avere, con promuovere tante e sì gravi imprese pubbliche, imposto all'erario un peso fuor d'ogni ragionevol proporzione coi mezzi dello Stato, e ciò con tanto maggior danno, che nello stesso tempo esso aveva eccitato molte compagnie private a dar mano ad opere gigantesche.

2° Di aver aumentato e di aumentare tuttora il *debito fluttuante*, in modo da far correre al pubblico credito non lievi pericoli.

3° Di avere adottato, e ciò per non retti fini, un pessimo sistema nel mandare ad effetto le divisate imprese.

Per avvalorare la prima accusa, il signor Thiers asserisce non poter la Francia provvedere i cento cinquanta milioni richiesti annualmente dalle imprese straordinarie del Governo, ed i cento cinquanta milioni necessarii alle opere delle compagnie, senza che ne consegua nel paese una scarsezza di capitali, e quindi venga cagionata una gravissima perturbazione in tutti rami del commercio e dell'industria. Quest'argomento si riduce a dire che le economie della Francia non giungono a trecento milioni ogni anno.

Infatti, è cosa evidente che i capitali, non potendo essere altramente creati che dai risparmii, ove questi non giungessero a trecento milioni, sarebbe impossibile il sovvenire alle sovraccennate spese straordinarie d'ogni specie, senza distogliere un certo numero di capitali dal solito loro impiego nell'agricoltura, nell'industria e nel commercio, e produr quindi quei pessimi effetti economici lamentati dal signor Thiers.

Il ministero non combattè gli argomenti del suo opponente, ma negò le premesse, dichiarando essere convinto che gli annuali risparmii della Francia superano la somma di trecento milioni.

Su di che sia lecito a noi dichiarare che, a parer nostro, la ragione è tutta da lato del ministero. Per dimostrare in modo incontrastabile la verità di quest'asserzione, si richiederebbe assai più spazio di quanto possiamo disporre, e dovrebbesi oltre a ciò raccogliere molte più prove e fatti che non ci vengono dal signor Duchatel somministrati. Ci ristringeremo ad una sola prova, bastevole, se non a togliere ogni dubbio, almeno a rendere plausibile il nostro assunto.

Tranne l'anno calamitoso 1846, durante il quale il grano salì a prezzi eccessivi (1), e si dovette impiegare ingenti somme

(1) Per parecchi mesi del 1847 il prezzo medio del grano in Francia fu di oltre 40 fr. l'ettolitro. In varie provincie, nelle orientali in ispecie, salì e si mantenne lungo tempo a 50 fr. ossia 12 fr. l'emina di Piemonte.

nell'acquisto di grani esteri, tranne, dico, quel malaugurato periodo di tempo, si manifestò durante i quindici anni un progressivo e quasi regolare aumento nel prodotto dei dazii indiretti, che può a ragione media valutarsi a venticinque milioni annui.

È manifesto che l'aumento prodotto per i dazii indiretti è cagionato da un aumento di redditi della nazione, e che quindi l'uno non può stare senza l'altro. È forse impossibile lo stabilire la ragione di questi due aumenti; ma supponendo che quello dei redditi nazionali debba essere cinque volte maggiore di quello dei dazii, si è certi di errare in meno e non in più. Onde se il prodotto del dazio cresce di venticinque milioni all'anno, la somma di tutti i redditi nazionali debb'essere aumentata di cento venticinque milioni, il che suppone un aumento di capitale oltre un bilione.

Se questo ragionamento è irrefragabile, convien dire che la Francia può impiegare ogni anno trecento milioni in opere pubbliche straordinarie, senza che l'industria ed il commercio ne vengano incagliati.

Le opere pubbliche inglesi hanno assorbito un annuo capitale molto maggiore di questo, eppure prima della crisi delle derrate non si aveva colà difetto di capitali. Ma basta l'esempio della Francia a confermare questa nostra asserzione. In fatti vi si spese in opere pubbliche negli anni che seguirono il 1840 somme maggiori che non in questi ultimi due anni; eppure prima che una carestia, che da lungo tempo non ebbe pari, venisse ad arrestare il progresso della ricchezza nazionale, i capitali non erano mancati nè all'industria, nè al commercio, nè all'agricoltura.

Il sig. Thiers confonde gli effetti disastrosi di un anno infelice con quelli delle spese pubbliche straordinarie, ed in ciò commette, a parer nostro, un grave errore che potrebbe produrre funeste conseguenze se il potere, tornando nelle sue mani, pensasse rallentare il compimento di quelle grandi imprese che la Francia aspetta con tanta impazienza, e che debbono pur tanto contribuire a dare saldi fondamenti alla pubblica prosperità.

La seconda imputazione fatta dal signor Thiers al ministero è assai più fondata. Non v'ha dubbio che un debito fluttuante di parecchie centinaia di milioni cui lo Stato può essere costretto a rimborsare è un inconveniente grave, è una causa di debolezza perenne per un governo. Ondechè non esitiamo a dichiarare che, quand'anche questo debito non dovesse giungere a settecento cinquanta milioni, ma rimanesse entro i limiti voluti dal ministero, cioè dai seicento ai seicento cinquanta milioni, il dovremmo tuttavia riputare come una grande anomalia finanziera, cui fa d'uopo recare un pronto rimedio.

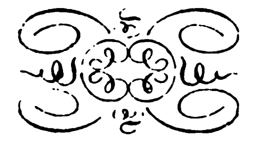
Nè vale il dire che oltre la metà di questo debito consiste nei crediti dei pubblici contabili, dei Comuni, delle Provincie, delle casse di risparmio; giacchè, se i tempi si facessero difficili, i contabili, i Comuni, le Provincie, le casse di risparmio sarebbero costrette anche, loro malgrado, a ritirare i fondi che tengono presso il Governo.

Il debito fluttuante contenuto fra certi limiti porge un facile ed utile impiego ai capitali che sono momentaneamente infruttiferi, e procura fondi al Governo mercè di una tenue usura. Ma questi vantaggi sono poca cosa rispetto agli inconvenienti che potrebbero derivare da un debito fluttuante, di tanta importanza da porre il Governo nella dolorosa circostanza di non potere, ne' casi difficili, soddisfare alle sue obbligazioni senza sottostare a più gravi pesi.

Più fondata ancora è la terza accusa del signor Thiers. Ogni uomo ragionevole non può non consentire nella sentenza da lui proferta, che sarebbe stato molto più vantaggioso pel paese, se tutte le risorse dello Stato si fossero concentrate nella gran linea politica, strategica ed economica che unir dee l'Oceano al Mediterraneo, attraversando da capo a fondo la Francia. Quell'aver incominciato ad un tempo tante strade di ben diversa importanza, quell'avere ripartito i fondi disponibili sopra una quantità d'imprese, molte fra le quali non erano di primaria importanza, fu un tributo vergognoso pagato alle esigenze parlamentarie, fu mezzo poco lodevole per ottenere la maggiorità nelle Camere, *sacrificando* i veri interessi del paese.

Quando il sig. Thiers paragona i vantaggi che ridonderebbero da quella strada, appena cominciata, che deve ricongiungere Parigi con le primarie città della Francia, con Lione e Marsiglia, e quei tronchi che fanno capo a poche importanti città, Tours, Vierzon, Chartres e Bourg, le sue ragioni superano in bontà quelle del ministero, come l'uomo di stato supera in vera scienza i semplici trafficanti di maggiorità parlamentari.

Questo sunto imperfetto della discussione nel 23 gennaio può dare una prima idea della condizione della Francia, la quale avremo campo di esaminare più minutamente quando le Camere discuteranno l'annuo loro bilancio.



SULLA COSTITUZIONE

data

DAL RE DI NAPOLI.

(Risorgimento 4 febbraio 1848).

Se si considera nel suo complesso la storia d'Italia, è forza il riconoscere che la parte di essa che ebbe a soffrire maggiori e più lunghe calamità, fu il regno di Napoli. Nessun'altra Provincia della nostra penisola ha da lamentare tanti secoli di oppressioni straniere, si eccessive prepotenze feudali, sì tristi governi, tante sanguinose rivoluzioni. Epperciò vediamo senza invidia la Provvidenza concederle, qual giusto compenso, la gloria di essere il primo fra i nostri popoli a cui sia dato godere nella sua pienezza i benefizii d'un libero reggimento. Dopo i maggiori dolori le gioie maggiori.

Noi crediamo fermamente che l'acquisto del sistema costituzionale segni pel regno di Napoli un'èra di rigenerazione, di progresso e di prosperità che non avrà ad essere turbata nei suoi primordii dalle luttuose vicende che afflissero i primi passi di molti popoli nelle vie della libertà.

Forse questa nostra credenza parrà a taluno effetto di una singolare illusione prodotta dalla gioia immensa che i faustissimi eventi di Napoli cagionarono a tutti i buoni Italiani. Ben sappiamo che molte persone, abbagliate da non rette deduzioni

storiche, paventano che il passaggio così repentino del regno dal sistema assoluto al sistema costituzionale, non possa compiersi senza trar seco una lunga serie di commozioni interne, di discordie civili, di avvenimenti funesti. Le spaventose rimembranze della rivoluzione inglese, e della rivoluzione francese, e lo spettacolo doloroso delle vicende politiche della penisola Ispana danno a questi esagerati timori qualche plausibile argomento, e fanno sì che anche fra gli amici non dubbii del progresso, fra i fautori sinceri delle idee di libertà, ve ne siano parecchi che non vedano senza grave apprensione la rapida e compiuta applicazione di queste idee tra noi, e quindi non cerchino a rallentare il moto che spinge le società italiane, col puerile pretesto ch'esse non sono bastantemente apparecchiate, e che si richiederebbe perciò di sottoporle ad un lungo tirocinio prima di schiuder loro la carriera dei popoli liberi.

Un sì funesto errore è prodotto, lo ripetiamo, da false deduzioni storiche, da una non retta interpretazione dei fatti contemporanei d'Europa.

Se la rivoluzione inglese fu sì lunga, s'essa fu causa di lotte tanto accanite, si fu perchè, più che ad un cambiamento politico, quella nazione mirava ad una rivoluzione religiosa. Ove gli Stuardi avessero abbracciato sinceramente il protestantismo ed adottato i principii della riforma, non sarebbero stati balzati dal trono; Carlo I non avrebbe portato la testa sul patibolo, e la schiatta dell'ultimo Giacomo non avrebbe dovuto errare raminga in tutta Europa per più d'un secolo, prima d'estinguersi nella più assoluta oscurità.

Ma in Italia, la Dio mercè, non sono, non possono esistere, nonchè guerra, contrasti reali fra la religione, chi l'amministra, e lo spirito di libertà. La gran riconciliazione del clero colla causa del progresso, coi principii che informano e dominano la società moderna, mirabilmente preparata da Vincenzo Gioberti, è stata compiuta e benedetta dal sommo Pio.

Fra i più zelanti, fra i più sinceri fautori della causa italiana, noi possiamo con vanto annoverare la parte la più numerosa, la

più eletta, la più influente della nobile schiera dei ministri dell'altare. Onde dobbiamo ascrivere ad immensa fortuna l'aver a collaboratore ardente all'opera del nostro risorgimento quella classe poderosa che fu quasi dovunque la più costantemente avversa ai progressi politici.

Se la rivoluzione francese partorì sì terribili catastrofi, sì lunghi disastri, tante sanguinose peripezie, ciò addivenne dall'esser essa stata non solo una rivoluzione politica, ma ancora più una rivoluzione sociale. Essa aveva a combattere irreconciliabili nemici; e lo fece con modi tremendi, sovente iniqui, ma che la condussero tuttavia a raggiungere lo scopo assegnatole dalla Provvidenza, quello cioè di stabilire sopra basi inconcusse non solo in Francia, ma in molte parti d'Europa, il gran principio delle società moderne, l'eguaglianza civile, le libertà costituzionali.

Ben diverse sono le condizioni dell'Italia. La rivoluzione sociale operata dalla costituente francese è già fatta da noi da lungo tempo. Il feudalismo, in molte parti della penisola, non esistette mai, e là dove fu altre volte in vigore, come nel regno di Napoli, già venne distrutto sin dal secolo scorso. Le riforme sociali che rimangono a compiersi non sono tali da richiedere da alcuna categoria di cittadini alcuno di quei sacrifizii ai quali si consente difficilmente di buona fede. Non si tratta che di ottenere che quelle le quali, a torto forse, si chiamarono testè classi privilegiate, scambino i vecchi pregiudizii e le distinzioni immaginarie di cui si credevano fregiate coi benefizii reali e stabili che gli ordini nuovi conferiscono a tutti i cittadini. Ad operare questo cambiamento non si richieggono misure violenti; basta l'azione regolare e benefica delle nuove istituzioni politiche.

L'esempio della penisola iberica non può somministrare ai nostri avversarii migliori argomenti delle ricordanze storiche ora accennate. Non esiste fra noi che un solo partito il quale possegga vera potenza, il partito nazionale, le cui mire tendono a conciliare la stabilità dei troni collo svolgimento delle

costituzioni liberali. Non esiste fra noi, come in Ispagna, una parte numerosa ed ardente rannodata attorno ad una bandiera nemica del progresso. Non esiste fra noi un partito minaccioso *carlista* che possa fomentare di continuo ire e sospetti, soffiare nel fuoco delle passioni, spingere i liberali negli eccessi rivoluzionarii o ritardarne il cammino sulla via del progresso. In Italia l'immensa maggioranza si tiene strettamente unita a' suoi principi nazionali; unita non meno dai legami della riconoscenza e dell'amore che loro si professa, ma ancora dall'odio che ispira la prepotenza straniera.

Ma ciò che ci differenzia dalla Spagna si è lo stato delle nostre popolazioni, ben più illuminate e colte, meglio preparate alla vita politica che nol fossero gli Spagnuoli alla morte di Ferdinando. Le idee di libertà han messo fra noi salde radici nel secolo passato; i principii d'eguaglianza civile, base degli ordini nuovi, sono stati consacrati nei tempi della dominazione francese, e da oltre trent'anni, noi ci educhiamo alla vita nuova, collo studio assiduo degli eventi che succedono fra le nazioni le più innoltrate nelle vie della civiltà, col seguitare attenti le gran lezioni che si bandiscono dalle tribune dell'Inghilterra e della Francia.

Si dileguino adunque i vani timori de' sinceri, ma timidi amici del progresso; mettano essi, come noi, fede intera nei destini d'Italia. Il nostro risorgimento non è, non sarà somigliante alle rivoluzioni inglesi, francesi e spagnuole; perchè esso ha l'appoggio di un clero sinceramente religioso, schietto amico delle libertà; perchè non è condannato alla funesta necessità di dover entrare in lotta mortale con nessuna classe cittadina, irreconciliabile nemica dei nuovi sistemi politici, perchè, finalmente, viene operato da un popolo mirabilmente preparato ai suoi nuovi destini.

La cooperazione del clero è, a parer nostro, il carattere distintivo del risorgimento italiano, quello che ci conferma nella credenza di vederlo a compiersi senza perturbazioni violenti. Non è a dire per ciò che consideriamo il clero come

unanime nel retto sentire. Pur troppo ci tocca ad esserè ogni giorno spettatori de' fatti dolorosi che attestano esservi una minorità, la quale valendosi del potere che è nelle mani di alcuno fra suoi membri, contrasta con rabbiosi modi al gran moto rigeneratore. Sappiamo altresì che unito strettamente a questa minorità, combatte un ordine religioso che viene considerato come il più acerbo nemico del progresso; un ordine che suscita, ovunque fermi le stanze, inquietudini e sospetti.

Ma qui confessiamo schiettamente che cesseremo dal temere quest'ordine, a partire dal giorno in cui saranno pienamente stabiliti in Italia i gran principii della pubblicità e della libertà. Se in tempi del dominio assoluto poteva esercitare qualche influenza, possedere qualche impero sull'animo dei governanti, se nel regno delle tenebre gli fu dato, mercè i cupi suoi raggiri, costituire una specie di potenza nella nazione, rimarrà impotente e disarmato in faccia alla luce. Allora piegherà forse alla necessità dei tempi col riformare quelle regole e quello spirito fatale che pregiudica non solo i veri interessi della religione, ma quelli ancora del progresso della civiltà. Oppure si estinguerà, come si sono estinte le istituzioni che contrastarono ostinatamente alla forza irresistibile che spinge i popoli nelle vie dell'avvenire.

Se il risorgimento italiano fosse stato, se diventasse mai ostile alla chiesa, anticristiano, come fu la rivoluzione francese, in allora l'influenza di quell'ordine ci parrebbe a temere. Ma un moto politico, iniziato, benedetto da uno de' più zelanti pontefici che siasi mai seduto sulla cattedra di Pietro, e diretto da piissimi principi non ha a paventare delle mene, dei maneggi, delle arti e dei rancori di coloro, i quali, quasi fossero investiti del monopolio della fede cattolica, coprono le loro mire private, i loro odii pei progressi politici col manto di un ardente zelo di religione.

Siccome nel clero esistono alcune sfavorevoli eccezioni, così è da credere che i nuovi ordini politici avranno ad incontrare alcuni incagli suscitati dai pregiudizii, dalle false idee, dalle

esagerate apprensioni dei retrogradi. Ma ripetiamo essere qu
ostacoli un nulla a paragone di quelli che ebbero a superar
altre rivoluzioni.

Fra noi non esiste nessuna classe apertamente ostile
nuove condizioni politiche. Ovunque, in Italia, in Piemonte
meno che altrove, la maggioranza del patriziato è sinceram
amica delle libertà e dell'indipendenza, desidera ardentem
il compimento della nostra gloriosa risurrezione, è pront
cooperarvi colle opere cittadine finchè durerà la pace, col
crifizio della vita quando suonerà l'ora della guerra. — M
cooperazione del clero e del patriziato, quantunque grand
efficacissima, non può essere sola cagione della nostra pi
fiducia nelle sorti del risorgimento italiano; poco varrebb
i popoli non fossero preparati ai nuovi loro destini. Ma ch'
lo sieno, lo prova abbastanza il mirabile loro contegno dur
il periodo testè finito, lo prova la condotta del popolo nap
tano, lo prova il valore dei Siciliani nella terribile lotta so
nuta, e lo proverà pure l'uso moderato della vittoria. Se i po
son preparati all'esercizio dei diritti politici, non manca
nella nazione chi possa degnamente rappresentarli, e comp
i gravi ufficii degli ordini deliberativi. A conferma di qu
verità ci basta accennare la consulta di Roma. Se vi era
vincia d'Italia dove l'attitudine de' cittadini a prender part
un'assemblea politica potesse dar luogo a qualche dubbio, c
era la Romagna. Ivi da secoli i laici esclusi dal maneggio
cosa pubblica, non avevano mai avuto campo di apparecch
alle gran discussioni de' pubblici interessi, eppure, appena
dunati da Pio, i rappresentanti delle provincie, veggiamo sor
fra essi, uomini di cui andrebbero giustamente superbi i po
già adulti nella vita costituzionale; e ciò non tanto per l'
quenza della parola, quanto e più per la maturità del se
per la sapienza dei consigli.

Se non che a dar valido fondamento a queste nostre spera
a mutarle in certezza per noi, come per tutti gli uomini di
criterio e di buona fede, più d'ogni altra cosa contribuisc

nta fiducia che abbiamo nella virtù, nei lumi e nei generosi dei nostri principi. L'Italia confida in essi. Roma, e e Torino sono certe che Pio, Leopoldo e Carlo Alberto, mimi iniziatori del risorgimento italiano, sapranno cona compimento la gloriosa ed impareggiabile loro impresa, ndo su ferme e profonde basi il più splendido edificio dei moderni,

LA LIBERTÀ ITALIANA.



SULLA GUARDIA CITTADINA.

(Risorgimento 7 febbraio 1848).

Da molto tempo il desiderio di vedere ordinata fra noi la Guardia cittadina andava facendosi più forte, e più universale; era diventato oramai un voto unanime, quasi irresistibile. — Nè poteva essere altrimenti.

A fronte dei sempre crescenti apparecchi di guerra dello straniero, della politica sempre tergiversante dei nostri vicini, era naturale che il patriotismo del paese s'esaltasse, che tutti coloro cui ferve in petto amor di patria chiedessero armi ed ordinamenti per essere pronti a resistere ai sovrastanti pericoli.

Ma ad un tanto motivo per desiderare la Guardia cittadina se ne aggiungeva un altro non meno legittimo, non meno potente.

Le riforme di Carlo Alberto, comunque ristrette nelle loro applicazioni, hanno tra noi inaugurato su larghe basi i veri principii che dominano le società moderne, i veri principii delle libertà civili. Tale, non è possibile il dubitarne, fu il fermo proposito del magnanimo nostro Re quando le promulgava. Giudicando egli essere i popoli, mercè delle paterne sue cure, giunti ad alto segno di maturità, si determinò spontaneamente a mutare l'antico sistema che ci reggeva in uno più adatto alle condizioni dei tempi, più conforme a quello che è in vigore presso i popoli più civili, il sistema costituzionale.

Ma, guidato da quella sollecitudine ch'ei mostrò sempre pei sudditi suoi, volle operare la grande mutazione con modi progressivi e prudenti, affine di evitare le difficoltà ed i pericoli che la storia ci mostra quasi inevitabili nelle epoche di transizione. Forse queste difficoltà, questi pericoli, prima della promulgazione delle riforme apparivano molto maggiori che in realtà non fossero. Infatti, l'abbiamo già detto, il contegno del popolo, il concorso quasi unanime del clero e del patriziato dimostrarono incontrastabilmente che i popoli liguri piemontesi erano altamente preparati alla vita libera, alle nuove sorti alle quali il lor Re li chiamava.

Noi, con tutta la nazione, abbiamo applaudito a quella prudente politica che con sì alto senno ci spingeva nelle vie del progresso. Ed accettando con gioia, con riconoscenza le operate riforme, abbiamo confidato nella sapienza del Re, nella potenza dei tempi, pel pronto e regolare svolgimento dei fecondi principii in esse contenuti.

Una delle prime, delle più importanti applicazioni di questi principii, doveva essere l'ordinamento della Guardia cittadina. Un popolo che progredisce nelle vie della libertà dee necessariamente desiderare di essere armato per custodire questa libertà, per impedire che degeneri in licenza. E questo desiderio è così naturale, che dee pure di necessità essere diviso da tutti i cittadini anche i più semplici e meno illuminati. Così avvenne fra noi. Il buon senso popolare non durò fatica a riconoscere che la più immediata, la più chiara conseguenza delle riforme era la Guardia cittadina; e quindi la nazione ne provò, ne manifestò ardente il desiderio.

Così, alle cause interne aggiungendosi le esterne, la questione dell'armamento dei cittadini divenne la questione più incalzante, quella che, pochi giorni sono, più d'ogni altra meritava di fissare l'attenzione dei Magistrati e del Governo.

Ma compiendosi in Piemonte il regolare svolgimento dei principii liberali promulgati dalle riforme, gli spiriti erano rivolti specialmente alla Guardia civica; a Napoli il Re, stretto dagli

eventi, proclamava senza restrizione, nè reticenze l'ultima conseguenza di questi principii, il sistema costituzionale.

Questo gran fatto produsse fra noi un effetto immenso, d'ora in ora crescente.

L'essere un popolo fratello giunto sollecitamente alla meta cui tendiamo, il veder poste in chiara luce le gran verità costituzionali che si mantenevano quasi velate, ridestò, centuplicò il desiderio latente in tutti i cuori di conseguire quanto prima quelle sane istituzioni politiche cui il nostro Governo intendeva condurci col prudente, ma forse troppo lento metodo delle riforme progressive.

Gli avvenimenti di Napoli hanno fatto altamente risuonare quelle parole che erano in tutte le menti, ma che nessuno proferiva se non a bassa voce. Epperciò han fatto apparire agli occhi dell'intera nazione i gran principii costituzionali, oggetto, or sono pochi giorni, dei voti di tutte le persone illuminate, desiderio ardente oramai di tutti quasi senza eccezione i cittadini. Col medesimo ardore col quale si chiamava la Guardia cittadina si chiama adesso il maggiore, il più essenziale dei benefizii che un governo forte e generoso possa concedere, le forme deliberative.

Tale essendo lo stato reale dell'opinione e del paese, noi non dubitiamo di proclamare che se prima della promulgazione della costituzione napoletana, la sola istituzione della Guardia cittadina doveva considerarsi qual regolare svolgimento del sistema adottato dopo le riforme, eppereiò qual atto di sovrana sapienza, ora, disgiunta dalle istituzioni deliberative, non sarebbe che una concessione inefficace e fors'anco pericolosa.

Ai motivi che militavano in favore dell'ordinamento di una Guardia cittadina, si aggiungeva, pochi giorni sono, il vantaggio di appagare momentaneamente il voto delle popolazioni; ma ora un tale scopo non si conseguirebbe. A quel voto ne è sottentrato un altro più ardente, più logico, più legittimo. Lo spettacolo delle libertà state accordate ai Napoletani, di quelle che si stan preparando per la Toscana ha cresciuto ne' popoli

nostri il desiderio già prima ardente di conseguire, di meritare eguali benefizii dal loro principe. Sinora vedevano quasi in lontananza, in modo poco distinto questa gran luce politica; ma nutrivano la certezza che il Governo v'avea gli occhi da lungo tempo; però si rassegnavano ad un tirocinio che era loro rappresentato come indispensabile a stabilmente fondarle.

Ma il crearsi di un Parlamento a Napoli, a Firenze, fra popoli, i quali, con più o meno di fondamento, sono riputati in Europa meno preparati di noi alla vita costituzionale, toglie agli argomenti che si mettevano in campo intorno alla necessità di un'epoca di transizione, ogni specie di valore. È impossibile oramai sostenere di buona fede e seriamente che i Liguri-Piemontesi non sieno preparati a ricevere istituzioni che son giudicate opportune a Napoli e in Toscana.

L'impulso della Provvidenza rende necessariamente velocissimo quel moto di progressivo svolgimento ideato dalla vigorosa e benefica mente che ci governa. Il sistema di transizioni, ottimo in tempi tranquilli, torna nei procellosi inopportuno, quando non arreca impensati pericoli.

Sicchè ripeterò io: a che gioverebbe ora il concedere la sola Guardia cittadina? Ad acquetare momentaneamente l'opinione pubblica? No certamente. L'opinione publica è irresistibilmente rivolta a fini più alti e più tranquillanti. È egli sperabile che la presente effervescenza popolare si calmi in virtù di alcune concessioni o per volgere di tempo? Speranza più fallace ancora: ogni battello che giunga quind'innanzi da Napoli recandoci nuovi fatti della vita costituzionale a cui agogniamo, raddoppierà i desiderii del pubblico, facendolo più impaziente ed irrequieto.

Che sarà poi quando si aprirà il Parlamento napoletano? L'eco delle voci eloquenti che risuonerà da quelle tribune, di quali sensi non infiammerà tutti i petti? Chi può prevederne gli effetti sulle menti concitate dei lontani, degli aspettanti? Chi misurare i risultamenti dei primi discorsi parlamentari italiani, ripetuti e commentati dalla stampa nostra periodica di

ogni forma? A tali eccitamenti qual forza morale opporrà il governo?

Abbiam già altre volte espresso la ferma opinione: essere a lungo andare sommamente difficile il governare un paese ove la stampa fosse libera o semi-libera senza l'aiuto di una discussione aperta in cospetto del paese. Tale difficoltà tramutasi in impossibilità tostochè l'opera della stampa venga secondata dallo stimolo della tribuna di un paese fratello, che ci dà con ciò stesso il maggiore incitamento a seguirne l'esempio.

Noi rispettiamo altamente gli uomini di stato che ci governano; ma il ripeto, quand'anche il ministero fosse composto di Colbert, di Sully, di Bogino, ma non interpretasse voti del paese, sobbarcherebbesi ad impresa maggiore d'ogni umana forza.

Taluno forse dirà che a contenere l'effervescenza popolare basta la Guardia cittadina. Deplorabile errore! Precisamente le classi che compongono le Guardie cittadine saranno le prime a sentire più fortemente l'influenza delle libertà napolitane.

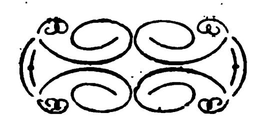
Benchè elevata al trono ed al paese, non potrà frenare l'ardenza de' suoi desiderii, e non frenando la sua, crescerà necessariamente l'altro.

Quali abbiano allora ad essere le condizioni del paese è facile immaginarlo. Ondechè dichiareremo con piena convinzione, a rischio di spiacere ad alcuno dei nostri amici, che noi non potremmo senza grave apprensione vedere il paese nostro privo d'istituzioni deliberative, essere armato al cospetto delle tribune italiane, di Napoli, Firenze, e forse fra non molto quelle di Roma se piaccia a Dio.

I pericoli di una tale condizione di cose sono evidenti, niun uomo di stato può disconoscerli o negarne la gravità, salvo coloro i quali, acciecati da una smisurata fiducia nella loro personale influenza, credono, mercè di segrete ed oscure file ch'ei dicon pratica, far muovere il paese a loro talento, anche a dispetto degli eventi provvidenziali che gl'incalzano.

Ma noi vogliamo sperare che i nostri timori sieno senza fondamento. Quel sommo che già tanto fece pei suoi popoli compirà

l'opera sua; e dopo averli sapientemente guidati per tanti anni nel procelloso mare del progresso, li condurrà sicuri nel porto da lungo tempo dalla sua sapienza apparecchiato, ove egli, trovando quell'alto, incomparabile godimento di aver ordinato a pacifiche, indestruttibili libertà i popoli suoi, terrà un posto eminente fra i più grandi monarchi d'Europa.



SULLA LEGGE ELETTORALE.

(Risorgimento 12 e 19 febbraio 1848).

Il nuovo nostro statuto fondamentale ha stabilito le basi dell'elezione della Camera elettiva dietro principii analoghi a quelli in vigore nei paesi del continente europeo, che sono i nostri maggiori nella carriera delle libere istituzioni: l'elezione ad un sol grado, diretta, confidata ad elettori censitarii.

Noi non vogliamo prender ora ad esaminare i principii fondamentali dei varii sistemi elettorali, affine di porre in luce i particolari vantaggi di quello che venne sanzionato dalla sapienza del magnanimo nostro legislatore. Ma crediamo non inopportuno il discutere un'idea che ha in Italia un certo numero di fautori e che, prima che fosse cominciata per noi l'èra costituzionale, andava acquistando ogni giorno maggior favore nell'opinione pubblica, l'idea, vogliam dire, di fondare sulle costituzioni municipali i nuovi ordini politici deliberativi.

Il favore col quale quest'idea venne accolta vuolsi in gran parte attribuire, sia alle rimembranze sempre care all'Italia delle antiche sue libertà municipali, sia al desiderio di fuggire le imitazioni straniere, e di dare alle nostre istituzioni politiche una foggia veramente italiana.

Il rispetto e l'amore per le tradizioni storiche che costituiscono la gloria nazionale, sono certo sentimenti degni di somma

lode; essi non debbono però esercitare tanta influenza da impedire il discernere le mutate condizioni dei tempi, i nuovi bisogni, le nuove necessità sociali cui è forza provvedere con nuove e più perfette istituzioni.

L'Europa dee in gran parte il moderno suo incivilimento alle tumultuose, ma ammirabili repubbliche italiane dei tempi di mezzo, epoca in cui l'indipendenza comunale era la sola vera guarentigia dei diritti del cittadino.

Ma col progredire della civiltà, coll'introdursi ed il perfezionarsi del sistema rappresentativo, il mantenimento dei diritti individuali potè conciliarsi coll'esistenza dei grandi imperi. In una parola i popoli hanno imparato a godere di tutte le libertà, ad esercitare tutti i diritti politici, senza essere costretti a ricorrere al pericoloso espediente di dividersi in una moltitudine di piccole associazioni politiche, le une dalle altre indipendenti.

Dal giorno in cui il municipalismo spinto all'estremo non fu più una guarentigia indispensabile, divenne un'istituzione funesta. Basta a provare questa dolorosa verità l'esempio dell'Italia che da esso dee in parte ripetere la lunga serie de' suoi patimenti.

Le società moderne sentono tutte più o meno il bisogno di concentrare le loro forze, di stringere i nodi che legano le varie parti dello stato. Non parleremo della Francia, dove lo spirito di centralizzazione è spinto forse all'estremo, ma non taceremo dell'Inghilterra, ove le libertà locali vengono da alcuni anni, per opera del partito riformatore che regge il potère, ristrette e coordinate a regolare e fortificar l'unione del governo centrale.

Perfino la Svizzera, quella terra classica dell'indipendenza cantonale, sente l'ognora crescente necessità di fortificare il potere che rappresenta l'intera nazione; ed è questa necessità, contro la quale ciecamente contrastavano i cantoni cattolici ed *ultra-conservatori*, che fu la vera cagione della guerra che loro mosse la maggioranza del paese, rappresentata dalla Dieta.

Mentre un tal moto si opera, diremo quasi fatalmente, in tutte le nazioni libere, come mai l'Italia, che più d'ogni altra vuole ed ha bisogno di esser forte potrebbe pensare a ridestare

in nome delle antiche nostre rimembranze lo spirito di municipalismo, facendolo base delle costituzioni politiche! Noi crediamo perciò impossibile che siffatti argomenti storici abbiano un valor reale, o possano resistere ad un serio esame.

Non merita maggior considerazione il desiderio accennato di non voler imitare le foggie straniere. Siamo lungi dal consigliare un'imitazione servile delle istituzioni degli altri popoli. Ogni nazione ha istinti, indole e tradizioni che le sono proprie, le quali rendono opportune ed utili alcune particolari istituzioni. Tuttavia le società moderne in cui domina l'elemento cristiano sono rette da principii quasi identici, onde puossi argomentare che gli ordinamenti politici che furono provati buoni in un paese, come la Francia ed il Belgio, possono venir adottati senza grave inconveniente in altri che non sono ad essi inferiori dal lato dell'incivilimento, come crediamo nol sieno i popoli italiani.

Gli esperimenti politici costano sempre molto, e non di rado sono pericolosi. Onde quand'anche si stimasse teoricamente preferibile un sistema di costituzione affatto nuovo, noi giudicheremmo miglior consiglio l'attenerci a forme già note e sanzionate dal tempo. E ciò tanto più, che i paesi costituzionali sono dotati d'irresistibili stromenti di progresso; la stampa e la libera discussione; mercè i quali non v'è abuso che possa a lungo sussistere, non vi è miglioramento che non possa effettuarsi.

Combattuti così gli argomenti coi quali si cerca di dar favore al sistema che vorrebbe impiantare le istituzioni politiche nelle municipali; ne esamineremo il merito intrinseco, onde distruggere dalla radice per quanto ci sarà possibile un'idea da noi reputata cotanto contraria al bene del paese, la quale, se per gli stati sardi non può più avere conseguenze funeste, potrebbe ancora esercitare nell'Italia centrale una deplorabile influenza.

Come accennammo già è verità non contrastata nei paesi più liberi che i Consigli comunali non debbono costituire corpi politici indipendenti; epperciò essere necessario distinguere

accuratamente i diritti dei municipii, che vogliono essere diritti amministrativi, dai diritti politici. Questa, lo ripetiamo, è una condizione indispensabile d'un savio ordinamento costituzionale il quale dee tendere a conciliare la libertà dei popoli con un potere centrale forte ed unito.

Ora col costituire l'elemento municipale base del sistema elettorale politico, si trasformano i Consigli comunali in corpi politici. Nè vale il dire che le leggi vi si opporranno: giacchè quando una causa permanente tende a rivestire un'istituzione di un carattere politico, è impossibile che questa non distrugga in poco tempo l'ostacolo fittizio delle prescrizioni legislative.

Se i Deputati debbono essere eletti dai Consigli comunali, questi si preoccuperanno più che di qualunque altra cosa delle elezioni politiche, e quindi di mantenere i Deputati nella dipendenza loro. Si giungerebbe così in certo modo a stabilire il mandato imperativo, condannato qual sistema pernicioso e funesto da tutti i pubblicisti illuminati.

Il voto imperativo è stato abolito in tutti i paesi dotati di mediocre senno costituzionale, tanto in Europa, quanto in America; ed oramai non esiste più se non nel seno della Dieta elvetica, donde il partito riformatore vuol pure, con somma ragione, bandirlo. Guardiamoci adunque, nel trasformare i Consigli comunali in corpi elettorali, dall'indebolire il potere governativo, togliendo ad un tempo forza e dignità al potere rappresentativo, ridotto a non più avere libero arbitrio.

La nominazione dei Deputati per mezzo dei Consigli municipali, contraria agli interessi generali dello stato, non sarebbe meno dannosa ai veri interessi dei Comuni. Le parti e le passioni politiche eserciterebbero una dannosa influenza sulla scelta dei loro magistrati, e nuocerebbero alla loro retta e regolare amministrazione; e sarebbe quasi impossibile che in questo sistema le elezioni municipali non fossero interamente politiche, non uscissero da esse uomini devoti in tutto alle opinioni dominanti. Ora le qualità che si richieggono ad essere buon amministratore, non sono le stesse che fanno popolare un uomo

itico. Cosicchè se nella scelta dei magistrati non si bada che opinione, si potranno ottenere uomini di parte distintissima mediocri amministratori.

Se la costituzione distingue i due sistemi elettorali, il popolo le elezioni municipali non basterà solo alle opinioni politiche candidati, quantunque abbiano queste ad esercitar sempre a certa influenza; ma il suo voto sarà pure determinato dal rito privato, dalle attitudini speciali e dalla considerazione rsonale degl'individui sopra i quali la sua scelta può cadere. Questa considerazione è di tale momento, che la mentovata stinzione viene gelosamente mantenuta in quasi tutti i paesi stituzionali. In Francia per esempio, non solo i membri dei onsigli municipali, ma pur quelli dei Consigli distrettuali e di partimento, sono eletti da collegi elettorali, affatto distinti da uelli che nominano i Deputati: segue da questa salutar separazione che lo stesso dipartimento che manda alla Camera un eputato di un'opinione politica, sceglie per amministratore un dividuo di contraria opinione, ma di meriti maggiori. Così il ipartimento della Marna, uno dei più illuminati e dei più liberali della Francia, nominò ripetutamente a presidente del suo onsiglio generale, il venerabile duca di Larochefaucauld, quanunque questi fosse rimasto fedele al partito carlista. Certo se Consiglio avesse avuto carattere politico, il buon duca non arebbe stato probabilmente eletto, e non avrebbe continuato a endersi utile al suo dipartimento; come fece sino alla morte.

In Inghilterra, classica terra delle libertà comunali, il bill elle riforme tolse i diritti elettorali alle corporazioni municipali. E questo cambiamento fu uno dei più applauditi dai liberali, e dei più contrastati dai torys. Argomento per noi certissimo li sempre più credere che il sistema da noi combattuto non è neno contrario alla causa della libertà, che a quella dei governi orti. Onde si vedrebbe con sommo rammarico da ogni buon taliano la Toscana perseverare nella sua applicazione; come lo arebbe pur troppo temere l'ultimo motu-proprio del Granduca.

Ma i nostri contraddittori, abbandonata interamente l'idea

di confondere i due sistemi elettorali, possono ristringersi a dire: il bello del loro sistema consistere in ciò, che all'elezione dei Deputati concorrono tutti gli elettori municipali.

Questo sistema trarrebbe seco le conseguenze più contraddittorie, più anormali.

La nostra legge municipale, conforme in ciò alla legge francese, ha saviamente stabilito, dovere le condizioni elettorali essere più o meno strette in ragione dell'importanza dei Municipii da amministrare. Così, mentre nelle terre minori chiama ad elettori i cinque per cento dei censitarii, ristringe questa proporzione all'uno per cento nelle città più cospicue. Donde consegue che nei villaggi men popolati e ricchi, gli alpestri a cagion d'esempio, il semplice manovale, proprietario di un meschino casolare sarà elettore; mentre nol sarà il possessore di una casa in un grosso borgo. Questo divario nelle condizioni elettorali, fondato e giusto se ristretto alle elezioni municipali, sarebbe illogico ed ingiusto se applicato alle elezioni politiche. Giacchè i diritti politici non sarebbero compartiti in ragione della presupposta capacità, ma bensì, a condizione eguale, in ragione del luogo più o meno popolato in cui i diritti politici vengono esercitati.

Un tale sistema è così assurdo, così contrario ad ogni buon principio di raziocinio, che non potrebbe reggere alla più superficiale discussione. Quand'anche potesse attuarsi, sarebbe presto distrutto dagli sforzi riuniti di tutti coloro che si fanno dovere di rispettare i diritti del buon senso.

Forse per riparare a questa incongruenza, alcuno dei partigiani del combattuto sistema vorrebbe proporre di prendere a base dell'elezione politica il punto estremo a cui scende l'elezione municipale, cioè, stabilire il censo politico sulla base dei comuni più piccoli dello stato. Senza fermarci a porre in luce l'assurdità di un sistema, che conferirebbe ad alcuni cittadini i diritti politici, per negar loro quindi i diritti municipali, ci limiteremo ad osservare, che esso ci condurrebbe per una via indiretta al voto universale, cotanto caro ai partiti estremi; ai

carlisti della *Gazette de France*, como ai radicali dell'antico giornale *La Tribune*.

Se tale fosse lo scopo reale di alcuni fra i fautori dell'ordinamento politico da noi combattuto, noi avremmo un nuovo e più forte motivo di dichiararlo funesto, un nuovo argomento per avvertire l'Italia centrale di abbandonare la funesta idea d'innalzare sull'ordinamento dei Consigli comunali una consulta deliberativa. — Finalmente ci sentiremmo compresi da una maggior gratitudine per l'alta sapienza del Re, che seppe preservarci dai pericoli che circondavano la nuova via nella quale metteva lo stato, mercè di quel glorioso statuto, oggetto ognor crescente del nostro rispetto e della nostra ammirazione.

Base fondamentale del nuovo edificio rappresentativo delineato nel programma delli otto febbraio, è il legittimo e regolare intervento del paese nel governo dei propri affari, per mezzo della rappresentanza nazionale. Epperò non dubitiamo d'affermare, che fra tutte le leggi che si stanno preparando per dar effetto alle promesse del Re legislatore, la più importante e la più urgente è la legge elettorale.

I nostri ministri non possono certamente disconoscere una verità così evidente; siamo anzi persuasi aver essi a quest'ora già rivolto i maggiori loro pensieri alla confezione dell'indicata legge, come già pensarono a quella sulla stampa, ed a quella per l'ordinamento della Guardia nazionale. Tuttavia mentr'essi stanno ponderando con maturità di studii il grave argomento, è dovere della stampa ricercare quali sieno i principii più atti a fondare un buon sistema elettorale. È dovere della stampa coadiuvare con l'opera sua la grand'opera legislatrice, mercè dei lumi che debbono necessariamente emergere da una discussione sincera e piena, e spandere nel pubblico quelle rette e sane idee che in paese quasi nuovo alla materia, possono indirizzarne il giudizio, e regolarne l'azione.

Il gran problema, che una legge elettorale dee risolvere, si è costituire un'assemblea, che rappresenti quanto più esattamente e sinceramente sia possibile, gl'interessi veri, le opinioni ed i

sentimenti legittimi della nazione: e che però sia composta di cittadini atti al difficile incarico e nello stesso tempo dotati di sufficiente scienza e moralità per cooperare utilmente alla confezione delle leggi ed al governo del paese.

A raggiungere l'alto scopo è necessario esaminare prima e risolvere molte ed importanti quistioni; ne indicheremo le principali:

1° Di quanti membri debba comporsi l'assemblea.

2° Qual modo di elezione debba adottarsi, e quali norme seguirsi nel disegnare le circoscrizioni elettorali.

3° A quali categorie di cittadini debbansi affidare i diritti elettorali.

4° Le condizioni d'eleggibilità.

5° La durata della legislatura ed il modo con cui debba rinnovarsi.

Determinati questi cinque punti capitali, non è difficile lo stendere una buona legge elettorale; giacchè gli altri, come la *confezione delle liste* degli elettori, i regolamenti di disciplina interna delle assemblee elettorali, ed il modo di votare, sono di molto minor importanza, e di più facile soluzione.

La sola quistione che abbia dato luogo a serie discussioni fra i pubblicisti, e che tenga tuttavia divisi gli uomini di stato, è l'ultima, quella cioè relativa al modo di votare.

Gl'inglesi, e molte repubbliche americane tengono il modo di votare apertamente, mentre quasi tutte le nazioni del conti nente hanno nelle elezioni adottato il voto segreto.

Se il primo sistema è conciliabile colle lunghe e forti abitudini del viver libero in Inghilterra, non potrebbe introdursi fra noi senza gravissimi inconvenienti. Prima di tutto nuocerebbe all'indipendenza degli elettori, ch'essi debbon gelosamente conservare sia in faccia del governo, sia in faccia allo spirito di parte, che pretendessero influire sulla spontanea loro elezione. Darebbe luogo a gelosie ed odii personali, spargerebbe in tutto il paese semi di divisioni e di gare cittadine. Il voto aperto è utilissimo nelle assemblee deliberanti per tutte le quistioni di

dottrina o di governo; ma nelle quistioni personali è sorgente di pessime conseguenze. E questa è una tal verità, che gli uomini più illuminati della Gran Bretagna chieggono istantemente che il voto segreto venga introdotto nelle elezioni parlamentarie; e questa riforma sarebbesi già operata, se da un lato l'aristocrazia non avesse un interesse immenso a far votare apertamente i suoi dipendenti; e dall'altro il popolo inglese fosse meno tenace nelle vecchie sue abitudini.

Lasciate adunque da parte le quistioni secondarie, tratteremo l'un dopo l'altro i cinque punti principali che costituiscono le basi del sistema elettorale, cominciando dall'esaminare di quanti membri potrà comporsi la Camera dei Deputati nel nostro paese.

Forse l'ordine da noi tenuto parrà a taluni poco logico; dovendosi a parer loro prima discorrere e determinare la condizione richiesta ad essere elettore ed eleggibile. Ma noi crediamo erronea una tale opinione, stante che queste condizioni debbono in parte dipendere dal numero de' Deputati da eleggersi, e dal loro modo d'elezione.

Infatti egli è chiaro, che quanto più i Deputati saranno numerosi, e le circoscrizioni elettorali saranno ristrette, tanto più si dovrà pensare ad allargare le basi dell'eligibilità, e si potrà utilmente e ragionevolmente far partecipare un maggior numero di cittadini ai diritti elettorali.

Per molte ragioni è da desiderarsi, che entro certi limiti le assemblee deliberative uscite dall'elezione popolare sieno al possibile numerose. E ciò sia per l'influenza che il numero può avere sulla scelta delle persone ond'è composta,, sia per le funzioni cui è chiamata ad esercitare.

L'opera governativa e perciò quella delle assemblee, che di essa partecipano, si va facendo ognor più ampia e complicata. Il rapido e continuo svolgersi nelle società moderne degli interessi materiali, intellettuali e morali ha aumentato straordinariamente ed aumenta tuttora la quantità e l'importanza delle materie, che il potere legislativo deve trattare. A conferma di questa verità, basti il citare che le strade ferrate, e le leggi ad

esse relative hanno in certo modo raddoppiato i lavori della Camera inglese; e se nei Parlamenti del continente non ottennero un così grande effetto, hanno tuttavia straordinariamente allargato la sfera delle loro attribuzioni.

Consegue da questo allargarsi dell'azione legislativa, che la Camera dei Deputati dee accogliere nel suo seno buon numero d'uomini speciali, atti a trattare sufficientemente le molte e varie materie, che debbono essere sottoposte alle sue deliberazioni. Dee annoverare magistrati, giurisperiti, agricoltori, commercianti, industriali, economisti, ingegneri e varie altre categorie di persone distinte per una qualche specialità. Un simile concorso di forze, di lumi, di speciali attitudini non è sperabile che in una Camera numerosa; se il numero dei Deputati è ristretto, la Camera sarà di necessità quasi esclusivamente composta d'uomini politici, e non vi sarà luogo per quegli altri più operosi che eloquenti, più profondi che brillanti, i quali sì efficacemente contribuiscono al buon governo del paese ed alla confezione di savie leggi.

La libertà, non conviene illuderci, susciterà fra noi, come suscitò altrove, varii partiti politici; questi saranno in generale diretti da alcuni uomini di opinioni decise, di spiriti ardenti, di volontà determinata. Questi uomini, qualunque sia il numero dei Deputati ed il modo d'elezione, saranno sempre chiamati a far parte della Camera elettiva. E ciò è regolare, ragionevole, desiderabile, affinchè la Camera rappresenti esattamente lo stato dell'opinione pubblica. Ma se il costoro numero, senza eccezione di partiti, fosse nelle Camere soprabbondante, se venissero a costituire in certo modo la maggiorità di essa, allora ne potrebbero risultare gravi inconvenienti. Allora le passioni politiche, invece di stimolare ed animare soltanto l'assemblea, ne infiammerebbero a dismisura gli spiriti, e ciò alla lunga sarebbe cagione di pericolose e inevitabili perturbazioni.

Ripetiamolo dunque, perch'altri non ci fraintenda, pel buon andamento dello Stato importa che nella Camera popolare si trovino in gran numero uomini di mente pacata, di spiriti pratici,

tili a tutte le parti, senza il concorso dei quali riesce sommamente difficile, per non dire impossibile, il reggere a lungo un governo entro le sue vie naturali.

Della verità di questa sentenza ci somministra luminose prove la storia parlamentare del Belgio. La Camera dei rappresentanti di quel regno essendo stata costituita su basi assai ristrette, fu per molti anni divisa in numero quasi eguale fra due partiti estremi e violenti; il partito *ultra-cattolico* ed il partito *ultra-liberale;* onde tornarono vani i tentativi degli uomini più distinti e illuminati del paese, dei primi capi delle rivoluzioni, dei Nothomb, dei Wandweyer ed altri per fondare colla necessaria imparzialità un sistema di governo savio e conciliatore. Il potere oscillò più volte fra i due estremi; e ad onta della sapiente moderazione del Re, del buon senso della nazione belga, i miglioramenti arrecati dal tempo non giunsero per anco a render possibile un ministero scevro d'elementi esagerati o nell'uno o nell'altro senso.

Ora, alle già esposte considerazioni, aggiungeremo, che una assemblea numerosa, in grazia dello stesso suo numero, della varietà, della contrarietà degli istinti individuali, potrà meno facilmente venir corrotta dal potere, e resisterà, od almeno non si lascierà intimorire così di leggieri dalle passioni popolari.

Crediamo finalmente, che il numero dei membri onde sarà composta l'assemblea dovrà regolare sino ad un certo punto i limiti entro i quali si può ammettere il pubblico ed assistere ai suoi solenni dibattimenti. Bentham, quel grande indagatore dei segreti impulsi del cuore umano, raccomanda espressamente di disporre le tribune pubbliche in modo che gli spettatori in esse introdotti non superino in numero i membri dell'assemblea; e ciò non tanto a cagione dei disordini e dei pericoli di un numeroso uditorio, ma principalmente perchè, egli giustamente osserva, vi sono molti oratori, i quali, strascinati dal desiderio di acquistare una momentanea popolarità, mirano più a piacere alla parte più numerosa del loro uditorio, che a convincere i loro colleghi.

A Bentham, al gran propugnatore del principio della pubblicità si può prestar fede, quando ci addita gl'inconvenienti di una troppo estesa applicazione di esso. Ma, conceduto ciò, noi riputeremo uno de' maggiori vantaggi di un'assemblea numerosa, quello di poter ammettere in essa, come spettatori, un maggior numero di persone. Le scuole più atte a formare uomini politici sono certamente i pubblici dibattimenti delle Camere legislative. E noi, popoli nuovi nella vita rappresentativa, dobbiamo desiderare, che ad esse concorra il maggior numero di persone, compatibile col buon governo delle nostre Camere.

Chiariti i principali vantaggi delle assemblee numerose, siam lungi tuttavia dal conchiudere, che il principio debba determinarsi in modo assoluto per tutti i paesi, senza tener conto della loro popolazione relativa. A costituire sulle migliori basi possibili un'assemblea deliberativa, il numero non basta, conviene altresì por mente al merito degli individui onde sarà composta. Questa è questione delicatissima, ma di tutta importanza. Noi per ora non faremo che accennarla; ci torneremo altre volte con maggiori considerazioni.

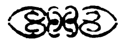
A fare un buon Deputato si richieggono varie condizioni che non molti riuniscono. Epperciò vediamo anche nei paesi più avanzati nella carriera delle libere istituzioni, il numero dei candidati alla deputazione esser sempre assai ristretto; e ciò nondimeno si veggon giungere alle Camere persone poco atte a compiere il loro mandato, e che non molto conferiscono al lustro dell'assemblea, di cui sono chiamati a far parte. È forza perciò ridurre ne' paesi meno vasti il numero de' Deputati adottato dalle grandi nazioni; ma la riduzione non dovrà operarsi in ragione geometrica, le proposizioni dovendo esserne molto minori. A fissare il giusto segno di questa riduzione concorrono due forze opposte, delle quali difficilmente si può far la debita stima. Nel tentarlo quindi è impossibile evitare affatto qualche giudizio arbitrario. Noi perciò proviamo molta diffidenza nel proporre al legislatore ed al pubblico il numero dei Deputati da noi tenuto il più conveniente nella futura Camera elettiva.

Tuttavia, volendo dare alle opinioni sin qui espresse una forma concreta, diremo che, ponderata ogni circostanza relativa del nostro paese, porteremmo opinione la Camera doversi comporre non di 452 membri, come in Francia, o di 95, come nel Belgio, ma di un numero intermedio, che si avvicini per quanto è possibile ai 200.

Un tale risultato si otterrebbe coll'attribuire un Deputato ad ogni popolazione di 25,000 anime. In ciò noi ci discosteremmo utilmente dalla costituzione napoletana, che fissa un Deputato ogni 40,000 anime. Errore che può riuscire assai grave, se, come temiamo, i Siciliani persistono nel funesto pensiero di volere un Parlamento separato. La Camera napoletana, non abbastanza numerosa, parteciperà dei difetti indicati nella Camera belgica.

La cifra di 200 non è eccessiva pel nostro paese, in cui le classi agiate e colte sono numerose. Dalla particolar conoscenza che abbiamo di varie provincie, non ci pare difficile il trovare ogni 25,000 anime una persona atta a degnamente rappresentarle.

Si noti, che in una contrada di popolazioni agglomerate, ove le distanze che separano la capitale dalle provincie sono brevissime, i sacrifizii richiesti dai Deputati sono, senza paragone, minori di quelli a cui soggiacciono nelle vaste contrade, Francia ed Inghilterra. Sciolta così la prima delle cinque questioni da cui dipende, a parer nostro, il difficile assunto della confezione di una buona legge elettorale, piglieremo altra volta ad esaminare le quattro rimanenti.



DELLA CIRCOSCRIZIONE ELETTORALE.

(Risorgimento 22 e 23 febbraio 1848).

Determinare le circoscrizioni elettorali, fissare cioè il modo col quale dovranno radunarsi gli elettori per procedere alla nomina dei Deputati; è cosa importantissima, come quella che esercita sulla composizione dell'assemblea rappresentativa non poca influenza.

Faremo astrazione dal sistema d'elezione a due gradi, escluso tacitamente dallo Statuto, contrario all'uso di quasi tutti i paesi costituzionali, il cui esame ci trarrebbe troppo in lungo. Nel sistema dell'elezione diretta, le circoscrizioni elettorali possono venir regolate da due principii diversi.

Gli elettori possono dividersi in altrettanti collegi quanti sono i Deputati da nominare; oppure raccogliendo in una sola assemblea tutti gli elettori di una provincia o di una divisione amministrativa, si può far procedere alla nomina collettiva di tutti i Deputati della provincia o della divisione.

Entrambi i sistemi presentano speciali vantaggi ed inconvenienti speciali. — Cercheremo di misurare esattamente gli uni e gli altri per poter portare del loro valore relativo un fondato giudizio.

L'elezione collettiva fatta da un gran numero d'elettori appartenenti ad una vasta circoscrizione territoriale tende a far prevalere gl'interessi generali sugl'interessi di località, e quindi a far cadere la scelta su persone che più fedelmente rappresentino le opinioni ed anche le passioni politiche della maggiorità degli elettori.

Ognun vede che un tal sistema è contrario agl'interessi delle minorità. Queste riusciranno più facilmente ad ottenere trionfi parziali in piccoli collegi, che non a prevalere nelle elezioni di una numerosa assemblea.

Ora noi non dubitiamo dichiarare, che una delle condizioni essenziali, a parer nostro, di un buon sistema elettorale, si è l'assicurare alle minorità nella rappresentanza nazionale una influenza adeguata alla sua importanza reale. Se fossimo francesi, forse terremmo a vantaggio che le reliquie del partito legittimista avessero alcuni rappresentanti nella Camera dei Deputati.

Notisi ancor questo: i gran collegi elettorali traggono seco la votazione collettiva o per lista, il che può dare argomento a giuste e severe critiche.

Le elezioni collettive non possono mai essere tanto sincere come le elezioni individuali. Danno quasi sempre luogo a negoziati, a convenzioni, a transazioni che nuocono non meno alla loro dignità che alla verità loro. In Inghilterra dove il sistema collettivo è in vigore, accade spessissimo che lo stesso collegio elettorale nomini due candidati, uno Tory e l'altro Wigh; uno progressista e fautore della libertà dei cambi, l'altro retrogrado e *protezionista*.

Se fatti consimili accadessero fra noi, il credito della Camera ne rimarrebbe non poco scemato.

Noteremo finalmente che le elezioni provinciali o divisionarie accrescono di molto le spese e gl'incommodi di un gran numero d'elettori.

Se i centri elettorali sono ripartiti in modo che da ogni parte del circondario gli elettori possano in poche ore partirsene e

rnare a casa dopo di aver votato, sarà facile l'ottenere un an concorso di essi; ma se le distanze sono tali che gli abitanti delle parti più remote sieno costretti a pernottare nel ogo delle elezioni, non è sperabile che la parte meno agiata egli elettori consenta a spese di rilievo e a grave perdita di mpo per esercitare i suoi diritti, e ciò massimamente se le ezioni, come spesso accade, si protraggono a più giorni.

Veniamo al secondo sistema, a quello delle piccole circoscrizioni elettorali. In questo troviamo subito l'opposto difetto, uello di dare influenza soverchia agli interessi locali; di far egliere cioè Deputati disposti alcune volte a sacrificare le randi alle piccole cose. Questo difetto è grave, nol neghiamo; a osserveremo che una tale gravità potrà venir temperata in ngolar modo dal continuo accrescersi delle relazioni personali materiali delle varie parti dello stato tra loro, il che tende a nder sino ad un certo segno uniformi e solidari gl'interessi lle varie località.

Molti ed importanti sono i vantaggi di questo sistema. Col avvicinare il candidato all'elettore, questi potrà assai meglio eterminare la sua scelta secondo il proprio giudizio, che s'egli sse costretto a pronunziare fra due individui ch'ei non conosce. onseguenza diretta di ciò si è che il merito individuale, le ualità personali dei candidati dovranno esercitare una maggior fluenza, dovranno aver un peso maggiore, che non nel primo stema da noi esaminato.

Ora dichiariamo schiettamente che un tal argomento basterebbe a far dare la preferenza ai piccoli circondarii. Giacchè se desiderabile che l'opinione dei Deputati corrisponda a quella egli elettori, è più desiderabile ancora che la scelta di questi ada su persone di conosciuta moralità, di provata devozione bene del pubblico; e reputiamo di molto preferibile che la amera annoveri alcuni uomini politici di meno, ma la sua aggiorità sia composta di tali, sul carattere de' quali gli elettori possano facilmente portare un sicuro giudizio.

Questa gravissima considerazione, aggiunta alle garanzie che

offre alle minorità il sistema dei piccoli circondarii, ed alla maggior facilità per gli elettori di esercitare i loro diritti, fanno sì che, senza esitare, noi crediamo dover raccomandare al legislatore di rinunziare alle elezioni per divisione o provincia, e di attenersi, come in Francia, alle elezioni individuali, in appositi circondarii.

La parte la più difficile, e nello stesso tempo la più essenziale di una legge elettorale, si è quella che ha per iscopo di definire le condizioni che debbono regolare l'esercizio dei diritti politici, di determinare cioè quali persone debbano concorrere all'elezione della Camera dei Deputati.

Le fazioni estreme sciolgono quest'arduo problema in modo semplicissimo, proponendo di conferire a tutti i cittadini indistintamente la facoltà di votare, cioè collo stabilire il voto universale.

Questo sistema, applicabile in una repubblica già educata da secoli alla libertà, è incompatibile, nelle attuali condizioni della società europea, e col sistema monarchico costituzionale; ed è verità non contrastata che dai legittimisti francesi, i quali nutrono la fallace o colpevole speranza di far trionfare nuovamente le loro dottrine politiche, spingendo all'estremo i principii dei loro avversarii.

Ma eccettuati i legittimisti sinceri o travestiti, nessuno in Europa, che non sia schietto repubblicano, si dichiara in favore del voto universale. Questo sistema è rigettato pienamente da tutti i radicali inglesi, i quali, benchè quanti altri amici del popolo e delle libere istituzioni, sono uomini di senno e di retto giudizio. I capi dei radicali nel Parlamento inglese, Cobden, Bowring ed altri, chieggono bensì qualche miglioramento nel sistema elettorale, insistono onde al voto aperto si sostituisca nelle elezioni il voto segreto, ma esse si oppongono al pari dei Whig e dei Tory alle pretese dei *carlisti*, i quali tentano di dar per base al trono della Regina della Gran Bretagna le istituzioni repubblicane americane.

Rigettata la pericolosa e funesta soluzione del voto universale,

il problema che una legge elettorale deve sciogliere, si è quello di determinare quali sieno i cittadini che si possono presumere riunire condizioni sufficienti per concorrere utilmente alla scelta dei Deputati del popolo.

Noi siamo, il ripetiamo, decisamente opposti a quella fallace dottrina, conseguenza di uno dei più pericolosi sofismi dei tempi odierni, che proclama il diritto di partecipare al governo della società, *diritto di natura*. Ma nello stesso tempo dichiariamo riconoscere che l'estensione dei diritti elettorali è per se stessa un bene di non poco momento, indipendentemente dall'azione che esercita sulla scelta dei Deputati. — Così se fossimo certi di ottenere egualmente una Camera composta delle persone le più atte al governo del paese, con un sistema che producesse 20,000 elettori, o con un altro che [illegible]ducesse 50,000, noi giudicheremmo quest'ultimo sistema di gran lunga il migliore dei due.

Le funzioni elettorali costituiscono una specie di magistratura temporanea che onora ai loro proprii occhi coloro che ne sono investiti, e svolge nei loro animi quel sentimento di dignità personale che è una delle basi essenziali delle società rette da giusto principio di libertà.

E si può aggiungere in favore dell'estensione del numero degli elettori, che quanto più numerosi sono i cittadini capaci di concorrere alle elezioni, tanto più cresce l'autorità morale del mandato dei Deputati, e si aumenta il potere reale di cui sono investiti per resistere agli abusi dell'autorità, come agli eccessi popolari.

Ammesso questo principio, ne dedurremo qual rigorosa conseguenza, che in un buon sistema di governo rappresentativo debbonsi conferire i diritti elettorali a tutti coloro che si possono ragionevolmente presumere riunire sufficienti condizioni per esercitarli rettamente senza pericolo per la società.

Or queste condizioni, o guarentigie che si voglian dire, noi le riduciamo a tre:

1° Indipendenza, cioè guarentigia contro le attrattive di una

troppo facile seduzione, per parte o delle fazioni o del governo.

2° Intelligenza, ossia cognizioni sufficienti per portare un giudizio sulle opinioni ed il carattere dei candidati.

3° Interesse al mantenimento dell'ordine sociale.

A queste condizioni soddisfanno, nel più dei casi, coloro i quali posseggono un capitale reale o mezzi intellettuali che a questo possano corrispondere; questi adunque si possono considerare come dotati di bastanti indipendenze, cognizioni ed istinto di legalità conservatrice, perchè loro si debba affidare l'esercizio dei diritti elettorali.

Ora la difficoltà si ristringe nel determinare qual sia l'ammontare del capitale, da cui si deve far dipendere l'esercizio dei diritti elettorali; [redacted] sono i mezzi di riconoscerne il possesso nei cittadini da annoverarsi fra gli elettori.

Gl'Inglesi hanno creduto non esservi miglior criterio per sciogliere questa doppia questione, che il valore della casa da ciascheduno occupata; epperciò riconoscono come elettori tutti coloro che occupano una casa che indica una condizione agiata; fissandone il valore locativo a dieci lire sterline annue, ossia 257 lire.

Questo sistema, ove la sua applicazione non incontri difficoltà gravi, pare debba preferirsi a quello che fa dipendere dal *censo* o dalla *capacità* l'esercizio dei diritti politici. Esso infatti li estende a tutte le classi che sono in possesso di un capitale bastante a costituire una certa indipendenza, o che esercitano un'industria od una professione di qualche importanza.

Ed è poi specialmente favorevole alle classi industriali, ed in ciò sta il massimo suo pregio, giacchè crediamo l'artiere od il negoziante che occupano locali di considerazione, avere titoli eguali, se non forse maggiori all'elettorato, del piccolo proprietario, le di cui entrate sono non di rado quasi ridotte al nulla dagli interessi dei debiti che gravitano sul fondo che gli conferisce la qualità di elettore.

Ma sgraziatamente questo sistema di così facile applicazione

Inghilterra, incontrerebbe da noi ostacoli quasi insuperabili. quel paese ogni famiglia di condizione agiata occupa una sa intera; ed ogni famiglia si compone per lo più di pochi dividui, i figli usando separarsi dai loro genitori allorquando rendono moglie. Perciò dal palazzo al tugurio quasi tutte le bitazioni non contengono che una sola famiglia. Queste abitazioni rendono il sistema elettorale, fondato sul valore delle case bitate, logico, semplice e di facile esecuzione.

Noi, al contrario, abbiamo vaste case, divise in infinità di ppartamenti che raccolgono un gran numero di famiglie composte di più individui; sarebbe quindi difficile, per non dire mpossibile, il fondare sul valor delle abitazioni un sistema lettorale.

Abbandonato il sistema inglese, e non esistendovi da noi una ssa sui redditi e sui capitali, non rimane altro mezzo per tabilire i diritti elettorali sul possedimento di un capitale, he di avere ricorso alle indicazioni che somministra il censo, certe qualità e distinzioni conferite dalle società come segno i una acquistata capacità.

Il censo ci somministrerebbe un'esatta misura per i capitali mmobiliari, se fosse stabilito in modo uniforme, cioè se fosse ragione costante col reddito e delle terre e delle case colpite alle tasse dirette.

Ma pur troppo da noi quest'uniformità è ben lungi dall'esistere, che anzi la ragione del censo offre le più singolari anomalie. Il censo si fonda in gran parte sopra un cadastro più he secolare, ed è per molti fondi ancora regolato dalle dichiarazioni volontarie, e dagli estimi arbitrarii fatti in tempi di voluzione. Da ciò ne conseguono eccessive discrepanze nello mmontare del tributo regio. Queste men notevoli in Piemonte, alcune provincie della Savoia e della Liguria, sono tali da rere incredibili; hannovi in Savoia in ispecie certi fondi che n pagano la centesima parte del reddito netto, mentre altri ndi in località, poco discosti, pagano il decimo e forse più.

Quantunque queste anomalie esistano in una stessa provincia,

tuttavia sono maggiormente osservabili paragonando fra di loro le varie provincie dello Stato. Si può, per esempio, asseverare che, fatta una *media*, il Piemonte è tassato in ragione doppia della Savoia e di molte parti della Liguria. Si potrebbe quindi adottare in ciascheduna provincia pel censo elettorale, un limite diverso, determinato dietro la base media sulla quale è stanziato il tributo regio. E sarebbe forza avere ricorso ad un tale sistema (che è in vigore nel Belgio), come ad un estremo rimedio, se lo stato attuale del censimento fosse destinato a durare eternamente, se non vi fosse mezzo di migliorarlo ricostituendolo sopra principii normali.

Ma è evidente che un tal fine si può facilmente raggiungere con un nuovo cadastro: questo ci venne annunziato e promesso da molti anni, e per ottenerlo abbiamo fatto gravi sacrifizii, benchè finora, non sappiamo se per colpa dei ministri o per una deplorabile fatalità, questo non sia ancora che un desiderio. Ma non potrà, speriamo, ritardarsi più a lungo la sua formazione, o per determinazione volontaria del governo, o per secondare i giusti desiderii delle Camere.

Un nuovo cadastro è necessario, non solo in virtù dei principii d'equità e di giustizia che debbono informare le società moderne, ma altresì nell'interesse ben inteso delle finanze, che trarrebbero non poco utile da un censimento stabilito su basi ragionevoli ed uniformi.

Noi portiamo perciò ferma fiducia che il cadastro attuale sarà già, se non tutto, almeno in gran parte emendato prima che abbia termine la legislatura che sta per radunarsi, e che le anomalie le più enormi dell'attuale censimento non esisteranno più quando si dovrà procedere a nuove elezioni.

Per riparare ad inconvenienti transitorii, non conviene dunque scostarsi da quel grande e salutare principio dell'uniformità che è la base delle società moderne; se il Belgio se ne scostò coll'adottare un censo variabile da provincia a provincia, e fra le diverse località della stessa provincia, questa discrepanza è più apparente che reale, giacchè non vi è differenza naturale

nel censo elettorale, se non che fra gli abitanti delle città e quelli delle comuni rurali (1). E ciò perchè i primi sono sottoposti a maggiori gravezze dei secondi; da noi una tale disparità di trattamenti non esiste, ed inoltre la popolazione delle città è in massima parte (meno in Genova e Torino) composta di proprietari e di coltivatori delle circostanti campagne.

Ritenuto pertanto il principio dell'uniformità del censo elettorale (per tutto il paese), si può riparare, in gran parte almeno, alle anomalie ch'esso produrrebbe, se applicato rigorosamente col fissare in ciascun collegio un numero determinato di elettori, che scelgonsi fra i più imposti, qualunque sia la quota del censo da essi pagato. Questo sistema, in vigore in Francia, può introdursi da noi in modo da ristabilire una bastevole armonia nel sistema elettorale da attivarsi immediatamente.

Supponendo adottata la base di un collegio elettorale per ogni 25,000 anime circa, crediamo che il numero d'elettori non dovrebbe fissarsi per ciascheduno di essi al disotto di 180.

Stabilite queste basi generali, conviene ancora determinare l'ammontare del censo elettorale. Questa grave questione è fatta ancora più difficile dall'irregolarità del censimento. Giudicando però dallo stato delle cose in Piemonte, che solo conosciamo esattamente, crediamo che i diritti elettorali si potrebbero conferire a tutti coloro che pagano 100 lire di tributo prediale e provinciale.

In Francia il censo elettorale è di lire 200, ma convien riflettere che questo censo è reputato troppo elevato da molte persone di opinione sana e moderata, e che d'altronde colà le contribuzioni dirette sono più gravi che in Piemonte, non andando qui soggetti alla tassa personale, alla tassa delle porte e finestre ed al dazio di patente. Onde si può asserire che non corre gran differenza nel reddito di chi paga lire 100 da noi, e quello di chi ne paga 150 in Francia. Ora il limite di 150 sarà certamente

(1) Nei collegi rurali il censo elettorale è fissato a 30 fiorini, ossia 66 lire, salvo per la provincia di Namur, la meno ricca del Belgio, in cui il censo è ridotto a 20 fiorini, 44 lire.

adottato nelle riforme elettorali, alle quali pare finalmente abbia consentito persino il ministro Guizot.

Il nostro censo si avvicina al censo belgico, fatto per quel paese un ragguaglio fra le città e le comuni rurali; epperciò pare che possa pur da noi adottarsi senza timor di largheggiare.

Le basi da noi indicate farebbero una parte bastantemente ampia alla proprietà territoriale. Ma se la nostra legge si limitasse a conferire i diritti elettorali ai possidenti censitarii, commetterebbe grave errore coll'escludere non solo le capacità, ma ancora quasi tutte le classi commercianti ed industriali.

Queste in Francia, in virtù dell'imposta della patente, partecipano largamente ai diritti politici, ma da noi, non essendo sottoposti per ora a nessun dazio diretto, non verrebbero, in virtù delle sole norme attuali del censo, chiamati a far parte del corpo elettorale.

Si dirà forse che quest'esclusione non sarà che momentanea, dovendosi di necessità, per sopperire ai bisogni dell'erario pubblico, sottoporre fra poco il commercio all'imposta di patente. Se questa potesse venire introdotta prima delle prossime elezioni, l'obbiezione rimarrebbe senza risposta, ma siccome una buona legge sulle patenti esige molte ricerche, maturi esami e lunghe discussioni, e siccome quando sarà promulgata, non potrà attivarsi se non dopo varie operazioni preparatorie che vogliono assai tempo, possiamo dire con ragione che i commercianti non concorreranno alle prossime elezioni in virtù della imposta di patente, salvo il caso in cui si avesse il funesto pensiero di rimandare l'apertura delle Camere al 1849. Cosa affatto improbabile ed assurda.

L'escludere sì larga parte del commercio e dell'industria dal partecipare all'elezione della nostra prima Camera dei Deputati, sarebbe un atto ingiusto e sommamente impolitico. — Ingiusto, perchè priverebbe dell'esercizio dei diritti elettorali una classe numerosa di persone che riempiono tutte le condizioni che si possono ragionevolmente esigere da un elettore; impolitico, perchè in un governo costituzionale dovendo la prossima legis-

latura trattare molte questioni commerciali ed economiche, ed in ispecie dello stabilimento d'un dazio di patente, è sommamente da desiderarsi che il commercio e l'industria sieno rappresentati nelle discussioni, cui queste questioni daranno origine.

Per ovviare dunque a questi gravissimi inconvenienti, non vediamo altro mezzo che adottare per questa sola volta il sistema inglese, accordando cioè i diritti elettorali ai commercianti ed agli industriali, che per ragione del loro commercio od industria occupano un locale stimato ad un certo valore annuo. Questo valore locativo a ragione dell'immensa differenza dei fitti che corre da città a città, dovrebbe essere fissato in modo proporzionale alla popolazione pei varii municipii. Si potrebbe quindi decidere che saranno elettori tutti quelli che occupano a ragione dei loro negozii o delle loro officine un locale stimato ad un fitto annuo, a Torino e Genova, di lire 600, e nelle altre città di una somma minore, che scemerebbe a ragione della popolazione, sino a lire 200, limite che non converrebbe eccedere.

In virtù dei principii sin qui stabiliti, i diritti elettorali sarebbero estesi a tutti coloro a cui si possono utilmente conferire a ragione dei capitali materiali di cui sono possessori. Rimane ora a vedere la parte che si deè fare ai *capitali intellettuali* che più ancora dei primi meritano di essere presi in considerazione dal legislatore.

Ma la causa dell'intelligenza non è contrastata in Italia. Le costituzioni di Napoli e di Toscana hanno solennemente riconosciuti i suoi diritti; la costituzione piemontese li proclamerà egualmente.

Quando tratteremo la questione dell'eligibilità, scenderemo ai particolari su quest'argomento di tanta importanza, cercando definire le condizioni di capacità necessarie per essere elettore ed eligibile.



CONSIDERAZIONI ECONOMICHE

SUI PROBLEMI SOCIALI

MESSI IN CAMPO NELLA RIVOLUZIONE DEL 48.

(Risorgimento 11 e 17 marzo 1848).

Abbiamo accennato già quali fossero i gravi problemi sociali che il nuovo governo francese ha significato voler risolvere. Cercheremo ora di determinare quali sono gli elementi di questi problemi, e quali sono quindi le difficoltà che si parano loro contro.

Le due grandi quistioni che riassumono tutti i fatti economici di una società, sono la produzione delle ricchezze, degli oggetti cioè che possono tornare utili o piacevoli agli uomini, e la loro distribuzione fra le varie classi della società.

Le mire quindi dei socialisti possono essere dirette, sia a cambiare il modo col quale questa distribuzione viene operata; il che trae seco una modificazione al principio delle proprietà, sia a render più efficaci i mezzi di produzione, mercè di un nuovo ordinamento del lavoro.

Queste due questioni, quantunque strettamente collegate, vogliono essere trattate successivamente; saremo però costretti più di una volta ad abbracciarle nel loro complesso.

Le ricchezze, come le abbiamo definite, vengono create dal concorso 1° del lavoro fisico ed intellettuale degli uomini;

2° delle forze della natura, sieno esse nella terra, o negli altri elementi appropriate e adattate all'ufficio della produzione; 3° delle macchine o delle altre ricchezze prima create affine di concorrere pur esse al medesimo uffizio.

Quantunque questi due ultimi elementi della produzione debbano essere accuratamente distinti dal lato scientifico, tuttavia nelle ricerche che abbiamo intrapreso possiamo considerarli come ve ne fosse un solo da designarsi colla parola *capitali;* giacchè nella grande questione della distribuzione delle ricchezze, considerata dal punto di vista socialista, i proprietari delle ricchezze accumulate, e delle forze della natura appropriate, sono rispetto alla condizione degli operai o salariati in condizioni identiche.

La condizione economica di un popolo dipende dalla quantità assoluta di ricchezze che ogni anno si crea, e dal modo col quale esse vengono ripartite fra le varie classi della società.

Se la produzione è poco abbondante relativamente alla popolazione totale, qualunque sia il modo di ripartizione, la parte di ciascun individuo sarà minima, la società sarà povera.

Prima condizione adunque del benessere di un popolo si è l'*abbondanza della produzione*. Ma ad ottener ciò si richiede che questo popolo sia provvisto di molti capitali, e che il lavoro sia bene distribuito, bene ordinato.

In una nazione che difetti di capitali, qualunque sistema di ripartizione delle ricchezze non giungerà mai a procurare alle classi più numerose un vivere comodo ed agiato. Siamo certi che se nello stato in cui l'industria e l'agricoltura trovansi in Ungheria, si potesse mercè un miracolo provvidenziale operare il riparto delle annue ricchezze egualmente per capi in modo che la parte che ne toccherebbe al principe Esterahzy non fosse menomamente maggiore di quella del più umile pastore dei suoi numerosi armenti; ciò nullameno la condizione economica di ciascun ungarese non sarebbe gran fatto migliorata, rimarrebbe certamente di gran lunga inferiore a quella di un buon operaio inglese.

Ma a far prospere le condizioni di un popolo non basta che le ricchezze prodotte sieno abbondanti; bisogna altresì che la somma di esse si aumenti di anno in anno; e ciò non tanto per adempiere quella gran legge di progresso che spinge l'umanità incontro a sorti migliori; ma ancora perchè la popolazione avendo una tendenza continua ad accrescersi, è forza provvedere ai crescenti bisogni della nazione con nuovi prodotti, con nuove ricchezze.

Se la produzione rimanesse stazionaria, mentre col crescere della popolazione aumentano i consumatori, la parte che toccherebbe a ciascuno di essi sarebbe menomata. Queste sono verità che non hanno bisogno di dimostrazione.

Consegue da ciò che l'*aumento continuo dei capitali* è una condizione assoluta della prosperità dei popoli.

Fra le nazioni civili moderne quest'accumulazione dei capitali si opera in modo rapidissimo; come ne fan fede le numerose strade ferrate, le opere pubbliche d'ogni maniera, le nuove case, diremo quasi le nuove città state innalzate; finalmente le immense imprese industriali ed agricole condotte a compimento in America, in Inghilterra, in Francia, da noi, negli ultimi vent'anni.

Questi nuovi capitali rappresentano un'immensa quantità di ricchezze state create non già in vista di un'immediata consumazione, ma nello scopo di cooperare alla successiva produzione di maggiori ricchezze.

Però ad effettuare una tal creazione di capitali fu necessario che gran numero di persone si astenesse dal consumare gli annui prodotti di cui potevano disporre; cioè che risparmiassero una parte delle rendite loro coll'imporsi un sacrifizio immediato in vista di un futuro benefizio. I fabbricanti che hanno impiegato parte dei loro benefizi all'acquisto di nuove macchine, i proprietari che consacrarono parte delle loro rendite ad operare prosciugamenti, spianamenti ed altri perfezionamenti agricoli, i capitalisti che hanno contribuito cogl'interessi ricavati dai loro capitali, alla formazione di gran società commerciali, di

vaste imprese industriali, hanno tutti in modi varii, ma analoghi, contribuito all'aumento del capitale sociale, col sacrificare il presente all'avvenire.

I capitali adunque sono creati dal *risparmio*, ed il *risparmio* implica un sacrifizio. Questa gran verità economica, che non può essere contrastata quando è esposta in modo chiaro e preciso, ci somministra un criterio certo per giudicare i sistemi socialisti intorno alla distribuzione delle ricchezze.

Ad ottenere questi sacrifizi dall'universale si richiede, che sia assicurato nell'avvenire un compenso a chi li compie. Il proprietario ed il fabbricante non s'imporranno certamente alcuna privazione per migliorare i loro beni, aumentare le loro fabbriche, se non avessero negli ordini sociali e nel principio della proprietà tanta fede da renderli certi di poter godere o far godere alla loro famiglia nell'avvenire, dei frutti dei loro risparmi.

Sintantochè questa fede è inconcussa, la tendenza a risparmiare è una forza immensa, come lo provano e le opere colossali compiute dal pubblico e dai privati negli ultimi trent'anni in Europa ed in America, e l'aumento straordinario della popolazione e delle ricchezze di tutti i popoli civili senz'eccezione.

Ma se questa fede venisse affievolita da alcuni atti attentatorii ai diritti di proprietà, l'azione di questa forza cesserebbe immediatamente, ed i più funesti effetti ne risulterebbero per la società.

Ciò posto, si può senza tema d'errare asserire, che quando anche fosse possibile, fosse facile di cambiare il modo presente di operare la distribuzione delle ricchezze senza sconvolgimenti o rivoluzioni, sostituendogliene un altro più perfetto; se questa mutazione è contraria al principio della proprietà, e perciò infirmante l'impulso della forza che spinge tutte le classi della società a risparmiare; questa mutazione, dico, sarà in ultimo dannosa non solo ai ricchi, ma ben anche ai poveri. Si giungerà forse a stabilire un sistema d'eguaglianza, ma sarà l'eguaglianza della miseria!

Si dirà forse, che il nuovo ordinamento sociale sarà tale da rendere impossibili le spese eccessive di lusso, onde il risparmio diventerà quasi una necessità.

Quand'anche si potesse raggiungere questo scopo, con mezzi ancora ignoti, e si costringessero coloro che guadagnano o posseggono molto a spender poco, non si eviterebbero i funesti risultati da noi indicati.

Il cercare di godere colle loro famiglie nell'avvenire dei risultati dei loro risparmi, i produttori fabbricanti, od agricoltori, se impediti a spendere, cesseranno di produrre oltre quanto è richiesto dai loro immediati bisogni. La produzione sarà pareggiata alla consumazione, non si effettueranno risparmi; non avrà più luogo la creazione di nuovi capitali per mezzo dei privati.

Giacchè a fare che la produzione sia copiosa non bastano i lavori ed i capitali materiali, ma si richiede pure essenzialmente il concorso dell'intelligenza, di una mente direttrice, intraprendente, energica, la quale cesserà certamente di adoperarsi con ardore se gli viene tolta la speranza di acquistare un diritto di proprietà inviolabile sui prodotti della sua industria.

I socialisti, quelli almeno che hanno tentato di ridurre le loro declamazioni a sistema regolare, si propongono di sostituire l'azione della società a quella degli individui per operare il risparmio. Così vogliono che il Governo, ossia il potere che rappresenta la società, percepisca la massima parte di quanto viene ora attribuito ai proprietarii, ai capitalisti, agl'impresari dell'industria; ed impieghi quanto non è richiesto dai bisogni dello Stato, ad aumentare i capitali, ossia i mezzi di produzione.

Questo principio è applicato fino ad un certo punto in tutte le società moderne. Quando il Governo fa costrurre col prodotto delle gravezze, una nuova strada, od un pubblico edifizio, egli percepisce una parte dei redditi dei cittadini, per creare un capitale; se l'impresa è buona, l'inconveniente della gravezza è più che compensato dall'utilità che tutte le classi della società ritraggono da quella.

Fintantochè si tratta solo di opere pubbliche di non difficile esecuzione, o che eccedono le forze dell'industria privata, noi crediamo utile l'intervento diretto del potere sociale; ma se questa teoria volesse estendersi oltre quei limiti e confidare a questo potere la direzione delle operazioni ordinarie dell'industria, dell'agricoltura e del commercio, essa cadrebbe in difficoltà infinite, insormontabili; sarebbe strascinata nell'assurdo e nel ridicolo. Come lo furono e lo sono tuttora i discepoli di san Simone e di Fourier, uomini che spesero un ingegno elevato e potente a dare una forma precisa ed applicabile alle idee oscure ed annebbiate dei comunisti tedeschi.

Questi strani sistemi implicano la violazione dei principii di libertà individuale, investono la società di un potere senza limiti, e riducono gl'individui a far la parte di automi. Noi non crediamo questi sistemi suscettibili di essere seriamente praticati. E quand'anche ciò fosse, quand'anche si potesse attivare una società sansimonista o forierista con buoni risultati economici, noi crediamo che il sacrificio del libero arbitrio e d'ogni specie di libertà individuale ch'essa richiederebbe, osterebbe talmente agli istinti indomiti dei popoli moderni, che questa società non potrebbe sussistere in modo stabile ad onta di qualunque vantaggio materiale che fosse per risultare ne' singoli suoi membri.

Se lo Stato non può essere sostituito utilmente ai privati nella direzione delle imprese industriali, a che cosa si restringeranno le applicazioni delle dottrine socialiste? A modificare forse nell'interesse della classe più numerosa, l'impiego delle pubbliche entrate; ed a migliorare il modo di percezione delle gravezze. Se ciò si eseguisce, senza che la tendenza al risparmio venga menomata, vi faremo plauso di buon cuore. Applaudiremo alle tasse prelevate sulle classi agiate, per istruire, per educare le classi povere. Vedremo in ciò un atto di giustizia, che produce inoltre un'utilità economica nelle società, col rendere il lavoro più intelligente e quindi più efficace. Applaudiremo a tutte le spese pubbliche che ridondano in vantaggio dei più. Fintantochè

queste spese non necessiteranno gravezze tali da diminuire l'incentivo a creare nuovi capitali, noi le approveremo pienamente, senza restrizione.

Ma qualunque atto, quantunque inteso a lodevole scopo, se menomamente lesivo del diritto di proprietà, produrrà le più funeste conseguenze.

Queste verità sono a parer nostro talmente evidenti, talmente incontrastabili da potere essere facilmente concepite da qualunque mente un poco dirozzata. Egli è quindi perciò che consideriamo un buon sistema d'educazione popolare come il solo efficace rimedio alle dottrine estreme del comunismo.

Ma i pericoli di questa setta non consistono tutti nel funesto proposito di modificare radicalmente le leggi che regolano la distribuzione del lavoro. Alcuni meno esagerati, si contenterebbero per ora di migliorare repentinamente il modo col quale si compie la grand'opera della produzione. A questo scopo intenti, essi vanno ripetendo le magiche parole d'ordinamento del lavoro, di garanzia dei salarii ecc. Suscitando nei popoli vaghe speranze, mal definiti desiderii. Quali sieno le fondamenta sulle quali poggiano le dottrine di questi comunisti moderati, sarà argomento di un altro articolo.

Le dottrine *socialiste* o *comuniste* relative alla distribuzione delle ricchezze, già state esaminate da noi nelle pagine antecedenti, non paiono sinora dover essere accolte con favore in Francia, sia dal popolo, sia da coloro cui fu affidato il supremo potere. Nessun atto del governo provvisorio, nessuna manifestazione popolare lascia travedere la benchè remota intenzione di ledere il diritto di proprietà, il quale anzi viene da tutti proclamato come inviolabile e sacro. Questa solenne prova del buon senso della nazione francese non ci stupisce, giacchè reputavamo affatto contrarie all'indole sua le astratte e nebulose idee nelle quali si avvolge il comunismo germanico, quando intende regolare il riparto delle ricchezze sociali.

Ed in questa nostra opinione, fondata già sulla comune conoscenza del carattere di quella nazione eravamo stati confermati,

dagli evenimenti politici di Ginevra, da noi attentamente studiati.

Il potere supremo in questa città, popolata di operai che hanno coi Francesi comune l'indole e la lingua, cadde ora sono diciotto mesi nelle mani della parte estrema democratica. Il partito vittorioso riordinò il paese dietro i principii da esso professati, esagerando in certo modo il sistema americano. Ne risultò un sistema di governo che siamo lontanissimi dall'approvare, che anzi reputiamo assai men buono di quello che venne rovesciato; ma che non può accagionarsi della menoma tendenza comunista. Gli operai di Ginevra, sia detto ad onor loro, seppero resistere agli eccitamenti degli operai tedeschi, e fondare un governo che non è certamente il migliore possibile, ma che rispetta e fa rispettare pienamente le basi fondamentali dell'ordine sociale: la famiglia e le proprietà.

L'esempio di Ginevra c'inspira qualche fiducia nell'esito finale degli esperimenti che si tentano in Francia: e questa fiducia sarebbe intera se la popolazione francese avesse raggiunto quell'alto grado d'incivilimento e d'istruzione che i Ginevrini hanno acquistato mercè tre secoli di libertà religiosa e civile.

Se, come già abbiamo osservato, il governo provvisorio ha rispettate le leggi sociali, che regolano la distribuzione della ricchezza, e serbato illeso il diritto di proprietà dai maggiori insulti del comunismo, esso ha inconsideratamente accolto la parte meno assurda, la più speciosa dei principii socialisti, quella cioè relativa all'*organizzazione del lavoro*.

Col proclamare temerariamente che lo Stato deve provvedere il lavoro ad ogni operaio; coll'incaricare una commissione di studiare, non solo i mezzi di migliorare le condizioni economiche delle classi povere, ma i principii stessi delle relazioni dell'operaio con chi lo impiega, della mano d'opera col capitale; col regolare arbitrariamente varii punti relativi alla durata del lavoro, ed alle mercedi che si corrispondono in certe industrie, il Governo, diciamo, con questi atti, e più ancora con iscritti e parole imprudenti, ha manifestato altamente il proposito suo

di riordinare su nuove basi, dietro norme non ancora definite, le relazioni in cui stanno ora coloro che concorrono alla produzione delle ricchezze coi capitali, e coloro che vi partecipano solo per mezzo della loro opera personale. In una parola, il governo provvisorio cerca una nuova soluzione al grande e tremendo problema dell'*organizzazione del lavoro*.

Noi non ci avventureremo nel campo delle ipotesi in traccia delle idee socialiste, che potranno essere proposte all'approvazione del governo francese. Stimiamo di utilità maggiore l'analizzare gli elementi dell'indicato problema, per ricercare quali sieno i soli e veri mezzi da promuovere in modo efficace e stabile il miglioramento delle sorti delle classi le più numerose della società.

Noi crediamo che la questione dell'organizzazione del lavoro considerata nel suo complesso, racchiuda tre questioni distinte, che conviene separatamente esaminare:

1° Se sia possibile e quindi se sia lodevole l'assicurare a tutti i cittadini il lavoro, ossia i mezzi di conseguire una giusta mercede, in compenso di un lavoro ragionevole.

2° Se il Governo possa giustamente ed utilmente intromettersi nelle questioni relative alla durata del lavoro, all'ammontare della mercede od al modo di stabilirla; cioè se i rapporti di chi lavora e di chi lo impiega come impresario industriale debbano essere legislativamente ed amministrativamente regolati.

3° Se sia fattibile lo stabilire su basi più eque, e dietro nuovi principii, il riparto dei frutti del lavoro tra il capitalista e l'operaio; col far partecipare quest'ultimo ai benefizi dell'impresa alla quale ei concorre coll'opera sua personale.

Col rispondere a queste tre gravissime questioni avremo sciolte, in gran parte almeno, le difficoltà che circondano il tremendo problema, che più d'ogni altro merita di fissar l'attenzione dei filosofi e degli statisti, quello dell'*organizzazione del lavoro*.

È egli possibile l'assicurare il lavoro a tutti gli operai? Se

questa frase si volesse interpretare nel senso più ampio e letterale, cioè col dire che ogni operaio ha diritto di essere impiegato nella professione da esso abbracciata, si andrebbe incontro ad una impossibilità assoluta, si cadrebbe tosto nell'assurdo. Giacchè, fatta astrazione dalle difficoltà insuperabili che osterebbero all'applicazione di questo principio, ne conseguirebbe che la produzione dei varii oggetti che costituiscono la ricchezza sociale, non sarebbe più regolata dalla ricerca o dalla consumazione probabile di essi, ma bensì dal numero degli individui impiegati nei varii rami dell'industria. Così il numero e la vastità delle case e degli edifizii da costrursi non sarebbe più in ragione dei crescenti bisogni della società, ma del numero degli operai che avrebbero abbracciato l'arte del muratore. Lo stesso per le manifatture. Dietro l'enunziato principio, la produzione delle varie stoffe di seta, di lane o di cotone non si ragguaglierebbe come ora alle ricerche dell'interno e dell'estero commercio, ma sarebbe determinata dal maggiore o minor numero di operai dediti a ciascun ramo di queste particolari industrie.

Basta indicare in modo chiaro queste necessarie conseguenze del sistema che pretenderebbe guarentire il lavoro nel modo summentovato per dimostrarne l'assurdità. D'altronde ove fosse possibile l'applicarlo entro certo limite, il Governo sarebbe, di necessità, costretto a regolare preventivamente con norme restrittive il numero degli individui ascritti a ciascun'arte o professione, come pure le condizioni d'ammissione in esse. Ciò sarebbe con altri nomi e con altre forme retrocedere verso l'antico sistema delle corporazioni privilegiate, cotanto contrario ai progressi dell'industria, cotanto opposto a quello spirito d'indipendenza, a quelle massime di libertà individuale che dominano irresistibilmente nelle società moderne.

I discepoli di Fourier, persuasi di poter sradicare ogni istinto egoistico dal cuore umano, reputano potersi facilmente conciliare la distribuzione amministrativa degli operai nelle varie industrie necessarie al vivere sociale, con quel grado di libertà

d'azione richiesto dai tempi. Questa loro opinione si fonda sopra una tal modificazione, sopra un sì grande miglioramento degli impulsi che determinano le azioni umane; suppone un cambiamento così radicale nelle attuali relazioni sociali, che in verità, finchè non saremo illuminati dai risultati di incontrastabili esperimenti, non potremo per nulla dividere quell'intera fede che i Fourieristi ripongono nella virtù miracolosa degli istinti individuali, svolti armonicamente mercè dell'educazione FALANSTERICA.

Ma alcuni socialisti più moderati potrebbero, senza andare al segno del Fourier, sostenere doversi stabilire fabbriche nazionali, non già per far concorrenza alle fabbriche private nei tempi ordinarii, ma solo per somministrar lavoro, nei casi di crisi industriale, agli operai che rimanessero disoccupati.

Ognuno può facilmente immaginare quali immensi sacrificii sarebbero necessari per metter su queste fabbriche di riserva, destinate a rimaner quasi sempre inoperose. Quando poi venisse il caso di metterle all'opera, si dovrebbe impiegar in esse operai collettizii, affidandone la direzione a capi improvvisati; ne risulterebbero per lo Stato conseguenze economiche assai più funeste, che s'egli avesse corrisposto agli operai impiegati nelle fabbriche nazionali una mercede affatto gratuita.

Vediamo quai tristi risultati offrono quasi tutte le manifatture amministrate economicamente dal Governo quand'anche siano dirette da uomini capacissimi, e s'impieghino in esse operai distinti. Si giudichi da ciò che cosa succederebbe in una fabbrica nazionale provvisoria, alla quale accorressero i peggiori operai, siccome quelli, a cui manca prima degli altri il lavoro!!

Anche questa modificazione del sistema di garanzia del lavoro, non regge ad un'analisi anche superficiale. Abbandonato perciò l'assunto di provvedere a ciascun individuo che fa parte della società i mezzi di lavorare nella professione da esso esercitata, vediamo se entro più ristretti limiti quest'idea della garanzia del lavoro, non sia capace di una pratica applicazione. Già

prima che i socialisti mettessero in campo gli strani loro sistemi, fu da molti pubblicisti e filosofi sostenuto il seguente principio: *dovere la società sovvenire agli stretti bisogni di qualunque individuo che essendo atto al lavoro, chiede i mezzi di campar la vita, quali che siano, in cambio della sua opera manuale.*

La questione della garanzia del lavoro così ristretta e definita, si confonde con quella della carità legale, stata oggetto di tante e sì varie discussioni in questi ultimi tempi. L'Inghilterra l'ha da tre secoli risolta in modo affermativo, mercè lo stabilimento della tassa pei poveri. Quindi è possibile studiare i pratici risultati di questo gran principio economico, e tutte le conseguenze che ne derivano in un paese ove la pubblicità è massima, ed ove i fatti economici sono con massima cura ricercati ed avverati.

Per trattare degnamente un argomento cotanto difficile, quanto importante, si richiederebbe un'opera apposita, forse di soverchio peso alle nostre forze. Tuttavia siccome reputiamo urgente il richiamare su di esso l'attenzione del Governo e del pubblico, tenteremo di svolgerne rapidamente le parti più essenziali, indicando i veri principii che debbono, a parer nostro, regolare i doveri della società verso i singoli individui che la compongono.

Quasi tutti gli scrittori e gli uomini di stato del continente si sono apertamente dichiarati contro qualunque sistema di carità legale. I filantropi e gli economisti; gli uomini di pratica e gli uomini di scienza biasimano del pari la tassa dei poveri, quale è stabilita in Inghilterra. A fronte tuttavia di questa unanime riprovazione, noi crediamo dover manifestare un'opinione affatto contraria a quella che regna fra noi, e costituirci difensori di un sistema che saviamente applicato può salvar solo la società dai pericoli che le sovrastano.

Crediamo dover proclamare l'assoluta necessità di stabilire in tutti i paesi che hanno raggiunto un alto grado di prosperità e di ricchezze sovra solide e prudenti basi, il principio della carità legale, affinchè sia riconosciuto quale uno stretto dovere

sociale, il non lasciare nessun individuo esposto a cadere vittima delle estreme miserie.

Non ignoriamo quante e quali funeste conseguenze possono da questo principio scaturire, s'ora nell'applicarlo si viene a trascorrere oltre i limiti fissati dalla fredda ragione. Abbiamo attentamente studiati i mali di cui fu causa in Inghilterra prima che le leggi sui poveri fossero radicalmente riformate nell'anno 1834. Ma appunto questi lunghi studi ci fecero acquistare l'intima convinzione, essere possibile il regolare la carità legale in modo, da raffermare l'edifizio sociale, senza far cadere sullo stato gravi ed insopportabili pesi.

I rimproveri fatti alla carità legale come era esercitata in Inghilterra prima delle accennate riforme erano meritati e giusti. Ma dopo quelle divengono esagerati ed ingiusti. — Nel 1834 si è sottoposto la carità legale ad una norma salutare, indispensabile, senza la quale si poteva con ragione dire che la carità creava assai più miseria di quello che potesse sovvenirne.

Questa norma, dalla quale la menoma deviazione è fatale, si è: di stabilire i pubblici soccorsi in modo, che la persona sovvenuta si trovi in una condizione peggiore dell'operaio indipendente; in modo tale che la condizione del povero non sia mai un oggetto di desiderio o d'invidia per chiunque è in grado di campare onestamente la vita col frutto delle proprie fatiche.

Se ci vien fatto di dimostrare che la carità legale, applicata secondo questo principio, può essere utilmente introdotta nelle società moderne, noi avremo tolto al comunismo i suoi più formidabili argomenti, e segnata la via a migliorare le sorti delle classi più numerose, senza mettere a repentaglio l'esistenza stessa dell'ordine sociale.

Ma questa dimostrazione richiede l'esame preventivo del gran problema della popolazione, la quale ci somministrerà irresistibili argomenti sia contro il socialismo, sia in favore del sistema di carità da noi preconizzato.



L'ORA SUPREMA

DELLA MONARCHIA SABAUDA.

(Risorgimento 23 marzo 1848).

L'ora suprema per la Monarchia sarda è suonata, l'ora delle forti deliberazioni, l'ora dalla quale dipendono i fati degl'imperii, le sorti dei popoli.

In cospetto degli avvenimenti di Lombardia e di Vienna, l'esitazione, il dubbio, gl'indugi non sono più possibili; essi sarebbero la più funesta delle politiche.

Uomini noi di mente fredda, usi ad ascoltare assai più i dettami della ragione che non gl'impulsi del cuore, dopo di avere attentamente ponderata ogni nostra parola, dobbiamo in coscienza dichiararlo: una sola via è aperta per la nazione, pel Governo, pel Re. La guerra! la guerra immediata senza indugi!

Non è possibile l'indietreggiare; la nazione infatti è già in guerra coll'Austria. Essa si muove gia tutta in soccorso dei Lombardi: i volontarii hanno già varcate le frontiere: i nostri concittadini fabbricano e spediscono apertamente munizioni ai Milanesi: egli è evidente; la pace è rotta coll'Austria; i vecchi trattati dall'una parte e dall'altra sono calpestati ed infranti.

Non si tratta quindi di decidere se le ostilità si abbiano, o no da cominciare. La sola questione è di sapere se ci dichiareremo lealmente, altamente pella causa dell'umanità e dell'Italia, o se seguiremo per lungo tempo le vie tortuose di una politica di ambagi e di dubbii.

Tale essendo lo stato delle cose, il dubbio, lo ripetiamo, non è possibile. Anche pei meno ardenti, per gli uomini di Stato i più cauti, il dovere del Governo è patente, palpabile. Siamo in condizion tale, in cui l'audacia è la vera prudenza; in cui la temerità è più savia della ritenutezza.

Forse vi sarà ancora chi dirà non esser noi preparati, e che col dichiarare la guerra ci assumeremmo una terribile risponsabilità; che la Russia e l'Inghilterra potrebbero in tal caso decidersi ad unirsi all'Austria a danno d'Italia.

A queste obbiezioni opporremo vittoriose risposte dettate dalla sola ragione. Se la Lombardia fosse tranquilla, sarebbe follia l'affrettare i tempi e cominciare le ostilità prima di aver radunato un esercito e preparati mezzi di offesa proporzionati alla forza dei nostri nemici.

Ma la Lombardia è in fuoco: Milano è assediata: ad ogni costo bisogna andare a soccorrerla. Quando non avessimo sulle frontiere che cinque mila uomini, questi dovrebbero correre su Milano. Forse questi sarebbero battuti; è possibile, quantunque non lo crediamo probabile; ma questa mossa ardita costringerebbe gli Austriaci ad abbandonare Milano, permetterebbe alla città di provvedersi di viveri e di munizioni; la metterebbe in istato di continuare l'eroica resistenza, che ci tiene tanto dolorosamente sospesi da più giorni.

L'effetto morale di un principio di ostilità, la salvezza di Milano varrebbe più per la causa italiana, che non le nuocerebbe la sconfitta di un corpo di 5000 uomini. Muovano senza indugio i reggimenti stanziati a Novara, a Vercelli, a Vigevano. Corrano su Milano, corrano a dividere i pericoli e la gloria di quella eroica città.

Guai a noi, se poi per aumentare i nostri preparativi non

giungessimo più in tempo! Guai a noi, se quando saremo per varcare il Ticino, ricevessimo la notizia della caduta della regina della Lombardia!

Lo ripetiamo, nelle attuali contingenze vi è una tale politica, non la politica dei Luigi Filippi, e dei Guizot, ma la politica dei Federici, dei Napoleoni e dei Carlo-Emanueli. La grande politica, quella delle risoluzioni audaci.

Ma l'Europa? L'abbiamo già detto; di fatto la nazione ha dichiarata la guerra; e quella tremenda risponsabilità che ci si para dinanzi agli occhi qual fantasma spaventevole, l'abbiamo già incorsa. Se l'Austria si rassoda in Germania, se ella vince in Lombardia, ci muoverà la guerra. Se la Russia è disposta a sostenere la decrepita sua alleata contro i proprii sudditi ed i nemici che la circondano, le truppe russe saranno già a questa ora partite per alla volta di Vienna.

Ma l'Inghilterra? Si dice che essa ha protestato, persino minacciato della sua collera il nostro paese se il Ticino è varcato. Non vogliamo affievolire la gravità della determinazione che eccitiamo il Governo a prendere. Le proteste dell'Inghilterra hanno un grave peso, nol neghiamo. Se fossimo in tempi ordinarii forse sarebbe prudenza il darle ascolto. Ma in faccia dei casi di Milano, quando l'ora della liberazione d'Italia è suonata, quando i popoli si armano e si muovono impazienti contro lo straniero, lasciarsi fermare dalle proteste dell'Inghilterra sarebbe viltà; non una buona e grande politica, ma una politica meschina che, senza porci al riparo dai pericoli che ci sovrastano, *coprirebbe d'ignominia la nazione, e farebbe forse crollare l'antico trono della Monarchia Sabauda in mezzo all'indegnazione dei popoli frementi.*

Ma esaminiamo freddamente quali conseguenze possono aver [illegible]roteste dell'Inghilterra.

[illegible]'Inghilterra cesserà d'esserci alleata? ci abbandonerà alle [illegible]stre sorti? Sia pure! Noi non abbiamo mai divise le illusioni di alcuni nostri concittadini, che per più mesi riguardarono l'Inghilterra come la futura liberatrice d'Italia. Abbiamo

sempre pensato che la conservazione della potenza dell'Austria era nelle mire della politica inglese.

Ma per conservare questa potenza vorrà il gabinetto di San Giacomo rompere la neutralità, muovere guerra all'Italia e farvisi solidaria del sistema assoluto? Non lo crediamo! Non già per troppa fede che noi abbiamo nella generosità e nella liberalità degli uomini di Stato inglesi. Benchè il potere sia nelle mani del partito liberale, se gli interessi politici dell'Inghilterra fossero compromessi, non ci stupirebbe il vedere lord Palmerston e lord John Russell stringer la mano di Metternich ancora stillante del sangue polacco ed italiano.

Ma dopo i moti di Vienna, i quali, qualunque ne sia l'esito momentaneo, hanno provato all'Europa essere la Monarchia Austriaca in preda ad invincibili germi di distruzione, l'Inghilterra non comprometterà certamente la pace del mondo per sostenere un edifizio che crolla da ogni lato; non renderà solidaria la politica del glorioso impero britannico con quella del cadente e cadaverico impero austriaco.

L'Inghilterra è apparecchiata alla guerra: può farla, e farla tremenda. Stolto chi il nega. Ma la guerra mossa dall'Inghilterra è non solo una guerra europea, è una guerra generale nelle quattro parti del mondo. Vorrà ella intraprendere questa lotta terribile perchè si combatte in Italia per acquistare quei diritti che sono sacri agli occhi del popolo inglese?

Acconsentirà questo popolo a ricominciare la terribile storia delle guerre della rivoluzione, per impedire la liberazione dell'Italia?

Non è possibile. Il Governo inglese, nel finire del secolo scorso, quand'ancora era quasi onnipotente l'oligarchia delle grandi famiglie patrizie, non potè indurre il Parlamento alla guerra, se non dopo la morte di Luigi XVI ed il regno del terrore. Potrà ora un ministero che ha ripudiato le tradizioni di Pitt, indurre l'Inghilterra a cooperare alla barbara impresa di mantenere l'Italia nella schiavitù? E ciò non per utile proprio, ma per prolungare l'esistenza di uno Stato che da ogni lato si

sfascia? Ciò non è credibile. Ma se, per mala sorte, i ministri inglesi fossero abbastanza acciecati dalle logore massime di un'antica e vieta politica per dichiararsi contro l'Italia; se i Russell ed i Grey, contraddicendo a se stessi, ai loro atti passati, a quelli della loro parte, adottassero il sistema dei Castelreagh e dei Liverpool; se Italia tutta avesse a provare, per parte degl'Inglesi, un trattamento pari a quello che soffrirono i Siciliani nel 1815; se l'Inghilterra si dichiarasse apertamente contro la causa dei popoli, e si facesse la propugnatrice dei principii assoluti, guai a lei! Si formerebbe contr'essa una tremenda coalizione, non più di principi, come sotto Napoleone, ma di popoli. E non vi sarebbe più pace nel mondo, finchè non fosse distrutta la potenza di un popolo, che avrebbe tradità la causa dell'umanità. E non per fanatismo, non per errore, ma per un calcolo della più perfida politica.

Rammenti l'Inghilterra che i tempi sono cambiati, che i sentimenti popolari si sono svolti per ogni dove, che anco nell'interno delle sue provincie i diritti del popolo contano numerosi ed ardenti difensori. Rammenti che nelll'Irlanda, nel Canadà, in altre colonie fervono le idee di separazione e di libertà estrema. Rammenti che essa non è più la sola gran potenza marittima del mondo; che trent'anni di pace le hanno preparato un tremendo rivale, gli Stati-Uniti, che non consentiranno giammai a lasciar, in caso di guerra, porre in vigore quella sua prepotente legislazione *sui neutri*, che gli permetteva di offendere i suoi nemici, e di mantenere quasi illeso il suo commercio. Rammenti infine che una guerra liberticida non potrebbe fruttarle, se felice, che una vittoria senza gloria e senza utilità; mentre, se avesse esito conforme ai voti dei popoli, segnerebbe l'estrema sua rovina, e la precipiterebbe da quel trono, ove siede come la primogenita delle libertà e la regina dei mari.

SULLA LIBERTÀ

DI COSCIENZA.

(Risorgimento 18 maggio 1848).

'ra le maggiori, le più importanti conquiste della civiltà derna è certamente da annoverarsi la libertà di coscienza, uindi la libertà dei culti che ne deriva qual logica consenza. Questo gran principio tuttavia non venne proclamato nostro Statuto. Il legislatore forse, per non precipitare in rave materia un'irrevocabile definizione, credè più oppor- o il non farne particolar menzione, riservandosi d'introdurle a pratica con leggi speciali.

n fatti, alla pubblicazione dello Statuto tennero dietro i rani provvedimenti che, emancipando i protestanti e gli eliti, fecero sparire dalla nostra legislazione, le più gravi azioni al principio della libertà di coscienza. Noi dubitiamo ere nelle viste del legislatore il progredire in questa pratica , nell'emendare successivamente tutte le disposizioni nei no- i codici penale e civile contenute, che con esso contrastano tora.

Ma ciò non basta. Un principio qual si è quello della libertà i culti, non può essere introdotto nella costituzione di un polo altamente civile, per via indiretta: deve essere procla- ato come una delle basi fondamentali del patto sociale.

Epperciò non dubitiamo d'asserire che quando l'epoca prevista dal discorso del trono sarà giunta, in cui *la desiderata fusione di varie parti della penisola coi nostri Stati* renderà opportuno il *promuovere quelle mutazioni nelle leggi che valgano a far grandeggiare i destini della patria*, in allora non si ommetterà più nella Magna Carta italiana, di dichiarare nel modo il più esplicito essere ogni coscienza un santuario inviolabile, e doversi accordare a tutti i culti una intera libertà.

Questa modificazione, o per dir meglio questa spiegazione del nostro Statuto, non verrà certamente contrastata da nessun uomo illuminato e zelante per le cose religiose. In Italia, la Dio mercè, il clero cattolico, se non unanimemente, almeno in una grande maggioranza che ne racchiude la parte la più eletta, ha abbracciato sinceramente la causa della libertà, considerandola strettamente congiunta con quella stessa della religione. Quindi non può che far plauso ad una disposizione che fa parte oramai della costituzione di tutti i popoli liberi e civili.

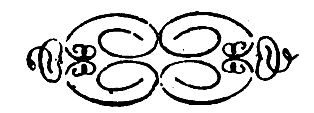
Il clero cattolico penetrato della verità dei dogmi ch'esso professa, della sublimità del culto di cui è ministro, non può cercare nella forza, nei privilegi, nelle restrizioni, i sostegni della causa della religione.

Il cattolicismo, mosso da quel divino istinto che lo spinge a rannodare attorno a sè le forze vive delle società, fa in quasi tutta l'Europa causa comune coi popoli. In Irlanda, nel Belgio, in Polonia, esso ha combattuto e combatte per gli oppressi, contro gli oppressori. Ovunque ei si fece propugnatore delle libertà popolari, ovunque ha iscritto sulla sua bandiera *libertà religiosa*.

Quella libertà che il clero chiede con tanta energia e ragione nei paesi in cui domina il principio accattolico, non vorrà niegarla in tutta la sua pienezza agli accattolici nei paesi in cui esercita una sì giusta influenza. Se il clero italiano cadesse in tale contraddizione, se, non dando retta alla voce del grande Gioberti, tentasse ritenere nei nostri codici politici e civili alcune traccie del dispotismo religioso dei secoli andati, esso

cagionerebbe al cattolicismo danno maggiore di quello che cagionare gli possano i suoi più fieri persecutori. Col dare argomento a sospettare della sincerità della proclamata sua alleanza colla causa della libertà, scemerebbe l'autorità che esso ha riacquistata sui popoli, porgerebbe armi terribili a chi ancora lo combatte, avanti a quel tribunale che ormai decide di tutte le questioni, quello dell'opinione pubblica.

Sicuri dell'adesione del clero illuminato, delle simpatie di tutti gli uomini di progresso, di tutti coloro che congiungono nei loro affetti la causa della religione con quella della libertà, siamo certi che basterà pronunziare nel primo Parlamento dell'alta Italia, il gran principio della libertà dei culti, onde esso venga acclamato qual legge fondamentale della redenta nostra patria.



SULLA COSTITUZIONE

DELLE CAMERE.

(Risorgimento 27 maggio 1848).

Il Senato nella sua tornata del 24 ha adottato all'unanimità un paragrafo dell'indirizzo, proposto dai Senatori Balbi, Doria, e da parecchi altri, il quale esprime nel modo il più esplicito essere i Senatori del Regno disposti a consentire al sacrifizio di qualunque individuale privilegio che potesse riuscire d'ostacolo alle modificazioni allo Statuto, fatte opportune dalla prossima riunione al Piemonte delle provincie dell'Alta Italia.

Questo paragrafo fu cagione di una lunga e, diciam pure, confusa discussione. Non già che vi esistesse differenza di sentire fra i membri dell'Assemblea; ma perchè molti dissentivano sul modo il più opportuno di esprimere il comune sentimento. Essa fece palese la molta inesperienza parlamentare del Senato, il modo poco ordinato con cui i suoi dibattimenti sono regolati, ed il soverchio desiderio di parlare di alcuni suoi membri; ma essa dimostrò altresì, che se i Senatori non sono tutti oratori esperti ed eloquenti, sono ottimi cittadini e pronti tutti del pari a posporre ogni personale considerazione al bene del paese, all'unione dell'Italia.

Quest'atto che onora grandemente il Senato, è una prova non solo del suo patriottismo, ma eziandio della sua sapienza legislativa. Colla determinazione che prese, esso ha tacitamente

riconosciuta la necessità di modificare la Costituzione della prima Camera, di ordinarla dietro principii diversi da quelli sanciti dallo Statuto, ed ha quindi aperta la via ad una riforma indispensabile a rendere solido e duraturo l'edifizio costituzionale che sta per erigersi nell'Italia settentrionale.

Noi crediamo dover seguire il Senato in questa via; e lasciando da parte le reticenze e le finzioni parlamentarie, cominciare sin d'ora a chiamar l'attenzione pubblica sopra una delle maggiori questioni che rimangano a sciogliersi, prima che gli ordini politici del paese possano dirsi definitivamente costituiti.

Noi non esitiamo a dichiararci fautori dello stabilimento di due Camere legislative; non già per giungere con ciò ad ottenere l'*equilibrio* dei poteri, ma per assicurare l'azione progressiva e regolare delle nostre istituzioni politiche. L'equilibrio in meccanica indica lo stato d'immobilità, stato che mal si addice alle società moderne, spinte irresistibilmente nelle vie della civiltà; epperciò riputiamo fallace ed erronea la trita metafora colla quale tanti pubblicisti hanno cercato di provare l'utilità di una seconda Assemblea.

Gli ordini politici dello Stato debbono essere stabili in vista di un moto continuo, di un non interrotto svolgimento; ma di un moto, di uno svolgimento ordinati e progressivi; e quindi riputiamo indispensabile il dividere il potere legislativo fra due Assemblee, nell'una delle quali l'elemento popolare, la forza motrice predomini, mentre nell'altra l'elemento conservatore, coordinatore, eserciti una larga influenza. Respingendo l'idea dell'equilibrio, vogliamo costituire la gran macchina politica in modo che l'impulso acceleratore sia combinato con la forza moderatrice; vogliamo, accanto alla molla che spinge, il pendolo che regola e rende il moto uniforme. Ma per ciò ottenere, non basta scrivere nello Statuto che vi saranno due Camere; bisogna ancora far sì che quella il cui ufficio si è di temperare l'ardore dell'altra, possegga una forza intrinseca tale da opporre efficace resistenza alle passioni violente degl'impeti popolari disordinati, alle fazioni incomposte e sovvertitrici dell'ordine.

In Inghilterra questo scopo venne raggiunto da una Camera fondata sull'eredità. Ivi da più secoli la Camera dei lord coopera efficacemente al continuo accrescersi della prosperità, della grandezza nazionale, ed allo svolgimento regolare delle libertà civili e religiose.

È egli a dire perciò che una tale istituzione abbia ad imitarsi altrove? che in Italia specialmente sia opportuno il creare legislatori ereditarii? No certamente. Quantunque accagionati spesso d'essere ciechi ammiratori degl'Inglesi, e di nutrire in segreto il colpevole pensiero d'introdurre fra noi la parte aristocratica delle loro istituzioni, dichiariamo altamente, che lo *imitare* in questo caso la Gran Bretagna, sarebbe un errore funesto, sarebbe deporre nella nostra Costituzione germi sicuri di future rivoluzioni.

Una Camera ereditaria fra noi, somiglierebbe solo di nome alla *Paria inglese;* sarebbe altrettanto debole, quanto questa è forte; invece di contribuire, come il suo modello, alla solidità dell'edifizio sociale, ne diminuirebbe la stabilità e la solidità. Una Parìa ereditaria non può costituire un elemento di forza se non quando essa si compone d'individui che posseggano una influenza loro propria, indipendente dalle funzioni che essi esercitano. La Camera dei lord è una vera potenza, perchè le tradizioni, la storia e le ricchezze fanno sì che un gran numero de' suoi membri sarebbe potente, quand'anche essi non ne facessero parte.

L'eredità tende a mantenere ed accrescere questa influenza a certe famiglie: è impotente da sè a crearla.

Se in Italia vi fossero già di queste famiglie, si potrebbe discutere se convenga o no riunirle in una Camera ereditaria; ma siccome non esistono, siccome fra noi le antiche famiglie patrizie non posseggono nè ricchezze, nè influenza straordinaria, il tentar di fondare una Parìa, somigliante alla Paria inglese, sarebbe il colmo della stoltezza.

Allontanata così ogni idea d'eredità, prenderemo ad esaminare gli altri sistemi dietro ai quali si può costituire una seconda

Camera. Ci pare ch'essi possono riferirsi tutti ad uno dei tre principii seguenti: la nomina fatta dal Re; l'elezione popolare; od una combinazione di questi due metodi.

Una Camera scelta dal potere esecutivo, fra certe categorie dalla legge stabilite, sarà probabilmente un corpo politico rispettato pe' suoi lumi, per la sua integrità, ma non eserciterà giammai un'influenza tale da poter controbilanciare l'azione della Camera popolare. L'opinione pubblica, quella vera regina delle società moderne, considererà i membri chiamati a comporla come delegati del Governo; quindi le loro deliberazioni non saranno mai reputate pienamente indipendenti, e non avran grande autorità. Nè vale il dire che si rimedierà a tale inconveniente col far entrare nella Camera, a vita, uomini popolari ed influenti. Giacchè i più fra di loro rifiuteranno l'onore ad essi offerto, onde far parte della Camera dei Deputati, che porge più ampia e più animata sfera ai loro talenti, alla loro ambizione. Qualunque sia la lealtà del potere esecutivo, il suo desiderio di formare un Senato popolare ed indipendente non giungerà ad altro fuorchè a costituire un corpo stimato, onorato, ma privo d'influenza politica.

Quindi esso sarà ridotto ad esercitare le funzioni di un Consiglio di Stato perfezionato, cioè a migliorare la redazione delle leggi che escono imperfette dalla Camera popolare, ed a preparare gli argomenti che versano sui punti i più difficili della legislazione.

La Camera dei pari francesi dopo la rivoluzione di luglio, quantunque racchiudesse, oltre le antiche illustrazioni dell'impero, molti uomini distinti per meriti letterarii, scientifici, e per glorie militari, non che varii dei primi Magistrati e dei più abili Amministratori del regno, non fu mai un vero potere politico, piegò avanti tutti i ministeri, nè contrastò mai colle mutabili maggiorità della Camera dei Deputati.

L'azione vera del Senato essendo così ridotta, non esitiamo a dire ch'esso è più d'incaglio che di aiuto alla macchina legislativa; ch'esso è una costosa appendice, alla quale si potrebbe

con vantaggio sostituire un Consiglio di Stato fortemente ordinato, con certe attribuzioni allargate.

Condannato il sistema di un Senato a vita e scelto dal Re, esaminiamo i due altri sistemi, quello dell'elezione ed il sistema misto. Questo consiste nel chiamar gli elettori a presentare al potere esecutivo una lista di nomi, fra i quali esso deve scegliere i membri del Senato. Un tale sistema è più difettoso del primo. I Senatori non essendo eletti direttamente dal popolo, e ricevendo in parte il loro mandato dal potere, non avranno maggiore influenza che se fossero nominati da questo.

Gli uomini autorevoli non vorranno correre i rischi di una elezione, che da sè non può sortire nessun effetto. Quindi le liste dei candidati non racchiuderanno che mediocrità. Il Governo, costretto a scegliere fra queste, farà delle nomine poco grate al pubblico, e che avranno l'inconveniente di suscitare infiniti malumori ed uno spirito tenace d'opposizione in tutti gli amici e fautori dei non prescelti.

Il sistema di far concorrere alla nomina di qualunque uffizio e gli elettori ed il potere esecutivo, è un sistema bastardo che reputiamo generalmente vizioso e contrario al vero spirito delle istituzioni libere. Non se ne trova traccia frammezzo a' popoli che le posseggono da secoli, nè in Inghilterra, nè in America.

Si può ammettere tutto al più come un mezzo meno odioso di esercitare il veto per certi impieghi che sarebbe pericoloso affidare a mani non sicure od incaute. Così non lo biasimeremo in modo assoluto, applicato alla nomina dei Sindaci e dei Capi della Guardia nazionale. Ma trattandosi della scelta dei membri d'un'Assemblea numerosa, in cui i casi eccezionali sono assai meno a considerarsi dello spirito che la informa, l'adoperare un tale sistema per costituirla è commettere un gravissimo errore. La prerogativa di cui sarebbe investito il potere esecutivo, gli riuscirebbe più di danno che di utilità. Inefficace ad impedire l'opinione che regna nel corpo elettorale di dominare nel Senato, riuscirebbe solo a rendere questo corpo men autorevole e men potente che s'egli fosse il risultato diretto dell'elezione.

Eliminati tutti gli altri sistemi, ci rimane ancora ad esaminare il sistema elettivo, il solo razionale, il solo opportuno nelle attuali condizioni dei tempi e dell'Italia. E perchè, ci si dirà, due Camere popolari? Perchè creare due istituzioni identiche, destinate a concorrere al medesimo scopo? È questo un accrescere le complicazioni del meccanismo costituzionale, senza renderlo più regolare e più perfetto; è un aumentare le difficoltà di governare, senza rendere il potere più solido, le libertà popolari più estese.

A queste difficoltà si potrebbe rispondere in modo preliminare, coll'insistere sui vantaggi del sottoporre le disposizioni legislative ad una duplice discussione in Assemblee distinte. Ma avendo in mente di trattare altra volta questo punto, ci restringeremo ad osservare che le obbiezioni dirette contro il sistema a cui abbiamo data la preferenza, avrebbero un gran peso, se il modo d'elezione delle due Camere dovesse essere identico. Ma tale non è il nostro pensiero, tale non fu mai quello dei legislatori che in Europa ed in America stabilirono due Assemblee elettive.

Noi crediamo facile il costituir una seconda Camera, animata da un istinto conservatore bastevole a porre un argine efficace agli impulsi talvolta eccessivi della Camera dei Deputati, senza costituire un corpo elettorale privilegiato; e ciò soltanto collo imporre ai candidati alcune condizioni d'eleggibilità, e col variare la composizione dei collegi elettorali, e coll'aumentare la durata del mandato dell'eletto. L'esempio del Belgio e della Costituzione, sia dell'Unione Americana, sia dei singoli Stati che la compongono, avvalorano questa nostra opinione.

Noi non metteremo qui a confronto i varii sistemi seguiti per l'elezione dei Senatori nel nuovo e nel vecchio Continente. Ci basti l'avere indicati i principii sui quali questo sistema deve poggiare; ne svolgeremo i particolari a tempo più opportuno.

Prima però di discuterli, ci rimane ancora ad indicare i motivi che indipendentemente dal modo con cui il Senato è costituito, ci fanno desiderare ardentemente di veder sancito nella nostra Costituzione lo stabilimento di due Camere.

SULLA LEGGE

DEL PRESTITO.

(Risorg. 13, 16, 18, 23 e 29 settembre 1848).

Il Ministero ha pubblicato il suo piano finanziero. Tre decreti reali, emanati lo stesso giorno, contengono una serie di disposizioni che debbono procurare al Regio Erario nel breve spazio di cinque mesi, straordinarie risorse che egli calcola a 55 milioni, ma che noi riputiamo dover ascendere ad una somma maggiore di questa, non minore di 70 milioni.

Con tali atti il Ministero risponde vittoriosamente alle ingiuste accuse, alle calunniose imputazioni che fogli d'ogni dimensione e Circoli più o meno patriottici, gareggiando per ottenere la palma della popolarità, gli scaglian contro di continuo. Esso ha per tal modo chiaramente dimostrato, che fedele al pubblicato programma, saprà adoperare i mezzi i più energici per provvedere, sia alla necessità della guerra, ove le negoziazioni diplomatiche non abbiano esito felice, sia ai sacrifizii pecuniarii che la pace trarrà seco.

Giustamente convinto il Ministro delle finanze, che dopo i disastri sofferti in mezzo a negoziazioni guerresche, ogni tentativo per contrarre all'estero un vistoso prestito, adequato ai bisogni delle finanze, sarebbe tornato vano, si determinò a valersi unicamente delle risorse interne del paese.

La somma che era necessario procacciarsi era tale, che sarebbe stato quasi impossibile il ritrarla, mercè nuove o maggiori gravezze. È verità economica incontrastata, che l'mposte spinte oltre certi limiti, cessano dall'essere produttive, od almeno non possono riscuotersi senza produrre tali e sì gravi perturbazioni da cagionare in fin dei conti al pubblico erario più danno che utile. L'esempio attuale della Francia conferma quest'asserzione.

Dopo la rivoluzione di febbraio il Governo provvisorio per provvedere alle spese straordinarie cagionate dagli sconvolgimenti politici, decretò una sovratassa di 45 centesimi sulle quattro contribuzioni dirette, e ne ordinò il pronto pagamento. Dopo sei mesi, a dispetto dei mezzi di rigore i più energici, le finanze non hanno ottenuto se non la metà delle somme che tale gravezza doveva produrre immediatamente; ed ogni nuovo tentativo per costringere i Dipartimenti renitenti a pagare, è cagione di gravi e deplorabili tumulti popolari.

Se il Ministero avesse adottato il sistema del Governo provvisorio e colpita la proprietà di una sovratassa del 50 per cento, non avrebbe certamente ottenuto risultati più felici, e dopo sei mesi od un anno, si sarebbe procurati sette od otto milioni; ma Dio sa a costo di quante difficoltà e di quanti contrasti, per non dire di quante sediziose opposizioni.

Meno ancora che dall'imposta diretta si può, nei tempi difficili, ritrarre mezzi straordinarii dalle tasse indirette. È noto che per quelle che colpiscono oggetti di consumazione popolare, le sole veramente produttive, l'aumentarne l'importo produce sovente una diminuzione d'entrata; ciò è vero specialmente, per quanto riflette le nostre dogane, rette da una tariffa che mira a proteggere certe industrie privilegiate, più che a procurare il maggior vantaggio del tesoro. Da una riforma di questa si può sperare un aumento d'entrata, ma che si manifesterà solo gradatamente dopo un periodo di tempo più o men lungo.

La gravezza del sale non vuolsi toccare. La sua diminuzione fu un atto di giustizia, un omaggio reso al popolo, che non si può modificare senza andare incontro alle più gravi difficoltà.

L'imposta sul tabacco, in via di continuo progresso, è combinata in modo da dare un prodotto massimo. Le gabelle sono accensate per più anni, e quindi non suscettibili d'essere aumentate. Si potrebbe bensì, anzi si dovrebbe estendere la tassa gabellaria ad alcune provincie che ne furono finora esenti; ma da una tale misura, la di cui giustizia è incontestabile, non si può aspettare che un sussidio ben lieve in confronto degli ingenti ed incalzanti bisogni del tesoro nazionale.

Riconosciuta l'inefficacia nelle attuali circostanze dei varii sistemi di gravezze, consigliati dalla scienza economica, vi sarà forse taluno che suggerito avrebbe l'impiego di mezzi violenti, straordinarii, rivoluzionarii nel senso letterale di questa parola, come sarebbero un'imposta arbitraria su certe classi delle società, una tassa rapidamente progressiva ed altri espedienti che sapessero più o meno della confisca.

Ma tali mezzi non solo sono riprovati dalla giustizia e dalla sana politica, ma inoltre hanno il grande inconveniente di produrre risultati finanziarii affatto opposti all'aspettativa di chi li adopera. Invece di aumentare le risorse del tesoro, essi lo conducono a sicura rovina. Infatti non possono porsi in pratica senza produrre una perturbazione economica, tale da arenare compiutamente l'industria ed il commercio, ciò che cagiona immediatamente un'immensa diminuzione su tutti i prodotti indiretti, che non può essere compensata dalle entrate ottenute con ingiuste spogliazioni.

La storia finanziaria della prima rivoluzione francese conferma queste salutari verità.

Più che ogni altro Governo, la Convenzione nazionale adoperò mezzi rivoluzionarii, giacchè confiscò la metà, se non i due terzi dei beni del paese.

Più oltre ci pare difficile che si potesse procedere. Eppure questi mezzi iniqui non valsero a sopperire alle necessità del tesoro della repubblica. Oltre la confisca fu necessario ricorrere alla carta monetata e precipitare il paese nella maggiore delle crisi finanziarie che ricordi la storia, seguita da una bancarotta

di 43 milioni (che a tale spaventevole somma ascesero gli *assignats* emessi e non pagati dalla Convenzione).

Quest'esempio tremendo, non che le disastrose e funeste conseguenze prodotte dalle velleità rivoluzionarie manifestate dagli uomini di finanza del cessato Governo provvisorio della repubblica francese, dovrebbero convincere tutti gli uomini di buona fede che i mezzi violenti predicati da alcuni oratori o giornalisti estremi, se possono lusingare certe passioni antisociali, non valgono a provvedere i fondi straordinarii che si richieggono nelle grandi commozioni politiche.

L'aumentare le gravezze già esistenti, come pure l'imporne delle nuove, essendo mezzi riconosciuti non adequati alle necessità dei tempi, non rimanevano al ministro che due vie a seguire, o ricorrere all'imprestito, od emettere della *carta moneta*.

Attenendosi ai sani principii economici, egli prescelse il primo partito, rigettando il seducente ma funesto ripiego di battere moneta con una semplice tavola di rame.

L'emissione di *buoni del tesoro*, di *biglietti nazionali* pel valsente di 70 od 80 milioni, avrebbe cagionato nel paese una straordinaria perturbazione economica; avrebbe provocato pel commercio e per l'industria una crisi, di cui sarebbe impossibile il calcolare la gravità.

Infatti, anche nella supposizione che il pubblico accettasse questi nuovi biglietti con intera fiducia, ciò che non è probabile, nullameno essi dovrebbero necessariamente scapitare. La moneta, sia essa metallica o di carta, non ha altro uffizio che di servire di agente alla circolazione, col somministrare un mezzo comodo e sicuro per l'effettuazione dei negozi e dei cambi che di continuo vanno operandosi nello Stato. La quantità quindi che se ne può impiegare con massimo vantaggio nello Stato, sta in una data ragione coll'ammontare totale delle transazioni che si operano, e colla rapidità della circolazione. Questi due dati rimanendo costanti, la massa totale della moneta non può aumentare, senza che il suo valore, la sua utilità intrinseca non scemino d'altrettanto.

La ricchezza nazionale non sarà alterata; le medesime transazioni economiche si opereranno mercè una maggior quantità di monete. In definitiva la moneta diminuirà di valore in proporzione di tutti gli altri prodotti. Se questa è di carta, scapiterà nella stessa ragione; se essa è metallica, verrà esportata in parte finchè l'antico equilibrio venga ristabilito. Ed è ciò che accadrebbe da noi, se si aumentasse l'attuale circolazione de' 70 od 80 milioni di biglietti. Ma dopo una tale esportazione saremmo ridotti ad una circolazione quasi esclusivamente di carta; l'argento e l'oro, indispensabili per le transazioni coll'estero, cesserebbero dal fare l'ufficio di moneta per le interne transazioni, e diventerebbero una vera mercanzia che sarebbe impossibile il procacciarsi, se non con sacrificii e con premii. Il valore dei biglietti, non corrispondendo più a quello della moneta metallica, essi soffrirebbero un grave scapito, sarebbero perdenti ed avviliti.

Le conseguenze economiche della depressione della moneta legale sono incalcolabili; la più funesta ne è la distruzione del credito. Nessuno potendo prevedere le variazioni nel corso che può subire una moneta depressa, nessuno accorderà delle more ai proprii debitori, nessuno venderà altrimenti che per contanti; in una parola, non vi sarà più credito, e senza credito il commercio e l'industria sono affatto impotenti.

Da ciò ne consegue che la carta monetata è l'ultima delle risorse a cui dee appigliarsi un Governo prudente e illuminato.

Questa verità è talmente evidente, che gli avventatissimi finanzieri del Governo provvisorio francese, i signori Garnier-Pagès e Duclerc, dopo aver impiegati senza esitazione mezzi in certo modo rivoluzionarii e consigliate misure che sapevano di socialismo; dopo avere tentato di stabilire un'imposta progressiva, di confiscare le strade ferrate, le compagnie d'assicurazione e, sino ad un certo punto, fino le banche pubbliche; quando venne loro proposto di creare della carta monetata, essi rigettarono con indegnazione questo funesto suggerimento, dichiarando non volere assolutamente ricorrere ad un ripiego

che avrebbe infallibilmente strascinato la Francia nell'abisso del fallimento e nella rovina estrema.

Il Ministero adunque è da commendarsi per avere resistito all'idea di creare biglietti del tesoro, che gli veniva da taluni proposta. Fedele ai retti canoni dell'economia politica, preferì ricorrere al provato patriottismo dei suoi concittadini, provvedendo alle urgenze della cosa pubblica con un vistoso imprestito forzato.

In un altro articolo vedremo come questo prestito venne combinato in modo da farvi contribuire tutti i possessori di capitali facilmente accertabili, senza straordinariamente gravarli; e come seppe il Governo volgere in aiuto del tesoro i potenti mezzi di cui può disporre la sola grande istituzione di credito del paese; e ciò senza recare grave perturbazione sensibile nella circolazione monetaria.

Il prestito forzato venne stabilito dal Ministero in modo da colpire le proprietà stabili, sieno esse case o fondi rustici, i capitali guarentiti da ipoteche, l'industria ed il commercio. La legge ha accordato un'assoluta esenzione ai proprietarii ed ai capitalisti minori: solo sottopone all'obbligazione del prestito possessori di uno stabile del valore di lire 10,000, o di un credito ipotecario di lire 8,000.

Oltre questi limiti la quota proporzionale a carico dei singoli contribuenti, cresce in ragione del valore degli stabili e dei crediti dal mezzo per cento sino al 2 pei primi, ed al 3 per cento per i secondi.

Il prestito viene operato mediante la creazione di nuove rendite del valore nominale del 5 per cento, che il Governo cede ai mutuanti al corso di 80 franchi; in modo che colui che è tassato ad 800 lire, riceve una rendita di cinquanta lire, e così proporzionalmente. Finalmente, per facilitare il pagamento dell'imprestito, esso è ripartito in cinque rate, distanti un mese l'una dall'altra, la prima di due sesti, e le altre di un sesto, in modo che si comincierà a versare un terzo dell'imprestito nei primi giorni d'ottobre, e se ne farà il saldo nel mese di febbraio.

I morosi, quelli cioè che non andando volontariamente a dichiarare l'ammontare della loro quota, e coloro che a cagione di false dichiarazioni costringeranno il fisco ad adoperar mezzi coercitivi, riceveranno le rendite al loro valore nominale, cioè una rendita di lire 50 per ogni 1000 sborsate, e così saranno sottoposte ad una multa del 20 per cento.

Nello stabilire le accennate condizioni del prestito forzato, il Ministero cercò di provveder ampiamente agli ingenti bisogni delle finanze nel modo il meno oneroso pel paese, ed in guisa da non produrre una grave perturbazione nel suo sistema economico. Ciò nullameno esso va soggetto a molte e vivissime critiche per parte di alcuni che lo giudicano troppo favorevole ai contribuenti, e per parte d'altri che lo accusano di pesare soverchiamente sulle proprietà e sui capitali.

Noi riputiamo queste contrarie accuse prive egualmente di fondamento.

Rispondendo dapprima a coloro i quali pretendono che il Governo doveva mostrarsi men largo verso i contribuenti, e costringerli a pagare a titolo di gravezza od a titolo d'imprestito senza verun premio le somme necessarie allo Stato, diremo che una tale determinazione sarebbe stata ingiusta, impolitica e fors'anche dannosa alle stesse finanze.

Infatti, quando una nazione si accinge ad un'impresa straordinaria che deve tornare ad immenso beneficio non solo della generazione attuale, ma altresì delle generazioni future è equo, è ragionevole il ripartirne il peso pecuniario sopra una lunga serie d'anni. Ora quale impresa può riputarsi più straordinaria, più grande, più benefica pei nostri posteri, di quella per cui combattiamo, per compiere la quale è necessario il sacrificare ingentissime somme? Se giungiamo a tramandare ai nostri figli, ai nostri nipoti la libertà e l'Indipendenza della patria, essi non potranno lagnarsi del glorioso retaggio, quantunque gravato di pesanti debiti. Essi non taccieranno d'ingiusti e d'improvvidi i mezzi finanzieri coi quali il Governo d'oggidì cerca di alleviare i sacrifizii a cui il paese deve sottostare, nè faranno certamente

eco alle critiche che combattiamo. Essi le giudicheranno come noi, insussistenti e sragionevoli.

La politica non meno che la giustizia, si opponeva ai partiti soverchiamente gravosi. Una straordinaria gravezza (l'abbiamo già detto) non già degli 80 milioni necessarii alle finanze, ma della metà, del terzo, del quarto anche di questa somma, non avrebbe potuto essere riscossa senza porre in opera mezzi coercitivi violenti, o per dir meglio, misure rivoluzionarie, la prigione e forse peggio.

Noi sfidiamo il primo finanziere del mondo ad ideare una nuova imposta di 25 o 30 milioni, che non susciti tumulti e sedizioni, che non provochi resistenze tali da non potersi vincere se non colla forza, col rigore, e diciamolo pure, col terrore.

Se ciò è, e nessuno di buona fede potrà negarlo, una *gravezza*, pari ai bisogni del tesoro, era impossibile a stabilirsi. Un ministro abbastanza inetto per proporla, sarebbe stato condannato dalla voce unanime dello Stato. Ed i più estremi dei nostri giornali, i giornali genovesi, sarebbero stati i primi a biasimare un atto che avrebbe gravemente colpito nei loro interessi i capitalisti loro concittadini.

Ma concessa l'impossibilità d'imporre nuove gravezze, taluno sosterrà che l'imprestito forzato non doveva farsi a condizioni così onerose pel tesoro; che bastava concedere un ragionevole interesse ai contribuenti; che la massima concessione da farsi loro era di pagare ad essi il 5 per cento; quindi, che col dare del 5 per cento ad 80, ciò che stabilisce il frutto del danaro al 6 ed un quarto, il Ministero ha sacrificato la causa delle finanze pubbliche agli interessi privati dei proprietarii e dei capitalisti.

A queste ragiani che vestono un carattere specioso, opporremo alcune considerazioni che ci paiono irresistibili.

È cosa notoria che allorquando il ministro Revel presentò nel mese di giugno alla Camera dei Deputati le sue prime leggi di finanza, l'opinione pubblica ed il Parlamento si pronunziarono altamente in favore di un imprestito all'estero, da contrarsi

alle migliori condizioni possibili. Chi si ricorda dello stato economico dell'Europa a quell'epoca, riconoscerà che non si poteva sperar di ottenere danari a condizioni migliori del 5 per cento ad 80. È dunque innegabile che tutti erano disposti a pagare ai capitalisti forestieri il 6 ed 1/4; da quell'epoca le condizioni finanziere dell'Europa non si sono migliorate, e la condizione nostra politica ha peggiorato d'assai. E se l'imprestito all'estero fosse possibile, non lo sarebbe certamente che a patti più onerosi di molto. Ciò essendo, perchè non concedere a quelle classi di concittadini, che la legge sottopone all'imprestito, le stesse condizioni che in tempi pure più prosperi la nazione era disposta a consentire ai forestieri? Perchè sostenere che i capitalisti ed i proprietarii nazionali hanno da esser trattati più severamente dei banchieri esteri?

Ma senza rispondere a quest'obbiezione, si aggiunge: « comunque sia, voi accordate un favore ai contribuenti; somministrate loro un mezzo di arricchirsi a spese dello Stato, di approfittare delle pubbliche sventure ».

Quest'obbiezione posa su di un gravissimo errore. Lo Stato non conferisce nessun favore ai partecipanti forzati all'imprestito, giacchè tutti possono concorrervi. D'altronde è molto probabile, quasi certo, che il nuovo fondo non si potrà negoziare al prezzo d'emissione e che si venderà al dissotto di lire ottanta. Speriamo ch'esso non scapiterà di molto; ma come crederlo, allorchè il cinque per cento francese si mantiene alle vicinanze di 70, e che il nostro rimarrà ad 80? Salvo il caso in cui piacesse alla Provvidenza di dileguare miracolosamente le fosche nubi che oscurano l'orizzonte politico, noi temiamo che il corso dei nostri fondi si pareggi con quello dei fondi francesi. Se ciò accadesse, i contribuenti sopporterebbero un sacrificio del 12 per cento sulle somme mutuate al Governo, poichè sarebbero costretti a pagare 80, ciò che in realtà vale 12 per cento di meno, ossia 70 solamente. Queste irrecusabili cifre provano che se il Governo si è dimostrato sollecito di non gravare soverchiamente i capitalisti ed i proprietarii, non accordò loro nessun indebito favore.

Finalmente, in favore della larghezza del progetto ministeriale militano pure potenti considerazioni economiche e finanziarie.

Col rendere non troppo severe le condizioni del prestito forzato, coll'alleviare i sacrificii imposti ai contribuenti, si scansa una crisi economica, inevitabile in caso diverso. Ogniqualvolta i capitali impiegati nell'agricoltura, nell'industria e nel commercio, sono distolti dall'ordinaria loro destinazione per riceverne un'altra straordinaria, come quella di sovvenire ai bisogni del tesoro, ne risulta una grave perturbazione nel grande fenomeno della produzione nazionale. Gli agricoltori, gl'industriali, i commercianti, con capitali menomati rimarranno incagliati nelle loro operazioni, e la massa dei prodotti da essi creati scemerà in una proporzione notevole in paragone dell'importanza reale dei sacrificii a cui dovettero soggiacere.

Onde evitar così funesti risultati, i finanzieri illuminati hanno sempre cercato di provvedere ai bisogni straordinarii, attirando nelle casse dello Stato quelle masse di capitali circolanti, che in tutti i paesi ricchi sono di continuo disponibili, cercando impieghi stabili o temporarii. Per mala sorte, questi capitali non possono farsi concorrere all'imprestito che in debolissima proporzione, sia perchè è difficile l'accertarne l'esistenza, sia pure perchè sarebbe ingiusto il far ricadere interamente od in massima parte su questa classe di cittadini l'obbligo di provvedere alle necessità del tesoro.

Nei tempi di quiete e di prosperità questi capitali ricercano con alacrità gl'impieghi nei fondi pubblici, e riesce facile il riunirli per mezzo delle compagnie bancarie, e di negoziare quindi ad un tratto vistosissimi imprestiti.

Ma nei tempi di sfiducia, i possessori dei capitali circolanti con mezzi menomati per le perdite sofferte, rifuggono dall'associarsi, e cercano individualmente d'impiegare il loro danaro nel miglior modo possibile. Non potranno quindi contrarre col Governo un imprestito di parecchi milioni; ma se vien stabilito un imprestito forzato, tratteranno volentieri con i contribuenti che sono sprovvisti dei fondi necessarii per pagare le quote a *cui sono* tassati.

Se le condizioni dell'imprestito forzato sono tali, che i contribuenti non possano esonerarsene se non con gravi sacrificii, essi preferiranno vendere i loro stabili, alienare i loro crediti, ritirare dall'industria o dal commercio i loro capitali circolanti, anzichè consentire a perdere il 30 od il 40 per 100 sulle somme versate al tesoro, ciò che produr deve quella funesta perturbazione già da noi accennata.

Se invece il sacrifizio da farsi è lieve; se, per esempio, non supera il cinque ed anche il dieci per cento, i produttori vi si sottoporranno volentieri, anzichè menomare i loro mezzi di produzione, e l'imprestito si distribuirà naturalmente tra i capitalisti, i di cui fondi liberi non avevano un preventivo impiego nell'industria o nell'agricoltura.

Tale sarà, lo speriamo almeno, la destinazione definitiva dell'imprestito forzato: epperciò riputiamo essere il sistema dal Ministero adottato, non solo conforme all'equità ed alla sana politica, ma ancora il più vantaggioso dal lato economico.

Se il prestito forzato non può condannarsi come gravoso al tesoro, meno ancora gli si può rimproverare di esserlo soverchiamente ai privati.

Se si concede come fatto incontrastabile, la necessità di procacciare al tesoro un'ingente somma, senza il sussidio de' prestiti fatti all'estero, non crediamo fosse possibile ideare un piano finanziario che tornasse più accetto ai contribuenti. Il Governo non si vale della facoltà di decretare nuove gravezze, ma si contenta di un prestito. E questo non lo impone già a duri patti; ma bensì a condizioni tali, da non recare gravi sacrifizii a coloro i quali, per adempiere le prescritte obbligazioni, debbono ricorrere ai fondi altrui.

Ed infatti nissuno di buona fede accusa il Ministero di troppa severità, ma pure alcuni fanno al suo sistema due critiche; l'una perchè non colpisce tutte le persone ricche ed agiate; l'altra, perchè dopo aver stabilito per base l'aumento progressivo della quota contributiva per gli stabili non eccedenti le 100,000 ed i crediti non eccedenti le 150,000; abbia, giunto a questi limiti,

fissata una quota uniforme, qualunque sia il valore dello stabile o del credito sottoposto al prestito.

Esaminiamo brevemente se queste accuse sieno ragionevoli.

La prima, non si può negare, ha un aspetto di giustizia. Pare infatti, a prima giunta, poco equo che i possidenti di stabili e di crediti sieno i soli a contribuire al prestito forzato, mentre i possessori di crediti chirografici di capitali circolanti, di capitali immateriali, quelli cioè che traggono larghi proventi dalle professioni da essi esercitate vadano del tutto esenti dall'onere di concorrere a sopperire ai bisogni del tesoro.

Una sola risposta è possibile a quest'obbiezione, ma è tale da distruggerla affatto. Ed è la somma difficoltà, per non dire l'impossibilità di colpire questi capitali senza aprir l'adito ad un arbitrario odioso e nocivo ai veri interessi dello Stato.

Come mai accertare i crediti chirografici; come mai costringere chi li possiede a soddisfare ad una legge che li colpisce? Non vi è altro mezzo se non quello di eccitare i debitori a denunziare i creditori, accordando un premio alla delazione. Ma questo mezzo è talmente immorale, talmente contrario all'indole delle libere istituzioni, che nessun finanziere onorato ardirebbe consigliarlo quand'anche fossero per tornarne in favore dell'erario non lievi vantaggi.

Il troppo celebre Proudhon ebbe il tristo coraggio di proporlo all'Assemblea nazionale francese. Ma la sua proposizione fu accolta con universale disapprovazione, a cui fecero eco anche i Deputati i più estremi. Nissuno da noi vorrà certamente accostarsi alle funeste idee del più eccentrico dei socialisti, il sig. Proudhon, e mostrarsi meno scrupoloso dei nuovi *montagnardi* francesi.

Eguale, se non maggiore, difficoltà s'incontrerebbe nell'impresa di raggiungere i capitali circolanti, quelli cioè che cercano impieghi temporarii, sia in speculazione sopra ogni maniera di mercanzia, sia collo scontare carte pubbliche o private. I titoli da cui risulta sono di tal fatta, da sfuggire alle più minute ricerche dei più abili agenti del fisco.

Sarà forza per colpirli ricorrere all'arbitrario, e tassare i supposti possessori di capitali circolanti secondo la voce pubblica. Ma ciò produrrebbe pessime conseguenze economiche. I capitalisti sono per natura timidi e paurosi; l'arbitrario, le minaccie li pongono in fuga e li fanno sparire come per incantesimo. Impauriti da un'imposta non fondata su basi precise, i capitalisti cesserebbero le loro operazioni, nasconderebbero i loro fondi, o li farebbero passare all'estero a dispetto di qualunque contraria disposizione governativa. Ciò accadrebbe senza fallo a Genova, sola città del regno in cui questa classe di capitalisti sia numerosa e potente; e ciò con gravissimo danno del commercio di quell'operosissimo porto che trova importanti sussidii nei fondi disponibili di un gran numero di persone che non esercitano alcuna professione.

Siamo quindi convinti che il solo tentativo di far contribuire al prestito forzato i capitali circolanti, cagionerebbe al paese una perdita molto maggiore della somma che potrebbe ricavarne il fisco nel più favorevole supposto.

Per ciò che riguarda le persone che ritraggono da una lucrosa professione larghi redditi, non riputiamo equo e conveniente il farli partecipare al prestito. Possono bensì, secondo i canoni delle scienze, considerarsi come posseditori di un capitale immateriale; ma questo capitale, capace di produrre larghi frutti, non può essere immediatamente realizzato, trasformato in numerario, nè in tutto, nè in parte: quindi non si può costringere chi n'è posseditore a cederne una porzione al Governo anche a titolo oneroso.

Quando, in circostanze men agitate, il Ministero promuoverà la riforma del nostro sistema fiscale, e proporrà un'imposta sui redditi, ed allora non dubitiamo che esso, ad esempio dell'Inghilterra, non chiami a concorrere alle spese dello Stato tutti coloro che ricavano pingui entrate dall'esercizio di una professione intellettuale sieno essi avvocati, medici e scrittori, ecc. Ma trattandosi di una specie di tassa sui capitali, non è equo il sottoporvi coloro che non posseggono capitali negoziabili, ma

solo facoltà personali, preziose bensì, ma che il menomo accidente può distruggere o rendere improfittevoli.

Noi crediamo con queste osservazioni avere bastantemente risposto a coloro che rimproverano alle misure finanziarie del Ministero, di non colpire egualmente tutti coloro che potrebbero contribuire alle pubbliche spese. Vediamo la seconda accusa, quella relativa al non essersi stabilita una quota progressiva oltre certi limiti.

L'idea di accrescere progressivamente la quota dei cittadini ai pubblici pesi in proporzione dell'aumentarsi dei loro averi, fu più e più volte posta in campo, ed applicata in varii modi.

L'esperienza tuttavia fu sempre ad essa contraria, e le discussioni cui diede luogo provarono evidentemente che conduceva alle più fatali conseguenze.

Non vogliamo qui trattare pienamente il sistema dell'imposta progressivo; ci ristringeremo ad un'avvertenza particolare al caso nostro che si sarebbe voluto applicare, e ad un argomento generale che ci pare senza replica. L'ammontare delle quote del prestito forzato essendo stabilito in ragione dei capitali posseduti e non del reddito che se ne ritrae, è per ciò solo proporzionalmente più grave pei grossi, che pei medii proprietarii. È cosa nota che l'entrata netta non cresce in ragione esatta dei valori dei fondi; non si può dire, per esempio, parlando in generale, che il possessore di una tenuta del valore di 500,000 lire, abbia un reddito netto cinque volte maggiore di chi possiede solo un podere di 100,000 lire. La legge non badando a questa differenza, pesa perciò in proporzione degli averi più gravemente sui più larghi patrimonii. E siamo di ciò tanto convinti che non dubitiamo asserire che, in comune, non saranno i possessori di tenimenti di un valore medio i più impacciati ad obbedire alla legge.

Ciò premesso, ripeteremo solo l'argomento che dissuase dall'applicare il sistema progressivo alle imposte tutti i finanzieri i più democratici non tocchi dalla lebbra del socialismo.

Le società moderne, figlie del lavoro, non possono prosperare,

on possono migliorare le condizioni delle varie classi de' cittadini che le compongono, se non colla formazione continua di nuovi capitali, se non coll'accrescersi dei mezzi di riproduzione. Questa è una legge assoluta che vien da tutti riconosciuta: i seguaci di Smith, come dai discepoli di Fourrier e dalla stessa scuola del Lussemborgo. Ne consegue quindi che un governo deve astenersi dal fare alcun atto, dal manifestar alcuna tendenza, che abbia per effetto di rallentare le cause in virtù delle quali si formano i nuovi capitali.

Ora l'imposta progressiva ha certamente quest'effetto, quando lungi dall'essere un favore per le classi meno agiate, come la esenzione in Inghilterra del tributo sulle rendite, per coloro che non posseggono che lire sterline 150 annue; come le facilità concesse dalla presente legge ai possessori di fondi e di crediti minori di 100 mila e di 150 mila lire; ma vuolsi applicare dietro norme generali, poichè essa è in certo modo una multa decretata contro l'economia ed il risparmio, ed in certi casi un ostacolo assoluto all'accumulazione e l'accrescimento dei capitali.

Gli uomini intraprendenti, i fabbricatori, i commercianti, giunti ad un certo segno di ricchezza, cesseranno dal'accrescere i loro mezzi di produzione, di estendere i loro traffici, se le loro operazioni, ove riescano favorevoli, debbono avere per effetto di accrescere la quota del contributo che pesa già sulle già acquistate sostanze. Parimente il ricco possessore cesserà dal economizzare, dal migliorare i suoi fondi, se coll'accrescere il loro valore, accresce in proporzione molto maggiore le gravezze che debbono gravarli.

Aggiungasi ancora che l'imposta progressiva oppone non solo un ostacolo materiale all'accrescersi dei capitali, ma lo combatte altresì col gettare una specie di discredito su coloro che aumentano le loro sostanze.

In un paese ove le fortune fossero condannate all'immobilità, mercè de' *fidecommessi* e delle *sostituzioni*, l'imposta progressiva potrebbe introdursi senza gravi sconcerti economici. Ma

in una società industriosa e libera, in cui le proprietà come i capitali sono in circolazione continua, essa impedirebbe ogni rapido progresso, ogni ben notevole sviluppo della ricchezza pubblica.

Queste verità sono talmente evidenti per tutti coloro che non sono affatto digiuni delle scienze economiche, che le vediamo accolte come massime incontrastabili dai popoli in mezzo ai quali le sane idee economiche sono maggiormente diffuse, i popoli di razza anglo-sassone. Essi infatti ripudiano egualmente ogni sistema d'imposta progressiva, sia che conservino come gli Inglesi una certa tenerezza per le forme aristocratiche, sia che professino, come gli Americani degli Stati Uniti, le più larghe massime democratiche.

Gli uomini logici che si sono dichiarati pel sistema degli imposti progressivi, non negano i danni immensi ch'esso cagionerebbe alle società come sono attualmente costituite, ma sostengono che può a questi rimediarsi, col fare in modo che i capitali sieno riprodotti ed accresciuti, non più in virtù dell'opera dei singoli cittadini, ma mercè di quella del Governo, delle società in complesso rappresentate da un potere centrale.

Non ci faremo a ribattere ora quest'obbiezione, la sola che possa mettersi incontro agli argomenti da noi posti in campo. Osserveremo solo che non si può ammettere senza dare causa vinta ai socialisti, giacchè l'idea che domina tutte le loro dottrine, il principio dal quale derivano tutte le loro teorie, si è quello di far del potere che rappresenta la società il principale, anzi quasi il solo agente della produzione. Ammettete che questo potere possa direttamente accrescere i capitali nazionali, ed una logica irresistibile vi costringerà pure ad ammettere, sotto una od altre forme, tutte le idee socialiste.

Crediamo che ciò basti a dimostrare chiaramente avere il Ministero operato con molta saviezza, seguendo le severe norme dell'economia politica, e mantenendo il suo piano finanziero scevro da ogni menoma influenza delle fatali dottrine che cagionarono nella vicina Francia così spaventevoli rovine.

Terminato l'esame della parte dei progetti ministeriali che riguardano il prestito forzato, tratteremo in un altro articolo il prestito del Banco di Genova, così ingiustamente criticato da alcuni giornali.

IL BANCO DI GENOVA.

Nello stesso mentre che il Governo imponeva ai possidenti ed ai capitalisti l'obbligo di un prestito forzato, stabiliva che la Banca di Genova avrebbe aperto al tesoro un conto corrente di 20 milioni di lire, all'annua ragione del due per cento, dando temporariamente corso legale ai suoi biglietti; cosicchè cessasse per la banca l'obbligo di rimborsarli in contanti, e dando loro per tutte le transazioni sì pubbliche che private l'istesso valore della moneta.

Questa seconda parte del piano finanziario ministeriale fu acerrimamente criticata, e suscitò in Genova una viva opposizione. I giornalisti, i circoli, e (ci duole pure doverlo dire) varii negozianti si lamentarono altamente, quasichè si fosse arrecato al commercio di quella fiorente città gravissima perturbazione, si fossero incagliate le sue operazioni, e posto in pericolo il saldissimo suo credito.

Si aggiunse inoltre che l'atto del Ministero oltre all'essere impolitico, contrario ai sacri principii economici, peccava contro le leggi dell'equità, e costituiva una flagrante ingiustizia a danno della banca di Genova.

Noi riteniamo queste accuse come affatto prive di fondamento. Ben lungi dal considerare come biasimevole la disposizione ministeriale, teniamo per fermo che essa fu dettata da uno spirito di previdenza e di giustizia; e che invece di tornar dannosa al commercio, tende a preservarlo da una crisi funesta a cui sarebbe andato esposto se il Governo non avesse avuto il coraggio di valersi nelle attuali gravissime circostanze dell'opera della banca di Genova.

Pochi argomenti crediamo basteranno a provare la verità di questa nostra sentenza.

Certamente il pensiero di procurare al tesoro un sussidio momentaneo di 20 milioni, senza accrescere i già gravissimi oneri che pesano sul pubblico, influì sul far adottare il progetto di prestito dalla banca, ma questo non fu il principale motivo della determinazione ministeriale, giacchè essa era consigliata da argomenti di importanza ben maggiore.

Infatti conveniva provvedere alla circolazione straordinaria di numerario a cui doveva dar luogo la riscossione del prestito forzato, sotto pena di vedere il commercio e l'industria gravemente incagliati nelle loro ordinarie transazioni. Ora non poteva ciò farsi in modo più opportuno, che col provocare l'emissione di biglietti di banca per una somma di grande considerazione.

Il Governo in pochi mesi deve ritirare dalle casse dei privati, oltre i tributi soliti, dai quaranta ai cinquanta milioni e forse più. Come mai il pagamento di così ingente somma potrà operarsi, se l'agente della circolazione non viene aumentato per mezzo di carta che rappresenti la moneta? Senza questo sussidio il prestito forzato produrrebbe una delle due seguenti conseguenze; oppure entrambe in grado diverso. La ricerca di scudi pei pagamenti a farsi al tesoro o diminuirebbe di molto la quantità che è disponibile per l'effettuazione delle transazioni commerciali fra i privati, o provocherebbe un'importazione dall'estero di numerario.

La prima ipotesi, che è la più probabile, realizzandosi, il commercio, l'industria, l'agricoltura avrebbero a soffrire immenso disagio, rimarrebbero incagliati in ogni loro operazione. Allora sì che i giornali, i circoli ed i negozianti genovesi leverebbero clamorosi lamenti, e ciò non senza ragione. Allora si che essi potrebbero tacciare il Ministero d'imperizia e di poca previdenza.

Ma ci si dirà che la seconda ipotesi è la sola ragionevole. perchè è cosa nota che il numerario tende sempre a porsi in equilibrio nel mondo economico, e che perciò se è ricercato da

noi oltre il consueto, crescerà di valore, e quindi se ne faranno straordinarie importazioni dall'estero.

Non vogliamo contestare questa massima, vera in tesi generale, quantunque soffra nella pratica non poche eccezioni: solo osserveremo che nell'applicazione il paese verrebbe a soffrire mali analoghi a quelli sovra indicati.

L'asseverare che il danaro crescerà di valore, torna lo stesso che dire che tutti gli oggetti d'interna produzione diminuiranno di prezzo.

I danari che si vogliono importare dall'estero non potranno pagarsi se non con una straordinaria esportazione, la quale non può aver luogo senza produrre un minoramento nei prezzi dei nostri prodotti. Quindi nella seconda come nella prima ipotesi una gravissima perturbazione nelle transazioni commerciali: tutte le classi produttrici sottoposte a gravissimi danni.

Se questi ragionamenti, come a noi pare, sono incontrastabili, ne consegue che nessun atto poteva tornare più utile al commercio ed all'industria che la tanto criticata misura, in virtù della quale la banca di Genova sta per mettere in circolazione 20 milioni in biglietti.

I nostri avversarii di buona fede converranno nella verità di questa sentenza; ma aggiungeranno che quando le straordinarie facoltà concesse alla banca producano non dubbii vantaggi, traggono seco funeste conseguenze di assai maggior rilievo: giacchè la sospensione del rimborso in numerario dei biglietti costituisce una vera creazione di carta moneta, la quale in ultima analisi condurrà la banca alla sua rovina, e precipiterà il paese in non calcolabili difficoltà economiche.

Queste asserzioni peccano per evidente e singolare esagerazione. Non abbiamo nè il campo, nè i mezzi per isvolgere la teoria della circolazione, sia metallica, sia di carta. Osserveremo solo che i biglietti di banca, a cui la legge dà un valore obbligatorio, si distinguono essenzialmente dalla carta moneta, se essi conservano i tre seguenti caratteri che loro sono proprii:

1° Di essere messi in giro da uno stabilimento privato, che

possiede fondi proprii, e ritiene nelle sue mani l'equivalente dei biglietti emessi.

2° Di non eccedere di molto la somma che in tempi di calma tali stabilimenti potevano mantenere in circolazione con facilità.

3° Di provvedere alle necessità straordinarie di un tempo di crisi, passato il quale debba cessare la facoltà concessa alla banca di non rimborsare i suoi biglietti in numerario.

Sintantochè queste tre condizioni saranno rispettate, la circolazione obbligatoria dei biglietti di banca non produrrà alcuni degli inconvenienti della carta moneta.

Essi si manterranno all'istesso livello della moneta metallica; suppliranno ad ogni ufficio di questa senza arrecare alcuna perturbazione economica nel paese; siccome lo provano l'esempio dell'Inghilterra, mentre ardeva la guerra della rivoluzione, e quello attuale della Francia.

Ora le disposizioni stabilite per rendere possibile l'imprestito della banca di Genova sono conformi alle indicate condizioni. La banca, oltre il suo fondo capitale, è investita di un larghissimo credito ipotecario; la sua circolazione è ristretta a 30 milioni, somma che costituisce una piccola frazione della circolazione totale; finalmente il Governo ha dichiarato che tostochè un imprestito all'estero sarà possibile, restituirà alla banca i mezzi di rimborsare in argento i suoi biglietti. Ciò essendo incontrastabile, non dubitiamo d'asserire che il paese non avrà più a soffrire del privilegio accordato alla banca di Genova, di quello che la Francia e l'Inghilterra abbiano avuto a lamentare quello analogo di cui godettero le loro banche pubbliche, per lungo spazio di tempo.

A convincere pienamente il lettore di questa verità, crediamo solo necessario di provare che la circolazione creata dal decreto ministeriale non è eccessiva.

Compito il prestito chiestole dal Governo, la banca potrà avere al più in circolazione 32 milioni di biglietti. Ora questa somma è poca cosa in confronto della circolazione della carta bancaria in Inghilterra ed in Francia.

In quest'ultimo paese di cui pure molte provincie non si prestarono a servirsi di biglietti prima della rivoluzione, quando le banche dovevano pagare in iscudi, la circolazione si calcolava dai 400 ai 450 milioni. Nella gran Bretagna la circolazione dei biglietti delle banche pubbliche varia dai 36 ai 40 milioni sterlini. Ora con una circolazione in carta 12 volte minore di quella della Francia, e 40 volte minore di quella dell'Inghilterra non si può dire che la proporzione dei biglietti al numerario sia eccessiva, nè vi è da temere ch'essi possano a lungo soffrire un serio scapito.

È un grave errore economico il supporre che dei biglietti abbiano necessariamente a scapitare, perchè non rimborsabili a volontà in numerario. I biglietti non perdono fintantochè non sono emessi in quantità maggiore di quanto si richiede da bisogni della circolazione. I fatti constatati in Inghilterra ed in Francia alle citate epoche confermano questa verità scientifica.

Sul finire dello spirato secolo le difficoltà economiche create dalla terribile guerra colla Francia, e li disordini interni, avendo distrutta la fiducia pubblica, e posta la banca d'Inghilterra in circostanze estreme, il celebre Pitt, in allora primo ministro, non esitò, nell'assenza del Parlamento ad assumere la grave responsabilità di un atto che dava ai biglietti di detta banca gli stessi privilegi ora accordati a quella di Genova.

Quest'atto coraggioso, che salvò il Regno Unito da una crisi spaventevole, e contribuì non poco a somministrare al Governo i mezzi di condurre a glorioso compimento la lotta a morte che durò tanti anni coll'eroe del secolo, quest'atto, diciamo, fu al suo apparire oggetto di critiche più severe, più amare di quelle che si scagliano ora contro i decreti del ministro Revel. I nemici di Pitt ripetevano, che esso aveva distrutto il credito della banca, rovinato il commercio e l'industria con impor loro l'obbligo di valersi d'un agente di circolazione senza valor costante.

L'esperienza dimostrò l'ingiustizia di queste accuse, e giustificò pienamente l'atto dell'illustre uomo di Stato, non meno grande politico che abile finanziere.

La banca, benchè investita della facoltà di non rimborsare in oro i suoi biglietti, seppe usare con somma prudenza dell'ottenuto privilegio; non aumentò la sua circolazione se non in limiti ristrettissimi; la regolò dietro i bisogni economici della nazione, quindi i suoi biglietti si mantennero al pari; cioè essi continuarono, dopo la sospensione del rimborso, a cambiarsi sulla piazza di Londra contro l'istessa quantità d'oro, che nell'epoca anteriore.

Dal 1797 al 1809, per ben dodici anni, la banca essendo sempre rimasta fedele alle massime di una savia prudenza, i suoi biglietti non iscapitarono, e l'Inghilterra presentò il singolare fenomeno di una circolazione di carta, solida e regolare al pari di una circolazione metallica.

A partire dal 1809, la banca, per provvedere ai bisogni di una tremenda carestia ed alle crescenti necessità della guerra continentale, cominciò ad aumentare la sua circolazione oltre gli antichi limiti, e quindi i biglietti cominciarono a scapitare. L'ammontare dei biglietti in giro si accrebbe da 12 milioni sterlini sino a 22 milioni e più; ma il valore reale dei biglietti scemò, cadde al disotto del pari, e giunsero persino a perdere il 25 per cento.

La storia della banca d'Inghilterra somministra una luminosa conferma delle massime scientifiche intorno alla circolazione dei biglietti, e prova che l'imprestito imposto ed i favori concessi alla banca di Genova non possono tornare nocivi nè a quello stabilimento, nè al pubblico, se non quando e l'uno e gli altri fossero spinti oltre i limiti saviamente determinati dal ministro Revel.

Sin qui abbiamo provato coll'esempio incontrastabile dell'Inghilterra che era possibile il dare ai biglietti di un banco corso obbligatorio, senza che questi scapitassero di valore. L'esempio attuale della Francia conferma ora questa nostra proposizione. Ognuno sa che pochi giorni dopo la rivoluzione di febbraio il Governo provvisorio fece facoltà al banco di Francia di sospendere il rimborso in numerario dei suoi biglietti, dando loro un valore legale.

Quest'atto aveva per iscopo non solo di porre in grado il banco di sovvenire in parte ai bisogni del tesoro ma altresì di diminuire la carestia di numerario metallico che si faceva, in allora cotanto sentire, ed era una delle cagioni della crisi commerciale che affliggeva la Francia. Esso produsse infatti un tale effetto, e si può dire non esservi stato negoziante che non sentisse un immediato vantaggio dal corso obbligatorio dato alla carta bancaria.

Ciò è talmente vero che fra gli atti finanziarii extra-legali del Governo provvisorio, così aspramente e così a ragione criticati dagli uomini di pratica e di scienze, questo solo ottenne una quasi universale approvazione.

Nei primi giorni che seguirono la sospensione del rimborso dei biglietti, questi scapitarono alcun poco e gli scudi ebbero un aggio dell'uno e crediamo persino del due per cento; ma il banco non avendo aumentate le sue emissioni, i biglietti riacquistarono quanto avevano perduto in valore, e salirono di nuovo al pari. Dal mese di aprile al giorno d'oggi non soffrirono più veruno scapito di rilievo.

Quest'esempio della Francia che a noi pare cotanto autorevole, verrà forse respinto come inconcludente dai nostri avversarii, col dire siccome già fece il *Pensiero Italiano* (per ciò che riflette l'esperienza inglese) nell'articolo sul banco di Genova, inserto nel n. 208, non essere le condizioni economiche e commerciali del nostro paese pari a quelle delle contrade da noi citate. A questo risponderemo che i principii generali che reggono i fenomeni della circolazione sono leggi costanti, le quali risultano dalla natura stessa delle società civili, le quali non variano dall'uno all'altro paese, o da un secolo all'altro, più di quanto variano le leggi che regolano la creazione e la distribuzione delle ricchezze. E quando anche si volesse oppugnare questa verità coll'aggiungere che in Inghilterra le cose procedono altrimenti che da noi, credono non si possa di buona fede sostenere che le nostre condizioni economiche sieno dissimili da quelle della Francia.

Se prima d'ora la circolazione della carta bancaria rimase in limiti ristretti, non è già che questa fosse incompatibile con l'indole economica del paese, ma solo perchè l'antico Governo, poco amante delle novità, impedì molti anni la creazione di stabilimenti di credito. Ma, appena fondato il banco di Genova, i suoi biglietti circolarono facilmente, non solo in quella città, ma anche in Torino; ed in quest'ultima città incontrarono tanto favore, che in varie circostanze essi conseguirono un piccolo aggio. Questi fatti provano che quando nel paese fossero state attivate le varie istituzioni bancarie, che erano progettate, la circolazione della carta avrebbe raggiunto senza difficoltà la somma di 24 ed anche 30 milioni, limite che non vien superato dalla legge di finanza. Quindi crediamo che l'esempio attuale della Francia, ed il confronto della circolazione dei biglietti di banco in quel paese e nel nostro, fatto qui avanti, sieno argomenti di gran valore, a dispetto delle critiche del *Pensiero Italiano.*

Il giornale genovese assevera che i bisogni straordinarii del tesoro non avrebbero creato una straordinaria circolazione, giacchè il Governo non impone tributi o prestiti per sotterrare il contante; ma solo onde sopperire alle spese dello Stato, dacchè ne consegue ch'egli pone in giro da una mano i danari che riscuote dall'altra.

Ciò è verissimo; ma è vero altresì che questo riscuotere dagli uni per pagare ad altri, costituisce una vera circolazione straordinaria, la quale non può effettuarsi se non mercè una quantità maggiore di numerario o di una carta che lo rappresenti, di quanto viene richiesto dalle transazioni ordinarie del tesoro pubblico.

Se questo abbisogna in cinque mesi di un sussidio di 70 milioni, non è esagerato il dire che la riscossione e la distribuzione di questa somma, richiederanno l'impiego dell'agente della circolazione, sia esso carta o moneta, per un valsente almeno di 20 milioni.

Ciò dato, come provvedere questi 20 milioni? Col sottrarli

ai bisogni del commercio e dell'industria, o col farli venire dall'estero. Quest'ultimo mezzo è riputato facile dal giornale genovese. Noi invece crediamo che nelle attuali circostanze commerciali sarebbe stato assai difficile, se non del tutto impossibile l'adoperarlo. Infatti prima della pubblicazione della legge del 7 corrente, i cambii ci erano avversi. La carta su Parigi si pagava a Genova, se mal non ci apponiamo, 100 1/2 e sino 100 3/4. Ciò che indica che la corrente del numerario versava verso la Francia. Per costringerla a seguire un corso contrario, egli è evidente che grandi sacrifizii sarebbero necessarii. Bisognerebbe che il corso delle nuove cedole ribassasse al punto di tentare i capitalisti esteri; oppure far straordinarie esportazioni, le quali non possono operarsi se non dietro un ribasso dei prodotti nostri.

Questi ragionamenti ci paiono talmente evidenti, che non crediamo che dopo averci pensato sopra, il nostro critico genovese voglia seriamente contenderli.

Ma lasciati da un lato i ragionamenti teorici, si ripete che la sospensione del rimborso dei biglietti deve produrre i maggiori sconcerti commerciali; che il credito dei negozianti è rovinato; che a Marsiglia non si trova più a negoziare (1) la carta sopra Genova; che il paese è minacciato da una crisi peggiore di quella che afflisse l'Inghilterra all'epoca del massimo scapito dei biglietti.

Vediamo ora se i fatti corrispondono a queste paurose asserzioni.

Al primo annunzio del decreto ministeriale, vi fu in Genova una specie di timore panico; i possessori di biglietti corsero dai cambisti, e gli scudi ottennero un aggio che salì sino al 2 per cento. Ad un tempo vi furono alcuni capitalisti timorosi che s'affrettarono di comprare cambiali all'estero per dar corso ai loro biglietti, e quindi il cambio colle piazze estere si rialzò notevolmente. Le cambiali sopra Parigi si pagarono persino

(1) *Pensiero Italiano.*

lire 102. Ma, la Dio mercè, questi sragionevoli timori tosto si quietarono.

Pochi giorni dopo l'aggio degli scudi venne ridotto a 1/2 per cento, ed i cambii ricaddero quasi al corso primitivo. Se la carta sopra Parigi è cara, si è solo perchè è rarissima. Ma quella sopra Marsiglia è ad assai miglior mercato; ed essa gode solo di un aggio di 1/4 per cento. Se le allegazioni del giornalista genovese fossero vere, se a Marsiglia le cambiali sopra Genova non fossero negoziabili, certamente a Genova il cambio con Marsiglia sarebbe molto più elevato.

I negozianti Torinesi giudicarono sin dal principio assai più rettamente le conseguenze dei decreti finanzieri del Governo. Sulla nostra piazza i cambi non provarono gravi cambiamenti; e lo scapito dei biglietti si ridusse ad un picciolissimo aggio. Oggi i cambisti si contentano del 3 per mille per cambiare i biglietti in iscudi. E se si trattasse di un'operazione di qualche riguardo, si otterrebbero probabilmente condizioni migliori ancora.

Questi fatti facilmente accertabili danno una piena mentita alle profezie dei circoli, e dei giornalisti genovesi.

Ma ciò che dimostra meglio ancora il modo col quale i capitalisti giudicano gli effetti degli atti relativi al banco, si è che le sue azioni lungi dallo scapitare, hanno provato un notevole aumento. Prima del 6 settembre si negoziavano con istento a lire 1200. Quest'oggi si vendono con facilità a lire 1250.

E in verità i capitalisti speculatori hanno cento volte ragione; giacchè il prestito imposto alla banca le frutterà non lievi vantaggi. In primo luogo le assicura un benefizio netto di lire 400 mila, il che corrisponde al 10 per cento del valore nominale delle azioni; in secondo luogo col dare temporariamente un valore legale ai biglietti, col promuoverne la circolazione in tutte le provincie dello Stato, avvezza il pubblico a servirsene, rende il loro uso famigliare ad ogni ceto di persone, epperciò tornando lo stato normale il banco si troverà avere una sfera d'azione molto allargata.

Questi benefizii i capitalisti e gli speculatori seppero apprezzarli immediatamente. Speriamo che il loro giudizio non verrà contrastato dal giornalista genovese, e ch'ei stesso riconoscerà quindi che non andavamo errati, quando dicevamo che l'atto relativo al banco era un vero favore fatto al commercio.

Prima di terminar questa già soverchia discussione noteremo solo, come nelle polemiche dei circoli e dei giornali genovesi, il prestito col banco sia ognora rappresentato quale un atto ostile ai capitalisti ed al commercio di Genova. Una tale accusa è affatto priva di fondamento, non solo perchè in realtà questa operazione finanziaria è favorevole al banco ed al commercio, ma ancora perchè, cosa forse ignorata dai nostri avversari, la metà e forse più delle azioni del banco sono possedute da capitalisti piemontesi. Se l'atto ministeriale dovesse tornare dannoso a quella grande istituzione di credito, le perdite ricadrebbero su Torino più ancora che su Genova.

Il Ministero, non dubitiamo proclamarlo altamente, non fu mosso da gretto spirito di municipalismo nel preparare i suoi piani di finanza, ed in ispecie l'atto relativo al banco di Genova; ma bensì dal pensiero di rendere al paese gravosi il meno possibile i sacrifizii pecuniarii, fatti inevitabili dalle necessità dei tempi. Noi speriamo che gli azionisti genovesi illuminati dalla esperienza renderanno giustizia a questa verità. Intanto ciò che sappiamo di certo si è che l'immensa maggiorità degli azionisti piemontesi hanno fatto plauso ai tanto criticati decreti del ministro Revel.

Quest'articolo era già scritto quando ci venne fatto di leggere nel *Corriere mercantile* una lunga risposta del Deputato P. Farina al primo nostro ragionamento sul prestito del banco. Non potremmo ribattere tutti gli argomenti e le insinuazioni ingiuriose dell'onorevole nostro collega senza abusar soverchiamente della sofferenza dei nostri lettori. Per altra parte crediamo aver risposto anticipatamente a quanto si trova di serio nel suo scritto.

Gli faremo solo osservare ch'egli è il primo economista, il

quale abbia asserito che la circolazione dei biglietti di b
debba essere in proporzione del debito dello Stato e delle s
pubbliche. Secondo questa norma la circolazione della car
credito in America dovrebbe essere minore che in Inghilterr
in Francia; mentre essa è relativamente assai maggiore.

Ma dato anche per vero il teorema del Deputato Fa
opporremo ai documenti relativi all'Inghilterra che si ri
scono all'anno 1815, coi quali egli prova che la circolaz
creata dalla nuova legge di finanze eccede di un decimo la
colazione in allora reputata eccessiva del banco di Lon
opporremo, diciamo, i fatti dell'anno scorso.

Alla fine del 1847 la circolazione di varii banchi della
Bretagna, sottoposti tutti all'obbligo del rimborso in numer
ascendeva a lire sterline 40,954,591, laddove le spese dell'
salirono a lire sterline 53,790,136. Quindi i biglietti sta
alla spesa pubblica circa come il 4 al 5. Ora ritenute qu
basi, le spese del nostro Stato superando i 70 milioni di
si potrebbe mettere in corso 56 milioni di biglietti, cioè
somma quasi doppia di quella stabilita dall'atto ministeria

Ciò basti a provare al signor Farina, che se gli uomini INET
da lui così aspramente attaccati, sono lontani dall'aver tro
la PIETRA FILOSOFALE, non sono gran fatto imbrogliati a di
strare l'erroneità de' suoi calcoli.



I MEZZI RIVOLUZIONARII

Teoria del signor Brofferio.

(Risorgimento 16 novembre 1848).

Noi abbiam trascurato finora di dichiararci, come lo siamo, nettamente avversi ad un principio che, alcuni giorni addietro, fu annunziato dalla tribuna, dopo essere stato probabilmente materia di vivo contrasto nel *Comitato segreto*, e che, per la sua indecisa portata, per la franchezza con cui fu espresso, e per gli applausi di cui fu coperto, ci sembra esser uno di quelli che ottengono una rapida celebrità perchè niuno si cura di definirli.

Un Deputato, alle opinioni del quale rare volte ci tocca non aderire, un oratore di cui c'impone l'energia e ci commuove la voce, formolava in un nuovo modo le colpe del Ministero, riducendole tutte al non aver saputo o voluto giovare alla causa del risorgimento italiano con *mezzi rivoluzionarii*, i soli, secondo lui, che sieno capaci di assicurarci un completo trionfo.

Il discorso, già noto, del Deputato Scofferi, porse al signor Brofferio l'opportunità di elevare questo nuovo sistema. Noi non vogliamo discutere se il vincolo tra le proposte Scofferi, e il motivo con cui le appoggiava il Brofferio, sia poi strettissimo ed evidente. Egli non ci volle già dare un giudizio sul merito intrinseco della legge che il suo collega era venuto a proporre,

ma disse ben chiaro che intendeva di darle la sua non facile adesione, unicamente perchè ci trovava il saggio, l'inizio di quei mezzi rivoluzionarii, a' quali era tempo ormai di venire, se non si volesse che il Ministero sia dichiarato per sempre incapace di salvare l'Italia.

Ora è appunto l'idea generica che noi vorremmo discutere e depurare; e cominceremo dal chiedere all'onorevole signor Brofferio che ci ascolti e ci soffra con quello spirito di franchezza che noi troviamo nelle sue parole. Le nostre potranno non mutare per nulla le convinzioni della sua coscienza; ma egli è l'uno dei pochi, o forse il solo, a cui ci sentiamo il coraggio di dire francamente tutto il nostro pensiero, perchè è il solo che francamente si spieghi, e non ci sembri apparecchiato a sfigurare le nostre tendenze e darci del gesuita per poco che avremo ragione.

Vorremmo, in primo luogo, sapere che cosa s'intenda per mezzo rivoluzionario, e perchè sia preferibile a tutti?

Finora, il solo criterio col quale sapevamo giudicare della bontà di un *mezzo* qualunque, stava nell'efficacia, nell'attitudine a produrre un fine. Rivoluzionario o pacifico, popolare o realista, democratico o aristocratico, il mezzo non credevamo che avesse valore se non in quanto conducesse allo scopo.

Se per esempio taluno falsamente credesse che la salute di Italia dipenda dal configgere uno stile nel petto a Radetzki; se un altro invece sapesse che con qualche milione di franchi si possa comprare il dispaccio che imponga al generale austriaco di sgombrare della sua presenza il suolo d'Italia, avremmo due *mezzi*, de' quali l'uno, eminentemente *rivoluzionario*, lascierebbe l'Italia nella schiavitù in cui geme, l'altro sarebbe pacifico, oscuro, prosaico, ma senza dubbio preferibile al primo, dato che fosse efficace all'intento.

Se prendessimo dunque in questo senso la prediletta parola del signor Brofferio; se *rivoluzionario* volesse dire *efficace*, noi non sapremmo comprendere nè in che consista la novità del sistema, nè che cosa si ottenga a mutare il vocabolo, nè come

l'onorevole Deputato abbia saputo partire da questo punto per trarne la conseguenza che il procedere accortamente, il calcolare gli eventi co' dettami della saggezza, fosse un metodo falso e pernicioso. Altrettanto varrebbe il dire, che per aprire una breccia convenga preferire le convulsioni di un pazzo ai colpi misurati di un artigliere.

Rinunziando a questo primo significato, potremmo abusare della frase, addebitandole tutto ciò che vi sia di più tristo fra i suoi sinonimi; gettare l'allarme nella società, e dire che nella teorica del signor Brofferio si tratti di capovolgere, manomettere, scannare, bruciare. Ma sarebbe puerile calunnia, che l'onorevole Deputato non si attende certamente da noi. Crediamo, invece, aver colpito l'intimo senso della sua parola, allorquando la tradurremo in misure energiche, risolute, da parte di chi comanda, e sacrifizii insoliti e gravi di persone e di averi, da parte del popolo che ubbidisce. Non si potrebbe, ci pare, richiedere un'interpretazione più onesta da noi, ed al tempo medesimo più propizia all'assunto del nostro avversario. Se il suo pensiero contenesse qualche cosa di più smodato, noi gliene saremmo gratissimi, giacchè non farebbe allora che rafforzare viemmeglio i nostri argomenti.

Or bene: in tutte le gradazioni per le quali il prediletto vocabolo del signor Brofferio possa trascorrere, dalla modesta petizione fino al vespro siciliano, una sola cosa di vero si troverà: o si parla di un mezzo ben calcolato, efficace; ed in tal caso rientra nella classe de' mezzi ordinari, e la parola *rivoluzionario* non toglie nè accresce la sua naturale bontà; o si prescinde dall'attitudine intrinseca, ed in tal caso il carattere rivoluzionario non può giustificarne o compensarne il difetto.

E tale è, in verità, il segreto concetto che le menti volgari si formano delle misure che chiamano energiche, o com'oggi è vezzo di dire, collocate *all'altezza delle circostanze*. Concepire uno scopo, appoggiarsi sopra un'ipotesi, procedere di pensiero in pensiero, formare una concatenazione di elementi prescelti, astrarli dalle realità che li circondano e li modificano, disprezzar

gli ostacoli. irritarsi davanti a loro, abbatterli ed aprirsi un passaggio; ecco tutto il sistema nella sua nudità. È un mondo ideale. architettato nel silenzio del gabinetto sugli istinti buoni o perversi del nostro cuore; è un tratto dell'umana superbia. al quale la natura oppone costantemente o l'impossibilità momentanea, o la punizione del disinganno.

Gli uomini dalle misure energiche, gli uomini, davanti ai quali noi non siamo che miserabili *moderati*, non son già nuovi nel mondo: ogni epoca di rivolgimento ha avuto i suoi, e la storia c'insegna che non furon mai buoni, se non ora ad accozzare un romanzo, ora a rovinar le cause più gravi dell'umanità. Quanto più disprezzano le vie segnate dalla natura, tanto meno riescono. Noi potremmo ripubblicare e spargere a milioni di copie le belle parole di Cormenin sull'indipendenza d'Italia, questo completo sistema d'insurrezione lombarda: ma finchè nel mondo reale esistano le contrarie forze di cui l'illustre scrittore non tenne conto nella sfera ideale del suo progetto, egli avrà scritto due pagine di una sublimità inimitabile, ed il soldato tedesco seguirà a riposarsi tranquillo in Milano.

Quando poi non si tratti dell'impossibilità momentanea, si tratta sempre di un trionfo effimero ed illusorio. La moltitudine applaude, il saggio tace; l'evento sopravviene e giustifica le previdenze del saggio. Un momento vi paiono vittoriosi; l'indomani sorge la fredda ragione, sorgono i bisogni inerenti alla specie, sorgono gl'invincibili interessi della famiglia; sorgono tutti come un'ondata, ingoiano il mezzo *rivoluzionario* e lo scopo è fallito. Si direbbe che la natura li adeschi e li attenda, per poi beffarsi di loro ed avvezzarli a venerarne le leggi.

Infatti, chi ha perduto mai sempre le rivoluzioni più belle e più giuste? La smania de' mezzi rivoluzionarii, gli uomini che pretesero rendersi indipendenti dalle leggi comuni e si credettero forti abbastanza per rifarle da capo.

Era fra le leggi della natura che, dove manchi ordine e pace, ivi il danaro si debba nascondere. e il credito debba sparire. La rivoluzione dell'89 si credette superiore a questo supremo

decreto della Provvidenza, e creò gli *assegnati*. Era energica e risoluta misura, collocata all'altezza delle circostanze; ma le mancava pur nondimeno di essere all'altezza della natura, e malgrado tutto il suo carattere essenzialmente rivoluzionario, doveva appunto aggravare que' mali che intendeva di guarire.

L'*assegnato* tirò dietro a sè il corso forzoso; questo chiamò la legge del *minimo*, quindi i venditori si ascosero, quindi la guerra al fantasma del monopolio, quindi la fame: e al trar dei conti, il mezzo rivoluzionario nacque, compì il suo corso, morì, lasciando dopo di sè il discredito, la penuria del numerario, la rovina delle fortune, i mali tutti che si voleva evitare con un sol tratto di penna ed a dispetto della natura.

La natura ha voluto che il cuore umano senta orrore del sangue, e si ribelli a colui che lo versi. Marat e Robespierre pretesero invece avere scoperto un gran mezzo rivoluzionario, allorchè concepirono il pensiero di seppellire nel sangue tutto ciò che venisse a rallentare il corso de' loro ambiziosi progetti. Caddero migliaia di teste, ma che cosa ne raccolse la rivoluzione francese? Il direttorio, il consolato, l'impero.

La natura ha voluto che le nazioni conservino le loro autonomie speciali, che rispettino a vicenda i confini, le abitudini, le lingue, che si amino e non si fondano, che vivano ciascuna da sè e non sieno violentemente accozzate e asservite. Napoleone, il gran maestro di mezzi energici, credette che con ugual facilità si potesse vincere una battaglia sul ponte di Lodi e cancellare una legge della natura. Tutto gli arride un momento, e tutto si piega davanti a lui. Distrugge i troni nemici e dispensa novelle corone, calpesta le masse, si ride de' sapienti, forza a suo modo fino il commercio e l'industria; ma nel momento in cui pare vicino a stringere nel suo pugno la monarchia universale, una manovra sbagliata sul campo di Waterloo sopravviene a scoprire che tante fortune non erano se non che lo splendore d'una meteora, trascorsa la quale, doveva apparire la verità semplice e nuda quanto l'isola di S. Elena.

Una setta iniqua e ignorante si è or ora levata sopra

ipotetico desiderio, vecchio come la storia, e sucid
più cieco egoismo. Trova contro di sè la scienza, l'ai
dividuo, la famiglia, ogni legge fondamentale dell'um
. . . . Che importa? Essa ha fede vivissima nel mez
zionario, è sicura di trionfare, ed intraprende il 24
Il sangue francese scorre a fiumi, la Francia all'orlo d
si desta, accorre e sopprime la nuova follia. Che co
nuto? Cercavamo una repubblica *democratica e so*
vamo in mano il germe di molte idee, che svolte pac
e con mezzi ordinarii, avrebbero probabilmente frut
che nuovo progresso nella scienza; e invece abbiam
a Parigi lo stato d'assedio, in Piemonte una mediazi
dubbiosa, a Napoli una vergognosa amicizia tra l'invi
blicano e il tiranno Borbonico. . . . . Attendiamo
momento, e vedremo l'ultimo effetto del mezzo rivo
Luigi Napoleone sul trono!

Applicate codesta riflessione ogni dove, a Berlino,
a Francfort, dappertutto una medesima conseguenza
è buono se adatto, è pernicioso se disadatto. Il supp
per questo solo che abbia il carattere rivoluzionario, è
solennemente smentito da tutte le storie; errore in c
gli intelletti non dirozzati o i cuori corrotti, e in c
vrebbe inciampare Brofferio.

Forse ancora, il solo criterio che possa divenire
sicura nelle grandi intraprese, è quello di partire
opposto. Ritenete per dannevoli in massa i mezzi rivo
e quando, senza punto badare a questo carattere est
dimostrata la loro evidente efficacia, adottateli pure, r
perchè son buoni, e solamente per ciò.

Nel calore della sua aringa il signor Brofferio citò
e noi la citeremo, noi pure, per confutarlo. Chi cre
impeto cieco e istantaneo abbia determinato il movi
liano, s'inganna. Trenta e più anni lo prepararono;
di inalterabile pazienza, e di sordo travaglio, occupa
dare, ad impedire ogni slancio improvviso, ad att

momento opportuno, in cui una sola voce bastasse, e non mancasse un sol uomo all'appello. Fino al novembre 1847, sa egli, il signor Brofferio, qual fosse il più rivoluzionario de' mezzi dai Siciliani adoprato? Gettarsi in mezzo del popolo, temperarne l'ardore, impedire la rivoluzione immatura. Ed una volta lanciati nel movimento, potrebb'egli indicarci un sol atto, una sola di quelle misure che parrebbero inevitabili in un paese abbandonato a se stesso, senza forze materiali, affidato all'incerta politica del gabinetto britannico, tradito da occulti maneggi degl'inviati francesi? Il più fermo proponimento di respingere, di combattere ogni mezzo rivoluzionario, di tenersi ai dettami della più fredda prudenza, ecco ciò che ha sostenuto per 10 mesi la rivoluzione Siciliana, ciò che la farebbe ripullulare domani, quand'anche la politica delle grandi potenze scendesse alla viltà di tradirne le più giuste speranze!

Tornando agli interessi dell'alta Italia, noi comprenderemmo la logica del Brofferio se egli venisse a dimostrare l'efficacia di un mezzo qualunque, considerato in rapporto allo scopo; ma quando egli, indipendentemente dall'efficacia, si appiglia al carattere esterno; quando accenna alla spoliazione e l'approva, non perchè giovi al tesoro, non perchè i bisogni della guerra lo vogliano, ma perchè ci sente il sapore dell'energico, del violento e del rivoluzionario; quando un imprestito forzoso, un'emissione fittizia permessa al banco di Genova son da lui riprovati, non perchè turbino il corso spontaneo de' publici e privati interessi, ma invece perchè l'han *poco turbato;* noi non possiamo riconoscere nella ragione del signor Brofferio, altro che una fatale aberrazione, la quale di passo in passo condurrebbe l'Italia ad un'eterna rovina.

Che egli adunque ci chiami sopra un terreno più degno, e ben volentieri lo seguiremo. Tutto siam pronti ad ammettere, e non ci è cosa che ci spaventi, quando ci si ponga la quistione nel suo vero punto. La spoliazione, la leva in massa, la propaganda, la carta-moneta, se volete anche il *terrore*, tutto siam disposti a discutere ed abbracciare, quando ci sarà chi si fidi

di dimostrare che sieno mezzi efficaci a conseguire ed assicurare l'indipendenza e la libertà italiana. Ma finchè ci si venga a proporli in grazia del demerito che li distingue, in grazia del loro carattere rivoluzionario, noi non sapremo che doppiamente abborrirli, perchè iniqui in se stessi, e perchè tradiscono il fine supremo delle nostre tendenze.

Mezzi rivoluzionari! Ecco una frase destinata a passare di bocca in bocca, di circolo in circolo, di giornale in giornale. La vedremo tra poco, compresa sotto mille diversi e contraddittorii significati, convertirsi in una specie di cieca fede. Sarà probabilmente il compendio della prosperità italiana. Sarà l'àncora della nostra salute. Sarà un bel dono che la democrazia piemontese possa scambiare colla *Costituente del Corriere Livornese;* quest'altro fantasma che, trasportato dalla piazza al dicastero, si è trovato non essere che un'idea ben antica, ben nota ad ogni angolo più oscuro d'Italia, ma nota co' suoi difetti, o per dir meglio, colle sue tante difficoltà, contro le quali tutto l'ardore di Montanelli non ha speranza di trionfare, se non colla pazienza e col tempo, che abbisognavano a noi, alla *Società federativa*, ai nostri ministri, ad ogni uomo di senno.

Eppure, noi saremmo contenti di poter augurare alla teoria del Brofferio, la sorte che sappiamo vaticinare al programma del Montanelli. Una Costituente italiana sarà difficile, non è certo impossibile, è necessaria ed utile, o presto o tardi si avrà; ma il sistema de' *mezzi rivoluzionarii*, è falso in se stesso, ed è direttamente nemico all'intento da cui il suo gagliardo sostenitore è partito.



SUL DISCORSO PROEMIALE

DEL CORSO DI ECONOMIA POLITICA

DEL PROFESSORE FERRARA.

(Risorg. 14, 26 e 29 dicembre 1849 e 5 gennaio 1850).

La rivoluzione di Francia del 48 ha avuto, se non altro, il merito di porre in piena luce una grande verità: cioè, che i maggiori problemi che l'età nostra è chiamata a sciogliere, non sono più i problemi politici, ma bensì quelli sociali; che alle questioni intorno alle varie forme di governo sovrastano d'assai quelle che riflettono l'ordinamento economico della società. Questa verità ripetuta invano per lunghi anni dai più illustri economisti nel silenzio dei loro studi è ora fatta talmente chiara ed incontrastabile dai tumulti delle piazze, dalle guerre delle contrade, che ognuno che non sia colpito da intellettuale cecità è costretto a riconoscerne l'altissima importanza.

Ciò essendo ne consegue che fra tutte le scienze morali la più importante, quella il di cui studio si dovrebbe maggiormente promuovere e diffondere, è la scienza dell'economia politica, che ha per iscopo di ricercare le leggi secondo le quali si compiono i fenomeni sociali; d'indagare le cause che regolano la creazione e la distribuzione delle ricchezze, e quindi la condizione relativa delle varie classi della società.

Eppure, cosa strana a dirsi, questa scienza è tuttora nella massimá parte degli Stati Europei trascurata disprezzata, e soventi volte osteggiata. Mentre si è visto in essi, da un mezzo secolo, innalzarsi un'infinità di nuove cattedre aprirsi numerosissime scuole tecniche, e moltiplicarsi gli insegnamenti di tutti i rami delle scienze fisiche e morali, la sola economia politica è rimasta negletta, i suoi cultori astretti a tributarle un culto silenzioso, o ridotti al più a professare i sacri principii della scienza in mezzo ai dilegi degli statisti e dei sedicenti uomini pratici, e le contraddizioni clamorose di non pochi uomini di teoria.

Questa misera condizione della scienza economica, più che altrove è notevole nella vicina Francia. In quel paese, che ha sì strane pretensioni al primato intellettuale, essa fu non solo trascurata, ma altresì acerbamente perseguitata. Gli uomini di Stato i più distinti, le maggioranze dei Parlamenti, le accademie le furono del pari apertamente ostili.

Esclusa dalle università e dai ginnasii, ella se ne stette rilegata in un angolo oscuro del collegio di Francia, quasi ignota al pubblico, senza che potessero accrescerle autorità ed acquistarle influenza nè la singolare sagacità nè la straordinaria lucidità di Pellegrino Rossi, nè l'ingegno peregrino di Michele Chevalier, chiamati successivamente ad occupare quella cattedra solitaria.

Allo stato deplorabile delle dottrine economiche in Francia è da attribuirsi in gran parte la rapida e facile diffusione delle teorie socialiste, e la favorevole accoglienza fatta dalle masse popolari alle più strane utopie, ai più assurdi progetti di riordinamento sociale. La verità di questa sentenza parrà incontrastabile se si paragonano i fortunosi eventi di questi ultimi due anni accaduti in Inghilterra ed in Francia.

Nella prima di queste due contrade, malgrado l'immenso numero dei proletari, le agitazioni prodotte dalle crisi commerciali, ad onta della potente organizzazione della setta cartista, la tremenda tempesta suscitata dal socialismo viene sedata senza l'impiego della forza materiale, dei mezzi violenti, mercè

la sola autorità dell'opinione pubblica cui concorre a formare, non solo la voce unanime delle classi medie ed agiate, ma quella della parte la più eletta degli operai.

Nella Francia invece, benchè essa sia in condizioni economiche men pericolose, a frenare il socialismo si richieggono i cannoni, gli esigli, e l'impiego di quei mezzi violenti che in altri luoghi il dispotismo adopra per conculcare lo spirito di libertà! La ragione principale di questo contrasto si è che in Inghilterra i veri principii economici insegnati in duemila e più anni sono diffusi in tutte le classi della società, rispettati come verità inconcusse dagli spiriti i più eletti, dagli uomini di Stato i più potenti, come dalle intelligenze le più volgari; mentre in Francia l'economia politica è una scienza ignota all'immensa maggioranza della nazione, considerata come fallace o dannosa da tutti coloro che hanno interesse al mantenimento degli abusi economici. Le grandi riforme daziarie di sir Roberto Peel, i sacrifizi consentiti dall'aristocrazia fondiaria hanno preservato la Gran Bretagna dal contagio del socialismo. L'ostinazione dei monopolisti francesi, l'egoismo dei produttori privilegiati, dei proprietari di foreste e di pascoli, la debolezza degli uomini di Stato di Luigi Filippo hanno spianato la via ai discepoli di Fourrier e di Louis Blanc.

In Piemonte l'opinione pubblica si dimostrò assai meno ostile all'economia politica che nol fosse in Francia. Ciò nullameno la diffidenza dei governanti non la lasciò per molti anni penetrare nel tempio del pubblico insegnamento. Invano il venerabile conte Prospero Balbo fondava per essa una cattedra speciale all'università di Torino; questa veniva soppressa di fatto appena eretta, in seguito ai torbidi del 21. Onde la scienza, benchè rispettata in teoria, non ebbe alcuna influenza pratica.

Da quest'obblio la ritrasse, or sono pochi anni, uno di quei rari e benemeriti ministri che si servirono, mentre regnava Carlo Alberto, del potere assoluto per preparare le vie alla libertà.

Cesare Altieri, accingendosi alla riforma degli studi universitari, esordì nella generosa impresa coll'iostituir un corso d'economia

politica, cui affidava ad un giovane e distinto napoletano, già celebre in Europa per precoci e scientifici lavori, Antonio Scialoia.

I portentosi eventi del 48 sorpresero lo Scialoia prima ancora ch'egli avesse finito di gettar le basi del suo scientifico insegnamento. Mosso dal desiderio di cooperare alla rigenerazione politica del suo paese natio, egli abbandonava la tranquilla sua cattedra per tornare a Napoli, ove l'opinione pubblica lo spingeva tosto a far parte dei consigli del re, che pareva allora disposto a muoversi sincero nelle vie di libertà. Fatale onore! Lo spirito di reazione essendo ricomparso in Napoli ed invaso di nuovo la corte, i più liberali fra i ministri furono precipitati dal seggio del potere in un carcere politico.

L'insegnamento politico, interrotto per alcun tempo dagli eventi politici, venne affidato ad un distinto nostro concittadino della parte estrema d'Italia, il professore Francesco Ferrara. Questi usciva per salire sulla cattedra dello Scialoia da quel medesimo carcere borbonico, in cui stava per essere racchiuso il suo esimio predecessore. Strana coincidenza! Dolorosa conferma di quel detto che il nuovo professore pronunziava chiudendo il suo inaugurale discorso: « *Il despota transige col demagogo, non perdona all'economista* ».

Prima di penetrare nel campo della scienza per svolgerne i principii, il sig. Ferrara ha creduto dover preparare il suo uditorio col giustificare l'economia politica dai rimproveri e dalle accuse contraddittorie, di cui essa è fatta bersaglio, ponendo con ciò in piena luce l'altezza e l'importanza dello scopo che questa scienza si prefigge.

Su quest'argomento versò la prima sua lezione, che viene ora fatta di pubblica ragione dall'editore Giuseppe Pomba, qual proemio di una nuova collezione di economisti.

In questa il sig. Ferrara, dopo di avere dimostrato quanto sia erroneo il rimprovero diretto all'economia politica di fondarsi sopra idee triviali e volgari, prende a combattere la strana opinione che vorrebbe rendere risponsabili gli economisti delle

male conseguenze della politica moderna, alla quale furono sempre estranei e soventi volte decisi oppositori, con una serie di incalzanti argomenti, a cui pon termine con le seguenti notevolissime parole:

« Cominciando dall'ordine più elevato, io ignoro, o Signori, dove mai il criterio economico abbia figurato finora come primario elemento di capacità governativa. Re, Assemblee, giornalisti, partiti, tutti questi crogiuoli in cui si fondono i ministeri, han posto mai, nell'infinita varietà de' loro programmi, il sapere economico, come vi han messo la guerra o la pace, la rivolta e la reazione, la monarchia e la repubblica, il ramo primogenito ed il cadetto, il principio ereditario e l'elettivo? Se si chiamassero ad una generale rassegna gli uomini di Stato che impressero il nome loro sui periodi in cui brillarono, non vedremmo che celebrità puntellate da miserabili errori economici. Integri e laboriosi quanto un Necker, e poi incarnati in tutte le preoccupazioni contro il commercio, che la filosofia del secolo XVIII ereditava da Montesquieu. Energici e penetranti quanto un Pitt, e poi ridotti a gettarsi in una serie di misure antieconomiche per sostenere una lotta, nella quale l'esistenza della Gran Bretagna andava a dipendere da una giornata di Waterloo, e chiamiamone ancora di codesti nomi che una cieca fama ha gonfiati, i Villèle, i Polignac, i Perrier, i Laffitte, i Guizot, i Thiers; chiamiamoli a render conto degli atti loro davanti al supremo interesse della società; domandiamo che allato alle sante alleanze, alle battaglie di Navarino, alle barricate di luglio, alle quistioni d'Oriente, a' diritti di visita, alle fortificazioni di Parigi, ai banchetti riformisti, alle spedizioni di Roma, producano qualche titolo più seriamente connesso colla prosperità materiale de' popoli. Oh! che potranno essi allegarvi, fuorchè un ammasso di assurdità economiche, un meschino mosaico di tariffe, una speciale predilezione per tutte le mezze-idee e le tradizioni de' bassi tempi? Regolamenti sul commercio dei grani, diritti differenziali, brevetti d'invenzione, quistioni di materie grezze e manifatte; di produzioni nazionali e straniere, di

zuccheri indigeni e coloniali, di ferri, di lini, di sete; e sempre le meticolosità dell'uomo disavvezzo ai grandi principii; e sempre le sciaurate rimembranze del tempo in cui l'oro era tutto, e il commerciare collo straniero era un'onta od un tributo; e sempre le velleità di chi non creda nella scienza; e sempre l'eterna, l'assurda, la ridicola distinzione tra la teoria e la pratica. Tale, in fatto di cose economiche, è la pallida aureola che cinge le politiche sommità; fino all'altr'ieri il più grande dei meriti loro era il trovarsi di qualche secolo indietro. Qual meraviglia, che tanta indifferenza e tanto disprezzo della verità scientifica, scendendo dall'apice alla base, si legga su tutti i volti, e si riveli negli atti più comuni e più solenni de' popoli? »

Ma l'accusa la più grave mossa contro l'economia politica, quella che maggiormente eccita contro di essa i pregiudizi e le antipatie popolari, è di essere insensibili ai mali che travagliano le classi le più numerose della società di non provare simpatia di sorta per le miserie, le angustie del proletariato.

Mendace accusa, stolida calunnia! Se l'economista per raggiungere il suo scopo, che è la ricerca della verità scientifica, è costretto a dare ascolto alla voce della ragione più che a quella del cuore; s'egli deve attenersi ai precetti della logica, anzichè abbandonarsi alle fantasie dell'immaginazione; se la sua mente positiva rifugge dalle sterili declamazioni, egli perciò non è men sollecito del bene de' suoi simili, men desideroso di alleviare i mali che affliggono l'umanità di quanto nol siano quegli audaci demagoghi che pretendono al monopolio dei sentimenti di filantropia e di carità.

La scienza economica pone in piena luce le piaghe schifose del corpo sociale; ma non è essa che ne sia l'autore.

Nel fare quest'esposizione essa compie ad un sacro e doloroso dovere che la rende altamente benemerita dell'umanità; giacchè come mai si potrebbero applicare a queste piaghe rimedii adattati, sottoporle a cure radicali, se nessuno avesse il coraggio d'investigarle minutamente, di rintracciarne le origini, di ricercarne le cause e le conseguenze?

Se si desse ascolto a taluno dei più acerbi nemici dell'economia politica, si direbbe che i dolori del proletariato sono un nuovo morbo morale introdotto nel mondo dalle dottrine economiche. Eppure non vi è verità storica più certa, più matematicamente dimostrata del progressivo miglioramento della condizione delle classi più numerose. Noi deploriamo altamente i mali che dal proletariato derivano, noi speriamo di vederli menomati col volgersi dei tempi, coll'incremento dell'incivilimento, ma non dubitiamo di affermare che il proletariato moderno è un progresso immenso rispetto alla schiavitù in vigore in quelle antiche repubbliche il di cui sistema economico eccita tuttora l'ammirazione di parecchi dei nostri retori; ed al servaggio del medio evo, tanto caro agli scrittori che s'inspirano ad un certo romanticismo cattolico. — Il proletariato non è probabilmente l'ultima fase dello svolgimento economico dell'umanità.

Gli economisti non sostennero mai sì erronea opinione; essi non negano la possibilità di nuovi e successivi progressi; ma ciò che essi, come dice egregiamente il sig. Ferrara, dichiarano impossibile « è il volere che l'umanità passi dallo stato della « sua imperfezione presente ad uno stato di subitanea perfe- « zione, da un giorno all'altro, per un atto di volontà indivi- « duale, per opera di un architetto riformatore. Ciò sarebbe « nientemeno che rompere bruscamente la catena delle neces- « sità naturali, pretendere che l'intelligenza voli e non marci, « abolire il tempo e lo spazio, queste due condizioni ineluttabili « dell'umano progresso, queste due inesorabili sentinelle, alle « quali siamo dati in consegna perchè raffrenino ogni menomo « slancio della nostra superbia ».

Dopo avere purgata la scienza dalle accuse d'insensibilità, e di tendenze stazionarie, il professore Ferrara indica maestrevolmente, quali sieno le condizioni del vero progresso: violando le quali si cade nell'utopia e nell'assurdo; e termina con le seguenti parole, che crediamo dover qui riferire ad onta della soverchia lunghezza di quest'articolo, la parte dogmatica di quell'aureo suo discorso.

« Lungi dal rinnegare il progresso, l'economia ne forma il suo predicato; perchè considera l'umanità come rigorosamente legata al problema della sussistenza, e vede il problema della sussistenza farsi ogni giorno più difficile e più complesso a misura che più ne siano moltiplicati i mezzi di sciorlo. Progressiva dunque quanto il benessere umano, è così rassegnata davanti ai fatti, come ritrosa ed incredula davanti alle improvvise creazioni di un impaziente cervello. Da ciò lo sdegno con cui fu sempre guardata da'pensatori, alla cui fantasia, o al cui buon cuore eziandio, gli scrupoli dell'osservazione, la temperanza delle deduzioni, la parsimonia delle promesse, sentivano di freno e d'inciampo. Gli uni la trovarono troppo piccola, gli altri troppo superba; gli uni poco dogmatica, gli altri troppo crudele; e dopo averla assalita alla spicciolata, si è finito con contrapporle le teorie complessive, imputarle a difetto la sua poca arroganza, e farne l'antitesi del progresso. Ma i suoi accusatori non han veduto che l'accusa poteva naturalmente ripiombare su loro stessi. La teoria del futuro non può costituirsi nemica alla teoria del passato. Se dichiara di riposare sui fatti già consumati, non ha, per ciò stesso, titolo alcuno a sfregiare una scienza che ha militato costantemente sotto la stessa bandiera. Se invece si appoggia sopra un organismo cavato *a priori* dalle proprie viscere, astrologato in un gabinetto, e proclamato in un *club*, questa non è più teoria del futuro, ma congiura contro la logica; è la pretesa d'imprigionare l'umano intelletto nelle dimensioni del Lussemburgo; è un arresto intimato all'umanità; non è la teoria, ma l'eresia del progresso.

Il corso del signor Ferrara, cominciato in modo così splendido, corrisponderà, ne siam certi, alle speranze concepite da coloro, che prima ancora che gli fosse stato riaperto l'adito alla cattedra universitaria avevano avuto campo di apprezzare il profondo sapere e il fervido ingegno del giovane e perseguitato professore. Il suo insegnamento segnerà un'èra novella nello studio delle scienze economiche in Piemonte. La crescente affluenza degli uditori, le vive simpatie che destano i principii

oclamati, gli applausi frequenti che accolgono le sue
ci sono arra sicura che i semi scientifici ch'egli va
o, frutteranno al paese un'ampia messe di rette opi-
nomiche.
essore Ferrara a buon diritto convinto che lo studio
ire delle leggi, in virtù delle quali il numero degli in-
che costituiscono una società diminuisce o s'accresce,
nsabile all'esatta intelligenza dei principii sopra i quali
la scienza economica, ha dedicato tre delle sue prime
quest'argomento di suprema importanza, conosciuto
nte sotto il nome di *Teoria di Malthus*.
cominciò col ricordar a' suoi uditori quanto impopolare
sta teoria, e quanto il suo autore ed i suoi discepoli
nvisi alle nuove scuole economiche che dir si possono
(1).
e rappresentano Malthus come uno dei più accaniti
del progresso civile, dei più crudeli fautori dei difetti
ne sociale; come un avversario implacabile delle classi
erose e più povere, come un propugnatore inesorabile
ressi delle classi ricche e favorite dalla sorte. Nella lor
vocabolo *Malthusiano* è un vocabolo sinistro che rac-
uanto v'ha di più odioso al mondo, che da sè solo vale
gli epiteti infamanti, coi quali i monopolisti di libertà
vituperare i loro avversari scientifici e politici; è un
il di cui significato è senza paragone più tristo di
tico, di retrogrado, di gesuita e persino di *codino*.
remesso, il signor Ferrara si affrettò di dirsi altamente
iano e di proclamar essere i principii non già scoperti,
a prima volta scientificamente esposti dal celebre autore
la pietra angolare sulla quale riposa l'edificio della
economica; aggiungendo che con tale solenne dichiara-
si riconosceva pienamente meritevole delle contumelie

(1) adoperiamo la parola *radicale* nel senso ch'essa ha nel con-
ion nell'Inghilterra, giacchè i radicali inglesi, come i Cobden,
i Bowring e simili, sono *Malthusiani* ardenti.

e dei vituperii di coloro che cercano di sciogliere i gran problemi sociali, sia con le utopie socialiste, sia colle reminiscenze del medio evo.

Prima di seguir il dotto professore nella luminosa esposizione di questa tanta caluniata teoria, e far conoscere in compendio gli argomenti coi quali esso ne stabilisce la verità e la giustifica dalle contrarie ed ingiuste accuse di cui è fatta bersaglio dai fautori delle scuole estreme, noi crediamo dover tributargli altissima lode per lo schietto coraggio col quale egli ha spiegato in cospetto del pubblico il vessillo della verità senza darsi fastidio dei potenti pregiudizii che egli feriva colle sue franche parole, delle passioni che queste potevano suscitare a suo danno.

In questi tempi fortunosi, quando tanti pericoli minacciano l'ordine sociale, e sì numerose e sì gravi difficoltà circondano l'impresa riformatrice che il nostro secolo è chiamato a compiere, il coraggio morale è la prima virtù degli uomini di scienza come degli uomini politici. Le sottigliezze legali, gli artificii scolastici, le ambagi diplomatiche; efficaci forse quando i destini del mondo intellettuale e politico si decidevano nelle aule accademiche o nelle anticamere delle corti, sono mezzi puerili e ridicoli quando, come ora, tutte le grandi questioni sì teoriche che pratiche si dibattono apertamente al supremo ed inappellabile tribunale della pubblica opinione.

Ma veniamo a Malthus ed alla sua teoria.

Cominceremo dall'osservare che se le accuse dirette al Malthusianismo sono illogiche ed assurde, quelle rivolte al suo autore sono sovranamente ingiuste; giacchè se mai vi fu scrittore animato da sincero amore per le classi operanti, desideroso del loro miglioramento, se mai vi fu pubblicista di rette e pure intenzioni, questi fu certamente Malthus.

Modesto ministro della Chiesa anglicana, e tranquillo professore nel collegio della compagnia delle Indie Orientali a Haileybury, ei non ricercò nè ambì potere, onori o ricchezze. Datosi esclusivamente al culto della scienza, ei non si prevalse mai della celebrità del suo nome, del favore col quale i suoi

ri vennero accolti dai potenti del giorno, per sollevarsi oltre
ura sfera in cui si aggirò la lunga e laboriosa sua carriera.
: possiam dire ch'egli merita il rispetto e l'amore dei po.
per l'eccessiva benevolenza del suo carattere, gl'istinti
latevoli del suo cuore, non meno che per l'altezza del suo
gno.

althus quindi si distingue dai suoi detrattori non solo per
ldezza dei principii ch'egli ha proclamati, ma forse più
ra per un nobile e generoso disinteresse, di cui troviamo
ri esempii fra i nuovi apostoli dell'umanità.

preteso fautore degli abusi e dell'ineguaglianza sociale
ò una vita oscura e ristretta senza lasciare ai suoi figliuoli
eredità che la sua fama; mentre vediamo i promotori delle
luzioni sociali lavorare ad una pretesa più equa ripartizione
e ricchezze, in mezzo ai maggiori agi della civiltà moderna.

utta la teoria di Malthus è racchiusa in pochi teoremi fon-
entali, che si possono distinguere in due categorie.

primi relativi ai principii che si riferiscono in modo speciale
cause che determinano direttamente l'incremento o la dimi-
ione della popolazione; i secondi alle variazioni corrispon-
li, in più od in meno, nei mezzi di sussistenza di cui di-
se la società.

a prima categoria consiste in due sole proposizioni così
lenti, che ove non prevalesse lo spirito di parte, sarebbero
te da tutti per verità assiomatiche.

lalthus comincia dallo stabilire che il genere umano possiede
potenza riproduttrice tale da rendere possibile la rapida
tiplicazione della specie; e soggiunge che fra gli istinti innati
'uomo, quello della riproduzione essendo uno dei più ener-
, ogni società è sottoposta all'impulso di una forza che tende
tantemente a promuovere l'incremento della popolazione.

n secondo luogo Malthus osserva che la forza accrescitrice
a popolazione vien contrastata da altre forze che operano
e diverse società, con più o meno d'energia.

e forze di resistenza sono di due specie: le une diminuiscono

l'intensità della forza riproduttrice; le altre ne scemano le conseguenze col distrurre gli effetti della riproduzione.

Le prime diminuiscono il numero dei matrimonii e delle nascite; le seconde accrescono il numero delle morti. Queste possono chiamarsi forze od ostacoli repressivi; quelle, forze od ostacoli preventivi.

Dall'azione combinata di queste opposte forze, dalla loro *risultante* (per valerci d'una immagine tratta dalla meccanica) vengono determinate le successive e continue mutazioni che si verificano nel numero degl'individui componenti la società.

La prima di queste proposizioni non può dirsi una scoperta di Malthus. Molti scrittori, a cominciare da Platone, l'avevano già proclamata, senza che sia stata mai seriamente contestata.

Malthus però ha il merito singolare d'averne fatto argomento di una lunga serie di ricerche ordinate scientificamente.

Essa non ha d'uopo in certo modo d'essere dimostrata. Basta por mente alle più semplici leggi della fisiologia per rimanere convinti che la specie umana è dotata di facoltà fisiche tali da rendere possibile un rapidissimo aumento della popolazione.

Non cercheremo di determinare in quanti anni una società posta nelle circostanze le più favorevoli ad immaginarsi, possa raddoppiare; ci basterà il far osservare che in questi ultimi tempi venne accertato che questo raddoppiamento può effettuarsi in un non lungo periodo di tempo.

La popolazione degli Stati Uniti d'America, dall'epoca della loro emancipazione sino al 1840, anno in cui si fece l'ultimo censimento, provò un quasi regolare aumento del 32 al 35 per 100 ogni decennio, e si raddoppiò in ogni periodo di 23 a 25 anni.

Nell'Inghilterra l'incremento della popolazione fu men rapido ma tuttavia notevole. I censimenti operati dal 1800 al 18[illegible] constatano un aumento decennale quasi costante del 15 per 100, ciò che fissa a 50 anni circa il periodo del raddoppiamento della popolazione.

Nelle altre nazioni europee rimaste in condizioni economiche

e sociali men favorevoli dell'Inghilterra e degli Stati Uniti, la popolazione crebbe lentamente, ma crebbe tuttavia; onde puossi asserire che i fatti osservati in tutte le società civili da oltre mezzo secolo confermano più o meno la prima proposizione malthusiana sull'efficacia dell'istinto che spinge la specie umana a valersi della sua potenza riproduttrice per accrescere il numero degli abitanti della terra.

La diversità qui notata nella ragione dell'incremento della popolazione in varie nazioni, composte d'uomini d'una medesima razza, e posti nelle stesse condizioni di clima, è prodotta dalla maggiore o minore efficacia delle cause già indicate, come contrastanti alla propagazione della specie umana.

L'energia delle cause repressive, l'influenza degli ostacoli preventivi, più potente sul Continente e nell'Europa che nelle regioni transatlantiche, sono causa che la popolazione francese cresce molto più lentamente della popolazione inglese, e questa della popolazione americana.

Che il grado d'intensità col quale si esercita questa forza preventiva varii fra limiti estesissimi in varie contrade, è cosa incontrastabile; come è incontrastabile che le abitudini morali di un popolo esercitino una singolare influenza sul numero e sulla fecondità dei matrimonii.

Così vediamo che mentre nella città di Ginevra, abitata dalla popolazione la più prudente del globo, non si conta che 2 75 nascite per matrimonio, se ne contano più di quattro nel Belgio, e sino a sei in alcuni distretti della Francia.

Del pari vediamo che il numero dei matrimonii sta alla popolazione come 1 al 102 in Prussia, mentre in altri paesi questo rapporto è solo dell'1 al 150.

Queste semplici cifre bastano a dimostrare quanto possa variare l'efficacia dell'ostacolo che le abitudini di previdenza possono opporre alla potenza riproduttrice della specie umana.

L'esistenza degli ostacoli repressivi che si oppongono all'incremento della popolazione non ha, pur troppo, mestieri di difficile dimostrazione.

In questa categoria si racchiudono tutte le cause che tendono ad aumentare la mortalità, la guerra, le epidemie, le carestie, le occupazioni insalubri, il difetto di un cibo sano e bastevole, le cattive abitazioni, la corruzione dell'atmosfera nelle città popolose, ed altre ancora. Nei secoli addietro le più dolorose fra queste cause, la guerra, la fame, le epidemie operavano con tremenda energia. Ma grazie ai progressi della civiltà la loro azione è ora insignificante, e non possono considerarsi come veri ostacoli all'incremento della popolazione. Infatti si è riconosciuto che le gigantesche guerre della rivoluzione e dell'impero, le ripetute invasioni del cholèra, la malattia delle patate non hanno esercitato una straordinaria influenza sull'incremento della popolazione europea.

Le altre cause da noi accennate, meno apparenti ma assai più efficaci, sono quelle che mantengono nelle nostre vecchie società quest'incremento in limiti assai più ristretti che nol sia in America.

Se si esamina attentamente l'origine di queste cause, se si ricercano le circostanze che ne determinano l'intensità, si vedrà di leggieri che tutte o quasi tutte possono riferirsi alle condizioni fisiche e morali della classe la più numerosa, ai mezzi di sussistenza di cui essa dispone, in una parola alla maggiore o minor somma di miseria a cui è esposta.

Non vale il nasconderlo: la mortalità di un popolo è quasi sempre in ragione del più o meno benessere di cui godono le classi operanti. Essa cresce col crescere della miseria, diminuisce collo spandersi dell'agiatezza.

Debolissima in alcuni distretti della Svizzera ove la povertà è ignota, è assai maggiore in Francia che in Inghilterra, perchè colà più dura è la condizione delle classi faticanti. Varia nei quartieri di una stessa città, secondo che essi sono abitati da persone in condizioni più o meno agiate.

La mortalità nel duodecimo circondario di Parigi è quasi doppia di quella del primo. In questo dimora la parte la più ricca, in quello la più povera della popolazione.

Avendo riconosciuto con Malthus che la miseria è il principale, se non il solo degli ostacoli repressivi che incontra il progresso della popolazione, noi ricercheremo qual azione questo progresso eserciti sulle condizioni economiche dei popoli; e verremo così a stabilire le proposizioni sui mezzi di sussistenza che costituiscono la seconda categoria dei teoremi sui quali si fonda l'edifizio del Malthusianismo.

Se, mentre le umane società crescono in numero, i prodotti dell'industria e i mezzi di sussistenza dovessero rimanere stazionari o solo men rapidamente crescere, l'aumento della popolazione produrrebbe le più funeste conseguenze, e sarebbe cagione di crescenti privazioni e miserie, le quali tosto ne frenerebbero il corso, coll'aumentare l'efficacia fatale dell'ostacolo repressivo, che già accennammo nel precedente nostro articolo, quale forza distruggitrice dei soverchi effetti dell'istinto che spinge l'umanità a moltiplicarsi.

Tale però non è il volere della Provvidenza. Essa ha dotato le umane società delle facoltà necessarie per trarre dalla terra nuovi mezzi di sussistenza, per procacciarsi maggiori prodotti industriali, in proporzione del crescente loro numero. Solo essa volle che la condizione dell'umanità nel suo complesso considerata avesse a peggiorare od a migliorare, secondo che l'aumento della popolazione fosse più o men rapido del correlativo aumento dela potenza produttrice.

Non entreremo qui nel minuto esame delle leggi che regolano il gran fenomeno della produzione (ciò che ci condurrebbe ad intraprendere un completo corso di economia politica); solo ricorderemo che alla produzione concorrono tre diversi elementi:

Le forze fisiche ed intellettuali dell'uomo, ossia il lavoro;

L'azione del lavoro accumulato, ossia il capitale;

Le forze infine gratuitamente somministrate dalla natura, le quali, appropriandosene l'uso, l'uomo rivolge allo scopo della produzione.

Esaminiamo ora in che modo questi tre elementi possono svolgersi ed ampliarsi per sovvenire ai crescenti bisogni della umanità.

In quanto al lavoro, egli è evidente ch'egli cresce in esatta proporzione colla popolazione. Nelle società moderne il numero degli oziosi è relativamente così piccolo da potersi dire che la quantità delle persone che lavorano è in rigorosa ragione colla massa della popolazione. Conviene però avvertire che il *lavoro*, anche considerato indipendentemente dal sussidio delle macchine, può essere più o meno efficace e produttivo secondo l'indole fisica e morale, le abitudini, la coltura delle popolazioni. È infatti cosa provata che l'operaio inglese produce in un giorno una somma di lavoro assai maggiore dell'operaio francese, il quale produce più dell'operaio spagnuolo, quantunque questi sia tuttavia infinitamente superiore al lavoratore delle rive del Gange.

E siccome è fatto costantemente riconosciuto che l'efficacia del lavoro cresce colla civiltà, potremo quindi conchiudere che lo svolgersi del primo degl'indicati elementi della produzione in una società progrediente sarà più rapido dell'aumento stesso della popolazione.

Così pure accadrà del secondo elemento della produzione, il *capitale*. L'uomo che vive in una società in cui la proprietà è rispettata e sicura, prova un tale e sì vivo desiderio di migliorare la propria condizione e quella della sua famiglia, ch'egli d'ordinario risparmia una parte dei prodotti di cui può disporre, accrescendo così il proprio capitale e quindi il capitale sociale. Il numero degli economi supera di gran lunga quello dei prodighi. L'esperienza di tutti i popoli moderni lo dimostra all'evidenza. Nell'Inghilterra p. e. ove regna un lusso prodigioso, ove il desiderio di essere tenuto per più ricco di quello che uno nol sia è universale, ove tanti spendono smisuratamente ed impoveriscono per ostentare ricchezze ch' essi non hanno, la somma dell'annuo risparmio è tuttavia enorme. Un valente economista stima che il capitale addizionale che vien creato ogni anno in quel paese superi 60,000,000 di lire sterline oltre un miliardo e mezzo di franchi. E certo questo calcolo non parrà esagerato se si pon mente che in meno di dieci anni

ghilterra ha consacrato alla costruzione delle strade ferrate
si sei miliardi di franchi, senza che perciò si rallentasse il
gresso dell'agricoltura, dell'industria e del commercio.
È da notarsi che questa tendenza al risparmio è assai più
cace e potente nei paesi ricchi e popolosi che nelle contrade
ere e spopolate, ed inoltre ch'essa cresce col crescere della
olazione. L'esempio ora citato dell'Inghilterra conferma la
na parte di questa sentenza, già di per sè evidente; e in
oggio della seconda parte citeremo gli Stati Uniti d'America,
il progresso delle ricchezze e l'accumulazione del capitale
a settant'anni più notevole ancora dell'immenso incremento
a popolazione.
Dal sin qui detto chiaro apparisce che se alla produzione dei
zi di sussistenza concorressero solo il lavoro ed il capitale,
vi sarebbe alcun pericolo che la società ne difettasse,
ed anche il numero degl'individui che la compongono si
iplicasse indefinitamente per una indeterminata serie di
. Ma così pur troppo non è, a cagione dell'indispensabile
orso del terzo fra i notati elementi della produzione — le
e della natura il cui uso l'uomo si appropria. —
questa categoria possono annoverarsi tutti gli elementi di
iezza che la terra racchiude, tutte le forze motrici e fisio-
he che la natura somministra gratuitamente all'umanità. E
le miniere, le acque correnti, e specialmente la potenza
tale che possiede il terreno. Per non estenderci soverchia-
te, ci occuperemo solo di quest'ultimo primarissimo ele-
to della produzione.
Egli è evidente che il suolo coltivabile essendo limitato, le
e naturali che concorrono alla produzione degli alimenti e
materie prime debbono considerarsi come aventi un limite.
n paese quindi in cui tutte le terre sono ad un dipresso
te a coltura, nel Piemonte, a cagion d'esempio, il terzo
ento della produzione può dirsi ristretto sotto un certo
to fra insuperabili confini.
on si deve però quindi conchiudere che in questi paesi non

si possa aumentare la produzione agricola. Ognuno sa che impiegando sopra terreni già coltivati nuovi capitali e un addizionale lavoro, se ne ricaverà un maggiore prodotto; ma è pur anche noto che, generalmente parlando, questo capitale e questo lavoro aggiunto daranno un prodotto relativamente minore del capitale e del lavoro preventivamente impiegati. L'azione delle forze naturali sarà meno efficace: lo sarà maggiormente quella dell'industria umana.

Così se da una possessione si ricavano in media quindici ettolitri di grano per ogni ettare di terreno mediante un capitale ed una quantità di lavoro determinato; per ottenerne venti sarà mestieri di accrescere oltre il terzo le spese di coltivazione.

Non è a dire per ciò che questo impiego addizionale di lavoro e di capitale non possa tornare soventi volte proficuo al proprietario od al conduttore del fondo. La bontà della speculazione dipenderà dal prezzo del grano, dal tasso dei capitali, dal prezzo dei salarii. Ove il prezzo delle derrate alimentari aumentasse repentinamente in un paese e vi si mantenesse per molti anni elevato, si vedrebbe probabilmente (massime se in esso fossero abbondanti i capitali) l'industria agricola ricevere un grand'incremento, tuttochè dalla maggior coltivazione non si ricavasse se non un prodotto lordo minore relativamente a quello che si otteneva antecedentemente.

Questo caso si è verificato in Inghilterra nel primo periodo di questo secolo. La guerra col continente dapprima, e quindi le leggi frumentarie protettrici dei prodotti indigeni, avendo fatto salire il prezzo dei grani oltre gli ottanta scellini il *quarter* (34 lire l'ettolitro), una gran copia di capitali vennero dedicati all'agricoltura; e benchè il prodotto che se ne ricavava in natura fosse tenue, mercè gli alti prezzi, valutato questo in danaro era bastevole per assicurare ai coltivatori un utile pari a quello che si ricavava dagli altri impieghi dei capitali.

La legge economica relativa agli ostacoli che incontra la produzione crescente delle materie prime, non si applica rigorosamente se non quando l'arte agricola rimane stazionaria.

Ogni nuova scoperta, ogni nuovo progresso che renda più proficuo il lavoro della terra ne modifica o ne sospende gli effetti. Ciò è vero del pari, quando in una località si sostituiscono ai vecchi sistemi, sistemi più perfetti, vi s'introducono miglioramenti già altrove esperimentati.

Così per esempio la sostituzione in molte contrade del settentrione d'Europa della coltura a vicenda, al sistema del maggese; l'introduzione della coltura in grande in Inghilterra delle rape e dei navoni (*turneps*), hanno non solo aperto un nuovo campo all'impiego dei capitali nell'industria agricola, ma hanno reso quest'impiego straordinariamente profittevole. A dimostrar questa sentenza basta il citare la contea di Norfolk, che settant'anni addietro si componeva quasi esclusivamente di terreni sabbiosi semi-sterili, e che ora è una delle contee le più produttive della Gran Bretagna, mercè l'indroduzione dei sovra indicati miglioramenti; e ciò per opera d'illuminati capitalisti agricoli i quali trassero da queste loro speculazioni immensi beneficii.

Così pure ai giorni nostri si vede l'applicazione ognora più estesa del costosissimo sistema del prosciugamento sotterraneo (*drainings*) accrescere singolarmente la potenza produttrice dei terreni della Gran Bretagna, e rendere possibile in un paese ove l'arte agricola era già giunta ad un alto grado di perfezione l'impiegare in modo non meno fruttifero che per lo passato nuovi ed ingenti capitali.

Nelle nostre contrade i progressi dell'industria agricola, benchè notevoli, non sono però a paragonarsi a quelli sovra accennati; e ciò è da ripetersi, sia dall'essere la nostra agricoltura già da molto tempo in via di miglioramento, sia dal non essersi ancora sviluppato pienamente da noi quell'istinto progressivo che potentemente travaglia la razza Anglo-Sassone.

Tuttavia da noi si sono tentate, e si possono ancora tentare un gran numero di costosissime imprese agricole con la quasi certezza di ricavare dai capitali in esse impiegati un utile competente.

Senza trattenerci a parlare dell'uso dei concimi artificiali, delle macchine e degli strumenti altrove con vantaggio adoperati, accenneremo solo la possibilità di estendere a varie località delle nostre provincie il beneficio dell' irrigazione, per dimostrare la verità della sovra espressa sentenza.

Un canale che portasse un vasto corpo d'acqua sulle sterili pianure che da Vigevano si estendono verso il Po; un compiuto sistema d'arginamento dei principali fiumi e torrenti dello Stato sarebbero imprese che aumenterebbero d'assai i nostri prodotti agricoli, ed arricchirebbero ad un tempo coloro che vi dedicassero i loro capitali.

Dopo aver posto in chiaro quali sieno le gravi modificazioni che i miglioramenti ed i progressi dell'industria rurale possono arrecare alla legge, la quale determina principalmente il modo d'azione del terzo degli accennati elementi della produzione, le forze cioè dalla natura all'uomo gratuitamente somministrate, crediamo potere, senza paura di veder male interpretate le nostre parole, formolare questa legge con la seguente semplice e chiara proposizione:

« *L'arte agricola rimanendo stazionaria, ogni nuova quantità di lavoro impiegata alla coltura del suolo in un determinato distretto darà un prodotto lordo relativamente minore a quello che si otteneva antecedentemente*, e ciò che torna lo stesso, *il prodotto assoluto crescerà, ma non in ragione dell'aumento del lavoro* ».

Si è, appoggiato a questa legge incontrastabile, che Malthus, e assai più di lui alcuni dei suoi discepoli, stabilirono in modo assoluto la seguente desolante proposizione:

« Avere la popolazione una tendenza a crescere più rapidamente dei mezzi di sussistenza »,

Se questa proposizione fosse rigorosamente vera, se in essa la parola *tendenza* avesse ad interpretarsi, come si fece da troppi economisti, come forza fatale, irresistibile, la teoria di Malthus ci condurrebbe a pronunziare la più dolorosa delle sentenze, sentenza che distruggerebbe ogni speranza del sognato possibile

progresso dell' umanità, e condannerebbe il genere umano ad aggirarsi eternamente in un cerchio di dolori e di miserie. In allora questa profonda e feconda teoria ed il celebre suo autore meriterebbero le ingiurie e le maledizioni che da cinquant'anni scagliano contro essi con eguale acrimonia ed i retrogradi ed riformatori rivoluzionarii.

Ma, la Dio mercè, questa deduzione speciosa di una legge della natura incontrastabile è interamente erronea. Essa si fonda in parte sopra un equivoco grammaticale, in parte sopra una incompleta ed inesatta osservazione ed analisi di tutti i dati che concorrono a determinare il rapporto della popolazione coi mezzi di sussistenza; questa grande equazione da cui più che da ogni altra causa dipendono le sorti future dell'umanità.

I discepoli di Malthus, o per meglio dire gli *esageratori* delle sue dottrine nel proclamare che il genere umano era spinto da una forza fatale a moltiplicarsi più rapidamente dei mezzi di sussistenza, non hanno rettamente valutato, sia le cause che determinar possono un continuo aumento della produzione, sia il grado d'efficacia cui sono chiamate ad acquistare le forze destinate dalla Provvidenza a moderare il progresso della popolazione.

In primo luogo la produzione può essere ampliata dal migliore e più intelligente impiego delle forze fisiche ed intellettuali dell'uomo. Una brigata di robusti e ben diretti operai ricaveranno dal loro lavoro un ben altro prodotto, anche senza il sussidio di alcuna macchina, che un egual numero d'indolenti e mal condotti braccianti.

In virtù soltanto del principio della divisione del lavoro, suscettibile tuttora di ricevere infinite nuove applicazioni, si sono ottenuti i più singolari risultati; e siccome coll'aumentarsi della popolazione cresce altresì la facilità di estendere e perfezionare questa divisione del lavoro, ne consegue che le società col diventar più numerose acquistano il mezzo di accrescere l'efficacia d'uno dei principali elementi della produzione, il *lavoro*.
In secondo luogo i capitali riproduttivi crescono d'ordinario assai più rapidamente della popolazione. Questa proposizione

vien confermata dalla storia di quasi tutte le nazioni civili. Il capitale che ora in Europa ed in America coopera al gran fenomento della produzione industriale ed agricola, sta al numero degli abitanti dei due emisferi in una proporzione senza confronto maggiore di quanto il fosse nei secoli addietro.

Questo più rapido accrescimento del capitale può in parte compensare le maggiori difficoltà che incontra lo svolgimento dell'industria agricola. Infatti egli è costante che coll'impiego de'più cospicui capitali, coll'intraprendere lavori, i di cui risultati si abbiano più lungamente ad aspettare, si potranno anche, astrazione fatta da qualunque progresso nelle arti rurali, impiegare alla cultura de'terreni già produttivi nuove braccia senza che perciò debba necessariamente scemare la ragione in cui stava il lavoro alla produzione. In questo caso il profitto dei capitali diminuerà, ma i mezzi di sussistenza aumenteranno quanto la popolazione.

Debbesi in ultimo avvertire che i progressi dell'arte agricola operano di continuo per mantenere l'aumento dei mezzi di sussistenza in relazione coll'aumento della popolazione. Nè è da considerarsi questa causa benefica come di poco momento, è come destinata ad andare gradatamente scemando d'energia. Noi portiamo ferma fiducia che il contrario abbia da accadere, e che l'industria rurale sia suscettibile di indefiniti successivi notevoli miglioramenti. I fatti relativi alla rivoluzione operatasi nella coltura di molte contrade, ci dimostrano quanto una scoperta, una modificazione nel sistema degli avvicendamenti, aumentino la massa dei prodotti che ricavar si possono dalla terra. I progressi già compiti ci sono arra di nuovi e maggiori progressi. Solo da alcuni anni si è dato principio allo studio serio delle scienze ausiliari dell'agronomia; ma questo studio è tuttora nell'infanzia. Dall'applicazione però della chimica vegetale si sono già ricavati notevoli vantaggi; ma nulla ancora si è fatto per utilizzare le forze elettriche che trovansi sparse con tanta copia nella natura, e che paiono avere sì larga parte nei fenomeni fisiologici. Chi ardirebbe assegnar un limite al sussidio

che l'agricoltura potrà ottenere da queste forze misteriose? Dopo la miracolosa invenzione del telegrafo magnetico, è lecito sperare che la scienza giungerà a scoprire il mezzo di valersene per accrescere immensamente la potenza produttrice della terra.

Questi riflessi intorno alle cause che influir possono sulla produzione bastano a stabilire quanto sia erronea l'opinione di coloro che dichiarono non potersi sperare di vedere, nel procedere dei secoli, i mezzi di sussistenza crescere con uguale rapidità della popolazione.

Ma quand' anche avessimo esagerata la potenza di queste cause, non perciò sarebbe assolutamente vera la desolante sentenza degli esageratori di Malthus.

Noi abbiamo già accennato e provato che se un istinto naturale spingeva la specie umana a moltiplicare rapidamente, gli effetti di questo istinto erano contrastati da ostacoli e forze contrarie in continua operazione. Queste, come pure già avvertimmo, sono di due specie: forze morali che prevengono l'aumento della popolazione: forze fisiche che lo distruggono in parte — ostacoli preventivi, ed ostacoli repressivi. —

Tralasciando per ora di occuparci di queste ultime forze destinate a ristabilire l'equilibrio fra la popolazione ed i mezzi di sussistenza coll'accrescere la funesta influenza delle privazioni e della miseria sulla vita dell' uomo, ci restringeremo ad esaminare se l'azione delle forze preventive non basti da sè per rendere erronea la fatale sentenza dei meno illuminati fra i discepoli di Malthus.

La forza preventiva che si oppone al progresso della popolazione, non consiste in altro che in quelle abitudini di prudenza, che tendono a rendere i matrimonii men precoci, a diminuirne il numero, e farli men fecondi. Queste abitudini esercitano sulle diverse nazioni una ben diversa influenza. Quasi nulla nelle contrade poco civilizzate, o nei paesi in cui le terre incolte e fertili abbondano; essa cresce di efficacia nelle antiche società, in proporzione della diffusione dei lumi e della civiltà. Se si ricerca quale sia in queste società la principale causa che determina

l'energia della forza preventiva, si troverà che e
quasi interamente dalla condizione fisica e morale
le più numerose, le classi faticanti.

Le abitudini di previdenza, gli istinti di prudenz
gravi privazioni, non si possono nè esigere nè spe
vidui ridotti in sì bassa condizione, da non pot
vederla peggiorare. Il bracciante che non ritrae d
che lo strettissimo necessario per campare la vita
ragione di sorta per privarsi dell'unica consolazi
sia dato di partecipare del pari cogli esseri più f
sorte, i piaceri del matrimonio. Non gli darà fasti
sua prole, giacchè ei pensa che a peggio andare e
più misera ch'esso nol sia. Egli quindi prenderà
che trovi una donna che voglia associare la propria
sua e procreerà quanti più figliuoli potrà.

Non è così per quelle classi della società che da
o da altre sorgenti di reddito traggono i mezzi di
oltre lo stretto necessario, anche qualche comod
agiatezza. In queste classi le abitudini di previden
ranno largamente, la voce della prudenza eserci
debole impero.

L'uomo che guadagna o può disporre di una m
dotti maggiori di quanto è strettamente necessa
sussistenza, ha un mezzo certo di migliorare la su
e d'innalzarsi nella sfera sociale; basta per ciò ch'e
dal consumare tutto il suo reddito e ch'egli si pr
sparmio un piccolo capitale, od aumenti quello d
possessore.

Ora il desiderio di migliorare la propria condizi
i gradini dell'ordine sociale, essendo uno dei più p
del cuore umano, esso esercita una grande influenz
che hanno il mezzo di soddisfarlo. E siccome l'ec
risparmio riescono assai più facili e soventi solo p
peraio scapolo, così esso sarà ridotto a ritardare
suo matrimonio finchè sia giunto ad accumulare

capitale; e con questi ritardi accadrà spesso ch'egli lasci sfuggire quel breve periodo della vita, durante il quale possono realizzarsi, con fondate speranze di successo, que' sogni di domestica felicità che la massima parte degli uomini concepiscono nella loro gioventù.

Sugli animi i più timidi il timore di peggiorare di condizione, di perdere il rango sociale acquistato, produce analoghi effetti a quelli sovra indicati.

Crediamo quindi poter stabilire come verità economica incontrastabile: « non produrre effetto le abitudini di prudenza « se non su coloro che non sono ridotti allo stretto necessario: « e per ciò operare l'ostacolo preventivo con più o meno efficacia nelle varie società, in ragione della condizione più o « meno agiata delle classi più numerose ».

L'analisi dei dati statistici raccolti in tutti i paesi europei, pienamente conferma questa grande verità.

Se la popolazione indigena di Ginevra è quella sulla quale opera con maggiore energia l'ostacolo preventivo, si è perchè essa è una delle più agiate d'Europa. I capitalisti in essa abbondano e gli operai essendo addetti a delle industrie le quali richieggono un lavoro intelligente, e perciò largamente retribuito, hanno più che in altri paesi i mezzi e quindi il desiderio di migliorare la propria condizione.

Ai medesimi risultati si giunge analizzando i dati statistici relativi al movimento della popolazione con tanta cura da alcuni anni raccolti nella Gran Bretagna. Da questi appare, che le classi della società sulle quali l'azione dell'ostacolo preventivo è minore, in cui si contano i matrimoni i più precoci ed i più fecondi, sono appunto quelle che trovansi ridotte in peggiori condizioni.

Così i matrimoni e le nascite sono relativamente alla popolazione totale più numerosi fra gli operai irlandesi, che fra i braccianti inglesi. Lo stesso si verifica pei tessitori a mano (hand loom weawers), la di cui industria è di giorno in giorno meno retribuita, in confronto coi filanti il cotone che ricevono una mercede tre volte maggiore.

2

Non v'è dubbio, che oltre l'accennata causa altre ve ne sono che influiscono sull'intensità della forza preventiva. E così a cagion d'esempio le varie credenze religiose, le opinioni popolari, la coltura intellettuale, il modo con cui la proprietà territoriale è ripartita, alcune istituzioni politiche ed economiche, la coscrizione, le casse di risparmio, sono altrettante cause che tendono ad aumentare o diminuire il numero e la fecondità dei matrimoni. Ma ciò nullameno non crediamo, che anche nel loro complesso l'azione di tutte queste forze sia paragonabile alla sola influenza esercitata dalla condizione economica delle classi più numerose; epperciò doversi ritenere per vera la sentenza sovra enunciata.

Ciò stabilito, ne consegue che ogni progresso economico, che si estenda a tutte le classi della società, tende ad accrescere l'efficacia delle forze morali, dirette a mantenere l'equilibrio tra l'accrescimento della popolazione, e quello dei mezzi di sussistenza.

Certamente, se mentre cresce l'agiatezza delle classi faticanti, le loro abitudini morali peggiorassero, se scemasse in esse lo spirito d'antiveggenza, e gli istinti di prudenza, in allora l'ostacolo preventivo perderebbe della sua efficacia, e la condizione delle masse popolari sarebbe tosto ridotta alle antiche strettezze; così accade pur troppo soventi volte, quando in uno speciale genere d'industria, in seguito a qualche favorevole circostanza, i salari sono di repente molto aumentati. Ma quando il progresso economico si estende a tutte le classi dei salariati, quando ad esso corrisponda un miglioramento intellettuale e morale, in allora si può con certezza affermare, non essere da temere un soverchio aumento della popolazione.

A conferma di questa proposizione invocheremo un'ultima volta l'esempio dell'Inghilterra, ove più che altrove chiaramente si manifestano le leggi che regolano lo svolgimento economico dell'umanità.

Da cinquant'anni in Inghilterra le condizioni delle classi operanti, considerate nel loro complesso, hanno migliorato d'assai,

come risulta incontrastabilmente dal notevole accrescimento della vita media. E siccome contemporaneamente l'educazione popolare ha fatto lenti, ma continui progressi; così l'efficacia dell'ostacolo preventivo si è fatta maggiore. Di questo importantissimo miglioramento fanno fede gli annui registri delle nascite e dei matrimonii, ed i sunti statistici ogni anno pubblicati dai commissarii stabiliti già da quindici anni per sovraintendere alla compilazione dei registri dello stato civile.

Questi rapidi ragionamenti, all'appoggio dei quali potremmo ancora addurre un'infinità di fatti non contrastabili, bastano a dimostrare quanto sia erronea la fatale conclusione che alcuni vogliono trarre dalla teoria di Malthus, proclamando : — essere la popolazione spinta da una forza irresistibile ad accrescersi più rapidamente dei mezzi di sussistenza.

Ma abbiamo già avvertito che se alcuni scrittori giunsero a questa desolante conclusione per difetto di sana logica, altri furono condotti ad accogliere senza esame una massima dalla quale, mercè un equivoco grammaticale, si dedussero analoghe conseguenze.

Quest'equivoco fu per la prima volta posto in piena luce da uno dei più acuti economisti moderni, il dottore Whately, arcivescovo di Dublino, colle seguenti sagaci osservazioni.

Malthus asseverò avere la popolazione una tendenza a moltiplicarsi più rapidamente dei mezzi di sussistenza. — Ora la parola *tendenza* può ricevere due diversi significati. Può essere considerata, come indicante una forza, la quale non incontrando ostacoli, conduca a un dato risultato. In questo senso si può dire che la terra, od ogni altro corpo, che si aggira attorno un centro che lo attrae, ha una tendenza a sfuggire dalla sua orbita per via della tangente; si può dir pure che l'uomo ha una *tendenza* a cadere prostrato al suolo, poichè la forza di gravità se non venisse contrastata dalle forze muscolari, non lo lascierebbe rimanere a lungo in piedi.

Ma la parola *tendenza* può anche significare un fatto probabile in dipendenza di un certo stato di cose : si dice esservi

una tendenza a tale o tal altro risultato, quando questo risultato riesce quasi inevitabile. E così si può dire avere la terra una *tendenza* a rimanere nell'orbita che essa percorre da secoli.

Quindi noi riputiamo assolutamente esatta ed incontrovertibile la sentenza Malthusiana, se la parola *tendenza*, che in essa si trova, si interpreta nel primo degli accennati modi; assurda ed erronea, se ad essa si attribuisce il secondo significato.

La storia dei secoli passati, lo studio delle condizioni economiche della società presente ci dimostrano del pari che, se vi esiste una forza potente che spinge l'umanità a crescere in numero, questa viene contrastata da altre forze che ne moderano l'efficacia, e fanno sì che in definitiva la popolazione ha cresciuto e continuerà probabilmente a crescere meno rapidamente dei mezzi di sussistenza.

Ecco la sentenza finale alla quale ci conduce la teoria di Malthus, e da cui si possono dedurre un'infinità di conseguenze pratiche della massima importanza. Noi saremmo vogliosi di andarle discutendo al cospetto del pubblico, ma ci toglie il coraggio di farlo il timore di aver di già soverchiamente abusato della pazienza dei nostri lettori, trattando argomenti prettamente scientifici in un foglio consacrato alla polemica politica ed alla ricerca delle notizie quotidiane.



DELLA QUESTIONE

RELATIVA ALLA LEGISLAZIONE INGLESE

SUL COMMERCIO DEI CEREALI.

L'economia politica è considerata ai dì nostri come uno dei rami principali delle scienze sociali. Ad essa sono consacrate delle cattedre nelle più celebri università; essa viene professata in tutti i grandi centri d'istruzione e di lumi. Grazie alle profonde investigazioni di Adamo Smith, alle ingegnose dimostrazioni di Say, alle dotte e rigorose analisi dei signori Senior e Rossi; grazie anche agli sforzi di una quantità di altri distinti soggetti, i fenomeni occasionati dalla produzione, dalla distribuzione e dalla consumazione delle ricchezze sono stati riuniti ed ordinati in un modo scientifico, nel tempo stesso che le leggi, le quali nel nostro ordine sociale ne regolano i rapporti, erano rigorosamente riconosciute. La spiegazione di questi fenomeni, dopo aver data per lungo tempo origine a sistemi speciosi, e ad ingegnose ipotesi, è divenuta l'oggetto di una scienza non meno positiva, non meno certa che la maggior parte delle scienze fisiche, e molto meno dubbia che quasi tutte quelle, le quali si occupano di fatti puramente morali. Ad onta di alcune dissidenze apparenti e di controversie sovente ripetute sopra punti secondarii, può dirsi che le basi della scienza economica sono

definitivamente stabilite, e che i suoi principali sviluppi applicabili alla organizzazione sociale attuale sono sufficientemente determinati. In Germania come in Inghilterra, in Italia come in Francia, nella Spagna, non meno che nell'America, trovansi ad una certa elevatezza intellettuale le medesime dottrine, le medesime credenze economiche.

Non è però da dirsi che l'economia politica raccolga nel mondo intellettuale unanimi suffragi. Essa ha incontrato ed incontra giornalmente molti ed ardenti contraddittori. Ma sebbene questi contino fra loro alti talenti e potenti scrittori, e sebbene essi sieno riusciti a scuotere la confidenza del pubblico in generale nell'edifizio scientifico fondato da Adamo Smith, non sono mai riusciti ad innalzare teorie solide abbastanza, per sopravvivere alle circostanze passeggiere alle quali avevano dovuto la loro nascita. Nessuno di loro ha fatta una scuola. Il più celebre di questi scrittori dissidenti, lo stesso sig. De Sismondi non ha lasciato tracce durevoli nel campo della economia politica. Le sue opere in cui trovansi le qualità brillanti del suo spirito, quantunque ispirate dai più generosi sentimenti e da una ben sentita simpatia per la causa dell'umanità, non hanno scossa l'autorità scientifica delle teorie di Smith e di Riccardo, di Malthus e di Say. A dispetto di attacchi così violenti le teorie di questi scrittori hanno ricevuto, non è molto, un'ultima consacrazione dalle lezioni del signor Rossi al collegio di Francia. Dopo averlo udito esporre con un talento così sublime, può dirsi che il loro impero è oramai assicurato, se non sul pubblico, almeno nelle elevate regioni dell'insegnamento.

Il signor De Sismondi fondando i suoi attacchi sopra fatti che non hanno niente da fare colla economia politica, ha imputato a questa scienza delitti, dei quali essa era del tutto innocente e l'ha resa risponsale di molti guai e miserie, che ben lungi dall'essere conseguenza delle massime che ella insegna, erano piuttosto il risultato di sistemi che ella biasima energicamente. Egli ha voluto organizzare il lavoro, ha creduto di potere coi soli sforzi di una immaginazione entusiasta, compier l'opera

ell'avvenire. Ei non è riuscito. Le sue opere piene di pitture nimate, di descrizioni patetiche, di analisi ingegnose e fine, non contengono veruna idea nuova di cui sia possibile l'applicazione.

Varii autori seguendo le medesime vie del signor De Sismondi anno tentato di dedurre dai suoi principii delle conseguenze ratiche; ma invece di riuscire a fondare una nuova scienza opra basi più larghe e più elevate, non hanno fatto che dare fogo a sentimenti onorevoli in violenti declamazioni che non eggono ad una severa analisi.

Così dunque mentre riconosciamo l'esistenza di alcune voci issidenti, crediamo poter affermare che i principii fondamenali della scienza economica, sono definitivamente stabiliti e eneralmente adottati da tutte le scuole. Uno spiritoso e dotto rofessore, il signor Michele Chevalier, ha lasciato trasportare n alcuna delle sue lezioni la pretesa di costituire una scuola rancese, come una specie di rivale alla scuola inglese. Ma niente di quello che ha pubblicato, nè di quello che gli abbiamo udito professare, ci autorizza a credere che egli sia nel punto di spiegare i fenomeni della produzione e della distribuzione delle ricchezze con altre leggi che quelle stabilite da Smith, Malthus e Riccardo. Noi crediamo solamente che riconoscendo però il valore attuale delle sue leggi, ei non le giudichi vaste abbastanza per abbracciare tutti gli sviluppi che il tempo può operare nella organizzazione sociale. Uomo essenzialmente di avvenire e di progresso, ei cerca di far camminare la scienza nella via feconda della pratica e delle applicazioni per le quali la sua mente ingegnosa ha delle così felici disposizioni.

Ma se i principii scientifici dell'economia politica hanno acquistato una sempre crescente importanza, l'influenza pratica di questa scienza non è aumentata in proporzione. All'incontro, non giudicando se non da ciò che avviene sulla superficie della società e secondo gli atti della maggior parte dei governi, saremmo tentati di concludere, che a misura che questa scienza consolidava il suo impero nel mondo intellettuale, essa andava

perdendo del terreno nella pratica. Doloroso contrasto il vedere le nazioni battere una strada opposta a quella che viene loro indicata dalle sommità intellettuali!

Non è già che noi pretendiamo che l'economia politica possa o debba aspirare a regolare definitivamente i movimenti del mondo positivo. I principii che essa proclama, i fatti che essa conferma, le verità che essa mette in luce, sono elementi necessari di tutti i problemi che presenta l'ordine sociale, ma non sono nè i soli, nè i più importanti; ve ne sono di un ordine infinitamente superiore, i quali, più che essi, devono contribuire alla ricercata soluzione. L'economia politica, in quanto è scienza, si occupa esclusivamente della produzione delle ricchezze e del meccanismo della loro distribuzione. Ora la ricchezza non è il solo scopo che l'umanità riunita in società debba cercare, non è il solo movente delle nazioni, e la cura per ottenerla non costituisce la missione speciale dei loro governi. L'uomo ha costituito la società non solamente per soddisfare ai suoi bisogni materiali, per aumentare la massa dei suoi godimenti mediante l'accumulazione dei prodotti dell'industria, ma soprattutto, a fine di poter sviluppare e perfezionare le sue facoltà morali ed intellettuali. L'economia politica non deve dunque pretendere di esercitare un dominio assoluto nel mondo. Essa non deve occupare che il secondo posto, e non essere in certo modo che la sorella cadetta delle scienze e delle arti, che determinano le leggi dell'intelligenza e dello sviluppo morale delle nazioni.

Il non avere riconosciuta questa verità, l'avere assegnato alla economia politica una missione che non le appartiene, sono il motivo per cui tanti autori sono caduti in gravi errori, e si sono imputati alla scienza falli dei quali essa era del tutto innocente.

Per quanto possa essere necessario il mantenere l'economia politica entro i limiti della sua importanza reale; non bisogna per questo dar meno peso all'influenza ch'essa è chiamata ad esercitare nel mondo politico. Dai principii stabiliti da lei sopra una base incontrastabile deriva una quantità di conseguenze

pratiche, l'applicazione delle quali ben lungi dal contrariare le leggi delle altre scienze sociali si armonizza con esse compiutamente. In questo caso, le prescrizioni della scienza non potendo essere combattute, se non con considerazioni di un ordine economico, dovrebbero incontrare una debole opposizione ed essere sollecitamente accolte dal pubblico illuminato. Ma non è così. Precisamente nelle questioni straniere alla morale ed alla politica, l'economia politica è stata combattuta col maggior accanimento e con più successo presso un certo pubblico, ed il suo insegnamento è rimasto il più sterile. Questo fatto che sembra così straordinario si è riprodotto in tutti i paesi ed anche in Inghilterra. Le dottrine di Adamo Smith e di Riccardo sono state per ben lungo tempo impotenti a detronizzare un sistema mercantile più esagerato, più assurdo di quello che domina in Francia, ed in oggi ancora, il loro trionfo è lungi dall'essere completo nella patria di questi maestri della scienza.

Gli avversari della scuola inglese si sono fatti un' arme del poco credito di cui gli economisti hanno goduto presso degli uomini di Stato della Gran Bretagna per combattere la loro teoria. Il signor De Villeneuve, il più accanito fra essi, cita con una singolare compiacenza (1) un'opera pubblicata nel 1822 per ordine del governo inglese, nella quale i principii di Smith sono colpiti di un'assoluta riprovazione. Prende le mosse di là per stabilire che gli economisti sono visionari, utopisti senza nessuna influenza sul mondo reale. Sebbene tutti gli uomini di Stato che hanno succeduto a quelli del 1822 abbiano fatta una riparazione alla economia politica per le ingiurie dei loro predecessori, l'argomento avrebbe un qualche valore, se, in tutto il rimanente della sua opera, l'autore non cessasse d'imputare a Smith ed a Riccardo tutti i mali, tutte le miserie che affliggono la società inglese. Questa singolare contraddizione, che può rimproverarsi al signor De Sismondi non meno che al signor De Villeneuve, basta per far vedere fino a qual punto

(1) *Économie politique chrétienne*. Introduzione, pag. 20.

lo spirito di sistema e le passioni, anche le più generose, possano offuscare l'intelligenza degli scrittori più distinti.

Questa opposizione della scienza e della pratica è notabile in tutte le questioni che si riferiscono alle relazioni economiche internazionali. Non v'ha parte alcuna dell'edifizio scientifico innalzato da Adamo Smith che riposi sopra basi più solide, più rigorosamente logiche, che la teoria della libertà del commercio. Infatti ella non ha mai dato luogo ad alcuna controversia, nè eccitata la minima dissidenza fra i suoi discepoli. Tutti all'incontro si sono sforzati di riunire in suo favore nuovi argomenti, nuove dimostrazioni, e sono riusciti a togliere ai suoi avversari ogni autorità scientifica (1). Ma mentre che questo principio è divenuto onnipotente nel mondo intellettuale, il suo valore è impugnato da un gran numero d'uomini pratici. Ben lungi dall'estendersi la sua riputazione, esso è quasi dappertutto costretto a battersi in ritirata, ed a cedere del terreno alle esigenze sempre crescenti delle classi delle quali contraria gli interessi egoisti.

La storia di questa lotta dell'empirismo contro la scienza, è feconda d'insegnamenti istruttivi. Studiando attentamente le sue diverse fasi, si riuscirebbe a spargere una viva luce sull'andamento e sullo sviluppo delle idee nuove nella società moderna. Sarebbe altrettanto curioso quanto utile il verificare l'influenza delle verità teoriche sul mondo reale, e la portata che possono avere i tentativi reazionari dei pregiudizi contro i principii della scienza. Questo lavoro è superiore alle nostre forze, senza

(1) Le dottrine proibitive hanno ripreso qualche favore in Germania sotto l'influenza degli interessi e dei sentimenti, che l'unione doganale, effettuata sotto gli auspici della Prussia, ha sviluppati. Una scuola numerosa si professa apertamente. I suoi principii sono esposti nell'opera intitolata: « Del sistema nazionale di economia politica » del dott. List, e difesi continuamente nel giornale *Zollvereinblatt*, giornale che lo stesso autore pubblica a Stuttgard. Noi non abbiamo studiato abbastanza le opere di questo autore per arrischiare un giudizio definitivo sul merito di questa nuova scuola, ma crediamo di poter osservare che ... dopo avvenimenti economici, i quali hanno eccitato al più alto grado l'entusiasmo della nazione tedesca, non sarebbe da maravigliarsi, se essa fosse dominata da un sentimento eccessivo di nazionalità, più che dall'amore disinteressato della verità scientifica.

esumere di intraprenderlo faremo osservare che le cose, su
esto particolare, vanno ben diversamente nei paesi nei quali
zione del governo è concentrata fra un piccolo numero di
mi, ed in quelli nei quali l'opinione pubblica esercita una
luenza diretta sulla confezione delle leggi. Nei primi veggonsi
rente i principii della scienza adottati con favore da un prin-
e illuminato, o da un uomo di Stato distinto; allora essi
onfano completamente, almeno per qualche tempo, dello
irito di abitudine dei pregiudizi popolari. Negli altri all'in-
ntro si vedono continuamente le dottrine economiche accolte
principio con favore, come una innovazione progressiva; ma
seguito non tardano a sorgere contro di loro una coalizione
midabile composta di opinioni erronee e d'interessi offesi
ntro la quale è per esse impossibile il lottare con vantaggio.
Questa osservazione ci conduce a riconoscere, che, prendendo
tto insieme, le vere dottrine economiche incontrano, alla
o prima introduzione, meno ostacoli nei paesi nei quali
pinione pubblica non ha molto potere. In ciò non v'ha niente
e debba sorprenderci. In fatti la superiorità del sistema libe-
le in materia di commercio non è una di quelle verità che
lpiscono a prima vista. Per stabilirlo è necessario prendere
considerazione non solo i suoi effetti immediati, ma le con-
guenze indirette, che ne risultano per economia generale della
zione, il che suppone un certo sviluppo intellettuale che è
ro trovare nelle masse, anche quando esse sono composte di
rsone che hanno ricevuto i primi elementi dell'istruzione. In
ambio i vantaggi parziali del sistema proibitivo sono facili
comprendersi; essi traduconsi in fatti apparenti, alla portata
ciascuno. Deriva da questo contrasto, che presso una nazione
co abituata alle idee scientifiche, l'ultimo sistema conterrà
molto maggior numero di partigiani che non ne conterrà il
tema opposto, l'opinione così traviata trovandosi in maggio-
nza, farà la legge. In un governo assoluto, vi è una probabilità
rchè il principe o gli uomini di Stato che lo circondano ap-
rtengano alla minorità intellettuale, che ha fede nella scienza.

Allora la pratica è messa in armonia colla teoria. In un paese governato da assemblee popolari, non bisogna sperare che la ragione trionfi alla prima degli interessi particolari, sostenuti da sistemi erronei, ma la falsità dei quali non può essere dimostrata se non con qualche difficoltà.

Quello che avviene in Francia, agli Stati-Uniti, in Germania conferma quanto abbiamo ora asserito. Dappertutto in questi paesi, le masse ignoranti sono quelle che impongono al fiore della società un sistema economico-pernicioso. Bisognerà egli ora concludere da ciò, con certi umori malinconici, che la causa della libertà commerciale è perduta per sempre nei paesi, nei quali il poter legislativo è dominato dalla voce popolare? Questo sarebbe un grand'errore: l'esempio dell'Inghilterra basterebbe per provarlo. Ma indipendentemente dall'argomento irresistibile, che può dedursi da quello che accade già da cinquant'anni in quel paese, sarebbe conoscer male il potere della verità nelle società moderne, il proclamare il regno eterno di un falso principio. La verità, una volta ch'ella sia posta in luce, esercita sulle intelligenze una influenza lenta, ma invincibile. Lo studio di tutte le grandi scoperte, di tutti i progressi notabili dei popoli inciviliti, prova ad evidenza. che ogniqualvolta una idea nuova è stata rigorosamente dimostrata, quando essa è stata accettata dalla vanguardia intellettuale della società, essa estende gradatamente il suo impero in virtù di una forza provvidenziale che è impossibile di negare sebbene le sue leggi sfuggano alla nostra percezione. Si opera per così dire una infiltrazione insensibile, ma continua a traverso degli strati intellettuali del paese, e così la luce si propaga fino alla base dell'edifizio sociale.

Questo progredire della verità è lento; spesso per riconoscerla sarebbe necessario un microscopio morale; ma non per questo, essa è meno certa. Ci sono voluti dei secoli e dei lavori immensi per distruggere l'autorità dell'astrologia giudiziaria, della quale si trovano ancora molte tracce nella maggior parte degli almanacchi popolari; deve egli recare meraviglia

che dopo sessant'anni le dottrine di Adamo Smith non abbiano ancora trionfato degli errori del sistema mercantile? Ma nel modo stesso che l'astronomia ha seguito nel medio evo, e dopo il rinascimento (detto dai francesi *la renaissance*), una lunga carriera di sviluppo, l'economia politica nei tempi moderni non ha cessato un solo momento di acquistare nuove forze. Per impugnare questa verità, vano sarebbe l'opporci i molti successi ottenuti dai proibizionisti. Esaminando attentamente le cause alle quali questi successi sono da attribuirsi, si riconoscerà che la forza apparente del partito proibitivo non è dovuta ad un aumento del numero dei suoi aderenti, ma agli sforzi disperati degli interessi minacciati dai principii della libertà commerciale ed alla inerzia delle masse naturalmente inclinate a dichiararsi in favore del partito più clamoroso. Vi sono ora meno veri partigiani del sistema protettore che in verun'altra epoca della storia; ma l'urto dei principii e dei pregiudizii ha fatto scaturire in grandi masse una quantità di sentimenti favorevoli al regime proibitivo, e che fino allora erano rimasti lucenti; vi vorrà lungo tempo prima che l'azione della ragione e del tempo giunga a dissiparli.

Le differenti fasi della lotta che abbiamo indicata, fra le verità teoriche e gli interessi che sono da queste contrariate, stanno sempre sotto l'influenza degli avvenimenti del mondo politico. Questo è vero sopratutto per i piincipii economici che toccano quasi tutte le classi della società; infatti l'applicazione loro è per lo più subordinata a cause totalmente straniere ai problemi della produzione e della consumazione delle ricchezze.

Così le dottrine commerciali di Adamo Smith erano appena penetrate nel continente, ed erano conosciute soltanto da alcuni uomini imminenti, quando le guerre della rivoluzione vennero ad opporre un ostacolo invincibile alla loro applicazione, e ad impedirne la diffusione fra il pubblico illuminato. L'impero fu anche loro più sfavorevole; il commercio straniero, sottoposto agli effetti perturbatori di una guerra universale, venner colpiti in tutte le maniere possibili, per effetto della

indomabile passione che dominò l'ultimo periodo della carriera dell'imperatore, e che più di una volta offuscò la sua possente intelligenza. Questa passione era l'odio dell'Inghilterra. Trascinato da lei egli fu condotto a violare successivamente tutti i precetti della economia politica e del buon senso. Per riuscire ad abbattere la sua potente rivale, sacrificò l'uno dopo l'altro, gl'interessi di tutti i popoli del continente. Credette di aver trovato un'arme irresistibile nel blocco continentale, e non trovò più riposo, finchè non lo avesse esteso da una all'altra estremità dell'Europa.

Ma non è dato al genio, per immenso che ci sia, quali sieno le risorse delle quali dispone, il far violenza oltre un certo punto alle leggi che reggono il mondo morale. Napoleone per riuscire avrebbe dovuto chiudere all'Inghilterra il mondo intiero: questa idea non valse ad arrestarlo. Dopo avere imposto il giogo della sua tirannia commerciale a due terzi dell'Europa, volle sottomettervi ciò che ancor ne rimaneva al nord ed al mezzodì. Allora fu quando egli incontrò degli ostacoli insuperabili, contro i quali il suo potere quasi sovrumano andò a spezzarsi. Lavorando alla rovina economica dell'Inghilterra ei corse alla sua. Cadde, meno in conseguenza di certi accidenti disastrosi, che per la reazione degli interessi materiali che aveva così violentemente oppressi. Gli errori economici dell'imperatore, ardisco dirlo, gli sono stati più fatali, che non fossergli quegli che gli fece commettere il suo delirio ambizioso. I famosi decreti di Berlino e di Milano sono stati i suoi primi passi sulla via che lo condusse a Sant'Elena.

La caduta dell'impero non recò alcun profitto all'economia politica. Troppe cause diverse contribuirono a produrre quella gran catastrofe, perchè la massa potesse distinguervi la parte che era giusto attribuire alle false teorie commerciali dell'imperatore. La lezione andò perduta, salvo forse per un piccolo numero di osservatori intelligenti e posati, senza influenza alle epoche dei grandi sconvolgimenti politici.

La ristaurazione ereditò una gran parte delle dottrine eco-

nomiche dell'impero. Napoleone le aveva fatte penetrare in tutte le parti della sua onnipossente amministrazione, la di cui organizzazione sopravvisse alla sua caduta. Il sistema protettore si trasmise negli ufficii come una tradizione sacra: esso vi domina tuttora: nella burocrazia si trovano i suoi addetti più ardenti, sono essi quelli che hanno il più contribuito a conservarlo nella sua integrità. È giusto d'altronde il riconoscere che i molti interessi creati dalla guerra e dal sistema continentale avevano diritto ad essere protetti contro la rovina di cui erano minacciati dalla concorrenza straniera. Nel 1814 le loro doglianze ed i loro riclami erano legittimi. Era pure ragionevole ed equo il far succedere al blocco imperiale un sistema protettore moderato; sgraziatamente si andò più là ed il sistema proibitivo fu quello che si adottò.

Sembra però che la pace, avendo fatto nascere delle numerose comunicazioni, e dei frequenti rapporti fra i popoli separati per così lungo tempo da una guerra a morte, avrebbe dovuto venire in aiuto agli uomini della scienza, nel loro lavoro per distruggere gli errori economici dell'impero. Ma così non fu. Le esigenze della politica e varie altre cause contrariarono i progressi delle sane dottrine anzi che favorirle.

Bisogna porre qui in prima linea gli esempi che l'Inghilterra dava allora al mondo. Dopo i venticinque anni di separazione assoluta, il pubblico illuminato del continente volse, su quanto avveniva in quel paese, uno sguardo investigatore e curioso. Grande fu il suo stupore, quando vide che ad onta degli inauditi sacrifizii, quel popolo di cui l'imperatore da brevissimo tempo non cessava di annunziare la rovina, offriva uno spettacolo di prosperità e di ricchezza senza esempio nella storia. L'effetto che ne risultò sopra tutti i pubblicisti e sugli uomini di Stato di quel tempo fu considerabile. La maggior parte delle opere finanziarie ed economiche che uscirono alla luce dal 1814 al 1820 ne fanno fede. Fra le più rimarchevoli ci basterà citare ad appoggio della nostra asserzione il libro del signor M. de la Borde sullo spirito di associazione, ed il grande e bel

lavoro del signor Carlo Dupin sulle forze produttive della Gran Bretagna.

È dunque naturale il credere, che cercando di spiegarsi la meravigliosa prosperità dell'Inghilterra, si faccia ogni sforzo per ritrarne delle lezioni e dei precetti. Quelli che si dedicarono ad un tale lavoro dovettero bentosto riconoscere, che il sistema economico di quel paese, era in contraddizione diretta colle massime dei suoi economisti, e che in nessun luogo le teorie di Smith non avevano meno credito che nei legislatori di Westminster. S'inclinò dunque naturalmente a concludere, che la ricchezza dell'Inghilterra era effetto della persistenza, colla quale vi si era applicato ed esteso il sistema proibitivo a tutti i rami della produzione. In fatti questo sistema era arrivato nel 1815 al più alto grado di sviluppo. Il famoso atto di navigazione assicurava il monopolio dei trasporti alla marina nazionale; l'industria manifatturiera era protetta da una tariffa sovente inutile ma sempre esecutiva. L'agricoltura prosperava assicurata dai diritti enormi che colpivano quasi tutte le materie alimentari straniere; le colonie finalmente gioivano senza che altri vi partecipasse del diritto di vendere sui mercati della metropoli. Dei progressi incontrastabili coincidevano coll'esistenza del regime proibitivo; se ne deduceva la conseguenza che questi due fatti erano fra loro nella relazione di causa ed effetto. Si trascurò di esaminare se questa prosperità meravigliosa non poteva derivare da causa totalmente indipendente dal regime delle dogane; non si tenne nessun conto dell'influenza di due secoli di pace interna, dei beneficii di una legislazione protettrice, del lavoro e della proprietà; dell'ammirabile posizione geografica del paese, delle sue vie di comunicazione così perfette, relativamente a quelle di tutti gli altri paesi; delle risorse straordinarie che il suo suolo così ricco di miniere di ferro e di carbone somministra all'industria; dello spirito d'intrapresa dei suoi abitanti e della loro singolare attitudine ai lavori meccanici. Poca attenzione si diede a questo concorso straordinario di circostanze che aveva contribuito al progresso

la ricchezza dell'Inghilterra, e si persistette a non vedervi che argomento irresistibile in favore del regime protettore, ed condanna assoluta dei principii di Adamo Smith e della scuola, sulla libertà commerciale.

n presenza di fatti che sembravano dar lor una formale entita. quale autorità le teorie degli economisti inglesi poteo elleno acquistare sul continente? In fatti esse rimasero za nessuna influenza reale, quantunque avessero trovato in B. Say un interprete dotato del dono prezioso di rendere re e facilmente intelligibili le idee le più astratte.

li avvenimenti che si succedettero in Inghilterra nei prianni della pace non contribuirono niente di più a popolacare l'economia politica. Ognuno si ricorda, che una crisi ustriale senza esempio nel passato, manifestossi allora nella n Bretagna. Quella crisi era prodotta, come tutti posteriornte lo hanno riconosciuto, da una serie di cattivi ricolti, e la persistenza del patimento ad escludere dai mercati interni derrate alimentarie e coloniali straniere, unici prodotti col zzo dei quali un gran numero di nazioni potessero comprare rodotti delle manifatture inglesi. Durante un certo tempo, le ssi lavoratrici furono in preda a crudeli patimenti. La pit ra della loro miseria esagerata anche dalle passioni politiche lalle gelosie nazionali commosse profondamente tutte le ani e sensibili dell'Europa. Si innalzò un grido generale di imobazioni contro un paese, in cui potevano esistere così grandi iserie accanto ad inaudite ricchezze. Sarebbe stato ben ragiovole il dedurre da questo fatto delle conseguenze contro il gime economico che il parlamento manteneva con tanto rigo. Le cose andarono ben altrimenti. La maggior parte degli rittori che trattarono allora questa grave questione, coscendo molto più le opere degli economisti inglesi che il tema del governo, credettero dovere attribuire alle massime la scuola di Smith tutti i mali da cui erano afflitte le classi oratrici. Si videro allora degli uomini di gran talento animati uno zelo più generoso che illuminato, rimproverar amaramente

a Smith ed ai suoi discepoli le conseguenze disastrose di sistema che avevano combattuto durante tutta la loro v Ne risultò che l'economia politica, dopo aver sofferto il disp zo degli uomini di pratica, perchè il governo inglese av ricusato di seguire i suoi consigli, fu proscritta da tutti gli tori delle sedicenti scuole organizzatrici e sociali, come ca unica della miseria degli operai inglesi.

Tristo destino delle severe verità scientifiche! Attaccat vicenda dagli spiriti servili della abitudine e dalle immag zioni esaltate si finisce ad imputar loro gli errori degli uni aberrazioni degli altri. Questo concerto di accuse, che qu tunque contraddittorie si fortificavano invece di distrugg ritardò per lungo tempo il corso della loro influenza pro denziale.

Ma il governo inglese non agì sfavorevolmente sull'a mento delle sane dottrine economiche somministrando a argomenti ai difensori del sistema proibitivo e dei tem ardenti declamazioni ai dottori delle scuole dissidenti; il sistema ebbe degli effetti più diretti e più immediati. Qua la pace venne a ristabilire le relazioni per così lungo te interrotte fra l'Inghilterra ed il continente, questo paese libero di adottare due sistemi diversi; ei poteva, ascoltan consigli degli economisti, permettere l'ingresso dei pro agricoli che le nazioni straniere erano in istato di pot somministrare a buon mercato, non limitando la loro imp zione che per mezzo di diritti moderati; ovvero persiste come per lo passato, nel sistema mercantile, bisognava assicurasse con una tariffa eccessiva il monopolio del mer nazionale ai produttori privilegiati,. Questo secondo sisten quello che prevalse. Nel 1815 e nel 1816 si vede il parlam quasi esclusivamente occupato a soddisfare le esigenze classi produttrici che la concorrenza straniera minacciav per conseguenza mantenere tutti i diritti antichi ed imp dei nuovi. Rileggendo i discorsi pronunciati in quel temp ministero e dagli oratori della maggioranza, si trovano es

mente le medesime massime, i medesimi principii, i medesimi argomenti di cui si servono ora i partigiani del sistema proibitivo in Francia, in Germania, ed agli Stati-Uniti. Se ad alcuno venisse in mente di riprodurli nelle sale del palazzo Bourbon o del Lussenburgo, non lascierebbe più nulla a dire al signor Grandin, nè al marchese di Boïssy.

L'Europa e l'America non avevano prodotti manifatturati da offrire agl'Inglesi; ma avrebbero potuto somministrar loro in abbondanza ed a buon mercato una massa considerabile di materie prime. Se l'Inghilterra avesse aperti i suoi ricchi mercati a quelle derrate si sarebbe stabilito un commercio immenso di scambio di materie prime e di oggetti manifatturali fra il resto del mondo e lei. Ma servendo alle teorie mercantili, sottoponendosi alla legge delle classi privilegiate, essa colpì con diritti proibitivi, i grani, gli zuccheri, i legnami di costruzione, tutti i prodotti in una parola, che avrebbero potuto dare luogo ad uno sviluppo di grandi transazioni commerciali.

Questa condotta dell'Inghilterra, così dannosa ai suoi veri interessi, ma non meno dannosa alle nazioni del continente, costrinse queste, in certa maniera, a darsi alla produzione degli oggetti che essi non avevano il mezzo di comprare ed a divenire manifatturiere, mentre la loro vera condizione economica le destinava a rimanere per lungo tempo specialmente agricole.

L'Inghilterra fu in certo modo quella che impose all'Europa il sistema proibitivo colle sue misure violenti contro le industrie straniere, dalle quali essa aveva da temere qualche rivalità. Essa commise allora un grande errore, che in seguito ha vanamente tentato di riparare. Essa è stata crudelmente punita per non aver dato ascolto alla voce dei suoi pubblicisti più distinti e dei suoi uomini di stato più generosi, che inutilmente supplicaronla di adottare, all'epoca della pace, una politica più larga, più equa, più conforme agli interessi generali della nazione, la sola che potesse assicurare lo sviluppo regolare delle immense risorse che ella possedeva.

Il sistema adottato dal parlamento non tardò a portare frutti

amari. La crisi industriale, che tormentò così crudelmente il paese nel 1820 e nel 1821, deve essergli quasi esclusivamente attribuita. Quella trista esperienza aprì gli occhi ad una quantità di persone che si erano lasciate sopraffare dai clamori delle classi privilegiate. Il numero e l'influenza dei partigiani della libertà del commercio si accrebbero considerabilmente; un partito potente nella Camera dei comuni si dichiarò in suo favore; il gabinetto stesso finalmente ispirato dall'uomo di Stato il più brillante dei tempi moderni, credette dover proclamare una nuova politica commerciale. Per la prima volta, gli uomini del potere resero un luminoso ed unanime omaggio ai principii della scienza, ed ammisero la necessità di porre d'accordo i suoi principii colla pratica degli affari.

In presenza di tanti abusi, di interessi così estesi, così fortemente organizzati, l'opera della riforma commerciale presenta immense difficoltà. L'abile collega dell'illustre Canning, Huskisson l'intraprese con coraggio e risolutezza. Incominciò con misure prudenti, il merito principale delle quali consisteva piuttosto nella nuova tendenza che indicavano, che negli effetti che erano destinati a produrre. Distrusse quasi tutte le proibizioni sostituendo loro però dei diritti protettori. L'atto più notabile del suo ministero fu la revoca del famoso atto di navigazione, considerato fino allora come la causa principale della superiorità marittima dell'Inghilterra.

Ma se gli atti del signor Huskisson furono dettati da una politica prudente e spesso anche timida, le sue parole furono franche e risolute. Più di una volta egli sviluppò nel parlamento le dottrine economiche, dichiarandosi apertamente loro discepolo. Fu un gran giorno per la scienza quello in cui uomini invecchiati nella pratica degli affari, uomini di Stato consumati, vennero a proclamare la concordanza delle teorie razionali, e della sana politica. Da quell'istante si rese evidente che la causa della libertà commerciale era definitivamente vinta in Inghilterra. Infatti se dopo quell'epoca gl'interessi che essa contraria, sono più di una volta riusciti ad arrestarne l'anda-

nto, mai non hanno potuto di nuovo, ad onta di sforzi inaui, riuscire a farla retrogradare una linea.

Dall'epoca in cui il ministero Canning inalberò il vessillo lla riforma commerciale, l'opera della distruzione del sistema oibitivo prosegnì quasi senza interruzione. Nel 1828 si eseguì a prima riforma delle leggi cereali; nel 1832, il ministero di rd Grey annullò il famoso trattato di Methuen, riguardato me il capolavoro della politica mercantile. Più tardi il miniero Melbourne, dopo varie misure di una importanza seconaria, tentò di realizzare tutto ad un tratto le teorie di Adamo aith e di Huskisson, rifondendo sopra basi liberali la tariffa tta intiera. Questo progetto ardito andò a vuoto; il partito ory la vinse nel parlamento e nelle elezioni, a motivo dello postamento della maggioranza; un nuovo ministero, rappreentante interessi conservatori, fu costituito.

Il capo del governo, sir Roberto Peel, sebbene, per arrivare il potere, avesse approfittato delle passioni che animano le ndustrie privilegiate, pure guardossi dall'adottare un sistema eazionario. Nel tempo stesso che biasimava l'applicazione roppo assoluta dei principii proclamati da' suoi predecessori, non meno per questo, sebbene con più cautela seguiva la via da loro tracciata, la revisione completa della tariffa fu uno dei primi suoi atti. Egli operò più riforme e più abbondanti, che alcuna di quelle che fino allora erano state effettuate. Non si arrestò se non in faccia alle due più grandi questioni. Atterrito dalla opposizione formidabile dei proprietari di fondi e dei piantatori delle Indie occidentali non tentò di sciogliere in modo completo queste questioni, si limitò ad attenuare gl'inconvenienti del monopolio, che queste due classi esercitano, con una serie di misure palliative, le quali coll'aiuto di circostanze favorevoli ebbero un momentaneo successo.

Ad onta delle continue concessioni di sir Roberto Peel, il movimento riformatore è lungi dall'essere arrestato; fino che i ereali saranno sottoposti a dazi regolati da una scala mobile, nchè gli zuccheri stranieri saranno caricati di una sopratassa



L'agitazione fomentata e mantenuta da questa associ quantunque sottomessa alle influenze che i ricolti più c abbondanti esercitano sopra il prezzo del pane, e per guenza sullo stato dell'industria e delle classi lavoratri può essere calmata che mediante l'applicazione comple principii della libertà commerciale. La sua importanza maggiore, gli effetti che è destinata a produrre sono b considerabili di quelli che si aspettano dall'agitazione irl la quale sembra essere la sola che attiri a sè gli sgua pubblico europeo.

L'esito definitivo di questa lotta non può essere dubb possibile che avvenimenti impreveduti, circostanze e alle considerazioni economiche, l'abilità finalmente del stero attuale il quale cerca di sottrarsi alla necessità di sciare l'edifizio proibitivo, demolendolo pezzo a pezzo, gi a ritardare per qualche tempo il trionfo assoluto delle d liberali; ma secondo tutte le probabilità umane, si può p questo trionfo per un'epoca non molto lontana.

Questo avvenimento deve avere immense conseguenz solo per l'Inghilterra, ma per il mondo intiero. Nel modo che l'esempio di questa potenza quando ella seguiva il s

cercheranno di indebolire l'autorità delle riforme inglesi, sostenendo che la nazione che le opera dopo avere fedelmente aderito al sistema protettore, durante il tempo necessario per acclimatare e sviluppare la sua industria, cerca ora di diffondere dapertutto le massime della libertà commerciale, per impedire agli altri popoli di arricchirsi come lei. Questo ragionamento mancante affatto di verità non potrebbe avere che una influenza effimera. La più piccola attenzione basta per farne conoscere l'assurdità. Infatti esso supporrebbe che la nazione inglese formasse un solo corpo, che fosse animata da un solo spirito, che facesse continuamente una commedia fondata sopra dotti calcoli colla vista di un avvenire lontano. Esso supporrebbe anche delle classi diverse, dei produttori e dei consumatori; senza legame nè solidarietà che li unissero, sottomettentisi a lunghe privazioni, imponentisi pesanti sacrifizi per il più gran bene del paese, e soprattutto per il più gran male delle nazioni straniere. Finalmente questa supposizione implicherebbe l'esistenza di una cospirazione segreta e perfida organizzata dai partiti i più opposti ed i più ostili, per arrivare in mezzo a tante sorti di peripezie, alla realizzazione di un piano formato da alcuni profondi diplomatici. Perchè l'ipotesi che combattiamo avesse qualche cosa di plausibile, bisognerebbe ammettere che tutte le lotte che hanno avuto luogo in Inghilterra da trenta anni sulle questioni economiche, che gli sforzi continui dei partigiani della libertà commerciale, la resistenza accanita degli interessi privilegiati non sarebbero stati che una finta abile e ben combinata per ingannare le teste deboli e gli utopisti creduli, sparsi sul continente. Tutto questo è troppo assurdo anche per gli abbonati a certi giornali di Parigi che tirano partito da un vecchio e cieco istinto antibritannico.

Quando la rovina del sistema mercantile sarà terminata, facile sarà il dimostrare ch'ella è stata prodotta dalle medesime cause, ch'ella ha costato i medesimi sforzi che in ogni tempo sono stati necessarii per distruggere un regime di disuguaglianza utile ad una minorità privilegiata, e per sostituirgliene

un altro fondato sopra leggi eque, dirette allo scopo di favorire egualmente tutte le classi della società. L'esame attento delle diverse fasi della lotta commerciale farà vedere la causa della libertà del commercio sostenuta, primieramente ed esclusivamente, dagli uomini di scienza, esposta al suo mostrarsi agli attacchi di una coalizione di pregiudizi ed interessi che pareva invincibile, indi raccogliendo a poco a poco intorno alla sua bandiera un gran numero di spiriti riflessivi ed imparziali, non che una massa crescente d'interessi illuminati sul danno che il sistema mercantile loro arrecava, abbracciato finalmente con calore dal partito potente al quale è riserbato in Inghilterra l'ufficio glorioso di prendere l'iniziativa e di proclamare la necessità di tutte le riforme che il tempo nel suo corso produce. Quando l'effetto occasionato da questa grande rivoluzione economica sarà calmato, quando sarà cessato il primo stupore, tutto il mondo riconoscerà che la storia legislativa dell'Inghilterra non ha, sotto questo aspetto, niente di particolare. Tutti, meno coloro che hanno un interesse ad impedire che l'errore si dissipi, saranno costretti a confessare, che in questa storia si ritrovano i caratteri ordinarii della lotta che le industrie privilegiate, favorite da antichi pregiudizi e dalle antipatie nazionali, sostengono e sosterranno ancora per un tempo più lungo probabilmente in Francia, in Germania ed agli Stati-Uniti d'America contro gl'interessi generali ed i precetti della scienza e del buon senso.

La rivoluzione commerciale che si prepara in Inghilterra, indipendentemente dall'effetto morale che produrrà, avrà una attiva influenza sulla condizione economica del continente. Aprendo alle materie alimentari il mercato il più ricco del mondo, favorirà lo sviluppo della loro produzione, scopo principale delle industrie agricole, che sono fra tutte le più importanti. La necessità di soddisfare alle domande regolari dell'estero, ecciterà l'energia di queste industrie, raddoppierà le loro forze, e le farà uscire dalla loro apatia ordinaria. Il commercio, divenuto un elemento essenziale di prosperità per

classi agricole, queste classi saranno naturalmente spinte unirsi ai partigiani del sistema liberale. I produttori delle iterie prime saranno allora relativamente ai manifatturieri ivilegiati lo stesso di quello che sono in questo momento Inghilterra le classi industriali relativamente ai proprietari rritoriali ed ai piantatori delle colonie. La causa della verità sostenuta da tanti difensori durerà ben meno fatica a ionfare sul continente ed in America, perchè ella non incontrerà in nessun luogo ostacoli paragonabili a quelli che aristocrazia fondiaria e coloniale, è stata in situazione di pporle nella Gran Bretagna.

Ma se gli avvenimenti economici che accadono in Inghilterra debbono avere l'importanza che noi abbiamo loro data, ssi sono di una natura da eccitare seriamente l'attenzione on solo dei pensatori e dei dotti, ma più anche di tutti quelli he sono interessati allo sviluppo degli interessi materiali, o he debbono risentirsi delle modificazioni, che il tempo è delinato ad operare nelle leggi che regolano la produzione e a distribuzione delle ricchezze. Questo è il motivo per cui bbiamo creduto che potesse esservi qualche vantaggio e qualhe interesse per alcuni dei lettori di questa raccolta a presentar loro una esposizione circostanziata della lotta economica che ha avuto luogo in Inghilterra, quantunque al primo guardo questo oggetto sembri avere uno scopo troppo speziale per la maggior parte delle persone che abitano dalla parte di qua della Manica.

Per il momento noi ci occuperemo esclusivamente delle leggi cereali. Il soggetto è abbastanza vasto, abbastanza complicato per meritare un lavoro a parte; esso è quello d'altronde che ha più attualità, e che presenta per il continente interesse il più diretto. Queste leggi sono quelle contro le uali si concentrano in questo momento gli sforzi principali el partito riformatore. Ultimo recinto del sistema mercantile, se sono attaccate e difese con l'accanimento e collo zelo he gli assedianti e gli assediati spiegano, quando, dopo un

lungo assedio, il trionfo e la sconfitta non dipendono più che da una sola muraglia.

Prima d'intraprendere l'esame della questione al punto a cui ella è giunta, prima di determinare la sua importanza politica e le sue conseguenze probabili, sembraci necessario il ritracciare brevemente la storia della legislazione dei cereali.

Noi lo facciamo tanto più volentieri in quanto che non solo ella getta un gran lume sulla situazione attuale, ma inoltre somministra numerosi insegnamenti per l'economista e per il pubblicista. A parer nostro, la serie di fatti che questa storia presenta, è più di qualunque altra tale da far risaltare le conseguenze funeste del sistema, che fondato su false nozioni, trascura in tutte le circostanze l'interesse generale, cioè quello dei consumatori per favorire certe classi di produttori.

Finchè il sistema feudale conservò qualche vigore, i grandi baroni proprietari della maggior parte delle terre misero più pregio ad aumentare il numero delle persone che vivevano nella loro dipendenza e dalle quali potevano esigere i servigi in caso di bisogno, che ad impinguare le loro rendite in denaro. Ond'è che nel medio evo non trovasi alcuna traccia di quest'antagonismo che si è manifestato in seguito fra i consumatori ed i produttori; gli uni come gli altri lavoravano di comune accordo per mantenere a basso prezzo i prodotti della terra destinati a nutrire il popolo. Con un tale scopo si fece una quantità di leggi severe e di regolamenti circostanziati, ma che tutti si riferiscono al commercio interno. Il principale oggetto che i legislatori di allora avevano in vista era di combattere le pretese manovre dei mercanti di grano e degli accaparratori, ai quali i pregiudizi popolari attribuivano il rincarimento delle derrate di prima necessità. Dominati da questa idea erronea eglino imposero al commercio interno ogni sorta di intralci e di restrizioni, che aggravarono sempre i mali ai quali dovevano rimediare; facile sarebbe il fare una lunga storia degli errori legislativi sopra questo soggetto; ma siccome, grazie al cielo, questi errori sono stati

riparati, e che i pregiudizi popolari sui quali erano fondati sono stati presso a poco sradicati fra tutti i popoli inciviliti, non ce ne occuperemo qui, e ci limiteremo ad osservare che una storia di questo genere potrebbe offrire un esempio di quello che abbiamo accennato più sopra, cioè della infiltrazione lenta sì ma certa della verità, e del suo trionfo definitivo sopra i pregiudizi che incontra in tutti gli strati della massa sociale.

Il regime feudale scomparve sotto i Tudor. Ciò non ostante non si trova nè durante la loro dominazione nè durante il regno dei primi Stuart, indizio alcuno di quella opposizione d'interessi fra i consumatori ed i produttori, alla quale il sistema protettore deve la sua origine. Questo dipende forse dalla circostanza, che il prezzo del grano per effetto di cause naturali, non cessò di accrescersi in Inghilterra, dalla fine del secolo decimoquinto fino alla seconda metà del sedicesimo. Questo fatto notabile è dovuto, in gran parte almeno, ad una rivoluzione agricola avvenuta in quell'epoca. Quando Enrico VII ebbe consolidata la pace interna col distruggere qualunque potere indipendente, ai grandi signori divenne inutile quella numerosa turba di vassalli che avevano mantenuto fino allora per i bisogni della guerra. Dovettero cercare di sbarazzarsene tanto più, in quanto che le loro abitudini di spesa erano sottoposte ad una compiuta modificazione mediante la duplice influenza della distruzione della potenza feudale e dei progressi del lusso. Così stando le cose, la coltivazione delle terre non doveva più avere per iscopo esclusivo quello di dare dell'impiego al maggior numero possibile di famiglie, ma di essere organizzata in modo da rendere più denaro. Il miglior mezzo per riuscirvi era allora di convertire le terre arabili in pascoli, e di sostituire alla produzione dei grani quella delle lane, che trovavano nelle città ricche ed industriose della Fiandra uno sbocco sicuro e vantaggioso. Questa modificazione di sistema agricolo doveva necessariamente fare aumentare il prezzo del grano fino a che la coltura dei cereali non desse un prodotto netto eguale a quello della educazione delle bestie da lana.

Questo movimento ascendente reale nel prezzo dei grani dovette sembrare molto più considerabile agli occhi del pubblico a cagione dell'abbassamento graduale che si operò nel valore delle monete a contare dalla fine del secolo decimosesto. In fatti, durante il periodo di cui parliamo, le lagnanze furono esclusivamente per parte dei consumatori, e gli sforzi della legislatura furono diretti ad arrestare il movimento irresistibile di rialzo, che avveniva nel prezzo dei cereali; come era naturale, questi sforzi furono vani.

Il prezzo medio del grano, che al principio del regno di Enrico VIII, era di 6 scellini e 6 denari per quarter, si alzò sotto Elisabetta a 30 scellini per quarter, e fu sotto Giacomo I e Carlo I di 32 a 40 scellini per quarter.

Le guerre religiose e civili avvenute verso la metà del secolo decimosettimo, aumentarono ancora di molto questo prezzo. Al tempo del protettorato di Cromwell esso giunse alla enorme elevatezza di 88 scellini il quarter, e durante tutta quell'epoca si mantenne con poche variazioni ai 60 scellini.

Il ritorno della pace dopo la restaurazione degli Stuar[illegible] produsse una reazione violenta nei prezzi. Aumentando rapidamente la popolazione per effetto della tranquillità di cu[i] godeva il paese, le derrate alimentarie ebbero un ribasso enorme. La rovina di quasi tutti gli affittaiuoli che avevano stipulato degli affitti sotto l'influenza degli alti prezzi degli anni anteriori, ne fu la conseguenza, e per contraccolpo i proprietari territoriali soffrirono delle perdite considerabili. Si vide accadere allora quello che è accaduto ai giorni nostri dopo le guerre dell'impero. A due secoli di distanza i proprietari e gli affittaiuoli affacciarono le medesime pretese e le medesime esigenze. In ambedue le epoche rendettero egualmente risponsabile il Parlamento della diminuzione delle loro rendite e dei loro guadagni, cagionata dal ritorno della pace, e pretesero, come un diritto sacro, il *maximum* del prezzo eccessivo, a cui i prodotti delle loro terre erano giunti per effetto dei disastri della guerra. Più potenti allora che nol

sono oggi, ottennero anche più facilmente quello che domandavano, e riuscirono senza gran fatica ad intronizzare nella legislazione commerciale dell'Inghilterra il sistema protettore.

Nel 1663 un primo bill fu passato per proteggere i prodotti nazionali, ma soltanto nel 1670 il Parlamento adottò un complesso di misure che avevano lo scopo di organizzare il commercio dei grani nell'interesse esclusivo dei proprietari.

La legge del 1670 stabilì che i grani stranieri sarebbero sottoposti ad un dazio di 16 scellini, quando i prezzi fossero al disotto di 54 scellini il quarter (1); che questo dazio sarebbe ridotto agli 8 scellini quando i prezzi si mantenessero fra i 54 e gli 80 scellini; finalmente che al disopra di questo limite, non sarebbe più che di 1 scellino.

Questo statuto ha una grande importanza storica, non solamente perchè indica il primo passo decisivo nelle vie della proibizione, ma anche perchè vi si trova la traccia la più antica dei dazi regolati secondo una scala mobile *the sliding scale*, determinata dalle variazioni dei mercati interni. Questo modo di protezione, divenuto celebre ai nostri giorni, non ha mai cessato un istante, ad onta delle tante variazioni, di

(1) Essendo costretti nel seguito di questo articolo a fare un frequente uso delle misure inglesi abbiamo creduto necessario di presentare qui una tavola di riduzione in ettolitri ed in franchi dei prezzi espressi in quarter ed in ettolitri.

Quando il quarter varrà					*Il prezzo dell'ettolitro sarà*			*Il dazio d'entrata per quarter*				*Equivale a un dazio per ettolit. di*	
20	scellini	fran.	8	60	cent.	1	scellini	fran.	0	43	cent.		
30	»	»	12	90	»	2	»	»	0	86	»		
40	»	»	17	20	»	3	»	»	1	29	»		
45	»	»	19	35	»	5	»	»	2	15	»		
50	»	»	21	50	»	8	»	»	3	44	»		
55	»	»	22	79	»	10	»	»	4	30	»		
60	»	»	25	80	»	12	»	»	5	16	»		
65	»	»	27	95	»	14	»	»	6	02	»		
66	»	»	28	38	»	16	»	»	6	88	»		
68	»	»	29	24	»	18	»	»	7	74	»		
70	»	»	30	10	»	20	»	»	8	60	»		
75	»	»	31	39	»								
80	»	»	34	40	»								

dominare la legislazione dei cereali; si vede anche oggidì
feso colla più grande persistenza dai produttori, come il j
ladium dei loro diritti.

Quantunque la scala del 1670 fosse semplicissima, non c
sistendo che in tre dazi differenti, essa però rendeva ne
sarie delle misure per fissare i prezzi medii dei mercati inte
Nei secoli precedenti, il Parlamento si era già occupato
questo oggetto; ma siccome allora la determinazione dei pr
medii aveva per unico scopo il precisare le circostanze, n
quali l'esportazione dei cereali poteva essere permessa se
pericolo; l'esecuzione ne era commessa ai primi dignitari d
Stato, i quali essendo principalmente preoccupati delle c
seguenze politiche che questa misura poteva produrre, p
importanza davano ad una esatta verificazione dei merc

Questo mezzo imperfetto non conveniva più al regime e
nomico che il Parlamento aveva adottato; in fatti nel 1
ordinò che in tutte le contee marittime, i giudici di p
radunati in sessione trimestrale, cioè quattro volte l'an
dovessero determinare il prezzo medio dei grani venduti
mercati della contea, sia interrogando sotto la fede del
ramento i proprietari e gli affittaiuoli che non avevano r
zioni coi mercanti di grano, sia procurandosi delle infor
zioni con qualunque altro mezzo che potessero avere.

Questo piano era intieramente difettoso. Le mercuriali l
date esclusivamente sulle dichiarazioni delle classi produtt
ed abbandonate al giudizio arbitrario dei magistrati loc
grandi proprietari per la maggior parte, dovevano nece
riamente essere formate con uno scopo ostile al comme
estero. Si cercò a più riprese di migliorarlo; una quan
innumerabile di atti furono passati con questa vista senza
ottenere lo scopo; perchè anche al presente ad onta d
ultime riforme di sir Roberto Peel, il modo col quale si
terminano i prezzi regolatori dei dazi di entrata occas
attacchi vivi e ben fondati.

I bill del 1680 e del 1685 non tardarono a cessare di

disfare il sedicente *interesse agricolo*. La continuazione della pace avendo esercito un effetto più potente sui progetti dell'agricoltura che sullo sviluppo dell'industria e del commercio, la produzione delle sostanze alimentarie aumentava più rapidamente che i bisogni della consumazione, e il prezzo dei grani non cessò di diminuire. Nel 1689, le prime qualità non valevano più che 25 scellini il quarter.

L'aristocrazia fondiaria, approfittando dell'ascendente che la rivoluzione del 1688 gli assicurava sopra il governo, si determinò a trascinarlo più innanzi nelle vie della protezione; non contenta di opporre ai grani esteri una barriera fiscale insuperabile, esigette che venisse accordato un premio alla uscita dei grani nazionali. Questo premio fu fissato a 3 scellini per ogni quarter, e dovette essere pagato tutte le volte che i prezzi dell'interno non oltrepassassero i 48 scellini.

Questa misura eccessiva dovuta ad un abuso deplorabile del potere, commesso dalla classe onnipotente dei gentiluomini della campagna, rimase in vigore per quasi un secolo. Essa costò all'Inghilterra 7,000,000 di lire sterline pagate agli esportatori di grano. Questa somma enorme per il secolo passato, fu utile in parte ai consumatori stranieri, facilitando loro il mezzo di comprare il pane a miglior prezzo, ed in parte fu un dono gratuito fatto ai proprietarii fondiarii. Il governo si sarebbe condotto in un modo più giusto, od almeno più efficace e più razionale, se, volendo favorire l'aristocrazia territoriale, avesse impiegato nel riscatto della decima (quella imposta sul progresso agricolo più oneroso a quello il quale lo paga, che vantaggioso a quello che lo riceve) una parte della somma spesa per stimolare indebitamente la produzione del grano. Questo sistema assurdo fu lungo tempo popolare ed ebbe pochi avversarii prima di Adamo Smith. Ottenne il suffragio di un gran numero di autori e, fra gli altri, di Arturo Young. Questo osservatore così abile ed ingegnoso, vantava i premii per l'uscita dei grani come un prodigio di genio, e si doleva che non se ne fosse usato in modo esteso, aumentandone l'ammontare, a

misura che la produzione divenne più abbondante. Ora essi non sono più difesi da nessuno, neppure dai difensori più ostinati del sistema protettore. Tanto è vero che gli errori onnipotenti in un tempo finiscono, quando sono combattuti con persistenza a sparire a poco a poco da tutte le classi della società, senza eccettuarne quelle che ne ritiravano un vantaggio diretto.

I proprietarii e gli affittuarii furono ciò non ostante lungi dal trarre dal sistema che avevano imposto al Parlamento, i vantaggi che se ne promettevano. Questo sistema contrariando lo sviluppo naturale delle risorse del paese fu favorevole all'industria agricola a spese di tutte le altre. Ne risultò che durante tutta la prima metà del decimosettimo secolo, il prezzo dei grani, lungi dal mantenersi entro limiti elevati, rimase quasi sempre al disotto del punto che ora si chiamerebbe dai partigiani del sistema protettore, tassa rimuneratrice.

Ciò che misure violenti non avevano potuto ottenere, operossi affatto naturalmente per la forza stessa delle cose. A contare dal 1745, dopo che il germe delle guerre civili rimase soffocato a Culloden, per mezzo di un fortunato concorso di circostanze delle quali l'Inghilterra sola in quell'epoca era in misura di approfittare, l'industria ed il commercio presero uno slancio inaspettato. Aiutata dalle ammirabili scoperte degli Arkright, dei Leagrave, dei Watt e di tanti altri prodigiosi meccanici, l'industria fece in pochi anni dei passi giganteschi e determinò un accrescimento rapido di popolazione e di ricchezza.

Il prezzo del grano aumentò col numero dei consumatori di questa derrata. I produttori furono soddisfatti, ma tutte le altre classi della società soffrirono immensamente. Venne la volta loro di dolersi e di chiedere al Parlamento un sollievo ai loro mali, mediante una riforma nella tariffa dei dazii d'entrata. Questa riforma si operò. Un bill di una natura liberalissima, passato nel 1773, permise l'importazione dei grani esteri mediante un semplice dazio di bilancia, quando i prezzi oltrepassavano i 18 scellini il quarter, e limitò il premio ai casi nei quali i prezzi ricadessero al disotto di 14 scellini.

Questa misura dettata da uno spirito saggio ed illuminato, e che indica ad un tempo una sospensione nel progresso del sistema protettore, potrebbe sorprendere i nostri lettori, e parer loro contraria a quello che abbiamo detto relativamente alla influenza prolungata degli errori e dei pregiudizii popolari sulle leggi economiche, se non facessimo loro osservare ch'ella è stata passata in un momento in cui una specie di rivoluzione industriale influiva sul prezzo del grano, in modo da compensare ampiamente gli effetti della concorrenza straniera, e nel quale per conseguenza l'attacco dei consumatori soffrenti doveva essere molto più energico e più efficace della difesa dei produttori soddisfatti. Non è inoltre fuori di proposito l'osservare che all'epoca in discorso le dottrine razionali sul commercio dei grani, proclamate in Francia dagli economisti della scuola del dottore Quesnay, esercitavano già una influenza visibile sull'animo degli uomini illuminati, senza pertanto aver fatto ancora bastante strepito per eccitare la diffidenza e la collera dei pratici, difensori delle classi privilegiate e del sistema mercantile.

Il regime liberale stabilito dalla legge del 1773 durò fino al 1790. Quest'epoca è segnalata da una riforma completa di tutti gli antichi regolamenti che inceppavano ancora il commercio interno dei cereali. Il buon senso riportò una vittoria decisiva sui pregiudizii assurdi, che pel corso di tanti secoli avevano animati i governi e la società contro i mercanti di grano, e questa classe di negozianti eminentemente utile fu assicurata della medesima libertà e della medesima protezione, di cui la costituzione inglese faceva godere da lungo tempo tutte le altre.

Per soddisfacenti che fossero per il paese le conseguenze del nuovo regime, gl'interessi agricoli fecero udire contro di esso delle lagnanze sempre più amare. Irritati dai progressi superiori della industria del commercio, essi imputavano ai principii liberali introdotti nella legislazione dei cereali, l'inferiorità dello sviluppo dell'agricoltura. I loro partigiani erano i più forti nelle due camere del Parlamento; da che essi chiesero con istanza una modificazione nei dazii d'entrata, divenne impossibile il

resister loro. Un bill passato nel 1791 diede loro piena soddisfazione.

La nuova legge portava da 44 a 54 il limite a cui l'importazione doveva essere permessa. Essa rimase senza effetto in conseguenza di una serie di cattivi ricolti, che fecero salire i prezzi ad un punto ben superiore a quello in cui il commercio era dichiarato libero. Si fecero grandi importazioni (1); ma i bisogni del paese erano tali, e la difficoltà di procurarsi all'estero delle derrate alimentarie si era accresciuta a causa dei disastri della guerra in un modo che i prezzi si mantennero dal 1791 al 1802 ad una tassa esorbitante.

Nel 1802, durante il breve intervallo di riposo che la pace d'Amiens dette al mondo, i prezzi ricaddero al punto a cui erano stati avanti la guerra. All'istante l'interesse agricolo si agitò, fece udire grida di angustia, e riclamò imperiosamente nuove misure protettrici. Come al solito, il Parlamento gli accordò tutto quello che domandava. L'importazione fu colpita di un dazio di 24 scellini tutte le volte che i prezzi non eccedevano i 63 scellini; e soltanto quando giungeva a 66 scellini l'importazione diveniva libera mediante un dazio di bilancio.

In tal guisa le esigenze dei produttori crescevano coi loro guadagni. Dopo aver accettato nel 1773, 48 scellini per quarter come un prezzo rimuneratore, chiesero che fossero loro assicurati 54 scellini nel 1791, e 63 scellini nel 1804. Essi riguardavano i guadagni realizzati nei tempi di angustia come diritti acquistati; e fondavano le loro ingiuste pretese sulle stesse disgrazie del loro paese.

La legge del 1804 ebbe la stessa sorte di quella del 1791. La guerra la rese inutile, facendo risalire i prezzi ad una tassa enorme, senza precedenti nella storia commerciale dell'Inghilterra. Dal 1806 al 1814 il prezzo medio del grano fu di 90 scellini il quarter, e più di una volta salì fino ai 110 e 120 scellini. Quel tempo fu un'epoca di grande prosperità per

(1) Dal 1792 al 1803 si importarono in Inghilterra 12,553,587 quarters di grano, e 2,693,401 quintali di farina.

ra, e soprattutto per gli affittaiuoli, i quali realiz-
i guadagni considerabili.
stessa epoca però venne segnalata da una misura emi-
te razionale, che gli amici del progresso domandavano
tempo. Nel 1806 tutte le barriere fiscali che esiste-
'Inghilterra e l'Irlanda furono abolite, il commercio
isole fu dichiarato intieramente libero. Ne risultò un
imento nella produzione e nelle esportazioni dell'Ir-
allora in poi i mercati dell'Inghilterra ricevettero ogni
quantità crescente di derrate agricole irlandesi. Si può
in oggi senza esagerazione questa esportazione annua
ppresentante un valore di 12 milioni di lire sterline.
commerciale delle due isole ebbe, come vediamo, delle
nze feconde. L'Inghilterra le va debitrice, almeno in
avere potuto abitualmente fino ad ora fare a meno del
dei cereali stranieri, ad onta del rapido accrescimento
popolazione. È essenziale il notarlo perchè è un fatto
e deve tenersi conto nella discussione delle ragioni che
so in campo in favore e contro la libertà del commercio.
ace del 1814 ebbe sui prezzi la sua solita influenza.
ribassarono di 50 per cento. Gli agricoltori ebbero
ente ricorso al Parlamento; i loro rappresentanti gli
adottare nel 1815 un bill che costituisce il punto cul-
del sistema protettore. L'importazione fu proibita
i prezzi non eccedevano 80 scellini il quarter. Non
eccezione se non in favore delle colonie inglesi, i di
dotti furono ammessi tutte le volte che il grano si
a 67 scellini.
ta legge ingiusta così oppressiva per la massa della
; fece nascere una opposizione vivissima. Le classi in-
li, più illuminate che non lo erano per lo passato sui
ri interessi, fecero tutti gli sforzi per farla rigettare.
so influenti ancora nel seno del Parlamento, la loro
riuscì appena a riunire nella Camera dei comuni 77
ontro 245, e nella Camera alta 24 contro 128. Il popolo

si agitò. Le resistenze al di fuori, quantunque vive e numerose, furono facilmente represse dal governo, divenuto onnipotente tanto nella strada quanto sotto le volte di Westminster, per effetto dei successi brillanti della sua politica esteriore.

I primi anni della pace furono segnalati da una carestia generale in Europa. I prezzi si mantennero negli anni 1816, 1817 e 1818 alla tassa eccessiva, cui erano arrivati nell'ultimo periodo della guerra. I produttori inglesi non conoscendo la vera causa di questo rialzo straordinario, credettero che la legge del 1815 avesse assicurato il loro avvenire in una maniera indestruttibile, per conseguenza intrapresero dei vasti lavori di miglioramento nello scopo di aumentare la massa dei loro prodotti più che fosse possibile. Pieni di una cieca fiducia in un appoggio fittizio, correvano senza avvedersene verso l'abisso che doveva inghiottire una parte delle ricchezze che avevano accumulate durante la guerra e negli anni di carestia.

Gli anni 1819, 1820, 1821 e 1822 furono anni di una abbondanza altrettanto generale e straordinaria, quanto la carestia lo era stata negli anni precedenti. Sopra tutti i mercati dell'Europa i cereali andavano soggetti ad un ribasso enorme. Questo ribasso fu più notabile in Inghilterra che in qualunque altro luogo; gli stessi grani che nel 1818 si erano venduti a 112 scellini caddero a 88 scellini nel 1822.

Lo stato d'angustia in cui trovaronsi gli affittaiuoli fu generale ed eccessiva: le abitudini di lusso contratte nel tempo della prosperità lo rendevano loro anche più difficile da sopportare. Un gran numero soccombette, e se tutti non furono compiutamente rovinati, deve attribuirsi in parte all'avere i proprietarii in molti casi acconsentito a dividere le loro perdite, diminuendo volontariamente il prezzo degli affitti.

È giusto l'osservare che i disastri delle classi agricole in quell'epoca non possono essere imputati unicamente al corso incostante dei ricolti, ed alle aberrazioni del sistema proibitivo. Essi furono singolarmente aggravati, in conseguenza di una

misura, i di cui effetti, imperfettamente valutati da principio, erano pieni d'ingiustizia per varie classi della società, soprattutto per quella degli affittaiuoli; intendiamo di parlare della cessazione del corso obbligatorio della carta, e della ripresa del pagamento in ispecie per parte della banca d'Jnghilterra. Questa misura avendo esercitato una grande influenza sullo stato economico di questi venti ultimi anni, e lasciato nell'animo di una parte del pubblico delle traccie che sussistono anche presentemente, crediamo dover entrare in qualche spiegazione a suo riguardo.

Durante la guerra della rivoluzione, il governo inglese, avendo dovuto pagare immensi sussidii alle potenze continentali, aveva preso in prestito dalla banca la maggior parte della sua riserva metallica, la quale formava una guarentigia necessaria al credito dei suoi biglietti. L'indebolimento della riserva coincidendo coi timori che le circostanze politiche ispiravano al pubblico fecero vacillare il credito illimitato, di cui quella potente istituzione avea goduto fino allora. Da tutte le parti affluivano alla cassa domande di rimborso. La banca resistette qualche tempo alla crisi che la minacciava. Ma vedendo che le sue risorse erano esaurite, senza che la fiducia fosse ristabilita, si vide costretta a ricorrere al genio potente, che per sostenere la lotta gigantesca da lui impegnata contro la rivoluzione francese, l'aveva per così dire spogliata dei fondi che costituivano il pegno dei suoi creditori. Pitt, in presenza di queste circostanze estreme, seppe prendere un partito energico: egli costrinse il gabinetto titubante a prendere sopra di sè la grave responsabilità di un ordine del Consiglio, che autorizzava la banca a sospendere i suoi pagamenti in ispecie, e che dava un corso forzato ai biglietti Questo equivaleva al creare una vera carta monetata. Il Parlamento, dominato da Pitt, sanzionò questa misura ardita. Per lungo tempo l'Inghilterra non ebbe più altro agente di circolazione che della carta, e potè disporre di tutto il suo oro per continuare la guerra terribile che sostenne contro la Francia ed il suo irreconciliabile imperatore.

Avendo i biglietti avuto un corso forzato, presero com
mente nella circolazione il posto dei metalli preziosi, i qu
rono esportati sul continente. Fino a tanto che non furo
stituiti che all'oro ed all'argento, fino a tanto che restaron
medesima proporzione di questi col movimento general
scambii, il loro valore, relativamente a quello di tutti gl
oggetti, non variò. Ma la necessità in cui trovossi la ba
fare dei nuovi prestiti al governo, e forse anche il desid
aumentare i suoi guadagni, cagionarono delle emissioni pi
di biglietti di banca. La circolazione divenendo allora p
bondante, l'antico equilibrio che esisteva fra il grande in
diario degli scambii, ed il numero stesso degli scambii d
tuarsi fu rotto, il valore reale dei biglietti diminuì. I g
tutte le altre derrate agricole se ne risentirono, e quest
biamento influì sul prezzo degli affitti, e su tutti gli alt
tratti stipulati in quell'epoca.

È da notare che le specie metalliche essendo scompars
circolazione, l'oro e l'argento erano divenute mercanzie
le altre, il valore reale delle quali non interessava che
colo numero di banchieri e di ricchi negozianti; il pubbli
diede alcuna attenzione al ravvilimento che aveva soff
carta. Gli effetti furono così poco apparenti, che il celeb
nomista Ricardo ebbe bisogno di lunghe ricerche e di d
gionamenti per istabilire in un modo incontrastabile l
comparativa del valore dei biglietti e dell'oro, e per prov
i primi avevano valuto fino a venticinque per cento d
della moneta ch'essi avevano avuta sempre la pretens
rappresentare esattamente.

Alla pace la banca fece dei grandi e lodevoli sforzi p
zare il corso dei biglietti. Dopo alcuni anni essa trovos
sura di riprendere i suoi pagamenti in valuta metallica.
grande rivoluzione nella circolazione fu portata al suo
mento da una legge presentata dal sig. Peel. Siccom
erano nel caso di spiegarsi esattamente l'effetto che quel
doveva produrre, così ella non incontrò una grande oppo

ha esercito una influenza ben diversa, essendo favo-
alcune classi della società a spese di molte altre. Gli
principalmente, che avevano stipulato dei contratti
ı guerra e negli anni di carestia, dovettero soffrir
obbligo di pagare in oro aggravò eccessivamente la
one, che il ribasso naturale delle derrate agricole ren-
ritica.

ıoria di quell'epoca ha lasciate nell'animo degli agri-
le forti e dolorose impressioni che sono ancora ben
essere distrutte. Anche al presente essi fanno udire
ınze amare contro la ripresa dei pagamenti in valuta
ɔer parte della banca, e contro il nuovo sistema di cir-
che ne è stato la conseguenza. La circolazione della
ımente popolare fra loro, che un ministro, il quale
se l'emissione, altre volte praticata, di biglietti d'una
ıa, li farebbe probabilmente acconsentire all'aboli-
ɜ leggi cereali.

ı per effetto del ribasso dei prezzi cagionato da varii
secutivi abbondantissimi, sia per effetto del ristabili-
la circolazione metallica, l'angustia delle classi agri-
ıe nel 1822 al suo colmo. Il Parlamento ne fu viva-
etrato. Ricusando di riconoscerne la vera causa, l'esa-

fatti, mista di rimproveri e di ingiurie contro gli econom abbastanza arditi per imputare al sistema *ultra protettore* i disastri delle classi che avea per scopo principale di prot

Tutte queste pubblicazioni, tutte queste inchieste n vono ad ottenere alcun risultato pratico. I rimedii che nevano i partigiani degli agricoltori erano troppo violenti, assurdi perchè il Parlamento qualunque essere potesse l'in di questo partito, si decidesse ad adottarli.

Gli uni volevano un dazio fisso di 40 scellini all'ent dei premi crescenti all'uscita; gli altri chiedevano delle zioni assolute; i più zelanti finalmente proponevano di l a spese del pubblico degli immensi depositi di grano, m antivenire alle carestie future, che per la speranza nasc pena di vedere marcire o divorare dagli insetti una par derrate che sopraccaricherebbero il mercato. Il tempo misure era definitivamente passato. Sia che le consegue neste del sistema protettore avessero aperti gli occhi ad numero di persone, sia che le esagerazioni delle classi trici avessero un effetto contrario a quello che esse se mettevano; certo egli è che la crisi agricola del 1822 spingere il Parlamento a prosperare nella via economica guiva da quarant'anni, lo indusse a fare i primi passi ne direzione di una politica più liberale. In fatti dopo ave un milione di lire sterline per essere prestate agli ag contro dei depositi di grano, adottò una nuova legge men siva che quella del 1815, in virtù della quale il grano fo era ammesso mediante un dazio di 12 scellini, quando il arrivasse ai sessanta scellini.

La causa della riforma commerciale che non aveva r dato nel 1822, fece l'anno seguente un passo decisivo gresso del sig. Huskisson nel gabinetto nella qualità d

(1) Questi medesimi rimproveri e queste medesime ingiu quelle che il sig. Alban de Villeneuve riferisce con tanta con nell'opera che ha pubblicata per domandare ragione a questi po nomisti così maltrattati nel loro paese di tutto quello che si Inghilterra da sessanta anni in qua.

dente dell'uffizio del commercio. Quel ministro appoggiato da Canning, intraprese la rifusione totale della legislazione fiscale dell'Inghilterra quel capo-lavoro del sistema mercantile.

Ei procedette in quest'opera così difficile con una prudenza, con una fermezza e con un coraggio che meritavano lo studio e l'ammirazione di tutti gli uomini di Stato. Il suo esempio mostrò loro in qual modo bisogna condursi per trionfare degli errori e degli abusi che essi hanno la missione di distruggere, quando si appoggino ai numerosi interessi delle classi più potenti della società.

Il sig. Huskisson, avendo dovuto incominciare le sue riforme colla distruzione dei monopolii assoluti, di cui gioivano certi rami dell'industria, primieramente gl'interessi agricoli, posti ad una così dura prova dalla crisi alla quale erano andati soggetti. Ei non toccò la legge del 1822, soltanto sperando di suscitare con un mezzo indiretto una concorrenza ai produttori nazionali; fece dichiarare che i grani delle colonie sarebbero sempre ammessi mediante un dazio fisso di cinque scellini per quarter. Lo scopo che il sig. Huskisson si proponeva andò fallito, a motivo del regime coloniale di cui non aveva ancora osato d'intraprendere la riforma. La sola colonia che sarebbe stata in situazione di fornire all'Inghilterra delle masse considerabili di grano, il Canadà, fu distolta dal dare all'industria agricola gli sviluppi dei quali sarebbe stata suscettibile, dagli eccessivi incoraggiamenti che le tariffe della metropoli accordavano al commercio dei suoi legni di costruzione. Occupata quasi esclusivamente a far valere le sue foreste, il Canadà non ha concorso fino a questi ultimi tempi all'approvvigionamento dei mercati inglesi che con quantità di derrate affatto insignificanti.

Una sequela di cattivi ricolti determinò il ministero che si era ricostituito sotto la presidenza di Canning, sopra basi più liberali, ad estendere nel 1827 la riforma commerciale alle leggi cereali. Dopo aver fatto passare alla Camera dei comuni il bill che la consacrava, ei perdette la causa alla Camera dei lordi in faccia all'opposizione del partito tory al quale si era unito un

gran numero di grandi proprietarii whigs con lord Grey alla testa. Canning, contando sul potere che gli dava la sua grande popolarità, si proponeva di rinnovare l'anno seguente la lotta nella quale si era impegnato coll'aristocrazia territoriale, ma la morte venne a sorprenderlo all'apice della sua carriera, e ad arrestare la realizzazione del suo progetto.

Ciò non di meno questo progetto era ben lungi dall'operare una riforma radicale nei dazi d'entrata. Sebbene egli abbia eccitate delle collere implacabili, era ben più favorevole ai produttori, che non lo fosse l'ultimo bill sui cereali del sig. Peel. Come esso, egli pure voleva mantenere un prezzo che molto non si allontanasse da quello di 60 scellini il quarter, ed in questo scopo proponeva una scala di dazi più alta di quella che è in vigore al presente. In tal guisa le riforme che sedici anni sono sembravano eccessive, sono ora riguardate come insufficienti dallo stesso partito tory, tanto le idee e le opinioni favorevoli alla libertà del commercio hanno fatto dei progressi da quell'epoca in poi.

Sebbene il sig. Peel abbia respinto il sistema di Canning, dal momento in cui ritornò al potere poco tempo dopo la morte di quell'uomo di Stato, si credette in obbligo di fare qualcosa in favore dei consumatori. Nel 1828 egli presentò una nuova legge sui cereali, chè aveva delle grandi analogie con quella del ministero precedente, ma che però ne differiva in varii punti essenziali. Nel tempo stesso che adottava il sistema della scala mobile, il suo scopo era quello di mantenere il prezzo medio del grano a 66 scellini il quarter. Così quando il prezzo giungeva a quel punto, il dazio era ancora di 20 scellini. Quando lo oltrepassava il dazio ribassava con rapidità, di maniera che a 70 scellini non era più che di 10 scellini, e che a 73 cadeva ad uno scellino dazio minimo. Al disotto del prezzo di 66 scellini i dazi aumentavano in ragione della diminuzione dei prezzi; essi erano di 26 scellini quando i prezzi cadevano fino a 59 scellini.

La legge del 1828 non solo era parzialissima per le classi

i, ma il sistema sul quale la scala dei dazi era rego-
ninentemente difettoso. Infatti, siccome essa ammet-
zioni molto rapide quando i prezzi si avvicinavano
ai quali la importazione diveniva quasi libera, av-
ogni volta che l'Inghilterra ebbe un bisogno assoluto
ranieri, i mercanti sforzarono il corso con compre
abilmente, finchè i prezzi regolatori si fossero alzati
a da far cadere i dazi al grado più basso della scala
grani andarono in tal guisa soggetti a variazioni vio-
meno spiacevoli ai consumatori costretti più di una
portare dei movimenti di un rialzamento fattizio, che
er il tesoro il quale non introitò mai che deboli dazi
e enormi di grani, che sono state importate sotto il
questa legge.
28 al 1840, 11,322,085 quarter di grani esotici fu-
ımati in Inghilterra. Sopra questa quantità 9,000,000
: i quattro quinti, pagarono dei dazi di 1 a 6 scellini
ù; e notisi che quello che perdette lo scacchiere non
ıte al paese, poichè, per giungere a far ribassare i
peculatori furono costretti a mantenere i prezzi molto
a della tassa, alla quale sarebbero arrivati, se aves-
to il corso naturale delle cose.
nercio dei grani sotto il dominio della legge del 1828
oggetto a tante variazioni violente, a tante occasioni
ni enormi e rischi di perdite eccessive che si potè ri-
come in uno stato perpetuo di crisi. Gli uomini savi,
ıti laboriosi e prudenti dovettero rinunziarvi, e la-
ampo libero agli speculatori temerari, che non temet-
porsi ad una rovina totale, per correre più presto
la della fortuna. Nelle loro mani il commercio, per-
ni andamento regolare, fu trasformato in un giuoco
di cui finirono ad essere vittime tutti quelli che vi
arte.
rsi che la legge del 1828 riuscì fatale a tutti, sì ai
ori come ai produttori, ai finanzieri non meno che

ai commercianti. I cattivi ricolti accaduti dal 1837 al 1840 avendo resi patenti tutti gli inconvenienti, divenne evidente la necessità della riforma. Il ministero whigs sebbene composto di persone penetrate dei veri principii economici, aveva lungo tempo esitato a prendere un partito che doveva suscitare opposizioni così forti nelle classi agricole. Per non indisporre troppo la Camera dei lordi, che gli era di già ostile, il suo capo, lord Melbourne, aveva più volte dichiarato, che una riforma radicale delle leggi cereali sarebbe un atto di demenza. Ciò non ostante negli ultimi tempi della sua esistenza, sia che egli credesse di non aver più nulla da aspettarsi dal sistema di riguardi che avea adottato, sia che la crisi commerciale ed industriale che si prolungava da varii anni, avesse aiutata la maggioranza a trionfare degli scrupoli di una parte de'suoi membri, il consiglio si decise tutto ad un tratto a proclamare la ferma intenzione di operare una riforma completa nelle leggi su i cereali.

Il piano del ministero abbracciava non solo la riforma delle leggi cereali, ma anche quello delle leggi sugli zuccheri, sui legnami di costruzione e sui dazi protettori dei prodotti della metropoli nei mercati delle colonie. Era questa, come si vede, una misura decisiva, che rovesciava fino dalla sua base tutto l'edifizio mercantile della Gran-Bretagna. Questo piano andò fallito sia avanti alle Camere, sia avanti al paese. Gli sforzi disperati delle classi privilegiate, aiutati da una specie di reazione religiosa in favore della chiesa anglicana, ottennero nelle elezioni un successo decisivo. Il partito conservatore trionfò, ed il nuovo Parlamento si radunò in mezzo alle grida di gioia degli affittaiuoli e dei proprietari, i quali credevano di avere assicurato per sempre la conservazione dei loro privilegi.

Ma il capo del nuovo gabinetto ed i suoi principali colleghi erano troppo abili e troppo illuminati per non avere approfittato delle lezioni dell'esperienza. Ond'è che lungi dal lasciarsi inebbriare dalla pienezza dei successi ottenuti, si affrettarono a riconoscere la necessità di proseguire l'opera della riforma commerciale incominciata dal sig. Huskisson. Fino dalla prima ses-

sione dopo l'avvenimento al potere, sir Roberto Peel presentò una nuova tariffa di dazi, la quale consolidava, riformandole, tutte le antiche leggi delle dogane, eccettuate quelle sui cereali e sugli zuccheri, delle quali era costretto ad aggiornare le riforme a cagione delle circostanze politiche e filantropiche che, riguardo ad esse, dominavano le questioni puramente economiche.

La nuova tariffa del sig. Peel, stabilita sopra basi generalmente moderate, costituisce un progresso tanto più notabile nella via dell'applicazione pratica dei principii scientifici, in quanto che l'illustre ministro manifestò apertamente la sua intenzione di avvicinarsi, più che potesse, ai precetti dei maestri della scienza. Tutti i capi di partito, tutti gli uomini l'opinione dei quali ha gran peso nella Camera, si unirono a lui per rendere omaggio a Smith ed alla sua scuola, per così lungo tempo trattati con disprezzo dai capi del Parlamento.

Noi non esamineremo nei suoi particolari questa riforma, qualunque agli occhi nostri ne sia l'importanza. Ci limiteremo a notare, che le riduzioni le più considerabili si riferirono principalmente alle derrate alimentarie ed ai prodotti agricoli. Gli animali vivi, fino allora proibiti, furono ammessi mediante un tenue dazio, di molto inferiore a quello, di cui gli educatori francesi riclamano la conservazione, come indispensabile per l'esistenza della loro industria. I dazi sulle carni salate, il lardo, il riso ed i legumi, vennero considerabilmente ridotti. Simili riduzioni si fecero sugli oli, sulle semenze oleaginose, e sui grani per la seminagione. Questa semplice enumerazione basta per far vedere quanto fu ridotta la protezione di cui gioivano le classi agricole per la maggior parte dei loro prodotti; onde esse accolsero con grida di rabbia la nuova tariffa; e durante il corso di un anno i mercati dell'interno e le assemblee degli affittaiuoli echeggiarono d'imprecazioni contro sir Roberto Peel ed i suoi colleghi.

Il ministero consacrò ai cereali un bill particolare. Quello che lo aveva preceduto aveva proposto al Parlamento di sostituire alla scala mobile un dazio fisso di otto scellini. Questo era

lo scopo dichiarato di divenire quasi proibitiva, ogni qua
il prezzo del grano discendeva al di sotto di 66 scellini i
ter. La nuova legge ammise come prezzo normale dei g
interni 60 scellini; quando i grani erano a questo prezz
ammetteva i grani stranieri, mediante un dazio di 13 s
Quindi ella dichiarò che i dazi aumenterebbero o dimi
bero nella proporzione aritmetica inversa dei prezzi medi
alcuni tempi di stazionarietà poco importanti, regolati i
che il dazio ascendesse a venti scellini quando i prezzi
sero fino a 50 scellini, e che si riducesse ad uno scellino,
questi arrivassero a 73 scellini. Ma quello che era più
tante, la legge soppresse ogni proibizione assoluta, e d
permessa in ogni tempo l'importazione, mediante un da
nimo di 20 scellini.

Ad onta dei rimproveri amari che il partito whigs ha
contro questa misura, è forza riconoscere che essa ha int
nel commercio dei grani dei notabili miglioramenti. Il s
vincolato dai suoi antecedenti e da quelli del suo part
creduto dover mantenere il sistema della scala mobile,
fatto del tutto per attenuarne gl'inconvenienti. In vec
sbalzi repentini che ammetteva l'antica tariffa, egli ha
una scala regolare quanto era possibile, nella quale al cr

'altronde in tutte le circostanze, il sig. Peel ha sostituito ai zi antichi dei dazi sensibilmente meno alti ed ha regolate le azioni in modo che esse sono tanto più sensibili quanto meno alto il prezzo del grano. È facile il convincersene confrondo le due scale.

Essendo l prezzo medio per quarter di	Il dazio imposto dalla legge del 1828 sarà	Dazio impòsto dalla legge del 1842	Differenza
Scellini 50	Scellini 36 8	Scellini 20	Scellini 16 8
» 51	» 35 8	» 19	» 16 8
» 52	» 34 8	» 18	» 16 8
» 53	» 33 8	» 18	» 15 8
» 54	» 32 8	» 18	» 14 8
» 55	» 31 8	» 17	» 14 8
» 56	» 30 8	» 16	» 14 8
» 57	» 29 6	» 15	» 14 8
» 58	» 28 8	» 14	» 14 8
» 59	» 27 8	» 13	» 14 8
» 60	» 26 8	» 12	» 14 8
» 61	» 25 8	» 11	» 14 8
» 62	» 24 8	» 10	» 14 8
» 63	» 23 8	» 9	» 14 8
» 64	» 22 8	» 8	» 14 8
» 65	» 21 8	» 7	» 14 8
» 66	» 20 8	» 6	» 14 8
» 67	» 18 8	» 6	» 13 8
» 68	» 16 8	» 6	» 10 8
» 69	» 13 8	» 5	» 8 8
» 70	» 10 8	» 4	» 6 8
» 71	» 6 8	» 3	» 3 8
» 72	» 2 8	» 2	» 0 8
» 73 ed al di sopra	» 1 0	» 1	» 0 0

Se abbiamo messa una certa importanza a far conoscere il ccanismo della nuova legge sui cereali egli è perchè ci preva di provare che i capi del partito conservatore sotto l'imo delle circostanze che li rendevano momentaneamente onotenti hanno sacrificati gl'interessi della classe la più nurosa dei loro aderenti, alla irresistibile tendenza che spinge



in fondo, ne è egli stesso convinto quanto lo siamo noi. dal suo ritorno al ministero ha posto somma cura a n impegnare il suo avvenire. Al principiare di ogni sessio chiara quello che gli pare opportuno di fare per il mo ma ricusa sempre di pronunciarsi in una maniera de sulla durata del sistema che ha fondato.

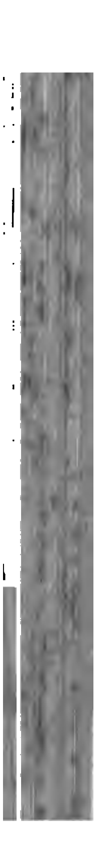
Infatti dopo avere abbassati i dazi sopra tutti i gra tici, ei volle favorire la colonia che sola può contribuire provvisionamento dell'Inghilterra, il Canadà. Nel 1813, presentato da lord Stanley ridusse ad uno scellino per il dazio sulla importazione dei grani. È certo che que sura ha avuto per oggetto, meno il vantaggio del Canad il desiderio di creare ai produttori nazionali una conc formidabile.

Il bill sulla importazione dei grani del Canadà chiuse degli altri che da tre secoli sono stati destinati a reg commercio dei grani in Inghilterra. Dopo la sua adott non è stata fatta alcuna modificazione a questo ramo tante della legislazione. All'ultima sessione, sir Roberto solennemente dichiarato ch'ei non credeva giunto il m di ritoccare le leggi cereali; è probabile che nella sessio

loro attualità. Questo sarà ancora per lungo tempo il prin-
campo di battaglia in cui i partiti s'incontreranno. Esse
saranno compiutamente risolute se non il giorno in cui
le barriere protettrici che circondano le produzioni del
saranno state tolte. Questo giorno così importante, non
per l'Inghilterra, ma per il mondo intiero, non può essere
lontano, perchè ad onta delle riforme operate da sir Ro-
Peel, e delle sue misure palliative, si può dire che la sorte
ndustria della Gran Bretagna è strettamente legata a quella
libera entrata delle materie alimentarie. Questa verità che
rtito riformatore si sforza di presentare sotto tutte le sue
e, e che il partito conservatore combatte debolmente, è ap-
traveduta sul continente. Il resto di questo articolo è con-
to a metterla in tutta la sua luce. Se ci riusciamo avremo
nto lo scopo che ci eravamo proposti, cioè di dimostrare
l movimento il quale spinge l'Inghilterra verso la libertà
erciale è dominato da una forza irresistibile, la di cui
e non cesserà, finchè in quel paese non sarà portato a
imento il perfetto accordo delle leggi fiscali coi principii
economia politica.

oi non pretendiamo di sviluppare qui i principii generali
uali si fonda la teoria della libertà commerciale. La loro
strazione si trova in tutte le opere di economia politica.
ci limiteremo ad esaminare le circostanze particolari all'In-
lerra, che rendono la loro applicazione in quel paese, per
che riguarda le derrate alimentarie, non solo vantaggiosa
sua prosperità, ma strettamente necessaria al mantenimento
o sviluppo economico al quale è giunto.

'Inghilterra ci presenta lo spettacolo di una società arrivata
iù alto punto di ricchezza che la storia rammenta. Grazie
accumulazione di una massa immensa di capitali trasfor-
i in agenti produttivi di ogni specie; grazie alla energia
lla attitudine industriale dei suoi lavoratori, all'attività ed
ità di quelli che li dirigono, una popolazione numerosa è
ta a produrre sopra uno spazio ristretto una quantità enorme



riputato necessario al mantenimento delle classi a caric
società, dei soldati, dei prigionieri, dei poveri, col re
quale le classi medesime sono assoggettate nei paesi i pi
e più inciviliti del continente.

Questa massa enorme di oggetti è creata da due cate
lavoratori, gli agricoltori e gl'industriali, estendendo q
tima denominazione alla classe commerciante della n
Una gran parte ne è destinata alla consumazione inter
rimanente è scambiato all'estero contro altri oggetti ne
al popolo inglese, e che il suolo britannico non produc

I progressi giganteschi della produzione ottenuta sc
suolo limitato sono l'effetto di due cause principali:

1.° L'accumulazione dei capitali impiegati come ag
produttivi;

2.° Le scoperte ed i perfezionamenti di ogni gene
hanno così prodigiosamente accresciuta l'efficacia del la
tutti i rami dell'industria manifatturiera ed agricola.

Esaminiamo ora separatamente l'azione di queste ca
due rami della produzione, e cerchiamo di precisare l'in
che le leggi cereali hanno esercitata ed esercitano anc
loro effetti.

mte una maggiore divisione ed una migliore distri-
lavoro, dal che risulterà una diminuzione delle
duzione, quando anche le cognizioni teoriche e pra-
bricanti non abbiano fatto alcun progresso. Così
che 20,000 persone dedicate esclusivamente alla
toniera, a circostanze d'altronde eguali, produrranno
à di stoffe più che doppia di quella che fabbriche-
)0 operai. Quello che del certo lo prova, si è la su-
contrastabile, ad onta del caro prezzo abituale della
ra, dei grandi centri di produzione intorno ai quali
no le industrie similari sugli stabilimenti isolati.
icoltura avvien l'opposto. Se da un suolo limitato
una massa più considerabile di prodotti, che non
e se ne ottiene mediante l'impiego dei capitali e del
esige il sistema generale di coltura, si sarà costretti,
l'arte agricola stazionaria, di consacrare a questa
addizionale, una massa relativamente più conside-
pitali e di lavoro.

pio che ora abbiamo posto è incontrastabile. In fatti
al primo agricoltore che ci si presenta, se, me-
nuova anticipazione di capitali, ei crede di poter
na possessione in buono stato una quantità di pro-
iore di quella che già ne ritraeva (1); egli risponderà
ente, ch'egli non può intraprendere l'operazione che
sta, se non in quanto sarebbe ragionevole il contare
umento sicuro del prezzo degli oggetti ch'ei produce;
dire, ch'ei considera quella produzione addizionale

ne sovente che dei capitali applicati con intelligenza alla col-
erra, ne aumentano le rendite al di là degli interessi che
esi comunemente. Questo risultato che sembra contraddire i
e abbiamo emessi è dovuto alla circostanza che le intraprese
di rado dotate dei capitali necessarii per mettere in opera
pratiche agricole conosciute. Le anticipazioni fatte allora alla
no a surrogare al sistema in vigore un sistema perfezionato.
aso se la rendita aumenta, non è perchè i nuovi capitali sieno
ivi che gli antichi: ma è la conseguenza del miglioramento
i di coltura, è l'effetto d'un vero progresso dell'arte agricola,
nforme al complesso delle nostre teorie.

come una produzione da dovere occasionare proporzional
più spese di quella delle derrate che raccoglie abitualmen
sua possessione.

Questa impotenza della terra di produrre indefinitam
in ragione costante dei capitali che s'impiegano nella
tura è un fatto incontrastabile che tutti ammettono q
presentato isolato. Esso è la base unica della teoria de
dita, così rigorosamente dimostrata da Riccardo, e che
così poco valutata sul continente, sebbene sia la chiav
quantità di problemi economici.

Ammesso questo fatto, ne risulta che 20,000 perso
ranti coi medesimi metodi, il medesimo suolo, non ne
ranno due volte tanto quanto i 10,000 operai che l
messo in coltura.

Così dunque, nella nostra prima ipotesi, tutte le a
striali rimanendo stazionarie, l'accumulazione dei capital
mento della popolazione avranno per effetto di accresc
ficacia del lavoro, e di diminuire quella delle industrie
Per conseguenza confrontando la consumazione media
epoche, si troverà che alla seconda ogni individuo av
sua disposizione un maggior numero di effetti manifatt
una minore quantità di materie prime.

In un tale stato di cose l'aumento della popolazione
ben tosto arrestato, perchè presto si arriverebbe al p
cui la parte delle derrate alimentarie che toccherebbe
miglie dei lavoratori sarebbe insufficiente per permett
di moltiplicare. Le leggi cereali sarebbero allora talme
nose che diverrebbe inutile il combatterle con argomen
tifici; esse caderebbero sotto il peso della disapprovazi
nerale.

Fino ad ora l'ipotesi che abbiamo esaminata non si
zata. La seconda causa che abbiamo indicata, cioè i p
di tutte le arti industriali, ha contribuito anche più della
cioè l'accumulazione dei capitali. alla prosperità econo
cui gode la nazione inglese.

L'invenzione delle nuove macchine, l'applicazione di processi più perfetti in tutti i rami dell'industria, hanno prodigiosamente aumentati i mezzi di produzione e l'efficacia del lavoro. Nell'industria manifatturiera soprattutto sonosi fatti i progressi più notabili; ond'è che il prezzo di tutti gli oggetti fabbricati si è enormemente ribassato, e la consumazione ne è aumentata in una proporzione anche più forte.

I progressi delle arti rurali, sebbene meno apparenti, non sono per questo meno importanti. Più tardi avremo occasione di esaminarli in qualche dettaglio; ora noi ci limitiamo ad indicarli come un fatto incontrastabile. Ne è risultato che sotto l'influenza dei metodi perfezionati, si ottiene ora dal medesimo suolo, colla medesima quantità di lavoro, una massa di derrate molto maggiore che non se ne otteneva cinquant'anni sono.

Così può dirsi che le due cause che abbiamo indicate come influenti sul progresso delle ricchezze, hanno agito nel medesimo senso per ciò che concerne l'industria manifatturiera, ed in un senso opposto per ciò che concerne l'industria agricola.

Quanto a quest'ultima sarebbe difficile il determinare con esattezza l'influenza e la portata delle due cause. Se si considera la produzione nel suo complesso, si avrà ragione di sostenere che la maggiore abilità dei produttori compensa, ed anche al di là, le difficoltà crescenti della produzione. Ma limitandosi a considerare quella porzione dei prodotti agricoli che determina il prezzo, quella cioè la di cui produzione esige maggiori spese, si giungerà ad una conclusione contraria, che d'altronde è confermata dall'aumento di prezzo cui andarono soggetti la carne, il grano, i latticini dall'epoca in cui incominciò in Inghilterra il grande sviluppo della popolazione e della ricchezza.

La questione che abbiamo sollevata è talmente grave, è così importante il farsi un'idea esatta degli elementi che costituiscono il valore reale dei prodotti della terra, per arrivare a risolvere i problemi spinosi di economia sociale dei quali abbiamo intrapreso l'esame, che crediamo indispensabile, ad onta dell'aridità della materia, e la poca attrattiva che ella offre al lettore, l'entrare qui in qualche sviluppo.

Per gli oggetti manifatturati, le spese di produzione, o valore delle materie prime impiegate si compongono esclusivamente del salario dei lavoratori e degli interes capitali impiegati per la riproduzione. Così, meno alcu eccezionali, può dirsi che il valore di una certa classe d'o fabbricati nel paese, delle stoffe di cotone per esempio, porzionale alla quantità di lavoro e di capitali consacrati sto ramo d'industria.

Non avviene lo stesso per le derrate agricole. Abbiamo che sopra un suolo di una estensione limitata, non si pu aumentare la produzione in ragione del lavoro e dei capi cui si può disporre. Quando si è giunti ad un certo limit si innalza, è vero, a misura che l'arte agricola fa dei pro non si ritrae più dall'impiego del medesimo lavoro e de desimi capitali, che dei minori prodotti. Ora, se i bisog paese esigono che questa produzione più costosa si effet cosa evidente che le spese da essa occasionate saranno che determineranno il valore di tutti i prodotti della ter

Allora potrà dirsi in un certo senso, che le spese di p zione di tutte le derrate agricole sono accresciute, sebb realtà non ve ne sia che una debole porzione, la di cui p zione esigesse maggiori capitali e lavoro, che per lo pass

L'alzamento dei prezzi che avverrà in questo caso, de naturalmente estendersi a tutti i prodotti senza eccezion seguirà che i capitali ed il lavoro di già impiegati alla c della terra produrranno un valore più considerabile di c che è necessario per indennizzarli dei servigi che avrann prelevata questa indennità rimarrà dunque ancora un'ecced che sotto la forma di *rendita* sarà percepita dal propriétar suolo.

Lo stesso accaderà quando invece di domandare alla m sima terra più forti prodotti, si sarà costretti a ricorrere a meno fertili (1), o meno ben situate relativamente ai m

(1) Spesso il mettere a coltura terre da lungo tempo incolte, dal determinare un aumento nella quantità della rendita, che ris

regolatori. La loro coltura esigendo più lavoro e più capitali, essendo i loro prodotti aggravati da una massa maggiore di spese, ne risulterà necessariamente un alzamento di prezzo nelle derrate agricole. Questo alzamento aumentando il valore dei prodotti delle terre più fertili diggià coltivate, creerà, come nel primo caso che abbiamo esaminato, una eccedenza, la quale costituirà una rendita in favore dei proprietari.

Queste brevi riflessioni bastano per far conoscere la natura della rendita e per far valutare la parte che essa ha nei fenomeni della produzione. Sebbene essa non abbia influenza sul prezzo delle derrate agricole, se si considera il valore che il complesso loro rappresenta, si vedrà che essa forma uno dei principali elementi delle spese di produzione. Risulta da ciò, che, anche supponendo che il valore abbia una più grande potenza, dovuta ai progressi dell'agricoltura, se, per effetto delle due cause creatrici della rendita, questa si è notabilmente accresciuta, ne avverrà probabilmente che le spese di produzione saranno aumentate, ed allora tutte le classi della società eccettuati i proprietari territoriali, risentiranno i medesimi effetti, che, se l'estensione delle terre fertili essendo illimitata, l'efficacia del lavoro fosse diminuita.

Questo è il caso dell'Inghilterra. Le derrate alimentarie straniere non potendo concorrere all'approvvigionamento del paese, si è dovuto trarre da un suolo limitato di che supplire ai bisogni di una popolazione rapidamente crescente; per questo si è stati costretti a porre in coltura le terre le meno fertili ed a consacrare a quelle che erano già coltivate una quantità sempre maggiore di capitali e di lavoro. In conseguenza l'ammontare

proprietarii produce un effetto contrario. Ciò avviene quando queste terre rimasero incolte, non a motivo delle loro deboli qualità produttrici, ma perchè usanze antiche o leggi positive se ne appropriassero l'uso assoluto. I beni comunali una volta così estesi in tutta l'Europa sono per la maggior parte in questo caso. Il porli a coltura, ben lungi dal favorire l'aumento della rendita, gli è contrario; questo è talmente vero, che l'Inghilterra va in parte debitrice ai dissodamenti considerabili che si sono fatti da un secolo, di non aver dovuto sopportare, malgrado le leggi cereali, un aumento esorbitante nella rendita delle terre.

delle rendite si è progressivamente elevato, e le spese di produzione, ad onta dei miglioramenti di ogni genere introdotti nell'agricoltura, sono esse pure aumentate.

Abbiamo fatto vedere quali erano i principali effetti delle leggi cereali sulla produzione interna: essi sono spiacevoli certamente, e bastano per giustificare i nostri rimproveri riguardo a queste leggi. Ciò non ostante, siccome non si potrebbe, senza esagerazione, negare di riconoscere che fino ad ora lo sviluppo delle arti agricole ha in gran parte attenuati i mali che avrebbero potuto risultarne, non sarebbe ragionevole il proclamare la loro abolizione come una necessità imperiosa, se queste leggi non producessero altre conseguenze molto più gravi. Noi saremmo così lungi dal pensarlo, che nel caso in cui fosse permesso di sperare, cosa che ci pare una ipotesi temeraria, che i processi di coltura sieno per fare nel periodo che si apre innanzi a noi, dei progressi analoghi a quelli che si sono compiuti da un secolo, confesseremmo con dispiacere, che l'abuso di potere che commettono i proprietari del suolo dell'Inghilterra ritenendosi il monopolio dei mercati interni, potrebbe prolungarsi ancora per lungo tempo, senza far nascere uno di quei movimenti di opposizione violenta, ai quali i poteri politici i meglio stabiliti sono fuori di stato di resistere.

Se le leggi cereali sono condannate ad una completa riforma in un vicino avvenire, cagione principale ne sono i pericoli che minacciano il commercio straniero.

L'Inghilterra, come è noto, importa annualmente dal di fuori delle masse di oggetti sempre più considerabili, per soddisfare ai bisogni d'ogni genere della sua numerosa popolazione. La maggior parte di questi oggetti sono divenuti per lei oggetti di prima necessità. Senza i cotoni, gli zuccheri, gli olii, ecc., che esso tira ogni anno dall'estero, la sua popolazione non sarebbe vestita, non sarebbe illuminata, sarebbe imperfettamente nutrita. D'altronde nello stato di sviluppo a cui è giunta la sua industria, il commercio straniero è divenuto un elemento essenziale della sua esistenza, una sorgente di ricchezze e di vita,

alla quale non si può lottare senza far correre alla società tutta intiera i pericoli i più gravi.

Il popolo inglese non può dare in scambio delle derrate che importa altro che il prodotto del suo lavoro e dei suoi capitali. Il suo suolo non gli dà che dei carboni, del ferro e della terra di maiolica, oggetti che costituiscono una debole parte delle sue esportazioni; queste ultime si compongono quasi esclusivamente d'oggetti manifatturati, che hanno acquistato un gran valore a motivo delle trasformazioni, che l'industria ha fatto subire alle materie prime tirate dall'estero. In ultima analisi, il lavoro consacrato ai coloni dell'America, alle lane della Germania ed ai grani della Russia, è quello che dà all'Inghilterra il mezzo di saldare il prezzo di tutte le sue importazioni.

Per ben lungo tempo essa non incontrò alcun rivale formidabile sui mercati stranieri. Fintanto che essa fu sola al mondo a godere degli inapprezzabili beneficii di una pace interna non interrotta; fintantochè il suo governo fu quasi il solo che onorasse il lavoro, fino all'istante finalmente in cui ella rimase nel possesso esclusivo dei maravigliosi segreti dell'industria moderna, ella non ebbe a temere nessuna conoscenza seria. Il monopolio di tutti i mercati, nei quali i suoi prodotti potevano penetrare, le era assicurato. In questo stato di cose, i prezzi stabili all'estero dei suoi prodotti manifatturati erano determinati dai medesimi principii che regolavano i prezzi all'interno; solamente i prezzi correnti, sottomessi alla possibilità di variazioni che i produttori potevano più difficilmente prevedere, oscillavano fra limiti molto più estesi di quello che lo sarebbero stati, se l'industria non avesse avuto a provvedere che il mercato nazionale.

Le leggi cereali non potevano avere allora un effetto diretto molto esteso sul commercio straniero. Soltanto ritenendo violentemente per la coltura delle terre una parte dei capitali, che si sarebbero portati, se il commercio fosse stato libero verso le manifatture, esse hanno nociuto alla organizzazione dell'industria, e costretto il paese a consacrare alla produzione di certe

materie prime una più grande quantità di lavoro, che non sarebbe stata necessaria per procurarsele dall'estero, scambiandole contro degli oggetti manifatturati.

Dopo la pace, questa superiorità così grande dell'Inghilterra, è singolarmente diminuita, e giornalmente è andata scemando l'immensa distanza che separava la sua industria da quella del resto del globo. Un gran numero di paesi trovansi ora, presso a poco, nelle medesime condizioni economiche, alle quali è dovuto il prodigioso sviluppo delle sue risorse naturali: la pace esterna è fermamente stabilita quasi da per tutto: la Gran Bretagna non è più il solo paese, in cui il lavoro sia incoraggiato ed onorato; finalmente i maravigliosi segreti della meccanica inglese sono state rivelate agli operai del continente e dell'America. Così da per tutto si vede l'industria ingrandire rapidamente, e farsi rivale dell'industria britannica che riputavasi ancora, venti anni sono, una potenza invincibile.

Quello che qui abbiamo avanzato viene confermato dallo sviluppo costante del commercio esteriore non solo della Francia, della Germania, del Belgio e della Svizzera, ma anche di quello degli Stati-Uniti. Risulta dai prospetti ufficiali pubblicati per cura dei governi di queste differenti nazioni, come anche dalla confessione degli uomini di Stato i più esperti dell'Inghilterra, che la concorrenza che le loro principali industrie fanno alle manifatture inglesi va ogni giorno aumentando. Così, per i panni, la Francia ha già la preferenza sulla maggior parte dei mercati; per le cotonerie i fabbricanti inglesi si trovano in presenza dei prodotti più eleganti di Mulhouse, se si tratta di stoffe di lusso e di tele ordinarie, ma poco costose di Lowell in America, e gli stessi prodotti delle loro ammirabili filature devono lottare contro i fili di Zurigo. — Se considerando l'industria nel suo complesso si è costretti a confessare che l'Inghilterra conserva ancora una superiorità incontrastabile, non è meno vero che questa superiorità tende ad indebolire ogni giorno di più, di modo che, ammettendo che nessun cambiamento accada nella condizione economica delle diverse nazioni industriali, si

bbe calcolare il giorno in cui ella caderà intieramente. Le cereali debbono accelerare questo momento. Il loro risul-ssendo quello di far rincarare il prezzo di costo delle der-che consumano le classi lavoratrici, esse influiscono sulla dei salari e tendono per conseguenza a fare alzare i prezzi duzione di tutti gli oggetti manifatturati.

i qui questi effetti spiacevoli sono stati considerabilmente nati mediante i progressi delle arti agricole. Durante un spazio di tempo l'Inghilterra ha migliorata la sua agri-a, mentre che quella del continente rimaneva stazionaria. oteva chiedere allora al suo suolo dei prodotti sempre bbondanti, senza che per questo la sua condizione econo-variasse relativamente a quella delle altre nazioni. Ma in e cose sono cangiate. L'agricoltura nella maggior parte dei d'Europa, in Francia, in Germania, in Italia ha preso un nento rapido, per lo meno, quanto quello delle altre in-ie. Se essa non vi è peranco giunta al grado di prosperità è giunta nella Gran Bretagna, vi sono alcuni luoghi nei vi è vicinissima. Siccome gl'Inglesi, sotto l'aspetto agri-ion posseggono verun vantaggio naturale, di cui non go-ad un grado almeno eguale se non più alto, molte altre ni, essi debbono aspettarsi che le nazioni le più avanzate ranno a rendere il lavoro applicato alla coltura, non meno ttivo che presso di loro. Quando queste avendo a loro sizione delle terre che relativamente alla loro popolazione molto più vaste di quelle delle quali dispongono gli agri-i dell'Inghilterra, esse otterranno le derrate alimentarie a i vieppiù inferiori a quelli che esigerà la loro produzione st'ultimo paese. Ne seguirà un rialzo relativo nei salari, sto rialzo renderà sempre più dubbia la lotta che i fab-ti inglesi sono costretti a sostenere sui mercati stranieri o i loro rivali di Europa e di America. Per un certo tempo anterranno il terreno che hanno conquistato, in grazia circostanze che favoriscono in un modo particolare l'in-ia britannica. Disponendo di capitali enormi, aiutati da una

ammirabile organizzazione industriale, avendo a disposizione loro tutte le materie prime le più preziose, che sono il carbone fossile ed il ferro, sostenuti finalmente da una razza di operai l'energia dei quali non ha l'eguale, saranno difficili a vincersi. Ma alla fine la forza che rode la loro superiorità, operando senza interruzione, finirà a trionfare di tutti i loro vantaggi. Obbligati a nutrire i loro operai con un pane che costerà due volte di più a prodursi di quello che consumano gli operai del continente, le loro ricchezze, la loro abilità, il loro spirito di intrapresa verranno a rompersi contro gli intralci dei quali li attornia una legislazione viziosa. Il cavallo da corsa il più distinto sarà vinto nell'arena dal corritore più ordinario, se quello che lo monta è costretto a portare dei pesanti zoccoli di piombo. Le leggi cereali sono degli zoccoli di piombo per l'industria inglese; se ella non riesce a sbarazzarsene, non potrà mai conservare il vantaggio che ha avuto tanto tempo sulle industrie sue rivali.

Così noi crediamo di aver dimostrato che per effetto dell'esistenza delle leggi cereali, i pericoli che minacciano il commercio esteriore dell'Inghilterra sono urgenti. Se i nostri ragionamenti troppo astratti e forse anche troppo confusi, non fossero riusciti a far penetrare questa verità nella mente che i fatti soli hanno il potere di convincere, noi le inviteremo ad esaminare per alcuni momenti quello che accade nella Gran Bretagna. Vedrebbero quanto tutte le classi industriali la sentono vivamente e fino a qual punto ne sono scosse; vedrebbero queste teorie scientifiche per le quali professano un così alto disprezzo, ricevere una sanzione popolare luminosa, e forse allora ammetterebbero le conclusioni alle quali noi ci siamo sforzati di arrivare, e proclamerebbero con noi la prossima caduta del sistema protettore e l'inevitabile compimento della riforma commerciale.

Fin qui abbiamo cercato di dimostrare in modo diretto e scientifico, che le leggi cereali tendevano ad arrestare il movimento della ricchezza e della popolazione in Inghilterra, e che per conseguenza la loro abolizione doveva divenire in breve tempo una necessità imperiosa.

specioso.
ombattere il libero ingresso dei grani, si appoggia sui
che correrebbe l'Inghilterra se per effetto di una guerra
na infelice, il commercio delle derrate alimentarie ve-
l essere interrotto.
to argomento non mancherebbe di valore, se le previ-
lla politica inglese dovessero estendersi fino al caso della
ne forzata di qualunque commercio esterno. Ma questo
accadere. Al punto di sviluppo a cui sono giunte le in-
che impiegano delle materie prime esotiche può dirsi
lipendentemente dalle derrate alimentarie, il commercio
o è una necessità assoluta per la Gran Bretagna. Quando
lla fosse abbondantemente provveduta di cereali, se il
la lana, il lino che alimentano le sue migliaia di fabbri-
issero a mancarle, ne seguirebbe una perturbazione spa-
le di cui sarebbe impossibile calcolare le conseguenze.
delle altre potenze divenute padrone del mare riuscis-
arrestare il suo commercio esterno ed a chiudere i suoi
r soli sei mesi, sarebbe finita la sua esistenza politica,
mmercio caderebbe in balìa dei suoi nemici. Questa
tione è talmente evidente che nessuno può pensare a

più intelligente impiego del lavoro, ha bastato fino ad ora per nutrire una popolazione che si aumenta seguendo una proporzione che non ha precedenti nella storia, si deve concludere che gli agricoltori sono in istato di mantenere per l'avvenire la produzione delle derrate alimentarie al livello dei bisogni crescenti che il tempo farà nascere.

Quest'argomento è specioso; noi crediamo doverlo esaminare in tutti i suoi particolari, primieramente perchè è quello che ha esercitato la maggiore influenza negli uomini pratici, i quali non tenendo conto se non dei fatti compiuti, senza farsi carico delle cause che li hanno determinati, credono sempre di poter concludere dal passato all'avvenire; quindi perchè se riusciamo a stabilire essere poco probabile che la produzione agricola continui ad aumentare nella medesima proporzione geometrica che per lo passato, avremo confermato, mediante considerazioni del tutto pratiche, quello che abbiamo cercato di dimostrare scientificamente, cioè che gli intralci i quali arrestano il commercio delle derrate alimentarie fino ad ora perniciosi, tendono in avvenire ad opporre un ostacolo assoluto ai progressi della popolazione e della ricchezza.

In primo luogo osserveremo che il fatto sul quale si fonda l'argomento presente non è intieramente esatto. Non è vero che gli agricoltori della Gran Bretagna sieno, rapporto ai mercati nazionali, nella medesima posizione nella quale si trovavano un secolo fa. Allora non solo supplivano esclusivamente a tutti i loro bisogni, ma esportavano anche sui mercati stranieri una grande quantità di derrate. In oggi all'incontro ad onta delle protezioni d'ogni sorte da cui sono circondati, debbono sopportare la concorrenza che i prodotti stranieri vengono a far loro nell'interno del regno. Per completare il suo approvvisionamento, l'Inghilterra è costretta ad importare ogni anno una grande quantità di prodotti agricoli, del butirro, del formaggio, delle uova, del pollame, delle frutta ed altri oggetti, che nel loro insieme costituiscono un valore considerabile. Anche per ciò che riguarda i grani, le circostanze sono ben cangiate; in

vece di esportarne come faceva altre volte, il paese è costretto a ricorrere ad intervalli sempre brevi, ai prodotti stranieri. Se si considerano separatamente i periodi decennali che sono scorsi dal 1760 al 1840, si troverà che le importazioni di grano non hanno cessato di aumentare, eccettuato il periodo fra il 1810 ed il 1820 così crudelmente controsegnato dai disastri della guerra e da una carestia europea.

Nell'ultimo periodo decennale, cioè dal 1830 al 1840 epoca durante la quale si sono contati cinque ricolti abbondanti, due ricolti mediocri e solamente tre cattivi, l'importazione annua media è stata da 908,118 *quarters*, che grazie alle barriere fiscali, che impediscono al commercio dei grani di avere un corso regolare, rappresentano un valore di tre milioni di lire sterline circa.

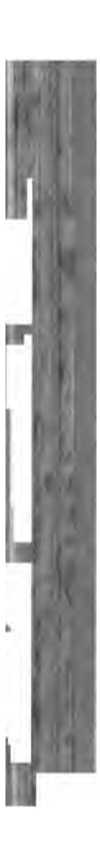
In presenza dei fatti che abbiamo qui stabiliti, è forza confessare che la produzione agricola non ha progredito a passo eguale coi bisogni della popolazione.

Ciò non ostante siccome cinque ed anche sei milioni di lire sterline, sono poca cosa relativamente al valore delle derrate alimentarie consumate da 28 milioni di individui, noi non ci arresteremo a questa prima obbiezione, ed ammetteremo come esatta la base nella quale i produttori si appoggiano per riclamare il mantenimento dei loro privilegi.

Dall'avere l'agricoltura fino ad ora potuto soddisfare ai bisogni crescenti della popolazione, ne segue egli ch'essa sarà in misura di continuare a farlo per l'avvenire? Le produzioni della terra potranno ellono accrescersi indefinitivamente nella medesima proporzione, che la popolazione e la consumazione?

Per potere sciogliere queste gravi questioni dalle quali principalmente dipende la soluzione del problema che ci siamo posti, è indispensabile lo studiare gli avvenimenti che hanno influito da quarant'anni sullo stato dei mercati agricoli dell'Inghilterra.

L'accrescimento dell'approvvisionamento delle derrate alimentarie in quel paese, è l'effetto di tre cause principali:



dopo l'altra e procureremo di apprezzarne gli effetti.

La soppressione di tutte le dogane interne nelle isol
niche, ha determinato una esportazione continuamente c
delle derrate agricole d'Irlanda in Inghilterra. È diffici
cisare la cifra a cui è giunta in oggi; ciò non ostante pr
per base i calcoli del sig. Mac-Culloch, dei quali è not
derazione, crediamo poterne stimare il valore 15 m
lire sterline almeno. Ecco già un supplimento di pr
ben considerabile, di cui non può tenersi conto agli ag
inglesi.

La seconda causa che abbiamo indicata, l'aver post
tura una gran quantità di terre incolte, ha avuto deg
anche più importanti che non ne ha avuti l'unione ec
dell'Irlanda.

A misura che il prezzo delle derrate agricole si al
dissodamento delle terre incolte doveva produrre guad
forti ai proprietari dei tenimenti di cui facevano parte
che le possedevano in proprietà assoluta poterono di
liberamente; ma siccome la maggior parte di quelle ter
soggette a servitù comunali, per renderle libere vi vol
autorizzazione speciale. Il Parlamento ne accordò un
simo numero, e queste sono indicate sotto il nome di *in*

		Per mettere in coltura	
regina Anna vi sono state leggi accordanti la facoltà chiudere in numero di .	2 —	1,439	acri
iorgio I	16 —	17,660	id.
orgio II	226 —	318,778	id.
venimento al trono di Gior- I fino al 1797	1532 —	2,804,137	id.
7 al 1832	2103	?	id.

i è stato possibile di determinare il numero di acri che dono i 2103 atti passati nell'ultimo periodo del nostro). Se si supponesse che ciascuno di questi atti stesse rzione della medesima estensione di terra, cogli atti el periodo precedente, il numero di acri ascende- 3,848,490, il che porterebbe la somma totale degli acri coltura dal regno della regina Anna fino al 1832 a)4.

n ostante, siccome l'ipotesi che abbiamo adottata po- ssere esagerata, atteso che è naturalmente da credersi, ltimi dissodamenti sieno stati meno considerabili dei pri- rremo la cifra degli acri messi a coltura, a 6,000,000. ione delle terre oggidì coltivate in Inghilterra non è entinove milioni di acri presso a poco. Per conseguenza i dissodamenti contare in questa cifra per sei milioni costituiscono fra il quarto ed il quinto del suolo che la popolazione inglese.

lissodamenti relativamente più estesi si sono fatti in Ma un atto passato nel 1695 dal Parlamento scozzese, accordato ai *Lords of sessions* la facoltà di autorizzare imento delle terre comunali e dei pascoli soggetti a ser- n esiste verun documento parlamentario che possa som- rci delle cifre su questo particolare. Soltanto, siccome zazione dei *Lords of sessions* era molto più facile ad i che un bill del Parlamento, è certo che si sono messe

in coltura le terre vaghe nella Scozia, principalmente dopo la distruzione del potere feudale dei capi di Clan, sopra una scala più vasta, ed in modo più celere che in Inghilterra.

In tal guisa, da quanto abbiamo ora stabilito, viene a risultare, che per il solo fatto dell'estensione che ha preso la coltura nella Gran Bretagna, l'agricoltura di quel paese si trova ora in situazione di poter far fronte, a circostanze tutte eguali d'altronde ai bisogni di una popolazione che sarebbe del 25 per cento più considerabile di quello che lo era nel 1750.

Qualunque importanza voglia attribuirsi alle due cause che ora abbiamo esaminate, forza è confessare, per non essere ingiusti verso gli agricoltori della Gran Bretagna, che lo straordinario aumento della produzione è dovuto principalmente alla terza, vale a dire ai continui progressi che le arti agricole hanno fatti da un secolo.

Fino agli ultimi anni del secolo decimosettimo l'agricoltura rimase presso a poco stazionaria in Inghilterra. Al principio del secolo ottavo ella fece qualche progresso, ma soltanto più tardi, verso la metà del secolo stesso ella prese uno slancio rapido e brillante. Noi non tenteremo di analizzare minutamente tutti i miglioramenti agricoli compiutisi da quell'epoca fino ai nostri giorni; vi vorrebbe un tempo che ci manca, e cognizioni che non abbiamo. Ci limiteremo ad accennare le cause principali che hanno contribuito ad aumentare in una così forte proporzione la potenza del lavoro agricolo, per porre il lettore a portata di giudicare se si possa ragionevolmente sperare, che grazie alla continuazione dello sviluppo delle cause antiche, o in virtù delle cause nuove, i progressi dell'avvenire corrisponderanno ai progressi del passato.

Al principio del periodo, che ne occupa, l'agricoltura della Gran Bretagna era, per così dire, ancora nell'infanzia. Meno poche eccezioni, da un'estremità del regno all'altra, il sistema dei tempi barbari continuava ad essere fedelmente seguito. In materia di assodamenti o maggesi non conoscevasi che la coltura continua dei cereali interrotta da tempo a tempo dal

.a teoria degl'ingrassi e dei concimi essendo quasi af-
nosciuta, si trascurava di fare uso di una quantità di
l'impiego delle quali è stato posteriormente trovato
e. Le razze di animali domestici, meno la cavallina,
gligentate. I soli istrumenti dei quali gli agricoltori si
o, rammentavano la rozzezza del medio evo. Final-
›sì imperfette erano ancora le comunicazioni, che per
ıe si fossero i mezzi di produzione, v'erano molte lo-
elle quali non si poteva utilizzarne che una parte per
a di uscite.

iego dei concimi o delle callorie calcari ha di molto
ı l'introduzione della coltura alternata, e per suo effetto
,o degli ingrassi animali. Così essi hanno contribuito in
niera sia direttamente, sia indirettamente, a sviluppare
za produttrice delle terre.

alla calcina ed alla marna, gli agricoltori inglesi, me-
utti gli altri hanno saputo tirar partito da una quantità
:ie che hanno un'azione fertilizzante notabile, come gli
li animali, i panelli dell'olio, la cenere, ecc., ecc. Le
ıno sulla vegetazione un effetto notabilissimo; ciò non
sono appena cinquant'anni che l'uso se n'è generalizzato.
o alla prima dallo spirito di abitudine, è ora praticato
gricoltori di abilità. All'impiego delle ossa in grandi
si attribuisce in parte la grande prosperità dell'agricol-
certi territori della Scozia e di alcune contee dell'In-
a. Ond'è che l'immensa consumazione di animali che si
ei paesi non è più sufficiente a soddisfare alle domande
fittaiuoli: tutti gli anni essi tirano dall'estero delle quan-
siderabili di ossa. Le importazioni di questo articolo
entano una somma di sei milioni di franchi.

ıelli dell'olio hanno una virtù fertilizzante non minore
e delle ossa. L'Inghilterra ne produce una piccola quan-
a ogni anno ella ne compra per somme considerabili dal-
. Nel 1841 le importazioni di panelli ascesero a 758,890
ı metrici.

Senza fermarci ad esaminare la parte che hanno avuta nell'agricoltura varie altre materie che possono riguardarsi come ingrassi, quali sono la fuliggine, i nitrati, il sale marino, ecc., osserveremo che l'impiego esteso che ne è stato fatto, ha potentemente contribuito ai progressi della produzione agricola.

Considerando nel loro insieme gli effetti dei concimi o delle callorie e degli ingrassi, siamo quasi tentati ad attribuire loro, nei progressi dell'agricoltura, una parte non meno importante di quello che dipende dall'adozione di un sistema perfezionato di maggese.

Progressi analoghi a quelli che abbiamo accennati nella coltura delle terre, si sono fatte nella educazione degli animali domestici. Mercè i lavori rinomati educatori Bakewell, Collier e dei loro successori, le razze ovine e bovine destinate al macello, sono in Inghilterra soggiaciute ad una perfetta trasformazione. Sacrificando tutte le altre qualità allo sviluppo degli organi digestivi, si è riuscito a creare delle bestie dotate di un potere d'assimilazione meraviglioso. Questo potere è tale, che la medesima quantità di materie nutritive consumate da una vacca *courte-corna*, a corna corte, o da una pecora *Dishley*, produrrà la metà di più di carne e di grasso, che se avesse servito al nutrimento di un animale ordinario. Alla creazione di queste razze preziose va debitrice l'agricoltura dell'Inghilterra di avere potuto soddisfare alla consumazione di materie animali di una popolazione rapidamente crescente. Senza queste non le sarebbe mai stato possibile di aumentare la produzione delle carni da macello, nella medesima proporzione di quella dei cereali. Infatti se v'ha una verità bene stabilita in agricoltura, è quella che egli è infinitamente più difficile, principalmente dove non si ha la risorsa dei prati irrigatorii, l'aumentare la massa dei prodotti destinati al mantenimento del bestiame, che quello dei prodotti destinati ad essere direttamente consumati dagli uomini.

In tal guisa dunque abbiamo tutto il fondamento di contare il miglioramento delle razze da macello, fra le cause che

anno il più contribuito a mantenere l'equilibrio fra la produ-ione e la consumazione agricola nell'interno della Gran Bre-tagna.

L'applicazione della meccanica, come tutti gli altri miglio-menti che abbiamo indicati, conta la sua origine dalla metà el secolo scorso. Da quell'epoca in poi tutti gli istrumenti nali sono stati singolarmente perfezionati, e ne è stata inven-ta una quantità di nuovi. La meccanica agricola non ha pro-otto, a vero dire, risultati brillanti quanto quelli che ha pro-otti la meccanica industriale; nessuna delle sue applicazioni nsiderata isolatamente, può paragonarsi ad una *mull-jenny*, o la macchina a movimento continuo per la fabbricazione della rta. Ciò non ostante, le risorse che essa ha procurate all'a-icoltura non hanno avuto effetti meno importanti. L'economia tale di lavoro dovuta al perfezionamento degli aratri, non è inore di quella che può attribuirsi alla più luminosa delle sco-erte meccaniche, la *mull-jenny*. La macchina per battere il rano nei paesi, nei quali si adopera il correggiato, ha dimi-nito le spese di produzione, aumentando la massa dei prodotti, nche più che il *telaio* meccanico.

Gli erpici più diligentati, i seminatori di ogni specie hanno ermesso di estendere nel sistema alterno la coltura in linea a utti i cereali, il che costituisce il più alto punto di perfezione ui l'agricoltura moderna sia arrivata.

In somma, se si paragonano gli utensili grossolani, dei quali i servivano esclusivamente i coltivatori un secolo fa ed il com-lesso degli istrumenti e delle macchine di ogni genere di cui ispone oggidì un ricco affittaiuolo del Norfolk, si riconoscerà on noi, che la meccanica agricola è una delle cause che hanno l più contribuito ad accrescere la potenza del lavoro applicato lla terra.

La maggior parte dei miglioramenti che abbiamo accennati non avrebbero potuto effettuarsi, se le comunicazioni interne fossero rimaste nella Gran Bretagna nel medesimo stato in cui erano al principio del secolo scorso. I prodotti brutti che si

ritraggono dalla terra, essendo generalmente di un debole valore, relativamente al loro volume, sono particolarmente pregiudicati dalle spese di trasporto. In un paese mancante di canali, ed in cui le strade sono cattive, basta una debole distanza per aumentare oltre misura il prezzo di tutti i prodotti agricoli. Il tempo non è ancora ben lungi nel quale nella stessa Inghilterra, il valore del grano raddoppiava, quando bisognava trasportarlo a traverso di certe montagne.

In fatti il perfezionamento di tutte le strade antiche, e la creazione di una gran quantità di strade nuove, unita alla costruzione di una estesa rete di canali che lega fra loro tutti i punti del regno, sono stati per l'agricoltura inglese un benefizio immenso. La riduzione enorme nelle spese di trasporto, che ne è risultata non solo ha stimolato lo zelo e provocati gli sforzi dei produttori delle parti le più remote del territorio, assicurando ai loro prodotti uno sbocco vantaggioso; ma ciò che non è stato meno importante, essa li ha posti in istato di potersi procurare, per tutto ove si trovavano in abbondanza, le materie necessarie per migliorare e fertilizzare le loro terre. Senza l'ammirabile sistema di comunicazioni di cui la Gran Bretagna gioisce dal principio di questo secolo è probabile che la produzione non si sarebbe largamente sviluppata se non nelle vicinanze dei grandi centri di comunicazione, e che per conseguenza i progressi agricoli sarebbero rimasti concentrati in varie località favorite, sia sotto l'aspetto della facilità di smerciare i loro prodotti, sia sotto quello della vicinanza delle cave di calcina o di marna o magra.

I vantaggi che gli agricoltori ritraggono dai canali per il trasporto dei prodotti vegetali, le strade di ferro ed i battelli a vapore, li procurano loro per quello degli animali. Grazie al vapore essi possono ora far percorrere distanze enormi alle bestie le più pesanti, con poca spesa e senza esporle a nessun pericolo. Se questa nuova maniera di far viaggiare gli animali non esistesse, sarebbe stato impossibile di propagare le razze da macello perfezionate, perchè queste razze che sono dotate

to grado della facoltà d'ingrassare, sono incapaci di re le fatiche di un lungo cammino.

il miglioramento dei mezzi di comunicazione dall'u- ıda vicinale fino alle magnifiche rail-ways che uniscono ıl rimanente della Gran Bretagna ha potentemente con- ai progressi ed allo sviluppo dell'agricoltura sopra tutta ıne del regno.

ısizione rapida che abbiamo fatta basta per dare un'idea ısformazione notabile e senza esempio nella storia, i in Inghilterra in tutti i rami della economia rurale. forse poco esatto il dire che quel paese è il meglio del mondo; considerati insieme noi crediamo che la ed il nord dell'Italia gli sieno superiori. Ma, e senza lizione, il paese nel quale in un tempo dato, l'agricol- 'atto i progressi più giganteschi (1).

ıque la Gran Bretagna è riuscita fino ad ora a nutrire ımerosa popolazione esclusivamente coi prodotti del torio, essa ne va debitrice alla sua unione commerciale ıda, al dissodamento di più della quinta parte delle sue tivabili, finalmente ai meravigliosi progressi che ha fatti

scarso raccolto dei cereali e la malattia delle patate in alcune dell'Europa hanno provocato delle disposizioni per parte di al- rni che non sembrano le migliori, disposizioni che il *Journal ımistes* di ottobre p. p., parlando del Belgio, con ragione qua- que perchè aprono i porti all'importazione e proibiscono l'espor- l Gabinetto inglese mosso dai vivi riclami dell'Irlanda e dicasi ıtto il regno unito, tenne varie sessioni, ma nulla per anco ri- crede che aspetti la riunione del Parlamento per proporre dei ıenti. Lord Ashley, membro del Gabinetto, rimproverato da'suoi ıti perchè non sollecitava questi provvedimenti rispose loro: — breve, perchè non posso promettervi nessun cambiamento nella lotta... il destino delle leggi sui grani è deciso: i capi di par- ı legislatura sono riconciliati colla loro abolizione eventuale. I enti dell'ultima sessione non lasciano il minimo dubbio su que- icolare... Così essendo le cose, direm inutile il discutere sulla nità o inopportunità di un simile cambiamento; più savio con- l prepararvisi. Il richiamo subitaneo di queste leggi sarebbe una la loro abolizione graduale sarebbe meno perniciosa. In questo ɔ voi potete ancora offrire delle condizioni; è probabile che voi otrete offrire lungo tempo. » — Intanto la lega contro le leggi e tutti i fogli pubblici declamano e si lagnano di questi mezzi

l'arte di far valere la terra. Vediamo ora se nell'avve probabile che le medesime cause o altre cause analoghe tinuando ad agire con una eguale energia, riusciranno a tenere la produzione interna a livello dei bisogni della mazione, che noi supponiamo dovere aumentare nella me proporzione che per lo passato.

Le isole britanniche non formano più sotto l'aspetto mico, che un solo territorio; l'Inghilterra per conseguei può più sperare di trovare alla sua porta una sorgente dante di derrate alimentarie simile a quella che l'union aperto in Irlanda. La produzione di quest'isola può aum perchè essa è imperfettissimamente coltivata, ma non è dersi e meno ancora da sperarsi che le sue esportazioni mentino. Tutti gli uomini di Stato, degni di un tal nom bono, sforzandosi di sviluppare le risorse del suo fertil avere in vista di procurare alla numerosa sua popolazi mezzi di sussistenza meno miserabili, anzi che di provo accrescimento di produzione destinato ai bisogni dell Inghilterra.

Quello che si vede da varii anni accadere tende a c rare la nostra opinione; perchè se l'esportazione dell'av continuato ad aumentare rapidamente in Irlanda, l'espor del grano all'incontro è sensibilmente diminuita. Durant anni ora scorsi, dal 1835 al 1841, quell'isola ha man Inghilterra 2,989,060 quarters di formento, mentre sette anni precedenti essa vi aveva mandato 4,672,82 ters, cioè quasi il doppio.

Noi crediamo, che questa notabile diminuzione dell fra le derrate alimentarie, non sia il risultato di una produzione, ma che esso denoti un principio di miglior nella condizione delle classi inferiori dell'Irlanda.

In mancanza di una nuova Irlanda da cui trarre sir Roberto Peel ha provato di aumentare le risorse alim della Gran Bretagna, ammettendo quasi senza dazio sui interni i grani del Canadà. Questa misura produrrà senza

le conseguenze utili, e di già se ne fanno sentire gli effetti. esportazioni dei grani del Canadà sono ascese nei primi o mesi del 1844 da 2,000 a 30,000 quarters, e quella delle ine di 50,000 a 307,000 quintali usuali. Queste sono ancora ntità insignificanti; ma avuto riguardo al piccolo numero di i che sono scorsi da che la riduzione dei dazi è stata operata, e non sono senza importanza, come indicanti una tendenza nunziata, sia al Canadà sia nei paesi limitrofi degli Stati-ti ad aumentare la produzione del grano in vista dei mercati 'Inghilterra.

iò non ostante non bisogna esagerarsi la portata di questa lenza. Il Canadà possiede una gran quantità di terre fertili nentemente proprie alla coltura dei cereali. Ma il suo clima entrionale, gl'inverni rigidi che vi sono frequenti rendono bioso il ricolto dei grani, il che deve produrre delle grandi guaglianze nel commercio coll'Inghilterra. D'altronde quella nia, possedendo delle cadute di acqua magnifiche, essendo ortata di miniere di combustibile e di metalli le più ricche mondo, è chiamata ad un avvenire industriale, il che è to-nente contrario alla destinazione economica che il sig. Peel voluto darle.

Definitivamente, senza negare l'influenza che il Canadà può rcitare sull'approvvigionamento dell'Inghilterra, ed applau-do anche alla misura che ha soppresso i dazi imposti sui ni di quella colonia, noi non potremmo attribuire a questa ura se non delle conseguenze economiche molto inferiori l'importanza a quelle che ha avute per quaranta anni l'u-ne economica dell'Irlanda.

La seconda delle sorgenti che abbiamo accennate, quale nte potentemente contribuito all'accrescimento della produ-ne agricola è presso a poco esaurita. Non vi sono più nella n Bretagna che pochissimi terreni da dissodare, ed il poco ne rimane è di una qualità inferiore. Infatti l'intiera super-dell'Inghilterra e del paese di Galles è di 36,990,000 di i sui quali 28,749,000 sono stati posti in coltura. Non vi

sono dunque che 8,241,000 acri che rimangono incolti; se questa quantità si deduce l'estensione dei boschi, dei fiu delle montagne non coltivabili, e che quindi se ne detragg i terreni occupati dalle strade, dai canali, dalle strade di fe dalle città, dalle ferriere, dalle case isolate, si vedrà che l dustria agricola non ha quasi più terre da conquistare.

Del rimanente, l'esperienza conferma questo ragioname Le leggi portanti permissione di chiudere con cinte, *inclos bills*, diminuiscono ogni anno di numero e d'importanza c lo dimostra il prospetto seguente:

	Il numero degli inclosure-bills è stato	Media ann
Dal 1801 al 1810	996	99
Dal 1811 al 1820	771	77
Dal 1821 al 1830	186	18
Dal 1831 al 1840	173	17
1842	»	»
1843	»	»
1844	8	8

L'Irlanda possiede, è vero, ancora un gran numero di t vaghe. Ma si può sperare che la Provvidenza ne destini i p dotti a migliorare lo stato miserabile al quale è ridotta la gra maggioranza della popolazione di quel paese.

Non ci rimane più da esaminare se non gli effetti che p durrà nell'avvenire la terza delle cause che hanno contrib nel passato all'accrescimento della produzione; essa è la t la di cui azione continui ad essere potente. Per notabili abbiano potuto essere i progressi compiutisi nelle arti agric siamo ben lungi dal pretendere che queste arti sieno giunte l'apogeo della perfezione, nè che non vi sia più luogo aspettarsi nuove e preziose scoperte. All'incontro, lo stu delle scienze ausiliarie dell'agricoltura, ed una pratica di n anni ci inducono a credere, che s'ignori ancora la maggior pa

dei segreti della natura, la cognizione dei quali è necessaria per trarre dalla terra tutti i prodotti che ella può dare. L'applicazione della chimica all'agricoltura è appena nata, la fisiologia vegetale è tuttora nell'infanzia, ma queste due scienze coltivate con ardore da tanti uomini eminenti sono destinate a prendere uno sviluppo rapido, dal quale si ha tutto il diritto di promettersi numerose scoperte e nuove risorse. Senza mancare del dovuto rispetto a quelli che ci precedettero, crediamo poter affermare, che in fatto di teoria l'economia agricola è ancora all'esordio di una immensa carriera, che essa deve percorrere prima di giungere al punto di sviluppo a cui sono in generale arrivate le scienze fisiche.

Poichè la teoria è così imperfetta, è ragionevol cosa il concludere che la pratica ha ancora molto da guadagnare. Ma ne segue egli che nel paese, in cui l'agricoltura è stata portata ad un alto grado di perfezione relativo, per esempio, in Inghilterra, sia certo o solamente probabile, che quest'arte faccia dei progressi considerabili e rapidi quanto lo furono per lo passato. Noi non lo crediamo e siamo d'avviso che tutti gli uomini illuminati i quali hanno studiata la storia agricola degli ultimi sessanta anni saranno della nostra opinione.

Varii miglioramenti importanti si stanno di presente introducendo nell'agricoltura inglese, ed è giusto il tenerne conto. Così noi non impugneremo l'influenza del *guano*, sostenendo nello stesso tempo ch'esso non può produrre effetti estesi quanto le ossa o i panelli dell'olio. Converremo volentieri che il rigolaggio sotterraneo e l'uso dell'aratro sotto il suolo (*sub soil draining*) possono nelle terre forti, umide e compatte fare maraviglie; ma non crederemo mai che l'accrescimento di produzione che ne risulterà sia paragonabile a quello prodotto dalla introduzione delle colture radici, delle praterie artificiali, della coltura in linea. Varii altri miglioramenti meno importanti si operano certamente in tutti i rami della economia rurale. Questo movimento progressivo è lungi dall'arrestarsi, esso può e deve continuare per un tempo indefinito. Indipendentemente dai

segreti che l'avvenire ci svelerà si trovano nella Gran Bret
delle sorgenti di ricchezze conosciute, e ciò non ostante tr
rate; così quel paese possiede nelle cloache delle sue g
città delle miniere feconde delle quali non può apprezza
valore agricolo, e che non si sono sapute mettere a profit
può vedere che noi non siamo di quelli che credono alla
fezione dell'arte che esercitano e che condannano i loro su
sori alla immobilità. Quanto e più che qualunque altro, s
disposti a fare ai partigiani del progresso larghe concession
onta di ciò, lo ripetiamo, senza temere di essere contrad
dagli uomini che alla teoria uniscono l'abilità pratica, e
estremamente improbabile, per non dire impossibile, che l'
coltura in Inghilterra, si migliori in modo da potere in
spazio di sessant'anni, triplicare la massa dei prodotti c
ritraggono da un suolo limitato, come ha ottenuto nel pe
di eguale durata che ora è terminato.

Sebbene si ammetta che i progressi futuri delle arti ag
non potrebbero eguagliare i progressi passati, si può obbie
che rimane ancora molto da fare, prima che tutte le part
paese sieno arrivate a produrre quanto sarebbe possibile
trarne, se i buoni metodi di coltura fossero universaln
praticati. — Questo argomento non è privo di valore. E
certo che quando anche le cognizioni teoriche e pratiche i
nessero stazionarie in agricoltura, la produzione aumente
per il solo fatto della propagazione dei sistemi i più per
Quest'aumento nulla di meno non oltrepasserebbe certi li
e sarebbe assurdo lo sperare, che da una estremità al
della Gran Bretagna tutti i poderi arrivino mai a rassomi
a quello del fu sig. Coke, il patriarca del Norfolk nè a qu
lord Spencer, il principe degli attuali educatori di besti
Perchè a meno di contare sopra una modificazione nelle
che regolano la natura umana, bisogna rassegnarsi a vede
tutti i tempi degli affittaiuoli negligenti ed inabili, e dei
prietari mancanti dei capitali e dei lumi necessari per mi
rare i loro terreni. Qualunque cosa accada vi sarà sempre

a dir vero, e questo è uno dei loro titoli principali alla riconoscenza dell'umanità, essere da desiderare che la popolazione non aumenti più rapidamente che i capitali, che la ricchezza, che i mezzi di sussistenza; ma non sono mai stati insensati al punto da pretendere, che fosse conveniente l'opporsi alla accumulazione della ricchezza, all'accrescimento dei mezzi di sussistenza, per mantenere la popolazione dentro giusti limiti. D'altronde un ostacolo all'aumento delle derrate di prima necessità, non può esercitare un'azione sullo sviluppo della popolazione, se non facendo provare alle masse i patimenti della miseria ed il flagello del bisogno. Non è certamente questo lo scopo che si propongono gli economisti, se essi hanno indicato con una energia sovente calunniata le funeste conseguenze di una condotta improvvida, egli è unicamente per stimolare le nazioni incivilite a praticare l'economia e la prudenza, virtù che sole possono conciliare il progresso della popolazione collo sviluppo della moralità e del ben essere.

Con quello che precede, noi crediamo di avere dimostrato sia col mezzo di considerazioni economiche, sia coll'appoggio dei fatti che nessun uomo pratico può negare, che le leggi le quali allontanano i grani stranieri dai mercati dell'Inghilterra, non potrebbero essere mantenute indefinitamente senza mettere in pericolo la supremazia industriale di quel paese, e senza produrre un tempo di stazionarietà nello sviluppo della sua popolazione e delle sue ricchezze.

Questa verità è sentita da tutti i veri uomini di stato della Gran Bretagna. Nel fondo dell'animo noi ne siamo convinti, sir Roberto Peel giudica le questioni commerciali nel modo stesso che lord John Russel. Questo del resto è ciò che risulta dai suoi discorsi, quando si studiino con attenzione. Giammai egli non impugna l'autorità dei principii economici, al contrario egli li ha spesso difesi con una rara abilità. Quando ei ne combatte l'applicazione, la combatte sempre con delle ragioni di opportunità che possono perdere la loro forza da un momento all'altro. I membri i più eminenti del gabinetto attuale, sono



economici di un gran paese? D'altronde quando anche fosse esatta, quando fosse provato che l'agricoltura contin a fare progressi egualmente rapidi che per lo passato, come plire alle due sorgenti di accrescimento dei prodotti agricoli sono in oggi esaurite? Durante gli ultimi quarant'anni l'Irl ha contribuito ad aumentare l'approvvigionamento dei me dell'Inghilterra per una somma annua di quindici milioi lire sterline. Il dissodamento di sei milioni di acri in Inghil e di due milioni in Iscozia, 8 milioni in tutto, ha portato u crescimento di prodotti della terra, per un valore, il quale non si calcola che a 5 lire sterline il prodotto medio di acre, ascende a quaranta milioni di lire sterline. Questo su mento nell'approvvigionamento, che mancherà in avve come rimpiazzarlo, se non col dirigersi alle altre nazioni cole? Ardirassi egli pretendere che l'agricoltura della Gran tagna sia in istato non solo di accrescere questi prodotti medesima progressione geometrica che per lo passato, ma che di supplire al valore di cinquantacinque milioni di lire s line che mancheranno per soddisfare intieramente ai bis della consumazione in conseguenza della diminuzione che biamo accennata? È impossibile: sarebbe una pretesa temer ed assurda. Rispinti nei loro ultimi trincieramenti, tutti i tigiani sinceri del sistema protettore saranno costretti a co nire, che il mantenimento delle leggi cereali è incompati colla continuazione del progresso della ricchezza e della po lazione in Inghilterra.

Dopo una tale confessione, alcune persone, esagerando celebre teoria di Malthus, potrebbero sostenere che, giacchè progresso troppo rapido della popolazione non è da desider le leggi l'effetto delle quali sarebbe il ritardarlo, come le le sui cereali in Inghilterra, debbono essere considerate come e nentemente utili ad onta degl'inconvenienti che potessero d tronde avere.

Questo argomento il quale manca essenzialmente di buona f non può essere sostenuto seriamente. Gli economisti proclam

a dir vero, e questo è uno dei loro titoli principali alla riconoscenza dell'umanità, essere da desiderare che la popolazione non aumenti più rapidamente che i capitali, che la ricchezza, che i mezzi di sussistenza; ma non sono mai stati insensati al punto da pretendere, che fosse conveniente l'opporsi alla accumulazione della ricchezza, all'accrescimento dei mezzi di sussistenza, per mantenere la popolazione dentro giusti limiti. D'altronde un ostacolo all'aumento delle derrate di prima necessità, non può esercitare un'azione sullo sviluppo della popolazione, se non facendo provare alle masse i patimenti della miseria ed il flagello del bisogno. Non è certamente questo lo scopo che si propongono gli economisti, se essi hanno indicata con una energia sovente calunniata le funeste conseguenze di una condotta improvvida, egli è unicamente per stimolare le nazioni incivilite a praticare l'economia e la prudenza, virtù che sole possono conciliare il progresso della popolazione collo sviluppo della moralità e del ben essere.

Con quello che precede, noi crediamo di avere dimostrato sia col mezzo di considerazioni economiche, sia coll'appoggio dei fatti che nessun uomo pratico può negare, che le leggi le quali allontanano i grani stranieri dai mercati dell'Inghilterra, non potrebbero essere mantenute indefinitamente, senza mettere in pericolo la supremazia industriale di quel paese, e senza produrre un tempo di stazionarietà nello sviluppo della sua popolazione e delle sue ricchezze.

Questa verità è sentita da tutti i veri uomini di Stato della Gran Bretagna. Nel fondo dell'animo noi ne siamo convinti, sir Roberto Peel giudica le questioni commerciali nel modo stesso che lord John Russel. Questo del resto è ciò che risulta dai suoi discorsi, quando si studiino con attenzione. Giammai egli non impugna l'autorità dei principii economici; all'incontro egli li ha spesso difesi con una rara abilità. Quando ei ne combatte l'applicazione, la combatte sempre con delle ragioni di opportunità che possono perdere la loro forza da un momento all'altro. I membri i più eminenti del gabinetto attuale, sono

egualmente illuminati che il loro capo. Certamente se non fossero stati convinti della necessità di distruggere l'antico sistema mercantile non avrebbero accettato per collega, affidandogli la direzione degli affari commerciali, il sig. Gladstone, il quale, giovine ancora, non aveva altro titolo per aspirare al potere, che le sue vaste e profonde cognizioni economiche. Legato dai precedenti della sua vita politica, costretto a risparmiare gl'interessi fondiarii, che rappresentano la porzione più numerosa del partito conservatore, sir Roberto Peel non poteva abbattere con un sol colpo le barriere protettrici che l'agricoltura inglese era stata abituata a riguardare come indispensabili alla sua esistenza. Preferendo scansare le difficoltà piuttosto che affrontarle, sapendo anche in caso di bisogno adottare un partito decisivo, esso ha creduto potere ritardare la soluzione della questione economica che agita l'Inghilterra, impiegando vari mezzi palliativi, che hanno prodotto l'effetto di attenuare le conseguenze spiacevoli delle leggi che egli non credeva potere ancora riformare radicalmente. Colla sua tariffa del 1842, col suo bill del grano del Canadà, con varie altre misure secondarie che troppo lungo sarebbe qui annoverare, egli ha fatta una larga breccia al sistema protettore, ed ha permesso ai prodotti stranieri di concorrere fino ad un certo punto all'approvvigionamento dei mercati interni. Queste misure sono insufficienti, noi crediamo averlo rigorosamente provato, ma siccome la loro azione è stata secondata da un concorso di circostanze favorevoli, e soprattutto da due ricolti abbondanti consecutivi, esse hanno supplito ai bisogni del momento. Ond'è che esse sono riuscite a calmare temporariamente l'agitazione che i partigiani della libertà commerciale erano giunti ad organizzare su basi formidabili.

Ad onta del successo momentaneo degli espedienti ai quali è ricorso, il signor Peel, ne siamo certi, non si inganna sulla gravezza dei pericoli che minacciano l'industria inglese, e si è deciso a continuare, sessione dopo sessione,

l'opera riformatrice da lui intrapresa. Se a questo proposito noi osassimo arrischiare una congettura, che è nel tempo stesso un desiderio, diremmo che il ministero domanderà il mantenimento della *income-tax* che è al momento di spirare, e che si servirà del di più della rendita, che per conseguenza avrà a sua disposizione per operare una larga riforma, nella tariffa delle materie prime che formano le prime basi della consumazione popolare.

Questa misura ardita avrebbe una immensa portata. I distinti vantaggi che l'industria ne ritrarrebbe, permetterebbero forse al ministero di allontanare per alcuni anni il giorno, in cui l'abolizione delle leggi cereali diverrà una necessità politica imperiosa. Checchè accada però, questo giorno non tarderà a venire. Quando un sistema economico è riconosciuto come un principio contrario alla ragione, alla giustizia, ed alla equità; quando i suoi più abili difensori sono ridotti a non invocare in suo favore che dei motivi di convenienza e di opportunità; quel sistema è periclitante, e crolla fin dalla base, il più piccolo urto impreveduto, la più piccola circostanza straordinaria basta per rovesciarlo da cima a fondo.

Ciò essendo, possiamo predire in un prossimo avvenire la riforma delle leggi cereali, e per effetto di questa, la caduta di tutte le barriere protettrici che hanno per così lungo tempo attorniata l'industria agricola e manifatturiera della Gran Bretagna. Il tempo si avvicina in cui l'Inghilterra offrirà per la prima volta l'esempio di una nazione potente, presso la quale le leggi che regolano il commercio straniero saranno in perfetto accordo coi principii della scienza. Questo esempio eserciterà una influenza salutare sul mondo economico. La scienza, appoggiando le sue lezioni sulla pratica di un gran popolo, acquisterà più autorità sugli animi, ed i suoi precetti trovando di giorno in giorno un maggior numero di ausiliarii fra le classi che approfittando dell'apertura dei mercati inglesi, hanno interesse a

vedere estendersi le relazioni internazionali, finiranno a fare anche nel continente, dei pregiudizi e delle fal trine economiche, l'impero delle quali può oggi anco brare irresistibile.

Tale è almeno la nostra profonda convinzione (1).

CAMILLO DI CAVı

(1) Tutti i clamori delle popolazioni per lo scarso raccolto malattia delle patate, tutte le declamazioni dei giornali, tutto della Lega non valsero ancora a determinare il governo ingle dificare la legge relativa al commercio dei grani.

L'inaspettata rinunzia di sir Roberto Peel e de' suoi colleghi dere che lord Russel, chiamato dalla regina a comporre un nuo netto, dovesse produrre persino l'intera abolizione della legg reali; ma essendo riescite vane tutte le pratiche del lord Wigh porre un ministero nel senso da lui divisato, rinunciò all'incari e Peel ritornò al potere col cambiamento di alcuni membri netto. Se stiamo al dire dei giornali, Peel aveva rinunciato per opposizione di alcuni suoi colleghi di prestarsi appunto alla della legge sui cereali, e la sortita, fra gli altri, di lord St gabinetto, indicato già come il più potente oppositore, farebb che ora Peel avrà campo di far adottare dal Parlamento i can che la lega, il commercio e le popolazioni, con evidenti ragi mente reclamano.

La convoca del Parlamento è fissata per il giorno 22 genn Intanto la Lega non dorme, ed un grande *meeting* tenutosi a ster, sua residenza generale, ha chiesto una contribuzione vol sei milioni e mezzo, raccogliendo nel giorno istesso durante l un milione e 500,000 franchi.



SCELTA DI DISCORSI

pronunziati

AL SENATO E ALLA CAMERA DEI DEPUTATI *

* Fra i numerosi discorsi che il conte Cavour proferiva nelle due Camere del Parlamento, noi abbiamo scelti quelli, che per varietà ed importanza di materie, potessero meglio dimostrare le sue molteplici cognizioni e l'attitudine singolare del suo ingegno a diverse e disparate discipline.

DISCORSO

PRONUNZIATO

DAL DEPUTATO CONTE CAMILLO CAVOUR

alla Camera li 20 ottobre 1848

SULLA QUESTIONE

della opportunità od inopportunità della guerra

ignori, la luminosa discussione a cui diede luogo la relazione del signor Ministro dell'Interno ha fatto sì che può dirsi ere omai bastantemente chiarita la diversità che passa fra il tema del ministero e quello dell'opposizione.

Valerio. Noi non abbiamo fatto proposizioni.

Cavour. (Volto all'interruttore). Io entro nella sua idea. Il stema del ministero fu formolato chiaramente dal rendiconto l signor Pinelli, e quello dell'opposizione puossi assai esatmente dedurre dai discorsi degli onorevoli deputati Buffa, rofferio e Valerio, in guisa tale ch'io credo potersi rigorosaente stabilire quai sieno i punti sui quali essi divergono.

Io comincierò dall'esporre in che consista, a parer mio, esto divario.

Esso cade su due punti soli, sull'opportunità di continuare lle vie della mediazione; sull'opportunità di rompere immeatamente la guerra.

Sul principio che domina queste due questioni, tutti, a me mbra, siamo d'accordo, giacchè i ministri riconoscono essi are essere la guerra non che possibile, probabile, e poter dicutare da un giorno all'altro opportuna. Ed i deputati

dell'opposizione non hanno condannata in assoluto la ı ne, anzi hanno riconosciuto che fu cosa prudente l'a all'epoca in cui fu proposta. L'avvocato Brofferio e l' Buffa lo dissero ieri, se non esplicitamente, almeno implicito.

Buffa. Quanto a me, io non ho mai riconosciut diazione in principio, ma semplicemente come un ı mistizio sott'altro nome e nulla più *(Ilarità)*.

Cavour. Comunque sia, la mediazione viene ricon(tutti, se non altro, almeno come un fatto compiuto; sola discussione possibile verte sul punto di sapere se rinunziare ad essa senza più, oppure se convenga tent tima prova, ascoltare per alcun poco ancora la voce tenze mediatrici. Questo, ognuno lo vede, è una qu opportunità.

In ordine alla guerra, tutti consentiamo in princip nistero, lo ripetiamo, la ritiene per probabile, per qu tabile. L'opposizione va più oltre, e considerandola come tale, dichiara essere questo il momento il più per romperla. Qui pure è una semplice questione di te opportunità.

Io credo aver ridotto in termini precisi e schietti i divario che esistono fra il sistema ministeriale e quell posizione, fra le conclusioni del rendiconto del min l'interno; e le conseguenze dell'ordine del giorno, deposto ieri sul tavolo del presidente dal deputato B

Stabilite così le basi della discussione, esaminerò stemi che stanno a fronte l'uno dell'altro, per vedere quello che meriti la preferenza, quale sia quello che (tenere i suffragi della Camera.

Gli oratori dell'opposizione, parlando della mediazi sero doversi rompere senza più, perchè impotente a ad un risultato accettabile al paese, perchè dannosa o nostri interessi. Ragionando su quest'argomento, il Buffa disse: vedete l'Inghilterra, essa ha accettata l

ione per compiacere alla Francia, solo per non rimanere isolata; ma non lo fece con animo sincero, giacchè in Inghilterra opinione che domina il potere, è ostile all'Italia. Ponete ente alle discussioni del Parlamento, leggete i fogli inglesi e i convincerete di leggieri, che le simpatie di quella nazione :opendono assai più per l'Austria che per noi.

Io confesso che su questo punto io porto una ben contraria »inione, e tengo per fermo essere entrata l'Inghilterra franmente, lealmente, risolutamente nella mediazione. Questa chiarazione mi espone, ben lo so, al pericolo di essere più l solito tacciato d'anglomano, e quello eziandio di essere tto di bel nuovo bersaglio, nelle appendici dei giornali di esta capitale, al trabocchevole spirito di alcuni scrittori. Ma alunque sia la sorte che mi aspetti fuori di questa Camera, mi lusingo che i miei colleghi dopo di avere udite le ragioni lle quali poggia questo mio giudizio, mi assolveranno dalla rave accusa di non amare, più d'ogni altro, il mio paese.

L'Inghilterra non ha assunto la mediazione per mera generosità, per ispirito di filantropia. Tale non è certo la mia pinione: nessuno può supporre ch'io spinga tant'oltre l'ingenuità politica. Io credo semplicemente che l'Inghilterra vuole mediazione, perchè ha un vero e potente interesse, ad ottenere lo scopo che si prefigge. Per provare queste asserzioni ddurrò due ragioni.

La prima, già accennata dal ministro degli affari esteri, si è he l'Inghilterra desidera vivamente il mantenimento della ace, perchè le commozioni politiche e le guerre internazionali uociono all'immenso suo commercio, scuotono l'edifizio gipnte della sua industria.

Le rivoluzioni che hanno turbato quest'anno il continente ropeo hanno prodotto una diminuzione nella esportazione egli oggetti manufatti nella Gran Bretagna di parecchi milioni terlini. Questo fatto solo basterà a convincervi che l'Inghilterra vuole la pace.

Ed è appunto per ciò che il suo ministero è entrato alacremente

nella mediazione, perchè egli sa non potervi essere pace stabile e duratura in Europa, se l'indipendenza dell'Italia non è assicurata, s'essa non è resa libera da qualunque dominazione straniera.

La seconda ragione, ch'io considero come assai più grave, si è che l'Inghilterra sente una singolare gelosia per quella nuova potenza germanica che si è costituita a Francoforte con mire di estrema ambizione. Il germanismo appena è nato, e già minaccia di turbare l'equilibrio europeo, già manifesta pensieri di predominio e di usurpazione. La dieta di Francoforte non nasconde il divisamento di estendere il suo dominio sino sulle spiagge del mare del nord, d'invadere coi trattati e colla forza l'Olanda, onde diventare potenza marittima, e contestare sui mari l'impero che esercita l'Inghilterra.

A fronte di queste tendenze è naturale che gl'Inglesi considerino di mal occhio il nuovo impero germanico e nutrano per esso sentimenti di mal nascosa ostilità.

La prova della vivacità di questo sentimento s'incontra ogni giorno negli articoli dei fogli pubblici inglesi, nei discorsi degli uomini politici; ma risulta ancora più dagli atti stessi del governo. Questo, infatti, non dubitò di dichiararsi, nella questione dello Schleswig, assai meno importante della questione italiana, in favore dell'oppressa Danimarca, ed a minacciare guerra alla Prussia ed alla Germania, ove le ostilità non fossero state sospese, ed accettata la proposta mediazione.

Ora l'Inghilterra considera la questione italiana non già come questione austriaca, ma come questione germanica. Essa sa che l'impero austriaco non può più esistere nelle antiche sue condizioni; ch'esso deve trasformarsi e diventare impero slavo, oppure essere assorto dall'impero germanico. Quindi nel cooperare alla separazione dell'Italia dall'Austria, essa non indebolisce un antico e fedele alleato, ma bensì combatte la politica ambiziosa d'un impero rivale.

Se queste mie vedute sono giuste, s'io non m'inganno, nessuno potrà contestare che gl'interessi reali dell'Inghilterra

non la spingano a sostenere la mediazione, e che perciò si può sperare nel sincero suo concorso.

Sapete tutti che quando i suoi interessi sono compromessi in una causa, essa la promuove e la sostiene con una tenacità ed energia, che nessun popolo ha sinora saputo pareggiare.

Ma la mia fiducia nell'Inghilterra riposa pure sull'onorevole carattere degli uomini di Stato che reggono le sue sorti, del capo del gabinetto, lord John Russell, del ministro degli affari esteri, lord Pord Palmerston, lord John Russell, lo dico schiettamente, a rischio d'incorrere sempre più nella taccia d'anglomania, è il ministro il più liberale che siavi in Europa. Da oltre trent'anni sui banchi dell'opposizione e sugli stalli del ministero, ei si dimostrò sempre fedele alla causa della libertà e del progresso; ei fu sempre il campione delle più generose dottrine.

Il liberalismo di lord Palmerston non può ispirare un'eguale fiducia, ma in compenso si può riposare sulla sua singolare tenacità di proposito. Di queste qualità egli ha dato ripetute e singolari prove.

Per non attediare la Camera, gli ricorderò solo la vertenza belgica, stata testè accennata dal deputato Valerio. La causa dell'Olanda era in allora assai popolare in Inghilterra, sia perchè il regno dei Paesi Bassi era in qualche modo una creazione della diplomazia inglese per costituire un antemurale all'ambizione francese, sia perchè gli Olandesi sono protestanti ed i Belgi cattolici.

Ebbene, ad onta dell'opinione pubblica che altamente si manifestava in favore del vecchio re Guglielmo, lord Palmerston propugnò la causa del Belgio, non solo con dei protocolli, ma ben anco colle armi, mandando bloccare i porti dell'Olanda per costringere il tenace sovrano di quel paese ad accettare le condizioni della mediazione che le era stata imposta.

Io dico adunque che dal liberalismo di lord John Russell, e dalla tenacità di Lord Palmerston traggo nuovo argomento per confidare nella sincerità dell'Inghilterra; senza temere che uomini di tal fatta possano lasciarsi aggirare dalle subdole arti

di quell'uomo di Stato, ridotto ora alla condizione di profugo, la di cui politica fu così bene tratteggiata dagli onorevoli oratori che mi hanno preceduto alla tribuna.

Venendo ora alla Francia, esporrò schiettamente il mio pensiero.

Io credo che la Francia desideri lealmente, vivamente l'indipendenza d'Italia, ch'ella sia entrata di buona fede nella mediazione, e voglia spingerla innanzi. Ma credo pure che le difficoltà dell'interna sua politica sono immense: noi tutti lo sappiamo; esse rendono meno coraggiosa la sua azione, la rendono impari all'altezza che sarebbe propria di quella nazione. In ordine poi alla Francia, gli onorevoli oppositori mi rispondono: « Dalla Francia non è la mediazione che ci vorrebbe ci vorrebbe l'intervento »; ed in questo punto io consento pienamente con loro: se fosse possibile ottenere l'intervento io vorrei lacerare fin d'ora la carta relativa alla mediazione, onde non averne a parlare mai più.

Ma come mai ottenere questo intervento?

Dai signori Buffa e Brofferio si disse egualmente che, rompendo la guerra, avremo l'intervento; ma per ragioni diverse.

Il deputato Buffa dice: « La nazione francese è una nazione generosa, ardimentosa: siate generosi, coraggiosi, siate anche imprudenti; desterete la simpatia della Francia, ed essa accorrerà al vostro aiuto, alla vostra difesa ». Io questo generoso sentimento commendo e onoro altamente; ma pur troppo la storia dà una crudele mentita alle asserzioni del deputato Buffa. E qual nazione fu più oppressa, e fu più generosa della nazione polacca? Quale nazione aveva più titoli, più diritto alla protezione della Francia? Ma pur sinora la nazione francese non si è commossa ai lunghi patimenti della Polonia, non si è mossa in aiuto di quell'illustre e sventurata nazione.

Una voce. Fu colpa di Luigi Filippo.

Cavour. La repubblica non fece di più di Luigi Filippo.

Ravina. Repubblica di pochi giorni.

Cavour. L'onorevole deputato Brofferio si valse di un altro

argomento: ei disse: « Muovete risoluti la guerra, questa generosa risoluzione eeciterà lo sdegno della nazione francese contro il pusillanime suo governo, e provocherà una nuova rivoluzione popolare ».

A questo punto io mi rivolgo all'onorevole deputato Brofferio e lo prego di permettermi di manifestare lo stupore ch'io provo nel sentirlo esprimere come un voto, come una speranza la distruzione violenta dell'attuale governo della Francia.

Io non capisco come esso possa applaudire ad un fatto che sarebbe la più completa condanna di quelle instituzioni democratiche delle quali egli è uno dei più sinceri lodatori. Come si potrebbe desiderare una rivoluzione? Contro di chi? Contro l'assemblea nazionale, che è l'espressione la più completa del suffragio universale? Ed io qui credo di dover dire al signor avvocato Brofferio che egli s'inganna sulle conseguenze di questo moto popolare. Nel generoso suo sentire, egli crede che avrebbe per effetto di sostituire a Cavaignac Lamartine. Ma riguardo a ciò mi permetta di dirgli che ora l'illustre Lamartine ha perduto la sua influenza, ed è obbligato egli stesso a far plauso alle nuove combinazioni ministeriali del generale Cavaignac, come risulta dal giornale da lui diretto col titolo di *Bien public*. Le vere conseguenze della rivoluzione, quale è quella a cui accenna il deputato Brofferio, i risultati di una nuova battaglia come quella di giugno, ma combattuta con esito diverso, sarebbero di sostituire a Cavaignac ed ai ministri che lo circondano, uomini della Repubblica rossa, uomini del socialismo, i Ledru-Rollin, i Cabet, i Raspail; sarebbero di sostituire a quella libertà, di cui gode la Francia, il regno del terrore e dell'anarchia. E che cosa ne avverrebbe? Probabilmente ne avverrebbe che le provincie della Francia non vorrebbero adattarsi all'anarchia trionfante in Parigi; che vi si desterebbe il fuoco della guerra civile, e che quello stesso esercito delle Alpi il cui aiuto noi invochiamo, sarebbe il primo a muovere contro Parigi per accorrere alla salvezza dello Stato. Io credo dunque che l'eventualità cui ha accennato il signor avvocato

Brofferio tornerebbe dannosa non solo alla causa d'Italia, ma alla causa della libertà europea, e produrrebbe una dolorosa reazione del dispotismo. Io credo che in ordine alla Francia noi possiamo sperare il suo concorso amichevole, senza però lusingarci di un intervento attivo ed energico, epperciò io confesso parimenti che non ho nell'efficacia della sua mediazione una fede molto viva.

Ma è ella questa una ragione per romperla senza più, per non usare alcun riguardo verso le potenze mediatrici che si presentarono a noi come amiche, e che non che farci alcun male, ci resero anzi molti servigi, quali furono testè in parte accennati dal ministero degli affari esteri? Sarebbe bene dico, rompere la mediazione, mercè di un atto che potrebbe essere considerato come ostile dalle potenze nostre alleate?

No certamente: io credo che si debba, in ordine alla mediazione, soprassedere alcun poco, usare alcuni riguardi i quali non possono menare le cose molto alle lunghe, e che faranno bene il ministero e la nazione nello sciogliersi dalla mediazione, di badare a non rendersi nemiche le due potenti mediatrici la cui alleanza può sempre tornarci utile, qualunque sia l'esito della guerra che saremo per intraprendere.

Esausto il primo punto, passo a trattare il secondo, e qui dirò francamente che se gli argomenti dell'opposizione mi avessero convinto, io mi darei per vinto. Ove fosse dimostrato che questo è il momento più opportuno per rompere la guerra, che ogni indugio ci è dannoso, io direi: poniamo la diplomazia per ora in non cale; facciamo la guerra. Ma io credo appunto che anche sul secondo argomento, sul secondo punto, la questione d'opportunità non sia pienamente quale l'opposizione ce la rappresenta. Gli oratori dell'opposizione per provare che il momento di rompere la guerra è giunto, che ogni indugio sarebbe tornato dannoso alla causa italiana, accennarono varie circostanze che io cercherò di ricordare come meglio la mia memoria mi aiuterà. L'onorevole avvocato Brofferio disse: guardate i popoli d'Italia che erano neghittosi nel

se di agosto, ora si muovono ed impongono ai governi bbligo d'intervenire nella guerra italiana. Io non voglio qui minare qual possa essere l'influenza del moto di Livorno: e il progetto di una Costituente, bandito dal professore ntanelli, sia destinato a condurre a quell'armonia che tanto è necessaria al trionfo della causa italiana.

o voglio entrare nelle viste del deputato Brofferio, e supre che il ministero Guerrazzi, e quell'altro che sta per cedere al Ministero Capponi, sia il più energico, il più oto alla causa nazionale, il più deciso a cooperare con i mezzo alla guerra d'indipendenza.

Ma che perciò? Cosa potrà fare il ministero toscano in tro aiuto? Fuorchè egli possegga un potere soprannatu-, di dono dei miracoli, non gli sarà possibile di coope- efficacemente alla guerra che stiamo per rompere: imciocchè non esistono in Toscana forze regolari; ed è imsibile a qualunque governo l'improvvisare un esercito.

Pur troppo, dopo i tristi casi di luglio, nulla si fece in scana per riordinare le deboli forze regolari tornate dai npi lombardi. Pur troppo l'esercito di quella nobile prokcia può dirsi non più esistere. Quindi dobbiamo riconore non potere aspettare da esso che un sussidio debole e ro efficace.

La Toscana per ora sarebbe ridotta a mandare solo sui npi lombardi quei giovani ardimentosi, gloriosi avanzi delle tuose giornate di Curtatone e di Montanara, pronti sem- a formare corpi di volontari, e come tali ad unirsi al stro esercito.

Io, certamente, non disconosco il valore di quest'aiuto, ncedo al deputato Brofferio che queste legioni di volontari ssano agevolare le operazioni del nostro esercito, ma asse- ro senza tema di essere smentito da verun militare assen-lo, che poco gioverebbero alla soluzione del grande proma della guerra, il quale sta, come diceva testè il deputato llana, nell'oppugnazione di quel terribile triangolo, o più

esattamente, quadrilatero fortificato, formato dalle forti
rocche di Mantova e Peschiera, Verona e Legnago.

Da Roma dobbiamo aspettare meno ancora che dall
scana. Non è già ch'io accusi di debolezza o mala ve
nuovo ministero, presieduto da Pellegrino Rossi. Confid
in quell'illustre statista, ed io spero ch'egli sia deciso
minare degnamente l'avventurosa sua carriera, consac
al bene della sua patria le singolari facoltà del vast
ingegno. Ma la Romagna, meno ancora della Toscana po
gli elementi di un esercito regolare. In essa nulla è
rato, nulla è ordinato per costituire una forza che pos
trare immediatamente in campo.

Il ministero antecedente, sia per una fatale negligen
forse per motivi più tristi, lasciò sciogliere e disordi
gloriosi avanzi dell'esercito che combattè nei campi dell
nezia. Gli Svizzeri che tanto eroismo dimostrarono, pr
ogni ricompensa, trascurati e negletti, abbandonarono
parte un ingrato vessillo. I volontari privi di sussidii,
tornarono alle loro case, vendendo, strada facendo, l
armi per procacciarsi i mezzi di campare la vita; le n
irregolari furono disperse e sciolte. Ondechè Roma si
ora meno preparata alla guerra, che non lo fosse nei più
giorni di Gregorio XVI.

Dal governo romano dunque non dobbiamo per ora
tare alcun valevole sussidio.

Il signor avv. Brofferio ci parlava poi di quegli es
lombardi che sono nelle valli e sui monti della Svizze
alludeva al pericolo che questi, precipitando gl'indugi, sc
sero fin d'ora senza più attendere in Lombardia, e c
ciassero, sotto nuovi auspicii, con altra bandiera la guer

Qualunque sieno le opinioni politiche di quegli esuli
rispetto. Essi sono sotto il peso della più amara sve
i diritti dell'infortunio sono sacri per me.

Ma per quanto sia ardente il loro patriotismo, per q
essi sieno animosi ed audaci, io però non posso creder

i siene per tentare una disperata impresa. Privi qual essi
no di ogni materiale di campagna, privi d'ogni qualsiasi
plare ordinamento militare, come mai potrebbero pensare
muovere soli contro l'intiero esercito di Radetzky?
Io spero, come diceva testè il deputato Valerio, che la
e della ragione, della prudenza sarà sovr'essi più potente
quella dell'infortunio, e gl'indurrà ad aspettare, come noi,
momento opportuno per riconquistare la patria e l'indi-
ndenza.
Io al pari dei deputati opponenti che troveremo in Lom-
dia un valido appoggio nell'insurrezione dei popoli. Non
bito che i popoli di quelle contrade fatti accorti dalle sof-
te sventure, appena lo stendardo subalpino avrà varcato
Ticino, si leveranno in armi, e deposto ogni altro pensiero,
mbatteranno accanto a noi per respingere il crudele loro
pressore.
Ma quest'appoggio ci è assicurato qualunque sia il mo-
nto in cui si rompa la guerra, e l'aspettare alcuni giorni
r cogliere l'istante opportuno, non diminuirà certo l'ardore,
coraggio degli oppressi Lombardi. Dunque, benchè dolo-
issimo sia per noi il vedere per alcuni giorni protratti i
ro dolori, non si può dire, che per quanto riflette l'esito
lla guerra, la speranza del loro concorso debba determi-
rci a passare immediatamente il Ticino.
Ma fra tutti gli argomenti posti in campo dall'opposizione
r provare essere questo il momento il più opportuno per
cominciare le ostilità, il più grave è certamente quello,
tto dagli ultimi casi di Vienna, dagli sconvolgimenti delle
ovincie austriache.
A questo riguardo osserverò essere indotti i miei oppo-
nti in errore, da una falsa analogia fra gli avvenimenti at-
li, e quelli del mese di marzo. Mi conceda la Camera di
trare su questo importantissimo argomento in qualche par-
olare, per isvolgere chiaramente il mio pensiero.
Il moto di Vienna del mese di marzo fu un moto meramente

politico. Il popolo della capitale, interprete dei sentimenti che animavano tutti i popoli dell'impero, si levò e combattè per ottenere l'istituzione degli ordini costituzionali, e tutte quelle concessioni politiche, richieste dallo spirito dei tempi.

Questo moto fu facilmente composto dalle concessioni più o meno sincere fatte dall'imperatore. Ma appena ristabilita la pace interna, quell'istesso popolo che aveva combattuto con tanto ardore per le sue libertà, si unì al suo governo per combattere contro di noi, e per rapirci le nostre libertà non solo, ma un bene più prezioso ancora, l'indipendenza (*Fremiti di sdegno*).

Sì, o signori, fra le prime file dell'esercito austriaco combatterono i volontari viennesi, gli eroi delle barricate di marzo, della rivoluzione di Vienna.

Valerio. Ma quelli non erano studenti, erano bordaglia.

Josti. No, l'oratore ha ragione.

Cavour. Il fatto che io espongo, mi è stato confermato da un gran numero di ufficiali dell'esercito che contro quelli studenti pugnarono.

Ma nell'impero austriaco la questione di libertà, la questione politica non è la sola che agita gli animi, che muova le masse popolari. Accanto ad essa ve ne ha un'altra ben più grave, ben più minacciosa ancora: ed è la gran lotta delle razze le une tendenti a mantenere un antico predominio e le altre ad acquistare una nuova nazionalità.

Vi esiste sulle terre dell'impero una razza numerosa, energica, ardimentosa, ma da più secoli oppressa, la razza slava. Questa razza si estende in tutte le parti orientali dell'impero dalle sponde del Danubio sino ai monti della Boemia, vuole ottenere l'intera sua emancipazione, riconquistare la sua nazionalità. La sua causa è giusta, è nobile. Essa è propugnata da orde rozze ancora, ma ardimentose ed energiche; essa quindi è destinata a trionfare in un non lontano avvenire.

Il gran moto slavo ha ispirato il primo poeta del secolo, *Adamo Mikiewitz*, e da questo fatto noi siamo indotti a riporre

elle sorti di quei popoli una fede intiera. Perchè la storia ci segna, che quando la Provvidenza ispira uno di quei genii blimi come Omero, Dante, Shakspeare o Mikiewitz, è una ova che i popoli in mezzo ai quali essi sorgono sono chiati ad alti destini.

Comunque sia, poco dopo il trionfo della causa liberale in enna, il moto slavo cominciò a manifestarsi apertamente nelnpero. Il ramo più intelligente della famiglia slava, gli abitti della Boemia, tentarono sin dal mese di aprile di sotrsi al predominio germanico, di fondare in Praga un centro orno al quale tutto lo slavismo venisse a rannodarsi.

Questa generosa impresa andò fallita: tutti i partiti a Vienna unirono per reprimere il moto boemo. L'infelice città di aga volle ricorrere alla forza; ma fu vinta, dopo una dispeta lotta, bombardata e mitragliata, fu posta sotto il giogo miare, e governata da leggi statarie, che pochi giorni sono ano tuttora in vigore.

Il moto slavo represso dalla forza brutale nel settentrione ell'impero, si spiegò più vigoroso, più minaccioso, più potente el mezzodì delle provincie danubiane, abitate dagli Slavi oati.

Io non prenderò qui ad esame le cause od i pretesti che suitarono il moto della Croazia contro l'Ungheria. Non voglio iscendere nei particolari della gran lotta che ferve tra i Maiari e gli Slavi. Solo ricorderò alla Camera, che i Magiari noili, generosi quando si trattava di difendere i diritti della loro azione, contro la prepotenza imperiale, si mostrarono sempre rgogliosi, tirannici, oppressori verso la razza slava sparsa elle provincie dell'Ungheria.

Valerio. Non è esatto.

Cavour. Sì, o signori, nessuno può negare che in Ungheria aristocrazia appartenga alla razza magiara, il popolo alla azza slava; e che in quel regno l'aristocrazia abbia sempre ppresso il popolo.

Comunque sia, io non intendo fare l'apologia dei Croati

(*Ilarità*) e nemmeno dell'ardito loro capo, il bano Jellachich. Mi restringo ad osservare che il vessillo ch'essi hanno spiegato, è il vessillo slavo, e non già come altri suppone, il vessillo della reazione e del dispotismo.

Jellachich si è valso del nome dell'imperatore, ed in ciò si dimostrò accorto politico. Ma ciò non prova che il suo scopo principale, se non unico, non sia la ristaurazione della nazionalità slava. Cosa è infatti il potere imperiale? Un vano simulacro di cui si valgono a vicenda i partiti che dividono l'impero. Jellachich, vedendo l'imperatore in dissidio coi viennesi, si è dichiarato per il potere centrale, ma non già per la ricostituzione del gotico edifizio politico atterrato dalla rivoluzione di marzo.

Per dimostrare che il moto di Jellachich non è una semplice reazione militare, basti l'osservare che al suo avvicinarsi a Vienna i deputati slavi, segnatamente quelli della Boemia, i quali rappresentano la parte illuminata dello slavismo, lasciarono l'assemblea coll'intendimento di ritirarsi a Praga od a Brunn, per ivi istituire un Parlamento slavo.

Io credo dunque che la lotta che ferve nel seno dell'Austria non sia già una lotta politica come quella di marzo, ma bensì il preludio di una guerra terribile di razza, della guerra del germanismo contro lo slavismo.

Valerio. Tanto meglio per noi.

Cavour. Se queste mie considerazioni sono esatte, egli è evidente che l'iniziata guerra deve svolgersi rapidamente, estendersi a tutte le provincie slave, diventare gigante, e che qualunque sia l'esito della battaglia che sta per combattersi sotto le mura di Vienna, la guerra deve farsi più accanita. Infatti o lo slavismo vincerà e s'impadronirà di Vienna, ed allora state certi che le provincie germaniche ricusando di sottostare ad una razza da essi considerata con disprezzo, rigetteranno il giogo della capitale ed aiutate dall'Assemblea di Francoforte combatteranno il principio slavo a Vienna, a Praga, nella Croazia.

Oppure Jellachich sarà vinto, ed allora costretto a ritirarsi nelle proprie contrade, minacciate dai magiari vincitori, richiamerà sulle sponde della Drava la numerosa fanteria croata che costituisce il nerbo dell'esercito di Radetzky, per ricominciare l'ardita sua impresa.

Credo adunque poter asserire che in ordine agli evenimenti della Germania l'indugio non è pericoloso, che l'eventualità dell'avvenire sono tutte a noi favorevoli (*Sensazione*).

Non dico per ciò che debbansi rimandare indefinitamente le operazioni della guerra; ma sostengo che l'opposizione trovasi in grave errore quand'essa c'indica gli avvenimenti di Vienna, come un irresistibile argomento per ricominciare incontanente le ostilità.

In ultimo si osserva potersi rompere la guerra, perchè le condizioni dell'esercito siansi in questi ultimi due mesi di molto migliorate. E qui debbo rendere piena giustizia alla lealtà dei membri dell'opposizione, che facendo tacere ogni spirito di parte, tributarono al nostro ministro della guerra quelle giuste lodi ch'egli merita cotanto a ragione dello zelo illuminato, delle sapienti cure colle quali egli governa le cose dell'armata.

Ma tornando all'argomento dell'opposizione dirò ch'egli è verissimo che la condizione dell'esercito siasi di molto migliorata; ma che esso però non è ancora in uno stato perfetto, e che quindi alcuni giorni ancora di esercizi non possono che tornargli sommamente giovevoli.

Io credo di avere esaminate tutte le considerazioni poste in campo dall'opposizione per stabilire l'opportunità della guerra immediata e di averne dimostrata l'insussistenza; credo pure di avere stabilito in modo incontrastabile che l'indugio non ci è ora sfavorevole, che anzi può tornare utilissimo alla nostra causa.

Non mi rimane più che a riassumere il già troppo lungo mio discorso, col conchiudere che essendo evidente che sia in ordine alla mediazione, sia in ordine alla guerra, l'indugio può

esserci fatale, dobbiamo lasciare il governo del Re libe
determinare nell'intimo della sua coscienza quale sia l'o
più opportuna per rompere la guerra.

Quest'ora suprema potrà suonare domani, potrà suona
una settimana, fra un mese (*Sussurro*), ma qualunque
essa suoni, ci troverà, ne son certo, pienamente uniti e
cordi sui mezzi della guerra, come ora lo siamo già tut
principio di essa *(L'oratore discende dalla ringhiera f*
vissimi applausi).

OSSERVAZIONI

FATTE

DAL DEPUTATO CONTE CAMILLO CAVOUR

alla Camera li 19 dicembre 1848

INTORNO AL MODO DI SUSSIDIARE VENEZIA

Io credo, che la proposta del deputato Pinelli, non vada allo scopo ch'egli si propone.

Il suo scopo era di soccorrere più efficacemente Venezia, ed io credo, che invece diminuirebbe di molto l'efficacia del soccorso che tutta la Camera è disposta a dare a quella generosa città.

Egli proponeva d'introdurvi, invece di danaro, un valsente mensile in vettovaglie e combustibili, e di ritirare ogni volta un numero corrispondente de' biglietti ora in corso nella città di Venezia. Io penso, che vi siano a queste due proposte due gravissimi inconvenienti. In quanto al primo, bisognerebbe che il governo facesse esso stesso acquisto di vettovaglie, acquisto di combustibili. Ora, ognuno sa, che un governo fa le operazioni di commercio molto meno vantaggiosamente dei commercianti, le fa con più dispendio e molto minor profitto. Se fossimo in tempi normali, quando il credito corre facilmente, si potrebbe far aprire nelle case di commercio (come si fa per l'incetta di vettovaglie) un credito corrispondente al governo, ed a quegli stessi negozianti di Venezia designati dal governo, per es. ad Odessa, ed agli altri porti del Mar Nero, che somministrano a Venezia le vettovaglie, di cui

abbisogna. Se fosse possibile di aprire sia al governo, sia a i negozianti dal governo designati un credito di 600,000 al mese, sicuramente questo sarebbe un metodo efficacissi di soccorrerla, il quale non graviterebbe immediatamente su nostre finanze; ma temo che questo non sia possibile ne stato attuale delle nostre cose politiche. Stimo pertanto c se si vuole aiutare Venezia, il miglior mezzo sia di da danaro. Di questo difetta assaissimo Venezia, mentre ha una copia soprabbondante di biglietti, che, come diceva signor deputato Pinelli, non sono ricevuti dagli esteri, i qu in contraccambio dei loro grani e combustibili, vogliono b scudi d'argento e marenghini d'oro (*Ilarità*).

In quanto poi all'idea di ritirare biglietti in contracca bio del danaro che mandiamo a Venezia, io credo che t nerebbe inutile, quanto al credito degli stessi biglietti. E farebbe perdere a queste nostre misure il merito di gene sità, di fratellanza, che denno principalmente avere (*Bene.* E d'altronde questi biglietti sarebbero o quelli già posti circolazione o nuovi. Se sono i biglietti già in circolazio bisognerà comperarli dai negozianti; ed allora non avrà u alcuno Venezia: se sono biglietti nuovi, non avrebbero v lore di sorta. Inoltre, togliendole la carta monetata, le t remo i mezzi di fare le spese interne. Vi sono spese che p pagare colla carta, e sono le spese locali: ve ne sono poi importazione, le quali non può pagare che con numerario.

Credo dunque che questa seconda parte della proposizi del deputato Pinelli non sia utile, e dico di più, che sino un certo punto toglierebbe alle misure che stiamo per pr dere, della loro generosità, poichè sembrerebbe un voler f a Venezia il tutore.

Tengo adunque per fermo, che se la Camera intende di un sussidio a Venezia, occorra darlo nel modo più effica mandandole danaro di cui tanto difetta (*Bene! Bravo!*)

Il signor deputato Farina mi ha detto che egli credeva potesse ovviare al primo inconveniente da me indicato, ci

llo che il governo dovesse farsi negoziante. Vorrebbe affi-
e ad un imprenditore l'approvvigionamento di Venezia,
io non ho mai detto che il governo stesso mandasse ad
essa a far acquisto di grano. So benissimo che il governo
erve d'intrapreditori; ma stimo che appunto questo mezzo
ca sempre molto meno opportuno, che quando si lascia
commercio di provvedere le piazze a seconda dei loro bi-
si.

o credo che se si dovesse mettere all'asta pubblica la som-
istranza a Venezia di 2,000 sacchi al mese, questo co-
ebbe al governo nostro molto più che non ne costerebbe
governo di Venezia l'acquisto diretto.

Dunque sta sempre la prima mia obbiezione. In quanto
seconda, prego la Camera di avvertire che il governo di
ezia ha due nature di spese; una che chiamerò spese in-
e, quelle che si fanno nella città stessa, ed a queste spese
vvede con la carta emessa e con quella da emettersi. Per-
se voi costringete il governo di Venezia a diminuire la
ta in circolazione, a darne cioè una parte al nostro go-
no, voi diminuite di molto i mezzi del governo di Ve-
ia per sopperire alle spese interne che sono pur gravis-
e. Voi mi dite che egli sopperirà colla carta già emessa e
lla da emettersi, ma allora, ripeto, che non vedo qual
taggio vi sia a far creare della carta per bruciarla dopo.
si aggiunge: questo aumenta il valore della carta di Ve-
ia. Sicuramente se diminuite la quantità di carta che vi è
Venezia, voi ne aumenterete il valore, ma non potrete di-
nuire la quantità di carta che ora gira in Venezia senza
re il governo nell'impossibilità di sopperire a quelle spese
erne che sono le maggiori che egli abbia a sostenere.

Io credo quindi che il governo di Venezia ritrarrà molto
ggior utile dal soccorso che gli vogliamo dare, se lo fac-
mo mercè un prestito sulle piazze su cui si fa mercato
combustibili e commestibili.

Pertanto opino che non si debba adottare la proposizione

del deputato Pinelli, ma sibbene la legge quale fu proposta dalla commissione.

Io non dirò che poche parole nel senso appunto di quanto ci osservava or ora il deputato Mellana. Difatti, se la carta monetata che il governo veneto pose in circolazione parrà soverchia, con questi 600,000 franchi, esso potrà, ove il creda opportuno, ritirarne ed arderne una parte. Ma pur troppo io credo, o signori, che il governo veneto avrà bisogno e dei nostri 600,000 franchi e di tutta la carta monetata creata e da crearsi, e dei sussidii delle altre parti d'Italia, e di quelli di tutti i cittadini i quali s'interessino al trionfo della causa italiana. I bisogni di Venezia non devono calcolarsi solo a 600,000 franchi al mese, ma a più milioni; perciò io ritengo non doversi incagliare l'azione del governo di Venezia col costringerlo a bruciare un numero di biglietti corrispondenti all'ammontare del sussidio da noi stanziato. Oltrecchè, a meno di limitare al governo veneto la facoltà di emettere questi biglietti (limitazione che non vedo con quale diritto pretenderemmo d'imporli), l'arsione di biglietti estratti in corrispettivo del danaro importato in Venezia non sarebbe che una divisione: nè gioverebbe ad altro fuorchè a provocare il diletto di accendere un falò in piazza Castello (*Ilarità*). Perciò io credo che si debbano adottare le conclusioni della commissione (*Applausi*).

DISCORSO

DEL DEPUTATO CONTE CAMILLO CAVOUR

pronunziato alla Camera li 25 settembre 1849

IN FAVORE DEL MINISTERO

SULLA QUESTIONE FINANZIARIA

PEL TRATTATO DI PACE COLL'AUSTRIA

Signori, io non esaminerò se il mandato della commissione fosse ristretto ad esaminare i mezzi di adempire alle condizioni del trattato di pace conchiuso coll'Austria prima della fine del mese di settembre, oppure se avesse ad esaminare le condizioni generali delle finanze relativamente agl'impegni imposti al paese dal suddetto trattato; esaminerò la questione in se stessa, se sia opportuno, o non, il concedere al ministero la facoltà che egli viene oggi chiedendo e la esaminerò dietro quelle basi stesse che furono adottate dalla commissione e sulle quali si fondano le sue conclusioni.

L'onorevole relatore della commissione diceva che si dovea provvedere al pagamento di 15 milioni che scadono alla fine di ottobre, che si doveva provvedere al pagamento dei due milioni dovuti alla banca di Genova e pagabili al fine del corrente mese di settembre. Si deve provvedere inoltre all'ammortizzamento dei buoni del tesoro e delle altre carte circolanti messe in giro dal governo e già giunte all'epoca del loro pagamento. Ora io dico, che con questa legge, lo scopo che si prefiggeva la commissione non sarebbe raggiunto, e credo di poterlo dimostrare in modo matematico.

Io non voglio elevare discussione sulle cifre più o
esatte, cui possono ammontare i buoni del tesoro e gli
vaglia: io non esaminerò se ve ne siano 9 milioni, o se
siano 11, se in complesso le obbligazioni del tesoro son
a 10, o a 19 milioni come indicava l'onorevole deputa
rina, ma io dico, che quand'anche la somma ne foss
di 12 milioni, cifra che sicuramente pecca piuttosto in
che in più, non si potrebbe mandare ad effetto il pr
della commissione, non si potrebbe provvedere conten
neamente e al pagamento dei 15 milioni, ed all'estinzi
questi 12 milioni di carta in circolazione, ed io lo imp
a dimostrare con un semplice ragionamento.

La Camera ha manifestato il desiderio in cui conc
il ministero, che il prestito fosse aperto nell'interno, e p
vi sono moltissime gravi ragioni le quali trovo inutile
petere, essendo state in altra seduta svolte ed accolte, a q
parve, favorevolmente.

Ora però io dico che dietro il sistema della commi
sarebbe impossibile l'operare l'imprestito all'interno. I
aprendo il prestito all'interno, il ministro sarebbe cos
a sottoporsi a queste due condizioni: la prima di acc
cioè una qualche mora, la seconda di ricevere in paga
per una porzione importante della somma totale i buo
tesoro, e l'altra carta circolante. Da questo stato di
molte tristissime conseguenze potrebbero derivare.

Io ho la fiducia che nell'interno si troverà a coprir
tuale prestito, e che l'intera rendita di un milione ed
cento mila franchi, se non nello spazio di alcuni gior
meno nello spazio di quindici giorni sarà sottoscritta.

Ma ne avverrà che il ministero dopo 15 giorni av
cassato più della metà di detta somma non in effetti
in biglietti di banca; poichè è indubitato che egli no
imporre nel prestito la condizione di ricevere degli
mentre i biglietti di Genova trovansi in corso coattivo. I
pongo che l'operazione riesca interamente, e che il min

al 15 ottobre abbia nelle sue casse 15 milioni di biglietti di banca. In questo caso io sfido il signor ministro delle finanze, il quale oltre alla qualità di ministro ha anche quella di abilissimo banchiere, a trovare dal 20 al 30 di ottobre a convertire 15 milioni di biglietti in 15 milioni di scudi, se non con una perdita grandissima. Non vi è casa bancaria nè a Torino, nè a Parigi che sia attualmente in istato di far queste operazioni senza che questo tragga seco una gravissima perdita pel tesoro. Qualunque persona che abbia qualche conoscenza delle operazioni bancarie non potrà contestare la verità di questo fatto, che cioè, se si dovesse fare la ricerca di 15 milionì di numerario in così breve spazio di tempo, ciò solo farebbe scapitare i biglietti del 10 per cento; che se si eseguisse il sistema più razionale, ed invece di cercare il numerario si scegliesse di ricorrere ad operazioni bancarie, cioè di cercare su tutte le piazze, colle quali abbiamo delle relazioni, della carta su Parigi, noi faremmo crescere la carta su Parigi del 4 e forse del 5 per cento. Io credo adunque di poter fondatamente asserire che l'operazione, quale venne presentata dalla commissione sia nè più nè meno che impossibile. Il sistema della commissione andrebbe certamente contro allo scopo che ella vuole raggiungere.

Sarebbe, a mio avviso, migliore consiglio il concedere al ministero la facoltà ch'egli vi domanda perchè egli è evidente che dovendo questi quindici milioni essere pagati in effettivo in Parigi, come pure debbono esserlo altri sei milioni alla fine di dicembre, ne viene per conseguenza che è quasi inevitabile che quest'operazione si tratti all'estero per la somma difficoltà che esiste in un paese bancariamente ristretto come il nostro, di far passare sulle piazze estere dei fondi rappresentati dalla carta di Genova, e pell'altra difficoltà non minore di ritirare degli scudi in così breve spazio di tempo.

Io credo essere dunque conveniente, nell'interesse del tesoro, che le due operazioni si combinino contemporaneamente; che la rendita del milione e 800 mila lire venga emessa nel

paese, e che per la somma di ventun milioni da pagarsi a breve mora quest'operazione si faccia all'estero.

Combinando queste due operazioni, a mio credere, si salverà nello stesso tempo il credito dello Stato e s'imporrà alla nazione il minor sacrificio possibile nelle attuali condizioni.

Ma invece se si adotta il sistema della commissione, sarà necessario il mantenere in corso i buoni del tesoro, i vaglia del 1848, i vaglia del mese di agosto e forse non si potranno rimborsare i due milioni di cui è giunta la scadenza, nè gli altri cinque milioni che la banca di Genova ha anticipati. Questo certamente produrrebbe un effetto pessimo sul credito nostro nel momento in cui questo nostro credito sta seguendo un moto ascensionale.

Io invito dunque quanto so e posso la Camera a non fermarsi sulla considerazione se la commissione avesse da riferire sì o no su questo punto, ma a considerare invece in tutta la sua estensione la questione gravissima che si presenta alla sua decisione quest'oggi.

Io invoco l'indulgenza della Camera se, dopo una discussione un po' troppo prolungata io prendo nuovamente la parola; ma farò solo avvertire che avendo visto in questa Camera impiegati non solo momenti, ma ore intiere sopra questioni di *parole*, io credo che sopra una questione di finanza di questa gravità, sopra una questione di quarantacinque milioni si possa impiegare quell'ora o quelle due ore che andava ripetendo il signor deputato Pescatore, il quale mi pare faccia della facoltà di parlare un uso assai largo, certo però lodevolissimo, perchè lo adopera con molto talento.

Dirò adunque che mi oppongo all'ordine del giorno proposto dal deputato Pescatore, perchè il medesimo consiste nel lasciare in sospeso la domanda del ministero, giacchè per esso non si fa opposizione a questa domanda, nè si approva, si dice solo doversi rimandare con una legge speciale la discussione a tempo più opportuno, il che significa che vuolsene differire parecchi giorni la discussione.

Noi abbiamo varie leggi urgentissime, oltre quella che cade ra in discussione; quindi se il ministero fosse costretto di ornare con una nuova proposizione, se si dovesse nominare na nuova apposita commissione, se questa commissione vosse, come lo indicavano alcuni preopinanti, esaminare l'in-ra situazione finanziaria dello Stato, questa commissione, ando fosse composta degli uomini più egregi del paese, non otrebbe giungere a formare un giudicio completo, non poebbe fare una relazione alla Camera sullo stato finanziario ello Stato, non potrebbe indicare precisamente qual sia l'amontare degli impegni assunti attualmente e degl'impegni a cui sogna provvedere; ciò sarebbe un lavoro di parecchi giorni, forse di alcune settimane (*Segni di denegazione*).

Io credo che le persone che hanno famigliari le cose di nanza converranno meco che non si può esaminare una conizione di cose così intricata come la nostra in pochi giorni. ra, io dico, che cosa ne avverrebbe? Ne avverrebbe che uesta questione non potrebbe presentarsi alla Camera prima el mese di ottobre; questa conclusione mi pare inevitabile.

Ora, siccome il ministero ha un obbligo assoluto di provvere al pagamento di 15 milioni sulla piazza di Parigi per la ne di ottobre, io dico che il ministero non potrebbe aspettare metà del mese di ottobre per cominciare questa operazione nanziaria, e che sarebbe costretto immediatamente a rinunare all'idea di emettere nel paese le rendite di un milione ottocento mila lire, e sarebbe obbligato invece a trattarne ll'estero, onde assicurarsi a questo modo il mezzo di far onte al pagamento dei 15 milioni. Io dico che così facendo i andrebbe contro agli interessi reali delle finanze e contro al entimento manifestato dalla Camera. E qui mi cade in aconcio di rispondere al deputato Mellana.....

Valerio. Ma si è già chiusa la discussione.

Cavour (Molto animato). Io parlo contro l'ordine del giorno del signor Pescatore, e credo di non abusare della facoltà di parlare. Si tratta di 45 milioni, ed il signor Valerio mi vorebbe chiuder la bocca.

Valerio. Chiedo la parola per un fatto personale.

Cavour. Io me ne appello alla giustizia della Camera: questa cosa si è già usata molte volte: si prende la parola contro un ordine del giorno, e si fa qualche osservazione.... (*Interrotto*)

Presidente. Prego il deputato Cavour a continuare il suo discorso.

Cavour. Allora continuo a parlare.

Molte voci. Sì! parli, parli pure.

Cavour. Certamente non voglio sostenere che la Camera abbia emanato un voto onde manifestare il suo desiderio, che le rendite fossero poste in vendita nel paese. Ma dalla discussione che ebbe luogo (tale fu la mia impressione), io credeva di poter inferire che la Camera aveva manifestato il desiderio che questo sistema di proporre le vendite all'estero fosse abbandonato; ed in questa mia opinione fui confermato dal discorso dell'onorevole relatore della commissione il quale giudicava che i trenta milioni da ricavarsi dall'alienazione della rendita del milione e 800 mila franchi già votata, dovevano essere impiegati, a mente della commissione, al riacquisto dei *boni* del tesoro, dei vaglia e degli altri titoli ora circolanti. Ora è evidente, che questo riacquisto non poteva aver luogo se non mediante un prestito all'interno. Sicuramente sarebbe la cosa diversa, se il signor ministro contrattasse un prestito all'estero per venir poi a riacquistare i *boni* del tesoro ed i *vaglia* del prestito del 48.

Parmi adunque che io era fondato in ragione quando diceva che ammettendo quel sistema di dilazione si sarebbe operato contro il voto della Camera e della stessa commissione. Ammettendo pertanto l'ordine del giorno proposto e confermato dal signor deputato Riccardi, che cosa farebbe il ministero nell'impossibilità di far fronte alle spese coll'alienazione della rendita di un milione ed ottocento mila lire? Io credo che questo ridonderebbe a danno delle nostre finanze, a danno del nostro commercio, il quale nell'aspettativa di questo imprestito ha già raccolto tutti i mezzi di cui poteva disporre per concorrervi.

Io non vedo veramente quale vantaggio si potrebbe ottenere
a questa dilazione.

Io non so se il signor ministro delle finanze con quanto di-
manda possa soddisfare a tutti i bisogni dello Stato, se possa
pagare l'indennità dovuta all'Austria e pagare tutte le spese
arretrate del bilancio del 1848 e 1849 non che far fronte a
quelle del 1850.

Comprendo gli scrupoli del signor deputato Cabella e sog-
giungo anche che mi associo a lui nel dire che non si vuol
dare un voto di fiducia al ministero, prima d'aver esaminato
che cosa egli appoggia la sua domanda; ma il signor depu-
tato Cabella sa quanto me che pur troppo questi ventun mi-
lioni non bastano non solo a pagare l'Austria, ma neppure a
sopperire a tutte le spese dello Stato. Il signor ministro delle
finanze ci ha consegnato un quadro in cui le somme dovute
al governo indipendentemente da quella dovuta all'Austria,
sono assai maggiori dei trenta milioni che egli richiede, quindi
fra poco, pur troppo tornerà l'occasione in cui il ministero
dovrà venire a chiedere nuovi mezzi, allora mi associerò molto
volontieri all'onorevole preopinante nel non dargli il mio voto,
se non dopo avere chiamate a minuto scrutinio le spese pas-
sate e le spese future.

Ma per ora essendo evidente che la somma domandata non
basta a far fronte alle spese urgentissime in corso, io non veggo
nessuna utilità nel rimandare la votazione, veggo anzi in que-
sto un vero pericolo, una vera perdita per lo Stato.

Domando la parola sulla posizione della questione. All'or-
dine del giorno non solo vi era il trattato, ma vi era ancora
la proposta del deputato Balbo: non so se egli l'abbia ritirata,
ma quando non l'avesse ritirata io credo che questa debba
rimanere all'ordine del giorno. Vi è una questione pregiudi-
ziale (la qual questione la Camera sarà libera di sciogliere come
meglio crederà opportuno), la questione cioè, se si debba pro-
cedere alla votazione del trattato, come propone l'onorevole
deputato Balbo, senza discussione, oppure se si debba fare una

discussione preventiva. Se la Camera votasse nel senso del deputato Balbo, cadrebbe forse la proposta dell'onorevole deputato Valerio; nel caso contrario sarebbe probabilmente opportuno di aspettare quegli schiarimenti.

Credo quindi che la prima cosa a fare è di deliberare sulla proposta del deputato Balbo, la quale era già stata posta all'ordine del giorno di quest'oggi. Chiedo quindi che per domani vi sia la proposta del deputato Balbo; ove questa venga respinta, la Camera si riserverà l'ordine del giorno.

OSSERVAZIONI

FATTE

DAL DEPUTATO CONTE CAMILLO CAVOUR

alla Camera li 15 novembre 1849

SULLA PROPOSTA MELLANA

CONCERNENTE LA CITTADINANZA AI LOMBARDO-VENETI

in occasione

DELLA DISCUSSIONE DEL TRATTATO DI PACE COLL'AUSTRIA

Signori, se la proposizione del deputato Mellana si restringesse a dichiarare che la Camera si riserva di far leggi per stabilire la condizione degli abitanti di quelle italiane provincie che furono con noi unite, e che presero stanza nel nostro Stato, io mi associerei molto di buon grado a questa proposta, giacchè io dichiaro altamente di sentire grave dolore che il trattato abbia a discutersi senza che siasi dapprima a questi nostri antichi concittadini provveduto.

Certamente io non ho potuto aderire alla proposizione dell'onorevole deputato Chiò; ma avrei aderito senza dubbio ad una proposizione alquanto modificata che avesse assicurata la sorte della maggior parte dell'emigrazione lombarda e dei cittadini dei ducati.

Io dichiaro altamente che sono quasi disposto a dirigere un rimprovero al ministero perchè il medesimo non prese l'iniziativa a questo proposito, e non presentò alla Camera un

progetto di legge che assicurasse la sorte di coloro ch
disposizioni contemporanee al trattato, si trovavano
dall'amnistia.

Io penso che sia stretto nostro dovere di assicurare
presto possibile a tutti coloro, che sono implicitame
esplicitamente esclusi dall'amnistia, il diritto di c
tra noi.

Ma nel mentre che io faccio simile dichiarazione, c
dovermi opporre all'emendamento dell'onorevole deputa
lana, quale venne da esso proposto, e ciò non tanto pe
lo trovi contrario al trattato, chè per verità nel trattato
è clausula che possa a questo applicarsi, ma perchè io
che trarrebbe seco gravissimi inconvenienti.

Quando la Camera, sulla proposta dell'onorevole d
Chiò, voleva provvedere alla condizione degli abitanl
antiche provincie con noi unite, stabiliva certe dete
condizioni che questi cittadini dovevano adempiere per
fra noi dei diritti politici e civili; imponeva, credo, l'
di far constare dei mezzi di sussistenza. Io non vedo
simile nella proposta del deputato Mellana, e sicurame
sarebbe all'occasione del trattato che si potrebbe rip
una legge che, come indicava l'onorevole ministro del
no, non potè avere compimento, e sarebbe andare dirett
contro lo spirito dello Statuto, il quale non vuole che u
posizione stata una volta rigettata, venga riprodotta
la stessa sessione.

Dico adunque che non potendosi provvedere alle co
che nella stessa proposizione dell'onorevole deputato
toccavano, coll'adottare la proposta del deputato Mel
andrebbe incontro a gravissimi inconvenienti. Diffatti se
proposta vuol dire che si accordano i diritti di cittadi
tutti i cittadini delle provincie che furono con noi unite
gni di denegazione e mormorio).

Cioè a quelli che erano al 30 settembre..... (*Interr
mormorio*).

Alcune voci. Si conservano e non si accordano.

Cavour. Bene! Se si conservano senza più i diritti di cittadinanza a tutti i cittadini delle provincie già unite che alli 30 settembre si trovavano al di qua del Ticino, io non so come si possa ancora imporre loro una condizione qualsiasi.

Dunque anche coloro che non hanno mezzi di sussistenza, anche coloro che non possono provare, come voleva la proposizione dell'onorevole deputato Chiò, per mezzo di persone idonee la loro risponsabilità hanno diritto di cittadinanza, al modo stesso di quelle persone della emigrazione che meritano rispetto per ogni riguardo!

Io dico adunque che la proposizione dell'onorevole deputato Mellana trarrebbe seco immensi inconvenienti.

Non contendo però che sia necessario il provvedere a quella parte che veramente viene colpita dal decreto del governo austriaco. Io non avrei alcuna difficoltà di accostarmi alla sua proposizione, se si restringesse a quelli che furono esclusi dall'amnistia, riservandosi poi per gli altri di provvedere con apposite leggi.

Con questo io credo che si seguirebbe il sistema adottato dagli onorevoli plenipotenziarii, i quali dichiaravano altamente all'Austria non voler abbandonar coloro che per rimanere uniti a noi si erano compromessi.

Io credo che con ciò si sarebbe soddisfatto pienamente al debito d'onore che abbiamo contratto; e nello stesso mentre non si andrebbe incontro a quei gravi inconvenienti che io indicava.

Dunque se si vuole che tutti gli abitanti delle provincie già unite, li quali si trovavano il dì 30 settembre al di qua del Ticino abbiano il diritto di cittadinanza comunque senza mezzi di sussistenza, io credo, signori, che ciò sarebbe un voler aggravata la condizione interna del paese già troppo per sè grave.

Io dunque pregherei l'onorevole deputato Mellana di restringere la sua proposizione a quelli che sono stati esclusi

dall'amnistia, ed in quel caso credo che la Camera la sancirebbe con voto unanime, e provvederebbe così ai debiti del suo onore, senza accrescere la gravità della già tanto difficile condizione interna del paese.

DISCORSO

PRONUNZIATO

L DEPUTATO CONTE CAMILLO CAVOUR

alla Camera li 7 marzo 1850

SUL PROGETTO DI LEGGE

PER L'ABOLIZIONE DEL FORO ECCLESIASTICO

;nori, la legge che ora è sottoposta alla nostra delibera- viene combattuta con due maniere d'argomenti, gli uni dal diritto civile e canonico, gli altri tratti da conside- ni politiche che si fondano specialmente sulla non oppor- à della legge. Quanto al primo argomento io non mi farò nbatterlo, giacchè per ciò mi mancherebbe la dottrina, and'anche l'avessi, non potrei farlo certamente in modo ato al soggetto, e d'altronde non farei che ripetere in maniera molto meno soddisfacente quello che venivano sponendo con tanta dottrina, con tanta eloquenza l'ono- le ministro del culto, e l'onorevole mio amico il depu- Boncompagni. Io mi limiterò unicamente a trattare la tione d'opportunità, e lo faccio tanto più volontieri dac- posso dichiarare alla Camera che in nessuna discussione sono mai stato così pienamente convinto della opportu- della causa che io sorgeva a difendere.

ella tornata d'ieri due distinti oratori che siedono da que- lato della Camera, con parole piene di schiettezza e di ltà hanno esposto le ragioni per le quali credevano non

poter aderire alla proposta ministeriale, e doversi pe
questo punto separare dal maggior numero dei loro an
litici. Io credo che gli argomenti su cui essi fondansi p
distinguersi in quattro categorie, primieramente cioè:
la presente legge non opportuna a ragione dell'indole de
che corrono; secondariamente non avere carattere d'o
nità per non essersi ancora fatte bastanti trattative om
piere di comune accordo colla santa sede queste rifo
terzo argomento deriva dalle considerazioni politiche; il
finalmente dall'effetto che queste misure potrebbero
nare negli animi, dalle conseguenze che potrebbero d
derivare.

Io prenderò a combattere ad uno ad uno questi arg
Prima di tutto mi permetterò di far osservare in ord
l'opportunità, che quando una riforma è riconosciuta
come venne solennemente riconosciuta dall'onorevole d
Revel, e credo anche dal deputato Balbo, quando no
può fare una critica intrinseca, da ciò solo ne risulta u
dissimo argomento di opportunità. Quando una riform
produrre un immediato beneficio, per ciò solo questa
è opportuna, e ci vorrebbero abbondantissime ragioni
trario onde combattere questo primissimo e fondatiss
gomento.

Vediamo adunque se le obbiezioni che si sono addot
tro il progetto di legge, fondandosi sull'opportunità, si
da vincere queste ragioni. E primieramente dissesi l
non opportuna a ragione di tempo; e qui ci troviamo a
di due argomenti di natura affatto opposta. Gli uni
non essere opportuna, l'attuale riforma, perchè i tem
troppo tranquilli, e non conviene turbare questa tranq
conviene godersela finchè dura, e non far nulla che po
nomamente diminuirla (*Ilarità*). Gli altri invece dice
essere i tempi ancora abbastanza tranquilli, e doversi
dar questa legge finchè una maggiore tranquillità sie
guita. Ai primi farò osservare, che è appunto quando

nquilli che i veri uomini di Stato, i veri uomini prunsano ad operare le riforme utili (*Bravo! Vivi segni azione*). Quelle che si possono fare con dignità per l governo non possono certo operarsi se non in tempi i, e quando il paese non veste nemmeno in apparenza delle fazioni, dacchè è certamente e più utile e più nte farle allorchè il paese è perfettamente tranquillo, quando si tumultuasse, e quando i partiti le domanin tuono minaccioso. Credo adunque, che l'essere i anquilli sia un potente argomento da addurre in fall'opportunità dell'attuale riforma (*Bene!*).

io poi a coloro, e credo che fra questi siavi l'onorete Balbo, i quali dicono doversi aspettare ancora tempi quilli, dico, che veramente senza essere spirito timido, llarmista, io non credo che si possa prudentemente re questa riforma a un tempo avvenire, in cui l'atanquillità sia ancora maggiormente cresciuta. Io non he siano imminenti nuovi torbidi politici, non divido ne di coloro che vedono pericoli in ogni dove, che le nostre frontiere minacciate dal Lago Maggiore a , dalle rive del Varo alle sponde del Lemano; ma ò sono di quegli ottimisti che credono siasi aperta un'epoca di pace quasi eterna. Quindi penso che coe vorrebbero mandata questa legge a tempi tranquilli bero rischio di non veder giungere mai l'opportunità. faccio appello all'onorevole conte Balbo che citava io dell'Inghilterra, e diceva che in quel paese si mao le riforme ad un lungo periodo di anni, che la rilettorale erasi discussa e riformata dopo 50 anni. Insua buona fede, e domando se crede che la nostra ione sia robusta come quella inglese, se la nostra conpolitica sia forte come la condizione politica d'Ina da poter rimandare a 50 anni una riforma come che ci occupa. Ho detto, o signori, che io non era mista, ma però credo che senza esser tale si possa

prevedere, se non la probabilità, la possibilità almeno di tempi procellosi. Ebbene, o signori, se voi volete provvedere per questi tempi procellosi, sapete qual sia il miglior mezzo? Esso è di fare le riforme in tempi pacifici, si è di riformare gli abusi mentre ciò non vi è imposto dai partiti estremi. Se volete ridurre all'impotenza, od almeno scemare la forza di questi partiti, non avete miglior mezzo che togliere loro l'arma più potente che è quella del domandare la riforma degli abusi, la di cui esistenza non può essere contestata. Facciamo le riforme in questi tempi in cui non siamo da verun pericolo minacciati, e se i tempi procellosi verranno, ci troveremo in condizione ben migliore per resistere alla tempesta. Io dico adunque che, sia che si considerino i tempi attuali come pacifici, sia che si considerino come non ancora bastantemente pacifici, nell'una, come nell'altra ipotesi, la legge attuale hassi a riputare eminentemente opportuna; ed è appunto perchè crederei che coll'indugiare si corresse il pericolo di andar incontro a tempi meno opportuni, che non potrei associarmi all'opinione di coloro che vorrebbero che prima di votare questa legge s'intavolassero nuove trattative colla corte di Roma (*Segni d'approvazione generale*).

Sicuramente se il ministero prima di aver fatto alcun passo presso la santa sede, prima di avere cercato di ottenere il suo concorso in questa importante bisogna fosse venuto a proporvi immediatamente questa legge, io mi sarei associato a coloro che pensano in ora di dover biasimare la sua condotta. Ma fu detto, sia dal ministero, sia dai membri che ad esso contrastarono, che queste trattative furono intavolate fino dall'anno 1848. Ed io ricordo che nel seno stesso della Camera, non so bene se nel maggio o nel giugno di tal anno, il guardasigilli d'allora, il conte Sclopis, annunziò avere il governo iniziato trattative colla corte di Roma in proposito.

Dopo d'allora non credo che queste trattative siano state interrotte mai; abbiamo avuto un gran numero di ambasciatori di ogni specie a Roma, ed officiali e non officiali e laici

sacerdoti, e magistrati e prelati, uomini tutti distintissimi, io credo che tutti sono ritornati dalla corte di Roma senza er nulla ottenuto.

Ed il conte Balbo mi permetta che io gli dica, essere io ll'intima convinzione che nelle attuali circostanze riuscirebbe possibile l'ottenere per mezzo di trattative un concordato ale si richiede dalla natura dei tempi, dal principio stesso e informa il nostro Statuto.

Infatti, o signori, io non vorrei dir parola che non potesse terpretarsi meno che rispettosa per la santa sede; poichè, antunque io non possa approvare la sua condotta politica, la rispetto altamente come il capo supremo della gerarchia attolica. Ma se quanto si dice e venne detto da tutti coloro he tornarono da Gaeta, è vero, il voler fondare speranza sopra queste nuove trattative sarebbe una vera puerilità.

Infatti, ho udito dire da varie persone autorevolissime che tornarono da Gaeta, onde dare idea dello spirito che domina il sacro collegio, che in questo l'uomo più favorevole alle riforme, direi quasi l'estrema sinistra di esso, era il cardinale Lambruschini (*Ilarità prolungata*).

Quando ciò sia vero, io credo che la mia tesi non abbia mestieri di maggior dimostrazione; ma poichè delle trattative sono state intavolate colla corte di Roma, a che gioverebbe rinnovarle nello stesso modo col quale furono già fatte? Giacchè abbiamo ricevuto un rifiuto poco tempo fa, tornando a presentarsi alla corte di Roma colla stessa forma, si conseguirebbe lo stesso risultato. Si potrebbe forse dire da taluno: tenete un altro modo, dichiarate apertamente alla corte romana, che se essa non consente a sancire un concordato entro un termine determinato, allora farete senza il suo concorso.

Ma per quanto un siffatto modo di procedere si volesse palliare sotto forme diplomatiche, sarebbe sempre un vero *ultimatum* minaccioso, di quelli che nella sfera della politica si mandano alle potenze la vigilia di entrare in campagna. Quindi io credo, che questo modo di procedere senza nessun utile

effetto, tenderebbe anzi ad accrescere le difficoltà, che per avventura possano da questa riforma derivare; accrescerebbe certamente i mali umori, e non scemerebbe per nulla gli scrupoli, i timori delle coscienze che non possono approvare queste disposizioni legislative; ma di più aumenterebbe di molto la forza dell'argomento che faceva valere l'onorevole canonico Pernigotti, il quale vi diceva: « se credevate di far senza la santa sede, perchè vi siete rivolti ad essa? » Se la prima volta avete ricevuta una ripulsa, perchè esporvi ancora ad una terza, ad una quarta?

Se voi evidentemente dimostrate che non credete avere in voi il diritto bastevole per operare queste riforme, in allora veramente non potrei contraddire all'onorevole Pernigotti.

Per tutto ciò credo poter asserire che non riuscirà inopportuna la legge, anche in ordine alle possibili trattative da farsi colla santa sede.

Passo ora a trattare la questione politica; e qui non posso nascondermi che mi inoltro su d'un terreno un po' delicato, onde volentieri mi asterrei se non credessi mio dovere di porre alcune gravissime considerazioni sott'occhio alla Camera, e specialmente a quelli de' miei amici politici, che in questa circostanza, dolorosamente per noi, hanno creduto doversi separare dal loro partito.

Prima che il magnanimo re Carlo Alberto desse lo Statuto, il paese era diviso in due partiti: fra quelli che desideravano ardentemente il conseguimento delle istituzioni liberali, quelli cioè che desideravano il progresso civile, e che, onde ottenerlo, non si sarebbero mostrati più o meno scrupolosi sui mezzi opportuni; e fra coloro i quali erano soddisfatti dello stato vigente di cose, e che a mantenerlo tale avrebbero adoperato tutti i mezzi onde potevano disporre.

Lo Statuto di Carlo Alberto ebbe il mirabile effetto, per qualche tempo almeno, di fare sparire questi due partiti, e di riunire l'immensa maggioranza della nazione intorno al trono costituzionale. Infatti, l'immensa maggioranza degli amici del

progresso accettarono lo Statuto, e quand'anche non lo trovassero forse conforme pienamente ai loro desiderii, lo riconobbero però adattato ai tempi, e bastevole per aprire la strada a quel progresso, che era conforme ai loro desiderii. La massima parte poi dell'altro partito accettò lo Statuto, come un atto legittimo del Sovrano che aveva diritto alla sua riverenza.

Nè mi si oppongano a questa mia asserzione le lotte parlamentari, più o meno accese, che ebbero luogo in questo Parlamento. Giacchè ho l'intima persuasione che in questo Parlamento vi potessero bensì esistere delle dissidenze, dei diversi modi di pensare circa ai mezzi, ma che tutti più o meno fossero intesi ed uniti sullo scopo, e che in esso non vi esistesse altro partito, che pienamente costituzionale non fosse.

Sin tanto che le considerazioni di politica esterna, e la grande impresa tentata dal magnanimo Carlo Alberto occupavano tutti gli spiriti, non si manifestarono gravi dissidenze riguardo alle quistioni interne. Dissi gravi dissidenze, perchè non intendo di dar tal nome alle diversità di opinioni intorno alle leggi di amministrazione, intorno a leggi organiche bensì, ma che si raggirano nella cerchia tracciata dallo Statuto.

Ma quando la prepotenza degli avvenimenti ci astrinse ad abbandonare, almeno per qualche tempo, ogni pensiero di politica esterna, quando l'attività delle menti si rivolse sulle questioni interne, si accese in allora naturalmente lo spirito del partito che era ognor stato devoto al progresso, destandosi in esso vivamente la brama di vedere applicato in tutte le sue parti lo Statuto, e l'attuazione di quel progresso che il medesimo prometteva.

Delle circostanze politiche non verrò io qui discorrendo, che anzi protesto che non voglio di esse rendere risponsale nessuna parte, nessun membro di questo Parlamento; solo intendo di osservare che siffatte contingenze politiche resero per parecchi mesi, ed anzi per un anno, impossibile qualsiasi riforma.

Da simile indugio che cosa ne derivò, almeno a parer mio?

Negli spiriti di molti nacque una dubbiezza, uno scoramento,

dacchè si credette che le nostre forme costituzionali fossero incapaci a produrre quegli effetti e quelle riforme che erano richieste dall'opinione pubblica, e che la necessità dei tempi imperiosamente esigeva. E quindi nacque in taluni una disaffezione per le nostre forme rappresentative.

Questo sicuramente non si può dire delle persone illuminate, di coloro che sanno distinguere le cause transitorie dalle cause durature; ma nelle masse, che giudicano più dagli effetti che dalle cause, io credo che questa disposizione degli spiriti sia innegabile, e questo costituisce ai miei occhi una circostanza gravissima, della quale il ministero ed il Parlamento devono tenere gran conto. Per altra parte quel partito, che prima dello Statuto era soddisfatto dell'antico ordine di cose, e che aveva accettato il nuovo patto fondamentale con rassegnazione soltanto, questo partito vedendo che si poteva vivere sotto il regime costituzionale, senza nulla riformare, rimanendo nello *statu quo*, giunse a poco a poco a credere che si poteva anche mantenere lo Statuto, e retrocedere un poco (*Sensazione*).

Non voglio crearmi pericoli immaginari, e non sono neppure del parere dell'onorevole deputato di Caraglio, che sia tale partito, quantunque, se non cresciuto in forza, certamente cresciuto in ardire, sia molto minaccioso, e che v'abbia alcuna probabilità anche remotissima di vederlo trionfare. Di ciò ci assicurano gli alti sensi del Sovrano che ci governa, ed il sentimento dell'immensa maggioranza della nazione; giacchè se la nazione piemontese non è forse così impetuosa come le popolazioni d'altre provincie d'Italia, è però molto più tenace ne' suoi propositi (*Bene!*).

Ma finalmente, quand'anche questo partito non potesse diventare preponderante, egli potrebbe acquistare tal forza da creare al governo crescenti imbarazzi, da rendere sempre più difficili le riforme che il Parlamento ed il governo vogliono compiere. Se rimandassimo questa principale riforma ad altro tempo, ci troveremo probabilmente a fronte di questo partito più forte; non abbastanza potente per rovesciare il governo, e

rre in pericolo se non la lettera, almeno lo spirito delle no-
e istituzioni, ma sicuramente tale da rendere più difficile
upresa, già non troppo agevole, del ministero e dell'onore-
le guardasigilli.

Io credo quindi che è opportunissimo che il ministero fac-
ı un atto che dimostri qual sia il vero, l'intimo sentimento
l governo. Era anzi urgente che per parte dei consiglieri
lla corona si facesse un atto tale che stabilisse su base certa
principio politico che essi intendono propugnare, ed io ve-
mente non saprei immaginare una riforma a quell'uopo più
atta di quella che ora viene sottoposta alle nostre delibe-
zioni (*Bravo! Benissimo! a sinistra*).

Io credo che essa abbia per effetto di provare a tutti gli
mici del progresso, che questo si può ottenere mercè le nostre
tituzioni costituzionali. Io credo che questa riforma debba
enamente manifestare quali sono i veri e reali sentimenti dei
nsiglieri della corona e di chi è da essi consigliato. Questa
nsiderazione è per me di una tale gravità, di una sì alta im-
portanza, che essa basterebbe a decidere del mio voto, quando
pn ve ne fossero altre a porre in campo a favore dell'attuale
rogetto di legge.

Se facesse altrimenti il ministero, se continuasse in una via
mi-negativa di piccole riforme, di miglioramenti più o meno
ncopatici, che sarebbe accaduto? Quel doppio moto degli
piriti in un senso ed in un altro avrebbe continuato ad allon-
narli dal principio costituzionale, e quindi se fosse accaduto
i Europa uno di quei possibili movimenti rivoluzionarii, il
ostro paese ne sarebbe stato esposto al contraccolpo, per
modo che nell'interno del paese sarebbonsi suscitate le fazioni
noi avremmo vista la nazione divisa in due campi entrambi
ltra-legali, ed il partito costituzionale, ridotto a pochi uomini
istruzione, i quali sarebbero rimasti senza forze, e scherniti
l nome di dottrinari.

Credo adunque che l'attuale atto ministeriale debba avere
ffetto di antivenire questo pericolo, la di cui importanza, ri-
to, a' miei occhi era grandissima.

Finalmente vengo al quarto argomento, quello sul quale insisteva maggiormente l'onorevole signor Di Revel, ed è sulle conseguenze dell'attuale riforma nell'interno del paese. Si teme che questa abbia ad inasprire gli animi, abbia ad alienare dal nostro sistema attuale una parte notevole del clero e del popolo, sul quale esso esercita un'influenza.

Se le attuali riforme intaccassero menomamente il principio cattolico, se le attuali riforme menomassero la condizione del sacerdozio, anch'io crederei questo risultato possibile; ma veramente non ho udito un solo oratore sostenere che da queste riforme ne nascesse realmente un danno al sacerdozio, che queste riforme intaccassero il principio cattolico. Anzi molte autorevoli persone hanno sostenuto ed a' miei occhi provato che queste riforme erano altamente favorevoli al principio cattolico, erano altamente favorevoli a quelle legittime influenze che desideriamo veder esercitate.

Infatti, o signori, il cattolicismo ebbe sempre il gran merito di sapersi adattare ai tempi, di sapere, nella parte di esso mutabile, conformare il suo principio col partito che reggeva la società. Quindi ottimamente disse l'onorevole deputato Boncompagni, che quando la società posava sui privilegi, la Chiesa seppe farsi dare la sua parte di privilegi, e una parte piuttosto larga; ma ora che la società posa sul principio dell'eguaglianza, sul principio del diritto comune, credo che il clero cattolico saprà molto bene adattarvisi, saprà farli suoi, e con questo vedrà crescere la sua influenza, la sua autorità (*Bravo!*).

Infatti, io non voglio entrare nei particolari della presente legge, perchè, come già dissi, non potrei farlo adeguatamente; solo osserverò un punto che mi ha colpito. Si è parlato degli inconvenienti dei processi intentati ai sacerdoti; di scandali pubblici che da questi potrebbero derivare; ma a ciò rispondo che nell'antico sistema pur troppo essendo possibile, e talvolta probabile l'impunità, gl' inconvenienti di essa erano ben più gravi, assai maggiori di quelli che potessero derivare dai processi intentati ai sacerdoti. Io credo che l'esempio di un sacerdote colpevole ed impunito, nuocia dieci volte più nella pub-

blica opinione di quello che potrebbe farlo un processo intentato nelle forme volute dalle leggi; che l'impunità di alcuni torni a grave danno di tutti, poichè dà luogo non solo alla maldicenza, ma pur anche alle calunnie. Il che non avverrà quando il sacerdote sarà sottoposto alle leggi comuni.

Dico adunque, che le riforme proposte in ordine al foro ecclesiastico, devòno tornare altamente utili alla influenza del sacerdozio. Lo stesso può dirsi delle immunità e della legge d'asilo. Io mi ricordo nella mia prima gioventù, essendo a Ventimiglia, di aver visto ricoverarsi in un convento un frate, che era inquisito di un delitto, e quindi questo convento circondato per un mese da una truppa di soldati e di carabinieri. Mi sovvengo dell'effetto che un fatto tale produsse sopra di me, e sulla popolazione tutta, e posso accertare che fu niente affatto favorevole nè alla religione nè al sacerdozio.

Se ciò è vero, se le conseguenze delle riforme non possono essere di nocumento alla religione, sarebbe egli possibile che destasse negli animi dei sacerdoti un'ostilità duratura contro le nostre istituzioni, contro il governo e il Parlamento che queste riforme promuove? Il sostenere questa tesi è un fare un torto al sacerdozio, un crederlo capace di sentimenti egoistici, di sentimenti puerili e bassi. Io nol credo, ed anzi ho l'intima convinzione che queste riforme non avranno per effetto di sommuovere gli animi ad eccitare disprezzo contro di noi; al più ne potrà risultare qualche piccolo mal umore, qualche passeggiera irritazione, ma la immensa maggiorità non tarderà, come diceva l'onorevole deputato Pernigotti, a stringerci la mano ed offrirci il bacio di pace. E noi che non siamo così austeri come il deputato di Caraglio (*Ilarità prolungata*), lo accoglieremo con sommo piacere e stringeremo molto volontieri l'unione col sacerdozio, giacchè portiamo ferma opinione che al progresso della società moderna si richiede il concorso delle due potenze morali, che possono più agire sulla società, la religione e la libertà (*Bravo! a destra*).

Io quindi non nutro i timori di pessimi effetti a cui faceva cenno l'onorevole deputato Revel; nè credo aversi a temere

di suscitare ostilità, nè di seminare in certo modo il germe di una guerra religiosa.

Ecco quello che a mio senso succederà.

Io già vi dissi in altra parte del mio discorso che vi era un partito il quale aveva accolto con poco favore le nostre nuove istituzioni, e di questo partito alcuni sacerdoti fanno parte.

Io sono convinto essere questa una minorità; tuttavia è incontrastabile che vi sono sacerdoti i quali fanno parte di questo partito, e sono forse i più attivi, e, per denominarli con una parola un po' forte, i più intriganti. Costoro però hanno finora più o meno celati i loro sentimenti, hanno nascosto le loro ostilità e si contentarono di muovere alle nostre istituzioni una guerra insidiosa. Ora con questa legge si è somministrato loro un motivo, un pretesto per dichiararsi apertamente. Quindi il solo effetto che in ordine al clero debbe da questa legge conseguire, sarà di trasformare in nemici aperti i nemici insidiosi, ed in ciò in vece di vedere una ragione per rifiutare la legge, io ne vedo anzi una per accoglierla, giacchè credo infinitamente meno pericolosi nemici aperti, che nemici occulti (*Bravo!*). — Credo aver compiutamente dimostrato non esservi alcun fondamento negli argomenti che si opponevano a questa legge sulla considerazione di opportunità; quindi dovrei mettere fine al mio discorso, ma voglio ancora rispondere ad un argomento, il quale, quantunque non sia stato posto in campo in questa Camera, può avere una qualche influenza sulle persone che si mostrano soverchiamente tenere del principio di autorità. Questa riforma è da alcuni ravvisata come un atto di debolezza, come una concessione fatta allo spirito rivoluzionario. Se questa riforma non fosse opportuna, se contro di essa si fossero messi in campo validi e saldi argomenti dedotti dal merito intrinseco di essa, e che in appoggio non si fosse posto in campo che la considerazione di conciliare i partiti, io aderirei al valore di questo argomento, ma lo credo contrario al nostro caso. Tutti gli oratori hanno più o meno approvata tale riforma considerata in se stessa; i soli argomenti che ad essa si opposero furono quelli tolti dallo

pirito di parte, dalla necessità di conciliare un partito coll'altro. Dunque, anche da questo lato, io non credo che gli omini i più teneri del principio dell'autorità possano contrastare (*Bravo!*). Ed a questi uomini io mi farò lecito di dire: rolgete gli occhi a tutti i paesi d'Europa, e vedete chi sono coloro che poterono resistere alla bufera rivoluzionaria. Nòl poterono i principi di Germania, i quali videro tutti più o meno insanguinate le loro capitali; nol potè la Francia che vide rovesciato in poche ore un trono. In questo paese vi erano uomini distinti, occulatissimi, che, senza contrastare il merito delle riforme politiche, le rimandarono dicendole inopportune, e con questa procrastinazione furono colti dallo spirito rivoluzionario; e le riforme invece di compiersi con maturità ed esperienza, si compierono colla violenza e colla rivoluzione. Se il signor Guizot, il quale non contrastava egli stesso la giustizia di coloro che domandavano la riforma elettorale, non l'avesse rimandata come inopportuna, egli è probabilissimo che Luigi Filippo sarebbe ancora sul trono (*Sensazione*). Quale è dunque il solo paese che seppe preservarsi dalla bufera rivoluzionaria? È quell'Inghilterra a cui accennava il deputato Balbo. In quel paese uomini di Stato, i quali avevano caro il principio conservatore, che sapevano far rispettare il principio di autorità, ebbero pure il coraggio di compiere immense riforme, a petto delle quali quella di cui noi ci occupiamo è ben poca cosa, e ciò quantunque una parte numerosa dei loro amici politici le combattessero come inopportune.

Nel 1829 il duca di Wellington, al quale non si può certamente negare la fermezza di carattere ed energia, seppe pure separarsi dai suoi amici politici, e compiere l'emancipazione cattolica, che l'intera Chiesa Anglicana combatteva come inopportuna; e con questa riforma evitò nel 1830 una guerra religiosa nell'Irlanda.

Nel 1839 lord Grey, separandosi dalla maggior parte del partito a cui apparteneva, seppe pure far accettare e dalla corona e dall'aristocrazia la riforma elettorale, che si riputava

non solo inopportuna, ma quasi rivoluzionaria; e con questa riforma lord Grey preservò l'Inghilterra da ogni commozione politica nel 1832. Finalmente un esempio più recente e più luminoso fu quello che ci diede sir Roberto Peel nel 1846. Egli seppe compiere una riforma economica malgrado gli sforzi di tutta l'aristocrazia territoriale, nella quale questa non perdeva solo una giurisdizione eccezionale, ma una parte delle rendite; e per compiere questa gran riforma il ministro Peel ebbe il coraggio di scostarsi dalla massima parte dei suoi amici politici, e di soggiacere all'accusa che più colpisce un uomo di Stato generoso come il Peel, quella di apostasia e di tradimento. Ma di questo fu largamente compensato dalla sua coscienza, e dal sapere che quella riforma salvava l'Inghilterra dalle commozioni socialistiche, le quali agitavano tutta Europa, e che parevano dover trovare esca maggiore nell'Inghilterra.

Vedete dunque, o signori, come le riforme, compiute a tempo, invece d'indebolire l'autorità, la rafforzano, invece di crescere la forza dello spirito rivoluzionario, lo riducono all'impotenza (*Sensazione*). Io dirò dunque ai signori ministri: imitate francamente l'esempio del duca di Wellington, di lord Grey e di sir Roberto Peel che la storia proclamerà i primi uomini di Stato dell'epoca nostra; progredite largamente nella via delle riforme, e non temete che esse siano dichiarate inopportune: non temete d'indebolire la potenza del trono costituzionale che è alle vostre mani affidato, chè invece lo rafforzerete, invece con ciò farete sì che questo trono ponga nel nostro paese così salde radici, che quand'anche s'innalzi intorno a noi la tempesta rivoluzionaria, esso potrà, non solo resistere a questa tempesta, ma altresì, raccogliendo attorno a sè tutte le forze vive d'Italia, potrà condurre la nostra nazione a quegli alti destini cui è chiamata (*Lunghi e fragorosi applausi da tutti i banchi e dalle gallerie; l'onorevole oratore riceve le congratulazioni di molti deputati che siedono attorno a lui, e discendendo dal suo posto per muovere fuori della sala, tutti i ministri gli danno una stretta di mano, e parecchi deputati della sinistra si felicitano con esso*).

DISCORSO

PRONUNZIATO

DAL DEPUTATO CONTE CAMILLO CAVOUR

alla Camera li 2 luglio 1850

OVE ESPONE IL SUO SISTEMA POLITICO

E DIFENDE IL MINISTERO

A PROPOSITO DELLA DISCUSSIONE DEL PROGETTO DI LEGGE

per

L'ALIENAZIONE DELLA RENDITA DI SEI MILIONI

Signori, come avvertiva nell'eloquente suo discorso l'egregio mio amico guardasigilli, questa legge ha la singolare ventura di non incontrare in questa Camera quasi nessuna diretta opposizione, e mi sia lecito di segnalare questa circostanza ad alto onore di questo nostro Parlamento come una luminosa prova, che quando si tratta degli interessi supremi del paese, tace ogni altro sentimento, quando si tratta di sopperire ai veri bisogni dello Stato, tacciono le passioni e gli spiriti di partito, e si fa sentire invece la voce della patria e del bene della nazione. Tuttavia i membri che seggono dal lato opposto della Camera trassero occasione da questa legge onde muovere al ministero alcune censure per eccitarlo ad assumersi alcuni impegni, e l'attuazione di questi impegni pongono come condizione del voto che stanno per dare.

Membro della maggioranza, la quale divide in parte la responsabilità della politica ministeriale, io mi credo in debito di esaminare le accuse dirette al ministero dai membri della

sinistra, come pure di esaminare le condizioni che si vogliono apporre al voto che si sta per dare; voglio esaminare le accuse per vedere se esse siano esagerate ed ingiuste, vedere se fra le condizioni che si vogliono imporre a questo voto non ve ne siano alcune che anche noi possiamo accogliere favorevolmente.

Le accuse, o per meglio dire, le critiche dirette al ministero si rivolgono piuttosto alla politica passata; le condizioni che si vorrebbero imporre invece si rivolgono all'avvenire, e formano la parte più importante dei discorsi degli onorevoli preopinanti. Il ministero fu criticato specialmente in questa circostanza intorno al suo piano finanziario, fu criticato per quello che fece, e più ancora per quello che non fece. Io non voglio prendere ad esame tutto l'intiero piano finanziario presentato dal ministero, e rinnovare qui la profonda discussione che ebbe luogo in occasione delle leggi di finanza, e specialmente di quella del bollo. Mi credo tuttavia in dovere di dichiarare, che, considerate nel loro complesso, credo che si debba dare l'approvazione alle leggi dal ministero presentate. Sicuramente esse erano suscettibili di emendamenti e miglioramenti; ma nella condizione in cui il paese si trovava, io non avrei esitato ad accoglierle col mio voto se avessi potuto prendere parte alla loro discussione. Dirò solo alla Camera che queste leggi non possono accagionarsi di essere una semplice ampliazione dell'antico sistema. Certo, alcune di esse non erano altro che una continuazione dei tributi esistenti, ma alcune altre avevano per oggetto di introdurre nuove gravezze, ed in particolare quella sui valori locativi, conteneva un'idea affatto nuova, quella cioè di cercare di sostituire ad una imposta sulla rendita l'imposta sul valore locativo, di cercare cioè di prendere il valore locativo come il termometro della rendita; legge che potrà avere dei difetti, ma che era sicuramente informata di uno spirito veramente liberale.

Io quindi non potrei associarmi ad alcune delle critiche dirette sugli atti finanziari del ministero.

La seconda parte delle critiche, è di quelle che si rivolgono a quanto non fece il ministero. Queste forse hanno un qualche maggior fondamento. Non dissimulo che anch'io ho altamente lamentato che delle circostanze, probabilmente indipendenti dal ministero, l'abbiano indotto a procrastinare per cinque mesi la presentazione delle leggi di finanza. Lamento del pari che il suo piano finanziaro non si sia esteso ad argomento di cui il ministero aveva conosciuto l'altissima necessità, quello cioè della riforma del sistema daziario, della riforma del sistema delle gabelle accensate; ma tuttavia io so esservi gravissime ragioni che militano a favore del ministero, che possono essere considerate come circostanze attenuanti. Non conviene dimenticare che il ministro delle finanze ha dovuto regolare la difficilissima e complicatissima operazione del prestito. Dico difficile e complicata, poichè il signor ministro, onde far godere al paese del benefizio del progressivo migliorarsi del nostro credito pubblico, ebbe il coraggio di assumersi la responsabilità di dirigere quest'operazione a mano a mano che le circostanze favorevoli si presentavano nell'alienazione delle rendite; coraggio che fu coronato da un buon successo, poichè si vede adesso che il complesso dell'operazione presenta dei risultati assai più soddisfacenti, che se per rigettare una assai grave responsabilità si avesse voluto trattare in una sola volta tutto l'intero prestito.

Io quindi, a cagione di questo ed altri motivi che possono giustificare il ritardo, sono disposto per il passato ad accordare al ministero a questo riguardo un *bill* d'indennità. Ma non è solo per il ritardo apportato nella presentazione delle leggi di finanza che i membri della sinistra credono dover muover delle critiche contro il sistema di finanze, sul quale hanno insistito tanto nella discussione della legge di finanza.

Nella discussione d'ieri l'onorevole deputato di Genova, che prese l'ultimo la parola, fece rimprovero di non aver saputo il ministro introdurre un nuovo sistema di finanze il quale rispondesse non solo ai maggiori bisogni dello Stato, ma

permettesse di sostituire alle antiche, nuove gravezze; in una parola il rimprovero diretto al ministero, fu di non aver avuto il coraggio di presentare un progetto per l'imposta sulle rendite.

Io non avrei avuto l'intenzione di parlare di questo difficilissimo argomento, se ieri i più distinti membri dell'opposizione non l'avessero posto in campo. Poichè la questione fu sollevata di nuovo, credo che la Camera mi permetterà di esporre in poche parole quale sia la mia opinione intorno a questa difficilissima questione finanziaria.

Io confesserò schiettamente, che credo, che l'imposta della rendita non meriti nè l'eccessiva simpatia che le fu dimostrata, nè l'antipatia che si manifestò sopra molti banchi.

Io dichiaro altamente, senza reticenze ed esitazioni, che credo l'imposta della rendita in teoria la migliore di tutte le imposte; e m'affretto ad aggiungere che io non credo che in pratica essa debba sempre incontrare insormontabili difficoltà. Coloro che sanno qual sia la mia tenerezza per le dottrine della scuola inglese, non avranno difficoltà di credere a questa mia asserzione.

I buoni risultati ottenuti in Inghilterra sull'imposta della rendita, basterebbero a convincermi della sua utilità e della sua possibilità in tante circostanze. Ma nello stesso modo che ho fatta questa aperta dichiarazione, dirò altresì, che riconosco essere la sua introduzione negli Stati in cui non fu mai applicata circondata da numerosissime difficoltà pratiche; difficoltà tali che non si può nè si deve andar ad incontrare senza aver profondamente studiata la questione, senza aver concertato il mezzo di vincerle.

Io dichiaro pure apertamente, che per quanto abbia sinora studiata quella questione più teoricamente che praticamente, non sono ancora giunto a formarmi un'idea precisa del modo col quale si potrebbe da noi introdurre l'imposta nella rendita, senza andar incontro a difficoltà tali, che ne rendano incerti i vantaggi. Non è perciò che io dica non doversi far questo, ma dico, che prima che si faccia si devono studiare, si devono

noscere tutti i mezzi pratici che possono, come diceva, superare le difficoltà che essa abbia ad incontrare.

E qui mi permettano i membri della sinistra di far loro a schietta dichiarazione. Quantunque io sia stato impedito assistere alla discussione sulle leggi di finanza, però non mancato di tener dietro colla massima assiduità sui giornali questa stessa discussione, e quando ho visto messo in campo a tanto calore dai membri più distinti di quel lato (*accennando alla sinistra*) la questione dell'imposta sulle rendite, ho concepito la speranza che dalla discussione intorno ad essa vesse nascere per me qualche maggior lume, e che dovessi avare qualche nozione pratica che valesse a dissipare o memare i dubbi che stavano ancora nel mio spirito intorno 'applicazione di questo principio; ma per quanta attenzione abbia portato nella lettura e nell'esame di questa discusme, con quanta coscienza io abbia seguito i ragionamenti gli egregi oratori che presero parte alla medesima, confesso lealmente non aver trovato nessuna idea pratica, nessuna a nuova che valesse a rendere più facile e meno problemaa l'introduzione presso noi del sistema dell'imposta sulle dite (*Risa ironiche*).

Io quindi conchiudo non potersi far carico al ministero, il ale forse non divide la stessa opinione teorica, o che almeno a è su tutti i punti di quella perfettamente d'accordo con che professano tutti i membri del lato sinistro, di ciò che i non ebbe il coraggio in momenti così difficili, in momenti cui non si possono fare esperimenti, di venirci a proporre un mezzo pratico nell'attuazione di questa idea, quando i itori di quest'imposta non ne proposero alcuno.

Io adunque non ne farò argomento di censura al ministero, i prendo il solenne impegno verso gli onorevoli membri che gono alla sinistra (ove nell'anno venturo si presenti al damento un piano pratico, o almeno che non offra dificoltà superabili), e li assicuro che quando questo piano sarà prentato al Parlamento, mi accosterò a loro, per quanto sarà

possibile onde si esperimenti nel nostro paese l'imposta sulle rendite, ma devo sin d'ora avvertire, che i membri della sinistra cadono, a mio parere relativamente a questo sistema di imposta sulle rendite, in un errore gravissimo, quando mostrano credere che con questa nuova gravezza si potrebbe non solo sopperire ai bisogni del tesoro, ma bensì a molte delle antiche fonti della ricchezza pubblica. Io credo che in quanto fu detto in molti dei discorsi pronunciati in quest'aula quando si discuteva la legge del bollo ci siano errori gravissimi, e mi basteranno poche parole per provarlo. Il solo paese del mondo in cui l'imposta sulla rendita sia stabilita da molti anni, e dia risultati soddisfacenti e larghi, è l'Inghilterra. In Inghilterra dal 1840 o 1841 esiste l'imposta sulla rendita ragguagliata al tre per cento; ebbene questa imposta sulle rendite fornisce all'erario inglese soli 5 milioni, e qualche centinaia di mille lire sterline, cioè 130 o 135 milioni di franchi all'anno; ora ragguagliate, o signori, la ricchezza in Inghilterra con quella del nostro paese, e vedete se essa non sia almeno di 20 volte maggiore della nostra. Riflettete solo a quello che può rendere questo sistema d'imposte in un paese, ove egli cade sui fondi pubblici, sui prodotti delle strade ferrate, sulle infinite società industriali, le quali non esistono da noi, e vi convincerete agevolmente che l'imposta sulla rendita non renderebbe da noi la ventesima parte di quanto rende in Inghilterra. In questo caso, l'imposta sulla rendita applicata presso di noi, sulle basi inglesi, renderebbe 7 milioni, somma di cui certamente si dovrebbe tener molto conto, ma che sicuramente non basterebbe ad introdurre una riforma radicale nel nostro sistema finanziario, e che ci costringerebbe a mantenere tutte le attuali gravezze, salvo che se ne trovassero alcune altre da sostituirsi in loro luogo.

Parmi con ciò di aver dimostrato come le censure dirette alla passata condotta finanziaria del ministero fossero esagerate; e quindi non prenderò a sostenere gli ordini del giorno motivati che furono presentati alla Camera, non che io creda

che questi ordini del giorno siano stati dettati da uno spirito di opposizione, che anzi io riconosco lo spirito di conciliazione che dettò quelli degli onorevoli deputati Jacquemond e Lanza, ma perchè un ordine del giorno di quella specie implica sempre una certa idea di biasimo, ed io dichiaro altamente che non credo il ministero meritevole di quel biasimo, che andrebbe indirettamente a pesare su di esso quando la Camera approvasse uno di questi ordini del giorno motivati.

Passo alla seconda parte dei discorsi fatti dagli onorevoli membri della sinistra, parte la più importante poichè riflette all'avvenire il quale sta ancora nelle nostre mani, e sul quale la Camera può avere un'alta influenza. I membri che presero a parlare in questa discussione quasi tutti si dichiararono pronti a votare l'attuale legge purchè il ministero acconsentisse a certe condizioni, assumesse cioè l'impegno di introdurre nel ramo amministrativo e finanziario notevoli mutamenti.

Io prenderò ad esaminare le varie idee poste in campo in questa occasione, onde, come già dissi, vedere quali siano quelle che si possano da questo lato della Camera accogliere, e quali quelle a cui non crediamo di potere coscenziosamente accostarci.

Il primo argomento trattato fu quello della riforma amministrativa, della discentralizzazione dello Stato. Su questa questione l'onorevole deputato Josti disse molte ed eloquenti parole, ed io in molti punti del suo discorso mi dichiaro della sua opinione e riconosco al pari di lui la necessità assoluta di operare una riforma per questo lato nella nostra amministrazione. La centralizzazione amministrativa è, a mio avviso, una delle più funeste istituzioni dell'età moderna, ed ho la profonda convinzione che all'epoca in cui questa questione sarà sottoposta al Parlamento si potrà facilmente dimostrare che dalla centralizzazione amministrativa nascono quasi tutti i mali della società moderna. Io sono intimamente convinto che la centralizzazione amministrativa è la madre del socialismo; io

sono intimamente convinto che non si può edificare sopra salde basi un edifizio veramente liberale, se non si eccita in tutto il paese la vita politica, se la vita politica non cessa di essere concentrata nel cuore dello Stato, nelle capitali. Sì, o signori, lo dico francamente, finchè non vi saranno istituzioni liberali e vitali animate da una vera vita politica in tutte le località dello Stato, tanto nei piccoli comuni come nelle città più cospicue, noi non avremo mai un vero sistema liberale, noi saremo sempre spinti dall'anarchia al dispotismo; e della verità di quanto io qui asserisco, io ne appello ad un paese a noi vicino, il quale or ce ne dà pur troppo le più luminose prove.

Mi permetta poi l'onorevole deputato Josti d'aggiungere che se io concorro nello scopo ch'egli desidera ottenere, non concorro però nei mezzi che egli suggerisce al ministero, poichè egli vorrebbe che per arrivare a questa discentralizzazione amministrativa si seguissero gli esempi dei nostri maggiori, e si mettessero in pratica, per così dire, le antiche istituzioni municipali italiane. Io confesso di non essere tanto versato nella storia da potermi ricordare d'uno Stato, nel quale larghe istituzioni municipali fossero congiunte ad un governo ben ordinato. Quand'anche io risalissi alla lega lombarda, unico esempio che forse possa quivi applicarsi, e quantunque altamente commendi lo spirito che animava la lega lombarda, e desideri ch'esso possa animare le nostre popolazioni, direi però sempre, che in fatto di amministrazione dall'undecimo secolo si sono fatti in Europa ed in America alcuni progressi, e che per siamo per ciò che riflette l'amministrazione, avere in questa materia migliori esempi di quello dei comuni del medio evo. E qui dirò, rivolgendomi all'onorevole ministro dell'interno, che ho sentito con qualche dispiacere la risposta che egli fece al deputato Josti, in cui mi parve troppo tenero del sistema centralizzatore...

Ministro dell'interno. No! No!...

Cavour. Mi permetta il signor ministro, vedrà che la mia censura non è molto aspra (*Ilarità generale*).

Voleva appunto soggiungere, che io trovava assai naturale questa ripugnanza del signor ministro, e ne dirò subito la ragione.

Odo ogni giorno lodare in teoria, ed il sistema della vita libera sparsa in tutto lo Stato, e quello della maggior possibile indipendenza dei cittadini; ma, a dire il vero, venendo alla pratica, vedo poi formolate delle idee affatto opposte a questi sentimenti: infatti leggo anche ogni giorno nei giornali, sento sovente nel Parlamento, che bisogna che il ministero mantenga intera nelle sue mani la direzione della pubblica istruzione, che il ministero deve promuovere per ogni dove l'agricoltura, che il ministero deve favorire il commercio, che il ministero finalmente deve provvedere a tutti i bisogni dello Stato; ma questo sotto altra forma non è altro che dire: continuate nella via di centralizzazione, andate sempre più avanti nella stessa via... (*Rumori e segni di denegazione a sinistra*).

Sì, lo ripeto, è mia opinione, che queste parole equivalgano appunto, sotto altra forma, a dire: andate sempre più avanti nel sistema della centralità; ed infatti, come mai il ministero manterrà in tutto lo Stato la direzione della pubblica istruzione, come mai favorirà l'industria in tutto lo Stato, se non ha nelle sue mani un potere fortemente centralizzato? Ma vedete, signori, nei paesi in cui non vi è centralizzazione, nell'Inghilterra, per esempio, la quale è pur stata citata dall'onorevole deputato Josti, il governo non incoraggisce, come si vorrebbe che si facesse da noi, nè il commercio, nè l'agricoltura, nè l'industria; il governo lascia che gli industriali, i commercianti e gli agricoltori colgano essi stessi le risorse della loro sorte. Il sistema che noi promovemmo sin qui, forse anche senza avvedercene, è il sistema francese, il sistema degli stabilimenti governativi per ogni dove, e ne abbiamo una prova in questa stessa Camera, al qual proposito ricorderò un fatto, che mi è in certo modo personale, e che mi pare avere un certo valore.

Al principio di questa sessione l'onorevole ministro dell'in-

terno presentò una legge sulle opere più informata di uno spirito che io trovava *ultra* centralizzatore; io tentai d'introdurvi un emendamento che aumentava d'alquanto le facoltà delle amministrazioni locali, ed ho cercato in quell'occasione di combattere questo spirito centralizzatore; e su questa mia proposta l'onorevole deputato di Mortara rimase muto sul suo banco, non trovai incoraggiamento nè a destra nè a sinistra, e fu respinto il mio emendamento ad un'immensa maggioranza. Io per verità non ho ancor visto una proposta assolutamente pratica che tendesse ad escentralizzare l'amministrazione, quantunque speri, ciò nonostante, che a poco a poco passeremo dalla teoria alla pratica, e che in un'altra sessione gli onorevoli membri i quali proclamano con tanta eloquenza la necessità di escentralizzare, passeranno anche loro dalla teoria alla pratica e si uniranno assieme onde costringere il ministero a tentare questa via; ma fin tanto che i fatti non corrispondano alle parole sia nel pubblico, ed anche, sino ad un certo punto, nel Parlamento, io non posso essere tanto severo per l'onorevole ministro se egli non si è mostrato, rispondendo al deputato Josti, gran fatto avverso al principio delle centralità; bisogna pensare che il ministro ha ben altri carichi che noi; che il ministro si trova a lottare con una falange amministrativa, a cominciare dal primo ufficiale fino all'ultimo dei suoi impiegati (*Ilarità*), i quali sono tutti tenerissimi della centralizzazione, i quali difendono il sistema di centralizzazione quasi come una loro proprietà.

Per tutti questi riflessi io considero il ministero come altamente meritevole di indulgenza.

Però è debito mio di dichiarare che io mi unirò sempre agli sforzi di tutti coloro i quali tentarono combattere questa centralizzazione dell'amministrazione, questa che io dirò inerzia del ministero, per ciò che risguarda una così importante riforma.

Prima di abbandonare questo argomento debbo fare ancora un'osservazione all'onorevole deputato Josti. Io non gli contesto

ıel sistema della centralizzazione egli consideri maggiori se di quelle che si possono ottenere da qualunque altra ma, ma non credo che dal nuovo sistema di discentralizne non possono venire delle larghissime economie. Si poro diminuire alcuni impiegati negli uffizi centrali, ma non il paese guadagnerà, perchè vi sarà più attività nelle le provincie, e saranno meglio amministrate, ed i loro nti invece di concorrere tutti nella capitale staranno nei paesi, e cercheranno di crearvi delle nuove risorse; ma bbe la massima delle illusioni il credere che da un nuovo ma amministrativo meglio organizzato possano risultare ediatamente larghe economie nel bilancio dello Stato. sti il dare un colpo d'occhio al bilancio dell'interno per gere che sopra una spesa di un milione pella parte amstrativa, se si ottenesse un risparmio di un 100,000 lire discentralizzazione sarebbe tutto ciò che si potrebbe otre.

uindi anche da questo lato io non posso trovare argo-o di rimprovero al ministero. L'altra domanda di riforma si promosse nell'attual discussione riguardava il sistema are. E qui due ordini d'idee furono presentati: l'uno dal tato Lanza e l'altro dal deputato Josti. L'onorevole deto Lanza invitava il ministro della guerra ad ammettere tema belgico.

r quanto ho potuto raccogliere dalle risposte date a quel rdo dal signor ministro, mi pare che i due oratori non poi tanto lontani dall'accordarsi, e che la questione fosse osto di fatto che di principii; onde io ho fiducia che do giungeremo al punto in cui si potrà discutere il bio della guerra, sarà forse possibile al signor ministro ed norevole deputato Lanza di accordarsi interamente.

on dirò altrettanto dell'onorevole deputato Josti, il quale va una proposta, che io credo coscenziosamente funesta Stato.

deputato Josti e gli onorevoli suoi colleghi, riconobbero

e proclamano altamente che il nostro esercito è la principale nostra forza, e tuttavia al sistema dell'armata stanziale l'onorevole deputato di Mortara propose sostituire il sistema delle milizie. E veramente delle milizie egli intese parlarci quando ci adduceva l'esempio della Svizzera, perchè in Isvizzera non esiste esercito permanente, di nessuna sorta, tranne due o tre compagnie di cannonieri.

Io dico che questo sarebbe un vero suicidio, nè mi muovono i fatti da lui adotti: egli disse che la Svizzera potè mettere 200,000 uomini sotto le armi; io nol so, nè so quando essa abbia ciò potuto fare; so bensì che all'epoca della campagna del Sunderbund, l'esercito del general Dufour non eccedeva i 60,000 combattenti.

Voci. Centomila.

Un deputato. Ma bisogna tener conto dei combattenti della parte avversaria.

Cavour. Dall'altra parte non eccedevano i 25,000; e questo esercito che fece bella prova di sè, non ebbe a combattere che un'altra milizia la quale aveva la coscienza di pugnare per una causa che non era la causa nazionale.

Dunque io non accetto l'esempio, io dico che questo non basta sicuramente per provare che tali milizie possano reggere a fronte di truppe stanziali, tanto più quando abbiamo tanti esempi in contrario.

Un altro esempio generalmente si deduce dalla guerra di Ungheria in cui si crede che le milizie combattessero con più eroismo, ed io rispondo, che se le relazioni furono esatte, i principali fatti d'armi d'Ungheria sono dovuti all'esercito regolare ungherese; fino a un certo punto io voglio ammettere che gli honwed vi hanno contribuito, ma essi non poterono mai da sè soli formare un corpo per resistere alle forze regolari unite dell'impero; quindi io respingo quanto so e posso l'idea del deputato Josti, e siccome mi son noti i suoi patriotici sentimenti, mi rendo certo che se vorrà pensarvi sopra, s'accosterà al sistema dell'onorevole signor ministro di

guerra, e di molti altri deputati, vale a dire, a quello di mantener un potente nerbo di esercito stanziale.

Anche su questo punto adunque non iscorgo argomento di portar una censura al ministero, nè di esigere da esso un pegno di riforme.

Nulladimeno, poichè in questa circostanza parecchi deputati stimarono di suggerir riforme, mi varrò anch'io dell'occasione stessa per indicarne una all'onorevole mio amico il signor ministro di guerra; riforma questa che a me pare di non lieve momento.

Io non vedo il perchè si conservi l'antico stato maggiore nelle piazze (*Bene! Bene!*), perchè si mantenga tanto lusso di comandanti, di guard'armi, di guarda-portoni, ora che, grazie a Dio, questi comandanti, guard'armi e guarda-portoni non hanno più nulla che fare colla polizia (*Segni d'apppovazione. Ilarità*). Ed invero, perchè si lascia un comandante a Chieri, un comandante a Chivasso, ed un luogotenente generale comandante a Casale?

Voci. È morto.

Una voce. Sarà rimpiazzato.

Cavour. Lo so che è morto, poichè altrimenti non avrei proposto di togliere da Casale quell'uomo che si condusse con tanto coraggio e con tanto onore in circostanze per noi disgraziate (*Segni di approvazione*).

Io credo che il ministero potrebbe qui operare una larga riforma, la quale, se non ora, almeno per l'avvenire potrebbe recar molta utilità alle nostre finanze, e produrrebbe un ottimo effetto nell'opinione pubblica, perchè, convien pur dirlo, la memoria dei comandanti non è rimasta gran fatto popolare (*Ilarità prolungata*)... Io credo appormi al vero (*Voci*. Sì! Sì!), dicendo che sarebbe utile siffatta riforma.

In verità, se la memoria non mi falla, non mi ricordo che dal lato amministrativo e militare sieno state dirette altre interpellanze al ministero, e gli si siano volute porre altre condizioni. Mi unisco poi, e molto volontieri agli incitamenti fatti

dall'onorevole signor relatore al distinto personaggio c
il ministero dei lavori pubblici, invitandolo ad esam
per avventura non sarebbe possibile di arrecare qu
forma e perfezionamento nel sistema d'amministrazio
strade ferrate, poichè finora noi siamo stati nel prin
della costruzione della strada; ora passiamo al seco
dio, quello del suo pieno esercizio, e forse in quella n
che sarà stata ottima nel primo stadio, ora per l'eserc
vi sarà tutta la perfezione possibile. Io credo che bas
quest'eccitamento, e forse anche ch'ei sia soverchio
uomo sì distinto ed intelligente come il signor mini
lavori pubblici, per essere certo che egli vedrà modi
tare tutti quei miglioramenti che a torto od a ragio
nione pubblica reclama in questo ramo d'amministra

Non mi rimane più che ad entrare nell'ultima pa
discussione, quella cioè che riflette le condizioni futu
ziarie dello Stato, il che farò tanto più volontieri, i
chè risponderò con ciò in gran parte al discorso dell'o
deputato Jacquemoud, il quale, come già dissi, con un
di conciliazione cui debbo far plauso, dichiarava esse
ad unirsi alla maggioranza, purchè il ministro voles
mersi l'obbligo di provvedere nella ventura sessione ai
finanziari dello Stato. Qui io parlerò con schiettezz
farò lecito di dire al ministero, tanto a mio nome
quello di molti miei amici politici, che è pure quella
dizione che noi mettiamo al voto che stiamo per dare.

Sicuramente se nella ventura sessione il ministero
presentasse fin dall'esordire col bilancio del 1851, se
bilancio fosse compilato sulle medesime basi del
del 1850, se non si mandassero ad effetto tutti i
già sanzionati da questa Camera, se vedessimo ancor
parire, ed i maggiori assegnamenti, ed i trattenimen
pensioni che non sono pensioni di riposo, questo sar
per noi una spinta per allontanarsi dal ministero. Se
principiare della nuova sessione il ministero non si pre

l'intero suo piano finanziario, se egli non ci dicesse in modo
·ciso come egli intenda di ristabilire l'equilibrio nelle finanze
llo Stato, se non immediatamente, almeno in breve spazio
tempo, se egli non ci indicasse il mezzo per giungere a
esto scopo, questo sarebbe un motivo per noi per allontarci da lui. E per addentrarmi maggiormente nella materia,
ide non mi si apponga che queste dichiarazioni che io faccio
ato in mio nome, che in nome de' miei amici politici, sono
'quelle dichiarazioni vaghe che si fanno ogni qualvolta si
vle ottenere denaro dal Parlamento, dirò ancora alcuni parcolari sui quali io insisto presso al ministero. Se egli prima
le finisca l'anno non presentasse al Parlamento un progetto
i riforma daziaria sulle larghe basi dei principii liberali, que
o basterebbe onde io mi unissi a coloro che promuovereb-
ero contro il ministero un voto di censura; e qui vorrei fare
l'osservazione all'onorevole mio amico il ministro di agricoltura e commercio; ma sgraziatamente non lo veggo sul suo
nco. Il signor ministro ha parlato ieri della riforma del dintto di navigazione. Io faccio plauso a questa riforma, io la
conosco di una massima importanza, ma non posso nasconere al ministero ed alla Camera che essa, invece di aumenre le risorse del tesoro, le scema. Se non vado errato, il
rogetto di legge che fu compilato su questa materia sanziona
lcune diminuzioni in questi diritti di navigazione; e quanunque io creda che queste diminuzioni siano giustificate da
rgomenti tali da far passare sopra alle considerazioni finanziarie, debbo però porre in avvertenza che queste riforme sceano d'alquanto le risorse del tesoro. E poi, i diritti di na-
vigazione non hanno che una influenza secondaria sul commercio, poichè il complesso di tutti questi diritti, sia quelli
che si pagano alle finanze, sia quelli che si pagano a varie
altre casse, come per esempio alla cassa degli invalidi, della
anità, ecc., sommano appena a qualche centinaia di mille lire,
non sono tali da avere un'influenza radicale sul commercio.
I dazi che hanno una vera e reale influenza sullo sviluppo del

commercio sono i dazi; i diritti di navigazione son
e tutto al più di 70 centesimi per tonnellata, inv
di dogana sono talvolta sino di 500 franchi per
per esempio sui pannì. Perciò la riforma import
tanto la riforma dei diritti di navigazione, ma la
ziaria.

Quindi io invito il ministro delle finanze a voler
di questa riforma, e lo dichiaro colla mia solita
la quale certamente non l'offenderà che, ove n
della prossima sessione egli non presentasse un p
forma daziaria, io, con molto rincrescimento mi
stretto a votare contro di lui; così pure, per ciò
le gabelle accensate, io dichiaro altamente che i
vere del ministero e del Parlamento di far cess
gravezza, anche a costo di sostituirne un'altra a
perchè essa è contraria ai principii di giustizia e
e sia perchè pesa (si permetta il dirlo, ad un uon
è solito a pronunciar parole violenti o drammatic
pesa unicamente sulla classe povera, che fa pagar
e non il ricco, sanzionando così un'ingiustizia co
spirito ed alla lettera dello Statuto. Credo quindi ch
dovere del ministero che sin dal principio della pr
sione egli ci presenti un piano di riforma dazia
mente credo pure che sia preciso dovere del m
presentarci sin dal principio della prossima session
una legge, anche provvisoria se si vuole, la quale
tribuire al pari delle proprietà fondiarie, le propri
cate che non pagano che poco a Torino, e men
Genova, e in alcune città non pagano niente affat
cosa non essendo giusta, il ministero deve farla ces
presto possibile; ed ove il ministero non presentass
che tendesse a far pagare le proprietà fabbricate,
questa circostanza dovrei unirmi a quelli che muov
tro di lui un voto di censura. Io ho enumerate le
voto che io e molti de' miei amici politici siamo p

nello stesso modo che l'onorevole deputato dottore Jacquemoud ci diceva, che egli si univa a noi in questa solenne circostanza per provvedere ai bisogni dello Stato, io dichiaro che ove il ministro non s'attenesse alle condizioni che ho testè enumerate, io mi unirei a lui per votare un voto di censura. Ora che l'onorevole deputato signor dottore Jacquemoud può riconoscere che non siamo molto lontani, che le nostre idee sono per congiungersi, dirò francamente che io voterò contro il suo ordine del giorno per alcune ragioni che lo prego di prendere in considerazione colla solita sua imparzialità. Crede con questo d'impegnare maggiormente il ministero, che colla discussione che ha avuto luogo nella Camera? Io penso che l'onorevole deputato ha troppa esperienza dei nostri lavori legislativi per essere convinto della inefficacia degli ordini del giorno. Dirò quello che diceva, alcune sedute sono, l'onorevole deputato di Casteggio il quale, se non erro, proponeva che si facesse una collezione degli ordini del giorno, approvati da questa Camera, onde almeno se ne conservasse la memoria (*Ilarità*). Io pure sono convinto che quand'anche la Camera votasse questa proposta, fra otto o quindici giorni nessuno più vi penserebbe sopra, e quindi non vedo nessun motivo per votarla. Quando invece io credo che la sua adozione possa produrre gravi inconvenienti (e qui prego il signor deputato Jacquemoud di voler prendere in considerazione queste mie parole), giacchè qui stiamo per votare una legge, la quale avrà il suo effetto, non tanto nell'interno quanto all'estero, essendo una legge di prestito, il quale sarà necessariamente, almeno in gran parte, contratto coi capitalisti dell'estero, e se a questa legge andrà unito un ordine del giorno, questo potrà aver molto peso all'estero, poichè all'estero gli ordini del giorno hanno una maggiore importanza che da noi (*Ilarità*); e che ciò sia ne abbiamo una prova in Inghilterra, ove l'esistenza del gabinetto, e forse la politica di quella gran nazione, pende da un ordine del giorno. Ora se questi capitalisti esteri, che sono avvezzi a dare una esagerata importanza agli

ordini del giorno parlamentari vedranno la nostra legge accompagnata da uno di questi, prenderanno in sospetto la politica del ministero, e diranno: il Parlamento ha delle dubbiezze sul sistema finanziario, e andranno a rilento a trattare con noi.

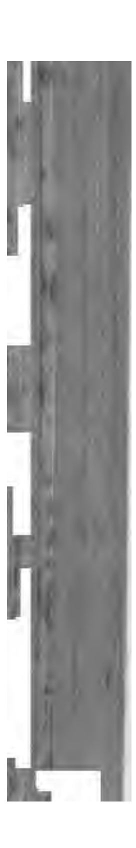
Da queste ragioni può scorgere l'onorevole deputato Jacquemond che il suo ordine del giorno (il quale, come ho già detto, non ha niente di ostile), non solo non produrrebbe alcun bene nell'interno, ma potrebbe forse produrre molto male all'estero.

Io prego quindi l'onorevole deputato di contentarsi della dichiarazione che facciamo da questo lato della Camera in cui seggo, giacchè le nostre parole sono registrate nel foglio uffiziale, e se ad esse falliamo sarà sempre libero a lui di riprodurle; ma io lo esorto per ora a volerlo ritirare, e poichè è disposto a dare un voto di fiducia al ministero, lo esorto a darlo largamente, senza quest'appendice che può nuocere al risultato delle operazioni che egli dovrà compire. Io credo di aver risposto alla maggior parte degli argomenti che furono posti in campo, non già, come dissi, per rigettare la legge, ma per imprimere al ministero qualche obbligo e chiedergli qualche guarentigia; in quanto a questo ho detto quali erano le condizioni che anche da questo lato della Camera si intendeva di fare al voto che si sta per dare, quindi non mi rimane ad aggiungere che pochissime parole.

Furono su questo argomento da varii oratori pronunciate severe e lugubri parole sul nostro avvenire finanziario; lungi da me il negare che noi siamo in condizioni difficilissime, lungi da me il disconoscere i pericoli che ci sovrastano; io conosco quant'altri in quale condizione ci troviamo, a quali estremi potremmo essere condotti se nella futura sessione e ministero e Parlamento non si adoperassero a tutta forza per sciogliere la gran questione finanziaria, per stabilire in tutto, o almeno in gran parte, l'equilibrio finanziario. Io so quant'altri che, continuando nella via che abbiamo seguito da due anni, noi andremmo difilati al fallimento, e che continuando ad

are le gravezze, dopo pochissimi anni saremmo nell'im-
lità di contrarre nuovi prestiti, e di soddisfare agli an-
ma però dalla condizione nostra, alla sfiducia completa
una gran differenza, ed io dichiaro che sono lungi dal
: la condizione attuale disperata, che anzi giusti i calcoli
orevole relatore della commissione. Egli ci ha dimo-
chè si poteva ridurre il bilancio normale a 118 mi-
Quand'anche l'onorevole relatore avesse esagerato in
quand'anche il nostro bilancio dovesse essere di 125
milioni, non sarebbe ancora quella una condizione di-
i. Io rivolgo gli occhi su tutti gli altri paesi dell'Europa,
) che sono in condizioni finanziarie assai più gravi delle
. Da noi per formare un bilancio di 125 milioni non si
bero pagare che 25 franchi per testa all'anno, mentre
ilterra se ne pagano 50 o 60, in Francia 40, nel Belgio...
I dalla sinistra. No! No!

ur. La Francia paga 1,200 milioni; dunque io non
che i miei calcoli siano erronei; se i miei calcoli non
rronei, se in Francia si possono pagare 40 franchi per
noi ne potremo pagare 25, poichè io credo che noi
ricchi relativamente quanto la Francia. Diffatti quali
e provincie francesi più produttive delle nostre? Quali
e città e le provincie francesi, più commerciali di Ge-
: della Liguria? In verità io riconosco molto gravi, ma
sperate le nostre sorti, quando penso che, pagando 25
i per testa, a noi è dato rialzarci dalla crisi in cui siamo
. Ma si dirà: in questo calcolo voi comprendete la Sar-
la quale non può pagare una simile somma. Io credo
a pochissimi anni la Sardegna potrà pagare questi 25
i per testa; è vero che finora non ne paga che 10, ma
ne osservare, che la Sardegna attraversò un periodo di
er essa molto fatali, in cui fu afflitta dalla carestia e
fame; ed invece da due anni in qua i suoi raccolti si
migliorati, e se le nuove dei giornali non vanno errate,
anno dovrebbero essere ubertosissimi tanto pei cereali



che dietro quest'argomento si possa respingere il c
posto alla Camera.

Conviene d'altronde tener a mente che in tutti
sono passati dal regime assoluto al regime libero,
festato uno straordinario svolgimento di pubblica
e questo cambiamento, questa crisi sviluppa anche
coltà intellettuali e dà una nuova spinta all'attivi
la quale non si svolge solo nel canale della politic
anche in quello dell'industria e dell'agricoltura. Onc
che noi possiamo sperare di veder sorgere nel nc
un gran movimento industriale e commerciale, e d
pidamente aumentarsi per questo lato le entrate del

Ho adunque buone ragioni per ripetere che le
dizioni, quantunque gravi, non sono tuttavia dispera
per uscire dalla crisi in cui ci troviamo si richiede
verno ed il Parlamento rimangano fermamente un
biano cioè la volontà ed il coraggio d'imporre al p
contribuzioni che le circostanze hanno reso necessa
muove perciò l'obbiezione posta in campo dal depu
il quale diceva che ragioni politiche lo farebbero s
tare contro qualunque proposta di nuove gravezz

ientata, da non temere insidie da veruno dei partiti estremi: non so se la Provvidenza vorrà che l'Europa sia divisa ipre in due campi, un campo rivoluzionario, ed uno reaiario; io non so se la Francia sia condannata a passare despotismo all'anarchia, ma quello che so è, che quando he trionfassero domani in Francia il socialismo e l'anara, quand'anche il trionfo della reazione si facesse ancora ggiore in altri Stati, io non temerei gli sforzi della proanda nè degli uni nè degli altri; io ho troppa fede nel no della nostra nazione, ho troppa fede nell'attaccamento ha ciascuno al trono, per temere che le nostre libere tuzioni possano essere poste in pericolo dalle insidie dei ubblicani o dei reazionari.

ie poi l'onorevole Josti intendeva accennare ai pericoli cui remmo andar soggetti ove accadesse un cataclisma in Eua, ove cioè i partiti estremi non si restringessero ad una plice propaganda morale, ma volessero adoprare le forze teriali, io allora dirò al signor Josti, che il nostro sistema nziario, per quanto perfetto ei fosse, non varrebbe a salci dagli eserciti dei repubblicani e dei reazionari, e che tamente, non potendo lottare soli contro tutto il resto di ropa, dovremmo soggiacere al cataclisma universale; ma ra, ripeto, quand'anche il ministero di finanze trovasse il reto di abolire tutte le gravezze, il nostro sistema politico rebbe rovinare, giacchè egli sa meglio di me che i partiti remi, quantunque abbiano sempre in bocca le grandi pae di libertà e di giustizia, non le adoperano però nei fatti, le pongono avanti per mandare ad effetto i loro progetti, perciò io dico che l'argomento dell'onorevole Josti non ge contro le nuove gravezze, non ha fondamento di sorta.

lo invito dunque i ministri a continuare nella via per cui o avviati, a muovere cioè nella carriera del progresso, e a r certi che qualunque sieno gli avvenimenti esterni, il paese gredirà nella via della libertà e non gli fallirà nè il con-

corso del Parlamento, nè quello del paese, anche in quelle parti le più dolorose della loro impresa, quella cioè di stabilire l'equilibrio fra le spese e le entrate (*Movimenti diversi*).

DISCORSO

PRONUNZIATO

DAL CONTE CAMILLO CAVOUR

MINISTRO D'AGRICOLTURA, DI COMMERCIO E DI MARINA

alla Camera li 14 aprile 1851

NELLA DISCUSSIONE

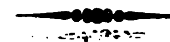
DEI TRATTATI DI COMMERCIO COLL'INGHILTERRA E COL BELGIO

ove egli

RISPONDENDO AL DEPUTATO CONTE DI REVEL

ESPONE LE SUE DOTTRINE

SUL LIBERO SCAMBIO



(*Movimento generale d'attenzione*). La Camera comprenderà quanto debba riescirmi malagevole il rispondere all'istante ad un discorso pronunciato da una persona così grave, la di cui voce meritamente gode nelle cose di finanze di tanta autorità nel paese ed in questa Camera, ad un discorso, dico, che fu, per quanto pare, il frutto di più settimane, e forse di mesi di studio.

Revel. Non di tanto tempo... Io non poteva...

Cavour. Io tuttavia mi proverò di rispondergli, e spero che nella mia improvvisazione saprò allontanarmi da quel sistema di sarcasmi e d'ironie che insolitamente ingemmarono il discorso dell'onorevole preopinante (*Risa d'approvazione*).

Egli cominciava con una specie di professione di fede politica, e con un rimprovero al ministro, il quale nella sua relazione avea voluto strettamente associare le idee di protezionismo e di riforma.

Mi permetta l'onorevole preopinante di dirgli che egli va errato.

A me non pare di vedere queste due idee strettamente insieme unite, inquantochè le vedo distintamente rappresentate da ben diversi partiti politici, e non da quello a cui l'onorevole conte appartiene, quantunque siano fautori ed ardenti difensori delle dottrine che egli con tanta sapienza ha testè promosso.

Mi basterà di ricordargli che non solo i giornali reazionari, ma anche i giornali del partito democratico estremo gareggiarono nel propugnare la causa del protezionismo di cui egli si è fatto l'eloquente difensore; e quindi l'onorevole conte Di Revel riceverà, io spero, eguali lodi e dal *Cattolico* e dalla *Campana*, come dalla *Voce del deserto* e dall'*Italia libera* di Genova (*Ilarità prolungata*).

Vengo ora al merito; invocherò, incominciando, tutta l'indulgenza della Camera.

L'onorevole signor conte Di Revel ha presso la mossa dalla parte teorica. Egli ha cominciato per definire, nel suo senso, il sistema del libero scambio ed il sistema protettore; io pertanto lo seguirò collo stesso ordine, prendendo ad esporre dapprima quali sono i principii economici del ministero, e quali le norme che egli ha seguito nell'applicazione di questi principii. Mi farò poscia ad esaminare i rimproveri diretti a questo sistema, e terminerò il mio discorso coll'esame delle considerazioni politiche finanziarie, che formano la base degli argomenti dell'onorevole preopinante.

Il ministero professa schiettamente il principio del libero scambio; cioè egli crede, che in uno stato normale il governo non abbia da proteggere con dazii protettori questa o quell'altra industria; il ministero porta opinione che non abbia nè il dovere, nè quindi il diritto di favorire una o più industrie a danno delle altre industrie del paese; è suo avviso che non si possa imporre alla generalità dei consumatori dazio veruno, onde favorire certi rami d'industria, e che le dogane deb-

bano essere ordinate nello scopo delle finanze, cioè dell'utile pubblico.

Questo ramo egli lo ravvisa bensì come uno dei più produttivi per le finanze, ma, lo ripeto, non solo ei crede che non sia opportuno, ma nel senso il più stretto, che non sia giusto l'imporre una tassa alla generalità dei cittadini in favore di una classe speciale (*Bravo! Bene!*).

Non mi farò a svolgere gli argomenti sui quali riposa questa dottrina.

I principii di queste teorie furono svolti con tanta scienza, con tanta abilità dai gran maestri dell'arte, e nei paesi esteri, e nella nostra Italia, e nel secolo scorso, e nel presente, che io temerei di far torto alla Camera, e peccare di presunzione, se credessi che la debole mia voce potesse avere maggiore autorità che quella di quei dotti, di quei grandi a cui accennava. Io mi restringerò ad esaminare alcune delle ragioni, che io dirò sofismi, sulle quali riposa il sistema protettore.

Se il sistema protettore ha goduto e gode tuttavia gran favore presso molte nazioni, e perchè si è giunto a far credere che ad esso si doveva la creazione dei capitali impiegati nei rami dell'industria protetta.

Si crede generalmente da molti dei fautori del sistema protettore che, ove questi dazi non avessero esistito, quei capitali non sarebbero stati creati. Questa, signori, è una singolare illusione.

Il sistema protettore non ha facoltà di creare i capitali, ma solo che i capitali disponibili e destinati alla produzione si rivolgano a questo piuttosto che a quell'altro ramo d'industria. Sembra quindi cosa evidente che quell'argomento del protezionismo non sarebbe valido se non nel caso in cui non vi fosse mezzo d'impiegare i capitali disponibili nei rami d'industria, d'agricoltura e di commercio che non hanno bisogno di protezione; ma questo, o signori, non è il caso nostro certamente.

La nostra agricoltura non ha già assorbito tutti i capitali che

voglionsi impiegare utilmente; certamente vi sono molti rami d'industria propria del nostro suolo a cui si sarebbero rivolti maggiormente, se si avesse avuto maggior copia di capitali.

Io v'indicherò, a cagion d'esempio, un'arte nell'agricoltura, la quale non ha a temere la concorrenza estera, la quale, ciò non ostante,, è rimasta finora in una vergognosa infanzia per difetto di capitali, e questa è l'arte della macinatura.

Noi maciniamo in Piemonte come si macinava ai tempi del re Beroldo (*Si ride*). Quest'arte non ha fatto da noi progresso alcuno, mentre in tutte le altre parti dell'Europa e dell'America si sono adottati altri sistemi che hanno aumentato il valore e la qualità dei prodotti.

Dunque voi vedete che avevamo presso di noi e alla portata di tutti i capitalisti un impiego di capitali molto proficuo, e che non era mestieri che il governo cercasse col protezionismo di creare utili impieghi ai capitali.

Dirò lo stesso delle stoffe di seta. Se voi interrogate i nostri fabbricanti di stoffe in seta perchè esse sono in una condizione per alcuni riguardi inferiore alla Francia, essi vi diranno prima di tutto ch'egli è per difetto di capitali. E questo è verissimo, poichè le sole fabbriche che non hanno difetto di capitali, e che non si sono riposate sul guanciale del protezionismo, hanno potuto sostenere la concorrenza estera, e dare uno svolgimento ad un'industria non protetta, ben altrimenti maggiore di quello dell'industria protetta.

Basterà citare la fabbrica di seterie del barone Blanc di Faverges.

Ma tuttavolta si dice: il dazio protettore conduce fra noi i capitali esteri. Questo è vero in alcuni casi; ma, signori, bisogna pensare quanto ci costano i capitali che vengono dall'estero per essere impiegati nelle nostre industrie. Egli è evidente che non si contentano del profitto medio che ricavano nei proprii paesi; bisogna che questo profitto sia di molto aumentato. Così se il guadagno medio dell'industria è del 10 per 100, i capitali esteri non verranno a favorire l'industria

nel nostro paese se non guadagneranno il 15 o il 20 per 100; e io credo che l'esperienza abbia dimostrato, che i capitali esteri non sono mai venuti in gran copia nel nostro paese, se non quando avevano l'allettativa di un benefizio quale io l'ho indicato. Ora, o signori, è egli opportuno, è egli conveniente procurarsi i capitali esteri mercè sì enormi sacrifizi?

Egli è anche evidente che questo non può ascriversi al sistema protettore. Ma qui si dice: è vero che il sistema protettore non crea dei capitali, ma li spinge in una certa via, dà loro una tal destinazione nell'industria per cui fruttano maggiormente e producono più larghi guadagni che non nell'agricoltura, quindi la nazione è vantaggiata da che una certa quantità di capitali lascia l'impiego delle terre per consacrarsi all'industria. Ma io credo appunto che si raggiunga l'effetto contrario, cioè, che il sistema protettore abbia per effetto di spingere i capitali nelle vie che sono meno profittevoli. Difatti, che cosa è che contribuisce più al progresso dell'industria, che cosa è che rende l'industria proficua? Due sono, a mio avviso, i principali motivi, l'uno cioè la divisione del lavoro, e l'altro il pungolo della concorrenza.

Ora, signori, il sistema protettore impedisce appunto la divisione del lavoro, col far sì che il capitale nazionale disponibile, il capitale di riproduzione, si rivolga a tutti quei rami d'industria di cui il paese ha bisogno, ma i cui prodotti potrebbe procurarsi dall'estero; ma l'avere attivati tutti questi rami d'industria, riuscendo d'impedimento alla riunione dei diversi capitali in un'industria, impedisce appunto la divisione del lavoro, e ciò mi pare assolutamente evidente.

In quanto poi allo stimolo che riceve l'industria dalla concorrenza, non havvi bisogno di dimostrare l'inconveniente del sistema protettore, e quest'inconveniente è poi tanto maggiore, quanto più uno Stato è, relativamente parlando, circoscritto in angusti confini.

Se uno Stato vasto come la Francia adotta il sistema protettore, si può sperare sino ad un certo punto che la concorrenza

interna basterà per spingere le manifatture nella via del progresso; ma in uno Stato piccolo questa speranza non esiste, ed accade quasi sempre che, mercè il dazio protettore, i produttori si addormentano e sono lentissimi nei progressi che altrove si fanno celeremente.

Signori, io vi proverò quanto ho testè asserito, non con esempi tratti dall'Inghilterra, come fece il signor Di Revel, ma con esempi tratti dal nostro paese. Se vi fu in questo paese industria protetta largamente, si fu quella per certo della trecitura della seta, mentre fu portata al segno che s'impediva l'esportazione della seta greggia: era la protezione spinta all'ultimo grado. Ora quale fu l'effetto di questa eccessiva protezione?

Si fu, che quella industria che nel secolo scorso aveva raggiunto nel nostro paese un grado relativo di perfezionamento molto distinto, rimase in questo secolo stazionaria al punto, che dopo la Ristorazione noi non solamente abbiamo perduto quel primato di cui godevamo sul mercato di Lione, ma rimanemmo di molto indietro, ed è accaduto, massime quando vigeva la proibizione, che gli organzini e le trame del mezzodì della Francia si vendettero 10, 12 e persino 20 franchi in più al chilogramma dei nostri.

Il governo della Ristorazione, consigliato da alcuni uomini illuminati, di quelli però che il signor conte Di Revel chiamerebbe utopisti e fantastici, per riparare a questo male volle togliere questa proibizione, e vi pensò fin dal tempo del re Carlo Felice; ma in allora i fabbricanti, e i proprietari dei trecitori del nostro paese gridarono altamente che sarebbero stati rovinati; che tutti i filatoi si sarebbero chiusi, e che 20,000 operai sarebbero rimasti senza pane.

Essi trovarono nelle alte sfere del potere uomini autorevoli che professavano opinioni analoghe a quelle or ora svolte dal conte Di Revel, i quali colla loro influenza impedirono questa riforma. Essa trovò allora a un di presso gli stessi ostacoli che incontra oggi la riforma daziaria.

Anche allora la camera di commercio di Torino alzò altamente la voce in favore del mantenimento della proibizione. La camera di commercio di Torino presentò in quell'epoca al Re (chè certo nol poteva al Parlamento) una memoria in cui rappresentava che l'abolire la proibizione di esportazione della seta greggia sarebbe stata una misura rovinosa, una calamità uguale a quella che ha combattuto l'onorevole conte Di Revel.

Le cose, lo ripeto, procedettero allora assolutamente come hanno proceduto in oggi; se non che, non essendo ancora in quel tempo prevalso l'uso di valersi delle vie pubbliche come mezzo di pubblicità, i ministri d'allora non hanno avuta la consolazione, come adesso, di leggere i loro panegirici scritti in grosse lettere sulle mura della capitale (*Ilarità generale*).

Dopo molte difficoltà, salito al trono il re Carlo Alberto, passò oltre sulle rimostranze delle persone che professavano allora le opinioni del conte Di Revel, e malgrado che molto tempo il consiglio di Stato fosse stato anch'esso non troppo favorevole a questa disposizione, sancì l'esportazione delle sete greggie con dazio moderatamente protettore. I fatti non hanno corrisposto alle profezie della camera di commercio di Torino: nessun filatoio è caduto; pochissima seta greggia è stata esportata dal Piemonte; nessun operaio mancò di lavoro; accadde insomma tutto al contrario di quanto erasi vaticinato: il numero dei filatoi aumentò, i metodi di fabbricazione si migliorarono, non con quel vigore è vero, e con quella rapidità che sarebbe stato desiderabile, perchè le abitudini contratte nel sistema protettore non possono mutarsi immediatamente in un sistema di libertà, ma però i nostri filatoi progredirono al punto che quest'anno accadde assolutamente il rovescio di quanto era stato predetto dalla camera di commercio di Torino, e dagli avversari della permissione di esportare le sete greggie.

Non solo queste non andarono a farsi filare a Londra, ma i nostri proprietari di filatoi comprarono a Londra un gran numero di *balle* di seta che furono filate nei nostri filatoi e rieportate in Inghilterra (*Sensazione*).

Mi pare che questo esempio dei beneficii del sistema del libero scambio, tratto dal nostro stesso paese, che tutti abbiamo agio di accertare, possa rispondere alle accuse più o meno acerbe fatte a quelle teorie che il conte Di Revel denunziava come fantastiche.

Ma per viemmeglio provare gl'inconvenienti del sistema protettore, e come sotto gl'influssi di questo sistema siano men fruttuosi i capitali, prenderò un esempio tratto da un ramo d'industria affatto differente, voglio dire quello del commercio.

Sotto il regno del re Carlo Felice, onde favorire la navigazione genovese, si stabilirono dei dritti di dogana, dritti differenziali di bandiera, come ricordava il signor conte Di Revel, su quattro articoli, dei quali un solo aveva un'importanza commerciale, ed era il grano.

Or bene, mercè questo dazio, il commercio dei grani del mar Nero e della Turchia rimase devoluto per intiero alla bandiera nazionale.

Che cosa accadde? Che quasi tutto il commercio genovese marittimo si rivolse alla speculazione del grano, e dopo alcuni anni, la concorrenza fu tale che questo commercio diede poco felici risultati, fu un commercio pochissimo vantaggioso.

Alcuni negozianti genovesi, dotati di spirito più avventuroso, di animo più intraprendente, invece di cercare a rifuggirsi sotto il manto del protezionismo, non dubitarono d'affrontare la libera concorrenza nei mari non protetti dell'America, e a poco a poco si avviò un importantissimo commercio tra Genova e le coste meridionali dell'America, che non godevano di veruna specie di protezione. Questo commercio prosperò molto più che l'altro. Eppure l'uno e l'altro erano esercitati da persone della stessa condizione, della stessa nazione, e probabilmente dotate dell'abilità medesima; ma l'uno era protetto, l'altro sentiva lo stimolo della libertà; l'uno rimase in uno stato poco prospero, l'altro ebbe invece sorti felicissime.

Io so bene che i fautori del sistema protettore, quando sono battuti sul terreno delle idee generali, ricorrono alle eccezioni,

icono: noi in definitiva siamo liberi scambisti, ma vogliamo varci gradatamente, e bramiamo tutelare l'industria (*Si ride*). dustria, essi proseguono, è bambina, e sin tanto che rimane questo stato d'adolescenza interessante (*Nuova ilarità*), è stieri circoscriverla di barriere doganali.

Onde cosiffatto argomento fosse valido, bisognerebbe che gli revoli fautori del sistema protettore dapprima definissero cosa intendono per infanzia dell'industria.

Io non credo certamente che essi vogliano accennare ad una nzia simile a quella dell'uomo, vo' dire a quel periodo che passa sotto le cure materne (*Si ride*), perciocchè io scorgo ustrie che esistono nel nostro paese da 20, da 30, da 50 ni, da un secolo, ed odo dire che esse son rimaste nell'infan- (*Viva ilarità*).

Io augurerei agli onorevoli industriali di poter godere di que- privilegio di un'eterna infanzia, ma quanto all'industria io n posso ammetterlo che come una vera calamità nazionale. tate poi, o signori, che quest'argomento è assolutamente in- sistente per un motivo semplicissimo.

Lasciando le metafore, i produttori dicono al postutto: noi mo in una condizione d'inferiorità relativamente a quelli le altre nazioni, dunque favoriteci un dazio protettore, af- chè la differenza possa essere comportata. Questo sarebbe ssibile, sarebbe razionale, se l'industria dei paesi rivali rima- se stazionaria.

Se noi potessimo far sì che l'industria dell'Inghilterra, della ancia e del Belgio non avesse incremento, allora sicuramente nostri industriali, camminando anche a rilento, in alcuni anni trebbero concorrere con dette nazioni. Ma il male si è, che i nostri industriali, mediante la protezione, percorrono que- i stadii dell'infanzia, gli altri camminano col vigore della gio- ntù, coll'energia della virilità; negli uni vi ha lo stimolo della ncorrenza, vi ha negli altri il privilegio, vi ha la protezione. Quindi ne viene che l'industria libera, lungi dal diminuire, ll'andar degli anni progredisce, e l'industria protetta si va

trascinando in uno stato pressochè stazionario. In prova di queste mie osservazioni potrei citare l'esempio della Francia. Quando si parlò quivi per la prima volta della riforma daziaria, se non erro nel 1827 o nel 1828, i fabbricanti di ferro e di cotone non posero in campo la pretesa di essere eternamente protetti; dissero solamente: siamo nell'infanzia, accordateci alcuni anni di protezione, finchè abbiamo raggiunto il grado di sviluppo dell'industria inglese. Si fecero buone queste ragioni, si mantennero i diritti protettori per dieci anni; dopo il qual tempo, fattasi una nuova inchiesta, si trovò che quei fabbricanti erano sempre rimasti nell'infanzia, anzi erano quasi quasi ritornati bambini (*Si ride*) rimpetto agli industriali inglesi: la distanza che ne li separava erasi fatta ancor maggiore. Vedete adunque, o signori, che questa metafora dell' infanzia dell'industria è insussistente, o non regge al vaglio della critica.

Un altro argomento in apparenza di molto peso che pongono in campo i protezionisti, si è quando si fanno interpreti degli operai, quando cioè dicono: se noi propugniamo la causa dell'industria non è nel nostro interesse, ma egli è in quello degli operai, ai quali procuriamo lavoro. Questo argomento sarebbe valevole qualora stesse la prima ipotesi che ho combattuto, qualora cioè l'industria potesse creare dei capitali; poichè la condizione degli operai, da che dipende nello stato attuale delle cose? Dipende dal rapporto che esiste fra la quantità dei capitali disponibili, e la quantità di braccia che cercano impiego. Se il sistema protettore avesse la virtù di aumentare i capitali, tornerebbe certamente proficuo alla classe degli operai; ma se invece di aumentare i capitali non dà che un cattivo interesse, invece di tornarle utile le torna dannoso. Potrà, egli è vero, essere di vantaggio ad una determinata località. È vero che il sistema protettore può favorire notevolmente, largamente una provincia addetta ad una particolare industria. In ciò non vi ha dubbio; ed io non contesterò che l'enormissimo dazio sui ferri stato in vigore al tempo del despotismo, sia stato utile alla valle d'Aosta. Ma bisogna vedere se il vantaggio che la valle

l'Aosta ha ricavato dal dazio protettore sui ferri non sia stato pagato dieci volte dalle altre parti dello Stato. Io lo proverò con pochi ma positivi calcoli. I fabbricanti di ferro della valle d'Aosta asseriscono di fabbricare all'anno da 6 a 8 000 tonnellate di ferro: prendiamo, se si vuole, per base la cifra di 8,000. Il dazio protettore fu lungo tempo di 250 franchi la tonnellata, e fu poi ridotto a 160 franchi. Supponete soltanto che la protezione rappresenti il sacrificio di 800 franchi; 8,000 tonnellate con una protezione di 800 franchi è un balzello di 800,000 fr. che la nazione paga agli abitanti della valle d'Aosta (*Sensazione*). Ora se invece di pagare questi 800,000 fr. agl'industriali della valle d'Aosta, tutta, od anche una parte soltanto di questa somma fosse stata ogni anno consacrata ad opere di utilità pubblica, a migliorare le strade, a costruire la via del Gran San Bernardo o del piccolo San Bernardo, od incanalare la Dora, o fare altre simili opere di pubblica utilità, io sono certo che la valle di Aosta sarebbe in condizione cento volte più fiorente di quello che non sia al presente.

Mi è avviso di aver bastantemente dimostrato quanto poco fondamento abbiano gli argomenti, e se volessi imitare il linguaggio dell'onorevole preopinante, direi i sofismi dei fautori del sistema protettore. Mi restingerò ora a citare l'esempio delle altre nazioni, invocato dall'onorevole conte di Revel.

Egli ci ha fatto la storia della riforma economica in Inghilterra; egli ci ha detto che la riforma economica in Inghilterra aveva cominciato nel 1842, il che farebbe credere che l'onorevole conte di Revel non abbia letto la storia dei 20 anni precedenti. La riforma economica inglese cominciò, se non erro, nel 1824 o nel 1825 per opera del famoso Huskisson e del suo collega Canning. Huskisson e Canning furono i primi a modificare l'antico sistema, ed i loro successori, cioè, prima il ministero di lord Grey, e quindi quello di lord Melbourne continuarono l'opera della riforma. Sicuramente sir Robert Peel accelerò quest'opera; ma, lo ripeto, essa fu cominciata nel 1824.

Egli disse che sir Robert Peel esponendo nel 1842 le sue

dottrine economiche, dichiarò ch'egli intendeva proced
tamente, gradatamente, tenuto conto degl'interessi dell
protette; ma egli ha dimenticato di dire che nel 1846,
stesso ministro si alzava dal suo seggio nella Camera
muni, e con un esempio di virtù politica piuttosto un
raro, dichiarava che si era ingannato per lo passato, ne
sempre creduto alla verità di un sistema moderatamen
tettore, e che gli studi nuovi, e l'esperienza acquistata,
indagini lo obbligavano a pubblicamente ricredersi (*Mo
d'approvazione*). Penserà forse l'onorevole preopinante
Robert Peel rappresentasse una commedia? Che fosse p
tenersi al potere ch'egli si fosse fatto a dare una ment
dottrine di tutta la sua vita?

Sicuramente egli non può avere una simile idea di
grand'uomo di Stato; e sarebbe poi ciò tanto più f
quanto che, quando il signor Robert Peel faceva quella p
egli sapeva benissimo che firmava il decreto della sua
dal potere: e cadde infatti appena ebbe compiuta la
forma della legge sui cereali.

L'onorevole deputato Revel disse che sir Robert P
aveva fiducia nell'aumento dei prodotti dalla diminuzi
dazi. Io in verità non potrei ricordare le parole pron
nel 1842 da sir Robert Peel, ma so benissimo che se t
sero state le sue parole, i fatti gli avrebbero data un
mentita; poichè la riduzione del dazio sullo zucchero, ch
dall'onorevole signor conte Di Revel contestata, ebbe l
in Inghilterra di aumentarne della metà la consumazion

Io ho qui delle tabelle di cui posso guarentire l'auten

Il dazio sullo zucchero era diffatti per il passato e
simo; ed era tanto più grave, in quanto che vi esisteva
zio differenziale pur grave sui zuccheri stranieri. Quest
di cose durò, se non erro, fino al 1843, si cominciò ne
la riforma dei zuccheri, e si venne ad un sistema definit
1846.

Il dazio primitivo, se non erro, era per ogni quintale

netà del nostro, cioè circa 51 chilogrammi) di 25
varie riduzioni cui lo si sottopose lo portarono gra-
a 14, a 13, a 12, a 11, ed ora finalmente è ridotto
ii il quintale inglese, il che importa 20 scellini il
etrico, ossia 25 franchi per 102 chilogrammi.
a tariffa inglese ufficiale che tutti potranno consul-
vogliono (*Movimento*).
gano quanto questo sia contrario alle cifre poste in-
norevole conte Di Revel.
i prodotti.
1, con una popolazione di 16 milioni, l'Inghilterra
milioni di quintali inglesi, nel 1843 con una popo-
giore di 2 milioni, la consumazione fu solo di 4 mi-
mila quintali, cioè non ha aumentato che dell'insi-
ima somma di 16 mila quintali.
asi la riduzione citata, e portato il dazio gradata-
metà, anzi a meno della metà, perchè da 25 scellini
a 10, la consumazione nell'anno che testè ha finito
,100,000 quintali inglesi.
conte Di Revel vede dunque quale effetto abbia
uesta diminuzione di diritti in Inghilterra.
ebbo fare avvertita la Camera d'una circostanza su
stretto di tornare parecchie volte, perchè si è una
n cui ha insistito maggiormente il sig. conte Di Revel
Inghilterra il contrabbando non ha una gran parte
ntazione della consumazione, perchè l'Inghilterra,
na condizione insulare, e stante il sistema di sorve-
le coste esercitato da bastimenti a vapore, è giunta
ere in modo quasi assoluto il contrabbando. Quindi
dei prodotti è dovuto assolutamente alla maggior
one. Il signor conte Di Revel dunque vede che egli
poneva allorchè diceva che l'esempio dell'Inghilterra
una forte diminuzione di dazi non aveva prodotto

to mi ha allontanato dal mio intento. Egli ha soste-

nuto che l'Inghilterra aveva prosperato in virtù del sistema protezionista, e che non aveva abbandonato il protezionismo se non quando essa non aveva più bisogno di protezione. Io credo invece con tutti gli uomini più illuminati dell'Inghilterra, e non solo cogli uomini attuali, ma con gli economisti che hanno preceduto l'attuale generazione, e con Adamo Smith e con Riccardo e suoi discepoli, che l'Inghilterra ha prosperato non in virtù del sistema protettore, ma a malgrado di esso. La prosperità dell'Inghilterra si spiega molto facilmente senza aver ricorso alla ragione del sistema protettore.

L'Inghilterra è il solo paese che andò esente da quasi due secoli da ogni guerra straniera, il di cui suolo non fu mai più calpestato da eserciti nemici; l'Inghilterra è il paese che gode da più lungo tempo in Europa del beneflzio di libere istituzioni; l'Inghilterra poi, per la situazione geografica, e per la natura del suolo è il paese che più di ogni altro possiede gli elementi industriali. Ed invero, esaminate quali sono le industrie che in Inghilterra hanno maggiormente prosperato, e vedrete che sono appunto quelle che sono state meno protette. Il ramo il più protetto era l'industria delle sete: le sete estere erano assolutamente proibite; venivano in secondo luogo le stoffe di lana, e in terzo luogo quelle di cotone, poichè le stoffe di lana godettero sempre speciali favori.

Il progresso dell'industria inglese fu sempre assolutamente in ragione inversa del grado di protezione di cui godette. L'industria serica rimase quasi stazionaria, l'industria delle lane progredì lentamente, e l'industria del cotone che non era quasi protetta si svolse gigante senza temere la concorrenza di tutto il mondo (*Sensazione*). Io credo quindi poter asseverare che in Inghilterra il sistema protettore non ha contribuito, anzi ha piuttosto impedito lo svolgimento delle risorse di quella gran nazione.

Finalmente l'onorevole signor Di Revel invocava persino, cosa assai strana nella sua bocca, l'autorità degli Stati Uniti di America. Egli diceva: « Perfino gli Stati Uniti d'America così

teneri della libertà, hanno introdotto un sistema protettore ». Ma egli qui cade in un grave errore. In America vi è un numerosissimo partito che professa idee protettrici, e questo partito comprende i fabbricanti di cotone della Luigiana e della Nuova Inghilterra, i proprietarii delle ferriere della Pensilvania, e coltivatori di canapa di Kentuky. Ma ciò che cosa prova? Prova che essi, quantunque repubblicani, non sanno posporre il proprio al pubblico vantaggio, e che le forme repubblicane non bastano per svelare dal cuore dell'uomo le passioni egoistiche (*Risa d'approvazione alla destra ed al centro*).

Ma il signor conte Di Revel non avvertiva che questo partito, abbenchè potente, grazie a Dio, non è giunto a far prevalere le sue teorie. Egli ha potuto solamente, in virtù di qualche coalizione, prevalere nelle elezioni presidenziali. Infatti, l'attuale presidente di quella repubblica professa opinioni protezioniste, ma il congresso non le professa, e la proposta modificazione della tariffa fu da questo respinta. In America il sistema che prevale è quello di ritenere le dogane come ramo finanziario, e la Camera capirà che in ciò gli Americani sono perfettamente consenzienti colla teoria del libero scambio, la quale trova appunto nelle dogane un ottimo ramo di entrate pubbliche.

Egli ha citato il Belgio ad esempio del sistema protezionista. Io osserverò prima di tutto, che pel passato le ragioni della protezione nel Belgio erano maggiori che presso noi; ma io stimo che il Belgio non abbia molto ad applaudirsi del suo sistema protettore. Chi ha lette le inchieste fatte nel Belgio sullo stato delle industrie, fra le altre del lino e del ferro, ha potuto vedere a quali triste conseguenze il protezionismo le abbia condotte.

Io credo quindi che l'esempio di nessun popolo possa validamente porsi in campo a favore del sistema protettore. . . .

Signori, oggidì accade un gran fatto: noi vediamo tutti gli uomini illuminati di Europa accostarsi più o meno al sistema del libero scambio; noi vediamo questa idea aver penetrato

persino nel gabinetto di Vienna. L'onorevole signor Di Revel diceva che il distinto uomo di Stato che regge il dicastero delle Finanze in quel gabinetto, non avrebbe certamente seguito l'esempio del ministro di commercio di Torino. Sicuramente io non pretendo di servire d'esempio a quell'illustre ministro, ma se quanto riferiscono i giornali è vero, se le dottrine che si dice aver egli sostenuto nel seno della riunione dei fabbricanti radunati in Vienna, se queste relazioni sono esatte, in verità potrei dire all'onorevole preopinante che egli potrebbe ricevere da quell'illustre uomo di Stato delle lezioni di liberalismo (*Movimento di ilarità*).

Io credo avere abbastanza dimostrata la solidità del principio del libero scambio. Ora debbo dire quali siano state le norme che il governo ha creduto seguire nell'applicazione di questo sistema, onde rispondere alle accuse di essere stato infedele agli accennati principii, sia col non applicarli abbastanza largamente a ciascun ramo di industria, sia col non applicarli egualmente a tutte le nazioni.

Il ministero crede che il libero scambio deve essere lo scopo verso il quale la nazione debba camminare risolutamente e fermamente, ma non crede che vi si debba giungere di un balzo. Il ministero, quanto il conte Di Revel preferisce le riforme alle rivoluzioni, e crede che le industrie che hanno dovuto la loro vita al sistema protettore, le industrie che sono state in certo modo dal governo per molti anni favorite o sostenute, meritano molti riguardi: che non si potrebbe passare dall'uno all'altro sistema, che non si potrebbe rinunciare assolutamente e di un tratto a quella protezione di cui loro si fu per tanti anni così larghi, senza mancare all'equità, senza commettere un errore economico, senza commettere un errore politico.

Egli è evidente che quando un governo con mezzi legali sospinge dei capitali in certe industrie, contrae un certo obbligo di tutela verso queste industrie: quand'anche egli riconosca che il sistema da lui seguito sia erroneo, egli non può far ricadere i resultati del suo errore ad intero carico delle persone che fino

questo punto esercitarono le loro industrie sotto la tutela lella protezione.

Io credo quindi che vi sia un motivo di equità che debbe de- erminare e il governo e il Parlamento a mantenere in certi li- niti il sistema protettore, e andarlo via riformando gradata- nente.

Vi sarebbe poi un grave inconveniente economico al passag- jio repentino dall'uno all'altro sistema. Questo porterebbe una ran perturbazione nei capitali, porterebbe molte catastrofi, le uali spargerebbero la sfiducia, l'allarme nel paese, produr- ebbe una crisi, la quale avrebbe delle conseguenze economiche lisastrose.

Forse la nazione si riavrebbe da questo colpo, troverebbe lopo alcuni anni un compenso, ma intanto vi sarebbe una per- lita immediata e reale, alla quale sicuramente noi non dob- iamo, noi non possiamo farci incontro.

Finalmente vi è un motivo politico per non portare un colpo nortale a delle industrie che richiedono tanti operai, nelle uali vi sono tanti capitali impegnati.

Se noi condannassimo con una riforma radicale queste in- lustrie ad una immediata morte, noi susciteremmo nel paese nolti mali umori, molti malcontenti; vi sarebbero classi che con agione si crederebbero trattate ingiustamente dal governo e lal Parlamento, e così noi somministreremo delle armi e dei oldati ai due partiti estremi, i quali avversano ed odiano le nostre istituzioni.

Io credo dunque che era opportuno, era dovere del mini- stero di non procedere rigorosamente alla stretta applicazione lei suoi principii, ma di tener conto delle condizioni che il go- verno stesso aveva create all'industria con una lunga protezione, e moderare i dazi in modo che l'industria fosse bensì astretta a spingersi nella via del progresso, ma fosse però in condizione tale che potesse continuare a sussistere.

Ciò posto, non dovendosi procedere a stretto rigore logico, era convenevole di attenerci al sistema dei trattati. Siffatto si-

colle quali non abbiamo trattato.

Tale rimprovero potrebbe forse esser giusto, o
stero non fosse disposto ad accordare alle altre nazi
ha concesso al Belgio e all'Inghilterra. Ma il minis
tamente dichiarato, e spesse fiate ripetuto che ess
difettoso il sistema dei diritti differenziali, che qu
che uno stadio di transizione, e che converrà al più
sibile tornare allo stato normale dei dazi uniformi.

Il ministero ha a tal uopo aperte trattative con a
ed ha palesata la vivissima sua brama di accordare l
esso concede al Belgio ed all'Inghilterra; esso spera
sto suo modo di procedere le altre nazioni corris
con pari franchezza. Il governo non chiede alle al
un corrispettivo eguale a quanto esso dà dal lato pr

Egli dichiara francamente che è libero scambis
creduto dovere entrare nella via della libertà co
nell'interesse della consumazione interna, nell'in
paese, ma che non vuole estendere questo sistema,
tenendo qualche compenso a' favori che egli acco
però non è la maggior obbiezione che egli ci facci
giore obbiezione, sulla quale insiste specialmente

i può bensì sperimentare, ma con molta cautela, con prudenza, con l'animo però di tornare sempre indietro; se i risultamenti che se ne ottengono non sono perfettamente identici alle concepite speranze, allora se il ministero avesse quest'opinione il sistema dei trattati sarebbe altamente biasimevole, ed i ministri sarebbero degni di gravi rimproveri per averlo adottato. Ma se invece la Camera divide l'opinione del ministero, se ella stessa confida nella bontà del sistema del libero scambio, io son d'avviso che debba la Camera in allora sapere buon grado al ministero di avere tolto ogni mezzo al partito protezionista, unito o non unito con certi partiti politici, una volta che siamo entrati nella via della libertà, di poterci far tornare indietro (Bene! Bravo!)

Io vorrei, o signori, potere con pari mezzo assicurare il paese contro il sicuramente poco probabile pericolo di regresso in materia politica.

Ciò detto, mi rimane ad esaminare gli articoli del trattato. Il signor conte Di Revel ci ha dimostrato che non avevamo ottenuto pochissime concessioni.....

Alcune voci. A domani! A domani!

Altre voci. No! No! Parli.

Se la camera me lo permette, terminerò quest'argomento per serbare a domani la questione finanziaria.

Voci. Sì! Sì! Parli!

L'onorevole conte Di Revel ci ha detto che noi avevamo ottenuto poca cosa; ma io, in verità, non ho mai menato gran rumore dei benefizi ottenuti dai trattati. Il ministero ha sempre schiettamente confessato, che se si esaminavano i trattati colle lenti del protezionismo, non sarebbero sostenibili, che noi avremmo avuta una parte ridicola, ed avremmo meritate quelle risa crasse di cui parla la *Voce del deserto*, ed a cui si riferiva l'onorevole conte Di Revel (*Ilarità*).

Brofferio. Domando la parola (*Ilarità prolungata*).

Io confesso di buon grado, che se il ministero non fosse stato mosso dal vivissimo desiderio di rendere durative fuori di ogni

pericolo le riforme daziarie, non avrebbe seguito il sistema dei trattati. Però io non credo che i benefizi assicurati dal trattato belgico siano così minimi come vorrebbe darceli a credere l'onorevole conte Di Revel. Il beneficio principale, quello che è molto maggiore di tutti gli altri, è quello che risulta dalle clausole relative alla navigazione. La nazione Belgica è molto superiore alla nostra in varii rami d'industria, ma alla nostra molto inferiore per ciò che riflette la navigazione.

Il naviglio belgico è ancora in quello stato d'infanzia che richiede protezione, quindi egli è evidente che tutte le clausole relative alla navigazione sono interamente a nostro favore.

E diffatti il ministro del Belgio, nell'esposizione che fece dei motivi del trattato alla Camera dei rappresentanti, disse schiettamente che i compensi alle concessioni ottenute dal Belgio erano stati accordati nelle clausole relative alla navigazione. Ma l'onorevole conte Di Revel ci dice: il governo belga non vi ha accordato assimilazione di bandiera se non pel commercio diretto, e sarebbe stato desiderabile di ottenere anche l'assimilazione della bandiera pel commercio indiretto. Ma ciò era impossibile a conseguire, poichè il Belgio lo ha sinquì ricusato all'Inghilterra, lo ha ricusato agli Stati Uniti coi quali ha molto maggiori interessi che con noi. Era impossibile che lo accordasse a noi specialmente, poichè dai trattati fatti con altre nazioni sarebbe stato obbligato ad estenderlo immediatamente ad esse; perchè questa parificazione della bandiera era contraria al sistema protettore che vige tuttora nel Belgio. Ma, o signori, io vi farò osservare che il commercio diretto non è poi di sì piccola importanza; esso non si restringe alle sole produzioni del suolo, ma a tutti i prodotti che si trovano nei nostri porti franchi; ora vi possono succedere molte circostanze in cui per quelle variazioni, per quelle peripezie del commercio si debbano trasportare dal porto franco di Genova in quello di Anversa le merci. Io citerò a cagion d'esempio, le pelli di cui il porto franco di Genova è il principal deposito nel Mediterraneo, e da cui se ne spediscono sovente nel mar del Nord.

Ma noi siamo esclusi dal commercio indiretto, cioè, in quanto commercio indiretto, siamo pareggiati per ciò che riflette i iritti di bandiera.

Giova però avvertire che il Belgio ha un sistema di dogane mplicatissimo, sì da rappresentare in certo qual modo un po d'opera del genio protezionista non tanto per la sua entità, uanto pel suo ordinamento.

Il dazio protettore della bandiera è del 10 per cento del dao di aumento quindi per alcune materie equivale ad una vera roibizione.

Certamente i prodotti manufatti, molti generi coloniali, i ali pagano un dazio elevato al commercio indiretto, vengono essere come cosa proibita; ma vi hanno invece altri generi, uali sono sottoposti ad un dazio mitissimo, come i cereali, in rtù specialmente dell'ultima legge sancita da quel Parlamento. esti non sono sottoposti che al dazio di un franco per chigramma: quanto al dazio differenziale di bandiera, esso è di eci centesimi il quintale, cioè di una lira per tonnellata. Ora dazio differenziale di tal fatta non è certo di natura da imdire al naviglio genovese di gareggiare col naviglio belco.

Il signor conte Di Revel ha volto in ridicolo le speranze mafestate nella relazione del ministero, che avremmo conseguito commercio indiretto da ciò che il Belgico stesso sarebbe ato condotto ad accordarlo ad altre nazioni. Io credo evidente e il giorno in cui l'Inghilterra dicesse al Belgio: - Vi ho lasciato dere del benefizio dell'atto di navigazione senza corrispetvo: ma ora intendo che voi m'accordiate un egual trattamento, nza di che vi imporrò dei diritti differenziali; - Da quel giorno Belgio si troverebbe astretto ad accordare all'Inghilterra il mmercio indiretto, giacchè, come avvertiva appunto l'onovole conte Di Revel, il Belgio ha con quel paese un commerio attivissimo pei sali, carboni, cottoni, e per altri generi maufatti.

Ben vedrebbe il Belgio che sarebbe per esso una vera rovina,



io mi riassumo col dire che i vantaggi conseguiti
tato col Belgio non sono invero di grande importanz
sono però anche da disdegnarsi, come fece il conte l

Vengo ora al trattato coll'Inghilterra (*Udite! Udit*
fu ancora più acremente criticato dall'onorevole pr
con questo, egli disse, voi avete ottenuto assolutan
ed invece avete fatto infinite concessioni.

Qui mi occorre di entrare in qualche spiegazion
si aprirono le trattative coll'Inghilterra, essa ci di
mente: io non vi domando speciali favori, non chie
rispettivo di quanto sono per concedervi: non doma
assumiate l'obbligo di far questa piuttosto che que
forma daziaria, ma una cosa sola richieggo, e la ri
modo assoluto, ed è che mi trattiate pari alla nazi
favorita.

In verità, non si poteva trovare esagerata quest
poichè l'Inghilterra soggiungeva: io vi ho già accor
più di quello che vi hanno accordato le nazioni co
vete trattato; voi avete ottenuto una diminuzione
del dazio sugli olii, ed io lo sopprimo affatto; voi a
nuto dal Belgio la parificazione della bandiera pel

renziali a favore non solo di corporazioni, ma persino di individui. Vi hanno quivi dei proprietarii di fari che possono imporre in forza di leggi un certo dazio maggiore per i bastimenti esteri che per i bastimenti nazionali. L'Inghilterra dunque dopo averci fatto questi favori ci disse: io intendo di non essere trattata peggio di chi vi ha favorito meno di me.

In verità, a tali proposte non abbiamo saputo opporre nulla; e quindi abbiamo acconsentito ad accordarle le medesime riduzioni che abbiano accordate al Belgio. Per vero in fatto di riforma daziaria, quantunque l'onorevole conte Di Revel dica che esiste ancora quasi interamente il sistema protettore in Inghilterra, io non so quali grandi riduzioni avremmo potuto ottenere che ci fossero state profittevoli. Quasi tutti i prodotti naturali entrano colà liberamente. L'olio non paga un dazio, il grano ne paga un tenuissimo, il riso pure ne paga un tenuissimo, le frutta fresche un dazio poco elevato. In quanto ai dazi che esistono sopra i vini, l'onorevole Di Revel ha fatto osservare, e con ragione, che per ora l'esportazione dei medesimi non può avere per noi una grande importanza. Vi sarebbe, egli è vero, il dazio sulle stoffe di seta, ma se si pon mente alla natura delle stoffe che si consumano in Inghilterra e che vi sono importate attualmente, di leggieri può rilevarsi come noi non potremmo sperare di stabilire con quel paese un molto attivo commercio di questo ramo d'industria.

Diffatti, l'Inghilterra possiede un numero di fabbriche di seta le quali negli ultimi anni, dopo che cioè si è allontanata dal sistema protettore, hanno assai prosperato e a tal punto di poter far ogni anno una notevole esportazione.

Le sole stoffe che presentemente sono introdotte colà sono quelle molto ricche, di lusso e di moda, di cui la Francia ha il primato; ma in quanto alle altre, cioè alle stoffe unite e di minor lusso, l'Inghilterra può sostenere la concorrenza tanto colla Francia e con noi, come con qualsivoglia altra nazione.

Io credo quindi che anche una notevole riduzione nel dazio sulle stoffe di seta non essendo enorme il dazio del 15 per

cento, non avrebbe fatto altro che favorire la Francia, e produrre per noi un risultato poco vantaggioso.

Ci si dice: ma che cosa avete dunque ottenuto in compenso dall'Inghilterra?

Io risponderò che abbiamo ottenuto la certezza di godere per dodici anni del benefizio dell'*atto di navigazione*, cioè del commercio diretto ed indiretto, ed inoltre la certezza dell'esenzione non solo dai dazi imposti dal governo, ma anche da quelli imposti da Comuni, da corporazioni o da privati.

Forse il conte Di Revel mi dirà: questo è un beneficio immaginario, perchè non è probabile che l'Inghilterra indietreggi nelle vie del sistema protettore.

Io invero credo ciò poco probabile, ma non è pure impossibile. Se si parla d'un lontano avvenire, di uno stato di cose di 12 o 15 anni a venire, anch'io divido l'opinione del conte Di Revel, e tengo quasi per fermo che il trionfo del libero scambio sarà in allora definitivo, ma non istimo impossibile, che in questo tratto di tempo non vi sia un ritorno momentaneo e parziale al protezionismo.

Il partito protezionista in Inghilterra è ancora potentissimo: egli consta di tutti i rappresentanti dei paesi agricoli e di molti porti di mare, e, se non è in maggioranza, forma non pertanto una potente minorità nella Camera dei Comuni. Questo partito è guidato da un distintissimo uomo di Stato, da lord Stanley, al quale io sono tentato in questo punto di paragonare e non per parodia, ma per vera similitudine, il signor conte Di Revel (*Ilarità generale*).

Io dico dunque che non è impossibile, e nemmeno assolutamente improbabile un ritorno momentaneo al protezionismo; ed è opinione di tutti coloro che conoscono l'Inghilterra che, se le elezioni generali avessero avuto luogo nel momento in cui era più viva l'irritazione prodotta dalla così detta aggressione papale, la maggioranza sarebbe riuscita protezionista. Ora i protezionisti hanno dichiarato quale sia il loro sistema. Essi, precisamente, come testè dichiarava il signor conte Di Revel

juale disse essere anch' egli per la libertà di commercio, purchè vi fossero certi dazi protettori, protestarono di i voler retrocedere; ma hanno però indicato quali erano lue gran punti sui quali intendevano fare un passo retrodo verso il protezionismo: essi sono la legge dei cereal juella di navigazione.

E certamente, se un tale partito fosse tornato al potere, un' elezione generale gli avesse data la maggiorità, dispondo di un forte appoggio nella Camera dei lords, avrebbe tuto facilmente mandare ad effetto il suo piano, i cui efti non avrebbero sicuramente potuto durare, ma che però rebbero bastato per produrre un' immensa perturbazione nel verno genovese.

E qui debbo farvi avvertire una cosa. Per *l'atto di navizione* fu aperta alla nostra marina mercantile la massima rte del mondo; e credo che esso debba condurla ad una andissima prosperità, perchè essa ha tutti gli elementi per stenere la concorrenza con qualsiasi altra, ma però alla ndizione che fino ad un certo punto subisca una trasforazione. Se essa vuole nell'Oceano e nel Pacifico lottare con marina americana e con la marina inglese, deve modifire il sistema attuale, deve sostituire a navi di piccola porta navi di grande portata.

Ora, come il commercio genovese potrà accingersi a quela trasformazione, se non è sicuro dell'avvenire? Se un mbiamento ministeriale in Inghilterra, se un ritorno al otere di liberi scambisti della natura del sig. conte di level (*Ilarità*) venisse a portar uno sconvolgimento nelle ostre relazioni coll'Inghilterra, sicuramente i negozianti genosi non si accingerebbero a grandi imprese. Essi non vorbbero arrischiare vistosi capitali nell'incertezza di un evento e dipende dai risulteti delle lotte politiche.

Io dico adunque, che il trattato coll'Inghilterra ci ha confeo un immenso beneficio, e che il sistema su cui esso è sato non ha altro inconveniente che quello di averci tolta

la facoltà di ritornare indietro, cioè di far male, mentre però è lasciata facoltà pura ed intiera di progredire nella via delle riforme.

Poichè a quanto pare, la Camera desidera che la discussione sia rimandata (*Sì! Sì!*) io spero di potere dimostrare domani, che le riforme operate in virtù dei trattati sono state combinate in modo, che in alcuni anni voi potrete far uso della vostra libertà, non per tornare più indietro, ma per poter andar avanti, facendo maggiori e meglio ordinate riduzioni.

(*Segni generali d'approvazione; molti deputati vanno a felicitare l'oratore*).

La seduta è sciolta alle ore 5 1/2

OSSERVAZIONI

FATTE

DAL CONTE CAMILLO CAVOUR

MINISTRO DI FINANZE E D'AGRICOLTURA, COMMERCIO

E MARINA

alla Camera li 28 *aprile* 1851

INTORNO ALLA COMPETENZA DEL SENATO DEL REGNO

NELLE

LEGGI DI FINANZE

Gli onorevoli preopinanti hanno creduto dovere sollevare una questione pregiudiciale prima di entrare nel merito degli emendamenti stati introdotti in questo progetto di legge da un altro potere dello Stato, ed acconsentiti dalla commissione nominata da questa Camera; essi hanno creduto che il nostro diritto pubblico politico si opponesse in modo assoluto, a ciò che in una legge di imposta veruna variazione venisse da un altro potere dello Stato introdotta.

A sostegno di questa opinione furono poste in campo molte ragioni politiche e storiche; fu ancora invocato il precedente di ieri l'altro.

Io non terrò dietro agli argomenti storici addotti dagli onorevoli preopinanti; se volessi riandare la storia del governo rappresentativo, mi occorrerebbe assai più tempo che quello che io credo si debba concedere a questa discussione. Dirò solo che i principii posti in campo dall'onorevole deputato Sulis non sono sicuramente quelli che informano le costituzioni moderne. Confesso poi apertamente che, se dovessi

andar a rintracciare nella storia un esempio, io non lo cercherei nella costituzione del anno III, che diede frutti per la Francia così tristi e così amari.

Sulis. Domando la parola.

Cavour. Nè crederei che si possa a questo proposito citare l'esempio dell'Inghilterra come autorità assoluta.

Basterà osservare che la costituzione inglese, e quella parte specialmente che riflette l'altro potere dello Stato, ha un ordinamento assolutamente diverso dal nostro.

Io credo che l'attuale questione si abbia a risolvere come si debbono risolvere tutte le questioni di interpretazioni delle leggi, cioè coll'interpretazione delle disposizioni del patto fondamentale che regola i rapporti dei varii poteri dello Stato.

In virtù di questo patto fondamentale l'iniziativa delle leggi di finanze è assolutamente riservata alla Camera dei Deputati. Ecco un principio chiaro, evidente, direi quasi assoluto.

Questo stesso Statuto stabilisce ad un tempo che nessuna legge può venir promulgata se non è discussa ed approvata dalle due Camere. Ecco un altro principio egualmente preciso ed assoluto. Ora che cosa si deve dedurre da questi principii?

Che qualunque disposizione relativa ad imposte debbe iniziarsi sempre nella Camera dei Deputati, e che dopo essere stata da questa sancita vuol essere esaminata dal Senato. Ma da siffatta iniziativa stabilita dallo Statuto ne consegue forse che l'altra Camera non possa in nissun modo introdurre nelle leggi di finanze variazioni di sorta?

Io non lo credo, poichè a mio avviso sarebbe una vera derisione se un potere dello Stato fosse ridotto in certo modo a meramente insinuare una disposizione legislativa.

Sineo. Domando la parola (*Movimento*).

Cavour. Io credo che questo sarebbe contrario all'indole del governo rappresentativo, all'indole della costituzione che è fondata sopra tre poteri distinti.

Ora, o signori, noi ci troviamo a fronte di due principii

cioè a fronte del principio d'iniziativa ed a fronte della facoltà di discussione; se si spingesse all'estremo l'uno o l'altro di essi, l'uno distruggerebbe l'altro. Se si volesse estendere il principio d'iniziativa, non solo a tutte le leggi di finanze, ma ancora a tutti i modi con cui queste leggi di finanze debbono essere applicate, allora si escluderebbe il principio di discussione che lo Statuto assegna all'altra parte del Parlamento.

Se si volesse invece pretendere che il principio di discussione e di modificazione per parte del Senato, abbia un'applicazione illimitata, evidentemente in allora il primo principio sarebbe leso e distrutto. Noi qui ci troviamo adunque a fronte di due principii che, interpretati in modo assoluto, sono incompatibili l'uno coll'altro. Ma, o signori, questo non è il solo punto del sistema costituzionale ove si incontri questa specie d'antagonismo. Non vi ha potere nello Stato che, ove volesse esercitare in modo assoluto ed esclusivo i diritti che gli sono dallo Statuto conferti, non abbia il mezzo di arrestare la macchina governativa, di rendere impossibile l'azione non solo governativa, ma sì pure la sociale. Il sistema costituzionale è un sistema di equilibrio, un sistema in cui i principii non assolutamente identici si devono controbilanciare. Se fosse qui il caso di entrare in discussioni storiche, io credo che questa teoria troverebbe numerose e splendide dimostrazioni. Quindi che cosa devono fare i poteri dello Stato nell'applicazione di questo principio? Essi non devono attenersi alla stretta parola della legge fondamentale, ma bensì devono applicarla in modo che non si venga a distruggere un altro principio dalla stessa legge fondamentale sancito.

Venendo quindi all'applicazione pratica, io dirò che, quando una legge di finanza, dopo essere stata prima da questa Camera votata, viene dall'altro potere modificata, è dovere della Camera elettiva di esaminare se le modificazioni introdotte alterano il principio della legge stessa, se le conferiscano un carattere diverso, se cioè colpiscano una nuova parte dei contribuenti, o se stabiliscano un diverso modo di riparto nelle impo-

ste. In tali casi io credo che essa debba risolutamente respingere le modificazioni introdotte; ma quando tali variazioni non alterano i principii fondamentali della legge, quando ne mutano solo l'applicabilità e talvolta la rendono più logica, più razionale, io penso che non si debba applicare con quel rigore la teoria dell'iniziativa, e che si abbiano ad accettare gli emendamenti dall'altro potere introdotti.

Io credo quindi che noi dobbiamo intraprendere l'esame di questa legge, senza preoccuparci della questione pregiudiciale; che dobbiamo passare a disaminare le variazioni introdotte nel loro merito intrinseco, e quando noi trovassimo in esse alcuna che non variasse il principio che questa Camera ha già sancito; e qualora questi cambiamenti siano per altra parte riconosciuti utili ed opportuni, è bene che la Camera li adotti.

Signori, io terminerò col farvi osservare che nel solo paese dove la teoria invocata dall'onorevole preopinante è applicata, non però con quel rigore che si vorrebbe supporre, cioè in Inghilterra, il modo di discutere nella Camera dei Deputati è molto diverso di quello che si usa nei Parlamenti continentali. Ivi si procede con molto maggior lentezza alla confezione delle leggi. Prima di uscire dalla Camera dei Comuni, colà i progetti di legge passano e ritornano più volte in discussione, e da ciascheduna volta s'introducono in essi nuove modificazioni, nuovi miglioramenti. Noi invece abbiamo un regolamento a norma del quale è stabilita una sola discussione, in cui gli emendamenti si improvvisano alla ringhiera; perlocchè diventerebbe impossibile di riparare agli errori che si possono commettere, se non vi avesse un'altro potere dello Stato chiamato a prendere nuovamente ad esame le leggi, a riordinarle, ed a migliorarle, specialmente nella loro sostanza estrinseca; ove così non fosse, le nostre leggi uscirebbero tal volta dal Parlamento molto informi (*Movimento*).

Io credo adunque che anche sotto questo rispetto sia non solo opportuno e conveniente, ma essenziale che vi sia un altro potere dello Stato che possa realmente discutere ed

iinare tutte le leggi che sono in questa Camera esaminate scusse.
conchiudo quindi che, sia le ragioni politiche, sia le mi di convenienza e di opportunità, debbono indurre la ra a rimovere la questione pregiudiziale, e ad intradere la discussione di questa legge, dietro i principii che vuto l'onore di esporre, cioè entrando nel merito intrin- dei cambiamenti operati dall'altra Camera, vedere se importino un mutamento dello spirito che informava la : già stata da questa Camera adottata.
i rimane a combattere l'argomento tratto dal voto di ito. Sabbato la questione non è stata sollevata, non è discussa, la Camera non si è pronunciata. L'onorevole tato Sulis ha voluto interpretare questo silenzio in un), ma io avrò pure, e con me forse molti altri, lo stesso o d'interpretarlo in un altro. Quindi io non credo nè seguente nè assurdo, se oggi discuto una questione che seduta di sabbato non fu sollevata, io sarei stato pronto cuterla in quel giorno come sono pronto a discuterla

precedente di sabbato quindi non può essere invocato,) debbe, a parer mio, avere alcuna autorità agli occhi Camera.
a maggior parte degli oratori che hanno preso a par- sull'argomento in discussione, ha combattuto assoluta- e i principii che ho cercato di svolgere e di far prevalere sta discussione.
norevole deputato Cadorna ha ammesso in parte i miei ipii, ma è arrivato ad una conclusione affatto diversa dalla

non ritornerò sulle cose già dette onde provare che è san- lallo Statuto, ed in modo assoluto, il diritto alla Camera natori di esaminare le leggi di finanze, giacchè a me pare uesto non si possa contestare, a meno che non si voglia e il testo preciso della legge fondamentale. L'onorevole

preopinante ha citato l'articolo 55 dello Statuto, io chieggo la permissione di rileggerlo.

« Ogni proposta di legge deve essere dapprima esaminata dalle giunte che saranno da ciascuna Camera nominate pei lavori preparatorii. Discussa ed approvata da una Camera, la proposta sarà trasmessa all'altra per la discussione ed approvazione, e poi presentata alla sanzione del Re. » Ed aggiunge, e prego la Camera di notarlo: « Le discussioni si faranno articolo per articolo. »

Egli è evidente che se, come sostenevano parecchi degli onorevoli preopinanti (l'onorevole deputato Valerio ed altri), il Senato non potesse dare ad un voto politico, se non potesse che accettare o respingere le leggi, questo diritto sarebbe derisorio (*Interruzione*).

Valerio L. Non ho detto questo.

Cavour. L'onorevole deputato Valerio potrà rispondermi, ed io lo ascolterò molto volontieri. Ora lo prego di lasciarmi procedere.

Valerio L. Domando la parola.

Cavour. Se il Senato dovesse solo dare un voto politico, come fu asserito da varii preopinanti, come mai potrebbe essergli non solo fatta facoltà, ma imposto l'obbligo di discutere articolo per articolo? In questo caso cotesto obbligo sarebbe, io ripeto, un obbligo derisorio (*Rumori*).

Bianchi Alessandro. E l'articolo 10 dello Statuto è anche derisorio?

Cavour. Possono tutti coloro che m'interrompono rispondermi e colla penna, e colla voce, ma per ora li prego a lasciarmi continuare. Dico che le disposizioni dell'articolo 55 sono precise ed incontestabili, e che se questo articolo dovesse essere interpretato da un magistrato qualunque, il quale dovesse applicare la legge non dietro considerazioni politiche, ma dietro considerazioni legali, sarebbe impossibile che questo magistrato non riconoscesse il diritto alla Camera dei Senatori di esaminare e discutere le leggi di finanza. Io ho detto e ripeto,

che lo Statuto sancisce ugualmente un altro diritto, quello dell'iniziativa per parte della Camera dei Deputati per ciò che s'attiene alle leggi di finanza, che quindi conviene che questi due diritti si esercitino in modo da non distruggersi l'un l'altro. Un principio che io credo incontrastabile si è quello della coesistenza di diritti che, spinti all'estremo, si distrugerebbero. Egli è evidente che se due fra i tre poteri dello Stato si ponessero in opposizione e rimanessero lungamente in questo stato, ne deriverebbe lo scioglimento della Costituzione *(Rumori)*.

Certo che se una Camera si rifiutasse a votare le imposte, se l'altra si rifiutasse a votare, per esempio la legge sulla leva, e le due Camere durassero in quest'opposizione, ne arriverebbe di necessità lo scioglimento della società *(Oh! oh! a sinistra)*, ne arriverebbe una rivoluzione, se questa parola è più chiara *(Rumori a sinistra)*.

Sineo. Domando la parola.

Cavour. Io dico che se due fra i tre poteri dello Stato durassero in opposizione, ne deriverebbe una crisi violenta che non potrebbe essere sciolta che colla rivoluzione *(Mormorio)*: ho detto rivoluzione e mantengo la parola. Io dico che nei sistemi costituzionali il governo non può procedere regolarmente che quando i principii contrari non si applicano in modo assoluto, ma si limitano l'un l'altro. Questo principio è stato riconosciuto da uno degli onorevoli preopinanti, il Deputato Cadorna, solo egli dà all'applicazione di questo principio una base meno larga di quello che io credo doversegli dare.

Egli dice che riconosce nel Senato la facoltà di discutere le leggi di finanze ed introdurre in esse alcune variazioni, ma che queste variazioni non debbono portare alcuna disposizione che abbia una conseguenza finanziaria, e ch'esse abbiano a limitarsi alla parte regolamentaria.

Per parte mia anch'io riconosco un termine al diritto che ha il Senato di introdurre variazioni a coteste leggi, e questo termine sta nel principio che informa la legge; imperocchè

qualunque mutazione che viziasse il principio della legge quale fu sancito dalla Camera, che lo trasformasse, che lo modificasse gravemente, costituirebbe una violazione del diritto riconosciuto ai Deputati dall'articolo 10 dello Statuto, e questa mutazione dovrebbe essere respinta.

La presente questione ai miei occhi non ha altro carattere se non quello d'una questione di apprezziazione. Noi dobbiamo, come giurati, dichiarare se questa o quest'altra variazione importa modificazione alla legge, ed ove, come giurati, ci convinciamo che la modificazione cambia il principio della legge, dobbiamo rigettarla; nel caso contrario, se noi non iscorgiamo in questa modificazione che una applicazione più retta, più logica del principio stesso, se con questa si corregge un errore preventivamente commesso, anche quando questa modificazione abbia una conseguenza qualunque finanziaria, noi, come giurati, dobbiamo ammetterla; nè per ciò parmi che sia menomata l'influenza della Camera dei Deputati poichè sta sempre nella Camera dei Deputati il diritto primo di fare questa apprezziazione, e quindi di rigettare la modificazione, e di ripristinare la prima sua deliberazione, o anche d'introdurne delle nuove.

Io credo quindi che l'indicare questo preteso privilegio come una garanzia indispensabile al mantenimento della giusta influenza della Camera dei Deputati sia un gravissimo errore. È incontestabile che la Camera dei Deputati può esercitare quell'influenza che le compete a ragione non solo del suo stato, ma a ragione della sua origine, del principio che informa la sua istituzione, mantenendo quell'applicazione degli articoli 10 e 55, la quale io credo essere la più logica e la più conveniente.

Si è citato l'esempio delle estere nazioni. L'onorevole Deputato Sineo ha osservato non essersi mai in Francia dalla Camera dei Pari fatto nessun emendamento alle leggi di finanze. Io credo che l'onorevole Deputato Sineo sia in errore. Se ben mi ricordo nel tempo di Carlo X la Camera dei Pari ne-

lificò gravemente la famosa legge presentata dal sig. Villèle per la conversione delle rendite, la quale era pure una legge di finanze. Sotto Luigi Filippo, se ben rammento, in varie circostanze la Camera dei Pari modificò in alcune disposizioni la legge di finanze.

Io ho trovato nel Moniteur del 1831, che il Ministro delle finanze (e notate che questo avveniva poco tempo dopo la rivoluzione di luglio, quando ancor fervevano le passioni semirivoluzionarie) si presentava alla Camera dei Deputati, dicendo: « Messieurs, nous venons soumettre à vos délibérations ces changements apportés par la Chambre des Pairs au budget de 1831 dejà adoptès par vous ».

Valerio L. Bisognerebbe vedere quali sono i cambiamenti introdotti

Cavour. Io non ho avuto il tempo di fare delle ricerche, ma credo che in molte altre leggi d'imposte siano state apportate le modificazioni della Camera dei Pari di Francia.

In quanto poi all'esempio dell'Inghilterra, cui mi e forza di ritornare, non contesterò che la Camera dei Comuni ritiene per principio non potersi dalla Camera dei Pari introdurre modificazioni gravi alle leggi di finanza, ma è del pari vero che la Camera dei Pari non ha mai riconosciuto questo principio, e che più e più volte introdusse in tali leggi delle non lievi modificazioni.

Farina P. (Fa segni negativi).

Cavour. Ricorderò al signor Farina che fa segni negativi, la modificazione famosa della Camera dei Lords, modificazione che ebbe gravissime conseguenze sotto il ministero del signor Giorgio Canning, quando i Lords diedero la proposta del duca di Wellinthon introdussero una modificazione assai grave alla legge sulla tassa dei cereali già adottata dalla Camera dei Comuni.

È bensì vero che il governo in quell'occasione ritirò la legge e non la presentò più; ma la Camera dei Pari ha pur usato di questo diritto senza che alcuno le movesse accusa d'incostituzionalità, sebbene la Camera dei Comuni non abbia voluto adottare tale emendamento.

E dappoichè ho preso a parlare in questo proposito mi permetta la Camera di dire quali siano a mio credere, le gravi ragioni che hanno mosso e muovono tuttora la Camera dei Comuni a mantenere questo principio in vigore.

In Inghilterra, come fu osservato da uno dei primi oratori, il sistema costituzionale si andò svilupando a grado a grado: la Camera dei Comuni, che era dapprima un potere quasi subordinato, divenne il potere preponderante.

Essa ebbe a fronte per più secoli due autorità più di lei potenti, il Re e la Camera dei Pari, e non fu che dopo la rivoluzione del secolo XVII, e più specialmente dopo l'ultima cacciata degli Stuardi, che il potere reale cedette in influenza agli altri due.

La Camera dei lords tuttavia anche dopo il decadimento del potere reale, in virtù della Costituzione e più ancora per la sua composizione aveva influenza eguale, e talvolta maggiore della Camera dei Comuni, sia per essere ereditaria la qualità di lord, sia per le immense ricchezze dei membri che la componevano, sia a cagione dell'influenza personale e della illustrazione storica di questi suoi membri medesmi, sia ancora per le immense attribuzioni giudiziarie che essa ha, le quali s'estendono non solo ai delitti politici, ma anche ai civili.

L'alta Camera adunque nel secolo scorso aveva un'influenza si può dir minacciosa, per gli altri rami del potere legislativo; ed era quindi naturale, ed anzi necessario, che la rappresentanza popolare cercasse di estendere quanto le fosse possibile i suoi diritti coll'adottare in pratica la consuetudine, ad onta della contraria disposizione legislativa, di rigettare le leggi nelle quali fossero state introdotte modificazioni finanziarie.

Ora, o signori, siamo noi in una condizione analoga a questa. La Camera dei Deputati ha a fronte un corpo rispettabilissimo, e composto di distinti personaggi, il quale tuttavia non esercita nel paese la stessa influenza che esercitano i lords nella Gran Brettagna, e quindi essendo diverse le condizioni dei due paesi, io non credo opportuno, nè credo politico di dover presso noi

›ingere tant'oltre l'esercizio della prerogativa parlamentare ell'interpretazione della parola iniziativa, quanto fu spinto ella Gran Brettagna.

Signori, i paragoni talvolta sono utili, ma è da por mente r'essi inducono in gravissimi errori, se i termini dell'equazione non sono esatti.

Quando in Piemonte i tre poteri dello Stato avessero una ›stituzione analoga a quella dell'Inghilterra, io terrei gran ›nto della sua autorità e del suo esempio, ma essendovi una fferenza radicale nella costituzione della Camera dei lords, ed quella del nostro Senato, io credo che si commetterebbe un ande errore se si volesse, rispetto al Senato, usare di tutto iel rigorismo, di tutta quella diffidenza che suole avere in ateria di imposte la Camera dei Comuni.

Invito quindi la Camera a prendere ad esame la legge sulle ani-morte, quale fu presentata dalla Commissione, riservan›si la facoltà di esaminare le mutazioni in essa introdotte, e adottarlo quando non riconoscesse in alcuna di queste emenzioni una disposizione che muti od alteri in alcun modo il incipio stesso che informava la legge da lei sancita.

DISCORSO

PRONUNZIATO

DAL CONTE CAMILLO CAVOUR

MINISTRO DI FINANZE E D'AGRICOLTURA,

COMMERCIO E MARINA

AL SENATO DEL REGNO IL 17 LUGLIO 1851

Nella discussione

del progetto di legge per una tassa sulle professioni ed arti liberali, sull'industria e sul commercio.

Signori, ieri l'onorevole senatore Sclopis oppugnò con eloquenti parole la legge che ora è sottoposta alla vostra discussione.

Arduo assunto è il combattere le sue obbiezioni, poichè io debbo confessare che in molti punti io convengo pienamente con esso lui: solo differisco sopra alcuni altri, ed in specie sulla conseguenza che dalla sua premessa egli vuole dedurre.

Io credo quindi mio debito stabilire quali siano a mio avviso i punti sui quali consentiamo, e quali siano quelli su cui verte il nostro dissenso, e quindi vedere, se dal dissenso che esiste fra noi, non si possa ragionevolmente trarre la conseguenza, che si abbia da adottare l'attuale progetto di legge, invece di mandarlo a novello esame, o rimandarlo per ora in modo, dirò, indeterminato.

L'onorevole senatore Sclopis cominciava dal dichiarare esplicitamente che egli approvava pienamente il principio della

legge, cioè la necessità, l'opportunità, la giustizia di colpire il commercio, l'industria e le professioni liberali con una tassa ; e qui consentiamo entrambi perfettamente.

Egli quindi diceva, che il sistema di tassa proposto era imperfettissimo, qui consentiamo fino ad un punto: io invece del superlativo mi contenterei del positivo, e direi riconoscere essere il sistema soltanto imperfetto.

Egli diceva in terzo luogo, che ove le imperfezioni del sistema non fossero eccessive, piegherebbe l'animo ad accettare il progetto presentato. Poichè aveva più volte dato prova che, per ispirito di conciliazione, aveva accettate leggi non assolutamente perfette.

Quindi mi pare che la discussione possa ridursi a vedere, se le imperfezioni del attuale progetto siano tali, da non poter meritare l' indulgenza di cui ha già data testimonianza l'onorevole preopinante.

Per provare l'imperfezione massima di questo progetto, cominciava egli dal appoggiarsi a reclami sollevati da' negozianti di questa città, e di quella di Genova, e pei riclami riflettenti quest'ultima città, ricordava essersi fatto interprete il municipio e la camera di commercio di Genova.

Io certamente sono disposto quanto l'onorevole preopinante a dare un gran peso alle opinioni del commercio delle due città principali dello Stato, e confesserò doversi tenere a calcolo un richiamo, di cui un corpo cotanto distinto quanto il municipio di Genova, si è fatto interprete: tuttavia opino che vi sia qualche esagerazione, nel dire che questa legge abbia inspirato un timore universale, e suscitato mali umori eccessivi. Se ciò fosse, infatti, io non capirei, come questi mali umori e timori non abbiano trovati interpreti nell'altra Camera del Parlamento, quando discutevasi questa legge: mi è forza ricordare che i negozianti della città di Genova non trovarono nell'altro seno del Parlamento nessuno che propugnasse i loro riclami; eppure la città di Genova vi è largamente rappresentata; e tra i deputati che seggono in quella

mera, parecchi appartengono al municipio stesso di Genova alla Camera di commercio di quella città. Come mai, se esta legge avesse concitato talmente gli animi degli abitanti Genova, come mai i numerosi e distinti membri che rappsentano quell'illustre città, invece di contrastare questa ge, hanno dato ad essa il più assoluto appoggio.

Io non mi valgo certo di quest'argomento per influire sulla erminazione di questo augusto consesso, ma solo per rire ai suoi giusti limiti l'importanza che si vorrebbe dare reclami della città di Genova e del commercio di Torino.

'asso ora ad esaminare gli appunti che faceva l'onorevole opinante. Egli diceva: voi adottate un sistema nuovo, un ema che non ha per lui la sanzione dell'esperienza, mentre anto a noi esistono sistemi da lungo tempo in vigore, i ili hanno per loro la sanzione della pratica. Qui mi è ta entrare nelle viscere della questione. La tassa sul comrcio, fu di tutte la più difficile a stabilirsi, fu quella che ontrò maggior opposizione, che offrì il più gran numero lifficoltà, e che allo stato attuale delle cose venne ricociuta come la più imperfetta. Due sistemi assolutamente tinti si possono adottare nell'applicazione di questa tassa: ı può determinare la quotità della tassa dietro segni esterni, ni che si possono dalla legge determinare, quindi, direi si, matematicamente apprezzare; oppure bisogna ricorrere apprezzamento degli utili ricavati dal commercio, e acnodarsi fino ad un certo punto all'arbitrio, al giudizio li uomini.

Il primo sistema è applicato da 50 anni in Francia ove stabilisce la tassa.

Tre elementi determinati dalla legge concorrono a stabilire tassa: la natura dell'industria o del commercio che si esera; la popolazone del luogo ove abita il commerciante, l'instriale, e finalmente l'ammontare del valore del locale cupato ad oggetto dell'industria e del commercio, o ocpato poi dall'industriale e dal commerciante.

Questo sistema ha il merito di chiudere le porte all'arbitrio dell'uomo e di determinare in modo preciso incontrastabile la base, gli elementi che debbono determinare la tassa.

Questo sistema dal lato fiscale offre grandissimi vantaggi, ed è forse quello che produce la somma maggiore; ma esso chiude un inconveniente gravissimo agli occhi di tutti i legislatori, e singolarmente a quelli di un magistrato, di un giurisperito; ed è quello di violare assolutamente le leggi della giustizia e dell'equità. La tassa riposando la massima parte sull'ammontare del valore dei locali occupati dall'industriale colpisce in modo molto diverso commerci, i quali danno frutti eguali, ed anzi in molti casi colpisce assai più i commerci che danno frutti minori a confronto di quelli che danno frutti maggiori; e quanto dico non venne mai contradetto.

I legislatori francesi cercarono di porre riparo a questi inconvenienti col riformare ripetutamente, e le classificazioni dell'industria e la proporzione dell'ammontare della tassa col fitto dei locali; eppure non son giunti a far sparire questa manifesta disuguaglianza, quest'evidente ingiustizia. Per dimostrarlo, basterebbe aprire le tavole della legge francese, e voi vedreste come nella prima categoria sono accoppiate le industrie le più diverse, le quali dovrebbero, a ragion di giustizia, essere egualmente tassato.

Il ministero, nel principio di questa sessione, stretto dal tempo, preoccupato specialmente dalla questione finanziaria aveva creduto dover adottare questo sistema; ma, se gettate gli occhi su queste tavole, voi vedrete che quantunque siasi applicato a rimediare ad alcuni inconvenienti delle tavole francesi, ciò nullameno vi rimanevano ancora infinite irregolarità. Ne avreste una prova dalla prima riga della prima categoria, dove coi banchieri e negozianti all'ingrosso, trovansi compresi anche i fabbricanti d'aceto. Ora io vi domando, o signori, se un fabbricante d'aceto debba pagare, a ragione del locale che egli occupa, l'istessa tassa che paga il ricco

nchiere ed il negoziante che fa degli affari forse per parecmilioni?

Questo sistema, oltre l'inconveniente assoluto dell'inegua. nza, ne ha un altro (che è più apparente, ma che forse conseguenze pratiche peggiori) ed è che questa ineguanza, quest'ingiustizia colpisce l'ultimo tassato. Non si ha a gettar l'occhio su queste tavole, è si vedrà immantinti che la tassa non è ripartita in modo equo, e può dirsi e in complesso il commercio minuto viene a pagare effetamente di più che il gran commercio. Ora, o signori, chi n vede essere questo un vizio tale e così grave da inrre i legislatori che hanno a cuore l'interesse della giuzia a far respingere questo sistema?

Rigettato il sistema francese, vi rimane l'altro, quello cioè ie riposa sul principio di cui io parlava, pel quale la tassa ene stabilita dietro il benefizio, l'utile dei negozianti, degli dustriali, e degli esercenti le professioni liberali.

Questo principio può essere applicato in due modi, uno ai quali esiste nel paese a noi vicino, a cui accennava l'onrevole senatore Sclopis (lo Stato Lombardo-Veneto) nel quale tassa viene stabilita anche su tre elementi: il primo quello illa popolazione in cui si esercita l'industria ed il commero; il secondo, la natura dell'industria e del commercio, disi per categorie; finalmente la divisione per classe di quei individui compresi nella stessa categoria.

In questo sistema, la legge divide l'industria in varie cagorie, e divide queste in varie altre categorie secondo la opolazione.

Infine lascia il carico a commissioni nominate dai comuni a commissioni governative di ripartire gl'individui comresi in dette categorie in varie classi.

Qui, o signori, occorre di nuovo l'inconveniente dell'arbirio; qui bisogna lasciare una larga parte all'apprezzamento mole, o da persone elette dai loro concittadini, oppure dagli genti governativi.

Ma, si dice, questo sistema è in vigore da molti anni nel regno Lombardo-Veneto e non ha suscitato opposizioni, non ha prodotto serii inconvenienti: dunque voi vedete, così si dice, che nel sistema delle categorie l'arbitrio non è da temersi, l'arbitrio nella patria sparisce.

Non negherò che nel regno Lombardo-Veneto questo sistema sia da molti anni in vigore: anzi credo lo sia fino dall'epoca del regno d'Italia, e che non abbia eccitati reclami, nè incontrate serie opposizioni; ma perciò, o signori, vi è un motivo, ed è che questa tassa è oltremodo mite.

Gli individui compresi nella stessa categoria sono divisi per classi.

La differenza fra quanto deve pagare l'individuo della prima classe, e quello che deve pagare l'individuo dell'ultima classe non è di gran momento, epperciò pochi sono i reclami, perchè il negoziante trova un piccolo compenso d'amor proprio nel vedersi classificato in una classe più elevata, ed inoltre perchè le spese del riclamo supererebbero probabilmente il sacrificio a cui egli è condannato da un'erronea classificazione.

Io ve lo dimostrerò con alcune cifre. Ho qui le tabelle della tassa lombarda.

Nella prima categoria, cioè quella che comprende i banchieri, i negozianti all'ingrosso in Milano (le categorie sono divise in tre gradi), il grado massimo paga 250 lire: voi vedete che il più ricco banchiere, il più ricco industriale della Lombardia non può essere tassato oltre a 250 lire.

L'individuo della stessa categoria posto nell'ultimo grado paga 120 lire; quindi la differenza sta tra 120 e 250 lire.

Ora egli è evidente che per gl'individui compresi nella prima categoria, i quali abitano la città di Milano, questa differenza è di 130 lire: essa è così minima, che non è da stupirsi se non dà luogo a reclami, se l'applicazione di questa tassa non suscita difficoltà.

Ma da questa mitezza nasce un'inconveniente a'miei occhi grave, ed è che questa tassa non rende che una somma tenuissima.

Quantunque la Lombardia sia paese molto ricco, possegga nu- osi e doviziosi negozianti ed industriali, tuttavia questa a non rende che dalle 500 alle 600 mila lire austriache, cioè o di 500 mila fr. Da ciò si vede che ove si volesse adottare stema delle categorie non si potrebbe prendere ad esem- l regno Lombardo-Veneto, od almeno bisognerebbe va- e variare di molto le cifre in esso stabilite. Il ministero, do credette dover rinunciare al primo progetto, il quale in certo modo la copia della legge francese, ebbe in a- di adottare il sistema delle categorie. Ma, onde sfug- gl'inconvenienti del sistema lombardo, dovette stabilire i più numerose, e determinare una differenza molto più fra il *maximum* ed il *minimum* delle stesse. Il mini- aveva creduto di stabilire per *maximum* la somma di ,500 che cadrebbe sui banchieri e negozianti all'ingrosso, volendo prendere un *maximum* già assai elevato, doveva ecessità determinare un *minimum* che si discostasse molto uello, ed aveva perciò creduto dover discendere fino alle 75. Quindi il Senato scorge che in questo sistema delle gorie, quando si voglia applicare in modo veramente pro- ivo, è inevitabile l'adottare per una data categoria dei li- che siano fra loro molto discosti.

lo ripeto, dopo lunghe indagini e maturi riflessi, il mi- ro avvisò dover prendere per i limiti estremi della prima goria L. 1,500 e L. 375. Ora molte persone avendo conside- che il limite di L. 1,500 non era bastevole, e ciò credo con me, essendo pure probabile che il Parlamento adottando to sistema non avrebbe voluto favorire i negozianti che o i maggiori profitti, ed avrebbe esteso il *maximum* fino od anche a 3 mila lire, vede il Senato quanta distanza eva per necessità passare tra il *maximum* ed il *minimum* e varie categorie.

Ciò posto, nel sistema delle categorie era necessario lasciare che, o gli agenti del governo in prima istanza, e in secondo luogo delle commissioni nominate dal governo medesimo, ovvero nominate in parte da esso e dai municipii, avessero classificati questi negozianti.

Quando il *maximum* ed il *minimum* delle stesse categorie si allontanavano poco fra loro, questo arbitrio non poteva porgere argomento a molti reclami, e quindi avere serie conseguenze; ma quando dessi limiti fossero, come pare al ministero sia indispensabile, fra loro molto distanti, come per esempio dalle L. 375 alle 3,000, egli è evidente che la classificazione può dar luogo ad un arbitrio immenso e ad errori che possono partorire gravi danni ai contribuenti.

Io ho parlato di questa classificazione per provare come il sistema delle categorie non applicato come lo è nel regno Lombardo-Veneto, ma come sarebbe mestieri applicarlo presso di noi onde fosse mediocremente produttivo, lascia pur egli largo campo all'arbitrio ed agli errori, e dirò pure alle ingiustizie.

Qual mezzo vi era per ovviare a questi errori, a queste ingiustizie? Il solo mezzo era di dare al negoziante la facoltà di provare, di dimostrare questi errori.

Il negoziante per ciò fare, può far valere alcune circostanze esteriori, può far valere dei casi noti al pubblico, delle perdite sofferte, de'sacrifizi, dei benefizi non conseguiti, sospensioni d'affari, ecc., ma come prova positiva non ne ha che una sola a dare: ed è l'esibizione, l'esame dei suoi libri. Io son quindi intimamente convinto, che in un sistema di categorie che debba avere un risultamento di qualche rilievo, è indispensabile di fare facoltà ai negozianti, agli industriali di portare i loro libri per ottenere la riparazione degli errori commessi.

Non è vero pertanto che questo sistema delle categorie non abbia dei vantaggi, e che ove si trattasse ora di rifare assolutamente la legge, se fossimo a caso vergine, il sistema medesimo non fosse da preferirsi.

ı dico che quasi tutti i vizii accennati dall'onorevole se-
'e Sclopis nella legge su cui versa la discussione si tro-
bbero più o meno nel sistema delle categorie.

sistema attuale cosa fa? Divide anche i commercianti
ltrettante categorie: ma invece di cominciare a fare una
a suddivisione a ragione delle industrie, ed a ragione della
lazione, dice: voi sarete della 1, della 2, della 3, della
econdo che il vostro benefizio netto negli ultimi 3 anni
asceso da 30 a 25 o da 25 a 30 o dal 20 al 25 e via
stabilisce le categorie della rendita presunta.

ıi si solleva la prima obbiezione fatta dall'onorevole se-
re Sclopis: egli diceva: sanzionando questa legge, voi san-
ıte un principio di tassa sulla rendita, principio funesto
potrebbe condurvi alle conseguenze più dannose.

ı qui mi permetterà il Senato di parlare schiettamente:
) che siavi qui un' ambiguità di parole: se l'onorevole
ore Sclopis intende la tassa unica sulla rendita, io porto
ıo che questo sistema potrebbe condurci alle più fatali
guenze per un motivo semplicissimo, perchè di tutti i
ni è il più imperfetto, perchè invece di essere un pro-
o economico, sarebbe un regresso, sarebbe come il tor-
ad abbracciare il sistema dei popoli semibarbari. Penso
a Turchia vi sia semplicemente l'imposta unica sulla ren-
; solo che invece di essere stabilita da un giurì, lo è da
ascià: ma il bascià crede, quando tassa qualcheduno. di
rlo secondo la sua rendita; laddove, se noi veniamo a
re le varie sorgenti di rendita, e a determinare la tassa
esse a ragione della rendita, io porto opinione che in-
di metterci per una via pericolosa, noi entriamo nella via
la sola ragionevole, la sola conforme ai principii di equità.
tto, o signori, quasi tutte le nostre imposte dirette sono
lite sulla rendita fondiaria, o almeno dovrebbero esserlo,
non lo sono, non è già perchè il legislatore abbia cre-
che il principio sulla tassa della rendita fondiaria sia
oloso, ma unicamente perchè il legislatore non ha potuto

raggiungere il suo scopo, perchè i catasti sono stati fatti ad epoche diverse e sopra diversi principii, perchè essi sono già antichi, e le proprietà hanno cambiato di valore relativo, finalmente perchè forse molti catasti sono stati imperfettamente eseguiti. Ma il principio che informa la tassa sull'imposta fondiaria, e così pure la tassa sui fabbricati, non reca, lo ripeto, pericolo di sorta, e se vi fosse un mezzo di determinare esattamente la rendita dei negozianti, il quale fosse semplice e scevro di gravi inconvenienti, certo la tassa della rendita del commercio, la tassa ragguagliata in modo più rigorosamente matematico alla rendita, sarebbe di tutte la più perfetta.

Io quindi credo poter allontanare quest'accusa, dirò pregiudiziale, che faceva l'onorevole senatore Sclopis, fondandosi più sopra una parola che sopra una massima economica.

Andava poi più oltre e diceva: non solo voi avete adottato il principio della tassa sulla rendita, ma avete adottato eziandio il principio della progressività; e se ciò fosse veramente, l'onorovole senatore avrebbe portato, direi, un colpo mortale alla legge al quale sarebbe difficile che potesse sopravvivere. Ma mi pare ch'egli non abbia esaminato molto accuratamente la tabella che determina la tassa. Il legislatore non ha creduto di poter stabilire una proporzione matematica sul benefizio del negoziante, e ciò per un motivo semplicissimo: il benefizio del negoziante non si realizza al fine dell'anno in una somma di denaro; non è quella somma che si trova in cassa al finir dell'anno che costituisce il benefizio del negoziante: il benefizio costituisce la differenza che vi è stata al fine dell'anno fra l'attivo e il passivo, rispetto all'attivo e al passivo dell'anno antecedente; è il risultato del suo inventario. Ma egli è evidente che nel fare l'inventario vi sono molti elementi che si possono dire incerti e abbandonati all'arbitrio del negoziante. Se egli fosse obbligato a fare ogni anno un inventario rigoroso come se egli volesse liquidare il suo negozio, veramente gli si imporrebbe un obbligo intollerabile.

Mi basterà accennare alcuni degli articoli che compongono l'attivo del negoziante, nel quale vi sono sempre molti crediti, e quando si fa l'inventario si fa la deduzione dei crediti dubbii, deduzione che si fa ordinariamente un po' all'ingrosso deducendosi il 10 p. 0|0 pei crediti dubbii in ritardo, ecc.; che ove si dovessero liquidare questi crediti, si dividerebbero in molte categorie secondo la probabilità di perdita; ve ne sarebbero chi del 2, chi del 5 per cento; ma tutte queste operazioni sarebbero delicate, lunghe ed estremamente moleste se si dovessero ripetere ogni anno.

Lo stesso dicasi della valutazione delle mercanzie che fanno parte dell'attivo: egli è evidente che alcune mercanzie potranno valutarsi al prezzo di costo, altre ad un prezzo maggiore, altre ad un prezzo molto minore, e se il negoziante fosse obbligato, onde fare una consegna matematicamente esatta, a calcolare con tutto rigore questo suo attivo, lo ripeto, gli si sarebbe imposta una condizione soverchiamente onerosa. Si è voluto quindi lasciare un certo limite nelle categorie, fra le quali in tutta coscienza il negoziante possa determinare a se medesimo il luogo che egli deve occupare. Questo limite per i benefizii maggiori delle 1,000 alle 6,000 si è dovuto fissare una categoria per 1,000 lire: cioè dalle 1,000 alle 2,000, dalle 2 alle 3, dalle 3 alle 4, e così fino alle lire 6,000.

Si è operata la differenza fra il *maximum* ed il *minimum* della categoria due mila fino alle dodici: alle dodici il limite si è allargato (essendo evidente che quando le operazioni si allargano più difficile riesce lo stabilire il calcolo. la cifra precisa del benefizio) e si è seguito fino alle trenta mila dove si è lasciato un margine di cinque mila lire. La tassa poi fu calcolata sul *minimum* di questo limite e al 5 per cento del *minimum* di questo limite per 1,050: per tutti quelli che sono fra mille e duemila la tassa è di lire 50, cioè del 5 per cento del limite minore; da due mila a tre mila la tassa è di lire cento, cioè del 5 per cento del limite minore, e così

fino alla prima categoria, cioè dalle trenta alle trentacinque mila.

Dunque vede l'onorevole senatore che qui non è progressività.

Egli può combattere il sistema di non avere adottata la proporzione matematicamente esatta sulla rendita, ma non può sostenere che siasi applicato in nulla il principio della progressività.

Soggiunge il senatore che questa tassa riescirà soverchiamente vessatoria: gli agenti del governo, dice egli, onde aumentarne il prodotto, tasseranno sempre al *maximum* i negozianti, li colpiranno sempre di una tassa evidentemente maggiore a quella a cui dovrebbero sottostare.

A me pare che questa ipotesi verso gli agenti del governo sia alquanto severa: io porto invece ferma opinione che gli agenti del governo non si dilungheranno dai principii della giustizia e dell'equità, e tasseranno i negozianti secondo la loro intelligenza e cognizione. Quando poi questi agenti fossero animati da uno spirito ultra-fiscale, il negoziante può appellarsene avanti ad una commissione composta non di agenti governativi, ma avanti ad una commissione dove è in maggioranza l'elemento indipendente dal governo; e se la tassazione fu evidentemente erronea, il negoziante non avrà bisogno di addurre prova alcuna onde venire riposto in una categoria più conforme all'equità. Egli è evidente che se un agente del governo volesse tassare domani un negoziante nella prima categoria, questi non avrebbe bisogno di mostrare i suoi libri per provare che egli è stato aggravato dalla decisione dell'agente governativo; di più, la legge dice chiaramente che la commissione potrà formare il suo criterio da tutte le circostanze che tendono a stabilire il benefizio del negoziante.

Il negoziante il quale si troverà gravato, prima di arrivare all'esibizione de'suoi libri, ha mille modi di far constare che egli non ha conseguito quell'utile; potrà, se ha sofferto perdita in seguito a fallimento o causa pubblica, farlo notare

alla commissione. Potrà darsi che in un anno in cui il commercio sia stato cattivo, dimostri che egli fece molto minor numero d'operazioni che per gli anni addietro, o che fece il suo collega il quale fu collocato nella medesima categoria. Ripeto che egli avrà molti mezzi per convalidare la sua prima asserzione, cioè che egli dovesse essere collocato in una categoria meno elevata di quella in cui fu posto.

Se poi egli non ha tali elementi, e che egli tema che questa commissione (la quale è però composta d'uomini indipendenti) sia per pronunciare una sentenza contro di lui gravatoria, egli allora in ultima analisi potrà mostrare i suoi libri.

Non nego che sia doloroso il dover far sì che certe case di commercio siano costrette a far vedere i loro libri, ma si noti che anche nel sistema delle categorie, quando questo fosse combinato in modo da rendersi efficace dal lato finanziario, quest'estremo dell'esibizione dei libri non si può evitare.

Ed io lo dico francamente, nel progetto di legge che era stato preparato dal ministero, anche la prova per mezzo dei libri era stata riconosciuta come necessaria.

E a ciò fare io aveva poi l'esperienza del passato. E qui la Camera mi permetterà d'indicare un fatto succeduto in questa capitale all'occasione del prestito forzato.

La camera di commercio, la quale era chiamata a stabilire le categorie, e la quale sicuramente era composta d'uomini i più indipendenti ed i più imparziali, credette di dover collocare in seconda categoria un libraio di questa città. Questi fece molte istanze ond'essere posto in un'altra categoria. La Camera credette dover insistere; il negoziante ne appellò al consiglio l'Intendenza che confermò la sentenza della Camera, quantunque risultasse evidentemente dai libri che questo negoziante non avesse dovuto essere mantenuto in quella categoria. Egli chiedeva la prova per mezzo dei libri; la legge non parlava di questa prova, onde non potè valersene.

Non è straordinario che fra due o tre mila casi in uno si sia

potuto cadere in errore; ma io credo che quel negoziante sia stato gravato dalla decisione della camera di commercio.

Se egli avesse potuto valersi della prova della esibizione dei libri avrebbe ottenuto riparazione della decisione a lui dannosa.

Voi vedete quindi che anch' in allora si procedette per mezzo delle categorie, e vedete che in un sistema di categorie, quando si tratti di pagare somme di riguardo, non già come nel Lombardo-Veneto, dove tutta la differenza sta, per Milano, tra 250 a 130, ma la differenza sta fra 3000 e 300 lire, voi sarete condotti ad ammettere la prova per mezzo dei libri.

Io credo di dover ripetere, che nella pratica, il caso della prova per mezzo dei libri non si presenterà che in circostanze molto singolari od assolutamente eccezionali. Non voglio parlare della moderazione degli agenti finanziari; essendo ministro delle finanze, forse non avrei diritto di essere creduto, ma voglio parlare dello spirito di moderazione e di giustizia che deve informare la commissione alla quale si può sempre ricorrere per far riformare il primo giudizio.

Nè avverrà che si abbiano a produrre i libri fuorchè ne'casi estremi, in quei casi in cui le commissioni non vorranno accontentarsi delle prove dedotte dagli atti esterni dei contribuenti, ed io opino poi che sia esagerare anche gl'inconvenienti della produzione dei libri, massime in un paese di pubblicità, in un paese dove tutte le operazioni sono note. La produzione dei libri non avrà poi da far rivelare cose tanto nascoste. Io credo, per esempio, che i direttori della banca di Torino e di Genova conoscono ad un dipresso il credito di quasi tutte le case di commercio, come se essi avessero continua visione dei libri.

Finalmente l'onorevole senatore Sclopis si fondava, per combattere l'attuale progetto di legge, sull'esempio dell'Inghilterra, egli diceva: vedete come in Inghilterra questa tassa sulle rendite sia stata stabilita solo per sopperir a'bisogni straordinari, e come incontri ogni giorno difficoltà e crescenti opposizioni, e come riconosca la necessità d'una riforma. È vero, istoricamente che la

tassa sulle rendite fu stabilita da sir Robert Peel per sopperir ai bisogni straordinarii, ma egli è altresì vero che i bisogni straordinarii sono scomparsi, e la tassa è rimasta dopo essere stata sancita per tre anni e poi rinnovata per altri tre, e poi ancora per altri tre anni, eppoi gli stessi ministri che nell'opposizione avevano aspramente combattuto lo stabilimento della tassa, giunti al potere, sono stati e sono in ora i suoi più caldi sostenitori.

È noto, o signori, che gli attuali ministri, i quali (come ho notato) furono oppositori allo stabilimento della tassa, ed ora dichiarano che essa deve essere conservata (non per sempre perchè si soppone ognora che arriverà un'epoca in cui si potranno abolire tutte le tasse), ottennero che fosse fissata per un tempo indeterminato. Dico adunque che vi è stata una convenzione negli uomini di Stato, ed invece non vi ha alcuno degli antichi suoi fautori il quale abbia disertato la sua causa. È bensì vero che questa tassa sollevò in Inghilterra vive opposizioni; che il partito dell'opposizione si serve sempre di quelle suscitate contro questa tassa per farsene un'arma contro il partito che governa. In quest'anno vi fu un voto della camera dei comuni per porre in dubbio il mantenimento di questa tassa; ma se l'onorevole preopinante, come non dubito, fece attenzione al voto che ridusse ad un anno la durata della tassa avrà veduto che questo fu promosso appunto da uno de' suoi più ardenti fautori dal sig. Ioung, onde appunto poter correggere alcuni errori che in essa ravvisava, ma per renderla poi perpetua. Io non so quale esito avrà l'inchiesta che il parlamento inglese ha ordinato intorno a questa tassa, ma credo che potrà condurre a qualche modificazione, o in un senso o in un altro, ed io non maraviglierei punto se il risultato fosse che, invece di restringerla, si allargasse la tassa.

Quello di cui ho l'intima convinzione, si è che questa inchiesta non avrà certamente per risultato la sua soppressione, ed io sarei contento che l'onorevole senatore Sclopis volesse approvare questa legge, solo sino a quando durerà l'*income tax* in Inghilterra.

Con quanto ho detto fin qui, non credo aver dimostrato che questo sistema sia senza inconvenienti, ma io credo che tutti gl'inconvenienti che nel medesimo si ravvisano, si riprodurranno, forse in grado minore, non lo nego, ma si riprodurranno tutti nel sistema delle categorie applicato su quelle larghe basi di cui teneva discorso. Da ciò posso conchiudere che, se l'onorevole senatore Sclopis era disposto ad adottare il sistema delle categorie, malgrado degl'inconvenienti indicati, egli deve adottare anche quello che attualmente è in discussione, poichè se l'altro era dall'onorevole senatore considerato come quasi perfetto, questo sarebbe soltanto imperfetto in quei limiti d'imperfezione, sino ai quali si estende la sua indulgenza.

Noi qui ci troviamo a fronte di due inconvenienti: quello di adottare questa legge colle sue imperfezioni, oppure rigettando questa legge, trovarci senza tassa alcuna sul commercio. Mi pare che nelle attuali circostanze sia molto meglio avere una tassa anche imperfetta, che il non averne alcuna. Se il sistema che si vuole sostituire a questo fosse senza difetti, se fosse scevro di tutti gl'inconvenienti che si possono nella legge attuale trovare, allora io direi: sospendiamo, rimandiamo questa legge, onde ottenere un sistema più perfetto: ma, lo ripeto (e lo ripeto con piena convinzione, ed il Senato potrà, spero, prestar fede a queste mie parole, poichè non ho per questa legge alcuna tenerezza paterna), tutti gl'inconvenienti che si trovano nella presente legge, si riprodurrebbero, forse con minore intensità, ma si riprodurrebbero tutti anche nel sistema delle categorie: quindi non trattandosi di scegliere fra un sistema perfetto ed un imperfetto, ma bensì di scegliere fra due sistemi le cui imperfezioni non possono essere che ad un grado diverso.

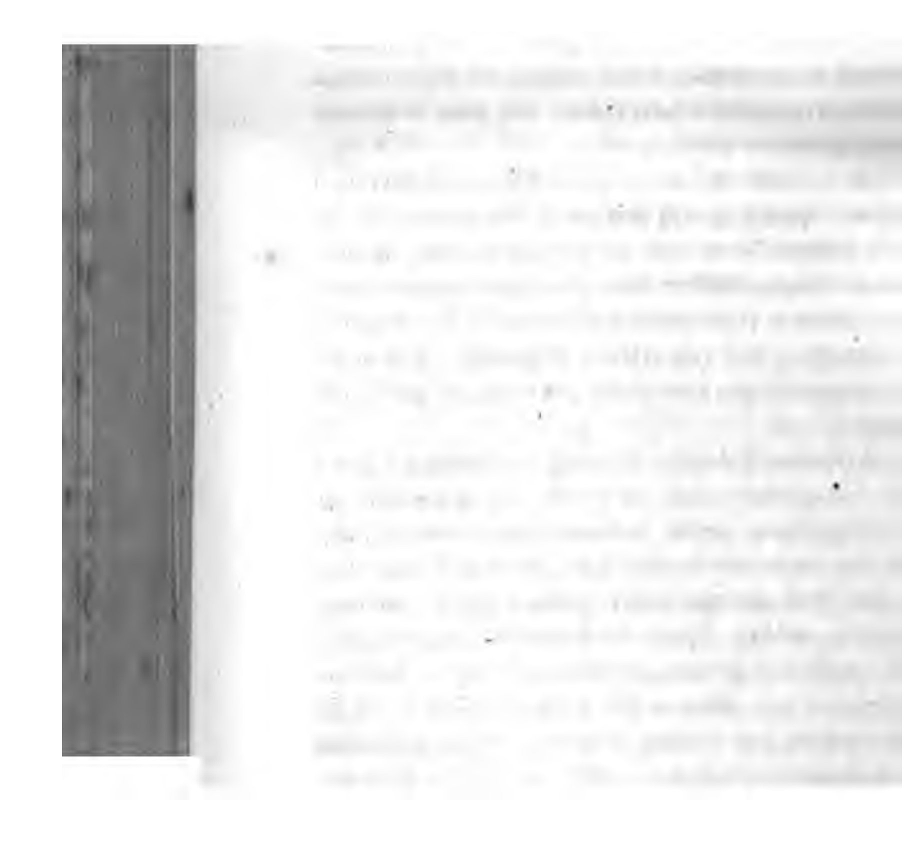
Ora io stimo che nelle circostanze in cui versiamo, sia rispetto all'interno, sia riguardo al credito all'estero, sarebbe un male assai maggiore il vedere che questa legge fosse respinta o rimandata ad epoca indeterminata, che non il subire un sistema anche un poco imperfetto.

Io terminerò con dire, che a molti degl'inconvenienti i quali da questa legge possono derivare, si può in pratica rimediare. Io opino che, se la presente legge viene applicata per parte del governo con una certa giustizia, con una certa intelligenza, non con soverchia indulgenza, ma con discernimento, opino, dico, che in pratica la massima parte degl'inconvenienti spariranno. Per quanto sta in me, io mi fo debito di dichiarare al Senato, che apporterò somma cura onde nella pratica non si riproducano quei temuti inconvenienti, e non dubito che alla promessa che faccio sottoscriverebbero tutti coloro che sono o saranno chiamati a surrogarmi in questo posto.

In ogni modo io credo che sia pregio dell'opera il provare il presente sistema; quando poi la pratica ci dimostrasse che gli inconvenienti indicati sieno tali da portare un vero incaglio nelle operazioni commerciali, e siano di un peso troppo grave al commercio, allora si potrà passare al sistema delle categorie, con questo vantaggio, che l'esperienza ci permetterà di stabilire le varie categorie sopra basi molto più certe, di quello che potremmo farlo in ora.

Se adesso si dovesse formolare un progetto fondato sopra il sistema delle categorie, io dico, in verità, che si darebbe un lavoro molto imperfetto, perchè mancano assolutamente i dati statistici per fare un lavoro fondato sulla giustizia e sullo stato reale delle cose. Nell'adottare quindi questa legge noi abbiamo un benefizio certo; abbiam il pericolo di qualche inconveniente maggiore di quello che presenta il sistema preferito dall'onorevole preopinante, ma abbiamo poi sempre libera la via per riparare quest'errore, e di tornare al sistema ch'egli preferisce, quando si verificassero gl'inconvenienti che egli ha indicati.

Quindi io penso, che per i motivi avanti esposti abbia il Senato ad adottare questa legge, la quale sarà il compimento dell'edifizio finanziario innalzato in questa sessione.



DISCORSO

DEL CONTE CAMILLO CAVOUR

MINISTRO DI FINANZE

Pronunziato alla Camera il 5 gennaio **1852**,

INTORNO AL PROGETTO DI LEGGE

PORTANTE MODIFICAZIONI ALLA LEGGE ORGANICA

SULLA STAMPA.

Sorgo, o signori, ad impresa molto malagevole, poichè avendo attentamente ascoltato gli onorevoli oratori che da tre giorni impresero a parlare sulla legge ora in discussione, io mi avvedo che sono costretto ad un tempo e a combattere quelli che si oppongono alla legge medesima, ed a combattere coloro che, ammettendo il principio della legge, cioè la necessità di fare qualche cosa, vorrebbero darle altra applicazione, e finalmente, sotto molti rispetti, eziandio quelli che presero a sostenere il ministeriale progetto (*Bisbiglio e risa*).

Tuttavia, o signori, io sarei ingiusto se non riconoscessi altamente la somma moderazione, l'alta convenienza che ha presieduto a questa discussione, moderazione e convenienza che onora altamente il nostro Parlamento. Sarei poi colpevole di ingratitudine se io non riconoscessi che l'oratore, il quale parve tener ieri più desta l'attenzione della Camera, usò in questa lotta armi talmente cortesi da togliere ogni amarezza alla sua opposizione (*Bisbiglio*). Mi corre inoltre l'obbligo di ringraziarlo della dichiarazione che egli volle far precedere al suo discorso, con cui fece promessa di accordare al ministero nella

ventura sessione, in vista delle gravi circostanze in cui versa il paese, il suo appoggio, promessa di cui prendo atto (*Susurro a sinistra ed a destra*), promessa che io apprezzo altamente, poichè, se le circostanze consentono che l'onorevole oratore possa mandarla ad effetto, noi possiamo riprometterci che se nella ventura sessione egli impiegherà nel diffendere il ministero una parte sola del molto ingegno che ha fin qui spiegato nel combatterlo, noi possiamo riprometterci, dico, di vederci appianata di molto la via nel parlamentare arringo (*Movimento*).

Gli onorevoli oratori che hanno finora parlato hanno considerato la questione sotto tanti aspetti, che non mi sarebbe possibile il tener dietro a ciascheduno dei loro discorsi senza abusare soverchiamente dell'attenzione della Camera, e senza dare al mio dire eccessiva estenzione. Io stimo quindi cosa più opportuna di farmi soltanto a spiegare alla Camera quali furono le intenzioni del ministero e i motivi della sua condotta. Nell'esporre queste spiegazioni io spero di trovar campo opportuno per ribattere, se non tutte almeno la massima parte delle obbiezioni che si vennero adducendo in questa discussione.

Io debbo anzi tutto esporre perchè il ministero abbia creduto necessario di fare qualche cosa relativamente alla stampa; in secondo luogo spiegare quali fossero i motivi, per cui il ministero ha creduto che la riforma dovesse limitarsi alla repressione di quei reati che si riferiscono alla politica estera: e finalmente dichiarare le ragioni per cui nelle attuali contingenze, egli abbia stimato che il solo rimedio opportuno fosse il modificare un solo articolo della legge attuale della stampa, deferendo ai tribunali ordinarii la cognizione dei delitti che riflettono i capi degli esteri governi.

Fra i problemi, o signori, che presenta la moderna legislazione e l'ordinamento delle libere istituzioni, io credo che il più difficile, il più malagevole a sciogliersi in modo soddisfacente sia quello della libertà della stampa. Diffatti, quantunque essa

sia di data recente, fu già oggetto di un'infinità di leggi, le quali, convien dirlo, non raggiunsero lo scopo che si proponevano. Il conciliare l'esercizio della libertà colla repressione degli abusi che ne possono nascere, è impresa non che difficile, oso dire impossibile. Quindi la necessità di contentarsi di leggi imperfette.

Nella prima tornata l'onorevole mio collega il presidente del consiglio esprimeva la speranza che i progressi della ragione e degli studi condurrebbero alla compiuta soluzione di questo problema. Io in verità non divido questa speranza, e non esito a confessare che in fatto di stampa noi avremo sempre una legislazione più o meno imperfetta.

Dopo questa dichiarazione non troverà strano la Camera che io ritenga la nostra legge sulla stampa come assai imperfetta, e di ciò non se ne avranno a male quegli onorevoli miei colleghi ed amici che ebbero non poca parte nella sua compilazione.

Tuttavia debbo soggiungere contener questa legge, a parer mio, più che la parte ordinaria d'imperfezioni che hanno la massima parte delle leggi sulla stampa. Essa è in molte parti difettosa, difettosissima poi in quella parte che riflette la composizione dei giurati. Questa verità era da molto tempo sentita dal ministero, quindi da molto tempo esso aveva preso ad esame la questione se fosse conveniente ed opportuno di modificare la legge sulla stampa, e di cercare, mantenendo il principio di libertà, di frenare gli abusi della stampa medesima. Ma, o signori, in fatto di leggi sulla stampa conviene avvertire ad una cosa che le leggi repressive debbono considerarsi non solo dal lato intrinseco del merito scientifico, del merito legale, ma altresì da quello dell'opportunità, la quale deve risultare dalla gravità degli abusi che è necessario frenare, e dagli effetti che questi abusi possono produrre nel paese.

Il ministero di ciò convinto, esaminò la quistione sotto un duplice aspetto, cioè rispetto alla politica interna e rispetto alla politica esterna. Riguardo alla politica interna il ministero



interna, ed io non esito a dichiarare che in condizi
cioè quando un popolo, giunto ad un certo grado
non si trova agitato da straordinarie passioni, non
di avvenimenti eccezionali, io dico, che in queste
gli eccessi della stampa non possono portare gravi in

Dico inoltre che relativamente alla politica inte
pressione quando oltrepassa un certo limite, invec
utili effetti, ne produce dei pessimi, ed invece di
lo scopo che il legislatore si prefigge, conduce a
affatto contrarie.

E questa mia opinione io credo di poterla corrol
miei ragionamenti e coi fatti.

Per ciò che riflette la politica interna, o signori,
e gli errori della stampa trovano, per così dire,
nell'esperienza di tutti i giorni, nel buon senso del
la quale può giudicare di per sè se i giudizi della s
o non esatti, se siano giusti od ingiusti, moderati o

Quando la stampa nei suoi giudizi trasmoda, s
agli individui ed al governo, come in punto alle teo
essa a poco a poco perde del suo credito.

Quando un uomo si trova ogni giorno accusato d
e che i fatti vengono ogni giorno a smentire cot

Ora, o signori, io non vedo che le accuse, le ingiurie, le calunnie della stampa abbiano modificata l'opinione che il pubblico aveva sopra quegli uomini. Alcuni degli uomini i quali furono più in uggia alla stampa, e continuo bersaglio ai suoi attacchi, sono al presente, non dirò più popolari, ma certamente non più impopolari di quello che il fossero nel 1848 e 1849.

Valerio. Questo è frutto della battaglia di Novara.

Cavour. La stessa cosa dirò rispetto agli atti del governo. Quando la stampa attacca con violenza il governo, espone in falsa luce i suoi atti, gl'imputa ogni sorta di perversi progetti, se i fatti vengono a smentire poi tali accuse, io non dubito di asserire che questa stampa perde il suo credito e riesce affatto innocua rispetto al governo.

Da ultimo, riguardo agli ordini interni, io stimo che poco giovi la repressione della stampa; ed anzi che quella che rappresenta partiti estremi sia più pericolosa quando una legge repressiva la costringe a mascherare le sue opinioni, ed a gettare sopra di esse un velo che le renda più misteriose, cioè meno soggette ad essere comprese e ponderate dal popolo.

Io tengo per fermo che in massima generale i partiti estremi non rappresentano mai che una piccola minoranza della nazione, e che questi partiti eccentrici non sono temibili se non quando possono farsi gli organi dei sentimenti, dei desiderii della maggioranza, e che possono, velando la loro vera intenzione, presentarsi al pubblico come i più ardenti apostoli delle riforme che la maggior parte del paese reclama.

Ora, io ripeto, se lasciate una larga libertà ai partiti estremi essi non potranno contenersi a rappresentare puramente la parte dei moderati difensori dei dritti della maggioranza, ma, abbandonati al proprio impulso, a poco a poco getteranno la maschera: saranno condotti a presentarsi al pubblico sotto il vero loro aspetto, e quando giunti a quel punto daranno a conoscere l'intima loro natura, essi saranno poco o nulla temibili.

Infatti, o signori, le leggi repressive se rimangono nella sfera della legalità, se cioè si contentano di definire i delitti, senza lasciarne la definizione all'arbitrio dell'uomo, non giungono mai ad impedire la manifestazione del pensiero; giungeranno però a modificare la forma che vestirà il pensiero nella sua manifestazione. Ora, quanto ai partiti estremi, essi saranno tanto più temibili quando saranno obbligati a manifestare con forma più moderata le proprie opinioni, e questa mia dottrina credo sia confermata e da fatti accaduti nel nostro paese stesso e da quelli che avvennero presso varie altre nazioni d'Europa.

Dopo la battaglia di Novara, a cui accennò il deputato Valerio, non vi ha dubbio che esistesse nel nostro paese, non dirò già un gran partito republicano, ma vi fossero molti germi qua e là sparsi di republicanismo.

Valerio. Domando la parola.

Cavour. I disastri sofferti dalla Nazione avevano suscitato dolori e turbamenti tali che, ove fossero stati sviluppati, potevano trascinare gran parte della Nazione a quel partito. Questo partito trovò degli organi nel nostro paese *(Segni negativi a sinistra)*: ne trovò pochi o nessuno, se si vuole, nella nostra capitale, ma nella città di Genova ne trovò varii, e non capisco come ciò si voglia negare *(Bisbiglio)*, quando questi organi si vantavano ogni giorno, e senza mistero, di essere gli emissari e gli interpreti di Mazzini. Questo, a mio avviso, invece di essere un male fu un gran bene. Se il governo invece di mantenere la libertà della stampa in tutta la sua pienezza, e di procurare questi attacchi del partito republicano, avesse voluto comprimere l'espressione di quest'opinione, credo che al presente questo partito sarebbe molto più temibile che non lo sia.

Io non dubito che a menomare l'influenza dell'opinione republicana, assai più od almeno altrettanto quanto la polemica dei giornali moderati e costituzionali, abbiano contribuito le esagerazioni e le turbitudini dei giornali republicani che si publicano in Genova *(Bene! Bravo!)*.

Quello che successe presso di noi è avvenuto in senso inverso

el Belgio. In questi paesi, dopo il 1830, la stampa
lto alle cose interne, di una larghissima libertà.
negli Stati la stampa ne abusò, ed il partito re-
pili degli organi, per mezzo dei quali spiegò le
nel modo il più violento. In Francia, dopo l'at-
eschi, si cercò d'impedire la manifestazione delle
bblicane, e si sancirono le leggi di settembre; nel
fece nulla. In Francia si raggiunse sino ad un certo
o che i legislatori si erano prefisso, poichè dopo
ettembre i giornali non parlarono più di repub-
ivoluzione; ma ciò nullameno questi espressero
ni con frase velate, con metafore, e le sparsero in
più pericoloso, molto più efficace, e così dopo le
mbre, si vide il partito repubblicano crescere in
ltre nel Belgio a poco a poco diminuì e finì per

ire ferma mia opinione, come è anche avviso del
e in circostanze ordinarie, in tempi normali, gli
della stampa, per ciò che riflette la politica in-
ssano produrre gravi inconvenienti, od avere con-
da richiedere provvedimenti energici e straordi-
ssione *(Segni di adesione)*.
e dichiarazioni basteranno, spero, a far convinta
ne io non posso nè punto nè poco sottoscrivere
nanifestata nella tornata di ieri dall'onorevole de-
rea, non potendo il ministero in verun modo am-
ia necessario di mutare radicalmente la legge sulla
scopo di rendere la repressione di questa molto
Il ministero non ha questa convinzione; i membri
ngono dichiarano anzi che, ove una tale posizione
el seno di questa Camera, e partisse o dai banchi
od, in altre circostanze, dai banchi del ministero,
tterebbero risolutamente *(Molte voci.* Bravo! Bene)
sta mia dichiarazione sarà tacciata d'imprudenza
di essa, il ministero deve aspettarsi di perdere in

modo assoluto il debole appoggio che da qualche tempo esso riceveva dall'onorevole deputato Menabrea e da'suoi amici politici (*Movimento*). Ma il ministero lo ha già dichiarato nell'esordire di questa discussione, nelle attuali gravissime circostanze crede essere primo dovere d'ogni uomo politico di manifestare chiaramente e schiettamente le proprie intenzioni, di spiegare al cospetto del Parlamento e della Nazione quale è lo scopo che si propone di raggiungere, quale è la condotta che intende tenere. Quindi desiderando che non vi possano essere illusioni a questo riguardo, io mi stimai obbligato a fare cotale dichiarazione, quantunque, lo ripeto, essa debba condannnare il ministero alla perdita di un alleato potente per la parola, e debba costringere me forse a ricominciare le ostilità contro l'onorevole deputato Menabrea (*Vivi segni d'approvazione*). Io mi rassegnerò a questa sorte. Già nel 1848 ebbi a pugnare contro di lui, io nelle file degli uomini moderati, egli associato agli individui che rappresentavano l'opinione più avanzata: e mi rassegnerò di nuovo a combatterlo ora che è a capo di coloro che, a creder mio, si preoccupano delle idee di conservazione, a tal punto da dimenticare i grandi principii di libertà.

Menabrea. Je demande la parole pour un fait personnel.

Cavour. Rispetto alle questioni interne, il governo non ha lasciato di preoccuparsi, e di preoccuparsene gravemente, eziandio su quanto risguarda la religione. Esso non meno dell'onorevole deputato Pernigotti....

Aspronì. Domando la parola.

Cavour.....che mi duole di non vedere al suo banco, desidera che la religione sia rispettata ed amata da tutti.

Il governo deplora gli abusi che la stampa ha potuto commettere in ordine alle materie religiose: ma in verità, dopo il più maturo esame, esso non ha saputo che si sarebbe potuto fare per reprimerli non solo, ma toglerli affatto di mezzo. Difatti, la legge in ora vigente, per ciò che riflette i reati contro la religione, è forse di tutte le leggi sulla stampa, quella che stabilisce le penalità più severe.

La legge attuale conservò, se mal non mi esprimo, le disposizioni del Codice penale. Ora questo Codice è stato fatto molto prima che sorgessero presso noi le istituzioni liberali: è stato fatto in un tempo in cui non si poteva per certo accusare il governo di non favorire abbastanza le idee religiose. Se la legge attuale non ha potuto impedire i delitti contro la religione, questo prova, o signori, quanto sieno inefficaci le leggi repressive, quelle cioè che tendono ad impedire assolutamente tutti gli abusi della stampa.

Ma io confesso che mi recò non poca maraviglia l'udire l'onorevole deputato Pernigotti esprimere il suo timore sopra gli effetti della libertà rispetto alla religione.

Io penso che quand'egli manifestava tali paure fosse ingiusto verso la religione stessa: perocchè a creder mio, la religione nostra ha tali basi e tali fondamenti da poter resistere a ben altri pericoli che non sieno gli attacchi della nostra stampa.

Nè io cercherò d'avvalorare questa mia posizione con ragionamenti teologici; invocherò solo la testimonianza della storia dei tempi passati e della storia contemporanea; invocherò solo l'esempio delle vicine nazioni. Inviterò per esempio l'onorevole canonico Pernigotti, e quanti potrebbero dividere le le sue opinioni su questo punto, a paragonare lo stato della Francia attuale con quello in cui essa trovavasi prima del 1789.

In quest'ultima epoca sicuramente la Francia non godeva, e non aveva mai goduto prima, di libertà di stampa. Le offese contro la religione erano quivi punite colle pene le più severe, non solo pecuniarie e personali, ma persino con pene corporali, mentre quelli che lanciavano blasfemie, si condannavano niente meno che all'abbrucciamento della lingua. Eppure si può dire che avanti al 1789 la religione era quasi sparita dalla Francia. Invece dal 1789 al 1852 questo paese ha sempre goduto più o meno della libertà della stampa. Questa stampa è sempre stata ostilissima alla religione; eppure

è un fatto incontrastabile per tutti quanti hanno studiata alquanto la condizione attuale della Francia, che vi è in ora molto più spirito di religione che non vi fosse sessant'anni fa.

Se si esamina poi la condizione degli altri paesi d'Europa, io credo che si possa affermare senza timore di venir contraddetto, che il sentimento religioso è più potente là dove la libertà della stampa in ordine alle cose religiose è più ampia. Io penso di non far torto a nessuno dicendo che il sentimento religioso è forse più diffuso in Inghilterra che negli altri paesi di Europa. E basti avvertire questo fatto. Mentre noi cerchiamo di diminuire il numero delle feste e di rendere più mite la legislazione intorno all'osservanza di quelle che restringere non si possono, in Inghilterra invece tutti gli anni vediamo farsi proposte, le quali sono appoggiate da un numero rilevantissimo di membri del Parlamento, onde rendere più severe le già severissime osservanze delle domeniche.

Questo fatto parmi sufficiente a provare che in Inghilterra il sentimento religioso è molto più potente che non presso di noi. Ma, parlando più particolarmente della religione cattolica stessa io credo che in nessuna parte dell'Europa i suoi ministri abbiano maggiore influenza sopra i popoli che nei paesi ove vi ha la più assoluta libertà, ed ove essa trovasi a fronte di altre religioni che ogni giorno la combattono colla stampa e colla parola.

Per provare questa mia asserzione, basti osservare che non vi ha clero in Europa, il quale abbia tanta influenza sopra le popolazioni, quanto il clero d'Irlanda, quello del Belgio e quello di alcuni cantoni svizzeri. Io abitai per qualche anno il cantone di Ginevra, e posso affermare che il clero cattolico, a malgrado dei giornali che vi stampano contro la religione cattolica, vi esercita un'influenza incomparabilmente molto maggiore di quella che avesse il clero piemontese quando fra noi non parlavasi ancora di libertà di stampa.

Io conchiudo non già col dire che non si debba cercare d'impedire gli attacchi contro la religione, ma coll'asseverare

pretende che questi attac-
religione stessa ; che anzi
o per effetto di porre i mi-
lire per parte loro forse qual-
se la loro condotta e i loro

eligione ritrarrà un vantaggio
locumento degli attacchi cui va

iora basti a dimostrare il perchè
pportuno di presentare una legge
se alla politica interna. Vedendo
e quindi vi sarebbe stata inop-
tale emergenza, esso però non dis-
lla legge vigente, specialmente per
nazione del giurì.

sono in vigore presso le nazioni più
continente, il ministero crede che il
o. Per tale credenza esso desiderava
sti difetti un rimedio : e quando venne
la legge sulla stampa, esaminò se a-
e l'organizzazione dei giurati. Ma al-
rare le molte difficoltà che siffatta ri-
nite questioni che essa deve sollevare,
re e ponderare ben bene il progetto ad
luto che non fosse nè opportuno nè con-
osì grave questione in modo incidentale
una legge parziale.

i in specie gli onorevoli Pescasore e Lanza,
o il ministero di essersi lasciato spaventare
lariforma. L'uno e l'altro hanno indicato es-
ile : anzi l'onorevole Pescatore conchiudeva
l dire che questo era un affare di scelta, che
le leggi esistenti in altri luoghi e copiarle.
egli stesso si allontana... da questa sua

conclusione, poichè presentava un suo progetto (l'onorevole Lanza dice che è in vigore in qualche paese, a me però è riuscito affatto nuovo) il quale avrà probabilmente molto merito, ma che, se debbo giudicare dall'effetto che produceva sulla Camera, in ispecie fra gli amici politici dell'onorevole proponente, correrebbe pericolo d'incontrare molte e vivissime opposizioni.

Voci a sinistra. È vero! È vero!

Pescatore. Domando la parola.

Cavour. La riforma del giurì, lo ripeto, importa una delle più gravi questioni che si possano suscitare e presentare al Parlamento; e dico che non si poteva per una misura secondaria compromettere la riforma di tale istituzione, la quale è una delle basi, uno dei perni d'ogni civile e libero reggimento.

Il ministero adunque rimosse l'idea di riformare per ora la legge sulla stampa per ciò che riflette la politica interna. Esso riconobbe che vi era una parte di tal legge che richiedeva una riforma, quella dell'organizzazione dei giurati; ma non veggendo l'urgenza di tale riforma, ha stimato più opportuno rimandarla ad epoca più adattata alla discussione di una questione cotanto vitale. Fu perciò ch'ei si attenne unicamente a presentarvi provvedimenti circa gli effetti della nostra stampa per ciò che riflette l'estera politica. E qui, o signori, permettetemi che io mi spieghi colla medesima franchezza che adoperai rispetto a ciò che riflette le nostre cose interne *(Udite! Udite!)*.

Il ministero, se ha riconosciuto e riconosce che la stampa produce grandi benefizi per ciò che riguarda l'interna politica, dirò schiettamente non aver esso la stessa opinione per ciò che si riferisce alla politica estera.

Io penso che la stampa possa giovare pochissimo quando prende a trattare questioni che non riflettono il paese, e ne dirò i motivi.

In primo luogo è molto difficile che si possano pienamente

emendare gli abusi della stampa. Trattando infatti di avvenimenti che si compiano in lontananza, il pubblico non può correggere col proprio giudizio, coll'appreziazione dei fatti che cadono sotto i suoi occhi, le esagerazioni, gli errori in cui incorre la stampa.

In secondo luogo, la stampa, quando tratta della politica estera, non reca vantaggio a coloro cui vorrebbe giovare, ma sì invece li nuoce.

Se essa prende a combattere i governi stranieri, prende a propugnare la causa di una parte dei cittadini di un estero paese che essa reputa oppressa, probabilmente essa viene esclusa dallo Stato a cui si riferiscono le sue critiche; e quindi non può modificarvi le opinioni, non può portare un sollievo, un giovamento, una consolazione a coloro dei quali si fa a patrocinare la causa.

Ma mentre essa è esclusa dai caffè, dai gabinetti e dalle letture dei privati, questa stampa è letta dai governi, e così da coloro contro di cui rivolge le sue accuse, e diciamolo pure, le sue ingiurie ed i suoi oltraggi, i quali certo non producono altro effetto che d'irritarli maggiormente, e forse di aggravare la condizione di quegli stessi cui avrebbe voluto giovare.

Finalmente, vi è ancora una considerazione gravissima che diversifica la stampa per ciò che riflette la politica interna, da ciò che si riferisce alla politica estera.

Il giornalista, lo scrittore che attacca il governo o uomini politici del suo paese, in parte fa sempre un atto di coraggio; vi è sempre qualche pericolo per lui a suscitare le ostilità d'uomini che sono più o meno potenti come i capi dei partiti politici.

Lo scrittore che schiettamente incontra questo pericolo riscatta sino ad un certo punto quanto talora vi è di eccessivo e di riprovevole nei suoi attacchi. Ma per contro l'uomo che, come diceva l'onorevole mio amico il presidente del Consiglio dei ministri, tranquillamente seduto e lontano dal pericolo

prende a combattere un estero potentato che non lo può raggiungere, non mostra certamente coraggio, ma fa un atto di viltà (*Movimento*); imperocchè quando si vilipende chi non si può vendicare, e non ha mezzo di chieder ragione dell'insulto, permettetemi che io il dica, tal atto non è di coraggio, ma è vergognoso.

Aggiungete poi che gli abusi della stampa per ciò che concerne la politica estera hanno conseguenze gravissime ed internazionali.

Senza spinger le cose all'eccesso, senza dire che tale stampa possa esser sempre occasione di guerre, di rotture diplomatiche, non sarò tacciato di esagerazione se affermo che quando la stampa di uno Stato insulta di continuo i capi degli esteri governi, crea in questi un sentimento di malevolenza rispetto alla Nazione dove tali scritti son divulgati.

Noi, o signori, nelle condizioni presenti dell'Europa non abbiamo soltanto relazioni diplomatiche coi nostri vicini, ma trattiamo ogni giorno con essi un'infinità d'interessi privati. Un gran numero dei nostri concitadini abitano nei vicini paesi. In Francia hannovi forse un 50ጦm o 60ጦm di nostri connazionali i quali hanno un'infinità di interessi ed hanno bisogno di invocare ad ogni piè sospinto l'intervento del proprio governo presso quello del governo in cui hanno fermato la loro dimora.

Ora, o signori, se la stampa giunge a creare un sistema d'animosità contro di noi, non credete voi che renderà molto più difficile l'intervento che il nostro governo è chiamato ad esercitare ogni giorno nell'interesse dei proprii nostri concitadini? Credete voi che il nostro ambasciatore possa compiere facilmente al suo mandato, quando deve presentarsi nei ministeri per parlare in favore di qualche connazionale, se trova sullo scrittoio dei ministri la *Maga* ed il *Fischieto*? Voi direte che io esagero; eppure posso accertarvi che nella pratica questo che ho avuto l'onore di esporvi è più volte accaduto (*Sensazione*).

:o adunque che, rispetto alla politiica estera la stampa ;iovare non molto, può creare invece anche in circostanze arie non lievi imbarazzi al governo e produrre notevoli venienti. Nelle circostanze poi straordinarie non vi è io che la stampa, rispetto alla politica estera, possa avere i ancora più tristi. Dopo che gravi avvenimenti politici) suscitato fra i nostri vicini passioni ardentissime, se)i si somministrasse a tali passioni esca ed alimento, certo mancherebbesi d'eccitare nei nostri vicini sentimenti di ənsione prima e di ostilità quindi, che potrebbero tosto o tornarci funesti. Ma l'onorevole deputato Rattazzi ci di- : noi abbiamo il diritto di stampare quello che vogliamo. ndo le leggi internazionali, nessuno può impedire d'usare, ısare in casa nostra della nostra libertà; noi abbiamo in ın diritto assoluto.

non lo contesto. Se tutte le questioni politiche si giu- ;sero innanzi ad un tribunale arbitrario, a quel tribunale gli amici della pace invocano coi loro voti, l'argo- :o del deputato Rattazzi sarebbe ottimo; ma pur troppo a le questioni politiche sono state risolte in assai piccola : a ragione di diritto, ed in massima parte con ben di- argomenti e per ben diversa ragione. Credo quindi che əremmo gran pericolo di vedere l'argomento dell'onore- deputato d'Alessandria menato poco buono dalle grandi nze europee. Il ministero, convinto che rispetto alla poli- estera la stampa non meritava tutti quei riguardi che me- e poteva per ciò che riflette la politica interna, convinto essa poteva produrre gravissimi inconvenienti, che questi nvenienti sarebbero più sensibili nelle attuali circostanze, ensato essere il caso di dover cercar modo di riformare gli i indicati. Egli è perciò che avendo rinunziato all'idea ı riforma completa della legge sulla stampa, essendosi de- ıinato di venire ad epoca più opportuna alla riforma dei ati, entrò nella determinazione di proporvi di deferire ai

tribunali ordinari la cognizione dei reati relativi alla politica estera.

Si dice che il ministero così facendo ha mancato di rispetto ai giurati, ha mostrato la sua diffidenza per un'istituzione, la quale esso pure riconosce essere una delle basi del nostro sistema politico, una delle massime garanzie della nostra libertà.

Il ministero, o signori, pensa che nell'attuale ordinamento del giurì non ha mancato di rispetto, credendo che non fosse il tribunale il più competente per apprezzare i reati relativi alla politica estera.

Come è composto ora il nostro giurì, non essendovi una prima scelta, naturalmente vi ha tutta la probabilità che esso sia composto di persone di pochissima coltura, di cui la massima parte sapranno certo leggere e scrivere, ma non avranno certamente quel grado di istruzione che debbesi attendere da uomini che hanno a portare un giudizio nella materia delicatissima della politica estera. Ora, persone che hanno poca coltura, se sono dotate di senso comune, possono essere giudici assai acconci per ciò che riflette la politica interna, possono essere i fedeli interpreti dell'opinione pubblica per le cose che riguardano l'interno del paese, ma confesserete, o signori, che sono molto poco adatte per apprezzare le conseguenze che un reato di stampa rispetto ai governi esteri può avere sopra le cose del paese. Io credo quindi che, stante l'attuale composizione del giurì, era non solo opportuno, ma indispensabile il sottrarre ad essi la cognizione dei reati che riflettono le potenze estere, se vuolsi, come credo da tutti si voglia, che questi reati sieno veramente repressi.

Con quanto venni fin qui dicendo, mi affido aver dati spiegazioni bastanti per far conoscere quali furono le intenzioni onde fu guidato il ministero nel presentare alla vostra sanzione questa legge. Non so se dopo ciò l'onorevole deputato Lanza si dichiari ancora poco soddisfatto, dacchè ei lamentava che il ministero avesse fatto reticenze. Che il ministero abbia ben fatto, io non pretendo farlo confessare dall'onorevole deputato Lanza.....

Lanza. Non lo posso.
Cavour.... ma credo di aver abbastanza spiegato quali fu-
10 i motivi della condotta del ministero. Questo forse ba-
rebbe per porre la Camera in grado di portare un giudi-
sopra le sue proposizioni, o, per lo meno, per indurla a
ndere in considerazione il progetto del ministero. Tuttavia
ma di por fine a questo mio discorso, voglio ancora ri-
ndere a qualche obbiezione che parecchi oratori hanno
sso contro al progetto del ministero.
Quasi tutti gli oratori hanno opposto all'attuale progetto una
cie di questione pregiudiziale stata sollevata in prima dal-
norevole deputato Tecchio. Essi hanno rappresentata questa
posta come una concessione poco dignitosa fatta alle estere
tenze. A ciò io credo abbia pienamente risposto il mio o-
revole amico il presidente del consiglio dei ministri, quando
hiarava che questa proposizione, buona o cattiva, uscì
ontanea dal gabinetto dei ministri, e non venne suggerita da
una estera potenza.
Ed infatti, se le potenze, alle quali forse facevano allusione
onorevoli preopinanti, fossero state chiamate a dare dei
igli sopra riforme da farsi alla legge sulla stampa, io non
o che avrebbero proposto al ministero questo progetto.
lo che è vero si è che, fatta pubblica l'intenzione del
tero di presentare il suo progetto alla Camera, la sua
tta venne approvata dagli uomini di Stato, i quali pre-
nente in Europa sono stimati come de'più liberali. Posso
enza commettere un'indiscrezione, che la condotta no-
approvata da quell'uomo di Stato, la di cui uscita dal
è stata lamentata da quanti hanno cara la causa della
(Sensazione). Ma l'onorevole deputato Rattazzi andava
dell'onorevole deputato Tecchio. Egli ci appuntava
ancato di dignità coll'aver accordato alle altre potenze
e esse non accordavano a noi, non avendo stabilita
tta reciprocità in fatto di delitti sulla stampa. L'o-
deputato Rattazzi avrebbe perfettamente ragione se

si trattasse d'insulti temibili contro il Belgio, contro l'Inghilterra o contro il Brasile; ma, in verità, parlando senza metafora, la legge non è diretta contro questi possibili insulti. Essa ha in mira di impedire gl' insulti, gli attacchi contro i capi di altre nazioni, di quelle a cui accennava.

Ora, ciò essendo rispetto a queste nazioni, io credo che, ove volessimo richiedere la reciprocità, non avremmo difficoltà ad ottenerla. Io son certo che se noi volessimo richiedere all'Austria la reciprocità in fatto di repressione per ciò che riflette i reati relativi ai capi degli esteri governi, questa potenza ce la concederebbe immediatamente. Però non so se questo mezzo di custodire la dignità nazionale andrebbe molto a sangue all'onorevole deputato Rattazzi. . .

Io credo quindi di aver giustificato il progetto del ministero da quegli appunti che gli facevano l'onorevole deputato Rattazzi ed alcuni altri i quali ammettendo, come una concessione oratoria, che il progetto attuale non possa avere gravi inconvenienti e non porti una seria perturbazione nel nostro sistema politico, però lo guardavano con grave apprensione, perchè temono esso sia un primo passo nella via del regresso, un passo che può rendere molto più facili altri provvedimenti più repressivi e retrogradi; provvedimenti che l'onorevole Rattazzi non vuole apporre ad intenzione del ministero di provocare, ma che teme possono essere provocati e mandati ad effetto da altri uomini politici.

Mi giovi far osservare che se il ministero avesse creduto che fosse necessaria una legge molto più repressiva e che avesse temuto di non poterla far accettare dalla Camera, esso avrebbe ascoltato il consiglio dell'onorevole deputato Rattazzi, avrebbe soprasseduto, e non avrebbe fatto nulla, nella convinzione che gli avvenimenti avrebbero fra poco dimostrata la necessità di prendere più efficaci provvedimenti.

Ma egli è appunto per evitare quella necessità e per allontanarne il pericolo, che i ministri hanno creduto dover prendere l'iniziativa di una riforma, la cui utilità, a loro credere, era incontestabile.

L'onorevole deputato Rattazzi però dirà: è come precedente che io temo questo vostro provvedimento; è come precedente che potrà essere invocato, non da voi, perchè credo alle vostre dichiarazioni, ma da altri i quali vorranno retrocedere.

A ciò io rispondo: o il provvedimento è buono, od è cattivo. Se il provvedimento è cattivo, forse il suo argomento può avere qualche valore; ma se, come il ministero n'è convinto, l'attuale provvedimento è richiesto imperiosamente dalle circostanze, il suo argomento non mi commuove nè punto nè poco. È l'argomento in senso inverso di cui si valgono e si sono valsi per tanti anni quei moderati che si oppongono ad ogni riforma, e che ogni qualvolta vengono dicendo: questo provvedimento sarebbe buono, confessiamo che la vostra riforma sarebbe utile, ma sarebbe un primo passo che ci potrebbe trarre chi sa dove. Così a forza di non voler riformare si arriva poi alla necessita di far rivoluzioni.

In senso inverso quando un abuso diventa pericoloso, se non si vuol correggere, per paura che ciò stabilisca un cattivo precedente, a forza di negare la riparazione si arriva poi ad un eccesso in senso inverso. Le riforme apportate opportunamente, come le repressioni fatte a tempo allontanano le rivoluzioni e le contro rivoluzioni.

Finalmente si è detto che questa legge violava i principii costituzionali ed in certo modo lo Statuto. Il deputato Borella le si opponeva, se ben mi appongo, riferendosi al giuramento che abbiamo prestato allo Statuto. Io dichiaro altamente che professo un massimo rispetto per lo Statuto, e che crederei assai inopportuno il modificarne qualunque siasi disposizione; ma non credo che la legge sulla stampa ne faccia parte, poichè tal legge ne è tutt'affatto distinta, e ciò che di essa fa parte dello Statuto è il solo principio di libertà. Ove il principio di libertà contenuto nello Statuto fosse stato violato dalla legge attuale, in allora potrei ammettere coll'onorevole Borella che indirettamente si violerebbe lo Statuto; ma, o signori,

io invocherò l'autorità, se non dell'onorevole Borella, almeno di molti membri che siedono su quei banchi della Camera (*Accennando alla sinistra*).

Se mal non mi appongo, io credo che l'onorévole Brofferio ha proposto una modificazione alla legge sulla stampa, od almeno ha manifestato l'intenzione di modificarla. Ora a siffatta proposizione nè l'onorevole deputato Borella, nè gli altri suoi amici politici opposero come questione pregiudiziale il giuramento prestato allo Statuto. Se in allora essi non s'opposero in questo senso alla proposta Brofferio, che anzi vi fecero plauso, io non credo che possono valersi presentemente di tale argomento per combattere la proposta ministeriale.

Ma si va più oltre. Vi fu chi si servì di questa frase generica : *si violano i principii*.

Qui, o signori, parlando con tutta schiettezza, dirò che le grandi frasi, le grandi massime hanno più e più volte condotto gli Stati alla rovina. Io protesto di rispettare i grandi principii, e credo che non si debbano mai violare; ma bisogna distinguere tra i principii e la loro applicazione : e nella loro applicazione appunto bisogna prendere norma dai tempi e dalle circostanze.

Invocherò qui l'esempio delle nazioni che hanno saputo più delle altre fruire dei benefizi della libertà, e citerò l'Inghilterra. Quante volte l'Inghilterra, la quale professò sempre un grandissimo rispetto pei principii e massime per quello della libertà individuale, quante volte, dico, essa non ha sospeso l'*habeas corpus*! E ancora ultimamente esso fu sospeso in Irlanda, e, se non erro, lo è tuttora in alcune provincie di quell'isola.

Ora, se a questo provvedimento si fosse ostato colla massima *non violare i principii*, non si sarebbe ristabilita la tranquillità in Irlanda; e quel paese sarebbe in preda all'anarchia invece di formare l'invidia e l'ammirazione di tutte le altre nazioni di Europa.

Ecco la mia intenzione intorno ad essa. Ciò nullameno non esito a dichiarare che potrebbe arrivare tal circostanza in-

terna od esterna, in cui credesi necessario sospenderne momentaneamente l'esercizio. Se noi fossimo in preda alla guerra civile, se noi fossimo alla vigilia o all'indomani della guerra straniera, io non esiterei a credere che si dovrebbe per qualche tempo dimenticare il principio, e sospendere in qualche parte almeno la libertà della stampa. In tali casi penserei che la salute del paese dovrebbe prevalere ai grandi principii.

Finalmente risponderò ad un'ultima obbiezione che ci venne fatta, direi, più dai nostri amici che dai nostri avversari politici *(Udite! Udite!)*.

Molte persone nel cercare di distogliere il ministero dal presentare e dal sostenere questa legge, gli venivano dicendo: voi perderete ogni particola di popolarità (so che non ne abbiamo molta da perdere; ma quel poco che abbiamo, ci dicevano, la perderemmo tutta), e, quel che è peggio, voi screditerete il governo togliendo la fiducia che le popolazioni cominciavano ad avere in esso.

Io credo che questi rimproveri, dettati da sentimenti pei quali mi professo molto tenuto, siano molto esagerati e non partano da un'esatta apprezziazione dei fatti.

Io non nego che al primo annunzio di questa legge sulla stampa siasi destata una certa commozione nel paese. Forse ciò è stato tratteggiato con colori un po'troppo vivi dall'onorevole relatore, il quale ha lasciato dominare la sua opinione più dalla sua immaginazione, che dalla sua ragione. Voglio però credere che una qualche inquietudine sia nata nel paese; ma, o signori, dopo quanto è accaduto ed accade oggidì in Europa, dacchè questo progetto è stato presentato, io credo che il paese ha avuto campo a rassicurarsi e calmarsi almeno per ciò che riflette la legge sulla stampa.

Io penso che anche i meno accorti, i meno avveduti in politica hanno potuto convincersi che se il ministero avesse avuto in animo una minima intenzione ostile alla libertà, non avrebbe presentato questo progetto, ma avrebbe fatto ben altra proposizione, e preso qualche altro provvedimento.

Io stimo pertanto che ogni sentimento d'inquietudine a quest'ora siasi pienamente dileguato: ma quando nol fosse ancora del tutto, io non dubito che dopo votata la legge, pochi giorni, poche settimane basterebbero a farne scomparire ogni effetto, e far dimenticar persino questa discussione. Giacchè, lo ripeto, gli avvenimenti che si succedono, gl'interessi che sono in questione, sono di tanta e tale importanza, che a fronte di essi questa questione è di un ordine così basso e circoscritto, che non merita neppure di essere tenuta in considerazione.

Per ciò che riflette le persone dei ministri poi, debbo dichiarare che noi non siamo di coloro che si onorino della impopolarità. Sappiamo subirla, ma sicuramente non disprezziamo la popolarità ; quella popolarità però che non sia l'effetto di una momentanea commozione , che non sia il risultato del favore che si ottiene col blandire le passioni del giorno, col corteggiare i partiti i più ardenti ; quella popolarità che, si può dire, è il giudizio che porta l'opinione pubblica sopra gli uomini politici, che dedotta dalla condotta dell'intiera loro vita, da tutta la loro carriera. Di tale popolarità noi ne facciamo gran caso, ma noi non pensiamo che essa debba dipendere dall'attuale progetto.

Abbiamo già una vita politica abbastanza lunga onde avere il diritto e poter sperare di essere giudicati sul complesso dei nostri atti, e non su questo atto preso isolatamente.

Noi crediamo poi che gli avvenimenti, comunque siano, giustificheranno la nostra condotta e metteranno in piena luce i veri nostri sentimenti.

Quando poi queste nostre speranze non si realizzassero, e l'opinione pubblica dovesse portare sopra di noi un severo giudizio, e ci condannasse a rinunziare per sempre ad ogni speranza di popolarità, noi di buon grado faremo il sacrifizio della medesima, la quale non ha mai avuto grande influenza sopra i nostri atti, nè impero sui nostri animi, checchè ne possano dire alcuni nostri colleghi che ci hanno più fiate rim-

proverati di difettare di coraggio civile, e di blandire soverchiamente l'opinione popolare.

Io non mi lusingo con questo lungo discorso di avere distrutte tutte le prevenzioni contro il progetto di legge ministeriale, e lascio al mio collega, il ministro di grazia e giustizia la cura di tornare nella questione legale, che io ho gelosamente evitata, sia perchè non son atto a trattarla, sia perchè altri deputati di me più abili si sono accinti a quest'impresa. Nulladimeno stimo di aver fornite sufficienti ragioni per indurre gli uomini che giudicano l'attuale questione, non puramente sotto l'aspetto legale, ma essenzialmente dal lato politico, a dare il loro voto favorevole al progetto del ministero. Se non altro porto fiducia che queste mie spiegazioni avranno convinto tutti i membri della Camera, che le intenzioni del ministero furono schiette e leali, e che esso nel fare tale proposta, fu fedele ai principii, di cui si mostrò sempre propugnatore in questo parlamento.

Noi quindi aspetteremo con fiducia i vostri voti. Se essi ci saranno favorevoli, confidiamo che l'avenire farà sparire in voi qualunque dubbiezza e timore che possa ancora annidare nei vostri animi.

Ove poi ci fossero avversi, noi lascieremmo questi posti facendo voti ardenti, onde tale vostra determinazione non torni funesta, non già ai principii conservatori, che in ora non sono minacciati, ma bensì a quei principii d'indipendenza e di libertà, di cui, osiamo dirlo, non vi ha più ardente e più sincero fautore di noi *(Vivi segni d'approvazione, e conversazione su tutti i banchi)*.



DISCORSO

DEL CONTE CAMILLO CAVOUR

MINISTRO DI FINANZE

Pronunz. nel Senato del Regno il 28 *gen.* 1852,

NEL QUALE

RISPONDENDO AL SENATORE MARESCIALLO DELLA TORRE,

ESPONE LE CONDIZIONI DELLE FINANZE DELLO STATO

A PROPOSITO DELLA DISCUSSIONE

SUL BILANCIO ATTIVO DEL 1852.

L'onorevole ed illustre preopinante, con gravi ed autorevoli parole, ha proceduto all'esame delle nostre condizioni finanziarie, e ne venne esponendo i pericoli. Passando a rassegna i fatti degli anni scorsi, osservava come le finanze dello Stato fossero state gravate da un aumento di debito di parecchie centinaia di milioni; veniva quindi ad esaminare il bilancio dell'anno corrente, e faceva notare come dai conti presentati dal ministero, emergeva una deficienza di quasi quaranta milioni, deficienza che egli credeva ancora dover crescere di dieci milioni, e portarsi così a circa cinquanta milioni. Dopo aver passato a rassegna il passato egli prendeva ad esaminare l'avvenire, e dava al Parlamento dei consigli, i quali certamente hanno alta autorità uscendo dal labbro di un personaggio distinto e per lunga esperienza, e per lumi e cognizioni di ogni maniera. Io cercherò di seguire le traccie dell'onorevole preopinante, non però colla speranza di

distrurre tutto quanto egli ha detto. Pur troppo, come ministro delle finanze, più che altri io debbo conoscere la gravità delle nostre condizioni, e sono ogni giorno alla dura prova delle difficoltà che la carica da me coperta ora incontra.

L'onorevole preopinante acccennò di volo i sacrifizi cagionatici dalle passate vicende, nè entrerò a discutere le cifre addotte, come neppure a stabilire quello che è da attribuirsi ai fatti infelici ma gloriosi, delle nostre vicende politiche, quello che è da attribuirsi alle grandi opere di pubblica utilità che si sono intraprese e che si stanno continuando.

Ammetto le cifre dell'aumentato debito, quindi è inutile il rintracciarne le cause. È vero che il nostro bilancio trovasi ora gravato di un'annua somma di trentatre milioni per il servizio degl'interessi e per le spese di estinzione di varii debiti contratti per lo passato, non che di quelli che stiamo in ora contraendo.

Passando al bilancio di quest'anno, riconosco coll'onorevole preopinante che esso presenta una deficienza di trentanove milioni; tuttavia è da osservarsi che in questa deficienza sono da comprendersi le spese straordinarie. Qualunque fosse la condizione delle nostre finanze, sicuramente non sarebbe possibile il dare effetto a grandi opere di pubblica utilità coi redditi ordinari dello Stato, tanto più quando queste opere sono di indole improduttiva e distanti dal compensare largamente le finanze dello Stato dei sacrifizi che alle finanze impongono. Quindi, su questa deficienza, è ragionevole il dedurre quella parte consacrata alle strade ferrate ed alle nuove strade che si stanno costruendo in Sardegna, e così essa trovasi ridotta di dodici a tredici milioni. Nullameno rimane una deficienza di quelle spese straordinarie che, se non ci vogliamo fare illusione, conviene pure classificare fra le spese ordinarie: condizione questa che io riconosco essere gravissima; ma per essere tale non conviene renderla più grave ancora sostenendo che le previsioni dal bilancio addotte non saranno dai fatti confermate. Il ministero nel compilare il bilancio attivo, lungi dal lasciarsi

trascinare da illusioni, ha cercato invece di tenersi al dissotto della verità, salvo per ciò che riflette le nuove gravezze.

Intorno a queste ultime, il ministero dichiarò che per avventura egli può essersi abbandonato a soverchie speranze, e che i risultati non corrisponderanno, almeno per il primo anno, alle previsioni del bilancio; ma egli crede poter asserire al Senato che, per tutte le antiche imposte, vi è la massima probabilità che si otterrà una somma assai maggiore di quella portata in bilancio: e lo dimostrerò con cifre incontestabil.

Il Senato sa che i nostri rami d'imposta sono divisi in varie amministrazioni. Le due principali sono quella delle gabelle, e quella dell'azienda di finanze.

Ora nel bilancio attuale, il prodotto delle gabelle è stato calcolato a L. 46,067,000. Nell'anno testè decorso, l'azienda delle gabelle ha incassato il prodotto seguente, già accertato: per la terraferma L. 45,101,000; per la Sardegna, per gli 11 primi mesi L. 2,300,000. Calcolando l'ultimo mese in L. 200,000 si ha così un totale di L. 2,500,000, le quali somme danno un complessivo di L. 47,500,000, mentre nel bilancio non si sarebbe fatto calcolo che sopra 46,000,000. Egli è vero che si deve portare in diminuzione il dazio della città di Torino stato all'amministrazione civica restituito, il quale può calcolarsi ad un milione, ma ciò nullameno le previsioni sono al dissotto per L. 500,000 della cifra accertata per l'anno ora trascorso. Mi si farà forse osservare che le dogane non produrranno in quest'anno quanto nell'anno passato. Questo è possibile: io mi lusingo del contrario, ma non nego che possa per avventura accadere una diminuzione nel ramo delle dogane: pure io credo che questa diminuzione sarà largamente compensata dal progressivo aumento nel ramo dei sali e dei tabacchi.

In quest'anno i tabacchi presentano un aumento, rispetto al 1850 di L. 700,000. I sali nel 1850 di L. 250,000. Le polveri di altre L. 100,000, e così questi tre rami offrono in questo solo anno un aumento di un milione. Io credo che



pensata dall'aumento negli altri rami amministrati d
delle gabelle.

Infatti, osserverò ancora che, se nei primi mesi
rono l'applicazione della tariffa, la diminuzione de
delle dogane fu molto sensibile, questa diminuzione
assai minore nel mese di novembre, e nel mese di
cessò intieramente. Invece il presente mese ci porg
mento notevole nei prodotti doganali. Ripeto adun
cifra portata in bilancio di 46 milioni, lungi dall'ess
siva, sarà probabilmente superata nel fatto di uno
lioni. In quanto poi all'azienda delle finanze, io cre
previsioni del bilancio saranno a gran pezza inferio

Di fatto, salvo per le nuove gravezze, per le qua
direi guarentire la cifra portata in bilancio, ma per
flette le antiche, i fatti accertati nell'anno 1851 dar
fiducia che tale veramente debba essere la cosa; e
vare al Senato la verità dell'esposto, io citerò pc

I rami principali amministrati dall'azienda dell
sono l'insinuazione, il tabellione, e la carta bollata
sinuazione ed il tabellione vennero calcolati in bi
7 milioni, mentre nell'anno scorso nella sola terrafe

Questi fatti mi paiono dimostrare che le previsioni del bi-
cio, per ciò che riflette l'azienda delle finanze e quella
le gabelle, sono piuttosto moderate anzichè esagerate. Due
ai di prodotti daranno di certo un aumento considerevole,
glio dire il ramo delle poste e quello delle strade ferrate.
esti due rami dovranno produrre un aumento che di poco
dilungherà dal milione.
Da tutti questi fatti credo di poter conchiudere che le pre-
ioni del bilancio attivo (se non accadono degli avvenimenti
e portino una perturbazione politica ed economica) saranno
mamente confermate dal fatto, e che forse daranno in de-
itiva un risultato migliore di quello che si crede. In ogni
odo io posso assicurare la Camera che il preopinante cadeva
errore quando temeva che le entrate non giungessero che
a cifra di 90 milioni. Se fosse possibile il fare una specu-
zione ed assicurare un prodotto io porto ferma opinione che
i finanziere, il quale assicurasse allo Stato 101 milioni, fa-
bbe un'ottima speculazione.
L'onorevole preopinante poi parlando delle nuove annunziate
avezze, senza significare l'idea di cambiarle, anzi riconoscen-
ne la necessità, avvertiva tuttàvia esser difficile il poter richie-
re dal paese maggiori sacrifizi. Egli adduceva, a conferma di
esta proposta, l'esempio della Francia; parlava della gra-
zza dei 45 centesimi, imposta dal governo provvisorio, il
ale fu istituito dopo la rivoluzione di febbraio, e parlava
gli opificii nazionali. Io non negherò che sia grave, che sia
oroso per il paese il doversi assoggettare a nuove gravezze:
a io opino che sia in esso la possibilità di pagare, e di pa-
re ancora molto più di quanto si paga in oggi.
Se noi paragoniamo quanto si paga in Piemonte con quanto
paga in Francia ed in altri paesi d'Europa, noi vedremo che
somma pagata, ripartita per capi, è minore presso noi che
n lo sia in Francia, in Olanda, ed in molti altri paesi. Mi si
: la Francia è più ricca di noi; signori, io lo confesso as-
lutamente; vi saranno ricchezze più concentrate su certi

punti, ma se si considera la Francia in complesso, io porto avviso che noi siamo in media più ricchi della Francia. Ma comunque sia la cosa, ammettendo anche che la Francia sia di noi più ricca, e che quindi non si possano paragonare le risorse del Piemonte con quelle della Francia, paragonando però la popolazione dei due paesi, ed essendo noi il settimo della popolazione della Francia, possiamo perciò pagare il settimo di quello che paga essa; e sicuramente poi nissuno contesta che se la nostra popolazione è il settimo di quella della Francia, le nostre risorse per lo meno sono il decimo di quelle della Francia; non vi è quindi la diversità tra la ricchezza media della Francia e quella del Piemonte, che del 10 al 7.

Quanti hanno visitate le Provincie e l'interno della Francia, non potranno sconoscere siffatte cose. Ora tutti coloro che ànno esaminato i bilanci francesi, veggono a quale somma enorme salgano le spese; è difficile istituire paragone assoluto fra le spese della Francia e le nostre: giacchè ne'bilanci francesi molte spese sono portate nel bilancio generale, le quali non compaiono nei nostri bilanci; tuttavolta facendo tutte le deduzioni che voglionsi sul bilancio francese, rimane sempre per le spese dello Stato una somma di 120 milioni. Se la Francia paga, e paga con facilità un miliardo e 220 milioni, in verità io credo che si potrebbe da noi, senza insterilire le risorse nostre, ed anche senza impedire il lavoro, pagare 120 milioni all'anno.

Io opino inoltre che si possa aumentare l'imposta prediale senza ridurre i nostri proprietari ad una condizione peggiore di quella dei francesi. Diffatti, o signori, quando osservo che il paese paga per la consumazione del tabacco una somma quasi eguale a quella che si paga per l'imposta diretta, io ne conchiudo che l'imposta diretta non è poi così grave; e se è vero, se si raccoglie a furia di sigari l'istessa somma che si ritrae dalla scarsella dei proprietari, io mi credo essere in diritto di venire a tale conclusione. Non nego che l'imposta prediale è mal ripartita, ma presa nel suo complesso, io ritengo che pochi paesi in Europa, e forse nessuno, pagano meno

di quanto paghiamo noi. Vi sono poi altre imposte che io penso si possono stabilire senza soverchiamente gravare lo Stato.

Quando applicando i principii dello Statuto si estendessero a tutto lo Stato le imposte delle gabelle, io non credo che le provincie nuovamente gravate potrebbero dirsi offese. L'imposta delle gabelle in Francia rende, se mai non mi appongo, da 110 a 120 milioni. Nel Belgio l'imposta sulla birra, sul vino e sugli spiritosi rende 10 milioni.

Se a quel ramo di imposte, invece di quattro milioni e mezzo, ne richiedessimo sette, sicuramente i contribuenti sarebbero meno gravati e dei Francesi e dei Belgi.

Così pure io avviso che si possa stabilire un'imposta mobiliare personale sopra basi razionali come esiste in Francia e nel Belgio, ed ottenere da essa 3 o 4 milioni. Nel Belgio l'imposta personale ne rende 8. Ebbene: quando noi dall'imposta mobiliare personale cercassimo di ricavare dai quattro ai cinque milioni, io penso che il paese non si potrebbe dire di soverchio aggravato.

Vi sono finalmente varie modificazioni da introdursi nelle leggi di finanze, e tali che possono aumentare di qualche milione le nostre intrate; epperciò io credo che senza imporre un troppo aggravio, senza impedirne per nulla il moto progressivo, noi possiamo portare il nostro bilancio attivo dai 115 a 120 milioni. Ma l'onorevole preopinante ci diceva : badate che non tutte le provincie dello Stato sono in egual condizione ; badate che se aumentate le gravezze molte provincie non potranno pagare.

Io ho esaminato pochi giorni sono lo stato della riscossione dei tributi, ed ho la soddisfazione di poter annunziare che al 5 gennaio li 11|12 del tributo diretto erano già riscossi abbenchè i ruoli abbiano sofferto lungo ritardo, abbenchè non si sia cominciato a compellere i contribuenti che negli ultimi mesi dell'anno.

Questo fatto basta a provare al preopinante come i contribuenti siano solleciti nel adempiere ai proprii oneri, e

come quindi possono a questi oneri adempiere, e non ho visto che l'imposta fosse in ritardo nè nella provincia della Savoia, nè in quella della Liguria.

Egli è certo che le provincie le più sollecite al pagamento sono quelle del Piemonte; anzi ve hanno fra queste talune le quali avevano non solo pagato tutto il loro debito, ma anticipata già qualche somma sull'anno attuale.

Avvisai di dover dare queste spiegazioni per dimostrare 1. che la somma portata in bilancio all'attivo fu portata con fondata ragione; 2 per provare ancora la possibilità di aumentare le nostre risorse in modo onorevole.

Il senatore preopinante prima di chiudere la parte del suo discorso che si riferiva al passivo, disse che credeva prudente cosa il procedere ad un esame circostanziato delle spese fatte.

Io lodo altamente questo consiglio, lo credo conforme a tutte le più savie norme di contabilità; ma mi pare che per ciò non occorra una speciale mozione, non occorra di nominare un'apposita commissione. Le nostre leggi ci costringono a fare quest'affare: e questo esame si fa nel modo il più circostanziato all'occasione degli spogli.

Quando il Parlamento è chiamato ad esaminare gli spogli ha tutte le carte contabili, le quali risultano dal paragone dei dati presentati dalle singole amministrazioni, e dei dati del controllo generale, e somministrano tutti gli elementi per riconoscere se nella gestione del pubblico danaro vi fu abuso o malversazione.

Il ministero fin dall'anno scorso, per parte dell'onorevole mio predecessore, presentava al Parlamento lo spoglio del 1848, quindi pel 1848 se non vi fu un esame circostanziato sinora non è colpa del ministero, il quale sottometteva al Parlamento lo spoglio con tutte le carte ad esso relative.

Or sono pochi giorni io stesso ebbi l'onore di presentare lo spoglio del 1849, ed anche per quell'anno il Parlamento è già in grado di poter procedere all'esame il più minuto delle spese fatte. Sicuramente lo spoglio del 1850 non potrà essere

presentato così presto; tuttavia io spero che nel corrente della prossima sessione potrà essere sottoposto al Parlamento.

All'occasione di questi spogli il Senato avrà largo campo di esaminare come il danaro pubblico fu speso e riscosso negli anni 1848-49, che sono quelli i quali hanno cagionato la massima parte delle nostre deficienze, e ci hanno imposto la massima parte dei pesi che gravitano sulle nostre finanze.

Io spero che queste spiegazioni indurranno l'onorevole preopinante a sospendere la parte di quelle sue mozioni che si riferivano all'esame del passato.

Passo alla seconda parte del discorso dell'onorevole maresciallo: e qui la mia impresa riesce molto più malagevole, poichè dovrei antivenire la discussione del bilancio passivo e passare a un dipresso a rassegna i bilanci di tutti i varii dicasteri: quindi io non entrerò nei particolari, ma mi restringerò a rispondere alle osservazioni generali dell'onorevole preopinante.

Egli accennava alla necessità di fare larghe economie. Anch'io riconosco questa necessità, e assieme ai miei colleghi l'ho proclamata solennemente nella circostanza in cui presentava i bilanci alla Camera dei deputati; tuttavia non posso nascondere, che a mio credere il fare queste economie riesca più malagevole di quanto paia ravvisarlo l'onorevole preopinante.

Come mezzo di queste economie l'onorevole maresciallo additava la riduzione del numero degli impiegati. Si è appunto a questo scopo che tendono gli sforzi del ministero, e specialmente, se è lecito il dirlo, quelli del ministro delle finanze.

Per raggiungerlo si è preparato un progetto di legge sulla riforma delle amministrazioni centrali. Io non credo che l'attuazione di questo progetto di legge debba diminuire di molto il numero degli impiegati, e spero che l'onorevole preopinante vorrà concedere al medesimo il suo appoggio.

Pigliava poscia l'onorevole preopinante ad esaminare il bilancio della guerra. Qui io mi dichiaro assolutamente incom-

petente: io non vorrei combattere una persona autorevole come l'onorevole preopinante, epperciò chieggo la permissione di rimandare un tal punto all'occasione della discussione del bilancio passivo della guerra, in cui una persona speciale sarà in grado, molto meglio di me, di dare tutti gli schiarimenti e spiegazioni possibili, e di entrare in quelle discussioni che l'argomento richiederà.

L'onorevole preopinante chiudeva il suo discorso paragonando i bilanci attuali coi bilanci del regime passato, e perfino coi bilanci del secolo scorso.

Egli diceva, e con ragione, che le spese erano andate sempre crescendo dal 90 al 20, dal 20 al 35, dal 35 al 45, e dal 45 al 52. Questa è una fatale necessità a cui hanno dovuto soggiacere non solo i governi costituzionali, ma anche tutti i governi assoluti.

Se l'onorevole preopinante facesse ricerca sui bilanci dei paesi che non hanno mutato i loro ordini politici, io son persuaso che ei vedrebbe le spese attuali dei medesimi di molto maggiori di quelle, a cui soggiacevano nel secolo scorso.

Col progredire della civiltà crescono i bisogni; col crescere dei bisogni aumentano le spese. Infatti nel secolo scorso si spendevano, come ci riferiva l'onorevole preopinante, soli 30 milioni; in allora, egli è vero, noi avevamo una diplomazia largamente retribuita, noi avevamo altri funzionari con larghissimi stipendi, noi avevamo arsenli, piazze forti molto bene munite d'approvigionamenti, ma in allora si pernottava a Carignano per andare a Savigliano, ed il bisogno delle strade non si era ancora fatto sentire, e molti altri bisogni erano ancora sconosciuti.

In quell'epoca, egli è vero, la spesa dell'amministrazione della giustizia era molto minore di quello che ora cagiona, ma i litiganti subivano in allora pesi molto più gravi, perchè erano obbligati di pagare dei diritti ai magistrati, i quali credo, erano conosciuti sotto la denominazione di *sportule*. Sembra a me, e l'onorevole preopinante se lo rammenterà,

poichè questa riforma fu fatta mentre egli sedeva nei consigli della corona, essere stato un miglioramento notevolissimo l'abolizione delle sportule, e la sostituzione degli stipendi fissi a questi incerti proventi.

Molte istituzioni che non esistevano altre volte, furono create in epoche più recenti.

Si spendeva poco o nulla per l'istruzione pubblica, ed al presente quel bilancio impone il sacrifizio di molti milioni.

L'onorevole preopinante osservava ancora che nell'antico regime vi erano soli cinque ministeri, mentre in ora ve sono otto; questi otto sono ora diffatti ridotti a sette, e forse una tal riduzione di temporaria diverrà permanente; tuttavia vi è un aumento di due dicasteri. Ma quali sono questi due dicasteri? Il dicastero dell'istruzione pubblica e quello dei lavori pubblici. All'istruzione pubblica presiedeva il magistrato della riforma, ed il dicastero dei lavori pubblici si trovava riunito al dicastero dell'interno.

Pare a me che lo sviluppo che ha ricevuto l'istruzione pubblica, l'aumento dei collegi nazionali, e l'allargamento dell'azione di quest'amministrazione, giustifichino la sostituzione di un ministero ad un magistrato che fino ad un certo punto aveva in sè la facoltà e le attribuzioni dell'attuale ministero.

In quanto ai lavori pubblici, io sarei il primo a riconoscere poco giustificabile l'istituzione di un ministero apposito; se non si trattasse delle strade ferrate e dell'effettuazione dei lavori straordinarii in varii punti dello Stato, e dell'attuale nostro sistema, credo che sarebbe al dissopra delle facoltà di un uomo il poter reggere al dicastero dell'interno, essere a capo di tutte le amministrazioni dello Stato, dirigere la polizia, ed avere ancora nelle proprie attribuzioni il dicastero dei lavori pubblici. Egli è dunque impossibile il ridurre le spese attuali, non già al tasso che giungevano nel secolo scorso, ciò che sicuramente l'onorevole preopinante non ci consigliava, ma nemmeno al tasso a cui erano ristrette negli ultimi anni dell'an-

Sopra di ciò non conviene farsi illusioni; egli è d'uopo rassegnarsi e sopportare spese assai maggiori di quelle che si sopportavano negli ultimi anni della ristorazione; tuttavia, lo ripeto, bisogna cercare di ridurre il bilancio passivo, in modo che si pareggi col bilancio attivo aumentato da tutti quei rami d'imposte che il Parlamen t o crederà di poter approvare.

Io non mi lusingo certamente di aver ribattuti tutti gli argomenti dell'onorevole preopinante, molti dei quali riferendosi a varii bilanci passivi, verranno combattuti dai ministri che avranno l'onore di difendere i proprii bilanci avanti il Senato.

Io termino quindi col rispondere all'osservazione colla quale il maresciallo poneva fine al suo discorso.

Egli ci diceva che l'aggravio delle nostre finanze era stato contemporaneo allo stabilimento delle istituzioni rappresentative; che era opportuno, che era indispensabile di esaminare e di correggere i commessi errori, e di sopperire al disordine delle nostre finanze, onde evitare che questo fosse attribuito non ha circostanze straordinarie, non ad infelici eventi, ma alle istituzioni rappresentative medesime. Io riconosco quanto sia grave questa considerazione, quanto sia savio ed opportuno il consiglio; tuttavia io credo che si possa rispondere a quelli che da queste considerazioni pigliassero argomento per condannare in modo assoluto l'istituzione rappresentativa, facendo loro osservare che in alcuni paesi, ed anche in quelli a noi molto vicini, benchè essi non abbiano mutate condizioni politiche, nè abbiano adottati ordini rappresentativi, le loro fifinanze hanno con tutto ciò in questi ultimi anni peggiorato assai.

Quest'esempio basterà a dimostrare che le finanze possono peggiorare, sia adottando il sistema rappresentativo, sia mantenendo il sistema assoluto.

DISCORSO

(IN FRANCESE)

DEL CONTE CAMILLO CAVOUR

MINISTRO DI FINANZE

Pronunziato alla Camera li 8 *aprile* 1852,

NELLA DISCUSSIONE

SUL TRATTATO DI COMMERCIO COLLA FRANCIA.

Messieurs, comme la question semble intéresser d'une manière plus particulière la Savoie, je demande à la Chambre la permission de répondre aux honorables préopinants en langue française *(Movimento di viva attenzione)*.

De tous les traités qui ont été soumis à la discussion du Parlement, il n'y a pas de doute que le traité actuel est celui qui a soulevé la plus étendue, la plus ardente opposition.

Nous avons vu se soulever contre lui des membres siégeant sur les bancs les plus opposés de la Chambre; nous avons vu des représentants de l'extrême gauche tendre la main à des membres de l'extrême droite, nous les avons vu se servir d'arguments identiques pour combattre les dispositions de ce traité.

Toutefois le traité qui vous est soumis n'est autre chose que l'application rigoureuse des principes que vous avez plusieurs fois solennellement sanctionés. Je dirai plus, Messieurs, c'est là l'application la plus féconde que vous ayez encore fait de ces principes, celle dont les résultats doivent être les plus avantageux. Cette proposition je la crois facile à démontrer. C'est ce que je vais tâcher de faire en examinant les

clauses principales du traité, soit sous le rapport de l'intérêt général, que sous celui des intérêts particuliers qui se sont coalisés pour le combattre.

Et d'abord, Messieurs, il est facile de montrer mathématiquement, qu'une fois les principes du libre échange établis, si on veut procéder par degrés dans leur application, en suivant une marche rationnelle et logique, on devrait les appliquer d'abord aux produits de l'agriculture avant de les appliquer à ce qui a rapport à l'industrie manufacturière.

Malheureusement, pour faire cette démonstration, je serai obligé de recourir pendant quelques instants aux lumières de la théorie. J'en demande bien pardon à l'honorable M. Ménabrea ; mais je ne puis m'empêcher de lui manifester l'étonnement que j'ai éprouvé, voyant un homme aussi savant que lui, un membre de l'Académie des sciences, manifester un si superbe dedain pour les théories et surtout pour la théorie de l'économie politique qui a tant d'affinité avec celles des sciences exactes qu'il possède si bien et qu'il professe d'une manière si distinguée.

Car, Messieurs, le système protecteur a des conséquences bien plus funestes lorsqu'il est appliqué aux produits du sol, que lorsque il est appliqué aux produits de l'industrie n'a qu'un seul effet fâcheux : celui de détourner les capitaux et le travail national des industries naturelles, pour les pousser vers des industries factices, où les capitaux et le travail trouvent un emploi plus productif.

C'est là un inconvénient grave sans doute, mais qui est restreint à cette quantité de capitaux et de travail, qui par l'effet de la protection sont détournés de leur voie naturelle. Et encore cet effet est-il atténué par la concurrence intérieure qui, au but d'un certain temps, ramène le taux des capitaux et celui de la main d'œuvre des industries privilégiées, au niveau des profits et des salaires des industries qui ne le sont pas. Mais le système protecteur appliqué à la culture du sol a des effets bien plus étendus, et, je n'hésite pas à le dire, bien plus funestes.

En effet, Messieurs, lorsque par suite d'un droit protecteur vous élevez le prix du produit du sol, le prix des vins et du blé, par exemple, qu'est-ce qu'il arrive? il arrive deux choses : en premier lieu certains terrains qui n'étaient pas assez fertiles pour produire du blé ou du vin dans les conditions antérieures du marché sont mis en culture, ou bien encore, on consacre à la terre des capitaux et du travail qui n'auraient pas été productifs si le prix n'avait pas varié. Cette première conséquence du système protecteur appliqué à l'agriculture est analogue à celle que j'ai signalée, lorsqu'il a pour objet l'industrie manufacturière. C'est-à-dire qu'il y a une certaine masse de capitaux et de travail qui reçoivent une destination moins productive qu'ils n'auraient reçue si les choses avaient été abandonnées à leur courant naturel.

C'est là un inconvénient grave qui cependant n'aurait pas une grande portée, si l'élévation du prix des produits du sol n'avait d'effet que sur les produits des terrains nouvellement mis en culture ou des capitaux et du travail additionnels consacrés à l'exploitation des terrains depuis longtemps défrichés.

Mais l'élévation factice des prix s'étend aux produits de tous les terrains, à ceux d'ancienne aussi bien qu'à celui de nouvelle culture. Qui est-ce qui profite de cette élévation? Lorsqu'elle a lieu elle se partage entre les propriétaires et les fermiers, surtout si ceux-ci sont en possession de longs baux : après quelques temps, le profit se concentre tout entier entre les mains des propriétaires.

Ainsi donc le système protecteur appliqué au produit du sol a pour effet, d'une part, de pousser ainsi que le fait le système protecteur industriel des capitaux et du travail, dans une voie peu productive, et de l'autre de augmenter la rente des terrains précédemment cultivés aux dépens des consommateurs. Ce qui, en définitive, constitue un véritable impôt supporté par les consommateurs au profit des propriétaires.

Eh! Messieurs, ne croyez pas que ce soit si peu de chose,

Je me servirai des chiffres qui ont été donnés par les honorables préopinants pour vous prouver a quoi monte cet impôt. J'en ferai l'application aux vins. L'honorable M. Lanza évaluait la production des vins de tous les États sardes à 5 millions d'hectolitres; M. le député Ménabrea l'a portée à 8 millions. Dans l'évaluation faite par l'honorable M. Ménabrea il y a exagération ; je m'en vais le prouver. Nous n'avons pas de statistique exacte sur les productions des vins. Mais nous avons des faits sur lesquels nous pourrions établir des déductions presque mathématiques. Dans la ville de Turin, par exemple, l'usage du vin est extrêmement rependu, et cependant la consommation ne va pas à deux hectolitres par tête. Or la consommation moyenne de tout le pays est bien moins élevée de celle de la capitale. Dans plusieurs localités on ne consomme que peu ou pas de vin; il n'y en a aucune où l'usage en soit aussi habituel et aussi général comme dans la ville qui contient la population la plus riche du pays.

Aussi, Messieurs, en calculant la consommation moyenne à un peu plus de la moitié de la consommation de Turin, soit à un hectolitre par tête, je crois que nous nous rapprochons beaucoup de la vérité. Ainsi admettons le chiffre de 5 millions d'hectolitres pour la consommation moyenne du pays, et voyons quelles sont le conséquences du droit protecteur. Je suppose que le droit n'augmente le prix de l'hectolitre que de 4 francs.

L'honorable M. Ménabrea croit cette augmentation plus considérable. Si cela été mon raisonnement et mes calculs seraient encore plus frappants. Pour cela, Messieurs, supposons que ce droit protecteur fût supprimé. Une partie de la vigne cesserait d'être cultivée. L'honorable M. Ménabrea a calculé cette réduction de culture à 1|5. Je l'admettrai avec lui bien que je considère cette hypothèse comme exagérée. Il s'en suivra qu'au lieu de produire 5 millions d'hectolitres, le pays n'en produirait plus que quatre. lesquels quatre millions d'hectolitres se vendront à quatre francs meilleur marché : ce qui

constitue une économie de seize millions pour les consommateurs forcés de les acheter.

Mais, l'honorable député Ménabrea vous dit : c'est là une illusion : dans notre pays les propriétaires constituent l'immense majorité de la nation. Le consommateurs ne forment qu'une petite minorité dont il ne vaut pas la peine de s'occuper. L'honorable orateur aurait raison, si les faits sur lesquels se fondent les raisonnements des conseils divisionnaires de Chambéry étaient exacts, et qu'on pût les étendre à toutes les provinces de l'État.

Le conseil nous dit qu'on compte en Savoie cent mille familles de proprietaires. Or, en calculant cinq individus par famille, il résulterait qu'en Savoie tout le monde à peu près, les cinque sixièmes de la popolation, seraient propriétaires des vignobles (*Risa generali*).

Mais M. Ménabrea vous a parlé des propriétaires non seulement de la Savoie, mais de ceux de tous les Etats.

Il a porté le nombre des familles des propriétaires à 650,000; je crois ce chiffre exagéré, toutefois je l'admets, mais il n'a pas fait attention qu'il y a beaucoup de propriétaires qui ne possèdent pas un pouce de vigne.

Ainsi tous les propriétaires des plaines du Piémont, du Novarais, de la Rivière de Gènes, la plupart des vallées des Alpes et des Apennins, possèdent des champs et des prés, mais pas un seul cep de vigne.

Le nombre des propriétaires des vignes dans l'État, ne s'élève probablement pas à un chiffre plus élevé de 100,000; et encore parmi ces propriétares de vignes, y en a-t-il un grand nombre qui n'ont aucun intérêt à voir élever le prix des vins; tels sont ceux qui n'en produisent que ce qui est strictement nécessaire pour la consommation de leur familles.

L'honorable M. Ménabrea a dit que l'étendue moyenne de vigne que possède chaque propriétaire est de 0,90 hectares,

Menabrea. J'ai dit 0,82 hectares en France.

Cavour. Je ne crois pas. Je ne pense pas que la propriété

soit aussi divisée en France que chez nous ; mais pre
tefois ce chiffre. Il est évident que la moitié peut-être
priétaires des terrains n'en possèdent que des petites
et ne produisent que juste ce qu'il leur faut pour leur
mation. Ceux-là en conséquence n'ont aucun intére
mentation factice du prix du vin.

Je crois ces raisonnements justes irrecusables, évi
ne sais pas toutefois si pour tenir un peu de la théorie
rejetés dédaigneusement par mes honorables opposants
avoir prouvé que les droits protecteurs des produi
ont pour effet de frapper d'un impôt les consomma
profit des producteurs, et spécialement, je dirai même
vement au profit des propriétaires du sol. C'est là, M
une injustice criante, qu'il est impossible de justifier a
de la raison. La propriété pour être respectée ne doit
de faveurs que ne soient une conséquence nécessaire,
des conditions économiques du pays.

Je ne voudrais pas que les paroles quelque peu sév
je viens de prononcer sur la propriété, ne me fisse
par l'honorable M. Ménabrea et ses amis politiques, j
partisan décidé des doctrines socialistes. Loin de là je
franchement ne pas avoir le moindre goût pour les d
anti-propriétaires des Proudhon et consorts *(Ilarità)*.
traire, j'ai le plus grand respect pour la propriété *(Ri
rali)*.

Michelini. Et pour cause.

Cavour. J'ai le plus grand respect pour la propriété.
que la propriété est la base et le fondement de l'ordre
mais précisément parce que je désire voir le princip
propriété solidement assis, parce que je veux qu'il pui
ster aux attaques des utopistes et des démagogues, je ve
repose sur les fondements solides de la justice et de l'é
non pas sur le sable mouvant des priviléges, et du m
(Bravo).

Mais on me dira, et je crois que cette objection fut fa

cisément par l'honorable député d'Acqui dans l'éloquent discours qu'il a prononcé au commencement de cette discussion, on me dira : alors pourquoi n'appliquez-vous pas ce principe aux autres produits du sol, aux céréales?

Louaraz. C'est moi qui ai dit cela.

Cavour. Je lui répondrai: par une raison toute simple. C'est qu'on a déjà fait une réduction analogue pour ce qui regarde les céréales.

Louaraz. Et sur les fromages?

Cavour. Je parlerai ensuite aussi des fromages... Et le mérite de cette réduction est dû à un de mes honorables prédécesseurs, à M. le comte Revel. C'est lui qui a eu le courage, dont je lui sais le plus grand gré, d'opérer dans des temps où les principes du libre échange n'avient pas autant de faveur que maintenant, une diminution de 50 0|0 sur les droits qui frappaient les céréales en les portant de 6 francs à 3 francs par quintal.

Cette diminution ayant été faite presque contemporainement à la suppression des droits différentiels de pavillon, a produit des effets encore plus sensibles que ceux indiqués par le chiffre ci-dessus.

Le nouveau droit fixé par le tarif de l'année dernière 2 50 l'hectolitre, qui ne diffère que d'une faible fraction de celui fixé par M. de Revel, est plus modéré que le droit que nous vous proposons d'imposer sur les vins de France.

Le prix moyen du blé chez nous ne dépasse pas 20 francs l'hectolitre. Le droit équivaut en conséquence au 12 50 p. 0|0. Le nouveau droit sur les vins équivaut du 18 au 20 p. 0|0, au dire même des opposants ; vous voyez donc que même après le traité, le vin continuera à être beaucoup plus protégé que le blé, et qu'ainsi on ne saurait nous accuser d'inconséquence pour nous être bornés pour le moment à diminuer les droits sur les liquides sans toucher à ceux qui frappent les céréales.

Je n'entends pas par là déclarer que ces droits doivent sub-

sister toujours tels qu'ils sont maintenant. J'ai une toute autre opinion. Je les crois trop élevés.

Et si j'étais sûr de l'appui, je vais faire un aveu peu ministériel de la majorité de la Chambre, j'en proposerais dès aujourd'hui la diminution.

Valerio. Proposez-là, proposez-là dès aujourd'hui.

Cavour. Messieurs, on a parlé des fromages ; mais le droit actuel des fromages de Gruyères est de 15 francs le quintal (je prie Messieurs les députés de la Savoie de me reprendre si je fesais quelque erreur), le prix moyen des fromages est de 110 francs le quintal. Le droit actuel équivaut par conséquent à un droit sur la valeur du 13 à 14 p. 0[0. Ainsi vous voyez que le droit sur les fromages est moins fort que ne sera le droit nouveau sur les vins. Nous n'avons donc pas été inconséquents en n'opérant pas une nouvelle réduction sur les droits des fromages. Je ne sache pas qu'il y aie une denrée de première nécessité qui paye un droit supérieur au 20 p. 0[0. Le sucre même ne paye pas un droit plus fort. Pourquoi maintiendrons-nous un injuste privilége en faveur des vins? Je crois avoir répondu par ce que je viens de dire à l'interruption de l'honorable M. Louaraz.

Louaraz. Et le fromage Suisse?

Cavour. Le fromage suisse paye un droit de 12 p. 0[0. Ce droit est par conséquent moins élevé que celui sur les vins.

Mais l'honorable député d'Acqui disais que le principe du libre échange appliqué à l'agriculture a un autre effet, que lorsqu'il n'a que l'industrie pour objet; qu'en mettant le propriétaire dans l'impossibilité d'employer un grand nombre d'ouvriers, il faisait diminuer le taux des salaires.

Je crois que c'est là une erreur. Ici, je demande de nouveau pardon à M. Ménabrea, mais je dois faire un peu de théorie.

Le taux des salaires, selon les principes non contestés de la science, se règle par la massa des capitaux destinés à payer les salaires, c'est-à-dire par la quantité des denrées de

première nécessité à l'usage des classes ouvrières que possède la nation, comparé avec le nombre des bras qui cherchent de l'emploi.

Quand vous diminuez le prix des denrées alimentaires, vous en augmentez l'abondance, il y en aura une plus grande masse destinée à payer ces ouvriers. Or, si le nombre de ces ouvriers n'augmente pas, les salaires devront nécessairement augmenter.

M. Ménabrea pour combattre ces théories, a cité l'exemple de l'Angleterre. Eh bien! c'est principalement dans ce pays que j'irai puiser des exemples pour fortifier par les résultats de l'expérience les enseignements de la théorie.

Il a parlé des réformes de sir Robert Peel. Ler réformes on ne peut les considérer comme une véritable révolution économique, dont la hardiesse étonne encore même ceux qui, comme moi, ont une grande foi dans les préceptes de la science.

Eh bien! voyons quel effet ces réformes ont produit sur les classes ouvrières.

Je ne vous parlerai pas des ouvriers des manufactures: leur sort s'est beaucoup amélioré. Ce fait était prévu et nul n'a songé à le contester.

Mais je m'entretiendrai seulement des ouvriers des campagnes. Eh bien! les derniers résultats officiellement constatés, prouvent que leur salaire, estimé en argent, n'a point diminué. Et comme, grâce à l'abolition des droits protecteurs, avec la même somme d'argent, ils peuvent se procurer les denrées alimentaires en bien plus grande quantité que par le passé, il s'en suit qu'ils sont maintenant dans une condition bien plus favorable.

Et aussi depuis 1846, année de la réforme économique, le montant de la taxe des pauvres, et le nombre des individus à la charge de la charité publique n'ont cessé de diminuer annuellement, et cette diminution, j'en ai la conviction, est bien loin d'avoir atteint ses dernières limites.

Vous voyez donc, Messieurs, qu'ici la théorie est d'accord

avec l'expérience pour démontrer les bienfaits du libre échange, appliqué aux produits du sol, et pour rassurer sur ces effets ceux qui affectent de le combattre dans l'intérêt exclusif des classes ouvrières.

L'honorable M. Saracco, me fait observer que la classe des métayers très-intéressante, n'est pas dans cette condition; c'est vrai, mais je lui répondrai que je les crois très-médiocrément intéressés à l'élévation du prix des denrées alimentaires, du vin spécialement.

Je ne puis parler avec plaine connaissance de cause de l'état de métayers dans la province d'Acqui.

Mais ayant des propriétés dans une province voisine celle d'Alba, exclusivement cultivées par des métayers, je possède à leur égard des notions précises. C'est pourquoi je puis affirmer qu'en général, ce qui leur reste à vendre de leur récolte de vin, après avoir cédé au propriétaire la part qui lui revient et pourvu aux besoins de leur famille et des ouvriers qu'ils employent, le vin constituant dans les pays de vignoble une partie du salaire des ouvriers est bien minime.

Aussi j'ai la conviction, que les métayers de la province d'Alba, et il doit en être de même pour ceux de la province d'Acqui, ne subiront qu'un bien faible dommage, un dommage presque imperceptible par suite de la réduction du prix du vin.

Mais il est temps de laisser les théories et de passer à la question pratique..

Le principe du libre échange admis, il était impossible de maintenir le droit énormément protecteur qui frappe les vins étrangers. Après avoir réduit du 10 au 20 pour cent presque tous les autres droits, comment pouvions-nous maintenir un droit du 50 au 75 pour cent sur une denrée de première nécessité comme c'est le vin?

Je dis un droit du 50 au 75 p. 0[0 ; j'aurai pu dire même du 100 p. 0[0, car si ce que l'honorable Ménabrea a dit est vrai, si les vins de France ne valent que 8 à 10 fr. l'hecto-

litre, le droit de 10 fr. qui les frappe est plus élevé encore que le 100 p. 0|0.

Messieurs, la réduction du droit était conseillée, non seulement par la nécessité d'accorder des compensations à la France, mais par la nature excessive du droit considéré en lui même. Si je n'avais pas été en face d'un négociateur étranger, si nous n'avions pas eu à débattre avec lui les chiffres du nouveau droit, je ne sais si je vous aurais proposé un taux aussi bas que 3 fr. 50 ; mais certainement je serais descendu jusqu'au taux de 4 fr. l'hectolitre.

Quatre francs, soit un droit du 20 p. 0|0 sur la valeur, constituent le maximum de faveur, de protection, qu'on puisse, sauf injustice, accorder au vin : cette denrée est encore si limitée, qu'il est de notre devoir de la mettre à la portée de tout le monde.

J'ai dit que le vin est une denrée de première nécessité. Ici je me trouve en désacord avec le conseil divisionnaire de Chambéry lequel après avoir dit que la Savoie compte 100 mille propriétaires de vignes...

Louaraz. Cent mille vignerons.

Cavour. Je demande pardon à M. Louaraz : je m'en vais lire le passage du mémoire auquel je fais allusion ; il est ainsi conçu : « Par suite de l'immense subdivision des propriétés en Savoie, on compte environ 100 mille familles de propriétaires dont une très-grande partie cultive la vigne. »

« Il faut y ajouter encore les familles des vignerons qui la cultivent comme colons partiaires. »

Louaraz. Dans les 100 mille on a compris aussi les femmes et les enfants.

Cavour. Le rapport dit 100 mille familles de propriétaires. Tout le monde a lu le mémoire. On y lit 100 mille familles de *propriétaires dont une très grande partie cultive la vigne.* Il faut y ajouter encore *les familles des vignerons.* Cela se lit à la page 5 du rapport.

Eh bien, Messieurs, malgré l'assertion contraire du conseil

divisionnaire de Chambéry, je dis que le vin est une denrée de première nécessité. Je crois que, consommé dans de justes proportions, il est éminemment utile à la santé des classes ouvrières, qu'il contribue à soutenir leurs forces, et qu'il les aide à supporter les fatigues extraordinaires.

Je crois qu'il est grandement à désirer que l'usage en devienne de plus en plus général, et cela surtout dans les provinces où le pâle agriculteur cultive le riz et la prairie.

Je sais que l'honorable M. Saracco nous dit que si les ouvriers de ces provinces ne boivent pas de vin, la faute en est aux propriétaires et aux fermiers. Je ne veux pas entreprendre ici l'apologie des fermiers, ni des propriétaires de cette province; on croirait que je défends ma propre cause. Je me bornerai à observer que dans ces provinces le salaire des ouvriers à l'année, et de ceux à la journée, est plus élevé que dans le pays de vignobles. J'ais fait de l'agriculture dans les deux contrées, et j'ai toujours payé les ouvriers beaucoup plus cher dans mes rizières, que dans mes vignobles.

D'ailleurs, il me suffira de citer un fait pour prouver la vérité des mes assertions, et c'est que les ouvriers des provinces vinicoles émigrent en masse pour aller travailler dans les provinces où l'on cultive le riz. Si le prix de la journée n'était pas plus élevé dans ces provinces, ils ne bougeraient pas de chez eux. Et notez qu'ils n'émigrent pas seulement dans la saison de la récolte du riz, mais encore dans les autres saisons et à l'heure qu'il est une portion nombreuse des individus qui sèment le riz chez nous appartiennent au vinicole Monferrat.

La moitié de ceux qui coupent le blé sont de la même province.

La journée du bon ouvrier est maintenant de 35 sous dans le Vercellais, tandis que dans les pays de colline, on en trouve tant qu'on veut moyennant 20 sous. Si la consommation du vin est si restreinte dans nos plaines c'est parce qu'il est déjà à un prix trop élevé sur le lieu de la production, prix fortement augmenté par les frais de trasport et les bénéfices des négotiants.

L'honorable préopinant n'était donc pas fondé à taxer d'exagération, et de fausse philantropie, l'exposé des motifs, pour avoir dit que l'abaissement du prix des vins était une véritable question d'humanité.

Oui, Messieurs, c'est une véritable question d'humanité, car tous ceux qui se sont occupés pratiquement de l'agriculture des provinces, où se cultive le riz et les prairies arrosées, vous diront que le nombre des fièvres est beaucoup plus considérable dans les années où le prix du vin est élevé.

Si l'honorable député d'Acqui veut prendre des informaions à cet égard, s'il veut bien consulter un médecin quelconque des provinces du Piémont, de la Lomelline, du Vercellais, il verra que ce fait est universellement reconnu.

Maintenant, Messieurs, je viens à la question des effets du traité sur la production des vins. Quelle que soit ma foi, comme l'a observé l'honorable Monsieur Ménabrea, dans les principes du libre échange, si j'avais cru, en les applicant, opérer une révolution complète, absolue, dans l'industrie vinicole, j'aurai procédé avec beaucoup plus de lenteur et de modération.

Mais, Messieurs, je le dis franchement, je crois qu'on s'exagère, et qu'on s'exagère infiniment les résultats du traité, non pas tant peut-être sur le prix des vins, que sur la culture de la vigne. Je crois, Messieurs, que le traité apportera une diminution dans le prix du vin, qu'il exclura les vins du Piémont de la plus grande partie des marchés de la Ligurie, sur lesquels depuis quelques temps ils avaient cessé d'arriver en grande masse et d'où ils devaient un peu plus tard un peu plus tôt être tout-à-fait exclus.

Reste à savoir, je parle maintenant du Piémont, si les vins de France pourront venir leur faire concurrence sur les marchés de l'intérieur. Je ne le crois pas. Dans les années ordinaires lorsque nos vignes ne sont pas frappées par un fléau comme celui de l'année dernière, le prix du vin potable, bon même, n'excède pas 16 francs l'hectolitre. On a à ce prix de

… vins de luxe, mais des vins de l'an… n'y a que quelques vins qui excè…

… même en suivant les calculs de M. Mé… pourriez avoir à 16 fr. que des gros vins du … Messieurs, que jamais ces vins ne … les nôtres: ce sont des vins détestables … consommateurs ne les achèteront au même … Mais, nous disait tout à l'heure M. Ména… on fait le coupage. C'est là la grande argu… le spectre avec lequel on épouvante … de vin.

… Expliquons-nous ce que c'est que ce coupage. … des vins faibles, des vins qui n'ont pas de … en France les vins de Surenne et des autres … Paris, avec des vins gros, chargés d'alcool et de … quelquefois. On ajoute au mélange de l'eau de vie et … constitue le coupage. Quelquefois même on se per… que celà, et on mêle à ces vins des matières étran… du sang d'animal, des matières colorantes, etc.

… quant au Piémont, je ne sais pas comment … opérer le coupage. Nos vins à meilleur marché … trop chargés en couleur; c'est ce qui arrive surtout … Acqui. Je me rappelle fort bien qu'un marchand de … vantait ces vins, finit par s'écrier: quel vin, Mon… est si épais qu'on le couperait avec un couteau *(Ila-*…

… si vous le voulez, une métaphore hardie, mais une … prouve combien le vin d'Acqui est coloré. Ja… coupera ces vins là avec les vins français; au con… si jamais l'industrie des coupages se généralisait chez … nos petits vins de la plaine, nos propres vignes … largement de quoi l'exercer.

… Lombardie ne produit pas de gros vins; la Brianza qui … la partie la plus vinicole ne produit que des vins très-

clairs, et trè-aigres et pour lesquels le coupage est une nécessité C'est là un des arguments les plus puissants de M. Ménabrea. Il nous disait: vous verrez les vins du Languedoc traverser le Piémont, aller en Lombardie se faire couper *(Si ride).*

Mais à quel prix, ces vins reviendront-ils en Lombardie? La traversée du Piémont coûtera cher. Il faudra toujours se procurer des certificats d'origine, déposer ces vins dans des caves piémontaises. Or vous savez que pour peu qu'on remue du vin et du vin ordinaire, on lui fait supporter des frais considérables. L'honorable M. Ménabrea porte le prix de ces vins à 16 fr. l'hectolitre rendus à Gênes.

Ménabrea. Non, j'ai calculé 18 fr à la frontière lombarde.

Cavour. Soit 18 fr. à la frontière lombarde. Mais, Messieurs, les vins de Valence qui servent à faire le coupage en Lombardie, coûtent ordinairement beaucoup moins ; ils ne valent pas en moyenne plus de 10 fr. Je ne dis pas cette année, mais dans les bonnes années vous avez pour 10, pour 8 fr. même l'hectolitre de très bon vin; et à Valence ces vins sont aussi propres au coupage que ceux du Languedoc, car s'ils sont moins spiriteux ils sont encore plus épais, plus colorés: or à Milan c'est la couleur que l'on aime.

Au reste un autre fait suffira pour vous rassurer complètement sur les effets de ce mystérieux coupage. A notre porte il existe un petit pays où l'on consomme assez de vin, qui se trouve dans une position identique à la Lombardie, c'est-à-dire où l'on ne produit que des petits vins, faibles en esprit et en couleur; c'est le canton du Tessin qui produit des vins analogue à ceux de la Brianza, qui comme eux ont besoin des nôtres pour être coupés. Les vins de France peuvent y parvenir aux mêmes conditions que les nôtres. Ils n'ont besoin pour cela ni des certificats d'origine, et cependant avez-vous jamais entendu dire que les habitants du Tessin achètent des vins du Languedoc pour couper les vins de Belinzona, de Lugano?

Si celà était, j'en serais fort étonné, car jamais je n'en ai entendu parler.

Ainsi, Messieurs, je crois avoir démontré que pour ce qui a rapport au Piémont les producteurs peuvent être certains que dans les années ordinaires, non celles de disette, ils resteront maitres du marché. J'en viens maintenant à la Savoie qui est le pays qui paraît se préoccuper davantage des effets du traité que nous discutons. Ce traité, je ne le conteste pas, a causé une vive émotion en Savoie, émotion dont les partis extrêmes ont habilement profité pour exciter une grande agitation, un gran mouvement contre le gouvernement, et je dirai presque contre nos institutions libérales.

Valerio. Il n'y a qu'un parti extrême en Savoie.

Cavour. Les députés de la Savoie, les journaux qui se sont faits les organes des producteurs ont dit que la Savoie toute entière s'était soulevée contre le traité, que la Savoie toute entière était intéressée à maintenir la protection des vins; et si, en effet, on se rapportait à ce qu'à dit le conseil divisionnaire, on aurait raison de le croire.

Mais les choses sont bien différentes. Je ne puis pas vous donner la statistique exacte de la production des vins en Savoie, parce que tous les efforts qu'à fait le gouvernement, efforts dirigés par les soins de M. le député Despine, n'ont abouti qu'à recueillir nos documents d'une inéxactitude évidente.

Je le savais depuis longtemps, et c'est pourquoi j'avais négligé de les consulter.

Toutefois, lorsqu'est arrivée la discussion du traité, j'ai voulu recourir à cet arsenal de chiffres, dans l'espoir d'y trouver des armes pour soutenir ma thèse; mais j'ai dû bientôt y renoncer, pour ne pas me servir sciemment des données radicalement fausses. Pour vous prouver combien cette statistique agricole est inéxacte, quoique faite par les soins du gouvernement, mais d'un gouvernement qui ne voulait pas dépenser, je vous dirai qu'en examinant les chiffres relatifs aux différentes provinces de l'Etat, je trouve pour la Maurienne, le chiffre représentant la culture de la vigne beaucoup plus élevé, trois ou quatre fois davantage, que celui relatif à la province de

la Haute Savoie. Celle-ci est très-vinicole, tandis que la Maurienne l'est fort peu, et cependant la statistique du gouvernement nous donne 7441 hectares de vignes en Maurienne, et seulement 1720 dans la province d'Albertville. Ces chiffres vous donnent la mesure de la confiance que peuvent inspirer les statistiques dont vient de faire l'usage l'honorable M. Ménabrea.

Selon elles il y aurait sept fois plus des vignes dans la Maurienne que dans la Haute-Savoie; mais ce résultat est complètement faux, évidemment absurde. La Maurienne ne produit pas de vin pour la moitié de ses habitants (c'est un fait que les autorités ont constaté) tandis que la Haute Savoie produit le vin nécessaire pour ses habitants et en exporte encore quelque peu. J'espère que M. Blanc ne voudra pas contredire ces faits,

Voyons maintenant dans quelle proportion les différentes provinces de la Savoie sont intéressées à la culture de la vigne.

La Savoie se compose de sept provinces : quatre forment la division de Chambéry, et trois celle d'Annecy. Or, Messieurs, des quatre provinces de la division de Chambéry, une seule, la province de Chambéry, produit un excédant considérable de vins. Quant aux autres provinces, voici quelle est leur condition vinicole : la Maurienne se compose de 79 communes dont 48 ne cultivent pas la vigne et 31 seulement la cultivent; de manière que les deux tiers de la province sont étrangers à sa culture. Aussi la Maurienne est-elle obligée de s'approvisionner des vins ailleurs, et cette importation, assez considérable, se repartit ainsi qu'il suit : les mandements de Lanslebourg et de Modane se fournissent des vins de Suse ; ceux de St-Michel et de St-Jean les tirent de Montmeillan, de St-Pierre-d'Albigny et de la Rochette. Quant à la Tarentaise, sur 55 communes ayant une population de 46 mille âmes, 25 communes formant une population complèxe de 17,000 âmes produisent du vin, mais non suffisamment pour la con-

sommation; 30 communes ayant une population de 28,440 âmes ne produisent pas de vin du tout. Quant à la Haute Savoie, voici ce que m'écrit l'Intendant de cette province, administrateur fort habile, très-intègre, et frère d'un de nos honorables collègues, qui, bien qu'il soit un de mes bons amis, votera, je le crains, contre le traité.

L'honorable Intendant me disait : « La grande masse des consommateurs reconnait que le traité ne peut que lui être avantageux, et plusieurs même des propriétaires de vignes s'en épouventent peu.

« En me promenant dernièrement au milieu des vignes, j'interrogeais un ancien qui cultivait la sienne avec courage. Il me disait qu'il ne craignait pas la concurrence des vins de France, et que du temps que la Savoie était française son vin avait toujours eu sa valeur, etc., etc. »

Ainsi, vous voyez, Messieurs, que l'émotion paraît beaucoup plus forte dans les journaux et parmi les hommes politiques, qu'elle ne l'est parmi les cultivateurs et les vignerons.

Je dois ajouter que cette opinion ne peut vous être suspecte, à raison de ce que c'est un employé qui la manifeste. Le gouvernement n'a cherché à exercer aucune pression sur ceux qui dépendent de lui.

Le caractère loyal et franc de l'honorable personne dont j'ai lu la lettre suffirait pour la mettre à l'abri de tout soupçon à cet égard; mais en outre je puis vous assurer que nous avons laissé tout le monde libre de manifester sa pensée. Pour vous le prouver, je dirai que M. l'Intendant général de Chambéry s'est joint aux députés présents à Turin, pour venir chez moi protester contre les effets du traité, et qu'en assistant aux séances du conseil divisionnaire, il n'a pas caché partager les opinions de la majorité. De plus, parmi les personnes qui ont pris part aux délibérations dudit conseil divisionnaire; il y a un employé des finances qui a beaucoup blamé le traité : le ministère ne lui en sait point également mauvais gré; au contraire, il l'a fait féliciter de sa franchise par un de ses amis.

Ainsi je crois être en droit, d'après ces faits, d'affirmer que l'opinion manifestée par les employés du gouvernement est sincère, qu'elle est fondée sur une consciencieuse conviction, qu'elle mérite une entière confiance. J'en viens à la division d'Annecy.

Dans la province d'Annecy les 2|3 à peu près de la province ne produisent pas de vin; mais comme il s'en produit en très-grande quantité dans le mandement de Seyssel, on peut dire que la production égale la consommation.

Ce qu'on y importe des provinces de Chambéry et d'Albertville est compensé par ce qui est exporté dans le Châblais, le Faucigny et le canton de Genève.

Mais tel n'est pas le cas des deux autres provinces qui composent la division. L'une et l'autre sont loin de produire les vins dont elles ont besoin.

Quant au Faucigny, d'après les calculs les plus modérés, sa consommation s'élève à 95 mille hectolitres. Quelques personnes la portent à 110 et jusqu'à 130 mille hectolitres.

Eh bien, sur ces 95 mille hectolitres, 33 mille seulement sont produits dans la province. Le reste provient des autres provinces de la Savoie. Aussi j'avoue franchement que je n'ai pas été peu étonné quand j'ai vu l'honorable M. Bastian s'unir aux représentants des autres provinces de la Savoie pour combattre ce traité. En compensation, j'ai eu le plaisir de savoir que son opinion n'était pas partagée par la grande majorité des habitants de la province à laquelle il appartient; j'ai eu la consolation de voir que d'autres députés de ce pays ainsi que des députés appartenants à la Savoie avaient quitté leurs foyers pour venir protester contre les réclamations en faveur d'une industrie, qui, bien que restreinte à certaines localités, était représentée comme intéressant la Savoie toute entière.

Le Châblais est dans une position à peu près identique à celle du Faucigny. Je crois cependant que la production du vin est en proportion de la population, un peu plus considerable; je ne puis cependant rien affirmer de plus à cet égard. Je con-

state seulement que cette province est intéressée à la diminution des prix.

De tout ce que j'ai eu l'honneur de vous dire il résulte que sur sept provinces, une seule, celle de Chambéry, produit du vin au-delà des besoins de sa consommation; les autres sont entièrement désintéressées dans la question, où elles ont un intérêt contraire à celui de la province de la Savoie Propre.

Les dénégations des honorables MM. Despine et Ménabrea ne m'émeuvent nullement, c'est-à-dire qu'il leur importe que le prix du vin ne soit pas trop élevé.

Mais, Messieurs, quoique la question se réduise à une seule province, ce n'est pas une raison pour que je ne la considère pas comme ayant une haute importance.

Quand la province de la Savoie Propre serait seule intéressée à l'industrie vinicole, je ne serais pas moins coupable si j'avais négligé ses intérêts.

Or, Messieurs, voyons si les effets de ce traité seront aussi nuisibles à cette province qu'on nous le dit; si elle est véritablement ménacée d'une ruine totale par suite de la concurrence des vins français.

L'honorable M. Ménabrea, avec la franchise qui lui est habituelle, nous a dit : je ne redouterais pas les effets du traité, si la Savoie n'avait à craindre que la concurrence des vins de l'Isère. Il reconnaît donc que cette concurrence ne pourrait leur être fatale. Je crois que l'honorable M. Ménabrea a fait cet aveu : il a dit que la différence de prix entre ces vins et ceux de la Savoie est de 3 à 5. Je crois ce chiffre exagéré car l'honorable Brunier qui habite la frontière, a constaté avec soin le prix des vins pendant plusieurs années, et n'évalue cette différence qu'à un cinquième.

Mais enfin quand la différence serait celle indiquée par M. Ménabrea, atténuée comme elle le sera toujours par le droit de 3 fr. 30 cent. elle ne pas telle, l'honorable député le reconnait lui-même, qu'elle puisse porter une grande perturbation dans la culture de la vigne.

Mais si les vins du Dauphiné n'effraient pas M. Ménabrea, tent ceux du midi qui le font trembler pour l'avenir de la voie. Cette crainte me paraît chimérique. Je vous le prouve- par un raisonnement bien simple. Si les vins du midi a- ent une telle puissance, grâce à cette terrible et mysté- use opération du coupage, si malgré le droit de 3 fr. 30 ils vaient supplanter les vins de la Savoie sur les marchés du rs, comment se fait il qu'ils n'ayent pas encore fait dispa- tre les vins du Dauphiné, ceux de la vallée du Grésivaudan? vins-là sont bien plus exposés à la concurrence des vins Languedoc, que ne le seront ceux de la Savoie; et ce- ndant je ne sache pas qu'on ai cessé d'en produire; au con- ire, si je suis bien informé, si ce que affirme l'honorable Brunier est vrai, la culture de la vigne fait chaque jour nouveau progrès dans la vallée de l'Isère.

Rassurez vous donc, Messieurs, tant que la culture de la gne n'aura pas disparu dans les contrées voisines, elle ne ra pas prête à succomber sous les coups de la concurrence s vins du midi.

Ceci n'est pas un argument scientifique, c'est un raisonne- nt éminemment pratique, auquel on ne saurait répondre, qui trouvera grâce aux yeux de ceux-là même qui mépri- nt les théories économiques.

A mon avis, les effets du traité sur les vins de la Savoie borneront à peu de chose dans les circostances ordinaires. Savoie produit habituellement beaucoup de vins de qualité ssable à des prix modérés. Dans ces années là, soyez tran- illes, les vins de France ne feront pas une grande concur- nce à ceux de la Savoie. Les provinces du nord, le Châblais, Faucigny, se procureront quelques vins de France; ces au- s provinces continueront à boire les vins du pays; mais la voie est sujette comme tous les pays vinicoles à l'intempé- des saisons. Il arrive souvent que la récolte manque soit quantité, soit, et le plus souvent, en qualité. En ce dernier s la France pourra suppléer au défaut de production, et faire

une concurrence avantageuse aux vins médiocres faits avec des raisins qui n'ont pas pu atteindre une maturité convenable. Serait-ce là un grand malheur? La question, ainsi que l'a si bien posée hier l'honorable M. Cadorna, se réduit à déterminer si les conséquences d'une mauvaise récolte doivent retomber sur les consommateurs ou bien si elles doivent être supportées par les producteurs; quant à moi je n'hésite pas à déclarer que je trouve juste, que je trouve équitable que les producteurs, qui jouissent des bienfaits de la propriété, subissent les chances défavorables auxquelles elle est de temps à autre sujette.

Et lorsque l'intempérie atteint leur récolte, il faut qu'ils se contentent de vendre leurs produits à meilleur marchés; si elle est de médiocre qualité, il faut qu'ils permettent au consommateur de substituer du bon vin étranger au mauvais vin du pays.

Ainsi je crois qu'il sera convenable utile à la Savoie de faire en sorte que les années de récolte tardives, lorsque les vins sont aigres et malsains, les consommateurs puissent se procurer de bons vins en France à des prix raisonnables.

Les longs arguments que j'ai développés devant la Chambre me paraissent avoir suffisamment démontré combien la réforme proposée dans les droits sur les vins était opportune et raisonnable.

Je vais maintenant vous parler de la compensation que nous avons procurée à l'agriculture, en affranchissant de tout droit tant à l'entrée en France, qu'à la sortie du Piémont les soies grèges et moulinées.

Et ici qu'on me permette de relever une singulière erreur, dans laquelle est tombé M. Ménabrea. En parlant de l'abolition du droit sur l'exportation des soies, il l'a considérée comme un cadeau gratuit fait à la France, comme un bienfait auquel les producteurs nationaux devaient être étrangers.

M. Ménabrea aurait peut-être raison, si le Piémont produisait seul de la soie ; si par conséquent le prix des soies fut

uniquement composé par les frais de production chez nous, et la demande des consommateurs français.

Mais, Messieurs, vous savez aussi bien que moi qu'il n'en est pas malheureusement ainsi.

Le Piémont ne produit qu'une très-faible partie des soies qui se consomment, je ne dis pas dans le monde entier, mais encore sur les marchés de la France.

A Lyon, si je ne me trompe, on travaille pour plus de 2000 millions de soie par an....

Blanc. On en travaille à Lyon pour 150 millions.

Cavour. Soit ; ajoutez à la consommation de Lyon celle de St-Étienne et Nimes, et vous arriverez au chiffre de 200 millions. Or c'est à peine si le Piémont envoie en France pour 30 ou 40 millions de soie, c'est à dire le sixième ou le cinquième au plus de la consommation totale.

Or ce n'est pas les frais d'une si faible portion des produits qui se vendent sur les marchés qui puissent influer sur les prix; si ces frais baissent, ces prix demeurent les mêmes, ce sera le producteur seul qui en profitera.

Ainsi on peut assurer que l'abolition des droits d'exportation et d'entrée ne fera pas baisser le prix des soies à Lyon, et qu'ainsi ce seront les producteurs piémontais qui gagneront toute la différence des droits.

C'est là, Messieurs, un grand avantage pour nous; veuillez y bien réfléchir, et vous vous persuaderez avec moi que l'article des soies a une telle importance pour l'agriculture, qu'il devrait à lui seul désarmer l'opposition des députés de la Savoie et les décider à voter le traité.

La production de la soie constitue la première industrie du pays, ainsi qu'une des branches la plus productive de notre agriculture.

En l'affranchissant de tout droit, en l'émancipant tout-à-fait, nous favorisons en même temps et l'agriculture et l'industrie.

Assez et trop longtemps nous avons maintenu le système

protecteur à l'agriculture. Ce système a produit les plus tristes effets en maintenant cette riche industrie dans une longue et honteuse enfance.

Elle en est sortie depuis qu'on a cessé de la protéger : depuis que les soies grèges peuvent s'exporter, et qu'on a réduit d'abord, puis abouli les priviléges des moulinées.

Depuis lors l'industrie séricole a fait des grands progrès chez nous Nos moulins, obligés de lutter à armes égales avec l'étranger, travaillent actuellement non seulement les soies du Piémont, mais encore celles de la Lombardie, de la basse Italie, et même de la Sicile.

Or, Messieurs, la suppression des droits de sortie et d'entrée tend à favoriser cette industrie qui est en voie de progrès, non seulement parce qu'elle la soulage de droits assez lourds, mais encore parce qu'elle la libère des formalités sans nombre qui entourent l'importation et la réexportation des soies étrangères qui viennent se faire travailler en Piémont.

Les plus faibles entraves nuissent souvent plus à une industrie, que des droits fiscaux. Jugez-en par ce seul fait.

Il y a quelques années, un capitaliste avait élevé un très-beau moulin à soie sur les bords du Lac-Majeur : eh bien! les réglements fiscaux étaient tels, que ce capitaliste ne pouvait trasporter ces soies qui se produisent en immense quantité sur l'autre rive du lac, sans qu'elles fussent d'abord expédiées à Turin pour y être vérifiées, estampillées, soumises à la formalité de l'acquit à caution avant d'être renvoyées à Intra. Le moulin languissait ; la suppression de ces prescriptions vexatoires assurera sa prospérité.

Je suis en conséquence convaincu que l'abolition de tout droit tant à l'entrée qu'à la sortie des soies, contribuera à hâter ce mouvement progressif qui s'est manifesté depuis quelquel années dans l'industrie séricole. Car, Messieurs, je me plais à le constater, nous avons fait des grands progrès.

Messieurs, de vastes établissements se sont élevés, qui peuvent supporter la comparaison avec le plus beaux moulins à

soie de la France et de l'Angleterre; sans crainte de blesser aucun sentiment national, j'affirme que l'étranger ne possède rien de plus parfait, par exemple, que le moulin de notre collègue M. Bolmida, celui de M. Rignon, de M. Bravo, et quelques encore que je m'abstiens de citer.

Si les industriels prospèrent, les agriculteurs y gagneront aussi; car plus ils seront nombreux et riches, et mieux ils payeront les cocons que ceux-ci produisent.

C'est pourquoi je me crois fondé à répéter que l'agriculture non moins que l'industrie est intéressée à la réforme que nous allons accomplir.

Messieurs Louaraz et Bastian ainsi que le député d'Acqui sans contester ces faits, me reprochent de vouloir substituer partout, jusque sur la crête des Alpes et des Apinnins, la culture du mûrier à celle de la vigne.

Messieurs je ne pousse pas les choses à l'absurde; je n'ai pas dit qu'il faille substituer partout le mûrier à la vigne; je n'ai pas mis en avant cette absurde proposition, d'abord parce que je ne crois pas que le pays puisse se passer de la production des vins du pays, et ensuite parce que je sais que tous les terrains où l'on cultive la vigne ne sont pas propre au mûrier.

Mais ce que je crois, c'est qu'il y a un grand nombre de localités où cette substitution peut s'opérer avec avantage pour les propriétaires. Je ne parle pas des vignes des beaux côteaux des provinces d'Asti, et du Monferrat, d'Albe et du Mondovì. Je ne fais pas allusion à celles plantées à grands frais sur les pentes des montagnes; mais je veux parler d'une foule de vignes cultivées dans les plaines ou les lieux bas où l'on produit à des frais énormes un vin détestable. Dans la plaine d'Alexandrie, par exemple, dans la Fraschea on en est encore à enterrer les vignes toutes les années. Tous les ans au mois de novembre on enterre la vigne pour la retirer du sol au mois d'avril. Cette pratique barbare ne pourrait subsister si le vin n'avait un prix factice. Grâce au droit protecteur lorsqu'il sera aboli, les propriétaires de la

Fraschea renonceront à leur ancien système; ils ne déterreront plus leurs vignes, et planteront à leur place des mûriers. qui prospéreront admirablement. Tout le monde y gagnera, les consommateurs qui boiront de meilleurs vins et les producteurs qui vendront mieux leurs belles soies, que le détestable breuvage qu'ils qualifient du nom du vin.

Ce n'est pas un rêve : cette trasformation s'est opérée dans dans quelques provinces.

Elle s'est opérée dans la province de Coni, grâce à l'énergie de quelques propriétaires éclairés qui ont servi d'exemples à leurs concitoyens.

A Coni on a subtitué le mûrier à la vigne La production du vin à Coni a diminué tandis que la production de la soie a prodigieusement augmenté. Elle a presque triplé dans vingt ans. La même chose pourrait arriver dans la province que représente l'honorable Saracco. On ne plantera pas le mûrier sur les hauts côteaux; mais *dans le fond de la vallée* et jusqu'à demi côteau on pourra en planter, et les propriétaires qui le feront auront sur ceux de la plaine, l'avantage de voir réussir d'une manière plus certaine l'éducation du vers-à-soie. Car tout le monde sait combien ces vers réussissent dans les pays à air vif comme les pays de collines.

Je persiste donc à dire que la substitution du mûrier à la vigne peut se faire très-avantageusement, non pas partout mais dans un grand nombre de localités, et que si elle s'opérait dans une portion seulement de ces localtés l'équilibre serait rétabli entre la production et la consommation, malgré les importations auxquelles le traité donnera lieu.

Voci. A domani! A domani!

Cavour. Poichè la Camera lo vuole continuerò domani il mio discorso.

SEGUITO DELLA DISCUSSIONE

SUL TRATTATO DI COMMERCIO COLLA FRANCIA.

Cavour. Messieurs à la fin de la séance d'hier je vous entretenais des effets que la suppression des droits de sortie et d'entrée sur les soies devaient produiire sur notre industrie; je vous avais indiqué les bienfaits qui devaient en résulter pour le Piémont, je dois maintenant vous parler des résultats que la Savoie en particulier peut et doit en espérer.

Vous savez, Messieurs, que l'industrie de la soie en Savoie est encore dans l'enfance; le nombre des mûriers par rapport à ce que le sol pourrait en contenir est encore fort limité.

Je demande pardon à M. Louaraz de ne pas ajouter foi absolue à ses paroles quand il a avancé qu'il n'y a pas un carré de terrain où nos mûriers peuvent se développer, qui ne soit planté. Je ne connais pas la localité dont il a parlé; mais je connais la plaine de Chambéry, et je puis vous assurer que dans cette plaine il y a encore de la place pour des milliers de mûriers. Je vous citerai d'ailleurs un fait qui viendra à l'appui de ce que j'avance: un de nos collègues a quitté sa maison pour venir soutenir le traité; il était occupé à planter des mûriers....

Brunier. Oui, c'est moi, je plantais aussi de la vigne.

Cavour. Vous voyez donc, Messieurs, que la Savoie peut encore augmenter, et augmenter considérablement la production des vers-à-soie. Une des causes qui s'opposait par le passé au développement de la culture des mûriers,— et je me hâte de dire qu'il y a eu un grand progrès depuis l'époque à laquelle je fais allusion, — c'était le petit nombre des filatures qui existaient en Savoie, et l'absence totale de moulins à soie. Il y avait un petit nombre de filatures parce qu'en

général on ne produisait pas beaucoup de cocons, et en second lieu parce que la partie de la Savoie qui produit le plus de soie est celle qui longe la frontière de la France.

Or, les lois douanières actuelles imposent les restrictions les plus gênantes pour les filatures qui se trouvent dans un rayon de cinque milles de l'extrême frontière; elles ne peuvent s'établir sans une permission spéciale du ministre des finances, elles sont soumises aux visites des agents de la douane; elles ne peuvent exporter des soies sans avoir reçu un permis du bureau des douanes.

Ce sont là, Messieurs, je le dis hautement, des mesures excessivement vexatoires. Dans la pratique on ne les exécute pas d'une manière bien sévère. Depuis que je suis entré au ministère, j'ai recomandé aux agents de finances d'user d'une entière indulgenge. Néanmoins la loi existe avec un grand luxe de dispositions vexatoires, qui d'un moment à l'autre peuvent être exécutées, et causer une gène infinie aux propriétaires de filature.

Pour que la Chambre puisse juger de la vérité de mon assertion, je vais lui donner lecture des réglements encore en vigueur :

(Dà lettura dell'Editto doganale).

..... Enfin, une foule d'autres formalités. Comment voulez-vous qu'une industrie se développe et prospère lorsqu'elle est entourée d'autant d'entraves?

Lorsque la sortie de la soie sera libre, ces formalités disparaîtront et l'industrie de la soie se trouvant délivrée de ces formalités gênantes et vexatoires, pourra se développer rapidement comme elle l'a fait en Piémont. Messieurs, non seulement j'espère que le nombre des filatures augmente en Savoie, mais j'espère encore que la Savoie qui, comme le disait hier l'honorable Ménabrea, possède de grands élements de prospérité industrielle, verra s'établir dans son sein des moulins à soie. Les moulins exigent de grandes forces motrices, et la Savoie en possède en abondance. Elle produit une quantité

suffisante pour l'alimentation d'un moulin : et si elle
ıquait, comme la sortie des soies de la France est dé-
ibre, elle pourra s'en procurer facilement dans les dé-
ents voisins.

ɔis dire que j'ai déjà entendu plusieurs de nos indus-
ıanifester l'intention d'acheter des soies de la France
:s faire travailler dans leurs moulins. Cela pourra se
galement en Savoie où la force motrice est plus abon-
:t à meilleur marché. J'espère que la famille de l'ho-
ɔ député Blanc qui a déjà rendu de si grands services
'oduisant l'industrie des étoffes de soie, complétera son
en établissant un moulin pour travailler les soies que
rique employe.

ıc. Il faut que la Savoie produise des soies...

nier. Elle en produira.

ıc. Dans vingt ans d'ici.

our. Mais, Messieurs, l'abolition du droit de sortie et
:e sur les soies doit avoir une bien autre influence sur
ıtrie de la Savoie. Lyon est le principal centre de l'in-
: des tissus de soie; mais s'il s'opère à Lyon tous les
une révolution industrielle, les fabricants étendent leur
ıtion hors des murs de la ville, ils tendent à substi-
ıx ouvriers de la ville les ouvriers des campagnes, qui
lent à meilleur marché.

métiers lyonnais se sont répandus dans les départe-
de l'Ain et de l'Isère, ils atteignent l'extrême frontière;
nt-de-Beauvoisin français, il y a bon nombre de mé-
ui travaillent pour le compte des fabricants de Lyon.
jour où il n'y aura plus de droits ni à l'entrée ni à la
des soies, les fabricants de Lyon pourront faire tra-
les soies non seulement dans les départements de l'Ain
l'Isère, mais encore en Savoie, et ils le feront, car l'ou-
est intelligent, est économe, et peut avec avantage en-
ı concurrence avec l'ouvrier français. En supprimant les
d'entrée... *(Interruzioni).*

Blanc. Faites supprimer le droit d'entrée en France sur les étoffes.

Presidente. Prego i signori deputati a non fare interrogazioni e interruzioni all'oratore.

Cavour. J'admets, j'aime les interruptions, je ne m'en plains pas (*Ilarità*).

M. Blanc me dit: mais il y a des droits d'entrée en France sur les tissus de soie très-élevés. On l'a déjà dit hier, je crois que c'est l'honorable M. Ménabrea. Je répondrai à ce qu'il a dit à l'égard des gazes de Chambéry. Quant aux droits ils ne pourraient être d'obstacle à l'extension de l'industrie lyonnaise en Savoie, qu'autant que Lyon ne travaillerait que pour la consommation intérieure de la France. Dans ce cas, il est évident que les fabricants ne feraient pas tisser à l'étranger des étoffes qui devraient payer un droit élevé.

Mais on sait que la moitié, les deux tiers de la fabrication de Lyon sont destinés à l'exportation; cela est vrai, surtout les étoffes unies. Cela étant, on les fera fabriquer en Savoie, et puis on les fera arriver sans frais à l'entrepôt de Lyon, d'où on les exportera en Amerique. Cette extension de l'industrie lyonnaise est très-probable parce que, je le répète, l'ouvrier savoyard est intelligent, économe, et peut supporter la concurrence avec l'ouvrier étranger. Je vais démontrer qu'il possède ces qualités par des faits que la Chambre écoutera sans doute avec plaisir.

Vous verrez par ce qui vient de se passer en Faucigny, combien la Savoie est suscettible de devenir industrielle; avec quelle facilité des industries qui n'ont rien de factice, qui ne réclament aucune protection, peuvent facilement se développer chez elle.

L'industrie de l'horlogerie existait depuis longtemps en Faucigny, mais on l'avait négligée; le gouvernement ne s'était jamais occupé d'elle, et la concurrence de la Suisse l'avait presque anéantie. En 1847, un ministre qui se préoccupait de l'industrie, et qui avait à cœur les intérêts de la Savoie,

M. Desambrois, a fondé une école d'horlogerie à Cluses: le gouvernement a protégé l'introduction des matières premières en les affranchissant de tous droits; mais il n'a point accordé les primes et n'a point abrité cette industrie par le système protecteur. Voici ce que s'est fait à Cluses et dans les environs en cinq ans.

On comptait, en 1847, 607 ouvriers horlogers, dont les salaires se montaient au chiffre de 295,000 francs. L'année passée à la fin de 1851, le nombre des ouvriers s'élevait à 1,125 et le chiffre des salaires qu'ils ont reçus dans l'année à 945,000 francs. Vous voyez, Messieurs, comment une industrie que le gouvernement n'a nullement protégée d'une manière spéciale, pour laquelle il n'a dépensé que quelques milliers de francs, a fait d'immenses progrès. Cette industrie ne s'arrêtera pas là, elle augmentera encore : il s'est établi l'année dernière une fabrique de montres à Cluses, il doit s'en établir une autre bientôt. Les fabriques appellent les fabriques. Aussi dans quelques années, je ne doute pas que Cluses et ses environs ne puissent rivaliser avec la Suisse, et atteindre le même degré de prospérité dont jouissent le coke et la chaux de Fond.

Puisque j'ai parlé des rapports industriels et commerciaux de la Savoie avec la France, je dois revenir un moment sur mes pas pour répondre à une des objections qui a été répétée par presque tous les orateurs qui ont combattu le traité: presque tous ont dit que la France nous vendra ses vins, et que n'ayant rien à lui donner en échange, elle emporterait les derniers écus de la Savoie.

Cette objection serait facilement combattue si je voulais avoir recours aux lumières de la théorie; mais je m'abstiens de le faire, pour ne pas abuser de la patience de l'honorable Ménabrea, soit encore parce que ce côté de la question a été traitée par mon ami non politique, mais économique, l'honorable député Michelini. Toutefois, je crois de mon devoir de rassurer la Chambre sur ce que l'honorable Ménabrea et quel-

ques-uns de ses collègues ont dit relativement à la condition économique de la Savoie. Ces honorables députés assurent qu'elle est épuisée d'argent, et que la moindre sortie de numéraire la plongerait dans la plus grande détresse. Pour prouver ce fait on s'est appuyé sur des documents statistique. On a dit, non pas il est vrai dans cette enceinte, mais dans les délibérations du conseil divisionnaire de Chambéry, que l'impôt ne se percevait en Savoie, qu'avec les plus grandes difficultés.

Eh bien, Messieurs, ces assertions sont singulièrement exagérées. Je vous le prouverai en vous faisant connaitre l'état de perception de l'impôt foncier au premier mars dernier.

Voici ce qu'il résulte de ce document.

Au premier mars 1852 il restait dû sur l'impôt foncier de 1851, qui pour le sept provinces composant la Savoie s'élève à 1,017,173 fr., la somme de 77,324 fr. c'est-à-dire 7 p. 0/0. Or, Messieurs, pour toutes les provinces de terre-ferme dont l'impôt foncier est de 11,775,443, il restait dû à la même époque 935,906, c'est-à-dire à peu près le 8 pour cent.

Ces faits prouvent que les provinces de la Savoie sont plus au courant pour ce qui regarde l'impôt foncier, que les autres provinces de l'Etat.

On a dit ensuite que les nouveaux impôts avaient épuisé la Savoie et lui avaient enlevé tout son numéraire.

Louaraz. On a pas dit cela.

Cavour. On l'a beaucoup dit et répété dans les journaux. Voici un fait que je crois tout-à-fait utile de manifester à la Chambre, qui prouvera combien cette assertion est erronée: c'est le résultat ou mouvement des caisses. D'après le relevé, fait par l'inspection du trésor, il conste que la caisse centrale a reçu en 1851 de la Savoie la somme de 226,000 fr. environ, tandis qu'il est sorti de la même caisse pour la Savoie celle de 230,000 fr. ce qui constitue une différence de 4,000 fr. en faveur de la Savoie.

Mais voici un autre fait qui peut expliquer les plaintes de

nes provinces de la Savoie. C'est que la caisse de Cham-
a expédié aux autres caisses de la Savoie 117,000 fr.,
reçu 1,315,000 fr. Ainsi la caisse de Chambéry a reçu
is de ce qu'elle a versé 1,230,000 francs. Cela est natu-
uisque Chambéry est le centre du gouvernement, le siége
agistrat d'appel, et dans ce moment c'est la province où
xécute le plus de travaux publics.
is cela vous prouve que c'est peut-être la seule province
Savoie qui n'ait pas le droit de se plaindre des nouveaux
s, puisqu'ils lui ont procuré plus d'argent qu'elle n'en
ayer.
ilà un fait que je tenais à vous citer pour vous tranquil-
usqu'à un certain point, sur ce qui vous a été dit.
honorable M. Ménabrea pour vous prouver la détresse
Savoie s'est fondé sur le nombre de ventes judiciaires...
effet, ayant vérifié les chiffres, j'ai trouvé que les cal-
taient exacts. Mais l'honorable M. Ménabréa n'a pas fait
bservation; c'est que si les ventes judiciaires sont plus
dérables en Savoie que dans les autres provinces de l'Etat
est de même des ventes non judiciaires. Il s'opère en
e un beaucoup plus grand mouvement de la propriété.
opriété change plus souvent de main. Cela étant, il est
naturel que s'il y a beaucoup de ventes judiciaires, il
aussi beaucoup de ventes non judiciaires. Vous savez aussi
lans un pays où les *bandes noires* opèrent en grand, et ven-
à credit, comme en Savoie, il arrive qu'un grand nombre
eteurs ne payant pas, ce qui force les vendeurs à les
prier.
l'honorable M. Ménabrea avait comparé les ventes judi-
s et les ventes non judiciaires, il aurait vu que la pro-
ion était plutôt à l'avantage de la Savoie, que des autres
nces de l'Etat ; je m'en vais le prouver par des chiffres.
as la division de Chambéry (je fais observer que le ta-
que j'ai sous les yeux est rédigé par division), il y a
1830, sept mille cinq cent vingt-neuf ventes non ju-

diciaires, et 171 ventes judiciaires, c'est-à-dire qu'il y a eu le 22 pour mille de ventes judiciaires. Dans la province d'Annecy il y a eu plus de ventes judiciaires que dans celle de Chambéry, il y a eu le 33 pour cent. Dans la province de Turin la proportion est plus favorable, c'est-à-dire qu'il n'y en a que 19 pour cent. Mais dans la province de Coni, où la propriété est plus divisée que dans la province de Turin, les ventes judiciares sont aux ventes non judiciaires comme 40 est à 1000. Ainsi l'on voit que dans la province de Coni il y a deux fois plus de ventes judiciaires que dans la province de Chambéry.

J'espère que cela rassurera un peu M. Ménabrea.

Messieurs, je crois vous avoir prouvé combien les principales dispositions du traité, la réduction sur l'entrée des vins de France et la suppression des droits sur les soies sont des mesures utiles et avantageuses.

Toutefois on a fait une objection qui n'est pas sans valeur. Elle m'a été faite en public, et plus encore en particulier, par des personnes qui sont, du reste, favorables au traité.

On admet le principe de la réduction, on admet le principe du libre échange, on admet même que l'on devait pousser la réduction jusqu'au point où le ministère a consenti d'aller.

Seulement on nous reproche de ne pas avoir procédé par degré et petit-à-petit; on aurait voulu que la réduction ne fût achevée qu'au bout de plusieurs années. Eh bien, Messieurs, je vous déclare que je trouve un avantage dans le traité, c'est précisément parce que, la réduction s'est opérée immédiatement, radicalement, sans retard; c'est parce qu'on ne leurre pas les protecteurs et qu'on leur fait connaitre de suite les conditions auxquelles ils doivent en définitive se soumettre.

En fait de réformes je crois qu'on doit les mûrir lentement, qu'on doit bien y refléchir; mais une fois qu'on est décidé à les faire il faut les faire avec résolution et hardiesse, et les achever promptement: c'est le système que j'ai vu suivre en Angleterre.

Sir Robert Peel a fait une bien autre réforme que la nôtre: Il existait en Angleterre un droit énorme sur le blé; il passa de ce système ultra-protecteur au système de la liberté la plus absolue.

Mais, Messieurs, outre ces considérations générales, trois considérations spéciales ont porté le ministère à opérer sans délai la réduction du droit d'entrée sur le vin. Permettez-moi de vous annoncer ces considérations.

La première ce sont les résultats déplorables de la dernière récolte. Nous avons été, Messieurs, réduits à une véritable disette de vins. Il fallait en présence de cette disette apporter un remède et un prompt remède. Cela est si vrai, MM. que si les négociations du traité n'avaient pas été entamées, j'aurai pris sur moi, pendant l'absence de la Chambre, de réduire les droits d'entrée sur le vin au taux stipulé par le traité, si ce n'est plus bas. J'ai été sollicité à le faire par la Chambre de Commerce de Gênes et d'autres intérêts que le haut prix des vins compromet gravement.

Il y avait disette: cette disette n'était point passagère; il est évident qu'elle devait durer toute l'année; il est probable même qu'elle se prolongera pendant l'année 1853.

J'espère à cet égard que les prédictions faites par l'honorable M. Zirio ne se vérifieront pas entièrement; j'espère que cette terrible maladie ne dévorera pas la vigne cette année ainsi qu'elle l'a fait l'année dernière, mais quoique il en soit on ne peut espérer une bien bonne récolte. Les prix de l'année prochaine seront donc toujours élevés

Or, Messieurs, qu'elle circostance plus favorable pour opérer une diminution sur les droits de douane d'un produit très-protégé, que lorsque par des faits indépendants sans doute de la volonté des hommes le prix en est extrêmement élevé? Il est évident qu'on n'aurait pu choisir un moment plus opportun pour opérer la réforme. Une seconde cause plus grave à mes yeux a décidé le gouvernement à ne pas hésiter à réduire le droit d'entrée sur les vins. C'est la nécessité de réformer

le système des *Gabelle accensate* ou droits réunis, et de l'étendre à toutes les provinces de l'Etat.

Au nom du principe de justice et d'égalité, le gouvernement et la Chambre veulent étendre à des provinces qui ne produisent pas de vins, le droit sur le débit de ce liquide. Comment pourrions-nous le faire avec justice si nous maintenions un droit protecteur sur les vins dont ces provinces ont besoin? Que dirions-nous aux deux députés de la Ligurie, lorsque nous viendrons leur proposer l'établissement des gabelles dans les provinces au nom de l'égalité, s'ils nous répondent: avant de nous assujettir à un nouvel impôt, débarrassez-nous d'abord de celui que, grâce au droit protecteur sur les vins, vous nous faites payer au profit des producteurs des provinces vinicoles. Si nous devons supporter les mêmes charges publiques, mettez-nous dans la même condition sous le rapport d'une des denrées dont la consommation est le plus étendue.

Si le député Bonavera ou un de ses collègues m'eût fait cette objection, avant que je vous eusse présenté le traité, en vérité je n'aurais pas su que lui répondre.

L'honorable député d'Acqui prévenant cette objection, a apostrophé le ministère, et avec une aimable ironie lui a dit: puisque vous voulez soulager les pauvres, pourquoi allez-vous étendre à toutes les provinces des Etats les *Gabelle accensate*?

Mais l'honorable député d'Acqui a été injuste à mon égard. Peut-être n'a-il-pas lu le projet de loi relatif à la réorganisation des gabelles; car il y aurait vu que le gouvernement propose une énorme reduction de 5 fr. à 1 fr. 50 c. l'hectolitre sur les vins qui doivent être consommés dans le sein de la famille. C'est là une réduction énorme, qui abaisse les droits au point de le laisser sans influence sensible sur le prix des vins. Si j'ai cru devoir conserver un droit quelconque sur ces espèces de débits, c'est pour conserver un moyen d'empêcher la fraude.

Ainsi, Messieurs, si vous voulez réformer les *Gabelle accensate*, si vous voulez faire cesser l'injustice dont se plaignent

avec raison les provinces du Piémont, vous devez faire précéder cette réforme par une diminution du droit protecteur qui pèse sur les vins; vous devez établir pour les vins un régime analogue à celui qui existe pour tous les autres produits soit du sol, soit de l'industrie. Enfin, Messieurs, la troisième considération dont je vous ai parlé, c'est celle de la condition du comté de Nice. Vous avez décidé dans la session dernière qu'au premier janvier 1854, c'est-à-dire dans 18 à 19 mois le système des douanes qui existe pour tout l'Etat serait étendu au comté de Nice.

Je me rappelle que dans cette circostance, j'ai déclaré formellement au nom du ministère et à mon nom particulier que je ne consentirais jamais à l'établissement du système actuel des douanes dans le comté de Nice, si auparavant on n'avait pas réduit le droit sur les vins. Cela me paraîtrait une chose monstrueuse que de faire payer au comté de Nice, qui ne produit que peu de vin, un droit de 75 à 100 pour cent sur celui qu'il est forcé d'aller acheter en France. Ainsi, Messieurs, si nous voulions que la diminution du droit eut lieu avant l'extention du système des douanes au comté de Nice, il fallait nécessairement l'opérer soit cette année, soit l'année prochaine.

Or les circostances actuelles me paraissent éminemment favorables cette année pour cette réduction, ignorant encore ce qui pourrait arriver l'année prochaine. j'ai jugé qu'il n'y avait pas de temps à perdre, et qu'il fallait se hâter.

Permettez-moi encore une dernière considération, et j'ai terminé la portion économique de mon discours. Le ministère est dans la dure nécessité de vous proposer l'etablissesement de nouveaux impôts. Or, il ne croit pas que le pays puisse supporter ces nouvelles charges, si on ne réformait pas en même temps le système économique du pays, si on ne soulageais pas les consommateurs qui, n'en déplaise à M. Ménabrea, forment l'immense majorité, si on ne les soulageais pas, dis-je, des sacrifices que le système actuel leur impose en fa-

veur des producteurs. Hier en m'appuyant sur des chiffres par un calcul fort modéré, je vous ai démontré que le droit actuel sur le vin cause aux consommateurs un sacrifice à peu près de 12 millions, en faveur des propriétaires. C'est, Messieurs, à peu près ce que le gouvernement croit nécessaire pour établir l'équilibre dans les finances.

Messieurs, le corps social est atteint d'une maladie financière. Si la maladie était faible, on pourrait la traiter avec des moyens doux, des rémèdes homéopatiques; mais comme la maladie est grave, pour la guérir, il faut avoir le courage de recourir à des opérations qui peuvent causer des souffrances momentanées, mais qui doivent en définitive lui rendre la santé, et tourner à l'avantage des membres même qu'on aura dû sacrifier au salut du corps entier.

Messieurs, je crois avoir justifié la partie passive du traité, c'est-à-dire celle qu'on appelle les concessions faites à la France. Je n'ai pas grand chose à dire sur la partie active, c'est-à-dire sur ce que nous avons obtenu de cette nation. La matière a déjà été traitée par plusieurs préopinants; au besoin elle le serait par plusieurs autres, et notamment par l'honorable rapporteur, ce digne interprète de la zône oléifère.

Je ne dirai que quelques mots à ce sujet. L'honorable Ménabrea lui-même, avec une franche et sincère loyauté a produit des chiffres que je suis loin de contester; ainsi, à cet égard, nous sommes parfaitement d'acord. Seulement l'on objecte que nous n'avons pas assez obtenu: j'en conviens moi aussi. Je crois que nous aurions dû obtenir davantage; si j'avais été aux lieu et place du gouvernement français, j'aurais beaucoup plus concédé dans l'intérêt même de la France. Il est possible que si le négotiateur sarde eût été plus habile, il eût pu obtenir davantage. Ce que je puis assurer à la Chambre, c'est que si nous n'avons pas obtenu plus que nous ne l'avons fait, ce n'est pas faute d'efforts, de persévérance, et de patience de notre part; les négociations ont commencé dans le mois d'octobre, et elles ont duré quatre mois

sans interruption, et notez, Messieurs, qu'un sentiment de justice envers un de nos honorables collègues, M. Avigdor, me force à dire qu'il avait déjà préparé le terrain pendant son sejour à Paris, l'été passé.

Les négociations semblèrent au prime abord faciles ; mais dès qu'on est venu à formuler des articles, il fallut les communiquer à l'amministration des douanes françaises, comme de raison ; et alors commencèrent des difficultés sans nombre qui, plusieurs fois, faillirent faire échouer les négociations, à ce point que, sans l'intervention directe du chef de l'Etat, il est probable qu'elles n'auraient abouti à aucun résultat; car tous les employés supérieurs de l'administration ont fait ce qu'ils ont pu pour empêcher l'adoption du traité.

Vous voyez, Messsieurs, que je n'ai pas trop de motifs de me louer des douanes françaises. Toutefois, je crois de mon devoir de les laver d'un reproche que leur a fait M. Ménabrea, et de prouver qu'elles ne sont pas autant protectionistes qu'on voudrait les faire.

On nous dit: tandis que vous accordez à la France le libre échange, la France conserve sur tous vos produits, des droits protecteurs presque prohibitifs.

Ce reproche se fonde sur une erreur. Nos produits payent il est vrai, des droits élevés en entrant en France, des droits que je voudrais voir réduits, mais qui ne sont pas prohibitfs, mais qui, au contraire, ne sont pas plus élevés que le droit que nous vous proposons de conserver sur le vin.

Nos principaux produits que nous exportons en France sont les soies, les huiles, le bétail, les fromages.

Valerio. Le riz.

Cavour. Et le riz.

Eh bien, Messieurs, quant au riz qu'on vient de nommer, il est frappé d'un droit de 3 f. les cent kilogrammes. Le riz vaut, je crois, 36 fr. le quintal, arrivé sur la frontière de France il en vaut au moins 40. C'est donc un droit de 8 pour cent, qui est moins élevé que celui auquel nous soumettons les

céréales étrangères. Quant aux huiles les nouveaux droits n'iront pas au 15 p. 0|0. Mais puisque je parle des droits sur les huiles, je dois demander à l'honorable M. Bonavera la permission de lui adresser un reproche, pour s'être opposé, l'année dernière, à ce que le droit fût diminué chez nous, au-dessus de 20 fr.; ce qui fait que maintenant il est plus élevé chez nous que chez nos voisins *(Ilarità)*. Ainsi, toutes les fois que le plénipotentiaire français me parlait des huiles, il ne manquait jamais de me dire : vous vous vantez d'être libre échangiste, et vous êtes plus protectioniste que nous.

L'honorable M. Bonavera aurait bien dû ne pas m'exposer à ce sanglant sarcasme *(Ilarità)*.

S'il avait consenti à ce que la réduction faite sur les huiles l'année dernière fût plus considérable, peut-être aurais-je eu meilleur jeu avec mes honorables adversaires.

Bonavera. Pour les huiles fines j'avais accepté la réduction; je m'opposais seulement quant aux huiles de fabriques, sur lesquelles il n'y a que 5 o 6 pour cent de protection.

Cavour. Venons au bétail. L'honorable M. Ménabrea dit que le droit que le bétail paye à son entrée en France, est d'un droit prohibitif. Je ne le crois pas. Les traités ont substitué le droit au poids au droit par tête ; seulement on a fixé un maximum de 40 fr. pour les bœufs, et de 20 fr. pour les vaches.

Or, Messieurs, ces belles vaches en Savoie valent certainement plus de 200 fr.; chez nous en Piémont, elles se payeraient de 250 jusqu'à 400 fr. Ces vaches se payeront au maximum en France 200 fr. par tête, c'est-à-dire au droit de 10 pour cent. Or, nous qui conservons sur l'introduction des vins français un droit de 16 à 20 pour cent, comment pouvons nous soutenir que les prétentions de la France sont excessives, lorsqu'elle conserve sur le bétail un droit qui est souvent inférieur au 10 pour cent, et ne peux jamais dépasser ce taux?

A mon avis, la France aurait dû diminuer encore le droit

ur notre bétail, car c'eût été une mesure éminemment avantageuse pour les classes laborieuses. J'ai tâché de l'obtenir ; nais mes arguments étaient fondés plus sur des considéraions d'humanité et d'hygiène, que sur des considérations de ustice ; car, je le répète, je ne savais trop que répondre : e droit que nous conservions sur les vins était plus fort que elui qui existait en France sur le bétail.

L'honorable M. Ménabrea, en dernier lieu, m'a reproché l'avoir oublié les gazes de Chambéry, qui paient à leur enrée en France un droit véritablement excessif. Ici je dois aire un aveu. Je n'en ai point parlé ; j'espère toutefois que nes honorables adversaires ne me refuseront pas l'absolution quand ils sauront les motifs qui m'ont induit à ne pas poursuivre une concession que je considérais comme parfaitement llusoire. Pour me justifier, je dois vous prier de me permetre de vous racconter une courte anecdote.

L'année passée nous avions obtenu une réduction de 12 pour cent sur les gazes de Chambéry, réduction qu'un honoable député a démontré, avec beaucoup de clarté, n'avoir ulle valeur, puisqu'elle laissait subsister un droit beaucoup lus élevé que la prime qu'on paye à la contrebande.

J'ai éprouvé un remords d'avoir si peu fait pour une indutrie qui me paraissait digne du plus grand intérêt. Ne sahant comment remédier à cette erreur, je priais le chef de a fabrique des gazes, M. Martin, dont nous déplorons la perte écente, d'envoyer des robes de gaze à un de mes amis à Lonlre, très-bien placé dans le monde, pour leur obtenir la vogue de la mode. M. Martin suivit mon conseil.

Mon ami se donna beaucoup de peine ; il réussit à faire figurer ces robes à *Almack*, à les faire prôner par les lionnes le la saison. Aussi, au bout de quelques temps il m'écrivit n m'énonçant que la première expédition était vendue, et en ngageant M. Martin à expédier à Londres cent pièces de ses neilleurs produits. Je transmis cette commande à M. Martin vec un air de triomphe. Mais qu'elle ne fu pas ma surprise

céréal[illegible] [illegible]mendant me déclarer qu'il lui
ront p[illegible] [illegible] sa fabrique était trop limitée
les [illegible]
per[illegible] [illegible] dans de grands dettails sur les
[illegible] pour produire des gazes, et il me dé-
[illegible] a production de ses étoffes exigeait
[illegible] qui faisaient qu'elle ne pouvait excé-
[illegible] ainsi il était inutile d'ouvrir un dou-
[illegible] gazes, car il serait hors d'état d'en profiter.
[illegible] M. Martin, qui avait eu l'idée d'en-
[illegible] exposition de Londres, s'en est abstenu,
[illegible] il ne pourrait pas satisfaire aux de-
[illegible] cet envoi aurait certainement donné lieu.
[illegible] pas insisté sur l'article gaze.
[illegible] que j'appellerai la partie économique
[illegible] Mais il y a encore une autre partie que vous
[illegible] traiter, c'est la question spéciale à la Sa-
[illegible] je le dirai franchement, est bien plus poli-
[illegible]que
[illegible] se bornait à ce qui a éte dit dans cette Cham-
[illegible] volontiers de cette partie délicate et
[illegible] car je l'avoue avec plaisir, les honora-
[illegible] la Savoie, qui ont combattu le traité, l'on fait
[illegible] grande mesure et avec une haute convenance, en
[illegible] avec soin tout ce qui pouvait faire naître l'ir-
[illegible] le débat. Mais, Messieurs, vous savez que
[illegible] Chambre, nous parlons aussi au pays, et que
[illegible] seule manière qu'a le ministère pour se justi-
[illegible] pays des accusations de toute sorte que les
[illegible] contre lui.
[illegible] obligé de traiter la question politique en
[illegible] concerne la Savoie. Ainsi que j'ai eu l'honneur de
[illegible] lorsque le jour même fixé pour la discussion du
[illegible] présenter au ministère tous les députés de la
[illegible] à Turin, à l'exception d'un seul ; lorsque ces

é m'ont parlé de l'esprit public en Savoie, lorsqu'ils m'ont
e l'opinion était unanime pour repousser ma proposition,
s partis extrêmes avaient cessé leurs luttes politiques
ourner leurs efforts communs contre le gouvernement;
'ils m'ont fait observer que tous les journaux même les
pposés en politique, s'entendaient pour la première fois
abattaient avec une égale ardeur le traité avec la France,
ssenti, je vous l'avoue, une vive et profonde émotion.
nme le disait fort bien hier l'honorable M. Lanza dans son
quable discours, la Savoie est dans des conditions graves
éritent d'être prises en considération spéciale du gouver-
nt; ainsi c'eût été un fait très-imprudent, très-impoliti-
ue de proposer dans les circostances actuelles une mesure
oique bonne en elle-même et utile sous le point de vue
ntérêt général, aurait pu être nuisible à cette partie du
me.
si mon émotion a-t-elle été profonde, et il m'a fallu
la foi que m'inspirent les doctrines du libre échange pour
r aux vives instances des honorables députés de la Sa-
Toutefois cette émotion n'a pas tardé à se calmer; les
gnements que j'ai reçus, les faits que j'ai pu constater,
prouvé qu'en Savoie l'opinion était bien loin d'être u-
e, que, si beaucoup de personnes, et des personnes très-
tables et très-honorables étaient opposées au traité, il
it également d'autres personnes respectables, d'autres
nes honorables qui l'approuvaient et lui donnaient une
et entière approbation. L'arrivée à Turin de trois ho-
es députés est venue, au reste, confirmer ces faits d'une
re éclatante.
tait l'accord des journaux. Je vous avoue que je ne pou-
is m'expliquer comment tout-à-coup le *Patriote Savoi-*
: trouvait d'accord avec le *Courrier des Alpes* et l'*Echo*
nt-Blanc, comment le *Patriote Savoisien*, qui avait sou-
s principes du libre échange, qui en avait réclamé l'ap-
on immédiate e radicale, était devenu tout à coup pro-

tecteur. Dans ce fait je voyais un indice grave; je me demandais s'il ne pouvait pas se faire que la culture de la vigne eût quelque chose de spécial en Savoie qui justifiât une exemption aux principes généraux.

Mes doutes toutefois n'ont pas tardé à se dissiper, grâce aux explications qu'une personne très-honorable, arrivée de Chambéry, a bien voulu me donner. Lui ayant demandé le mot de l'egigme qui me tourmentait, elle m'a répondu que la rédaction du *Patriote* était changée, que les nouveaux rédacteurs étaient tout aussi libéraux, tout aussi *patriotes*, tout aussi démocrates, si vous le voulez, que leurs prédécesseurs, mais qu'en outre ils étaient propriétaires de vignes (*Viva ilarità*).

Michelini. Ecco l'arcano.

Cavour. La réponse m'a paru péremptoire, et je n'ai pas demandé d'autres explications.

Quant aux autres journaux, quant au *Courrier des Alpes* et à l'*Echo du Mont-Blanc*, leur opposition ne me parut pas extraordinaire. La guerre qu'ils font au ministère ne date pas, Messieurs, de la publication du traité, elle a une origine beaucoup plus ancienne. Elle date du jour où le ministère a présenté au Parlement la loi sur le for ecclésiastique, la loi Siccardi. Cette opposition a augmenté à mesure que ces journaux ont acquis la conviction que le ministère était décidé à continuer à marcher franchement dans la voie libérale.

Enfin, elle a atteint les dernières limites de la violence, elle est devenue furibonde, lorsqu'après le deux décembre ces journaux ont vu que les espérances impies, que les événements de France leur avaient fait concevoir ne se réalisaient pas, grâce à l'union du ministère et du Parlement. Ils ont depuis cessé de discuter, de raisonner...

Una voce. Ils n'ont jamais raisonné...

Cavour.... pour se borner à injurier, à diffamer, a calomnier et le ministère et les Chambres, et mes institutions libérales elles-mêmes. Je ne vous citerai qu'un seul fait à l'appui

e assertion, et encore si je le cite, c'est parce qu'il ne
regarde qu'indirectement; c'est la fabuleuse histoire des
ions soustraits des caisses publiques *(Movimento d'at-*
te).
:hambre se rappelle que dans une des dernières séan-
la dernière session, l'honorable comte de Revel en par-

el. Domando la parola.
our.... du passé, dit que pendant son ministère, à la fin
48, il avait procuré au trésor la somme de 60 mil-
par des moyens extraordinaires, dignes, à mon avis,
que j'ai eu l'occasion de le reconnaître, des plus grands

après l'honorable comte dit qu'au mois de mars suivant
millions n'existaient plus. Dès lors les journaux réac-
ires de Turin et ceux de la Savoie commencèrent à
ter une fable en affirmant que ces 60 millions avaient
étournés par le ministre des finances, et avaient servi
t autre usage qu'à celui de solder la dépense de l'Etat.
ionorable comte de Revel, avec sa loyauté habituelle
a une lettre à un journal pour expliquer le fait. Les
ux de la Savoie n'en tinrent aucun compte. Ils conti-
nt de plus belle à réclamer leurs 60 millions. Je ne sais
i aujourd'hui... mais hier encore, il y avait un entre-
dans l'Echo du Mont-Blanc pour demander compte des
illions, et cela d'un ton menaçant. Il y a là une mauvaise
ellement évidente, que cela ferait sourire de pitié, si
oup de personnes ignorantes de l'économie financière
ouvaient finir par croire qu'il y a quelque chose de vrai
une calomnie aussi longtemps répétée.
est vrai que 60 millions de ressources extraordinaires
été versés dans les caisses du trésor; mais je crois qu'il
acile d'expliquer comment ils ont été dépensés en tenant
pte des dépenses extraordinaires qui ont été faites à cette
que. Vous vous rappelez le nombre énorme de soldats que

nous avions alors sous les armes, et les dépenses de
sorte auxquelles on se livrait. Vous trouverez par consé
tout naturel qu'en sept mois on ait dépensé 60 millio
plus qu'à l'ordinaire. Quant aux comptes que les journau
clament du ministre des finances, il ne peut faire autre
que de soumettre au Parlement la loi des comptes (s
des exercices 1848 et 1849. Ce devoir il l'a rempli. Dan
comptes, se trouve justifié l'emploi de ces 60 millions
qu'au dernier centime.

Un journal de la Savoie m'a demandé une copie de
comptes, je me suis empressé de la lui faire remettre,
l'Echo du Mont-Blanc et le Courrier des Alpes en dés
aussi une copie, je suis tout disposé à leur en faire ca
(Ilarità).

Comme l'honorable comte de Revel a demandé la pa
je suis certain qu'il n'hésitera pas à donner à la face d
Nation toute entière le démenti le plus formel à l'abs
calomnie dont je vous ai trop longtemps entretenus. Ainsi
je vous l'ai dit, je ne vous ai parlé de ce fait que p
que j'y suis à peu près étranger.

De ce que me regarde personnellement, je ne vous e
tiendrais certainement pas. Je n'adresserai pas au *Cou
des Alpes* et à l'*Echo du Mont-Blanc* l'apostrophe céi
que M. Guizot lançait a ses calomniateurs. Je me bor
à leur dire qu'ils auront beau faire, ils n'obtiendrons ja
de moi l'honneur d'une réponse.

Et cependant, Messieurs, je dois l'avouer, quoique hab
aux luttes de la presse, quoique accoutumé aux injure
aux calomnies je n'ai pu me défendre d'un sentiment de
douleur en lisant les injures et les calomnies que me prod
avec tant d'acharnement le *Courrier des Alpes*.

Et cela, non pas que les rédacteurs de ce journal aient
le mérite d'inventer de nouvelles injures, de nouvelles cal
nies ; non qu'ils aient trouvé un venin plus substil que c
que délayent chaque jour dans leur encriers les écrivains

la réaction, pour y tremper les traits qu'ils lancent contre moi, mais parce que parmi les personnes qui patronnent ce journal, qui le soudoyaient, il y en a avec lesquelles j'ai entretenu pendant longtemps des relations d'intime amitié, qui avaient eu assez d'occasions de me connaître pour qu'il me fut permis de croire que les calomnies qu'on m'adresse n'auraient jamais eu accès dans leur cœur ; des personnes, enfin, que je pouvais, que je devais m'attendre de rencontrer un jour dans les rangs de mes adversaires politiques, mais que je ne croyais jamais voir rangées parmi mes ennemis personnels.

C'est là ce qui m'afflige *(con forza)* mais je puis assurer la Chambre et l'honorable Michelini, que cette cruelle déception n'a ni ébranlé mes convictions, ni affaibli mon courage *(Bravo)*.

Oui, Messieurs, je sais que lorsqu'on entre dans la vie politique en des temps aussi difficiles, on doit s'attendre aux plus grandes déceptions. J'y suis préparé. Dussé-je renoncer à tous mes amis d'enfance, dussé-je voir mes connaissances les plus intimes transformées en ennemis acharnés, je ne faillirai pas à mon devoir; jamais je n'abandonerai les principes de liberté auxquels j'ai voué ma carrière, et auxquels j'ai été fidèle toute ma vie. (*Vivi segni d'approvazione*).

Venons à la question savoyarde. La Savoie est dans une position difficile, elle a droit à ce que le gouvernement se préoccupe spécialement de son sort.

La Savoie est mécontente, nous ne pouvons pas nous le dissimuler.

La Savoie trouve pénible d'être appelée à supporter des nouvelles charges; elle trouve dur d'être obligée à solder des dépenses qui sont la conséquence d'événements qu'elle n'a peut-être pas appelés de ses vœux. Je reconnais qu'il y a quelque chose de fondé en cela.

Aussi, je l'avoue franchement, que de toutes les parties de la tâche pénible qui m'est confiée, la plus douloureuse pour moi est celle qui a rapport à la Savoie.

Toutes les fois que je suis obbligé de proposer un nouvel

impôt, ce sont les difficultés de son application au delà des Alpes qui m'inquiètent davantage.

Cependant, Messieurs, en vertu de grands principes de l'égalité sur lesquels repose le Statut, principes que nous ne pouvons violer sans violer le Statut lui-même, il est impossible au ministère et à la Chambre de ne pas soumettre la Savoie au droit commun.

Mais j'espère, Messieurs, que la Savoie se résignera, j'espère qu'une fois les passions calmées la Savoie comprendra que les sacrifices qu'on lui impose son rendus nécessaires dans l'intérêt de notre liberté et de notre indépendance nationale. La Savoie est une contrée noble et généreuse; les savoyards sont instruits et intelligents; les partis extrêmes ne lui feront pas longtemps illusion, et lorsque la Savoie se convaincra que les nouvelles charges de l'Etat sont d'une nécessité inévitable dans notre position politique, je le répète, elle s'y soumettra. Lorsque dans un des plateau de la balance il y aurait la liberté, l'indépendance, de l'autre des sacrifices pécuniaires, je sais d'avance que ce ne seront pas les intérêts matériels que l'emporteront dans le noble cœur des savoyards.

Toutefois, Messieurs, le gouvernement reconnait qu'il a des devoirs spéciaux à remplir vis-à-vis de la Savoie, qu'il doit non seulement veiller au maintien de ses franchises et de ses libertés, mais qu'il doit songer à ses intérêts matériels au moment où il lui impose des charges nouvelles.

La Savoie élève des réclamations dont plusieurs sont fondées.

La Savoie réclame que les frais du culte cessent d'être à sa charge; et elle a raison.

La Savoie réclame qu'on tâche de rendre chez elle les capitaux plus abondants, et elle a raison. La Savoie réclame enfin une part dans les grandes entreprises d'utilité publique, de jouir elle aussi du bienfait des chemins de fer; elle a raison. Le gouvernement, soyez-en sûrs, fera tout ce qui dépendra de lui pour satisfaire à ses justes réclamations.

Quant aux frais du culte, dès cette année-ci une portion considérable en sera transportée à la charge de l'économat, et le gouvernement espère dans un avenir très-prochain, l'année prochaine peut-être, dans deux ans plus tard, de délivrer la Savoie de cette charge irrégulière. Quant aux institutions de crédit, le gouvernement a déjà fait quelque chose pour la Savoie en favorisant l'établissement de la banque de Savoie, en facilitant la circulation des billets de cette banque, en les admettant dans toutes les caisses publiques de l'Etat. Il est vrai que cet établissement n'a pas encore porté de grands fruits; toutefois il a déjà fait diminuer le taux de l'intérêt à Chambéry de 1 1|2 jusqu'au 2 p. 0|0. La guerre que lui font les banquiers de Chambéry est la meilleure preuve des services qu'elle peut rendre. Mais cela ne suffit pas. Le gouvernement fera tous ses efforts pour faciliter la propriété foncière les moyens de se procurer des capitaux. Si nous pourrons cette année, comme nous l'espérons, obtenir la mise en exécution provisoire du nouveau code de procédure civile, nous aurons beaucoup fait pour la Savoie.

La Savoie a à sa porte un des principaux marchés des capitaux de l'Europe, Genève. Si ces habitants ont de la peine à se procurer de l'argent dans cette ville, la cause principale en est dans les longueurs et les difficultés de notre procédure civile, dans les embarras et les obstacles que rencontrent les créanciers lorsqu'ils sont forcés de recourir aux tribunaux pour se faire payer de leurs débiteurs. La réforme du code de procédure fera disparaître une partie des inconvénients que je vous ai signalés, et rendra le marché de Genève beaucoup plus accessible aux Savoyards.

Cette réforme leur permettra d'attendre avec patience l'organisation du credit foncier, dont le gouvernement s'occupe, mais qu'il ne peut pas soumettre à vos délibérations dans le courant de cette session.

Enfin quant aux chemins de fer le gouvernement est décidé à procéder à l'établissement d'une ligne qui réunisse ce côté

des Alpes avec Lyon et Genève. Il a déjà fait faire à
jet des études approfondies; dès que la Chambre aura,
je l'espère, voté le chemin de Suse, on recomencera l
des pour préparer un projet définitif. Le gouverneme
montais est en négociation avec le gouvernement franç
compagnies françaises et le gouvernement genevois,
peut dire que l'affaire est en bonne voie. J'ai le fer
poir, et je crois que mon espoir est partagé par mon
rable ami le ministre des travaux publics, que l'ann
chaine nous pourrons soumettre à la Chambre le proj
tif au chemin de fer de la Savoie.

Si par les moyens que je vous ai indiqués nous par
à donner satisfaction aux désirs légitimes de la Savoie,
même temps que nous créons de nouveaux impôts, nou
vons faire des réformes administratives et économiq
la Savoie peut être sûre que nous ne manquerons pas
opérer, je crois qu'elle sera dans peu d'années, même
rapport des intérèts matériels, dédommagée des sacrific
quels nous sommes obligés de la soumettre.

J'espère qu'en peu d'années l'experience lui prouve
la liberté aura été pour elle non seulement une sou
conde d'avantage intellectuels et moraux, mais encore de
faits matériels. Elle se persuadera alors que la libert
pas ingrate pour ceux qui savent faire des sacrifices
conserver, pour ceux qui ne se découragent pas aux pr
obstacles qu'ils rencontrent, qui n'en mesurent pas les
faits par le compte du précepteur. Si ces espérances s
sent, je me consolerai de l'impopularité qui doit dem
jamais attachée à mon nom en Savoie. Je m'en consol
pensant que j'ai pu contribuer en des temps difficiles
server cette noble contrée de la domination du parti ré
naire qui fait dans ce moment tous ces efforts pour rec
le pouvoir dont il a fait un si triste et si déplorable
pendant tant d'années *(Da tutte le parti della Camera:*
Bene!).

Messieurs, je m'arrête : j'ai assez longtemps abusé de votre indulgence. Permettez-moi seulement de vous rappeler, en terminant, que la mesure qui vous ai soumise en ce moment n'est pas une mesure isolée, mais qu'elle fait partie de l'ensemble du plan économique et financier du ministère. Forcé de vous proposer de nouveaux impôts, le ministère croit que ces propositions doivent être accompagnées de réformes administratives et économiques. Celle-ci est à ses yeux une des plus grandes, des plus fécondes réformes qu'il vous soit donné d'accomplir; vous ne voudrez pas, Messieurs, admettre les impôts, et rejeter les réformes. Non, Messieurs, vous ne voudrez pas qu'en rentrant dans vos foyers on puisse dire: pour maintenir intact le credit public, pour mettre à l'abri de toute atteinte nos libertés et nos institutions, les députés de la nation ont eu le courage de voter de nouveaux impôts, ils n'ont pas eu celui de résister aux clameurs d'une industrie digne du plus grand intérêt, qui mérite les plus grands égards, mais qui réclame en ce moment le maintien d'un privilége injuste, d'un odieux monopole. Vous ne le voudrez pas, aussi j'attends avec confiace, le résultat de vos délibérations *(Segni generali d'approvazione)*.

DISCORSO

PRONUNZIATO

DAL CONTE CAMILLO CAVOUR

PRESIDENTE DEL CONSIGLIO E MINISTRO DELLE FINANZE

alla Camera il 31 *maggio* 1853,

NELLA DISCUSSIONE DEL PROGETTO DI LEGGE

PER UNA CONVENZIONE

FRA IL GOVERNO E LA COMPAGNIA TRANSATLANTICA.



Io non posso lasciar chiudere questa discussione generale senza prender la parola, quantunque io debba sin da principio confessare che poco mi hanno lasciato a dire su questo argomento gli onorevoli preopinanti che sostennero con tanta eloquenza, con tanta copia di ragionamenti e di calcoli il progetto ministeriale. L'onorevole relatore avendo dunque in un certo modo esaurita la parte economica, e l'onorevole deputato Cadorna avendo posto in chiara luce le considerazioni politiche le quali non sono meno potenti delle economiche, mi restringerò a pochissime considerazioni.

Il principale appunto che si fa alla legge, l'appunto il più grave, quello che necessariamente debbe produrre una maggiore impressione sull'animo dei deputati si è il sacrifizio che per essa legge s'impone al pubblico erario in un momento in cui le finanze non sono in molto prospera condizione. Diffatti il primo oratore che prese a combattere questa legge, l'onorevole deputato Girod fece le gran meraviglie che mentre il ministro delle finanze è costretto a venire di continuo chiedendo

alla Camera la facoltà di contrarre imprestiti e di stabilire nuove imposte, abbia il coraggio, direi quasi la temerità, di venire proponendo che s'imponga alle finanze un aggravio così pesante come è quello che risulterebbe dal contratto fatto colla compagnia transatlantica. Egli ricordava al ministro quello che il ministro ben sa, essere cioè le nuove imposte molto sentite dal paese; ed aggiungeva che dell'effetto che i nuovi balzelli sarebbero per produrre, il governo e la Camera avrebbero potuto giudicare quando il Parlamento ed i ministri anch'essi, come i deputati, avrebbero dovuto presentarsi innanzi agli elettori.

Io non voglio in verun modo anticipare sul giudizio che porteranno gli elettori intorno alla condotta ministeriale.

Se dovessi stare a quanto mi fanno presagire le parole dell'onorevole deputato Girod, dovrei credere che questo giudizio abbia ad essere pel ministero poco favorevole. Tuttavia mi permetterò, se non di avere un'opinione assolutamente contraria, almeno di nutrire una fiducia opposta alle sue parole, poichè, affidandomi ad un indirizzo che abbiamo ricevuto non più tardi di ieri, firmato da migliaia di cittadini di Savoia, e particolarmente di Ciamberì, io ho argomento di credere che nella città a cui appartiene il sig. Girod, nella provincia che egli rappresenta, la politica ministeriale non è poi giudicata con tutta quella severità che parrebbe risultare dalle parole dell'onorevole preopinante *(Risa di approvazione)*. Voglia l'onorevole preopinante leggere la *Gazzetta Piemontese* di quest'oggi, e vedrà se questa mia dichiarazione è troppo presuntuosa.

Ciò nullameno io riconosco la gravità dell'argomento, riconosco che se la spesa che vi proponiamo con questa legge fosse, come egli diceva, una spesa di lusso che non dovesse avere altro risultato che dare soddisfazione ad una specie d'amor proprio, di vanità nazionale, non sarebbe questa spesa, nella circostanza attuale giustificabile. Noi non possiamo fare opere di lusso, ed io credo che la Camera mi renderà que-

giustizia, di riconoscere non essere io mai venuto a chie-
'le denaro per opere di lusso; che anzi ogni qualvolta vi
ono proposizioni per monumenti e per palazzi, io non le
combattute, ma non le ho nemmeno propugnate.

Mellana. E il palazzo di Ciamberì?

Cavour. So che siamo in condizioni tali da dover concen-
re tutti i nostri sforzi nell'imprendere opere produttive.

Mellana. E il palazzo di Ciamberì.

Cavour. Mi si parla del palazzo di Ciamberì, non sono io
l'ho autorizzato; ho trovata la spesa già incominciata, e
i inoltrata *(Ilarità)*. Io sostengo adunque essere il dispen-
di cui si ragiona altamente produttivo.

Non voglio qui entrare in discussione sul quanto potrà
ltare la corrispondenza colle due Americhe. Si tratta di
bilire dirette comunicazioni con paesi coi quali non ne
imo ancora pel passato, cosicchè è impossibile il determi-
e il futuro sullo stato presente delle cose; solo ricorderò
ne le facilitazioni concesse alla corrispondenza abbiano in
ti i paesi prodotto risultati straordinarii. L'onorevole de-
ato Torelli vi ha riferito la cifra delle lettere trasportate
Lloyd austriaco, io vi ricorderò quanto è accaduto nel no-
Stato. Noi in circostanze difficilissime, anche un po' te-
rariamente, al dire di parecchi, abbiamo operato una riforma
dissima nella tariffa postale. Pareva pure assurdo allora
venirvi a proporre in un momento in cui il bilancio era
deficit una riduzione di quasi del 40 p. 0|0 sulla tassa
le lettere.

fautori del progetto dicevano: ma l'aumento della cor-
ondenza compenserà l'erario del sacrifizio che esso fa; e
si rispondeva, che la perdita di 700 od 800 mila lire
certa, mentre l'aumento non era che probabile.

La Camera, la Dio mercè, diede ragione alla politica un
avventurata del ministero, ed i fatti son venuti a giusti-
rla pienamente, poichè avete veduto dal reso-conto pubbli-
o nella *Gazzetta* di ieri l'altro, che il primo trimestre di

quest'anno ha dato un prodotto assai maggiore del primo trimestre dell'anno antecedente alla riforma postale.

I nostri concitadini che abitano sulle sponde del Rio della Plata, e che sono in numero notevolissimo, nel numero di 60|m circa non possono corrispondere coi loro parenti, o coi loro amici, se non, o col mezzo di bastimenti a vela, che impiegano un tempo lunghissimo, tre mesi e più, o col mezzo di piroscafi inglesi, i quali non impiegano sicuramente tre mesi, ma ne occupano quasi due, ed inducano in una gravissima spesa.

Quindi è naturalissimo che le corrispondenze siano poco numerose fra quei cittadini sardi stabiliti in America e i loro parenti. Fate che vi sia una corrispondenza diretta, pronta, e che non sia ad un prezzo esorbitante, e voi vedrete il numero delle lettere crescere in grandissima proporzione.

Io non potrei dirvi per certo che crescerà del doppio o del triplo; non ho elementi per stabilire in modo matematico quest'aumento, ma evidentemente quest'aumento ci dovrà essere, giacchè vi è una circostanza da notare, circostanza che onora altamente questi nostri concittadini che emigrano, e vanno stabilirsi nelle Americhe, e si è che conservano vivissime affezioni e per i loro parenti e per il loro paese. Di ciò sia prova le somme notevolissime che ogni anno essi spediscono ai parenti che hanno lasciati a casa in condizione meno lieta. Si è calcolato che più di un milione è mandato annualmente nella riviera di Genova dai Genovesi stabiliti nel Rio della Plata. Ma qualunque possa essere l'accrescimento della corrispondenza postale, sicuramente non verrà a pareggiare la sovvenzione che daremo alla società. Questa sovvenzione è di 600 e qualche mila lire, e le corrispondenze non potranno per alcuni anni certamente raggiungere la metà di questa somma. Rimane un disavanzo di 300|m lire. Ma, o signori, se lo stabilimento di questa linea di vapori, la quale (notatelo perchè è questa la circostanza la più importante) sarà la sola tra l'America ed il Mediterraneo, e che per molto tempo non avrà

nza, se questo stabilimento, dico, conduce, come deve inevitabilmente nel porto di Genova una parte del io della Svizzera e del mezzogiorno della Germania Americhe, questo commercio darà alle finanze indi- e non dispreggevoli prodotti indiretti.

fa operazione commerciale, e gli onorevoli opposi- nno che in un modo o nell'altro non dia un benefi- oro. Una mercanzia che traversi il nostro Stato paga simo diritto di transito, tassa di transito diretto , ma vi sono le bolle, e lettere di vettura, e l'erario e qualche cosa per questo lato: passeranno sicura- mercanzie sulle nostre strade di ferro, e arrivate a laranno luogo a delle transazioni commerciali; con ansazioni commerciali si tirano cambiali, si fanno d'assicurazione, cose tutte che sono colpite dal fisco; ansazioni finalmente producono un lucro; questo lu- nta la rendita generale, e di questa rendita il fisco ca mai di prenderne una parte *(Ilarità)*. Se questo nto aumentasse il commercio di transito di 6 o 7 mi- on è che io creda lusinga troppo esagerata), io ri- a il fisco su questo commercio di transito verrebbe re forse di un centinaio di mila lire. Vi è poi inol- nsito che è importantissimo, ed è il transito delle

evole deputato Torelli vi ha già colle cifre dimo- ale sia l'emigrazione dalla Svizzera e dal mezzo- lla Germania verso l'America; se noi attrarremo una questo transito per Genova, allora aumenteremo i del paese, e conseguentemente anche i guadagni del rchè il fisco ha un profitto maggiore sull'individuo rsa il paese, che sulle mercanzie, per il motivo che o mentre è nel paese consuma tabacco, consuma sale vino, consuma insomma delle mercanzie che sono assa sulle strade ferrate ecc., cose tutte sulle quali preleva la sua parte.

Ma lo stabilimento di questi vapori avrà un effetto salutare non solo pel commercio di transito, ma altresì pel commercio del paese, e lungi dal nuocere al commercio a vela, come parve crederlo l'onorevole deputato Demarchi, gli sarà anzi di molto giovamento.

Noi facciamo grandissime esportazioni nelle Americhe, ma le nostre esportazioni non sono senza qualche importazione, e sono appunto di generi i quali richiedono anzi tutto un mezzo di trasporto accelerato. Diffatti noi trasportiamo nelle Americhe oggetti manufatti, vi trasportiamo delle stoffe di seta, e in una quantità considerevole; delle paste, degli olii (è bensì vero che questi potrebbero andarvi anche con bastimenti a vela), infine noi potremo trasportarvi frutta fresche, e questo commercio è suscettibile di acquistare un immenso sviluppo.

Coi bastimenti a vela le frutta fresche non possono essere trasportate, o non lo sono che a carissimo prezzo, perchè il commerciante deve ricavare un premio di assicurazione pel pericolo dell'avaria: le frutta fresche se fanno il viaggio in breve tempo, giungono alla loro destinazione in buono stato, e si vendono con qualche profitto; ma se invece stanno mesi e mesi in viaggio, giungono in America avariate, e sono assolutamente perdute. Gli onorevoli preopinanti sanno che nelle nostre rivière le frutta fresche sono un prodotto importantissimo, prodotto ancora suscettibile di un aumento notevolissimo, e non ignorano che quello che forse impedisce l'incremento di questo ramo di commercio si è appunto il difetto di un mercato, ed io credo che per questo commercio lo stabilimento di una linea di battelli a vapore sia veramente una questione di vita o di morte. Io spero che anche la Sardegna parteciperà a questo commercio, e quando l'attività siasi in quell'isola maggiormente suscitata, potrà gareggiare colla terraferma nel produrre le frutta fresche per le quali il suo clima è ancor più adattato di quello del continente.

Evidentemente se noi sviluppiamo questo commercio delle frutta fresche, se noi possiamo creare un valore che non esiste

ualmente, aumentiamo la ricchezza nazionale, e quindi he le risorse delle finanze.

'gli è perciò che io ho l'intima convinzione che lasciando irte le considerazioni d'interesse nazionale, calcolando la stione dal lato strettamente fiscale si possa sostenere che, direttamente sia indirettamente il tesoro verrà a perce- una somma eguale a quella che verserà alla società tran- antica.

'ome diceva opportunamente il deputato Cadorna, occorre non dimenticare che noi abbiamo adottato una politica di me, una politica di progresso, onde arrivare a ristabilire uilibrio delle finanze invece di restringerci e di rinunciare ualunque idea di miglioramento, a qualunque grande im- sa, invece di cercare con ogni maniera di economie di pa- giare le entrate colle spese, noi abbiamo preferito di pro- overe tutte le opere di pubblica utilità, di sviluppare tutti elementi di progresso che possiede il nostro Stato, di sve- re in tutte le parti del paese tutta l'attività industriale ed nomica di cui sia suscettibile; ed io giudico che in que- sistema si sia sino ad un certo punto riuscito, grazie alla ide quantità d'imprese che si sono suscitate presso di noi, ché la quale attività generale, il paese ha sofferto con una a pazienza le nuove tasse, non dico che le abbia accolte soddisfazione *(Ilarità)*, ma le ha sopportate con pazienza. li più abbiamo visto, ad onta dello stabilimento di nuove e, le antiche imposte crescere di prodotto, ed evidente- ite se non si fossero sviluppati questi elementi di ricchezza, stabilimento di nuovi carichi avrebbe cagionato una dimi- ione nelle altre tasse indirette, quando all'incontro abbiamo o i nuovi balzelli pagarsi con una certa facilità, e le tasse rette aumentare di prodotto; e ciò noti la Camera, quando ste imprese da noi promosse con gravissimi sacrifizi, non ancora compiute, quando non si sente ancora che il dei sacrifizi che esse impongono al paese e non produc- che lievissimi vantaggi, ebbene, ciò malgrado, colla sola

attività impressa al paese, ovunque intorno a noi già si manifestano segni non dubbii di miglioramenti finanziari.

Quello che abbiamo fatto per le comunicazioni interne conviene farlo pure per le comunicazioni estere; se facemmo larghissimi sacrifizi per stabilire delle strade ferrate in quasi tutte le parti dello Stato, dobbiamo sottostare ad analoghi sacrifizi per stabilire delle comunicazioni a vapore coi paesi esteri.

Noi siamo già entrati in questa via or sono due anni, quando affidato ad una compagnia privata il servizio delle corrispondenze postali colla Sardegna; ed invero, anche in allora pareva grave di dover sborsare 250|m lire all'anno ad una compagnia per un servizio tra Genova e l'isola di Sardegna, eppur tuttavia io ho per fermo che lasciando a parte tutte le considerazioni politiche e morali che militavano a favore di questo servizio, anche dal lato fiscale, noi ci abbiamo guadagnato.

Lo stabilimento del servizio Rubattino ha dato un grande impulso alle transazioni commerciali tra la Sardegna ed il continente, ed il governo indirettemente ne trasse profitto, imperocchè i prodotti indiretti dell'isola andarono a mano a mano sempre cresendo.

Io mi limiterò a parlare del prodotto postale, il quale, sebbene per l'addietro fosse assai tenue, dopochè si applicò alla Sardegna il sistema del continente, salì quasi al doppio di ciò che era prima. Ora tale aumento, a parer mio, si debbe in gran parte attribuire alle comunicazioni più frequenti tra la Sardegna ed il continente. Ed invero la Camera fu siffattamente persuasa di questo, che non solo invitò, ma impose al ministero di ristabilire il servizio postale tra Cagliari e Tunisi, e votò pressochè all'unanimità la convenzione a tal uopo stipulata col signor Rubattino, colla quale si pose una spesa di lire 60 mila annue a carico del tesoro.

Se quindi si stimò savio partito il sostenere tale dispendio per istabilire un servizio postale tra Cagliari e Tunisi, io penso che più forte ragione si dovrebbero pagare lire 600 mila per

ottenere una diretta e pronta spedizione della corrispondenza postale nell'America.

Ho detto che questo servizio gioverebbe alla marina ordinaria, in contrario di ciò che sosteneva il deputato Demarchi.

Siffatta questione fu ventilata più volte in Inghilterra. A favore dell'antico sistema dei diritti di navigazione, si allegava che la marina a vapore aveva cagionato un danno immenso alla marina a vele. Queste voci ebbero corso e credito per qualche tempo, ma venutosi ad indagini sulla loro verità ne risulta tutto il contrario. Alcuni giorni sono io leggeva in un giornale inglese che il primo armatore della Gran Bretagna, di cui si stampa in quel giornale il nome, avendo avuto a ragionare in un comitato della Camera dei comuni sugli effetti dello sviluppo della navigazione a vapore, e della sua influenza sulla navigazione a vele, affermò essere convinto che la navigazione a vapore aveva notabilmente favorito la navigazione in genere e ciò si può facilmente provare.

La navigazione a vapore ha preso in Inghilterra estensioni colossali; partono infatti da quel paese ogni giorno battelli a vapore e per l'America e pel Mediterraneo, e per l'Africa e persino per l'Australia, epperò a malgrado di questo immenso sviluppo, noi vediamo che la marina a vele non è mai stata in condizione migliore, secondo che lo possiamo dedurre dal prezzo dei noleggi, i quali da oltre un anno sono elevatissimi in tutte le contrade marittime. E questo facilmente si capisce da chi considera che la navigazione a vapore non potrà mai fare vera concorrenza ai bastimenti a vela per le grosse mercanzie. I piroscafi trasporteranno sempre la mercanzia di maggior prezzo e meno voluminosa, ma (ed io qui non mi atterrò ai calcoli dell'onorevole deputato Torelli) è certo che i bastimenti a vapore non possono trasportare la mercanzia al medesimo prezzo dei bastimenti a vela. Io credo che le spese di questa navigazione son ben diverse da quelle calcolate dall'onorevole deputato Torelli. Se guarderà i conti resi pubblici ogni sei mesi dalle grandi compagnie inglesi vedrà quante mila

lire sterline si spendano da esse per operare i loro trasporti.

È cosa incontestabile che il nolo dei bastimenti a vapore è sempre più elevato del nolo pei bastimenti a vela, quindi i primi non possono far concorrenza ai secondi; che anzi col rendere molto più celeri le comunicazioni si aumentano di molto le transazioni commerciali, e le transazioni commerciali aumentando, s'accrescono gli affari, e questi moltiplicano i trasporti. Se noi facciamo di Genova un emporio delle relazioni dell'America coi paesi stranieri, se facciamo che gli Svizzeri, che gli abitanti della Germania meridionale concorrano in questo nostro porto per l'acquisto delle mercanzie americane, noi faremo sì che Genova dovrà trarre dall'America una quantità molto maggiore di mercanzia, la quale certamente sarà per la massima parte trasportata da bastimenti a vela; quindi io tengo per fermo che lo stabilimento di questo servizio a vapore favorirà di molto lo sviluppo della nostra marina mercantile. Se fosse altrimenti io sarei il primo a votare contro questo progetto, giacchè dobbiamo notare che la nostra marina mercantile costituisce uno dei principali elementi di ricchezza del paese. È vero che noi non possiamo dal lato della massa dei capitali e dal lato della massa della popolazione paragonarci alla Francia e che quindi pare a prima giunta strano che quando la Francia indietreggia innanzi allo stabilimento di questa linea di vapori noi abbiamo l'ardire d'intraprenderla; ma se noi paragoniamo la nostra marina mercantile colla marina mercantile francese, noi vedremo che vi è una differrenza molto minore fra noi e la Francia, poichè noi siamo la settima parte della Francia in popolazione ed in ricchezza, ed essa non ha che tre volte più di bastimenti e di marinai di quello che abbiamo noi.

La marineria mercantile è quindi per noi un elemento ben più importante di quello che lo sia la marina mercantile francese per la Francia, conseguentemente noi possiamo, noi dobbiamo fare certi sacrifizi che la Francia o non può, o non vuole, o non crede opportuno di fare.

Se noi sviluppiamo quest'elemento di prosperità saremo largamente compensati, ne ho fiducia, dei sacrifizi che facciamo per esso. Il governo non vi ha mai chiesto premi come esistono in Francia per la navigazione, non vi ha chiesti diritti differenziali, che anzi ve ne ha domandata l'abolizione, perchè è d'avviso che per qualunque industria e commercio la libertà sia il mezzo il più efficace di svolgimento.

Ma qui ci si dirà: voi non siete fedeli alle vostre dottrine, questa non è una proposta di libertà, è una proposta di privilegio, di monopolio. Qui, notate, o signori, si tratta di un servizio affatto speciale, di un servizio pubblico, il quale non si può ottenere senza un qualche sacrifizio. Lo stabilimento di un servizio a vapore ad ore e giorno fisso, è in certo modo come la costruzione di una strada ferrata in certe date condizioni. Voi non potete avere varie strade ferrate senza concedere loro un sussidio, e fare un sacrifizio. Diffatti, voi avete, alcuni giorni sono, votato per la strada ferrata di Savoia una garanzia d'interesse, colla coscienza che questa garanzia vi imporrebbe probabilmente un annuo sacrifizio; voi avete dichiarato esser pronti a votare 10 milioni per la strada di Lukamanier senza speranza che questi vi fruttassero direttamente un conveniente interesse, ma solo perchè credevate essere questi servizi pubblici meritevoli di essere favoriti. Ebbene, lo stabilimento di comunicazione costante, celere, regolare colle due Americhe è da noi considerato come una necessità, alla quale non si può soddisfare senza un qualche sacrifizio. Se varie società si fossero a noi presentate per ottenere questo servizio, se si fosse stata probabilità di vedere sorgere la concorrenza fra varie compagnie, saremmo stati i primi a dire: abbasso il privilegio; si tenti la concorrenza. Ma, o signori, noi non abbiamo avuto alcuna seria offerta se non quella che ci venne fatta dalla società transatlantica. Due anni or sono vennero bensì degli Americani a chiederci questa concessione, essi ebbero dal ministero di agricoltura e commercio, a capo del quale io aveva l'onore di sedere, l'affidamento che si sa-

rebbero concesse per la linea di New-York le stesse condizioni che furono stabilite in questo capitolato. Questi Americani presero una specie d'impegno, gettarono sulla piazza di Genova un programma, poi ritornarono a New-York, donde mi scrissero delle lettere, dalle quali appariva che abbondassero i capitali per quest'impresa, poichè, dicevano, che fra tre mesi avrebbero mandato un agente per sottoscrivere il contratto definitivo. Due anni sono passati, e questa società di Americani non ha fatto assolutamente nulla. L'ultima lettera che ne ho ricevuto pochi mesi or sono, mi diceva che veramente l'impresa era molto ben veduta negli Stati-Uniti, ma che il sussidio di 50 mila dollari non bastava, e che ce ne volevano 100 mila, e che questi 100 mila sarebbero stati sufficienti se il congresso americano ne avesse forniti altrettanti; cosicchè per questa sola linea, gli Americani volevano un sussidio di un milione. Nissun altro in seguito si è presentato.

Noi eravamo adunque nella condizione o di accettare l'offerta della società transatlantica, o di rinunciare a questo servizio. Convinti della necessità, dell'opportunità del medesimo, abbiamo stimato miglior consiglio l'accettare il contratto.

Io non entrerò nel particolare delle modificazioni proposte dalla commissione, giacchè suppongo che faranno oggetto di speciali discussioni. Spero che quanto ho detto basterà a convincere la Camera dell'opportunità di questo contratto, ed a persuaderla, che se si impone un sacrifizio pecuniario alle finanze si procura ad esse un compenso larghissimo, e che deve questo servizio procurare al commercio ed all'industria tali e tanti vantaggi da poter determinare il vostro voto favorevole al presente progetto di legge.

DISCORSO

PRONUNZIATO

DAL CONTE CAMILLO CAVOUR

PRESIDENTE DEL CONSIGLIO E MINISTRO DELLE FINANZE

alla Camera il 21 marzo 1854,

NEL QUALE

A proposito del progetto di legge per contrarre un IMPRESTITO DI 35 MILIONI, *espone la condizione finanziaria dello Stato, e dimostra che se da un lato il paese fu aggravato da molte leggi d' imposta, dall'altro esso fu pure allegerito da non poche riduzioni d'imposte e da leggi daziarie ecc.*

L'onorevole preopinante prendendo occasione dalla legge ora in discussione colla quale è chiesta autorizzazione di contrarre un prestito, ha creduto dover esaminare la nostra situazione finanziaria, e dopo questo esame, passando alla questione che ora ci occupa, venne alla conclusione non essere necessario concedere in tutta la sua pienezza la facoltà dal Ministero richiesta.

Io seguirò l'ordine stesso mantenuto dall'onorevole deputato Lachenal nel suo discorso.

Esaminando egli il bilancio pel 1854, ed il progetto sommario di bilancio pel 1855, disse potere quest'ultimo essere condotto facilmente, se non all'equilibrio, almeno ad uno stato tale da non richiedere nè aumento di imposte, nè operazioni di credito.

Egli osservava che nel bilancio pel 1855 le spese ordinarie sono calcolate in 131 milioni, mentre le entrate ammontano a 125 milioni, epperciò ne veniva conchiudendo che ci sarebbe

un disavanzo di sei milioni, il che si ridurrebbe a poco più di un milione quando si facesse scomparire dal bilancio la somma destinata all'estinzione al corso delle rendite dello Stato.

Egli è vero che l'onorevole preopinante ha soggiunto a questo punto che questo stato di cose sarebbe la conseguenza dell'adozione di alcune proposizioni state sottoposte alla Camera, aventi per iscopo di aumentare il prodotto della tassa di bollo, di insinuazione e di successione.

E siccome l'onorevole preopinante ritiene doversi queste proposte respingere, e togliere così dall'attivo lo sperato aumento nella presente somma di 3,600,000 ne viene quindi a riconoscere una deficenza di 4 o 5 milioni.

L'onorevole preopinante crede che a questa deficenza si possa provvedere e con economie e con aumenti nei prodotti indiretti. Io stimo che pochi in questa Camera divideranno queste speranze. Gli esami dei passati bilanci hanno a parer mio all'evidenza dimostrato che, senza un cambiamento radicale nel nostro sistema economico ed amministrativo, non era possibile operare larghe economie.

Il solo bilancio sul quale potrebbe ottenersi un risparmio sarebbe quello della guerra. Ma questo si otterrebbe, o signori, nientemeno che alla condizione di disordinare intieramente il nostro esercito; io vado convinto (e quattro anni di discussione mi pare lo abbiano abbastanza provato) che questo bilancio non sia suscettibile di serie economie senza distrurre l'opera di questi ultimi anni, senza rovinare quell'esercito il quale forma una delle nostre principali glorie nazionali.

Io dico quindi che lo sperare di far iscomparire il disavanzo di cinque milioni con economie, è speranza assolutamente vana.

Ma, o signori, se io ho più volte dichiarato, e dichiarato con piena convinzione, che quando un bilancio si trova in disavanzo, è cattiva operazione lo impiegare una parte dei redditi nell'acquisto di rendite al corso non perciò io credo che si possa rinunciare all'operazione dell'estinzione. A me non pare

che si possa in buona fede dichiarare che d'ora innanzi queste somme non figureranno più in bilancio. Se quando il bilancio è in disavanzo si può rinunciare all'estinzione a corso, ciò avviene per un motivo semplicissimo, che è nell'interesse stesso dei portatori di rendite; giacchè siccome quest'estinzione non si può operare se non col mezzo di nuove operazioni di credito, cioè coll'emissione di nuove rendite, egli è evidente che non si giova ai portatori di rendite se si compra da una mano e si vende dall'altra, giacchè quel lento operare del fondo di estinzione non produce in favore dei portatori di rendite un effetto pareggiabile a quello che produce la vendita per parte del governo di una cospicua quantità di rendita.

Ma se si può sospendere quest'operazione in vista dello stesso interesse dei portatori di rendite, non si può, o signori, mancar di adempiere agli obblighi contratti, di soddisfare all'impegno preso, di estinguere la rendita emessa. A fronte della necessità, anche i portatori di rendite debbono adattarsi a veder sospesa l'azione del fondo di estinzione, ma la necessità sola può giustificare questa deviazione dalla lettera del loro contratto, ed un governo che si rispetti, un governo di buona fede, deve cercar di tornare il più presto possibile nello stato normale, nello stato cioè in cui possa adempiere allo spirito ed alla lettera del contratto.

Ma l'onorevole deputato Lachenal, passando dalla questione presente al bilancio, diceva questo essere consigliato, non solo dalla opportunità, ma anche dalla necessità, poichè lo Stato non poteva più sopportare nessuna nuova imposta, e ancor meno il proposto aumento dei diritti di bollo, di insinuazione e di successione.

L'onorevole preopinante prendeva argomento da questa circostanza per fare il quadro dei patimenti delle provincie alle quali appartiene, e di questi patimenti faceva (però con molta temperanza di parole) ricadere in parte la responsabilità sul Ministero.

Poichè si parla tanto delle nuove imposte, e del peso straor-

dinario al quale si farebbero soggiacere i contribuenti, ed in specie le provincie della Savoia, è tempo che si venga ad un esame serio delle modificazioni finanziarie che si sono introdotte nel nostro Stato dall'epoca nella quale si mutò di reggimento, dall'epoca nella quale al sistema assoluto fu sostituito il sistema di libertà. Coi nuovi principii politici si vennero svolgendo nuovi principii finanziarii ed economici, e vennero attuati non dall'attuale Ministero, nè da quello che lo precedette, ma dal medesimo che ebbe il merito di controfirmare lo Statuto largito dal Re Carlo Alberto a'suoi popoli.

Revel. Chiedo la parola.

Cavour. Infatti quel Ministero contemporaneamente all'emanazione dello Statuto pubblicò un decreto reale che riduceva il prezzo del sale da 55 franchi a soli 30 franchi il quintale; col quale atto si faceva un gran passo nella nostra vita finanziaria economica, si accennava ad un nuovo sistema, il quale fu seguito più o meno alacremente da tutti i ministri che si succedettero, e che consiste nel sostituire alle tasse di consumazione, tasse dirette, nel colpire i capitali accumulati, invece di colpire i capitali nella loro formazione, ed è questo sistema che a malgrado delle difficoltà finanziarie abbiamo portato quasi a compimento nell'attuale sessione.

Ora vediamo gli effetti di questo sistema e vediamoli prima di tutto, dalla riduzione del prezzo del sale di cui ho parlato.

Nell'anno scorso vennero consumati in terraferma (tralascio la Sardegna perchè non vi fu variazione, essa godeva, e gode tuttora di un prezzo di favore, non pagava e non paga che 12 fr. il quintale metrico) in terraferma, dico, rispetto alla quale vi fu questa riduzione, si consumarono nel 1853 345 mila quintali di sale, i quali hanno fruttato al tesoro circa 10,500,000 lire.

Se invece di 30 lire i consumatori l'avessero pagato 55, avrebbero speso 8 milioni di più; quindi la riduzione della tassa sul sale ha prodotto ai consumatori un beneficio di 8

milioni di lire. Su questi 8 milioni di lire vediamo quale è la proporzione in cui vi partecipava la Savoia.

La Savoia ha consumato nell'anno 1853 51,828 quintali di sale, la riduzione di 25 lire ha prodotto quindi alla Savoia un beneficio di 1,275,000 lire.

O io m'inganno assai, o mi lusingo che nè la tassa sui fabbricati, nè la tassa sulle gabelle, nè sulle manimorte (non parlo della tassa personale e mobiliaria di cui non mi sono ancor noti i risultati), certamente non hanno imposto alla Savoia un onere uguale al beneficio che la sola riduzione del prezzo del sale le recava.

Dopo questa prima riforma si procedette nella medesima; indi si compiè nell'anno 1850 la riforma postale. Mercè questa riforma, voi sapete come venisse stabilito dietro i calcoli della Commissione della quale faceva parte uno dei deputati della Savoia tra i più esperti in materia di calcoli, che la nuova tariffa produceva una riduzione del 33 al 40 p. 0[0. Ammettendo la prima vale a dire quella del terzo, la riforma postale arrecò al pubblico il vantaggio di un milione, vale a dire che ove le lettere distribuite nel 1853 fossero state sottoposte all'antica tassa, avrebbero pagato un milione di più.

Venne in seguito la riforma sulle tasse di navigazione, delle quali alcune vennero abolite, altre largamente ridotte.

Ma la principale riforma fu quella della tariffa delle dogane. A tale proposito debbo rammentarvi, o signori, che essa fu operata a varie riprese, e che colle mutazioni introdotte nel 1851 in tale tariffa, pressochè tutti gli articoli di essa furono largamente ridotti.

Ciò posto, volete sapere, o signori, quale sia stato l'effetto di questa prima riforma? Io vel dirò. Dal quadro delle importazioni del 1852, e da quello del 53 emerge che cosa le merci avrebbero dovuto pagare di più di quanto hanno realmente pagato, e si scorge che, se non fosse stata operata la mentovata riforma, avrebbero dovuto pagare 12 milioni e 500 mila lire di più. Questo, fuor di dubbio, è un non lieve benefizio, del

quale la Savoia più di ogni altra provincia ha ragione di mostrarsi lieta, poichè essa ha maggiori relazioni coll'estero che non le altre provincie dello Stato.

Tutti sanno che la Savoia ha per principali piazze di mercato Lione e Ginevra, e che un'infinità d'articoli che nelle provincie al di qua dei monti s'acquistano a Torino ed a Genova, dai Savoiardi s'acquistano a Lione ed a Ginevra; quindi di questi dodici milioni io credo che la Savoia abbia approfittato almeno almeno per la sesta parte.

Mi si risponderà, tanto rispetto alle dogane quanto riguardo al sale ed alle lettere, che se non si fosse effettuata la riforma, la consumazione sarebbe stata minore, e le lettere meno numerose, e che quindi l'erario non avrebbe incassato otto milioni di più pel sale, un milione di più per le lettere, e dodici milioni di più per la tariffa doganale.

Io non lo nego; ma rispetto alla tariffa farò osservare che una parte di quanto ha incassato lo Stato (poichè nel 1852 non vi fu diminuzione), viene dal diminuito contrabbando, e che ne risulterebbe che i consumatori od avrebbero pagato di più od avrebbero dovuto rinunziare ad una consumazione che loro era necessaria, e che quindi vi è sempre stato un beneficio che debb'essere valutato a questa cifra.

Ma si andò più oltre nel 1852, poichè si fece in quest'anno un trattato colla Francia in virtù del quale si ridusse di molto il dazio sui vini e si fecero sparire intieramente i dazi d'esportazioni sulla seta sì grezza che lavorata. Non parlerò dell'effetto del ribasso del dazio sui vini: la disgraziata malattia che venne a colpire la vite nelle provincie transalpine, e nelle cisalpine, fece che questa misura potesse esser detta provvidenziale, cosicchè i più ardenti oppositori della riduzione vorranno senza dubbio riconoscere, e me ne appello anche all'onorevole deputato Menabrea, che le circostanze l'hanno pienamente giustificata. È anzi mio avviso che se l'onorevole deputato Menabrea avesse potuto prevedere la crittogama, forse non avrebbe così virilmente combattuto questa legge.

Essa adunque ha prodotto un notevole benefizio pei consumatori, e se invece un ettolitro di vino avesse dovuto pagare un dazio di dieci lire, probabimente si sarebbero dovuti erogare alcuni milioni di più a favore dell'erario.

Quanto alla soppressione del dazio sull'uscita e l'entrata delle sete, fu assai severamente giudicata; molti la criticarono, e se fu adottata, probabilmente ciò avvenne perchè si trovava questa disposizione far parte di un trattato inscindibile. Eppure, o signori, quantunque questa misura non sia stata adottata se non or sono due anni, l'esperienza ha già dimostrato quanto fosse utile ed opportuna, ha già dimostrato che lo Stato ha da questa ricavato un compenso molto maggiore del sacrifizio che gli è stato imposto.

Diffatti, grazie all'abolizione assoluta del dazio d'entrata e d'uscita dallo Stato, grazie alla soppresione completa di ogni maniera di protezione ai nostri filatoi si è verificato che il commercio serico ha acquistato tanto sviluppo nel nostro Stato, l'industria della torcitura ha fatto così grandi progressi che quest'anno, in cui nel nostro paese il ricolto fu pur così scarso, i nostri torcitoi furono assai più occupati di quel che nol fossero mai nell'ultimo decennio. E ciò venne da che si lavorò nel nostro paese una infinita quantità di sete estere, cosa che non era mai succeduta, e che onora altamente la nostra industria. E ciò prova quanto essa può fare, quando è liberata dalle pastoie della protezione, e provenne anche da ciò che molte sete della China furono spedite da Londra in Piemonte per essere quivi lavorate e poi rinviate e vendute sul mercato d'Inghilterra. Se non vi fosse stata la libertà assoluta, questi fatti non sarebbero avvenuti, e se non si fosse attivata la lavorazione delle sete estere, quest'anno i nostri torcitoi sarebbero rimasti chiusi più di sei mesi, ed avremmo avuto in questo frattempo ventimila e più operai ridotti a mendicare il pane, disgrazia che avrebbe costato alla nostra società una somma molto maggiore delle 600 mila lire che

abbiamo coraggiosamente sacrificate quando si è tolto il dazio d'entrata e d'uscita sulle sete greggie.

Finalmente nell'anno scorso procedemmo ad una terza riforma daziaria, e quantunque questa sia stata molto meno importante delle prime, tuttavolta furono operate larghe riduzioni sopra parechi articoli. Mi basterà il ricordare l'articolo dei ferri, tanto necessario all'agricoltura, rispetto al quale fu operata una riduzione del 50 p. 0[0. Ricorderò ancora l'articolo delle pelli, rispetto al quale fu tolta ogni specie di diritti, articolo questo importantissimo per le classi povere, perchè io credo che dopo il pane ed il vino, le scarpe sieno il principale oggetto di spesa della gran maggioranza del paese.

Da ultimo la Camera ha operato la maggiore, la più radicale di tutte le riforme abolendo assolutamente ogni dazio sui cereali. Con ciò ha sicuramente portata una certa perturbazione nella finanza, poichè le tolse una risorsa di oltre due milioni, ma ha prodotto per le classi consumatrici che costituiscono in definitiva l'immensa maggioranza della nazione, un beneficio dai 12 ai 15 milioni di lire.

Se quindi io sommo tutti i vantaggi che i consumatori hanno ricavati e dalla riduzione del dazio sul sale e dalla riforma postale, e dalle tre successive riforme delle dogane, io arrivo ad una cifra che poco si allontana dai 26 ai 28 milioni.

Ora, o signori, di quanto abbiamo noi accresciuto il bilancio attivo? Nel progetto di bilancio pel 1855, l'attivo è calcolato bensì a 125 milioni; ma questa somma non è chiesta tutta ai contribuenti. Una porzione è costituita da redditi che ricava lo Stato da sue proprietà, cioè in massima parte dalle strade ferrate. Noi abbiamo calcolato il reddito di queste, credo, in 10 milioni e mezzo. Quindi quanto dai contribuenti si chiede, si riduce a 114 milioni, cioè 28 milioni di più di quello che si richiedeva nel 1847.

Or questa somma maggiore si ricava da un aumento nelle tasse dirette, od almeno nelle imposte che colpiscono i ca-

pitali accumulati. Epperciò io dico che quanto noi domandiamo ai capitalisti, altrettanto abbiamo concesso ai consumatori; ed io credo che se noi non avessimo avuto il coraggio di far camminare contemporaneamente, paralellamente le riforme economiche colle nuovo tassse, in allora il paese si sarebbe trovato nella impossibilità di sopportare i nuovi balzelli, mentre il fatto dimostra che ben li può sopportare, e la Savoia al pari di ogni altra provincia, come mi faccio a dimostrare. E per vero se la Savoia fosse ridotta in quelle condizioni che l'onorevole deputato Lachenal pretende, se essa da otto anni andasse via immiserendo, evidentemente la consumazione, non dei generi di prima necessità, ma di quelli che dirò di semi-lusso, andrebbe scemando.

Io spero che questo ragionamento non potrà essere contestato, come non mi si potrà contraddire che fra le consumazioni dei generi di semi-lusso vi sia quella dei tabacchi. Ebbene quest'ultima consumazione è aumentata in tutte le provincie; ma in nessuna l'aumento è in una proporzione talmente grande come in Savoia. Ora, se veramente vi fosse codesta eccessiva miseria, io credo che sarebbe accaduto alla Savoia, quanto è toccato all'Irlanda ed a quei paesi che erano in decadenza, che la consumazione cioè dei generi di privativa sarebbe andata diminuendo.

L'onorevole Lachenal ha colto questa occasione per rinnovare l'accusa fatta al Ministero di avere sostituito al sale della Sardegna, quello del mezzogiorno della Francia per le somministranze a farsi alla Savoia.

La Camera ricorderà che questo contratto avvantaggiò le finanze di un'economia di L. 200,000.

Ma ci si dice: voi avete rovinato il transito della Savoia. Ebbene io darò una prova materiale che questo non è accaduto,

Quando fu fatto questo contratto, gli appaltatori della barriera del Moncenisio si rivolsero al Ministero, chiedendo una indennità. Essi dicevano che venivano a scapitare enorme-

abbi... più i carichi di sale. Il Ministero ... a questa richiesta, e diede loro ... dichiararono (erano i principali ap... non era più possibile mettere ad ... che avrebbe fruttato 20 o 30 mila ... Il Ministero era stato talmente colpito ... mi ricordo d'aver dato l'ordine di ... fare andare questo servizio ad economia. ... ed il mio successore pose ad appalto que... credete voi che ci sia stata una dimi... signori: vi fu un aumento di L. 12,000 al-...

... che il transito del sale non ha prodotto ... nel transito del Moncenisio, e che se vi fu ... aumento.

... di più che questa fu una misura provvida, ... massime nelle attuali circostanze. Se in quest'anno ... Savoia ha bisogno di ricevere dal Piemonte derrate ... si dovesse ancora mandare il sale in codeste pro... ...mente il prezzo delle vetture che è già ab... ...ato, perchè si è mantenuto quasi tutto l'inverno ... Ciamberi dalle 6 alle 8 lire per quintale, sarebbe ... nel 1847, a 10 a 12 e sino a 14 lire. E crede ... preopinante che i trasporti del sale nel 1847 non ... e influito assai sull'altissimo prezzo che bi... per trasportare cereali in Savoia?

... di questi fatti stimo mi sia lecito conchiudere ... questa misura, la quale ha recato un'economia di L. ... allo Stato fu anche un beneficio per la Savoia.

..., signori, di avere così risposto a quanto disse l'o... preopinante per dimostrare che conveniva portar ri... nostro bilancio, e adottar misure, direi quasi eroi... riempiere il disavanzo. Vengo ora alla questione con... prestito.

... preopinante ricordava avere il Ministero di-

chiarato che l'alienazione dei due milioni di rendita fatta lo scorso anno sarebbe stata l'ultima operazione di questo genere a cui si sarebbe ricorso per pareggiare il bilancio ordinario quindi soggiungeva chiedendo: come mai quindici mesi dopo venite in campo con nuove dimande di prestito, e con nuove imposte?

Ricorderò qui di passaggio che queste nuove imposte erano già state annunciate all'occasione della domanda di alienazione dei due milioni di rendita, e se egli ha la bontà di rileggere il discorso che allora pronunciai, vedrà che già allora io accennava alla riforma della legge di bollo, d'insinuazione e di successione per arrivare al pareggio. Dunque queste non sono nuove proposte, sono proposte che hanno sofferto una dilazione ed arrivano ora dopo essere state annunciate or fanno quindici mesi.

Rispetto all'imprestito, gli farò osservare che io ho parlato di disavanzo ordinario. Non mi è mai caduto in mente che, nè pel 1855 nè forse per molti anni, possiamo far fronte a spese straordinarie coi soli mezzi ordinari.

Non vi è paese al mondo che abbia le sue finanze in tale stato. Vediamo l'Inghilterra, alla prima spesa straordinaria, se non ricorre al prestito, ricorre ad un aumento di imposte. Vediamo la Francia ricorrere al prestito; vediamo la Prussia, la quale è pure in floridissima condizione, aver pur essa ricorso al prestito. Quindi anche noi se ci occorre di fare spese straordinarie, e massime se saranno spese d'indole riproduttiva, possiamo ricorrere ancora al credito.

Ricordo poi al preopinante che dopo l'alienazione di rendite fatta ultimamente si votarono nel 1855 23 milioni di spese straordinarie; il bilancio del 1854 ne presenta per 18 milioni di più vi è un residuo degli esercizi anteriori che si tramanda agli esercizii posteriori.

È vero che io credeva l'anno scorso che ad una parte di questo disavanzo si sarebbe potuto far fronte colle risorse del credito galleggiante, e coi fondi di cassa.

Se i buoni del tesoro si fossero potuto negoziare colla stessa facilità con cui si negoziarono nel 1852, io credo che ci potremmo contentare di una somma minore di 35 milioni. Se si fossero potute attivare le nuove imposte come si sperava e come si attiveranno probabilmente nell'anno venturo, si sarebbero potuto soprassedere per qualche tempo ancora dal fare questa operazione. Ma la Camera non troverà strano se le dirò che la negoziazione dei buoni del tesoro, quantunque l'interesse ne sia stato aumentato, riesce molto più difficile.

L'onorevole deputato Lachenal dice: ma se non trovate a negoziare buoni del tesoro, forse più difficilmente troverete a collocare la rendita. Io chieggo scusa. Nei tempi difficili riesce molto più disagevole il negoziare dei buoni del tesoro, che non delle rendite. Diffatti la Camera ricorderà che dopo il 1848 il Governo provvisorio di Francia ha potuto negoziare delle rendite: un poco alle buone, un poco alle cattive, ad ogni modo trovò la via delle rendite, mentre per i buoni del tesoro fu costretto ad esigere la conversione coattiva di essi contro rendite.

E quello che si è veduto in Francia si è manifestato in circostanze analoghe in tutti i paesi. Quanto è accaduto poi rispetto ai tributi è dovuto alle difficoltà d'impiantare nuove imposte, è dovuto alle difficoltà che sempre susseguono le nuove imposte ed alla necessità di fare un'applicazione delicatissima e complicatissima come era quella dell'imputazione della parte degli antichi allibramenti che cadeva sui fabbricati, sull'imposta stabilita ultimamente: operazione che è riuscita d'immensa difficoltà, stante lo stato difettosissimo dei catasti, e stante altresì che i comuni naturalmente non hanno molto assecondato questa operazione, difendendo calorosamente gli interessi dei loro contribuenti, e cercando naturalmente di impinguare per quanto possibile le altre imposizioni, onde alleviare quanto loro rimaneva di tributo prediale.

Queste due circostanze hanno fatto sì che si è anticipata d'alquanto l'epoca in cui sarebbe stato necessario l'aver ricorso

al credito per colmare i disavanzi passati, e far fronte alle spese straordinarie degli anni 1853, 1854 e 1855.

L'onorev. deputato Lachenal ha fatto molti calcoli i quali in verità non ho potuto capir bene in tutto. Ammettendo egli la cifra accennata dal Ministero, riconoscendo che il 1854 offre un disavanzo di L. 27,500,000, indicando il modo di provvedere alle spese ordinarie pel 1855, ma nulla dicendo quanto alle straordinarie, io, a dir vero, non comprendo come possa contendere la necessità del prestito dei 35 milioni su cui or si discute. Egli afferma che a tal uopo si potrebbe provvedere alla fine dell'esercizio del 1855.

Io gli farò notare che questa osservazione non sarebbe destituita di peso, se nel fare il prestito, noi intendessimo che colui che lo contrarrà dovesse pagare immediatamente od a brevissime more la somma totale dei 35 milioni. Ora ciò nelle presenti contingenze è pressochè impossibile, imperocchè sia che il prestito si faccia all'interno, sia che si contragga all'estero non si potrà negoziare salvochè concedendo ai sottoscrittori almeno la mora di un anno. Ciò stando, la somma intiera dei 35 milioni non entrerà nelle casse dello Stato che parte in quest'anno, e parte nel venturo, ma però sarà in pronto onde provvedere alle occorrenze degli accennati due esercizii.

Queste avvertenze, a parer mio, dovrebbero essere bastevoli a render convinto l'onorevole preopinante che non sarebbe prudente consiglio il limitarsi a provvedere ai bisogni del momento. Se si trattasse solo per sei mesi o per un anno, forse la somma da lui indicata basterebbe; ma non dobbiamo noi assicurare anche i servizi dell'anno venturo? Non è egli meglio fare una sola operazione alquanto più estesa che di farne due? Non è egli meglio che quest'operazione possa essere combinata in modo da rendere più facile il concorso dei capitalisti esteri e nazionali?

Ecco quanto mi occorre di dire per dimostrare che la proposta dell'onorevole deputato Lachenal non può essere accolta da chi realmente voglia provvedere in modo completo ai bi-

sogni del tesoro. Credo di aver sufficientemente risposto agli argomenti dell'onorevole preopinante, per giustificare la politica finanziaria di questi e degli altri ministri che hanno retto la cosa pubblica dopo il nuovo sistema politico. Spero di aver dimostrato la necessità di portare l'alienazione della rendita non solo ad 1,2000,000 lire, ma bensì a 2,200,000 secondo la proposta della Commissione, alla quale il Ministero dichiara di aderire, io faccio caldi voti perchè la Camera le dia la sua sanzione.

DISCORSO

PRONUNZIATO

DAL CONTE CAMILLO CAVOUR

PRESIDENTE DEL CONSIGLIO E MINISTRO DELLE FINANZE

alla Camera il 10 *giugno* 1854,

NELLA DISCUSSIONE DEL PROGETTO DI LEGGE

PER LA RIFORMA DELLE TASSE

D'INSINUAZIONE, DI SUCCESSIONE E DI EMOLUMENTO.

Il progetto di legge che or cade in discussione è stato oggetto di tante e così varie accuse ed imputazioni, fornì argomento a tanti calcoli, teorie ed appelli alla pratica, che se io dovessi seguire passo passo tutti gli oratori che mi hanno preceduto, dovrei entrare in un laberinto dal quale difficilmente vedrei modo d'uscire. Laonde stimo miglior consiglio riassumere in alcuni punti capitali le varie obbiezioni fatte al progetto di legge, ed ai principii che informano la politica finanziaria del Ministero, e quindi venir rispondendo ad esse tenendo debito conto delle osservazioni state mano mano poste avanti dagli onorevoli preopinanti.

Il primo argomento stato da taluno messo in campo, argomento in certo modo pregiudiziale, è l'inutilità di questa nuova imposta, la possibilità cioè di ricondurre l'equilibrio al quale tutti senza distinzione di partito desideriamo di giungere con bene intese economie. Dopo si è sostenuto che quando anche colle economie non fosse stato possibile il ristabilire l'equilibrio della pubblica finanza, mal si era apposto il Ministero rifermando l'antico nostro assetto finanziario, e introducendo

nel nostro paese un nuovo sistema economico. Finalmente passando dai generali ai particolari si è combattuta e impugnata questa nuova imposta speciale che si propone alla vostra approvazione.

Seguirò nel mio discorso questi tre ordini di idee cercando di combattere successivamente tutti gli argomenti che poggiano su di esse: e finalmente conchiuderò rispondendo all'appunto che fece un onorevole oratore nella tornata di ieri, che il complesso del sistema finanziario ed economico del Ministero invece di promuovere la prosperità del paese e di favorire lo sviluppo delle sue risorse, aveva prodotto lo scompiglio e il disordine in ogni sua parte, ed aveva maggiormente aggravata la già abbastanza critica sua condizione finanziaria.

Invero, se fosse stata dimostrata, non dico in modo rigoroso e preciso ma solo probabile, la possibilità di ricondurre l'equilibrio senza nuove imposte, sarebbe inutile il progredire in questa discussione. La questione sarebbe vinta sin dal suo principio dagli onorevoli oratori dell'opposizione. Ma, o signori, non basta il parlare in modo generico di economie; bisogna indicare quali ed in qual misura si possano fare. Ben so che alcuni oratori dicono non essere dovere nè missione del deputato il promuovere economie; il deputato non dover prendere l'iniziativa delle riforme, quest'uffizio incombendo al Ministero; perocchè il deputato non è iniziato nei misteri del bilancio, ed ove volesse iniziarvisi, si perderebbe nei dedali della nostra contabilità.

Questo fu uno dei principali argomenti di cui si valse l'onorevole deputato Giród.

Ma io ho diritto di esprimere qualche meraviglia per questa sua opinione. Perocchè, porto opinione non solo esser un diritto, ma un dovere del deputato, il promuovere tutte le economie possibili. E per vero, ad impedirnelo in questa sua missione, bisognerebbe che il Ministero e la Camera negassero ad un deputato, che non appartenesse alla maggioranza, il mezzo di conoscere in tutte le sue parti il bilancio dello Stato.

Ora, o signori, nè Ministero nè Camera non hanno mai ricusato a qualunque deputato, fosse della maggioranza o dell'opposizione, tutti i documenti che potessero illuminare le discussioni finanziarie. Ed invero, a provarlo, non ho che a riferirmi alla discussione di ieri, nella quale l'onorevole Despine ha esposto una lunga serie di cifre intorno ai rami dell'amministrazione demaniale ; ed io credo non commettere un'indiscrezione, dicendo che queste cifre gli furono somministrate, assenziente il ministro, dagl'impiegati delle finanze. Ora se i particolari che ha desiderato il signor Despine per farne uso in un discorso di opposizione, e che gli furono dal Ministero senza riserva somministrati, gli avesse desiderati il signor Girod, gli sarebbero stati egualmente forniti con egual larghezza e lealtà

D'altronde se non si può fare appunto al Ministero di ricusare ai membri che non sostengono la sua politica, i documenti necessari per farsi un giusto criterio sul bilancio, si può ancor meno apporre questa taccia alla Camera, la quale ha sempre avuto cura di introdurre nella Commissione del bilancio un certo numero di membri dell'opposizione. E sono in diritto di essere assai stupito di questa pretesa invincibile ignoranza, su cui si appoggia l'onorevole deputato Girod per non entrare nei particolari delle economie, quando accanto a lui seggonno due deputati che fanno parte della Commissione del bilancio, e che pure non hanno fama di essere troppo ardenti fautori delle proposte ministeriali. Se l'onorevole deputato Girod avesse avuto mestieri di nozioni sul bilancio per proporre delle economie , sicuramente l'onorevole deputato De Viry e l'onorevole deputato Menabrea, si sarebbero fatti un piacere ed una premura di somministrargliene i mezzi.

E mi duole assai per vero che prima di pronunziare il suo discorso egli non abbia consultato quei due suoi colleghi ed amici che, ripeto, non possono essere sospetti di ultra-ministerialismo, dacchè essi gli avrebbero risparmiata (mi permetta di dirglielo) l'esposizione di una infinità di errori materiali che

... necessità di dover far palesi alla

... il turno a questo argomento pregiu... onorevole deputato Girod, veniamo ad ... delle possibili economie state poste in ... in primo luogo da tutti gli oratori ... dall'onorevole deputato Arnulfo nel... di ieri, che mi sia lecito il dirlo, ha ecci... desiderio dei tempi nei quali il Ministero ... nelle questioni finanziarie tra i suoi più ... poteva riposare tranquillo sulla sua pa... rappresentante in questi difficili e delicati ...

... onorevole deputato Arnulfo, dopo avere enumerate ... che egli non intenderebbe fare, ne ha pure ... che stima possibili.

... questa parte costretto ad entrare in alcuni par... imperocchè gli onorevoli preopinanti vi sono pur essi ...

... Girod cominciava col dire che era possibile il ... economie sul personale dei Ministeri. Ei diceva che ... arrivando al potere, conscii della brevità della vita ... erano presi da un desiderio di fare prontamente ... onde lasciar traccia del loro passaggio agli af... più sovente si affrettavano a promuovere, a collo... loro, i loro parenti, i loro fautori politici, e che ... succedeva una continua mutazione di personale nei ... un continuo accrescersi di uffizi e di pensioni.

... quindi in appoggio della sua asserzione, un fatto ... vero, sarebbe talmente grave, che meriterebbe ... una forte censura sopra il ministro delle finanze. ... che prima del 1848 il Ministero delle finanze, e le amministrazioni centrali che da esso dipendevano, cioè le a... non costavano che 323,000 lire, e che ora invece costano L. 482,000.

Veramente sarebbe assai strano, quantunque nuovi uffizi siano stati dopo il 1847 aggregati alle finanze, che dopo la soppressione delle aziende, invece di uno sparmio si fosse avuto un aumento di spese.

Ma a dimostrare l'eroneità di queste cifre, a dimostrare quanto male abbia fatto il signor deputato Girod a non consultare i suoi colleghi della Commissione del bilancio, io porrò sotto gli occhi della Camera quale fosse la spesa pel 1847; e mi duole che non si trovi ora al suo stallo l'onorevole deputato Revel, perchè certamente potrebbe confermare le cifre che sto per riferire.

Nel 1847 il Ministero delle finanze era portato in bilancio per L. 135,500 per materiale e personale, l'azienda delle finanze per L. 157,498, l'azienda delle gabelle per L. 140,100, l'ispezione generale dell'erario per L. 67,809, totale L. 500907.

Ora la Camera sa che nel Ministero delle finanze si sono concentrati non solo i servizi che nel 1847 erano affidati e al ministero e alle tre aziende che ho indicato, ma che si sono al medesimo aggiunte non poche incumbenze che non aveva nel 1847. Prima del 1848 la Sardegna formava un ministero separato che è stato dappoi fuso negli altri ministeri; ma per la massima parte passò al Ministero delle finanze.

Il servizio delle pensioni era ripartito fra tutti i dicasteri, e fu poi affidato a quello delle finanze; e la Camera sa pur troppo quanto grave siasi fatto questo servizio. Il commercio nel 1847 era unito al Ministero dell'interno, e fu unito poi a quello delle finanze. Finalmente prima della riforma della contabilità generale il Ministero delle finanze non esercitava alcuna specie di controllo sulle spese preventive dello Stato, i mandati si pagavano senza che fossero registrati nè vidimati al Ministero delle finanze. Invece ora si è stabilito un controllo al Ministero. Tutti i mandati sono ora registrati in una delle divisioni della Direzione generale del Tesoro, ed il Ministero delle finanze conosce giorno per giorno quale è la condizione finanziaria dello Stato, e a che punto si trova il

[illegible] meno. Ora dunque si sono aggiunti tutti que-[illegible] richiedono per lo meno dai trenta ai qua-[illegible] e ciò malgrado si spende ora la somma di [illegible] 20,000 lire di meno che non nel 1847.

[illegible] che sia meglio fondata l'accusa dello spreco [illegible] nel mutamento continuo negli impiegati civili. [illegible] di stipendi, perchè credo non vi sia paese [illegible] nel quale gli assegni degli impiegati civili siano [illegible] che in Piemonte, e parlo dai più alti [illegible]

[illegible] prova (e non sia per indurvi nè ora nè poi [illegible] osservare che tutto l'intiero nostro Gabinetto [illegible] la metà di quanto costi in Francia il ministro [illegible] ministro di Stato...

[illegible] i ministri imperiali

[illegible] un terzo di meno di quel che costi nel Bel-[illegible] nel Belgio hanno 21[illegible]m fr., presso di noi non ne [illegible] e così andate via dicendo in proporzione; a [illegible] vedete, in tutti i rami dell'amministrazione vi [illegible] dappertutto questa differenza nella cifra degli [illegible]

[illegible] continuo muoversi degli impiegati farò osser-[illegible] operati nei Ministeri piccolissimi cambia-[illegible] poi: e per quanto riflette quello delle fi-[illegible] assicurare l'onorevole preopinante che, salvo una [illegible] gli impiegati attuali sono quegli stessi che vi [illegible] 1848: onde se l'onorevole deputato Revel (il [illegible] duole di non vedere al suo seggio) fosse chia-[illegible] forse sarebbe nei desiderii dell'onore-[illegible] (*Bisbiglio a destra*), a riprendere quel posto che [illegible] per molti anni, certo si troverebbe in [illegible] poichè, come dissi, tranne una o due eccezioni, [illegible] tutti gli impiegati, che egli lasciò nel 1848.

Diceva poi l'onorevole preopinante che si poteva fare una

ıde economia nell'amministrazione dell'insinuazione e de-
ıio. In verità io credo essere questo assolutamente impos-
le. Se è aumentata d'alcunchè la spesa di questi rami, è
ıentato in proporzione infinitamente maggiore il prodotto.
sa l'onorevole preopinante che gl'impiegati del demanio,
ro gli ispettori e direttori, sono pagati in proporzione delle
rate che riscuotono, e quindi crescendo l'entrata, cresce
gio, quantunque in proporzione molto minore, poichè è gra-
le in senso decrescente.

Disse finalmente l'onorevole Girod che si potrebbe ridurre
molto il bilancio dell'istruzione pubblica. Io ho per fermo
se havvi una categoria di spese, sulla quale si debba an-
e a rilento nel fare riduzioni, sia certo quella dell'istruzione
ıbica: e se vi ha una ragione per cui io son dolente dello
lo attuale delle nostre finanze è appunto quella di non po-
consacrare fondi maggiori per promuovere ancora più l'in-
namento pubblico.

Poichè l'onorevole preopinante lamenta codeste spese, debbo
umere che egli abbia anche biasimato l'atto del ministro
l'istruzione pubblica il quale stabilì a Cimberì un corso su-
iore di lettere *(Si ride)*.

Egli parlò della troppo larghezza dei casuali. Ma io me ne
ello a tutti i relatori dei singoli bilanci, se non hanno ap-
tato in queste categorie delle riduzioni grandissime. Esse
tti sommavano prima a circa 400,000 lire, ed ora sono
e ridotte a 140,000.

L'onorevole Girod parlò poscia delle prigioni, ma egli ha
se dimenticata la discussione che ebbe luogo in questa Ca-
ra nell'occasione del bilancio dell'interno, in cui tutti gli
tori che presero a parlare lamentarono lo stato deplorabile
le nostre carceri ed invitarono il Ministero a veder modo
riformarle, ciò che vuol dire di stanziare fondi a questo
getto, poichè sarebbe impossibile di ciò fare con soli pro-
ti o sole frasi.

Il signor Girod vorrebbe che si diminuissero le spese d'uf-

fizio. Ma anche qui invoco la testimonianza dei relatori della Commissione, i quali hanno spinte le ricerche sino ad indagare e la quantità di carta e il numero delle penne che si consumano in ciascun Ministero: e credo di non essere smentito dicendo che essi avranno scorto come in tutti i Ministeri, e più specialmente in quello delle finanze, si fa l'economia di carta e di parole nello scrivere, e non s'impiegano più che mezzi fogli *(Ilarità)*. Il sig. Arnulfo che fu capo di una amministrazione delle finanze, potrà dire, se non è vero, che si contano i temperini e le penne agl'impiegati *(Cenni affermativi del deputato Arnulfo)*. Se il povero economo delle finanze che tutti i giorni è vivamente rimproverato dai suoi colleghi di troppa severità, si udisse ora tacciare di scialacquatore, egli certo crederebbe di trasognare.

L'onor. oppositore passò poi alle aspettative, ma anche qui, o signori, posso invocar la testimonianza dei relatori del bilancio, i quali sono in grado di fare fede che le aspettative sono assai scemate, in guisa che ciò procacciò ad alcuni ministri le lodi della poco encomiatrice Commissione del bilancio *(Ilarità)*. A tale proposito ricorderò alla Camera che nell'anno scorso il ministro delle finanze fece scomparire pressochè intieramente le categorie riguardanti le aspettative, e che se queste nel corrente anno dovettero ricomparire, ciò provenne dalla soppressione del dazio di consumo di Torino, che lasciò sulle spalle del Ministero più di quaranta impiegati i quali al presente sono di già rientrati in attività. Similmente la Camera non ignora che il relatore del bilancio di grazia e giustizia ebbe a conoscere che l'attuale guardasigilli in brevissimo spazio di tempo ridusse della metà la categoria dianzi accennata. Del pari sul bilancio della guerra si è operata una notevole economia riguardo alle aspettative, sebbene e nel personale numeroso che dipende da tal dicastero, e per le svariate cause che ponno richiedere il collocamento di qualche impiegato in aspettativa, sia assai difficile scemare la categoria stessa.

Risponderò ora alle osservazioni che vennero fatte sulle strade ferrate e sull'esercito.

L'onorevole deputato Girod asseriva che l'esercizio delle strade ferrate aveva luogo con si poca parsimonia, che le spese assorbivano quasi tutti i proventi.

Qui mi rivolgo per la terza volta al signor Girod, per domandargli il motivo per cui non ha consultato i suoi colleghi della Commissione del bilancio, uno dei quali fu relatore di quello delle strade ferrate, e poteva fornirgli le più ampie notizie a tale riguardo.

Dacchè egli non stimò di consultare i suoi colleghi sono astretto io stesso a dirgli quali sono i risultamenti di questo servizio.

Nel 1848 la ferrovia di Genova era aperta solo fino a Moncalieri, cosicchè si può dire si trovasse ancora in una circostanza affatto anomala. Epperciò la spesa assorbì il 61 64 per cento dell'entrata lorda ; nel 1849 si aprì un nuovo tratto e le spese assorbirono a un dipresso il 60 per cento; nel nel 1851 si andò fino ad Arquata , e la proporzione delle spese discese al 54 39; nel 1852 si andò più oltre, credo a Busalla, e le spese scesero al 50 45, e nel 1853 le spese calaro no al 48 74 per cento dell'entrata.

Ora se si tien conto che la nostra ferrovia è una delle più difficili d'Europa ad esercitarsi, perchè vi si trovano i piani inclinati di maggior entità, non si potrà dire che la proporzione del 48 74 abbia alcunchè di eccessivo che possa comportare la taccia di scialacquatore a chi sovraintende a questa amministrazione.

D'altronde noi abbiamo sotto gli occhi i risultati di una ferrovia esercita da una compagnia ed in condizioni di gran lunga più vantaggiose di quella del Governo, voglio dire la ferrovia di Savigliano. I conti testè resi dall'amministrazione con molta buona fede e lealtà stabiliscono che le spese assorbiscono il 68 od il 59 per cento il 54 del prodotto lordo. Non dico che questo debba durar sempre. Credo che negli

esercizi successivi la proporzione si migliorerà; ma nullameno mi basta di poter asserire senza tema di essere smentito nemmeno dagli amministratori di quella compagnia, che la strada ferrata dello Stato è amministrata con molto maggiore, non dirò regolarità, ma economia, che non quella di Savigliano. Ed io credo di fare un buon augurio all'onorevole preopinante ed agli azionisti della strada ferrata della Savoia, esprimendo il voto che quando quella strada sia costrutta, venga esercitata con economia eguale a quella con cui è ora esercitata la strada ferrata dello Stato.

Non mi rimane più che a parlare dell'esercito; e qui, come già dissi, tutti gli oratori, e persino, il dico con dolore, l'onorevole Arnulfo convennero nell'esprimere il pensiero di fare economie in questa parte. Tutti credono che sia possibile, se non erro, in un avvenire vicino (se si parla di un lontano avvenire, ho nulla a rispondere, chè un uomo di Stato non provvede che per l'avvenire prevedibile) di ridurre d'assai l'esercito. Io l'ho detto e lo ripeto, non divido nè punto nè poco questa opinione. Io credo che finchè le condizioni europee non saranno mutate, finchè noi ci troveremo nelle condizioni politiche in cui versiamo ora rispetto alle grandi potenze, sarebbe atto sconsigliato il voler scemare il nostro esercito. Quindi, io lo ripeto altamente, non posso indurre nè la Camera, nè il paese nella speranza che si possano sull'esercito fare radicali economie.

E con ciò stimo far atto di buon cittadino, e di dimostrare qualche coraggio, come ministro delle finanze, dichiarando che, anzichè diminuire l'esercito, il quale io considero come la miglior garanzia della nostra indipendenza e libertà, avrò sempre il coraggio di chiedere al paese i sacrifizi necessari per mantenerlo.

L'onorevole deputato Girod (e mi affretto a dire che si fu il solo) aggiunse che taluni, qual compenso ai sacrifizi fatti dal paese, parlavano delle migliori condizioni nostri militari; ma che egli in verità non poteva aver gran fede in que-

miglioramenti, dacchè vedeva ogni giorno *le dégoût du* *vice* fare grandi progressi, vedeva ogni giorno in maggior nero sott'ufficiali ed ufficiali affrettarsi ad abbandonare le tre bandiere appena compiuta la ferma, o raggiunta l'età dà loro diritto alla pensione

o credo contro questo giudizio poter invocare l'opinione tutta la Camera. Basta andar qualche volta sulla piazza rmi, basta informarsi un cotal po' di quanto si fa nell'inno dei reggimenti, del modo con cui sono condotte le ole, e l'istruzione che è data ai soldati, sott'uffiziali ed uffili per convincersi che non vi è paragone fra lo stato atle del nostro esercito e quello in cui esso era prima del 48.

Vi fu l'anno scorso una riunione di un corpo numeroso di ppe in Alessandria, si eseguirono sopra d'una ampia scala novre militari. Ebbene in quelle manovre l'esercito nostro pe meritare lode universale e per l'abilità dimostrata, e l'esemplare disciplina che seppe mantenere; per lo che ando si ritirò da quella provincia, portò seco la simpatia tutte le popolazioni fra cui aveva passate alcune settimane.

Ma i fatti su cui si appoggia il signor Girod sono, grazie cielo, molto esagerati. Che vi siano molti i quali finita la ma, tornano a casa, è cosa naturalissima. Il servizio milie è sempre stato considerato come un sacrifizio che il citino fa alla patria, e in un paese in cui la classe più numee non è ridotta agli estremi, è naturale che la massima parte di individui che hanno pagato il loro tributo, desiderino tornare ai loro focolari. Ma non è poi esatto il dire che non siano soldati che continuino nella carriera militare. Per proe il contrario, basterà addurre la cifra dei surroganti miri, di quelli cioè i quali passato il loro tempo, chiedono di trarre una nuova ferma in surrogazione di coloro che ebo la dispensa dal servizio mediante il pagamento di una a somma. Il numero dei surroganti militari è sempre ano crescendo, e, se non erro, in quest'anno ha raggiunto per

la prima volta la cifra 550 di cui la massima parte sono sott'uffiziali e carabinieri, cioè persone scelte e distinte. Ora quando in un esercito come il nostro si trovano 550 persone scelte e distinte che contraggono una nuova ferma, basta questo per dimostrare che non vi è quel *dégoût* di cui parlava l'onorevole Girod. Ammetto che vi siano alcuni che fanno molto chiasso, che gridano contro le riforme introdotte nella disciplina dell'esercito. Io non voglio censurare il sistema seguito in altri tempi, ma altre volte non si può negare che si tenevano molto meno occupati gli uffiziali, si permetteva loro di consacrare la massima parte della giornata al caffè, nelle conversazioni ed in occupazioni dilettevoli. Altre volte si permetteva a molti ufficiali or sotto un pretesto ed or sotto un altro di passare gran parte dell'anno altrove che ai reggimenti, e questo non impediva loro di fare una pronta e brillante carriera: al presente invece si richiede dagli uffiziali una continua occupazione sia per l'istruzione dei soldati che per la propria, e questo soddisfa la massima parte degli uffiziali che godono di vedere molto meglio ordinato l'esercito, ma spiace a quei pochi che preferivano i proprii agi, i proprii diletti all'interesse dell'esercito. Costoro gridano molto e nei caffè e nei saloni, ma questo chiasso non farà desistere, spero il mio collega il ministro della Guerra, dall'ottimo suo sistema che, se gli vale le critiche di pochi, gli procaccia la simpatia e l'approvazione dell'immensa maggioranza del paese e dell'esercito *(Bravo! Bene!)*.

Colle osservazioni fin qui esposte, penso di aver risposto a tutti gli appunti che mi sono stati fatti da varii preopinanti che combatterono la legge.

Vengo ora all'argomento, che dirò in massa, di cui si valse l'onorevole Girod nel fine del suo discorso. Egli disse: lasciamo stare i particolari. Voi chiedete pel 1855 131 milioni: nel 1847 non se ne chiedevano che 84; chiedete quindi 47 milioni e 300 mila lire di più. Su questi il debito perpetuo ed il debito vitalizio assorbono 35 milioni e 300 mila lire. Dun-

que vi sono 12 milioni d'aumento sull'ordinario che non potete giustificare. Qui invero il signor Girod non avrebbe avuto più nemmeno bisogno di consultare i suoi colleghi (*Ilarità*) per conoscere la verità delle cose.

Se egli avesse soltanto esaminato il bilancio, e avesse letta la relazione, avrebbe trovato la ragione di questo divario di 12 milioni. Vi sono delle spese d'ordine le quali sono state introdotte in bilancio per la regolarità dei conti, ma che sono compensate da introiti corrispondenti.

L'onorevole deputato Girod dee sapere che prima del 1847 vi assistevano molte amministrazioni speciali le quali avevano un bilancio proprio, e che quindi si è creduto di sopprimere e portare tutte le spese e tutte le entrate nel bilancio generale dello Stato, affinchè il Parlamento potesse meglio esaminare e tutte le spese e tutte le entrate, ed esercitare il suo controllo su tutte le somme che uscivano dalla tasca dei contribuenti, qualunque fosse la cassa che le ricevesse.

Di poi, vi sono molte spese le quali sono di un'indole così produttiva, che non possono essere contestate, ed accennerò rapidamente le principali.

La prima è quella dei telegrafi elettrici, il cui servizio, tanto per le strade ferrate, quanto per i privati importa una spesa di 375 mila lire, la quale non trova ancora un compenso nel bilancio del 1855, ma credo che sarà raggiunto tra poco.

Del resto quand'anche questo c'importi un sacrifizio, è evidente che il telegrafo rende al commercio tali servizi, che si potrebbe all'uopo sottostare anche ad una piccola spesa per ottenerlo.

Vi è poi l'esercizio delle strade ferrate. Qualunque sia l'economia che si possa introdurre nell'esercizio secondo i desiderii dell'onorevole deputato Girod, io spero che egli non pretenderà che si eserciti per nulla la ferrovia. Di questi miracoli nessuno è capace.

la prima volta la cifra 330 … sercizio della
l'ufficiali e carabinieri, … somma di 10 mi-
quando in un esercito co … i cento nel passivo,
scelte e distinte che con … salite dei Giovi; onde
sto per dimostrare che … somma esagerata.
l'onorevole Girod. A … ati demaniali in corrispet-
molto chiasso, che gi … tuttavia non credo ascenda
disciplina dell'eserci … un certo punto l'aggio de-
guito in altri temp…
tenevano molto n … scossione dei tributi. Credo,
di consacrare la … desse l'onorevole Girod parlare
conversazioni e … ntribuzioni dirette, ma sibbene
permetteva a n … ri.
altro di passa … gli esattori erano pagati dai con-
e questo n … artiva l'aggio dell'esatore sul
riera: al p…
nua occu … spesa non figuravano in bilancio
propria. … conforme alla regolarità lo stanziare
godono … di riscossione, e sul bilancio at-
a quei … buenti. Or questo aumenta il
all'int … un milione; ma ne abbiamo un
nei … vo che vale a pagare quel perso-
cell … rette contro il quale si grida tanto.
se … denze sono pagati dalle provincie,
pr … di pubblica sicurezza, e quelli
(l. … riformata questa amministrazione.
… urava nel bilancio dello Stato, ma
li … creduto di rendere un omaggio al
… autorità della Camera dei deputati,
… bilancio dello Stato, stanziando il
… attivo: e questo produce ancora un

… Per i penitenziarii la Camera sa che
… tato nel passivo quanto si spende
… rtato nell'attivo il prodotto di esse

ommesso dal deputato Girod.
atti i porti dello Stato erano am-
ni speciali. Vi esistevano più casse
di Genova, una pel pel porto di Sa-
a Nizza, una quarta per tutti i porti, e
a: dond'è che vi erano bilanci che la Ca-
a.

inistero della marina, a me parve questa una
larità, e senza che mi si facesse alcun eccita-
posi la riforma di tutte queste amministrazioni, e
essione di queste casse speciali, la loro fusione nella
dello Stato, quindi necessariamente, poichè i proventi
cameravano, si dovette portare anche la spesa dei porti
el bilancio dello Stato: ciò aggravò questo di 700 mila lire
che prima del 1847 erano pagate dalle amministrazioni speciali. Abbiamo portato in bilancio 100 mila lire per le quote dei tributi inesigibili: vi portammo inoltre, sempre per l'idea di voler porre tutto sott'occhio alla Camera, il prodotto della tassa sulle assicurazioni marittime che è percepita dalle finanze, ma fino adesso ancora a beneficio della Camera di commercio di Genova, prodotto che ascende a 130 mila lire che andrà forse quest'anno vicino alle L. 200,000.

Vi è finalmente il lotto. Questo se si vuole è un doloroso prodotto, ma finchè esiste bisogna pur corrispondere le vincite; e siccome le giuocate hanno aumentato, sono pur cresciute in proporzione le vincite. Si sono perciò portate in bilancio nel 1854 800 mila lire in più che nel 1847.

Notava l'onorevole deputato Girod esservi un aumento di 300 mila lire nel ramo dogane. Ciò proviene in massima parte da un provvedimento che aveva pure uno scopo di moralità.

Prima del 1851 gli impiegati delle dogane avevano un aggio sui piombi, e ritenevano una parte del prodotto di questi. Ciò dava o poteva dare luogo ad abusi. Si sono perciò incamerati questi prodotti e si è aumentato lo stipendio degli impiegati, il che portò un aumento di 200 mila lire.

Vengono ora le spese per la pubblica istruzione. Vi è stato a questo riguardo un piccolo aumento reale, ma un aumento soltanto apparente grandissimo. Prima del 1847 le Università avevano un bilancio speciale, ricevevano un sussidio dallo Stato, ma avevano altresì delle rendite proprie. L'università di Torino aveva e cedole e case, e altre sorgenti di rendita. Lo Stato ha incamerate tutte le rendite; di più il ministro delle finanze richiamò un bel giorno l'amministrazione di tale attivo il quale, posso assicurare la Camera, fu d'alquanto aumentato. La spesa dunque è aumentata apparentemente ma non realmente perchè trova il suo compenso e nelle rendite demaniali universitarie cedute allo Stato, e nei proventi universitarii che sono portati per 450 mila lire. Ciò costituisce un aumento di un milione e 200 mila lire, che col resto forma un totale di L. 11,100,000, somma già vicina a quei 12 milioni di cui mi chiedeva conto l'onorevole deputato Girod.

Ma a queste potrei aggiungere un'infinità di nuove spese. Indicherò solo quella del magistrato di cassazione per 220 mila lire; quella pei tribunali e pei giudici di mandamento, ai quali, con consenso unanime, si è aumentato lo stipendio in L. 420 mila.

La stampa dei rendiconti e dei bilanci che ne costa 100 mila; quindi un totale di L. 11,900 mila.

Finalmente havvi la spesa dell'amministrazione delle contribuzioni dirette. Si è gridato molto contro questo ramo di servizio, si è detto che si poteva fare con molto maggiore economia, che ci era spreco, che si poteva unire all'insinuazione e demanio, e finalmente l'onorevole deputato Despine disse: seguite l'esempio della Francia.

Veramente io non aveva più presente alla memoria le cifre, cosicchè per un momento credetti che in Francia quest'amministrazione costasse ben poco, e fino ad un certo punto poteva spiegarmi questo, poichè il sistema delle tasse francesi è molto più di facile riscossione che non il nostro; ma è poi molto più ingiusto, poichè la Camera sa che le tasse dirette sono

quivi imposte di ripartizione, mentrechè da noi sono di quotità.

Ora agli agenti fiscali un'imposta di ripartizione dà poco a fare, non richiedendosi indagini. Essi non hanno che da occuparsi della formazione materiale dei ruoli.

Ma comunque sia, siccome in Francia è l'amministrazione che fa i ruoli, come appo noi, io diceva: se colà si fa con molto minore spesa, ci sarà certamente modo di fare economie anche presso di noi.

Per accertarmene cercai il bilancio francese, che avevo già visto, ma di cui non ricordava più le cifre, ed ho trovato che nel presuntivo del 1852, la categoria 38 che è quella del personale delle contribuzioni costa franchi 2,411,000; la categoria 39 « *Dépenses diverses* » 1,720,000 fr.

Deducendo da quest'ultima somma la spesa inscritta per la formazione e pubblicazione dei ruoli, essa riducesi ad un milione, e questo milione è per le spese di giro, e per quelle di ufficio.

Dunque queste due categorie costano in totale f. 3,411,000. E questa è quell'amministrazione che l'onorevole deputato Despine voleva che io prendessi a modello

Despine. Je demande la parole.

Cavour. Da noi essa non costa che fr. 420, cioè dall'ottava alla nona parte di quel che costa in Francia, e certamente da noi ci è assai più lavoro.

Aggiungete ancora le spese di verificazione dei pesi e misure di cui i diritti nel 1847, come ben sa l'onorevole deputato Girod (ed in ogni caso l'onorevole deputato Despine che fu tanto tempo direttore di questo servizio potrà dirglielo), erano pagati direttamente ai verificatori e non entravano nelle casse dello Stato; d'ond'è che si commettevano a questo riguardo gravissimi abusi. La riforma che si fece, per cui una gran parte di lode è dovuta all'onorevole Despine, se ha aumentato d'alcunchè le spese dello Stato, ha procurato larghissimi compensi senza accrescere i pesi dei contribuenti.

Ora mettendo insieme tutte queste somme che venni accennando, si ha un totale di L. 12,400,0000. Vede dunque l'onorevole Girod che ho ancora L. 400,000 da presentargli in più per ottenere favore al povero bilancio del 1855.

Mi pare di avere con questa rapida esposizione dimostrato l'impossibilità di fare economie tali da ottenere il pareggio.

Non dico che non si possa coll'andar del tempo far nuove economie, diminuire questo o quell'altro articolo del bilancio, ma radicali riduzioni non le credo possibili salvochè disordinando l'esercito, al che, spero, nessun Ministero nè di destra nè di sinistra, nè del centro vorrà mai acconsentire. Sperando di avere eliminata così la questione pregiudiziale sulla possibilità di ottenere il pareggio con delle economie, passo alla questione assai più grave assai più difficile a trattare, a quella cioè dell'opportunità del nuovo sistema d'imposte, e a giustificare, se posso, il Ministero dalla grave taccia di avere in circostanze in cui era chiamato a imporre nuovi balzelli, avuto il coraggio, e taluno dirà l'ardire e la temerità, di riformare varie imposte, di ridurre varii diritti, di cambiar sino ad un certo punto il nostro sistema finanziario. Io non farò qui la teoria delle imposte. Questa questione vorrebbe essere trattata nel gabinetto dell'onorevole deputato Michelini *(Ilarità)*, od in una riunione di economisti.

È questione teorica che non può essere trattata in questa Camera. Esporrò soltanto alla Camera quali sono i principii che a mio credere debbono regolare un sistema d'imposta. Dirò schiettamente la mia opinione circa quel sistema d'imposte che stimo buono. Al certo tutte le imposte sono sempre una cattiva cosa, quindi quando parlo di buone, intendo di accennare quelle che sono meno cattive.

Ciò premesso, io dico che un buon sistema di imposte debbe riunire tre caratteri:

Il primo è quello di ripartire per quanto è possibile, i pesi equamente e proporzionalmente su tutte le classi di cittadini.

Il secondo è quello di non impedire il progresso della ric-

chezza, cioè d'intervenire il meno possibile nel fenomeno della produzione.

Il terzo finalmente è quello di far sì che la tassa non imponga al contribuente un sacrificio molto maggiore del benefizio che la finanza ne ritrae.

Se un sistema d'imposte riunisce questi tre caratteri, a parer mio, si può dir tollerabile.

Il Ministero ebbe cura appunto di non scostarsi da questi principii sia nella riforma delle antiche tasse, sia nella proposta di nuovi balzelli.

A fine di poter intieramente porre in atto il primo principio di cui ho fatto cenno, sarebbe d'uopo di stabilire un'imposta sola, voglio dir quella sulla rendita.

Barbier. Oui, précisément.

Cavour. A tale proposito però io stimo impossibile che l'imposta sulla rendita da se sola possa essere bastevole a procacciare allo Stato i fondi di cui abbisogna. Se in teoria tale imposta si appalesa sotto forma assai seducente, in pratica incontra infinite difficoltà

Diffatti giova avvertire innanzi tutto che la medesima benchè sembri razionale ed equa, è la più disuguale di tutte, imperocchè sinora non si trovò modo d'imporre in proporzione diversa le varie sorgenti di rendita.

Ora, egli è evidente che con la stessa rendita due persone sono inegualmente ricche. Quegli per esempio che ha una rendita perpetua e quegli che ha un'annualità che deve scadere l'anno venturo, non sono egualmente ricchi; il primo è forse venti volte più ricco dell'altro. E per vero sinora gli uomini di teoria e gli uomini di pratica in Inghilterra ed altrove non hanno saputo risolvere il problema di proporzionare l'imposta sulla rendita al valore della rendita stessa. Epperciò questa imposta com'è stabilita in Inghilterra, solo paese dove esista sopra una grande scala, è assai inegnale; e tutti coloro che tengono dietro alle discussioni del Parlamento inglese, avranno

visto questo vizio dimostrato le mille volte e combattuto da nessuno contestato.

In secondo luogo vi è l'assoluta impossibilità di ricavare da questa tassa una somma bastevole a sopperire ai bisogni dello Stato. L'imposta sulla rendita deve colpire il prodotto degli immobili e quello dei mobili. Ma che cosa è la tassa sul prodotto degli immobili? È la tassa territoriale. Ora noi vediamo quale difficoltà esista di già per istabilire questa tassa; qual è lo scopo infatti del cadastro? È di stabilire la tassa fondiaria epperciò la tassa sulla rendita territoriale. Ebbene voi vedete, o signori, quale difficoltà incontra la soluzione di questo problema. Sono due anni che ho avuto l'onore di presentare alla Camera un progetto di legge sul cadastro, e finora la Commissione non ha ancora presentata la sua relazione. Se sono bene informato il suo lavoro è compiuto; ma la relazione non fu ancora deposta; e credo che la Commissione siasi convinta della quasi impossibilità di arrivare ad un cadastro provvisorio e della necessità di sottoporsi al sacrificio di fare un cadastro definitivo.

Quindi io mi stimo in diritto di dire che non è possibile stabilire la tassa sulla rendita della terra se non dopo fatto il cadastro.

Ma, si dirà, l'imposta sulla rendita esiste in Inghilterra. Ciò è per un motivo semplicissimo. Colà la proprietà non è divisa e non è condotta ad economia; colà è tutta affittata; è quindi facilissimo stabilire la rendita. Se tutto il nostro paese fosse economicamente amministrato come lo sono alcune porzioni del Varcellese e della Lomellina, verrei domani a proporvi l'imposta sulla rendita territoriale, perchè nulla sarebbe di più facile: ma quando entrate nei paesi di piccole proprietà, e volete arrivare alla determinazione esatta della rendita territoriale, vi trovate a fronte di difficoltà che non si possono superare senza la formazione del cadastro stabile; quindi una prima difficoltà per la parte che in Inghilterra è la più facile, quella dei prodotti immobiliari. Quanto poi a stabilire la ren-

dita sui prodotti mobiliari, la mala prova che ha fatto quella benedetta prima legge sull'imposta delle patenti dimostra gli inconvenienti di questa tassa.

D'altronde per consolar il nostro paese, se il commercio non ha spiegata forse tutta la scrupolosità nel fare le dichiarazioni sulle quali riposa la tassa, dirò che lo stesso accade in Inghilterra; e per provarlo indicherò un fatto che fu riferito dal sig. Gladstone. E dacchè pronuncio il nome di questo illustre uomo di Stato, permetta il signor Despine di fargli avvertire che questi non è solo un teorico, ma anche un po' pratico, come quegli cui è affidata l'amministrazione delle prime finanze del mondo che credo non gli siano state date a reggere come a membro dell'Università di Oxford, ma come a persona che si è occupata di cose politiche e di cose pratiche per tutta la sua vita. Ebbene il signor Gladstone per dimostrare quanto infedeli fossero le denunzie dei negozianti inglesi, ha citato questo fatto. Ventotto negozianti che abitavano una certa via in Londra, nel fare la dichiarazione per lo stabilimento dell'*Income taxe* dichiararono i loro prodotti per nove mila lire sterline. In seguito la città fece aprire una nuova via, l'apertura della quale portò la chiusura dell'antica; e quando si dovette venire ad accertare l'ammontare dei benefizii di questi ventotto negozianti che avevano dichiarato per nove mila lire sterline, immemori probabilmente della loro dichiarazione primitiva avanti il giurì d'Inghilterra essi dissero di avere nientemeno che 48 mila lire sterline di beneficio annuo cioè come vedono, quasi il sessuplo della dichiarazione.

Il giurì prese ad esame i fatti addotti in appoggio della loro domanda, ed accordò loro 27 mila lire sterline, cioè tre volte tanto di quel che essi avevano dichiarato, e che l'amministrazione aveva accettato come base dell'*Income taxe*. Se questi fatti succedono in Inghilterra dove l'abitudine di tale imposta è penetrata molto più che da noi, non è a stupirsi se nel nostro paese abbia fatto così mala prova.

Perciò io dico che non credo che si possa colla tassa sulla rendita raggiungere lo scopo di proporzionalità. Come fare allora?

Bisogna procedere approssimativamente e combinare varie specie di imposte le quali gravitino le une un po' più su una classe di cittadini, le altre un po' più su di un'altra. Io credo che allo stato delle scienze economiche e finanziarie non si possa far altro.

Prima del 1847 il nostro sistema fiscale era tale che la massima parte delle imposte erano indirette. Su di un bilancio di 80 milioni, il sale, il tabacco, le dogane e le altre tasse indirette costituivano oltre alla metà dell'entrata.

Ora io dico arditamente, dovesse ciò valermi la taccia di avventato economista, le tasse indirette considerate da se sole sono assolutamente ingiuste, massime quando colpiscono oggetti di prima necessità. Evidentemente la tassa indiretta sopra un oggetto di prima necessità non è proporzionale; colpisce in una ragione molto più larga le classi meno agiate, che non le più ricche. L'imposta sul sale, per esempio, colpisce molto più il contadino, che non il signore, così l'imposta sui cereali, così quella sulla vendita del vino e via discorrendo.

Io perciò non esito a dire che nella mia convinzione il sistema d'imposte che esisteva prima del 1848 era radicalmente falso, radicalmente ingiusto, era stabilito a danno della classe più numerosa, a benefizio della classe più ricca. Epperciò dovendo io stabilire nuovi balzelli, i quali indirettamente venivano anche a colpire le classi meno agiate della società, ho creduto, come credo ancora, mio stretto dovere il riformare quelle imposte indirette che maggiormente le gravavano.

Il mio predecessore era già entrato in quella via. Io ho più volte reso giustizia all'onorevole Di Revel, ricordando come fosse egli che aveva promosso la riduzione del sale, e prego l'onorevole Girod di credere che io non ho mai pensato di attribuirmi il merito di questa misura. E se egli in altre circostanze fosse stato presente, mi avrebbe udito più volte

fare elogio al conte di Revel per averla saputa promuovere.

Dopo il sale ho creduto che si dovevano ridurre i dazi che pesavano sopra le derrate di prima necessità, ed impedivano la loro introduzione nel paese. Ho creduto che mentre s'imponevano tutte le classi di cittadini si dovevano ridurre, per quanto era possibile, le tasse che gravitavano sui loro alimenti e sul loro vestiario. Con la riforma della tassa sul sale, con la riduzione del dazio sul vino, con la soppressione del dazio sui cereali, con la riduzione di tutti gli altri articoli della tariffa, noi abbiamo procurato alla classe più numerosa un benefizio molto maggiore dei pesi che abbiamo sopra di essa imposti. E qui prego la Camera di volèrmi prestare qualche momento di attenzione, essendo questo un argomento gravissimo, trattandosi di dimostrare in modo assoluto come sia ingiusta e falsa l'accusa che si fa al Governo, e quindi indirettamente al Parlamento che si è associato al Governo, di aver sopraccaricato, dopo l'istituzione del Governo parlamentare, la classe la più numerosa.

Io ripeto, che debbo considerare la riduzione del dazio sul sale come faciente parte del complesso delle misure che sono state adottate dopo il 1848.

Vediamo ora quanto l'effetto di queste riduzioni sopra una famiglia di contadini composta di quattro individui siasi fatta sentire. Se non erro la consumazione media del sale è calcolata dai 7 agli 8 chilogrammi per capo.

Nell'opera del conte Salmour, credo sia calcolata a 7 chilogrammi.

Ora 7 chilogrammi di sale per capo in una famiglia composta di quattro individui, ascendono a 28 chilogrammi.

Il prezzo che prima del 1848 era (a un millesimo di approssimazione) di 55 centesimi per chilogramma, fu ridotto a 30, quindi vi ha un benefizio di 25 centesimi che produce per una famiglia composta di 4 persone, un vantaggio di 7 franchi all'anno. Per giunta in questa legislatura abbiamo soppresso il dazio sui cereali che prima era di 2 50. Io non voglio soste-

nere che la soppressione del dazio faccia diminuire della stessa somma il prezzo dei cereali; che anzi ammetterò di buon grado che un qualche benefizio rimarrà ancora al produttore, ma è però indubitato che lo farà in tempi ordinarii diminuire di due lire; dieci soldi rimarranno pel negoziante o pel proprietario.

Noi abbiamo quindi procurato al contadino l'utile di due lire per ettolitro : nè si dica che questo non tornerà in vantaggio del contadino, ma bensì del pristinaio; imperocchè quando l'esercizio dell'arte del pristinaio è libero, non si può certo a lungo far in esso beneficii sragionevoli, la concorrenza lo riconduce ben presto a guadagni equitativi, e quindi non potrà appropriarsi questa riduzione.

D'altronde nelle nostre campagne la massima parte dei contadini compra ancora il grano, epperciò questo vantaggio essi lo godranno interamente.

Ora stimo che si possa calcolare la consumazione d'un individuo in media a 4 ettolitri di grano all'anno. Nelle campagne è maggiore, ma voglio ritenere in generale che una famiglia di 4 persone non consumerà che 16 ettolitri all'anno. Se abbiamo diminuito due lire questo grano, gli abbiamo adunque procurato una economia di spesa di 36 lire pel grano, e di 7 lire pel sale, il che produce 43 lire di risparmio.

Vi è poi il ribasso nei prezzi del vestiario; l'onorevole deputato Girod afferma che i vestiti si pagano del pari che pel passato : convien dire che l'onorevole deputato Girod vesta da quei sarti elegantissimi, i quali fanno pagare gli abiti tre, quattro volte il loro valore, e che non tengono conto alcuno del valore delle stoffe; da uno di quei sarti al quale avendo un mio amico fornito egli stesso la stoffa, esso portò in nota la somma identica al prezzo di un altro abito, per cui non gli aveva somministrata la stoffa, e che diede per sola risposta: « tutti hanno stoffa, ma non vi sono che le mie forbici! » (*Ilarità generale*).

Io ritengo al postutto, come cosa abbastanza notoria, che il prezzo degli abiti è diminuita immensamente, ed io inviterei

l'onorevole deputato Girod ad entrare in una di quelle botteghe dove si vendono gli abiti fatti (se pure non ne scapiterà un poco il suo buon gusto) (*Ilarità*), e vedrà che egli potrà vestirsi a un terzo di meno forse che non dal signor Demichelis o chi so io. E questo vantaggio l'hanno risentito tutte le classi della popolazione, l'hanno risentito le classi che vestono abiti di minor finezza, più ancora delle classi superiori, giacchè il dazio essendo anche prima al peso, la riduzione è stata più proficua alle stoffe che pesano di più che per le stoffe che pesano di meno.

Egli è un fatto che le stoffe di cotone hanno diminuito in grandissima proporzione; onde sono convinto che una famiglia di quattro persone possa vestire come prima del 1847 con una economia di 10, di 15 lire all'anno per ciascuno.

Noi abbiamo soppresso il dazio interno ed esterno dei cuoi; quindi il prezzo delle scarpe dovrà anche diminuire.

Abbiamo abbassato il prezzo del vino, e qui sorge una delle gravi accuse che mi fu mossa dall'onorevole deputato Girod; che anzi temo assai che la tenacità della sua opposizione al ministro delle finanze abbia ancora le sue radici nella discussione e votazione del Trattato colla Francia, che a suo dire doveva rovinare tutti i proprietarii e del Piemonte e della Savoia. Eppure questa riduzione è stata, mi permetta di dirlo, veramente provvidenziale, perchè ove non si fosse compiuta, avrebbe condannato all'assoluta privazione di vino una immensa quantità dei nostri concittadini, i quali stentano anche dopo questa riduzione a procurarsene alcun poco.

Anche in questo le classi povere hanno profittato.

Poste tutte queste cifre a calcolo, io penso che si possa senza esagerazione asserire che la riforma economica ha prodotto alle famiglie contadine, alle famiglie operaie, un risparmio che non si può computare in meno di 60 fr. all'anno. Ora l'effetto delle nuove imposte sicuramente non arriverà a stabilire a carico delle classi più numerose non 60, non 20, ma neppur 10 nè 5 lire; mentre si può dire che non vi è

che l'imposta personale che colpisca direttamente gli operai.

Dico quindi che questa riforma era richiesta dai principii di giustizia, era richiesta da un principio di opportunità, e non si sarebbe potuto aumentar il peso che gravita a carico della classe più numerosa, lasciando sussistere l'ineguaglianza a cui andava soggetta.

Le nuove imposte sono state quasi tutte d'indole diretta. Abbiamo colpito i fabbricati che prima erano esenti dalla tassa, abbiamo stabilito un' imposta personale e mobiliare, tassa molto estesa ma però modica nella sua proporzione; abbiamo stabilita la tassa sulle arti ed industrie in una proporzione assai mite, epperciò abbiamo fatto scomparire una vera ingiustizia, un vero privilegio, abbiamo stabilita la tassa sulle vetture pubbliche; finalmente, dopo aver già aumentato una volta la tassa sull'insinuazione, sul bollo, e sulle successioni, veniamo ora a chiedervene un nuovo aumento.

Prima di esporre le ragioni di questo nuovo balzello, debbo rispondere ancora a due appunti, di cui uno è pure del deputato Girod, e l'altro del dep. Despine. Disse il deputato Girod: non contesto che abbiate fatto guadagnare alcuni centesimi al giorno agli operai, ma questo lo scontano duramente in seguito alla riduzione del prezzo della mano d'opera, e mi citava l'esempio d'un gran industriale. Io non ho avuto campo da ieri a quest'oggi di fare delle indagini per constatare quale sia il prezzo relativo della mano d'opera in questi tempi e quale era nel 1847, ma però credo di non essere smentito da alcuno dicendo che la mano d'opera ha aumentato dopo il 1847 in quasi tutte le città. Può forse aver diminuito in questi momenti di crisi, ma, per esempio, l'anno scorso la mano d'opera era del 30 al 40 per cento più elevata che nel 1847. Quanto poi alle provincie agricole del Piemonte, che conosco per pratica, posso assicurare che la mano d'opera lungi dall'aver diminuito ha aumentato. Citerò la provincia di Vercelli, e dirò senza tema d'incontrare oppositori, che la mano d'opera dal 51 al 52 ha colà aumentato dal 15 al 20 per cento; il prezzo

per esempio che si pagava per la coltivazione delle risaie aumentò grandemente, e penso che sia lo stesso nella massima parte delle varie provincie, nè i deputati di esse contesteranno il fatto. Non posso dire altrettanto della Savoia, perchè in questo momento non ho intorno ad essa dati statistici; ma mi pare difficile che la mano d'opera si sia elevata di molto di qua dell'Alpi, e diminuita al di là. Ma l'onorevole deputato Girod voleva forse far allusione al lavoro delle manifatture.

Egli diceva che i fabbricanti si erano compensati del minor valore dei loro prodotti col diminuire la mano d'opera. Io posso assicurare la Camera, che questo non è esatto per molte industrie. Per esempio nell'industria delle sete per la torcitura e per la filatura che è quella che occupa il maggior numero d'operai nel Piemonte, la mano d'opera è aumentata, e mi rincresce di non vedere al suo posto l'onorevole deputato Bolmida, che è uno dei più grandi filatori del nostro paese, perchè egli potrebbe dire alla Camera se sia vero quanto io asserisco. Negli altri rami d'industria, quelli che riflettono le produzioni, in cui si richiede un lavoro alquanto intelligente, la mano d'opera è aumentata straordinariamente. Il ministro della marina sa che non si trovano più operai per l'arsenale di marina, che bisogna ora pagarli un terzo, la metà in più ed anche il doppio di quel che si pagavano nel 1847. I fabbri ferrai, gli operai di qualche abilità si pagano il doppio, ed i fabbricanti di macchine di Genova (e grazie a Dio ce ne sono già molti) si lagnano di aver difetto d'operai e di doverne persino far venire dal Belgio. In quanto a quello che avviene giornalmente nelle fabbriche di cotone e di lana io non ne sono molto bene informato; ma però mi parrebbe strano che mentre il numero delle fabbriche di cotone e di lana è quasi raddoppiato dal 1847, e che quindi il numero degli operai in esse impiegati è aumentato straordinariamente, il prezzo della mano d'opera fosse diminuito di molto. Questo sarebbe un fenomeno contrario a quanto si verifica in economia politica.

Non so se in alcuni lanifizi (qui non posso parlare con cognizione di causa) siasi diminuita; tuttavolta, siccome non diminuì il numero degli operai ivi impiegati, siccome anzi la produzione aumentò, come mi riservo di dimostrare, posso credere che la riduzione non sia stata grave, o se lo è per un momentaneo accidente non sia permanente.

Perciò, io dico, non essere esatto che le classi povere perdano per diminuzione di mano d'opera quello che guadagnarono pel benefizio della riduzione delle imposte indirette.

Vengo alla seconda obbiezione fattami dall'onorevole deputato Despine.

L'onor. dep. Despine affermò che il Ministero non avea tenuto conto dell'effetto delle nuove imposte riguardo alle varie provincie dello Stato; che le nuove imposte avevano prodotto in Savoia effetti più gravi che nelle altre provincie dello Stato. Credo che ciò abbia voluto dimostrare col suo quadro l'onorevole Despine: ci disse inoltre che la Savoia non aveva ottenuti i compensi che si ebbero le altre provincie dello Stato.

Esaminerò in primo luogo l'asserzione che la Savoia sia stata più gravata dalle nuove imposte che non le altre provincie.

Ieri non potei tener dietro all'esposizione delle cifre fatta dal signor Despine, ed una certa confusione s'era ingenerata nella mia mente. Ma esaminando questa mattina il suo quadro, mi pare che questo tenda a dimostrare assolutamente il contrario di quanto veniva affermando l'onorevole oratore *(Oh! oh!)* Non ho avuto tempo di verificare se le cifre sono esatte, ma siccome, a quanto ritengo, egli le ebbe dall'amministrazione, le ammetto come esatte. Mi favorisca adunque il signor Despine della sua attenzione.

Egli dice che l'insinuazione ed il tabellione che fu aumentato nel 1850 ha dato nel 1853 in confronto al 1847 62 per cento di più, e che in Savoia l'aumento è stato del 45 per cento; dunque per l'insinuazione ed il tabellione l'effetto dell'aumento è stato meno grave per la Savoia che pel rimanente

dello Stato. Se queste cifre significano qualche cosa, hanno questo significato.

Il prodotto degli emolumenti delle sentenze ha aumentato del 7 per cento nelle varie provincie dello Stato, e in Savoia ha diminuito dell'8; non è questa una tassa che agisca in modo ingiusto sulla Savoia.

I diritti sopra gli atti giudiziarii hanno aumentato per tutto lo Stato del 4 per cento, ed in Savoia dell'1 per cento; e nemmen qui trovo ingiustizia.

Veniamo alle ipoteche. Si dice che in Savoia le ipoteche sono più numerose che nel rimanente dello Stato. Vediamo che cosa ne dicono le cifre dell'onorevole Despine. Le ipoteche hanno aumentato nello Stato del 40 per cento, in Savoia hanno aumentato del 22: non trovo quindi in ciò ingiustizia a carico di quella provincia. Saranno forse le multe giudiziarie? Neppure perchè per tutto lo Stato vi è il 30 per cento, mentre per la Savoia non vi è che il 14 *(Si ride)*. Ciò mi è assai grato, imperocchè ne desumo che colà i delitti furono meno numerosi, e che per conseguenza si applicarono minori pene giudiziarie.

Quanto al rimborso delle spese di giustizia, si ravvisa un lieve aumento, ma ciò non fa maraviglia, perchè queste in Savoia sempre aumentarono. Un accrescimento notevole, nol posso dissimulare, si scorge nei diritti di successione, i quali in tutto lo Stato aumentarono solo del 2 e 12, laddove in Savoia ebbero un accrescimento del 3 e 44.

A tale proposito io faccio osservare che, sebbene il diritto di successione non sia una tassa sul capitale s'impone direttamente sulla ricchezza. Giova inoltre por mente che la nuova legge ebbe in mira non solo l'accresimento della tassa, ma altresì la repressione della frode.

Ciò stando, io dico, che se l'accennata tassa in Savoia ebbe un maggior accrescimento, vuolsene inferire che colà o la ricchezza è aumentata, o si commettono minori frodi.

Per i diritti sui passaporti nello Stato vi è un aumento del 72 per cento e solo dell'11 nella Savoia.

Esaminiamo la carta bollata: si dice che nella Savoia si usi maggior quantità di carta bollata che nelle altre provincie, ed è questo un argomento che gli onorevoli deputati della Savoia hanno fatto valere. Ebbene in Savoia l'aumento è stato del 31 per cento, e nel rimanente dello Stato del 61. Dove dunque è codesta ingiustizia a carico della Savoia?

In quanto alla carta filigranata per carte e tarocchi, vi fu diminuzione tanto in Savoia che nel rimanente dello Stato.

Mi pare che da queste cifre che sono state somministrate dal sig. Despine, e che furono la base de'suoi argomenti, risulti evidentemente che l'aumento della tassa su l'insinuazione, successioni e carta bollata abbia pesato meno sulla Savoia che sopra tutte le altre provincie dello Stato, e che quando si venne a sostenere il contrario si è data una mentita ai fatti matematici ed incontrastabili.

Aggiungeva il deputato Despine: noi siamo stati gravati della tassa sulle gabelle; ma, signori, voi godevate di un privilegio ingiusto, e questo privilegio si è fatto cessare mercè della costituzione, come si è soppresso il porto franco di Nizza, come si sono annientate le franchigie dell'Ossola e della Valsesia. Si è fatto un atto di giustizia, ed il Parlamento ed il Governo avrebbero fallito al loro dovere se non avessero avuto il coraggio di estendere alla Savoia una tassa che colpiva le altre provincie dello Stato.

Nè mi si dica, come asseriva il deputato Mongellaz, che in Savoia l'imposta fondiaria è più grave che altrove. Lo stesso deputato Despine ha stampato una Memoria sul cadastro, nella quale si prova che la Savoia è una delle provincie meno aggravate dall'imposta fondiaria. La Lomellina paga essa sola quanto paga tutta la Savoia, perchè la Lomellina è stata censita sul fine dell'ultimo secolo, e la Savoia non è stata censita ieri, come si supporrebbe dal discorso dell'onorevole Mongellaz, ma lo fu nella prima metà del secolo scorso, cioè da

più di cento anni fa (*Movimenti*). Non vi è quindi ragione alcuna onde le provincie del Piemonte che pagavano in una proporzione maggiore per l'imposta territoriale andassero colpite dell'imposta delle gabelle, e le provincie della Savoia ne fossero immuni.

Ma, dice il signor Despine, quali sono i benefizi che le nostre riduzioni ci hanno fatto provare? La diminuzione sul sale ci ha procurato un benefizio di poche centinaia di mila lire. Noi paghiamo ora poco meno di quel che si pagava nel 1848.

Ma dimentica il signor Despine che se si paga poco meno, si consuma molto più del 1848. Quindi il benefizio che la Savoia ha ricavato dalla riduzione d'imposta sul sale non si deve calcolare sulla differenza dell'ammontare di quanto si paga ora con quello che si pagava nel 1848, ma sulla differenza del costo del sale in ora, ed il costo del sale ove rimanesse ancora in vigore, la tassa di 55 lire il quintale metrico. Per provare questo utile indicherò le cifre della consumazione di sale nel 1846. — Mi manca la cifra del 47 la quale però sarebbe stata ancor più favorevole, essendo quello un anno di miseria in Savoia dove si è consumato meno che nel 1846 -- La Savoia ha consumato nel 1846 43,443 quintali di sale, e nel 1853 ne ha consumati 51,838. Questo sale non l'ha pagato nel 1853 che 30 franchi. Se non vi fosse stata la riduzione della tassa l'avrebbe pagato 55, cioè 25 lire di più per quintale, avrebbe quindi pagato 2,851,090 lire. Epperciò il sale che la Savoia ha consumato nel 1853 le costò 1,295,950 di meno di quello che le sarebbe costate se non vi fosse stato la diminuzione sull'imposta del sale.

Vengo alla dogana. L'onorevole deputato Despine asseriva: noi abbiamo pagato nel 1847 1,330 mila lire di diritto di dogana, e nel 1853 ne abbiamo pagato 1,302 mila. Ma egli non pone mente che la Savoia ha consumato due volte più di materia tassabile; che se l'antico dazio fosse stato in vigore invece di 1,300,000 lire, sarebbe stata costretta a sborsare

oltre a 2,800,0000 lire, perchè il dazio per molti oggetti, come pel ferro, fu ridotto non del 50 soltanto, ma del 70, e dell'80 per cento; da 16 a 5 lire.

Quindi è verità il dire che la Savoia avrebbe dovuto pagare quasi due milioni di più di quanto ha effettivamente pagato.

Vede adunque la Camera che la Savoia ha guadagnato quasi 1,300,000 lire sul sale, e 1,500,000 lire sulle dogane, cioè, quasi 3 milioni, ossia se avesse nel 1846 consumata la stessa quantità di sale o di altra materia tassabile avrebbe pagato all'erario 2,800,000 lire di più di quel che ha pagato.

Ma lo so, i benefizi si dimenticano, e non si tien conto che degli aggravi a cui si deve soggiacere; ed in conseguenza è cosa naturale che i ministri delle finanze sieno bersaglio a tutte le odiosità, a tutte le maledizioni per le nuove imposte, e loro non si tenga mai conto di quanto fanno per sollevare i contribuenti, e arrecar loro degli utili.

Si sostiene che, comunque sia, la Savoia è rovinata; che essa non può più sopportare verun balzello, che è in uno stato di deperimento. Io vi proverò il contrario citando le cifre della consumazione di quelle materie che si sogliono considerare come la prova dell'agiatezza di una popolazione.

Ho qui il confronto della consumazione dello zucchero, del caffè e delle stoffe nella Savoia fra gli anni 1850 e 1853. Queste sono cifre incontrastabili, e il paese giudicherà fra chi adduce di queste prove e chi fa declamazioni.

Nel 1850, prima della riforma daziaria, s'importarono nella Savoia 577,000 chilogrammi di zucchero, nel 1852 899,877, nel 1853 941,118: la consumazione in questi tre anni è quasi raddoppiata.

La consumazione del caffè nel 1850 fu di 58,000 chilogrammi; nel 1852 di 91,000; nel 1853 ricadde a 88,000; vi fu dunque ancora qui un aumento di 30,000 chilogrammi.

L'importazione delle stoffe di cotone in Savoia fu nel 1850 di 28,000 chilogrammi; nel 1852 di 102,000 quasi quattro

volte maggiore, nel 1853 fu di 82,000. Vedesi dunque che la consumazione delle materie principali hanno quasi triplicato in Savoia *(Sensazione)*. Ma si dirà: vi si faceva un grandissimo contrabbando. E quando fosse? L'avervi liberato da questa piaga del contrabbando non è nulla? *(Con calore)*. Non è questo un benefizio che compensi qualcheduno dei sacrifizi che vi s'impongono?

Ciò essendo perchè dunque mettete sotto gli occhi delle popolazioni i sacrifizi che si è obbligati di richiedere da esse per eccitare l'odio e l'animadversione verso il Governo, e non avete mai una parola per rappresentare in contrapposto i vantaggi grandissimi che il sistema liberale ha arrecati alla Savoia? *(Molte voci. Bravo! Bene!)*

Costa di Beauregard. Vous nous posez en révolutionnaires! *(Movimenti a destra)*.

Cavour. Non, monsieur, je ne vous pose pas en révolutionnaires, mais en hommes qui excitent le mécontentement, et qui n'ont jamais une parole pour l'apaiser *(Sì! Sì!)*

Costa di Beauregard. Ce n'est pas vrai.

Cavour. Mi pare che quando da due giorni io son qui bersaglio delle accuse che mi fanno l'uno dopo l'altro i deputati della Savoia, io abbia diritto di rispondere, e di esporre il vero stato delle cose, senza eccedere in alcun modo; debbo difendere il Ministero, debbo difendere il sistema adottato dal Governo costituzionale *(Bravo! Parli!)* Io ho dimostrato con cifre desunte dai discorsi de'miei onorevoli opponenti, con cifre evidenti ed incontrastabili che la Savoia, meno delle altre parti dello Stato, ha avuto a soffrire delle nuove gravezze; che più delle altre ha fruito delle riforme economiche.

Finalmente, o signori, ho detto che un sistema fiscale ond'essere, se non buono, almeno men cattivo, doveva venire stabilito in modo da non imporre ai contribuenti un sacrificio maggiore del guadagno che l'erario ne ritraeva.

Questo capitale difetto aveva il nostro sistema fiscale perchè coi diritti protettori imponeva ai consumatori dei sacrifizi

senza paragone maggiori degli utili che procurava all'erario.

Le imposte sui cereali, sulle bevande, sui vini, sui tessuti, mentre producevano pochi milioni all'erario, imponevano ai consumatori una gravezza di forse 30, 40, 50 milioni, della quale, non nego, i proprietarii, gl'industriali profittavano, ma che non era però men vero, che gravitasse a carico della massima parte della popolazione.

Noi abbiamo avuto coraggio di riformare radicalmente questa parte del nostro sistema fiscale, ed io vado convinto che i consumatori da queste riforme abbiano ricavato un benefizio di gran lunga maggiore dei nuovi pesi che loro abbiamo imposto.

Dovrei ora a venir a parlare della imposta che qui si propone, ma il mio discorso essendo già stato alquanto prolungato, per non abusare oltre, mi riservo a farlo quando verrà in discorso l'articolo 3.

D'altronde, io riposo, per la difesa di quest'articolo, sopra l'onorevole relatore della Commissione, e riservo tutte le mie forze per combattere quei punti sui quali ho la mala sorte di non poter consentire nell'opinione che egli espresse. Tuttavia quando sarà il tempo, e l'ora men tarda, dirò anch'io i motivi che hanno indotto il Governo a proporre, e l'inducono a mantenere la riforma delle tasse d'insinuazione, di successione e di bollo; e spero in quella circostanza di poter dimostrare quanto sieno mal fondate quelle accuse d'ingiustizia, di barbarie, e di quasi cannibalismo (*Risa*) che si sono gittate dall'onorevole deputato Farina P. sopra la disposizione dell'art. 3.

Prima però di terminar il discorso, che io non vorrei più prolungare, nell'esame dell'ultima questione mossa dall'onorevole deputato Girod, che cioè le riforme economiche introdotte dal Ministero e sancite dalla Camera, avevano sconvolto tutto il paese, ed avevano prodotto le conseguenze le più fatali, osserverò ancora che l'onorevole deputato Girod ci aveva detto che mentre eravamo occupati di liberare il commercio estero

da ogni vincolo: non avevamo fatto nulla per la produzione sia fabbrile, sia agricola, che eravamo stati renitenti, dove alcune città come Ginevra, Amsterdam, e le città Anseatiche arricchivano per mezzo del solo trasporto.

Io qui, o signori, sono obbligato di nuovamente entrare in qualche particolare per purgare il sistema del Governo dalle gravi accuse che gli muoveva l'onorevole deputato, e mi sarà forza ripetere alcuni argomenti di cui mi sono già servito più volte; ma quando si ripetono le accuse è necessità ripetere pur anche le principali difese.

L'onorevole deputato ha detto che noi avevamo portato la perturbazione in tutti i rami di produzione, e che quindi la produzione era scemata e che avevamo allargata la porta all'entrata senza aver nulla da dare in contraccambio.

Poche cifre basteranno per dimostrare l'assoluta eroneità di questo asserto, e parlerò solo delle principali industrie.

Comincierò dall'industria dei cotoni che è forse la più importante. Dirò che l'industria dei cotoni ha fatto in questi pochi anni progressi straordinarii e tali che hanno stupito non solo i fautori del sistema protezionista, ma eziandio gli amici della libertà, e che recarono meraviglia a me stesso, perchè credeva che l'epoca di transizione durerebbe più a lungo.

Infatti, nel 1850 si importarono in Piemonte chilogrammi 3,900,000 di cotoni e lane; nel 1852 se ne importarono 9,058,000 chilogr., nel 1853 se ne importarono 9,844,000.

Un altro fatto si è che nella Liguria prima del 1847 vi erano delle filature che movevano in media 14 fusi, ed in occasione dell'esposizione si è constato che le filature della Liguria in ora mettono in moto 60 mila fusi.

Lo stesso aumento si manifestò in tutte le altre provincie dello Stato, mi duole però di non vedere sul suo banco il deputato d'Intra, poichè avrei potuto invocare la sua testimonianza, il suo esempio che dal 1847 quell'onorevole industriale ha più che duplicata, triplicata la sua produzione di cotoni filati.

Vengo alle lane. Ho detto e ripeto (non cerco di nascondere

le difficoltà), che l'industria della lana è stata colpita più di quella del cotone, imperocchè richiedendo essa maggiori capitali, macchine più perfette, ha avuto più inciampi a superare la crisi; tuttavolta non vi è stata diminuzione nella produzione. Nel 1850 si importarono 2,188,200 chilogrammi di lana grezza; nel 1852 se ne importarono 2,392,000, l'aumento è piccolo, ma vi è aumento; nel 1853 se ne importarono 2,682,000; l'aumento fu dunque continuo fino al 53, e credo che anche nel 54 le fabbriche di lana non abbiano rallentato le loro operazioni.

Vede adunque la Camera che anche quest'industria che è stata colpita in special modo, ha però superato ogni difficoltà.

Posso d'altronde assicurare la Camera che si sono fatti, e si stanno facendo nell'industria della lana, progressi notevolissimi. Vi sono alcune fabbriche le quali, se non sono male informato, si trovano ora in condizione di far concorrenza per la qualità ai prodotti esteri. Vi è, ad esempio, una fabbrica nel Biellese, diretta da uno dei più distinti industriali del paese, la quale spedisce non poche mercanzie a Livorno, dove e vende a pari condizione dei prodotti inglesi, ed è la fabbrica dei signori Piacenza di Pollone.

La terza grande industria è quella delle sete. Quest'industria è stata anche colpita da una riforma radicale, essendosi tolta ogni maniera di privilegio ai filatoi, i quali prima godevano d'un privilegio assoluto, poi d'un monopolio, poi d'un dazio protettore, e che ora finalmente sono tornati alla libertà assoluta. Quest'industria ha fatto progressi immensi, i nostri attuali filatoi rispetto a quelli d'or sono dieci anni, sono infinitamente superiori.

Persone intelligentissime mi hanno assicurato, ed io lo credo, d'altronde questo si può verificare dai bollettini di Lione, che in media si può calcolare sulla miglior qualità dei nostri organzini tratta dalla medesima quantità di seta, almeno un aumento di 4 franchi il chilogramma, e siccome la produzione è di 600.000 chilogramma, su questo solo ramo ab-

biamo due milioni e mezzo di benefizio. D'altronde quest'anno le fabbriche di seta hanno dimostrato la loro superiorità e i progressi che hanno fatti.

Ricordo una circostanza; quest'anno il raccolto è stato scarsissimo, e se i nostri filatoi, come pel passato, fossero stati ridotti a lavorare le sete del solo paese, non avrebbero potuto operare che sei mesi, eppure hanno lavorato tutto l'anno e lavorano ancora, e perchè ciò? Perchè ricevettero sete estere, sete d'Italia, sete del mezzogiorno della Francia, e persino sete delle Indie e della China, fatto che onora altamente quell'industria: essa ha preso un immenso sviluppo, e lo prende tutti i giorni. Mi si dirà forse: tacete delle industrie fabbrili.

Non vi è dubbio che la riduzione sull'industria del ferro è stata più larga, mentre il diritto da 16 franchi l'abbiamo portato prima a 10 fr. poi a 7 50, finalmente a 5; e questa diminuzione non basta; bisognerà operarne una maggiore, massime a vantaggio di quell'agricoltura, che sta cotanto a cuore dell'onorevole deputato Girod.

Malgrado questa riduzione, la produzione interna non ha scemato, e solo vi fu una trasformazione; alcune piccole officine si sono chiuse, altre hanno allargati i loro mezzi, e ne hanno avuto grandi prodotti tanto di qua come al di là delle Alpi. Io credo che la fabbrica dei signori Tardy a Ciamberì che è condotta su buoni principii non abbia rallentata la sua produzione, ed io lo argomento da questo fatto, che pochi mesi or sono essi innoltrarono domanda al Ministero ond'essere autorizzati ad introdurre in franchigia rottami di ferro coll'obbligo di riesportarli per fare il materiale di una strada ferrata in Isvizzera: il che mi dimostra che essi sono in condizione di fare la concorrenza ai fabbricanti esteri, senza di che non sarebbero andati a vendere il ferro in Isvizzera. Dirò di più che in Piemonte ci sono fabbriche di ferro che hanno aumentato le loro produzioni. Pochi giorni fa il principale fabbricante della valle d'Aosta, il sig. Mongenet, mi disse che l'anno scorso aveva fabbricati 15ₘ quintali di ferro, quantità che non avea

mai fabbricata nei cinquant'anni in cui esercita quest'industria.

Ed il signor Mongenet certo non ha fatto ciò per mera filantropia, che anzi egli credeva di aver fatto piuttosto un buon affare. Facilmente può da ciò scorgere l'onorevole deputato Girod, che le principali industrie hanno potuto sopportare la concorrenza.

Havvene una sola che non potè sopportarla, ed è quella dei prodotti chimici; e questo posso dirlo per una trista esperienza. La riduzione su quest'industria fu talmente larga, massime sull'acido solforico, stante ancora l'alto prezzo del combustibile, che essa fa cattivi affari; ma la riduzione era d'una assoluta necessità, poichè era impossibile togliere il dazio sopra le industrie, senza rendere libera o quasi libera l'importazione dei prodotti chimici, che sono il pane delle industrie, poichè si può dire che l'acido solforico entri in quasi tutte le operazioni industriali.

Ove si faccia quest'eccezione, lo ripeto, non mi consta che ci sia altra industria, la quale abbia grandemente sofferto. E mentre questo si constata per le vecchie industrie, abbiamo veduto sorgerne molte altre nuove: abbiamo veduto, per esempio sorgere fabbriche di macchine, ed è questo un fatto notevolissimo che onora altamente la città di Genova che grandi opifici di macchine si sieno innalzate in Genova in questi ultimi anni. In queste fabbriche posso assicurar la Camera che si fanno dei prodotti che possono gareggiare colle macchine estere, e la prova che gareggiano si è che non sono protette da dazi, essendochè il diritto sulle macchine estere non è che dell'uno per cento, e questo non basterebbe per assicurare loro il lavoro, se veramente esse non avessero in pocchissimo tempo raggiunto una grande perfezione.

Mi pare di aver dimostrato che la riforma economica mentre ha prodotto un immenso benefizio ai consumatori non ha recati reali danni ai produttori che erano in buone condizioni, che avevano capitali ed intelligenza.

Mi si dira che l'industria è stata soggetta ad una crisi.

Negli ultimi mesi abbiamo visto, è vero, il danaro scomparire, e gli stabilimenti più potenti ricorrere il credito, ma è vero altresì che non siamo noi soli colpiti da quella crisi avendovi partecipato tutte le altre parti d'Europa. L'onorevole deputato Girod reputa che questa crisi sia stata presso di noi grandemente aggravata dalla spinta eccessiva data dal Ministero allo spirito d'intrapresa, allo spirito di speculazione, ed ebbe ad osservare che s'era eccitato nello Stato un moto febbrile che avea dato luogo alle speculazioni le più bizzarre, le meno fondate e che questo aveva prodotto una reazione. Non ricorderò come lo spirito di associazione non si fosse mai sviluppato nel paese prima del 1848, come esso si era rapidatamente svolto pel fatto stesso delle libere istituzioni, per l'impulso che dà la libertà.

Non ho negato che il Ministero avea fatto quanto avea potuto e saputo per isvolgere questo spirito d'associazione, questo spirito industriale; però non dimenticherà la Camera che in varie circostanze il Ministero, quando ha creduto che questo moto si facesse troppo rapido, quando poteva esservi qualche pericolo pe'suoi eccessi, ha dato avvertimento agli industriali ed in privato nel suo gabinetto ed alla tribuna in faccia al Parlamento. Fin dall'anno scorso, nell'occasione in cui si discuteva un progetto di legge relativo ad una strada ferrata, io ho detto che era tempo di mettere un argine a queste speculazioni. Per tal motivo il Ministero negò il suo assenso a moltissime domande di concessione che gli vennero fatte.

Quand'anche poi vi fosse stato eccesso, vorrebbe l'onorevole Girod farne appunto soltanto al Ministero?

Io addurrò alcuni argomenti per chiarire che quand' anche ciò fosse avvenuto, il Ministero meriterebbe qualche indulgenza.

Innanzi tutto farò osservare alla Camera che lo spirito di speculazione non si è portato sovra imprese assurde ed inutili. Appo noi non si avverarono mai gl'inconvenienti che si lamentarono a tale riguardo in Francia, in Inghilterra e nel Belgio.

Difatti noi non abbiamo alcuna società che possa paragonarsi a quelle per le *mines de S. Bérain*, alle imprese di Asfalto, nè a quelle sulle *charbônnayres* del Belgio, ove si è fatta una società con un capitale che avrebbe potuto somministrare carbone a tutta l'Europa.

Tutte le nostre società hanno avuto uno scopo razionale e proficuo, se non agli azionisti, almeno al pubblico.

Ma vi è altresì un altro motivo per provare che, se si avverò l'eccesso dianzi mentovato, il Ministero è degno d'indulgenza. Tal motivo sta in ciò: questa febbre ha invaso non solo il Ministero, i suoi amici e le persone le quali credono che il Ministero non proceda con bastevole rapidità, ma anche quelli che in fatto di dottrine economiche professano assolutamente altre opinioni. Infatti, alla testa di una delle principali società, che si è costituita in Torino per dotare questa città di un corpo d'acqua, vedo l'onorevole amico del signor Girod, il signor Despine (*Risa*). Dunque il signor Despine partecipava a questa febbre di speculazione (*Viva ilarità*). Ma dirò di più, questa febbre si è estesa più in là del signor Despine, i flutti di questa marea sono ascesi ancor più in alto. A capo di una società che si è costituita in Torino con un capitale niente meno che dieci milioni per fare dei prestiti, io vedo figurare in nome di S. E. il conte Solaro della Margherita, ministro di Stato, decorato del gran cordone gerosolimitano (*Ilarità prolungata*). Vede dunque il signor Girod che se vi fu febbre, il suo contagio deve essere stato terribile per aver potuto raggiungere persino coloro che seggono in luoghi così alti e così salubri, come l'onorevole conte Solaro (*Risa d'approvazione*).

Dirò di più che, come Savoiardo, il sig. Girod non dovrebbe...

Girod. Je demande la parole pour un fait personel... pour plusieurs (*Nuova ilarità*).

Cavour... non dovrebbe condannare questo spirito d'associazione, perchè se vi è qualche cosa che abbia fatto del bene alla Savoia (ed i Savoiardi lo riconoscono) si è l'istituzione di

credito sorta in virtù di questo spirito di associazione: la banca di Savoia è dovuta a questo spirito d'associazione, contro il quale si sbraccia il signor Girod, ed è pure dovuta un poco, mi sia lecito di dirlo, alle cure del Ministero; si è stabilito a Ciamberì un *comptoir d'escompte*, e questo è dovuto a questo spirito d'associazione; ed io credo che questi due stabilimenti abbiano fatto diminuire in Savoia la ragione dell'interesse dell'uno o due per cento, e che il vantaggio che ne ha ricevuto quella provincia sia di gran lunga maggiore del danno che le ha potuto arrecar qualche peso che le fu imposto.

Questo ho avuto l'onore di ripeterlo: ora qui forse si negherà, ma nella riunione degli azionisti della banca di Savoia, questo fatto è stato proclamato e da nessuno contestato. Ma allora non si trattava di combattere il Ministero.

Io dico adunque che questo spirito di associazione, lungi da produrre funesti effetti, ha dati buoni risultati. Che sia stato arrestato dalla crisi europea, questo non può apporsi nè a colpa del Ministero, nè della Nazione.

Io spero che migliorandosi le condizioni economiche, questo spirito riassumerà il suo moto ascendentale, e continuerà a vivificare, a mettere in luce le forze latenti del paese sia di qua che di là dalle Alpi, giacchè ho fiducia che questo spirito di associazione passerà il Moncenisio, e che ad esso la Savoia, oltre l'istituzione di credito, dovrà altresì altri stabilimenti che metteranno in attività le numerose risorse che essa possiede.

Dopo essermi purgato delle colpe positive, devo purgarmi delle colpe negative. Il signor Girod mi ha rimproverato di non aver fatto nulla per promuovere l'industria, di non aver promosso nulla per l'agricoltura, di non aver piantato gelsi in Savoia (*Si ride*), di non aver introdotti animali rari e di nuova specie (*Si ride*), e di non avere, in poche parole, cercato di migliorare l'industria agricola.

Signori, io tengo per fermo che noi abbiamo dato all'agricoltura, al commercio, ed all'industria il massimo di tutti gli

incoraggiamenti, il solo reale, il solo che non sia d'a abbiamo loro data la libertà e tolti gl'inciampi che in la produzione. Lascio stare l'industria fabbrile e veng coltura della Savoia. Non vi è dubbio che in Savoi più grandi benefizi che si possa fare all'agricoltura è ramento degli strumenti agricoli. Basta passare da (alcune parti della Savoia per esser colpiti dal cont l'una e dell'altra agricoltura; e questo proviene qua vamente dacchè a Ginevra si adoprano buoni aratri mentre in Savoia si usano piccoli aratri di legno c di ferro.

E perchè l'uso dell'aratro belgico non si è propag voia? Per una ragione semplicissima perchè il dazio in Savoia costava tre volte tanto quanto a Ginevra, pio almeno *(Oh! Oh!)*

Quando si parlava della diminuzione della tariffa, della Savoia mettevano sempre in campo quest'ar adesso non vale più niente *(Ilarità)*.

Ma questo è un fatto; l'aratro di ferro pesa mol veva quindi pagare un dazio altissimo.

Ho detto che bisognava che la Savoia propagasse vazione della seta e dei gelsi: che cosa abbiamo fa biamo data la libertà. Sapete, o signori, che era pro sportazione della seta greggia dalla Savoia, o alme pagare un dazio altissimo. Siccome in quella provi vi erano torcitori, i poveri filatori erano obbligati o a di frode, o a mandarla in Piemonte, cioè a fare una s toglieva loro ogni utile: dunque liberando degli impac industria gli abbiamo recato un vero benefizio.

Di più questa proibizione costringeva i filanti della a sottoporsi a visite delle dogane, a dichiarare, a c cose mortali per l'industria. Noi, togliendo questi inc biamo fatto ben altro benefizio all'industria della se avessimo piantato qualche gelso in qualche stabilime dello.

Inoltre l'esportazione della galletta era proibita, e siccome n Savoia vi sono ancora pochi filatori, il proprietario che proluceva la galletta era necessariamente costretto a venderla al ilatore più vicino che solo gl'imponeva il prezzo. Noi col renlere libera l'uscita della galletta li abbiamo liberati da questa quasi dipendenza; e quindi un altro benefizio.

L'onorevole Girod accusava il Ministero di non aver fatto niente pel miglioramento degli animali.

Risponderò che anzi abbiamo fatto molto, e può dirlo il ministro della guerra, il quale non solo ha migliorati e aumentati gli stalloni, ma, ciò che non ha fatto pel Piemonte (e questa parzialità a favore della Savoia è giustificata dell'essere questa più adattata alla moltiplicazione della razza cavallina) ha persino comprate delle cavalle, e le ha distribuite fra i più abili produttori della provincia del Genevese.

Io reputo che con questo ha fatto assai più che se avesse stabilito in un podere modello delle razze rare e non mai viste, per le quali si sarebbe forse verificato, ciò che avvenne nel grande stabilimento modello di Versailles dove si era introdotta a grande spesa una nuova razza di vacche, le quali come disse il relatore di una commissione che riferì intorno a questo esperimento « avaient le mérite très-rare de ne pas faire du lait « et de tuer leurs bergers » *(Ilarità generale)*.

L'agricoltura inglese ha fatto immensi progressi senza poderi modelli. Io fermamente credo all'utilità dell'istruzione agricola alla necessità di promuovere e spargere lumi sulla professione dell'agricoltura, ma ho pochissima o nessuna fede, se debbo dire il mio pensiero, in questi incoraggiamenti, in queste medaglie dei governi, in questa coltivazione artificiale. Ma egli mi ha rimproverato (e questo mi è stato anche sensibile perchè è una vera ingiustizia), mi ha rimproverato di non essermi occupato del *drainage*.

Sono due anni che io scrivo a questa benedetta Accademia dell'agricoltura, facendo per quest'uopo vive instanze; ma essa avendo altre cose più importanti da fare, non si è occupata di

quest'oggetto. Io assicuro il signor Girod, che il ministero ha avuto talmente a cuore l'importanza del *drainage*, che tosto che i suoi voti saranno esauditi, e che, grazie ai suoi sforzi ed a quelli dei suoi amici politici, sarò rimandato agli ozi campestri, io immediatamente, senza chiedere il concorso nè del Governo, nè dell'Accademia di agricoltura, farò in grande un'esperienza del *drainage*, e spero d'importare in Piemonte questo perfezionamento. Ove ciò accada, allora io spero che l'onorevole deputato Girod accorderà a l'agricoltore, quel poco di simpatia che ora nega all'uomo politico *(Risa)*.

Signori, ho già stancata la pazienza della Camera *(No! no!)*; credo di aver dimostrato quanto fossero insussistenti le obbiezioni pregiudiziali che si sono fatte alla legge. Parmi di aver a sufficienza dimostrato, che il sistema politico, economico e finanziario dal Governo introdotto, dal Parlamento approvato, e dal paese accettato, ha avuto per effetto di aumentare la pubblica prosperità, di far sì che ad onta di nuovi pesi, potesse il paese progredire nella via della ricchezza e della libertà. Onde io spero che la Camera non vorrà con un voto contrario, ora che quest'edifizio è presso al termine, rovesciarlo dalla base *(Vivi segni d'approvazione. Movimento generale)*.

DISCORSO

DEL CONTE CAMILLO CAVOUR

PRESIDENTE DEL CONSIGLIO, MINISTRO DELLE FINANZE

E DEGLI AFFARI ESTERI

pronunziato alla Camera il 6 febbraio 1855,

NELLA DISCUSSIONE

intorno al

TRATTATO D'ALLEANZA

CON LA FRANCIA E L'INGHILTERRA.

Signori, era mio divisamento di aspettare che la lista degli oratori iscritti contro il trattato fosse vicina ad esaurirsi, prima di chieder la parola, onde non esser costretto ad abusare della vostra sofferenza, sorgendo due volte a parlare; tuttavia gli attacchi contro il trattato furono tali, le insinuazioni contro la politica ministeriale furono di tale specie, e le interpellanze e le domande furono così numerose che io estimerei di fallire a quello che debbo alla Camera, a quello che debbo agli oratori che mi hanno preceduto in quest' arringo, a quello che devo al Ministero e a me stesso, se io aspettassi più oltre per sorgere a difendere la politica ministeriale ed a ribattere le accuse di cui fu fatta segno.

Per rispondere, o signori, io non seguirò passo passo i varii oratori che hanno combattuto il trattato, giacchè questo sistema mi costringerebbe a moleste ripetizioni, ma vedrò di fare in modo di non lasciare che nel complesso del mio dire rimanga senza risposta alcuno dei principali argomenti de'miei avversarii.

Onde la Camera però possa portare un fondato giudizio sulla

politica del Ministero, io mi propongo di farvi dapprima una breve e succinta relazione delle negoziazioni, e di dirvi quindi i motivi che hanno indotto il Ministero ad accettare il trattato, per prendere in ultimo ad esaminare gli appunti che contro il trattato sono stati diretti.

Poco dopo la conclusione del trattato del 10 aprile, questo venne officialmente comunicato, dai rappresentanti delle potenze che l'avevano firmato, al Governo del Re, senza però che a tale comunicazione andasse unito verun eccitamento ad aderire al medesimo; fu una comunicazione fatta come atto di cortesia che suole avvenire tra Corti amiche e che stanno in buone relazioni. In questa circostanza, il governo manifestò le sincere sue simpatie sopra la causa che le potenze Occidentali avevano preso a propugnare, manifestò i voti che esso faceva pel trionfo delle loro armi, ma si astenne dal pronunciare veruna parola che potesse essere interpretata come un desiderio di entrare nella formata alleanza, mantenne un contegno riservato e dignitoso quale si conviene ad una potenza come la nostra, quando ha a trattare con le primarie potenze del mondo.

Dopo questa comunicazione ufficiale, più mesi trascorsero senzachè venisse fatto al nostro governo alcun eccitamento per parte delle potenze occidentali. Ebbero luogo, invero, non saprei dire se più o meno frequenti, discorsi in cui si potè per avventura fare allusione alla possibilità della nostra accessione all'alleanza, ma non vi fu nessun atto nè officiale, nè officioso, che alla nostra accessione potesse riferirsi.

Solo verso il fine del mese di novembre venne spedito da Londra l'ordine al ministro inglese di interpellare il nostro governo in via officiosa, e direi quasi amichevole, poichè le lettere partivano non solo dai ministri come ministri, ma da persone che si dicevano, a buon diritto, gli amici del nostro paese e, mi sia pur lecito il dirlo, amici degli uomini che sedevano a reggere i destini di quella nazione, in allora, lo ripeto, il ministro inglese ebbe l'ordine d'interpellare il nostro governo sulla sua disposizione ad accedere al trattato d'alleanza,

oppure a somministrare un corpo di truppe al governo inglese. Per una circostanza che io non saprei bene spiegare, le lettere che portavano quest'invito si smarrirono per istrada, ed invece di venire direttamente, andarono a Marsiglia, in altre parti d'Italia, e non giunsero a Torino se non verso l'undici o il dodici di dicembre. Contemporaneamente venivano dispacci ai ministri di Francia e d'Inghilterra, dispacci ufficiali scritti molto dopo queste prime lettere officiose, i quali imponevano loro di fare al governo del Re formale invito di accedere al trattato di alleanza.

A questi inviti officiali ed officiosi, fatti quasi contemporaneamente, il Ministero rispondeva che egli non avrebbe mai accolta nessuna proposta che avesse per mira di porre a disposizione del governo inglese un corpo qualunque di truppe, ma che era disposto a trattare per l'accessione al trattato del 10 aprile.

Dopo queste dichiarazioni si aprirono trattative per la stipulazione di un atto, col quale si faceva adesione al trattato, atto che si risolse nelle convenzioni militare e finanziaria, le quali dovevano determinare il modo e la conseguenza della nostra accessione.

Ho già detto alla Camera, quando l'onorevole Valerio mi interpellava intorno ai motivi pei quali l'onorevole mio amico generale Labormida lasciava il seggio ministeriale, che il governo del Re credea dover fare un patto speciale intorno al sequestro dei beni dei cittadini sardi in Lombardia; ho già detto come questa domanda avesse dato luogo a lunghe trattative, le quali ebbero fine con quel protocollo che, dietro l'intelligenza presa nella tornata di ieri, venne da me consegnato all'onorevole presidente della Commissione, il conte Lisio, e credo da lui comunicato a quelli che ebbero desiderio di prenderne conoscenza.

Restringendomi adesso alla parte di narratore, non giustificherò la convenzione militare e quella finanziaria; mi limito solo per ora a dichiarare che sia nel primo invito, che ci fu

... e negoziazioni, non venne mai ... parola, una sillaba che ci potesse ... inducevano le potenze a chiedere ... quelli accennati nel discorso tenuto ... onorevole conte di Revel, posso as- ... lungi dall'esservi stata in tutte queste ... che potesse interpretarsi per un sen- ... esse furono sempre circondate dalle pro- ... le più affettuose. Ed invero, io posso ... revole supposizione che faceva l'onore- ... nella tornata di ieri, cioè che l'atto col ... di cui faceva parte sul finire del 1851, si ... da'suoi amici politici, che quest'atto, dico, sia ... sospetti e di diffidenze per parte dei gabi- ... almeno per parte dei gabinetti occidentali. Io ... avendo avuto dopo quell'epoca molte rela- ... e personali con le persone più distinte che ... di quelle nazioni, io non ho avuto di che ... l'atto suddetto avesse dato origine a questi ... diffidenza.

... assicurare la Camera che non sono questi i mo- ... essero le potenze occidentali ad invitarci ad en- ... lega. Mi sarebbe facile ciò chiarire riferendo le ... dal ministro francese e da quello inglese; ma me ... ponendo mente che mi si potrebbe opporre che ... parole ufficiali e diplomatiche, alle quali non si ... accordare una grande autorità. Io son lieto di aver ... una prova la quale non potrà essere contestata. ... una lettera che lord Clarendon, ministro degli af- ... Inghilterra, scriveva il 31 gennaio passato al mi- ... inglese a Torino, nel momento appunto in cui deponeva ... dello Stato, perchè essendo stato chiamato lord Derby ... si credeva destinato a ritornare alla vita privata. ... contingenza l'illustre uomo di Stato che ho di- ... nominato scrivea al ministro inglese a Torino, sir Hudson,

una lettera di cui sono autorizzato a leggere lo squarcio seguente:

« Mio caro signore, mi ricorderò sempre con piacere che l'ultimo mio atto in quest'uffizio sia stato l'apporre la mia firma alle ratifiche del nostro trattato colla Sardegna; trattato che io credo debba essere di vantaggio veramente essenziale ad ambi i paesi, al nostro col porre un bel corpo di truppe a nostra disposizione; ed alla Sardegna coll'innalzarla nella scala delle nazioni, e col metterla nella posizione a cui il Sovrano, il Parlamento ed il popolo di quel paese hanno acquistato un giusto diritto.

« Potete assicurare il conte di Cavour (mi rincresce di entrare in scena, ma ciò è indispensabile) *(Ilarità)* che il trattato è popolare in questo paese, in tutte le grandi città, direi quasi, nei villaggi stessi; popolare ad un segno di cui egli potrebbe appena farsi idea, in mezzo ad un popolo che generalmente non si interessa gran fatto nelle cose dei paesi stranieri. Esiste però in tutta quanta l'Inghilterra (leggo queste parole di lord Clarendon superando quel ritegno che sento, perchè si tratta della Nazione) tanta ammirazione per la saviezza ed il coraggio di cui la Sardegna ha dato prova in difficili circostanze, tanta simpatia (noti il conte di Revel) pei *fortunati sforzi* fatti per istabilire una libertà razionale (e credo che questi *sforzi* siano anche quelli fatti dopo il momento in cui il conte di Revel si è separato dal Ministero).....

Revel. Domando la parola per un fatto personale.

Cavour (Continuando a leggere) «.... che qualunque misura tenda a legare più strettamente i due paesi è accolta qui con un sentimento che si approssima all'entusiasmo » *(Movimenti di sensazione)*.

Qesto documento credo che valga ad allontanare assolutamente l'idea, che l'Inghilterra e la Francia abbiano inteso esercitare una pressione per costringerci ad accedere al trattato di alleanza.

Terminata così la parte istorica (non so se avrò pienamente

diretto, sia in tutto il corso delle negoziazioni, noi
pronunciata una frase, una parola, una sillaba che
far credere che i motivi che inducevano le potenze
il nostro concorso fossero quelli accennati nel disc
ieri in questa Camera dall'onorevole conte di Reve
sicurar la Camera che lungi dall'esservi stata in t
trattative qualche parola che potesse interpretarsi
timento di pressione, esse furono sempre circondat
teste le più amichevoli, le più affettuose. Ed invei
opporre alla poco benevole supposizione che face
vole conte di Revel nella tornata di ieri, cioè ch
quale il ministero di cui faceva parte sul finire de
separava da lui e da'suoi amici politici, che quest'at
stato cagione di sospetti e di diffidenze per parl
netti europei, o almeno per parte dei gabinetti oc
posso opporre che, avendo avuto dopo quell'epoca
zioni e officiali e personali con le persone più c
reggono i destini di quelle nazioni, io non ho av
avvedermi che l'atto suddetto avesse dato origi
sentimenti di diffidenza.

Io posso assicurare la Camera che non sono qu
tivi che indussero le potenze occidentali ad invita
trare nella lega. Mi sarebbe facile ciò chiarire r
parole dette dal ministro francese e da quello ingl
ne asterrò ponendo mente che mi si potrebbe o
queste erano parole ufficiali e diplomatiche, alle q
può forse accordare una grande autorità. Io son li
nelle mani una prova la quale non potrà essere
vale a dire una lettera che lord Clarendon, minist
fari esteri d'Inghilterra, scriveva il 31 gennaio pas
nistro inglese a Torino, nel momento appunto in cu
i sigilli dello Stato, perchè essendo stato chiamato
dalla regina, si credeva destinato a ritornare alla vi

In simile contingenza l'illustre uomo di Stato c
panzi nominato scrivea al ministro inglese a Torino, i

soddisfatto alla curiosità dell'onorevole conte Della Margherita, ma è però quanto si raccoglie in riassunto dal complesso delle negoziazioni), passo a farvi conoscere, o signori, quali furono i motivi che indussero il Governo ad accedere al trattato.

Prima di tutto, o signori, il Governo ebbe ad esaminare se la guerra che si combatteva in Oriente interessasse realmente lo Stato nostro, se veramente vi fosse per noi interesse materiale, interesse politico a prender parte in essa, a concorrere allo scopo che si proponevano di ottenere le potenze occidentali. Noi non abbiamo avute molte difficoltà a convincerci che la Sardegna era altamente interessata allo scopo della presente guerra. Difatti, o signori, se la presente guerra avesse esito felice per la Russia, se avesse per conseguenza di condurre le acquile vittoriose dello Czar in Costantinopoli, evidentemente la Russia acquisterebbe un predominio assoluto sul mediterraneo, ed una preponderanza irresistibile nei consigli d'Europa.

Ebbene, signori, sia l'una che l'altra conseguenza non possono a meno che riputarsi altamente fatali agl'interessi del Piemonte e dell'Italia.

Infatti, quando la Russia fosse padrona di Costantinopoli lo sarebbe altresì del Mediterraneo, poichè diventerebbe dominatrice assoluta del più gran mare realmente mediterraneo che esista sul globo, cioè del mar nero. Il mar nero diventerebbe allora un vero lago russo, e quando questo gran lago russo fosse nelle mani di una nazione che conta 70 milioni di abitanti diverrebbe in poco tempo il più grande arsenale marittimo del mondo, un arsenale al quale non potrebbero forse resistere tutte le altre potenze marittime (*Sensazione*).

Il mar nero, fatto russo mediante la chiusura del Bosforo, le chiavi del quale sarebbero date in mano all'autocrata, diverrebbe in certo modo la rada di Sebastopoli, allargata con proporzioni gigantesche. Qui forse taluno mi dirà: e che im-

porta il predominio nel Mediterraneo? Questo predominio non appartiene all'Italia, non appartiene alla Sardegna, esso è in possesso dell'Inghilterra e della Francia; invece di due padroni il Mediterraneo ne avrà tre.

Io non suppongo che questi sentimenti trovino eco in questa Camera, essi equivarrebbero ad una rinuncia alle aspirazioni dell'avvenire, sarebbe un dimostrarci insensibili ai mali onde fu afflitta l'Italia dalle guerre continentali, mali che vennero ricordati così eloquentemente dal nostro gran lirico moderno, quando parlando delle conseguenze delle guerre che combatteansi dai forestieri in Italia al cospetto di popolazioni indifferenti al trionfo dei nuovi conquistatori, diceva:

« Il nuovo signore s'aggiunge all'antico,
L'un popolo e l'altro sul collo ci sta. »

Quando la Russia venisse ad acquistare la preponderanza nel mar Nero, questi versi certamente si potrebbero con molta opportunità applicare a noi.

Ma assai più degl'interessi materiali, gl'interessi morali sarebbero compromessi dal trionfo della Russia; quando essa venisse ad acquistare irresistibile influenza nei consigli europei, è mia opinione che il nostro paese, le nostre istituzioni, la nostra nazionalità correrebbero gravissimo pericolo. La storia di questi ultimi quarant'anni vi dimostra come mai sempre la Russia abbia esercitato la grandissima sua influenza nel senso di combattere ogni liberale tendenza, per reprimere ogni sforzo di popolare emancipazione. Io non ho bisogno di ricordare la parte che questa potenza ebbe in tutti i congressi europei, da quello di Aquisgrana a quello di Verona; io non ho bisogno di ricordarvi quale sia stata la funesta sua influenza sulla monarchia popolare di Luigi Filippo quanti ostacoli essa abbia opposti all'emancipazione del Belgio, come infine abbia sempre esercitata in tutte le corti d'Europa un'influenza alla libertà contraria; ed io credo di non errare dicendo che se molti principi della Germania non hanno mantenuto la parola che avevano data nel 1815, se le tendenze liberali di molti

soddisfatto alla curiosità dell'onorevole conte Della Margherita, ma è però quanto si raccoglie in riassunto dal complesso delle negoziazioni), passo a farvi conoscere, o signori, quali furono i motivi che indussero il Governo ad accedere al trattato.

Prima di tutto, o signori, il Governo ebbe ad esaminare se la guerra che si combatteva in Oriente interessasse realmente lo Stato nostro, se veramente vi fosse per noi interesse materiale, interesse politico a prender parte in essa, a concorrere allo scopo che si proponevano di ottenere le potenze occidentali. Noi non abbiamo avute molte difficoltà a convincerci che la Sardegna era altamente interessata allo scopo della presente guerra. Difatti, o signori, se la presente guerra avesse esito felice per la Russia, se avesse per conseguenza di condurre le acquile vittoriose dello Czar in Costantinopoli, evidentemente la Russia acquisterebbe un predominio assoluto sul mediterraneo, ed una preponderanza irresistibile nei consigli d'Europa.

Ebbene, signori, sia l'una che l'altra conseguenza non possono a meno che riputarsi altamente fatali agl'interessi del Piemonte e dell'Italia.

Infatti, quando la Russia fosse padrona di Costantinopoli lo sarebbe altresì del Mediterraneo, poichè diventerebbe dominatrice assoluta del più gran mare realmente mediterraneo che esista sul globo, cioè del mar nero. Il mar nero diventerebbe allora un vero lago russo, e quando questo gran lago russo fosse nelle mani di una nazione che conta 70 milioni di abitanti diverrebbe in poco tempo il più grande arsenale marittimo del mondo, un arsenale al quale non potrebbero forse resistere tutte le altre potenze marittime (*Sensazione*).

Il mar nero, fatto russo mediante la chiusura del Bosforo, le chiavi del quale sarebbero date in mano all'autocrata, diverrebbe in certo modo la rada di Sebastopoli, allargata con proporzioni gigantesche. Qui forse taluno mi dirà: e che im-

porta il predominio nel Mediterraneo? Questo predominio non appartiene all'Italia, non appartiene alla Sardegna, esso è in possesso dell'Inghilterra e della Francia; invece di due padroni il Mediterraneo ne avrà tre.

Io non suppongo che questi sentimenti trovino eco in questa Camera, essi equivarrebbero ad una rinuncia alle aspirazioni dell'avvenire, sarebbe un dimostrarci insensibili ai mali onde fu afflitta l'Italia dalle guerre continentali, mali che vennero ricordati così eloquentemente dal nostro gran lirico moderno, quando parlando delle conseguenze delle guerre che combatteansi dai forestieri in Italia al cospetto di popolazioni indifferenti al trionfo dei nuovi conquistatori, diceva:

« Il nuovo signore s'aggiunge all'antico,
L'un popolo e l'altro sul collo ci sta. »

Quando la Russia venisse ad acquistare la preponderanza nel mar Nero, questi versi certamente si potrebbero con molta opportunità applicare a noi.

Ma assai più degl'interessi materiali, gl'interessi morali sarebbero compromessi dal trionfo della Russia; quando essa venisse ad acquistare irresistibile influenza nei consigli europei, è mia opinione che il nostro paese, le nostre istituzioni, la nostra nazionalità correrebbero gravissimo pericolo. La storia di questi ultimi quarant'anni vi dimostra come mai sempre la Russia abbia esercitato la grandissima sua influenza nel senso di combattere ogni liberale tendenza, per reprimere ogni sforzo di popolare emancipazione. Io non ho bisogno di ricordare la parte che questa potenza ebbe in tutti i congressi europei, da quello di Aquisgrana a quello di Verona; io non ho bisogno di ricordarvi quale sia stata la funesta sua influenza sulla monarchia popolare di Luigi Filippo quanti ostacoli essa abbia opposti all'emancipazione del Belgio, come infine abbia sempre esercitata in tutte le corti d'Europa un'influenza alla libertà contraria; ed io credo di non errare dicendo che se molti principi della Germania non hanno mantenuto la parola che avevano data nel 1815, se le tendenze liberali di molti



timento di pressione, esse furono sempre circon
teste le più amichevoli, le più affettuose. Ed in
opporre alla poco benevole supposizione che f
vole conte di Revel nella tornata di ieri, cioè
quale il ministero di cui faceva parte sul finire
separava da lui e da'suoi amici politici, che ques
stato cagione di sospetti e di diffidenze per p
netti europei, o almeno per parte dei gabinetti
posso opporre che, avendo avuto dopo quell'epo
zioni e officiali e personali con le persone pi
reggono i destini di quelle nazioni, io non ho
avvedermi che l'atto suddetto avesse dato o
sentimenti di diffidenza.

Io posso assicurare la Camera che non sono
tivi che indussero le potenze occidentali ad in
trare nella lega. Mi sarebbe facile ciò chiarir
parole dette dal ministro francese e da quello i
ne asterrò ponendo mente che mi si potrebbe
queste erano parole ufficiali e diplomatiche, all
può forse accordare una grande autorità. Io so
nelle mani una prova la quale non potrà esse

porta il predominio nel Mediterraneo? Questo predominio non appartiene all'Italia, non appartiene alla Sardegna, esso è in possesso dell'Inghilterra e della Francia; invece di due padroni il Mediterraneo ne avrà tre.

Io non suppongo che questi sentimenti trovino eco in questa Camera, essi equivarrebbero ad una rinuncia alle aspirazioni dell'avvenire, sarebbe un dimostrarci insensibili ai mali onde fu afflitta l'Italia dalle guerre continentali, mali che vennero ricordati così eloquentemente dal nostro gran lirico moderno, quando parlando delle conseguenze delle guerre che combatteansi dai forestieri in Italia al cospetto di popolazioni indifferenti al trionfo dei nuovi conquistatori, diceva:

« Il nuovo signore s'aggiunge all'antico,
L'un popolo e l'altro sul collo ci sta. »

Quando la Russia venisse ad acquistare la preponderanza nel mar Nero, questi versi certamente si potrebbero con molta opportunità applicare a noi.

Ma assai più degl'interessi materiali gl'interessi morali sarebbero compromessi dal trionfo della Russia; quando essa venisse ad acquistare irresistibile influenza nei consigli europei, è mia opinione che il nostro paese, le nostre istituzioni, la nostra nazionalità correrebbero gravissimo pericolo. La storia di questi ultimi quarant'anni vi dimostra come mai sempre la Russia abbia esercitato la grandissima sua influenza nel senso di combattere ogni liberale tendenza, per reprimere ogni sforzo di popolare emancipazione. Io non ho bisogno di ricordare la parte che questa potenza ebbe in tutti i congressi europei, da quello di Aquisgrana a quello di Verona; io non ho bisogno di ricordarvi quale sia stata la funesta sua influenza sulla monarchia popolare di Luigi Filippo quanti ostacoli essa abbia opposti all'emancipazione del Belgio, come infine abbia sempre esercitata in tutte le corti d'Europa un'influenza alla libertà contraria; ed io credo di non errare dicendo che se molti principi della Germania non hanno mantenuto la parola che avevano data nel 1815, se le tendenze liberali di molti



lo Stato nostro, se veramente vi fosse per noi
teriale, interesse politico a prender parte in essa
allo scopo che si proponevano di ottenere le
dentali. Noi non abbiamo avute molte difficoltà
che la Sardegna era altamente interessata allo sc
sente guerra. Difatti, o signori, se la presente
esito felice per la Russia, se avesse per conseg
durre le acquile vittoriose dello Czar in Costa
dentemente la Russia acquisterebbe un predo
sul mediterraneo, ed una preponderanza irresis
sigli d'Europa.

Ebbene, signori, sia l'una che l'altra consegu
sono a meno che riputarsi altamente fatali agl'int
monte e dell'Italia.

Infatti, quando la Russia fosse padrona di C
lo sarebbe altresì del Mediterraneo, poichè div
minatrice assoluta del più gran mare realmen
neo che esista sul globo, cioè del mar nero. Il
venterebbe allora un vero lago russo, e quando
lago russo fosse nelle mani di una nazione che
lioni di abitanti diverrebbe in poco tempo il più

porta il predominio nel Mediterraneo? Questo predominio non appartiene all'Italia, non appartiene alla Sardegna, esso è in possesso dell'Inghilterra e della Francia; invece di due padroni il Mediterraneo ne avrà tre.

Io non suppongo che questi sentimenti trovino eco in questa Camera, essi equivarrebbero ad una rinuncia alle aspirazioni dell'avvenire, sarebbe un dimostrarci insensibili ai mali onde fu afflitta l'Italia dalle guerre continentali, mali che vennero ricordati così eloquentemente dal nostro gran lirico moderno, quando parlando delle conseguenze delle guerre che combatteansi dai forestieri in Italia al cospetto di popolazioni indifferenti al trionfo dei nuovi conquistatori, diceva:

« Il nuovo signore s'aggiunge all'antico,
L'un popolo e l'altro sul collo ci sta. »

Quando la Russia venisse ad acquistare la preponderanza nel mar Nero, questi versi certamente si potrebbero con molta opportunità applicare a noi.

Ma assai più degl'interessi materiali gl'interessi morali sarebbero compromessi dal trionfo della Russia; quando essa venisse ad acquistare irresistibile influenza nei consigli europei, è mia opinione che il nostro paese, le nostre istituzioni, la nostra nazionalità correrebbero gravissimo pericolo. La storia di questi ultimi quarant'anni vi dimostra come mai sempre la Russia abbia esercitato la grandissima sua influenza nel senso di combattere ogni liberale tendenza, per reprimere ogni sforzo di popolare emancipazione. Io non ho bisogno di ricordare la parte che questa potenza ebbe in tutti i congressi europei, da quello di Aquisgrana a quello di Verona; io non ho bisogno di ricordarvi quale sia stata la funesta sua influenza sulla monarchia popolare di Luigi Filippo quanti ostacoli essa abbia opposti all'emancipazione del Belgio, come infine abbia sempre esercitata in tutte le corti d'Europa un'influenza alla libertà contraria; ed io credo di non errare dicendo che se molti principi della Germania non hanno mantenuto la parola che avevano data nel 1815, se le tendenze liberali di molti

altri furono compresse, se le aspirazioni di quel gran popolo per rafforzare il principio di nazionalità non hanno potuto sortire buon effetto, questo è dovuto all'influenza che la Russia ha sempre esercitata nell'Allemagna. E notate, o signori, cosa rimarchevole assai, notate che quest'influenza non è dovuta al carattere dei principi, che hanno seduto sul trono di Pietroburgo; che anzi mi pare debito di giustizia il proclamare che pochi principi abbiano sortiti sentimenti più nobili, più generosi, che i due imperatori che si sono succeduti sul trono della Russia.

Difatti, o signori, voi sapete come Alessandro fosse animato di nobili e generosi sentimenti, come ad un tempo si fosse fatto il magnanimo sostenitore de' principii liberali. Si è ad Alessandro in gran parte che la Francia va debitrice se Luigi XVIII non ha seguiti i consigli della frazione degli emigrati che volevano condurlo al despotismo; si fu ad Alessandro che la Svizzera ha dovuto di essere costituita; si fu grazie ad Alessandro che molti principi della Germania dovettero dare istituzioni liberali ai loro paesi. Eppure, o signori, Alessandro tornato nella Russia, fatto tosto convinto dell'impossibilità assoluta di applicare i principii liberali al proprio popolo, fu condotto in poco tempo a combattere altrove questi stessi principii, di cui egli si era fatto il propugnatore. Come Alessandro, così l'imperatore Nicolò sortì dalla natura animo generoso e forte; onde con giustizia tutti coloro che hanno visitata la Russia, e sono d'animo imparziale, hanno dovuto riconoscere tornando da quel paese che l'oggetto più degno di nota favorevole, era l'istesso imperatore. Malgrado di queste disposizioni, Nicolò è stato fatalmente condotto a muover guerra tremenda ai principi liberali non solo nel proprio paese, ma su tutta la superficie di Europa; e questa fatale necessità ha condotto quel principe generoso sino a negare una manifestazione di simpatia e di stima pel magnanimo principe che gli era stato amico ed ospite, e che finiva i suoi giorni con morte eroica sul lido lontano di Oporto, senzachè quell'imperatore gli volgesse una

a parola di conforto. Questa medesima necessità fatale fu ella che lo condusse altresì a dimenticare il leale e generoso ɔ figlio, col quale pure aveva avuto vincoli di amicizia, solo rchè questo nobile e generoso principe rimaneva fedele ai incipi liberali da lui con tanto ardore perseguitati.

Io mi credo quindi fondato in ragione a dire che la vitto- ı e la preponderanza acquistata dallo Czar nei consigli d'Eu- pa sarebbe fatale alle nostre istituzioni, alla nostra nazio- lità. Nè mi si contrappongono, per indebolire questo mio ʒomento, le storiche memorie delle relazioni amichevoli lla casa di Savoia colla casa di Romanof; e nemmeno i ser- ɀi resi ai nostri principi dall'imperatore Paolo sullo scorcio l secolo decimottavo e dall'imperatore Alessandro nei con- ʒli di Parigi e di Vienna, perchè i principii che in allora do- inavano nella nostra Corte, senza essere identici, grazie al ɔlo, con quelli della corte di Russia, non erano ad essa ostili. Erano quelli i tempi in cui noi ci facevamo rappresentare Pietroburgo dal famoso Giuseppe Maistre, l'autore del trat- ɔo *du Pape*, e l'encomiatore dell'inquisizione, quindi era ben ıturale che una viva simpatia esistesse fra le due corti.

Ma ora, o signori, che per una gloriosa trasformazione, la sa di Savoia si è immedesimata coi principii di libertà e di ogresso, questa simpatia non può più esistere, ed ove la ıssia venisse a trionfare, io lo ripeto, vado convinto che, e nostre istituzioni, e la nostra nazionalità, e la casa stessa e regna su queste contrade, correrebbero grande pericolo.

Per queste considerazioni, o signori, mi pare evidente che i abbiamo un interesse sommo alla guerra che si combatte Oriente, che noi siamo, quanto altri popoli in Europa, te- ti a concorrere al suo scopo.

Ma lasciando quello che io potrei chiamare parte teorica lla questione, verrò a considerazioni più pratiche.

Invitati ad accedere al trattato, noi non potevamo appi- arci che all'una o all'altro dei seguenti partiti: od accedere rimanere neutrali. Per vedere se convenisse accedere, parve

naturale di ricercare le conseguenze del secondo partito; e applicando qui il sistema che in matematica si chiama dimostrazione all'assurdo, fu tosto dimostrato che il sistema di neutralità era assurdo, o quanto meno non conveniente, e diveniva ad un tempo stesso provato che era all'incontro conveniente l'accedere al trattato del 10 aprile.

Mi lusingo che non avrò difficoltà a provarvi quali funeste conseguenze il sistema di neutralità avrebbe necessariamente avute. Onde una nazione di second'ordine possa rimanere neutrale senza pericolo, quando le potenze di primo ordine sono impegnate in una gran guerra, si richiede, a parer mio, una condizione assoluta, ed è che la neutralità di quella nazione non torni nè a danno nè a vantaggio più dell'una che dell'altra parte belligerante. Quando la neutralità non esercita influenza veruna sulle condizioni della guerra, in tal caso ritengo che la medesima possa avere conseguenze fatali. Certamente quando una guerra si combatte in Europa, le potenze d'America, la di cui neutralità non fa danno nè all'una nè all'altra parte belligerante, possono rimanere neutrali senz'inconveniente; alcuni altri paesi anche in Europa, per la loro condizione topografica o politica possono rimanere neutrali; così io credo che il Belgio, che l'Olanda, che il Portogallo possono serbare una stretta neutralità, senzachè questa loro determinazione porti nocumento nè all'una nè all'altra parte belligerante. Ma noi, signori, non eravamo in questa condizione, noi non potevamo rimanere neutrali senza indirettamente, ed in modo assolutamente indipendente dalla nostra volontà, incagliare grandemente le operazioni delle potenze occidentali, senza in certo modo fare un benefizio alla Russia, senza essere i segreti alleati di questa potenza.

Io credo che le ragioni che valgono a dimostrare questa mia proposta siano da tutti intese, ma ove avessi bisogno di ricordarvele mi basterebbe citare quello che dissero gli oratori che con maggior calore hanno combattuto il trattato, e propugnato il sistema di neutralità. Che cosa vi hanno detto

questi oratori? Rimanete neutrali, ma armati; rimanete neutrali non già perchè non si debba fare la guerra, ma onde poterla fare a tempo opportuno, onde approfittare di quelle eventualità che nel corso della guerra si potessero presentare, e per farla non contro l'autocrate, ma contro le potenze che lo combattono.

Io dico che questo ragionamento era perfettamente logico, che se noi non fossimo decisi ad accedere all'alleanza delle potenze occidentali, dovremmo rimanere neutri ed armati aspettando una qualunque eventualità. Ma soggiungo pure, o signori, che questo incaglierebbe grandemente le operazioni di una delle parti belligeranti, e che per conseguenza la nostra neutralità sarebbe altamente favorevole alla Russia. Essa ci farebbe adunque necessariamente perdere la simpatia delle potenze occidentali, indisponendole contro di noi, essendochè in politica si è sempre indisposti contro di quella potenza che ci fa del male anche senza volerlo.

Ma, mi si dice: che cosa importa che le potenze occidentali, siano indisposte contro di noi, se noi siamo nel nostro diritto, se noi non facciamo cosa che, a termini del diritto delle genti, possa esserci imputato a colpa?

Signori, se le questioni politiche, se i destini dei popoli venissero sempre regolati a tenore del diritto privato, se fossero decisi da tribunali imparziali che non aveseero altro movente che di rendere la giustizia, io capirei tutta la forza di questo ragionamento: ma, sia un bene, sia un male, le cose non sono così, e sappiamo pur troppo che nei consigli della diplomazia, nei congressi delle grandi e delle piccole potenze, i destini dei popoli non sono sempre regolati a tenore di questo strettissimo diritto, e che talvolta pronunciano sentenze che non sono conformi a' suoi dogmi, ma che pur troppo sono inappellabili.

La repubblica veneta aveva certo il diritto di rimanere neutrale fra la Francia e l'Austria alla fine del secolo scorso; essa non violò nessun principio nè rispetto all'una nè all'altra; ma la sua neutralità essendo riuscita molesta a tutte due le po-

tenze belligeranti, finì per inasprire contro di essa l'una e l'altra, e queste due potenze portarono contro l'infelice repubblica la fatale e, dirò pure, iniqua sentenza del trattato di Campoformio, della quale la povera Venezia, ad onta dell'eloquenza de'suoi figli, non potè mai ottenere la benchè menoma riparazione (*Bravo! Bene! dal centro*).

Parmi, signori, di avervi dimostrato, quale sarebbe stata la conseguenza della neutralità rispetto ai governi occidentali, ma questa dovrebbe produrre un'altra conseguenza a' miei occhi non meno grave e fatale; ed è quella di farci perdere assolutamente le simpatie del partito liberale europeo.

Questo partito si è dichiarato risolutamente in favore della guerra in Germania, in Francia ed in Inghilterra.

Per dimostrarvelo, quanto alla Germania, o signori, potrei citarvi tutti i giornali che hanno in quel paese conservata la libertà di parlare, come altresì le memorande discussioni del Parlamento prussiano, nel quale abbiamo visto gli uomini rimasti fedeli alle dottrine del 1848 e del 1849, propugnar apertamente la guerra, e dichiarare che l'Austria colla sua condotta ha acquistato la simpatia dei liberali di Germania.

Lo stesso si debba dire della Francia, dove veggiamo tutti i giornali liberali appoggiare vivamente il governo nella questione della guerra. L'onorevole Asproni fa cenni di diniego, ma io potrei citargli tra gli altri giornali *il Siècle* e la *Presse*, i quali sono scritti da uomini di grande merito, e che hanno reso non lievi servigi alla causa liberale. Inoltre noi abbiamo veduto tutte le classi della società in Francia affrettarsi a portare al governo i fondi necessari per sostenere la guerra: fatto questo assai significante, perchè la prova di adesione che si desume dal denaro dato è più luminosa di quella che consiste nello spender sole parole (*Ilarità*).

La simpatia del partito liberale per la guerra è ancor meno dubbia in Inghilterra.

La discussione del Parlamento, la polemica dei giornali vi prova, che in quel paese tutti i partiti sono quasi unanimi

nel propugnare la guerra. Nè mi si muove il fatto citato ora dall'onorevole deputato Brofferio, che mi opponeva le parole pronunziate in un *meeting* a Manchester da un individuo che io mi onoro di chiamare amico, e di riconoscere come maestro nelle materie economiche. L'esempio da lui citato, quello cioè di Riccardo Cobden, come tutte le eccezioni, non distrugge, ma conferma la regola.

Difatti quanto accade in quella riunione dall'onorev. Deputato Brofferio citata è la prova migliore essere la guerra altamente popolare in Inghilterra, popolare in quei paesi stessi che hanno dalla guerra maggiormente a soffrire, cioè nei grandi centri industriali. Forse l'onorevole Brofferio non aveva posto mente che in quella riunione provocata dallo stesso Cobden per difendere le opinioni pacifiche da lui propugnate nel Parlamento, opinioni che sapeva contrarie a quelle de' suoi elettori, Cobden non potè sul principio venir ascoltato, tanta era l'indegnazione popolare contro di lui ! Egli forse non sapeva che se ottenne al fine una qualche attenzione si fu per gli sforzi dei fautori stessi della guerra che rappresentarono al popolo di Manchester, come fosse dover suo di dar ascolto ad un uomo che tanti servizi avea resi alla causa della libertà, ed era uno dei più gloriosi figli di quella città.

Finalmente in quello stesso *meeting* invece di votare per la proposta di Cobden, ad immensa maggioranza si accolse una proposta in favore della guerra. Ma poichè egli ha citato un fatto di un mio amico, io nè citerò un altro, pure di un mio amico, che prova ad evidenza essere l'idea della guerra quella che predomina in tutta l'Inghilterra.

Poche settimane scorse si rese vacante nel Parlamento inglese il seggio del borgo di Mary-Le-Bone; Mary-Le-Bone è forse il distretto il più popolato di Londra, e fu finora come una specie di cittadella del radicalismo; Mary Le-Bone ebbe sin qui per uso di mandare al Parlamento deputati rappresentanti le opinioni le più estreme del partito radicale. Ebbene in questa circostanza si presentarono agli elettori due candidati. Uno appartenente

al partito radicale estremo, un altro, del quale mi or essere amico, Lord Evelington, il quale appartiene l partito liberale, ma al partito liberale moderato. Il r non era contrario alla guerra, ma solo tiepidamente vole. Lord Evenlington invece era caldo fautore di que

Ebbene quest'ultimo, ad onta che fosse Lord, e non radicale, fu eletto ad una straordinaria maggioranza. I scriveva, or sono pochi giorni, avere trovato nel suo co in quella visita che fanno i candidati inglesi agli elett tutte le questioni politiche erano assorbite dalla questior guerra, alla quale esse si consideravano come subordin

Questo prova all'evidenza essere in tutta l'Europa tito liberale alla guerra favorevolissimo.

Ora, signori, se noi avessimo ricusato di partecip questa guerra dopo essere stati invitati, e quantunqu chiaro ed evidente esser interesse del nostro paese il pre parte, sarebbe venuta meno la stima che gli uomini illu hanno per il Piemonte, sarebbe diminuita di molto la si che tutti gli uomini liberali e generosi hanno per questo p questa, sig.ri la reputerei una grande sventura, giacchè io che se il Piemonte occupa in Europa un posto forse m di quello che gli compete per la ristrettezza del suo ter esso lo deve alla potenza dell'opinione pubblica che g vorevole; lo ripeto adunque, sarebbe grande sventura perduto quest'appoggio dell'opinione pubblica, sarebl sventura che nel futuro potrebbe tradursi in gravi ca nè io credo, signori, che questa potenza dell'opinione pu voglia venir contestata massimamente dagli oratori cl gono alla sinistra della Camera, giacchè sarebbe discon uno dei maggiori progressi del secolo nostro, sarebbe noscere una delle più grandi conquiste della civiltà, s d'altronde negar fatti della massima evidenza.

E chi ardirebbe di contestare l'influenza che l'opinion blica esercita sulle cose politiche, quando vediamo, no i governi retti a forme libere, non solo i governi i quali

lasciato una certa libertà di parola o di scritto, tener conto di questa grande sovrana del mondo, ma altresì i regnanti che per lo passato pareano tenere in non cale la pubblicità, fare appello a questo tribunale, come è testè accaduto all'Imperatore di Russia nei suoi proclami, nelle sue notificazioni, come fece testè il sovrano Pontefice coll'appellarne all'Europa nelle sue dissidenze colla Corte di Sardegna *(Ilarità e segni di approvazione).*

Avendovi esposto le fatali conseguenze, che il sistema di neutralità avrebbe portato, io credo di aver dimostrata l'assoluta necessità del trattato di alleanza; epperciò non sarebbe rigorosamente indispensabile il prendere ad esame gl'inconvenienti che dal medesimo possono nascere, giacchè quando una cosa è necessaria, ragion vuole che degl'inconvenienti gli uomini di Stato non si occupino se non per cercare di menomarli; tuttavia io tratterò anche questa parte della questione senza tener conto delle ragioni che ebbi testè ad addurre per dimostrare la necesità della lega; ed esaminerò le conseguenze finanziarie, economiche, militari e politiche del trattato, e spero di dimostrarvi che se la nostra determinazione non è scevra nè di pericoli, nè d'inconvenienti, come nol può essere veruna determinazione che abbia per oggetto di farci entrare in guerra con una gran potenza, questi inconvenienti e questi pericoli sono stati singolarmente esagerati dagli onorevoli miei oppositori.

La questione finanziaria è certamente gravissima: io debbo più di ogni altro riconoscere essere le condizioni nostre non delle più liete. Essendo stato condannato a presentarmi tante volte avanti a voi per proporvi nuove gravezze, per chiedervi nuovi imprestiti, io non potrei certamente or venir qui a tessere il panegirico dello stato delle nostre finanze; tuttavia io non lo giudico tale da portare uno sgomento nei nostri animi, e da vietarci di consentire sacrifizi pecuniari, quando questi sacrifizi ci sono comandati da considerazioni di onore, da considerazioni d'interesse, di alta politica.



Ora, ognuno sa che questo fondo non costitui
spesa, è una diminuzione di debito che si dovre
fossimo in condizione di farla.

Il nostro bilancio del 1855 presenta un reale
due milioni circa, e questo non esisterebbe se le
zioni economiche non ci avessero costretti l'anno
durre alcuni anni prima che fosse giudicato oppo
primere per dir meglio il dazio sui cereali che
milioni, ed a ridurre di qualche centinaio di mila
dotto del canone gabellario; quindi se le imposte
vano nel 1853 fossero in vigore nel 1855, non
alcun disavanzo reale, cioè le spese, indipenden
fondo di estinzione, sarebbero pareggiate alle ent

Questa condizione di cose non è tale, a'miei o
cutere spavento sullo stato delle nostre finanze
stati sottoposti ad una serie di crudeli disastri, ab
alcune sorgenti di produzioni colpite nel modo il pi
abbiamo visto i nostri commerci, le nostre impre
dalla guerra, dalle complicazioni politiche; qu
hanno certamente menomate le nostre risorse, ma
i risultati constatati, invece di portarmi a diffid

così anormali, egli è evidente che, cessando queste calamità, queste cause deleterie, per così esprimermi, i nostri prodotti indiretti aumenteranno rapidamente, e ristabiliranno un perfetto equilibrio, anche tenuto conto dei fondi di estinzione.

Per questi motivi, o signori, porto opinione che, le condizioni del nostro paese non erano tali da sconsigliarci dall'accedere al trattato, e dal firmare la convenzione militare.

Io qui, o signori, debbo, non giustificarmi da un appunto, giacchè non lo considero appunto, ma dare bensì alcune spiegazioni alla Camera, intorno alla convenzione finanziaria fatta colla Gran Bretagna.

L'onorevole deputato di Revel, nel suo discorso chiedeva al Ministero se egli avesse chiesto un sussidio, oppure se non gli fosse stato fatto di ottenerlo. Io credo già ieri d'aver risposto negativamente interrompendo l'oratore, ma ora ripeto che noi non abbiamo ottenuto sussidio, non solo perchè non lo abbiamo chiesto, ma perchè sino dai primordii delle negoziazioni, abbiamo dichiarato altamente che non avremmo accettato verun sussidio.

E qui, o signori, mi lusingo che la Camera non disapproverà la nostra risoluzione, ho fiducia che ella giudicherà che ove si fosse per noi, non dico chiesto, ma solo accettato la sovvenzione, la nostra condizione rispetto alle potenze alleate ne sarebbe stata molto modificata, sarebbe stata menomata agli occhi loro, agli occhi di tutta Europa.

Ma, si disse, e parmi l'abbia detto l'onorevole conte di Revel, altre volte il nostro paese accettò sussidii dall'Inghilterra, e per ciò non fu tenuto da meno; altre potenze pure dall'Inghilterra ricevettero sussidii e non credettero per ciò fare atto disdicevole; ma, signori, i tempi sono molto diversi, e dall'epoca a cui accennava l'onorevole deputato di Revel ai nostri giorni si sono operati molti progressi, e il sentire dei popoli è divenuto più delicato.

Oltre a ciò corre una gran differenza fra la guerra che si combatteva alla fine del secolo scorso, quando il nostro Stato

chiedeva ed otteneva sussidii, e la guerra che stiamo per intraprendere. In allora si combatteva pel nostro paese, si combatteva per mantenere o riconquistare le perdute nostre provincie, le nostre intenzioni non potevano essere dubbie; o sussidiati o non, si combatteva per la casa, pel focolare; ora invece, o signori, la guerra che stiamo per intraprendere è guerra altamente politica, ed ove noi l'avessimo intrapresa, sussidiati da una delle potenze belligeranti, le nostre intenzioni, i nostri interessi, avrebbero potuto essere sconosciuti, così facendo, noi saremmo scesi in campo, non in quella condizione in cui deve scendere una nazione che si rispetta, e presso la quale sì grande è il sentimento dell'onore, come è la nostra.

E invero, o signori, io non esito a dire che se si fosse accettato un sussidio, la guerra sarebbe stata altamente impopolare nel paese, e più ancora nell'esercito. Credo poter dire che l'annunzio del trattato, quando esso stava ancora rinchiuso nelle pareti del gabinetto, fu accolto con singolare favore dai varii corpi dell'esercito; tuttavolta però, poco dopo i giornali avversi al trattato, e quelli in specie di un certo partito, avendo messo innanzi l'idea del sussidio, avendo voluto far considerare il nostro intervento come mercenario, si manifestò in quegli stessi corpi una vivissima indegnazione, e una grandissima ripugnanza non già a partecipare alla guerra, ma a parteciparvi come sussidiati, come stipendiati da un'altra nazione.

E che ciò sia vero, me ne appello alla testimonianza del mio onorevole amico il ministro della guerra non solo, ma a quella eziandio di tutti i militari di questa Camera da qualunque parte essi seggano.....

Voci. È vero, è vero!

Cavour. Io dunque reputo che il Ministero abbia operato rettamente, siccome lo richiedevano l'onore e la dignità del paese, ricusando di parlare di sussidii nelle trattative coll'Inghilterra.

Passo ora alle considerazioni economiche.

?rima di metterle in campo avrei certamente desiderato di rc alcuno dei deputati della Liguria, e specialmente di Ge-'a, i quali forse più degli altri sono in condizione di trat-e adequatamente questo argomento; tuttavolta siccome avete .ta la lettura della petizione dei negozianti genovesi, potete conoscere alcuni, se non la maggior parte degli argomenti : si mettono in campo per combattere dal lato ecoonomico nostro trattato di accessione.

Si dice che rompendo la guerra colla Russia, il nostro nmercio ne sarà grandemente danneggiato; ci si fa sentire e noi comprometttiamo proprietà di un immenso valore, e si trovano sul suolo russo. Mi sembra che vi sia una aordinaria esagerazione e nell'una e nell'altra asserzione.

Io non so capire come la guerra da noi dichiarata alla Rus-ı possa inceppare l'attuale nostro commercio.

La Camera sa che poco dopo la dichiarazione di guerra delle tenze occidentali alla Russia, questa vietò l'esportazione i cereali; e quindi interruppe il principal ramo di com-ercio che i nostri nazionali coltivassero nei porti russi. Ma non basta: le potenze alleate hanno testè dichiarato in ato di blocco tutti i porti del mar nero e del mar di Azoff; quindi debbo avvertire essere caduto in errore l'onorevole, putato Farina, giacchè ho ricevuto ieri copia della dichia-zione di blocco significato dai comandanti Bruk e Wailly governatore di Odessa, nella qual dichiarazione non solo porti del mar nero, ma anche quelli del mar di Azoff, e se-atamente i porti di Berdianska e Tangarok sono dichiarati stato di blocco.

Ora io non capisco quale specie di commercio i nostri ne-zianti possano fare colla Russia, e quale incaglio porti la chiarazione di guerra alle loro operazioni. Ma, si dice, i gozianti genovesi posseggono immense quantità di grano ei porti russi.

Io veramente non voglio venir qui a contestare fatti ac-ertati da persone autorevoli : tuttavia debbo dire che infor-

mazioni prese a sorgenti autorevoli, che conoscono molto bene la posizione della piazza di Genova non concordano pienamente coll'asserzione testè mentovata; imperocchè ci risulterebbe che la quantità dei cereali che in Russia è nelle mani dei nostri nazionali è ben lungi dal raggiungere la cifra a cui da taluno viene elevata; checchè ne sia, la guerra non può influire sulla condizione di tali negozianti, trannechè nel caso in cui l'imperatore Nicolò volesse colpire di confisca o di sequestro le loro proprietà.

Ora riguardo a questo timore ci assicurano due cose: 1. la dichiarazione dell'imperatore di Russia, il quale sino dai primordii della guerra disse che avrebbe rispettato gli averi e le persone dei sudditi delle potenze belligeranti; 2. l'interesse stesso della Russia. Infatti a questa preme assai che la guerra venga condotta coi maggiori riguardi per la proprietà privata; imperocchè in caso contrario non sarebbe difficile agli alleati il bombardare e brucciare Odessa, ovvero altra città del mar nero. Quindi io credo che i danni economici paventati in conseguenza di questa guerra siano molto tenui, e che la grande ripugnanza per la medesima alla quale accenna la petizione dei negozianti genovesi, di cui forse ci parleranno taluni dei deputati che rappresentano quella città, sia singolarmente esagerata. E difatti io vedo che i capitani mercantili genovesi, già da lungo tempo hanno dichiarato la guerra alla Russia, poichè in gran numero hanno noleggiate le loro navi alle potenze occidentali belligeranti, e stanno da più mesi nei porti del mar nero *(Viva ilarità)*.

E se non sono male informato (e le mie parole potranno venir confermate da un deputato che pure rappresenta la Liguria e che si trova tuttodì in comunicazione coi capitani mercantili), questa classe rispettabile e rispettata della popolazione genovese, è tutt'altro che ostile al trattato che abbiamo firmato.

Bo. Domando la parola.

Cavour. Io non mi dilungherò sulla questione militare che

all'uopo avrà campo a trattare l'onorevole mio collega il ministro della guerra. Mi restringerò solo a ribattere una obbiezione che fu messa in campo da molti oratori, quella tratta dal mal esito che ebbe finora la spedizione sotto Sebastopoli, e dai disastri toccati all'esercito inglese.

Non vi ha dubbio, o signori, che la spedizione di Sebastopoli non sortì un risultato quale ripromettevansi i suoi autori: ma ciò proviene (almeno così io credo) più da un errore commesso nei gabinetti, che da un errore militare.

I risultati della guerra, che la Russia combattè per molti mesi contro la Turchia, essendo stati molto sfavorevoli alla prima, ne derivò che nel pubblico europeo si concepì l'idea che le forze della Russia fossero poca cosa e si potessero con molta facilità debellare. Si era prima esagerata la sua potenza; e per una reazione tutta naturale si esagerò di poi la sua debolezza.

Epperciò la spedizione di Sebastopoli fu iniziata con mezzi non proporzionati alla grandezza dell'impresa. Quindi non è da stupire se non abbia sortito immediatamente quei risultati che se ne speravano.

Quanto poi ai disastri dell'esercito inglese, che sarebbe inutile negare, stimo non debba essere questo un motivo per farci dubitare del risultato finale dell'impresa, per indurci a credere che l'Inghilterra non sia nel caso e non abbia la ferma volontà di fare uguali, se non maggiori sforzi de'suoi alleati.

La storia di tutte le guerre, alle quali l'Inghilterra ha preso parte, ci dimostra che nei primordii essa ebbe sempre la peggio, che cominciò sempre con isforzi non in proporzione colla sua potenza, ma che i disastri sofferti, i rovesci patiti, invece di sfiduciarla, ebbero per effetto di inanimarla a maggiori sforzi, a maggiori sacrifizi, e che mentre i suoi avversari, dopo aver avuti alcuni successi, andavano perdendosi di coraggio, e scapitando di forze, essa, col progredire della guerra guadagnava in forze ed in mezzi di attacco. Questo, o signori, è accaduto nella gran guerra della rivoluzione francese.

Nel 1792 e nel 1793 gl'inglesi non toccavano che sconfitte, i loro mezzi erano bene scarsi a confronto di quelli degli altri alleati: ma gli altri alleati si stancarono, ed essi invece più fecero la guerra e più svilupparono le loro forze e giunsero a tal segno che nel 1814, se non erro, avevano quaranta mila uomini al loro stipendio. Quello che è ad essi accaduto in Europa, loro avvenne pure parecchie volte nelle Indie. Quasi tutte le prime imprese tentate colà dagli inglesi loro tornarono a male; non fu che dopo una buona sconfitta, un grande disastro che la Compagnia delle Indie spiegò mezzi bastevoli per conseguire l'intento. Tutti forse ricordano ancora la spedizione del Caboul tentata nel 1839, la quale ebbe per risultato l'intiera distruzione di un corpo d'esercito inglese. D'un corpo di 14|m a 15|m uomini non tornarono a casa, credo, che quattro ufficiali.

Una voce. Un uomo solo che era un medico.

Cavour. Ebbene dopo questo immenso disastro, che quasi non ha esempio, molti vaticinavano la distruzione della potenza inglese nelle Indie, credendo che colà fosse suonata la sua ultima ora. Ma ben lungi dall'avverarsi questo vaticinio, l'anno appresso gl'inglesi tornarono a Caboul con forze maggiori del doppio: e quanto nel secolo scorso per le guerre della rivoluzione francese, quanto è accaduto ora nel Caboul, credo che avverrà anche in Crimea. Io quindi sono convinto che possiamo nutrir fiducia che sui campi di battaglia troveremo i nostri alleati più forti e più potenti che non furono mai. D'altronde credo altresì che si sono di molto esagerati gli effetti del clima e delle condizioni del teatro della guerra. Se l'esercito inglese ha molto sofferto questo vuolsi attribuire forse a certi vizi inerenti ed alla sua organizzazione ed alla sua amministrazione. Noi vediamo difatti accanto al l'esercito inglese quello francese, il quale ha dato non minori e non meno luminose prove di coraggio e di ardire, pel suo migliore ordinamento e per la sua migliore amministrazione andar esposto a molto minore perdite. Noi vediamo che le forze

della Francia sono andate crescendo sotto le mura di Sebastopoli senza che le perdite sofferte siano in una proporzione molto elevata. Eppertanto siamo sicuri di trovare attualmente in Crimea in uno stato, oso dire, fiorente l'esercito francese e di vedere fra poco scendere di nuovo su quei lidi una più forte e meglio organizzata armata inglese.

Io dovrei per appagare il desiderio dell'onorevole deputato di Revel venire ad esaminare se la somma che ci è stata data ad imprestito, possa bastare al mantenimento del corpo che noi manderemo in Crimea. Ma perciò non sono uomo competente; posso solo assicurare l'onorevole preopinante che calcoli istituiti con molta cura al Ministero della guerra, hanno portata la convinzione nell'animo del ministro, convinzione che io divido, che la somma di 25 milioni sarà bastevole a tutti i bisogni della guerra, salvo che avvengano circostanze imprevedibili, disastri immensi che cagionassero delle perdite straordinarie in effetti, in approvigionamenti, in armamenti.

Io credo difatti che non essendo a nostro carico il trasporto delle truppe, e dovendo noi solo pensare al loro mantenimento, al loro vestiario, al loro armamento, ed alla cura dei malati, una somma di lire 1800 per cadun uomo, sia molto larga. Ma, lo ripeto, non potrei dare dei calcoli che si potessero giudicare appaganti. Ed invero non so come in presenza di questa Camera si potrebbe venir a discutere di cifre, di calcoli, di previsioni, che dipendono da una serie di ragionamenti e di dati che possono venire in larghissimi limiti contestati. Ripeto solo, che ho la ferma fiducia, che nulla succedendo di straordinariamente sfavorevole, la somma di 25 milioni è più che bastante.

So che relativamente alla convenzione militare ci si fa rimprovero, non già di avere stipulato l'invio di un corpo di 15 mila uomini in Crimea, ma sì di avere stipulato che questo corpo dovrà essere mantenuto nel limite di 15m uomini.

Ma, o signori, se noi volevamo che la nostra presenza in Crimea avesse un significato, se era nostro intendimento che



zione, avrebbe assunto il comando del corpo di
non era certo che i vuoti cagionati dalla guer
lattie, sarebbero a certi intervalli ripieni ; io s
nistro della guerra avesse grandemente ragione

Vengo finalmente alla parte politica della c
quale è forse la più importante, e certamente
e più difficile a trattare, massime per chi si tr
dizione di esser ministro degli affari esteri, dopo
spossato di forze ed avere già abusato lungam
zione della Camera.

Voci. Si riposi, si riposi *(Succede un ripo*
nuti).

Cavour. Signori! Il trattato, a detta di vari
produrre le più fatali conseguenze politiche,
esterne. L'onorevole Brofferio vi disse che quan
interna esso implicava un cambiamento di cond
la rinunzia dei principii sinora dal ministero p
plicava l'inaugurazione di un nuovo sistema,
non capire perchè, se questo malaugurato tr
pur essere firmato, non lo fosse dall'onorevole
suoi amici che seggono al lato destro della Ca

La Camera non ignora che appena fu conosciuto il trattato, i giornali che sostengono la politica dell'onorevole conte di Revel...

Revel. Lo nego.

Cavour.... dell'onorevole conte di Revel....

Revel. Lo nego.

Cavour... dell'onorevole conte di Revel...

Revel (con forza). Per la terza volta lo nego.

Cavour..... e dei suoi amici politici....

Revel. Ah! è un'altra cosa.

Cavour... *l'Echo du Mont-Blanc*, *l'Armonia*, *il Cattolico*, tutti questi giornali....

Revel. Domando una seconda volta la parola per un fatto personale.

Cavour... non conosco ancora il futuro giornale *La Patria*, quindi parlo dei giornali esistenti, tutti questi giornali attaccarono il trattato con ingiurie più veementi ancora di quelle che lanciavano contro il ministero, i giornali dirò, della demagogia.....

Voci. Oh! Oh!

Cavour. Sì, o signori, l'*Echo du Mont-Blanc* fu più violento della *Maga* a questo riguardo.

Lasciamo però stare la stampa. Ma nel seno di questa stessa Camera (e credo di non mancare alle convenienze, ricordando quanto succedette negli uffizi) quasi tutti gli amici politici del conte di Revel, non egli, parlarono e votarono contro il trattato e lo fecero apertamente con quella lealtà e quel coraggio che li distinguono. Dunque io non posso credere che questo trattato andasse tanto a genio a quel partito poichè l'osteggiava, e giacchè è lontanissimo dal mio pensiero il supporre che esso l'osteggiasse per ciò solo che non fu chiamato esso a firmarlo. Vede dunque l'onorevole deputato Brofferio, se la sua sentenza è esatta; se il partito a cui egli accennava sia poco logico, poco conseguente, poichè combatte

e respinge ciò che sarebbe a suo dire un trionfo della propria politica.

Ma, o signori, in che il trattato di alleanza colla Francia e coll'Inghilterra è contrario ai principii politici degli uomini che seggono su questi banchi? In che è avverso il sistema dal Ministero seguito? È forse da ieri che abbiamo proclamate le nostre simpatie per le potenze occidentali, per la Francia e l'Inghilterra? Ma io ricorderò alla Camera, ed in ispecie all'onorevole deputato Brofferio, il quale non può averlo dimenticato, che in ogni circostanza, e come ministro, e come deputato, e come giornalista, mi sono sempre dimostrato l'amico dell'alleanza inglese e francese, ed in ispecie caldo parteggiatore delle idee inglesi, al punto che mi ebbi più volte la taccia di anglomano. E quando all'esordire delle nostre libertà, io combatteva col deputato Brofferio non nel parlamentare arringo, ma nell'arena del giornalismo, egli, dopo aver cercato ogni maniera di argomenti per oppugnare i miei principii, non trovò nulla di più vivo, di più calzante per colpire a fronte dell'opinione pubblica, il giornale in cui io scriveva, che di chiamarlo un bel mattino *Milord Risorgimento* (*Viva ilarità*)

Brofferio. Domando la parola.

Cavour. Ciò posto, dopo aver sempre dimostrata la nostra simpatia per la Francia e per l'Inghilterra, e per le idee da esse esternate, noi non avremmo dunque potuto stringere un trattato di alleanza con queste nazioni? Noi saremmo stati assai perplessi se per una fatale calamità esse fossero scese a combattere in un campo diverso; ma quando per la prima volta si compieva il più gran fatto che si scorga nella storia moderna, voglio dire l'alleanza della Francia e dell'Inghilterra, la nostra scelta non poteva rimaner dubbia.

Si afferma che anche l'Austria è l'alleata di queste due nazioni. E che perciò? Se l'Austria, inaugurando una nuova politica, si volgesse anche essa contro il colosso del nord, dovremmo per ciò solo rimaner neghittosi, e colla nostra inope-

rosità essere di giovamento al maggior nemico che abbia la civiltà? No, certamente. E se mai accadesse che nell'avvicendarsi degli avvenimenti la nostra bandiera non si trovasse lontana dalla bandiera dell'Austria, io direi che è l'Austria che ha cambiato principii ma non già noi.

Ma forse l'onorevole deputato Brofferio, e coloro che sostengono che la nostra accessione al trattato debba portare una modificazione nell'indirizzo politico del nostro paese, pensano che vi fossero a quest'occasione sollecitazioni, consigli, inviti e pressioni per parte delle potenze estere.

Io a ciò ho già risposto in principio del mio discorso; vi ho risposto leggendo un documento il quale mi pare avere indubitata autorità e quindi non spenderò molte parole per ribattere quest'accusa. Credo però debito mio di dichiarare altamente che noi siamo entrati nell'alleanza, che ci siamo presentati alle potenze che c'invitavano a stringere patto con loro, coi nostri principii, coi nostri sentimenti, senza disdire nessuna delle nostre azioni passate, nessuna delle nostre aspirazioni avvenire, noi ci siamo presentati ad esse colla nostra bandiera alta e spiegata (*Bravo! dalla Camera e dalle tribune*).

E così facendo, o signori, noi non crediamo aver fatto un danno al sistema rappresentativo, alle idee saviamente liberali; chè anzi pensiamo aver conferito al sistema costituzionale, alle idee saviamente liberali di cui siamo stati e saremo sempre i fautori, una maggior forza; crediamo di aver loro reso un grandissimo servizio facendole riconoscere dalle primarie potenze d'Europa, facendole ammettere nel concerto Europeo. Noi crediamo con ciò di aver reso più saldo e più forte il fondamento dell'edifizio costituzionale che da sette anni andiamo lentamente innalzando; abbiamo la piena fiducia di aver maggiormente raffermata la bandiera tricolore che sventola su quell'edifizio, e di averle data forza bastante da poter nell'avvenire resistere del pari agli uragani rivoluzionarii come alle reazionarie bufere (*Bravo! Bene!*).

Io mi sono esteso forse più del dovere per ribattere l'ap-

punto d'inconseguenza che ci ha lanciato l'onorevole de Brofferio. Ma, signori, credo che di tutti gli appunti che sono fare ad un uomo politico, nessuno ve ne sia pii di quello di aver abbandonati i principii professati nel sua vita, nessuno più grave di quello di aver disdett tiera sua carriera. Io credo che niente nuoca di più a andamento del sistema costituzionale che l'instabilità, bilità degli uomini politici; giacchè questa instabilità di pii, questa mobiltà ha per effetto di sostituire la politic intrighi e degl'interessi personali alla gran politica de cipii e degli interessi generali. E poichè sono stato co a giustificare il Ministero dall'appunto di aver disdetto principii generali, io sono nella necessità di chiedere a mera la permissione di fare una digressione, onde ril una accusa d'inconseguenza che però non provocata e spettata, mi veniva gettata dall'onorevole conte di Reve *gni di viva attenzione).*

L'onorevole conte di Revel, per motivi che non sta di ricercare, ha stimato opportuno per far conoscere l opinioni, riguardo al trattato, di fare una rivista retrosp delle vicende, o per meglio dire della parte che egli preso agli eventi che si sono succeduti dal 1848 a questa Io non lo seguirò su questo terreno, giacchè ho più volt chiarato alla Camera, ed ora mi gode il ripetterlo, che di rassegna retrospettiva degli avvenimenti che ora sono ne minio della storia, non possa tornare giovamento al p che non possano risultarne che nuovi rancori, nuovi se discordia. Ma l'onorevole conte di Revel in questa Ri ha ricordato un atto nel quale io presi forse la parte princi l'atto col quale il Ministero presieduto da Massimo d'Az si separò dall'onorevole conte di Revel e da alcuni suoi a per istringere un'alleanza con un'altra frazione della Cam L'onorevole conte di Revel insinuò che quell'atto ebbe fu conseguenze, produsse diffidenze in tutta Europa, e fu la origine, la vera causa della nostra accessione al trattato.

Spogliando da ogni artifizio oratorio il suo discorso, egli voleva conchiudere che il trattato era necessario, perchè l'onorevole mio amico il Ministro Rattazzi sedeva nel Gabinetto *(Il deputato Revel fa un cenno affirmativo) (Movimento)*.

Ebbene, o signori, lo dichiaro altamente, lo dichiaro pure senz'animo di offendere chicchessia, senza voler menomamente scemare il pregio in cui debbono essere tenuti i membri della Camera, i quali appartengono alla frazione dalla quale io mi sono separato, dichiaro altamente non esservi alcun atto della mia già disgraziatamente alquanto lunga vita politica, che io ricordi con maggiore soddisfazione che quello il quale venne dal deputato Revel cotanto biasimato.

Posso, signori, farmi illusione; ma ho la ferma convinzione che quell'atto ha avuto per effetto di mantenere il nostro Governo in quella via di regolare e progressiva libertà in cui cammina dopo l'avvenimento al trono del prode Re Vittorio Emanuele.

Qui non credo necessario di entrare nei particolari di questa transazione, tuttavia, poichè sono stato, non volente, richiamato su questo campo, vi dirò quale sia stato il vero movente che mi ha spinto in allora a procacciare questa specie di spostamento di partiti.

Finchè in Francia durò il regime repubblicano, finchè le sorti di quel paese pendevano incerte avanti i risultati dell'elezione presidenziale del 1852, fintantochè lo spettro della rivoluzione sorgeva dietro l'immagine di quell'anno, io aveva la certezza che fra noi il partito reazionario nulla avrebbe tentato contro le nostre istituzioni, nulla avrebbe fatto per impedire lo sviluppo regolare dello Statuto; ma, quando, pel fatto del 2 dicembre l'ordine non corse più nessun pericolo in Francia, quando lo spettro del 1852 spariva interamente, io in allora pensai che, da un lato, la fazione rivoluzionaria non era più da temere, e dall'altro, che il partito reazionario od almeno quello che voleva arrestare il progressivo e regolare sviluppo dei principii dello Statuto, da quel giorno diventava

pericoloso. E fu perciò, o signori, che io credetti fosse non solo opportuno, ma necessario, indispensabile di costituire un grande partito liberale, chiamando a farne parte tutte le persone che quantunque avessero potuto differire sopra questioni secondarie, consentivano però nei grandi principii di progresso e di libertà. Ed io penso (sono costretto a dirlo) di aver reso con ciò un servizio al nostro paese, perchè stimo di avere così innalzata una barriera abbastanza alta onde la reazione non venga mai a superarla (*Segni di approvazione*).

Ecco, o signori, i motivi dell'atto che venne così aspramente censorato dall'onorevole deputato Revel.

Ma torniamo al trattato ancora per pochi istanti.

Gli onorevoli deputati che l'oppugnarono sotto l'aspetto politico dissero che non solo esso doveva portare all'interno fatali conseguenze, ma doveva avere per effetto conseguenze non meno gravi all'estero, doveva farci perdere ogni simpatia in Italia, doveva costituirci in opposizione a quella politica che si era seguita da parecchi anni.

Per corroborare questa asserzione un onorevole deputato il quale nella tornata di ieri ci narrò delle molte sue peregrinazioni in Italia ed all'estero (*Ilarità*), l'onorevole deputato Michelini G. B. ci disse.....

Michelini G. B. Domando la facoltà di parlare per un fatto personale (*Nuova ilarità*).

Cavour.... l'onorevole deputato Michelini ci disse che poteva farsi garante che le persone le più autorevoli le più gravi d'Italia, quelle che meglio rappresentavano il sentimento nazionale, condannavano apertamente il nostro trattato, e ci avevano ritirato il loro appoggio. A quest'asserzione io potrei opporre l'asserzione di molte altre persone che pure hanno peregrinato nell'Italia con un'efficacia per lo meno uguale a quella dell'onorevole preopinante, e che hanno maggiori relazioni in tutte le parti della penisola le più distanti, le quali affermano invece assolutamente l'opposto.

Ma io credo che non bisogna arrestarsi a questa natura di

argomenti. L'asserzione degli uni è distrutta da quella degli altri, e nè la Camera, nè il paese non possono valutare il peso a darsi alle une ed alle altre.

Io credo, o signori, che la questione debba considerarsi in sè E la nostra accessione all'alleanza fatale o giovevole all'Italia? ecco il punto da risolvere, ecco la questione cui conviene rispondere. Io credo di potere, senza esitare, rispondere che la nostra accessione è all'Italia giovevolissima.

Dapprima io debbo dire che noi siamo entrati nell'alleanza senza disdire le nostre simpatie esterne, come non avevamo disdetto i nostri psincipii interni. Quindi noi non abbiamo nascosto che c'interessavamo altamente all'avvenire d'Italia, che nutrivamo il vivissimo desiderio di vedere una volta migliorate le sue sorti.

Ma come mai mi si dirà, può questo trattato giovare all'Italia?

Risponderò: nel solo modo che sia dato a noi, e forse a chiunque, di giovare all'Italia nelle attuali condizioni di Europa.

L'esperienza degli anni scorsi e degli scorsi secoli ha dimostrato (l'ha dimostrato almeno a parer mio) quanto poco abbiano all'Italia giovato le congiure, le trame, le rivoluzioni ed i moti incomposti.

Lungi dal giovarle, sono stati una massima calamità che abbiano afflitto questa bella parte d'Europa.

E non solo, o signori, a cagione del gran numero delle disgrazie individuali che da questi fatti derivarono, non solo perchè furono cagione e pretesto di maggiori rigori ma specialmente perchè queste continue congiure, queste rivoluzioni ripetute, questi moti incomposti ebbero per effetto di scemare la stima, e fino ad un certo punto la simpatia che gli altri popoli dell'Europa per l'Italia nutrivano.

Ora, o signori, io credo che la principal condizione pel miglioramento delle sorti d'Italia, quella che sovrasta a tutte le altre, si è di rialzare la sua riputazione, di far sì che tutti i

popoli del mondo, e governanti e governati rendano giustizi alle sue qualità. E per ciò due cose sono necessarie: primo d provare all'Europa che l'Italia ha senno civile abbastanza pe governarsi regolarmente, per reggersi a libertà, che essa è i condizione di assumere le forme di governo le più perfett che si conoscano; secondariamente, che il suo valore militar è pari a quello degli avi suoi.

Voi avete pel passato reso questo servizio all'Italia coll condotta da voi tenuta per sette anni, dimostrando nel modo il più luminoso all'Europa come gl' Italiani sappiano governarsi con saviezza, con prudenza, con lealtà. Sta ancora a voi a renderle un'eguale, se non maggiore servizio; sta al nostro paese a dimostrare come i figli d'Italia sappiano combattere da valorosi sui campi della gloria. Ed io son certo, signori, che gli allori che i nostri soldati acquisteranno nelle regioni dell' Oriente, gioveranno più per le sorti future d'Italia di quello non abbiano fatto tutti coloro che hanno creduto operarne la rigenerazione con declamazioni e con scritti.

Io ho fiducia, o signori, d'avervi dimostrato come il trattato si debba accettare per prepotenti ragioni. Credo di avervi dimostrato altresì come esso non possa sortire gravi inconvenienti economici e finanziari; come dal lato militare non presenti quei pericoli che da taluno si vorrebbero far paventare; finalmente che esso debbe avere non tristi, ma liete conseguenze politiche.

Con ciò, signori, non ispero di aver convertito alla mia opinione quegli oratori che combattono questo grande atto del ministero; ma almeno confido di avervi tutti convinti che nelle negoziazioni che lo hanno preceduto non vi fu atto che potesse menomamente ledere la delicatezza e l'onore del paese.

Confido avervi convinti che i ministri nel conchiuderlo non furono da altro animati che dal sincero amor di patria e della gran causa della libertà che sempre li animò e che sempre li animerà e come ministri e come cittadini (*Vivi segni di approvazione*).

DISCORSO

DEL CONTE CAMILLO CAVOUR

PRESIDENTE DEL CONSIGLIO, E MINISTRO DELLE FINANZE

Pronunz. nel Senato del Regno il **14** *novemb.* **1853,**

A PROPOSITO DEL PROGETTO DI LEGGE

PER L'AFFIDAMENTO

DEL SERVIZIO DELLA TESORERIA GENERALE

DELLO STATO ALLA BANCA NAZIONALE

Signori Senatori, mi duole di dover esordire questa seconda parte della sessione, sorgendo a combattere le conclusioni dell'ufficio centrale, avendo in specie per organo l'egregio Senatore Giulio, uno dei membri più distinti di questa assemblea. Tuttavia nutrendo ferma convinzione essere l'attuale progetto di legge altamente richiesto dalla necessità presente delle nostre condizioni, io entrerò con coraggio nell'arringo, poichè sono chiamato ad incontrarvi un così potente avversario.

Le instituzioni di credito sono di data recentissima tra noi: nullameno in pochi anni hanno preso tanto e tale sviluppo, che il nostro paese può dal lato del credito sopportare il paragone di altre nazioni che ci avevano in ciò preceduti

Nell'esordire nella carriera del credito, il governo del Re non inalberò una decisa bandiera, non adottò un principio assoluto. Voi sapete, o signori, che in fatto di banca vi sono due scuole: l'una riconosce il principio della libertà illimitata delle banche, l'altra vuole restringere questo principio, e spinge talvolta la restrinzione fino al punto di concedere ad un solo stabilimento la facoltà di emettere carta di circolazione.

Nel principio, ripeto, il governo non si pronunziò nè per nè per l'altro sistema: fu approvata l'erezione in Geno una banca di circolazione, di deposito, di sconto, senza cedere alla medesima nessun speciale privilegio. Pocch dopo fu conceduta l'erezione in questa città di uno stabili analogo. Venne poi sancita con legge la fusione di ques stabilimenti sotto il nome di Banca Nazionale.

Una banca con un capitale di 8 milioni, quantunque risse tutte le garanzie di credito per ispirare piena fido pubblico ed agli esteri capitalisti, non era poi così al po rendere se non impossibile almeno difficile la concorren: nell'anno ora trascorso, nell'ultima sessione, si diede un più avanti, si autorizzò, cioè, la banca nazionale ad accr li suoi capitali da 16 32 milioni. Questa concessione tutt non fu gratuita; si impose alla banca un corrispettivo de cordatale facoltà, le si impose l'obbligo di tenere sem disposizione del governo la somma di 15 milioni, e l'o eziandio di stabilirne due soccursali, una a Vercelli e l'a Nizza.

Con questa legge, o signori, sicuramente non si è procl un nuovo principio; ma io credo che di fatti si abbia stabilire che non vi sarebbe nello Stato se non che un g stabilimento di circolazione.

Questa verità fu, mi pare, la parte apprezzata dell'eg relatore, il quale riconosce essere molto difficile che un n stabilimento di circolazione possa sorgere a fronte di quell esistente. Ed in vero io penso, che egli mai non si app anzi, andrò più oltre, e dirò essere non solo difficile ma impossibile che capitalisti ragionevoli intendano, nelle at circostanze, allo stabilimento di un banco di circolazione a fi di quello accennato.

Io proverò questo assunto con alcune cifre che non sar contestate. Quello che costituisce il beneficio di una ban circolazione, è di certo l'ammontare della circolazione m sima. Una banca che fosse ridotta a scontare col proprio c

tale, non ricaverebbe che un tenuissimo interesse dai propri fondi, giacchè non potrebbe scontare ad un tasso maggiore del corrente; e da questo prodotto si dovrebbe dedurre l'ammontare delle spese che sono sempre assai rilevanti per un grande stabilimento. Dico adunque, che una banca di circolazione non si stabilirà senza avere, non dico la certezza, ma almeno la fondata speranza di poter mantenere una circolazione maggiore del suo capitale. Ora, o signori, noi abbiamo nel paese una banca che ha un capitale di trentadue milioni; sedici già versati, otto da sborsarsi fra pochi giorni, altri otto da versarsi in un'epoca indeterminata se la legge è rigettata, da sborsarsi in epoca determinata se la legge venisse a ricevere la vostra sanzione.

Ma, o signori, una banca con trentadue milioni di capitale può facilmente, per ciò che riflette la garanzia che essa offre al pubblico, avere una circolazione, se non tripla, certamente doppia del capitale medesimo. Difatti la banca starebbe non solo nei limiti del suo statuto ma in quelli eziandio della massima prudenza, se avendo trentadue milioni di capitale, ne mantenesse sessantaquattro di circolazione. Ma, o signori, l'ammontare della circolazione di una banca non dipende dalla volontà della banca stessa; bensì unicamente dai bisogni economici del paese. Non si può mantenere una circolazione eccessiva in numerario, e ancor meno una circolazione eccessiva di carta; questa è una verità riconosciuta da tutti i cultori delle scienze economiche. Dico adunque che la banca potrebbe ragionevolmente, prudentemente esitare per sessantaquattro milioni di biglietti; ma io credo fermamente che essa non riuscirebbe, qualunque fossero i suoi sforzi, a mantenerli in circolazione: perciò io cito i fatti attuali.

La banca per provvedere ai bisogni del commercio, ha allargato di molto i suoi sconti nei mesi scorsi. Per poter fare queste operazioni fece incetta di capitali all'estero, e ciò nullameno non le riuscì mai di avere più di 40 milioni in circolazione: che anzi quando per mezzo straordinario raggiungeva

questa cifra, si vedeva operarsi un moto reale di regresso e la circolazione essere ricondotta da trentasei a trent'otto milioni. Questa cifra può parere troppo tenue; eppure noi vediamo negli altri paesi, dove l'istituzione di credito è molto maggiore, la circolazione non essere in ragione di gran lunga maggiore di quello che lo sia da questa cifra indicata; infatti nell'Inghilterra, dove l'uso del credito è penetrato in tutte le classi della società, dove la banca ha un'esistenza bisecolare, dove vi hanno molte banche private, dove un'infinità ne conta la Scozia e non poche l'Irlanda, la circolazione supera di poco i trenta milioni sterlini, cioè settecento cinquanta milioni. Se dunque la banca d'Inghilterra e le altre non giungono a mantenere una circolazione che superi i settecento cinquanta milioni, sarebbe un'esagerazione il credere che l'istituzione di credito presso noi potesse avere più di sessanta milioni in circolazione.

Io credo che non mi sarà contestato che l'ammontare degli affari in Inghilterra sia dieci volte maggiore dello ammontare dei nostri, epperciò non è esagerato il dire che la circolazione presso noi non possa superare il decimo della circolazione inglese. In Francia poi vediamo che la banca, favorita in ogni modo dal governo, avendo succursali in più di venti città dell'impero, giunse con mala pena ad avere una circolazione di seicento milioni.

Il quadro che porta il *Moniteur* di questa mattina fa ascendere, se non erro, la circolazione a seicento trentatre milioni; e la Camera osserverà come in questi ultimi tempi, appunto a ragione dell'aumento dello sconto, la banca di Francia fu più larga nelle sue operazioni, epperciò la circolazione fu maggiore che non fosse in tempi passati: così in tutta la Francia la massima circolazione a cui può raggiungere la banca essendo solo di seicento milioni, egli è razionale il credere che la massima circolazione nel nostro paese abbia anche solo da essere di sessanta milioni.

Ciò essendo è chiaro che la banca nazionale con un ca-

pitale di trentadue milioni è in grado di somministrare a tutti i bisogni economici del paese.

Il timore poi che si possa fondare da altri capitalisti un altro stabilimento di credito, io lo credo infondato; primo perchè giungerebbe dopo la banca nazionale; secondo, perchè difficilmente avrebbe un capitale così cospicuo da poter reggere alla concorrenza. Egli è dunque incontrastabile che per ora la legge votata nell'anno scorso, assicura la banca nazionale contro la rivalità di uno stabilimento capace a farle seria concorrenza. Ma l'onorevole relatore dice: fidatevi al genio della concorrenza: chi sa cosa potranno fare altre banche: creeranno nuovi affari, troveranno mezzo di aumentare questa circolazione, e se non ora, nell'avvenire.

Io non contesto la parte dell'argomento che si riferisce all'avvenire; è possibile che fra 50, fra 20 anni la circolazione nel nostro paese abbia da crescere così che possa sopportare (mi servirò di questa frase) una circolazione maggiore; ma per ora, lo ripeto, nuovi stabilimenti non giungerebbero ad aumentarla. Potranno spingere, e spingere in modo anomalo alla speculazione: potranno creare un maggior numero d'affari ma non già aumentare in modo stabile una maggiore circolazione.

Le migliaia di banche che esistono in America non hanno mai conseguito lo scopo di aumentare gran fatto la circolazione della carta americana; quindi, io lo ripeto, noi ci troviamo a fronte di uno stabilimento il quale non ha da temere seria concorrenza. Dal lato pratico siamo nella stessa condizione, che se avessimo concesso alla banca nazionale un semi-privilegio, le avessimo dato l'affidamento di non concedere ad altra società di stabilirsi sopra basi ugualmente larghe. Ciò essendo, cosa dovea fare il governo? Era inutile il prendere ad esame la grande questione della libertà delle banche o della loro restrizione, del privilegio o della libertà d'azione. Questa questione era di fatto sciolta.

Mi pare che quello che vi era di più razionale fosse di tro-

var modo di trarre tutto il vantaggio possibile da questo stato di cose.

Non creda il Senato, che io lamenti la legge colla quale la banca nazionale fu autorizzata a portare il suo capitale a trentadue milioni. Prima di chiudere questo mio discorso esaminerò la questione sollevata dall'egregio relatore e paragonerò il sistema delle piccole con quello delle grandi banche. Ma per per ora, dico, il governo non aveva da preoccuparsi di questa questione che era stata sciolta. Egli si trovava a fronte di un grande stabilimento, e però doveva cercare di trarne tutti i vantaggi possibili; egli è perciò che venne in pensiero di conchiudere una convenzione colla banca nazionale, in virtù della quale essa fu incaricata del servizio di tesoreria generale, imponendole in corrispettivo di questa specie di privilegio di fatto alcuni oneri. In che consiste la convenzione? Da un lato la banca si obbliga ad esercitare le funzioni di tesoreria generale; dall'altro il governo le concede la sola facilitazione di fare operare il cambio dei biglietti in tutte le tesorerie dello Stato.

Ma, o signori, questa seconda condizione può parere a prima giunta favorevole alla banca: non nego che la banca ne ritrarrà qualche benefizio, ma esso non è senza corrispettivo. Evidentemente la banca per provvedere al cambio dei biglietti in tutte le tesorerie dello Stato dovrà mantenere in ciascuna di esse una quantità considerevole di numerario: essa quindi sarà costretta a due cose; la prima ad avere un fondo in numerario maggiore di quello che le sarebbe bastato ove non esistesse questa condizione; la seconda di far viaggiare spesse volte il numerario da una parte all'altra dello Stato. Ma, mi si dirà, qual è il benefizio che il governo ritrae da questa convenzione? Il primo è quello di essersi levato il carico di mantenere la tesoreria generale, e di realizzare così un'economia; nè qui disputerò sulla cifra, se l'economia cioè sia più di venti, di quaranta, di cinquanta mila lire; io confesso schiettamente che questa è una considerazione affatto secon-

aria; ne faccio cenno onde nulla dimenticare. Il secondo antaggio che arreca, e che agli occhi miei è di gran lunga naggiore, è quello di accelerare di molto la circolazione dei iglietti e del numerario in tutto lo Stato, di aumentare l'attività economica nelle parti più vicine come più lontane dei ran centri dove finora è in gran parte concentrata.

Io credo, o signori, che facendosi generale l'uso dei biliettti di banca, verrà poi anche generale l'uso del reddito, e uindi si aumenterà l'attività economica su tutta la superficie el paese; questo a' miei occhi è di un'immensa importanza, erchè se vogliamo che il nostro paese raggiunga quel grado i prosperità a cui è chiamato, se vogliamo che possa venire in condizioni tali da poter sopportare i pesi dei quali l'abbiamo caricato, bisogna che le risorse tutte di esso si svolgano, nè solo quelle che si trovano nei gran centri, dove ono maggiori i lumi, dove maggiore è la spinta agli affari, ma nelle parti tutte dello Stato.

Il nostro paese, meno la terraferma, è in tali condizioni he tutte le provincie, nissuna forse eccettuata, sono suscettibili di vedere di gran lunga aumentate le loro forze produttrici, di vedere una grande attività economica; ma è necessario che in esse penetrino e il credito e tutte quelle istituzioni che gli danno largo sviluppo.

L'onorevole relatore dice: ma questo si otterrebbe del pari a società private e libere che stabilissero banche anche nelle ittà secondarie dello Stato. Io faccio avviso ch'egli qui si accia illusione: non credo che per molto tempo gli abitanti elle provincie siano in condizione di stabilire nel proprio aese delle banche di circolazione e di sconto. Ma, dirà forse onorevole relatore, si è stabilita una banca in Savoia: io gli sponderò esser ciò vero; ma è vero egualmente che questa stituzione durò molte fatiche, incontrò gravi difficoltà, e se on fosse stata in certo modo sorretta dal governo difficilmente avrebbe potuto aggiungere quello stato di floridezza in ui essa si trova.

D'altra parte la Savoia, per le condizioni topografiche in cui si trovava, non poteva, o almeno difficilmente avrebbe potuto profittare dallo stabilimento della banca nazionale. Era necessario che essa avesse uno stabilimento suo proprio; come egualmente bisogna che la Sardegna uno pure ne abbia di credito a lei speciale.

Ma per le nostre provincie continentali io credo che sarebbe follìa, follìa assoluta lo sperare lo stabilimento in alcuna di esse di una banca di circolazione.

Addurrò, a sostegno di questa mia opinione, quanto accadde rispetto alle succursali.

Noi abbiamo imposto alla banca l'obbligo di stabilire due succursali: essa lo accettò come un corrispettivo delle facoltà che le si facevano: ma vi oppose una tal quale resistenza perchè era convinta che queste succursali le darebbero tenuissimi benefizii; l'esperienza finora prova che essa non avea torto.

Nella succursale di Vercelli si sono fatti alcuni affari; ma quella di Nizza, che parrebbe avere maggiore importanza perchè città marittima, finora rimase pressochè oziosa.

Quest'esempio ci fa manifesto che per ora sarebbe vana speranza l'aspettare che istituzioni di credito sorgessero spontanee nelle città di provincia, laddove abbiamo argomento a credere che ove questa legge venga attuata, la banca sarà costretta ad aumentare le sue succursali, e ciò per un motivo semplicissimo: una delle cagioni, che aumenta le spese della banca, si è gl'impiegati numerosi che deve avere, e più ancora il movimento continuo dei fondi: con questa legge dovrà in ogni ipotesi sopportare il movimento dei fondi dal centro dove ha la sua sede principale, all'estremità dei capiluoghi di provincia; quindi non si opporrà più allo stabilimento delle succursali, la spesa del personale a cui deve la banca provvedere quando procede a simili stabilimenti; sarà più facile che si addivenga a questa creazione quando non avrà a sua

carico che una metà delle spese che ora deve sopportare per intiero.

Io dico adunque che con questa legge noi provvediamo assai più ai bisogni delle provincie, che non si sarebbe provvisto quando, non esistendovi una banca così potente come la banca nazionale, il governo avesse voluto affidarsi intieramente al principio dell'assoluta libertà bancaria.

Il ministero poi veniva mosso a trattare colla banca per ottenere lo stabilimento di una banca di circolazione in Sardegna ; e ciò fu l'argomento del secondo progetto di legge, a cui si riferisce pure questa relazione.

Qui debbo ringraziare l'egregio relatore che si mostrò un po' meno ostile a questa seconda idea.

Il governo crede, e crede fermamente, che non si possa operare progresso economico reale nell'isola, se ivi non si stabiliscono istituzioni di credito : crede che, lasciata a se stessa per ora la Sardegna non potrebbe sopperire a questo bisogno nè giungere all'erezione di una banca.

La necessità di questo stabilimento non è sentita, almeno io lo debbo pensare, giacchè mentre i Sardi sono sovente e con ragione molto tenaci sostenitori degli interessi della loro isola, quando questa legge fu discussa in un altro recinto, non ebbi la soddisfazione di vedere un solo deputato della Sardegna sorgere a sostenerla ; ma per non essere sentito questo bisogno io non credo meno essere egli reale, urgente. Io sono d'avviso che uno stabilimento bancario in Sardegna possa relativamente dopo poco tempo, rendere maggiori servizi, che non li rende sul continente. Appunto perchè in Sardegna le transazioni commerciali sono molto difficili, appunto perchè non vi è ancora l'abitudine del credito, è necessario lo stabilire una banca che faccia conoscere queste operazioni, che le renda facili, che le renda profittevoli.

Quando i Sardi avranno provato il beneficio della banca, quando un proprietario avrà provato che vendendo il suo grano a credito ad un negoziante che lo paga con una tratta paga-

bile a tre o quattro mesi (la qual tratta può essere scontata alla banca), e che facendo quest'operazione vende i suoi prodotti al 10 o al 15 per cento più di quello che sia obbligato a venderli in ora, quando infine è stretto dal bisogno del danaro, vedrete che anche i Sardi, che sono popoli molto intelligenti, in poco tempo si educheranno alle operazioni bancarie.

Convinto come era il ministero dell'importanza dello stabilimento della banca in Sardegna, convinto della impossibilità di far sorgere questo stabilimento per mezzo delle forze spontanee dell'Isola, egli ha dato un'immensa importanza al concorso della banca nazionale in tale instituzione; questo concorso egli lo reputava utile per due rispetti: primo, per la parte pecuniaria, cioè per i capitali che la banca nazionale avrebbe impiegato nell'erezione della banca sarda: secondo, per la condotta dello stesso stabilimento.

Non v'ha dubbio che la banca di Sardegna trovandosi in certo modo banca filiale della banca nazionale, avrebbe avuto nei suoi primordii ad incontrare molte minori difficoltà, che se fosse sorto uno stabilimento affatto indipendente: la banca nazionale avrebbe aumentata la sua forza morale e anche soccorsa coi suoi capitali.

Ripeto, quando la banca nazionale avrà un capitale di 32 milioni, questo capitale, sarà per molti anni superiore ai bisogni delle provincie, e quindi quando occorresse, potrebbe soccorrere a quella della Sardegna.

Ove il Senato rigettasse il progetto di legge, evidentemente questo voto trarrebbe seco la reiezione della seconda legge, farebbe sparire la speranza di veder sorgere nell'Isola uno stabilimento di credito; epperciò o signori, io vi prego, io vi supplico di voler porre mente a queste importantissime considerazioni. Ma, o signori, a queste considerazioni se ne aggiunge una molto più grave, anzi lo dirò schiettamente, la più grave. Con questa convenzione si è voluto in certa guisa riunire gl'interessi della banca con quelli del governo, si è voluto fare in modo che la banca fosse moralmente costretta a

soccorrere in ogni circostanza il governo, si è voluto, dirò così, legare la sorte della banca con quella dello Stato.

Mi si obbietterà che lo sono già, e che lo Stato non può soffrire senza che la banca soffra; ma ciò è in certi limiti. Se la banca fosse assolutamente indipendente dal governo, questo potrebbe trovarsi in circostanze difficilissime, senza che essa fosse poi nella necessità di mettere a disposizione del governo tutte le sue risorse. Una crisi finanziaria governativa diminuirebbe l'ammontare degli affari della banca, ridurrebbe i suoi benefizi certamente, ma non l'impegnerebbe in modo assoluto. Invece la banca diventata in certa maniera agente del governo, le sue sorti si trovano confuse con quelle del governo stesso e gli procacciano, io credo, un grande aumento di forza.

Nei tempi ordinarii e più ancora negli straordinarii le banche sono state di un potentissimo aiuto a molti governi. Io tengo per fermo che Guglielmo Pitt non avrebbe potuto sostenere la lotta di gigante che egli sostenne contro la repubblica, e quindi contro l' impero francese, se non avesse avuto l'aiuto della banca d'Inghilterra, e, per nostra mala sorte, io credo che la banca di Vienna sia entrata per molta parte nei felici risultati che ottenne l'Austria nella guerra del 1849.

Se questi due stabilimenti non avessero esistito, o non fossero stati stretti col governo con vincoli tali da non poter essere spezzati, io ho l'intimo convincimento che l'Inghilterra prima della pace d'Amiens avrebbe fatto bancarotta, e lo stesso sarebbe arrivato all'Austria nel 1849.

Ma senza andare cercando esempi altrove, io ricorderò i fatti che si sono verificati nel nostro paese.

Egli è indubitato che, se nel 1848 il governo non avesse costretto la banca di Genova a venire in suo aiuto, il governo non avrebbe potuto superare le difficoltà finanziarie che s'incontravano allora. Se dunque la banca di Genova ristretta al solo capitale di 4 milioni potè rendere tali servigi

al governo, io non dubito che uno stabilimento con un ca|
tale di 32 milioni, sarà nel caso di dargli ben altri sussi(
Ma, mi dirà l'onorevole senatore Giulio, ma poichè la ba
di Genova che non era tesoriera generale, ha reso questi s
vigi, perchè volete, onde ottenere lo' stesso intento, fare
banca nazionale tesoriera generale? Io non ricorderò tı
le circostanze che concorsero a condurre la banca di
nova a fare quell'ufficio nel 1848, ma osservo che se il
verno ottenne allora quel concorso, non sarebbe ugualme
certo di ottenerlo in altro caso se la banca non fosse leg
con esso. Dirò di più, che sono intimamente persuaso che
governo non avrebbe trovato nella banca nessun appoggio
vi fossero state parecchie banche autorizzate di circolazio
ed avrebbe dovuto rinunziare alla speranza di essere da
banca sovvenuto. Se io giungessi a far penetrare nei vos
animi questa mia convinzione, io non dubiterei della bu
riuscita di questo progetto, poichè a fronte dei benefizii c
io veggo possibili, in casi difficili gl'inconvenienti indicati d
l'egregio relatore e quelli che per avventura potesse non
vere ancora rinvenuti nel primo esame che fece della leg
sarebbero poco. Io vi prego adunque, o signori, di ben p
derare questa considerazione politica; considerazione c
nelle attuali circostanze acquista sicuramente una grandissi
gravità.

Ma finora non ho parlato che dei benefizii che il gover
il Ministero aspetta dalla legge. Alcuno forse, più indulge
del relatore, concederà che questa legge ha qualche cosa
buono, ma dirà: voi dimenticate gl'inconvenienti: il prim
quello di porre il governo nella dipendenza della banca; e
fatti voi col farla tesoriere generale costringete il gover
lasciare a libera disposizione della banca tutti i suoi fon
Questo, signori, è un errore che nasce forse dalla non bast
temente retta interpretazione della parola tesoreria general
Nel nostro sistema, o signori, abbiamo, è vero, un tesoria
enerale, il quale riassume tutta la contabilità, e a nome d
quale, in modo fittizio, tutto si paga e tutto si riscuote; m

ıfatti i pagamenti, le riscossioni si fanno dai tesorieri provinciali: nel nostro sistema finanziario, che non fu in nulla a questa parte variato dall'ultima riforma dell'amministraione centrale, tutti i contabili debbono versare i fondi nelle asse delle tesorerie provinciali : nessun contabile può versare ella tesoreria generale, salvochè versi per conto di un conabile terzo : ma allora ritira una quitanza per conto di un tesoriere provinciale.

Legalmente tutti i pagamenti debbono operarsi nelle tesoerie provinciali ; non vi è bisogno di un ordine per far versare da contabili nelle tesorerie provinciali ; è la legge che l'impone quest'obbligo; ma i fondi una volta versati nelle tesorerie provinciali, non possono uscirne per passare in altra esoreria e nella tesoreria generale, se non in seguito ad un rdine preciso del ministro delle finanze. Pel passato ed oggi ancora, era dato a nome del ministro dall'ispettore generale dell'erario, che sarà a far tempo dal 1.o gennaio, surrogato dal direttore del tesoro, a nome del ministro medesimo, cosicchè il Senato vede che tutti i fondi debbono andare nelle esorerie provinciali.

Per facilitare il servizio, per provvedere a molte spese, in ora si fanno versare dalle tesorerie provinciali nella tesoreria generale, che poi paga la tesoreria d'azienda; ma, lo ripeto, questo si fa ad arbitrio del ministro, quindi quando noi abbiamo investito la banca della qualità di tesoriere generale, non abbiamo preso l'impegno di far concorrere nella sua cassa nemmeno uno scudo. Non dico che non si farà; dichiaro anzi apertamente che se la legge fosse votata, ed io dovessi farla eseguire, lascierò correre naturalmente i fondi nella cassa della banca, perchè così vengono ad aumentare quella massa che poi si spande per mezzo dello sconto, delle anticipazioni in tutto lo Stato, e in tal modo invece di rimaner infruttiferi nella cassa della tesoreria, fertilizzano tutta la superficie economica dello Stato. Ma ove la banca desse motivo, non dico di sospetto, ma di minimo lamento, il ministro delle finanze

sospenderebbe i versamenti nella tesoreria generale, e farebbe fare tutti i pagamenti dalle tesorerie provinciali direttamente, e la banca avrebbe il peso del servizio della tesoreria generale senza il beneficio del conto corrente governativo.

Mi pare quindi che in ciò il sistema nostro è molto più vantaggioso al governo che non lo sia il sistema inglese o belga. Il Senato sa che nel Belgio ed in Inghilterra le banche esercitano non solo le funzioni di tesorerie generali, ma di tesorerie speciali. In Inghilterra tutti i contabili delle dogane, delle contribuzioni indirette versano indirettamente e non per ordine del cancelliere dello scacchiere ma in virtù di una legge. Nel Belgio è lo stesso. Ivi la banca nazionale surroga non solo le tesorerie generali ma tutti i tesorieri, dimodochè nel Belgio non vi sono tesorerie. Nel sistema Belga sì che si può dire che il governo è costretto ad affidare i suoi fondi fino all'ultimo centesimo alla banca nazionale; sicchè se in quei paesi si sono imposti alle banche alcuni oneri, le si è dato l'immenso vantaggio di poter disporre di tutti i fondi del governo.

Voi vedete, o signori, che nel nostro sistema il governo è assai più indipendente dalla banca, il patto molto più favorevole al governo che non lo sia alla banca; onde mi meraviglio un poco che nella relazione il sistema sia stato indicato come cosa eccessiva facendo un favore così grave alla banca, mentre, lo ripeto, il favore è di gran lunga inferiore a quello che vien fatto alle banche d'Inghilterra e del Belgio.

Ma un altro inconveniente indicato dall'onorevole relatore si è questo: egli dice: voi rendete le crisi più facili ammettendo il cambio a tutte le tesorerie, e in caso di crisi, le rendete più gravi. Il fluido metallico sgorgando da una infinità d'orifizi se ne andrà via più presto che se non uscisse che dalle sedi principali e da alcune succursali.

Contro questo pericolo ci rassicura prima di tutto l'ingente capitale della banca. Una banca con un capitale di 32 milioni pel nostro paese, pelle sole provincie di terraferma, per una popolazione non maggiore di 3 milioni e mezzo è un fondo

larghissimo, un fondo che può sopperire a tutti i bisogni ordinari.

Ma, dirà l'onorevole relatore, può nascere una crisi. Io rispondo con tutta schiettezza: se sarà una crisi ordinaria, una crisi commerciale, allora la banca potrà facilmente superarla perchè (ed è un argomento che mi riservo di trattare) una gran banca nelle crisi ordinarie non solo dispone delle risorse interne, ma può facilmente procurarsene all'estero, imperciocchè con un capitale di 32 milioni, quand'anche arrivasse una crisi promossa da alcune circostanze economiche, troverebbe facilmente soccorso presso gli stabilimenti e capitalisti esteri.

Dunque allorchè una crisi è ordinaria, non mi spaventa quand'anche il cambio sia aperto presso tutte le tesorerie. Se poi sorgesse una di quelle crisi politiche che si estendono a tutta l'Europa, come per esempio quella del 1848, allora, o signori, non vi sono nè piccole, nè grandi banche, nè banche concentrate, nè banche diffuse, nè banche facenti funzioni di tesorerie generali, nè banche indipendenti: si farebbe quello che si è fatto nel 1848 non solo presso noi, non solo nei paesi esposti a vicende politiche, ma anche in quei paesi che furono dalle facende politiche preservate come il Belgio: sarebbe cioè necessità di dare il corso forzato ai biglietti.

Io dico adunque che questo timore non ha solido fondamento, che anzi quella facilità di circolazione che daranno alla banca i biglietti, la facoltà di essere cambiati in tutte le tesorerie, farà sì che, in tempo di crisi, minori biglietti verranno al cambio, dico della crisi di prima specie (contro la seconda ho dichiarato apertamente non esservi rimedio): e ciò perchè le crisi commerciali più gravi provengono o per speculazione eccessiva o per bisogni straordinarii d'incetti all'estero, cioè quando vi è gran bisogno di spedire numerario all'estero e quando il debito del paese all'estero si accresce. Ora, o signori, chi sono i debitori all'estero? Sono quei negozianti che fanno il commercio coll'estero, e che si trovano nei grandi centri; ecco ciò che produce il ritiro del numerario : non sono i privati

i quali cambiano un biglietto di mille franchi per spendere gli scudi che ricevono; la diminuzione del numerario proviene dalle operazioni che debbono fare i banchieri per soddisfare il debito all'estero; non è dalle succursali che escono gli scudi, ma dalle città principali.

In quest'anno la banca ha dovuto spedire all'estero non so quanti milioni di scudi; cambiò per quasi un milione alla settimana: ebbene, io son certo che su questo milione novecento cinquanta mila lire furono cambiate dai negozianti aventi relazioni coll'estero. Ora questi, lo ripeto, non si trovano che nei grandi centri non si trovano che a Torino e a Genova, quindi nelle crisi ordinarie avrete un cambio notevole nelle grandi città, e sarà nullo nelle piccole, poichè in queste dove non si hanno relazioni coll' estero, non vi è motivo per cambio, ed il biglietto continuerà a correre. Egli è per questo ch' io ho ferma opinione che la circolazione estendendosi in tutte le provincie, mercè la facoltà del cambio, renderà meno grave quell' oscillazione inevitabile in un paese che ha molte relazioni commerciali all'estero.

Ma il principale obbietto che si fa a questa legge, quello che, a dire il vero, ha a' miei occhi maggiore gravità (gravità che io sono lontano dal disconoscere), obbietto che fu molto opportunamente citato dall'egregio signor relatore, si è che con questa legge voi pregiudicate il principio di libertà delle banche, di cui l'onorevole relatore si dichiara propugnatore deciso.

Io non imprenderò avanti a voi, o signori, a trattare diffusamente questa questione che ha fatto argomento di tante e così lunghe e così varie discussioni; io mi restringerò ad accennarvi alcuni fatti, alcuni argomenti che mi paiono avere un grande peso, ed ai quali forse non avrà badato l'onorevole relatore.

Prima di tutto io osserverò, questa questione non essere stata asciolta in modo assoluto nè dagli scrittori, nè dagli eco-

mini di Stato. Vediamo scrittori insigni e uomini di Stato dissidenti: i finanzieri d'abilità conosciuta professare quali una dottrina, quali un'altra.

Il sistema delle libertà delle banche esiste in quasi tutte le parti d'America, od almeno nella sua parte più commerciale.

Il principio della restrizione esiste nella massima parte dei paesi europei. Ora, o signori, vi prego di porre mente a questo argomento.

In Inghilterra il principio della restrizione esisteva dal primordio dello stabilimento delle banche di circolazione: venne però allargato nell'anno 1825, anno nel quale con legge fu permesso lo stabilimento del *John stock Banks*.

Accanto all'Inghilterra, nella Scozia, esisteva il principio della libertà delle banche; quindi gl'Inglesi avevano sott'occhio i due sistemi. Gli uomini di Stato di quel paese avevano sott'occhio il sistema della libertà in Iscozia, e quello della restrizione quasi assoluta esistente prima del 1825, e quindi della liberta, dirò, temperata dal 1825 in poi.

Ebbene, nel 1844 che cosa si fece? Cosa fece allora l'insigne uomo di Stato, il finanziere il cui nome sarà sempre un'autorità per i cultori delle scienze economiche: cosa fece sir Robert Peel? Quale sistema fra i due prescelse egli? Prescelse quello della restrizioni. Il Senato sa che coll'atto del 1844 non si distrussero le banche esistenti, le banche private, ma si proibì lo stabilimento di nuove banche, e si limitò la circolazione di tutte le banche esistenti in Inghilterra. Non si toccò lo stato delle cose nella Scozia, ma però in Inghilterra si fece un passo indietro: si tornò verso il principio delle restrizioni delle banche.

Io credo che questa sia un'autorità di molto peso: si tratta del popolo il più commerciante del mondo: del popolo governato, senza far torto a nessuno, da ministri insigni: si tratta di un atto fatto dal primo uomo di Stato che l'Inghilterra abbia avuto dopo la morte di Guglielmo Pitt. Ma invocherò ancora un altro esempio. quello del Belgio. Nel Belgio non esisteva

in modo assoluto nè l'uno, nè l'altro sistema: tuttavia poco a poco, e sotto il governo degli Olandesi, e quindi nei primi anni del governo di Leopoldo, vi si erano sostituiti varii stabilimenti di credito.

Il primo fu la società generale con un capitale nientemeno che di 60 milioni. Poi la banca Belga, poi, se non erro, una banca ad Anversa, un'altra a Gand, ecc.

Arrivati al 1848, tutti questi stabilimenti fecero mala prova: l'avevano già fatta prima d'altronde; la concorenza di queste istituzioni di credito non procurò al Belgio nessun benefizio, e dopo la crisi del 1848 cosa fece il governo Belga? Andò egli avanti nel sistema della libertà delle banche? No signori: ritornò indietro: stabilì una banca nazionale, l'investì di un privilegio che, dichiaro schiettamente, non vorrei dare alla Banca Nazionale, poichè fece della banca il cassiere di tutti i fondi dello Stato.

Pose negli scrigni della banca fino all'ultimo scudo al governo appartenente; e questo fu fatto da un uomo finanziere in fama di grandissima abilità, dal sig. Von-Orban, da un uomo che qualunque sia il giudizio che si possa portare sulle sue opinioni politiche, non si potrà negare essere il finanziere più abile, che abbia prodotto il Belgio finora.

Dico dunque che questi due esempi sono gravissimi.

Ma si opporrà, come fece e come farà l'onorevole relatore, l'esempio dell'America; ebbene io dico schiettamente che è appunto l'esempio dell'America, quello il quale mi fa propendere specialmente per l'altro sistema. Io non farò la storia delle banche americane, ma tutti coloro che hanno tenuto dietro ai fatti che si sono succeduti colà, attribuiscono le commozioni commerciali alle banche.

Si noti che io qui intendo parlare dell'America considerata nel suo complesso, non considerata in piccole frazioni, non la Rochelande, nè il Kentuki: considerata come tale nel suo assieme economico, essa è il paese delle grandi crisi, delle grandi commozioni commerciali, e ciò malgrado delle risorse impareggiabili che racchiude in sè.

Gli autori americani negano che ciò si debba attribuire alle banche: ma per contro tutti gli autori inglesi portano quest'opinione; nullameno io non professo su questo punto opinioni intieramente assolute; io non credo che si possa dire in modo generale che si abbia da bandire il principio della libertà delle banche, oppure che si abbia da bandire quello che non si debba mai arrivare ad un grande stabilimento bancario; io vi dirò schiettamente qual è su questo punto la mia opinione; io credo fermamente che in quei paesi i quali non hanno grandi relazioni coll'estero, che per la loro condizione non possono cadere in gravi difficoltà economiche, credo, dico, che in tali paesi il governo non abbia mai bisogno dell'aiuto dell'istituzione della banca di credito; io credo che per essi il principio della libertà delle banche sia da preferirsi all'altro, e se io fossi scozzese del Konnectikut o del Rochelande, propenderei coll'onorevole relatore pel sistema della libertà bancaria.

Ma ho egualmente ferma credenza che nei paesi in cui vi sono relazioni immense coll'estero, in cui gli stabilimenti di credito possono su queste relazioni avere una grandissima influenza, e in cui il governo è costretto a ricorrere di quando in quando al sussidio delle banche debba assolutamente preferirsi il sistema delle grandi istituzioni.

Comincerò dalla seconda parte, che è quella dei governi, e vi dimostrerò l'inconveniente del sistema delle piccole banche anche nelle loro relazioni con quei governi i quali non hanno bisogno del sussidio delle banche. I governi in tempi regolari quando non escono da crisi finanziarie, debbono avere sempre nelle loro casse dei fondi per poter far fronte ai bisogni correnti, ed io penso sia un principio di un buon finanziario, quando esiste una banca nazionale in relazione col governo, che i danari invece di giacere inoperosi nelle casse, questi danari siano versati nelle casse della banca, e quindi dalla banca posti in circolazione.

Che questo sia un grande benefizio, anche l'onorevole signor relatore non lo contesterà; non so se l'Inghilterra si trove-

rebbe molto bene se i dieci milioni di lire sterline che di quando in quando sono nella banca d'Inghilterra, si trovassero invece o alla torre di Londra, o nelle sacristie di Whitehall. Io credo che il paese non se ne troverebbe bene, d'altra parte ne abbiamo un esempio, quello dell'America che vi è tanto citato, in virtù della moltiplicità delle banche. Colà il governo non può affidare i suoi fondi a nessuna banca: sarebbe un'ingiustizia ed un favore, ed anche questo farebbe correre pericolo allo Stato; quindi vi fu una legge passata dal congresso degli Stati Uniti che pose alle finanze l'obbligo di mantenere ne' suoi scrigni tutti i fondi e di mantenerli in scudi, in oro.

Il governo americano è nella dolorosa condizione di avere un bilancio che invece di saldarsi con *deficit* presenta un avanzo molto cospicuo, e questo avanzo si è ripetuto per più anni; esso trovasi nella dolorosa condizione di tollerare nelle sue casse 150 milioni di franchi, e di averli in oro.

Questa sostrazione di 30 milioni annui in oro dalla circolazione è considerata da tutti i partiti in America e dai wighs, e dai radicali bianchi, e dai radicali neri come un inconveniente grandissimo, al quale il governo non può rimediare perchè non ha mezzi di porre questo numerario in circolazione. Ed è mio fermo avviso che sia questa una delle crisi attuali che travaglia l'America, perchè con tutte le sue banche, al giorno che parliamo, lo sconto si trova al 16 per cento alla Nuova Orleans, ed io credo che uno dei motivi di questa elevazione straordinaria dello sconto sia appunto la stagnazione della circolazione di 30 milioni di dollari, inconveniente che non si produce nè in Francia nè in Inghilterra, qualunque sia la floridezza del tesoro pubblico, giacchè come io accennava poc'anzi, anche in Inghilterra la banca ha un conto corrente col governo di una somma maggiore di quella di trenta milioni, e credo che sia pervenuto sino a 10 milioni sterlini, cioè 250 milioni.

Ecco dunque uno dei gravissimi inconvenienti del sistema

della moltiplicità delle banche rispetto ai governi. Quest'inconveniente non si trova nella Scozia, perchè il governo inglese ha una grande banca che gli serve da cassiere, che riceve i fondi e li mette in circolazione, e le banche così possono fare assai bene le loro operazioni.

Lo spirito poi delle grandi banche si manifesta specialmente in quei paesi i quali si trovano in relazione continua coll'estero, e che possono esercitare sopra di esse una grandissima influenza.

Come io già accennava, le crisi commerciali le più pericolose sono promosse per effetto di speculazioni troppo spinte, o per necessità di straordinarii acquisti all'estero, il debito della nazione, rispetto all estero, si vede rapidamente aumentare, e quindi ne viene necessità di esportare una grande quantità di numerario, così che poi si può dire che l'esportazione del numerario è l'ultimo motivo della crisi.

Per impedire quest'esportazione gli stabilimenti di credito non hanno che due mezzi: il primo è di rialzare lo sconto, il secondo è di trovar modo di far venire del numerario mediante il credito del quale gli stabilimenti godono all'estero.

Io opino che gli stabilimenti ben diretti abbiano prima d'ogni cosa ad impiegare il primo mezzo, e quando vedono avvicinarsi una crisi, debbono aumentare lo sconto. Ma io credo altresì che, ove non s'impiegasse in certe circostanze l'altro mezzo, la crisi continuerebbe ad aumentare finchè lo sconto fosse innalzato ad un tasso esorbitante.

Ora io non nego che, sia che vi siano molte banche, sia che ve ne sia una sola possono tutte applicare il primo rimedio, quello cioè dell'aumento dello sconto; ma il secondo rimedio, quello dell' importazione del numerario dall' estero non può essere applicato che dai grandi stabilimenti; e ne abbiamo la prova dai fatti accaduti negli scorsi anni in Europa, ed in America dai fatti attuali.

Vi ebbe una gran crisi in Inghilterra (non ricordo più bene l'anno), e quella banca tolse ad imprestito cinquanta milioni

da quella di Francia. Credete voi che, se invece della banca d'Inghilterra con un capitale di 14 milioni sterlini vi fossero state dieci, venti, trenta, cinquanta banche in Inghilterra, avrebbero trovati 50 milioni a Parigi? No certamente.

Pochi anni dopo accadde il contrario: vi fu crisi in Francia: la banca di Francia trovò del danaro, trovò 50 o 60 milioni presso l'imperatore di Russia. Credete voi che se invece della banca di Francia, di uno stabilimento con 110 milioni di capitale, vi fosse stata un'infinità di piccole banche, queste avrebbero ottenuto danaro dall'imperatore di Russia? No, signori!

Finalmente veniamo a noi. La nostra banca, rispetto agli affari che tratta, è in condizione per lo meno solida quanto le banche di Francia e d'Inghilterra; ebbene in una circostanza difficile ha trovato e trova tuttora danaro all'estero. Il Senato sa, e lo può vedere nel conto reso dalla banca, come essa l'anno scorso abbia fatto venire persino dieci milioni di numerario in una volta; sul suo credito ha trovato case estere che le hanno prestato dieci milioni. E credete voi che se invece di una banca di 16 milioni, vi fossero state dieci banche di uno o di due milioni, avrebbero trovato dieci milioni all'estero? Questa è una vera illusione. E poi vedete in America, quel paese classico del sistema bancario; v'è in questo momento una crisi spaventevole, e lo sconto è al 16 per cento, mentre a Londra, quantunque sia cresciuto, è al 5 e 1|2 per cento. Perciò egli è evidente che sarebbe un'ottima operazione bancaria di togliere ad imprestito danari a Londra, di pagare il 5 e 1|2 per cento, oltre la commissione ed il trasporto del danaro, per andarlo a scontare sulla piazza di Nuova-York al 12 ed al 16 per cento.

Quando tutte le spese potessero poi costare il 3, il 4 sarebbe il *maximum*, al 5 e 1|2, che è la tassa del danaro a Londra, si aggiunga il 3, fa l'8 e 1|2; vi sarebbe ancora un margine del 6 per cento: eppure le banche non trovavano nessun danaro. Questo vi prova, e vi prova potentemente, che

per provvedere ai bisogni delle crisi, prodotte da sconcerti nelle relazioni coll'estero, il sistema delle banche potenti e forti, è di gran lunga a preferirsi al sistema delle piccole banche.

Nè si dica che il sistema delle piccole banche possa accrescere la circolazione; che anzi, massime nei tempi di crisi, entrerà assai più nel pubblico la diffidenza, se vi è molta carta in circolazione, se vi sono così piccoli stabilimenti, che non se ve n'è uno solo. Lo dimostrerò col giornale che ho ricevuto ieri, ove si descrive lo stato di circolazione del numerario a Nuova-York. Lo ripeto, non posso prendere ad esempio le banche che sono in paesi agricoli, che non hanno relazioni coll'estero: farò il paragone fra quello che si fa presso noi, con quello che si fa a Nuova-York.

Il 22 ottobre le banche di Nuova-York avevano in cassa (vi prego di notare le cifre) 10 milioni di dollari e 9 milioni in circolazione. Voi vedete dunque che queste banche non erano quasi più banche di circolazione. Quando il numerario che è in cassa è uguale a quello in circolazione della carta, io non vedo che beneficio facciano come banche di circolazione: sostituiscono il comodo della carta ai dollari; ma come banche di circolazione non producono benefizio alcuno, e si restringono all'uffizio di banche di deposito.

Ma mentre noi vogliamo in certo modo ristretta la facoltà di stabilire banche di circolazione, in quanto alle banche di deposito noi abbiamo con tutte le nostre forze cercato di promuoverne lo stabilimento a Torino, Genova e Ciamberì, e in molti altri luoghi, e vi saremmo sempre disposti e favorevoli.

Voi vedete quindi, o signori, che se il sistema della libertà delle banche può dare ottimo risultato in certe località, in località direi, in certo modo secondarie, ove queste banche non si trovano in relazione necessaria col governo, ove non hanno ad esercitare nessuna influenza sulle relazioni del paese coll'estero, queste banche molteplici non possono assolutamente reggere

al confronto quando si tratti di grandi centri, quando trattisi di stabilimenti chiamati a regolare le relazioni del paese coll'estero e facilitare le operazioni del governo. Ma comunque sia, o signori, finirò come ho principiato. Ora lo abbiamo questo sistema delle delle grandi banche, e quand'anche fosse stato un errore il promuoverle, non si può tornare indietro. Se voi non adottate questa legge cosa accadrà? Accadrà che avrete tutti i pretesi inconvenienti del sistema attuale, e non avrete i benefizii supposti del sistema delle molteplici banche, e non trarrete alcuno di quei vantaggi che può presentarvi la grande banca e in tempi ordinarii e in tempi straordinarii di crisi.

Mi pare quindi, o signori, che non può più essere dubbio in ora ciò che debbesi fare; parmi non poter essere dubbia la convenienza di dar l'approvazione a questo progetto di legge.

Io non entrerò nell'esame dei singoli articoli, per due motivi. Il primo cioè: siccome l'ufficio centrale propone la reiezione assoluta, senza pietà, di tutta la legge, ove il Senato consentisse in questa sentenza, sarebbe inutile la discussione degli articoli. In secondo luogo perchè a motivo del ritardo che questa legge ha sofferto, ed in seguito fors'anche alle osservazioni fatte dalla minoranza dell'ufficio centrale, siccome sarà necessario forse d'introdurre qualche emendamento negli articoli medesimi, io crederei più opportuno che fosse decisa la questione di principio, questione che può decidersi dall'onorevole presidente proponendo al Senato di passare alla discussione degli articoli; e dove, come nutro la speranza, il Senato emettesse un voto favorevole, e si passasse alla discussione degli articoli, allora io pregherei di voler rimandar la legge all'ufficio centrale onde poter concertare col medesimo queste modificazioni, di cui alcune sono indispensabili e necessarie all'esecuzione della legge, in ispecie quella che si riferisce all'epoca, nella quale il servizio della tesoreria generale sarà affidato alla banca.

Sarebbe impossibile in ora affidare questo servizio pel primo

ıno prossimo. Inoltre per quegli emendamenti che il mi-
› non è lontano di apportarvi a suggerimento dell' ufficio
.le (nel caso, ripeto, di un voto favorevole) al suo ritorno
·rei di entrare ne' particolari di essa, ove ciò credessi ne-
io.



DISCORSO

DEL CONTE CAMILLO CAVOUR

PRESIDENTE DEL CONSIGLIO, MINISTRO DELLE FINANZE

E DEGLI AFFARI ESTERI

PRONUNZIATO

avanti il Senato del Regno il 2 marzo 1855,

NELLA DISCUSSIONE

del

TRATTATO D'ALLEANZA

CON LA FRANCIA E L'INGHILTERRA.

---

ignori senatori, io confesserò schiettamente che all'aprirsi uesta discussione, a fronte degli ultimi eventi, voglio dire , la dichiarazione di guerra per parte del governo russo, onte delle gravissime considerazioni poste in campo dal tro ufficio centrale, io ripèto, o signori, che io non mi ettava di aver a difendere il Trattato sottoposto alle vostre berazioni. Io mi aspettava bensì che le convenzioni apdici del Trattato, fossero fatte oggetto di critica più o o severa.

Ii aspettavo pure che la condotta del Ministero fosse fatta mento di biasimo e di censura. Ma, lo ripeto ancora, in nto al Trattato, credeva che vi potesse ancora essere luogo dico a censura, ma nemmeno ad esame.

nfatti, o signori, per un procedere che io non voglio qui ezzare, non istà più nelle nostre mani il decidere delle re relazioni colla Russia.

La Russia ci ha dichiarato la guerra; noi siamo quindi fin d'ora in uno stato di guerra colla Russia.

Quindi non dipende più da noi di evitare la guerra: od almeno non si potrebbe per noi evitarla se non con mandare ambasciatori, oratori allo Czar per chiedere scusa pel fallo da noi commesso.

Senatore *Colli (interrompendo)*. Nessuno ha detto questo.

Cavour. Prego l'onorevole Senatore a non voler interrompere e farmi dire quello che non detto.

Non ho detto che alcuno abbia proposto questo: ho detto che, rigettandosi, il Trattato, noi essendo in stato di guerra colla Russia, non si potrebbero [fare che due ipotesi: una di mandare oratori allo Czar per chiedergli scusa, e domandargli pace; l'altra di fare la guerra da noi soli.

Ed invero che questa mia aspettativa fosse fondata lo provano i due discorsi pronunziati dai membri della minoranza dell'ufficio centrale: i quali, quantunque non si fossero mostrati molto favorevoli al Trattato, pure, allo stato delle cose, restrinseso le loro osservazioni alle convenzioni, alle condizioni al Trattato accessorie.

Ma questa speranza non fu di lunga durata, poichè gli oratori che presero la parola dopo i membri della minoranza dell'ufficio centrale portarono la discussione sul trattato medesimo; ed in ispecie l'onorevole senatore D'Oria con un calore, che, grazie al cielo non ha molti antecedenti, in questo recinto, attaccò e Trattato e negoziatori, e ministri, e li fece argomento del più severo biasimo. Quindi contro la mia aspettativa, e contro le mie speranze sono costretto a scendere in campo per giustificare il Trattato stesso.

Ciò posto esaminerò le convenzioni che furono fatte speciale oggetto delle osservazioni e delle critiche dei varii oratori che presero parte a questa discussione.

Si è detto che noi non avevamo alcun interesse in questa guerra; che noi eravamo assolutamente estranei alla quistione

che si combatteva in Oriente; che poco per noi importava che la Russia o gli alleati trionfassero.

Ma questo, o signori, tornerebbe a dire che noi non abbiamo interesse nel commercio del Mediterraneo; che per noi poco monta che l'influenza preponderante nei consigli d'Europa si eserciti dalla Russia, o dalle potenze occidentali.

Ora io credo, o signori, essere della massima evidenza che fra le nazioni di secondo ordine nessuna ve n'ha la quale abbia nel Mediterraneo maggiori interessi della Sardegna; non vi ha nessuna potenza la quale sia maggiormente interessata a che la libertà del commercio orientale sia assicurata non solamente dalla magnanimità e dalla generosità dell'imperatore della Russia, ma sia assicurata da trattati, conseguenza di una guerra felice.

Infatti, o signori, se voi esaminate le statistiche del commercio dell'Oriente, se voi tenete calcolo del numero dei bastimenti che approdano ogni anno a Costantinopoli, oppure dei bastimenti che spingono più oltre il loro viaggio, e passano il Bosforo, voi vedrete che il naviglio sardo tiene, se non erro, il terzo rango fra tutti i navigli d'Europa; che in proporzione del commercio dello Stato il commercio da quelle parti tiene un rango altissimo; e relativamente al nostro commercio generale, noi abbiamo assai più interessi nel Mar Nero di tutte le altre potenze del mondo: noi ne abbiamo certamente più dell'Inghilterra, ne abbiamo incommensurabilmente di più della Francia.

Quindi sta in fatto, che noi abbiamo un interesse diretto immediato alla libertà del commercio d'Oriente, noi abbiamo un interesse diretto immediato a che le chiavi di quel mare non cadano affatto nelle prepotenti mani della Russia.

Ma noi abbiamo del pari un interesse uguale, e forse maggiore, che nei consigli dell'Europa la volontà dello Czar non eserciti un'influenza preponderante.

Qui certamente mi troverò in dissenso con alcuni onorevoli oratori i quali hanno ricordato i legami d'amicizia che

stringevano la corte di Russia colla corte di Sardegna, i quali lungi dal lamentare la soverchia influenza esercitata dalla Russia farebbero voti onde questa si mantenesse e venisse accresciuta.

Ma io non penso che il Senato possa dividere questa opinione, giacchè, o signori, se in altri tempi, in altre circostanze la corte di Russia si mostrò animata da sentimenti di simpatia per il nostro paese, e per la dinastia che lo governa, questi sentimenti sono assai mutati, e la condotta della corte di Russia in questi ultimi tempi ci diede prove dolorose di tale cambiamento.

E poichè l'onorevole Maresciallo ricordava i servizi resi alla Casa di Savoia dall' imperatore Paolo e dal suo figliuolo l'imperatore Alessandro, mi sarà pur lecito ricordare la condotta dell'attuale imperatore, e di contraporre ai servigi antichi le recenti ingiurie.

E siccome io non posso attribuire il contegno della Russia rispetto al nostro Stato ad un puerile risentimento, o ad un capriccio senza fondamento, mi è d'uopo credere che l'imperatore di Russia ed il suo governo, nutrano un'ostilità contro il nostro attuale ordine di cose; onde io porto ferma opinione che se l'influenza russa diventasse preponderante in Europa, il nostro paese, il nostro Governo, e fors'anche la nostra dinastia correrebbero gravi pericoli.

Quindi io penso che noi abbiamo un interesse immediato diretto alla guerra d'Oriente; ed avendo un interesse immediato e diretto, io non capisco come si sarebbe per noi potuto ricusare l'invito che le potenze occidentali ci facevano di concorrere con esse ad uno scopo che ci era comune.

Se si fosse trattato di una guerra in cui fossimo assolutamente estranei, ad una guerra, a cagion d'esempio, che si combattesse nel settentrione d'Europa o nel continente Americano, io capisco che, qualunque fossero i legami d'amicizia che queste potenze ci stringono, si sarebbe dovuto per noi ricusare di partecipare ad una tal guerra; ma quando l'invito

he ci veniva fatto, si riferiva ad una guerra nella quale, nei miti delle nostre forze, nei limiti dei nostri vantaggi, il loro iteresse era pure il nostro, veramente non saprei come si esse per noi potuto rifiutare, come si sarebbe potuto dir loro: iamo certi che ove le sorti arridano alle vostre armi, che ve conculchiate il colosso russo, stabilirete la libertà dei nari per tutti e che ci farete godere dei medesimi benefizii he voi avrete acquistato.

Questa egoistica risposta avrebbe avuto per effetto di farci erdere, non dico solo il rispetto, ma quello che più monta a stima delle potenze occidentali; giacchè, signori, chi vuol esser a parte dei benefizi dev'esser anche a parte dei sacrifizii.

Ma, ci si dice da parecchi oratori: come mai se questa uerra interessa tutta l'Europa, come mai siete finora la sola otenza di second'ordine che abbia alla guerra partecipato? erchè non aspettare (e qui riferisco se non le parole almeno pensieri dell'onorevole maresciallo), perchè non aspettare che li avvenimenti si fossero già sviluppati, perchè non aspettare he altre potenze e grandi e piccole si fossero dichiarate?.....

Senatore *Della Torre*. Domando la parola.

Cavour. A ciò rispondo che io non credo essere nell'Europa n'altra potenza di second'ordine che abbia interessi eguali i nostri nella guerra attuale, salvo forse la Svezia; ma tutte altre potenze di second'ordine non hanno certamente interessi marittimi e commerciali ai nostri. Non vi è potenza di second'ordine che abbia un commercio nei mari orientali così steso come il commercio ligure subalpino. Non è vi poi, dal ato prettamente politico, nissun paese il quale si trovi nelle medesime condizioni della Sardegna, nissun paese del quale li ordinamenti interni avessero tanto a temere dall'influenza moscovita quanto la Sardegna; ond'io dico che non mi stupisco e le altre potenze di second'ordine non abbiano aderito prima i noi al Trattato del 10 aprile. La sola potenza la quale ha interessi se non politici, bensì territoriali che potrebbero deciderla al pari di noi, la Svezia sarà forse stata trattenuta da

considerazioni di prudenza che non possono avere la medesima influenza neppure presso noi. La Svezia quantunque potenza militare distinta, non ha certamente forze che possano contrastare con quelle dell'impero russo. La Svezia trovandosi nell'immediato contatto con quel grande colesso avrebbe a sopportarne i primi colpi, ed in certe stagioni dell'anno non potrebbe pure essere soccorsa efficacemente da' suoi potenti alleati. Quindi non è da stupire se la Svezia abbia creduto dover ancora temporeggiare.

Ma, o signori, l'argomento che alcuni onorevoli relatori hanno posto in campo per provare che la nostra accessione non era opportuna si è quello, a' miei occhi, il quale dà più valore alla nostra accessione, voglio dire l'essere noi stati la prima potenza di second'ordine ad accedere al trattato del 10 aprile.

Noi, o signori, da questo trattato aspettiamo non solo un vantaggio materiale, quello cioè di assicurare il nostro commercio, le nostre relazioni marittime coll'Oriente; ma aspettiamo altresì un vantaggio morale: noi crediamo di acquistare dei titoli alla simpatia, alla stima ed alla riconoscenza dell'Europa occidentale. Ma perchè acquisteremo questi titoli? A ragione del servizio che rendiamo alla causa comune, a ragione del peso che la nostra accessione porta nell'alleanza.

Ora, o signori, essendo stati i primi ad accedere, noi abbiamo all'alleanza portato un soccorso materiale non da disprezzarsi; ma altresì abbiamo fatto un atto politico all'alleanza giovevolissimo.

Essendo stati i primi fra le potenze di secondo ordine a dichiararci contro la Russia, noi abbiamo fatto un atto che ha una gran significazione politica; ed io credo che così la pensino non solo i nostri alleati, non solo la Francia e l'Inghilterra, ma anche lo stesso imperatore delle Russie, giacchè se la nostra accessione fosse stata un atto di poco momento se da essa non si fosse dovuto aspettare altro che un aumento di forze di 15[m]. uomini, io opino che lo Czar non si sarebbe cotanto indispettito, e non si sarebbe cotanto affrettato a di-

chiararci la guerra prima che per noi il Trattato di alleanza fosse un fatto compiuto. Ond'è, o signori, ch'io vi dichiaro schiettamente, a rischio di essere accagionato da alcuni di essere di sentimenti soverchiamente avventati, che ove molte potenze di second'ordine ci avessero preceduto nell'alleanza, e che quindi e Napoli, e Baviera, e Olanda avessero fatto l'accessione, io vi dichiaro in verità che molto a malincuore al Trattato mi sarei accostato.

Forse in allora l'accessione sarebbe diventata una necessità assoluta; ma sarebbe pur stata una dolorosissima necessità, perchè i sacrifici sarebbero stati gli stessi, forse maggiori, ed i benefizi ben pochi o nessuno.

Qui mi occorre giustificare il Ministero d'un appunto, che si trova nella circolare del ministro degli esteri dello Czar, del quale non avrei in questa discussione tenuto conto, se non fosse stato ripetuto nella tornata di ieri dall'onorevole Maresciallo. Esso ci ha fatto l'appunto di aver fallito in quanto per noi si doveva allo Czar col non averlo prevenuto che noi stavamo negoziando colla Francia e coll'Inghilterra la nostra accessione al Trattato del 10 aprile. Io comincierò dall'osservare che nelle relazioni nelle quali noi ci trovavamo collo Czar, ci riusciva molto difficile di fargli una comunicazione qualunque: lo Czar aveva ripetutamente rifiutato di ricevere le nostre comunicazioni.

Ad inviti fatti con dignità, ma fatti anche con cordialità, lo Czar aveva risposto in modo poco cortese; quindi ogni relazione diplomatica si trovava interrotta fra lo Czar e noi; quindi io non capisco in questo stato di cose se sarebbe fra noi potuto farsi una comunicazione diplomatica. D'altronde io non so quando si tratta di fatti noti a tutto il mondo, se sia d'usanza di rendere informati i governi, coi quali si è in stato di somma ostilità, dei negoziati che si tengono onde promuovere queste ostilità.

Io credo che se l'onorevole senatore Della Torre avrebbe difficoltà ad indicarci molti precedenti diplomatici, i quali po-

essero avvalorare la sua opinione, io non credo, quand nazione ha motivi legittimi e gravi di lamentarsi di un alt zione, e che questa onde ottenere riparo delle ingiurie e ɪ gnare i suoi interessi, fa dei negoziati con delle nazioni a debba renderla informata di questi.

Io domanderò all'onorevole Maresciallo se in tutta la delle negoziazioni di quest'ultimo mezzo secolo, vi siano pi, che le potenze che negoziavano, per esempio, a danno Francia, se le collisioni che si combinavano fra l'Inghi e le potenze settentrionali, fossero state significate per ant zioni alla Francia. Io gli domanderò per esempio, se qu l'Austria, dopo essere stata alleata della Francia, stringe leanza colla Russia e colle altre potenze, se ne dava preve avviso all'imperatore Napoleone.

Quindi io credo che l'appunto, sia nella bocca del co Nesselrode, sia nella bocca dell'illustre Maresciallo, non esser menato buono da giudici imparziali.

Dopo aver brevemente giustificato il Trattato, giacchè credo opportuno di entrare in tutte le considerazioni cl rono già svolte da altri oratori, mi occorre ancora di giusti questo Trattato da un appunto che venne fatto, se non erro l'onorevole senatore Colli.

Se ho bene compreso quanto usciva dalla sua bocca, avi detto che questa diserzione era diventata una necessità a ca della politica che si era seguita non solo da questo Mini ma da tutti i Ministeri che avevano retto la cosa pubblica il 1849. . . .

Senatore *Colli (Interrompendo)*. Chiedo la parola pe fatto personale.

Cavour. L'onorevole senatore Colli, se non erro, disse non avevamo voluto rientrare nel concerto europeo nel 1 con mezzi pacifici, e che quindi era stata per noi una nece il rientrarvi a costo di gravissimi sacrifici.

Io in verità non so cosa intenda l'onorevole senatore (per rientrare nel 1849 nel concerto europeo; io sono lont

dal credere che egli facesse allusione ai mezzi che altri governi della Penisola hanno adottato per rientrare in questo concerto; dichiaro che certamente non gli fo quell'appunto; solo l'onorevole senatore Colli ha voluto indicare che la nostra politica fu informata a' principii troppo avventati, affini ai principii rivoluzionarii.

Io non saprei qual altra interpretazione dare alle sue parole.

Ma onde il supposto dell'onorevole senatore Colli fosse esatto, sarebbe stato necessario che il governo Sardo nell'accedere al Trattato d'alleanza, avesse disdetto alcuni de'suoi principii, avesse disconosciuto gli antichi suoi atti, avesse dichiarato di modificare in alcunchè il suo programma.

Ora, o signori, io dichiaro, come dichiarai in altro recinto, che nell'accedere a questo Trattato, noi lo abbiamo fatto dichiarando altamente, che lungi dal considerare quest'accessione come una disdetta al nostro governo passato, dichiaravamo essere un atto assolutamente conforme alla politica dai noi professata; come una legittima conseguenza di questa politica, siamo entrati nell'alleanza colla nostra bandiera spiegata; siamo entrati nell'alleanza con tutti i nostri principii, con tutti i nostri sentimenti, senza rinnegare il nostro passato, senza disdire al nostro avvenire. Noi vi siamo entrati, signori, proclamando, ripetendo il nostro programma, programma che noi consideriamo come una preziosa eredità stataci legata dal mio onorevole amico Massimo D'Azeglio.

E che questo sia stato riconosciuto dalle altre potenze Europee voi lo potete argomentare dal modo col quale l'accessione è stata giudicata e dalla stampa, e da uomini di Stato degli altri Parlamenti.

Avete udito dalla stampa, avete udito dagli uomini di Stato che hanno preso a ragionare sul Trattato che questo indicava un cambiamento politico nel governo Sardo? ma tutto il contrario! Io non farò allusione che ad un discorso pronunziato

nell'Assemblea la più conservatrice d'Europa, e che partì dai banchi i più conservatori di quell'assemblea, dal discorso di Lord Ellenborough, cui tutti coloro che conoscono la storia d'Inghilterra sanno essere uno dei *Tory* i più *Tory* di tutta l'Inghilterra. Ebbene voi vedete come Lord Ellenborough ha parlato, non dell'atto di accessione, ma di tutta la politica del sistema seguito dal governo Sardo. Voi vedete ugual linguaggio tenuto dai fogli francesi. Posso dire senza tradire quella discrezione che mi è imposta, che anche nel linguaggio ufficiale del governo francese, non vi è parola che suoni altra sentenza, e quindi quanto poco sia fondato l'argomento dell'onorevole senatore Colli.

Che se fosse stato altrimenti; se per entrare nell'alleanza fosse stato necessario di disdire un solo dei nostri principii, o rinnegare un solo dei nostri atti, oh allora, o signori, io non avrei avuto bisogno che l'onorevole senatore D'Oria mi gettasse il rimprovero che io mi era dimostrato inconseguente, e che se il Trattato era una necessità doveva lasciare ad altri la cura di firmarlo!

Dopo di avere esaurito quanto io aveva da dire sul Trattato passerò all'esame delle convenzioni. Ma prima mi occorre di combattere un argomento del quale, quasi tutti gli onorevoli senatori a cui debbo rispondere, si sono valsi.

Tutti questi oratori hanno detto: il Trattato abbia effetto compiuto e come fatto compiuto accettiamolo, ma respingiamo le convenzioni.

Qui, o signori, vi sono parecchi errori. Il primo si è che il Trattato sia un fatto compiuto. No, signori, il Trattato non è un fatto compiuto; ed io vi dirò il perchè. Il Trattato non è un fatto compiuto perchè le ratifiche non furono ancora scambiate; e voi sapete che diplomaticamente il Re potrebbe benissimo dire che il suo negoziatore ha oltrepassato i suoi poteri, e che egli ricusa di ratificarlo, e ne verrebbe la conseguenza non molto grave che si cambierebbe il negoziatore, e

si cambierebbe il ministro, e si potrebbe ricominciare a trattare.

Il Trattato, signori, non è fatto compiuto, e vi dirò perchè, non è fatto compiuto, perchè i negoziatori si sono sempre ricusati, e si ricuserebbero ancora e si ricuseranno sempre a firmare il Trattato senza che vengano firmate contemporaneamente le convenzioni che ne sono la spiegazione.

Diffatti, o signori, il Trattato ha ben altra portata di quella che hanno voluto attribuirgli alcuni oratori e segnatamente l'onorevole senatore della Torre.

Il Senatore della Torre dice: firmate il Trattato, ma non dichiarate la guerra; firmatelo, ma lasciate sospeso il modo col quale eventualmente voi parteciperete alla guerra. Ma, o signori, con questo si vuol dire allora: firmate il Trattato, ma dichiarate anticipatamente che non lo volete eseguire: giacchè è il Trattato che porta una vera dichiarazione di guerra e non già le Convenzioni, poichè questo è un Trattato offensivo e difensivo nel quale si parla di ostilità, e quando sarà ratificato ossia firmato dal Re (poichè finora non è firmato dal Re, ma soltanto dal ministro), voi sarete in istato di guerra, non quale lo siete ora pel solo fatto della Russia, che ci ha dichiarato la guerra.

L'onorevolee Della Torre diceva: ma l'Austria non è in stato di guerra: ma l'Austria non ha fatto accessione al Trattato del 10 aprile, essa ha fatto un Trattato particolare nel quale è contemplato il caso di guerra, ma come un caso ipotetico subordinato a certe condizioni. L'Austria ha detto: se in un dato tempo la Russia non consente a questa o a quell'altra condizione, io le farò la guerra; ma noi invece diciamo che siamo in guerra, poichè in questo Trattato si parla di ostilità, e quindi è impossibile seguire i suggerimenti dell'onorevole maresciallo Della Torre, cioè di firmare il Trattato e di sospendere la guerra.

Il secondo errore si è che firmando il Trattato, ci assumiamo immediatamente degli obblighi verso gli alleati, obbli-

ghi gravissimi e tanto più gravi, in quanto che infatti all'art. 2 si trova questo paragrafo: « Elles s'engagent à cet effet à » entretenir, selon les nécessités de la guerre appréciées d'un « commun accord des forces de terre et de mer suffisantes « pour y faire face ecc. »

Dunque dal momento che fu firmato il Trattato fra la Francia, l'Inghilterra e la Sardegna, il paese è impegnato con quelle potenze a mantenere l'integrità dell'impero ottomano e per ottener ciò ad « entretenir selon les nécessités de la guerre » delle forze di terra e di mare: di queste necessità della guerra chi ne è giudice? le potenze di un comune accordo. Quindi dopo avere firmato il Trattato, io non saprei che cosa rispondere alla Francia ed all'Inghilterra, se mi dicessero: eseguite questo art. 2 siete impegnato formalmente: « Le parties s'engagent à cet effet à entretenir des forces de terre et de mer suffisantes ecc. » Tutto quello che si può dire, sarebbe un congresso a tre, colla Francia da un lato, l'Inghilterra dall'altro. Ed in verità la ragione del consigliere sarebbe assai difficile.

Io ho piena fiducia nella lealtà di quelle due potenze, ma noi saremmo un poco in loro disgrazia, se dopo aver firmato il Trattato, senza specificare nello stesso tempo in modo assoluto e ben determinato, le condizioni del nostro concorso volessimo queste immutare.

Quindi, o signori, io vi dichiaro altamente che, ove le Convenzioni fossero respinte, io consiglierei alla Corona (certamente questo renderebbe impossibile la mia permanenza al Ministero), non come ministro, ma come individuo, supplicherei la Corona a non ratificare il Trattato, se non facendo insieme ratificare le Convenzioni, perchè, dico, la Corona si assumerebbe un obbligo indeterminato che potrebbe dar luogo alle più gravi complicazioni; perciò, o signori, permettetemi di dirvi non essere questa proposta di ratificare il Trattato e di respingere in egual tempo le Convenzioni ammessibili.

Si dica la cosa francamente: non si vuole il Trattato, ma

le Convenzioni. Ma il volere quello e respingere queste sarebbe grave male per il paese, sarebbe un esporlo alle più gravi condizioni, a' pericoli di cui non è facile calcolare l'estensione.

Alcune voci. Bene!

Senatore *Sclopis.* Domando la parola.

Cavour. Veniamo finalmente alle Convenzioni: se non erro tre furono gli appunti fatti dall'onorevole senatore Ricci: ripetutti più o meno da quasi tutti gli altri oratori.

Il primo relativo alle condizioni in cui si troverà il generale comandante le truppe sarde; il secondo alla parte che a noi spetterà nelle future negoziazioni; il terzo alla questione finanziaria e pecuniaria. Io pregherei l'onorevole senatore Ricci, se dimentico qualche cosa, a volerlo dire, ma mi pare che le suddette siano le tre obbiezioni in cui si riassumano i suoi appunti *(Segni affirmativi del sen. Ricci).*

La prima obbiezione, quella del generale in capo, mi paro facilmente scioglibile dalle parole della Convenzione stessa.

Nella Convenzione non è detto, che il generale sardo avrà da essere nè sotto il generale francese, nè sotto il generale inglese, non è detto qual parte dovrà avere. E perchè questo o signori? Non già perchè si sia pensato per parte de'negoziatori, o per parte anche dell'individuo che si supponeva allora e che si suppone pur ora che gli verrà commesso il comando della spedizione, che il generale sardo abbia da agire assolutamente indipendente, ma perchè finora non è stato definito il modo col quale il supremo comando dell'esercito sarà condotto.

E qui potrei, senza commettere un'indiscrezione, accennare che a chi richiedeva se il generale sardo sarebbe stato collocato sotto l'immediata dipendenza del comandante dell'esercito, e se si sarebbe probabilmente stabilito con lui quello che si riferiva a' consigli di guerra, rispondevasi che finora ciò non è stato definito e non si poteva introdurre nella nostra Convenzione militare. Quindi non si può dire stabilita una dipen-

denza qualunque. Ben inteso, o signori, che il generale sardo qualunque egli sia, e sarà facilmente il mio onorevole amico il ministro della guerra, eserciterà tutta la sua influenza per tutto quello che potrà onde vedere che questa unità di comando venga a costituirsi al più presto possibile. Giacchè io credo potere, senza commettere un'indiscrezione, esprimere il lamento che questa unità non abbia finora esistito. In allora quando questa specie di convegno fra generali si farà, in allora si stabiliranno anche le relazioni tra il comando superiore e il generale sardo. D'altronde, o signori, permettetemi che io vi ripeta qui quello che fu detto in modo molto più espressivo dal mio onorevole collega il ministro della guerra.

L' influenza che il nostro generale eserciterà in Oriente non dipende nè punto nè poco da quello che i diplomatici possono aver scritto in un protocollo o nel Trattato, l'influenza del generale sardo dipende dalla condotta di questo generale e da quella dei soldati che comanda. Se, come non ne dubito, e generali e soldati si mostreranno pari a quanto noi ci aspettiamo da loro, siate certi che qualunque siano i protocolli, la loro influenza sarà grande; se invece (e ciò tolga il cielo) accadesse che fossero da meno dell'aspettativa, qualunque fossero le stipulazioni intorno all'intervento nei consigli di guerra, alle relazioni più o meno dirette, siate certi che questo corpo e questo generale non avrebbero influenza veruna.

Vengo alla questione dell'intervento nei negoziati ed è qui che ripeto non poter entrare in molto maggiori spiegazioni di quelle date all'Ufficio Centrale. Nell'Ufficio Centrale si venne fatta da uno dei membri della minoranza la domanda se la Sardegna avrebbe avuta una parte diretta alle negoziazioni che avrebbero potuto aver luogo dopo la stipulazione dei preliminari di pace; se, firmati i preliminari di pace, si fosse riunito un congresso per determinare poi le condizioni della pace, se in questo congresso la Sardegna avrebbe potuto intervenire. Certamente che per tutto ciò che si riferirà a'suoi

interessi, come a cagion d'esempio, alla navigazione del mar nero, io dirò che dietro al mio modo di vedere ciò risultava evidentemente dall'art. 3 della Convenzione; questo, almeno mi pare, non poteva dar luogo a dubbii.

Tale dichiarazione non soddisfece pienamente gli onorevoli membri della minoranza; tuttavolta io credo che qualche maggior spiegazione avuta, qualche nozione raccolta abbiano fatto cessare i dubbii su quest'articolo.

E difatti quando si dice che le potenze si obbligano a *ne pas entrer en aucun arrangement, etc. etc.*, mi pare che questo s'intenda tanto dei preliminari come della pace. Ma la pace è un *arrangement* come i preliminarii, e se si deve deliberare d'accordo sui preliminari, come mai si dovrà deliberare d'accordo anche sul definitivo? Mi pare che dei due sarebbe più a temere di non poter intervenire nel preliminare che nel definitivo.

Vengo ora alla terza e più grave quistione, alla quistione finanziaria.

Si è fatto un appunto da alcuni oratori di non avere ottenuto un sussidio. E qui mi credo in obbligo di fare il mio *confiteor* e dire che, se non si è ottenuto sussidio, si è non solo perchè non si è chiesto, ma perchè si è dichiarato immediatamente che anche offerto non si accetterebbe. Se quindi abbiamo fatto male, è male che, il Senato o il paese lo sappia dipende da noi.

Io credo che ove si fosse chiesto un sussidio, si sarebbe ottenuto, lo dico schiettamente; se non si è ottenuto, la risponsabilità non deve ricadere sul governo inglese, deve ricadere intieramente sopra di noi. Ma dichiaro schiettamente che le ragioni recate in favore del sistema del sussidio, non mi hanno indotto a mutare opinione, ed a malgrado della gravissima risponsabilità che ciò abbia potuto farci contrarre, ripeterei l'atto per me fatto, cioè ricuserei di nuovo il profferto sussidio. Dopo le dimostrazioni date ieri con tanta chiarezza e ragione dall'onorevole senatore Di Collegno, non mi occorre

penso, di mostrare quali inconvenienti avrebbe il sistema di sussidio.

Io non voglio con ciò fare la critica dei tempi andati, non voglio fare la critica degli uomini di Stato e di Governo che riputarono opportuno, conveniente, accettare sussidii in altre circostanze; ma io vi dico, o signori, che i tempi e le circostanze sono mutati, che se in altri tempi ed in altre circostanze, governi ed eserciti hanno creduto poter accettare un sussidio senza sentire la propria dignità ferita, questo non potrebbe più succedere: ora che questa non sia un'opinione individuale, un'opinione del ministero, i fatti l'hanno dimostrato.

Invero, o signori, appena fu conosciuto nel paese che si era firmato un Trattato colla Francia e coll'Inghilterra, essendosi sparsa ad arte da alcuni giornali nemici del Governo la voce che si era accettato un sussidio dall' Inghilterra, un sentimento di disapprovazione s'innalzò in tutti i corpi dell'esercito, e questo fu così vivo che un generale di brigata, il quale è stretto da legami di antica amicizia personale con alcuni membri del Ministero, si credette di dover lasciare la città dove era in istanza di correre a Torino e venire ad interpellare il Governo sulla verità di quel fatto, dicendo, e ripetendo, che questo fatto aveva nella brigata da lui comandata eccitata la più viva riprovazione: soggiunse che sicuramente, quando fosse stata esatta la voce che correva, i suoi sarebbero partiti se comandati, ma sarebbero partiti colla testa bassa, e coll'animo profondamente ferito; e quando fosse necessario, direi il nome del generale ed indicherei la brigata, e sicuramente l'onorevole senatore Della Torre non potrebbe disapprovare questo generoso sentimento de' suoi compatrioti.

Ciò essendo, o signori, se questo è un fatto, incontrastabile a che voler dibattere la questione? quand' anche fosse vero che il sussidio si potesse accettare senza che la dignità ne avesse a patire, se i soldati non la sentono così l'effetto non sarebbe stato lo stesso? Ed io credo che a di-

struggere quell' effetto, gli argomenti storici degli onorevoli oratori non sarebbero stati molto efficaci, anche quando si fossero fatti stampare e distribuire nelle caserme. Io non credo che questi avrebbero resi i soldati e gli ufficiali disposti a partire più volontieri; e difatti, o signori, quando fu smentita l'idea del sussidio, quando le condizioni del Trattato furono dichiarate, le domande per essere ascritti all'armata di Crimea si fecero numerose e istantanee.

Quindi io penso che non occorra aggiungere parole per dimostrare come il sussidio non fosse per accettarsi.

In quanto a questo, lo ripeto, mi riferisco a quanto venne detto dall'onorevole senatore Di Collegno.

Ma vengo all'argomento della spesa.

L'onorevole senatore Ricci ha detto: voi fate assegno su 25 milioni: i vostri calcoli sono erronei: la spedizione vi costerà molto di più. Dunque voi dovevate, se non volevate spendere che 25 milioni, o diminuire il corpo di spedizione, od almeno ottenere dall'Inghilterra l'imprestito di una somma maggiore. Voi non avete fatto nè una cosa nè l'altra, dunque la Convenzione è cattiva; dunque non si deve accettare.

L'onorevole senatore Ricci disse che dal Ministero non si erano somministrati dati a questo riguardo.

Ma mi permetta di osservargli che non furono dati perchè non gli furono chiesti.

E quando l'Ufficio Centrale mi fece l'onore di chiamarmi nel suo seno, mi era armato di tutti i documenti che potevano illuminarlo.

Sicuramente non avrei potuto entrare in tutti quei particolari, dare tutte quelle spiegazioni che avrebbe dato il mio collega, il ministro della guerra. Ma qualora le mie spiegazioni che io era nel caso di somministrargli non fossero state riputate bastevoli, io avrei potuto condurre meco un'altra volta i capi dei servizii, i quali, per la parte amministrativa, ne sapevano tanto quanto il mio collega.

Lo ripeto, i calcoli fatti dal ministro della guerra portano

che la spesa, non occorrendo circostanze straordinarie, non supererà i 25 milioni.

A ciò l'onorevole senatore Ricci contrappone una serie di calcoli che esso ha desunto da giornali....

Senatore *Ricci (Interrompendo)*. Non da giornali ma da regolamenti; perchè ho valutato lo stipendio dei soldati e degli ufficiali dal regolamento nostro esistente : di modo che conviene che contrapponga altre cifre.

Cavour. E quello che vado a fare. (*Ilarità*)

Mi sarebbe qui molto difficile, quantunque io abbia tutti i dati, di entrare nelle particolarità dei documenti.

Se non erro, l'onorevole senatore Ricci calcolava la razione ad 1 50.

Io credo che se si considera la media di questa razione, sia un poco esagerata.

Senatore *Ricci* (*Interrompendo)*. La calcolo in Crimea ad 1 50, e non in Torino.

Cavour. Lo credo ; mentre in Torino costa 40 centesimi (*Ilarità)*

Io prendo un documento ufficiale; ed il bilancio della guerra presentato dal ministro inglese, od almeno dal segretario di guerra Federico Peel, il 20 febbraio di quest'anno.

Il Senato sa che in Inghilterra il dicastero della guerra è diviso in due parti : una che comprende tutte le spese di personale e di materiale di guerra, eccetto l'artiglieria ; l'altra che comprende il dipartimento dell'*ordonnance* che abbraccia tutte le spese dell'artiglieria e delle munizioni da guerra.

Ebbene il signor Peel nel presentare il suo bilancio stabilisce queste cifre : che l'armata inglese indipendentemente dai corpi ausiliarii, indipendentemente da quella parte di essa che si trova nelle Indie al soldo della compagnia, costituisce un effettivo di 178 mila uomini.

Ora esso enumera, diremo, tutte le categorie di spese che questi 178 mila uomini possono cagionare. Ed in queste sono compresi l'acquisto di cavalli ed il servizio dei trasporti,

non di mare ma di terra, ed il servizio degli ospedali: infine enumera tutto quello che da noi costituiva l'antico bilancio dell'Azienda di Guerra; e calcola che tutto questo costerà 7 milioni sterlini e perciò 175 milioni, cioè meno di mille lire per uomo, in media, non facendo distinzione fra ufficiali e soldati.

Io so che mi si risponderà, che non tutti i soldati inglesi sono in Crimea; che ve ne sono ancora nelle guernigioni, e che per ciò il paragone non è esatto.

Ma, o signori, sapete altresì che la paga dell'ufficiale, e del soldato inglese è molto maggiore della nostra: che la razione del soldato inglese costa più del doppio della nostra, e perciò che se sta in fatti, che il soldato inglese, tutto compreso, costa meno di mille franchi, non costerà di più il nostro.

L'onorevole senatore Ricci mi dirà che queste sono ipotesi: ora ecco l'opinione dell'onorevole signor Peel. Esso riferisce quanto hanno costato i soldati inglesi negli anni antecedenti e dice che il costo medio del soldato, e per soldato s'intende, lo ripeto, ufficiale e soldato, il bilancio della guerra essendo diviso per capi) salì nell'anno 1853-54 a 35 lire sterline e 8 scellini, cioè poco meno di 900 franchi: nell'anno 1854-55 a lire 34 e 4 scellini, e che vien calcolato per l'anno corrente a L. 37, scellini 10, cioè più di tre volte di quello che gl'inglesi pagavano i nostri uomini nel 1815. Dunque si vede che l'Inghilterra calcola la spesa per ogni soldato a meno di 1000 franchi; e qui prego l'onorevole senatore Ricci a voler leggere intieramente questo bilancio, e vedrà che tutte le spese sono contemplate nel calcolo del signor Peel, che io credo, se è erede anche in parte soltanto dei talenti del genitore, debbe avere qualche perizia nel conteggiare.

Ma, o signori, io non mi faccio mallevadore, che non si abbia a spendere di più di 25 milioni, perocchè nella guerra la parte dell'imprevisto e dell'imprevedibile è immensa, e possono accadere tali eventi, che cagionino una spesa maggiore.

E in allora ci si dice, che farete?

In primo luogo prego il Senato di osservare che se la guerra rimane localizzata in Crimea, noi faremo un'economia di qualche considerazione sul bilancio ordinario della guerra: mentre non è nell'intenzione del governo, sempre in questa ipotesi, di chiamare sotto le armi 15000 altri soldati, nè tanto meno di accrescere i quadri dell'armata.

Io credo che si possa mantenere il corpo di spedizione che si deve mandare in Crimea senza accrescere i quadri: sarà necessaria di chiamare sotto le armi qualche soldato: il numero non si potrebbe facilmente indicare ora; ma ciò si può fare senza aumentare i quadri dell' esercito; e perciò, lo ripeto, noi potremo operare un'economia di parecchi milioni sul bilancio della guerra. Se il nostro errore non è che di 4, 5 o 6 milioni vi si potrà far fronte coll'economia sul bilancio della guerra.

Mi si potrà aggiungere: se la guerra non rimane localizzata in Crimea? se la guerra viene nel centro dell'Europa? In tal caso, o signori, non saranno al certo sufficienti 25 milioni, mentre il nostro intervento sarebbe stato una necessità assoluta, e forse sarebbe stato una necessità non accompagnata dai benefizii che abbiamo ottenuto, giacchè come non sarebbe più stato in nostra balìa di accedere, o di non accedere, non ci sarebbero acconsentite condizioni così vantagiose. Ma supponiamo sempre la guerra localizzata in Crimea, ed invece di 25 milioni ne costi 40, come disse l'onorevole maresciallo (nella quale cifra io credo che vi sia esagerazione) noi vi faremo sempre fronte coll'economia che si avrà sul bilancio della guerra, ma, se arrivassero dei disastri, se si perdesse tutto il materiale, se i magazzeni principali fossero incendiati? Allora che fare? Io credo, l'ho detto, e lo ripeto, che in questa circostanza l'Inghilterra ci otterrebbe in imprestito una somma maggiore di 25 milioni.

Noi abbiamo chiesto solo 25 milioni, perchè l'Inghilterra ci ha detto: quindici mila uomini non possono costare di più che 25 milioni, la nostra esperienza ci dimostra che questa

somma è sufficiente, ed anzi in principio osservavano che sarebbe stato un po' larga: noi abbiamo verificato i calcoli dell'Inghilterra, e li abbiamo creduti abbastanza esatti.

Mi dirà l'onorevole senatore Ricci: perchè non stipulare che a tutte le spese della guerra si sarebbe fatto fronte mediante un imprestito fatto dall'Inghilterra? Per un motivo assai semplice, ed è che si fosse chiesto all'Inghilterra quest'impegno illimitato, essa probabilmente avrebbe aggiunto: ma troverete naturale che io mi assicuri di queste spese.....

Senatore *Ricci (Interrompendo)* Se fosse un sussidio.

Cavour..... ma siccome si è praticato altre volte come si è praticato in tutte le circostanze ricordate con tanta compiacenza da altri oratori, l'Inghilterra direbbe: voglio avere un commissario per accertarmi se veramente queste spese ascenderanno a quella cifra che indicherete. Io non avrei saputo che cosa rispondere, parendomi naturale che colui che paga, e somministra i mezzi pecuniari si faccia ad esaminare le somme spese; e qui lo ripeto, questa sarebbe stata una condizione per noi assai umiliante, condizione che avrebbe dato all'imprestito il carattere di sussidio senza averne i vantaggi. Noi abbiamo amato meglio credere alla lealtà ed alla generosità dell'Inghilterra. Noi speriamo quindi che se il nostro soccorso riuscirà, come ci lusinghiamo, efficace, certamente l'Inghilterra non ci ricuserà il suo credito per le altre spese che ci occorreranno per la guerra. Non abbiamo voluto chiedere una somma maggiore di quella che ci era indicata come necessaria pei bisogni della guerra dai nostri amministratori, appunto perchè non ci si potesse fare rimprovero, che sotto il manto dell'imprestito si chiedesse un sussidio.

Il Senato sa che quantunque le nostre finanze siano in migliore condizione del passato, che la deficienza sia di molto ristretta, vi esiste tuttavia ancora una deficienza, una deficienza minore di quella che prevedeva l'onorevole Maresciallo, ma che pure esiste.

Il Governo vedeva assai male e poco conveniente che si

fosse potuto dall'Inghilterra pensare che le somme che ci venivano date in imprestito, invece di essere destinate, ed impiegate ai bisogni della guerra, lo fossero a sopperire alla deficienza dei nostri bilanci ordinarii. Noi abbiamo voluto agire con tutta schiettezza; chiedere quello che si reputava strettamente necessario per le spese della guerra e nulla più.

Io certamente non avrò appagato tutti i desiderii degli onorevoli membri che hanno combattuto il Trattato, non soddisfatto a tutti i loro dubbi.

Mi pare che il senatore De Cardenas mi abbia fatto ancora due interpellanze. L'una, se io poteva prevedere le conseguenze di un rifiuto, e l'altra, se... avrebbe la bontà di ripetermele? Perchè me le ha fatte in un modo così solenne, che io non vorrei non tenerne conto.

Senatore *De Cardenas*. Le interpellanze che sono state fatte da me, sono: « se le spiegazioni, che si sono date al Trattato dal ministro, siano le stesse che danno le potenze estere; e se si cercherà di averle e di farle mettere per iscritto, e non semplicemente di dire *io penso che vadano interpretate così.* » — Questa è la prima delle mie interpellanze. — Le altre sono state: la seconda « Quali possano essere le conseguenze che ne verrebbero allo Stato, in caso fosse rifiutata la sanzione alle Convenzioni, che è ora domandata al Senato », la terza poi: — Quali ne sarebbero le conseguenze nel caso che il Senato acceda e dia il voto favorevole a queste Convenzioni, e che il Parlamento inglese per sua parte non accordi al suo Governo la facoltà di fare l'imprestito? »

Cavour. In quanto alla prima interpellanza io credo di avervi risposto in tutto il complesso del mio discorso, nel quale ho cercato d'interpretare, di spiegare quale era il senso letterale e lo spirito dei varii articoli del Trattato e delle Convenzioni. Mi pare che allorquando si è dimostrato che il senso letterale e lo spirito delle Convenzioni è quale fu da me dichiarato, quando questo risulta da tutte le spiegazioni che si

sono scambiate, io non vedo che vi sia necessità di altre dichiarazioni.

In quanto a quello che accadrebbe, se il Senato respingesse le Convenzioni, io l'ho pur detto, non si potrebbe ratificare il Trattato — bisognerebbe sospendere e Trattato e Convenzioni, ed il potere sovrano dovrebbe chiamare nei suoi consigli uomini più abili più energici e meno avventati (*Ilarità*), e che non avessero insomma tutti quei difetti, che furono indicati nella discussione di ieri e d'oggi, e questi uomini dovrebbero cercare di riparare gli errori dagli attuali ministri (*Ilarità prolungata*). Ecco quello che arriverebbe.

Finalmente mi si chiede che cosa accadrebbe se il Parlamento inglese ricusasse il suo voto al prestito. Ma questo, o signori, è un fatto che si può dire moralmente impossibile. Non vi è un uomo di Stato inglese, a qualunque partito esso appartenga, che non abbia manifestata la sua approvazione al Trattato. I Whigs, che sono al potere, naturalmente daranno al Trattato la loro approvazione; i Tory, che sono dell'opposizione, approveranno anch'essi il Trattato; ed anzi uno dei più distinti membri del Parlamento, appartenente a questo partito, parlando di questo Trattato, ne fece l'elogio.

Il pensare adunque altrimenti è prevedere una circostanza assolutamente impossibile, giacchè è cosa eminentemente di buona fede: il governo inglese ci ha detto, *non posso farlo*, ma ve lo guarentisco, e noi certamente abbiamo piena ed intiera fede, che quando la regina d'Inghilterra mette il suo nome a piedi di una Convenzione lo fa seriamente, e non per trarci in errore: quindi questa ipotesi noi non l'abbiamo mai contemplata e non crediamo si abbia a contemplare.

Io credo quindi di aver risposto a tutte le interpellanze mosse, in modo forse che sarà reputato dagli onorevoli interpellanti, non soddisfacente, ma però il meglio che per me si è potuto. Io spero di avervi dimostrato come il Trattato era comandato dai nostri interessi materiali e politici; come nel

condurre i negoziati di questo Trattato, noi non abbiamo fallito a quanto c'imponevano e il diritto pubblico, ed i riguardi dovuti alle altre potenze. Noi vi abbiamo dimostrato che le Convenzioni militari e finanziarie erano quali nelle circostanze attuali si dovevano fare.

Noi confidiamo quindi, che sarete per dare l'ultima sanzione a quest'atto, che segnerà io spero una pagina gloriosa nella storia del nostro paese, nella storia della dinastia di Savoia. Con quest'atto voi manderete il nostro vessillo a combattere sui campi gloriosi dell'Oriente, accanto a quelli delle altre nazioni le più illustri dell'Europa, e questo vessillo rigenerato, che Carlo Alberto innalzava, questo vessillo che è già stato fatto sacro da immense sventure, riceverà ivi il battesimo della gloria, che gli assicurerà la sorte alla quale io lo credo chiamato *(Bene)*.

DISCORSO

DEL CONTE CAMILLO CAVOUR

PRESIDENTE DEL CONSIGLIO, MINISTRO DELLE FINANZE

E DEGLI AFFARI ESTERI

PRONUNZIATO

avanti il Senato del Regno il 5 aprile 1855,

nella

DISCUSSIONE DEL PROGETTO DI LEGGE

PER LA SOPPRESSIONE DI ALCUNE COMUNITA'

E STABILIMENTI RELIGIOSI, ECC.

Signori senatori: i varii oratori che presero a combattere con parole più o meno concitate questo progetto di legge, portando in questa discussione un insolito calore per non dire insolita passione, l'hanno condannato come contrario alla religione e ai diritti di proprietà, come conducente all'applicazione delle fatali dottrine socialistiche e comunistiche, come violatore di patti formalmente sanciti, e finalmente, riassumendo in una tutte le accuse, lo presentarono a questo consesso come odioso, rivoluzionario, rovinoso.

Io non mi accingerò a combattere ad una ad una tutte queste gravissime accuse. Non era e non è mio intendimento il purgare il progetto di legge dalle accuse diverse, già oppugnate, di contrariare al cattolicismo.

Dopo le gravi ed eloquenti parole pronunziate in questa ed in altre tornate da valentissimi giureconsulti che presero a sostenere l'attuale progetto di legge, mi pare ogni aggiunta soverchia, tanto più se presentata da persona al diritto canonico affatto estranea.

Tuttavolta debbo mio malgrado su questo argomento fermarmi un istante, a ciò chiamato da una proposta, che io qualifico come strana, perchè tale mi pare veramente, dell'onorevole senatore che per la prima volta scioglieva la voce in quest'aula.

Il preopinante nell'esordire del suo discorso diceva che bastava a lui per condannare il presente progetto, la sentenza contro essa portata dal sommo pontefice. Egli dichiarava che dopo una tale sentenza ogni discussione gli pareva soverchia, essendo il giudizio da lui ravvisato inappellabile.

In verità, o signori, io credo che l'onorevole senatore non abbia voluto dare a queste sue parole un'applicazione letterale, giacchè, se ciò fosse, io non saprei capire come egli potrebbe conciliare questa sua opinione col giuramento che egli ha prestato allo Statuto.

Infatti, o signori.....

Senatore *De Cardenas (con vivacità)*. Domando la parola.

Cavour... il sovrano pontefice non si è ristretto a condannare l'attuale progetto di legge; ma nella circostanza in cui pronunziò il monitorio, come in altre circostanze, condannò alcuni principii che fanno parte integrante ed intangibile dello Statuto fondamentale.

Fu dalla Corte romana condannata la libertà della stampa, eppure la libertà della stampa è nello Statuto proclamata e sancita; fu dal sovrano pontefice condannata ogni libertà d'istruzione, eppure nelle nostre leggi organiche vi è racchiuso in germe il principio di tale libertà. Io quindi debbo credere che l'onorevole senatore Brignole non voglia dare alle sue parole quell'estensione che altri sarebbe in diritto di credere a prima giunta. Io penso che egli abbia trovato il modo di conciliare questa sentenza col giuramento da esso prestato; ma siccome io reputo che questa conciliazione sia assai difficile, così non mi stupisce che egli abbia durato sette anni di riflessione per risolverla *(Bravo! bravo!)*

Passo, o signori, ad esaminare l'accusa che vien fatta alla

gge di violatrice del diritto di proprietà. Era mio intendimento di esaminare la quistione ponendovi sotto gli occhi le varie nature di proprietà, e facendovi osservare la differenza che fra esse corre ; ma questo argomento è stato trattato, o per dir meglio esausto dall'onorevole senatore Gioia, che primo parlò nella presente tornata. Perciò io mi restringerò a brevissime riflessioni.

Che la proprietà sia il fondamento della società e verità incontrastata, ciò non solo perchè la proprietà può considerarsi come un diritto naturale, ma perchè il diritto di proprietà è indispensabile, non che al progresso, al mantenimento della società civile.

Ma come vi fu avvertito, se il diritto di proprietà è sacro, non perciò si può dedurre dover essere questo diritto senza limite.

E difatti, o signori, noi vediamo che di mano in mano che la società civile progredisce, il diritto di proprietà si trova meglio definito, e più limitato. In altri tempi venne riconosciuto al proprietario il diritto di disporre non solo durante la sua vita dei proprii averi, il diritto non solo di trasmettere come meglio intendeva la proprietà per atto di ultima sua volontà, ma altresì di vincolarne l'uso per un secolo avvenire a certe determinate condizioni. Questa estensione del diritto di proprietà era assolutamente contraria ai veri interessi economici e sociali della società. E nel vero, o signori, non vi è canone economico meglio stabilito di quello che al progresso sociale di un popolo è assolutamente necessaria la disponibilità della proprietà ; quindi, o signori, non è da maravigliarsi, se in tutte le società progredite, in tutte le riforme legislative quelle disposizioni estensive del diritto di proprietà vennero ristrette, e finalmente abolite; epperciò io credo di poter dire essere una condizione assoluta del diritto di proprietà che questo sia ristretto in modo che non possa estendersi oltre i limiti della tomba.

L'istesso principio, o signori, che ha potuto abolire i pri-

vilegi eccessivi concessi alla proprietà. e li ha fatti restringere nei giusti limiti, questi stessi principii debbono condurci nell'applicazione della legislazione ai corpi morali.

Prima però di trattare di questi corpi morali mi occorre di ricordare quello che venne già molto bene esposto in questa discussione, quanta differenza cioè vi passi tra la proprietà dei corpi morali, quali sono le corporazioni religiose, e la proprietà collettiva della società.

Nella società esiste un complesso di persone, le quali hanno l'assoluta disponibilità della proprietà stessa: non solo i singoli membri possono disporre della loro frazione di proprietà come meglio intendono, ma il complesso dei proprietarii può a suo talento disporre dell'asse sociale; epperciò la proprietà non può dirsi resa immobile; ma nei corpi morali la cosa è molto diversa: la proprietà del corpo morale non richiede (ed io credo che nessuno l'abbia sostenuto) che i membri di una corporazione religiosa siano liberi di disporre a loro talento della proprietà che le appartiene. Da ciò ne conseguirebbe che se questa proprietà fosse intangibile, sarebbe resa assolutamente immobile, e ciò a danno manifesto ed evidente della società; ma tale assurdità, io mi affretto di dichiararlo, non venne mai sostenuta dagli onorevoli miei oppositori, giacchè essi hanno riconosciuto che di questa proprietà si poteva disporre col consenso della chiesa; quindi, o signori, io ho ragione di dire non esservi più qui quistione di proprietà, ma solo esservi questione religiosa, quella cioè di sapere se per disporre dei beni delle corporazioni religiose si richieda necessariamente il concorso del supremo pontefice. Avendo dichiarato di non voler trattare la questione religiosa, mi restringerò ai fatti argomenti, credendo con ciò di aver purgato il progetto di legge dall'accusa di violato diritto di proprietà.

Ma altra più grave se ne muove contro esso la quale riveste una qualche apparenza speciosa.

Si dice che volendo colpire di una tassa graduale gli averi dei varii enti economici, noi introduciamo nella legislazione

fatale principio dell'imposta progressiva; principio che otrebbe condurci alle più funeste conseguenze, e che tratto 'atto applicato da persone più avventate, meno tenere del- ordine sociale, potrebbe sviluppare tra noi i germi di quelle ottrine falali che sono conosciute sotto il nome di dottrine ocialistiche e comuniste.

Invero, o signori, se nel progetto di legge si contenesse an- he qualche lontanissimo principio, che potesse condurre (co- ie sostener vollero i membri della minoranza dell'Ufficio Cen- 'ale) all'applicazione di quelle funeste dottrine, che potesse ar appiglio ai propugnatori dell'imposta progressiva, io sarei primo a sorgere per combatterlo; giacchè, o signori, non irebbe la prima volta che io discenderei in tale palestra.

Ma emmi avviso, che un esame attento della questione vi imostrerà che l'accusa che ci si fa è destituita di ogni fon- amento, e che se vi ha analogia nelle parole, non ve ne ha lcuna nella sostanza.

E ve lo dimostrerò, io penso, in due modi: prima esami- ando le sostanze che debbono essere dalla tassa proposta col- ite; secondo, in un modo, direi, più matematico, facendovi occare con mano che gli argomenti, i soli vaildi argomenti, he si possano invocare contro l'imposta progressiva, vengono i appoggio della ministeriale proposta.

Gli averi degli enti religiosi non sono una vera proprietà idividuale; ciò è provato dal fatto che il beneficiario non uò disporre della proprietà come nè può disporre il proprie- irio. E nemmeno, signori, non lo può come usufruttuario; iacchè questi è padrone senza condizione veruna di disporre el reddito della proprietà: il beneficiario invece non può di- oorre del reddito del beneficio se non coll'obbligo di adem- iere a certi determinati pesi. Non è una vera proprietà; è n compenso a certi servigi resi alla chiesa ed allo Stato.

Io non posso considerar altrimenti un beneficio: e questo i desumo sia dalla natura stessa delle cose, sia anche dalla olontà presunta dei fondatori dei benefizii: giacchè, o si-

gnori, sarebbe assurdo il supporre che chi lega le sue sostanze a questa od a quell'altra chiesa, a questo od a quell'altro beneficiario, avesse in mira di favorire uno piuttosto che un altro individuo, e non già di assicurare ai ministri della chiesa i mezzi di adempiere convenientemente al proprio ministero.

Considerando quindi la rendita dei benefizii come un compenso per servizi resi dai ministri del culto, io credo che secondo la mutata condizione dei tempi, secondo le esigenze del servizio stesso della chiesa, si debba e si possa variare in certi limiti questa distribuzione.

E qui ancora non ho assolutamente dissenzienti i miei onorevoli avversari, giacchè essi riconoscono quasi unanimi aversi alcuna riforma da operare, potersi migliorare certamente la distribuzione dei redditi attuali dell'asse ecclesiastico: solo che essi dicono non doversi ciò fare se non col concorso, non già di tutti i beneficiati, non già chiedendo l'assenso di tutti gli attuali interessati, ma col concorso del supremo gerarca della chiesa.

Ciò essendo, io dico, che non altrimenti si viola il diritto di proprietà col variare in certi limiti moderati l'attuale distribuzione dell'asse ecclesiastico, se non come quando nei tempi che seguirono lo Statuto, si varia la scala degli stipendi della magistratura.

Nessuno, signori, accusò il Governo, il Parlamento di violata proprietà, di avere disconosciuti i diritti acquistati quando, in presenza delle supreme necessità dello Stato, veniva di molto diminuito il corrispettivo di quei venerandi magistrati, che erano giunti al seggio che luminosamente coprivano dopo una lunga decilustre carriera.

Nè quindi si può dire che si violano dei diritti acquistati, che la società manca a quelle promesse che essa faceva alle persone che si dedicavano nella loro gioventù al sacerdozio, giacchè, o signori, io crederei fare ingiuria, e commettere una immensa ingiustizia, se io credessi che alcuno entra nel sacer-

dozio per la futura speranza di occupare uno stallo nella collegiata di san Gaudenzio di Novara, o godere dei ricchi redditi della mensa di Torino.

Io mi credo dunque in ragione di poter dire che, stante la natura delle proprietà che questa legge deve colpire, non istà che la nostra proposta costituisca un'imposta progressiva; ma, ve lo ripeto, ve lo dimostrerò in modo più diretto.

Se non che, per ciò fare, con mio dolore, sono costretto a chiedere al Senato la permissione di esporre alcune considerazioni economiche, necessarie a chiarire questo gravissimo argomento.

Per quanto io abbia studiato la difficile questione dell'imposta progressiva, io non ho mai trovato a combattere che una sola valida ragione fondata sugli effetti fatali, che questa imposta avrebbe non solo sulle persone da essa colpite, ma sulla società considerata nel suo complesso, e più ancora sulle classi che si vorrebbero con quest'imposta favorire.

Dichiaro schiettamente che se si volesse dimostrare l'assoluta ingiustizia dell'imposta progressiva, credo che si troverebbe qualche difficoltà a farlo; ma portandoci sul terreno economico noi possiamo dimostrare matematicamente e logicamente i funesti effetti di quest'imposta.

Ecco il ragionamento che a mio credere rovina tutto l'edifizio dell'imposta progressiva.

Egli è canone non disputato da nessuno che le società non potrebbero, non dico, prosperare, ma non decadere se ogni anno nel seno di esse, molti individui non creassero nuovi capitali, cioè non spendessero meno dell'ammontare delle proprie risorse, sia perchè non vi è altro mezzo di progredire, se non, mediante la formazione di nuovi capitali, sia perchè essendo in tutte le società disgraziatamente un certo numero d'individui i quali, o per infortunii, o per cagione di vizi distruggono dei capitali, se non vi fossero altri che ricostituissero questi capitali stessi, in poco volger d'anni la società rovinerebbe.

E questo, o signori, è necessario non solo alla classe proprietaria e capitalista, ma assai più alla classe più numerosa, alla classe operaia, giacchè, o signori, lo ripeto, la ragione del salario si stabilisce dalla proporzione fra il numero dei braccianti e l'aumento dei capitali che debbono questi braccianti occupare, sì che quando voi aumentate il capitale più rapidamente di quello che si aumenta il numero dei braccianti, voi aumentate il salario, migliorate la condizione di tale classe epperciò io credo poter dire che l'aumento e la formazione dei capitali sia il maggior servizio che le possa fare.

Ma ora, o signori, lo scopo principale dell'imposta progressiva è quello di distruggere questa tendenza alla formazione del capitale, giacchè egli è evidente che essa opera in modo diretto ed in modo indiretto, direi in modo morale; in modo diretto aumentando il sacrifizio, il peso a colui che accresce il capitale, ed in modo indiretto gettando uno sfavore sopra chi aumenta la propria ricchezza. Ora se voi giungete a fare penetrare nella società l'idea che il ricco, in certo modo è persona nociva, che conviene aggravare, vedrete poco a poco scemare il numero di coloro che impongono a se medesimi dei sacrifizi per accrescere i capitali, e perciò non solo non vi sarà progresso, ma vi sarà pronto e rapido regresso nell'avere sociale; io quindi opino potersi dire, che l'imposta progressiva sia assai più nociva a quella classe che non può sperare miglioramento della sua sorte, se non dall'aumento del capitale, che non a quell'altra classe che verrebbe direttamente da essa colpita.

Ma questi inconvenienti evidentissimi e gravissimi procedenti dall'imposta progressiva applicata alla proprietà individuale, credete voi che deriveranno egualmente da questo sistema applicato alla proprietà dei corpi morali? No certamente ed io credo in ciò di avere consenziente anche la massima parte de'miei opponenti, non esclusi i due membri della minoranza dell'Ufficio Centrale.

Nessuno desidera l'aumento della proprietà appartenente

alle mani morte, almeno nessuno ha avuto il coraggio di manifestare questo desiderio. Quindi se questo sistema, se quest'imposta deve avere sulla proprietà delle mani morte delle conseguenze identiche a quelle, che avrebbe certamente sulle proprietà private, cioè d'impedire l'aumento di queste pro-proprietà, io credo che tutti se ne consoleranno, compresi i membri della minoranza dell'Ufficio Centrale *(Si ride)*.

Mi pare, almeno mi lusingo, di avere con questi brevi argomenti dissipato quel fantasma che si era affacciato alla mente dei membri dell'Ufficio Centrale, i quali vedevano venir dietro a questa nostra proposta gli orrendi spettri del comunismo e del socialismo.

Abbandono quella parte del mio argomento, e scendo ad esaminare, o meglio a ribattere il rimprovero di violata fede, che ci fu più specialmente scagliato contro dal venerando arcivescovo di Ciamberì.

Egli disse che noi volevamo proscioglierci da un obbligo solennemente contratto, volendo far scomparire dal bilancio la somma di novecento e più mila lire, le quali negli anni addietro in essa figuravano per supplemento di congrue ai parroci: soggiunse che questa somma costituiva un vero debito, e che era la conseguenza d'un formale impegno, ricercando l'origine di questo debito, e nel concordato del 1801, e nell'accordo del 1828: egli ci disse pure che nel 1828 il governo del Re Carlo Felice si era obbligato a corrispondere ai parroci, a titolo di supplemento di congrua, una certa determinata somma, che quindi costituiva un debito, una vera obbligazione.

Qui per rispondere in modo adeguato, io sono costretto di invocare i principii del diritto civile, i quali non mi sono molto famigliari; ma io lo farò, giacchè ciò mi è imposto dalla presente circostanza.

Non vi può essere contratto, se non vi è da una parte una vera concessione, un vero sacrificio, e dall'altra non vi sia nè sacrificio, nè concessione vera. Ora io dico che nel concor-

dato del 1828 non vi fu per parte della Santa Sede vero corrispettivo.

Non già che io lamenti le disposizioni prese dal Governo d'allora di provvedere alle congrue dei parroci non bastantemente retribuiti (poichè il Governo d'allora non avvisava dover adoperare altro mezzo a questo fine, e riconoscea che faceva bene, ottimamente bene provvedendo ai bisogni dei parroci non abbastanza provvisti); ma nego che costituisse un impegno assoluto colla corte di Roma, perchè questa, ripeto, non dava nulla in corrispettivo.

Difatti, o signori, quale è il vero corrispettivo che accordò la Corte di Roma?

Il vero corrispettivo, quello che venne richiesto dal Governo, e dalla Corte di Roma concesso, fu di dare al Governo la facoltà di continuare per tempo indeterminato (se volete anche per sempre) la facoltà di percevere delle imposte sui beni della chiesa.

Ora io vi domando se questo è un vero corrispettivo? Era bensì nella facoltà della chiesa di darlo, o negarlo; ma quello che io non dubito di asserire si è, che non era nella facoltà del principe di abdicare al diritto d'imporre i beni della Chiesa, e quando il principe l'avesse fatto, quando avesse alienata questa parte del potere regale, io credo che i nostri magistrati, se non tutti, la maggioranza di essi avrebbero dichiarata nulla questa alienazione ; e perciò dico e ripeto, che il contratto del 1828, mancando assolutamente di corrispettivo da una parte, è nullo per l'alltra.

Più grave argomento è quello ritratto dal concordato del 1801, di cui si valse l'onorevole senatore Billet, giacchè non posso negare, che in esso vi fu corrispettivo e da una parte e dall'altra ; e che quindi costituiva un vero contratto. Ma qui mi permetta l'onorevole senatore di manifestargli la mia maraviglia, che abbia creduto dover cercare un argomento in questo concordato; giacchè, se pensa che esso non poteva venire modificato dal potere civile succeduto al potere che l'avea

irmato; se egli crede che questo concordato era posto sotto 'egida non solo della potenza che l'avea firmato colla Santa Sede, ma in certo modo colle potenze che hanno firmato il Trattato di Vienna, mi permetta di dire che io penso in allora, che siffatto concordato può essere invocato non solo dal clero pel mantenimento de'suoi diritti, ma anche dal laicato il quale era, quanto il clero, ad esso interessato.

Se il concordato del 1801 era intangibile, se il Governo del Re successore del Governo francese non poteva apportare ad esso modificazioni senza violare gl'impegni assunti colla popolazione di Savoia, ed in allora io opino che le popolazioni laiche favorevoli.

Non mi consta che i cambiamenti gravissimi, che molto prima d'ora furono a quel concordato arrecati dall'Autorità civile in seguito ai suggerimenti della Corte di Roma abbiano incontrato la disapprovazione del Clero, e suscitate le sue proteste.

Quando si modificava il concordato in un senso favorevole al clero, il clero faceva plauso. Ora che si vorrebbe modificare una parte, non nei principii, poichè si mantiene il principio del corrispettivo al clero, ma nel mezzo di soddisfare a questo principio, il clero della Savoia vorrebbe protestare. Mi permetta in ciò di trovare poco logica e poco conseguente la condotta del clero della Savoia.

Tuttavia per dimostrare all'onorevole senatore che non siamo alieni dall'accostarci a proposte ragionevoli, io non esito a dichiarare, che ove egli giungesse a persuadere a' suoi colleghi dell'episcopato, non che alla Santa Sede essere opportuno, essere utile alla religione dello Stato, il ristabilimento del concordato del 1801, io per mia parte non solo aderirei a questa proposta, ma di più assumerei l'obbligo formale di presentare nel primo bilancio una proposta onde gli assegni al clero della Savoia venissero conservati non solamente nei limiti in cui si trovavano negli antichi bilanci, ma portati a quello a cui lo furono nella vicina Francia.

E io credo che questa proposta non troverebbe dissenzienti gli onorevoli miei amici che seggono su questi banchi, e che verrebbe persino appoggiata dal mio onorevole amico il senatore Siccardi (*Ilarità*) quantunque non abbia molta fede ai concordati (*Ilarità prolungata*).

Io credo poi che non incontrerebbe nemmeno una grande difficoltà nell'altro ramo del Parlamento. Quindi io propongo, ove ciò piaccia a' miei onorevoli oppositori, questo mezzo di conciliazione.

Non mi rimane più che ad esaminare l'ultimo appunto fatto al progetto di legge; l'ultimo, e a dir vero il più grave, quello cioè di essere una misura rivoluzionaria, che debba trarre seco in un breve periodo di tempo le più fatali conseguenze.

Io, in verità, o signori, mi stupisco di una tale accusa, giacchè questa legge, nè nella sostanza, nè tanto meno nella forma non ha nulla di rivoluzionario. Noi non siamo venuti a chiedere la soppressione assoluta, e senza distinzione di tutti gli ordini monastici; noi non vi abbiamo domandato di mettere in fascio e quello che vi era di buono, e quello che vi poteva essere di corrotto; noi non vi abbiamo chiesto di tenere in non cale i diritti acquistati, ed i riguardi individuali, come si procede nei tempi di rivoluzione.

In altre circostanze, o signori, quest'abolizione venne chiesta al nome d'idee rivoluzionarie, e quantunque in quei tempi tali idee avessero assai più impero, che non oggidì, e l'atmosfera fosse ad esse più favorevole, quantunque allora io non avessi l'onore di sedere sul banco dei consiglieri della Corona, sorsi nel Parlamento per combattere, e combattere risolutamente questa proposta.

Così farei oggi ove la riforma che vi proponiamo fosse presentata sotto l'egida delle idee rivoluzionarie. Noi invece vi abbiamo chiesto di procedere con moderazione e prudenza alla riforma di un ordine di cose, che tutti voi, o almeno quasi tutti avete riconosciuto richiedere emendazione e riforme. Noi non abbiamo esitato di dichiarare che mentre al-

ui religiosi avevano cessato di essere utili alla società,
nel loro complesso divenuti ad essa dannosi, altri ve
, la cui conservazione era richiesta non solo dagli
della religione, ma altresì da quelli della società e
ità. Noi abbiamo esitato di fare gli elogi di alcuni or-
iosi, mentre combattevamo l'esistenza di alcuni altri;
amo quindi, signori, proceduto rivoluzionariamente.
zi, nel proporvi una riforma in questi tempi tran-
cui le passioni popolari non si agitano fuori delle
amentari, in cui non vi è pressione di partiti estranei,
creduto di fare un atto altamente conservatore poi-
esso noi crediamo rendere molto più difficili le ri-
e molto più facile il combatterle, quando mai esse
dominare in questo paese.

i le riforme fatte a tempo opportuno, prima che que-
imposte dalle passioni delle masse, sono quelle che
no le rivoluzioni. Quantunque amici ed altamente
elle riforme, noi deploriamo quelle che procedono
luzione, giacchè qualunque buona legge a noi par-
pita dal peccato originale quando portasse il marchio
oncessione strappata dalle esigenze della plebe; ed in
no certo di aver consenziente tutto il Senato, e più
'onorevole e valente giurisperito che siede fra i mem-
minoranza dell'Ufficio Centrale, giacchè quantunque
disgrazia, da alcuni anni io debba annoverarlo quasi
er mio avversario politico, io non gli ho mai fatto
e l'ingiustizia di credere ad un appunto che gli venne
n altro recinto da un suo collega di aver sottoscritto
leggi nostre organiche, una delle leggi alle quali
più fortemente attaccato, non perchè egli la repu-
na, opportuna, necessaria, ma perchè i tumulti e la
della piazza lo costringevano a ciò fare.

re *Sclopis (con vivacità)*. Domando la parola per
sonale.

r *(proseguendo)*. In appoggio di questa accusa

nero invocati da varii oratori le lezioni della storia. L'uno dopo l'altro, l'onorevole arcivescovo di Ciamberì, il maresciallo Della Torre, il senatore Brignole Sale e credo anche il senatore Di Maugny fecero apparire ai vostri occhi lo spettro del 93. Ricordarono come le riforme dell'89 fossero state presentate da uomini relativamente moderati: ma siccome a questi tosto ne succedettero altri senza principii e di opinioni sovversive ed estreme, la società fosse così stata condotta ai disordini del tempo del terrorismo.

Io, o signori, faccio il massimo caso delle lezioni della storia; ma credo che in questa circostanza gli onorevoli preopinanti abbiano commesso un grande errore di data.

Pur troppo, o signori, nell'89 l'êra delle regolari e moderate riforme era passata, e quella invece delle riforme violenti e rivoluzionarie era incominciata, giacchè, o signori, voi non ignorate che l'Assemblea costituente non deliberava in mezzo ad un popolo tranquillo, non deliberava in mezzo ad una potestà aspettante con fiducia le determinazioni dei rappresentanti della nazione; ma deliberava in mezzo ad un popolo già in rivoluzione. Difatti la massima parte delle leggi fu votata da quella grande ed illustre Assemblea dopo i moti rivoluzionarii del 14 luglio, dopo la distruzione della Bastiglia, e dopo le scene deplorabili del mese di ottobre di Versailles.

In allora erano tempi difficili per poter riformare, con mezzi pacifici, legali e regolari, la società. Si sarebbe, o signori, ottenuto questo scopo se Luigi XVI principe di indole ottima, ma pur troppo di carattere debolissimo, avesse nell'esordire del suo regno potuto seguire l'impulso del suo cuore e continuare a dar ascolto ai savii e virtuosi consigli degli uomini che egli aveva chiamato a sedere nel suo gabinetto.

La rivoluzione sarebbe stata probabilmente evitata, la Francia non avrebbe avuto a deplorare i disastri e gli orrori del 93 se Turgot e Malesherbes non fossero stati abbandonati dal loro principe.

La società in allora non era ancora commossa nelle sue ›ndamenta, lo spirito rivoluzionario non erasi scatenato sopra i essa: a quell'epoca si poteva ancora portar efficace rimeio agli immensi abusi che affliggevano senza sradicare l'alero stesso sociale.

Ma pur troppo quegli uomini virtuosi e sagaci che avrebero potuto, come dissi, indirizzare il re a queste riforme coi oro consigli, furono costretti di abbandonarlo prima di avere potuto mandar ad effetto le meditate riforme.

I loro successori si ostinarono a rifiutare qualunque miglio·amento sociale; vollero mantenere, e nella società civile, e nella ecclesiastica, tutti gli abusi del medio evo, che il regno di Luigi XIV, il dispotismo di Luigi XV avevano legato alla Francia, e le conseguenze di ciò furono quegli atti che avete indicati, e che noi al pari di voi deploriamo.

Quindi, o signori, io mi credo in diritto di far risalire la isponsabilità degli orrori del 93, non sugli illustri ed infelici tatisti dell'89, sui membri di quella grande Assemblea che a votato liberi principii, che non è più possibile cancellare al Codice delle nazioni, ma bensì sovra coloro i quali conastarono ogni riforma fin dal principio del regno di Luigi VI, sopra i prelati orgogliosi, sopra quei cortigiani, i quali ccusavano Turgot e Malesherbes, come ora noi siamo accuti di essere rivoluzionari ed innovatori.

Io non abuserò della pazienza del Senato, cercando altrove empi storici, collo scopo di additare l'effetto delle riforme tempo praticate. Leggete la storia de'due ultimi secoli dell'Inghilterra, e vedrete che quella nazione ha saputo progredire stantemente nella via della civiltà e della ricchezza, nello iluppo politico, senza mai inceppare negli scogli rivoluziorii; e ciò perchè? perchè gli uomini di Stato di quel paese nno sempre saputo piegarsi a quelle riforme che le condini dei tempi richiedevano.

Nemmeno ricuserò l'esempio di Giuseppe II imperatore Austria, al quale vennero imputati fatti così gravi dall'ono-

revole senatore Brignole. Io al pari dell'onorevole senatore Mameli, non mi farò l'apologista di quel principe, ed ammetto col senatore Brignole, che molte cose della sua vita meritano biasimo e biasimo severo; ma nullameno debbo riconoscere che non solo Giuseppe II, ma anche chi prima di lui tenne le redini dell'impero d'Austria, cioè l'imperatrice Maria Teresa, seppe portare in tutti i rami della civile ed ecclesiastica amministrazione gravi ed importanti riforme, le quali dando soddisfazione a molti legittimi desiderii, allontanarono per molti anni i pericoli rivoluzionarii dalla monarchia austriaca.

Con ciò non intendo neppur far l'apologia di tutte le misure di Giuseppe II rispetto alla chiesa, giacchè non esito qui a dichiarare altamente che non approvo tutta quella parte della legislazione Giuseppina, la quale tende ad inceppare soverchiamente la libertà della Chiesa. Amico delle idee liberali, voglio che queste siano pure alla chiesa applicate. Ne mi move quando l'onorevole senatore Brignole disse della modificazione ulteriormente recata alle leggi Giuseppine, mentre alcune di queste erano dai tempi richieste, essendo evidente che quando conveniva verso la metà e sul finire del secolo scorso, non è più opportuno a'tempi nostri.

Ma io credo che queste modificazioni finora siano assai più sulla carta che nei fatti; ed anzi son certo che il clero sabaudo, il clero nazionale perderebbe assai se si applicasse ad esso la legislazione che tuttora è applicata al clero che è al di là del Ticino.

Signori, un'ultima parola e finisco.

Da alcuni oratori ci venne additata come conseguenza necessaria, inevitabile di questo progetto di legge una grande agitazione nel paese, da taluno con parole di ammonizione, da altri quasi con parole minacciose. A questo risponderò con esempi storici.

Io comincio dal dichiarare che ho troppa fede nel senno, nel patriotismo dell'episcopato e del clero nazionale per credere che queste minaccie abbiano a verificarsi. Ma quando

ciò avvenisse, quando quest'agitazione avesse disgraziatamente ad andare fuori d'un certo limite, io ricorderò al Senato non esser questa la prima volta che lotte fatali ebbero luogo fra il principio di libertà, di progresso, ed il principio retrivo vestito del manto della religione. Nel XVII secolo in Inghilterra il partito retrivo, capitanato dai gesuiti, mosse guerra tremenda alle idee di libertà, di progresso, e il risultato di questa lotta fu la tremenda catastrofe che trascinò in irreparabile rovina l'antica e venerabile schiatta degli Stuardi.

Nei tempi a noi più vicini, nel regno di Francia dopo la Ristorazione, un sovrano, non meno illuminato che prudente, era riuscito a rannodare la catena dei tempi ed a ristabilire l'armonia e la pace fra gli ordini antichi ed i nuovi: ma quando a questi successe un altro, il quale si diede solamente in preda ad un partito, il quale sotto il pretesto di favorire gl'interessi della religione, combattè ogni idea di progresso, e di libertà, un'altra lotta ivi si impegnò, e questa ebbe per risultato di rovesciare e di ridurre in frantumi il vecchio trono dei Borboni.

Io spero, o signori, che fatti istrutti dalla lezione della storia, simili eventi non accadranno fra noi, nè credo che il venerabile nostro clero voglia imitare gli esempi da me indicati.

Io sono certo che ad ogni evento la sapienza dei grandi poteri dello Stato saprà evitare le indicate funeste conseguenze.





DISCORSO

DEL CONTE CAMILLO CAVOUR

PRESIDENTE DEL CONSIGLIO, MINISTRO DELLE FINANZE

E DEGLI AFFARI ESTERI

pronunziato alla Camera il 17 febbraio 1855,

nella

DISCUSSIONE DEL PROGETTO DI LEGGE

PER LA SOPPRESSIONE DI ALCUNE COMUNITA'

E STABILIMENTI RELIGIOSI, ECC.

La discussione intorno al progetto di legge sulla soppres-one di alcune comunità religiose, che da più giorni si agita questo recinto, si è quasi esclusivamente aggirata sulla giu-izia e legalità del medesimo.

Io non seguirò gli onorevoli preopinanti su questo terreno, nperocchè giudico che da questo lato la materia sia in certa uisa esaurita. D'altronde io debbo confessare che non sarei a tanto di trattare la questione sotto l'aspetto testè accen-ato; quindi mi restringerò ad esaminare l'attuale progetto legge dapprima dal lato finanziario ed economico, e quindi tto l'aspetto politico e quello dell'opportunità.

Tuttavia io dichiaro che non intraprenderei la difesa del ogetto di legge da questi varii punti di vista, se non ri-tassi che per parte dei difensori di esso fosse stata dimo-ata pienamente e vittoriosamente la sua giustizia, la sua le-lità, giacchè io pure consento nelle parole dette da un ul-no oratore, che a fronte delle considerazioni morali, legali di equità, le altre considerazioni di un ordine più materiale

non debbono avere gran peso; ma quando la giustizia e la legalità di un progetto sono state dimostrate, è pure dovere del legislatore di indagare quali ne siano gli effetti materiali, e quali gli effetti politici, onde poter portare un pieno giudizio.

Uno dei principali scopi del progetto di legge, noi non lo neghiamo, è finanziario. Il progetto di legge è inteso a giovare alle pubbliche finanze in tre modi diversi. Debbe giovare col far scomparire dal bilancio passivo una somma assai considerevole; debbe giovare col procurare allo Stato e a quelle aggregazioni morali che lo costituiscono cioè alle provincie ed ai comuni, i mezzi onde sopperire a pubblici riconosciuti bisogni ed a condizioni moderate; e finalmente deve giovare al pubblico erario col procurargli per alcuni anni, mezzi straordinarii che varranno a sopperire alle deficienze che ancora si manifestano nei bilanci dello Stato, o, quando queste deficienze venissero a scomparire, che gli procurerebbero il mezzo di compiere utilissime operazioni finanziarie.

Che sia vantaggioso il far scomparire dal bilancio passivo la somma di quasi un milione, non havvi certamente fra voi chi lo neghi. Forse taluno ripeterà che i mezzi proposti dal Ministero siano insufficienti. Infatti, o signori, per operare quest'economia due mezzi principali noi proponiamo. Il primo è quello di stabilire una tassa sopra un certo numero di ecclesiastici; il secondo è di sopprimere alcune comunità religiose, e di dedicare il prodotto dei loro beni a sopperire alle spese cui era destinato il fondo portato in bilancio per ispese ecclesiastiche. Quanto al primo mezzo, sia esso buono o cattivo (ciò che esaminerò più tardi) evidentemente raggiunge lo scopo. La tassa che noi vi proponiamo, quando venga adottata, frutterà certamente una somma certa che dai calcoli giunge dalle quattro alle cinque cento mila lire.

Dove vi è dubbio, dove vi è luogo forse alla critica degli avversari al progetto, si è sull'efficacia del secondo mezzo. Ed invero, o signori, se si dovesse procedere ad un'immediata ed assoluta riforma di tutte le corporazioni religiose, se

si dovessero immediatamente chiudere tutti i chiostri, e corrispondere ai loro abitatori, resi alla società, delle pensioni a norma del principio dal progetto di legge stabilito, evidentemente lo scopo che noi ci proponiamo non sarebbe raggiunto, ed invece di trovare in questa soppressione un mezzo opportuno per far fronte alle spese ecclesiastiche, noi probabilmente dovremmo, dopo la sua attuazione, gravare di nuovi pesi il bilancio dello Stato.

Ma, signori, noi non vi proponiamo di procedere a questo modo, non solamente per motivi fiscali, ma altresì per altre considerazioni che avrò più tardi l'onore di esporvi; noi vi proponiamo di procedere con moderazione e con gradazione, noi vi proponiamo di conservare in modo assoluto e definitivo alcuni ordini religiosi, il cui scopo torna altamente giovevole alla società; noi vi proponiamo di procedere alla riforma di alcuni altri sodalizii, a cui non riconosciamo più quel carattere di utilità; noi vi proponiamo di procedere con ponderatezza, con prudenza, con moderazione, sia pei riguardi dovuti ai molti membri che si trovano a questi ordini addetti, sia perchè, altrimenti operando, si verrebbe ad aggravare le finanze dello Stato, invece di portar loro giovamento.

Per dimostrarvi che a questo modo sarà facile l' ottenere un'annua somma assai cospicua, che, unita a quella che la tassa sopra gli ordini religiosi dee produrre, varrà a sopperire alle spese ecclesiastiche, mi basterà citarvi i risultati che si otterranno dalla soppressione di alcuni ordini religiosi; e per non anticipare sull'avvenire, mi varrò d'un solo esempio citandovi un ordine religioso rispetto al quale lo Stato si vide costretto da un'assoluta necessità di anticipare, fino ad un certo punto, l'applicazione della presente legge, intendo la comunità delle canonichesse lateranensi dette di Santa Croce. Dalla statistica che vi è stata trasmessa, voi avete potuto scorgere che questa comunità ha in beni stabili una rendita di 58,000 lire, e più possiede un locale che ora fu trasformato in ospedale militare e che venne valutato (certo con istraordinaria mode-

razione) alla cifra di 900,000 lire. Applicando la legge a questa corporazione, egli è probabile che dei beni della medesima, che si trovano dispersi nelle provincie le più ricche dello Stato, si ricaverà forse un milione e mezzo, quindi a ragione del 4 per cento si corrisponderà alla cassa ecclesiastica un'annua rendita di L. 60|m. Il fabbricato che fu a prima giunta valutato L. 900|m e che forse ad un estimo legale riescirà del valore d'un milione, darà un'altra rendita di 40,000 lire, in complesso 100,000 lire.

Vi sono attualmente in questa comunità 50 monache; applicando a queste anche la più alta quota della pensione, cioè lire 800 all'anno, non si avrebbe che un annuo dispendio di 40,000, quindi la soppressione di questa sola casa religiosa darebbe alla cassa ecclesiastica istituenda, un beneficio di 60,000 lire all'anno. Vede adunque la Camera che basterebbe la soppressione di alcune corporazioni in simile condizione collocate per somministrare allo Stato quel tanto che è necessario, onde coll'aggiunta del prodotto della tassa sopra gli enti ecclesiastici, poter sopperire ai bisogni dei parroci ai quali finora si sopperiva coi fondi del bilancio.

Mi lusingo che in questo modo rimanga chiaramente dimostrato che la legge a voi proposta conseguirà senza fallo il primo effetto, il risparmio cioè della spesa del milione che finora ha figurato nel bilancio di grazia e giustizia.

Non meno importante, o signori, è il secondo ordine di beneficii che deve risultare alle finanze e dall'attuazione di questa legge, e che ho dinanzi accennato.

La discussione del bilancio vi ha fatto conoscere come il paese manchi di un'infinità di pubblici stabilimenti, o locali che sono richiesti da urgenti bisogni, epperò ogni anno all'occasione della discussione del bilancio della guerra si vien proclamando che noi difettiamo di caserme, di ospedali militari, si viene dicendo che vi è un difetto assoluto di fabbricati per carceri, ed ho inteso da tutti i lati di questa Camera oratori sorgere per avvertire che lo Stato delle carceri e

nel Piemonte e nella Savoia e nella Sardegna e nella Liguria ed ovunque è sommamente deplorabile, e che l'umanità, la giustizia richiedono, e richiedono imperiosamente, che a questa condizione di cose si provveda.

Eppure nè il Governo, nè la Camera hanno potuto provvedere a questi urgenti bisogni per la ragione semplicissima che se si dovessero erigere nuovi ergastoli verrebbero a costare somme enormi, alle quali non si potrebbe far fronte nelle attuali contingenze del nostro erario.

Colla soppressione di un certo numero di corporazioni religiose voi potrete (se non nel modo più razionale, almeno in parte) sopperire a questi bisogni; voi potrete avere caserme per soldati, ospedali per i militari, e in molte provincie e specialmente in Sardegna potrete avere carceri.

Voi vedrete che se ne possano ritrarre rilevanti vantaggi, e per farveli apprezzare, vi citerò ancora l'esempio che dianzi vi accennava. Quando recentemente venne ad invaderci il cholèra, una necessità assoluta di provvedere al miglioramento della condizione dei militari ammalati ci ha costretti ad occupare il locale del monastero di santa Croce, il quale con poca spesa fu trasformato in ospedale militare; e tale rimarrà per sempre, se questa legge verrà approvata.

Quel locale fu stimato, come vi ho già detto, lire 900 mila; supponiamo pure che questa somma venga portata sino ad un milione trattandosi di fabbricarlo; questo vi cagionerà una spesa annua di lire 40 mila; ma se invece di aver adattato il locale di santa Croce ad uso di ospedale militare si fosse dovuto mandar ad effetto uno dei numerosi progetti che furono fatti per edificare in Torino un ospedale militare, certamente voi avreste dovuto spendere per lo meno due milioni, perchè a questa somma ascendevano appunto i calcoli degli ingegneri. Ora nello stato attuale del credito pubblico, due milioni impiegati nella costruzione di un ospedale militare, vi cagionerebbero l'annuo dispendio di lire 120 mila. È dunque manifesto che con questa sola operazione dell'adattamento del

locale di santa Croce ad ospedale militare, l'erario pubblico ha guadagnato lire 80 mila all'anno; e mi pare che questo non sia un benefizio da disprezzare.

Nè io pongo minore importanza all'utilità che le provincie ed i comuni debbono ricavare dal veder posti a loro disposizione grandi locali. Voi sapete, o signori, che dacchè fu data la libertà a questi corpi morali, il primo uso da essi fattone fu di gareggiare, onde sopperire ai bisogni che si manifestavano, sia rispetto all'istruzione, sia rispetto al pauperismo, sia rispetto ad altre opere caritatevoli, e se le provincie, se le comunità non poterono soddisfare, come avrebbero desiderato, a questi bisogni, ne furono impedite per difetto di mezzi, perchè non potevano procurarsi fondi bastevoli per edificare gli edifizi che sarebbero stati dalle necessità da me indicate richiesti; ma quando voi potrete porre a disposizione dei comuni e delle provincie locali valutati ad un prezzo moderato, e pagabile in 50 anni, voi vedrete questi corpi morali emularsi gli uni gli altri per profittarne, e moltiplicarsi per ogni dove le scuole, i ricoveri di mendicità e gli ospizi.

Finalmente in virtù di questa legge, le finanze verranno a disporre per alcuni anni di uno straordinario provento, che si può calcolare (per non accelerare la vendita in modo da renderla meno proficua) da cinque a sette milioni all'anno.

Voi vedete, o signori, che il nostro bilancio presenta ancora una deficienza di dieci milioni; egli è probabile che questa l'anno venturo, sarà ridotta a sette o sei, ma tuttavia esisterà ancora; ond'è ch'io ritengo che sarà un grandissimo beneficio se a questa beneficienza si potrà far fronte senza operazioni di credito, oppure con una operazione di credito interno che non arreca pregiudizio nè al credito dello Stato, nè agli altri titoli industriali. Ma quando per una serie di casi fortunati, che ora non sarei in grado di prevedere, il bilancio dell'anno venturo, e quello delle successive annate, fosse per essere perfettamente equilibrato, e presentasse anche un tenue eccedente, anche in tal caso io credo che sarebbe di un immenso vantaggio

er lo Stato il poter disporre dell' entrata straordinaria di lcuni milioni, e ciò pel seguente motivo.

Voi sapete che abbiamo una gran varietà di debiti pubblici, iamo ricchi non solo in quantità, ma anche in qualità di lebiti *(Ilarità)*; ebbene, o signori, sarebbe cosa molto opportuna e vantaggiosa il poterne diminuire il numero, il poterne consolidare. Quest'operazione per alcune rendite sarebbe assai facile: quando si avesse un qualche disavanzo, nche piccolo, disponibile, niente sarebbe più facile, per esempio, che operare la conversione della così detta rendita lel 1819, di quella del 1831, della rendita sarda detta feudale.

Ebbene, o signori, io dico che se, mercè questa legge, voi potrete disporre di alcuni milioni, con molta facilità preparerete in allora la via alla grande operazione della conversione, la quale è la sola che possa ritornare le nostre finanze in uno stato fiorente.

Ma, o signori, questa legge non deve avere sulle finanze soltanto un effetto diretto, mentre è mia opinione che essa debba produrre un utile assai maggiore: e quest'utile io lo aspetto dagli effetti economici che essa deve produrre.

Io non mi estenderò ad additare gl'inconvenienti dei beni posseduti dalle mani-morte, nè quelli che presenta l'assoluta mmobilità della proprietà: questi furono già da altri oratori ndicati, e confesso che nella proporzione in cui si trovano i beni delle corporazioni religiose, non sarebbe esagerazione il lire che mettendo in commercio tutti questi beni si produca in grande effetto economico.

E qui confesso alla Camera che mi addentro con qualche esitanza in un terreno un po' delicato, giacchè mi è forza ricercare qual è l'influenza che esercitano sullo Stato alcuni ordini religiosi, quelli specialmente ai quali è rivolta la nostra riforma.

A mio avviso, tutti gli ordini religiosi, quantunque proposti da persone aventi per principale scopo la loro eterna sa-

lute, il maggior bene della religione, sono stati fondati altresì sino a un certo segno, per soddisfare ad alcuni bisogni sociali dell'epoca in cui venivano istituiti. Vado convinto che tutti gli ordini religiosi, i quali hanno avuto vita lunga e prospera, i quali si sono moltiplicati e dilatati, tutti questi ordini religiosi nel loro nascere corrispondessero ad un reale bisogno della società. Voi vedete, signori, che io non mi pongo come un avversario assoluto degli ordini religiosi, ma opino però che, mutate le condizioni dei tempi, mentre rimanevano immobili le istituzioni, invece di corrispondere allo scopo dei loro fondatori, andarono e vanno contro a quello scopo medesimo, e che quindi, in luogo di giovare alla società come giovavano nei loro principii, le rechino un vero nocumento, siano un reale impedimento al sociale progresso.

Qui sono costretto di avvalorare il mio teorema coll'esame di alcuni ordini religiosi, e comincierò da quello che ha esercitata la maggiore influenza nei tempi di mezzo, l'ordine di san Benedetto.

Dopo le invasioni de'barbari, quando il potere era nelle mani di persone che non tenevano in verun pregio le scienze, le arti, l'industria e l'agricoltura, è fuori di dubbio che i sacri asili, nei quali potevano convenire gli ultimi depositari della civiltà romana, e colà all'ombra della croce, dedicarsi allo studio, alle arti, alle scienze, erano utili non solo alla religione, ma altresì alla società civile.

Ma ora, o signori, le scienze, le arti e l'industria non sono più osteggiate dai governi, che anzi vengano da essi protette; quindi vien meno la necessità di un asilo per potersi alle medesime consacrare.

Giova anzi avvertire che sebbene nei sodalizii religiosi vi siano persone che riuniscono molte doti intellettuali, essi non contribuiscano più al progresso delle scienze e delle arti, e che anzi quello spirito stazionario, quel culto delle tradizioni che si professa in quei sacri asili, sono direttamente contrari al progresso scientifico ed artistico che ha d'uopo di conti-

le trasformazioni per andare di pari passo col rinnovellamento e miglioramento del secolo.

Quindi, lo ripeto, gli stabilimenti religiosi che nel loro nascere erano giovevoli al modo intellettuale, ora sono o inutili o dannosi.

Lo stesso dicasi per quanto riflette l'agricoltura e l'industria. Certo l'industria va debitrice agli ordini monastici della conservazione di molte tradizioni dell'antichità, ed è all'ombra del campanile, all'ombra dei sacri chiostri che si sono esercitate varie arti con grandissimo vantaggio della società nei tempi barbari.

Ma, o signori, le industrie hanno con ragione abbandonato i chiostri, perchè in ora sono cessate le cause che rendevano necessario che i frati vi si dedicassero. Io credo che queste occupazioni farebbero attualmente più male che bene. Non rimangono più che quelle dei dolci e dei confetti (*Ilarità*) che si fabbricano ancora in qualche comunità femminile.

Quindi voi vedete che questi ordini religiosi oggigiorno non giovano più al progresso industriale, mentre la vita che essi conducono è assolutamente e puramente contemplativa ed ascetica, epperciò estranea alle arti ed ai lavori materiali, dai quali si può dire abborrente.

Lo stesso è riguardo all'agricoltura. Quando la proprietà non era rispettata, quando i signori feudali presumevano di poter esercitare il loro dominio su tutte le terre sulle quali potevano stendere le loro mani, certamente la protezione dei conventi, i quali avevano un' autorità morale bastevole per far rispettare le proprie terre era necessaria onde aver agio di dedicarsi liberamente al dissodamento delle terre. Io dico che questi ordini resero immensi servigi. Ma in ora, o signori, gli ordini religiosi non giovano più al progresso dell' agricoltura, che anzi quell'abitudine claustrale di astenersi dal lavorare è direttamente contraria allo sviluppo dell'agricoltura. E difatti se si esamina, senza andar cercare esempi altrove, il nostro paese, se si indaga quali siano le provincie

dove sono terre più incolte, si vedrà che sono quelle nelle quali in maggior coppia si trovano gli ordini religiosi.

Esaminate la statistica che vi è stata ultimamente presentata, e riconoscerete, che quella parte dello Stato dove sono più numerose le comunità religiose è la Sardegna, e che è pure la Sardegna dove si trova maggior quantità di terre abbandonate, di terre da dissodare.

Ma vengo ad esaminare una questione più delicata, quella cioè degli ordini mendicanti, dei quali si detto tanto dai precedenti oratori.

Egli è pur indubitato che nei tempi di mezzo, all'uscire dall'invasione dei barbari, quando la forza e la violenza dominavano assolute nel mondo, quando l'immensa maggiorità delle classi lavoratrici era ancora ridotta, se non nello stato della servitù personale, certamente in quello della servitù prediale, quando non era stimato se non chi indossasse la veste talare, o impugnasse la spada del cavaliere, allora, o signori, una istituzione religiosa che aveva pur assunto di nobilitare la povertà, di associare la divinità o la santità al più umile atto dell'uomo, giovò molto alla società, e specialmente alle classi più numerose. Onde io dichiaro altamente credere che gli ordini religiosi mendicanti abbiano contribuito e contribuito non poco, a quel moto lento, lentissimo se si vuole, ma progressivo dell'emancipazione popolare che si è manifestato dall'anno mille fino ai nostri giorni, e che noi siamo debitori di molta riconoscenza storica, e a loro, e a quei grandi che ebbero il sublime concetto di istituirli.

Ma, signori, le condizioni attuali sono interamente mutate; in ora i diritti di tutti i cittadini sono dalla legge riconosciuti, l'eguaglianza civile è scritta in quasi tutti i codici d'Europa; ora le condizioni del popolo, senza essere giunte all'apice della perfezione, si sono, rispetto allo stato del medio evo, molto migliorate, e perciò l'azione degli ordini mendicanti non è più quella che era nei tempi in cui vennero fondati. Difatti, signori, noi dobbiamo credere e sperare che questo moto

progressivo di emancipazione e di miglioramento delle classi popolari non ha raggiunto gli ultimi suoi limiti, noi dobbiamo credere e sperare che coll'andare del tempo continueranno a sollevarsi le condizioni delle classi più numerose; quali sono nello stato attuale della società le condizioni di questo regolare e continuo progresso?

Le condizioni, almeno a mio parere, sono due: la prima che il lavoro riesca più produttivo; questa è una condizione assoluta del miglioramento generale, mentre è chiaro che ove voi non giungiate a produrre più colle stesse forze, voi non potrete migliorare profondamente e durevolmente le condizioni della generalità; la seconda condizione è la massima diffusione possibile della soda e vera istruzione nella generalità.

Queste sono le due grandi condizioni richieste perchè il progresso continui quel moto che si manifesta nella società dal medio evo in poi. Ora, signori, potete dire che gli ordini religiosi mendicanti che tanto giovavano nel medio evo all'emancipazione civile delle classi più numerose, contribuiscano ora al progresso di queste classi medesime? Aggiungono forse alcunchè a quei due soli mezzi che possono far progredire la società: no, certamente; gli ordini mendicanti, avendo fatto divorzio col lavoro, non lo possono rendere più produttivo, e lo fanno invece meno rispettato e meno rispettabile, quindi vanno direttamente contro di uno dei più potenti mezzi del progresso civile.

Che gli ordini mendicanti giovino alla diffusione dell'istruzione elementare è cosa che mi sembra nessuno possa sostenere. Io non voglio dichiararli dell'istruzione nemici, ma certamente non si potrà negare che la tenacità colla quale conservano le antiche loro tradizioni, e spargono certe dottrine, che sostituiscono alle più pure ispirazioni cristiane alcune leggende meno rispettabili, non produce effetto favorevole alla diffusione dell'istruzione, e perciò io mi stimo in diritto di dire che gli ordini religiosi mendicanti, dopo aver resi segnalati, immensi servigi alla società, ed in ispecie alle classi



il vitto mendicando, mediante la questua; ed
un rimprovero ai loro fondatori di avere ciò pre
da un lato era una necessità, dall'altro non pot
l'accattonagio della società, non vi era inconve
che venisse esercitato anche dagli ordini mend
signori, al punto di civilizzazione a cui siamo
riconosciuto solo dai liberali, dai riformatori, n
persone le più devote gli antichi principii che il
è una piaga, a cui conviene portare efficace ri

Ora ognuno può scorgere di leggieri quale
vi sia nel proclamare la necessità, di riformare l
di espellere dal seno delle classi popolari quella
dine di campare la vita mediante l'elemosina,
tempo mantenere istituzioni che fino ad un cert
tono in onore il mendicantismo.

La contraddizione va più oltre: voi condann
pene il mendicante nei paesi dove si trovano ri
dicità, e nello stesso mentre favorite con un
bilimenti che, ripeto, mettono in onore ques
abitudine; se volete che le leggi abbiano impe
guenti, non condannate con una mano quello cl

irresistibile, una necessità contro la quale verranno a cozzare ed infrangersi le leggi dello Stato.

Mi si dirà che le ragioni che ho addotte per provare la fatale influenza economica degli ordini mendicanti sono ragioni teoriche. A chi non fosse pago di questi argomenti io risponderò con fatti.

Per provare l'influenza degli ordini religiosi, i quali ebbero la loro origine nei tempi di mezzo, sulle condizioni civili delle nazioni, io non farò che invitarvi a confrontare lo stato economico dei popoli, presso i quali questi ordini furono da alcuni secoli riformati, collo stato di quei paesi in cui sono stati mantenuti finora. Fate il paragone della condizione in cui si trovano la Spagna e il regno di Napoli, collo stato in cui si trovano l'Inghilterra, la Prussia, la Francia. In certi paesi voi vedrete che da tre secoli la ricchezza non si è sviluppata; invece di esservi un progressivo miglioramento nella condizione generale vi è un regresso assoluto; negli altri invece progresso, e progresso molto rapido.

Ma forse mi si obbietterà che i paesi che io voglio paragonare si trovano collocati in condizioni geografiche, politiche, economiche diverse, e che quindi può darsi che i due fatti si producano senza che uno sia causa e l'altro effetto. Ma in allora, o signori, io vi porrò sotto gli occhi paesi che sono in condizioni politiche, geografiche, economiche perfettamente uguali, nei quali voi osserverete il medesimo contrasto. Io vi porrò sotto gli occhi i varii cantoni della Svizzera, le varie città renane

Io mi appello a quanti fra voi hanno peregrinato nell'Elvezia e lungo il Reno, e credo che a nessuno è sfuggita quella differenza notevolissima di condizioni economiche, la quale si osserva fra Cantone e Cantone, fra città e città. E se voi vi date ad investigare le cause di questa differenza, riconoscerete derivare quasi generalmente da che in un Cantone ed in una città gli ordini religiosi si sono conservati dal medio evo in qua, ed in altro Cantone ed in altra città vi sono stati

parecchi secoli riformati. Lo stesso contrasto si rileva nelle città del Reno.

E questo è tanto vero che la condizione economica di quei paesi si può, a parer mio, determinare con una formola matematica che non verrà, spero, contrastata da nessuno dei geometri che seggono in questa Camera, ed è che la prospera condizione economica dei Cantoni svizzeri, e delle città renane è in ragione inversa della quantità dei frati che vi sono conservati *(Bene)*.

Dimostrato l'effetto economico prodotto dalle corporazioni religiose, vengo a un altro ordine d'idee.

Mi si potrebbe opporre, e credo lo abbia fatto l'onorevole Genina nel lodato suo discorso, il seguente ragionamento: sia pure; ammettiamo per ipotesi che questi ordini religiosi siano inutili, civilmente parlando (egli non ha ammesso che fossero dannosi); ma giovano pure alla società religiosa di cui sono uno degli elementi; e quindi per ciò solo dovete conservarli perchè dovete protezione alla società religiosa.

Se l'onorevole Genina invece di asserire che questi ordini religiosi erano giovevoli alla società religiosa lo avesse matematicamente dimostrato con fatti e con teoremi, in verità io sarei assai imbarazzato a rispondergli, perchè riconosco che, dimostrata giovevole alla societa religiosa una istituzione, noi dovremmo andar molto a rilento nel riformarla.

Ma l'onorevole deputato Genina non avendo dato del suo asserto alcuna dimostrazione, non vorrà costringermi a crederlo in parola. Mi vorrà, spero, consentire che io supplisca al suo silenzio, e che opponga alcune considerazioni per provargli che la sua asserzione non è fondata, che gli ordini religiosi stabiliti in altri secoli, che non si trovano più in armonia coi bisogni attuali, non giovano alla religione.

E stimo di poter ciò facilmente dimostrare. Non vi farò a tal uopo passeggiare per tutta Europa onde chiarirvi che i paesi ove la fede è più viva, ove è più rispettato il clero, ove la religione esercita maggior impero, sono quelli appunto

in cui gli ordini religiosi dei secoli passati si trovano in minor numero. Mi starò nel nostro medesimo paese, e mi varrò di un esempio che si verifica sotto i nostri occhi. Ho notato poc'anzi qual fosse la provincia in cui vi era maggior numero di frati, cioè la Sardegna. Chiederò ora quale sia quella dove essi sono in minor numero: e voi certo mi risponderete essere la Savoia. Ebbene io credo poter asserire (senza aver contraddicenti i deputati di codesta provincia) che la Savoia è forse la parte dello Stato dove il clero è più rispettato, ove esercita maggior influenza, dove la religione tiene il suo maggior dominio.... *(Segni d'assenso).*

Una voce a sinistra. È forse un po' troppo *(Sì, sì!)*

Cavour. Non dico nè troppo nè poco; dico che in Savoia il clero ha molto maggior influenza che non nelle altre provincie dello Stato. Ora, come già dissi, è in essa dove havvi minor numero di corporazioni religiose, almeno di quelle che col presente progetto intendiamo sopprimere.

Io sono quindi in diritto di dire che gli ordini religiosi, i quali noi vogliamo soppressi, non giovano alla società religiosa, ma invece nuocciono alla legittima influenza che il clero e la religione debbono esercitare; e che quindi non è fondato l'argomento di cui si valse l'onorevole deputato Genina.

Ma egli ne pose in campo ancora un altro economico che io debbo combattere in questa parte del mio discorso.

Dopo avervi indicato i tristi effetti che sarebbero risultati dall'abolizione degli ordini religiosi, egli ha detto che grado grado, adottato il sistema di questo progetto di legge, sareste condotti ad abolire anche, ad incamerare, per meglio dire, tutti i redditi delle opere pie, e che questo vi trascinerebbe a non avere più stabilimenti caritatevoli religiosi o laici, e perciò vi trovereste in faccia al fantasma del pauperismo che saresti costretti a combattere colla carità legale.

Io credo che l'onorevole Genina facesse allusione ad un argomento di cui si sono valsi molti scrittori favorevoli agli or-

dini religiosi, i quali hanno voluto sostenere che il pauperismo inglese e la tassa dei poveri stabilita nella Gran Bretagna fosse una conseguenza fatale della soppressione degli ordini religiosi fatti all'epoca della riforma.

Io mi credo obbligato a combattere questo fantasma del pauperismo del cui spauracchio si è molto abusato.

Signori, dei poveri ve sono dappertutto, e digraziatamente, credo, ve ne saranno sempre o in maggiore o in minor numero. Ve ne sono là dove i conventi esistono, e ve ne sono altresì dove i conventi sono stati soppressi. Ma ho la ferma convinzione che sia un grandissimo errore il sostenere che la soppressione dei conventi abbia accresciuto di molto il numero dei poveri, e per provarvelo io mi varrò delle stesse cifre che furono addotte nel discorso dell'onorevole deputato Genina.

Evidentemente egli faceva allusione all'Inghilterra, dove si sono soppressi i conventi, ed il pauperismo si è assai sviluppato. Io faccio osservare che la causa di questo non debbe derivarsi dalla soppressione dei conventi, ma bensì dalla mala applicazione del principio, che io per altro credo lodevolissimo, della carità legale. Nullameno, arrecate alcune riforme a tale riguardo, il pauperismo inglese venne già ridotto a proporzioni non maggiori del nostro, come mi farò ora a provare.

L'onorevole deputato Genina affermava che le nostre opere di beneficenza dispongono di un reddito di 10 milioni. Io credo che questa somma non sia esagerata, ed anzi sia inferiore al vero, se si tien conto delle largizioni che si fanno alle opere sovra accennate; ma ammetto che nel nostro paese si spendano solo dieci milioni in carità legale. Invece in Inghilterra quella parte di tassa che è realmente impiegata a sollievo dei poveri (dacchè una parte e consecrata ad altri usi) ammonta a quattro milioni circa di lire sterline, cioè a cento milioni di franchi. Ora se si pon mente al costo dei viveri che colà è immensamente maggiore, si scorgerà che presso noi si

voluzionaria, ma nelle sue forme estrinseche ha qualche cosa di radicale, di rivoluzionario che ferisce i sensi troppo altamente conservatori.

Credo che anche questi sono in un grandissimo errore, perocchè questa legge non ha alcuno dei caratteri estrinseci delle misure rivoluzionarie.

Quando è che una misura può assumere un tal carattere?

Quando si applica radicalmente a tutto l'ordine delle istituzioni, le distrugge tutte senza distinguere quelle che sono utili da quelle che hanno perduto ogni carattere di utilità; quando non tiene alcun conto degli interessi individuali e dei diritti acquistati, quando sacrifica ad un principio assoluto gli interessi di molti individui, o quando ancora viene adottata non perchè legittima conseguenza di principii proclamati dai grandi poteri dello Stato, ma perchè è in certo modo imposta o dalla violenza dei partiti o dalla pressione di piazza, o finalmente quando essa viene proposta da un Governo come una concessione fatta ad un partito che esercita sopra di lui una pressione, ed implica una rinunzia ai principii dal potere sempre professati, e lo mette in contraddizione con se stesso. Ma, signori, la legge attuale non ha alcuno di questi caratteri. Con essa non si procede già ad una radicale riforma; si separano gli istituti che possono essere e che sono veramente ancora utili alla società da quelli che hanno cessato assolutamente dall'esserlo, e si procede con grandissima moderazione, rispettandosi tutti i diritti acquistati, e cercandosi tutti i temperamenti onde la transizione riesca meno grave agli individui che appartengono agli ordini da sopprimersi. Nessuno poi potrà dire che questa legge sia una concessione ai partiti estremi, e che sia imposta al governo dalla coazione o pressione della piazza. Noi abbiamo proclamato e proclamiamo di di nuovo che il paese desidera e vivamente questa riforma; ma questo desiderio fu espresso coi mezzi i più legali, i più normali e non cercando con tumulti e con disordini di esercitare

influenza sul Governo e sul Parlamento. Quindi anche da questo lato la misura non si può dire rivoluzionaria.

Finalmente io non credo che alcuno in questa Camera, anche fra i più avversi politicamente al Ministero, possa accagionarlo di aver cambiato politica presentando questa legge. Essa, o signori, è una conseguenza naturale, legittima dei principii che noi abbiamo proclamato dal giorno in cui siamo stati assunti al potere. Ed invero, se alcuno insistesse per porci in contraddizione con noi medesimi, io ricorderei alla Camera un fatto che mi è personale, ma che quantunque personale si riferisce al Ministero del quale io faceva già parte.

La Camera ricorderà che nel 1850 essendo stato fatto chiaro dalla discussione del bilancio essere assolutamente necessario di sopperire ai bisogni delle finanze con nuove gravezze, e con mezzi straordinari, sorse nel paese l'idea che alle strettezze dell'erario si sarebbe potuto far fronte per mezzo dell'incameramento dei beni ecclesiastici; e quest'idea trovò molto favore non solo nella stampa, ma altresì nei consessi i più rispettabili dello Stato, in seno ai consigli municipali di cospicue città, nei consigli provinciali di parecchie provincie.

Sotto questa impressione si aprì la sessione del 1851. Pochi giorni prima io aveva avuto l'onore di essere chiamato a far parte del Gabinetto presieduto da Massimo d'Azeglio, da quell'uomo di cui l'onorevole conte Di Revel ben a ragione faceva gli elogi in una delle scorse tornate. Ebbene nella prima seduta della Camera, alla quale io assisteva come ministro del Re, venne posta in campo, non mi ricordo da chi, la teoria dell'incameramento, ed io per commissione espressa de' miei colleghi sorsi a rispondere, e dichiarai risolutamente essere il Ministero contrario a siffatto sistema, ma soggiunsi immediatamente che il Ministero credeva che si dovesse procedere ad un riordinamento dell'asse ecclesiastico, ad una migliore distribuzione dei beni della Chiesa, e dissi che il Ministero credeva che questa riforma si dovea fare in ogni modo, che era desiderabilissimo di farla d'accordo colla Corte di Roma, ma

ɔ ottenere, vi si
esso.
ι che facevano parte
ɪno di questa mia di

.era che la legge attuale non
principii. Che se i membri che
Camera e combattono con tanto
ano quella professione di fede dal
ıatta non a nome mio ma a nome dei
sorbitante, io ho qualche ragione di
ɪ non siano sorti a combatterla, tanto
ricorderà la Camera) non aveva ancora
ıaugurato connubio (*Ilarità*): in allora esi-
i legami che univano l'onorevole conte di
ı amici politici al Ministero d'Azeglio. Ma nè il
vel nè i suoi amici politici sorsero a protestare
dottrine che io proclamava a nome di un Ministero
essi davano il loro costante appoggio.

|ue la Camera vede che anche da questo lato non si
.re essere il Ministero in contraddizione colla sua pro-
:ɔne di fede; ma qui alcun deputato ha cercato di porre
contraddizione non più il Ministero colla legge, ma il mi-
nistro delle finanze, che ha promesso questa legge, coll'an-
tico deputato il quale combatteva nel 1848 la proposta di soppressione degli ordini religiosi fatta dal deputato Brofferio. L'accusa mi venne dai due lati estremi della Camera, mi venne dalle due montagne, dall'onorevole Brofferio e dal conte della Margherita (*Risa*). L'uno e l'altro, ricordando le mie parole, credettero che vi era manifesta contraddizione tra le mie opinioni del 1848 e le mie opinioni del 1854. Quando, o signori, fosse vero, che io nel 1848 avessi combattuto in favore degli ordini religiosi, e nel 1854 venissi a proporvene la riforma, almeno avrei il merito di andare in senso opposto

a quello, in cui sono andati quasi tutti gli uomini politici, giacchè nel 1848 le idee di riforma degli ordini religiosi godevano assai più favore che non godono in ora. Ma, o signori, non vi ha questa contraddizone, e se non fosse per non tediare la Camera, mi basterebbe leggere tutto il mio discorso del 1848 per dimostrarlo.

Si trattava allora, se non erro, dell'imprestito forzato e dell'imprestito colla banca di Genova, mercè le quali misure si era ottenuta una risorsa di 60 milioni. L'onorevole Brofferio sorse, e disse : che prestiti? Che corso forzato ai biglietti di banca? Prendete i beni delle corporazioni religiose, riformate le diocesi, e avrete entrate quante abbisognano.

Io ho combattuta la sua proposta, perchè non credeva allora, come ancora non credo, che una assoluta, radicale, completa riforma degli ordini religiosi sia nè opportuna, nè politica, nè utile. L'ho combattuta poi dal lato finanziario, perchè era evidente che dalla vendita di questi beni nel 1848, non che 60 milioni, neppure il decimo si sarebbe ottenuto.

Quello che non contesto si è che, non conoscendo allora l'ammontare dell'asse ecclesiastico, valutava il reddito degli stabili appartenenti agli ordini religiosi regolari a soli 15 o 20 milioni, mentre le indagini, in seguito praticate, ce lo dimostrano di un valore doppio o triplo. Quest'errore tuttavolta mi sembra scusabile, se si considera che prima del 1848 non era facile, e forse nemmeno possibile l'accertare quale fosse la proprietà degli ordini religiosi.

Vede dunque la Camera che io sono conseguente a me medesimo, e che non sostengo oggi ciò che ho combattuto nel 1848.

Con questo credo avervi dimostrato essere l'attuale misura scevra dal rimprovero di rivoluzionaria.

Ma se avessi bisogno di aggiungere forza alle già date dimostrazioni, mi basterebbe di porvi sott'occhio una provvisione veramente rivoluzionaria, adottata nel nostro stesso paese, e poi confrontarla con quella che ora vi proponiamo.

Ricorderò quella che venne applicata ai tempi nostri. Se la rammento però, non è per farne un appunto agli uomini onorevolissimi che in allora sedevano al potere giacchè io so, quantunque non fautore dei provvedimenti rivoluzionari, che avvengono talvolta alcune circostanze in cui esse sono una dolorosa necessità. Faccio allusione alla cacciata dei Gesuiti e delle dame del Sacro Cuore, che accadde nell'inverno del 1848. In allora si prese una vera misura rivoluzionaria, perchè fu applicata senza riguardo alle persone. I Gesuiti e le dame del Sacro Cuore furono mandate via dai loro chiostri, senzachè a loro si provvedesse. Quella provvisione fu data non legalmente, ma di moto proprio, sotto l'impulso dei tumulti di piazza; e fu presa non da uomini che si fossero sempre proclamati favorevoli alle riforme religiose, ma sì da uomini moderatissimi che si erano sempre e giustamente considerati come favorevoli al mantenimento degli ordini monastici. Onde vede la Camera qual differenza corra tra la misura del 1848 e quella ora da noi proposta nell'attuale progetto di legge. La prima, come dissi, fu una vera misura rivoluzionaria, questa, invece, è assolutamente legale. E di ben badare a questo io prego l'onorevole conte Solaro Della Margherita e gli onorevoli suoi amici politici, giacchè il conte Solaro Della Margherita ed i suoi amici debbono avvertire che i fulmini che si scagliavano o si scaglieranno contro il Ministero, non possono giungere al nostro banco senza passare prima sugli stalli ove siede l'onorevole conte Di Revel, e non possono colpirci senza ferir ben più gravemente il loro capo, che non ci è di loro men caro *(Bravo! Bene! Ilarità)*

Mi rimane ora, o signori, a parlare della questione di opportunità *(Udite! Udite!)* L'opportunità può considerarsi sotto tre aspetti diversi, o rispetto alla corte di Roma, o rispetto alle condizioni generali d'Europa, o finalmente, rispetto alle condizioni interne del paese.

Io credo questo progetto egualmente opportuno sotto tutt e tre gli aspetti.

[illegible] rispetto alla Corte di Roma [illegible] attualmente od in un avvenire [illegible] Roma fosse spieghevole ad ac- [illegible] signori, io non esito a ripetere [illegible] oggi stesso in questo mio di- [illegible] che la riforma da noi ora [illegible] colla Corte di Roma.

[illegible] per molti motivi, ma special- [illegible] veniva addotta dall'onorevole de- [illegible] osservava, e con ragione, che a questa [illegible] minorità. Potremo forse, egli ed io, [illegible] questa minorità, ma il fatto non è [illegible] minorità è contraria a questo progetto, [illegible] sarebbe desiderabile di poter dare una [illegible] a questa minorità, giacchè penso essere [illegible] nei governi costituzionali di tenere [illegible] maggioranza, ma anche possibilmente [illegible] dichiaro che se vi fosse probabilità di [illegible] colla Corte di Roma in un avvenire non [illegible] inopportuna questa provvisione da noi pro-

[illegible] si può credere che vi abbia questa proba-

[illegible] che sia impossibile il sostenerlo di buona fede.

[illegible] occorre prima d'ogni cosa il dichiarare che io non [illegible] se non vi è probabilità di venire ad accordi colla [illegible] Romana, ciò provenga da che il venerando pontefice [illegible] animato da sentimenti conciliativi.

[illegible] sono d'avviso che se il sommo pontefice potesse seguire [illegible] del suo cuore, se non incontrasse ostacoli gravis- [illegible] e pressochè insuperabili nella condizione in cui si trova, sarebbe agevole l'addivenire al bramato accordo. Siffatti impedimenti derivano dallo spirito che domina la Corte di Roma

e dal partito che in Europa si costituisce come il campione assoluto degli interessi cattolici.

È indubitabile che gli eventi del 1848 e del 1849, hanno prodotto una reazione nella Corte di Roma, e dato la massima influenza alla parte meno progressiva e meno conciliante di quella curia.

In ciò questa non fa altro che seguire un deplorabile sistema che ha adottato in tutta l'Europa il partito sedicente cattolico, il quale vuole il monopolio degli interessi religiosi diretti secondo le sue mire.

Infatti, o signori, ripassate la storia di questi ultimi anni dell'Europa e voi vedrete che in ogni dove quel partito ha adottato uno spirito aggressivo e bellicoso, che io credo assolutamente contrario al vero spirito della religione. Osservate in Inghilterra i cattolici, dopo aver ottenuto, mercè l'emancipazione, la piena eguaglianza dei diritti, voi vedete i loro capi, invece di cercare a conciliarsi l'opinione pubblica ed a vivere in buona armonia almeno col partito liberale che li aveva sempre favoriti, mettere invece avanti pretese esorbitanti, suscitare contro di sè nuovamente l'opinione pubblica e porre in pericolo quelle leggi stesse che avevano durato tanto tempo a conquistare. Lo stesso accadde in Olanda, dove le esorbitanze del partito ultra-cattolico fecero cadere un ministero liberale, che gli si era sempre dimostrato favorevolissimo, e ricondussero al potere gli ultra-protestanti. Ciò accadde pure in quasi tutti i paesi della Germania. Ed accadde più specialmente nella vicina Francia, dove vedeste il partito ultra-cattolico spingere le idee reazionarie ai limiti più eccessivi. Se voi teneste dietro alle discussioni dei giornali cattolici francesi, avrete veduto che esso non si restrinse a combattere i filosofi del secolo XVIII (chè in ciò ha fino a un certo punto ragione), ma portò le sue ostilità fino contro i luminari della Chiesa Gallicana del secolo XVII. Voi vedeste, cosa straordinaria, certi scrittori ultra-cattolici combattere del pari Voltaire e Bossuet, condannare allo stesso modo

l'*Enciclopedia* e le quattro proposizioni della Chiesa Gallicana. Ciò prova quale sia lo spirito funesto che anima la parte più attiva, la più ardente del partito ultra-cattolico.

Ebbene questo partito, è doloroso il dirlo, esercita una influenza sulla Corte di Roma, e non può a meno di esercitarla mentre è quello che si dimostra più favorevole agli interessi ed alle mire di quella stessa Corte

Dacchè esso ne prende con più ardore le difese, è impossibile che, per ciò solo, non sia tenuto in certo favore presso la medesima, e non è possibile che le sue opinioni superlative non vi esercitino una funesta influenza. E se io dovessi dire tutto quello che penso, stimo che, rispetto a noi, non è solo il partito ultra-cattolico delle altri parti di Europa che esercita una triste influenza sui nostri dissensi colla Corte di Roma, ma credo che è pure il partito ultra-cattolico interno. Chè se talvolta la Corte di Roma si è dimostrata poco arrendevole nelle nostre negoziazioni, se talvolta ha creduto dover ricorrere a mezzi che mi permetterò solo di chiamare quasi estremi, ciò le venne in gran parte suggerito da quelli del nostro paese che professano le dottrine cattoliche esagerate.

Ora, o signori, non vi è speranza che questo stato di opinioni in Europa si modifichi prossimamente. Si modificherà certamente, chè qualunque moto eccessivo tocca presto i suoi limiti, e provoca un moto in senso inverso; io non sono punto spaventato di questo furore ultra-cattolico *(Ilarità)*; sono convinto che fra alcuni anni questo moto si arresterà, e si tornerà necessariamente ad idee molto più moderate: ma questo salutare regresso non si può sperare per ora; ci vorranno alcuni anni ancora; la parabola non è ancora tutta descritta, non è ancora arrivata al punto culminante *(Ilarità)*.

Quindi se per noi si aspettasse questo cambiamento nelle disposizioni di quel partito, credo che converrebbe procrastinare molto più di quello a che il paese sia disposto. Epperciò lo ripeto, non credo che si possa dire inopportuna la misura da noi proposta, rispetto alla Corte di Roma.

Vengo alle condizioni politiche europee. Qui pure io credo che mi sia facile il dimostrare l'opportunità della nostra proposta. Difatti, quelle stesse tendenze del partito ultra-cattolico predispongono la massima parte degli uomini di Stato di Europa in favore di coloro che cercano di sostenere con fermezza sì, ma con moderazione il principio dell'indipendenza del potere civile. Io credo che appunto le esagerazioni a cui accennava fanno sì che molti in Europa s'interessano a questa lotta che noi sosteniamo. Difatti, ad appoggio di questa sentenza vi potrei citare la stampa di quasi tutti i paesi dell'Europa, vi potrei citare i libri, ed i fogli della Francia, dell'Inghilterra, del Belgio, ed una parte della Germania.

Ma forse queste autorità saranno contestate da alcuni membri di questa Camera. Forse il conte Della Margherita mi dirà che i giornali da me accennati sono stampati da paesi infetti dalla lue rivoluzionaria *(Si ride)*. Ma in allora gli riferirò un fatto che forse gli potrà recar qualche stupore, ed è che in questa questione speciale non solo i giornali francesi, inglesi, prussiani, ma anche parecchi giornali austriaci alcuni periodici che si stampano a Vienna, alcuni di quelli stessi che sono in voce di essere ispirati dal governo medesimo, fanno plauso alla nostra proposta. Quindi ho ragione di credere che questa nostra non si reputi in Europa misura rivoluzionaria, come è accusata da alcuni oratori. Ma quando fosse vero, quello che io contesto assolutamente che questa nostra riforma fosse vista di mal occhio dai Gabinetti europei (quantunque io creda che dobbiamo preservare la nostra indipendenza da ogni insulto, e che nelle questioni interne non dobbiamo badare che ai nostri veri interessi, tuttavia penso che si debba tener conto anche dell' opinione dei Gabinetti europei), quando dunque fosse pur vero che questi Gabinetti vedessero di mal occhio quanto ora facciamo, non dovrebbe tal considerazione impedirci dal progredire.

Infatti questo è il momento il più opportuno per fare questa riforma, perchè i Governi esteri hanno ben altri pensieri,

ben più serie preoccupazioni, che non quelle della legge da noi proposta *(Ilarità)*; hanno questioni troppo gravi, troppo incalzanti perchè abbiano agio a consecrar molto tempo alle nostre discussioni politiche *(Bravo!)*. Dunque in tutte le ipotesi credo che il momento attuale è opportunissimo per compiere la riforma che fa oggetto dell'attuale progetto di legge.

Vengo ora alla parte la più grave di questo discorso, cioè all'opportunità considerata sotto l'aspetto delle nostre condizioni interne.

Io non disconosco quanto vi può essere di fondato nell'opinione emessa dall'onorevole deputato Genina, e testè ripetuta con molto calore dall'onorevole Ghiglini, cioè non essere tempo opportuno per suscitare questioni gravi ed irritanti, questo in cui il paese è chiamato a prender parte ad una gran lotta in cui il paese entra in una fase di eventi incerti, ma gravissimi.

Quest'argomento avrebbe a'miei occhi un gran peso se la questione religiosa fosse stata sollevata da questa legge; se prima della sua presentazione il paese avesse goduto della più assoluta pace interna, se non vi fosse stato un partito che in nome della religione avesse mosso guerra acerba al Governo per non dire alle istituzioni. Ma, signori, è egli questo vero? Io ho troppa fede nella lealtà dell'onorevole deputato Genina, per credere che egli possa ciò sostenere, per credere che egli possa negare che la lotta esistesse assai prima della presentazione della nostra legge e che negli anni andati quel partito superlativamente cattolico faceva al Governo ed al nostro sistema una guerra altrettanto aspra di quella che in oggi si combatte. E se io volessi di ciò addurre una prova non avrei a ricordare la polemica dei giornali degli anni scorsi, potrei anche per dimostrare che non vi è stato poi un cambiamento radicale, citare i discorsi stessi che si sono pronunziati l'anno scorso in questa stessa aula dai membri che seggono alla destra, potrei rammentare i tumulti della valle d'Aosta, cose tutte che dimostrano, che la

ivisione degli animi, è ben anteriore alla legge che noi vi ıbbiamo presentata.

E per vero, io non vedo che essa abbia prodotti altri effetti ›tevoli se non se di rendere un po' più aspro il tuono della ›lemica: ma ritengo per fermo che non abbia di molto ac·escinte le file di coloro che già prima combattevano il Go›rno ed il nostro sistema.

Ma per ottenere quella pace che invocavano con parole, ›n esito a dirlo, commoventi, e l'onorevole deputato Gena e l'onorevole deputato Ghiglini, non sarebbe bastata la ›n presentazione di questa legge. Sarebbe stato necessario il tornare sui passi già fatti dal 1848 in poi; sarebbe stato ›cessario il consentire a concessioni tali che a mio credere pugnano assolutamente allo spirito delle nostre istituzioni Bene!).

Io credo pertanto, o signori, che sia mal fondato l'appunto ıe ci venne fatto di aver con questa legge turbato l'unione, ıscitate le divisioni negli spiriti. Che se, come penso di ›ervi dimostrato, la non presentazione di questa legge non ›rebbe avuto per effetto di quietare gli animi del partito ıagerato cattolico, se non avrebbe avuto per effetto di condurre la pace generale, questo posso ben anche dirvi ıe avrebbe avuto altro effetto assai pernicioso dal lato ılla tranquillità generale. Se dal Ministero non si fosse prentata questa legge, egli è evidente che si sarebbe prodotto ıl paese un vivo malcontento, che tutta quella parte numeısissima, la quale da tanti anni riclama queste riforme, e le ›lama con tutti i mezzi legali che le nostre istituzioni soministrano, ma si è però acquietata alle nostre promesse, tutta ıesta parte si sarebbe agitata e con ragione. Ed allora che ısa ne sarebbe derivato? Voi avreste avuto l'agitazione clerile come pel passato, ed avreste avuto per sopraggiunta l'aıazione liberale. Bel mezzo di condurre e di mantenere la ce nel pase (*Bene! Bravo!*).

Invece, o signori, io tengo per fermo che il solo mezzo di

ricondurre questa pace è di fare questa riforma, perchè finchè essa non sarà compiuta, la questione sarà pendente.

Anche coloro che vedono tutto color di rosa non possono supporre che quando questo Ministero fosse rovesciato, ed un altro ritirasse questa legge, questa questione cessi di agitare gli animi del paese.

Signori, finchè vi sarà inscritto nel bilancio dello Stato un milione di franchi pel clero, quando il paese sa che l'asse ecclesiastico supera i 15 milioni di rendita, finchè manterrete senza toccarlo tutto codesto esercito di otto mila e più religiosi, non sperate che regni la quiete nel nostro paese.

Vi sarà sempre un partito numerosissimo, partito che a mio credere, costituisce la grandissima maggioranza del Paese, il quale insisterà per la cancellazione della somma portata in bilancio a favore del clero, e per la riforma delle corporazioni religiose. — Fate la riforma e la pace ritornerà. E perchè? Per una ragione semplicissima. Perchè l'esperienza dimostra che gli effetti di questa riforma sono tutt' altri di quelli paventati dai suoi avversari ; perchè l'esperienza dimostra che questa riforma è senza inconvenienti reali per il clero stesso, e che invece di contraddire, favorisce gl'interessi della religione. Fate la riforma ed avrete la pace.

Noi lo possiamo fino ad un certo punto argomentare dal nostro passato. Quando si discuteva la legge per l'abolizione del foro si facevano le pitture le più sinistre degli effetti che essa avrebbe prodotti ; pareva che sarebbe stato mestieri di mandar sempre i carabinieri a strascinar i sacerdoti dinanzi ai tribunali, che avrebbe bisognato scalzare le porte della chiesa. Se ne faceva insomma un quadro spaventevole. Ebbene, o signori, siamo di buona fede (io non entro nella questione legale, se il potere civile avesse o non il diritto di farla, parlo soltanto degli effetti) questa legge fu poi tanto dannosa alla religione ed ai suoi ministri ? Ben altrimenti ; io credo che e questi e quella ci hanno guadagnato, perchè dopo

ge i ministri dell'altre godono di maggior credito nelle
zioni civili, ed hanno migliorata la loro condizione.
stesso avvverrà nel caso presente. Voi vedrete dopo
riforma più influente il clero, più rispettata la reli-
e tutti gli uomini di buona fede finiranno per convenire
apertamente, almeno in segreto, che alla fin fineessa
a buona cosa *(Bravo! bene!)*
mi rimane a rispondere ancora al deputato Genina, il
onde smuovermi dal pensiero di questa riforma (mi
e mi attribuisco più particolarmente questo argomento)
rvito di un esempio tratto dalla storia contemporanea
, e mi ha ricordato come l'anno scorso, quando si rom-
le ostilità, il Ministero inglese, per organo di Lord
ussel, ritirava una legge sulla riforma elettorale onde
videre gli animi. Qui quantunque io rispetti e simpa-
ssai per gli uomini che in allora, e anche in oggi, in
arte siedono al potere in Inghilterra, io debbo dire che
certa scienza che molti fra gli in allora ministri non
ano quella riforma elettorale nè punto nè poco oppor-
Io mi trovava in Inghilterra nel 1852, appunto al mo-
delle elezioni, e posso assicurare la Camera che la
one della riforma elettorale non preoccupava granchè
one pubblica.
dico che essa non fosse buona, e che i ministri non
o ragione per farla, ma ripeto che tutti quelli che ten-
in po' dietro alla storia contemporanea dell'Inghilterra,
sconosceranno che il paese non era per nulla agitato
ella questione. Trattavasi d' altronde di una riforma
meopatica che non cambiava nessuno dei principii che
o la legge attuale; epperciò non poteva eccitare nè
entusiasmo, nè molta opposizione; quindi fece benissimo
istero a ritirarla. Ma se debbo dire quale sia stato il
notivo di questo ritiro, dirò che nel seno del Gabinetto
era perfetta unanimità sull'opportunità di questa mi-
se invece della riforma elettorale proposta da lord John



energia.

Ma poichè l'onorevole Genina mi ha condot della storia inglese, e mi ha citato un esempi a ritirare una riforma a fronte di una guerra i citerò un altro esempio, a mio credere assai p una legge di riforma che fu ritirata pure a cag testo di una guerra, ma il cui ritiro produsse al più tristi e più fatali conseguenze. Lascierò qu giudice fra l'esempio citato dall'onorevole depu quello che io adduco *(Segni di attenzione)*.

Al principio di questo secolo, il più illustre nistri della Gran Bretagna, Guglielmo Pitt, ve compiere il grand atto della unione legislativ colla Gran Bretagna, atto pel quale s'impiegar io non vorrei giustificare, atto che sollevava l menti di tutta la popolazione cattolica irlandese animato da un vero sentimento di giustizia, da politico, credette dover sedare quella grandissi cattolica col concedere contemporaneamente, od vallo, la tanto sospirata emancipazione, agli Ir

dello Stato. In forza della guerra poterono governare; Pitt, per patriotismo, non fece loro opposizione, e la riforma cattolica rimase sepolta per molti anni.

Ma l'onorevole deputato Genina non può ignorare qual furono gli effetti di quell'immenso errore politico! Trent'anni di lotta civile, trent'anni di mal governo, trent'anni di miseria, di sangue, sono forse la conseguenza di questa debolezza del Parlamento inglese che ha sacrificato una gran riforma alle considerazioni della guerra *(Bravo! Bene!)*

Io credo, o signori, avervi dimostrato essere la legge che vi abbiamo proposta utile dal lato finanziario, più utile dal lato economico, di avervi dimostrato non essere condannata dalla politica, essere finalmente sotto tutti i rispetti opportuna. Tuttavia vi è un lato dal quale io debbo dichiarare che la legge è inopportuna, ed è per rapporto al Ministero.

Egli è innegabile, o signori, che la presentazione di questo progetto concentrò sopra alcuni ministri le ire le più accanite, gli odi i più intensi; questo progetto ha loro fatto perdere care ed apprezzate amicizie, ed aumentato sebbene di poco, il numero dei loro avversari politici. Siffatte conseguenze potevano prevedersi, e (lasciate che vel dica) erano da noi prevedute prima di venire a sottoporvi la legge che or si discute. Nulladimeno o signori, queste considerazioni non ci rimossero dal compiere un atto che è grave e doloroso, ma pur necessario; e ad onta delle perdute amicizie, delle cresciute inimicizie, delle ire fatte più calde, degli odi divenuti più acerbi, non lamentiamo la risoluzione da noi presa, e terremo sempre come uno degli atti della nostra vita politica di cui potremo andar più superbi quello di aver saputo sacrificare ad ogni particolare riguardo il compimento di ciò che noi abbiamo considerato e consideriamo tuttora come un sacro ed assoluto dovere (*Vivi segni di approvazione*).



BIOGRAFIA

DEL

CONTE DI CAVOUR.

Non è mente di chi scrive queste linee fare un ritratto mpiuto dell'uomo insigne che da parecchi anni regge le sorti l Piemonte. Oltrecchè non sarebbe questo il luogo di dettare simile studio, la difficoltà e la dilicatezaa dell'argomento lo ritrarrebbero per ora. Egli si restringerà perciò a fornire ei particolari e a sporre que' concetti i quali approdino sindlarmente a lumeggiare il carattere e l'ingegno del persoggio i cui scritti e discorsi politici vennero qui per la prima olta raccolti e ordinati insieme.

I.

Il conte Camillo Benso di Cavour presidente del Consiglio, ministro sovra gli affari esterni e sovra le finanze, nacque in Torino il 10 di agosto del 1810, una sorella di Napoleone I, la principessa Paolina Borghese tenuelo al fonte battesimale. Il casato a cui egli appartiene è uno de' più antichi e riguardevoli del Piemonte. Circa il 1150 il nome dei Benso era portato da una donna, la quale lasciollo poi a' suoi figliuoli, che talora *De Baldissetto* e talora *De Donna Bentia* veggonsi nominati nelle antiche scritture. Costoro, essendo ridotti ad abitare in Chieri, possedendo oltre a Baldissetto un castello detto Ponticello, e acquistando dalla Chiesa di Torino una parte di quello di Santena nel 1191, si spartirono in due rami principali, di cui uno servè il titolo di Ponticello, e l'altro di Santena. Delli primi fu Manfredo, capo di parte imperiale in Chieri nel 1350, e dall'istesso ramo discesero, oltre ai signori di Celarengo, Corveglia e di Mondoni, e oltre ai signori di Menabò, conte d'Isolabella, presidente Amedeo, il marchese di Cavour (*)...

(*) In data del 15 di aprile del 1251 hassi un Breve di papa Innocenzo IV: *Dilectæ in Christo filiæ nob. mulieri Beldæ uxori nob. viri Matthæi Bentii de Cherio*, accordante facoltà di poter far celebrare li divini uffizii, non ostante l'interdetto generale: e due anni di poi veggiamo registrati nel cadasto di Chieri i beni del detto Matteo Benso. Nel 1631 Bartolomeo Benso, figlio del fu signor Giulio Cesare, gentiluomo di camera di S. A. il Duca Carlo Emanuele, istituisce una primogenitura particolare sovra il castello e cascine di Menabò e Celarengo, e casa in Chieri in favore del conte Michele Antonio Benso, grad. 11, linea di Cavour, gentiluomo di camera del serenissimo principe-cardinale Maurizio di Savoia: e nel 1649 ne entra il medesimo in possesso. A fronte di questi ragguagli (per tacere degli stretti legami di parentela che corrono tra la famiglia Cavour e quella meritamente illustre e celebrata dei Clermont-Tonnerre in Francia e quella dei Sales in Savoia), intorno alla cui esattezza può inter-

Il padre dell'attuale presidente del Consiglio, fu per lungo correr d'anni, sotto la rettoria assoluta, vicario della città di Torino: e vuoi per gl'intricati e spinosi negozi ai quali era debitore di metter mano, vuoi per la tenuta di que'tempi in cui l'universale portava pessimo volere alle autorità, nome che bastava esso solo per colpa, vuoi eziandio perchè egli fosse naturato alle forme signoreggevoli e di carattere infiammativo o vivace, aveva eccitato contra sè gli umori popoleschi. Altro concetto facevano però di lui queglino, che, bisognevoli dell'opera sua, avevano avuto occasione di conoscerlo più dappresso. Egli appariva allora quello che veramente era, uomo per ciascuna qualità non punto inferiore a quelli di miglior condizione.

Al giovane Camillo venne assortito come primo educatore l'abate Giovanni Frézet, autore di una istoria di Casa Savoia, in lingua francese. Volente il padre, entrò nell'Accademia militare, dove di colto resosi singolare tra i suoi condiscepoli, fu numerato tra i paggi del Re, onore da cui non stette gran tempo a sgravarsi, perchè altra affinità con queste cortegiane consuetudini ei non si aveva, fuori che l'affinità dei contrarii. A diciott'anni esciva dell'Accademia, col grado di luogotenente nel Genio; ma meglio ancora colla considerazione di Giovanni Plana che lui amava e osservava come il valorosissimo fra gli allievi suoi nelle discipline matematiche.

In questo luogo della sua vita il Cavour ne si para già dinanzi fornito di quell'ingegno forte e bene avvolontato, che vennesi via via svolgendo più e più in lui. Invece di starsi fieramente in sulle osservanze e pretensioni della nobiltà, e lasciarsi allusingare dalla ad ogni sempre vantata

rogarsi l'opera iscritta: *Corona Reale di Savoia*, di Monsignor Della Chiesa (parte III, pag. 106), del pari che *la Science de l'homme de qualité*, di Giorgio Ponce (pag. 258), cade affatto lo strano asserto dei compilatori del *Dictionnaire de la conversation* di Parigi e le ancor più strane dicerie messe in campo da altri biografi rispetto alla famiglia cui appartiene Camillo Cavour.

chiarezza del suo lignaggio, quantunque ciò fosse stato bastante a renderlo mirabile, il giovane Camillo deliberò di sciogliersi dalle strettoie e dalle compedi di una classe speciale, e di aggirarsi in una sfera più ampia e più libera, meglio consuonante coi suoi spiriti larghi e generosi. « Elle est rare, » scrive il Remusat, l'indépendance d'un esprit qui brise ses » chaines, et qui, sans y être poussé par les événements, » opère de lui même sa propre conversion. C'est trop sou- » vent notre destinée qui nous maintient ou nous ramène » dans la voie du juste et du vrai. Tout le monde ne sait » pas entendre la voix intérieure du génie, qui parlait à » Socrate » (*).

Al quale effetto conferirono assaissimo i viaggi da lui intrapresi, poco dopo l'uscita sua dall'Accademia, e la stanza per lungo tempo fermata sulle rive del Tamigi e della Senna.

Dotato di un carattere giocondo e festevole, al pari di tutti gli eguali suoi di età e di fortuna, tenne gran vita: non si però che i sollazzi e i geniali convegni lo distogliessero dall'aver l'animo attento agli studi di economia politica, nei quali tanto si profondò, che, ritornato in patria e messi in istampa scritti a codeste quistioni attenentisi, ebbe voce tostamente di economista valoroso. Delle istituzioni inglesi in guisa singolare rimase isvaghito: e tale suo amore, arrecatogli dapprima a colpa, quando esordiva nella carriera parlamentare, ora che i benefici effetti ne stanno sott'occhio, viengli ascritto, per imparzialità di sentire, a gloria speciale. Oggimai non speri uomo alcuno di acquistarsi nominanza di statista o pubblicista riguardevole, se non si fece per alcun tempo dimestico cogli usi e colle consuetudini di quella nazione che fra tutte singolareggia, e che è la patria di Pitt, di Canning e di Roberto Peel.

I lettori di queste pagine non pretenderanno certo che qui s'imprenda l'analisi degli scritti del signor di Cavour,



(*) L'Anglet... siècle, T. II, p. 469.

che nelle varie Rassegne francesi vennero pubblicandosi: nè a noi cade pure in pensiero di sostituire il giudizio nostro a quello che essi ne arrecheranno: a noi fia assai fare accennamento particolare, ricordati gli articoli intorno alle idee communiste e ai mezzi di combatterne lo svolgimento, allo stato presente dell'Irlanda e al suo avvenire, alle strade ferrate in Italia, che sono ora riuniti in volume, di quello inserto nella *Gazzetta dell'Associazione agraria* (N° 22, 31 agosto 1843), sulla poca convenienza di stabilire *poderi-modello* in Piemonte. Nella dimora sua in Inghilterra il Cavour aveva con pari amore studiato i segreti del governo e l'arte del savio coltivo dei campi e dell'abbellimento dei giardini secondo l'uso degli statisti britannici, le cui mani fanno sperienze dapprima di « innover et corriger sans détruire » (*).

Instavano molti in quel tempo, anche tra i membri della detta Società, perchè eziandio fra noi codesta novità fosse introdotta sotto il patrocinio dell'Associazione agraria, dei comizi provinciali, ovvero anche sotto la direzione esclusiva del Governo. Il conte di Cavour si oppose a tutt'uomo a codesta novità, sebbene fosse in universale assai favoreggiata; e quanto egregiamente ei si apponesse provarono di poi i saggi che altri ne volle fare. Pigliando in accurata disamina le condizioni in cui era l'agricoltura in Piemonte, i metodi che vi si praticavano, gli attrezzi che vi si adopravano, i procedimenti industriali in uso, egli fu tratto a conchiudere risolutamente che in simili contingenze lo stabilimento di un podere destinato a servir di modello ai pratici coltivatori, non sarebbe stato utile gran fatto e che quel poco di utilità saria stato probabilmente sovrammontato dagli inconvenienti maggiori. Traendo queste conclusioni, il conte di Cavour es-

(*) V. l'elogio di Molé recitato dal sig. di Falloux il giorno del suo ricevimento nell'Accademia francese, il 26 marzo del vertente anno.

pose, come a siffatta novità non fosse opposto in modo assoluto. « Quando i nostri sapienti agronomi, avvertiva egli, pervenissero a scoprire un nuovo sistema di coltivazione; quando li vedessi adoprare attrezzi di gran lunga migliori dei nostri attuali; qualora eziandio soltanto coltivassero estesamente e con profitto una pianta non usitata fra noi e capace di modificare i nostri avvicendamenti, io pel primo mi leverei a chiedere istantemente la creazione di uno stabilimento consacrato a dimostrare la superiorità e il vantaggio dei loro sistemi ».

Il vero mezzo di promuovere l'avanzamento delle arti agrarie, a sentenza del signor di Cavour, sarebbe stato quello di eccitare lo zelo delle persone molto più numerose che generalmente si crede, le quali si occupano con intelligenza della coltivazione delle loro terre, e che senza essere schiave di una cieca e limitata pratica, hanno acquistato una profonda ed estesa cognizione di tutti gli elementi che costituiscono i varii sistemi di coltura in uso presso di noi. Costoro vogliono essere aiutati dalla Società agraria, e, se è possibile, vuolsi ottenere l'aiuto del Governo in favor loro. A fortificazione di questa sua opinione egli citava l'esempio dell'Inghilterra, la quale per ben due fiate concedeva una considerevole sovvenzione al famoso Balzewell, che era riuscito ad ottenere quelle belle razze di montoni a lunga lana che fanno la ricchezza delle sue fertili contee, per ristorarlo dei sacrifizi enormi e delle lunghe fatiche ch'era stato costretto a durare.

Dall'Inghilterra attingeva pure l'esempio per sostenere il suo avviso rispetto ai poderi-modello. Le persone intelligenti e istrutte, avvertiva egli, le quali dalla metà dello scorso secolo si sono dedicate al progresso dell'agricoltura, non hanno punto promosso la istituzione de' poderi suddetti. Eglino si sono limitati ad eccitare lo zelo dei pratici, procurando di illuminarli e di dirigerli nella via dei miglioramenti, e prodigando loro tutti quegli incoraggiamenti onde poteano disporre.

« Caldissimo partitante dell'istruzione, aggiungeva il signor Cavour cogliendo il destro di profferire qualche parola, la ale significasse le idee sue di amator di libertà, mosso da lentissimo desiderio di vederla propagare *sotto tutte le forme* in tutte le classi della società, dichiaro che se i poderi-delli dovessero contribuirvi, io diverrei uno de' loro più lanti promotori, qualunque fosse l'opinione mia particolare l loro merito agrario. Se io li combatto, se io mi vi opngo, si è perchè li ritengo come improprii a questo fine ». Egli indicava in quella vece siccome utili eminentemente, in imo luogo: la creazione di corsi di scienza applicati, ad empio di quelli che si leggono nel Conservatorio delle arti nestieri a Parigi e in altre molte istituzioni per gli operai *lécanic's institution's)* in Inghilterra; in secondo luogo lo ibilimento di collegi destinati ad un insegnamento speciale e abbracciasse i principii di tutte quelle scienze che apcar si possono all'agricoltura. « Amo l'attività, diceva egli proposito di questa discussione, ma son persuaso che gli è glio rimaner nella inazione, piuttosto di esporsi a mal fare ». quest'ultima sentenza il conte di Cavour palesa assai chiaro egli non si appunta nel sentire del Segretario fiorentino, sta il quale è meglio assai far male che far nulla, pel motivo dente che al far nulla l'oblio, al far male seguita il rumore; tano egualmente dal disperato concetto del Bolingbroke, ivente nel 1713 a Prior; « Far poco val meglio che non nulla, e non far nulla val meglio che l'uno e l'altro ». In te sentenze è tutto un sistema d'un uomo di Stato.

V.

Il giornale l'*Associazione agraria*, ove il conte di Cavour neva questi suoi divisamenti sull'istituzione dei poderi-dello, era l'organo di una Società, la quale, con regio breto del 25 agosto 1842, veniva approvata da Re Carlo Al'to, avente per iscopo aperto lo incremento dell'agricoltura elle arti ed industrie, alla medesima direttamente attinenti,

ma in effetto l'aveva per obbietto, nell'animo almeno di molti tra i fondatori e soci di essa, di servire come mezzo di unione per tener desto il sentimento nazionale e avvivare l'affetto alle libere istituzioni: ondechè e molte volte, sebben per indiretto così nel giornale come nei congressi, si pigliò modo di recare la discussione intorno alle cose dello Stato. L'*Associazione agraria* aiutò assai quel movimento intellettuale che il Gioberti, il Balbo, l'Azeglio, il Durando nei libri, il Boncompagni, il Montezemolo, il Battaglione, il Brofferio, il Valerio ecc. nelle effemeridi, facevano diligenza di imprimere verso gli ultimi anni della rettoria assoluta di Carlo Alberto, affine di ridurre il paese a maestria di Stato civile. Il conte Cavour fu nel novero di coloro, i quali sin dal 31 maggio del 1842 proponevano alla firma del Re uno schema di statuto organico per l'istituzione della Società agraria, e quando questo venne approvato, egli, che già era membro di una Commissione superiore di statistica, veniva eletto consigliere residente della novella associazione, di cui era Commissario regio il marchese Carlo Ferrero della Marmora, Presidente il marchese Cesare Alfieri di Sostegno. Dentro a questa Società il conte Cavour non fu tardo a dar prove del suo ingegno operoso e sagace. Non difettarono le occasioni per metterlo in voce in sin d'allora quale uomo inframmettente, ambizioso e di dubbia fede; rumori che vennero in appresso accreditati nel concetto della moltitudine e furono operatori dell'impopolarità del conte Cavour ne' primi anni del libero reggimento in Piemonte. Oggidì che tutto cammina sì velocemente, per guisa che non hassi da tenere come paradossatico il detto del Duca di Noailles: « jamais le passé n'a disparu si vite que de notre temps » : sono quasi scomparse dalla memoria del pubblico le lotte che ebbe a durare l'attuale presidente del Consiglio per procacciarsi quel nome che gode al presente. Noi rammemoreremo codeste lotte, perchè ritroviamo nel trionfo riportatone dal conte di Cavour il suo più bel titolo di gloria. A nostro senno egli appare più

grande, allorquando combatte e non si spaura per le calunnie che ognidì straziano la sua fama, e piuttosto che deviare di un punto solo dal sentiero tracciatosi, si espone ai fischi e alle derisioni delle parti politiche, che allorquando nel Consesso di Parigi, certo delle laudi che gliene verranno, difende con viso aperto l'Italia. Il coraggio civile è una virtù troppo oscura da aver numerosi proseliti: e questo coraggio civile, difficile sempre, ma più ancora ne' primordi dei rivolgimenti politici, ebbe in sommo grado il conte Cavour, saputosi sceverare per tempo dalla turba dei molti che non sono sempre i più sapienti. Di lui certo non si avrà a dire quello che testè affermava una celebrata Rassegna inglese del maggior ministro della Gran Bretagna: egli ebbe cura di starsi ognora cogli Iddii: « have enjoyed the manifest favour of the gods (*); Cavour comprese che è dovere d'un uomo politico il rimanere invariabilmente fedele a una causa, qualunque sia il favore o lo sfavore che la accompagni. Come tutti gli uomini dal saldo e tenace volere, egli rimase vincitore nella lotta, ammutì gli avversari suoi stessi, recando così novella conferma a quanto diceva quel savio dell'antichità: « Nihil est quod non expugnet pertinax opera, et intenta ac diligens cura ».

III.

In sullo scorcio del 1847, troppo angusto campo sembrando al conte di Cavour il giornale dell'*Associazione agraria*, per spiegare la sua operosità in cospetto dei fati che si andavan maturando, fondò il *Risorgimento* con Cesare Balbo, Pietro di Santarosa, Carlo Boncompagni, Michelangelo Castelli e altri valorosi. Il 15 di dicembre venne in luce il primo numero del detto giornale, la cui politica, finch'egli ne fu direttore, fu costantemente rivolta a ricordare che « i più nobili, come i più sinceri caratteri del diritto, della forza sono la calma

(*) Quarterly Review, *January*, 1857, n° 210. *Prospects political and financial*, pag. 245.

e la moderazione », ma non la moderazione fiacca e affievolente, sì quella che è de' forti, de' severi animi, che si accosta ai generosi, non per indebolirli, ma per farli più grandi. Il programma del *Risorgimento* si epilogava in questi capi: I. Indipendenza; II. Unione tra principi e popoli; III. Progresso nella via delle riforme; IV. Lega dei principi italiani tra sè.

La lettura degli articoli che il conte di Cavour ha stampati nel *Risorgimento*, al par di quelli che videro la luce nelle Rassegne francesi e italiane, torna profittevolissima alla sua fama; poichè, riscontrando quanto egli diceva come giornalista, con quanto egli fece di poi come ministro, apparirà l'unità del suo sistema politico; sistema non improvvisato o avventato, ma da lunga pezza maturato e studiato nel silenzio del gabinetto e stabilito sovra un complesso di dottrine concordi e rispondenti le une colle altre (*).

Consentaneo al programma più sopra recitato del *Risorgimento*, il conte di Cavour firmava il 21 di dicembre del 1847, in un coi collavoratori suoi, una proposta di supplica al Re delle Due Sicilie, ostinantesi a durare sulla via dell'assolutismo, per supplicarlo ad assentire alla politica di Pio IX, di Leopoldo e di Carlo Alberto « alla politica della Providenza, del perdono, della civiltà e della carità cristiana ». Pochi giorni dopo egli prendeva parte principale a un atto politico di grandissimo rilievo, qual era quello di domandare a Re Carlo Alberto largizione di uno Statuto.

Il 7 di gennaio del 1848 giungevano in Torino parecchi

(*) Saint-Marc Girardin scriveva testè quel che segue in un articolo in commemorazione di Salvandy: « Une polémique consciencieuse et éloquente soutenue avec persévérance dans un journal ou dans des brochures politiques, donnent l'idée d'un homme d'État: et il y a eu de ce côté beaucoup moins de mécomptes qu'on ne le dit. M. Guizot a fait des brochures politiques; M. Thiers a été journaliste; M. de Salvandy peut être cité après ces noms éminents. *Il a su écrire et il a su gouverner* (*Jour. des Débats*, 4 *mars* 1857). È sottosopra lo *scribere est agere*, di Jeffries.

membri di una deputazione genovese per ragguagliare il Re degli umori sorti nella loro capitale per lo scioglimento del Comitato che da due mesi aveva sostituito la polizia, e per i romori che correvano di mene gesuitiche, avverse alla prosperità dell'Italia. Consapevoli del turbamento degli animi de'Genovesi, i direttori dei fogli pubblici di Torino, d'accordo con ragguardevoli pessonaggi aventi più credito col popolo e colla gioventù, avevano diliberato di raccogliersi nella sera di quel giorno in una sala dell'albergo d'Europa, per far consiglio intorno a ciò che fosse stato mestieri operare in servigio della pubblica tranquillità, e della servanza inviolata dell'unione tra il popolo e il trono.

L'assemblea era presieduta dal marchese Roberto d'Azeglio. Intervennero il colonnello Durando, direttore dell'*Opinione*, il conte Cavour, direttore del *Risorgimento*, l'avv. Brofferio, direttore del *Messaggiere*, Lorenzo Valerio, direttore della *Concordia* e altri molti collavoratori dei detti giornali, tra cui Galvagno, Santarosa, Lanza, Cornero, Castelli, Sineo, Vineis. Cesare Balbo, travagliato da infermità, non aveva potuto recarsi al convegno.

La discussione incominciò sull'appoggio che voleasi porgere alla deputazione genovese: agli oratori che primi parlarono parve che un egual numero di deputati dovesse Torino inviare al principe, che avessero incombenze simili a quelle della deputazione genovese. Stava per essere raccolto benevolmente quest'avviso, allorquando alzavasi il conte di Cavour a dire — a che andrem noi per le lunghe a chiedere provvedimenti che poco o nulla conchiudono? Io propongo che si implori dalla sovrana magnanimità l'altissimo benefizio di una pubblica discussione in cospetto del paese in cui sieno rappresentate le opinioni, gli interessi e le occorrenze di tutta la nazione; propongo si domandi la Costituzione. —

All'ardita proposta del direttore del *Risorgimento* assentirono Azeglio, Santarosa, Cornero, Durando, Castelli, Vineis: rifiutaronla invece Sineo, Valerio, Lanza ecc. Brofferio invece,

la cui lealtà specchiata e generosità d'animo non covava diffidenza di sorta, dividevasi dal sentire de' suoi colleghi democratici, e senza esitare ponevasi dal lato del conte Cavour, dicendo; io starò sempre con quelli che vorranno di più.

In quella prima congrega, scrisse di poi il Brofferio (*), si classificarono per modo gli uomini e le idee che le successive lotte parlamentari altro, per così dire, non furono che una continuazione di quel politico iniziamento.

Sciogliievasi il concilio senza terminativa deliberazione. Alla domane a mezzodì si teneva una riunione preparativa per affidare al Durando il còmpito di compilare un'ossequiosa allocuzione al Sovrano, da leggersi e approvarsi nella sera stessa alle sette in casa Azeglio. All'ora diputata convennero tutti, tranne il Valerio e i collavoratori della *Concordia*. Ripigliatasi la discussione, il Durando lesse l'allocuzione al Re, compilata in termini mederatissimi, avente per iscopo di ottenere una forma più libera di reggimento, per allontanare ogni più lieve causa o pretesto d'illegale agitazione. Si dava il partito, ad un animo, a codesta allocuzione e stabilivasi che con essa sarebbesi spedita una delegazione a Genova per assicurare i genovesi dell'efficacissimo appoggio dei Subalpini, sì veramente che rammentassero l'unione tra il popolo e il trono essere più che mai necessaria, e facessero diligenza di soffocare le inimicizie che tra cittadini e cittadini vegghiavano. Appena erasi data forma a tale obbietto, giungevano con parecchi altri Riccardo Sineo e Lorenzo Valerio, i quali, opponendosi in singolar modo alle già seguite deliberazioni, dichiarando non volersi aderire al suffragio della maggiorità, e recando nella fratellevole discussione qualche sventurato elemento di dissidenza, furono operatori che il presidente sciogliesse l'adunanza e niuna delle cose proposte fosse mandata in effetto.

Questi fatti essendo stati esposti al pubblico altramente da quello che erano, i direttori del *Risorgimento*, dell'*Opinione*

(*) *Storia del Piemonte dal* 1814 *ai giorni nostri* — Parte terza. Regno di Carlo Alberto, cap. II, pag. 26.

e del *Messaggiere* avvisavano di stampare nei loro fogli i riconti sommarii delle deliberazioni dell'assemblea. Non essendone stata consentita la pubblicazione dalla revisione anticipativa, che vigeva ancora in que' giorni, il conte di Cavour li spediva risolutamente al Re per la posta, alligati con una lettera, nella quale fatto ricordo delle antedette cose veniva posto in sodo che lo scopo de' suoi colleghi altro non era stato fuori quello di conciliare la grandezza del trono, la forza del governo, coi veraci interessi del paese.

IV.

Un mese dopo Carlo Alberto sentivasi necessitato a porre in atto i desiderii manifestati dal conte di Cavour nelle radunanze del 7 e dell'8 gennaio, e largiva lo Statuto, a richiesta del Municipio torinese. Quindici giorni dappoi la promulgazione della Carta piemontese, il Cavour era chiamato a far parte di una Commissione intesa a proporre la legge per le elezioni dei deputati, presieduta da Cesare Balbo. In capo a due settimane di lavoro, appena interrotto dai bisogni più urgenti della vita, la Giunta terminava il proprio assunto. Quali fossero le opinioni del Cavour rispetto a questo argomento, ognuno può vedere negli articoli stampati nei numeri del 12, 19, 22 e 23 febbraio 1848 del *Risorgimento*, che in questa edizione sono riferiti. Tranne lievi temperamenti, la legge elettorale, che ancora oggi dura, fu compilata a norma delle considerazioni svolte dal signor di Cavour.

Al nuncio de' popolari sommovimenti di Milano, il direttore del *Risorgimento* non fu a niuno secondo a premere il Governo piemontese, perchè volasse in soccorso de' combattenti lombardi. « L'ora suprema per la Monarchia sarda è suonata, scriveva egli: l'ora delle forti deliberazioni, l'ora dalla quale dipendono i fati degli imperi, le sorti dei popoli.... Una sola via è aperta per la nazione, pel Governo, pel Re. La guerra! la guerra immediata senza indugio! »

Convocato per la prima volta d'ordine del Re il Parlamento

gno d
te lor
battit
strator
nata
nost
ch

mente da
il quale aveva
per ottenere pace ono
lo sostenne a spada tratta

e del *Messaggiere* avvisavano di stampare nei loro fogli i riconti sommarii delle deliberazioni dell'assemblea. Non essendone stata consentita la pubblicazione dalla revisione anticipativa, che vigeva ancora in que' giorni, il conte di Cavour li spediva risolutamente al Re per la posta, alligati con una lettera, nella quale fatto ricordo delle antedette cose veniva posto in sodo che lo scopo de' suoi colleghi altro non era stato fuori quello di conciliare la grandezza del trono, la forza del governo, coi veraci interessi del paese.

IV.

Un mese dopo Carlo Alberto sentivasi necessitato a porre in atto i desiderii manifestati dal conte di Cavour nelle radunanze del 7 e dell'8 gennaio, e largiva lo Statuto, a richiesta del Municipio torinese. Quindici giorni dappoi la promulgazione della Carta piemontese, il Cavour era chiamato a far parte di una Commissione intesa a proporre la legge per le elezioni dei deputati, presieduta da Cesare Balbo. In capo a due settimane di lavoro, appena interrotto dai bisogni più urgenti della vita, la Giunta terminava il proprio assunto. Quali fossero le opinioni del Cavour rispetto a questo argomento, ognuno può vedere negli articoli stampati nei numeri del 12, 19, 22 e 23 febbraio 1848 del *Risorgimento*, che in questa edizione sono riferiti. Tranne lievi temperamenti, la legge elettorale, che ancora oggi dura, fu compilata a norma delle considerazioni svolte dal signor di Cavour.

Al nuncio de' popolari sommovimenti di Milano, il direttore del *Risorgimento* non fu a niuno secondo a premere il Governo piemontese, perchè volasse in soccorso de' combattenti lombardi. « L'ora suprema per la Monarchia sarda è suonata, scriveva egli : l'ora delle forti deliberazioni, l'ora dalla quale dipendono i fati degli imperi, le sorti dei popoli.... Una sola via è aperta per la nazione, pel Governo, pel Re. La guerra ! la guerra immediata senza indugio ! »

Convocato per la prima volta d'ordine del Re il Parlamento

subalpino, gli elettori del primo collegio di Torino elessero a loro rappresentante il conte di Cavour, il quale fe' il suo *maiden's speech* il 4 di luglio in occasione del famoso disegno di unione, rinfacciando ai ministri lo incerto e imprudente loro procedere nelle varie e lunghe peripezie di quel dibattito, procedere da buoni patrioti, ma non da sagaci ministratori. Non bisogna dimentichiamo, sclamava egli nella tornata di quel giorno, che mentre noi parliamo e discutiamo, i nostri fratelli combattono e hanno gli stessi diritti che noi a concorrere per la formazione dell'Assemblea costituzionale che deve decidere delle sorti dell'Italia ».

V.

In questa prima sessione il conte di Cavour fu relatore della Commissione, composta degli onorevoli Rattazzi, Montezemolo, Elia Benzo, Pescatore, Arnulfo e Galli, la quale propose la reiezione della legge presentata dal deputato Gioia di Piacenza, nell'occorrenza di alcuni disordini che erano colà avvenuti. Il 22 di luglio profferì un lungo discorso sul prestito proposto dal ministro di Revel, e fe'stupire l'Assemblea per la ricchezza delle sue conoscenze finanziarie e per la lucidezza arrecata nel parlare di questioni sì intricate. Nella tornata del 26 dello stesso mese, avendo inteso l'onorevole Cagnardi a sostenere, l'amore di libertà nei Liguri essere più vivo che nei Piemontesi, il conte Cavour sorgeva improvviso dal suo stallo, e tutto in modo di una fiamma di fuoco interrompeva l'oratore, sclamando: « I Piemontesi il loro amore per la libertà lo mostrano sul campo di battaglia. Sia chiamato all'ordine il calunniatore! » Il Cagnardi era in effetto chiamato all'ordine, nè ebbe più forza di proseguire nelle sue invettive.

Volte a male le sorti della guerra in Lombardia e nominato da Re Carlo Alberto un ministero presieduto primieramente dal marchese Alfieri, poscia dal generale Perrone, il quale aveva accettato la interposizione anglofranca per ottenere pace onorevole dall'Austria, il conte di Cavour lo sostenne a spada tratta

» nel *Risorgimento*, durante le vacanze parlamentarie dall'agosto al 17 ottobre 1848 e nella Camera. Se fosse stato uomo vago di null'altro che dell'aura popolesca, e mosso dall'ambizione di ottenere la somma delle cose, ei si sarebbe slanciato dietro la turba che allora faceva risuonare alte le voci di democrazia universale, e che pareva presso ad acquistar trionfo in quasi tutta Italia. Il conte di Cavour tolse meglio di seguitar la via della impopolarità, opponendosi vigoroso alla piena delle passioni rivoltose e combattendo da prode, sebben dispettato, nelle schiere de'conservatori. Oggidì che il chiaro è fatto su molte quistioni, si può sentenziare, senza tenere ira nè parte, se la causa che propugnò il conte di Cavour ne' giorni garosi e turbolenti del cadere del 1848 e dell'esordire del 1849, sia stata men che informata a principii di italianità. Senza scusare o difendere tutti gli atti politici dell'amministrativa Alfieri-Pinelli, lo storico può oggi domandare se era politica di spaventaticcj e di municipali quella che ardiva di scrivere allo imbasciator sardo in Parigi queste nobili parole: « Si le 15 janvier, l'envoyé autrichien n'est pas à Bruxelles, et n'a pas accepté les bases de la médiation (c'est-à-dire le principe de la nationalité italienne), les hostilités recommenceront. Nous préférons être engloutis dans la catastrophe italienne, si telle est la volonté de Dieu, que de laisser torturer plus longtemps par le vandalisme autrichien la partie de l'Italie, qu'il foule actuellement et qui s'est volontairement unie à nous (*).

VI.

Acciò chi legge abbia un saggio delle ire a cui era fatto bersaglio il conte di Cavour in questo volgere di tempo, e perchè possa recar miglior concetto di tutte le difficoltà che si dovette sormontare prima di asseguire il fastigio delle dignità, noi riferiremo qui parte di una festevole appendice che il più energico oppositore dell'attuale presidente del

(*) V. Perrens, *Deux ans de révolution en Italie*, pag. 192.

Consiglio, il giornale la *Concordia*, stampava nel suo numero del 7 ottobre 1848. Il conte Cavour era dallo spiritoso fogliettista accomunato nientemeno che col dottor Regli, direttore del *Pirata*. Lasciamo in resta i prolegomeni e citiamo di netto la parte che s'attiene al nostro subbietto: « Chi infatti con più felicità che il *Risorgimento* espresse i principii che guidarono per tanti anni il *Pirata* nella sua carriera? Compariva a Milano un cantante, una ballerina, e, come c'insegna il *Risorgimento*, *una mezza dozzina d'abbonamenti* fruttava ai ben arrivati tutta la simpatia del *Pirata*. Si forma a Torino un ministero, ed il *Risorgimento*, in mezzo ai fischi della pubblica opinione, proclamava questo ministero sapientissimo! È ben vero che il cantante e la ballerina del *Pirata* non avranno avuto più che una gola e un paio di gambe: quando invece il ministero del *Risorgimento* ha due programmi, e in conseguenza due voci e quattro gambe. Ma ciò che mostra di più la sua imparzialità si è che egli, fedele mai sempre a questi principii, lodò i generali, lodò la legge sul *prestito forzato*, lodò i deputati da lui proposti agli elettori lodò la Società per la confederazione italiana, e con lo stemma di questa nella sua facciata, segue a lodare il ministero, come se le voci di Revel e Gioberti facessero un duetto, con tanto accordo e armonia che fra i FURORI del *Pirata* non se ne trova uno eguale. E dopo tutto ciò il conte di Cavour se la piglia col cavaliere Regli! Ma pretenderebbe egli forse che anche gli attori avessero due parti, come un ministero può avere due programmi? Vorrebbe che un artista studiasse il *Re Lear* di Shakspeare, e venisse sulla scena a recitarci il *Cid* di Corneille? No, risponde il Conte torinese, io non pretendo questo: ma non so darmi pace che il Regli *venga apposta da Milano a Torino per insegnarci che i francesi non sanno parlar francese*. Buon Dio! Il cavaliere Regli si sarebbe passato volentieri di venir fino a Torino, o forse (se non fosse di quei due programmi), a quest' ora sarebbe tornato a Milano con la sua bottega per somministrare

al *Risorgimento* tutte quelle mercanzie che più gli potessero gradire. Ma se il Regli dicesse al Cavour ; signor conte, voi che avete preso tante lezioni di inglese da Abercromby, non vi sentiste mai in vena di insegnare l'inglese ad Abercromby stesso? Ed era poi necessario inglesarsi tanto per entrare nella Camera dei deputati (come avete fatto e farete, si spera) ad insegnar loro l'italiano?—Che cosa potrebbe loro rispondere il conte di Cavour? Regli adunque ha il solo torto di credere che tutta la Francia consista in Molière, come il conte di Revel s'avvisa che l'Italia tutta sieda sulla cupola di s. Giovanni. E il Cavour nutre per il Revel tutta la stima immaginabile ed è pronto a sostenere con la sua voce (italiana o inglese?) nel Parlamento la sua politica, *leale, forte, sapiente, opposta in tutto a quella politica funesta* (son parole del Cavour) *che volevano imporre i ministri patroni ed amici della Concordia*. Il che significa che la politica di quei ministri era sleale, debole, sciocca. Ora fra quei ministri eravi Gioberti: e veramente noi Torinesi dovevamo aspettarci che un Cavour venisse ad insegnarci che Gioberti professa una politica sleale, debole, sciocca. Questo è ben altro che venir da Milano ad insegnare il francese ai Francesi. Per me vorrei che venissero i Francesi stessi coi loro calzoni rossi ad insegnarcelo, vorrei che lo facessero entrar ben addentro a lord Cavour. Ma quanto a politica leale, forte, sapiente, non sarà mai il *Risorgimento* quello che ne avrà il magistero. Il *Risorgimento* è maestro di ben altre cose, e queste cose non s'imparano ecc. Ommettiamo qui alcune allusioni, e facciam passo alla fine dell'articolo, in cui s'invitano il conte Cavour e il cavaliere Regli a far lega insieme. «Assolutamente due personaggi, com'essi sono, non devono più tardare a rappattumarsi. Un amico del direttore del *Pirata* va già dicendo pei caffè che questi non mangia più, più non beve dopo quel funesto articolo. E chi sa che a quest'ora anche il conte non pianga a caldi occhi? Si ricongiungano dunque una volta, cooperino insieme per raggiungere lo stesso scopo: il *Risorgimento* da una parte e il *Pirata* dall'altra si aggioghino all'italiano car-

roccio per farlo trionfare. E se mai il conte Cavour, se lord Camillo riuscirà una volta a dimostrare al suo diletto Revel (come già Revel al conte Ceppi) che egli saprebbe meglio di lui e di qualunque altro maneggiare il portafoglio delle finanze, allora pegno della pace sia la nomina del Regli a suo primo ufficiale; allora il *Risorgimento* e il *Pirata* si abbraccino nuovamente e si fondano in un solo e grandissimo foglio, il quale porti in fronte non più il motto (che in quel tempo sarà forse fuor di moda) della Società federativa — *unita fortis* — ma bensì questa epigrafe dica tutto alla nazione: *te mare, me terra divitem fecit* ».

Non sovra una tempra così elevata, come è quella del conte di Cavour, codeste invettive erano destinate a far colpo: e certo nel fervore di esse egli ricorreva col pensiero quelle sapienti parole che Burhe pronunciava nel 1784 nei Comuni in quella che difendeva il nobile amico suo Fox: « Le meschine censure delle parti non saranno più intese, allorquando la libertà e la felicità si faranno sentire ». L'avvenire non doveva esser guari tardo a essergli ricompenso delle patite contradizioni: e a significargli quanto dirittamente sentisse il grande biografo della antichità, allorchè pensava que' soli essere derisi che dalle derisioni si lasciano abbattere e turbare. Ma non precorriamo gli eventi.

VII.

Nei mesi dell'ottobre e del novembre 1848, che volsero i più tempestosi e gravi di accadimenti in Piemonte, il conte di Cavour fu in Parlamento ognora sulla breccia. Il 20 di ottobre pronunciava assennato e prudente discorso sulla contenzione che ferveva rispetto alla opportunità o inopportunità di indir guerra novella all'Austria. Esaminate tutte le ragioni più entranti proposte dalla parte opponente in servigio dell'opportunità della guerra immediata, e dimostratane la poca saldezza; messo in sodo del pari in guisa che non ammetteva repugnanza, l'indugio non che danneggiare favoreggiava assai il trionfo della

causa italica; il Cavour chiudeva significando la mente sua del doversi concedere al Governo del Re il còmpito di porsi al fermo nell'intimo della sua coscienza sull'ora meglio opportuna a romper la guerra. In questa tornata, essendogli accaduto di parlare dell'Inghilterra, il virtuoso deputato ardiva affrontare le passioni, vivissime allora, contro i rettori di essa, e diceva: « Io confesso e tengo per fermo essere entrata l'Inghilterra francamente, lealmente, risolutamente nella mediazione. Questa dichiarazione mi espone, ben lo so, al pericolo di essere più del solito tacciato d'anglomano, e quello eziandio di essere fatto di bel nuovo bersaglio nelle appendici dei giornali di questa capitale, al trabocchevole spirito di alcuni scrittori; ma qualunque sia la sorte che mi aspetto fuori di questa Camera, io mi lusingo che i miei colleghi, dopo di avere udite le ragioni, sulle quali poggia questo mio giudizio, mi assolveranno dalla grave accusa, di non amare più di ogni altro il mio paese ».

Nella medesima tornata essendo stata accolta con applausi strepitosi una arringa eloquentissima del deputato Brofferio, che con fieri tocchi ed accesi colori ritraeva la politica del Ministero, e tra i continui schiamazzi delle gallerie rimanendo quasi impossibile al Parlamento il deliberare pacatamente, il conte Cavour pur sapendo quante nuove ire sarebbesi addossato, sorse risoluto dal suo stallo e rimproverò il presidente, che era Vincenzo Gioberti, *di non far rispettare la dignità della Camera* (schiamazzi dalla galleria), *perchè non vi è libertà, dove si permette che gli applausi* (interruzione).... *dichiaro altamente in faccia al paese, a quelli che cercano di volercene imporre.....* (nuovi rumori dalla galleria e dalla sinistra). Il 22 e il 26 dello stesso mese ruppe di nuovo una lancia contro la parte dell'opposizione, e le sue parole furono interrotte ad ogni quando da rumori, da susurri, da accenti di disapprovazione. Il 22 novembre difese la Guardia nazionale di Torino contro cui recava querela Angelo Brofferio; nè si sgomentò punto dai rumori con cui venne accolto il

suo dire dalle gallerie, le quali seguendo a strepitare eziandio quando discorreva il ministro sopra gli interni, il conte Cavour con piglio ardito e sicuro invitò il vice presidente Gaetano Demarchi a farle sgombrare, giusta gli ordini de'regolamenti.

Sei giorni poi, il 28 di novembre, il conte di Cavour combatteva la progressività delle imposte nell'occasione di una proposta messa in campo dal deputato Pescatore, la quale aveva un effetto retroattivo. « Voi sapete, o signori, diceva egli, quanto le leggi retroattive sono odiose, quanto esse facciano paura ai capitalisti, a coloro che dispongono del credito. Ma forse il deputato Pescatore mi dirà: non è una legge retroattiva; è una legge nuova che impone un prestito forzato su coloro che posseggono un capitale maggiore di 150,000 fr., estensibile dall'1 al 4 p. 100. Ma allora, se questa legge è considerata sotto questo aspetto, questa legge retroattiva sarà ingiusta, contraria al principio dello Statuto, perchè colpisce una sola classe di persone prese arbitrariamente (*Bisbiglio dalle gallerie*). Lo ripeto: i rumori non mi turbano nè punto, nè poco, chè ciò che io reputo essere la verità, lo dico malgrado i tumulti e i fischi (*Rumori*). Chi m'interrompe non insulta me, ma insulta la Camera, e l'insulto lo divido con tutti i miei colleghi (*Applausi dal centro e dai Ministri*). Ora continuo ». Conchiudeva il conte di Cavour asserendo, che, se non gli si provava che il provedimento proposto da Pescatore non sia per produrre sull'industria e il commercio gli effetti da lui indicati, la Camera non doveva prenderlo in considerazione: e ciò non tanto nell'interesse della classe più doviziosa, ma ancor più della classe dei piccoli industriali e dei piccoli commercianti, classe la quale avrebbe sofferto maggiormente.

Il 28 parlava il Cavour in mezzo ai rumori e ai continui bisbigli e interrompimenti: il 29 parlava l'avvocato Brofferio e parlava contro Cavour, e gli atti parlamentari registrano a quasi ogni su[illegible]ione, *applausi*, *applausi generali*, *applausi pro*[illegible]*vo*, *bravo*, *bene*, *bene*, ecc. Tuttavolta il

buon senso della Camera rimase vincitore, e il principio che volevasi adottare della progressività delle imposte, principio che l'Assemblea nazionale di Francia proscriveva con 646 voci contro 84, veniva respinto dal Parlamento subalpino. Il conte di Cavour voleva rispondere all'applaudita e splendida arringa del fervido rappresentante di Caraglio, ma non essendogli stato consentito, stampò nel num. 288 del *Risorgimento* (2 dicembre 1848) il discorso ch'egli aveva preparato per questa occasione. Eccone alcuni tratti : « Nell'esordire del suo discorso il deputato Brofferio, rispondendo a quanto io aveva detto intorno all'impiego dei mezzi rivoluzionari da lui di continuo consigliati, accusò le mie opinioni di essere, se non retrograde, per lo meno ultra-moderate. A dir vero, questo rimprovero a primo tratto mi colpì dolorosamente. Ma quando poi, nello svolgere della sua orazione, io potei percepire chiaramente la significazione che egli dava alle parole *moderato* e *retrogrado*, esso cessò dal farmi provare alcuna amarezza.

« Infatti io sentii l'onorevole oratore, parlando delle cose di Francia, dichiarare ultra-conservatrice e retrograda l'immensa maggioranza dell'Assemblea nazionale, che respinse energicamente ogni tentativo d'introdurre nella nuova costituzione repubblicana il principio della progressività delle imposte. Lo sentii di più trattare il generale Cavaignac non solo quale retrogrado, ma quale reazionario furibondo. In confronto di tali opinioni professate sopra antichi repubblicani, sopra veterani della causa liberale; in confronto di sì grave giudizio portato su di un generale illustre, che il più puro, il più virtuoso dei campioni che vanti la democrazia francese, il venerabile Dupont de l'Eure, proponeva, or son pochi giorni, di dichiarare in mezzo agli unanimi applausi dell'Assemblea nazionale, come *avente ben meritato della patria*, in verità io ho trovato non che severe, ma soverchiamente indulgenti, le parole usate dall'avvocato Brofferio, ed ho riconosciuto dovere alla squisita cortesia che lo distingue, l'avermi egli

chiamato solo ultra-moderato e il non aver impiegato la parola di *retrogrado* o quella più volgare, ma più espressiva, di *codino* ».

E, siccome l'avvocato Brofferio aveva fatto menzione di molti frati, i quali avevangli dato attestato di grande fiducia, il conte di Cavour, con quel fare ironico che è tutto suo, avvertiva così: « Mi permetta anzitutto l'onorevole deputato di porgergli le mie felicitazioni su queste nuove amicizie e clientele. Io considero la riconciliazione assoluta degli ordini religiosi collo spiritoso e mordace direttore del *Messaggiere*, come una prova del possibile ravvicinamento delle opinioni più estreme: e ciò desta quindi in me la speranza di veder sparire un giorno la profonda divergenza d'opinioni che mi separa dal formidabile mio avversario, sostenuto ora con pari zelo e dai circoli politici e dai conventi frateschi ».

VIII.

In tutto questo tempo il conte di Cavour non cessò d'essere malmenato dal giornalismo: sia tra le pareti della Camera come fuori di esse; il suo nome suonava presso la moltitudine non altrimenti che quello di un retrogrado. I quali continui attacchi e accusazioni, che altri rificcava poi peggiorate al popolo ne' circoli e ne' convegni, furono causa che nelle nuove elezioni del gennaio 1848, caduto il Ministero che aveva la confidenza del conte di Cavour e sorto il Gabinetto democratico presieduto da Vincenzo Gioberti, un Giovanni Ignazio Pansoya venissegli anteposto. « Il nome di Pansoya, scriveva la *Concordia* del 23 gennaio 1848, suonerà agli elettori ben più simpatico del nome di quell'economista che fece l'apologia della mediazione e del prestito Revel. Lo spauracchio del comunismo che il conte di Cavour inalbera di tratto in tratto, lo fa parere un economista terribile, mentre infatti non può la sua dottrina economica essere così peregrina, dacchè egli fa del comunismo [illegible] democrazia quasi una cosa sola, dacchè egli [illegible] agraria e la distruzione della proprietà in

ogni ordinamento di finanze che non aggravi tutto sul popolo per alleviare i ricchi ».

Ridotto alla semplice condizione di giornalista, Camillo Cavour mosse nel *Risorgimento* guerra formata al Ministero che domandavasi democratico: ebbe parole di plauso e di incoraggiamento al magnanimo e ardito concetto di Vincenzo Gioberti di ristorare il Pontefice e il Granduca ne' loro dominii acciò si chiudesse il passo all'intervento straniero e si porgesse occasione ai potentati europei di appregiare la politica piemontese. Caduto il Gioberti e da quasi tutti gli amici suoi abbandonato e disdetto, il Cavour, sebbene dal medesimo riconoscesse gran parte delle traversie da cui era stato bersagliato, appoggiollo con dignità e valore. E certamente se gli elettori del Collegio torinese non gli avessero recato ingiuria, in quella per sempre deplorevole tornata della Camera delli 23 di febbraio del 1849, ai nomi di Massimo di Montezemolo e di Giovanni Lanza, protestanti contro il disdoro che volevasi arrecare a quel grand'uomo, accoppieremmo quello pur anco di Camillo Cavour.

IX.

Ritrattosi il Gioberti dal Consiglio democratico, raggravarono di più in più le condizioni del paese. Sconsigliata impresa tentare la sorte dell'armi: più sconsigliata ancora mantenere più a lungo un esercito di centoventi mila uomini, con danno gravissimo dell'erario. In simili accidenti sentivasi per ognuno il bisogno di accomodare il consiglio alla necessità, come avvisava il Guicciardini, doversi fare spesso in tutte le azioni umane e nelle guerre massimamente. Niun altro scampo appariva fuori quello di gridar di bel nuovo la guerra, e a questo partito come al minore degli inconvenienti di quell'infaustissima epoca, accostossi, sebben mal suo grado, il conte di Cavour nel *Risorgimento*, certo che così almeno le civili ire sarebbersi sfogate in ispegnere i nemici. Se in quei sinistri giorni in cui tutto era strepito d'armi e faccia di guerra, la sua voce fossesi in-

a pronunciare sentenza contraria, niuno effetto avrebbe avuto e più che bene arrecato avria dissidii funesti. Pope dipingeva egregiamente uno di questi momenti, assai frequenti nella storia quando cantava:

Truth would you tell to save a sinking land
All fear, none aid you, and few understand.

L'esito della guerra a tutti è noto: le sorti italiane caddero a Novara: ma tutto non potè dirsi perduto dacchè serbossi illesa la libertà. L'acquisto di essa non era stato guari difficile; difficile riusciva mantenerla a fronte del prepotere dell'Austria e della sua prevalenza nelle provincie italiane, a fronte dell'ira eccitata in petto ai potentati europei, per la guerra a dispetto loro combattuta. *Le plus difficile n'est pas d'acquérir la liberté, c'est de la conserver*, scrisse Napoleone III (*). Ciò vide a primo tratto nella sagacia sua il conte di Cavour: epperò deliberato doversi fare della sorte saviezza, schierossi nel novero di coloro i quali pensarono essere ufficio di carità di patria far taeere i più caldi sentimenti di italianità per non offrire pretesto alcuno a chi ne aveva la forza, di abbattere il vessillo costituzionale. Egli governossi in questi accidenti con quella avvedutezza che usato avea dopo le vicende del 1814 il gabinetto inglese presieduto dal Castelreagh, la cui mente sebben fosse volta per intiero a porre in atto le previsioni liberali, stimò nondimeno di seguire un sistema di reprimento che doveva segnare un mezzo tempo per non difficultare la conservazione dell'ordine europeo. Convocatasi una nuova assemblea di rappresentanti, il primo collegio di Torino onoravalo de' suoi suffragi, tuttochè la *Concordia* gli anteponesse il Campana. Il 25 di settembre del 1849 pronunciava un discorso in favore del Ministero Azeglio sulla questione finanziaria pel trattato di pace coll'Austria, Il 15 novembre dell'anno stesso rompeva di nuovo una lancia a pro del Governo in occasione della discussione del detto trattato, ma tanto

(*) OEuvres de Napeléon III, T. I, p. 374.

i providi e sapienti consigli del Cavour, quanto quelli del Balbo non fecero colpo alcuno su quella Camera che ogni giorno tentava frapporre novelli ostacoli alla rettoria di Massimo d'Azeglio, e il 17 di novembre il Governo del Re, costretto dalla necessità, per la seconda volta dopo i casi di Novara, la scioglieva.

X.

Nelle elezioni del 10 di dicembre del 1849, il conte Cavour era di bel nuovo nominato a rappresentare nella Camera il primo collegio di Torino. La nuova Assemblea divariava assai dalle due precedenti; prevalenti in numero i ministeriali, che formavano tutta la *destra* e il *centro destro*: molti deputati liberali di larga cintola dapprima, ora avvicinantisi al centro e costituenti quello che fu poi domandato *centro sinistro*; la *sinistra* ridotta a una trentina circa di deputati. A questa Camera il ministero Azeglio ripropose la legge d'approvazione del trattato di pace coll'Austria, dolorosa necessità di quel tempo; e il 9 di gennaio del 1850, quasi senza discussione, veniva vinta con 112 voti favorevoli e 17 contrari.

Tale risultato, la nomina del cavaliere Pierdionigi Pinelli a presidente della Camera dei deputati, il rassodamento della repubblica francese sotto la presidenza di Luigi Napoleone, l'opinion pubblica in Piemonte ricredutasi omai dagli eccessi di parte, gli umori posati, erano forieri di un avvenire più tranquillo: facevasi presso il tempo in cui era possibile por mano ardita alla riformazione delle leggi interne dello Stato, affine di metterle in convenienza collo Statuto.

Quanto prudente e assegnato erasi dimostro il Cavour fino a questo punto, tanto credette suo debito mostrarsi di poi ardito e progressivo (*). Un'occasione solenne gli si porse di chiarire

(*) Stralciamo dal discorso che il Cavour, ministro, pronunciava nella tornata della Camera dei deputati del 9 febbraio del 1852 le parole che seguono, le quali significano egregiamente i suoi intendimenti politici: « La Camera ricorderà, diceva egli, che il ministro Azeglio, del quale io era ardente fautore quando sedeva su questo stallo come semplice deputato, aveva sciolto la Camera, ed avendo

i suoi intendimenti; la discussione della legge proposta dal Ministero di grazia e giustizia, Giuseppe Siccardi, per l'abolizione del foro ecclesiastico.

Parleremo più sotto della parte sostenuta dall'attuale presidente del Consiglio in codesto dibattito; a noi preme ora riferire i sentimenti che correvano appo l'universale in questo volger di tempo, rispetto al conte di Cavour. Noi ne trarremo gli indizi da quell'effemeride che più volte abbiamo citata e che sebbene nel 1850 più non ottenesse quel credito che nel 1848, era nondimeno ancora la significazione più eletta e autorevole della parte democratica del paese.

XI.

Il 24 di gennaio del 1850 il conte Cavour, sostenendo alla Camera la legge presentata dal Ministero dell'erario rispetto all'alienazione di quattro milioni di rendita, opponevasi vigorosamente all'ammonimento sospensivo proposto dall'onorevole Brofferio: e avendo fatto un digresso assai vivo sul terreno della politica ed eccitato vivi rumori, fu causa che il Pinelli seguisse lo esempio dato due anni innanzi dal Demarchi, di ordinare lo sgombro delle tribune. Il giornale a cui accenniamo fe' il giorno appresso uno sparlar terribile del nostro signor Conte, colpandolo di spargere «il suo discorso di tanti sali *non attici*» e di commettere insieme «tanti lazzi da trivio, che gli spettatori non seppero più comportare pazien-

fatto appello agli elettori, il risultato delle elezioni fu di dare una gran maggioranza favorevole al ministero Azeglio; come giornalista, essendo un poco al fatto anche di quello che si passava dietro le scene della politica....

Valerio. Oh! molto, molto.

.... vidi che il gran pericolo che vi poteva essere pel ministero e pel paese era che il Governo cercasse di abusare in qualche modo di questa maggioranza per retrocedere nella via delle libertà. Appena le elezioni furono fatte, comparve immediatamente nel giornale il *Risorgimento*, da me diretto, un articolo sulla libertà della stampa, nel quale si proclamava l'assoluta necessità di non mutare questa legge organica, e che cominciava: *Non si tocchi alla stampa.*

mente »; gli ricordò che « gli abbietti sarcasmi e le beffarde *ersonalità* non si cattivano all'oratore le simpatie di nessuno ». hiosava quindi nel modo seguente: Nè tampoco faremo prova i ributtare l'offerta che in questo dì il conte di Cavour fece li se stesso e de' suoi amici alla *patria* pel caso, da lui stinato molto improbabile, che la fazione dei retrivi ponga a ericolo le nostre franchigie. Oh! se anche a noi piacesse lo tile dell'ironia, di che ci diede sì squisito saggio il conte di avour, ben grideremmo che le nostre franchigie non avranno iù nulla a temere in eterno, perchè egli è costituito nostro luce e nostro conforto: *nil desperandum Teucro duce et auspice Teucro.*

Il 7 di febbraio parlava sulla Banca nazionale, ed ecco alla lomane la *Concordia* uscire con due righe del tenore delle seguenti: « Il conte di Cavour avea nella notte, secondo il suo tile, sfogliate le gazzette estere, nelle quali (o che noi c'inganniamo) consiste tutta la sua biblioteca e il corredo delle osticce sue cognizioni ». Il 24 del mese stesso avendo ragionato intorno alla proposta di legge della strada ferrata da Alessandria a Valenza e quindi a Mortara, la *Concordia* ne coglieva il destro per svilirne la dottrina, asserendo che egli aveva spacciato « tanti sofismi di economia politica, tanti errori di atto e tante ipotesi aeree da disperarne chiunque non avesse ermo l'intelletto e longanime la pazienza ». Con queste armi acevasi diligenza ogni dì dalla parte democratica a fin di perlere il Cavour nel concetto universale; e certo se ei fosse stato uomo dalla dottrina così poca e dalle posticce cognizioni, a ronte di una opposizione tanto fiera e accanita, mai non vrebbe potuto salire in tanta altura come salì di poi. Mal saevano però gli avversari qual tempra indomita di virtù civile quale elevatezza di mente fosse in colui il cui nome avvisaano col sarcasmo e col vituperio di mettere in fondo.

XII.

Dalla proposta Siccardiana origina il principio di popolarità del conte Cavour. Per lui era stato proposto all'Azeglio per la nomina di guardasigilli, in luogo di Luigi Demargherita, escito dal Consiglio per interni dissentimenti, il conte Siccardi uomo chè riputava per d'esquisita coltura e acconcissimo a metter mano alle desiderate riformazioni ecclesiastiche. La legge sull'abolizione del foro essendo stata di lì a poco presentata nanti il Parlamento, il Cavour con discorso profferito nella tornata del 7 marzo del 1850 propugnolla fortemente. In questa occasione egli fu dissenziente dal parere di alcuni amici suoi della Destra, tra i quali Balbo e Revel, che riputavano inopportuna la Siccardiana: vi fu un cominciamento di scissione nella parte politica, a cui egli apparteneva e vennesi così formando quel *centro destro* da lui capitanato, infinochè ei fu fatto ministro. I lettori che ci han seguito finquì nella fedele ed esatta sposizione della vita politica del conte di Cavour, sono in condizione di giudicare se egli abbia fallito in tale contingenza alla saldezza de' suoi principii, e se a buon dritto lo si possa appuntare, come pur troppo si fece, di mutata bandiera per desio di cattarsi grazia popolesca; o se meglio non possa dirsi di lui ciò che testè uno spiritoso francese asseriva del Lamennais: *il ne tourna pas, il marcha.* Increscioso è il vedere come altri non possa in politica cambiare di posto, senza che tosto gli si faccia colpa di cambiare opinione.

Il discorso che il conte Cavour pronunciò il 7 di marzo ne fa fede ch'egli aveva pesato in tutta la sua interezza l'atto che stava per compiere, e antivedeva le accuse che sarebberglisi state addossate. Egli riparavasi per ciò all'ombra dei più illustri statisti dell'Inghilterra. « Nel 1829, diceva, il duca di Wellington, al quale non si può certamente negare la fermezza di carattere e d'energia, seppe pure separarsi dai suoi amici politici e compiere l'emancipazione cattolica

che l'intiera Chiesa Anglicana combatteva come inopportuna, e con questa riforma evitò nel 1830 una guerra religiosa nell'Irlanda. Nel 1839 lord Grey, separandosi dalla maggior parte del ceto a cui apparteneva, seppe pure fare accettare e dalla corona e dall'aristocrazia la riforma elettorale, che si riputava non solo inopportuna, ma quasi rivoluzionaria; e con questa riforma lord Grey preservò l'Inghilterra da ogni commozione politica nel 1832. Finalmente un esempio più recente e più luminoso fu quello che ci diede sir Roberto Peel nel 1846. Egli seppe compiere una riforma economica malgrado gli sforzi di tutta l'aristocrazia territoriale, nella quale questa non pervade solo una giurisdizione eccezionale, ma una parte delle rendite: e per compiere questa gran riforma il ministro Peel ebbe il coraggio di scostarsi dalla massima parte de'suoi amici politici e di soggiacere all'accusa che più colpisce un uomo di Stato generoso come il Peel, quello di apostasia e di tradimento. Ma di questo fu largamente compensato dalla sua coscienza e dal sapere che quella riforma salvava l'Inghilterra dalle commozioni socialistiche, le quali agitavano tutta Europa, e che parevano dover trovare esca maggiore nell'Inghilterra (*).

Era piccola la falange di cui rimase duce il conte di Cavour per la scissione operatasi nella Destra: ma di corto ei seppe sì abilmente e saviamente destreggiarsi che fu in effetto capo della maggiorità parlamentare. In quella che la sessione legislativa era al lumicino, egli era divenuto, come dire, un'autorità, sulla quale uopo era il Consiglio de' ministri facesse assegnamento, se bramava procedere con sicurtà e franchezza. È notevole sopratutto il discorso che egli pronunciava nella tornata del 2 luglio 1850, nel quale, cogliendo occasione dalla discussione del progetto di legge per l'alienazione della rendita di sei milioni, spose largamente il suo sistema politico, come pro-

(*) En Angleterre dire d'un homme qu'il a modifié les opinions pour se rapprocher du pouvoir, c'est lui infliger une sanglante injure : et pourtant c'est un pays de liberté et de progrès (M. de Marcellus, *Politique de la Restauration* en 1822 et 1823, p. 28).

gramma della sua ministrativa, se fosse stato al potere. Il qual discorso chi legga e riscontri poi con ciò che il Cavour, ministro, mandò a eseguimento, non potrà non avvertire, e i nimici suoi non vennero meno a questa bisogna, che quella legge stessa sulle gabelle accensate per lui combattuta come « contraria ai principii di giustizia e di moralità, e perchè pesa unicamente sulla classe povera » per tre anni consecutivi venne da lui proposta al Parlamento. Non altramente la opposizione del 1742 la quale aveva rovesciato dal suo seggio il gabinetto di Roberto Walpole, seguitò a conservare tutto ciò che essa aveva combattuto, e a condurre a perfezione quanto aveva biasimato: non altrimenti il generale Sebastiani il quale aveva in modo oppugnato il disegno della legge elettoria del Martignac sino a provocare la caduta di questo ministro, salito poi al potere sotto il governo Orleanese, la legge stessa appoggiò e difese con caldezza singolare e con abbondanza di argomenti. Non vi ha forse alcuno tra gli uomini parlamentari più riguardevoli, al quale più o meno lievemente non possa farsi rimprovero di tal sorta.

XIII.

Omai il conte di Cavour era pervenuto al segno che poteva rispondere, come un giorno il vecchio cancelliere, lord Eldon, con una schiettezza maliziosa: « Io non so davvero perchè non sono ministro ». L'occasione presentossi però fra breve: occasione dolorosa per le rimembranze che vi hanno riferimento speciale. Sui primi di agosto dell'anno or or mentovato cessava ai vivi Pietro di Santarosa, ministro d'agricoltura e commercio. La pubblica opinione, più presto ancora che la scelta dei ministri, chiamava a riempiere quel vuoto il conte di Cavour. « Le pouvoir qu'il aimait, devait lui venir indubitablement parcequ'il avait été patient par fermeté de conscience et par sagesse d'esprit (*) ». Deputato il Castelli dal

(*) Parole di St-Marc Girardin, rispetto al Salvandy (*Journal des Débats*, 4 mars 1857).

ministro Galvagno a fargli domanda se avrebbe accettato e a quali condizioni, senza alcuna pretesa simulazione assentiva tostamente, come uomo che a quel passo erasi disposto con lunghi e maturi studi, coll'opera indefessa. Più savio del giovane Pitt che aveva rifiutato di far parte del gabinetto nel 1782, perchè il posto deputatogli era inferiore alla sua espettativa, il Cavour non disdegnò un ufficio secondario nel Consiglio presieduto dall'Azeglio, come quegli che troppo bene sapeva non essere il luogo che mostri quale sia l'uomo, ma si l'uomo che mostra quale sia il luogo.

Si può scorgere nella *Concordia* di quel tempo l'indizio del concetto in cui era venuto il Cavour eziandio appo i suoi più dichiarati nemici, a forza di perseveranza e di accorgimento: « Si dà per certo, porgeva questo diario il 10 di ottobre, che il conte di Cavour entrerà al Ministero come successore del conte Santarosa nel portafoglio d'agricoltura e commercio. Il conte Cavour è nostro avversario politico e perciò appunto non vogliamo troppo dolerci di vederlo ora al potere, questa pietra del paragone degli uomini di Stato. La questione clericale e la questione finanziaria, che aspettano una degna soluzione da tanti mesi, non ponno certo scapitare nelle mani del direttore del *Risorgimento* se alle parole e alle dottrine risponderanno i fatti.

« Nella questione costituzionale desideriamo che il conte di Cavour si ricordi sul banco dei ministri di essere sempre stato ammiratore dell'Inghilterra e partigiano della rigorosa legalità e di quelle convenienze parlamentari che sono come il correttivo e il complemento delle *Carte costituzionali*. Poco altro speriamo e chiediamo da lui, poichè lo spirito del nostro Parlamento e la prepotenza delle circostanze non ci consentono per ora che di far voti per avere un ministro di legalità e di buona amministrazione. È al paese e alla pubblica opinione, è agli elettori che ci rivolgeremo per confortarli ad affrettarsi sulla via del progresso nazionale e ad avviare le nostre istituzioni in modo che presto sia possibile un ministero veramente

politico ed italiano: e i giornali democratici non sieno più costretti a salutare l'assunzione del conte Cavour al potere quasi come una buona fortuna ».

Il nuovo ministro si pose tosto all'opera. In data del 19 di ottobre, pochi giorni dopo la sua chiamata al Ministero, inviava una circolare ai sindaci delle provincie per dimostrar loro l'utilità di abolire la tassa del pane. Tuttochè i principii di libertà commerciale siano ne'paesi più colti oramai pienamente rispettati, per quanto concerne le transazioni interne del commercio e dell'industria, pure è noto esservi un'eccezione nel commercio d'alcune derrate alimentari e più specialmente in quello del pane. Potendo l'incarimento, la cattiva qualità, la deficienza di questa derrata generare gravissimi mali, i governi avevano creduto di antivenirli stabiliendo, mediante una tassa, il *maximum* pel prezzo del pane, obbligando i fornai a un dato approvigionamento della farina e a prestare una cauzione. Questo sistema si mantenne appo noi in vigore sino al 1835, in cui i dettami delle scienze economiche e l'esempio della Toscana, ove la libertà nel commercio del pane e di altre derrate di prima necessità aveva prodotto buoni risultati, risolsero il Governo ad abolire le tasse annonarie. Tale riforma non avendo avuto un esito assai soddisfacente, non guari dopo il sistema restrittivo veniva ristorato in quasi tutte le provincie dello Stato.

La circolare del novello Ministro fu accolta con plauso singolare da pressochè tutti i diarii torinesi, e in ispezietà dalla *Croce di Savoia*, ove scriveva Francesco Ferrara. Quest'accordo di lodi seppe alquanto di agro alla *Concordia*, la quale il 28 di ottobre, pur lodando la circolare, diceva: « intendiamo solamente di riprovare quel coro adulatorio che tende a popolarizzare il suo nome con queste esagerazioni non degne di lui, il quale saprà guadagnarsi, ove il voglia, questa popolarità in altro modo ».

Quattro giorni prima, il 24 di ottobre, la *Concordia* scriveva: « La separazione dell'amministrazione marittima dal

dicastero della guerra e la costituzione di un ministero di marina e commercio sotto la direzione del conte di Cavour è un avvenimento, al quale noi attacchiamo la più alta importanza.

« Non intendiamo giudicare anticipatamente l'operato del nuovo Ministro: attendiamo dai fatti il diritto di portare sull'amministrazione un maturo e ragionato giudizio. Noi riconosciamo il sapere del conte Cavour, ma lo ripetiamo, non possiamo persuaderci come egli, non marino nè militare, creerà ed avvierà una marina guerriera. Il commercio, la sua marineria, col benefizio del tempo e delle sue cure, potrà forse svilupparsi e prosperare, mentre quella di guerra risveglia in noi i più vivi timori, a meno però che noi non fossimo per soverchio affetto caduti in un deciso inganno. Qualora ciò avvenisse, noi non saremmo i primi a riconoscere il nostro errore, appoggiando il nuovo ministro di marina e commercio ». Riscontrisi questo linguaggio con quello che teneva parecchi mesi prima la *Concordia*, la quale, è giustizia il dirlo, non tanto era infiammativa nelle ire sue, quanto il più spesso generosa e leale; e si risolverà chiaro la prevalenza che seppe acquistarsi il Cavour sui suoi avversari.

XIV.

Pochi mesi dappoi che il nostro sig. conte aveva posto piede nel Consiglio, uscivane, per lievi dissidii interni, il Siccardi, il cui ufficio di guardasigilli passò nelle mani di Gian Filippo Galvagno. Si è parlato assai sui fogli pubblici che il medesimo venisse vivamente istigato dal conte di Cavour a fare quella che domandarono *epurazione* della magistratura. A noi consuona di sicuro che nè in quella nè in altre contingenze l'attuale presidente del Consiglio non esercitò influenza o pressione di sorta sul suo onorando collega, il quale chiarì bastevolmente co' fatti come egli non avrebbe nè allora nè poi tollerata pressione qualsiasi, da chiunque e da qualunque parte venisse : onde se tra il Galvagno e il Cavour non fosse mai sorta altra discussione da quella avvenuta in quella oc-

casione, non sarebbe succeduto ciò che si passò di poi. Al quale proposito ne sia lecito qui avvertire che il numero tragrande di vittime in quel terribile eccidio (per usare le spressioni dei contradittori per cui venne storta la verità) fu di dieci sovra quattrocento e più membri della magistratura, e di questi dieci otto per lo meno erano vecchi, infermi e inabili a ogni servizio (*). Arrogi che nè si diedero dal conte Cavour, nè si ricevettero note così dette di *epurazione*, ma si deliberò dal Guardasigilli liberamente e a norma delle sole informazioni che si trasmettono in via ordinaria dal Ministero pubblico sul giornaliero andamento del regolare servizio ne' magistrati e tribunali. La politica in generale non contribuì punto nulla alle determinazioni che furono in quella evenienza sottoposte a tenore dell'art. 11 del R. Decreto 21 dicembre del 1850, al Consiglio dei ministri, il quale ne deliberava in seduta del 15 marzo 1851.

XV.

Poco stette il nuovo Ministro d'agricoltura, di commercio e di marina a dar saggio, coll'opera, della simpatia che negli scritti e discorsi suoi aveva attestato alla libera Inghilterra. Il Governo piemontese nel 1851 volgeva in condizioni tristissime rispetto ai potentati europei: politicamente isoleggiava; non un'alleanza, non un sostegno efficace possedeva nelle Corti straniere. I rettori francesi, anzichè favoreggiarlo, guardavanlo di mal occhio, suscitavangli mille inciampi e per loro non era rimasto che l'Austria non imperversasse in Torino, come nel

(*) Ricordi chi legge, come nel tempo a cui qui si accenna, il coraggio di un ministro consisteva tutto nell'opporsi agli smodati desiderii di certi novatori, e volevasi far tutta la diligenza perchè le famiglie fossero il meno che era possibile inquietate e nella così detta *epurazione* venisse compreso il minor numero fattibile di individui. Alcuni dissero che nulla o poco fu fatto di ciò che voleva farsi; i retrivi per contro, che s'era fatto troppo. La storia non penderà nè dall'una nè dall'altra parte di tali opinanti: essa dirà che il ministro Galvagno compiè nobilmente il suo ufficio.

rimanente della Penisola (*). Avvisò il conte di Cavour di rimediare a sì infelice stato di cose, col rannodare relazioni commerciali coi governi d'Europa, e primi con cui entrò in relazione furono quelli dell'Inghilterra e del Belgio, reggentisi a principii liberi, conformi sottosopra a quelli del Piemonte. La teoria del libero scambio, arditamente proposta e propugnata dal conte di Cavour con quella energia con cui il *Villèle* aveva sotto il rinnovato imperio dei Borboni sostenuta la celebre legge sulla conversione della rendita, salvò il nostro paese dall'isolamento in cui giaceva e aprìgli un largo campo per far fruttare le sue industrie e dilatare i suoi commerci. Il nuovo ministro aveva cominciato collo studiare le scienze politiche ed economiche, ed ora facevale penetrare nel Governo. Non fu però senza gravi contradizioni che egli riusciva ad ottenere l'intento suo, e ciascun lo può vedere pur leggendo l'ammirevole discorso ch'egli pronunciava nella Camera il dì 14 aprile del 1851 (**).

In codesta discussione il conte di Revel proferiva un vivissimo discorso, di cui più acre non fu mai pronunciato da un

(*) V nel *Rinnovamento civile* di V. Gioberti, vol. 1, quali si fossero in quel tempo le condizioni politiche del Piemonte.

(**) Si fece colpa al Cavour di aver abbandonato le tradizioni della Casa di Savoia stringendo colleganza politica e commerciale coll'Inghilterra. Codesti appuntini sono in grave errore. Basti ricordare come sin dal 1669 Carlo Emanuele II conchiudesse con Carlo II re d'Inghilterra, un trattato di commercio, giusta il quale erasi stabilita libertà di approdo, di sbarco, di deposito di merci, e abolita ogni tassa di transito per un decennio, poscia riduzione di quella tassa, alla metà del prescritto dalla tariffa allora vigente, in favore dei sudditi britannici; libertà di smercio negli Stati del Duca delle produzioni dei dominii britannici, e diminuzione di una metà della tassa ordinaria a favore dei sudditi britannici, ad esclusione però delle cose tenute in monopolio a pro del Governo, come il sale, tabacco, polvere da schioppo, micce, palle, ecc. Basti ricordare come lo stesso Carlo Emanuele nel 1674 spedisse in Inghilterra il signor di Cerilleres per proporre la rinnovazione delle antiche alleanze tra le due Corti e per offrire al Re la stazione permanente in Villafranca per i vascelli inglesi nel mar Mediterraneo. Vedi a questo riguardo la bell'opera di Federigo Sclopis: *Delle Relazioni politiche tra la dinastia di Savoia ed il Governo britannico.*

avversario politico contro un ministro. Il celebre dissidio fra Burke e Fox ripetevasi nel Parlamento subalpino fra due antichi amici. Sebbene però il conte di Cavour avesse assai a dolersi dei portamenti del suo nuovo avversario, davagli nondimeno poco dopo la massima prova di confidenza di cui si possa far testimonianza ad un uomo parlamentare, affidandogli una rilevante missione finanziaria all'estero.

Nell'aprile del 1851 Nigra, il quale era ministro dell'erario, abbandonava il portafoglio, il quale venia raccolto dall'emulo suo, che riuniva tosto con quello di finanze il ministero d'agricoltura, di commercio e marina. In questa qualità pronunciava nella Camera, il 28 di aprile, un ragguardevole discorso intorno alla competenza del Senato del regno nelle leggi di Finanze. Alcuni deputati avendo posto in campo l'esempio del Parlamento inglese, per risolverne che il Senato del regno non doveva farsi licenza di modificare le leggi finanziarie votate dalla Camera, il conte di Cavour avvertiva: « Quando in Piemonte i tre poteri dello Stato avessero una costituzione analoga a quella dell'Inghilterra, io terrei gran conto della sua autorità e del suo esempio, ma essendovi una differenza radicale nella costituzione della Camera dei lords ed in quella del nostro Senato, io credo che si commetterebbe un grande errore se si volesse, rispetto al Senato, usare di tutto quel rigorismo, di tutta quella diffidenza che puote avere in materia di imposte la Camera di commercio. Queste osservazioni facendo il conte di Cavour, significava abbastanza a quanti lo colpavano di cieco adoratore di tutte le consuetudini inglesi, quanto ei fosse compreso della verità di quella sentenza che pronunciava Napoleone III ne' suoi scritti: *Prenons l'habit de nos voisins* (les Anglais), *si vous le voulez absolument, mais au moins coupons-le à notre taille* (*).

La sessione legislativa del 1851 non fu segnalata da altri rilevanti dibattiti, da quello in fuori che versò sulla legge pro-

(*) Œuvres, T. I, p. 404.

osta dal Ministro delle finanze per una tassa sulle professioni, rti liberali e commerci, a cui il Parlamento rendeva un voto ıvorevole. Nella tornata del 17 luglio il Cavour pronunciava un otevole discorso in risposta alle ingegnose osservazioni di 'ederigo Sclopis intorno alla mentovata legge.

Nell'anno vertente non poco a rinvigorire il credito delle ›rtune pratiche del paese conferì il resoconto dello Stato lella tesoreria, pel quale il disavanzo per la fine dell'anno, alcolate le spese straordinarie, non era che cinque milioni.)ndechè non si durò gran fatica ad essere accomodati dai ›anchieri inglesi della somma di 75 milioni: e poco poi di ına sovvenzione degli stessi cittadini di altri 15 milioni.

XVI.

Oramai il Gabinetto, sebbene presieduto sempre da Massimo l'Azeglio, anzichè da lui, prendeva titolo dal conte di Cavour, n cui mano era effettivamente, oltre al maneggiar dei de- ıari, la somma di tutto il governo. Ciò che Canning era stato ›er Robert Peel, fu l'attuale Presidente del Consiglio per l'A- ;eglio.

La prevalenza che il Cavour, colla sua operosità e destrezza, ːrasi procacciata sopra il suo collega, il quale, quanto era leale : onesto tanto appariva fievole e trascurato ne' negozi, si fece neglio chiara al pubblico in occasione del dibattimento avve- ıuto nella Camera dei deputati sull'esordire del 1852, rispetto ılla proposta modificativa della legge organica sulla stampa; liscussione che sarà memorabile nella carriera politica del ›onte di Cavour, per la assoluta sua separazione dalla parte ›olitica della destra e per la sua colleganza col centro sinistro.

L'anno 1851 era terminato con auspizi infausti per l'avve- ıire della libertà in Piemonte. L'evento del 2 dicembre in ?rancia poteva partorire nel nostro paese effetti assai tristi. Le difficili contingenze del marzo e dell'aprile del 1849 pareva lovessersi rinnovare. Fu d'uopo far uso della massima pru- lenza e sagacia; e queste singolari virtù, le quali avevano

salvo il governo rappresentativo nella sua prima crisi, furono chiamate a salvarlo eziandio nella seconda. Non appena l'eco del 2 dicembre aveva rintronato in Piemonte, che il Cavour faceva un trattato di commercio e di navigazione colla Corte d'Austria e insieme una convegna di reprimere a' rispettivi confini i colpevoli di contrabbando. Strepitarono ne' giornali e nelle assemblee i democratici, questo essere il riporre il Piemonte sotto la balìa austriaca, e, col pretesto di contrabbando, farle esercitare persecuzioni e vendette per sospetto di maestà. Ma il Parlamento, spinto anch'esso da prudente necessità, ratificava.

Sorse poco dopo in campo la legge proposta dal guardasigilli Deforesta per raffrenare le offese a' sovrani e reggimenti stranieri, e sottrarre il giudizio delle medesime ai giudici del fatto, denunziandole in quella vece ai tribunali ordinari. Il Consiglio de' Ministri non faceva altro con questa proposta che seguire le tradizioni della libera Inghilterra, appo la quale è uso di punire i libelli diretti contro i principi stranieri, conformemente a uno statuto del Parlamento, a' tempi della regina Anna, prescrivente che « il dritto delle genti fa parte del dritto positivo di ciascheduna nazione ». Nulla valse: vivissimo fu il dolersi di coloro che nella licenza del parlare a sproposito riponevano la libertà; e per più giorni nella Camera dei deputati piovvero addosso al Ministero accuse per danneggiata libertà di stampa e per tradita dignità del paese. Il dì 3 di febbraio l'Azeglio, sebben infermiccio, recavasi al Parlamento per dissipare ogni temenza di riazione, e sebbene respingesse fieramente ogni qualunque appunto che accennasse il Gabinetto aver dovuto cedere in quella contingenza alle istigazioni di qualche potentato estero, palesava nondimeno abbastanza colla prudenza e coll'accorgimento del suo dire quanto fosse mestieri procedere temperato nelle condizioni difficili in cui si versava, [illegible]re in resta tutti i pensieri accesi a cose che turbassero [illegible]e.

« Io suppongo, chiosava egli, che quanti noi siamo, fossimo ad attraversare quelle regioni ove vivono le fiere, suppongo che dovessimo passare vicino ad un antro dove dormisse un leone, e che una nostra guida, pratica dei luoghi, ci dicesse: non parlate e non fate strepito onde non si desti. Se qualcuno di noi dicesse aver diritto d'usar la sua voce a suo modo e volesse cantare e fare schiamazzo, io credo che noi tutti d'accordo gli metteremmo le mani sulla bocca e gli diremmo: se vuoi farti divorare tu, non vogliamo essere divorati noi.

« Ora farò un altro caso. Potrebbe darsi che, malgrado tutta la prudenza, tutte le precauzioni possibili, il leone fosse desto e si slanciasse sopra di noi: allora, se siamo uomini, bisogna combatterlo ».

XVII.

Alla parte politica della destra parve d'aver giusta presa per le disagevoli condizioni in cui era il Piemonte a que'giorni, di sporre chiaro che era somma necessità modificare gravemente la legge sulla stampa e la legge elettorale; e introdurre un sistema di maggior reprimento, pigliando esempio imitativo da Luigi Napoleone. Sicuramente i rappresentanti dell'Assemblea piemontese, che facevansi esortatori di cosiffatti disegni avevano in riverenza lo Statuto; ma qui vuolsi far distinzione fra la lettera e lo spirito della legge fondamentale; quest'ultimo sopratutto vuolsi ricercare nel complesso delle leggi organiche e in ispezieltà in quelle della stampa e delle elezioni, le quali sono, quasi dissi, l'esplicazione e il complemento dello Statuto. Del resto, come avvertiva il conte di Cavour nella tornata del 9 febbraio del 1855, accennando alla crisi che ora narriamo « quando il vento spira in un certo senso, è assai pericoloso l'avviarsi in quella direzione, lo scendere la china verso la quale precipitano gli eventi. L'onorevole Menabrea (aggiungeva), egli che è mio maestro in meccanica, sa che il moto cresce in ragione graduata delle distanze *(viva ilarità)*, e non ignora altresì che, se verso la reazione il moto

può essere in principio assai lento, col volgere del tempo diviene veloce e può trascinarci molto lungi con una forza a cui non potrebbero resistere nemmanco coloro che avevano intendimento di fare soltanto alcuni passi quasi impercettibili in quella direzione ».

Stando ferme le cose anzidette ed essendo chiaro che i pericoli i quali potevano minacciare gli ordini del Piemonte e i destini della monarchia di Savoia, più non erano di soperchieria delle sette repubblicane e di impeti eccessivi degli spiriti liberali, ma sì dello imperversar della riazione, il conte di Cavour stimò ufficio di leale e buon cittadino chiamare a raccolta intorno a sè tutti gli uomini che intendevano con fermo proposito a conservare lo Statuto e la sincerità del governo parlamentare. La destra, non tutta certo, ma sol pochi membri di essa eccettuati, da qualche tempo moveva formata guerra al gabinetto, e quando questo propose la Siccardiana, e quando domandò l'approvazione del trattato di commercio coll'Inghilterra e col Belgio; e in varie altre occasioni, come esempigrazia in quella delle fortificazioni di Casale e delle spese dell'esercito. Il centro sinistro, per contro, in tutte le così dette quistioni ministeriali rendeva il partito in favore del governo. La colleganza impertanto con la seconda di queste parti politiche appariva spontanea e naturale. « Dans un gouvernement représentatif, scrive il Carné, le parti qui assure la majorité est maître du pouvoir, et ne donnât-il qu'un appoint, on n'est guère en mesure de lui en marchander les conditions (*) ». La storia dei Governi a parlamento ribocca di esempi consimili. Per citarne uno, riferiremo come dal 5 settembre del 1816 al secondo ministero del duca di Richelieu la Ristorazione fossesi collegata col centro sinistro, ricercando nelle classi medie l'adesione che diniegavanle e l'antica nobiltà corrucciata per l'indirizzo liberale del Governo, e la plebe dominata ancora

(*) *Études sur l'histoire du gouvernement représentatif en France de 1798 à 1848.* Tom. III, pag. 667.

da antipatie antiche. Non pure un attimo impertanto stette dubbio il Cavour di qual partito dovesse prendere, e comecchè prevedesse sarebbergli rumoreggiate sul capo accusazioni più gravi ancora di quelle a cui era stato fatto bersaglio per la parte da lui sostenuta nel 1850, discutentesi la Siccardiana, si volse all'accordarsi con la lega coi membri del centro sinistro.

XVIII.

I deputati di cui componevasi questo partito avevano appartenuto tutti alla sinistra infino alla legislatura apertasi nel luglio del 1849, quattro mesi dopo la rotta di Novara. Ricorda il lettore che la maggiorità di quella Camera essendo di sinistra, e il ministero non avendo appoggio che nel piccolo esercito di destra, per forma che riusciva impossibile il far passo innanzi, alcuni della sinistra avevano costituito un partito separato, perchè neutraleggiasse a tempo l'opposizione della sinistra e appoggiasse il Governo quando ispiravasi a concetti liberi. Di simil guisa la sinistra potè fare una regolare opposizione, e il gabinetto procedere nella sua amministrazione.

Quando il trattato di pace fu recato in discussione nanti il Parlamento, uno de' membri del centro sinistro, Carlo Cadorna, propose che prima di approvarlo si provvedesse con legge alla sicurezza dei profughi, mostrando di temere che in forza di alcun trattato precedente l'Austria potesse pretenderne l'espulsione. Codesta istanza, la quale era contraria agli interessi politici, essendo stata ratificata dalla Camera, alla domane il ministro Galvagno scioglieva il Parlamento. La novella Assemblea essendosi formata con forte maggiorità ministeriale, il centro sinistro fe' opposizione, ma temperata assai. Passati i tempi procellosi e il Governo imprendendo riformazioni di rilievo per il rassodamento della libertà in Piemonte, ed essendo in questi suoi intendimenti avversato dalla destra, il centro sinistro, come poc'anzi avvertivamo, si rimase dal fare opposizione e prestò il suo appoggio all'amministrativa dell'Azeglio. Dopo il 2 dicembre del 1851 la sinistra, resa più forte per le

incertezze presentanee, combattè più vigorosamente il ministero, il quale non avrebbe potuto far sua strada senza l'appoggio del centro sinistro.

I membri di questo partito non disdissero il loro suffragio alla politica del conte di Cavour, della lealtà e del patriotismo del medesimo sicuri, che se per la forza degli eventi non si poteva progredire, almeno non sarebbesi retroceduto d'un passo. La colleganza fu stretta, il *connubio*, come fu domandato di poi, fu fatto. Gli indizi apparvero al pubblico nella tornata del 4 febbraio, in cui proseguiva la discussione della legge Deforesta. Urbano Rattazzi, capo del centro sinistro, avversando la proposta ministeriale, usciva in queste parole: « Io provo un dolore gravissimo nel farmi oppositore, e lo provo maggiormente perchè nelle contingenze attuali sarebbe sommamente opportuno che tutti si unissero per sostenere il Governo, per renderlo più solido e più forte, onde possa resistere ai colpi da cui è minacciato ». Rispondeva il dì successivo il conte di Cavour dichiarantesi del tutto indifferente di perdere in modo assoluto « il debole appoggio » che da qualche tempo riceveva dagli oratori della destra. Stendeva in quella vece larghe le mani alle profferte di appoggio dell'onorevole Rattazzi, e diceva: « Mi corre l'obbligo di ringraziarlo della dichiarazione che egli volle far precedere al suo discorso, con cui fece promessa di accordare al ministero nella ventura sessione, in vista delle gravi circostanze in cui versa il paese, il suo appoggio, promessa di cui prendo atto (*susurro a sinistra ed a destra*), promessa che io apprezzo altamente, poichè, se le circostanze consentono che l'onorevole oratore possa mandarla ad effetto, noi possiamo riprometterci che, se nella ventura sessione egli impiegherà nel difendere il ministero una parte sola del molto ingegno che ha fin qui spiegato nel combatterlo, noi possiamo riprometterci, dico, di vederci appianata di molto [illegible] parlamentare arringo (*Movimento*) ».

[illegible] prodotto da queste parole, il significato che ave[illegible]ro una grande impressione così dentro come fuori

del Parlamento. Molti furono i contraddittori, alcuni anche in seno del Consiglio, della condotta tenuta dal Cavour: in maggior numero gli approvatori. Un insigne statista pronunciava però in que' dì, che se le basi della maggiorità costituzionale potevano essere convenientemente allargate, non si sarebbero però mai dovute spostare. Non pochi uomini di condizione augurarono felicemente dell'esito della tornata del 5 febbraio, quand' anche non fossesi ottenuto altro che la costituzione terminativa di due parti egualmente costituzionali ed oneste, dei *tories* e dei *whigs*, se è lecito usare tale espressione, del Parlamento subalpino. Questa crisi che la Francia non aveva potuto superare da sessant' anni, e l'Inghilterra, se non a costo di molto sangue sparso, riusciva al Piemonte, come già era accaduto al Belgio, di superare pel naturale svolgimento di istituzioni sinceramente volute e mandate in effetto nel modo più pacifico. Codesto risultato non era piccolo e poteva ben appagare eziandio i più ritrosi, i quali abborrivano dal far plauso a una fusione, la quale ricordava certi casi e certi errori del 1848 e 1849. Al quale proposito vuolsi ricordare quanto sapientemente avvertiva Luigi Carlo Farini :« Nè vogliamo noi consigliare, così l'illustre pubblicista, l'obblìo degli errori, ma sì preghiamo si ricordino tutti, e di tutti i partiti e di tutti gli uomini, e questa sarà buona lezione, ma non il dimenticare i proprii e magnificare gli altrui. I partiti politici deggiono star fermi nei principii, attemperandone la pratica all'opportunità, nè far coalizione antipatica a quelli, ma debbono ad un tempo cercare che i proprii principii si facciano strada nell'animo dei molti, e tirare a sè quanta più possano gente per ingegno e per virtù prestante. Non s'intendono di politica, nè di partito, nè di storia parlamentare coloro i quali niegano stendere la mano e farsi socii agli uomini con cui in altri tempi ebbero disputa o controversia politica. Credono essere uomini gravi ed interi e son fanciulli ostinati; guai agli Stati che gli hanno per timonieri. I partiti sagaci procedono, ci si condoni la frase, per inclusiva,

non per esclusione: le sole consorterie stanno chiuse in torri ad angoli acuti e finiscono poi come finiscono i dottrinari francesi ».

Per la riunione del centro destro e del centro sinistro, venne scemata e quasi distrutta l'opposizione nella Camera: le differenze state fra vari avversarii si convertirono in benevolenza e congiunzione, e il conte di Cavour, scriveva testè un insigne deputato, diventò, come Napoleone dopo la giornata di Marengo, padrone di tutto il campo di battaglia, il *lord of the ascendant*, direbbero gli Inglesi. La destra, invece di riconoscere l'accortezza dell'atto compiuto dall'antico suo duce, il quale, traendo a sè il centro sinistro, avevalo per ciò solo tratto in una via conservatrice e impedito che questo divenisse elemento rivoltoso (*), fe' il broncio, nè lasciò più trascorrere occasione senza dimostrare quanto fosse stata punta in sul vivo per il *debole* suo appoggio rifiutato. Solo Cesare Balbo stette senza formar partito nè seguirne: legato colla destra per le sue opinioni religiose, ma ritenuto nel centro per le sue opinioni politiche ed economiche, pe' suoi scritti (**), pe' suoi fatti, per la sua divozione all'ordine pubblico.

(*) Gli Inglesi i quali del sistema parlamentare hanno non piccolo intendimento, dicevano una volta: « Cinque anni di *tories* e sei mesi di *whigs* », come ammonimento del non doversi lasciare un'opposizione perennemente lontana dagli affari, per tema non si convertisse da antiministeriale in antigovernativa. Questo precetto non fu gran fatto seguito in Francia, onde uno de' suoi più chiari pubblicisti scriveva testè: « Si le système représentatif a succombé en France, c'est que nous avons dans notre sein des factions plus que des partis, et que l'opposition a moins aspiré à s'emparer du pouvoir qu'à le renverser (L. De Carné, *Études sur le gouvernement représentatif*, ecc. vol. II, p. 25).

(**) « Quando l'errore è solamente politico, quand'è di semplice imprevidenza, imprudenza ed inopportunità, allora è una vera stoltezza il separarsi dalla propria parte, e aggiungere all'error primo e comune di essa, quello secondo e proprio di dividerla ». Cesare Balbo, *Studii sul Governo rappresentativo*. V. *Rivista italiana* del Berti, nuova serie, vol. I, pag. 352.

XIX.

Il conte di Cavour ebbe a sostenere una viva opposizione per parte della destra, specialmente in occasione della discussione sul trattato di commercio colla Francia, presentato alla ratificazione della Camera nel mese di aprile del 1852. Con questo trattato il Ministro delle finanze, oltrechè faceva una nuova applicazione della teoria del libero cambio, guadagnava un nuovo alleato al gabinetto nella persona dell'Imperator dei Francesi, il quale erasi già tentato di aggraduire al Piemonte colla sancita legge di temperamento della stampa. I deputati della Savoia protestarono vigorosamente contro il novello trattato, come quello che rovinava, dicevano, la loro provincia, già ridotta in tristissima condizione. Il conte di Cavour rispondeva con un discorso in lingua francese che ei non potè compiere nella tornata dell'8 di aprile e fu obbligato a terminare nel giorno successivo: discorso che è forse il più bello ch'egli abbia mai proferto e che non è privo qua e là di slanci di eloquenza: « Oui, Messieurs, je sais que lorsqu'on entre dans la vie politique en des temps aussi difficiles, on doit s'attendre aux plus grandes déceptions. J'y suis préparé. Dusse-je renoncer à tous mes amis d'enfance, dusse-je voir mes connaissances les plus intimes transformées en ennemis acharnés, je ne faillirai pas à mon devoir; jamais je n'abandonnerai les principes de liberté auxquels j'ai voué ma carrière, et auxquels j'ai été fidèle toute ma vie *(Vivi segni d'approvazione)* ».

Il modo con cui egli chiude la sua arringa vuol essere sovratutto avvertito: « Messieurs, je m'arrête, j'ai assez longtemps abusé de votre indulgence. Permettez-moi seulement de vous rappeler en terminant, que la mesure qui vous est soumise en ce moment n'est pas une mesure isolée, mai qu'elle fait partie de l'ensemble du plan économique et financier du ministère. Forcé de vous proposer des nouveaux impôts, le ministère croit que ces propositions doivent être accompagnées de réformes administratives et économiques. Celle-ci est à ses

veux une des plus grandes, des plus fécondes réformes qu'il vous soit donné d'accomplir; vous ne voudrez pas, Messieurs, admettre les impôts et rejeter les réformes. Non, Messieurs, vous ne voudrez pas qu'en rentrant dans vos foyers on puisse dire: pour maintenir intact le crédit public, pour mettre à l'abri de toute atteinte nos libertés et nos institutions, les députés de la nation ont eu le courage de voter de nouveaux impôts, il n'ont pas eu celui de resister aux clameurs d'une industrie digne du plus grand intérêt, qui mérite les plus grands égards, mais qui réclame en ce moment le maintien d'un privilège injuste, d'un odieux monopole. Vous ne le voudrez pas, aussi j'attends avec confiance le résultat de vos delibérations *(Segni generali d'approvazione)* ». La Camera, come aveva ratificati i trattati di commercio col Belgio e coll'Inghilterra, così, con grande maggiorità di suffragi, quello ratificava colla Francia.

XX.

In sullo scorcio del mese di aprile, cessato essendo ai vivi Pierdionigi Pinelli, presidente della Camera dei Deputati, il conte di Cavour adoperossi perchè a quest'ufficio venisse innalzato Urbano Rattazzi per far nuovi segni, nel cospetto del pubblico, della saldezza dei legami che correvano fra il Ministero e il centro sinistro. Questa scelta parve a molti intempestiva: Azeglio e Galvagno la bronciarono apertamente. — L'inconveniente medesimo che erasi prodotto in Francia nel 1838 dopo il trionfo della celebre lega parlamentare contro il ministero Molé, accadeva in Piemonte: meglio avventurato però di Oddino Barrot, l'attuale ministro sovra gli interni era destinato a vincere tutti gli ostacoli.

Nella tornata dell'11 di maggio la Camera era chiamata a pronunciarsi in sì dilicata questione. Nel primo scrutinio il Rattazzi ebbe 56 voti; Boncompagni, coll'aiuto di coloro, i quali vedevano di torvo occhio la fusione, 25; Tecchio 22. Revel 20. Nel secondo scrutinio Rattazzi e Tecchio ebbero quasi lo stesso numero di voti che nel primo; una frazione

della destra aderì al Boncompagni. Nel terzo scrutinio il Rattazzi uscì eletto con 74 voti contro 52 dati a Boncompagni: circa due terzi della sinistra eransi rivolti in favore del primo. Già stavansi rendendo i suffragi per la nomina del vice presidente, quando i ministri Azeglio e Galvagno comparivano nella Camera, indizio palese che per essi non si consentiva alla elezione presidenziale proposta dal loro collega, il conte di Cavour.

Nondimeno tutto sarebbesi passato senza grave conclusione se due giorni poi un collega nel ministero, in un colloquio col conte di Cavour, passando a rassegna gli ultimi atti politici del medesimo, non fossesi lasciato trarre, sebbene senza preconcetti intendimenti, a profferir qualche parola di recriminazione. Accesisi alquanto gli animi già risentiti per le trascorse prove, il 14 di maggio il Gabinetto, fuor d'ogni opinione, dava le sue demissioni.

Dopo parecchi giorni il Consiglio fu ricostituito: Azeglio, Lamarmora, Paleocapa e Pernati ripigliarono il portafoglio; Boncompagni fu nominato guardasigilli e provvisoriamente ministro sovra l'istruzione pubblica; Cibrario ministro sopra le finanze. Galvagno, Farini e Cavour non fecero più parte della nuova amministrativa. Così a Londra come a Parigi venne accolta con plauso la risoluzione sovrana che chiamava l'Azeglio a ricomporre il Gabinetto « a preferenza del conte di Cavour (recitiamo le parole del *Risorgimento* del 26 maggio), che, se a torto od a ragione, il tempo lo dimostrerà, per essersi gettato nelle braccia del centro sinistro, si tiene per fautore di idee più bellicose ».

XXI.

Il conte di Cavour rimase battuto; ma era uomo da saper trar pro dalla stessa sua sconfitta, la quale fu più apparente che reale. Il Gabinetto Azeglio, privo di un sì potente sussidio, pensò di aggraduirsi il centro sinistro proponendo la legge sul matrimonio civile, la quale fu vinta nella Camera dei Deputa-

con grande favore. Il conte di Cavour, sia in questa come in altre controversie, non venne ad alcun termine di nemico, standosi pago a bronciare da parte gli antichi suoi colleghi rimasti al potere. Il 14 di luglio essendo stato prorogato il Parlamento, intraprese un viaggio in Francia, in Inghilterra e in Iscozia, e fu accolto per ogni dove con grandi attestati di simpatia dai più ragguardevoli statisti, i quali appregiavano singolarmente il suo ingegno e la sua accortezza politica. In quella che egli era in Parigi, giunse pure Urbano Rattazzi; incontrato benevolo accoglimento nella Corte delle Tuilerie, e lieti degli effetti del viaggio loro, ritornavano in Torino nel mese di ottobre.

XXIII.

In su questi accidenti il Gabinetto d'Azeglio procedeva rimessamente. Cibrario, meritissimo per altri titoli di sapienza, non valeva a gran pezza il Cavour nell'amministrativa del pubblico erario: nè aveva le clientele valide ed efficaci dell'altro. Pernati era fatto bersaglio a tutte le ire dei democratici e dei retrivi insieme collegate. Arrogi che per la legge sul matrimonio civile proposta al Parlamento e da questo ratificata, il Ministero era del continuo travagliato in nuove discussioni colla curia romana. Il cavaliere Manfredo di Sambuy, ministro sardo presso la Santa Sede, vuoi che fosse imbevuto a fondo nelle opinioni clericali, vuoi che non avesse ricevuto da Torino commissioni franche e determinate, vuoi infine che gli argomenti della avveduttissima diplomazia pontificia avessero fatto in lui tale colpo da strappargli dichiarazioni pericolose, erasi lasciato sorprendere dal timore delle scomuniche o di qualche altro atto minaccevole dei prelati romani. Di ritorno in Torino il Sambuy incontrava un appoggio nei raggiri cortigiani e nell'influenza delle due regine, le quali ponevano ogni studio per impedire la formazione di un Consiglio liberale e per comporre ogni faccenda colla Corte di Roma. Ora vuolsi avvertire che poco tempo prima che queste mene si facessero, S. M aveva

indirizzato al Pontefice una lettera autografa, nella quale faceva diligenza di porre in sodo con argomenti legali e teologici la giustizia e la necessità di presentare la contesa legge sul matrimonio civile. A questa lettera, la quale era stata dettata dal Cibrario e dal Boncompagni, aveva risposto pure con missiva autografa il Santo Padre in termini tutt'altro che conciliativi, altieri anzichè no e stati riputati lesivi della dignità della Corona. Gli è in mezzo a queste condizioni irte di difficoltà di ogni maniera che il 26 di ottobre Massimo d'Azeglio e i suoi colleghi prendevano licenza.

È sentenza generale essere stato l'Azeglio medesimo principe del consiglio a Re Vittorio Emanuele, sulla necessità di deputare all'indirizzo dei pubblici negozi il conte di Cavour (*). Faceano però opera efficace in contrario appo il Re alti personaggi di Corte, e il cavaliere di Sambuy, i quali forte adopravansi per la elezione di un Consiglio di destra, presieduto dal conte Cesare Balbo, cui credevano in grandissima fede e favore appresso la curia pontificia. Fidavano costoro assaissimo sull'autorità di Andrea Charvaz, di corto nominato arcivescovo di Genova, il quale era stato precettore del Re e tornava allora appunto da Roma. A codesto insigne prelato, molto chiarissimo per eccellenza di dottrina e di costumi, vuolsi sopratutto ascrivere il regolare procedere e il lieto esito che ebbe di poi la crisi ministeriale.

S. M. prima di conferire col conte di Cavour invitava seco a colloquio il marchese Cesare Alfieri, presidente della Giunta Senatoria, elettasi per discutere il disegno di legge sul matrimonio civile, già ratificato dalla Camera dei Deputati. Due

(*) Quel *Risorgimento* che nel maggio pronunciava sul conte di Cavour il giudizio che poc'anzi riferivamo, scriveva cinque mesi dopo: « Egli è oramai cosa troppo evidente che il conte di Cavour è l'uomo designato dalla coscienza pubblica per quest'opera salutare di ricostituzione del partito costituzionale, scisso un momento e disperso in troppe frazioni per certe male intelligenze. Niuno meglio del Cavour potrebbe ora guidare con mano abile e ferma la nave dello Stato fra gli scogli che ostruiscono il cammino (*Risorgimento* del 26 ottobre 1852). »

conferenze tenne il Re con questo ragguardevole personaggio intorno ai possibili scioglimenti delle contese colla Santa Sede. Due altresì ne ebbe l'Alfieri con monsignor Charvaz, dal quale in forma ufficiosa e amichevole ricevette comunicazione delle lettere diplomatiche che il cavaliere di Sambuy, anche non dissenziente il Gabinetto, rendeva palesi a tutti coloro ai quali egli bramava offrire schiarimenti e ragguagli particolari sulla missione che compieva in Roma.

Il Re ebbe a sè il conte di Cavour e lo invitò a comporre un nuovo Gabinetto sì veramente che si facesse ancora un tentativo per venire a conclusioni colla Santa Sede. Il conte di Cavour significò chiaramente al Re ch'egli non poteva nè voleva rendersi interprete di una politica di condiscendenza alle pretensioni della Corte pontificia; tuttavolta, instando più vivamente il Re, abboccavasi con monsignor Charvaz. Il conte di Cavour faceva pertanto a Monsignore queste domande:

1° Se nell'ipotesi, inammettibile del resto, che egli, conte di Cavour, fosse stato largo con Roma delle concessioni domandate, la Santa Sede avrebbe alla sua volta impartito qualche vantaggio al Re di Sardegna;

2° Se per ritornare a relazioni migliori era sufficiente che in luogo del conte di Cavour fosse chiamato a comporre un nuovo Gabinetto un uomo riputato dal paese come sinceramente costituzionale, e financo persona riverita per moderazione e sapienza, e per non essersi mai trovata in condizione di nimistà dichiarata colle opinioni clericali, come sarebbe stato, esempigrazia, il marchese Alfieri;

3° Quale sarebbe infine il personaggio che la Corte di Roma vedrebbe con piacere indirizzare la somma delle cose in Piemonte.

Negativamente rispose il Charvaz alle prime due domande: rispetto alla terza indicò il nome di Cesare Balbo. Allora il conte di Cavour riferiva l'ottenuta risposta al Re; raffermavagli le proprie ragioni, disapprovanti la inclinazione a fare particolare intelligenza colla Corte di Roma, nella qual via pareva

S. M. volesse metter piede, e dopo indicato il nome di Cesare Balbo per quel grave còmpito, ritraevasi dall'incarico offertogli, non senza prima far riflettere al Re, che il Balbo non essendo, come tutti riconoscevano, rotto alla pratica quotidiana dei negozi e all'amministrativa, sarebbe stato mestieri che il conte di Revel, appartenente alle stesse opinioni politiche, fosse stato chiamato complice della formazione del Gabinetto (*).

XXIV.

Il 26 di ottobre il Re mandava per il conte Balbo, villeggiante al Rubatto, sua deliziosa villa vicin di Torino, e dopo due colloqui conferivagli l'incarico rifiutato dal conte di Cavour. Il Balbo dichiarava subito che egli non credeva possibile formare un Gabinetto senza il conte di Revel, già mi-

(*) É d'uopo sapere che di que' giorni Monsignor Charvaz, discorrendo col Marchese Alfieri della probabile entrata del Balbo, col quale il presidente attuale del Senato era legato per amicizia antica, nel gabinetto, e informandosi il medesimo del risultato che avrebbe prodotto in Roma, l'onorando Prelato ripetevagli franco il più era possibile come nomina siffatta sarebbe tornata graditissima al Santo Padre, ma non avrebbe indotto il Governo pontificio a maggiore condiscendenza rispetto alle pretensioni del Piemonte. Il cavaliere di Sambuy, posto alle strette dal medesimo personaggio, finiva per dichiarare ch'egli non credeva simili concessioni avrebbero arrecato un notevole ammegliamento nelle relazioni fra le due Corti. Il marchese Alfieri manifestava allora il proprio sentire che, malgrado tutta la stima che aveva per l'ingegno e il carattere preclaro dell'amico suo il conte Balbo, non riputavalo atto in quelle contingenze a formare una salda amministrativa e a indirizzare le faccende dello Stato. Non dissentiva monsignor Charvaz, il quale non dubitava fin anco di proporre al suo interlocutore addossassesi il carico di cotale missione. Questi facevagli avvertire essersi già aperto col cavaliere d'Azeglio, allorquando voleva mandarlo oratore a Roma, che i Gesuiti, i quali avevano colà una prevalenza indubitata, non dimentichi che egli, ministro sovra la pubblica istruzione, era stato obbligato a far loro abbandonare gli stabilimenti che possedevano in Piemonte, e, presidente del Consiglio nel 1848, era mallevadore del provvedimento che aveva resa legale la loro espulsione, sarebbersi messi in faccende per mandare a monte ogni sua proposta. Il perchè stavasi fermo nel rifiuto.

nistro delle finanze. Il Re assentiva e il conte di Revel era per corriere straordinario chiamato dalla Savoia a Torino.

Intanto il Balbo ideava di per sè un ministero e con generosa modestia designava il conte di Revel alla carica di presidente del Consiglio e ministro sopra gli affari esteri, riserbando a se stesso quella di ministro senza portafogli. Abbozzava pure anche il programma del nuovo ministero ne' termini seguenti:

« Lo Statuto nè più nè meno. Più esplicitamente: fare tutto ciò che sia costituzionalmente possibile per togliere il paese dalle gravi emergenze in cui si trova.

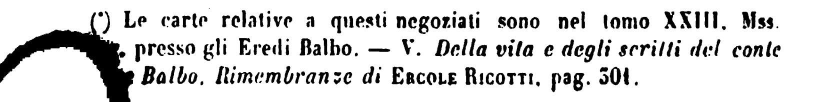
« Il Ministero non crede perciò conveniente sciogliere il Parlamento. Ha quindi indispensabile bisogno; 1° Dell'attivo ed energico concorso di tutte le frazioni della presente maggioranza: 2° Del concorso negativo, cioè della moderazione, dell'opposizione.

« Egli tenterà ottenere l'uno e l'altro. Egli si ritirerà alla prima prova che egli abbia del contrario, non credendo poter essere opportuno nè utile in tal caso (*) ».

Il 30 di ottobre il conte Balbo scriveva al conte Cavour, il quale era in villa, la lettera seguente:

« Ho inteso da parecchi alti e stimabili personaggi, che, nel caso che m'incaricassi d'un Ministero o ne formassi uno, voi, ben lungi dal far opposizione, ci secondereste. Io non posso interpretare così favorevolmente e generalmente questa espressione, senza dubitare che voi vi mettiate qualche restrizione. Tuttavia, per poco che ne rimanga, io debbo ringraziarvi, del desiderio. Non aggiungo *sinceramente* e *vivamente*, perchè voi sapete che vi sono avvezzo.

« Aggiungete alla vostra generosa espressione una generosa opera. Venite a Torino per due giorni, o per due ore. Quanto voi potreste scrivermi non supplirebbe a quanto ci potremmo



(*) Le carte relative a questi negoziati sono nel tomo XXIII. Mss. presso gli Eredi Balbo. — V. *Della vita e degli scritti del conte Balbo. Rimembranze di* Ercole Ricotti, pag. 301.

dire in cinque minuti. Tanto più poi che, come sapete, io non posso quasi più scrivere e leggo con difficoltà ancor maggiore.

« E permettetemi di riprendere, quand'anche fosse per un momento, la nostra antica formola.

« *Addio mio caro Conte.*

« P. S. Aspetto Revel (voi non ne avrete dubitato) prima di accettare o ricusare l'*incarico* ».

Il conte di Cavour al Balbo con ischiettezza e cortesia pari ne' termini che seguono, riscriveva :

« Se, come io non ne dubito, voi rispettate fedelmente la lettera e lo spirito dello Statuto: se voi non ritornate sulle cose fatte: se, infine, limitandovi a fare un alto in politica, non retrocedete, voi ritroverete in me non un partigiano, ma un appoggio contro chi volesse impedirvi di governare. Spero che voi aggiusterete fede a questa mia dichiarazione. Qualunque sieno stati i nostri dissentimenti politici, sono persuaso di non avervi mai dato motivo di sospettare della mia sincerità.

« Voi m'invitate a venire in Torino per abboccarmi con voi: ma con mio cordoglio non credo di farlo. Questa cosa sarebbe male interpretata e dai nostri amici e dai nostri avversarii, e nuocerebbe anzichè giovare ai vostri sforzi per costituire un ministero » (*).

XXV.

Giunto il Revel in Torino, e avuto lingua col Balbo, fu dal Re, che era a Stupinigi, il primo dì di novembre. Dichiarò schiettamente sè recusare il carico volutogli commettere, sia perchè era dalla maggiorità parlamentaria avversato, sia perchè, pruovato altra volta, quando eragli stato collega nel ministero, l'ingegno aspro e focoso anzichè no del Balbo, disperava di poter radamente essere col medesimo consenziente.—

(*) Questa lettera insieme colla minuta di quella del Balbo è nel tomo XXIII, Ms. in fog.

Resse ancora il Balbo a questa per lui dolorosa rinuncia: affermando ch'egli era di credere una parte politica non dover cedere senza fare di se stessa sperienza, e fidando che la pluralità dei deputati « l'avrebbe aiutato per un tempo bastante per adempiere alcuni fatti, secondo la sua opinione ». Con allegro animo, impertanto volse l'animo ad altre composizioni: non fu più felice: giacchè dei personaggi da lui interrogati niuno accettò, salvo che, dicono, il generale Franzini, il quale di buon grado avrebbe preso l'amministrativa della guerra. — Questo successo avendo sortito i tentamenti del Balbo, il Re desideroso di condurre a perfezione una pratica che tanto allungandosi teneva il paese fortemente preoccupato, e come quegli che nuovo era ancora a parecchie consuetudini dei Governi costituzionali, mandava nuovamente pel conte Cavour nella sua villa di Leri ritrattosi, senza pensare a rendere avvertito il Balbo del suo divisamento. Accadde perciò che, mentre il Cavour era a colloquio con Sua Maestà per risolvere la definitiva creazione del Gabinetto, il Balbo giungeva a Stupinigi con animo di metterle innanzi altra lista di ministri, nella quale, renunciante il Revel, egli riteneva per sè la presidenza del Consiglio, e transitoriamente il portafoglio degli esteri. In calce però al foglio, nell'anticamera stessa del Re, queste parole scriveva: « Quand'anche si componesse questo ministero, io credo che avrebbe meno probabilità di far riuscire alla Camera le buone intenzioni di Vostra Maestà, che non un ministero composto da Azeglio ». Intromesso nel cospetto del Re, appena aveva egli terminato di leggere il terzo nome dei Ministri per lui eletti, veniva interrotto dall'augusto suo Interlocutore, il quale aprivagli come, avendo fatto venire a sè il Cavour, con esso lui ne'vicini appartamenti stava appunto conferendo per la determinativa composizione del Consiglio. Rendute grazie al Re della benevolenza onde avevalo gratificato, e della confidenza onde onorato lo aveva, il Balbo ritraevasi tostamente. Il nuovo Gabinetto rimaneva [...]ito come segue: Cavour presidente e ministro di fi-

nanza; Dabormida degli esteri; San Martino degli interni; Lamarmora della guerra; Boncompagni di grazia e giustizia; Paleocapa dei lavori pubblici: Cibrario dell'istruzione pubblica.

XXVI.

Rifatto Ministro, con mandati più larghi assai che nella antecedente sua amministrativa, il Cavour non fu indugiato a metter dinnanzi agli occhi del paese, come prima fatica della rettoria novella, una lavoratissima sposizione delle condizioni finanziarie del Piemonte, la quale venne dagli sperti intenditori di tali faccende riguardata non indegna di essere posta allato ai celebrati disegni finanziarii di Gladstone, ai rapporti di Bineau, e generalmente alle opere parlamentarie di tal sorte che meglio richiamarono l'estimazione dell'Europa ne' prossimi anni. Appariva dal detto lavoro necessità estrema che sovraincombeva di dar forma senza soprastamento alcuno a varii modelli di leggi rispetto alle imposizioni, affine di andar incontro risolutamente ai gravi danni arrecati dai tracolli patiti nell'auguroso biennio del 1848 e del 1849, e alla infelicità di certe provisioni ordinatesi in quella che il tempo pressava. All'ardua opera, tuttochè ben conoscesse lo « impor gravezze, e cattarsi popolarità non essere consentito agli uomini più di quello che la congiunzione della sapienza coll'amore (*) », si accinse il Ministro sovra la finanza. La riformazione delle gabelle, il riordinamento dell'imposta personale e mobiliare, l'imposta sulle professioni, sulle vetture, sui cavalli, sulle successioni e sulle doti, per requisizione sua, vennero confermate dal Parlamento. Contradizioni furonvi e non poche: il senno del popolo sopravanzò. Esso in effetto rinvenne di prossimo un ricompenso nei molteplici e nuovi rami d'industria a larga mano apertisi a cagione della operosità del Governo, che se faceva opera di gravezze per una parte, per un'altra tutto era nel far vivi proventi d'ogni maniera a sovvenimento ed

(*) Burke nella Camera dei Comuni di Londra, il dì 19 aprile 1774.

agio migliore dell'universale. Alla quale tranquilla e benevola comportazione del paese in quelle difficoltose incidenze, assaissimo conferì l'indirizzo liberale e l'inviamento schiettamente italiano del nuovo Consiglio: sentimenti che fecersi chiari allora sopratutto che per gli accadimenti rivoltosi del 6 febbraio 1853 in Milano, opera del Mazzini, i governanti austriaci non essendosi dichinati dall'ordinare sequestri sovr'essi i beni dei Lombardi, che godevano i diritti di cittadinatico sardo, senza che ai medesimi fossesi dato con ragione carico alcuno, i Ministri del Re di Sardegna furono solleciti a levare alta e dignitosa protestazione contro le opere illegali e ingiuste de' consiglieri di Vienna.

I segni nondimeno di benevolenza che quasi tutto il paese faceva al novello Ministro, non pararono ch'egli non fosse nella sera del dì 18 di ottobre del 1853 l'obbietto di dolorosa insultazione. Una presa di gente in gran parte uscita delle classi faticanti, pretendendo il caro dei viveri, quasi che il conte Cavour fosse tenuto dei cattivi ricolti fattisi di quell'anno, muoveva irata al costui palazzo in via dell'Arcivescovado, mandando alti stridori, tempestandone con sassi le finestre, e minacciando di offendere la santità del domicilio. Egregia mostrossi verso il Presidente del Consiglio la volontà delle popolazioni torinesi e provinciali, in questa incresciosa occorrenza: dacchè dalla ingiuria fattagli presero modo con unione singolare a diliberargli, per via dei rispettivi Municipii, indirizzi di condoglianza sincera e profonda.

XXVII.

Altro doloroso incidente di natura più grave siamo ora debitori di accennare. Nella tornata del 18 di novembre il Senato del Regno, molti membri del quale portavano ancora cattiva volontà al conte di Cavour pel suo « colpo di Stato costituzionale » dell'anno antecedente, rifiutava con voti 32 contro 28 il disegno di legge già approvato dalla Camera elettiva, secondo il quale il servigio dei fondi del Tesoro veniva alla Banca Nazionale commesso. L'onoranda Assemblea, questo è il

doloroso a ricordare, aveva segretamente squittinato in guisa differente da quello che nel cospetto del pubblico: mezzi tra gli opponenti non avevano avuto coraggio di esprimere il loro voto. Già da alcun tempo i componenti codesto insigne Congresso non recusavano occasione che loro si rappresentasse affine di testificare ai Ministri del Re di Sardegna il rancore che era nell'animo loro, vuoi ponendo ogni maniera ostacoli al più equo ordinamento del servigio dell'erario, in quella appunto che accendevansi nel porgere consigli di economie: vuoi intiepidando e infreddando l'affetto loro verso le franchigie costituzionali, quanto più i deputati significavano spiriti informati a larghi concetti di progresso e di libertà. Contuttochè le voci pubbliche invocassero un'abbondevole nominazione di nuovi Senatori, l'alto Parlamento Subalpino non rimetteva della sua opposizione: i consigli che già dava il duca di Wellington ai lords d'Inghilterra di accogliere benigni la riforma del *libero cambio*, anzichè andar incontro a nuove creazioni, lontano era dal fare suoi: sapeva probabilmente che non era nell'indole dei governanti piemontesi di ripremere le orme della regina Anna nel 1712, nè di Carlo X nel 1828, procacciandosi trionfi, intorno ai quali il celebre motto di Pirro sarebbesi potuto ripetere. Il voto della tornata del 18 di novembre rendeva chiaro al conte di Cavour essere mestieri abbracciare un consiglio forte e determinativo; ondechè concordevolmente col Re, animo ben altro da quello di Giorgio III che nel 1784 aveva dato sforzata licenza a' suoi Ministri a cagione che la Camera dei lords aveva rigettato un disegno di Fox, già ratificato dai Comuni, venne in pensiero di chiamare il paese saggiatore della contesa che era in pendente. Il 20 di novembre impertanto usciva il decreto della resoluzione del Parlamento e della convocazione di nuovi comizi elettorii. Le elezioni per il dì 8 dicembre ordinate. È noto come le popolazioni abbiano risposto alla confidenza del conte di Cavour, deputando alla Camera una grande maggiorità assenziente alla politica da lui presa e seguitata.

XXIX.

Il primo dibattuto di qualche lieva intorno al quale si intrattennero i nuovi eletti, nella sessione legislativa incominciata il 19 dicembre dell'anno medesimo, fu quello della legge di riformazione al Codice penale, parto del Rattazzi, che cessando dalla presidenza della Camera aveva accettato i portafogli di guardasigilli e la reggenza di quello sovra gli interni. Ventilandosi la antedetta legge, al marchese Costa di Beauregard, indrappellato alla Destra, parve pretendere colore di ragione, gli elogi al Piemonte da Inghilterra tributati per il sapiente indirizzo delle cose, rifiutare, appellandoli, con parola fuori d'ogni moderazione, vituperandi; e ciò pochi giorni dappoi in qua che il ministro Russell era disfatto nei comuni inglesi, per i propugnati diritti de'cattolici contro il Chambers chiedente ad ogni patto si facesse visitazione dal Governo di tutti i conventi monachili ne'prossimi anni erettisi nella Gran Bretagna. Non però il Cavour a dare al Beauregard risposta commisurata alla invettiva sua. Dopo alcuni giorni di deliberazione assai accesa il disegno di legge era vinto con grande moltitudine di suffragi.

Veniva dopo ciò messa in consulta dal Parlamento la proposta cavouriana di fare un presto di 35 milioni. Quasichè senza salvo la necessità di questa provisione non fu inforsata da alcuno: onde la lotta versò per intiero sul campo politico, autori di essa più principali il conte Solaro della Margherita da un lato, e l'avvocato Saracco dall'altro. Fu udita con grande attenzione e con gli orecchi molto favorevoli l'arringa pronunciata il dì 21 marzo del 1854 dal conte Cavour, il quale studiossi di battere coll'istrumento delle ragioni e delle cifre l'anticato sofisma dell'aumentazione dei pubblici oneri dal 1848 in poi. Numerati dapprima gli sgravi fattisi in servigio dei consumatori, col mezzo di calcoli che non ebbero ripu-

gnanza, chiarì come il libero reggimento non che molestia alcuna alla fortuna del paese avesse inferito, d'assai per contro avevala vantaggiata. I provedimenti chiesti de'denari confermava la Camera, soli 45 membri di essa avversanti. Migliore ancora l'accoglimento ricevuto in Senato. Avvegnachè il rapporto del cav. Baudi di Vesme accennasse a gravi dibattimenti così non fu, poichè e il relatore e il preside della Giunta ebbero dichiarato lontano essere dall'animo loro ogniqualunque intendimento di censura al Governo. Il Cavour fe' novella e più particolareggiata sposizione all'illustre Concilio dello stato dell'erario, e delle cagioni per cui il presto erasi reso necessario: il Sanmartino corresse varii errori presi dal Vesme per quello che era dell'amministrativa delle cose interiori: il Pollone, sopraintendente che era alle faccende postali, fece altrettanto rispetto alle medesime: il Collegno (Giacinto) dolse alcune spressioni le quali, certo contro la mente di quegli che le dettava, erano senza opportunità uscite dalla penna del relatore. Raccolti i partiti, trovossi 60 avere squittinato in favore, e soli 6 contro il ministero: degnevole riparo del suffragio della tornata del 18 novembre preceduto. Mezze le rendite furono alienate in paese, il quale prendeva sopra ciò occasione di offerire attestato al Governo della fiducia che in esso lui collocava.

Disputandosi nel torno di questo tempo dalla Camera elettiva intorno al bilancio degli affari esterni, il deputato Depretis, della sinistra, fedele alla consuetudine parlamentaria: « vote de deniers emporte redressement de grief » colse il destro, venuto che si fu a stanziar le somme per l'imbasciata di Roma, di fare viva accusazione contro il Ministro, perchè non avesse intermesso i trattamenti di accordo colla Santa Sede, tenutasi ingiuriata per la Siccardiana e per il disegno di legge sul contratto di matrimonio. Rispose Cavour parole di prudenza e di moderazione: non voluto mai che il paese e l'Europa al Governo sardo apponessero la colpa di non avere largheggiato di tutti i mezzi acconci per ottenere una ragionata

composizione colla Curia romana. Si fece lunga e solenne consulta: vinceva il Ministero con 110 voti contro 33.

Nel giugno del medesimo anno, senza intermissione operativo proponendo il Cavour alla deliberazione del Parlamento un modello di legge per la riformazione delle « tasse d'insinuazione, di successione e di emolumento » pronunciava il giorno 10 del mese stesso discorso molto riguardevole, come quello nel quale con lucentezza singolare espose quali principii economici lo guidassero nell'ordinare le imposte. Noi da questo discorso prenderemo modo di rendere avvertito un fatto; il quale fa fede manifesta come la politica dopo il 1855 presa e sostenuta animosamente dal Cavour, con tanto onore di lui, non imprevistamente ma con animo considerato era propugnata da lui. Il che si pare chiaro, chi vi sa legger entro, dalle poche parole che riproduciamo, dal Ministro indirizzate a queglino che lo eccitavano a fare uno sgravo delle spese pertenenti allo esercito. « Io l'ho detto e lo ripeto, così orava egli, non divido nè punto nè poco questa opinione. Io credo che, finchè le condizioni europee non saranno mutate, finchè noi ci troveremo nelle condizioni politiche, in cui versiamo ora rispetto alle grandi potenze, sarebbe atto sconsigliato il voler scemare il nostro esercito. Quindi, io lo ripeto altamente, non posso indurre nè la Camera nè il paese nella speranza che si possano sull'esercito fare radicali economie.

« E con ciò stimo far atto di buon cittadino, e di dimostrare qualche coraggio, come Ministro delle finanze, dichiarandò che, anzichè diminuire l'esercito, il quale io considero come la miglior garanzia della nostra indipendenza e libertà, avrò sempre il coraggio di chiedere al paese i sacrifizi necessari per mantenerlo (*).

(*) Veggasi per questo rispetto nel 2do volume del ***Rinnovamento*** di Gioberti la *conclusione dell'Opera*, in cui è indicato come uno dei mezzi più acconci per potere proclamare e mettere in atto la egemonia piemontese, il mantenimento di un giusto esercito.

Non era fuori d'ogni ragione allorquando il Cavour parlava di coraggio a proposito di tasse: il che ci mette in ricordazione quello che Fox diceva un bel dì a Pitt, che facevagli contra per il sistema di imposizioni: « le tasse sono intrinsecamente impopolari, e nell'oppugnarle non fa caso il coraggio: questo lo addimostra chi si erge difensore delle medesime ». Nulla affatto difficoltosa impertanto fu l'opera dei deputati della sinistra e della destra nel combattere il nuovo disegno di legge. Il quale tuttavolta, dopo molte controversie, veniva con 87 voti contro 43 dalla Camera confermato: e pochi giorni appresso favorevolmente del pari era accolto dal Senato del regno. In questa, posto essendo il Governo in istato di far provisione alle molteplici spese che gli occorrevano, il Parlamento era prorogato.

Qui non è da porsi in tacere il nervo delle accusazioni dagli avversarii lanciate in questo correr di tempo contro il conte di Cavour, per metterlo in voce di tutti, pretendendo la moltitudine delle gravezze poste sopra il Piemonte; e in ispezieltà il peccato singolare onde lo accagionarono i monarchisti assoluti di rendere contennendo e molesto il reggimento di libertà, mentrechè i Governi appetiti da loro andavano lenti alle tasse e ai carichi, e tenevano le finanze mirabilmente in fiore. Anche passandoci di avvertire che la libertà è felicità tale che è ristoro sufficiente a ogni male, trascorsivamente annoteremo quanto gli amatori della realtà sfrenata si discostassero dal vero. Colle cifre di lieve potrebbesi dimostrare quanto giustamente parlasse in Senato il dì 28 gennaio del 1852 il Cavour, allorchè ripigliando simiglievoli appunti esposti dal Latour, diceva: « Le finanze possono peggiorare, sia adottando il sistema rappresentativo, sia mantenendo il sistema assoluto ». Togliamo in esempio quel tratto di tempo in cui la Monarchia assoluta pervenne al suo apogeo: il regno di Ludovico XIV. Niuno ignora che presso al morire il gran Re, un debito pubblico di meglio che due miliardi pesava sulla Francia, e che egli, ridotto agli stremi, raccoglieva il giudeo Samuele Bernard in Marly, facendogli riverenze e lusinghe d'ogni forma, per indurlo a dare

in prestanza alcuni milioni al suo Governo condotto in rovina. E per citare fatti nostrali, a tutti è conto che regnante Carlo Emanuele I tanto erano state prestanziate le popolazioni, che una gran parte di esse furono obbligate a estremare di quelle spese senza le quali non potevano vivere: molti proprietarii a contemplazione degli aggravii eccedenti il ritratto dei beni, abbandonaronli, per risparmiare almeno la opera manuale, come si pare dal proemio edittale di Vittorio Amedeo I del 12 dicembre 1633; e infine, re Emanuele Filiberto, le rendite che prima ammontavano a 100,000 scudi aurei o in quel torno, crebbero oltre alla somma di 500,000 « non senza molti richiami e gravi querele », secondochè afferma il Cibrario (*). Del resto chi ardiva pronunciare: « L'impôt n'a point de limites. Il n'a de mesure que les besoins du gouvernement. Les lois qui disent le contraire, sont de mauvaises lois » non era un Re costituzionale: sì un Re che sopra tutti ebbe spiriti assolutisti, Napoleone I.

XXX.

S'appressa l'anno 1855, pieno, se mai niuno de' preceduti, di accadimenti maravigliosi. Il 10 di aprile del 1854 Francia e Inghilterra, vedendo irriti i negoziati impresi per condurre la Russia a deliberazioni sicuratrici della indipendenza dello impero ottomano, pubblicavano contr'essa la guerra, e tra loro facevano patti di lega offensiva, riserbando luogo a chiunque volesse entrarvi. I confederati avevano invitato il Piemonte all'accordarsi con loro: ignoriamo che rispondesse il Cavour, ma certo è che le condizioni del paese non parevangli in quell'ora necessitassero la sua risoluzione favorevole alla causa degli occidentali. La conchiusione fattasi il 2 decembre del-

(*) *Origini e progressi delle Instituzioni della Monarchia di Savoia.* Parte prima, pag. 314.

l'anno medesimo di un trattato di colleganza tra Francia, Inghilterra e Austria, fecelo accorto che stava ad un punto la fortuna e la fama del Piemonte. ondechè, uomo finissimo qual egli era nel còrre bene i tempi ed usargli, non ignaro che « niuna cosa vola più che l'occasione » stimò giunto il tempo di far della sorte saviezza, e drizzossi in tutto e tosto al disegno di partecipare alla lega. Non fu indugiato ad aggraduirsi in modo speciale i Gabinetti di s. Giacomo e delle Tuilerie, poichè ebbe l'avvedimento di concedere loro meglio di quello che dall'Austria avessero potuto ottenere, risolvendosi come diliberato ad appoggiare la contesa europea non pure come difensore, sì come offensore. Il 2 decembre Austria aveva fatto la lega : il 10 del mese stesso stringevala il Piemonte : « C'est un coup de pistolet tiré à bout portant aux oreilles de l'Autriche », diceva di que' giorni un diplomatico austriaco, udita la presta e determinativa provisione presa dal presidente del Consiglio del Re di Sardegna. E diceva vero.

Scrissero che il Cavour avesse abbracciato l'antedetto partito per solidarsi al potere; non facciam disputa su questo : sì diciamo che nel potere fu in quell'ora la salvezza del Piemonte. Pognamo in realtà che il Cavour fossesi comportato nel 1854 come quattordici anni prima il conte Solaro della Margarita ministro di Carlo Alberto, rimanendosi indifferente spettatore, e costretto a « ir barcheggiando fra le due parti » (*): ebbene, noi sentenziamo che i felici destini della Monarchia costituzionale sarda sarebbero sprofondati, o per lo manco, le cose nostre sarebbero state in non piccola angustia ridotte.— Austria prevalente ne'Consigli europei, Francia e Russia fusionate a governi di dettatura o quasi, non sarebbero state pazienti di vedere sventolare nel mezzo di noi la tricolorita insegna. simbolo di tante speranze e di tanti desiderii. Se contra il Belgio, stato neutrale, fu osato nel Congresso parigino di protestare altamente per la larga libertà di parola

(*) *Memorandum storico-politico*, capo VIII.

e di pensiero che in quello si gode, imagini il lettore ciò che contro il Piemonte detto sariasi. Niun dubbio impertanto che la neutralità ci sarebbe stata pregiudiciale: come fu quasi sempre ai piccoli Stati: tremendo esempio la Venezia. Nicolò Macchiavelli, il quale, secondo la fresca espressione del Guerrazzi «là dove riflette il lume del proprio ingegno, fece chiaro», nel trattato che scrisse del *Principe*, pronunciò quel che segue: «È ancora stimato un principe, quando egli è vero amico e vero inimico: cioè, quando senza alcun rispetto, si scuopre in favore d'alcuno contro un altro: il qual partito fia sempre più utile che star neutrale, perchè se duoi potenti tuoi vicini vengono alle mani, o essi sono di qualità che vincendo un di quelli tu abbi da temere del vincitore, o no. In qualunque di questi duoi casi, ti sarà sempre più utile lo scuoprirti e far buona guerra, perchè, nel primo caso, se tu non ti scuopri, sarai sempre preda di chi vince, con piacere e satisfazione di colui che è stato vinto, e non avrai ragione nè cosa alcuna che ti difenda nè che ti riceva. Perchè chi vince non vuol amici sospetti, e che nelle avversità non l'aiutino: chi perde non ti riceve, per non aver tu voluto con l'armi in mano correre la fortuna sua. . . . E sempre interverrà che quello che non ti è amico ti richiederà della neutralità: e quello che ti è amico, ti ricercherà che ti scuopra con le armi. E li principi, mal risoluti, per fuggire i presenti pericoli, seguono il più delle volte quella via neutrale, ed il più delle volte rovinano. Ma quando il principe si scuopre gagliardamente in favore di una parte, se colui con chi tu aderisci, vince, ancorachè sia potente, e che tu rimanga a sua discrezione, egli ha teco obbligo, e vi è contratto l'amore: e gli uomini non sono mai sì disonesti, che con tanto esempio di ingratitudine ti opprimessero».

Arrogi che il Piemonte seguitando la causa dei potentati occidentali intesa a rinverdire l'impero degli ottomani, mostravasi colle nobili tradizioni della guerresca Casa di Savoia consenziente, rimettevasi in sulla riputazione delle armi che

l'Europa stimava prostrate fossersi sui campi di Novara: gloriava se stesso singolarmente. Il Piemonte corso era già nell'Oriente a interrompere la caduta dell'imperio greco: nelle Fiandre a sostentare Carlo VI contro i suoi nimici; lietissimo fine da queste lontane espedizioni riportando. Esordiente il secolo diciottesimo, erasi lanciato con bravura nella guerra della successione spagnuola: e sedici lustri appresso, ogni cosa metteva in concio per una colleganza con Francia a dannaggio del prepotere de'Russi nella Crimea. Ecco spicchio di lettera che al conte Fontana, messo estraordinario in Berlino, scriveva il dì 29 settembre del 1783, Vittorio Amedeo III: « Nous n'avons pas jusqu'ici contracté aucun engagement. Mais comme il aurait pu arriver que quelques unes des puissances de l'Europe à qui il importe le plus d'écarter l'orage, qui menace l'empire ottoman et de mettre un frein aux vastes projets des deux cours impériales, nous eussent pressés de prendre un parti, sans nous donner le temps nécessaire de voir la tournure que prendraient les affaires, nous avons cru devoir donner, il y a quelques mois, les ordres les plus précis, afin qu'on fit les dispositions nécessaires pour mettre nos troupes, nos arsenaux, et nos magasins sur un pied à pouvoir avoir d'abord 25 m. hommes en campagne, ayant en outre pris les mesures pour augmenter sans délai ce corps, autant que le besoin pourra l'exiger » (*).

Il giorno 26 gennaio del 1855 il Piemonte da una parte, l'Inghilterra e la Francia dall'altra, ratificarono al trattato di collegazione, giusta il quale un corpo di 15,000 uomini dell'esercito sardo doveva essere spedito in Crimea, ed ivi mantenuto nel detto numero fino a che la guerra durasse. Seguiva una convegna finanziaria e militare. Il 3 di febbraio aveva

(*) Veggasi l'opuscolo pubblicato per diligenza di MICHELANGELO CASTELLI: *La politique sarde et la question d'Orient en 1783-1784. Documents diplomatiques extraits des Archives du royaume.*

principio nel Parlamento la discussione di questo sì rilevante provedimento.

Fu il dibattito grave e animatissimo. In favore della lega orarono Luigi Torelli, mirabile per l'antiveggenza politica e per la profondità dei pensamenti, Cesare Correnti per l'eleganza del dire e per la squisitezza dei concetti, Giacomo Durando per gli eloquenti richiami della cavalleresca condotta di Casa Savoia e per l'acuta conoscenza dei nuovi bisogni del Piemonte dopo i cambiamenti della librata condizione d'Europa, Luigi Carlo Farini per una facondia che spontanea gli erompe dal cuore, allorquando ricorre sulle sue labbra il nome d'Italia, Antonio Gallenga per considerazioni opportune, e per caldezza di sentimenti patriotici così della lega infatuato, che già dieci mesi avrebbe desiderato stretta si fosse. Orarono contro, i più riguardevoli membri della sinistra, della destra e alcuni eziandio della maggiorità parlamentaria, ai quali pareva che la guerra pigliata contro la Russia non fosse a proposito al Piemonte, vuoi per essere le finanze impotenti, vuoi perchè il commercio avrebbene ricevuto danni per meglio di 15 milioni, e per fianco affrontare lo Zar non potevasi senza nota di maculare la nostra fede, conciossiachè dall'Orsa beneficii anzichè molestie avessimo ognora ricevuti. Alla opposizione degli italianissimi della Camera dava fomento il considerare che in quelle congiunture il Dabormida ministro sovra gli affari esteri cedeva dal Ministero, anzichè ratificare alla lega: e il motivo della licenza sua apponevasi a nobile disdegno dell'onorato militare di aver ripugnato a condizioni offenditrici della dignità nazionale (*). « Gravissima sciagura per il nostro paese » chiamava Paolo Farina il trattato cogli occidentali, e aggiungeva: « Nè mi si dica che i compensi non sono tutti materiali, che noi invece acquisteremo gloria, considerazione politica, stima delle altre

(*) Il conte Cavour nella tornata della Camera del 3 di febbraio chiarì il paese sulle ragioni per cui il Dabormida erasi licenziato; raffrenò, non spense, le male dicerie.

potenze, morale preponderanza. Poichè rispondo che nulla di tutto ciò noi possiamo dall'attuale guerra sperare ». — « Con questo trattato (così Giambattista Michelini) nascono freddure fra il Piemonte ed il partito liberale italiano, sul quale solo si deve fare fondamento, perchè egli solo ha interesse al trionfo della causa italiana. Ma con questo trattato, il quale offende il principio della nazionalità italiana, io temo che noi perdiamo la simpatia non solamente degli altri popoli della Penisola, appartenenti ad altri Stati, ma ancora di quelli che compongono questo nostro Stato ». — « Messieurs, sclamava il Deviry, la responsabilité que nous allons encourir au moment, où nous jetterons notre boule dans l'urne est immense, est terrible : car de ce vote dépendra peut-être l'avenir de notre pays ». — « Se io dovessi, perorava cogli usati suoi accenti di fervida eloquenza il Brofferio, se io dovessi lasciar libero il varco agli impeti dell'anima, la mia voce suonerebbe un grande lamento. Con questo trattato, o Ministri, io ve lo dico apertamente, voi vi siete annullati nei destini italiani...... Conchiusa la guerra, sperate voi che questi despoti vorranno essere rassegnati spettatori di una libertà in casa nostra, che sarebbe argomento di invidia e di agitazione in casa loro ? Il pretesto sarà in pronto: la libertà sarà sacrificata. Il sacrifizio della libertà, siatene certi, sarà la conseguenza della vittoria, in qualunque dei due campi risplenda. Dio disperda il funesto augurio ! Ma se voi consentite a questo trattato, la prostrazione del Piemonte e la rovina dell'Italia saranno un fatto compiuto ». Al dire di Brofferio spalla facevano il Tecchio, il Bottone, il Pareto, il Pallavicino, il Cabella, il Casareto, delle italiane libertà amatori singolarissimi. « Pur troppo scoppierebbe l'anatema contro chi pronunciasse il nome d'*Italia* in un congresso, nel quale abbia voce l'Austria » Tecchio vaticinava. « Io sono intimamente persuaso che la contratta alleanza ne fa complici dell'oppressione dei popoli : ne preclude la via a rivendicare la nostra nazionalità: per fine ci porrà in balia dello straniero, inermi, esausti di denari, stremati di forze : sono intimamente per-

suaso insomma che essa è inopportuna, impolitica, rovinosa pel paese, esiziale, funesta per l'Italia ». Tali sciagure Bottone profetava. « La politica che si seguita, non una politica cavalleresca e neanco poetica, ma bensì una politica poco assennata ed imprevidente devesi nominare ». Lorenzo Pareto esclamava. « Noi ripudiamo con un fatto solenne la politica di Carlo Alberto. Il presente trattato, a parer mio, è sventura, e grandissima sventura » l'onorando martire di Spilberga e di Gradisca pronunciava. « Credo che a chiunque ami sinceramente il paese, debba tremare la mano, quando porrà nell'urna un voto, da cui forse può dipendere la sorte della nazione » Cabella, parlatore adorno e facondo, diceva. « Noi scontiamo il sangue inglese col sangue nostro, e io non mi stupirei per questo che anche il nome dell'onorevole presidente del Consiglio che sottoscrisse il trattato, diventasse popolare in Inghilterra: ma io dubito molto che collo svolgersi degli avvenimenti, egual popolarità gli venga acquistata nel nostro paese.... Colla presente guerra voi vi infiacchite, voi stremate le vostre forze militari e finanziarie, aumenterà dunque di tanto la pressione austriaca » così il Casaretto protestava. Un anno appena doveva trascorrere per ammutire i prenunziatori d'infortunii: e a renderli accorti che la storia è una grande improvvisatrice, come un dì nella Camera diceva il Cavour. Un anno appena, e il Piemonte s'avvedeva quanto dirittamente pensasse il Farini, quando la guerra di Crimea « guerra di equilibrio europeo, e per indiretto di equilibrio italiano » appellava. Un anno appena, e con ragione ripetere si poteva col Burke: « Una guerra che gloria arreca ad un paese, contuttochè costosa gli sia, non lo mette in fondo giammai ».

Non prima che dopo una settimana intiera di deliberazione, la Camera elettiva confermava il trattato di lega, a voci scoperte, 95 contro 64. Con 63 voti contro 27 approvavalo poco poi il Senato del regno. Grande allegria per questo risultamento in tutte le altre provincie italiane: le quali, se non istimarono ancora tempo di entrare in alte speranze, sperarono almeno

che più dolce norma avrebbero dato i rettori alla loro potestà assoluta, e non sarebbero stati scarsi di qualche miglioranza a favore de' sudditi proprii. Un gran momento del lieto esito della guerra facevano esse: anticonoscendo fin d'allora che il Piemonte per unico prezzo de'sacrifizi suoi avrebbe sol che un ristoro alla infelice condizione de'suoi connazionali invocato.

XXXI.

Tra mezzo a quel tempo in cui l'esercito piemontese s'apparecchiava a far vela per alla Crimea, nel Parlamento ripigliavasi la deliberazione sul disegno di legge della abolizione dei conventi, parto del guardasigilli Urbano Rattazzi; deliberazione stata intermessa per gli infortunii domestici, che avevano posto in desolazione la reggia di Vittorio Emanuele, e quindi per la discussione del trattato di lega. Per una coincidenza singolare la Camera subalpina ebbe a diffinire contenzioni di frati e di monache nella occasione di due guerre. Nel luglio del 1848, tra i più augurosi accidenti della guerra per l'italiana indipendenza, preziose tornate erano consumate intorno alla soppressione di un maggiore o minore numero di monaci e di frati, in guisa che nobilmente indegnato il deputato Montezemolo esclamava: « Se gettiamo tanto tempo a sopprimere quattro frati o quattro monache, non sopprimeremo mai più i tedeschi ». Indittasi nel 1855 la guerra contro la Russia, la Camera spendeva diciotto tornate nella abolizione di altri ordini monachili. Parlò in questa disputa il conte di Cavour il dì 17 febbraio: pretermesse le quistioni di legalità e di giustizia, intorno alle quali l'ingegno e la facondia del suo collega eransi già affaticati, guardò il lato solo finanziario e politico della provisione su cui il Parlamento era chiamato a rendere il suo partito, e conchiuse politicamente e finanziariamente essere utile e opportuna (*). La legge in tante con-

(*) Sulla opportunità di leggi e provisioni consimili sapientemente, come è suo uso, discorre Adolfo Thiers nel recente XV volume dell'*Histoire du Consulat et de l'Empire*, Livre XLVII, p. 288.

sulte ventilatasi era alla perfine con 116 voti contro 36 approvata. Riscontrando i suffragi avversanti la guerra contro la Russia coi suffragi resisi dai deputati nella occorrenza presente, ei si parrebbe che maggior timore di frati e di monache si avessero che non del prevalere de' cosacchi.

In quella che la legge sopranominata era presa in disaminazione dalla Camera elettiva, perveniva contezza della allocuzione il 22 di gennaio pronunciata nel Congresso pontificale da Sua Santità, tutta protestazioni e minaccie contro il Piemonte, non che del pensiero in cui erano venuti i papali ministri di render pubblici tutti i documenti rispettivi ai dissensi sorti fra la Corte di Roma e quella di Torino, per appellarne alla sentenza della opinione universale. Le protestazioni e minacce, come quelle che su terrene ragioni di intrammessa e d'impero nei negozi dello Stato unicamente fondate erano, non vennero dal Consiglio del Re di Sardegna considerate: il secondo partito maravigliosamente ebbe caro. Anzi così vivo era il desiderio suo che nanti il tribunale da Roma eletto fosse per trovar difinizione la contesa vertente, che esso stesso procurò una edizione novella del volume mandato in luce dai curiali del Papa, perchè meglio ne fossero gli esemplari diffusi. La quale pubblicazione non che in vantaggio tornò in danno de' primi suoi autori e suasori: non fu infatti personaggio riguardevole che l'animo avesse ornato di temperanza, il quale non rimanesse della longanimità e prudenza dei governanti sardi ammirato, e le strane pretensioni e doglianze dei chierici romani non dolesse. Forse più accorta opera avrebbe fatto il Piemonte se seguitato avesse l'avviso del Macchiavello, insegnante che, quando un principe piglia uno stato « dee discorrere tutte quelle offese che gli è necessario fare, e tutte fare a un tratto, per non le avere a rinnovare ogni dì ». Ma se l'accorgimento fece fallo, niuno potrebbe dire altresì della moderanza e dei rispetti usati.

A questo modo Sardegna con Roma travagliava. Gli ama-

tori dell'antico regime e della perfetta divozione alla Santa Sede in quelle faccende eziandio che non sono sua pertenenza assoluta, presero modo da ciò per assediare con consigli intesi a quietazioni e condiscendenze il re Vittorio Emanuele, che sfatto d'animo per la fresca orbezza delle tre persone a lui più caramente dilette, la madre, la consorte e il fratello in men di due mesi stati nel sepolcro precipitati, si promettevano di condurre a fare il grado loro. Ai dolci suoni fattiglisi udire calavasi il Re, vuoi per iscrupoli di coscienza, vuoi eziandio per render chiaro una volta meglio che colpa del Governo non era se nelle contrarietà con Roma si perseverava. Interrogò l'onorando vescovo di Casale, Nazari di Calabiana, senatore che era del regno, e nel quale come in persona illibatissima e di temperate opinioni, assai confidenza aveva, su ciò che, salva la dignità dello Stato, potevasi effettuare per dare alle domande romane certa risoluzione. Il degno prelato consultatosi con uno de'più spettabili membri dell'illustre Congresso a cui egli apparteneva, diliberavasi di far proposta ai vescovi sardi, udito prima il sentire della Corona, di obbedire eglino stessi la somma che prima retribuivasi alla Chiesa, ammontante a un milione circa, la quale a detta del Governo, trovatosi nella necessità di sgravarne il bilancio, era stata occasione della proposta legge sulla soppressione dei conventi. La limitazione che l'episcopato porrebbe a questa offerta, sarebbe il ritiro del contrastato disegno del Rattazzi già ratificato dalla Camera elettiva. Assentì il Re, e per quel che si dice, scrisse al Papa lettere significatrici dell'animo suo, non recusante mai termini onorati di conciliazione. I vescovi dello Stato domandati dal Calabiana del parer loro, opinarono si dovesse sapere la mente del Pontefice: l'arcivescovo di Torino e il vescovo d'Ivrea tennero il fermo di repudiare ogni mezzo di pace con un Governo che dicevano empio e ribello (*), il vescovo di Pinerolo, di prudenza grandissimo,

(*) Monsignor Fransoni e monsignor Moreno lasciaronsi guidare in questa incidenza da quel malaugurato pensiero che signoreggiato aveva l'animo dei nobili e dei preti facienti parte dell'Assemblea costituente

esprimeva il suo pensiero che alla offerta niuna limitazione si facesse: sarebbe stata più di buon grado accolta come quella che su generosità appoggiata era. La opinione di Roma fu chiesta.

Nel mentre che questi trattamenti facevano il loro corso, la Rattazziana era chiamata a pubblica deliberazione in Senato. I membri della Giunta nominatasi a quest'uopo erano assai divisi nella sentenza loro: Sauli e Sclopis determinativamente avversi: Desambrois e Collegno (Giacinto) favorevoli, solo che desideravano rendere l'applicazione della legge dura e incresciosa il meno che era possibile: Colla, pur repugnante alla proposta nel suo complesso, ammetteva nel Governo il diritto di impor

del 1789. Quasichè in numero di 300, avrebbero potuto, congiungendosi coi costituzionali, porre una diga al torrente rivoltoso che minacciava di straripare e straripò in effetto: ma d'animo piccolissimo fecero miserabilmente sacco nella stoltizia, giacchè riguardandosi come vinti e oppressi, e non avendo più l'occhio ad altro intento, fuorichè alla speranza di vendicarsi dei danni loro arrecati, erano venuti in pensiero che una cattiva costituzione meglio era che una buona; onde porsero il triste spettacolo di rendere i loro partiti, quando ne'loro privilegi offesi non fossero, concordevolmente con Robespierre anzichè con Sièyes, con questo anzichè con Mounier. Così, mentre discutevasi il nuovo disegno della Costituzione, la causa delle due Camere contrastata dalla sinistra della Assemblea, avrebbe prevalso coll'appoggio della destra: ma i rappresentanti di questa parte politica avendo inteso a dichiarare che le due Camere erano necessarie per la stabilità e la durata dello Statuto, congiungevansi colla sinistra. Anche dopo la fuga infelice di Varennes, ogni cosa non potevasi dire perduta se la destra avesse aiutato co'suoi voti i temperamenti costituzionali. Essa per contro determinavasi di non partecipare più alle deliberazioni dell'Assemblea, e ciò perchè i costituzionali, venuti a termini di nimistà coi Giacobini, avevano proposto di collegarsi colla destra. « Les nobles et les prêtres, scrisse ingenuamente il marchese di Ferrières (*Mémoires*, T. II, p. 419), uno dei membri di questa parte, ne cherchaient qu'à susciter une occasion bien prononcée de rupture avec les puissances étrangères: ils eussent été charmés que l'Assemblée eut mis Louis XVI en jugement et proclamée la déchéance ». Vedi anche per questo rispetto l'opera di Duvergier de Hauranne: *Hist. du Gouvernement parlementaire en France*, Introduction, Tom. I, pag. 70, 78 e 91. Dolorosa istoria che in tutti i rivolgimenti si rinnova!

tasse sui beni ecclesiastici. Il 26 di aprile, il quarto giorno dacchè la discussione erasi incominciata, il consentimento di Roma alla offerta divisata dai vescovi, essendo pervenuto, monsignor Calabiana, il Senato facevano saggio. Il conte di Cavour nell'udire ufficialmente la novella, pregò si sospendesse il dibattito infino al dì vegnente, nel quale avrebbe esposto la mente sua. Alla dimane annunziava in Senato che egli del pari che i suoi colleghi, gelosi della libera elezione della Corona e della prerogativa regia, avevano stabilito di chiedere licenza, e S. M. aveva al generale Durando ministro della guerra, commessa l'opera di sciegliere una nuova amministrativa.

Il Durando indirizzossi a magistrati, a diplomatici, a membri del Parlamento assai riguardevoli, ma vanamente: niuno volle riconoscere la limitazione posta dall'episcopato, pretendendo la danneggiata autonomia della podestà civile. Propose egli allora ai vescovi un mezzo, che a lui pareva, attevole a conciliare ogni cosa: favoreggiassero cioè il temperamento Colla, il quale restringendo la legge nei termini semplicemente finanziari, era inteso a determinare la imposizione di una sovratassa sui beni dell'asse ecclesiastico. Vanamente del pari. Non vedendo possibile o probabile la composizione, il Re consigliavasi col suo Massimo d'Azeglio: richiamava il Gabinetto Cavour, e varcati alcuni giorni, confermatasi con voto del Senato la legge sui conventi, vi apponeva la sua firma. Poco più che un mese dopo il Parlamento si prorogava.

XXXII.

La spedizione piemontese in Crimea ebbe principio con auspizi infausti. Il *Creso*, stupenda nave portatrice di una gran parte delle provigioni, rimase incesa in mare, quasichè in sull'escire di Genova, e penò assaissimo per ridursi a Portofino, sovra la spiaggia della Liguria. Messo piede nel territorio russo l'esercito sardo fu travagliato per oltre due mesi dal coléra: molte vite preziose dal crudo morbo mietute: preziosissima fra tutte quella di Alessandro Lamarmora, creatore del mira-

bile corpo de' Bersaglieri, gloriosamente stato già ferito nella prima battaglia della guerra per l'indipendenza italica. Non caddero gli animi de' prodi figli del Piemonte: incoraggiatore ed esempio a loro di operosità, di sofferenza, di gagliardia il duce Alfonso Lamarmora, che al seggio suo di ministro la tenda campale avea preposto. Collocati a guardia della destra parte della Cernaia, il primo urto sostennero dei Russi nella giornata del 16 di agosto: colle artiglierie loro felicemente dirette conferirono poscia al trionfo riportatosi in quel dì sopra le agguerrite e poderose schiere dell'oste nemica. In questo sedicesimo giorno di agosto, che ora doppiamente memorando sarà pel Piemonte, giacchè nel giorno stesso correndo l'anno 1717 Vittorio Amedeo II, già vincitore di Petevardino l'importante rocca di Belgrado assaltava e occupava, i militi sardi furono ammirati dai francesi e dagli inglesi per la singolarità del valore dimostrato, e per tutta Europa furono come i più principali autori della vittoria riconosciuti. Questo fatto d'arme fu operatore che quando un Consiglio di guerra fu tenuto poi a Parigi, il generale Lamarmora vennevi come rappresentante del suo paese invitato, contuttochè niuna obbligazione fossesi stretta a questo riguardo.

Nel giorno in cui i confederati risolsero di insignorirsi di Malakoff, la brigata sarda comandata dal valoroso giovane il generale Cialdini era impaziente di muovere pur essa all'attacco, ma essendo male succeduto l'assalto del bastione del centro, fu costretta a rimanersi nelle trincee, imperterrita durando esposta al tremendo fuoco della piazza. Questa impazienza del combattere è veramente italiana. Il valore è innato nei petti de'figli di questo paese. Affrontaronsi spesso e troppo spesso per sventura, in servizio di estranei signori: ma virtuosi sempre. Richiamano alla mente la rimembranza de' fortissimi Greci dell'antichità, i quali, narrante Senofonte con loro delle glorie e dei disastri della guerra partecipe, guidati da Ciro juniore alla battaglia, contuttochè per la patria non combattessero, la virtù dei vincitori di Maratona e di Platea tut-

tavia mostrarono. Esempio non antico porgono le guerre napoleoniane. Anco di recente Marmont del fatto d'arme di Castelnuovo discorrendo, scriveva: « Le nombre des ennemis augmentant, je dus y faire marcher des troupes. J'employai dans cette circonstance la garde italienne *désespérée* de n'avoir pas combattu la veille » (*). *Désespérée*, motto vero. I prodi soldati lo comprenderanno.

Della battaglia d'Artemisio cantando il lirico Tebano affermava che in essa gettato avevano gli Ateniesi fondamento luminoso di libertà, imperciocchè, soggiunge Plutarco, l'ardire si è veramente un principio di libertà. Non divarierebbe molto dal vero chi dalla gloriosa parte nella espedizion di Crimea avuta dal Piemonte riconoscesse la sollidata libertà del medesimo, e fors'anco l'inizio del rinnovamento italico. Sì veramente, non neghiamo, che dimenticata non sia la massima egregia: « Parvi sunt foris arma, nisi sit consilium domi ».

XXXIII.

Nel novembre il Parlamento subalpino fu riaperto. Nuovi provedimenti di denari fu chiamato a confermare, a contemplazione delle gravissime spese per la guerra dovutesi sopportare. Confermò la Camera con 109 voti contro 28: il Senato, 50 contro 7. Nel mese stesso, il re Vittorio Emanuele, renduti si più saldi i vincoli della lega del 26 gennaio per la ottima comportazione de' suoi soldati nella sedia della guerra, desideroso di aggiungere alle politiche, relazioni anco personali coll'imperadore di Francia e colla regina d'Inghilterra, intraprendeva un viaggio nelle città principi di questi due paesi. Fugli compagno il Cavour, il quale ebbe agio di intrattenere gli statuali francesi e britannici delle condizioni generali del Piemonte e delle altre provincie italiche, e farsi propizi quegli che erano di momento a quelle deliberazioni. Ne' giorni della dimora di

(*) *Mémoires du maréchal* Marmont, *duc de Raguse*. Tom. III, livre X (1806-1807).

Vittorio Emanuele in Parigi, Napoleone III entrando con lui in parole sui negozi italiani, domandollo: « Que peut on faire pour l'Italie ! » Alla quale interrogazione essendo stata necessaria una risposta, fu fatta coll'istrumento del celebre *Memorandum* del quale di prossimo avremo occasione di fare accennamento.

XXXIV.

In sullo scorcio del 1855 i potentati occidentali avevano aggiunto alla parte loro la Svezia, e piu strettamente venivano in concordia coll'Austria sulle condizioni della pace futura, che antivedevasi non lontana per le disposizioni pacifiche del nuovo Zar, succeduto a Nicolò. Il Piemonte in questa deliberazione non era entrato: ma non sì tosto stabilite furono le condizioni, erane stato fatto consapevole. La probabilità che l'Austria, quando l'interposizione sua rifiutasse l'imperador delle Russie, avrebbe prestato l'appoggio delle sue armi, e a' fianchi de' Piemontesi combattuto avrebbe, fece desiderata alla Sardegna la conchiusione della pace in quegli accidenti. Quello che si prevedeva accadde: e il dì 17 gennaio del 1856 lettere elettriche per tutta Europa divolgavano la Russia calarsi ai proponimenti di pace recati a Pietroburgo dal conte Valentino Esterhazy, messo straordinario della Corte viennese.

Indittosi a Parigi il congresso per discutere i capitoli di pace, il Piemonte fu invitato a parteciparvi. Il re Vittorio Emanuele aveva scelto dapprima per rappresentante il cav. d'Azeglio: il quale già messo tutto in acconcio per la partenza, essendosi recato dal cav. Cibrario, ministro che era sopra gli affari esteri, per ricevere le istruzioni sue, e il medesimo non essendo stato in grado di porgergliele, offrì la sua licenza. Fu allora mandata codest'impresa al conte di Cavour, aggiuntogli come secondo plenipotenziario il marchese di Villamarina ministro di Sardegna presso il gabinetto delle Tuillerie. La difficoltà in cui trovossi il Cibrario di dettare le istruzioni sue all'Azeglio, niuno che abbia della politica qualche intendimento, vorrà maravigliare: « Ceux qui ont approché le gouverne-

ment, scrive il Rémusat, savent bien que rien n'est plus diffi- sile, comme aussi rien n'est plus rare, que de donner vraiment les instructions. C'est une chose, dont on parle beaucoup, mais qu'on ne voit guère » (*). Lo stesso Napoleone I sentiva sovente queste difficoltà : e narra Marmont, che quando l'imperatore mandollo in Illiria, gli diede per istruzione generale « de faire pour le mieux ».

XXXV.

I messi del Re di Sardegna parteciparono alle generali e ufficiali deliberazioni del Concilio parigino non altrimenti che gli inviati d'Austria, d'Inghilterra, di Turchia, di Prussia, di Russia e di Francia. Nella tornata dell'8 marzo il conte di Cavour espose il suo sentire nel dibattito che ferveva per la definizione dello Stato futuro dei Principati danubiani : tenne per la loro unione concordemente col conte Walewski ministro dell'imperador de' francesi. Il conte di Buol e Aalì bascia avendo fatto diligenza di mettere in sodo che questo concetto era di fresca origine, il Cavour avvertì a buon dritto che il voto delle popolazioni su tale negozio era stato pronunciato prima delle contingenze presenti, e che un articolo dello Statuto organico aveva pregiudicato la quistione inserendo in quell'atto il principio della eventuale riunione dei Principati.

Non è quì il luogo di render ragione di ciò che il Cavour disse nel Congresso di Parigi su ciò che le cose italiane riguarda: narrò egli stesso gli incidenti della famosa tornata dell'8 aprile, nel discorso che, reduce in Piemonte, pronunciava in Parlamento il sesto dì di maggio. Certo difficile era ritrovare in Italia personaggio alcuno che sì utilmente la causa di lei nel cospetto dei rappresentanti dei maggiori potentati europei avvocasse. Fu universale la gara delle lodi a cagione che, mercè sua, il nome d'Italia risuonato era in quel solenne Concilio di diplomatici: noi penseremmo di fargli oltraggio

(*) *L'Angleterre au* XVIII *siècle*, T. II, p. 655.

se il lodassimo: perchè null'altro faceva in ciò che compiere il dover suo (*). Bensì il loderemo pel modo sapientemente temperato ch'egli usò in parlare di sì spinoso argomento, per il suo accorgimento finissimo, e per quel chiaro istinto del possibile, virtù preziosissima e che tanto rese mirabile il gran maestro politico che fu il Talleyrand. Degno di annotazione è in ispecie il *Memorandum* che egli consegnava nelle mani dei ministri di Francia e d'Inghilterra per un migliore ordinamento degli Stati pontificali : notevole tanto più in quanto che una fresca pubblicazione ha dimostrato, come il disegno proposto nel 1856 dal conte Cavour perfettamente consuoni con quello che proponeva il ministro Aldini quarant'anni prima, senza che il Ministro sardo avesse potuto averne contezza alcuna (**).

(*) Napoleone I da Soissons il 12 marzo del 1814 al principe Eugenio scriveva ; « Il est fâcheux pour le siècle où nous vivons, que votre réponse au roi de Bavière vous ait valu l'estime de toute l'Europe. Quant à moi je ne vous en ai pas fait compliment, parceque vous n'avez fait que votre devoir, et que c'est une chose simple ».

(**) La *Rivista contemporanea* di Torino del 25 dicembre 1856 ha stampato nell'originale francese un articolo rispettivo alla prossima pubblicazione delle Memorie inedite del conte Aldini, stato creato da Napoleone I ministro segretario di Stato pel reame d'Italia, residente a Parigi. Dal detto articolo trascriviamo quel che segue ; « En attendant la publication de ces documents, on nous communique une pièce datée de 1815 à Vienne qui a un mérite d'opportunité par son rapport très-intime avec les questions agitées au Congrès de Paris sur la situation des États pontificaux. Le prince de Metternich ayant demandé au comte Aldini de lui exposer ses idées sur ce sujet, le comte Aldini lui adressa un projet sur la forme du gouvernement à donner aux légations. Nous le publions plus loin en entier, mais nous faisons remarquer dès-à-présent, que le projet coïncide parfaitement avec la note verbale présentée par Mr le comte de Cavour au comte de Walewski et à lord Clarendon le 27 mars 1856. — Nous nous empressons d'ajouter cependant que M. de Cavour ne pouvait avoir aucune connaissance des papiers du comte Aldini, qui ont été enfouis jusqu'à présent. Cette coïncidence de deux esprits éminemment pratiques, à deux époques si différentes, mérite d'être prise en sérieuse condition. Elle témoigne, à notre avis, que leurs idées doivent avoir un grand fondement dans les traditions, les besoins, les intérêts des peuples de cette partie de l'Italie ».

a parte retriva dei Piemontesi che alla avversione sua al
ro regime pretende ognora la divozione e la riverenza alla
ı sabauda, strepitò altamente che il conte Cavour aveva
› parole da lui nel Concilio parigino proferite, le nobili
izioni di questa regia stirpe dispettato, per innalzare invece la
gna del rivoltoso e del novatore. Le costoro dinuncie ripi-
assai bene un giovane scrittore, tenero quant'altri mai delle
ie antiche degli avi nostri, e che non indugerà a essere pel
e suo abbastanza significato. « Se le mire della politica ita-
ı di Casa Savoia, scriveva egli testè, e la tutela della quale
mostrossi ognora gelosa su quella che fin dal tempo del
io Evo dicesi LIBERTA' D'ITALIA, nel Congresso di Vienna
vennero svolte direttamente con quella gagliardia e con
ıle autorità o pienezza quali il conte di Cavour le arrecò
› Conferenze di Parigi, furono tuttavia mantenute ed esposte
Memorandum di S. E. il conte San Martino d'Agliè a lord
lreagh, uno dei più onorevoli e notevoli documenti della
ia della patria diplomazia. Ne riesce gradito il ricordarlo,
chè questo fatto risponde ad un tempo alle due sorta di
ɔsitori, coi quali ci troviamo sempre simultaneamente in
trasto, noi liberali moderati. Quel fatto, come tanti altri
strati nelle nostre storie, toglie ai presuntuosi amatori delle
› rivoltose il vanto di essere soli, nei governi popolari sorti
e loro sommosse, ad intendere e patrocinare la indipen-
za nazionale. Quel fatto addimostra eziandio che il tener
ra la Penisola dal predominio straniero, e sopratutto dal
lominio esclusivo di una sola delle grandi potenze, non è
›etto nato da ieri e generato dalle teorie sovversive che
arono l'Europa nel 1848, ma è pensiero eminentemente
ernativo, nodrito da sovrani che certo non potevano acca-
ıarsi di soverchia tenerezza per le idee nuove e pei nova-
, dai re medesimi che operavano nei proprii Stati la ri-
razione del 1814 nel modo che tutti sanno (*) ».

(*) CARLO ALFIERI, *Rivista contemporanea* del 25 gennaio 1857, p. 78.

XXXVI.

Finite le conferenze parigine il conte di Cavour restituissi in Torino per ragguagliare il Parlamento della messione ch'egli compiuto aveva, e per provocare il voto del medesimo sul modo con cui questa messione erasi per lui effettuata. Parlò il Ministro nella tornata del 6 maggio e dalle parole uscite dalla bocca sua chiaro si risolvette il passo grande che fatto avevano i destini del Piemonte nella via della libertà: « On se sentait plus d'air dans la poitrine » diceva la Staël, accennando ai primi giorni del rinnovato imperio dei Borboni: altresì potevasi affermare rispetto alle condizioni nostre dopo il trattato di Parigi. « Sono due anni appena compiuti, orava il dì sette maggio quell'eccellenza di facondia e di sapienza che è il Mamiani, sono due anni appena compiuti, che il Piemonte sembrava scusarsi delle sue libere istituzioni, e tenea sembianza ed atto come d'un uomo che d'ogni cosa e sempre si difende e si scolpa Ed oggi? oggi nelle conferenze di Parigi il Piemonte chiama a severo giudizio i suoi antichi querelanti, narra, espone e descrive le loro enormezze e le loro tirannidi, e nessuno sorge colà a difenderli, nessuno osa negare le tremende incolpazioni: tanto che il novello accusatore, pieno di fede nella necessità delle cose e nella giustizia di Dio, aspetta con sicurezza e serenità la finale sentenza. Non sono due anni ben compiuti, che il Piemonte veniva accusato di spiriti irrequieti e perturbatori, e a lui recavasi la cagione delle frequenti sommosse e cospirazioni. Oggi, nelle conferenze di Parigi, il Piemonte rovescia la calunnia sul capo de' suoi avversarii. ed essi, essi soli sono colà ravvisati da ognuno come vera cagione e occasione del prolungarsi de' disordini e delle sommosse in Italia ».

Dalla bocca del Cavour ritrasse il paese che i negoziati di Parigi alcuna miglioranza non avevano arrecato con l'Austria: e che la politica dei due paesi, per essere inconciliabili i prin-

cipii dall'uno e dall'altro paese propugnati, era più che mai lontana dall'accordarsi. Senza insistere su questo fatto, perchè troppo, a nostro senno, èssi già insistito perchè chi scrive si procacci merito alcuno, affermeremo tuttavolta trascorsivamente che quest'effetto era immanchevole. Il conte Cavour ebbe nel 1857 la politica austriaca in quel concetto stesso in cui la ebbe il conte Solaro della Margarita nel 1835 : poichè ad onore di questo Ministro vuolsi arrecare da chi non tiene ira nè parte che quanto pessimo era l'influsso suo sulle cose interne del paese, tanto lodevole fu il più delle volte in ciò che riguardava le cose esterne (*): e nè pur sapremmo biasimare, chi guardi la mente indirizzatrice de' suoi consigli, i sovvenimenti a Don Carlos e al Sonderbund da esso lui prestati, sì veramente ch'egli non biasimi il sovvenimento dell'opera sua che il Governo presente del Re stimasi tenuto a prestare, non già a popoli stranieri, ma ad una parte tanto caramente diletta dell'italiana provincia. Dell'antico Ministro degli affari esterni di re Carlo Alberto sono le parole che se-

(*) Per consolazione di chi studia nelle istorie, spiriti abbietti come quelli di Giacomo II d'Inghilterra, sono radi assai. Frequenti invece gli esempi di coloro che pur nimici o timorosi della libertà, così perduti d'animo non sono da far getto della dignità del paese loro. Il nome del conte Della Margarita ci ricorda (nè ei se ne recherà) il Polignac. Il quale, entrato ministro sopra gli affari esteri, pochi giorni dappoi che i ministri precedenti avevano firmati i preliminari di una convegna col vicerè d'Egitto, che tornava in disdoro e in aggravio della Francia, stracciolla arditamente e deliberò una spedizione navale e militare. In quei giorni stessi in cui l'infelice e acciecato ministro meditava i consigli liberticidi che dovevano sprofondare il trono di Carlo X, alla Inghilterra domandante spiegazioni sui disegni che covavansi rispettivamente all'Africa, dopo il conquisto di Algeri, rispondeva « avec la dignité d'un grand peuple qui s'offense même d'être interrogé » (LAMARTINE, *Hist. de la Restauration*. Tom. VIII, livre 48). Al quale proposito quadra a cappello un'avvertenza che fa il Farini nel libro II della sua *Storia d'Italia*, p. 10 : « Prezioso bene degli Stati usi a vivere franchi sotto principe proprio, che nè per vicende di fortuna, nè per ira di parte si corrompe il senso morale così, che stieno indifferenti riguardatori dello straniero che ne calpesta la dignità ».

guono, tratte da un suo spaccio ufficiale: « La politica dell'Austria non ha cambiato (dal 1795 in poi): essa ha sempre gli stessi fini, la sua ambizione è ancora più grande. Nel tempo che essa agogna le Legazioni pontificie, essa guarda cupidamente sulla riva sinistra del Ticino, che vorrebbe ripassare per allargare i suoi confini al di là del limite fissato pei trattati di Worms e di Aix-la-Chapelle. Se Genova fa parte della Monarchia sarda, non è certamente all'Austria che noi il dobbiamo, non fu essa certamente che patrocinasse la nostra causa al congresso di Vienna. Guardatevi bene dal credere che noi abbiamo obbligo di riconoscenza verso una Corte, che non ci ha mai fatto che il *bene* di cui non era in poter suo il privarci. Ciò deve far capire con quanta diffidenza bisogni accogliere tutte le proteste d'amicizia e tutte le offerte che paressero fatte nell'interesse nostro. . . . nessuna fede nelle parole dei ministri austriaci, nessun credito alle loro promesse. . . . ».

Coll'uguale lietezza con cui il paese le dichiarazioni del Cavour rispettive alle relazioni nostre coll'Austria, quelle accolse rispettive al ristabilimento dei buoni rapporti colla Russia, e al rannodamento dei vincoli di amicizia che unirono per secoli la Casa di Savoia con quella dei Romanow. Il Piemonte e la Russia impararono a stimarsi sui campi di battaglia: i valorosi sono de'valorosi teneri ed amici. Chiami altri indegne le significazioni di amicizia coi figli della Newa, e li dica barbari: noi no. Quando ferveva la guerra in Crimea, ed era uso vilipendere e insultare il nimico, chi detta queste linee porgeva omaggio alla indomita virtù dei difensori di Sebastopoli degna solo de' nemici contro cui pugnavano, e fu messo in voce di russofilo, mentre non era che imparziale. Non sembreranno ora assentatrici le parole sue e scritte sottò gli influssi della pace, se queste saranno di allegramento per la restituita felicità della concordia. Gli italiani che dicono barbari i russi ricordino che sicarii di un cardinale Ruffo erano coloro i quali nell'anno estremo del varcato secolo mettevano in preda le case di Domenico Cimarosa, per avere egli composto la musica

per un inno repubblicano; italiani erano (pur troppo!) queglino che il gravicembalo suo, fonte felicissimo di canti amabili, gittavano per le finestre a rompersi sulle dure selci: poi lui medesimo cacciavano in prigione. Italiani non erano, dolora il dirlo, ma Russi ausiliarii del Re quelli che giunti a Napoli, saputo il caso, nè potuto ottenere dal Governo Partenopeo, a cui avevanla domandata, la liberazione dell'italico Cigno, al carcere sen correvano per liberarlo (*). Questi i barbari. Il Piemonte poi, fra tutti gli italici compartimenti, è debitore di serbare gratitudine e professar riverenza alla Casa dei Romanow. Non vuolsi porre in dimenticanza la singolarità dell'affetto che l'imperadore Paolo alla stirpe Sabauda attestò, sì che a lui, tanto che visse, hassi da riferire se Napoleone Buonaparte non ardì di incorporare a sè il Piemonte, come di tutti gli altri Stati fatto aveva. Morto Paolo, con benevolenza pari si condusse Alessandro: e nella lega conchiusasi nell'aprile del 1805 a Pietroburgo tra Russia e Inghilterra, uno de' più principali capitoli della trattazione si era di restituire il Re di Sardegna sul trono, con qualche accrescimento di territorio (**). Questi benigni sensi de' regnanti russi non si smentirono mai: ed essi sono per modo negli occhi di tutti, che, ricordandoli, non faremmo che moltiplicare vane parole (***).

La Camera elettiva quasichè unanime plaudì alla politica nazionale sostenuta dal Cavour nel diplomatico concilio di Parigi: il Senato unanime. Gli uomini infiammativi abbracciavano già co' pensieri e colle speranze una Italia rinnovata. Gli uomini sagaci e prudenti avvisarono che un gran passo erasi già

(*) Botta, *Storia d'Italia* dal 1789 al 1814, libro XVIII.

(**) V. Botta, ib. lib. XXII. Luigi Carlo Farini nella *Storia d'Italia* dal 1814 a' giorni nostri, narra: « Trovo scritto che nel milleottocentocinque la Russia facesse disegno di unire il Piemonte, la Liguria, la Lombardia e la Venezia in un solo regno sotto i principi di Savoia », Lib. I, pag. 3.

(***) Chi ignorasse scorra la citata opera del Farini, lib. I, pag. 27, lib. III. p. 100, lib. IX, p. 327 e 332.

fatto, dacchè in un congresso europeo, presente il Ministro austriaco, la questione italiana erasi non più come a Lubiana e a Verona ventilata, in oppressione dei popoli, ma in sovvenimento loro. Al Ministro sardo indirizzi di ringraziamento da tutte le provincie italiche vennero deliberati: imagini, medaglie con motti dimostrativi di gratitudine senza fine. Il Piemonte da quasichè tutta Europa tenuto in maggiore estimazione che mai fosse stato: come quello che una guerra pigliato aveva per nulla brama di conquista, ma per il solo proponimento di acquistarsi il diritto di parlare da luogo eminente in servigio de' danneggiati suoi connazionali.

XXXVII.

Contuttochè i potentati occidentali non fossersi nelle Conferenze accordati sul modo terminativo di considerare le faccende italiane, abbastanza avevano nondimeno espressa la mente loro, perchè di sole parole non stessersi paghi. Il Ministro francese non indugiò punto a domandare al messo suo appo la Santa Sede una sposizione sincera e non parziale dello stato delle popolazioni romane; e sebbene finquì niuno ammegliamento siasi fatto sentire, tranne che quello della cessione da alcune provincie dei soldati tedeschi, e sia quella gente tanto generosa con duro governo ognora asperata, non èssi ancora smarrita la speranza che migliori consigli nelle orecchie del Pontefice perverranno. I quali se indugiassero noi abbiamo fede che l'autore del messaggio del 7 giugno 1849 all'Assemblea legislativa indiretto, non sarà punto paziente che le armi sue proteggano più oltre una causa che non è colla francese dignità consentanea. Egli che nel documento or ora nominato sclamava che l'espedizione romana era stata disegnata, coll'intendimento che « Pie IX, ce souverain, fidèle à lui même, ramenerait avec lui la réconciliation et la liberté », affine di estendere il proteggitore influsso della bandiera sua sulla Penisola intiera « dont aucune des douleurs ne peut nous trouver indifférents », egli che il 18

agosto dell'anno medesimo a Ney suo, mandato a Roma scriveva : « Dites, de ma part, au général Rostolan qu'il ne doit pas permettre qu'à l'ombre du drapeau tricolore on commette aucun acte qui puisse dénaturer le caractère de notre intervention. Lorsque nos armées firent le tour de l'Europe, elles laissèrent partout, comme trace de leur passage, la destruction des arbres de la féodalité et les germes de la liberté : il ne sera pas dit qu'en 1849 une armée française ait pu agir dans un autre sens et amener d'autres résultats » : no, chi queste linee vergava, non mentirà se stesso.

Più inchinevole mostrossi l'Austria alle domande dei gabinetti di San Giacomo e delle Tuillerie : poco dopo la ratificazione del trattato di Parigi essa concedeva in fatti un indulto a molti rei di Stato, e i sequestri posti ai beni de' Lombardi che avevano la sarda neutralità ricevuto, prestamente rimetteva. Il Borbone di Napoli, avvisando danneggiata la degnità e indipendenza sua, con fierezza le proposizioni degli occidentali respingeva ; i quali non un istante rimasero dubbii del partito da abbracciare e ogni diplomatico rapporto interruppero. A chi facesse le ammirazioni perchè a termini più gravi di nimistà venuti non sieno i Governi di Francia e della Gran Bretagna, quello che nella tornata del 15 gennaio 1831 dell'Assemblea francese il Dupin rispondeva, a coloro che il Governo di Luigi Filippo ripigliavano, perchè non avesse dato retta alla temerità delle parole dal duca di Modena adoperate, ripeteremmo : « On vient d'alleguer le duc de Modène ! Je me contenterai de vous renvoyer à la fable du *Lion* et du *Rat*, pour prouver que la puissance ne doit pas toujours se venger de la faiblesse ».

XXXIX.

Il 15 di gennaio del 1857, poche settimane corse dalla riapertura del Parlamento, nell'aula dell'Assemblea elettiva nuovamente risuonavano parole sulla gran contesa italica.— Angelo Brofferio e Giorgio Pallavicino al presidente del Con-

siglio domandavano ragione delle speranze in cui, a un cenno suo, era entrato il paese rispetto al rinnovamento dei destini comuni. Invece di temporeggiare la fortuna italiana con l'industria e con l'accorgimento, nella via rivoltosa audacemente si mettesse, milioni di braccia avrebbergli fatta spalla oravano. Rispose il Cavour come a Ministro costituzionale di casa Savoia s'addiceva; il modano delle sue operazioni non essere quello che i due infiammativi deputati indirizzava: della italiana felicità e della libertà nazionale non essere amatore a niuno secondo, delle provisioni che a rivoltamenti accennassero, appunto perchè di italiani spiriti, infenso quanto altri mai. Avrebbe fatto quanto in mano sua era per ristorare lo stato della patria comune: a qualche miglioranza essersi già approdato, di maggiori starsi fidente, quandochè le fazioni estreme mollassero, e si imprendesse una via di temperanza e di concordia. Con parsimonia delle trattazioni diplomatiche parlò, per non guastare colla imprudenza i disegni concetti nell'animo in servigio della causa presa ad aiutare (*), còmpito

(*) Dall'assegnatezza colla quale il Cavour, quantunque volte ebbe in Parlamento a ritrattare la questione italiana, motivarono non pochi come ogni speranza sia omai ita in fondo di una acconcia composizione della medesima, sul campo diplomatico. Noi non siamo di questo credere e quella assegnatezza non ci maraviglia. Ci maraviglierebbe anzi il difetto della medesima. Quasichè niun governo più libero di quello che per diciott'anni rese felice la Francia, quando reggevanla gli Orleanesi; eppure il Guizot, ministro che era sopra gli affari esteri, non dubitava di uscire, in quella che ardeva la disputa nell'affare Pritchard, nelle parole che seguono, il 2 di agosto del 1844, nel cospetto dei Pari del regno; — « Je suis convaincu, que si je disais à cette tribune, ce que je dois dire ailleurs, je fairais une faute grave; je rendrais difficile ce que ne l'est pas; j'agirais avec imprudence, quand j'ai tout lieu d'être convaincu que la prudence doit nous mener au but. Comme vous, messieurs, autant que quique ce soit, j'ai à cœur de defendre l'honneur de notre marine: mais c'est précisément, parce qu'il me les faut souvenir ailleurs, que je ne puis consentir à m'expliquer ici ». Quando così parlava il Guizot non incontrava contraditlori; presente ancora agli occhi di tutti il danno che poc'anzi era venuto alla Francia, perchè il Parlamento suo aveva preteso di erigersi saggiatore delle trattazioni diplomatiche in quella appunto che queste si

ben ingrato dacchè non è punto senza forma di vero quello che il Talleyrand diceva: « On ne connait guère que les échecs de la diplomatie; on ne parle jamais de ses succès ».

Nella tornata a cui accenniamo, alla politica del conte di Cavour, l'appoggio della ornata sua parola e autorevole tanto presso la generalità degli Italiani, prestò il Mamiani. Il quale pigliando a contradire in ispezieltà il Brofferio, numerate le utilità che in breve correr di tempo l' opera del Ministro sardo fruttate avea, tra cui le più principali, la lega doganale austriaca nella ducèa di Parma cessata, le fortificazioni di Piacenza interrotte, i sequestri senza patto alcuno rimessi, del fatto più rilevante scendeva a discorrere, cioè di una opinione sola, comune, universale, alla varietà e discrepanza antica e ostinata dei pareri sostituitasi: « e tale opinione, proseguiva l'oratore, consiste principalmente nello aver fede interissima alla Corona Sabauda e alla politica veramente italiana da lei iniziata: consiste nello smettere i pensieri estremi e le temerarie utopie: consiste nel riconoscere che l'Italia ha sopratutto bisogno grande di esercitare dovunque e comunque si possa, la resistenza passiva, il coraggio civile, la influenza e la virtù delle idee: consiste infine nell'esibire all'Europa una dimostrazione evidente e continua, che agli oppressori d'Italia, per fare scusa alle loro violenze, conviene mutare la vecchia menzogna che l'Italia non è capace nè d'ordine, nè di libertà ».

XL.

La dignitosa comportazione del Governo di S. M. il re di Sardegna, le azioni di grazie che tutti gli Italiani insistevano a rendergli, i governanti austriaci vivamente ferirono.

maneggiavano. Ne cuoce di proferir parola rimproveratrice sul Parlamento francese, contro cui, come contro ogni cosa caduta, ringhiamo oggi tutti: ma è impossibile non iscorgere che se i ministri del 12 maggio 1838 non fossero stati dall'Assemblea travagliati, altro indirizzo avrebbero preso le faccende rispetto alla quistione orientale fattasi viva nel 1839.

Arrogi che in quel giorno stesso quindecimo di gennaio in cui il Parlamento subalpino sulla italiana questione ritornava, i Milanesi, nel mezzo de' quali l'imperador Francesco, perveniva, facevano segno ai Piemontesi di loro speciale congiunzione e benevolenza, una egregia somma inviando, perchè venisse all'esercito sardo che valorosamente erasi dimostrato in Crimea, eretto un monumento, a nome de' cittadini della principe città lombarda. Arrogi ancora che il Governo sardo avendo deliberato di fortificare Alessandria, e aperta essendosi una sottoscrizione per munirla di cento cannoni, dalla Lombardia, dalla Venezia, del pari che dagli altri compartimenti italici vennero in numero grandissimo le offerte di danaro. — La Corte austriaca, negli occhi della quale la quistione del Piemonte fu sempre, e oggi ancor più, questione dell'Italia intiera (*), non seppe por freno alla indegnazione sua, e con forme assai apparenti, volle dichiarare il paese nostro come il nervo e il cofano di tutte le leghe rivoltose. Poco tempo dopo che l'imperadore aveva messo piede in Milano, doloroso dell'accoglimento ivi avuto, fulminava, per voce del diario suo ufficiale, un articolo contro il Piemonte, del quale erano queste le ultime parole: « Se le delusioni della politica sarda all'uscire dell'ultimo secolo, e le recenti non bastano ad insegnarle moderazione in tempo ancor utile, gioverà ricordarle, pronostico d'un avvenire possibile, l'ammonizione che il Guicciardini raccolse dal senno pratico dell'antica Venezia: — nelle cose degli Stati è somma infamia, quando l'imprudenza è accompagnata dal danno. La penitenza di chi ti ha offeso, sia tale esempio agli altri che non ardiscano provocarti ».

Con dignità e fermezza risposero i Ministri del Re di Sardegna alle provocazioni austriache. « Illuminati, così chiosavano

(*) Uscente l'anno 1830, il principe di Metternich diceva all'imbasciatore francese a Vienna che « la question du Piémont était pour lui celle de l'Italie toute entière ». Vedi l'opera del conte HAUSSONVILLE; *Politique extérieure du Gouvernement franc.*, 1830-1848. Vol. I, p. 54.

eglino, dalle lezioni della storia del passato e del presente, dagli antichi e dai nuovi esempi, gli statisti, a cui la *Gazzetta di Milano* volge le amare sue parole, sono decisi a proseguire nella via intrapresa.

« Reggitori d'uno Stato italiano, essi sanno che loro incumbe il dovere, come loro spetta il diritto, di promuovere, con ogni onesto mezzo, il bene d'Italia. Da questo proponimento non li distoglieranno nè le ingiurie, nè le minaccie che scagliano contro di essi i fogli ufficiali d'oltre Ticino. Fidenti, non nella longanimità dell'Austria, ma nella lealtà delle loro intenzioni, e nella giustizia dei mezzi da essi impiegati: appoggiati all'amicizia dei loro alleati, alla simpatia dell'Europa intiera, essi non si lascieranno smuovere dai comminati pericoli, che saprebbero, all'occorrenza, affrontare con animo risoluto, e convinti che ormai non dal solo numero dei soldati, o dall'estensione dei territorii dipende l'esito delle lotte impegnate a nome dei grandi principii della civiltà e della giustizia ».

La fierezza di questo linguaggio che un piccolo Stato di poco più di quattro milioni a uno di trentacinque indirizzava, la simpatia e l'ammirazione universale gli crebbe. Francia e Inghilterra, Prussia e Russia applaudirono. I ministri austriaci nulla paventosi di difendere una cosa che era da tutti accusata, porsero loro querele con nota diplomatica al conte di Cavour: restrignesse la libertà di stampa che in Piemonte si soprausava in pernicie della quiete europea, quando no Austria ogni relazione interromperebbe. Vanamente il Ministro sardo nella lunga sposizione per lui fatta della intemerata sua comportazione in quello che le faccende italiane riguardava, fe' diligenza di ricondurre il Gabinetto viennese a migliori consigli: non vi fu modo di capacitarlo che in un paese di libertà era colpa il porre un freno alla medesima: la rottura dei rapporti diplomatici seguitonne.

Noi non sapremmo anticonoscere in qual guisa si tornerà dal Piemonte ad accordarsi, in quella limitazione che è possibile,

coll'Austria: ma ricorrendo colla mente gli accadimenti diplomatici di questo secolo, non errerebbe per avventura chi affermasse che l'esito non divarierà gran fatto da quello che sortì, sotto la Monarchia costituzionale del 1830, la lega dei potentati nordici contro la Francia. I sovrani della Russia, della Prussia e dell'Austria raccoltisi del 1833 a conferire tra loro a Munchen-Graetz avevano divisato di protestare i sentimenti loro al Gabinetto delle Tuillerie, indicendogli che essi non sarebbero stati mai pazienti che in Francia crescessero le erbe della rivoluzione. Il duca di Broglio, ministro che era sopra gli affari esterni di S. M. il re Luigi Filippo, rispondeva con quella dignità e franchezza di ministro di un libero Governo, come rispose testè il conte Cavour: « Aurait-on voulu, ai-je dit, così nello spaccio suo del 6 novembre 1833 all'incaricato suo d'affari in Vienna, ragguagliandolo del colloquio avuto col barone di Hügel, imbasciatore d'Austria, aurait-on voulu insinuer, que nous favorisions la propagande révolutionnaire? Je ne le pense pas. Si j'avais à cet égard la moindre incertitude, je répousserais par le démenti le plus formel, l'apparence d'une imputation dans la quelle le Gouvernement du Roi verrait une injure gratuite, qu'il est décidé à ne pas tolérer ». E più sotto soggiungeva: « Penserait-on seulement que, sàns favoriser l'action des propagandistes réfugiés parmi nous, nous la laissons exercer trop librement? Ce que je puis vous dire, c'est que nous avons fait pour la réprimer tout ce que nous permettent les lois, qui nous régissent. Nous ne pouvons, nous ne voulons aller au delà ».

Bronciarono i sovrani l'altiera risposta del Ministro di un « Re cittadino ». Ma non trascorreva gran tempo che la Francia, senzachè per parte sua un passo fosse stato fatto verso le dottrine assolutiste, ma colla sola lealtà del suo procedere, colla sapienza della sua politica, vedeva inclinarsele Prussia dapprima, Austria di poi, e Russia, più restia, negli ultimi giorni del regno Orleanese, mostravasi presta a dimenticare gli antichi umori. Non vaticiniamo: narriamo.

XLI.

Ombreggiati così i fatti principali in cui tutte o intiere parti sostenne il conte di Cavour insino al dì che scriviamo, rimane compiuta la opera nostra. Facendo impertanto somma di tutto e restrignendo breve in forma di giudicio quello che siamo venuti finqui allungando, conchiuderemo, arrogendo alcuni tratti sull'uomo parlamentare e sulla persona sua.

Chiunque abbia fiato di storia contemporanea non può non iscorgere una convenienza singolare del conte di Cavour con Robert Peel: e in vedendo come ne' suoi scritti e ne' suoi discorsi lo statista piemontese ad ogni quando lo esempio e la autorità del britannico Ministro invochi, è indotto a conghietturare che nella politica del medesimo abbia intentamente sin dai giovanili anni studiato, e con venerazione singolare, e con sentito affetto la memoria prosegua di quest'uomo, il quale il dì dopo la morte sua « sapiente e glorioso consigliere di un popolo libero, qualificato era (*). La vita dell'uno e dell'altro sono per modo conte all'universale che siamo diliberati dal condurne il parallello: e quand'anche così non fosse, ricorderemmo troppo bene ciò che, riferente il Montaigne, Epaminonda generale, a chi lo domandava quale avesse in maggiore estimazione Ificrate, Cabria o se stesso, rispondesse: « Morti noi tre, la sentenza ». Una avvertenza sola faremo, ed è che se il Cavour in molte cose seguitò il Peel, di buon'ora, col finissimo accorgimento suo comprese che il medesimo nel maneggio de' politici negozi esterni lasciò spesso desiderio di maggiore arditezza e più fermo proponimento, virtù indispensabili nel ministro che abbia ad indirizzare i destini di un popolo orgoglioso così com'è il Britanno. Cavour ministro per questo rispetto tenne piuttosto dalla politica di Palmerston, che non da quella di Robert Peel, o di lord Aberdeen. Pregio speciale poi dello statuale piemontese, quello si è di aver posto

(*) Guizot, sir Robert Peel, *Études d'histoire contemporaine*, p. 2.

in tranquillo e in sicuro lo avvenire del governo rappresentativo nel suo paese, collegando la parte conservatrice colla parte progressiva, ad una togliendo il mezzo, se isoleggiata fosse rimasta, di pendere alla riazione, all'altra di pendere a' consigli rivoltosi. Indizio di un grande avanzamento nell'arte della politica cosiffatta colleganza, che in varii Stati europei stretta si è, delle due tendenze sopranominate. « Partisans we may be called, così testè un pubblicista inglese nella celebrata *Quarterly Review*, but we believe history will emblason it as a real advance in the art of pratical polities, that the energies of improvement should have attained their highest vigour at the very moment when preserving instincts were known to be the strongst, and the sentiment of security blended in and grew along with the consciousness of progress (*) ».

XLII.

Così come per le politiche, per le virtù economiche maggioreggia il Cavour. Primo de' nostri statisti fu, il quale conosciuto abbia che al ristoro di un popolo, e in ispezieltà di un popolo italico tanto singolare per glorie economiche e mercantili, le astrattezze de' principii e le teorie non sieno sufficienti, ma sia mestieri su salde fondamenta la materiale prosperità e lo svolgimento della ricchezza, restituirne. Alla qual opera l'economista aveva da lunga mano disposto il ministro: e sebbene pochi sieno gli scritti suoi intorno a simile argomento, dai molti discorsi pronunciati in Parlamento e dalle leggi che reggono l'amministrativa sua, di lieve si risolve quanto profondi studii fatti egli abbia. Vanto suo perenne, minore solo a quello che ei procacciossi per la caldezza con cui le utilità italiche promuove, sarà quello della introdotta libertà di commercio in Piemonte. Mettere in aspetto di liberale una tariffa daziaria circondata da tutte le anticate preoccupazioni restrittive e colbertiane, abolire i dazi differenziali (ch'erano, come

(*) January, n° 210, p. 270.

dire, il nostro *atto di navigazione*), incuorare la industria nazionale, riformare il servigio delle poste, favoreggiare le imprese di strade ferrate (*): imprendimenti erano codesti la cui difficoltà contrappesava, non che altro, i grandi e benefici influssi che erano destinati a produrre nel paese, e la nominanza in cui il loro autore poteva salire. L'opera del conte Cavour fu pari al successo che ognuno s'imprometteva: gli effetti della libertà commerciale furono appo noi quelli che in Inghilterra, quelli che saranno dovunque e quandunque verrà proclamata e introdotta (**). Tutti ne profittarono; i produttori, i loro prodotti a miglior perfezione conducendo e allargandone lo smercio: i consumatori, a più buon mercato i prodotti altrui

(*) In questo servizio delle strade ferrate il conte Cavour non poteva essere più mirabilmente secondato di quello che il fu dal Paleocapa.— Marmont, lodatore difficilissimo, dell'attuale Ministro sovra i lavori pubblici, scrive; « M. Paleocapa, l'un des ingénieurs les plus distingués de l'Italie, est un homme d'un savoir profond et d'un esprit aimable, vif et brillant. Élève à l'école d'artillerie et du génie de Modène, il avait servi dans le corps du génie militaire du royaume d'Italie, et fait avec nous les dernières campagnes de l'Empire. Répugnant à servir dans une autre armée que celle dans laquelle il avait débuté, il entra dans la carrière civile, quand le nord de l'Italie revint à l'Autriche. Il trouva l'occasion de montrer sa capacité et d'exécuter de beaux et grands travaux qui lui font le plus grand honneur ». *Mémoires*, tom. IX, livre XXVII (1841), pag. 299.

(**) Nella *Storia d'Italia* del Farini lib. IX, p, 311 leggiamo: « La libertà dei commerci era raccomandata (ne pigli nota chi tiene la sia un portato di cervelli libertini) dal conte Giuseppe De-Maistre, il quale ai Ministri di Vittorio Emanuele scriveva in questa sentenza: « Io sono inclinato al sistema della libertà di commercio per due ragioni principali, l'una di teoria, l'altra di pratica. La prima è ch'io non credo punto che sia possibile ad una nazione di comperare più che essa non vende: la seconda è questa, che io non ho mai veduto, che un governo qualunque siasi mischiato per diretto del commercio dei grani e ne abbia proibita la tratta, senza produrre immediatamente la carezza e la fame. Lo stesso deve dirsi di tutte le altre mercatanzie; se proibirete l'uscita del danaro, voi avrete carestia di danaro. Se invece il Governo lascierà fare, si farà sempre meglio di lui ».

comperando. Vero è che qui, come sempre nei tostani cambiamenti accade, al sonno e al letargo antico, operosità eccessiva, o, come dicono gli inglesi, *over-trade*, succedette: e peggio forse, dalle naturali strade sovr'esso una artifiziata deviossi. Infatti lo Stato nostro essendo a nord dell'Apennino agricola, al sud marittimo e commerciante, fu da molti voluto convertire in uno Stato manifattore, sforzando l'indole e natura che del ferro e combustibile ci fu scarsa. Ma se fu danno, non durerà, e in parte scomparve già: in ogni supposto poi renderne in colpa la nuova legislazione economica e gli autori suoi, non che ingiustizia, fora follia.

Rimane ancora un ramo della sociale economia a cui in Piemonte non venne fatta finquì applicazione de' sopradetti principii di libertà: intendiamo, il sistema delle istituzioni di credito. Sebbene anche per questo rispetto le nostre condizioni siano più vantaggevoli che non quelle de' vicini nostri oltralpini, distiamo tuttavolta ancora assai da quell'ordinamento di libera circolazione, di cui offrono sole esempio Scozia e Inghilterra, e al quale ei si pare voglia essere animo del Cavour di accostarci in modo scalato ed equabile, se dobbiamo conchiudere dal disegno di legge sulla libertà dell'interesse, vinto testè nella Camera elettiva, e dal recente decreto che il limite delle emissioni della Banca nazionale grandemente allarga. Nè vuolsi tacere che il credito fondiario aspetta eziandio quelle legislative riformazioni che lo scritto del conte di Salmour, dettato d'istigazione governativa, faceva sperabili e agevoli.

XLIII.

Ardua ancor più fu la fatica del conte di Cavour, ministro sopra la finanza. Le riforme daziarie a cui egli aveva posto mano, e che in avvenire erano destinate a rendere più vivi i proventi erariali, traevano con sè, come primo e immediato effetto, la diminuzione dei medesimi, in quell'ora appunto in cui più urgeva il bisogno di aumentarli, perchè i destini del

paese non andassero in fondo. Era necessità sostituire nuove sorgive di entrate, e non più sperarle dai dazi indiretti, sì dalle tasse dirette, cioè dalla prediale, gravosa già, dai fabbricanti, dalle successioni, dagli esercenti industrie e professioni ecc. Da Adamo Smith in poi una scuola di economisti vanta i tributi indiretti come meno gravi e profittevolissimi, sfatando invece l'opposito sistema come vessatorio e quasi assurdo e impossibile a porre in atto. Il quale nondimeno è seguitato da scienziati non pochi di qualità, e numera ragioni molte di successo non lontano: quando sopporti una condizione di necessità estrema, che cioè il tributo diretto sia unico. Conciossiachè il cittadino, il quale è tre o quattro volte per anno domandato della imposta diretta, e per altri motivi eziandio, sentesi gravato molto più che se una sola fiata e per unico titolo (cioè sulla rendita) venga sturbato. Se non che impossibile era ciò pretendere da una amministrativa, quale la Cavouriana fu, posta nel mezzo di inudite difficoltà finanziarie, e di pressantissimi bisogni. Non è impertanto da ammirare se non tutte le parti del sistema furono perfette. L'importare era che i principii fossero preservati salvi: e furono: onde l'avvenire potrà e saprà cavarne le conseguenze. La fermezza, colla quale il conte di Cavour ha colle molteplici e ognidì risorgenti difficoltà lottato, dispettando l'aura popolesca, che fugge ognora chi richiede i contribuenti di un sacrificio, sovrammonta, per nostro avviso, ogni qualunque lode che per ciò se gli potrebbe conferire. Passiamo all'uomo di parlamento.

XLIV.

Cavour non è oratore. Non già che egli non sappia discorrere con arte, o persuadere con calore. Chi così dicesse, errerebbe a partito. Al nostro conte non manca nulla per ciò che è del pensiero, dei concetti, e anche dell'artificio, perchè ei sia buono oratore: ma per altra parte non una possiede delle doti richieste a ben parlare, se si ponga mente a ciò che alla parola, alla forma esteriore del dire, al modo di esporre e di

porgere, alla facilità e felicità delle espressioni, si attiene. — Oratore è solo colui che concetti ed espressioni maravigliosamente congiunge, con ordine severo i suoi pensieri svolge in seducente stile, ai suoi concetti franca, libera e allettevole ritrova la veste, l'accento di minaccia, o il sibilo dell'ironia fa risuonare ai tuoi orecchi, secondochè l'occasione il domanda. Tuttavolta il Cavour si è per modo nella cotidiana palestra parlamentaria addestrato, che, senza contraddetto, divenne uno dei parlatori più ascoltati della Camera, fatta anche astrazione dall'autorità del nome suo e del grado che ottiene. Quand'anche la fortuna gli dicesse male un giorno, e semplice deputato ritornasse, scarso del corteo di una fazione a lui divota, la voce sua pretenderà sempre silenzio e attenzione particolare, e ciò tanto più in una Camera nella quale, per usare le voci di Burke, le figure dell'aritmetica sono più valide delle figure della rettorica (*), e gli impeti di Demostene sono buffetti e nocchini di donzella. Questa virtù del Cavour non sta in ciò che la sua voce ferisca dolcemente l'orecchio di chi ascolta: anzi è più presto fessa che no, e da qualche stridulo accento non iscompagnata. Ma quell'accento è promettitore di un frizzo, e mantiene parola: quella voce senza rimbombo, non troppo maschia, senza vigorezza e senza grazia, palesa idee chiare, precise, con ordine mirabile esposte. Queste idee sono talvolta volgari come il buon senso popolare, talvolta ad alte meditazioni temprate, ma così bene in una congiunte che le une portano le altre, e ne esce un complesso persuadevole. Cosiffatta chiarezza, quasi direi stupenda, è il nerbo più principale della autorità di Cavour sull'animo dei deputati. Altro e precipuo pregio di lui consiste in una penetrativa poco comune, colla quale divina quasi intuitivamente quali sieno i due o tre argomenti maggiori, nell'oceano tempestoso della

(*) In inglese le figure dell'aritmetica, come tutti sanno, sono, propriamente parlando, le cifre.

discussione nuotanti, che gli si conviene combattere o difendere. In queste due facoltà, per cui il conte Cavour eccelle, è riposto, avvisiamo noi, il segreto dell'imperio, quasichè di autocratore che esercita sul Parlamento. Non sappiamo, ma affermiamo che molti sono coloro i quali lo studio di determinate quistioni negligono, convinti che il Cavour ne farà una lucida sposizione alla Camera. Dicendo lucida la parola del Presidente del Consiglio, non troppo esattamente per avventura diciamo. Certo è che egli si fa comprendere da ognuno con prontezza: ma certo è altresì che meglio, e con gusto maggiore si leggono i discorsi suoi, di quello che si odano dalle sue labbra pronunciati. Non ostante l'evidente progresso ch'egli ha fatto, ascoltando intentamente i migliori oratori del Parlamento, e ritenendone in mente i vezzi di lingua e le acconcie espressioni, Camillo Cavour prova ancora qualche fatica nel metter fuori i suoi pensieri. Questo stento, dissimulato da una leggiera tosse sempre opportunamente invocata, stringe la laringe a tutta l'audienza, e stanca parecchi degli spettatori. Parrebbe che in simili (e non infrequenti) casi, l'oratore dovrebbe sentirsi alquanto turbato, smarrire la parola appropriata e persino il nesso grammaticale della frase obliare. Mirabile a dirsi! ciò non accade mai. Se sopprimi la piccola tosse, la brevissima reticenza, e accozzi le parole pronunciate, ti trovi innanzi l'idea netta, precisa, esposta, come si richiedeva, per essere da tutti immediatamente côlta. Nelle innumere questioni d'amministrativa e di economia politica il notato difetto non riesce fastidioso, ombreggiato com'è dalla strabocchevole dottrina di cui il Cavour in simili materie fa amplissima mostra. Ma quando egli abbia ad innalzarsi (negli argomenti che la politica speculativa riguardano) a voli alquanto pindarici, la mancanza delle doti esterne della eloquenza si fa manifesta. Si scorgono le vive imagini, si indovinano le calde e commoventi apostrofi, ma tutto ciò richiede una veste adatta di parole, e queste radamente, come si vorrebbero, sgorgano. È un vino generoso e spu-

mante che si vede attraverso ad un bruttissimo vetro. Si applaude bensì all'oratore, tanta è la virtù dei pensieri, delle idee, dei *veri*, ma più all'intenzione che al fatto si applaude.

Più sopra abbiamo il nome di Robert Peel ricordato: descrivendone il ritratto il Duvergier de Hauranne, ci porge i colori per finire quello di Camillo Cavour. « Sir Robert Peel, scriveva il francese pubblicista, n'est point un orateur de premier ordre, et ses discours ont en général peu de chances de passer à la postérité, comme des modèles d'éloquence classique: mais il a une manière de parole simple, claire, droite, méthodique, qui sans viser à l'effet, y arrive souvent. A' l'entendre, on sent qu'on a devant soi, non un littérateur ou un avocat, mais un homme politique, pour qui un discours est une action, et qui préfère l'utilité à l'éclat ».

XLV.

Il conte di Cavour è di statura mezzana, tendente alquanto al pingue: negli atti e nel portamento presto ed energico: tra mille lo conosceresti per un gentiluomo subalpino. La fronte è alta, spaziosa, largamente conformata: ampia sedia vi hanno i pensamenti arditi e generosi: il modo d'accigliarsi spesso cupo e tenebroso, e non di rado accade che muti interamente il carattere del volto: gli occhi fievoli e affaticati: coperti dagli occhiali alcuna particolante non palesano. Il naso è breve: la bocca mal contornata, e quasi dissi voluttuosa: pronta sempre a un fine riso sardonico, frutto talvolta di spontanea ilarità, talvolta di disprezzo. L'insieme generale del volto amorevole: e chi l'avvicina ammira i suoi modi squisitamente cortesi. Nulla che indichi l'alterigia dell'aristocratico: lo diresti un borghese gentiluomo, per una congiunzione mirabile della dignità e assegnatezza che è propria di una classe colla bonarietà e semplicità che è peculiare e qualitativa dell'altra.

XLVI.

Tale l'uomo in cui stanno fisi gli occhi di meglio che venti milioni di Italiani. Cinque anni sono appena varcati dacchè Vincenzo Gioberti veniva additando nelle splendide pagine del *Rinnovamento* Camillo Cavour, come uno de'maggiori ostacoli che all'egemonia sarda si attraversassero, epperò uno de' maggiori pericoli che alla Monarchia sovrastessero, e oggi non v'ha alcuno che di questo concetto sia più caldo propugnatore di lui, sì che gli spiriti giobertiani sembrano trapassati nell' anima sua. Il grande imprendimento verrà esso condotto a perfezione, o difettivi saranno i conati dell'illustre uomo che gli sacrò il suo ingegno, la sua fatica, la sua vita? Questa parola non abbiamo ancora il diritto di scrivere. Comunque però la Providenza indirizzerà i destini del comune nostro paese, la storia non pronuncerà del disegno stupendo dal felice o infelice esito suo, come è uso degli uomini volgari, sì dai mezzi che sarannosi adoperati affine di compierlo. Niuno è obbligato a far trionfare la causa assuntasi a difendere: si è obbligato a non recusare occasione alcuna perchè succeda. Grave còmpito è perciò quello del conte di Cavour: ma grave è pur quello del paese. Il passato delle altre nazioni non sia, per Dio, lettera morta per gli Italiani; e a noi fatti saggi dalla sperienza, non accada quello che pochi lustri fa, ai Belgi accadeva. Ognuno ricorda che le grandi speranze che il Lebeau significava nel 1830 a' suoi connazionali, quando avessero rati i 18 articoli della trattazione colla Olanda, l'acquisto cioè di tutto il Lucimburgo, di tutto il Limborgo, lo sgravo del debito, la salvazione della Polonia, vennergli, nel 1839 nell'ora della terminativa composizione, apposte a colpa dagli avversari suoi, quasichè avesse voluto mascherare le vere conseguenze degli articoli: ma a buon dritto a costoro rispondeva il Lebeau: « Ce sont les événements du mois d'août 1831 qui ont abrogé les 18 articles. La cause du Luxembourg et du Limbourg n'est plus dans vos mains: elle a été perdue sous les

murs de Louvain ». Dielvoglia che non abbia un dì il Ministro di S. M. il re di Sardegna a rendere una consimile risposta a quelli che venissero colpandolo di avere manifestate speranze impossibili a effettuarsi. A buon dritto potrebbe egli far loro una rimessa dei funesti accadimenti che desolerebbero la Penisola.

XLVI.

Nel leggere le memorie di Lodovico XIV un pensiero ci ha singolarmente colpiti, e noi domandiamo licenza di qui riprodurlo, come conclusione del nostro scritto: « Ne rien exposer au hasard de ce qui peut être assuré par la prudence. C'est toujours l'impatience de gagner qui nous fait perdre. L'espérance trompeuse fait mal parler et mal agir . . . Se garder de l'espérance, mauvais guide ». Più che di un semplice Re, parole son queste della esperienza: sono un ammonimento a chi indirizza e a chi è indirizzato: forse in questo consiglio del gran Monarca è molta parte della salvezza avvenire della Penisola. Dio salvi l'Italia! E felicemente ispiri l'uomo nel quale è tanta parte delle speranze di questo bello e infelice paese!

A' dì 30 marzo del 1857.

Pag.	*lin.*	*Errata*	*Correzioni.*
II	3,	il 10 d'agosto del 1810, una sorella:	— il 10 di agosto del 1810: una sorella
VIII	4,	ondechè e molte volte	— onde che molte volte
XVIII	15,	Burhe	— Burke
XX	25,	non sia per produrre	— non era per produrre
XXVI	13,	Ministero dell'erario	— Ministro dell'erario
XXXII	26,	in ispezietà	— in ispezieltà
XXXV	7,	*Villèle*	— Villèle
LXIII	28,	fusionate	— fazionate



